



HAL
open science

Le courant rocardien : histoire et héritages d'un courant politique au prisme de son leader et ses fidèles

Matthieu Cabanis

► **To cite this version:**

Matthieu Cabanis. Le courant rocardien : histoire et héritages d'un courant politique au prisme de son leader et ses fidèles. Histoire. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 2023. Français. NNT : 2023BOR30035 . tel-04634594

HAL Id: tel-04634594

<https://theses.hal.science/tel-04634594>

Submitted on 4 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Bordeaux Montaigne

École doctorale Montaigne Humanités (ED 480)

CEMMC

THÈSE DE DOCTORAT EN HISTOIRE CONTEMPORAINE

Le courant rocardien : histoire et héritages d'un courant politique au prisme de son *leader* et ses fidèles

Présentée et soutenue publiquement le 27 novembre 2023 par

Matthieu Cabanis

Sous la direction de Marie-Christine BOUNEAU, Professeure émérite en histoire contemporaine, Université Bordeaux-Montaigne

Membres du jury :

Fabien CONORD, Professeur en histoire contemporaine, Université Clermont Auvergne

Marion FONTAINE, Professeure en histoire contemporaine, Sciences Po Paris

Jean GARRIGUES, Professeur émérite en histoire contemporaine, Université d'Orléans

Laurent JALABERT, Professeur en histoire contemporaine, Université de Pau et des Pays de l'Adour

Christophe LASTECOUCERES, Professeur en histoire contemporaine, Université Bordeaux-Montaigne

REMERCIEMENTS

Ma première reconnaissance va à ma directrice de thèse, Marie-Christine Bouneau. Cette thèse doit beaucoup à son soutien, ses observations et sa constante disponibilité. Par son exigence et sa bienveillance, elle m'a poussé à faire toujours mieux et à rester rigoureux, m'offrant un cadre de travail à la fois stimulant et épanouissant.

Ils sont mes plus précieux ainsi que mes plus indéfectibles soutiens depuis toujours. Je veux exprimer toute ma gratitude et mon affection à mes parents, sans qui, à plus d'un titre, rien n'aurait été possible.

Je tiens ensuite à remercier l'École doctorale Montaigne-Humanités, avec une mention particulière pour Stéphanie Brossard et Bernard Coly, pour leur gentillesse et leur aide. Mes remerciements vont également aux équipes du Centre d'Études des Mondes moderne et contemporain (CEMMC) qui m'ont intégré dans un univers de recherche de qualité et qui m'ont fait confiance pour assurer des cours de TD.

Un grand merci est destiné aux membres de mon comité de suivi de thèse, Laurent Coste, Cédric Guillaume et Judith Bonnin, qui, en dépit des difficultés d'organisation, ont toujours été disponibles et attentionnés à mon égard.

Il n'est pas possible de faire de l'histoire sans archives. Je veux donc remercier les archivistes de l'Office Universitaire de Recherche Socialistes et de la Fondation Jean-Jaurès, en particulier Frédéric Cépède et Guillaume Touati, pour leur accueil et leur aide. Merci également aux archivistes des Archives départementales de la Gironde et des Archives Bordeaux Métropole pour leur efficacité.

J'adresse mes plus chaleureux remerciements à toutes celles et ceux qui m'ont accordé des entretiens. Leurs témoignages, leurs expériences et leurs conseils ont été de précieux apports pour cette thèse.

Mille mercis à ma mamie Co pour sa présence et son soutien tout au long de cette période bordelaise.

Merci à toute ma famille et mes amis pour leurs encouragements permanents.

Enfin, j'ai une tendre pensée pour ceux qui, j'en suis sûr, auraient aimé me voir achever cette aventure. Ma mamie Suzanne, mon papy Marcel et mon parrain Robert.

Sommaire

| | |
|---|--------------|
| Introduction..... | p.5 |
| Première partie) Naissance et structuration du courant rocardien : affirmation d'acteurs politiques fidèles à Michel Rocard (1956-1981)..... | p.45 |
| Chapitre 1 : Le Parti socialiste unifié, un premier lieu de sociabilité pour fidèles rocardiens..... | p.49 |
| Chapitre 2 : Le chemin de croix des rocardiens : des tensions au PSU à la marginalité dans le Parti socialiste (1969-1977)..... | p.121 |
| Chapitre 3 : La nouvelle entreprise du courant rocardien : s'imposer au Parti socialiste (1977-1981)..... | p.173 |
| Deuxième partie) L'ambiguïté des rocardiens : être fidèles à Michel Rocard sous la présidence Mitterrand. Le courant rocardien, une gauche d'opposition interne ? (1981-1995)..... | p.258 |
| Chapitre 4 : L'inconfortable position des minoritaires..... | p.261 |
| Chapitre 5 : Une nouvelle exposition, le risque Icare..... | p.359 |
| Chapitre 6 : De l'élévation à la chute. Les conséquences collectives d'un échec de Michel Rocard..... | p.441 |
| Troisième partie) La « rocardie » après Michel Rocard : acteurs d'un courant en déshérence et ramifications nébuleuses..... | p.514 |
| Chapitre 7 : Un héritage insaisissable..... | p.517 |
| Chapitre 8 : Le courant rocardien, acteur des recompositions politiques ?..... | p.615 |
| Conclusion..... | p.657 |

| | |
|---|--------------|
| Sources..... | p.672 |
| Bibliographie..... | p.722 |
| Annexes..... | p.748 |
| Dictionnaire des rocardiens..... | p.793 |
| Liste des sigles utilisés..... | p.815 |
| Index des noms propres..... | p.818 |
| Table des matières..... | p.847 |

Introduction

Cette étude intitulée *Le courant rocardien : histoire et héritages d'un courant politique au prisme de son leader et ses fidèles* a pour objectif de suivre la structuration et l'évolution du courant rocardien de ses origines, soit le début de la décennie 1960, jusqu'à son émiettement à partir de 1994, émiettement qui permet d'embrayer sur une nouvelle approche, celle du testament politique et des héritages. La recherche sur ce courant, qui place ce travail dans le champ de l'histoire politique, s'intéresse à une multitude d'échelles. La structuration et le cheminement impliquent de fixer un cadre structurel, qui est avant tout celui d'un courant, certes, mais qui est lui-même essentiellement rattaché à un parti politique, le Parti socialiste (PS). S'intéresser à un courant politique implique de donner une dimension humaine et donc, de s'intéresser à des acteurs, ceux qui font vivre et avancer ledit courant. Pour cela, cette étude s'efforcera de suivre divers acteurs politiques dans leur entreprise de maillage. C'est là où la diversité des échelles géographiques et structurelles prend tout son sens, car ce travail compte ainsi aborder simultanément les questions relatives à des territoires géographiques concrets et variés, de la circonscription à la commune, et des instances politiques, de l'antenne locale d'un courant aux instances nationales d'un parti, afin d'étudier sur le long terme les différentes dynamiques du courant rocardien, avec ses phases ascendantes et descendantes, ses zones de force et de faiblesse. Pour ce qui est du cadre chronologique, cette étude démarre environ à la fondation du PSU, qui coïncide avec les débuts de la Ve République et s'arrête à une période proche de nos jours actuels, car l'étude des recompositions politiques et de la transmission d'héritage nous paraît s'écrire continuellement jusqu'à une date récente. Enfin, ce travail entend être construit autour d'un angle d'étude tout à fait spécifique : la connexion entre un *leader* politique, Michel Rocard, et ses fidèles rocardiens. Le choix de ce terme de *leader* fut un objet de réflexion et d'hésitation. Nous aurons l'occasion de l'expliquer à la fin de ce travail, nous avons hésité entre ce terme et celui de « chef ». Le développement de ce travail apportera des éléments de réponse qui ont justifié ce choix et pas un autre.

Par « *leader* politique », il faut entendre une personnalité capable de rassembler autour de lui et de ses idées et de faire de ses desseins un cap collectif, le tout en animant ce collectif et en le maintenant soudé. L'expression de « fidèles rocardiens » englobe le réseau des fidèles de Michel Rocard, ceux qui se définissent comme rocardiens, comme partisans de Michel Rocard, soit par adhésion à sa ligne politique, ou à sa personnalité, et le plus souvent, aux deux. Ces deux entités, *leader* et fidèles, forment ainsi le courant rocardien, articulé autour d'un meneur, d'une ligne politique et d'un réseau de partisans, le tout intégré dans un parti politique. Ce travail se fonde sur

l'idée que les deux sont indispensables au bon fonctionnement du courant. Le *leader* impulse un cap mais s'appuie sur ses fidèles, il leur fait confiance pour défendre ses intérêts politiques, tandis que les partisans demeurent aux côtés de leur meneur et contribuent au bon fonctionnement du courant, y compris dans des moments de difficulté et d'épreuve, incluant des tensions avec le reste du parti politique. Leur fidélité permet au *leader* de poursuivre son aventure politique, qui serait donc une aventure collective.

Introduction à l'introduction : pourquoi s'intéresser à l'entourage politique et aux fidèles ?

En consultant diverses archives à propos de campagnes électorales sur une période récente, que ce soit des campagnes électorales, comme des élections présidentielles ou régionales, ou des élections propres à la vie de partis politiques, comme les élections primaires ou les congrès, une observation peut être tirée : en règle générale, les politiques, qu'il s'agisse donc des partis, des courants ou des écuries ne proposent que très rarement des organigrammes. Cela n'aide pas à se faire une idée des entourages proches du personnel politique ni de la structuration stratégique d'une équipe.

Pourtant, cette question est loin d'être négligeable. Certes, elle n'est pas la plus importante aux yeux du système médiatique et politique au moment où se déroulent les campagnes électorales. Ce qui compte avant tout, c'est de parvenir à cerner les profils des prétendants. Les fidèles qui l'entourent sont secondaires. Hormis le candidat en question, il existe deux fonctions qui peuvent intéresser les observateurs et les commentateurs : le directeur de campagne, véritable bras-droit du candidat et chef d'orchestre des opérations politiques, et le porte-parole, qui est le visage public du candidat. Il ne s'agit pas d'affirmer que les autres personnalités de l'équipe ont des rôles négligeables mais force est de constater qu'elles ne bénéficient pas de la même attention, ni du même suivi. Par exemple, aussi importante que soit la fonction de trésorier, il est rare que son titulaire fasse l'objet d'une attention médiatique accentuée pendant la campagne. Au cours des manifestations électorales de ces dernières années, la présentation des équipes de campagne fait l'objet de quelques articles dans la presse, mais cela ne va guère plus loin. On constate qu'il y a très peu de suivi de l'entourage des candidats excepté pour les deux fonctions mentionnées un peu plus haut ou si une personnalité se révèle pendant la campagne dans le sillage de son champion.

Les politiques sont souvent généralement eux-mêmes peu bavards à propos de leur entourage et des fonctions occupées par les membres de leur garde rapprochée. Depuis une période récente, néanmoins, avec la prise d'ampleur des réseaux sociaux et leur exploitation par les

politiques pour muscler leur communication et occuper l'espace médiatique¹, on peut plus facilement suivre les formations et recompositions d'entourage et mieux cerner les entourages, en particulier grâce à Twitter où la moindre information est communiquée en temps réel par les acteurs politiques.

On peut nuancer ce peu d'intérêt pour les entourages en rappelant que les organigrammes de campagne sont parfois très chargés. Par exemple, celui de la candidate socialiste Anne Hidalgo en 2022 comptait près d'une soixantaine de noms². En 2017, la presse avait ironisé sur « *l'armée mexicaine* » du candidat LR François Fillon³ ⁴. Aussi, on peut concevoir qu'il serait fort compliqué de réaliser un suivi complet de chaque nom qui compose l'entourage d'une personnalité politique. Nonobstant, l'observation de l'entourage, de la garde rapprochée est intéressante à plus d'un titre. Un organigramme isolé, un entourage observé dans un champ chronologique restreint n'est pas forcément très utile. En revanche, suivre l'évolution d'un entourage sur le long terme, ou suivre la présence de certains noms dans différentes équipes au cours des années est une démarche très utile pour tracer les parcours, les évolutions de chacun, et un ensemble d'autres considérations : évolution des réseaux, évolutions idéologiques, émergences de personnalités... L'observation des entourages permet de dégager une série d'informations sur le chef de file, ainsi que plusieurs thèmes de recherche. A son prisme, on peut s'intéresser à la notion de loyauté en politique et s'interroger sur sa ou ses définitions. Cette thématique intéresse tant les philosophes que les historiens et a fait l'objet d'un séminaire dirigé par le professeur Laurent Coste à l'Université Bordeaux-Montaigne⁵. En se concentrant sur les fidèles et les entourages on peut ainsi voir ceux qui font partie des fidèles de la première heure, ceux dont le soutien pose question pour un ensemble de raisons... et aussi constater les absents, ce qui soulève de nouvelles interrogations. On peut aussi s'intéresser aux significations politiques, aux messages envoyés et à la stratégie en filigrane renvoyée par la composition de l'équipe rapprochée.

L'entourage a donc une importance capitale dans la mesure où il influence directement les choix de la figure de proue. On ne le perçoit pas directement, mais l'entourage direct, les conseillers fixent la stratégie, et ont par conséquent une part de responsabilité dans l'issue de l'élection. Ils peuvent tout aussi bien apporter quelque chose à leur champion, d'où la recherche par les politiques de soutiens de poids, ou bien leur faire du tort. Le choix de l'entourage est important et peut peser lourdement dans la balance. Il n'y a pas d'un côté le candidat, le chef, la figure de proue et de

1 EYRIES Alexandre, *La communication poli-tweet: la politique gagnée par les TIC*, L'Harmattan, 2015, 116 p.

2 https://www.2022avechidalgo.fr/equipe_de_campagne

3 VIGOUREUX Caroline, « François Fillon s'entoure d'une armée mexicaine », *L'Opinion*, 13 janvier 2017

4 EGUY Laure, « Présidentielle : Fillon déroule son armée mexicaine », *Libération*, 15 décembre 2016

5 « Fidélité et trahison : prolégomènes historiques », séminaire commun Ausonius-CEMMC, 5 avril 2022

l'autre, son entourage. C'est un ensemble, une alchimie complémentaire. L'un ne peut avancer sans l'autre, l'autre ne peut pas exister sans l'un. C'est un équilibre subtil que nous allons présenter à travers un état des lieux historiographique et bibliographique.

Les entourages et réseaux politiques : des galaxies tentaculaires

Ces formes d'organisation selon le modèle d'une toile, ces connexions entre divers individus, sont étudiées en histoire politique depuis les années 1980. Pourtant, le pionnier de l'étude en la matière est le sociologue allemand Georg Simmel (1858-1918) qui, sans à proprement parler de "réseaux", décrit leur mécanisme: «*Tout ce que les individus, le lieu immédiatement concret de toute réalité historique, recèlent comme pulsion, intérêt, buts, tendances, états et mouvement psychologiques, pouvant engendrer un effet sur l'autre ou recevoir un effet venant des autres*»⁶.

C'est précisément cet angle que ce travail de recherche veut aborder. *Le courant rocardien : histoire et héritages d'un courant politique au prisme de son leader et ses fidèles*. Par ce titre, cette étude entend exploiter plusieurs des questionnements évoqués plus haut pour montrer l'importance incontournable d'un entourage et toutes les complexités qui y sont liées. Il fut décidé de se focaliser sur un cas particulier : l'entourage de Michel Rocard. Le choix fut aussi fait de se focaliser sur une branche très précise de cet entourage spécifique : l'entourage le plus politique. En l'occurrence, les fidèles rocardiens.

En effet, l'entourage peut concerner de nombreuses branches : réseaux dans la société civile, dans le monde des affaires, de l'industrie, dans les syndicats, dans le milieu artistique... On peut ainsi trouver une pléthore de ramifications et de relations autour d'une personnalité. Car multiplier les points d'ancrage dans divers univers est un atout qui permet d'élargir horizons et perspectives. Les réseaux artistiques sont souvent mis en avant pour accroître le capital de popularité, d'autres réseaux, notamment les réseaux liés au monde des affaires, utilisés pour trouver des mécènes, la société civile peut être mise à contribution pour le programme... Aussi, pour ce travail de thèse, le choix a été fait de se focaliser sur un cercle parmi tous les types de réseaux, à savoir l'entourage politique. Par entourage politique, on peut entendre l'entourage constitué de personnalités politiques, souvent engagées dans le même parti que la figure de proue. Dans le cas de Michel Rocard, cet entourage politique forme son courant, le courant rocardien.

La question des entourages politiques est un sujet difficile à analyser car il recouvre de très nombreuses fonctions, dont certaines sont très peu connues. L'ouvrage dirigé par Christine Bouneau

6 SIMMEL Georg, *Sociologie*, PUF, réédition 2010, 776 p. L'œuvre originale *Soziologie* fut publiée en allemand en 1908

et Laurent Coste *Les conseillers du pouvoir en Europe du XVI^e siècle à nos jours : acteurs, cercles et pratiques*⁷ illustre la complexité de la question en montrant, sur une période chronologique étendue, la diversité et la pluralité des formes de pouvoirs à travers les lieux et les époques ainsi que les diverses fonctions qui gravitent autour de ces pouvoirs. Sur le plan historiographique, des travaux sur les entourages existent. Depuis le début de la décennie 1980, l'idée de réseau politique suscite l'intérêt des chercheurs, notamment par le prisme des entourages du pouvoir exécutif. En 1979, le politologue Samy Cohen publie *Les conseillers du Président. De Charles de Gaulle à Valéry Giscard d'Estaing*⁸. Deux ans plus tard, il publie un article dans la revue *Pouvoirs* sur « les hommes de l'Élysée »⁹. En 1982, René Rémond, Aline Coutrot et Isabel Boussard dirigent un ouvrage sur *Quarante ans de cabinets ministériels. De Léon Blum à Georges Pompidou*¹⁰. Tout au long des décennies 2000 et 2010, on trouve des travaux qui viennent compléter la connaissance de l'entourage au plus haut sommet de l'État. Ainsi en 2009, *Histoire@Politique* consacre un numéro aux « Entourages des chefs de l'État de Mac-Mahon à Valéry Giscard d'Estaing »¹¹. En 2011, Eric Chiaradia publie *L'entourage du général de Gaulle, juin 1958-avril 1969*¹². La même année, Sabrina Tricaud soutient une thèse sur « L'entourage de Georges Pompidou (1962-1974). Institutions, hommes et pratiques », qu'elle publie en un ouvrage du même titre en 2014¹³. En 2015, un ouvrage collectif est publié sur *Le règne des entourages: cabinets et conseillers de l'exécutif*¹⁴.

Les entourages contribuent parfois eux-mêmes à la connaissance des rouages de l'ombre. Ainsi Olivier Schrameck, directeur de cabinet de Lionel Jospin à Matignon entre 1997 et 2002, publie en 2001 *Matignon Rive gauche (1997-2001)*¹⁵ dans lequel il témoigne sur le fonctionnement des affaires de l'État. Ce ne sont pas ses seuls ouvrages. Il a notamment écrit deux livres sur les cabinets ministériels, le premier en 1995¹⁶, le second en 2006¹⁷. C'est une dimension intéressante car le constat peut être tiré qu'une partie très dense des ouvrages traitant de l'entourage en politique

7 BOUNEAU Christine, COSTE Laurent (dir.), *Les conseillers du pouvoir en Europe du XVI^e siècle à nos jours : acteurs, cercles et pratiques*, Peter Lang, 2018, 311 p.

8 COHEN Samy, *Les conseillers du Président. De Charles de Gaulle à Valéry Giscard d'Estaing*, PUF, 1979, 200 p.

9 COHEN Samy, « Les hommes de l'Élysée », *Pouvoirs*, 20, 1981, p. 94-98.

10 REMOND René, COUTROT Aline, BOUSSARD Isabel, *Quarante ans de cabinets ministériels. De Léon Blum à Georges Pompidou*, Presses de Sciences-Po, 1982, 275 p.

11 LE BEGUEC Gilles, MANIGAND Christine (dir.), « Les entourages des chefs de l'Etat de Mac-Mahon à Valéry Giscard d'Estaing », *Histoire @Politique*, n°8, mai-août 2009

12 CHIARADIA Eric, *L'entourage du général de Gaulle, juin 1958-avril 1969*, Publibook, 2011, 821 p.

13 TRICAUD Sabrina, *L'entourage de Georges Pompidou : institutions, hommes et pratiques. 1962-1974*, Peter Lang, 2014, 453 p.

14 EYMERI-DOUZANS Jean-Michel, BIOY Xavier, MOUTON Stéphane, *Le règne des entourages: cabinets et conseillers de l'exécutif*, Presses de Sciences-Po, 2015, 876 p.

15 SCHRAMECK Olivier, *Matignon Rive gauche (1997-2001)*, Seuil, 2001, 189 p.

16 SCHRAMECK Olivier, *Les cabinets ministériels*, Dalloz, 1995, 98 p.

17 SCHRAMECK Olivier, *Dans l'ombre de la République. Les cabinets ministériels*, Dalloz, 2006, 214 p.

abordent surtout les entourages dans un univers institutionnel et officiel. C'est-à-dire, les conseillers du pouvoir, l'administration d'État, les gouvernements... Dès 1975, *Origines et histoire des cabinets des ministres en France* est publié par Michel Antoine, Pierre Barral et Philippe Delpuech¹⁸. La liste de travaux réalisés serait longue. Mais on peut citer pour l'exemple *Les Cabinets ministériels* de Christian Bigaut¹⁹ ou *Les Cabinets ministériels côté cour* de Dominique Chagnollaud²⁰. Lieu de pouvoir et d'influence essentiel, le secrétariat général de la présidence de la République fait également l'objet d'écrits. En 2016, le journaliste Renaud Revel publie *Les cardinaux de la République*²¹. Un de ces cardinaux, Jean-Louis Bianco, secrétaire général de L'Élysée entre 1982 et 1991, publie la même année un ouvrage sur cette période²². En 2016 également, César Armand, journaliste politique, et Romain Bongibault, blogueur politique, publient *Dans l'ombre des présidents : Au cœur du pouvoir, les secrétaires généraux de l'Élysée*²³.

Récemment, des ouvrages ont été écrits sur d'autres aspects de l'entourage en politique, tout en demeurant dans un cadre très institutionnel, comme *Les mondes du travail politique : les élus et leurs entourages*²⁴ de Didier Demazière et Patrick Le Lidec ou *Dans l'Ombre des élus. Une sociologie des collaborateurs politiques* de Willy Beauvallet et Sébastien Michon²⁵ qui élargissent le périmètre d'étude des fonctions au sein des entourages mais toujours dans le stade « post-électoral ». La thématique de ce travail de recherche n'est pas de se focaliser sur un entourage « bureaucratique » et « technocratique », aussi important soit-il, mais sur un entourage de tous les moments. La question de l'entourage et des réseaux n'est pas dépendante du succès en politique. Même les petits candidats ont un entourage, parfois réduit, mais une garde rapprochée tout de même. Dans l'ordre naturel des choses, avant d'avoir un entourage institutionnel, il faut arriver aux responsabilités, et s'appuyer sur une garde rapprochée pour réussir la conquête du pouvoir, à toutes les échelles possibles. Ensuite, et seulement ensuite, se pose la question de l'entourage institutionnel. D'ailleurs, il faut préciser que l'entourage institutionnel n'est pas intégralement le même que l'entourage politique. Dans le cas du courant rocardien, on est confronté à un entourage qui a préparé la conquête du pouvoir et qui, dans une certaine mesure, a su établir des passerelles entre l'entourage purement politique et l'entourage institutionnel. Certains rocardiens passent de

18 ANTOINE Michel, BARRAL Pierre, DELPUECH Philippe, *Origines et histoire des cabinets des ministres en France*, Droz, 1975, 179 p.

19 BIGAUT Christian, *Les cabinets ministériels*, LGDJ, 1997, 215 p.

20 CHAGNOLLAUD Dominique, *Les cabinets ministériels côté cour*, L'Harmattan, 2000, 124 p.

21 REVEL Renaud, *Les cardinaux de la République*, First, 2016, 301 p.

22 BIANCO Jean-Louis, *Mes années avec Mitterrand : dans les coulisses de l'Élysée*, Fayard, 2015, 324 p.

23 ARMAND César, BONGIBAULT Romain, *Dans l'ombre des présidents : Au cœur du pouvoir, les secrétaires généraux de l'Élysée*, Fayard, 2016, 224 p.

24 DEMAZIERE Didier, LE LIDEC Patrick, *Les mondes du travail politique : les élus et leurs entourages*, Presses Universitaires de Rennes, 2014, 264 p.

25 BEAUVALLET Willy, MICHON Sébastien, *Dans l'ombre des élus. Une sociologie des collaborateurs politiques*, Septentrion, 2017, 258 p.

l'un à l'autre, comme Gérard Lindeperg, Jean-Pierre Cot ou Jean-Paul Huchon. Mais beaucoup de « proches » n'intègrent pas les cabinets institutionnels et conservent des fonctions purement politiques.

Dans la catégorie des entourages politiques, une notion revient très souvent, celle « d'éminence grise ». L'expression est associée à François Leclerc du Tremblay dit aussi « le Père Joseph » (1577-1638). Capucin, il doit ce surnom d'éminence grise à son influence auprès du cardinal de Richelieu, lui-même appelée « l'éminence rouge » et la robe de bure grise qu'il portait. Depuis, l'expression sert à désigner un conseiller jouissant d'une grande influence dans l'ombre d'une personnalité publique. Elle est aussi utilisée comme titre à plusieurs ouvrages. Des ouvrages sur le Père Joseph, mais à partir des années 1980, l'expression est popularisée pour s'appliquer aux milieux politiques. En 1986, le journaliste Pierre Assouline publie une bibliographie de Jean Jardin intitulée *Une éminence grise : Jean Jardin, 1904-1976*²⁶. Jean Jardin, surnommé « le Nain jaune » fut le directeur de cabinet de Pierre Laval sous le régime de Vichy. Échappant à la justice de la Libération, il demeure un conseiller très sollicité pendant la Quatrième République, conseillant des hommes politiques de tout bord, notamment Antoine Pinay, et des personnalités du patronat. En 1988, Christine Fauvet-Mycia publie *Les Éminences grises*²⁷, où elle présente les stratèges, les spécialistes de divers domaines et les plus proches collaborateurs de grandes figures politiques comme François Mitterrand, Michel Rocard, Jacques Chirac... En 1992, les journalistes Roger Faligot et Rémi Kauffer présentent plusieurs portraits dans *Éminences grises*²⁸. En 2006 Yves Théoret et André-A. LaFrance publient *Les Éminences grises à l'ombre du pouvoir*²⁹. Le sujet est très fréquemment réactualisé mais s'applique mal au courant rocardien, Michel Rocard ayant été « l'éminence grise » et l'inspirateur idéologique de son courant politique.

A la fin du XXe siècle, plusieurs autres ouvrages se consacrent aux entourages politiques, abordant leur diversité. Il s'agit surtout d'ouvrages de journalistes et/ou de témoins. En 1995, Eric Mandonnet publie *Les hommes de l'ombre : conseillers, confidentes et gourous politiques*³⁰. A cette période, des ouvrages commencent à être publiés sur les entourages les plus politiques. Par exemple, *Les deux Nicolas. La machine Balladur* de Ghislaine Ottenheimer (1994)³¹ consacré aux deux plus fidèles artisans de la campagne présidentielle d'Édouard Balladur : Nicolas Bazire, son directeur de cabinet à Matignon et directeur de campagne, et Nicolas Sarkozy, ministre du Budget et

26 ASSOULINE Pierre, *Une éminence grise : Jean Jardin, 1904-1976*, Balland, 1986, 374 p.

27 FAUVET-MYCIA Christine, *Les Éminences grises*, Belfond, 1988, 269 p.

28 FALIGOT Roger, KAUFFER Rémi, *Éminences grises*, Fayard, 1992, 432 p.

29 THEORET Yves, LAFRANCE André-A., *Les Éminences grises à l'ombre du pouvoir*, Hurtubise Éditions, 2006, 323 p.

30 MANDONNET Eric, *Les hommes de l'ombre : conseillers, confidentes et gourous politiques*, Balland, 1995, 222 p.

31 OTTENHEIMER Ghislaine, *Les deux Nicolas. La machine Balladur*, Plon, 1994, 271 p.

porte-parole du candidat Balladur. Pour le camp opposé, le livre de Raphaëlle Bacqué et Denis Saverot *Chirac Président. Les coulisses d'une victoire*³² présente les hommes et les femmes qui ont accompagné Jacques Chirac dans sa conquête du pouvoir et qui le suivent dans les instances de la République. En 2012 est sorti un ouvrage qui illustre l'amplitude des réseaux et entourages politiques qui, telle une toile d'araignée, relie des secteurs et des profils très variés, ce qui conforte la logique de ce travail de se consacrer à une partie de l'entourage. *Élysée 2012. Les Hommes de l'ombre*³³ d'Élisabeth Chavelet et Mariana Grépinet aborde une multitude de réseaux, de cercles qui entourent plusieurs candidats à l'élection présidentielle de 2012. Cela passe par les communicants, les mécènes, les plumes, les intellectuels, les experts, les médias, les sondeurs, et même les cercles privés (familles, amis). Parmi les cercles étudiés, le clan familial qui entoure Marine Le Pen, les réseaux de François Hollande dans le PS, les entrées de Martine Aubry dans les milieux culturels et l'émissaire de Nicolas Sarkozy pour séduire l'électorat catholique.

Un cadre : les partis politiques. Le PSU et le PS

Pour étudier l'entourage politique, il faut déterminer le cadre environnemental où agit ledit entourage. Comme nous venons de la voir, il peut s'agir, et de très nombreux livres y sont consacrés, du cadre institutionnel, des cabinets de pouvoir. Mais dans le cas qui nous intéresse, il s'agit du parti politique. La question des partis politiques en France nécessite souvent un éclaircissement. Légalement, les partis tels que nous les concevons aujourd'hui n'existent que depuis la loi de 1901 sur la liberté des associations. La loi Le Chapelier du 14 juin 1791 avait interdit les groupements professionnels, et par extension, les associations. Par ailleurs, le mode de scrutin par suffrage censitaire qui domina la première moitié XIXe siècle avant l'instauration du suffrage universel masculin en 1848 a contribué à entretenir un entre-soi en politique, favorisant les attaches et affinités non pas entre des citoyens et une quelconque formation politique mais entre personnes issues d'un même environnement social^{34 35 36}. Cette élitisme politique a comme conséquence l'élection de notables bien implantés dans un territoire, qui n'avaient pas besoin de l'appui d'une structure politique comme on les connaît aujourd'hui, mais de celui de personnalités

32 BACQUE Raphaëlle, SAVEROT Denis, *Chirac président : les coulisses d'une victoire*, Éditions du Rocher, 1995, 215 p.

33 CHAVALET Élisabeth, GREPINET Mariana, *Élysée 2012. Les Hommes de l'ombre*, Robert Laffont, 2011, 307 p.

34 TUDESQ André-Jean, « Les grands notables en France, 1840-1849. Étude historique d'une psychologie sociale », thèse de doctorat, 1963

35 JARDIN André, TUDESQ André-Jean, *La France des notables : I. L'évolution générale, 1815-1848*, Seuil, 1973, 249 p.

36 TUDESQ André-Jean, *La démocratie en France depuis 1815*, PUF, 1971, 199 p.

influentes. Cet avatar du clientélisme est d'ailleurs dénoncé par Tocqueville dans un discours à la Chambre des députés le 27 janvier 1848 : « *une première catégorie de ceux qui ne votent pour eux que par suite, non pas d'opinion politique, mais des sentiments d'amitié particulière ou de bon voisinage. Dans une seconde catégorie, qu'ils mettent ceux qui votent pour eux, non pas dans un point de vue d'intérêt public ou d'intérêt général, mais dans un point de vue d'intérêt purement local. À cette seconde catégorie, qu'ils en ajoutent enfin une troisième composée de ceux qui votent pour eux pour des motifs d'intérêt purement individuels, et je leur demande si ceux qui votent, ceux qui votent par un sentiment public désintéressé, par suite d'opinions, de passions publiques, si ceux-là forment la majorité ; je m'assure qu'ils découvriront aisément le contraire* »³⁷.

Pourtant, l'histoire et le vocabulaire courant ont pris l'habitude de parler de « partis » bien avant cette date de 1901. On peut penser par exemple au Parti de l'Ordre³⁸, ce regroupement de différentes tendances conservatrices sous la Seconde République. Une appellation qui reste cohérente, indépendamment du cadre légal, si l'on se fit uniquement à la définition et au sens étymologique de « parti ». Pour Benjamin Constant, c'est « *une réunion d'hommes qui professent la même doctrine politique* »³⁹. Pour Daniel-Louis Seiler, le mot parti vient de l'ancien français « partir », soit « diviser »⁴⁰. On peut ainsi considérer un parti politique, qu'il soit institutionnel ou non, comme un regroupement volontaire de personnes partageant la même vision générale sur un ensemble de sujets, ou animées par des intérêts communs. Durant la décennie 1960, deux duos de politologues proposent chacun une définition des partis politiques⁴¹. Pour Joseph La Palombara et Myron Weiner, les partis politiques sont des organisations durables dans le temps et structurées dans l'espace, dont les dirigeants cherchent à exercer le pouvoir et agissent pour obtenir le soutien populaire⁴². Pour Seymour Lipset et Stein Rokkan, les partis politiques sont l'expression et la traduction de conflits sociaux résultant de deux « révolutions » fondamentales, « nationale » et « industrielle »⁴³. Les partis politiques ont depuis la seconde moitié du XXe siècle fait l'objet de nombreuses études françaises, que ce soient des travaux axés sur une force politique particulière ou sur le principe général des partis politiques. L'ouvrage de référence est celui de Maurice Duverger

37 « Je crois que nous nous endormons sur un volcan », discours d'Alexis de Tocqueville le 27 janvier 1848, <https://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires/alexis-de-tocqueville-27-janvier-1848>

38 RICHARD Gilles, *Histoire des droites en France : de 1815 à nos jours*, Perrin, 2017, p.45

39 CONSTANT Benjamin, *Cours de politique constitutionnelle*, Société belge de librairie, 1837, p. 202

40 SEILER Daniel-Louis, *Les partis politiques*, Armand Colin, 2000, 252 p.

41 ROA BASTOS Francisco, « La Palombara et Weiner, Lipset et Rokkan et la science normale du politique dans les années 1960 », *Revue française de science politique* 2017/1 (vol.67), p 97 à 119

42 LA PALOMBARA Joseph, WEINER Myron (dir.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966, 239 p.

43 LIPSET Seymour, ROKKAN Stein (dir.), *Party Systems and Voter Alignments. Cross-National Perspectives*, The Free Press, 1967

en 1951⁴⁴, dans lequel il établit notamment la classification des partis politiques entre partis de cadres et partis de masse. Serge Bernstein consacre également un chapitre aux partis politiques dans l'ouvrage dirigé par René Rémond, *Pour une histoire politique*⁴⁵. La thématique des partis politiques est constamment réactualisée dans des travaux scientifiques. La décennie 1990 voit la publication de nombreux ouvrages en la matière avec en 1989 l'ouvrage de Colette Ysmal *Les partis politiques sous la Vème République*⁴⁶, celui de Daniel-Louis Seiler *Les Partis politiques* en 1993⁴⁷. En 1997 paraissent deux ouvrages sur le sujet. L'un sous un angle historique rédigé par Pierre Leveque⁴⁸ et l'autre rédigé par Claude Leyrit⁴⁹ qui dresse un état des lieux sur la situation actuelle des partis politiques. L'intérêt pour la question des partis politiques se poursuit à la fin de la décennie 2010 avec, entre autres, *Les partis politiques et système partisan en France* de Florence Haegel⁵⁰, *Les partis politiques français* de Pierre Brechou⁵¹ ou *Les partis politiques : nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique* dirigé par François Audigier, David Colon et Frédéric Fogacci⁵².

Le courant rocardien, bien que singulier et désireux d'entretenir une certaine liberté, est incontestablement lié à des partis politiques. Sa source première est le Parti socialiste unifié (PSU). En dépit du fait que Michel Rocard vienne de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), c'est au sein du PSU qu'il se révèle et qu'il soude autour de lui ses premiers fidèles. Lorsqu'il en prend la tête en 1967 et se présente sous cette étiquette à l'élection présidentielle de 1969, il accentue sa position de *leader* politique et renforce ses réseaux. Son départ du PSU en 1974 pour rejoindre le Parti socialiste ne marque pas la fin de cette écurie, au contraire. Il est suivi par nombre de ses fidèles issus du PSU et c'est au sein du PS que le rocardisme acquiert une toute autre dimension.

Le PSU a été l'objet de plusieurs ouvrages. On trouve particulièrement une très riche production militante, avec par exemple le livre d'Édouard Depreux *Servitude et grandeur du PSU*⁵³ et ceux de Michel Rocard *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*⁵⁴ ainsi que *Des militants du PSU*⁵⁵. Lui aussi membre du PSU pendant de longues années, Marc Heurgon, agrégé d'histoire, a

44 DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, Armand Colin, 1951, 476 p.

45 REMOND René (dir.), *Pour une histoire politique*, Le Seuil, 1988, 408 p.

46 YSMAL Colette, *Les partis politiques sous la Vème République*, Montchrestien, 1989, 292 p.

47 SEILER Daniel-Louis, *Les partis politiques*, Armand Colin, 1993, 157 p.

48 LEVEQUE Pierre, *Histoire des forces politiques en France. Tome 3, de 1940 à nos jours*, Armand Colin, 1997, 512 p.

49 LEYRIT Claude, *Les partis politiques indispensables et contestés*, Le Monde éditions, 1997, 239 p.

50 HAEGEL Florence, *Les partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, 460 p.

51 BRECHOU Pierre, *Les partis politiques français*, La Documentation française, 2011, 216 p.

52 AUDIGIER François, COLON David, FOGACCI Frédéric (dir.), *Les partis politiques : nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, Peter Lang, 2012, 464 p.

53 DEPREUX Édouard, *Servitude et grandeur du PSU*, Syros, 1974, 324 p.

54 ROCARD Michel, *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, Seuil, 1969, 189 p.

55 ROCARD Michel, *Des militants du PSU*, Epi, 1971, 224 p.

voulu rédiger une histoire du PSU en plusieurs tomes. Il publie en 1994 le premier tome⁵⁶ mais ne peut continuer son œuvre, sa santé déclinant rapidement. A partir des années 2010, une série de productions historiques sont publiées et abordent le PSU sous divers prismes : *Le PSU vu d'en bas*⁵⁷, qui s'intéresse à l'échelle régionale et locale, le livre du militant Jacques Sauvageot sur le corpus idéologique du PSU⁵⁸, et des ouvrages à l'image de *Le Parti socialiste unifié, Histoire et postérité*⁵⁹ réalisé par des historiens et du livre de Bernard Ravenel *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire 1960-1989*⁶⁰.

Plusieurs ouvrages sont également consacrés au PS. Dès 1991, Annie Philippe et Daniel Hubscher publient une *Enquête à l'intérieur du Parti socialiste*⁶¹. Hugues Portelli publie *Le Parti socialiste*⁶² en 1992. Un intérêt qui n'a jamais faibli, avec la parution régulière d'ouvrages scientifiques. Concernant les réseaux en politique, un ouvrage est consacré à cette thématique au prisme du Parti socialiste : *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*. Publié par le politique Frédéric Sawicki en 1997⁶³, réédité en 2017⁶⁴, il se penche sur trois fédérations du PS (le Pas-de-Calais, le Var, l'Ille-et-Vilaine) pour cerner l'identité du Parti. On trouve des ouvrages plus généraux, comme l'*Histoire du socialisme français* de Pierre Bezbakh⁶⁵, l'*Histoire du socialisme* de Daniel Chocron⁶⁶. La connaissance scientifique est également alimentée par des ouvrages de personnes qui connaissent les rouages politiques de l'intérieur. Entre 1989 et 2005, Alain Bergounioux, historien qui a travaillé dans plusieurs cabinets ministériels, participe à l'écriture de quatre ouvrages sur la thématique du socialisme. Parmi eux, on peut citer *Le long remords du pouvoir : le Parti socialiste français, 1905-1992* d'Alain Bergounioux et Gérard Grunberg (1992)⁶⁷ et *Des poings et des roses. Le siècle des socialistes*⁶⁸ qu'il dirige en 2005. D'autres ouvrages rédigés par des militants socialistes ponctuent la période 1990-2010, comme

-
- 56 HEURGON Marc, *Histoire du PSU. Tome 1 : La Fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, La Découverte, 444 p.
- 57 KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980)*, Presses universitaires de Rennes, 2010, 373 p.
- 58 SAUVAGEOT Jacques (dir.), *Le PSU : des idées pour un socialisme du XXIème siècle ?*, Presses universitaires de Rennes, 2013, 440 p.
- 59 CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dirs.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 336 p.
- 60 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire 1960-1989*, La Découverte, 2016, 384 p.
- 61 PHILIPPE Annie, HUBSCHER Daniel, *Enquête à l'intérieur du Parti socialiste*, Albin Michel, 1991, 420 p.
- 62 PORTELLI Hugues, *Le Parti socialiste*, Montchrestien, 1992, 156 p.
- 63 SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Belin, 1997, 335 p.
- 64 SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Belin, 2017, 510 p.
- 65 BEZBACH Pierre, *Histoire du socialisme français*, Larousse, 2005, 328 p.
- 66 CHOCRON Daniel, *Histoire du socialisme*, Agora éditions, 2012, 240 p.
- 67 BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, Fayard, 1992, 554 p.
- 68 BERGOUNIOUX Alain (dir), *Des poings et des roses. Le siècle des socialistes*, Paris, La Martinière, 2005, 255 p.

l'*Histoire du Parti socialiste* de Jacques Kergoat (1997)⁶⁹ ou celle de Louis Mexandeau (2005)⁷⁰... Au-delà du PS en lui-même, plusieurs personnalités de marque du socialisme font l'objet de nombreux travaux, dont Michel Rocard, sur lesquels nous reviendrons. Mais aussi François Mitterrand. La mythologie de François Mitterrand comme héros du socialisme triomphant est largement entretenue par les fidèles de ce dernier, ce qui confirme également l'importance de l'entourage et tout ce qu'il peut apporter à son chef, même après la fin de sa carrière politique. Des ouvrages de mitterrandistes en témoignent tels qu'*Un combat centenaire, 1905-2005. Histoire des socialistes français*⁷¹ de Claude Estier, *Pourquoi Mitterrand?*⁷² de Pierre Joxe, ou *François Mitterrand. Un destin, un dessein* d'Hubert Védrine (2006)⁷³. Pour Laurent Jalabert ce culte de François Mitterrand fait office d'« *histoire officielle* »⁷⁴.

Un échelon inférieur dans le parti : le courant

Mais plus que les partis en eux-mêmes, qui servent essentiellement dans ce travail de cadre « spatial », cette étude s'intéresse à une organisation beaucoup plus élastique, celle des courants. Plus difficile également à cerner, car les courants n'ont pas d'existence juridique systématique. C'est un réseau parallèle aux partis institutionnels, parfois en leur sein, parfois en dehors, parfois entre les deux. Certains courants ont une existence légale et officielle. On peut en réalité considérer d'une certaine manière les courants comme le prolongement des partis politiques dans leur forme antérieure à la loi de 1901, c'est-à-dire, des regroupements informels autour d'une idéologie, d'une personnalité ou d'un intérêt particulier. Par exemple, on peut distinguer des courants de pensée distincts dans le milieu de l'anarchisme^{75 76} ou du mouvement catholique^{77 78 79}, donc, des courants de pensée indépendants d'une structure politique. La théorie des trois droites de René Rémond⁸⁰

69 KERGOAT Jacques, *Histoire du Parti socialiste*, La Découverte, 1997, 123 p.

70 MEXANDEAU Louis, *Histoire du Parti socialiste : 1905-2005*, Tallandier, 2005, 443 p.

71 ESTIER Claude, *Un combat centenaire, 1905-2005. Histoire des socialistes français*, Le cherche midi, 2005, 297 p.

72 JOXE Pierre, *Pourquoi Mitterrand?*, Points, 2006, 231 p.

73 VEDRINE Hubert, *François Mitterrand. Un dessein, un destin*, Gallimard, 2006, 168 p.

74 JALABERT Laurent, « Le socialisme français des années 1965-1980. Quarante années de recherches : militantisme, pluridisciplinarité et histoire (1969-2009) », dans *Recherche socialiste*, n°48-49, juillet-décembre 2009, p. 93

75 PREPOSIET Jean, *Histoire de l'anarchisme*, Fayard, 2012, 512 p.

76 DE GUILLEBON Jacques, VAN GAVER Falk, *AnarChrist, Une histoire de l'anarchisme chrétien*, Desclée de Brouwer, 2015, 408 p.

77 MAYEUR Jean-Marie, *Catholicisme social et démocratie chrétienne. Principes romains, expériences françaises*, Cerf, 1986, 272 p.

78 MICHEL Florian, RAISON DU CLEUZIQU Yann (dir.), *A la droite du Père. Les catholiques et les droites de 1945 à nos jours*, Seuil, 2022, 784 p.

79 PELLETIER Denis, SCHLEGEL Jean-Louis, *A la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Seuil, 2012, 514 p.

80 REMOND René, *Les Droites en France*, Aubier, 1954, 544 p.

puis nuancées par ses soins⁸¹, puis par Gilles Richard⁸², détaille des courants de pensée idéologiques qui existent dans une pluralité de partis, attestant la différence entre le courant de pensée⁸³, qui a des fondements philosophiques, et le courant interne à une structure politique qui a en priorité des intérêts électoraux et de représentation.

Est-ce que cela signifie qu'il n'y a pas de courants idéologiques au sein des partis ? On peut en trouver, particulièrement au PS, même si certains courants finissent par devenir des partis dans le parti tant, malgré leur dimension idéologique, ils demeurent liés à une personnalité, à l'image du CERES chevènementiste⁸⁴. Plus large que les courants, et souvent encore moins structuré, on trouve aussi ce qui est communément appelées les « ailes », bien que ce soit une appellation davantage utilisée dans les médias. Les expressions « aile droite » ou « aile gauche » renvoient à des lignes de fracture au sein de partis sur des points idéologiques sans organisation particulière systématique^{85 86}. Les courants peuvent enfin n'avoir qu'une valeur temporaire, s'organisant en circonstances autour d'une ligne, d'un point précis, ou d'une personnalité, le temps d'un évènement. Par exemple, les soutiens lors d'une primaire⁸⁷, les motions lors d'un congrès⁸⁸ ou les enjeux d'un moment comme les référendums. La campagne sur le référendum sur le traité de Maastricht en 1992 fut notamment l'occasion d'une réorganisation temporaire de l'échiquier politique français. Des meetings communs rassemblant personnalités du centre-droit et de gauche eurent lieu⁸⁹ en faveur du traité.

Au sein du Parti socialiste, la confusion peut être de mise. Il semble bien y avoir des divisions, basées sur des divergences de fond. Ainsi, Michel Rocard théorise l'existence de deux gauches lors du congrès de Nantes en 1977, se plaçant lui-même dans la deuxième gauche réformiste contre la première gauche « archaïque ». Mais ces divergences se muent tout de même en affrontements de personnes. Il y a une inévitable dimension humaine, l'opposition de personnalités entre Michel Rocard et François Mitterrand, et par extension, entre leurs proches, rocardiens contre mitterrandistes, avec en plus l'existence d'autres clans comme les mauroyistes, les chevènementistes...

Cet éparpillement entre tendances mêlant idéologie et référence à un chef n'est pas propre au PS de la seconde moitié du XXe siècle. Déjà en 1882 la famille socialiste était éclatée entre les possibilistes de Paul Brousse, les allemanistes, les guesdistes, les blanquistes... une mosaïque qui

81 REMOND René, *Les droites aujourd'hui*, Points, 2007, 271 p.

82 RICHARD Gilles, *Histoire des droites en France : de 1815 à nos jours*, Perrin, 2017, 634 p.

83 RAYNAL Jean-Jacques, *Histoire des grands courants de la pensée politique*, Hachette, 2020, 176 p.

84 AYACHE Nadia, *Le mouvement chevènementiste, du CERES au MDC*, Maîtrise sous la direction de GUILLAUME Sylvie et BOUNEAU Christine, Bordeaux Montaigne, 2005, 171 p.

85 « L'aile droite du Parti socialiste à l'offensive contre Benoît Hamon », *Le Monde*, 28 février 2017

86 EQUY Laure, « A l'Assemblée, l'aile gauche des marcheurs s'organise en courant », *Libération*, 22 mai 2020

87 « Les soutiens de Martine Aubry s'organisent à l'Assemblée nationale », *La Provence*, 17 mai 2011

88 « Au PS les partisans de Ségolène Royal refusent d'intégrer l'équipe Aubry », *Le Monde*, 6 décembre 2008

89 « Le tandem PS-UDF », *l'Humanité*, 9 juin 1992

s'unifie en avril 1905 au sein de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Mais les divergences ne meurent pas pour autant, avec, entre autre, la question de la guerre qui voit s'opposer la ligne de Jean Jaurès, opposé au bellicisme, et celle de Jules Guesde, qui voit la guerre comme un instrument de lutte contre le capitalisme. En 1920, à l'issue du congrès de Tours⁹⁰, la divergence devient rupture lorsque les trois-quarts des congressistes acceptent l'adhésion à la III^e Internationale sur le modèle proposé par Lénine et quittent la SFIO afin de créer le SFIC (Section française de l'Internationale communiste, futur Parti communiste). La « vieille maison », pour reprendre la formule de Léon Blum⁹¹, en ressort affaiblie. En novembre 1933, la SFIO connaît une nouvelle rupture avec la scission des néo-socialistes autour de Marcel Déat⁹² qui fondent le Parti socialiste de France-Union Jean Jaurès (PsdF). Certains de ses membres, dont Marcel Déat, entrent dans la collaboration avec l'Allemagne nazie. De manière plus générale, il y a eu de nombreux courants et tendances durant l'entre-deux-guerres. On peut citer par exemple la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert, exclue de la SFIO en 1938.

La SFIO connaît une nouvelle scission en 1958 avec le retour au pouvoir du général de Gaulle et la mise en place de la Constitution de la V^e République. Cette actualité politique alimente un brasier allumé par la politique sur la guerre d'Algérie conduite par le socialiste Guy Mollet. Déjà en novembre 1956, l'opposition interne minoritaire publia un manifeste signé par 81 personnalités dans lequel est réclamé un changement radical de politique. En septembre 1958, les minoritaires quittent la SFIO et créent le Parti Socialiste Autonome (PSA)⁹³ avec Édouard Depreux et Alain Savary. Le PSA devient ensuite le Parti Socialiste Unifié (PSU), le 3 avril 1960, en fusionnant avec l'UGS de Gilles Martinet et la Tribune du Communisme de Jean Poperen. La gauche socialiste poursuit sa fragmentation tout au long de la décennie 1960 avec la fondation de la Convention des Institutions Républicaines (CIR)⁹⁴ par François Mitterrand et Charles Hernu en 1964. La CIR devient par la suite la locomotive de la Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste (FGDS)⁹⁵, alliance entre la SFIO, les radicaux, la CIR, l'Union des groupes et clubs socialistes (UGCS) de Jean Poperen et l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG) d'Alain Savary. Cette série de morcellements semble trouver une première issue lorsque François Mitterrand devient le candidat unique de la gauche lors de la première élection présidentielle au

90 DUCOULOMBIER Romain, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Perrin, 2010, 428 p.

91 MONIER Frédéric, *Léon Blum, la morale et le pouvoir*, Armand Colin, 2016, 288 p.

92 COINTET Jean-Paul, *Marcel Déat : du socialisme au national-socialisme*, Perrin, 1998, 418 p.

93 MORIN Gilles, « De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au Parti socialiste autonome, 1954-1960 : un courant socialiste de la SFIO au PSU », thèse de doctorat sous la direction de PROST Antoine, Paris I, 1992, 705 p.

94 AYACHE Nadia, « Rôle et place de la Convention des Institutions Républicaines dans l'Union de la gauche et la création du Parti socialiste », Master 2, dir. Christine Bouneau, Bordeaux 3, 2010, 278 p.

95 CELLARD André, « La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste », thèse de doctorat de Sciences politiques 1990, Paris 1, 405 p.

suffrage universel direct en 1965 et fait trembler le pouvoir gaulliste en place⁹⁶. Mais Mai 68 rebat les cartes, entraînant la destruction de la FGDS tandis que la CIR, et son chef de file, se retrouvent politiquement isolés. Elle ne participe pas à la création du Nouveau Parti Socialiste⁹⁷ autour d'Alain Savary. Cependant lors du Congrès d'Épinay de juin 1971, appelé aussi « congrès d'unification des socialistes », la CIR s'intègre au Parti socialiste et son *leader* joue un rôle majeur dans cette réorganisation de la gauche. Grâce à l'appui du CERES de Jean-Pierre Chevènement et des mauroyistes, François Mitterrand s'impose à la tête du PS. Le congrès d'Épinay entérine également l'existence des courants au sein du PS. Trois ans plus tard, l'entrée d'une partie du PSU et de la CFDT au sein du PS suite aux Assises du socialisme⁹⁸ ouvre la voie des rivalités internes. Il s'agit du point de départ de la longue histoire des rocardiens et de leurs rivalités avec François Mitterrand.

L'intérêt du courant rocardien : un courant qui dure dans le temps.

Le cas Michel Rocard est très intéressant car il a su susciter un réel engouement durable, à la fois politique et médiatique. Son histoire politique s'articule essentiellement autour d'un bras de fer permanent avec d'autres conceptions de la gauche. Michel Rocard représente l'histoire d'une certaine gauche et la lutte pour une certaine idée de la gauche. Mais l'histoire politique d'un homme ne concerne pas que sa seule personne. Elle implique également ses lieutenants. Pour le courant rocardien, cela se vérifie. Car l'histoire politique de Michel Rocard n'est que bataille après bataille. Or, l'entourage de Michel Rocard s'est illustré par une indéniable solidité, une constance rare et une solidarité à toute épreuve, consistant un bel exemple de fidélité envers le *leader* et l'aventure collective. L'histoire politique de la Ve République comporte de nombreux exemples de « trahisons », ou d'écuries qui volent en éclats⁹⁹. Que ce soit la rupture de Jacques Chirac en 1979 avec ses conseillers Pierre Juillet et Marie-France Garaud¹⁰⁰, sa rupture en 1995 avec son « ami de trente ans » Édouard Balladur¹⁰¹, ou en 1999, la scission du Front national suite à la rupture entre Jean-Marie Le Pen et son numéro 2 Bruno Mégret¹⁰². Pour l'entourage politique de Michel Rocard, s'il y a bien quelques tensions occasionnelles, notamment la fronde éphémère des « néo-rocardiens » de 1983, il n'y a rien de comparable. En établissant à intervalles réguliers plusieurs

96 SCHEINDER Robert, *De Gaulle et Mitterrand : la bataille des deux France*, Perrin, 2015, 300 p.

97 GUIDONI Pierre, *Histoire du Nouveau parti socialiste*, Théma-Éditions, 1973, 405 p.

98 KRAUS François, « Les Assises du socialisme ou l'échec d'une tentative de rénovation d'un parti », Mémoire de maîtrise, sous la direction de ROBERT Jean-Louis Robert et GEORGI Frank, Panthéon-Sorbonne Paris I, 2001, 276 p.

99 GARRIGUES Jean (dir.), *La République des traîtres de 1958 à nos jours*, Tallandier, 2018, 304 p.

100 FAYE Olivier, *La conseillère*, Fayard, 2021, 256 p.

101 NAY Catherine, *Le Dauphin et le Régent*, Grasset, 1994, 384 p.

102 SOUDAIS Michel, *Bruno Mégret : le nouveau visage de l'extrême-droite*, Plon, 1999

comparaisons prosopographiques, on ne peut que constater une réalité : ce sont les mêmes noms qui reviennent sans arrêt. Certes, avec l'écoulement du temps, puisque la carrière de Michel Rocard est longue, certains noms disparaissent, comme celui du fidèle Michel de la Fournière, décédé prématurément en 1988, tandis que d'autres s'ajoutent. Mais on constate la persistance d'un noyau dur, qui est partie prenante de toutes les batailles. Il est très intéressant de constater que le courant rocardien a su garder sa cohésion, soudé autour de son chef, sans frondeurs majeurs, sans Brutus, sans Judas. La garde rapprochée de Michel Rocard lui est restée fidèle tout au long de son parcours. Un cas qui permet de s'intéresser à la notion d'amitié en politique^{103 104}.

Ce travail revêt par conséquent à certains égards une dimension biographique et prosopographique, soit une analyse groupée des membres d'un collectif clairement identifié. Cette discipline de la prosopographie se développe tout particulièrement entre les années 1980 et 1990 et s'intègre aux travaux historiques. Par exemple, la thèse de Noëlline Castagnez « Les Parlementaires SFIO de la IV^e République : biographie collective d'une élite militante », publiée en 2004¹⁰⁵, comporte un volet prosopographique. On trouve par ailleurs de nombreux ouvrages sur les élites et le personnel politique comme *Personnel politique français, 1870-1988*¹⁰⁶. Ce travail de recherche tient à aborder l'analyse d'un réseau humain serré, cohérent par des valeurs communes et gravitant autour d'une figure identifiée, avec la difficulté supplémentaire de s'intéresser à un personnel politique qui, hormis le chef, n'a pas fait l'objet d'un grand intérêt scientifique, en témoigne l'absence d'étude et de travaux consacrés à l'un ou plusieurs membres du courant rocardien, si ce n'est Michel Rocard lui-même. L'intérêt est de voir la diversité de ce courant, les similitudes et les différences dans les origines et les cheminements.

Un outil complémentaire de recherche : la géographie politique

En plus de l'histoire politique, nous nous appuyons sur d'autres outils relevant des sciences humaines et sociales. Parmi eux, la géographie politique. L'étude de la garde rapprochée de Michel Rocard comme axe principal implique que ce travail fasse une certaine utilisation de la géographie politique, qui étudie l'influence politique dans un espace précis, et plus encore, de la géographie électorale, un champ d'étude qui compte comme pionnier André Siegfried et son ouvrage *Tableau*

103 SUSPENE Arnaud, « Amitiés politiques - D'Oreste et Pylade à nos jours », *Parlement[s] Hors-série N° 11/2016*

104 DELORME Marie-Laure, *Parce que c'était lui, parce que c'était moi. De l'amitié en politique*, Grasset, 2019, 208 p.

105 CASTAGNEZ Noëlline, *Socialistes en République : les parlementaires SFIO de la IV^e République*, Presses universitaires de Rennes, 2004, 413 p.

106 AVRIL Pierre, BLANC Monique, BUFFOTOT Patrice, DEVIN Guillaume, GUILLOREL Hervé, GUYONNET Paul, PORTELLI Hugues, *Personnel politique français, 1870-1988*, PUF, 1989, 442 p.

politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République de 1913 .On peut citer également le géographe Paul Claval qui a publié en 1978 *Espace et pouvoir*¹⁰⁷, et préside depuis 1984 le Groupe de Géographie politique, ou la revue *Géographie sociale* qui a publié en 1987 les actes d'un colloque international, organisé à Nantes les 26 et 27 mars 1987, consacré aux comportements électoraux. Plus récemment, l'analyste politique Jérôme Fourquet, directeur du département « opinion et stratégies d'entreprise » de l'IFOP depuis 2011, dirige de nombreuses enquêtes de géographie et sociologie électorale en association avec la Fondation Jean-Jaurès et la Fondapol. En 2019, il publie *L'Archipel français : une nation multiple et divisée*¹⁰⁸ salué par la critique. On peut enfin signaler l'activité du journaliste Laurent de Boissieu qui anime le site internet *France-politique*¹⁰⁹. Il y détaille de nombreux résultats électoraux, sous de multiples prismes en se servant de cartes de la France. Par exemple, pour établir les résultats par départements de tous les candidats lors d'une élection présidentielle¹¹⁰, la cartographie électorale d'un parti politique sur plusieurs scrutins¹¹¹ et même des scores d'élections internes. Il a par exemple cartographié les résultats détaillés de l'élection du président du RPR en 1999¹¹², les scores des différentes motions par départements pour le congrès de l'UMP en 2012¹¹³ et les résultats de la primaire PS de 2011¹¹⁴.

Certaines forces politiques font l'objet de travaux qui s'intéressent à leur implantation au niveau national. Ainsi, Jacques Girault a travaillé sur l'implantation du PC¹¹⁵ puis du PS¹¹⁶. Mais les études régionales ou départementales restent encore peu nombreuses. Il y a la thèse de Nadia Ayache *Le maillage et l'implantation et du Parti socialiste en Aquitaine de 1958 à la fin des années 1990 (acteurs, réseaux, mobilisations électorales)*¹¹⁷ qui explique comment le socialisme s'est développé dans la région Aquitaine avec les spécificités et contraintes de chaque département. Si les études sur l'implantation locale des partis politiques sont rares, elles le sont encore plus, presque inexistantes, pour les courants politiques, qui n'ont d'ailleurs pas non plus inspirés de travaux sur leur implantation nationale. Généralement, les courants sont glissés dans les études comme composante à part entière du parti en question.

107 CLAVAL Paul, *Espace et pouvoir*, PUF, 1978, 264 p.

108 FOURQUET Jérôme, *L'Archipel français : une nation multiple et divisée*, Seuil, 2019, 384 p.

109 <https://www.france-politique.fr/>

110 <https://www.france-politique.fr/resultats-election-presidentielle-2002.htm>

111 <https://www.france-politique.fr/resultats-electoraux-fn-rn.htm>

112 <https://www.france-politique.fr/chronologie-rpr.htm>

113 [https://www.france-politique.fr/wiki/France_Moderne_et_Humaniste_\(FMH\)](https://www.france-politique.fr/wiki/France_Moderne_et_Humaniste_(FMH))

114 <https://www.france-politique.fr/primaire-ps-2011.htm>

115 GIRAULT Jacques, *Sur l'implantation du Parti communiste français dans l'entre deux-guerres*, Éditions Sociales, 1977, 457 p.

116 GIRAULT Jacques (dir.), *L'implantation du socialisme en France au XXe siècle. Parti, réseaux, mobilisations*, Publications de la Sorbonne, 2001, 369 p.

117 AYACHE Nadia, « Le maillage et l'implantation et du Parti socialiste en Aquitaine de 1958 à la fin des années 1990 (acteurs, réseaux, mobilisations électorales) », Thèse de doctorat, Bordeaux-3, 2017

Enfin, les journalistes présentent toujours les résultats des élections et proposent témoignages et analyses, mais on trouve également de nombreux ouvrages qui dissèquent certains scrutins spécifiques, comme le livre de Gérard Grunberg et Élisabeth Dupoirier sur les élections législatives de 1986¹¹⁸, l'ouvrage de Monica Charlot sur les européennes de 1984¹¹⁹, ou les « chroniques électorales » de Pascal Perrineau et Colette Ysmal sur la présidentielle de 1995¹²⁰, les législatives de 1997¹²¹ et l'année électorale de 2002¹²². Ces derniers ouvrages proposent une analyse des résultats au niveau national et une déclinaison plus régionale.

Michel Rocard, la clef de voûte

Réaliser ce travail impliquait de partir d'un objet d'étude largement exploité et de le dépasser en approfondissant considérablement une dimension inconnue. Michel Rocard est un objet d'étude qui intrigue et fascine depuis de nombreuses années. Le trait commun aux premiers travaux consacrés à Michel Rocard est qu'ils insistent tous sur la dimension complexe de Michel Rocard, comme s'il était un personnage insaisissable. Dès 1979, un ouvrage lui est consacré. *Michel Rocard ou l'art du possible*¹²³, écrit par Kathleen Evin, entend tirer au clair qui est Michel Rocard, tant, en dépit de sa popularité, il reste difficile à identifier. Ce livre n'est pas le seul à vouloir faire la lumière sur l'étonnant personnage qu'est Michel Rocard. Publié en 1980 par Hervé Hamon et Patrick Rotman, *L'Effet Rocard*¹²⁴ cherche à dresser le portrait de celui qui s'est imposé comme une figure présidentiable et comme un grand nom du Parti socialiste. Pour cela, ils n'écartent aucun témoignage. Fidèles, observateurs, détracteurs, tout est utile pour percer ce qui se cache derrière le phénomène politique et médiatique qu'est Michel Rocard. En 1987 paraît la première biographie de Michel Rocard. Intitulée simplement *Michel Rocard*¹²⁵ et publiée par Robert Schneider, cette biographie pose la question du véritable visage de Michel Rocard. Le mystère Rocard est d'ailleurs le titre d'un autre livre, publié en 1993 par le journaliste Jean-Louis Andréani¹²⁶, qui revient sur le cheminement de Michel Rocard depuis le commencement de son engagement politique. En 1988,

118 DUPOIRIER Elisabeth, GRUNBERG Gérard, *Mars 1986: la drôle de défaite de la gauche*, PUF, 1986, 252 p.

119 CHARLOT Monica, *Les élections européennes de juin 1984, une élection européenne ou dix élections nationales*, Publications de la Sorbonne, 1995, 251 p.

120 PERRINEAU Pascal, YSMAL Colette, *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Presses de Sciences-Po, 1995, 349 p.

121 PERRINEAU Pascal, YSMAL Colette, *Le vote surprise. Les élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin 1997*, Presses de Sciences-Po, 1998, 352 p.

122 PERRINEAU Pascal, YSMAL Colette, *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives de 2002*, Presses de Sciences-Po, 2003, 444 p.

123 EVIN Kathleen, *Michel Rocard ou l'art du possible*, Simoën, 1979, 243 p.

124 HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *L'effet Rocard*, Stock, 1980, 363 p.

125 SCHNEIDER Robert, *Michel Rocard*, Stock, 1987, 309 p.

126 ANDREANI Jean-Louis, *Le mystère Rocard*, Robert Laffont, 1993, 732 p.

un premier travail universitaire est rédigé, un mémoire de maîtrise présenté par Isabelle Gay sous la direction d'Antoine Prost sur *L'Itinéraire politique de Michel Rocard jusqu'en 1974*¹²⁷. Ces travaux abordent bien évidemment la question qui donne une dimension plus épique, plus romanesque, au personnage de Rocard, à savoir, sa rivalité avec François Mitterrand. Une thématique qui fut d'ailleurs l'objet spécialement consacré de plusieurs livres que ce soit *Le Feu et l'Eau*¹²⁸ de Jean-Paul Liégeois et Jean-Pierre Bédéi en 1990 ou *La Haine tranquille*¹²⁹ de Robert Schneider en 1993.

Même l'interruption brutale de la carrière nationale de Michel Rocard en 1994 n'a pas marqué la fin de l'intérêt pour lui, bien que la production littéraire s'est retrouvée moins développée. En 2004, Sylvie Santini publie *Michel Rocard, un certain regret*¹³⁰ dans lequel elle revient sur le parcours de Michel Rocard, toujours avec cette image de complexité. Mais le ton est différent. Précédemment, les ouvrages sur Michel Rocard entretenaient une sorte de suspense, décrivant Michel Rocard comme ce qu'il était, un challenger pour le sommet, avec ses forces et ses faiblesses. Dans cet ouvrage, le ton est évidemment plus « crépusculaire ». Michel Rocard n'est plus le prétendant, mais le vaincu au destin brisé. En 2013, Pierre-Emmanuel Guigo publie « *Le chantre de l'opinion* ». *La communication de Michel Rocard de 1974 à 1981*¹³¹, une thématique sur laquelle il fonde sa thèse de doctorat¹³².

L'intérêt pour Michel Rocard a également bondi après son décès en juillet 2016. Plusieurs de ses proches ont tenu à lui rendre hommage en témoignant sur lui. En 2017, Jean-Paul Huchon publie *C'était Rocard*¹³³ où il revient sur son long compagnonnage avec Michel Rocard et le présente sous un angle plus humain que le simple homme politique. L'année suivante, c'est sa veuve, Sylvie Rocard, qui publie *C'était Michel*¹³⁴ dans un registre beaucoup plus intimiste. Jules Fournier dirige également en 2018 la rédaction d'un ouvrage collectif, *Michel Rocard par...*¹³⁵ où plusieurs personnalités d'horizons variés témoignent sur Michel Rocard. On trouve parmi les contributeurs Jacques Attali, François Hollande, Alain Juppé, Manuel Valls mais aussi Patrick Bruel et Tony Blair. Des ouvrages plus « scientifiques » ont également été publiés, que ce soit par des fidèles, comme *Le Rocardisme devoir d'inventaire*¹³⁶ par Alain Bergounioux et Jean-Paul Merle (2018), qui est le premier ouvrage consacré à la notion de rocardisme voulant établir « *l'inventaire*

127 GAY Isabelle, « L'itinéraire politique de Michel Rocard jusqu'en 1974 », Mémoire de maîtrise, Paris 1, 1988

128 LIEGEOIS Jean-Paul, BEDEI Jean-Pierre, *Le Feu et l'Eau*, Grasset, 1990, 398 p.

129 SCHNEIDER Robert, *La haine tranquille*, Éditions du Seuil, 1992, 279 p.

130 SANTINI Sylvie, *Michel Rocard, un certain regret*, Stock, 2005, 252 p.

131 GUIGO Pierre-Emmanuel, « *Le chantre de l'opinion* ». *La communication de Michel Rocard de 1974 à 1981*, INA Éditions, 2013, 265 p.

132 GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication. Michel Rocard entre médias et opinions », Thèse de doctorat sous la direction de SIRINELLI Jean-François, IEP Paris, 2016, 677 p.

133 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, L'Archipel, 2017, 317 p.

134 SANTINI Sylvie, ROCARD Sylvie, *C'était Michel*, Plon, 2018, 224 p.

135 FOURNIER Jules (dir.), *Michel Rocard par...*, Flammarion, 2018, 290 p.

136 BERGOUNIOUX Alain, MERLE Jean-François, *Le rocardisme. Devoir d'inventaire*, Seuil, 2018, 300 p.

des différentes générations du courant rocardien, des fondamentaux d'une pensée en action, de la réalité de l'action de Michel Rocard au gouvernement et de ce qui reste de son héritage ». Enfin, on trouve quelques ouvrages rédigés par des universitaires comme *Dictionnaire Rocard*¹³⁷ par Jean-Paul Narcy. Il faut aussi citer l'ouvrage *Michel Rocard*¹³⁸ par Pierre-Emmanuel Guigo, qui a utilisé des sources privées inédites comme les carnets personnels de Michel Rocard. Récemment, Jean-Michel Djian a publié *Rocard, l'enchanteur désenchanté* dans une approche intimiste de Michel Rocard, notamment sur ses dernières années¹³⁹.

Les limites de la connaissance de la « rocardie »

L'expression de « rocardie » est un terme de journaliste qui commence à être employé dans des articles de presse à la fin des années 1980. Un néologisme qui coïncide avec l'arrivée de Michel Rocard à Matignon. C'est une pratique courante en France de forger pareils mots à partir des noms de famille de personnalités politiques de premier plan. Durant la même période, la presse parlait de « miterrandie », de « chiraquie ». Et d'autres figures politiques de premier plan ont suscité des inspirations (« jospinie », « sarkozie », « macronie »...). C'est intéressant, car cette construction lexicale renvoie bien à l'idée de clan. Pour autant, comme le précise Alain Bergounioux, cette expression de « rocardie » n'était pas utilisée par les rocardiens pour se définir. Eux parlaient de « courant rocardien », « d'amis de Michel Rocard » ou de « rocardiens »¹⁴⁰. Pourtant, le terme de « rocardie » apparaît une fois dans les cercles rocardiens, dans le compte-rendu de la réunion du collectif national des clubs rocardiens, les clubs Convaincre, le 4 février 1992¹⁴¹.

Certains ouvrages mentionnés parlent de l'entourage de Michel Rocard, de sa garde rapprochée, mais l'immersion est plus que limitée. Souvent, il s'agit de demander aux fidèles rocardiens de parler de Michel Rocard, et pas d'eux-mêmes. Aussi, ils détaillent peu leur rôle auprès de Michel Rocard et ne reviennent pas de façon très approfondie sur leurs actions pour faire vivre la rocardie. L'intérêt est souvent d'avoir un portrait de Michel Rocard par les fidèles de Michel Rocard. Or, ce travail de thèse ne vise pas à cerner Michel Rocard par le profil de son entourage. Il est vrai que pour en savoir plus sur une figure il faut regarder qui l'entoure. Mais ceci n'est pas l'objet. Il n'y a pas de distinction nette établie entre Michel Rocard et ses proches, pas de hiérarchie supérieure. La configuration n'est pas Michel Rocard puis son entourage, mais Michel Rocard et

137 NARCY Jean-Paul, *Dictionnaire Rocard*, Atlande, 2019, 512 p.

138 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, Perrin, 2020, 450 p.

139 DJIAN Jean-Michel, *Rocard l'enchanteur désenchanté*, Le Cherche Midi, 2023, 152 p.

140 Entretien avec Alain Bergounioux, 9 mai 2023

141 « Compte-rendu de la réunion du Collectif national du 4 février 1992 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 108 : Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

son entourage. Plus encore, Michel Rocard au milieu de son entourage politique. Si hiérarchie il y a, elle est inversée. La priorité est donnée à l'entourage de Michel Rocard. Lui-même est un acteur important, évidemment, puisqu'il est la figure motrice, mais il n'est pas le premier sujet. Dans la configuration de ce travail, Michel Rocard ne serait en fait que le premier des rocardiens, l'animateur d'un courant et le nexus de l'organisation de celui-ci. Un *leader* nécessaire pour la bonne organisation mais également dépendant de ses fidèles, que nous voulons découvrir.

On trouve néanmoins quelques ouvrages qui permettent de voir l'organisation de la machine rocardienne. Les mémoires de trois fidèles rocardiens, sur lesquels nous reviendrons, contiennent de nombreuses informations sur le fonctionnement du courant bien que tout ne soit pas précisément détaillé. On peut également trouver le témoignage de Jean-Paul Huchon, d'abord avec *La montagne des singes*¹⁴² en 2002, qui est une source d'une très grande valeur car c'est un des rares documents qui revient précisément sur le rocardisme après Rocard. Puis, ses mémoires *Ceux qui aiment ne peuvent pas perdre*¹⁴³ et enfin, *C'était Rocard*¹⁴⁴. Des témoignages intéressants, riches en anecdotes, très utiles pour dresser un portrait de leur auteur et leur implication dans le courant rocardien mais qui reviennent peu sur la « rocardie » en général. Ce qui est compréhensible, car la « rocardie » est un réseau de personnes dense et il serait compliqué pour un rocardien de faire une cartographie complète de tous les acteurs du courant. La difficulté est que hormis ces quelques fidèles, très peu de rocardiens ont publié leurs souvenirs et le récit de leur aventure politique auprès de Michel Rocard. L'ouvrage d'Alain Bergounioux et Jean-François Merle est original car plus que le courant rocardien, il décrit l'idéologie rocardienne. Le courant rocardien, l'entourage politique de Michel Rocard n'a pas fait l'objet de travail consacré, ce qui peut justifier l'intérêt de ce travail. On trouve bien dans certaines études, comme dans le livre de Christine Fauvet-Mycia¹⁴⁵ des passages consacrés à la « rocardie », mais il n'y a pas d'étude sur le long terme. L'ouvrage de Sylvie Santini consacre néanmoins un chapitre aux « grognards de Rocard ». Il illustre la diversité des entourages en parlant d'abord des « patrons de gauche », puis des rocardiens politiques. Bien que ce soit plus discutable, la nuance est établie sur le fait que Michel Rocard aurait eu avant tout des « copains mais pas de réseau », ce qui colle mal avec la conception scientifique des réseaux.

142 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes : du rocardisme aux années Jospin*, Grasset, 2002, 280 p.

143 HUCHON Jean-Paul, *Ceux qui aiment ne peuvent pas perdre*, Plon, 2004, 282 p.

144 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, l'Archipel, 2017, 317 p.

145 FAUVET-MYCIA Christine, *Les Éminences grises*, Belfond, 1988, 269 p.

Les héritages

Enfin, cette étude veut aborder la question des héritages du courant rocardien. Cette approche part d'une page presque blanche car, hormis le livre d'Alain Bergounioux et Jean-François Merle¹⁴⁶, aucun travail n'a abordé le rocardisme après Rocard. Il est scientifiquement assez difficile de déterminer ce qui peut être inclus dans l'héritage d'une personnalité politique. C'est précisément une des limites de ce travail, qui veillera à ne pas prendre position, seulement à mettre en avant des théories et des possibilités. Quoiqu'il en soit, la difficulté à distinguer un héritage peut expliquer l'absence d'étude sur le post-rocardisme. La question fut souvent évoquée au moment du décès de Michel Rocard, puis lors de l'élection présidentielle de 2017. Lors des élections primaires du Parti socialiste en janvier 2017, le second tour a opposé Manuel Valls et Benoît Hamon, tout deux issus du courant rocardien, ce qui a conduit les observateurs et les médias à se demander si l'un était plus proche du rocardisme originel. Puis, lors de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron s'est revendiqué du rocardisme, ce qui a relancé les spéculations médiatiques. Mais en dépit de tout ceci, cette question ne fut pas concrétisée ni approfondie dans un travail scientifique. Même les politiques se revendiquant de Michel Rocard n'ont pas détaillé dans un ouvrage leur volonté de poursuivre l'œuvre rocardienne, si ce n'est Emmanuel Macron qui a préfacé l'ouvrage de Jean-Paul Huchon *C'était Rocard* ou Manuel Valls qui a contribué dans le livre de Jules Fournier. Une complexité supplémentaire pour réfléchir au testament politique de Michel Rocard. En réalité, il faudrait parler au pluriel. Car lorsqu'on analyse le déroulement de la vie politique sur plusieurs années, dans plusieurs approches, on peut distinguer diverses formes de patrimoine politique. De manière générale, et sans doute sans exhaustivité, cinq formes sont facilement identifiables, car récurrentes :

- L'héritage familial¹⁴⁷. Particulièrement répandu sous l'Ancien Régime, cette forme tend à perdre en valeur. Notre époque a rompu progressivement avec d'anciennes pratiques mais qui ont su perdurer pendant de nombreuses décennies, des pratiques consistant à se passer une fonction ou un fief de père en fils, d'oncle en neveu, ou en tout cas, à conserver un titre politique dans le giron familial. Aujourd'hui, être « fils de » ne constitue plus un argument électoral infaillible. Le cas toulousain est un très bon exemple. Pierre Baudis est maire de Toulouse entre 1971 et 1983. Cette année-là, il passe le flambeau à son fils, Dominique Baudis, qui est élu maire de la ville lors des élections municipales. En 1988, Dominique Baudis est élu député de la 1^{ère} circonscription de Haute-Garonne lors des élections législatives. Il démissionne de ses mandats de maire et député en

146 BERGOUNIOUX Alain, MERLE Jean-François, *Le rocardisme, Devoir d'inventaire*, Seuil, 2018, 300 p.

147 ARDISON Annette, *La politique en héritage. Les municipales : une affaire de familles*, Flammarion, 1995, 241 p.

janvier 2001. Lors des élections législatives de 2022, le fils de Dominique Baudis, Pierre, est candidat dans l'ancienne circonscription familiale sous l'étiquette de la majorité présidentielle et est battu par le candidat de la NUPES Hadrien Clouet, témoignant de la perte d'influence du nom de famille. Pour Michel Rocard, la question ne se pose pas, ses descendants ne font pas de politique active.

- L'héritage de fief¹⁴⁸. On peut parler d'héritage municipal, car c'est la forme la plus répandue, où un baron local passe le flambeau à un de ses plus fidèles. Michel Rocard est dans cette catégorie. Maire de Conflans-Saint-Honorine de 1977 à 1994, c'est son plus fidèle bras droit Jean-Paul Huchon qui lui a succédé, avant de passer lui-même le relais en 2001 à un de ses proches, Philippe Esnol, fidèle rocardien.

- L'héritage politique. Il s'agit de prendre la relève d'un homme de grande stature, que ce soit à la tête d'un parti, d'un courant, d'un clan et de poursuivre son action¹⁴⁹. Pour le cas Michel Rocard, c'est un cas d'étude intéressant. Son retrait brutal de la vie politique nationale suite à son score lors des élections européennes de 1994 a eu comme conséquence presque directe l'émiettement de son courant politique, faute de dauphin désigné ou en capacité de prendre la relève.

- L'héritage idéologique. Il s'agit de continuer à faire vivre les idées politiques défendues par une figure dont on se revendique, quitte à plonger dans une guerre des revendications¹⁵⁰. Le cas Rocard est là encore fascinant. Alors que les idées et l'obsession de la réflexion fut une ligne de conduite du courant rocardien, plusieurs interprétations de ce qu'est le rocardisme se heurtent, y compris de son vivant. Le souvenir de la primaire de la gauche en 2017 entre Manuel Valls et Benoît Hamon, dans ce que l'on a appelé « les deux gauches irréconciliables »¹⁵¹, alors que les deux étaient de jeunes rocardiens, atteste de la complexité de la chose.

- L'héritage de la méthode, de la pratique. Dans ce cas, il s'agit de s'inspirer non pas de la façon de penser, mais de la façon d'être et de la façon de faire. Sans partager le cheminement idéologique et politique d'une personnalité on peut lui reconnaître des vertus, de la dignité, des qualités humaines indépendantes de tout le reste. C'est une forme d'héritage qui écloso souvent après le décès d'une personnalité. C'est la différence entre la philosophie politique et l'action politique. La « méthode Rocard » appliquée par exemple pour la gestion de l'épineux dossier calédonien, est

148 DUBASQUE François, KOCHER-MARBOEUF Eric, *Terres d'élections. Les dynamiques de l'ancrage politique*, Presses universitaires de Rennes, 2014, 426 p.

149 DUPIN Eric, *L'après Mitterrand. Le Parti socialiste à la dérive*, Calmann-Lévy, 1991, 331 p.

150 BRUNET Eric, *L'obsession gaulliste : Alain, François, Nicolas, Marine et les autres...*, Albin Michel, 2016, 320 p.

151 ROGER-PETIT Bruno, « L'héritage encombrant de Rocard : Valls et les deux gauches irréconciliables », *Challenges*, 4 juillet 2016

devenue une véritable référence, reprise par de nombreuses personnalités qui, après lui, ont dû plancher sur la question¹⁵².

Objet d'étude : la logique du sujet de recherche

Suite au rappel de tous ces champs de recherche explorés, de toutes les thématiques abordées et, par la même occasion, de la présentation de tous les manques à la connaissance scientifique actuelle, ce sujet de recherche a été pensé et construit comme une immersion dans les coulisses du courant qui s'est progressivement structuré autour de Michel Rocard. L'objectif de cette recherche est de montrer comment Michel Rocard a pu devenir le point de rencontre de personnalités venant d'horizons divers et comment cette aventure, ce compagnonnage a duré pendant près de trente ans. Il s'agit par conséquent d'étudier à la fois les éléments fédérateurs, ainsi que les diverses « péripéties » qui se sont jouées dans un contexte et un cadre spatial très précis : celui des partis de gauche. La singularité du courant rocardien, comme pour bien d'autres courants, est que la « rocardie » fut un savant mélange de lobbying idéologique, de lobbying personnel (Michel Rocard devenant au fil des années une vraie marque) et de structuration parallèle. Un parti dans le parti et une existence marquée par une rivalité permanente et féroce avec d'autres composantes de la famille socialiste.

Si cette aventure commence au sein du PSU, le parti qui sera la plus importante source d'attention sera le Parti socialiste, pour la raison élémentaire que la « rocardie » s'est bien plus développée dans le PS que dans le PSU. Entre l'affirmation de Michel Rocard comme figure de proue politique au sein du PSU et son départ pour le PS, il ne s'écoule que sept ans, tandis que l'aventure rocardienne au sein du PS s'étend en deux temps espacés : une première période de vingt ans, entre 1974 (année de l'entrée d'une branche du PSU au sein du PS) et 1994 (année où la carrière nationale de Michel Rocard s'arrête brutalement suite au fiasco des européennes où la liste conduite par Michel Rocard n'obtient que 14,49 % des voix et est talonnée par la liste des radicaux de gauche conduite par Bernard Tapie). Puis une seconde période plus brumeuse, entre 1994 et nos jours, ce qui nous ouvre la possibilité intéressante de réfléchir à une histoire du temps présent. Certes, il est extrêmement compliqué de faire l'histoire du temps présent, mais la dimension patrimoniale du rocardisme nous paraissait trop importante pour être délaissée. La « rocardie » fut une entité politique tellement soudée, tellement aguerrie par des luttes politiques communes qu'il semblait impensable qu'elle se soit évaporée du jour au lendemain. Ce choix nous semble renforcer

152 « La méthode Rocard au prisme de la Nouvelle-Calédonie : un cas d'étude sur l'héritage en politique. Par Matthieu Cabanis », dans « Convictions. Bulletin de l'Association MichelRocard.org. N°45, été 2022 », *MichelRocard.org*

la logique originelle de ce travail, soit ne pas être centré sur Michel Rocard comme acteur principal mais sur ses fidèles rocardiens.

Bien que Michel Rocard ne soit jamais loin de toute considération. La dimension idéologique a beau être très forte, il est indiscutable qu'une dimension humaine et personnelle s'est imposée. Par le choix des mots dans son titre, ce travail assume l'idée que le courant politique étudié soit avant tout le clan d'un homme. L'homme en question renonce à son statut de *leader* et de figure nationale, quid alors de ses fidèles, de tout ce qui s'est construit autour de lui ? Les idées demeurent mais quelle organisation est prévue pour continuer à les faire vivre et leur donner une concrétisation dans le débat politique ? Cette interrogation nous a conduit à aller plus loin dans le cadre temporel. Nous avons démarré cette interrogation sur l'héritage dès l'année 1994 mais nous n'avons pas établi de fin chronologique, tant les rebondissements sont nombreux entre les tentatives d'organisation de fidèles rocardiens ayant cheminé aux côtés de Michel Rocard jusqu'au « recasage » de ces rocardiens dans de nouvelles écuries. Le décès de Michel Rocard en 2016 contribue à expliquer ce choix de ne pas s'arrêter dans les recherches. La mort d'une illustre personnalité relance les questions d'héritage, de revendication, même de « réincarnation ». On ne pouvait se permettre de ne pas s'y intéresser. Le tout en conservant une grande prudence, tout particulièrement pour cette dernière approche tant l'histoire est en train de s'écrire et que l'encre sur le parchemin n'est pas encore sèche.

Mener à bien cette recherche impliquait d'adopter un enchevêtrement de prismes sur une série d'acteurs. Ou plutôt, un prisme qui en impliquait d'autres : rôle dans le courant rocardien, ancrage local, parcours politique au sein du PS, rapport à Michel Rocard et au courant après 1994... Car l'objectif n'est pas de se focaliser sur les rapports personnels, humains entre un chef et ses fidèles mais d'étudier l'équilibre des rôles, la complémentarité entre la locomotive et l'entourage. L'idée est qu'un courant représente tout un écosystème où chacun a sa place et son rôle. Aussi, l'objectif est de voir les divers apports et contributions de toutes les cellules de cet écosystème politique, tourné vers un objectif commun, mais avec des déclinaisons différentes. Le cap poursuivi est l'arrivée au pouvoir de Michel Rocard et l'application de sa ligne politique. L'objectif de recherche est de se focaliser sur le parcours de différents acteurs impliqués dans cette quête et leur contribution à ce cheminement. C'est cet angle d'étude qui permet de ne pas s'arrêter en 1994. Car en 1994, il n'y a qu'un acteur qui sort du jeu national et partisan, Michel Rocard lui-même. Il s'agit certes, en tant que *leader*, de l'acteur le plus important, l'écosystème est complètement désorienté, mais peut-il survivre ? Car les autres acteurs continuent leur quête : faire en sorte que leur ligne politique soit appliquée dans l'exercice du pouvoir. La dimension humaine sort du jeu, ou en tout cas, elle se recompose. Les acteurs de la « rocardie » doivent chercher à faire du rocardisme sans

Michel Rocard. La fidélité revêt un nouvel habit. Ce n'est plus accompagner l'initiateur mais agir dans son souvenir pour lui faire honneur, quitte à passer par de nouvelles allégeances personnelles.

La question de la fin du courant rocardien se posait de façon aussi naturelle que brutale. Car brutale est la fin de la carrière nationale de Michel Rocard. Après son échec relatif aux élections européennes de 1994, Michel Rocard n'a d'autres choix que de renoncer à ses ambitions nationales et se retire des questions d'organisation politique. L'enjeu à déterminer était le devenir de son courant et de ses fidèles. L'interrogation saisissante était de savoir si le courant allait voler en éclats, si un chef de substitution allait émerger s'il était possible d'envisager un rocardisme sans Michel Rocard et si tel est le cas, sous quels aspects un tel héritage pourrait-il se manifester ?

Ce travail mobilise par conséquent plusieurs prismes d'observation de différents acteurs à différentes échelles, acteurs qui avancent à des vitesses différentes. Des parcours tournés vers la même direction qui tantôt se croisent tantôt occupent un couloir différent. Mais sans jamais perdre de vue le cap commun.

Le premier acteur reste Michel Rocard, car il est dans un premier temps la raison d'être de cette aventure politique, son instigateur, son *leader*, sa clef de voûte. Sa carrière étant riche et variée, nous avons fait le choix de nous consacrer aux chapitres les plus politiques de ladite carrière, qui ont été déjà largement étudiés. Des zooms sont faits sur le Michel Rocard homme de parti, qui éclot précisément au cœur d'un parti le PSU, où il s'entoure de sa première garde rapprochée. Sa prise de pouvoir du PSU en 1967, sa candidature à l'élection présidentielle de 1969 et sa victoire la même année lors d'une élection législative partielle contre l'ancien Premier ministre Maurice Couve de Murville sont les trois actes qui font de Michel Rocard une figure importante de la vie politique, une figure qui suscite l'espoir chez certains et qui revêt une dimension nationale. Mais nous ne voulions pas que ce travail soit une énième étude de Michel Rocard et qu'il prenne une place trop importante. Encore une fois, de par son rôle, il ne peut avoir qu'une place importante, mais il fallait poser des limites pour faire émerger l'entourage politique. La partie consacrée au PSU fait un peu exception, car c'est la période où Michel Rocard se forge cette dimension de *leader*, de pôle d'influence. C'est à ce moment qu'il apparaît comme un meneur. Aussi, l'attention est un peu plus focalisée sur lui, bien que nous faisons en sorte de ne jamais perdre de vue le cheminement de ses proches. Par ailleurs, nous assumons que les paragraphes consacrés au PSU soient un peu plus généraux, car il s'agit de bien identifier la succession d'événements et de faits qui ont rendu possible l'avènement de Michel Rocard comme personnalité politique de marque, nef d'un courant politique, et l'intégration dudit courant au Parti socialiste. Ainsi, l'entrée au PS marque une première rupture de prisme.

De Michel Rocard, nous n'avons vu, au sein du PS, quasiment que les moments, les faits, les décisions qui ont impulsé les mouvements du courant rocardien. Donc, ce travail est ponctué de l'étude des épisodes où Michel Rocard donne le ton et le cap. La logique est de voir la direction qu'il impulse puis comment ses fidèles s'adaptent à cette nouvelle donne. Cela implique les moments comme son adhésion au PS, ses différentes attitudes envers François Mitterrand, ses volontés de candidatures présidentielles, l'importance irrégulière qu'il accorde à l'affirmation de son courant. Puisque l'étude de la « rocardie » est avant tout l'histoire d'un rapport de force permanent, les séquences électorales sont particulièrement étudiées. Car dans cette guerre froide interne au PS, chaque courant se doit de montrer son implantation, sa capacité de mobilisation. L'implantation de relais dans les territoires est un point stratégique capital pour un courant qui ambitionne de peser au sein du parti. Et dans ce domaine, Michel Rocard ne devient qu'un rocardien parmi d'autres. Nous nous intéressons à ses candidatures à diverses élections, essentiellement municipales et législatives, mais en le mettant sur un pied d'égalité avec ses fidèles qui candidatent également. Lors des séquences électorales internes au PS, donc les congrès, cette dimension s'applique également. En tant que *leader* indiscuté et indiscutable, Michel Rocard fixe la stratégie de son courant, mais ce qui nous intéresse, c'est de voir comment ses fidèles s'activent pour répondre aux attentes du chef et comment ils prennent place à ses côtés. Omniprésent, mais pas omnipotent, Michel Rocard a donc une double dimension dans ce travail. Tantôt il apparaît un acteur à part entière, parmi d'autres, tantôt il apparaît en filigrane, comme celui qui tire les ficelles à distance. Mais il n'est jamais absent car ce sont ces moments d'apparition en filigrane qui permettent de voir l'action des rocardiens par rapport à l'impulsion donnée par Michel Rocard et d'étudier cette connexion *leader-fidèles*.

Dans ce travail, la rupture est l'année 1994. Son retrait de la vie politique nationale fait qu'il n'est plus un acteur, mais une référence, un souvenir. Il conserve une importance capitale car il reste une ombre planante, il continue d'animer ses fidèles, de les inspirer, sa ligne et son aura deviennent des reliques convoitées, mais il n'agit plus de manière directe. La connexion entre le *leader* et ses fidèles compte donc une dimension plus forte que des relations humaines, il y a un attachement presque spirituel qui se fait dans une double dimension à la mort : la mort politique et la mort réelle.

Les acteurs essentiels demeurent les fidèles rocardiens. Cellules vives et constitutives de la « rocardie », ils perdurent après la mort politique et la mort réelle de celui qui a motivé leur engagement politique. Si la figure du *leader* est importante, car il fixe le cap et impulse la dynamique, celle des fidèles l'est tout autant, comme nous l'avons expliqué plus haut pour un ensemble de raisons. Étudier les fidèles rocardiens impliquait de faire un choix. Initialement, ce travail voulait se focaliser sur trois hommes : Robert Chapuis, Pierre Brana et Gérard Lindeperg.

Tous trois sont des proches de la première heure de Michel Rocard, ils font partie de cette fameuse garde rapprochée qui n'a jamais cessé de soutenir Michel Rocard dans tous ses combats. L'objectif était d'étudier l'histoire et les coulisses de ce courant au prisme de ces trois fidèles rocardiens. Pourquoi eux ? Plusieurs réponses à cela. Déjà parce qu'ils font précisément partie de ces rocardiens qui ont été de toutes les équipes, depuis le PSU (avec des liens d'amitié et de compagnonnage parfois antérieurs) jusqu'à la fin de la carrière nationale de Michel Rocard. Ensuite, car ils présentaient à la fois des points communs et des profils complémentaires.

Tous trois sont de la même génération. Robert Chapuis et Pierre Brana sont nés en 1933, Gérard Lindeperg en 1938. Ils viennent d'horizons différents. Robert Chapuis est né à Paris, fils d'un père sympathisant d'extrême droite et d'une mère démocrate-chrétienne. Gérard Lindeperg, fils d'un ancien militaire reconverti en magasinier d'usine et d'une mère aide-soignante, a grandi au Creusot. Pierre Brana a grandi dans le quartier populaire de Bacalan à Bordeaux. Robert Chapuis fut proche dans sa jeunesse de mouvements de jeunesse chrétiens, Gérard Lindeperg se découvrit très jeune athée et anticlérical. Tous les deux ont fait notamment carrière dans l'enseignement, Pierre Brana fut ingénieur EDF-GDF. Et les trois eurent un engagement syndical différent. Robert Chapuis fut une figure de l'UNEF, Gérard Lindeperg membre de la FEN puis du SNI, et Pierre Brana, un responsable de la CGT. Trois hommes rapprochés par des idées et des valeurs. Le premier marqueur commun est leur opposition à la guerre d'Algérie, dans un esprit anti-colonialiste. Puis, la rupture avec la gauche classique, la SFIO, ce parti qui a soutenu ce qu'ils appellent le « coup d'État » gaulliste de 1958.

La fondation du Parti socialiste unifié, le PSU, est la première naissance de ce groupe particulier, presque marginal, qui n'a jamais su trouver sa place dans l'échiquier politique de la Ve République. Au sein de ce nouveau parti, dans lequel cohabitent de nombreuses tendances, se démarque un homme en particulier. Michel Rocard. C'est lui que les trois hommes vont suivre dans son ambition. Pendant plus de trente ans, ils seront dévoués à leur champion, partageant les mêmes espoirs, savourant les mêmes triomphes, essayant les mêmes échecs. La fidélité est d'autant plus remarquable et intéressante qu'elle fut mise à rude épreuve. La première aventure celle du PSU, coincé entre la SFIO et le puissant Parti communiste, fut brève. Quand Michel Rocard décide de rompre avec le PSU pour intégrer le Parti socialiste, c'est tout naturellement que ses grognards le suivent. Il y a deux manières d'exister dans un grand parti politique. Être dans la garde rapprochée du *leader* ou faire entendre une musique divergente suffisamment forte pour recevoir un écho auprès de la base militante. Le trio continue de suivre Michel Rocard, qui n'hésite pas à s'opposer à François Mitterrand. Alors qu'il n'a rejoint le PS que depuis à peine trois ans, Michel Rocard le défie ouvertement, lui et sa ligne politique. C'est la naissance politique de la « deuxième gauche »

dont Michel Rocard est le héraut, assisté de ses proches. Contre un PS jugé « archaïque », jacobin et trop conciliant avec les communistes, Michel Rocard et ses lieutenants vantent les vertus de la décentralisation, critiquent les nationalisations à outrance, défendent l'économie de marché et se réclament d'une culture de gouvernement et détenteurs d'une ligne réaliste.

Pendant que Michel Rocard se bâtit une stature d'envergure nationale, son entourage agit à deux échelles. Ses membres assistent Michel Rocard dans la construction de son courant et de son image. Michel Rocard faisait confiance à ces trois hommes. Il a confié à Robert Chapuis la tête du PSU, chargé Gérard Lindeperg de coordonner dans toute la France les clubs Convaincre, vivier militant et structure idéologique du courant rocardien. Quant à Pierre Brana, il l'a accompagné comme conseiller dans tous les ministères où Rocard s'est installé. Par ailleurs, ces trois hommes présentaient l'intérêt d'avoir été tout trois des élus, dans des secteurs différents : Pierre Brana était implanté en Gironde, Robert Chapuis en Ardèche et Gérard Lindeperg, dans le Rhône puis dans la Loire. Donc, on le voit, des parcours différents, mais tournés autour de la même cause.

Une autre raison, plus prosaïque et pratique, justifiait cet intérêt pour les trois hommes : tous les trois ont écrit leurs souvenirs auprès de Michel Rocard, leurs parcours d'élus et de membres de partis dans leurs mémoires^{153 154 155 156}. Cela constituait une riche source d'informations qui permettait d'avoir un aperçu sur les coulisses du courant rocardien, sur le déroulement de leurs propres carrières et d'autres divers renseignements. Enfin, atout supplémentaire, Robert Chapuis et Pierre Brana ont fait don de leurs archives personnelles. Aussi, dans l'élaboration du sujet, ces trois profils paraissaient les plus opportuns pour aborder une thématique inédite et jusqu'ici, non-étudiée, celle du courant rocardien.

Mais au fur et à mesure du travail, il est apparu que se concentrer exclusivement sur ces trois figures était un peu trop réducteur. Une première erreur fut de se consacrer au parcours des trois fidèles de Michel Rocard en négligeant Michel Rocard. Or, une des certitudes acquises au cours des recherches est ce qui fut écrit plus haut : le chef et son entourage forment un équilibre. On peut se permettre d'étudier une grande figure sans faire trop attention à son entourage, mais l'action d'un entourage doit être replacée dans le cadre du cap fixé par ladite grande figure. Il a fallu par conséquent construire le sujet sur plusieurs dimensions évoquées plus haut : les éléments de la carrière de Michel Rocard qui impulsaient les mouvements de son entourage politique, le

153 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, L'Harmattan, 2007, 254 p.

154 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique. Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, PUR, 2013, 260 p.

155 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard. Mémoires d'un rocardien de province*, Éditions de l'Aube et Fondation Jean-Jaurès, 2018, 384 p.

156 LINDEPERG Gérard, *Avec la Loire. Mémoires (suite) 1992-2002*, Éditions de l'Aube et Fondation Jean-Jaurès, 2020, 370 p.

cheminement politique des rocardiens que ce soit auprès de Michel Rocard ou dans leurs fiefs respectifs, la structuration du courant rocardien...

Ensuite, un constat s'est imposé : en étudiant ces trois figures du rocardisme, on finissait forcément par « croiser » d'autres rocardiens. Le réseau politique rocardien est un réseau serré, un réseau collectif. Aussi, étudier seulement trois rocardiens était beaucoup trop réducteur et empêchait d'avoir une vision d'ensemble de la « rocardie ». Cela ne signifie pas pour autant accorder la même attention à absolument tous les rocardiens possibles, mais il fallait impérativement élargir les horizons et varier les études, diversifier les profils afin de mieux cerner l'identité de ce courant, comprendre son fonctionnement et la répartition des rôles. Pierre Brana lui-même permet d'ouvrir des perspectives, grâce à sa femme Joëlle Dusseau, avec qui il partage son engagement militant. En étudiant Pierre Brana, on ne peut que « rencontrer » Joëlle Dusseau, dont le parcours politique est riche et permet d'ajouter à l'étude une nouvelle personnalité rocardienne. Joëlle Dusseau permet également de varier la prosopographie rocardienne, en apportant une touche féminine, ce qui est intéressant quand on travaille sur un univers et une époque presque exclusivement masculins. Les mémoires des trois hommes, les premières archives consultées (cette partie là sera approfondie un peu plus loin), mentionnent souvent d'autres personnalités du courant, comme Gérard Fuchs, Jean Le Garrec, Jean-Pierre Sueur, Alain Richard, Louis Le Pensec... et au fur et à mesure, il se dessine progressivement la galaxie rocardienne. C'est plus particulièrement au moment des élections que cette approche élargie est utile, car en s'intéressant aux rocardiens candidats, on peut avoir une vision plus exacte de l'ancrage de la « rocardie », avec ses zones de force et ses zones de faiblesse et établir une cartographie nationale et locale du maillage rocardien.

L'une des limites de cette façon d'aborder la « rocardie » est qu'il est impossible d'être exhaustif. On ne peut pas présenter et mentionner chaque rocardien, ni leur accorder la même place dans le développement. Les rocardiens choisis, les éléments de parcours présentés... tout ceci implique une sorte de parti pris. Il a fallu choisir quelques rocardiens et être moins précis sur d'autres et ainsi estimer qui est le plus pratique pour broser le portrait des coulisses de cette galaxie politique rocardienne. L'immense majorité des rocardiens étudiés sont des rocardiens « nationaux ». Ils ont tous un ancrage local, un parcours d'élus de proximité, mais ils ont tous des mandats nationaux ou une fonction dans l'animation nationale du courant. Il y aurait beaucoup à dire sur les cellules rocardiennes strictement locales, mais les ressources sont bien plus rares et plus difficiles à trouver. Même s'ils ne sont plus les objets exclusifs de l'étude, Pierre Brana, Robert Chapuis et Gérard Lindeperg conservent une place particulière et bénéficient d'une attention plus poussée. De par leur parcours et la profusion de documents disponibles sur eux, ils sont en quelque sorte les fils rouges de ce travail, les rocardiens qu'on ne perd jamais de vue. Dans ce travail, certains rocardiens

sont des acteurs très récurrents (Jean-Paul Huchon, Pierre Zémor, Michel Sapin, Jean-Pierre Sueur...), d'autres sont seulement récurrents (François Patriat, Bernard Poignant...), certains font quelques apparitions (Gérard Gouzes...) et enfin, certains ne sont mentionnés que comme exemple ou illustration (Louis Besson, Marie Jacq...) notamment lorsqu'il s'agit de faire un bilan de la « rocardie » aux élections ou dans les instances du PS. En dépit de cette différence de traitement selon les rocardiens, une étude croisée des actions de Michel Rocard et de celles de ses fidèles rocardiens, parcours qui se rejoignent dans les questions relatives à la construction et l'affirmation de la « rocardie », permet d'aborder de manière linéaire, chronologique et thématique l'histoire du courant rocardien, de ses origines jusqu'à sa fin.

Comment Michel Rocard et ses fidèles rocardiens ont-ils bâti un courant politique original au sein de partis de gauche et quelles recompositions en sont issues ?

Répondre à cette problématique nécessite de mobiliser toute la palette de disciplines et de prismes détaillés plus haut. Ce sujet d'étude sur le courant rocardien, fondé sur l'équilibre des rôles entre le meneur et ses lieutenants, a pour objectif d'expliquer comment Michel Rocard s'est imposé comme un *leader* politique qui a su agglomérer autour de lui un réseau politique fidèle et serré dans une entreprise collective de conquête du pouvoir et d'exercice du pouvoir tout en devant faire face à la concurrence, pour ne pas dire l'hostilité, au sein des partis dans lesquels le courant rocardien s'est développé. D'abord, dans le PSU, où Michel Rocard a recruté ses plus fidèles compagnons de route, mais surtout, dans le Parti socialiste où les logiques d'affrontements internes ont su donner une cohésion à ce courant politique. Il est également intéressant d'étudier comment le courant a survécu au départ précipité de son chef et sous quelles formes il a continué à exister jusqu'à nos jours, posant la question des héritages de la « rocardie ». Il a donc fallu étudier le cheminement général d'un réseau politique à travers le parcours à la fois personnel et collectif d'une série d'acteurs politiques. Des années 1960 à 1994, le courant rocardien dans son ensemble partage la finalité de la victoire élyséenne de Michel Rocard qui permettra d'appliquer comme boussole de l'exercice du pouvoir une ligne politique spécifique. Il s'agit du cheminement collectif. Mais le courant n'étant pas un seul homme, ni un grand bloc monolithique, le comprendre et comprendre son fonctionnement implique de voir comment chacun apporte sa pierre à l'édifice et mène sa propre carrière. Il s'agit du cheminement personnel. Servir la cause du courant rocardien passe aussi par les actions propres à chacun. Le rocardisme est une organisation pyramidale. Il serait intéressant de voir les interconnexions entre rocardisme local et rocardisme national. Tout l'enjeu des rocardiens fut de concilier cette existence politique personnelle avec leur engagement au service d'un objectif suprême, l'un nourrissant l'autre. Ce sujet va ainsi s'intéresser aux divers moyens employés pour affirmer la puissance et l'influence du courant rocardien.

La première dimension est bien entendu celle de la structuration du courant. Dès les premiers temps de l'étude, nous nous retrouvons confronté à la difficulté de l'organisation. Les rocardiens n'ont pas leur propre parti, dans le sens où ils ne disposent pas d'un parti qu'ils dominent. Après la désillusion du PSU, ils sont dans la grande maison commune qu'est le PS, maison dans laquelle ils ne sont pas majoritaires de surcroît. C'est pour cela que l'organisation autour de Michel Rocard est cruciale. Elle revêt progressivement un aspect tentaculaire, avec diverses chapelles. On trouve des rocardiens foncièrement impliqués dans les instances du PS, puis d'autres davantage impliqués dans les clubs Convaincre, fondés par Michel Rocard en 1985. Aussi, ce travail veut étudier la complémentarité entre les différentes cellules de la machine rocardienne, mais aussi, les potentielles difficultés de sa coordination. La question des moyens de l'organisation est tout aussi importante, avec l'étude des différents rôles occupés par les fidèles rocardiens au sein de ce courant particulier et/ou auprès de Michel Rocard. Dans un deuxième temps se pose l'impérative question de la déstructuration et de la recomposition du courant après le départ de Michel Rocard de la scène nationale. La dimension tentaculaire s'accroît, entre les rocardiens qui estiment que le renouveau passe par le PS et ceux qui jugent qu'il ne peut avoir lieu qu'en dehors du PS. Le courant rocardien sans Rocard implique de voir la conciliation difficile entre une ligne idéologique commune avec les nouvelles appréciations des enjeux politiques et les nouvelles allégeances.

L'affirmation du courant rocardien est ainsi passée par l'affirmation d'une identité idéologique distincte. Michel Rocard a des idées originales, et d'une certaine manière, a lui-même ouvert la voie à une rivalité intense au sein du PS en théorisant l'existence des deux gauches. Dès lors, Michel Rocard se pose comme le porte-étendard politique d'une « deuxième gauche » réformiste. Cette expression de « deuxième gauche » est inspirée du titre de l'ouvrage de Hervé Hamon et Patrick Rotman paru en 1982¹⁵⁷, et englobe une galaxie diverse, avec une « *grande part du syndicalisme d'origine chrétienne dans la CFTC puis avec la CFDT, et des courants socialistes, dissidents, entre autres, de la SFIO* »¹⁵⁸. La structuration idéologique de cette deuxième gauche dans la sphère politique est progressive mais demeure le socle commun des rocardiens. Il ne faudrait pas pour autant surjouer le rôle de Michel Rocard dans ces tensions, l'hostilité envers Michel Rocard et sa ligne politique étant perceptible bien avant ce discours lors du congrès de Nantes. Quoiqu'il en soit, la revendication idéologique des rocardiens fut une stratégie constante durant leur existence. D'abord, avec la défense permanente de l'autogestion, puis d'une certaine gauche réformiste. Aussi,

157 HAMON Patrick, ROTMAN Patrick, *La deuxième gauche : histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Éditions Ramsay, 1982, 445 p.

158 BERGOUNIOUX Alain, « Michel Rocard ou la deuxième gauche », dans WINOCK Michel (dir.), *Les figures de proue de la gauche depuis 1789*, Perrin, 2020, p.566

la ligne idéologique fut un instrument incontournable de la structuration et de l'affirmation de la mouvance rocardienne. Les rocardiens ont organisé de très nombreuses réunions, colloques, ont créé de nombreux groupes de travail pour parfaire leurs propositions et leur positionnement sur presque tous les sujets possibles. Il ne s'agira pas de détailler leur position sur tous les domaines, cela serait fastidieux, et qui plus est, compliqué, tant les rocardiens ont un style parfois très difficile à déchiffrer. Néanmoins, il sera intéressant de voir certains épisodes où ils façonnent leur idéologie et comment s'est équilibré le courant entre fidélité à Michel Rocard et partage d'un corpus doctrinal propre. L'idéologie rocardienne comporte par ailleurs une dimension fondamentalement importante, car c'est elle qui a servi de base pour l'étude des héritages du courant rocardien. Quand le *leader* n'est plus là, et qu'il n'a adoubé personnellement personne pour prendre la relève, la course à l'héritage se mesure essentiellement à celui qui est le plus à même de défendre la ligne dudit *leader*. Aussi toute la complexité et l'intérêt d'aborder les héritages du courant rocardien sera de voir les différentes interprétations de cette ligne idéologique, interprétations variées qui ont entraîné la multiplication de cheminements personnels.

Les moyens de faire vivre le courant sont également un objet d'étude car ce sont les principaux moments de manifestation des différents acteurs du courant politique rocardien. Ces moments ont essentiellement lieu au sein du Parti socialiste, quand le courant rocardien gagne en consistance. Les congrès nationaux du PS et la préparation des diverses élections sont les moments essentiels dans la vie politique d'une structure comme le PS. Les premiers, parce que c'est là que chaque courant peut compter ses forces, mesurer son poids au sein du PS et « noyauter » les instances pour asseoir son influence. Aussi, comment les rocardiens préparent chaque congrès, comment ils défendent leur position et quelle place ils occupent dans l'organigramme du PS seront des objets d'étude permanents car la stratégie de Michel Rocard est souvent fondée sur une volonté de « rocardiser » le PS. Refusant toute rupture, il ne voudra pas concurrencer le PS, mais le convertir de l'intérieur. Pour cela, il compte sur sa stature, mais aussi, sur ses proches, qu'il s'agit de placer à des places stratégiquement utiles. Le deuxième volet est le volet purement électoral. Il est intéressant car il permet non seulement de suivre différents rocardiens, de voir comment ils s'implantent dans divers territoires et en même temps, de constater cette stratégie de maillage de la « rocardie ». D'obédience girondine, par opposition à une ligne jacobine, le courant rocardien mise sur l'ancrage profond d'élus pour en faire des relais de la cause rocardienne. Cela sert notamment à renforcer le poids interne des rocardiens au sein du PS, mais également à nourrir la construction parallèle des réseaux politiques rocardiens.

La finalité première de tout ceci, donc structuration, affirmation, mobilisation, demeure la préparation de l'avenir de Michel Rocard. C'est le centre du dispositif rocardien. Pour que le

rocardisme puisse appliquer ses thèses, il faut permettre à Michel Rocard d'accroître son poids politique. Sa nomination comme Premier ministre s'avère peu profitable aux rocardiens, et si elle lui permet de renforcer sa stature, Matignon n'est pas le cœur du pouvoir. C'est l'Élysée. Avec l'importance de l'élection présidentielle dans la vie politique française, les yeux des rocardiens furent constamment tournés vers l'échéance présidentielle. Michel Rocard fut candidat du PSU en 1969 mais la dimension rocardienne était encore un peu mince. Par la suite, le courant rocardien fut pleinement mobilisé pour préparer une candidature de Michel Rocard, exploitant tous les moyens d'affirmation présentés plus haut. Il est intéressant de voir comment les rocardiens se mobilisent à différentes échelles et de différentes manières pour concrétiser une candidature présidentielle de Michel Rocard.

C'est l'ensemble de ces enjeux qui nous permettra de vraiment comprendre les coulisses du courant rocardien, la contribution indispensable de cet entourage sans lequel rien n'aurait été possible. Entre fidélité et complémentarité, les rocardiens ont permis de donner vie à la dynamique suscitée par une personnalité, Michel Rocard.

Contribution : un apport à l'histoire du socialisme, une approche inédite du courant rocardien

Cette étude est inédite dans la mesure où elle se fonde sur plusieurs aspects encore jamais abordés par la recherche scientifique. Elle évoque des sujets connus, que ce soit Michel Rocard, les relations internes au Parti socialiste, la question du cheminement en politique, mais sous des angles radicalement nouveaux. Si Michel Rocard a été un acteur largement étudié et qui fut travaillé sous de nombreux aspects, et qui continue de l'être, il était important d'explorer son univers politique proche en le replaçant au centre d'un écosystème riche et en mouvement. L'équilibre entre Michel Rocard et ses fidèles rocardiens est crucial. Aussi, la figure de Michel Rocard doit être surtout comprise comme une porte d'entrée vers un nouvel angle de vue. L'étude de plusieurs rocardiens permet d'élargir l'approche sur la carrière politique de Michel Rocard, mais également et surtout, de faire connaître certains cadres de ce courant, également cadres du Parti socialiste. Un croisement de plusieurs parcours permet de dégager une mosaïque intergénérationnelle de toute une série d'acteurs politiques, d'horizons variés, avec des carrières diverses, et de présenter leur engagement politique et, également, les multiples échelles de cet engagement.

En dépit de toutes les rivalités avec François Mitterrand, le courant rocardien reste une partie du Parti socialiste et l'étude des relations internes entre courants, des zones d'implantation des rocardiens permet d'enrichir la connaissance détaillée du Parti socialiste. Elles apportent de

nouvelles informations sur le fonctionnement interne du principal parti de gauche et aborde les questions classiques, celles des questions électorales, des fiefs, des territoires et des fonctions partisans en se focalisant sur ces acteurs inédits, car éternels minoritaires, que sont les rocardiens. Enfin, cette étude se voulait aussi inédite en questionnant le patrimoine politique de Michel Rocard et de son courant politique. En dépit du risque de réfléchir sur une histoire du temps présent, la fin de ce travail peut s'inscrire dans la philosophie politique, dans le sens où, sans prendre position et sans apporter de réponse concrète, elle questionne les piliers idéologiques et les frontières de l'échiquier politique. Cette approche pluridisciplinaire (géographique, sociologique, philosophique) au service d'un travail d'historien permet un renouvellement de l'histoire politique.

Le choix des sources

Pour réaliser cette étude, de nombreux types de sources ont été mobilisés, en premier lieu, les sources imprimées. Comme précisé plus haut, le point de départ fut l'utilisation des mémoires de Robert Chapuis, Pierre Brana et Gérard Lindeperg. Elles devaient apporter, dans un premier temps, l'ossature du sujet. Elles furent très utiles pour poser les fondations, car elles ont ouvert la voie à l'utilisation de nouvelles sources pour enrichir et parfaire ce travail. D'abord, elles ont présenté de nouveaux acteurs du rocardisme, permettant à quelqu'un qui n'avait pas une connaissance très fournie du rocardisme au moment de s'engager dans ce travail, d'y voir un peu plus clair et de poser de grandes étapes, de distinguer des noms. Même si le champ d'étude s'est élargi à d'autres rocardiens, il a fallu composer avec le fait que peu d'entre eux ont rédigé leurs mémoires. On peut néanmoins citer les livres de Jean-Paul Huchon, les mémoires de Jacques Chérèque¹⁵⁹, celles de de Roger Fauroux¹⁶⁰ ou, publiées à une date très récente, celles de Gérard Fuchs¹⁶¹. Par ailleurs, si certains rocardiens ont publié leurs mémoires, le récit ne contient pas nécessairement de détails sur l'aventure rocardienne. C'est le cas de l'ouvrage de Louis Le Pensec *Ministre à bâbord*¹⁶².

En revanche, ce travail a pu s'appuyer sur une mine de sources considérable et d'une richesse presque inespérée : le site internet *MichelRocard.org*¹⁶³, qui contient des documents variés et indispensables pour le chercheur, la numérisation et l'accès gratuit étant un vrai atout. On y trouve notamment les discours de Michel Rocard, plusieurs de ses livres numérisés, des photos, des vidéos... mais surtout, deux types de sources majeures. D'abord, un ensemble d'articles, de tribunes, d'interviews de Michel Rocard, et des catalogues de revue de presse, allant de 1977 à

159 CHEREQUE Jacques, *La rage de faire*, Balland, 2007, 285 p.

160 FAUROUX Roger, *États de service*, Hachette, 1998, 211 p.

161 FUCHS Gérard, *Récits d'un homme de gauche*, L'Harmattan, 2021, 236 p.

162 LE PENSEC Louis, *Ministre à bâbord*, Ouest-France, 1997, 203 p.

163 <https://michelrocard.org/app/photopro.sk/rocard/>

1993, où sont regroupés tous les articles de la presse nationale, et d'une partie de la presse locale, qui traitent du courant rocardien. Que ce soit l'actualité de Michel Rocard, des interviews de ses fidèles, des résultats électoraux ou des sondages, une grande partie de la presse en rapport avec la galaxie de Michel Rocard y est répertoriée. La deuxième source majeure est la lettre *Convaincre*, le bulletin d'information du courant rocardien. Indispensable, car c'est cette source qui permet de réaliser la meilleure plongée dans l'univers rocardien en raison de son caractère unique. C'est l'une des rares sources réellement consacrées à au courant rocardien dans sa diversité, et pas seulement à Michel Rocard. On y trouve des interventions de fidèles rocardiens, des analyses de l'actualité, des portraits de rocardiens et des agendas sur des événements militants propres à ce courant. Ses 122 numéros sont intégralement numérisés sur le site et ont été consultés de façon exhaustive.

La presse fut aussi très largement utilisée. En dépit de leur richesse, les revues de presse numérisées sur le site internet omettait quelques articles qu'il a fallu chercher pour enrichir toujours plus cette étude. Pour ce faire, l'outil « Europresse », base de données d'informations numérisées, fut d'une grande aide. Accessible gratuitement et en illimité grâce au compte étudiant de Bordeaux-Montaigne, il permet de trouver nombre d'articles de presse par le système des mots-clés et des dates. Presse nationale (*Le Figaro, Le Monde, Libération, Le Point, L'Express, Le Journal du Dimanche...*) ou presse locale (variée selon les circonstances, mais surtout *Sud-Ouest*), bien que la presse locale soit plus difficile à obtenir, ce croisement des échelles permet de suivre les événements et les parcours. Dans ce travail, tous les articles de presses cités en note de bas de page qui n'ont pas de référence particulière (qui sont donc présentés selon le modèle « auteur, titre, journal, date ») proviennent d'Europresse ou de recherches internet spécifiques en utilisant des mots-clés dans la barre de recherche. Pour les autres, la source est citée. L'apport de la presse fut un complément très riche pour la majeure partie de ce travail, mais pour les derniers points, en particulier le cheminement des rocardiens dans les années 2000, elle fut la principale source d'information. Comme il est très difficile de faire l'histoire du temps présent et qu'il n'y a que très peu d'études scientifiques sur les moments abordés par ce travail, à savoir, les recompositions internes au PS entre 2002 et 2017, la presse a permis de pallier ce manque d'information. Avec le recul nécessaire, l'utilisation de la presse permet de suivre de façon linéaire et synthétique l'évolution du courant rocardien au cours de ces dernières années. Ce travail espère précisément que ce premier défrichage saura être approfondi dans les années à venir par d'autres travaux et que des conclusions, aujourd'hui difficiles à faire, pourront être tirées grâce à un meilleur recul.

Les Archives Socialistes numérisées¹⁶⁴ sur le site de la Fondation Jean-Jaurès, ont été également d'une grande valeur. Elles permettent de suivre les débats de congrès, conventions

164 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/>

nationales et des comités directeurs du Parti socialiste, offrant ainsi l'opportunité de croiser les sources de différentes natures et donc comparer, nuancer ou confirmer certaines affirmations des rocardiens sur ces mêmes réunions contenues dans la lettre *Convaincre*, dans des interviews à la presse ou dans d'autres sources. Outre les congrès, on peut signaler la présence intégrale d'une série de presse militante, que ce soit des revues de courant (*Faire, Convaincre*), ou les journaux d'information internes au PS, en particulier, *L'Unité*, dont les numéros contiennent tout un ensemble d'informations sur la tumultueuse vie interne du Parti socialiste, tout particulièrement au moment des congrès. Pour toute la partie consacrée au PSU, le site de l'Institut Tribune Socialiste (ITS)¹⁶⁵ permet d'accéder à certaines ressources, notamment les numéros de *Tribune Socialiste*.

En complément, l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) propose également plusieurs vidéos qui permettent de voir des témoignages, des discours, des passages télévisés.

Ce travail ne s'appuie pas que sur des sources numérisées. Des archives papiers ont été consultées. Robert Chapuis et Pierre Brana ont déposé leurs archives personnelles. Les archives de Robert Chapuis sont conservées au siège de l'Office universitaire de recherches socialistes (OURS) à Paris et les archives de Pierre Brana, aux archives départementales de la Gironde à Bordeaux. Quant à Gérard Lindeperg, s'il dispose d'archives, il n'a pas souhaité en faire don, estimant que tout ce qu'il y a à savoir est raconté dans ses livres¹⁶⁶. A l'OURS, d'autres archives de rocardiens ont été consultées : celles de Michel de la Fournière, de Gérard Fuchs, de Jean-François Merle et de Pierre Zémor, bien que ces trois derniers fonds n'aient pas été encore complètement répertoriés (les fonds Zémor n'ont pas encore de côte). Pour une déclinaison plus locale, les archives de Joëlle Dusseau ont également été consultées, aux archives de Bordeaux-Métropole.

Enfin, pour compléter les apports des sources écrites et tenter d'obtenir des précisions sur certains points, des entretiens ont été réalisés. La démarche consistait à solliciter des personnalités issues du courant rocardien, ou associées d'une certaine manière à Michel Rocard et/ou au courant rocardien pour recueillir leurs témoignages. Si ce travail a l'avantage de s'intéresser à une période politique récente, faisant ainsi que nombre de ses acteurs sont encore en vie, le système des entretiens a montré quelques limites. Outre le refus ou l'absence de réponses de la part de certaines figures sollicitées (François Patriat, Catherine Trautmann, Benoît Hamon), il y a le frein des sévices du temps. Même si les entretiens ont permis d'enrichir ce travail, une réponse revient souvent : le temps passe et la mémoire est altérée. Plusieurs acteurs ont ainsi expliqué que leurs souvenirs d'évènements datant d'il y a plus de vingt ans sont effilochés et que c'est précisément pour cela qu'ils ont écrit des livres. Aussi, le plus souvent, ils se souviennent avec précision d'évènement très

165 <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/organisation/psu/?annee=1960>

166 Entretien avec Gérard Lindeperg, le 10 février 2021

marquants, mais il est très difficile d'obtenir des renseignements très précis sur des détails très spécifiques, car ils sont perdus dans un flot de souvenirs et floutés par les années écoulées. Certains acteurs étaient même étonnés lorsqu'ils étaient interrogés sur un point particulier, disant ne pas se souvenir du tout que les choses s'étaient déroulées ainsi. Les témoignages de fidèles de Michel Rocard sont une source très intéressante, car ils permettent de croiser et confronter les points de vue, néanmoins, il faut rester vigilant et conserver une certaine distance avec des propos tenus et/ou écrits *a posteriori* par des acteurs politiques, dans la mesure où ils savent comment s'est déroulée l'histoire.

Organisation de la thèse

L'étude *Le courant rocardien : histoire et héritages d'un courant politique au prisme de son leader et ses fidèles* est divisée en trois grandes parties.

La première partie est une étude déroulée entre 1956 et 1981. Elle consiste d'abord à voir la fondation et les bases du PSU, car c'est dans cet environnement politique que Michel Rocard se révèle comme une figure d'espoir pour une frange de la gauche socialiste. C'est au sein de ce même parti que plusieurs personnalités qui deviendront des membres de la garde rapprochée de Michel Rocard font leurs premiers pas en politique. Le PSU est par conséquent étudié comme un lieu de rencontre entre le chef et ses fidèles, entamant ainsi un compagnonnage qui va durer près de trois décennies. Cette partie tend ainsi à identifier les acteurs du courant en formation, et de suivre le commencement de leurs carrières politiques. Elle aborde également les limites du PSU et la recomposition de la gauche autour de François Mitterrand, recomposition attirant progressivement le courant rocardien au sein du Parti socialiste. Dès lors, l'étude se fait dans le cadre du Parti socialiste. Elle se focalise sur les difficultés pour le courant rocardien à trouver sa place dans un nouvel environnement, qui au lieu de l'eldorado escompté, se révèle être une jungle hostile. Le courant peine à trouver ses marques et à s'organiser dans un premier temps. Le cap apparaît néanmoins à travers l'idée d'une candidature de Michel Rocard à l'élection présidentielle de 1981. Aussi, l'étude suit comment les rocardiens, et Michel Rocard, s'implantent à diverses échelles (mandats locaux, ambitions parlementaires, place dans le PS) et changent de stratégie, passant de la docilité envers François Mitterrand jusqu'à une affirmation parfois radicale de leur identité politique, notamment lors des congrès de Nantes (1977) et de Metz (1979), avec souvent, la nécessité de jongler entre l'unité du Parti et la singularité du courant. Cette première partie s'achève au moment où François Mitterrand est élu président de la République lors de l'élection présidentielle de 1981.

La deuxième partie s'ouvre ainsi dans une donne politique renouvelée par l'arrivée au pouvoir du rival de Michel Rocard et s'étend tout au long des deux septennats de François Mitterrand, réélu lors de l'élection présidentielle de 1988. D'emblée, l'étude se focalise sur les difficultés pour les rocardiens à trouver leur place dans ce nouvel équilibre politique. Une difficulté qui perdure pendant tout le long règne de François Mitterrand. Cette vaste période connaît un enchaînement de situations variées. Si le courant rocardien poursuit son affirmation, avec l'ancrage de ses membres au fur et à mesure des différents scrutins, avec la fondation des Clubs Convaincre en 1985 et l'élaboration d'un corpus original, l'émancipation n'est que très relative et la rupture n'est jamais poussée bien loin. L'étude de ces différentes élections, de cette structuration du courant et de la vie interne au PS permet de présenter davantage de rocardiens et de constater de manière précise, et à différentes échelles, l'état des lieux du courant ainsi que sa diversité, qui tend à se manifester. La mouvance rocardienne s'impose comme un courant de la gauche socialiste bien identifiable mais suit son *leader* Michel Rocard dans des revirements d'attitude face à François Mitterrand. L'étude néanmoins ne perd jamais de vue que l'objectif reste inchangé : la conquête du pouvoir par Michel Rocard et l'application de sa ligne politique. C'est le chemin pour atteindre cet objectif qui change souvent, au gré des circonstances. Alors que le début de la décennie 1990 est plein de promesses pour Michel Rocard et son entourage, cette deuxième partie s'achève sur l'échec final : les élections européennes de 1994 où la contre-performance de Michel Rocard lui barre définitivement la route de l'Élysée et plonge son courant dans une grave crise existentielle.

La troisième et dernière partie débute en 1995, où l'échec de la gauche lors de l'élection présidentielle impose de repartir de zéro. Le courant rocardien, brisé par le départ de son chef, est confronté à la question de sa raison d'être et de l'héritage de celui qui fut son inspirateur. L'étude s'intéresse alors à l'émiettement du courant, faute de *leader* naturel, entre ceux qui entendent relancer une gauche réformatrice au sein du Parti et ceux qui tirent la conclusion qu'une telle gauche ne peut exister qu'en dehors des appareils politiques sclérosés. Si ce travail d'étude suit pendant un moment ces deux démarches, il se resserre autour de la première, faisant le constat que la démarche d'une rénovation extérieure atteint rapidement ses limites. Ce qui était la galaxie rocardienne devient progressivement une constellation d'individualités, avec une autonomie croissante, effilochant le courant rocardien jusqu'à sa désagrégation physique. Dès lors, l'enjeu est de suivre les acteurs du courant rocardien toujours engagés dans la politique à l'échelle partisane nationale pour voir quels sont leurs cheminements. La question des diverses recompositions du courant rocardien est un premier fil rouge, avec le souci de voir les réorganisations internes au PS autour de personnalités qui pourraient faire office de nouveau Michel Rocard. Cette recherche théorique de l'héritier pousse l'étude jusqu'à la guerre fratricide en 2017 entre deux anciens rocardiens de la

nouvelle génération, Manuel Valls et Benoît Hamon, soulevant l'épineux débat de la loyauté en politique. L'étude s'achève sur un aspect plus original et plus abstrait : reprenant les caractéristiques et certains points historiques du courant rocardien, l'étude interroge les frontières idéologiques et l'héritage rocardien au-delà des seules questions partisans du Parti socialiste.

Première partie) Naissance et structuration du courant rocardien : affirmation d'acteurs politiques fidèles à Michel Rocard (1956-1981)

Étudier un courant politique implique une approche différente par rapport à l'étude d'un parti politique. En effet, dans ce cas précis, il s'agit de se projeter au sein même d'un parti politique pour se focaliser sur la trajectoire d'une composante dudit parti. Une composante qui peut avoir une existence parallèle à celle du parti politique, car elle entretient ses spécificités, que ce soit la promotion de son leader contre celui du parti, d'une ligne idéologique qui n'est pas la ligne majoritaire ou qui se heurte à d'autres courants, et la constitution d'un réseau personnel pour mener à bien une sorte de lobbying à tous les étages possibles. Des caractéristiques qui peuvent rappeler celles des partis politiques précisément. Mais tandis qu'un parti s'affirme sur la scène politique contre d'autres formations politiques, un courant s'affirme au sein du parti. Cela explique l'idée que certains courants forment « un parti dans le parti ». Il n'y a pas de modèle précis ou rigide de ce que doit être concrètement un courant politique : regroupement autour d'une nuance idéologique ou écurie personnelle d'un leader, les situations sont variées.

Dans notre cas, celui qui nous intéresse est le courant rocardien. Ce courant est singulier dans la mesure où il s'est constitué et affiné avant même que la notion de rocardien ne soit popularisée et médiatiquement utilisée. A l'origine, comme nous aurons l'occasion de le voir, il n'y a même pas de courant rocardien. Le contexte politique de la France de la seconde moitié des années 1950, marqué par la question algérienne et le retour au pouvoir du général de Gaulle, permet la restructuration de la gauche, avec la naissance de formations politiques hostiles à ce qui est présenté comme un tournant de la SFIO de Guy Mollet. De nombreux militants issus du socialisme mais engagés dans les luttes anti-coloniales se retrouvent dans ces nouvelles structures, qui aboutissent en 1960 à la naissance du Parti socialiste unifié (PSU). A ce moment précis, il n'y a pas de courant rocardien, ni même de rocardiens. En revanche, il y a des réseaux, des amicales entre individus passés par les mêmes formations militantes, essentiellement le syndicalisme étudiant au sein de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) et donc, les luttes anti-coloniales. Lorsque Michel Rocard intègre ces nouvelles structures, il n'a aucune position particulière qui laisse à penser qu'il puisse devenir un chef de clan. De par son parcours, que nous aborderons, il est inséré dans ces réseaux de sociabilité et a donc le profil d'un militant.

Aussi, si le PSU n'est pas né avec l'existence ou les bases d'un courant rocardien, son environnement interne si particulier rend possible la constitution d'un tel courant. Le fait que le PSU demeure une mosaïque de tendances irréconciliables permet déjà le regroupement d'une frange du parti animée par une conception commune contre les autres tendances. Puis l'émergence de Michel Rocard qui parvient à sortir du lot fournit à cette frange un chef de file, un porte-parole charismatique et capable de représenter avec talent leur ligne politique. Ces militants passés par les mêmes réseaux de sociabilité se regroupent alors autour de Michel Rocard dans l'idée de défendre

leur ligne commune. Voici comme se structure progressivement le courant rocardien et comment émerge une série d'acteurs politiques appelés à devenir les fidèles rocardiens.

Le courant rocardien possède également un trait particulier. Il opère un changement de parti, ce qui illustre l'idée de la trajectoire d'un courant similaire à celle du parti politique. Plus encore, pour le courant rocardien, il se concrétise davantage en intégrant un nouveau parti politique où il renforce sa structuration. L'évènement marquant est quand Michel Rocard quitte le PSU fin 1974 pour intégrer le Parti socialiste, entraînant dans son sillage une partie du PSU. C'est cette minorité qui pose les bases au sein du PS du courant rocardien, dont les contours sont désormais mieux identifiés et identifiables. Si le PSU a été l'environnement qui a permis l'émergence de la notion de rocardisme, c'est l'environnement, tout aussi hostile, du PS, qui lui permet de prendre mieux corps autour d'une ligne politique et d'un leader. En effet, Michel Rocard acquiert rapidement au sein du PS une place particulière. Sa singularité, sa stature conduit des personnalités étrangères à la culture du PSU, qui avait soudé les premiers rocardiens, à venir renforcer les rangs du courant. Ainsi, à la fin des années 1970, le courant rocardien a atteint une forme de maturité, rassemblant des personnalités d'horizons divers, même si le noyau dur reste majoritairement issu du PSU, désormais soudés par une nouvelle culture politique commune fondée sur une ligne politique originale et l'adhésion à une personnalité politique aux capacités de leadership affirmées.

Des fidèles rocardiens qui vont eux-mêmes s'affirmer à des échelles différentes. Que ce soit dans les territoires, par la conquête de mandats électoraux, ou au sein des organes du Parti socialiste, les rocardiens deviennent des acteurs politiques reconnus comme appartenant à une communauté politique singulière et défendant un certain projet politique.

Chapitre 1 : le Parti socialiste unifié, un premier lieu de sociabilité pour fidèles rocardiens

Le Parti socialiste unifié, fondé dans l'optique d'apporter une réponse et un refuge pour une gauche qui ne parvient pas à trouver sa place entre la SFIO, jugée compromise par la politique algérienne de Guy Mollet, et le Parti communiste, représente le point de départ de l'aventure politique rocardienne. La dimension la plus intéressante dans cette réalité est que Michel Rocard n'est pas à l'origine de la fondation du PSU. Bien qu'il dispose déjà d'un bagage militant et associatif solide pour son âge relativement jeune (il est né en 1930), Michel Rocard n'est pas à proprement parlé une figure forte du nouveau parti. Outre le fait qu'il utilise fréquemment un pseudonyme, il est encore dans l'ombre des pères fondateurs du PSU, que sont Édouard Depreux, Alain Savary ou encore Gilles Martinet. Plus encore, la figure d'avenir du parti, celle qui suscite adhésion et enthousiasme n'est pas celle de Michel Rocard mais bien celle de l'ancien Président du Conseil, Pierre Mendès France, qui incarne une certaine exigence de la politique, une méthode, une discipline. La stature et l'aura de Pierre Mendès France en fait une référence pour toute une partie de la gauche et un modèle pour une jeune génération de militants, formés au syndicalisme étudiant, essentiellement au sein de l'UNEF, et dans l'opposition à la guerre d'Algérie. Pourtant, c'est bel et bien Michel Rocard qui va tirer profit de son appartenance au PSU pour s'ériger en tant que figure d'espoir d'une certaine gauche. Gravissant progressivement les échelons internes du PSU, Michel Rocard agglomère autour de lui toute une avant-garde de militants, rapprochés par des engagements de jeunesse communs, qui vont devenir des cadres du Parti, mais aussi, des fidèles sur lesquels Michel Rocard va compter tout au long de sa carrière. Si l'on ne parle pas encore de « rocardiens », le PSU reste incontestablement le lieu originel de la sociabilisation rocardienne.

1) Les premiers pas du PSU

Rassemblement hétéroclite de personnalités et de structures fondées sur des principes et des lignes variées, le PSU naît dans un contexte de renouveau politique, avec la fondation de la Vème République par le général de Gaulle. Un contexte de renouveau, mais aussi de troubles profonds, que ce soit des troubles politiques nationaux, avec la question coloniale qui clive les débats politiques, mais aussi des troubles internes à la gauche. Voulant se tailler un espace singulier sur

l'échiquier politique, le PSU suscite un certain enthousiasme mais peine à trouver sa place dans une recomposition bouillonnante.

A) Le parti de la guerre d'Algérie

1) L'année 1956, rupture et renouveau

1956 marque une rupture dans le mouvement socialiste. La politique algérienne du gouvernement dirigé par le premier secrétaire de la SFIO Guy Mollet attise les tensions au sein du parti et entraîne la constitution d'une minorité menée par des personnalités importantes, avec un passé de Résistant ou d'élus, comme Édouard Depreux, Robert Verdier ou Alain Savary¹⁶⁷. Un manifeste signé par 81 personnalités est publié le 19 novembre 1956. Michel Rocard, jeune énarque âgé d'à peine 26 ans, qui utilise le pseudonyme de « Georges Servet » se retrouve dans les idées exprimées par ce collectif et devient même le secrétaire administratif de ce groupe¹⁶⁸.

Ce jeune talent a déjà un passé actif. Michel Rocard est le fils d'Yves Rocard, professeur de physique à l'École normale supérieure qui, ancien résistant, est impliqué dans la création de la force de dissuasion atomique française. Michel Rocard passe notamment quatorze ans au sein du scoutisme protestant, chez les Éclaireurs unionistes, qui furent sa première école de formation à l'engagement collectif. Au sein du mouvement scout, il a notamment rencontré Lionel Jospin. En 1947, contre la volonté de son père qui le destinait à une carrière scientifique, il s'inscrit à Sciences-Po et à la faculté de droit d'Assas. Pour payer ses frais de scolarité, son père le fait travailler pendant deux ans comme tourneur-fraiseur dans son laboratoire à l'ENS. C'est à cette occasion qu'il rencontre un contre-maître, militant politique et syndical, qui lui apprend l'histoire de la gauche¹⁶⁹. En 1949, refusant la tentation communiste et sensible à l'engagement européen, Michel Rocard rejoignit la Fédération nationale des étudiants socialistes, affiliée à la SFIO¹⁷⁰. Il en devient le secrétaire général en 1954 et engage le mouvement contre la guerre d'Indochine, puis contre la guerre d'Algérie¹⁷¹. C'est à cette époque qu'il se lie d'amitié avec Pierre Mauroy, dirigeant des

167 MORIN Gilles, « De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au Parti socialiste autonome, 1954-1960 : un courant socialiste de la SFIO au PSU », Thèse de doctorat sous la direction de PROST Antoine, Paris I, 1992, 705 p.

168 ROCARD Michel, « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, Flammarion, 2010, p.55

169 ROCARD Michel, *Le Cœur à l'ouvrage*, Odile Jacob, 1987, p.16

170 BERGOUNIOUX Alain, « Michel Rocard ou la deuxième gauche », dans WINOCK Michel (dir.), *Les figures de proue de la gauche depuis 1789*, Perrin, 2020, p.566

171 Notice « Le Maitron » de Michel Rocard, <https://maitron.fr/spip.php?article175754>

Jeunesses socialistes¹⁷². En 1956, il quitte la tête des ES au moment où il intègre l'ENA. Dans le même temps, il rejoint les rangs des minoritaires de la SFIO qui, autour d'Édouard Depreux, Robert Verdier et Alain Savary^{173 174}, contestent la ligne algérienne de Guy Mollet. Alain Savary est alors le « *patron en politique* » de Michel Rocard¹⁷⁵.

Les tensions s'attisent suite à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, avec le soutien de Guy Mollet et de la direction de la SFIO. La minorité compte sur le congrès d'Issy-les-Moulineaux prévu à partir du 11 septembre 1958 pour donner de la voix. Mais le jeu interne ne dure pas. Dès le premier jour du congrès, les figures de proue de la minorité quittent le congrès et annoncent la fondation d'un nouveau parti, le PSA (Parti socialiste autonome) mené par Édouard Depreux et Alain Savary¹⁷⁶. Lors d'une conférence de presse, Édouard Depreux explique que l'ambition de ce nouveau parti « *est de grouper tous les socialistes et rien que les socialistes [...] tous ceux qui pensent en socialistes, c'est-à-dire qui veulent abattre le régime capitaliste dans la liberté et par la liberté* »¹⁷⁷. Michel Rocard n'a pas participé au congrès et n'a pas suivi l'évolution des choses. En effet, peu avant l'ouverture du congrès, il fut envoyé en Algérie avec ses condisciples fraîchement diplômés de l'ENA. C'est dans la presse qu'il dit apprendre la création du PSA. Il y adhère immédiatement¹⁷⁸. Le PSA se revendique du socialisme de Jean Jaurès et de Léon Blum, et entend défendre la République et les libertés qui en découlent¹⁷⁹. Dans un premier temps, le décollage du parti est difficile¹⁸⁰. Il ne parvient pas à présenter beaucoup de candidats et à percer lors élections législatives de novembre 1958, caractérisées par une vague gaulliste^{181 182}.

Mais petit à petit, le PSA parvient à s'élargir, pour atteindre 8500 membres revendiqués¹⁸³. En octobre 1959, de nombreux anciens parlementaires de la SFIO rejoignent le PSA, disant ne plus

172 BOUNEAU Christine, « Socialisme et jeunesse en France des années 1880 à la fin des années 1960 (1878-1969) », Mémoire pour l'Habilitation à diriger des Recherches sous la direction de GUILLAUME Sylvie,, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 2007

173 Michel Rocard le connaît bien pour avoir travaillé, au cours de sa scolarité énarque, dans son cabinet de secrétaire d'État chargé des affaires tunisiennes et marocaines

174 HURTIG Serge (dir.), *Alain Savary, politique et honneur*, Presses de Sciences-Po, 2002, 335 p.

175 BERGOUNIOUX Alain, « Michel Rocard ou la deuxième gauche », dans WINOCK Michel (dir.), *Les figures de proue de la gauche depuis 1789*, op.cit, p.568

176 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », Mémoire pour l'Habilitation à diriger des Recherches, sous la direction de SIRINELLI Jean-François, IEP Paris, 2008, p.52

177 « Pourquoi nous avons quitté la SFIO. Par Édouard Depreux », *France Observateur*, 18 septembre 1958, dans DALBERT François, *Archives d'espoir: 20 ans de P.S.U- 1960-1980*, Syros, 1980

178 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.52

179 NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, Éditions Roblot, 1973, p.67

180 CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François, *Le Parti socialiste unifié, histoire et postérité*, PUR, 2013, 329 p.

181 HEURGON Marc, *Histoire du PSU, tome 1*, La Découverte, 1994, 444 p.

182 BERSTEIN Serge, *La France de l'expansion. Tome 1. La République gaullienne (1958-1969)*, Points, 1989, 384 p.

183 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, La Découverte, 2016, p.35

pouvoir se « *solidariser plus longtemps de cette attitude persistante qui tourne le dos à la démocratie et, après avoir abdiqué, se satisfait du pouvoir personnel* »¹⁸⁴. Le plus beau trophée est l'adhésion de Pierre Mendès France lors du premier congrès des 2 et 3 mai 1959¹⁸⁵. Dans la foulée, de très nombreux membres du Centre d'Action Démocratique¹⁸⁶ (CAD) le suivent au PSA¹⁸⁷. S'appuyant sur cette nouvelle dynamique, le PSA entend dépasser ses frontières en fusionnant avec d'autres petits groupes de gauche à l'occasion du congrès du 3 avril 1960, dans une salle des fêtes à Issy-les-Moulineaux. Trois partis fusionnent : le PSA, l'Union de la gauche socialiste (UGS) d'inspiration ouvrière et chrétienne, et la Tribune du communisme (TC), un petit groupe en rupture avec le PC¹⁸⁸. C'est l'acte de naissance du Parti socialiste unifié (PSU). Parmi les artisans de cette fondation, Gilles Martinet, avec qui Michel Rocard développe rapidement des liens¹⁸⁹. Né en 1916 dans un milieu bourgeois parisien, élève au lycée Carnot, Gilles Martinet obtint le baccalauréat à seize ans, puis une licence d'histoire à la Sorbonne. Il entra en juillet 1937 à l'agence Havas-Information, en qualité de rédacteur au service étranger. Tout en travaillant, il obtint un diplôme d'études supérieures pour un mémoire sur *La politique française en Italie pendant la campagne de Bonaparte : 1796-1797*¹⁹⁰.

Sur le plan politique, Gilles Martinet fut attiré par le mouvement révolutionnaire dès le lycée. Il adhéra en 1933 aux Jeunesses communistes et fut, entre 1936 et 1937, le secrétaire du groupe des étudiants communistes de Paris. Heurté par les procès de Moscou et par les méthodes de l'URSS dans la révolution espagnole, il quitte le PC en 1939. Engagé dans la Résistance, il fit notamment partie du réseau "AID" qui préparait la prise de contrôle des principaux organes d'information. Dès le premier jour de l'insurrection parisienne, en août 1944, il dirigea l'occupation des locaux de l'Office français d'information (bientôt transformé en Agence France Presse) et en devint le rédacteur en chef.

Il adhère à sa fondation au Parti socialiste unitaire dont il devient membre du Comité directeur et du bureau permanent en septembre 1949. Mais il le quitte peu de temps après en raison de la soumission de la direction au Parti communiste. Il participe alors à la création du comité de liaison des mouvements progressistes, qui se transforma en Union progressiste. Dès 1954, Gilles

184 NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, op.cit, p.68

185 MORIN Gilles, « De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au Parti socialiste autonome, 1954-1960 : un courant socialiste de la SFIO au PSU », Thèse, Paris 1, 1991

186 Le CAD fut fondé en janvier 1959 par des radicaux en rupture avec le Parti Radical

187 NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, op.cit, p.68

188 La *Tribune du communisme* fut lancée en avril 1958, soit deux mois après le retour au pouvoir du général de Gaulle. Un retour imputé par Jean Poperen aux failles du Parti communiste. En conséquence, il quitte le PC et, avec quarante-huit intellectuels communistes, publie le premier numéro d'un journal, *Tribune communiste*, autour duquel se forme un groupe éponyme.

189 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, Robert Laffont, 2005, p.83

190 Notice « Le Maitron » de Gilles Martinet, <https://maitron.fr/spip.php?article120679>

Martinet rejoint le cartel de la Nouvelle gauche, devenant membre du Comité d'action des gauches indépendantes (CAGI). Il entra dans les instances dirigeantes de ce cartel qui fusionne en décembre 1957 avec le Mouvement de libération du peuple et la majorité de la Jeune République pour former l'Union de la gauche socialiste¹⁹¹. Gilles Martinet siégea au premier comité politique de l'UGS, puis fut élu secrétaire général du bureau national le 6 octobre 1958 jusqu'à la naissance du Parti socialiste unifié dont Gilles Martinet devint le secrétaire général adjoint.

Ce congrès est un acte important. 1200 délégués, représentant 17 000 militants répartis dans 89 fédérations¹⁹², sont présents, ainsi que des émissaires de partis étrangers. Le parti s'affirme comme « *un parti de la révolution sociale* »¹⁹³. L'introduction de la charte adoptée à cette occasion détaille que « *le Parti Socialiste Unifié tend à grouper les travailleurs manuels et intellectuels pour la conquête du pouvoir en vue de créer la société socialiste. Celle-ci sera fondée sur une organisation rationnelle de l'économie visant à la satisfaction des besoins de tous, par la collectivisation des principaux moyens de production et d'échange et par la planification des investissements et de la production* »¹⁹⁴. Le PSU assume d'ores et déjà une dimension supérieure du socialisme qui n'est pas seulement une doctrine du tout économique, mais un projet beaucoup plus large, un projet de réorganisation totale de la société, et même plus, des sociétés, car il assume une dimension internationale : « *Mais le socialisme n'est pas seulement une organisation destinée aux pays économiquement avancés. Il doit s'étendre à tous les pays du globe, afin d'organiser une répartition équitable des ressources entre les peuples riches et les peuples décolonisés. Le socialisme n'est pas seulement une nouvelle et rationnelle organisation économique. Il tend à modifier radicalement les rapports sociaux et à introduire, en même temps qu'une réelle démocratie économique à tous les échelons de la production, la plus complète démocratie politique dans tous les rouages administratifs de la société* »¹⁹⁵.

Les bases de ce qui sera plus tard connu comme l'autogestion sont posées, puisque le parti entend clairement que ce soient les travailleurs eux-mêmes qui fassent aboutir cet idéal. Les représentants des trois groupes expriment à la tribune les raisons de leur participation à l'aventure PSU et posent le cap que le parti doit suivre¹⁹⁶. Jean Poperen, secrétaire de la TC, donne au PSU la mission de rassembler l'ensemble de la gauche socialiste. Gilles Martinet, membre de l'UGS, veut faire du PSU l'instrument de transformation du mouvement ouvrier qui lui permettra de bâtir une

191 Ibid

192 NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, op.cit, p.177

193 « Charte pour l'unification socialiste. 3 avril 1960 », dans SAUVAGEOT Jacques (dir.), *Le PSU, des idées pour un socialisme du XXIe siècle ?*, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p.204

194 Ibid, p.203

195 Ibid

196 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.41

nouvelle société démocratique et socialiste. Édouard Depreux, membre du PSA, devient le secrétaire national du nouveau parti, avec Gilles Martinet et Henri Longeot comme secrétaires nationaux adjoints. Le premier Comité Politique National (CPN) du PSU comprend 25 représentants du PSA, 25 représentants de l'UGS et 5 représentants de Tribune du Communisme et son Bureau National, 5 représentants du PSA, 5 de l'UGS et 1 de Tribune du Communisme¹⁹⁷. Dans son discours, Gilles Martinet donne le cap pour le PSU : « *Un parti socialiste est d'abord un parti ouvrier. Cela ne veut pas dire un parti qui fait de l'ouvriérisme. Cela veut dire un parti qui est capable d'apporter une aide aux travailleurs salariés, capable de donner une réponse pratique aux questions qu'ils se posent [...] Nous devons y être les agents de la reconquête socialiste. Il nous faut d'autre part construire une organisation qui soit apte à faire face à la situation historique qui accompagnera l'effondrement du régime gaulliste [...] Aussi avons-nous besoin non seulement de militants capables et habiles mais encore d'hommes décidés à aller jusqu'au bout de leur tâche, c'est-à-dire d'hommes d'une solide trempe morale* ». ¹⁹⁸

Un tract d'adhésion est publié dans le numéro de décembre de *Tribune socialiste*¹⁹⁹. Intitulé « Qu'est-ce que le PSU ? », il revient de façon détaillée sur l'identité du nouveau parti, son identité sur plusieurs points. D'abord, sur la composition du parti²⁰⁰. Le parti revendique de regrouper les différentes catégories indispensables pour l'affirmation du socialisme à savoir les ouvriers, les paysans, les universitaires, les cadres/techniciens de l'industrie et de la fonction publique et enfin, les étudiants. Dans cette idée, le PSU se targue également d'être le parti qui comprend le mieux les aspirations politiques et l'engagement de la jeunesse, ce qui expliquerait que le PSU soit le parti disposant de la moyenne d'âge pour ses membres la plus basse. Ensuite, dans ses fondements. Le PSU se revendique de « *l'esprit fondateur du socialisme scientifique* »²⁰¹ et est donc tourné vers l'idée d'accompagner l'évolution de la vie quotidienne pour les travailleurs, d'où l'élaboration d'un « *programme nouveau* » fondé sur plusieurs grandes orientations telles que la planification, la mise à la disposition du progrès technique au service des travailleurs, la participation des travailleurs à la gestion des entreprises (ce qui sera bientôt présenté comme l'autogestion) ou encore la démocratisation de l'enseignement pour permettre aux enfants des milieux les plus populaires d'aller au lycée ou à l'université. De manière générale, le PSU se dit hostile à la concentration des pouvoirs, visant le modèle de la Ve République et appelle, pour donner un cadre à toutes les

197 « Le Comité Politique National du PSU », dans « Tribune Socialiste. N°1, 9 avril 1960 », dans DALBERT François, *Archives d'espoir. 20 ans de P.S.U.- 1960-1980*, op.cit

198 « Discours de Gilles Martinet au congrès d'unification », 3 avril 1960, <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1960/04/60-CONGRES-MARTINET.pdf>

199 « Qu'est-ce que le PSU ? », dans « Tribune Socialiste. N°33, 24 décembre 1960 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/organisation/psu/?annee=1960>

200 Ibid

201 Ibid

orientations décrites plus haut, à la naissance d'une VI^e République, qui serait une République socialiste et fondamentalement démocratique.

Quant à Michel Rocard²⁰², dans ce bouillonnement éclectique, il entend contribuer à la ligne directrice, fondamentale dans un parti et qui risque de s'avérer nécessaire dans un parti quelque peu fourre-tout. Sous le pseudonyme de Georges Servet, il rédige un premier document, une sorte de manifeste qui résume en premier ses propres convictions. Parmi elles, l'idée de rénover le socialisme en sortant de cette sacralisation marxiste de la classe ouvrière, décrite par le socialisme français traditionnel comme le moteur essentiel d'un profond changement politique et social, pour faire de la place à des capacités, celles de la « nouvelle classe ouvrière »^{203 204}. Il constate, déjà, un élément qui sera très présent dans la réflexion de ceux qui deviendront les « rocardiens » : la limite des partis politiques traditionnels, obsédés par les questions de politique politicienne et détournés des préoccupations citoyennes. Une limite qui nécessite de faire de la place aux clubs, aux syndicats, aux acteurs de la société civile, considérés par Michel Rocard comme les ponts entre le monde politique classique et imparfait et les citoyens. Une conception des choses qui s'inscrit dans une vieille tradition intellectuelle^{205 206}.

2) Le fondement du PSU : l'opposition à la guerre d'Algérie, une cause très rocardienne

C'est aussi le point de départ d'une nouvelle aventure politique : « *La création du PSU s'inscrit dans une somme de refus. Le refus de l'impuissance du Parti socialiste : nous naissons au moment où des ministres socialistes participent au gouvernement du général de Gaulle ; le refus aussi du stalinisme, le refus de l'impuissance du trotskisme et du mouvement révolutionnaire. Il faut faire de tous ces refus une volonté positive* »²⁰⁷. La question algérienne est un enjeu majeur dans la construction politique de Michel Rocard. Lors de son séjour post-ENA en Algérie, il se lance dans une enquête sur les camps de regroupement. De manière inaperçue, l'armée déplace en masse les populations rurales et les regroupe dans des camps, notamment pour empêcher les activistes du FLN de trouver refuge parmi elles. De septembre à novembre 1958 puis de décembre 1958 à février

202 Il est particulièrement impliqué dans les travaux du club Jean-Moulin, laboratoire d'idées hostile au général de Gaulle et dans la création de l'ADELS (Association pour la démocratie, l'éducation locale et sociale), dont il devient le président en 1964.

203 MALLET Serge, *La nouvelle classe ouvrière*, Seuil, 1963, 265 p.

204 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, Perrin, 2020, p.46

205 SUE Roger, *La société civile face au pouvoir*, Presses de Sciences-Po, 2003, 136 p.

206 ROSANVALLON Pierre, *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Seuil, 1945, 464 p.

207 ROCARD Michel, « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, op.cit, p.56

1959, Michel Rocard enquête et rédige un rapport à la destination des autorités civiles et du général de Gaulle pour décrire et dénoncer ce qu'il se passe dans ces camps²⁰⁸. Le fait que la cause algérienne lui tienne tant à cœur explique, en partie, son engagement dans le PSA, puis dans le PSU.

Car la guerre d'Algérie reste le cœur de l'action du PSU, sa première raison d'être, le fondement de son identité et de son existence contre la SFIO et le PC, taxés de nationalistes, alors que le PSU se revendique de l'internationalisme²⁰⁹. Un meeting pour la paix est notamment tenu le 6 janvier 1961 à la Mutualité sous la présidence de Mireille Osmin, ancienne du cabinet de Léon Blum et secrétaire de l'Union départementale de la Seine (nom de la fédération du PSU). Le PSU entend ainsi réunifier en son sein tous ceux qui s'opposent à la ligne rétrograde de la SFIO²¹⁰. La notion d'archaïsme d'une certaine gauche est très intéressante dans le parcours de Michel Rocard, car elle sera, dans quelques années, un élément clef de sa stratégie politique. Le tract d'adhésion du PSU de décembre 1960 mettait bien en avant que la priorité était la paix en Algérie, puis, que l'avenir de la France était de se battre pour une paix générale²¹¹.

Le PSU se réunit lors d'un premier congrès organisé à Clichy entre les 14 et 26 mars 1961. Édouard Depreux revendique 28 432 adhérents pour le PSU²¹². Mais ce congrès est avant tout un congrès d'orientation. Une résolution en douze points est adoptée. Elle définit la ligne du PSU dans une série de domaines et explique de manière approfondie son cap et son fonctionnement. Le premier point est consacré à l'ennemi principal, soit le régime gaulliste que le PSU veut renverser afin d'instaurer « *un pouvoir socialiste constituant un nouveau type d'État* »²¹³. Pour ce faire, car le renversement du régime gaulliste n'entraînera pas *de facto* la naissance de ce nouvel État socialiste, le PSU veut mettre en œuvre un programme de transition. Il est décliné en sept points²¹⁴ :

a) la nationalisation et la gestion démocratique, des pôles de domination économique (banques d'affaires et de crédit, sidérurgie monopole pétrochimique, transports, énergie nucléaire, commerce extérieur, etc.) ;

b) la démocratisation de toutes les nationalisations, ce qui exige l'instauration du contrôle des travailleurs sur la production préparatoire à la gestion des entreprises dans le cadre du plan ;

208 Ibid, p.48

209 MORIN Gilles, « De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au Parti socialiste autonome, 1954-1960 : un courant socialiste de la SFIO au PSU », op.cit

210 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.53

211 « Qu'est-ce que le PSU ? », dans « Tribune Socialiste. N°33, 24 décembre 1960 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/2013/11/60-12-24-QU-EST-CE-QUE-LE-PSU.pdf>

212 NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, op.cit, p.160

213 « Pour le renversement du régime gaulliste. Pour le front socialiste. Résolution du premier congrès du PSU Clichy. 14-26 mars 1961 », dans SAUVAGEOT Jacques, dir., *Le PSU, des idées pour un socialisme du XXI^e siècle ?*, op.cit, p.206

214 Ibid

- c) la planification de l'économie en vue de satisfaire en priorité les besoins des masses populaires et l'établissement de mécanismes pour l'élaboration et le contrôle démocratique des plans ;
- d) la transformation du système de la distribution ;
- e) les réformes de structures radicales dans l'agriculture ;
- f) la dissolution des corps militaires spéciaux (Légion étrangère, parachutistes, CRS) et la mise hors d'état de nuire de la caste militaire ;
- g) un statut de la presse et de la radio garantissant leur indépendance à l'égard des puissances financières et de l'État ».

Ces dispositions ont vocation à être prises dans le contexte d'une vaste opération de décentralisation « permettant aux syndicats, aux conseils d'entreprise, aux communes et aux assemblées générales de participer à l'élaboration des plans et d'exercer un contrôle démocratique permanent des programmes aussi bien économiques et sociaux que directement politiques »²¹⁵. Le moyen de parvenir à cette bascule est la constitution de ce que le PSU détaille dans son troisième point comme le « Front socialiste ». Il s'agit de « l'alliance à tous les échelons sans exclusive et sur une base d'égalité de toutes les organisations politiques, syndicales, ouvrières, paysannes, universitaires, sociales et de jeunesse, qui expriment les intérêts, les aspirations de ces couches travailleuses »²¹⁶. Son organe directeur, le Comité politique national, consacre sa première réunion des 30 avril et 1^{er} mai à la question algérienne. C'est d'ailleurs le dixième point de la résolution adoptée lors du congrès de Clichy. Le PSU se fixe six points, parmi lesquels le soutien à la souveraineté algérienne, un approfondissement de sa campagne pour la suppression des camps d'hébergement et pour la libération et l'amnistie de tous les poursuivis engagés dans les mouvements de soutien à l'indépendance algérienne ou encore, l'engagement d'une campagne pour la mise en accusation des « principaux responsables des crimes de la répression policière et militaire »²¹⁷. Le parti focalise son action sur une scène politique parallèle. Il ne lutte pas dans les instances politiques traditionnelles, mais dans la rue, dans la presse, dans les sphères intellectuelles... l'un des premiers objectifs, outre la mobilisation de ses militants, est de développer des liens avec tous les groupes, de diverses natures, hostiles à la guerre d'Algérie. L'idée serait d'organiser une journée d'action qui déboucherait sur la formation d'un comité national d'action.

Des meetings sont organisés. Plusieurs cadres et militants du PSU participent à des actions pacifiques, comme par exemple l'occupation silencieuse de la chaussée devant le camp d'internement de Vincennes le 30 avril, puis devant les Champs-Élysées. A côté de cette action de

215 « Pour le renversement du régime gaulliste. Pour le front socialiste. Résolution du premier congrès du PSU Clichy. 14-26 mars 1961 », dans SAUVAGEOT Jacques, dir., *Le PSU, des idées pour un socialisme du XXI^e siècle ?*, op.cit, p.207

216 Ibid, p.208

217 Ibid, p.216

terrain, les militants mènent des campagnes d'affichage et de distribution de tracts pour expliquer leurs points de vue et répandre leurs arguments. Dans le souci du long terme, le PSU affine sa stratégie pour les prochaines actions. « Elle se résume en quatre points : se situer dans une perspective unitaire, y compris avec la SFIO, mais, à défaut, ne jamais refuser le dialogue avec les seuls PCF et CGT ; se garder de tout ce qui pourrait conduire à une position de subordination, de force d'appoint, par rapport au puissant PCF, en particulier dans les rapports avec le Mouvement de la paix ; ne pas hésiter, si la constitution de cartels politiques avec le PCF se révèle impossible, à renoncer à apparaître en tant que PSU; donner la préférence aux cartels locaux ou départementaux où on trouvera toujours des alliés, syndicalistes de l'UNEF, de la CFTC ou de la Fédération de l'Éducation nationale »²¹⁸. Michel Rocard participe le 1^{er} novembre 1961 à l'organisation d'une manifestation publique place de Clichy pour commémorer le début de l'insurrection algérienne et rappeler l'opposition du PSU à la politique gouvernementale²¹⁹.

Mais cette cause commune comme ciment du parti lui donne un aspect quelque peu fourre-tout : il rassemble des anciens socialistes de la SFIO, des communistes en rupture avec leur parti, des anciens radicaux à l'image de Pierre Mendès France, des militants chrétiens... l'adhésion de Pierre Mendès France au PSA fut d'ailleurs une source de tension avec l'UGCS et Tribune du Communisme : ils ont beaucoup de mal à accepter l'adhésion de Pierre Mendès France au PSA, et encore plus, celle de ses fidèles, estimant qu'ils représentent un courant bourgeois qui détournerait du futur parti unifié, dont la naissance était en cours de pourparlers, les ouvriers et les anciens communistes et qui édulcorerait son identité socialiste²²⁰. Gilles Martinet pointa que Pierre Mendès France a été « un des chefs du parti radical, c'est-à-dire d'un des grands partis traditionnels de la bourgeoisie française »²²¹. Aussi, lorsque la guerre d'Algérie prend fin avec les accords d'Evian du 18 mars 1962, le parti se retrouve sans raison d'être et doit forger un nouveau corpus et un nouveau cap. Selon le mot de Pierre Mendès France, le PSU fut fondé en vue de réaliser « l'idée socialiste »²²². Reste au parti de déterminer précisément ce qu'est cette idée.

218 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.44

219 ROCARD Michel, « Si ça vous amuse ». *Chronique de mes faits et méfaits*, op.cit, p.57

220 NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, op.cit, p.82

221 Ibid, p.84

222 Ibid, p.93

3) Le besoin d'un nouveau souffle

Un congrès est prévu à cet effet au printemps 1963. Or, il s'avère que les différentes tendances internes au PSU sont irréconciliables et divergent sur la suite à donner au parti. Même sur la question algérienne, le PSU peine à s'accorder sur la réponse à envoyer au pouvoir gaulliste. Tandis que la SFIO et le PC appellent à voter « oui » au référendum du 8 avril 1962 sur les accords d'Evian, le PSU, coincé entre les pro-oui et les pro-non, opte pour une solution intermédiaire : une campagne personnelle, en faveur du vote blanc/nul, pour exprimer conjointement le soutien à la paix et l'hostilité au pouvoir gaulliste²²³. Un peu plus d'un million d'électeurs, représentant un peu plus de 5 % des participants au vote, optent pour cette voie, ce que le PSU juge comme un succès personnel. Cela l'encourage à s'impliquer davantage dans la vie politique nationale. Mais lors des élections législatives des 18 et 25 novembre, le PSU n'obtient que deux élus, sur 120 candidats, qui siègent sur les bancs des non-inscrits : François Tanguy-Prigent²²⁴ dans le Finistère et Raoul Bleuse dans la Seine²²⁵. Même Pierre Mendès France est battu dans la première circonscription de l'Eure. Une performance plutôt maigre comparée aux 67 députés de la SFIO et aux 41 du Parti communiste, qui améliorent nettement leur représentation. Le PSU semble incapable d'incarner une troisième voie entre les deux formations, ce qui entraîne quelques réflexions et interrogations au sein du parti.

Édouard Depreux sonne alors la relance : « *Que va devenir le PSU maintenant que la guerre d'Algérie est terminée ? Telle est la question que posent de nombreux observateurs, les uns avec une évidente hostilité, les autres avec une curiosité sympathique. La réponse est simple : il va travailler à la construction du socialisme en France, en liaison avec les socialistes authentiques du monde entier. Mais, diront les sceptiques, le PSU est-il nécessaire pour accomplir une telle tâche ? Sans la moindre hésitation, je réponds : Oui* »²²⁶.

L'optimisme et l'enthousiasme du leader du PSU témoignent de la volonté de poursuivre le travail pour une rénovation profonde de la famille socialiste, et plus largement, de la gauche. En mai 1963, il détaille sa vision du rassemblement nécessaire²²⁷. D'emblée, il exclut catégoriquement

223 BERGOUNIOUX Alain, « Le PSU dans la gauche (1962-1967) », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p.96

224 Ancien de la SFIO, plus jeune député de la Chambre du Front populaire élue en 1936, ministre de l'Agriculture pendant les premières années de la IVe République, <https://maitron.fr/spip.php?article88600>

225 Décoré de la Première Guerre mondiale, proche collaborateur d'Édouard Depreux, il quitte le PSU l'année suivante pour rejoindre la SFIO, <https://maitron.fr/spip.php?article16908>

226 DEPREUX Édouard, « A quoi sert le PSU ? », dans *Tribune socialiste*, 28 juillet 1962, cité dans RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.57

227 DEPREUX Édouard, « Qui faut-il regrouper et pourquoi ? », dans *Tribune socialiste*, 18 mai 1963, cité dans SAUVAGEOT Jacques, dir., *Le PSU, des idées pour un socialisme du XXIe siècle ?*, op.cit, p.221-222

la reproduction d'une « Troisième Force »²²⁸ rassemblant une partie de la gauche, la droite non-gaulliste et excluant les communistes. Une configuration qu'il dépeint comme « *une coalition contre nature de socialistes et de conservateurs, scandaleuse dans son principe même et condamnée à l'inefficacité parce que s'appuyant sur des forces inévitablement antagonistes dans l'action quotidienne* ». Édouard Depreux refuse catégoriquement d'ostraciser les communistes, car pour lui, exclure les communistes de la gauche c'est refuser de rassembler l'ensemble des forces de gauche dans la même majorité, un choix qui ne peut contraindre qu'à chercher des compensations au centre-droit et donc, se condamner à une politique tiède et sans âme qui ne ferait que décevoir. Enfin, il ne s'agit pas de se rassembler pour se rassembler. Édouard Depreux rejette et ironise sur les fantasmes sur un candidat qui ne ferait l'union de la gauche que sur son allure au détriment du programme « *et notamment sur l'engagement qu'il devrait prendre, en cas de succès, de travailler à la mise à mort de l'actuelle Constitution, réservant au chef de l'État les pouvoirs réels... et au Premier ministre, qui ne gouverne pas, les motions de censure* ».

La priorité, c'est le programme. C'est autour du programme que pourra se faire le rassemblement. Ce rassemblement serait l'union « *sans exclusives, toutes les forces de gauche politiques, syndicales, ouvrières, intellectuelles, étudiantes, paysannes, qui se réclament du socialisme, mais elles seules* ». Cette idée, la seule selon son penseur, en mesure de venir à bout du pouvoir en place, peu importe son avatar, est tirée des leçons du passé, lesquelles montreraient qu'une gauche divisée est soit condamnée à la défaite face à la droite, soit, dans le scénario d'une alliance entre une frange de gauche et une frange de droite, à mener une politique de droite.

Fort de ces fondements et d'une base militante correcte, estimée à une fourchette entre 15 et 20 000, le PSU se pense apte à trouver un nouveau souffle post-guerre d'Algérie. Le parti mise aussi sur la jeunesse de sa base militante : pas loin des deux tiers des adhérents ont moins de 40 ans²²⁹, à l'image de Michel Rocard. Mais les divergences de culture politique, de ligne idéologique refont rapidement surface, ainsi que les querelles d'anciennes chapelles. La décision du bureau fédéral de s'intéresser aux entreprises et de s'adresser aux ouvriers et salariés sur leur lieu de travail plutôt que dans leurs lieux d'habitation provoque une tension vive entre les membres de l'ex PSA, soutenus par Jean Poperen, et les anciens de l'UGS, accusés de vouloir imposer leur conception du parti²³⁰.

228 L'expression désigne une coalition sous la IV^e République. Elle fut appelée de la sorte car elle rassemblait initialement toutes les forces politiques entre les communistes et les gaullistes : les socialistes de la SFIO, l'UDSR de François Mitterrand, les chrétiens-démocrates du MRP, les radicaux et la droite modérée libérale.

229 NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, op.cit, p.116

230 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.63

B) Partir sur de nouvelles bases

1) La fronde mendésienne

Les tensions se creusent également entre la direction du parti et celui qui était considéré comme son homme fort et carte maîtresse, Pierre Mendès France^{231 232 233}, au sujet du programme de transition. Ce dernier entend avancer pas à pas, avec des objectifs simples, mais faisables. Au contraire, le PSU entend préparer tout de suite un programme général et radical. Pierre Mendès France adresse le 2 mars 1962 à Édouard Depreux un courrier dans lequel il critique le rapport présenté en novembre 1961 par Jean Poperen²³⁴, un rapport qui « *se situe dans les perspectives dans lesquelles le parti aime à se complaire et non pas dans les perspectives constructives qui, à mon avis, devraient servir de base à son action* ». Par ailleurs, Pierre Mendès France reproche au PSU « *de se battre non pas sur des idées, mais sur des constellations d'alliances politiques. Ce jeu est vain et on perd son temps à vouloir proposer des contrats à des formations, quand on sait d'avance que leurs dirigeants refusent même de s'asseoir à la même table. La seule manière d'en sortir, c'est de définir nos positions en fonction des problèmes à résoudre.* » Le 11 juillet 1962, quarante-sept mendésistes, incluant Pierre Mendès France en personne, publient une tribune dans *Le Monde*, dans laquelle ils critiquent les textes présentés lors du conseil national du PSU en juin. Cette atmosphère orageuse présage mal le second congrès du parti, qui doit se tenir à Alfortville en janvier 1963, alors que, paradoxalement, le PSU peut se targuer de quelques succès. Si les élections législatives de novembre 1962 n'ont rapporté au PSU que deux députés, avec une moyenne nationale au premier tour proche des 2 %, tandis que la SFIO de Guy Mollet en obtient 67, le PSU surclasse son rival dans la région parisienne, en obtenant 7,7 %²³⁵.

Une autre question nourrit les débats internes. Comment concrétiser la transition ? A l'automne 1962, Jean Poperen présente un texte, le texte C, qui propose de modifier les institutions de la Ve République par des institutions démocratiques semblables à celles de la IVe République. Cet objectif est réalisable dans une stratégie essentiellement politique, voire politicienne. La priorité est donnée à l'unité des organisations politiques (SFIO, PCF), plutôt qu'à celle des forces syndicales et sociales. Un texte B, porté par Édouard Depreux et Gilles Martinet à la tête d'un

231 LACOUTURE Jean, *Pierre Mendès France*, Éditions du Seuil, 1981, 436 p.

232 CHATRIOT Alain, *Pierre Mendès France, Pour une République moderne*, Armand Colin, 2015, p.317

233 MENDES FRANCE Pierre, *Pour une République moderne 1955-1962*, Gallimard, 1988, 976 p.

234 « Pierre MENDES FRANCE, lettre à Édouard Dupreux, 2 mars 1962 (Archives Heurgon) », dans RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.64-65

235 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.67

collectif enrichi par d'autres personnalités, comme Michel Rocard²³⁶, prône plutôt un combat plus large encore. Refonder la gauche par le projet²³⁷. Ce n'est pas seulement un combat politique, une histoire d'institutions, mais de système et de cadre global. La cible du texte de Gilles Martinet est le néocapitalisme, dont le gaullisme ne serait qu'un avatar parmi d'autres. La priorité serait donc de définir les forces qui aspirent au changement social et qui doivent participer au basculement²³⁸, avec une attention toute particulière aux nouvelles classes moyennes salariées dont les attentes ne trouvent pas de réponses dans les offres politiques de la SFIO et des communistes²³⁹.

Le PSU doit donc être capable à la fois de participer aux luttes sociales aux côtés des travailleurs et aussi, d'être un parti de gouvernement, ce qui exclut de fait les accents révolutionnaires d'une frange de la gauche socialiste. Alors que l'espoir de dégager un socle commun avant le congrès d'Alfortville prévu en janvier 1963 demeure, les tentatives de conciliation se révèlent rapidement vaines.

2) Alfortville, le congrès de la nouvelle chance

Sept motions sont finalement déposées, ce qui vaudra comme surnom à ce congrès, « le congrès des sept tendances ». Du 28 au 30 janvier 1963, les représentants des différentes tendances étalent leurs divergences. Une commission des résolutions de six membres se réunit pendant près de vingt heures pour trouver un accord, en vain. Le courant de Gilles Martinet l'emporte, mais avec une majorité relative, ce qui ne règle donc pas la question de l'orientation. Le 3 février 1963, le PSU se dote d'une direction à quatre têtes. Deux membres du courant B (dont Édouard Depreux) et deux du courant C (dont Jean Poperen). Mais les divergences demeurent. Gilles Martinet évoque la possibilité de discuter avec les autres composantes de la gauche socialiste, en premier lieu, la SFIO. Il tient compte des mouvements au sein du bloc de gauche. En effet, le 9 novembre 1962, en déplacement à Souchez, Guy Mollet^{240 241} avait fait un pas vers le PC en appelant à voter communiste au second tour des élections législatives contre un candidat gaulliste. Le réchauffement des relations continue. Guy Mollet prend la tête d'une délégation qui passe une semaine à Moscou

236 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.87

237 BERGOUNIOUX Alain, « Le PSU dans la gauche (1962-1967) », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.98

238 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.65

239 BERGOUNIOUX Alain, « Le PSU dans la gauche (1962-1967) », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.98

240 LEFEBVRE Denis, *Guy Mollet : le mal-aimé*, Plon, 1992, 563 p.

241 LAFON François, *Guy Mollet : itinéraire d'un socialiste controversé (1905-1975)*, Fayard, 2006, 960 p.

pour échanger avec les grandes figures du régime soviétique²⁴². Mais cette proposition de Gilles Martinet déclenche la colère du courant de Jean Poperen, qui adresse à toutes les fédérations du PSU un courrier où est fustigée une dérive droite du parti.

Face à cette impasse, les dirigeants du PSU décident de convoquer un congrès extraordinaire pour la fin de l'année. Il se déroule du 9 au 11 novembre 1963 dans la salle de la Grange-aux-Belles. Contrairement au congrès précédent, l'affrontement est cette fois frontal entre les deux principaux courants. Il n'y a pas de motion intermédiaire. Ce duel permet de dégager une majorité absolue. Rallié par les restes du courant ménédiste mené par Pierre Bérégoz, le courant de Gilles Martinet obtient 341 mandats contre 280 pour celui de Jean Poperen. Cette victoire permet la composition d'une vraie direction majoritaire, avec Édouard Depreux comme secrétaire national, assisté de huit autres membres d'un Bureau national (BN) tandis que le courant de Jean Poperen décide de structurer la minorité comme vrai courant interne, révélant ainsi les failles internes du parti, fragilisé par ces querelles et par le départ, dès la fin du congrès d'Alfortville, de plusieurs personnalités.

La nouvelle direction fait adopter de nouvelles résolutions. En premier lieu, elle appelle à mener des actions communes contre plusieurs déclinaisons de la politique gaulliste, dont :

« -contre la politique de blocage des salaires, la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs, contre les mesures tendant à paralyser le mouvement syndical et à lui imposer une intégration au régime ;

- contre l'utilisation abusive de la RTF par la propagande du pouvoir et pour une égalité réelle dans l'utilisation des organismes nationaux d'information ;

- contre la force de frappe et la politique gaulliste de sabotage des efforts de détente internationale et contre le nationalisme qui commande son attitude à l'égard des problèmes européens ;

- contre le sabotage de l'enseignement public et les mesures anti-laïcs ;

- contre une restriction des libertés locales imposées à l'occasion d'une réforme technocratique des collectivités départementales et communales et sur tous les autres thèmes d'action qui résulteront des événements »²⁴³.

Outre ces mesures, le PSU appelle, dans la perspective du renversement du régime gaulliste et de son remplacement par un régime socialiste, à une unité des forces politiques de gauche, à un rapprochement avec les syndicats et à la construction d'un programme commun axé sur le rétablissement des libertés démocratiques et sur la réalisation « dans les domaines économiques et

242 KERGOAT Jacques, *Histoire du Parti socialiste*, Éditions La Découverte, 1997, p.68

243 « Les résolutions du 3ème congrès national du PSU. 9-11 novembre 1963. Paris, rue de la Grange-aux-Belles », dans SAUVAGEOT Jacques, dir., *Le PSU, des idées pour un socialisme du XXIe siècle ?*, op.cit, p.226

social les profondes transformations de structure qui engageront notre pays dans la voie de la démocratie socialiste »²⁴⁴. La partie économique de ce programme commun serait un « contre-plan ». Les enjeux sont importants.

Le PSU se projette vers les futures élections de 1965, à savoir la présidentielle, mais surtout, les élections municipales, perçues comme une occasion de s'ancrer durablement dans le paysage politique par l'acquisition de fiefs. Des fiefs ayant vocation à devenir de vrais laboratoires. Le congrès d'Alfortville avait voté une résolution axée sur l'« *action sur la base des problèmes concrets de la vie quotidienne qui doit permettre de développer notre implantation, de coordonner les efforts militants engagés dans les divers secteurs de la vie communale en leur donnant une perspective politique de Front socialiste* »²⁴⁵. Pour réussir ces élections et l'implantation locale du PSU, le parti organise une formation des militants sous la houlette de Michel Rocard avec l'aide de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS).

3) 1964 : la gauche en mouvement

L'année 1964 est marquée par du mouvement à gauche, ce qui modifie les rapports de force. Un groupe de rénovateurs de la SFIO organise quatre rencontres tout au long du premier semestre, réunissant des clubs, des syndicats et des représentants du PSU, ce qui acte un premier rapprochement entre les deux partis, bien que le PSU refuse la création d'une nouvelle structure regroupant les deux entités. De son côté, Guy Mollet entame un « dialogue idéologique »²⁴⁶ avec les communistes. Le dernier élément de cette actualité bouillonnante est le suspense qui plane autour d'un certain « Monsieur X » pour la présidentielle de 1965. « Monsieur X » est l'objet d'une tapageuse campagne de promotion de *L'Express* depuis septembre 1963 sur un candidat capable de rassembler le centre démocrate-chrétien et les socialistes, puis d'obtenir le ralliement au second tour d'une partie de l'électorat communiste pour défaire le général de Gaulle²⁴⁷. Numéro après numéro, le journal dirigé par Jean-Jacques Servan-Schreiber, admirateur de Pierre Mendès France et farouche opposant au général de Gaulle, décrit le portrait-robot de ce candidat idéal. Il s'avère que ce mystérieux candidat pourrait être Gaston Defferre²⁴⁸. Ancien ministre de la IVe République,

244 Ibid

245 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.73

246 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.76

247 BERGOUNIOUX Alain, « Le PSU dans la gauche (1962-1967) », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.99

248 OLLIVIER Anne-Laure, « Gaston Defferre : un socialiste face au pouvoir, de Marseille à l'élection présidentielle de 1969 », Thèse de doctorat sous la direction de WIEVIORKA Olivier, ENS de Cachan, 2011,

maire de Marseille, il est soutenu par le groupe socialiste à l'Assemblée nationale et a su profiter de la campagne de presse de *L'Express*, dirigé par son ami. Inspiré par le modèle américain du président Kennedy et du Parti démocrate, il propose de bâtir une « Fédération démocrate socialiste du PSU aux Indépendants »²⁴⁹, en passant donc par la SFIO et les chrétiens-démocrates du MRP, le tout en s'associant avec les radicaux. Soit tout ce que dit rejeter le PSU par la voix d'Édouard Depreux. L'opération est également sévèrement jugée par Michel Rocard, qui y voit « *un gadget lamentable* », « *un relookage pseudo-moderniste de la FGDS* », « *une fausse bonne idée à rebours de tout que nous croyions* »²⁵⁰.

Le PSU plaide de son côté pour une candidature unique de la gauche. Malgré l'hostilité à son égard de Guy Mollet, qui refuse de consacrer l'élection présidentielle comme une élection nécessaire au point même de souhaiter publiquement que la SFIO n'ait pas de candidat pour 1965²⁵¹, et de la quasi-totalité du PSU, Gaston Defferre dispose de solides soutiens et d'une certaine stature, faisant de lui un prétendant sérieux pour être le candidat de l'antigaullisme. Il obtient d'ailleurs l'investiture de la SFIO dès le 1^{er} février 1964, contre l'avis de Guy Mollet, au terme d'un congrès particulièrement houleux²⁵². Mais rapidement, la dynamique s'essouffle. En effet, Gaston Defferre néglige les structures, qu'elles soient politiques ou syndicales, pour la préparation du projet et de la campagne, et, dans une démarche parallèle à celle du Général, se place dans une attitude d'échange direct avec le peuple. Le 14 avril 1964, il lance son mouvement de campagne, « Horizon 80 », qui pilote sa campagne et son projet. Réunie les 24 et 25 janvier 1964, la direction du PSU affirme que le parti « *ne saurait cautionner une opération qui, excluant dès le départ les forces rassemblées derrière le Parti communiste, déboucherait sur les impuissances et les contradictions d'une combinaison centriste dont le néo-capitalisme serait le bénéficiaire* »²⁵³. Elle en profite également pour fixer ses conditions à une candidature commune à l'élection présidentielle : « *Cela suppose qu'un programme soit discuté par toutes les forces politiques et syndicales se réclamant du socialisme, sans aucune exclusive. Cela exige également que ce programme ne soit pas un simple catalogue de revendications et ne se définisse pas au jour le jour par rapport aux initiatives gaullistes. Il doit au contraire apporter les réponses socialistes aux problèmes posés par*

1148 p.

249 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.66

250 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretien avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.93

251 LEFEBVRE Denis, *Guy Mollet, le mal-aimé*, Plon, 1992, p.383

252 GRUNBERG Gérard, *La Loi et les prophètes. Les socialistes français et les institutions politiques*, CNRS Éditions, 2013, p.224

253 « *Tribune socialiste*, 1^{er} février 1964 », dans RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.77

l'organisation de la société française »²⁵⁴. On constate tout le décalage avec la stratégie de Gaston Defferre, qui met complètement le PSU de côté.

Le Conseil national du PSU, qui estime que le général de Gaulle « *a le soutien de l'essentiel, des forces bourgeoises et réactionnaires du pays* »²⁵⁵, continue de plaider pour que la gauche s'unisse. Mais pas derrière Gaston Defferre auquel le PSU reproche de rendre impossible toute union, car il refuserait de signer un texte commun avec le Parti communiste, ce qui pousserait ce dernier à présenter son propre candidat. Ainsi, le PSU se pose en garant de l'unité et du rassemblement des forces de gauche. Pour rendre possible pareil rassemblement, le PSU estime que la première étape, la clef de voûte serait la discussion d'une plate-forme politique : « *Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de dresser un catalogue électoral traditionnel, mais de mettre en avant des options fondamentales, puis de mobiliser l'opinion populaire autour de ces options. C'est pourquoi le Conseil national du P.S.U. prend l'initiative de proposer à la SFIO et à son candidat, au parti communiste et à l'ensemble des organisations populaires une plate-forme portant sur quatre points essentiels: 1°) Les Institutions de la période de transition marquant la fin du pouvoir personnel et ouvrant la voie à la démocratie socialiste. 2°) Les principes d'une politique d'indépendance européenne. 3°) Les données d'une réforme démocratique de l'enseignement. 4°) Enfin, les objectifs et moyens d'un contre-plan économique et social. Le Conseil national du PSU estime qu'il n'est pas possible de combattre efficacement le régime gaulliste si on ne lui oppose pas sur ces quatre points des objectifs précis et clairs* »²⁵⁶.

4) Robert Chapuis, Gérard Lindeperg : l'heure de l'engagement pour Rocard

Robert Chapuis adhère au PSU en 1964, incité par Michel Rocard. Entre les deux hommes, une vraie relation d'amitié s'est forgée. Né en 1933, Robert Chapuis effectua sa scolarité jusqu'au baccalauréat dans divers établissements confessionnels : école paroissiale du 10ème arrondissement de Paris jusqu'en 5e, puis l'École Rocroy-Saint Léon. Après trois ans de classes préparatoires littéraires au lycée Louis-le-Grand, il s'inscrit à la Sorbonne où il prépara une licence de lettres classiques et lettres modernes ainsi qu'un DES. Son engagement politique se forge avec les syndicats étudiants et les mouvements de jeunesse. Notamment la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne), un mouvement né en 1929 et inspiré par le catholicisme social. Il fut responsable de la

254 Ibid

255 « La plate-forme présidentielle », dans « Supplément Tribune socialiste. N°217, 5 décembre 1964 », https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1964/12/64-12_plateformepresid.pdf

256 Ibid

fédération JEC des écoles privées de Paris. Entre 1953 et 1954, il est responsable national des cadets de la JEC, puis des équipes universitaires de l'organisation à partir de 1955²⁵⁷. Entre 1955 et 1956, il était vice-président de l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF), qui regroupe cinq mouvements de jeunesse chrétienne. Fondée par Albert de Mun en 1886, présidée par le nationaliste catholique Charles Maignen, la ligne de l'ACJF évolue dans l'entre-deux-guerres vers la démocratie chrétienne et le catholicisme social.

Durant la première moitié des années 1950, les militants jécistes, comprenant Robert Chapuis, furent très sensibles aux questions sociales comme aux questions coloniales, influencés par l'action politique de Pierre Mendès France et se rapprochèrent des étudiants de gauche, notamment socialistes de l'UNEF²⁵⁸. D'ailleurs, en 1953-1954, Robert Chapuis fonda avec d'autres jécistes et des lycéens communistes, l'AG des étudiants en classes préparatoires littéraires qui s'affilia à l'UNEF. En mars 1955 Robert Chapuis devint précisément vice-président de l'UNEF chargé des questions d'Outre-Mer. C'est à ce moment également qu'il sort progressivement des organisations syndicales. L'ACJS est dissoute en 1956 par l'épiscopat français. La guerre d'Algérie plonge également l'UNEF dans une crise avec la lutte interne entre les majoritaires et les minoritaires. En avril 1956, il quitte ses fonctions à l'UNEF. En juillet 1956, Robert Chapuis organisa avec François Borella et Michel de la Fournière une « Conférence nationale étudiante pour la solution du problème algérien » à laquelle participèrent des étudiants français et algériens mais aussi des libéraux d'Algérie et des représentants officiels du FLN²⁵⁹. En 1954, Michel de la Fournière et François Borella écrivent ensemble un livre sur le syndicalisme étudiant²⁶⁰.

Ce trio organisateur constitue l'un des premiers réseaux durables de Robert Chapuis, car ces hommes évoluent dans le même milieu et vont continuer ainsi. Né également en 1933, lui aussi élève au lycée Louis-le-Grand et à la Sorbonne, Michel de la Fournière milite à la JEC dont il est le responsable national entre 1953 et 1954, puis président de l'UNEF suite à la démission de François Borella²⁶¹. Agrégé d'histoire en 1959, Michel Fournière est un membre de la première heure du PSU, où il devient rapidement un proche de Michel Rocard. Né en 1932, engagé à la Jeunesse étudiante chrétienne dès 1944 et à la Fédération française des étudiants catholiques depuis 1950, François Borella milita en 1953 dans l'Association Générale des Étudiants de Nancy. Représentant du courant alors minoritaire (« mino »), syndicaliste et anticolonialiste, il fut élu vice-président de l'UNEF, chargé des questions universitaires au congrès de 1955 de cette organisation encore

257 Notice « Le Maitron » de Robert Chapuis, <https://maitron.fr/spip.php?article19434>

258 Ibid

259 Ibid

260 DE LA FOURNIERE Michel, BORELLA François, *Le syndicalisme étudiant*, Éditions du Seuil, 1954, 190 p.

261 Notice « Le Maitron » de Michel de la Fournière, <https://maitron.fr/spip.php?article21905>

dominée par les corporatistes dits majoritaire (« majos »)²⁶². En octobre 1955 François Borella devint président de l'UNEF mais dut démissionner au bout de quinze jours faute d'une majorité stable. Membre de l'UGS, il adhère au PSU en 1960 où il devient proche de Michel Rocard. Titulaire d'une licence de droit depuis juillet 1953, d'un doctorat en mai 1957, reçu à l'agrégation de droit public et de sciences politiques en 1962, il part enseigner à la Faculté de droit d'Alger au lendemain de l'indépendance.

En 1957, Robert Chapuis, qui a quitté la JEC suite à une crise interne au sujet de la question algérienne, lance une structure de réflexion dont il assura la présidence jusqu'en 1960 : le Centre culturel de la jeunesse étudiante (CCJE). Celui-ci édita une publication, « Documents étudiants », à laquelle collabora notamment Michel Rocard²⁶³. Après la guerre d'Algérie, Robert Chapuis remplace l'engagement syndical par l'engagement intellectuel. Il participa notamment au club Jean-Moulin et présida le Centre d'études pour la démocratie entre 1961 (année où il obtient son CAPES de lettres classiques) et 1966, avant de se lancer en politique sous le patronage de Michel Rocard. Il fait ainsi partie des fidèles de la première heure, ceux qui ont fondé leur engagement pour Michel Rocard, et plus encore, par Michel Rocard.

Le parcours de Gérard Lindeperg est quelque peu différent. Né en 1938, issu d'une famille peu politisée et peu pratiquante, Gérard Lindeperg fut baptisé, fit sa communion, mais athée dès sa jeunesse, il se définissait comme anticlérical, sans être antireligieux pour autant²⁶⁴. Après les études dans les écoles laïques du Creusot il intégra successivement les Écoles normales d'instituteurs de Macon, en 1955-1957, puis de Grenoble, en 1958, enfin de Lyon entre 1959 et 1960. Il passa le bac philosophie en 1958, puis après une année de propédeutique (1ère année) à la Faculté de lettres de l'Université de Lyon, entra en 1960 à la section PEGC (Professeur d'enseignement général de collège) de préparation à l'École normale²⁶⁵. Reçu premier au certificat d'études, Gérard Lindeperg fut nommé dans un collège d'enseignement général de Lyon entre 1960 et 1961, puis, de retour du service militaire, exerça de l'automne 1963 à l'automne 1972, comme PEGC en Lettres-Histoire-géographie. Il fut nommé au collège de Neuville-sur-Saône.

Gérard Lindeperg s'engagea en politique durant ses années d'études. D'abord attiré par les communistes, très puissants à l'EN et par leur influence intellectuelle, il fut refroidi par leur rigidité doctrinale et, en 1956, le choc de Budapest le convainquit de ne pas les rejoindre. Animé de convictions anti-coloniales, la guerre d'Algérie lui faisait condamner la SFIO²⁶⁶. D'abord membre de l'UGS, qui se présentait comme un parti indépendant et critique à la fois du stalinisme et de la

262 Notice « Le Maitron » de François Borella, <https://maitron.fr/spip.php?article17293>

263 Notice « Le Maitron » de Robert Chapuis, <https://maitron.fr/spip.php?article19434>

264 Notice « Le Maitron » de Gérard Lindeperg, <https://maitron.fr/spip.php?article141184>

265 Ibid

266 Ibid

politique de Guy Mollet, il fut adhérent de la première heure au PSU suite à la fusion avec le PSA. C'est au printemps 1964 que Gérard Lindeperg rencontre Michel Rocard, lors d'un stage de formation organisé par la fédération PSU du Rhône lors duquel il intervient²⁶⁷. Alors que Gérard Lindeperg avait pris quelques distances avec le militantisme politique et le PSU, traversé par cette crise interne depuis la fin de la guerre d'Algérie, cette rencontre lui redonne la motivation. Il avait adhéré au PSU dès sa fondation, en 1960 alors qu'il était étudiant à la faculté des lettres de Lyon et rattaché administrativement à l'école normale. Il prend notamment l'initiative d'y créer une section PSU, malgré la domination des communistes²⁶⁸. Il confie avoir d'abord été séduit par l'engagement solide de Michel Rocard pour l'indépendance algérienne. C'est au fur et à mesure qu'il s'est glissé dans le rocardisme, à force de côtoyer l'homme et de travailler dans ses équipes. « *Ce qui fut un accrochage lié à la guerre d'Algérie est devenu un compagnonnage plus politique* »²⁶⁹. Il est également séduit par sa morale, ce qu'il percevait comme le refus du cynisme, « *le même souci de synthèse que Jaurès* »²⁷⁰.

En dépit de la difficulté de trouver une nouvelle dynamique après la guerre d'Algérie, le PSU demeure donc un parti attractif. De jeunes militants socialistes, à la formation solide, l'ont rejoint et commencent à former l'avant-garde de Michel Rocard. Ce dernier n'est pas encore identifié comme un élément moteur du parti. Le PSU, pour réussir sa transition et s'implanter durablement dans le paysage politique français, mise alors sur les scrutins, notamment les scrutins locaux, pensés comme des moyens d'affirmation.

C) Le PSU sur le terrain : le défi électoral

1) Les municipales de 1965, une première expérience

Pour les municipales de mars 1965, le projet est préparé conjointement par l'ADELS et la Commission nationale d'action locale (CNAL) du PSU, avant d'être validé unanimement par le parti. Les deux organes animent plusieurs réunions de formations des futurs candidats. La revue de l'ADELS, *Correspondance municipale*, revue d'éducation populaire et d'information sur la vie locale, municipale et régionale, publie des numéros très riches qui contribuent fortement à une nouvelle définition de la démocratie communale développée dans ces rencontres²⁷¹. En dépit de ces

267 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, L'Aube, 2018, p.13

268 Ibid, p.28

269 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

270 Ibid

271 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.87

convergences de fond, complétées par un consensus sur les axes prioritaires pour la présidentielle (institutions, contre-plan économique, politique internationale et enseignement) les conflits de chapelles recommencent. Elles concernent dans un premier temps les rapports avec les autres forces de gauche. La minorité poperéniste devient de plus en plus remuante. En plus de contester le fonctionnement interne du CPN, elle se structure comme un parti dans le parti, avec son propre exécutif, une note d'information et son propre organe de presse, *L'Action*. En outre, elle organise des journées nationales d'études. Quoi qu'il en soit, le PSU entame l'année 1965 dans l'idée de devenir un acteur important de la scène politique. Avant le scrutin, le PSU revendique une petite centaine de maires. Plus de la moitié sont des nouveaux adhérents tandis que l'essentiel de la minorité qui avait une appartenance partisane antérieure déclarée provient du PSA²⁷². A cela s'ajouterait environ une cinquantaine de conseillers généraux et un peu moins de 500 conseillers municipaux²⁷³.

Dans le cadre des municipales, le PSU contacte la SFIO et le PC pour réclamer la présence sur les listes de militants PSU. Chaque fédération, avec un programme municipal, entend alors négocier pour constituer le plus souvent possible des listes unitaires, bien que dans la majorité des cas, les accords se font soit avec le PC soit avec la SFIO. Dès le premier tour des municipales, le 14 mars 1965, les résultats à l'échelle nationale semblent encourageants pour le PSU qui aurait réussi une belle performance : « *Ce n'est plus en moyenne 6 % du corps électoral que représente le PSU, mais entre 9 % et 10 %* »²⁷⁴. La résolution adoptée par la direction du PSU met l'accent sur l'« *importance de son [le PSU] apport dans l'élaboration des programmes, dans les efforts de convergence unitaire, dans la vigueur du militantisme [...] En particulier, son application à définir les bases d'une démocratie communale et ses efforts pour opérer un élargissement aux forces non encore engagées politiquement mais de gauche, ont prouvé la justesse de ses analyses sur la nécessité d'intégrer à la gauche des éléments nouveaux indispensables à la victoire* »^{275 276}.

Le cas de Grenoble est particulièrement symbolique. Très rapidement, il apparaît que les discussions ne mènent à rien. Alors que le PSU formule quelques exigences sur la future gestion municipale, les communistes s'arc-boutent sur la composition de la liste en réclamant la plus grosse

272 NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, op.cit, p.131

273 Ibid, p.162

274 « Après le premier tour des municipales : quelques constatations, *Le Courrier du PSU*, avril 1965 », dans RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.90

275 Ces alliances présentées comme contre-nature sont celles que nouent la SFIO avec le centre-droit démocrate-chrétien. Dans de nombreuses villes, des listes socialio-centristes sont montées. C'est le cas de Aix-en-Provence, Annecy, Avignon, Besançon, Béziers, Chartres, Le Havre, Marseille, Nîmes ou encore Toulouse.

276 « Après le premier tour des municipales : quelques constatations, *Le Courrier du PSU*, avril 1965 », dans RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.90

part. Devant l'impossibilité d'un accord, deux listes de gauche se constituent. Une pour le Parti communiste, menée par Raymond Perinetti, une derrière Hubert Dudebout rassemblant la SFIO, le PSU, et un acteur original : le Groupe d'action municipal (GAM). Fondé par Hubert Dudebout, il rassemble des militants d'associations diverses, de conseils de quartiers, de syndicats, qui estiment que les partis politiques ne proposent pas de réponses adaptées aux nouveaux enjeux découlant de la dynamique économique des Trente Glorieuses, comme l'urbanisme, la politique culturelle ou la démocratie locale. Celui de Grenoble est le premier d'une longue série de GAM qui se constitueront dans d'autres villes tout au long des prochaines années. Au soir du premier tour, la liste d'Hubert Dudebout crée la surprise en arrivant devant la liste communiste (32,36 % contre 22,47%) mais derrière la liste d'union de la droite du maire sortant Albert Michallon (45,16%) et renouvelle l'exploit de la surprise en le battant au second tour. Le retrait de la liste communiste permet à la liste socialiste de remporter la victoire par 51,83 %.

La direction du PSU entend faire de ce succès la vitrine de sa stratégie et orientations, bien que le courant de Jean Poperen exprime ses critiques devant un cas où la gauche n'est pas partie dans une démarche unitaire²⁷⁷.

2) Aborder la présidentielle de 1965

Dans l'optique de la présidentielle, dans un premier temps, la direction du PSU continue de se prononcer pour une candidature de gauche unique et exprime son soutien au « Comité pour une candidature unique de la gauche » lancé fin mars par Jean Vilar, homme de théâtre, fondateur du Festival d'Avignon, et Georges Conchon, écrivain récompensé du prix Goncourt et membre du PSU. En décembre 1964, le parti avait adopté une proposition de plateforme programmatique en état de souder la gauche autour de ladite candidature unique. Le problème est que Gaston Defferre est toujours candidat. Or, le PSU ne veut pas en faire le porte-étendard de la gauche, pas plus que le Parti communiste, toujours prêt à présenter un candidat issu de ses rangs, malgré de mauvais sondages et malgré la mort en juillet 1964 de Maurice Thorez, secrétaire général du parti depuis 1930. L'urgence est donc de trouver un nouveau candidat capable de faire consensus.

Déjà peu apprécié par les autres partis de gauche, Gaston Defferre a aggravé son cas lors des élections municipales de Marseille^{278 279}. Le maire sortant persiste dans son refus de s'allier aux communistes et continue de s'ouvrir à une frange de la droite. Ses listes « Pour la Défense et

277 POPEREN Jean, *L'Unité de la gauche 1965-1973*, Fayard, 1975, 476 p.

278 OLLIVIER Anne-Laure, « Gaston Defferre : un socialiste face au pouvoir, de Marseille à l'élection présidentielle de 1969 », *op.cit*

279 RONCAYOLO Marcel, « L'élection de Gaston Defferre à Marseille », dans « Revue française de science politique/Année 1965/15-5/pp.930-946 », https://www.persee.fr/doc/rfsp_00352950_1965_num_15_5_392889

l'expansion de Marseille » regroupent des socialistes, des radicaux et des indépendants du CNIP (Centre national des indépendants et paysans). D'ailleurs, dans les deux secteurs les plus acquis à la droite, soit le premier (1^{er} et 4^{ème} arrondissements) et le quatrième (8^{ème} et 9^{ème} arrondissements), la liste de la majorité municipale est menée par un indépendant, respectivement Jacques Rastoin et Étienne Girbal, tandis que dans les autres secteurs, la tête de liste est issue de la SFIO. Le plus grand danger pour Gaston Defferre n'est pas la droite mais une frange minoritaire de la SFIO conduite par Daniel Matalon qui rassemble derrière lui ladite frange de la SFIO et des communistes. Au premier tour, les rivaux de gauche sont dans un mouchoir de poche. Les listes de Daniel Matalon devancent à l'échelle de toute la cité phocéenne celles du maire sortant par 101 027 voix contre 100 926. Le communiste François Billoux, tête de liste dans le 8^{ème} secteur, l'emporte même au premier tour. Profitant de la peur du « péril rouge » de l'électorat de droite, Gaston Defferre parvient à remporter le second tour. Ses listes triomphent dans les I^{er}, III^e, IV^e, VI^e et VII^e secteurs tandis que les listes Matalon l'emportent dans les II^e et V^e secteurs. Mais paradoxalement, cette victoire municipale affaiblit les positions nationales de Gaston Defferre, qui mène conjointement les deux fronts.

Entre le 5 et le 7 juin 1965, le PSU tient son quatrième congrès à Gennevilliers. Il y est beaucoup question de l'élection présidentielle et, surtout, de Gaston Defferre. Le congrès du PSU vote à l'unanimité, moins deux abstentions, un texte blâmant définitivement Gaston Defferre : « *La candidature de Gaston Defferre et le projet de « Fédération » dans lequel elle s'inscrit maintenant tendent à masquer un choix centriste. D'un côté, Defferre fait référence à certains objectifs de la solution de gauche, mais de l'autre, il vise à liquider le mouvement socialiste en tant que force autonome et à créer avec l'aide de certains éléments réactionnaires une sorte de Parti démocrate à l'américaine. Le PSU condamne cette orientation parce qu'elle implique l'intégration d'une partie du mouvement ouvrier au néo-capitalisme ; parce qu'elle s'appuie partiellement sur des forces politiques et sociales qui n'ont pas de véritables frontières avec le gaullisme ; parce qu'elle consacre la division de la gauche et que sa réussite fermerait pour longtemps toutes possibilités de réunification du mouvement ouvrier. Il ne suffit pas cependant de dénoncer ce phénomène qui correspond à une certaine évolution dans les sociétés capitalistes occidentales. Il faut lui opposer une perspective qui réponde au désir de renouveau et d'unité d'une partie des masses populaires. Ce n'est pas ce que font les partisans de Guy Mollet en réaffirmant de grands principes révolutionnaires contredits par une pratique quotidienne d'alliance avec la droite* »²⁸⁰. Le PSU entend alors continuer à chercher le rassemblement derrière un programme commun pour la gauche

280 « Les élections présidentielles », dans « Tribune socialiste. N°244, 12 juin 1965 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1965/06/65-06-12-TRAVAUX-CONGRES-4.pdf>

et une personnalité dont l'aura transcenderait les partis. Rendez-vous est pris en septembre pour un Conseil national qui arrêtera définitivement la position du parti pour la présidentielle.

Édouard Depreux est reconduit comme secrétaire national, avec Gilles Martinet comme secrétaire national adjoint. C'est à cette occasion que Michel Rocard, qui s'est rapproché d'Édouard Depreux, intègre le bureau national du PSU comme responsable de la formation. Un poste clef, qui lui permet de parcourir le territoire pour former les militants, diffuser les idées du PSU et tisser ses propres réseaux²⁸¹. Membres de syndicats, essentiellement la CFDT, du PSU, de clubs ou d'associations, ces militants sont l'ossature de ce qui sera bientôt connue comme la deuxième gauche autogestionnaire. Durant ce congrès, la question essentielle est celle de la présidentielle, autant sur le candidat que sur le programme. L'assistance se met d'accord sur le nom de Pierre Mendès France et sur un programme qui doit permettre de continuer les luttes sociales et mettre l'accent sur une économie anticapitaliste.

Le 25 juin, Gaston Defferre renonce à sa candidature après l'échec de médiations entre plusieurs forces de la gauche et centristes²⁸², qui, de toute façon, n'avaient pas la même vision de ce que devait être cette réorganisation politique. Guy Mollet s'était personnellement investi pour empêcher cette fédération démocrate-socialiste de naître²⁸³. Le PSU, dont le CPN se réunit les 26 et 27 juin, estime alors qu'un boulevard s'ouvre pour Pierre Mendès France, qui serait le mieux placé pour rassembler l'ensemble des forces de gauche. Mais ce dernier refuse toutes les avances, hostile au suffrage universel pour élire le président de la République. Pour la gauche, PSU en tête, c'est un retour à la case départ qui réveille quelques divergences. Les débats sont particulièrement vifs dans le Rhône. Une partie de la fédération PSU veut soutenir la candidature de François Mitterrand, ancien garde des Sceaux de Guy Mollet. Il est vrai que ce nom commence à circuler activement dans les milieux politiques. Il avait lancé en juin 1964 son propre parti, la Convention des institutions républicaines (CIR), témoignant de sa volonté de prendre part à la recomposition de la gauche. La même année, la parution de son livre *Le Coup d'État permanent*, critique virulente de l'exercice du pouvoir par le général de Gaulle, renforce son aura d'opposant au pouvoir gaulliste. Membre du PSU et fidèle mendésien rallié à l'idée Mitterrand, Charles Hernu révèle que ce dernier serait prêt à se lancer sous trois conditions : être adoubé par Pierre Mendès France, être soutenu par la SFIO et ne pas avoir de rival communiste²⁸⁴. Le cas de François Mitterrand est particulièrement

281 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.48

282 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.67

283 BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Fayard, 2005, p.234

284 « Procès-verbaux établis par le bureau national du PSU (Archives Heurgon) », dans RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.94

révélateur des difficultés du PSU. L'effondrement de l'hypothèse Defferre, remplacée presque immédiatement par la piste Mitterrand illustre que le PSU n'a pas la main sur la réorganisation de la gauche. Les exigences de François Mitterrand envers la SFIO et le PC sont une marque de témoignage de la place que ces partis occupent dans l'espace politique de la gauche.

Pour Gérard Lindeperg, cette idée est inenvisageable. Hors de question de soutenir un homme aussi impliqué dans la guerre d'Algérie et dans ce que beaucoup jugent comme ses dérives. Gérard Lindeperg rappelle notamment à ses camarades que François Mitterrand avait déclaré « *L'Algérie c'est la France* », qu'il avait refusé en tant que ministre de la Justice de gracier des militants du FLN condamnés à mort... et que sa demande d'adhésion au PSA avait été rejetée²⁸⁵. Comme beaucoup, Gérard Lindeperg soutient l'idée d'une candidature de Pierre Mendès France. Michel Rocard fait même l'assaut de son bureau²⁸⁶. Michel Rocard dit passer « *en quatre fois une douzaine d'heures* » dans son bureau pour le convaincre de sauter le pas²⁸⁷. Un dernier effort pour tenter de le persuader de se porter candidat, en vain. Pierre Mendès France campe sur sa réponse négative, se disant même prêt à appuyer François Mitterrand s'il parvenait à fédérer la gauche autour de lui.

Le 29 août, à l'unanimité, le CPN du PSU proclame son refus de François Mitterrand et réaffirme ses axes programmatiques : « *Le PSU est convaincu que le soin d'incarner devant le pays les espoirs de la gauche doit être confié à un homme dont la carrière politique témoigne de la fermeté de ses convictions et de la probité constante de ses attitudes.* »²⁸⁸ Sont ciblés les passés troubles de François Mitterrand sous le régime de Vichy et, surtout, lors de la guerre d'Algérie. Contre François Mitterrand, le PSU pense d'abord à un ancien résistant et conseiller municipal de Paris, Pierre Stibbe, qui vient de publier une tribune assassine contre une candidature Mitterrand²⁸⁹. Mais suite à son refus, le PSU, à l'unanimité, propose la candidature de Daniel Mayer²⁹⁰, ancien résistant, ancien secrétaire général de la SFIO, qu'il a représentée au Conseil national de la Résistance et qu'il a quittée en réaction à la ligne de Guy Mollet, président de la Ligue des droits de l'Homme et du Citoyen. Ladite ligue est de surcroît le groupement politisé qui compte le plus de membres du PSU²⁹¹. L'objectif est de convaincre les autres forces de gauche de faire de Daniel Mayer leur candidat. Le 7 septembre, le secrétariat national transmet aux fédérations le plan de

285 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.89

286 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, l'Archipel, 2017, p.100

287 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.94

288 « Communiqué du CPN du 29 août 1965 », Tribune socialiste, 11 septembre 1965, dans RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.95

289 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.97

290 PRADOUX Martine, *Daniel Mayer, un socialiste dans la Résistance*, Éditions ouvrières, 2002, 271 p.

291 NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, op.cit, p.238

bataille²⁹² : « Conformément à la décision du dernier CPN, le bureau national met tout en œuvre pour proposer à l'opinion et aux formations de gauche les éléments d'un programme commun et une candidature unique de la gauche, celle de Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme [...] Dans les précédentes heures, une déclaration de Daniel Mayer à l'AFP précisera à quelles conditions (unité de la gauche, accord de la gauche sur un programme) il accepterait d'être candidat. En même temps, le bureau national entre en rapport avec les organisations de gauche pour leur proposer de s'entendre sur le candidat, de mettre au point le programme commun et de lancer tous ensemble la bataille contre de Gaulle. Demain jeudi à 14 heures, le secrétaire général du Parti communiste sera reçu rue Mademoiselle; le Comité Jean Vilar se réunit vendredi; les autres contacts suivront dans les prochains jours et les fédérations seront comme d'habitude destinataires de comptes rendus détaillés. Cependant, nous sommes engagés dans une course de vitesse contre l'appareil molletiste et le groupe Hernu qui, tout en mettant sur pied leur "petite fédération", envisagent de trouver en François Mitterrand le candidat de celle-ci. La province doit prendre maintenant le relais. Il faut amplifier le mouvement et cela d'ici la fin de la semaine. Il nous faut le maximum de prises de position en faveur de la candidature du président de la Ligue, contre une éventuelle candidature Mitterrand. Ces prises de position prendront des formes diverses (communiqués des comités pour la candidature unique, pétitions d'élus, déclarations de personnalités, etc.). La publicité sera assurée par communiqués aux journaux locaux, postes de radio, communiqués au Monde et à Combat (18, rue du Croissant, Paris IIe). Le secrétariat national sera également averti pour pouvoir donner à ces communiqués le maximum d'écho. On donnera bien entendu à ces prises de position l'éventail le plus large possible [...] Chaque heure compte. Il faut gagner la bataille. »

3) Le triomphe de François Mitterrand

Mais la bataille est éphémère. Le 8 septembre, François Mitterrand se rend chez Daniel Mayer pour le dissuader d'être candidat. Il affirme avoir l'appui de la SFIO, donc de Guy Mollet, mais aussi les gages d'un soutien des communistes. Aussi, argumente François Mitterrand, une candidature de Daniel Mayer ne serait qu'une candidature de division, un feu de paille sans chance de succès, mais capable d'engourdir un mouvement d'alternance en faveur de la gauche. Le trait habilement décoché atteint sa cible. Daniel Mayer renonce à être candidat et François Mitterrand, dans un communiqué de presse, officialise dès le lendemain sa candidature à la présidence de la

292 « Archives Heurgon », dans RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.95-96

République. Le 10 septembre, il fonde la Fédération démocrate et socialiste, qui devient quelques semaines plus tard, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) rassemblant plusieurs partis de la gauche non communiste, comme sa Convention des Institutions Républicaines (CIR) ou la SFIO de Guy Mollet²⁹³. Il obtient même le ralliement du Parti radical. Initialement, son président Maurice Faure avait refusé de soutenir François Mitterrand. Il préfère soutenir le candidat du centre-droit Jean Lecanuet. Mais il est remplacé par René Billières qui acte la participation des radicaux à la nouvelle fédération de la gauche. François Mitterrand en est le président, Charles Hernu, le délégué général²⁹⁴.

Pourtant, il semblerait que François Mitterrand ne disposait pas de tant d'appuis qu'il voulait bien le dire, en tout cas à ce moment. Le soutien de la SFIO était avant tout le soutien de Guy Mollet, qui voulait essentiellement éliminer son ancien rival interne Daniel Mayer avec lequel il entretenait des rapports plus qu'exécrables. Quant au Parti communiste, il n'avait pas pris officiellement position en faveur de François Mitterrand, mais son hostilité à Daniel Mayer, et à travers lui, au PSU, était pour François Mitterrand une assurance suffisante²⁹⁵. Le 15 septembre, dans le sillage de son chef, le comité directeur de la SFIO officialise le soutien de l'appareil à François Mitterrand. Le 22, la direction du PCF, sans consultation des militants, en fait de même.

Le même jour, le secrétariat national du PSU, dont le CPN avait adopté quelques jours auparavant un texte constatant que la candidature de François Mitterrand ne répondait pas aux critères exigés par le parti, convoque un conseil national les 16 et 17 octobre pour trancher définitivement l'orientation du parti pour la présidentielle. D'ici là, la consigne est de sonder les militants, politiques, syndicalistes et associatifs sur quatre possibilités : ralliement à François Mitterrand et participation à sa campagne, campagne autonome en faveur de François Mitterrand, liberté de vote, désignation d'un candidat PSU²⁹⁶. Les débats internes sont passionnés. Depuis le renoncement de Pierre Mendès France, Gérard Lindeperg s'était résigné à soutenir la candidature de François Mitterrand, sans sympathie ni adhésion personnelle. Pour lui, les enjeux sont plus grands que tout autre. Il s'agit de décider de l'avenir du PSU et de la gauche non communiste. Son avenir immédiat ne peut passer que par le biais de la candidature de François Mitterrand, pour contrebalancer la force du Parti communiste, première force de gauche, et concurrencer la droite au

293 SIRINELLI Jean-François (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 2003, 1254 p.

294 GUISNEL Jean, *Charles Hernu ou la République au cœur*, Fayard, 1993, 567 p.

295 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.97

296 Ibid

pouvoir. Ainsi, défend Gérard Lindeperg, « *le PSU n'avait pas d'autre choix que le soutien ou la marginalisation* »²⁹⁷.

Si cette position est minoritaire dans la fédération du Rhône, elle est néanmoins adoptée au niveau national. Un texte de Gilles Martinet prônant un soutien distant obtient 434 mandats contre 96 pour celui du philosophe Jean-Marie Vincent, tenant d'une ligne marxiste révolutionnaire, qui proposait soit un vote nul soit l'investiture d'un candidat PSU²⁹⁸. Un amendement de Michel Rocard, l'amendement Servet, acte l'idée que le PSU ferait une campagne autonome pour ne pas être absorbé par la machine miterrandienne et ne pas donner l'idée de revenir sur ses combats passés²⁹⁹. Une décision que Gérard Lindeperg trouve absurde car le PSU est trop faible pour porter une voix personnelle et spécifique au cœur de la campagne de François Mitterrand³⁰⁰. Le parti ne représente pas assez pour être en capacité de capter l'attention médiatique ou de se faire remarquer.

De cette manière, la campagne autonome passe presque inaperçue. Plus de deux cent meetings sont organisés par le parti avant le premier tour et sont davantage consacrés à la manifestation de l'opposition au général de Gaulle qu'à la promotion de François Mitterrand³⁰¹. Les réunions organisées par le PSU rencontrent un succès irrégulier, dépendant du contexte local, et ne restent en général qu'un entre-soi de militants du PSU. Pierre Brana³⁰² confie d'ailleurs que cette idée de campagne autonome n'était qu'un effet de communication, une posture destinée à ne pas brusquer la base militante³⁰³. Il faut préciser que l'élection au poste suprême ne passionne pas vraiment le parti³⁰⁴. En revanche, les cadres du PSU profitent des meetings unitaires, rassemblant un vaste public, pour distiller leurs idées.

Tout ceci n'empêche pas Gérard Lindeperg de s'affranchir des consignes nationales et de participer à la campagne au sein du comité de soutien départemental à François Mitterrand³⁰⁵. Cette attitude lui vaut d'être classé dans ce qui est appelé, le « courant des unitaires », minoritaire dans le Rhône. Au soir du premier tour, François Mitterrand obtient plus de sept millions de voix et 31,72 %. Le coup de tonnerre est la mise en ballottage du général de Gaulle. Si l'Homme du 18 juin sort largement en tête de ce premier tour avec 44,65 % des voix, le simple fait qu'il ne soit pas élu au premier tour apparaît comme un échec pour les gaullistes. François Mitterrand ressuscite d'une

297 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.91

298 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.98

299 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.98

300 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

301 JALABERT Laurent, « Le congrès des 23,24 et 25 juin 1967 : vers un nouveau PSU ? », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.121

302 Né en 1933, ingénieur d'EDF-GDF, dont il est responsable syndical CGT. Il est engagé en Gironde.

303 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

304 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, L'Harmattan, 2007, p.22

305 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.91

certain manière le « Midi rouge » en arrivant en tête dans plusieurs départements de la région PACA (Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Alpes-de-Hautes-Provence), dans quasiment tous les départements du Languedoc-Roussillon (Gard, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales), du Midi-Pyrénées (Tarn-et-Garonne, Tarn, Gers, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Ariège) et dans tous les départements du Limousin (Creuse, Corrèze, Haute-Vienne). En outre, il arrive en tête dans l'Indre, l'Allier (fief communiste) et la Nièvre (son fief personnel).

Au second tour, François Mitterrand échoue face au Général, mais son score de 44,80 % est un prouesse électorale remarquée. Il conserve son avance dans tous les départements où il fut en tête au premier tour et s'impose même dans trois nouveaux : la Dordogne, le Lot et l'Isère. A gauche, les cartes sont rebattues. Le PSU doit alors tirer des enseignements de ce qu'il vient de se passer.

4) La donne complexe du PSU

Gilles Martinet présente au CPN une résolution adoptée par 38 voix sur 63. Le PSU se dit satisfait des résultats de l'élection présidentielle car la gauche a réussi l'exploit de faire trembler le pouvoir gaulliste et a prouvé qu'unie, elle est l'unique force d'opposition et la seule alternance possible³⁰⁶. Mais la route est encore longue. Le PSU acte également la nécessité pour les forces de gauche de préparer la lutte sociale ainsi que les futures élections en élaborant un programme solide. Des divergences demeurent entre les membres du parti. Gilles Martinet estime que les discussions programmatiques sont impossibles avec le PC car ils divergent sur le fond de la plateforme idéologique. Pour Gilles Martinet, l'alternative ne peut être que socialiste³⁰⁷. Aussi, le PSU se dit déterminé à formuler des propositions et de les soumettre aux autres forces de gauche. Il propose d'organiser un colloque de « rencontre socialiste » à Grenoble au mois de mai. Jean Poperen persiste dans sa volonté d'une démarche unitaire de toute la gauche, allant jusqu'aux communistes. Le CPN adopte également un texte présenté par Michel Rocard approuvant la démarche du colloque de Grenoble³⁰⁸. C'est un enjeu majeur pour que le PSU reste visible sur la scène politique. Il entend être la boussole d'un programme commun de la gauche en vue des prochaines élections législatives et prouver qu'il est capable de rassembler. Le 11 janvier, le Parti communiste se dit « *prêt à engager avec tous les partis de gauche et formations ouvrières et démocratiques, la discussion en*

306 « Résolutions du Comité Politique National. Sur la politique générale », dans « Tribune Socialiste. N°269, 15 janvier 1966 », https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1966/01/66-01-15-VIETNAM_CP_N.pdf

307 Ibid

308 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.105

vue de l'élaboration d'un programme démocratique commun »³⁰⁹. Le 22 avril, Édouard Depreux, Gilles Martinet, Marc Heurgon et Harris Puisais, proche collaborateur de Pierre Mendès France sont reçus par Waldeck Rochet, nouveau secrétaire général du Parti communiste, et Georges Marchais au siège du PCF pour aborder le sujet. Les dirigeants communistes approuvent l'idée d'une grande alliance des partis de gauche, étanche à la droite et au centre-droit. En revanche, ils tranchent qu'il n'y aura aucune négociation avant le premier tour.

Le PSU doit aussi composer avec François Mitterrand, confirmé dans son indubitable position d'homme fort de la gauche socialiste depuis sa performance à la présidentielle. Maître de la FGDS, sa stature étouffe l'espace que le PSU aimerait occuper. En février 1966, une partie du PSU fait scission, avec, entre autres, le départ de Pierre Bérégovoy et d'Alain Savary, qui anime l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG). Cette nouvelle structure, réunissant quelques clubs, intègre la FGDS. En mars, François Mitterrand propose au PSU de rejoindre également sa fédération, soit comme membre à part entière soit dans une logique d'association. Le PSU préfère ne pas aborder tout de suite cette question de structure et répond qu'il veut focaliser l'échange sur le fond. Une première rencontre a lieu au domicile de François Mitterrand le 18 avril. D'autres échanges sont prévus en mai pour parler programme et élections. François Mitterrand poursuit sa stratégie de contrôle tentaculaire de la gauche socialiste. Au mois de mai, il met notamment en place un « contre-gouvernement » de douze membres issus des différents courants de la FGDS. Présidé par François Mitterrand, on y trouve notamment Guy Mollet aux Affaires étrangères, René Billières à l'Éducation nationale, Gaston Defferre aux Affaires sociales et administratives.

Face à cette nouvelle offensive de François Mitterrand, qui s'affirme comme celui qui peut décider du visage de la gauche socialiste de demain, le PSU est contraint de muscler son dispositif pour entretenir une existence indépendante au sein d'une gauche en pleine recomposition. C'est dans ce contexte difficile que Michel Rocard émerge comme un nouvel espoir et un *leader* potentiel aux yeux de plusieurs membres du PSU.

309 Ibid, p.106

II) S'affirmer au sein de la gauche

L'élection présidentielle de 1965 a porté un coup dur aux ambitions du PSU en faisant de François Mitterrand le nouvel homme fort de la gauche. Soucieux de ne pas le laisser réorganiser la gauche selon sa volonté pour servir ses ambitions, le PSU s'engage dans un travail intellectuel d'affirmation idéologique qui permet de mettre en lumière Michel Rocard et de le révéler comme une jeune figure au potentiel certain. Si les résultats électoraux du PSU demeurent modestes, l'ascension de Michel Rocard à la tête du parti en 1967 ouvre un chapitre nouveau. Celui d'une affirmation personnelle de Michel Rocard comme chef de parti, mais dans une autre mesure, comme chef de clan. Miné par des divisions internes, le PSU semble incapable de dégager un socle commun pour fédérer toutes ses composantes. Cette guerre interne permet néanmoins à Michel Rocard de souder autour de lui ses partisans, séduits par sa puissance intellectuelle et son panache politique, concrétisant ainsi la naissance d'un courant fidèle.

A) Le colloque de Mai 1966 : l'éclosion de Michel Rocard

Mai est aussi le mois du colloque de Grenoble. Il doit porter sur les deux thèmes suivants : la société socialiste en pays développé et les voies de passage vers la société socialiste³¹⁰. La préparation politique et technique est assurée par les animateurs de la majorité PSU, dont Gilles Martinet, Serge Mallet et Michel Rocard³¹¹. François Mitterrand et Guy Mollet ne sont pas invités. En réalité, selon Jean Poperen, les premiers contacts pour préparer cette rencontre avaient été établis avant même l'élection présidentielle, pour laquelle plusieurs figures du PSU prédisent un échec cuisant pour François Mitterrand, échec qui fera alors les affaires du PSU³¹². Trois rapports ont été préparés et réunis sous le titre général *Les Voies de passage au socialisme*, sous la coordination de Michel Rocard³¹³. Deux autres rapports, *La Démocratie dans l'État socialiste* et *Plan et marché dans l'économie socialiste* ont également été rédigés. C'est un travail de fond extrêmement important, qui fixe les lignes d'action politique d'une éventuelle majorité socialiste.

Michel Rocard explique qu'un gouvernement socialiste fera l'objet d'une agression discrète ou déclarée des forces hostiles sur le plan politique et économique puis il développe les conditions

310 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.107

311 BERGOUNIOUX Alain, « Le PSU dans la gauche (1962-1967) », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.102

312 POPEREN Jean, *L'unité de la gauche 1965-1973*, op.cit, p.21

313 Notice « Le Maitron » de Michel Rocard, <https://maitron.fr/spip.php?article175754>

économiques et financières intérieures nécessaires pour réduire le poids des contraintes extérieures sur un tel gouvernement. Ensuite il détaille les moyens d'une politique novatrice, surtout dans le volet monétaire : « *la maîtrise de l'inflation et la stabilité monétaire. Enfin, troisième volet, la politique internationale et ses aspects économiques abordent les rapports avec les États-Unis et avec l'Europe qui doit s'unifier et qui, pour être autonome vis-à-vis des États-Unis, doit s'orienter vers une planification européenne* »³¹⁴. Parmi les intervenants au colloque, Gilles Martinet, qui détaille les cinq principes essentiels d'une politique socialiste qui doivent servir de base pour un programme commun de la gauche³¹⁵ :

- « - *extension du secteur socialisé au détriment du secteur capitaliste ;*
- *planification démocratique liée à toute une conception de civilisation ;*
- *restructuration industrielle sous le contrôle du secteur public ;*
- *restructuration de l'ensemble de l'appareil du crédit (impliquant notamment la nationalisation des banques d'affaires);*
- *contrôle de la gestion et expériences de participation à cette gestion ».*

Après des débats, Pierre Mendès France, « star » de la réunion, qui avait ouvert le colloque en rappelant la nécessité absolue pour la gauche d'un « *programme compréhensible pour tous, mobilisateur pour les jeunes* », prononce une déclaration finale très applaudie. Est ainsi théorisé « l'esprit de Grenoble », soit la volonté « *d'aborder franchement les problèmes difficiles pour leur apporter des solutions au lieu de les esquiver ou de s'en tenir à des compromis fragiles* »³¹⁶ et qui doit permettre l'unification de la gauche autour d'un programme commun. Cette rencontre de Grenoble suscite de nombreux échos dans la presse, notamment dans la presse de gauche. Des réactions de tous les types sont publiées, mais l'important pour le PSU est cette couverture médiatique qui témoigne de l'intérêt porté et qui permet de faire de la publicité à sa structure, ses idées et ses ténors.

Car le colloque a mis en lumière deux personnalités. Pierre Mendès France, qui après son renoncement à la présidentielle de 1965, fait son grand retour sur la scène politique et retrouve son aura d'homme d'État fort de la gauche³¹⁷, et Michel Rocard, dont la qualité et la profondeur des interventions, notamment sur les questions économiques et monétaires, le consacrent comme un homme d'avenir. C'était la stratégie de Michel Rocard. Pas de s'y démarquer particulièrement, mais

314 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.108

315 « L'esprit de Grenoble : priorité au programme commun », dans « Tribune Socialiste. N° 285, 7 mai 1966 », https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1966/04/66-05_ESPRIT-GRENOBLE.pdf

316 Ibid

317 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.101

au moins de relancer Pierre Mendès France dans le jeu politique³¹⁸. Aussi le colloque de Grenoble rebat les cartes à gauche. François Mitterrand, absent de l'évènement perd alors son statut d'unique figure de proue de la gauche socialiste. Pierre Mendès France peut prétendre également à ce rôle, le PSU est apparu comme une machine intellectuelle à fort potentiel et Michel Rocard, comme la relève. Son discours s'inscrit dans la droite ligne de la rigueur économique chère à Pierre Mendès France. Contre le marxisme, qui continue d'abreuver bon nombre de socialistes, Michel Rocard rejette la violence d'une révolution. Il décrit une transition vers le socialisme qui ne sera que progressive, dans une « *économie ouverte mais résistant au primat du libre-échange* »³¹⁹. Il sort de ce congrès une ligne politique qui revêt un écho singulier, différent de celle de la FGDS, jugée comme « attrape-tout » par bon nombre de militants du PSU³²⁰. Pour Jean Poperen, cette rencontre est auréolée de trois succès : le retour de Pierre Mendès France à l'occasion d'une démonstration de force (près de cinq cent participants), l'esquisse d'un « *réformisme moderne, pragmatique, non marxiste, adapté aux préoccupations des classes moyennes salariées* »³²¹ et enfin, l'affirmation de Michel Rocard qui rencontre son « *public naturel* »³²².

Un constat partagé. C'est à l'occasion de cet évènement que Michel Rocard devient, selon le mot de Robert Chapuis, « *une référence* »³²³. Dans l'idée de perdurer « l'esprit de Grenoble », plusieurs colloques socialistes régionaux sont organisés. Le premier est à Saint-Brieuc, en Bretagne, fin novembre. Michel Rocard y intervient et présente un rapport intitulé *Décoloniser la Province* sur le déséquilibre entre la capitale et la province : « *s'inspirant à la fois de la recherche de Jean-François Gravier, Paris et le désert français, et de Robert Lafont (1923-2009), grand spécialiste du régionalisme, ce rapport combine une analyse du sous-développement régional avec la notion choc de colonisation de la province. Il pose surtout le problème des conditions économiques, techniques et institutionnelles du développement régional. La motion finale appelle à la création de véritables conseils économiques régionaux de caractère démocratique et, dès que possible, la création d'assemblées régionales élues délibérantes, chargées de contrôler des exécutifs régionaux qu'elle aura désignés* »³²⁴.

Ce colloque est un point essentiel dans la construction idéologique du PSU, est plus largement encore, de ce qui sera connu comme la deuxième gauche dans les prochaines années. La

318 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.100

319 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.51

320 BERGOUNIOUX Alain, « Le PSU dans la gauche (1962-1967) », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.103

321 POPEREN Jean, *L'unité de la gauche 1965-1973*, op.cit, p.25

322 Ibid, p.27

323 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

324 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.111

région et la décentralisation, contre l'idéologie centralisatrice sévère de l'État jacobin, sont des marqueurs désormais gravés dans le marbre pour l'identification de cette tendance politique. Chez Michel Rocard, l'autogestion est pensée comme un moyen de « *sortir de la tutelle de l'État* » et ainsi rompre avec la politique gaullienne qui, derrière une déconcentration, renforcerait le pouvoir étatique par le « *jacobinisme préfectoral* »³²⁵.

B) Le PSU, un acteur reconnu de la gauche

Mais la question des rapports avec François Mitterrand et des liens à tisser avec la FGDS continue de diviser le PSU. Gilles Martinet, pourtant artisan de l'évènement de Grenoble, soutient l'idée qu'un PSU isolé est moins audible qu'un PSU intégré à la FGDS. Il propose un plan en trois étapes à la direction du PSU, un plan qu'il restitue dans ses mémoires :

« 1/ Faire la démonstration de l'importance du courant que nous représentons. Ce sera le colloque de Grenoble.

2/ Nous entendre avec la FGDS sur une répartition des circonscriptions pour les élections de 1967.

*3/ Entamer des pourparlers sur les conditions de notre éventuelle adhésion à la FGDS »*³²⁶.

Ainsi, les attentes au sein même de la direction du PSU sont différentes. Même l'évènement de Grenoble, pourtant grand moment pour le PSU, n'a en réalité pas la même finalité selon les attentes. La position de Gilles Martinet est loin de faire l'unanimité dans le courant majoritaire, beaucoup estimant que la FGDS n'est absolument pas en état de permettre à la ligne du PSU de s'épanouir. Les responsables de cette incompatibilité ? La SFIO de Guy Mollet, repoussoir pour beaucoup de monde au sein du PSU, à commencer par Édouard Depreux, et François Mitterrand. Si le PSU s'est rangé derrière lui pour la présidentielle de 1965, un certain nombre n'est pas prêt à mettre un genou à terre devant lui et le consacrer comme le porte-étendard de la gauche non-communiste. Pierre Mendès France mène en interne une campagne de dénigrement de François Mitterrand. Le 7 juillet 1966, des émissaires du PSU rencontrent une nouvelle fois François Mitterrand. S'il repousse les discussions sur un programme commun au mois de septembre au plus tôt (la FGDS prévoit d'achever la préparation de son programme le 14 juillet), il se dit néanmoins prêt à établir un accord électoral prévoyant l'attribution de circonscriptions au PSU en fonction du contexte local, à condition que le PSU joue le jeu en soutenant dans d'autres circonscriptions les candidats de la FGDS. Michel Rocard fait d'ailleurs partie de ces ambassadeurs. Lors de cette

325 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.513-514

326 MARTINET Gilles, *Cassandre et les tueurs*, Grasset, 1986, p.16

première rencontre avec François Mitterrand, il en garde le souvenir d'un tacticien machiavélique, retors et calculateur³²⁷.

Les autres cadres du PSU demeurent eux-mêmes toujours divisés sur l'attitude à adopter face à François Mitterrand. Jean Poperen prône un accord politique avec la FGDS, Marc Heurgon et Édouard Depreux sont d'accord pour associer accords électoraux et « programme commun »³²⁸. Gilles Martinet anime une tendance qui estime que le PSU ne peut pas se permettre de demeurer en retrait du mouvement unitaire de la gauche. Malgré le succès de Grenoble, les retombées politiques restent très limitées face à François Mitterrand et, à trop résister à ce dernier, le PSU risque une marginalisation politique croissante.

Mais au fil des semaines, l'horizon ne se dégage pas de façon très claire. En octobre, les choses continuent de stagner bien que François Mitterrand adresse un ultimatum au PSU : ça sera un accord global ou rien³²⁹. Aussi, le PSU décide de prendre les devants. Édouard Depreux prend la plume pour fustiger les « tergiversations » de certaines figures de la gauche, tergiversations qui nuisent à la gauche toute entière, dénoncer les tentations de certains de nouer des accords avec le centre-droit et lancer un « *nouvel appel pour l'union de la gauche, de toute une gauche ouverte certes, renouvelée et résolument tournée vers l'avenir, mais de la gauche seule* »³³⁰. Le parti arrête une première liste de candidats et élabore un manifeste pour les prochaines législatives. De cette manière, le parti est prêt à entrer en campagne tout en ne fermant pas la porte à des accords avec le PCF et la FGDS dans la perspective d'une union de la gauche. D'ailleurs, début décembre, plusieurs rencontres ont lieu entre une délégation PSU et une délégation FGDS pour négocier, circonscription par circonscription.

Mais le 20 décembre le PCF et la FGDS signent un accord électoral pour le second tour des législatives évoquant des points de convergences idéologiques. C'est dans cette nouvelle donne à gauche que le PSU doit à présent manœuvrer. Le parti rencontre à plusieurs reprises séparément le PCF et la FGDS. Le PSU et les communistes se mettent d'accord pour poursuivre leurs échanges « *afin de surmonter les divergences qui subsistent et de dégager les grandes lignes de leur contribution au programme commun de la gauche* »³³¹. Avec la FGDS, l'idée est de prévoir le retrait

327 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.54

328 BERGOUNIOUX Alain, « Le PSU dans la gauche (1962-1967) », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.103

329 POPEREN Jean, *L'unité de la gauche 1965-1973*, op.cit, p.56

330 « La gauche va-t-elle enfin se ressaisir ? », dans « Tribune Socialiste. N°299, 29 octobre 1966 », https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/2013/06/66-10_unionGauche.pdf

331 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.118

au premier tour d'un certain nombre de candidatures, « *pour faciliter le regroupement des électeurs susceptibles d'être gagnés aux idées de la démocratie socialiste* »³³².

Après de longues négociations placées sous le signe de la diplomatie, François Mitterrand adresse au Bureau national du PSU les termes d'un accord définitif. Le Bureau du PSU passe une grande partie de la nuit du 20 janvier 1967 à discuter et débattre de cet accord. Michel Rocard, qui n'a pas pris part aux négociations, est absent³³³. Tous les présents, sauf quatre (dont Édouard Depreux et Marc Heurgon) l'approuvent. La campagne peut commencer.

C) 1967, les rocardiens et la campagne du PSU

Le PSU entend avoir des élus pour renforcer sa place dans la partie gauche de l'échiquier politique. Il arrête également une plate-forme électorale axée sur plusieurs grandes thématiques : la démocratie directe (dans la nation, la région, l'entreprise), une économie épurée du capitalisme, une politique de coopération internationale, la promotion des femmes, la réforme de l'enseignement, avec comme finalité, entre autres, « *une construction socialiste* »³³⁴... le titre de l'ouvrage « *Décoloniser la province* » est notamment repris pour un meeting intitulé « *Décoloniser la femme* » organisé à Paris. Au premier tour, le PSU présente cent dix candidats répartis dans cinquante départements. Parmi eux, deux femmes sont investies. Il s'agit de Colette Audry³³⁵, investie à Paris et de Suzanne Gerbe³³⁶ à Lyon. Et, dans toutes les autres circonscriptions sans candidat PSU, le parti diffuse son programme pour occuper comme il peut l'espace politique.

La principale figure de proue du PSU pour cette campagne est Pierre Mendès France, candidat unique de la gauche dans la 2ème circonscription de l'Isère, circonscription englobant une partie de Grenoble, ville phare pour le PSU. Grenoble est d'ailleurs le point de lancement de la campagne du PSU. Fin janvier, une réunion rassemble tous les candidats PSU de la région Rhône-Alpes pour incarner la perspective d'une politique régionaliste fidèle à la conception du PSU. Le 2 février, un énorme meeting est organisé autour de Pierre Mendès France et de l'équipe municipale de Grenoble. Pierre Mendès France se rend ensuite à Valence pour soutenir Gilles Martinet, aux

332 Ibid

333 POPEREN Jean, *L'unité de la gauche 1965-1973*, op.cit, p.58

334 « Plate-forme électorale (PSU) », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 37, Robert Chapuis, *candidat du PSU à Paris, 1967-1968*, Fondation Jean-Jaurès

335 Née en 1906, professeur agrégée de lettres et amie de Simone de Beauvoir. Militante syndicale et politique, elle fut membre de l'aile gauche de la SFIO, « La Gauche révolutionnaire » entre 1935 et 1938, année où ladite aile fut exclue de la SFIO. Elle participe alors à la fondation du Parti ouvrier socialiste et paysan, dissout par le régime de Vichy. Proche de la Résistance, elle se détourne après la Guerre des activités politiques jusqu'aux années 1950. Membre de l'UGS, elle intègre à sa fondation le PSU où elle devient proche de Jean Popereen.

336 Née en 1912, institutrice puis professeure, elle partage son militantisme avec son mari, Jean Gerbe, professeur de philosophie. Animée de convictions fondées sur le christianisme social, elle adhère à la Libération au Mouvement républicain populaire (MRP). En 1958, elle rejoint l'UGS et intègre le PSU à sa fondation.

prises avec le maire de Valence et candidat FGDS Jean Perdrix, qui avait fait part de son refus catégorique de s'effacer en sa faveur.

Pierre Mendès France adresse également un communiqué de soutien à Michel Gond³³⁷, candidat du PSU dans la 1ère circonscription du Loiret pour lequel milite Michel de la Fournière³³⁸. Un soutien qui dynamise les équipes du candidat, qui, comme pratiquement partout ailleurs en France, doivent composer avec des moyens modestes. Dans le cas de Michel Gond, 15 000 plaquettes avec sa photo et son programme sont diffusées. En dehors de ces quelques moyens, le soutien de Pierre Mendès France est la base de la stratégie du PSU, qui espère capitaliser sur l'image de ce dernier pour incarner la gauche unie de demain. Mais il n'obtient que 2327 voix.

Le PSU connaît aussi une belle dynamique dans les Côtes-du-Nord, où le colloque de Saint-Brieuc a témoigné de la bonne vitalité des idées du parti. Le maire Yves Le Foll est candidat dans la première circonscription. Dans le Rhône, Gérard Lindeperg s'investit auprès d'André Barthélémy, un membre du PSU qui bénéficie du soutien de la FGDS dans la septième circonscription. Fort de ce soutien et de l'influence de son suppléant Georges Riquet, un ouvrier chrétien de la SNCF militant à la CGT, le candidat du PSU obtient un beau score : presque 18 %. Un joli score, néanmoins insuffisant pour être devant le candidat communiste, qui le devance d'une courte tête avec 19,27 %, et accéder au second tour. Dans la troisième circonscription du Rhône, Suzanne Gerbe n'obtient que 5,7 % des voix.

Robert Chapuis se présente dans la 15ème circonscription de Paris (dans le 14ème arrondissement). C'est un secteur compliqué. Le député sortant est un gaulliste bien implanté, Michel de Grailly. Et la concurrence est rude entre le secrétaire général adjoint du Centre démocrate Denis Baudoin, le candidat communiste Pierre Fabre et le candidat de la FGDS, l'ancien résistant et sénateur Pierre Girard. Mais Robert Chapuis veut croire que l'audience du PSU s'est élargie dans cette circonscription et que son courant y est désormais bien implanté. Il en veut pour preuve le score obtenu par Claude Bourdet³³⁹, candidat du PSU aux législatives de 1962, qui avait obtenu près de 12 %. Au cours de sa campagne, Robert Chapuis consulte les électeurs dans le cadre de sa stratégie déclinée en deux points. Premièrement, « *développer un programme politique qui représente une vraie alternative au gaullisme proposant des solutions aux problèmes les plus importants de notre société* », secondement, « *dégager au niveau de la vie même des citoyens, les besoins essentiels et les choix nécessaires : ce n'est possible que par un échange avec ceux qui se*

337 Né en 1932, Michel Gond est compositeur typographe, délégué syndical à la CGT. Il sera maire adjoint au personnel d'Orléans entre 1989 et 2011.

338 Communiqué de presse du comité de soutien du PSU, Fonds Michel de la Fournière, 93APO13, PSU, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970*, Fondation Jean-Jaurès

339 Résistant, déporté, compagnon de la Libération, il a fondé en 1949 le journal *L'Obs* avec Gilles Martinet

trouvent confrontés chaque jour avec ces problèmes »³⁴⁰. Robert Chapuis obtient 8,7 %, soit le deuxième meilleur score du parti dans la capitale.

Michel Rocard, désireux de prendre part au combat, est invité par son ami Daniel Frachon, ancien secrétaire général de l'UNEF et premier fédéral des Yvelines, à venir candidater dans la nouvelle quatrième circonscription des Yvelines. Né en 1932 à Lyon, étudiant en sciences, Daniel Frachon milita à l'Association générale des étudiants de Lyon (AGEL), qui était alors la plus importante des associations qui composaient l'UNEF³⁴¹. D'abord chargé des sports, il en fut le vice-président chargé des questions matérielles début 1955 avant de devenir, de mars 1955 à avril 1956, le président de l'AGEL. Lorsque Michel de la Fourrière prit la tête de l'UNEF en juillet 1956, Daniel Frachon en devint le secrétaire général puis, d'avril 1957 à avril 1958, le vice-président chargé des questions matérielles³⁴². En 1966, il devient président de l'Uni-Club, une coopérative d'achats liée à l'UNEF. D'abord membre du PSA, il intègre le PSU à sa fondation dont il devient membre du bureau national en 1967 et trésorier national entre 1967 et 1970.

Cette quatrième circonscription est née d'un redécoupage opéré par la droite avec le but, selon Michel Rocard, de casser un bastion communiste yvelinois. Mais le redécoupage avait mis dans la même circonscription quatre des meilleures sections du PSU local, à savoir Marly-le-Roi, La Celle-Saint-Cloud, Le Chesnay et Villepreux, avec un potentiel de 450 militants mobilisables³⁴³. C'est un terrain d'atterrissage en or pour Michel Rocard. Se revendiquant de la « gauche nouvelle », il s'appuie sur une équipe qui met en place des comités de soutien dans plusieurs villes de la circonscription, notamment Louveciennes³⁴⁴. Pour accroître sa notoriété, une campagne d'affichage est organisée ainsi qu'une série d'articles dans la presse locale. L'idée de gauche nouvelle est importante pour Michel Rocard. Elle sera, sous plusieurs noms, une part incontournable de sa vie politique et de son positionnement. Il estime que « *les formes classiques de la vie politique et du travail des Partis ne suffisaient pas à rendre compte des multiples difficultés que soulève la vie collective pour chacun d'entre nous* », ce qui le conduit à penser que « *seule une force politique nouvelle pourrait prendre en charge ces réalités et assurer, par là-même, le renouvellement de la gauche* »³⁴⁵. C'est ce qui explique son adhésion et son engagement au PSU. En dépit d'une

340 Lettre de Robert Chapuis aux habitants du 14ème arrondissement de Paris, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 37, Robert Chapuis, candidat du PSU à Paris, 1967-1968, Fondation Jean-Jaurès

341 Notice « Le Maitron » de Daniel Frachon, <https://maitron.fr/spip.php?article50277>

342 Ibid

343 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.112

344 « Candidature Michel Rocard. Comité de soutien de Louveciennes », Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 11, *Parti socialiste unifié, PSU, national, 1967-1974*, Fondation Jean-Jaurès

345 Lettre de Michel Rocard, datée du 5 décembre 1966, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 11, *Parti socialiste unifié, PSU, national, 1967-1974*

campagne active, avec l'envoi de nombreuses lettres pour exposer sa vision des choses³⁴⁶, Michel Rocard est éliminé dès le premier tour. Avec 16,35 % des voix, il termine quatrième tandis que le second tour oppose le candidat gaulliste au candidat communiste.

Pour le second tour, le PSU est en capacité de faire élire sept de ses candidats, devenus candidats uniques de la gauche. Dans les autres circonscriptions, en vertu de l'accord passé avec le PCF et la FGDS, il soutient le candidat de gauche le mieux placé. Dans le 14^{ème} arrondissement de Paris, qui englobe les 15 et 16^{ème} circonscriptions, le PSU appelle à voter pour les candidats communistes, qui affrontent au second tour les gaullistes³⁴⁷. De façon générale, le Parti communiste ne joue pas vraiment le jeu avec les candidats du PSU alors que, à titre de comparaison, il retire douze de ses candidats au profit de candidats miterrandistes, pourtant arrivés derrière les siens³⁴⁸. Le 12 mars 1967, le PSU a néanmoins la satisfaction d'obtenir quatre élus : Pierre Mendès France à Grenoble, Guy Desson dans les Ardennes, Roger Prat dans le Finistère et Yves Le Foll dans les Côtes-du-Nord. C'est peu mais cela conforte la place du PSU sur la scène politique nationale.

La tonalité est positive au sein du PSU. Lucien Saintonge, spécialiste des scrutins électoraux propose une analyse optimiste : « *En ce qui concerne le PSU, la satisfaction est tout à fait permise, eu égard aux conditions dans lesquelles nous nous battions. La performance globale est honorable : en 1962, avec cent un candidats dont vingt-trois sans adversaire SFIO ou radical, 348 000 voix ; en 1967, avec cent trois candidats dont trente-six sans adversaire FGDS, 486 000 voix. Nous obtenons quatre élus dans des régions où l'implantation de la gauche est difficile et qui n'ont "basculé" que par l'effet de notre action incessante. Pour nous aussi, la mélancolie est injustifiée.* »³⁴⁹

Le CPN du PSU montre également sa satisfaction. Une résolution de politique générale³⁵⁰ se félicite que l'union de la gauche ait permis de fragiliser le régime gaulliste. Pour continuer sur cette lancée, le PSU annonce être décidé à continuer à agir pour l'unité et salue la proposition de constituer à l'Assemblée nationale une délégation permanente de la gauche. Par ailleurs, le CPN charge son bureau national de prendre contact avec la FGDS pour régler les questions relatives à l'appareil des députés PSU au groupe FGDS. Enfin, un congrès est convoqué pour les 23, 24

346 Lettre de Michel Rocard sur l'enseignement, datée du 20 janvier 1967, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 11, *Parti socialiste unifié, PSU, national, 1967-1974*

347 « Le PSU et le 2^{ème} tour », lettre non datée, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 37, *Robert Chapuis, candidat du PSU à Paris, 1967-1968*, Fondation Jean-Jaurès

348 BERGOUNIOUX Alain, « Le PSU dans la gauche (1962-1967) », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.104

349 « SAINTONGE Lucien, La gauche et les élections, *Tribune socialiste*, 23 mars 1967 », dans RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.124

350 « Résolution de politique générale », dans « *Tribune Socialiste*. N°320, 23 mars 1967 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1967/03/67-03-23-CPN-Resolution.pdf>

et 25 juin 1967 afin de déterminer l'orientation générale de la politique du PSU dans les mois à venir. En réalité, ces victoires du PSU ont lieu dans des secteurs bien précis, des secteurs où l'implantation locale du parti est particulièrement forte et ancienne. Deux des quatre députés élus proviennent de la Bretagne, une terre où le PSU possède un fort ancrage local, qui n'a cessé de croître. Dans le Finistère, le PSU a connu une certaine progression tout au long de la décennie 1960. Alors qu'il n'avait obtenu qu'un seul conseiller général en 1961, contre quatre pour la SFIO, il en obtient trois en 1964, soit autant que la SFIO³⁵¹. Dans les Côtes-du-Nord, la progression est encore plus nette. Le PSU passe de cinq conseillers généraux en 1961 à huit en 1964, contre quatre pour la SFIO et six pour le PC³⁵², ce qui en fait la première force de gauche au conseil général présidé par un grand nom de la Résistance : René Pleven. Sur le plan de l'ancrage municipal, le PSU des Côtes-du-Nord hérite des réseaux du PSA et revendique douze maires membres et dix-neuf maires sympathisants sur les quelques 390 communes du département. En 1965, le PSU compte dans ses rangs près d'une trentaine de maires et presque 500 conseillers municipaux, malgré une répartition inégale sur l'ensemble du département avec des zones de force comme l'arrondissement de Guingamp³⁵³.

Le « succès » du PSU aux élections législatives dans ces secteurs est donc à replacer dans un contexte précis et particulier. Plus encore, dans le Finistère, le député élu Roger Prat hérite d'une circonscription exceptionnelle car le député sortant n'était autre que François Tanguy-Prigent, le seul député sortant du PSU, qui lui a transmis le flambeau³⁵⁴. Dans les Ardennes, terre d'élection du nouveau député Guy Desson, la situation est également plutôt favorable au PSU. Dès sa fondation, le parti bénéficiait de certains atouts, avec une bonne base militante de près de 250 adhérents et plusieurs personnalités d'envergure, à commencer précisément par Guy Desson, ancien résistant, secrétaire général du journal socialiste *Le Populaire* à la Libération et cadre local de la SFIO pendant de nombreuses années³⁵⁵. Dans les Ardennes, le PSU connaît une poussée électorale croissante : après des résultats mitigés lors des élections cantonales de 1961 (où le PSU s'affirme néanmoins dans certains secteurs), le PSU s'impose lors des élections législatives de 1962 comme la deuxième force de gauche du département, derrière le Parti communiste³⁵⁶. Guy Desson arrive même en tête des candidats de gauche dans la troisième circonscription, avant d'échouer de peu au

351 BOUGEARD Christian, « Origines et implantations du PSU en Bretagne : les fédérations des Côtes-du-Nord et du Finistère », dans KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, Presses universitaires de Rennes, 2009, p.53

352 Ibid

353 Ibid

354 Ibid, p.55

355 BIGORGNE Didier, DEROCHE Gilles, « Les Ardennes, un bastion du PSU (1960-1971) », dans KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, op.cit, p.157

356 Ibid, p.162-163

second tour face au candidat gaulliste³⁵⁷. Lors des élections locales qui suivent, si le PSU peinent à obtenir des conquêtes, il maintient de bonnes performances : lors des cantonales de 1964, le PSU conserve ses deux conseillers généraux sortants et d'autres candidats franchissent la barre des 10 %. Enfin, lors des municipales de 1965, le PSU conserve ses villes et gagne les mairies de Francheval et Chevières, tout en obtenant des conseillers municipaux dans une série de communes³⁵⁸.

Donc, on le voit, le potentiel du PSU reste limité à des secteurs particuliers. Aussi, l'optimisme affiché par la direction du PSU n'est pas partagé par tous. Car, mathématiquement, le PSU reste le maillon faible de la gauche. Le PC gagne 32 sièges supplémentaires pour un total de 73, tandis que la FGDS progresse de 52 sièges pour un total de 116 députés, dont seize issus de la CIR³⁵⁹. Pour espérer peser dans le paysage politique, le PSU doit aller à rebours de sa propre identité : c'est un parti de militants, tourné vers des grands combats sociaux, implanté auprès d'une partie de la société civile et des syndicats. La politique politicienne, les élections et les questions d'apparatchik ne l'intéressent pas. Gérard Lindeperg se méfie tout particulièrement de ces grands barons de la SFIO qui n'hésitent pas à gérer leurs villes avec le centre-droit, comme Gaston Defferre à Marseille. Les PSU prônent le terrain. Ils ne veulent pas être un parti de notables et de barons, mais un parti représentatif de la société civile, qui convergerait avec *« les nouvelles forces vives qui s'affirmaient dans les luttes sociales au niveau des entreprises et dans le combat pour un autre cadre de vie dans les quartiers »*³⁶⁰. Pour Gérard Lindeperg, avant d'avoir des prétentions électorales, il faut apporter des solutions concrètes à des problèmes concrets.

Fort de ce succès, François Mitterrand resserre l'étau. Il lance une « délégation permanente des gauches » au Parlement, tandis que la question de la fusion des composantes de la FGDS pour faire un parti uni est posée. Pour le PSU, celle de l'intégration à la FGDS redevient prioritaire. Gilles Martinet y est toujours favorable. Pas Michel Rocard. Lui veut en priorité une recomposition idéologique et programmatique de la gauche au lieu de se perdre dans des préoccupations bassement et purement électoralistes³⁶¹.

357 Ibid, p.163

358 Ibid, p.163-164

359 KERGOAT Jacques, *Histoire du Parti socialiste*, op.cit, p.73

360 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.93

361 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.56

D) L'avènement de Michel Rocard : les fondements d'un courant politique

Le cinquième congrès organisé à Paris à la Maison de la métallurgie entre les 22 et 24 juin 1967 doit permettre de trancher cette question tortueuse. Un enjeu supplémentaire se rajoute. Comme il s'y était engagé, Édouard Depreux quitte le secrétariat général du parti, qui doit par conséquent élire un nouveau chef³⁶². Deux contributions sont initialement proposées. Celle de Gilles Martinet, soutenue par l'essentiel des cadres du PSU, prônant une association avec la FGDS. Mais la ligne de crête est étroite. Gilles Martinet ne prône pas une dissolution du PSU dans la FGDS. Il veut négocier avec les autres forces de gauche la création d'une confédération permettant à chaque parti de conserver son identité et sa spécificité, et permettant par la même occasion aux membres du PSU de ne pas se retrouver dans le même parti que Guy Mollet, argument qu'il rappelle à la tribune du congrès... une idée qui peut paraître étrange, car c'est exactement le format actuel de la FGDS, bien qu'elle ne rassemble que la gauche non-communiste. Pourtant, s'il veut d'abord une association avec la FGDS et un rapprochement avec le PCF, il concède que l'ultime étape sera la construction d'un « seul grand parti des travailleurs »³⁶³. En face, celle présentée par une poignée de dirigeants dont Michel Rocard et Marc Heurgon, en faveur de l'autonomie du parti. Leur motion ne rejette pas l'idée d'un grand parti uni de gauche, mais elle entend à ce que ce soit le PSU l'aiguillon de cette gauche rassemblée³⁶⁴, pas la FGDS qu'elle estime soumise à la SFIO de Guy Mollet, le Guy Mollet contre lequel le PSU s'est en partie fondé. Cette alliance de la carpe et du lapin entre Michel Rocard, visage de l'aile la plus centriste et modérée, et l'un des plus illustres représentants de l'aile gauche du parti témoigne de la place centrale acquise par la question du rapport à François Mitterrand dans les débats internes au PSU.

Statistiquement et numériquement, la première contribution semble promise à la victoire. Mais les divergences sont telles que la direction du parti craint une fracture irrévocable, dans un sens comme dans l'autre, qui ne ferait que conduire le parti dans l'abîme. Aussi, plusieurs cadres fédéraux appellent à s'appuyer sur la base militante pour proposer une troisième voie, un entre-deux entre ralliement à la FGDS et autarcie autonomiste. Ainsi, un troisième texte est déposé par Pierre Ringuet pour incarner ce juste milieu, avec le soutien de plusieurs cadres locaux du parti. Il soumet notamment l'idée que le PSU propose aux autres forces de gauche de créer des comités de liaison

362 JALABERT Laurent, « Le congrès des 23, 24 et 25 juin 1967 : vers un nouveau PSU ? », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.121

363 Ibid, p.123

364 Ibid, p.125

permanente pour rassembler partis et syndicats à tous les échelons et propose à la FGDS de constituer des comités consultatifs locaux pour que l'idée de fusion soit discutée à la base. L'étape suivante serait que le PSU fasse le bilan d'ici un an de ces initiatives pour constater si, oui ou non, la fusion avec la FGDS a du sens. Il s'avère que la base militante se révèle très attachée au parti et redoute une disparition pure et simple s'il venait à trop se rapprocher de la FGDS, qui suscite une grande méfiance, voire de l'hostilité. Les militants du PSU n'ont aucune confiance en la SFIO de Guy Mollet, force dominante de la FGDS et ne veulent pas prendre le risque de voir leur ligne éclipsée en interne face à François Mitterrand ou aux molletistes. Aussi, malgré le soutien de plusieurs ténors du parti, la motion Martinet ne rencontre que peu d'écho parmi les militants. A contrario, les textes 2 et 3 convergent. Le texte de Michel Rocard et Marc Heurgon est de surcroît appuyé par Édouard Depreux tandis que Pierre Mendès France manifeste son opposition à l'idée de rejoindre la FGDS, tout en évitant de prendre officiellement position³⁶⁵. L'association Rocard-Heurgon triomphe face à Gilles Martinet par 393 mandats contre 174³⁶⁶. Le PSU choisit l'autonomie et donc, la singularité.

Cette nouvelle majorité porte à la tête du parti Michel Rocard, ce qui est présenté par le parti comme un « nouveau départ »³⁶⁷. Ce dernier ne clôt pas le débat du ralliement à la FGDS. Pour Michel Rocard « *la vraie question qui se pose actuellement est celle-ci : comment assurer la victoire prochaine de la gauche et assurer en même temps l'efficacité, la durée et le succès de son prochain gouvernement ?* »³⁶⁸ La priorité est donnée à la ligne. Face à une série de problèmes, il s'agit de trouver des solutions « *non seulement des solutions neuves, ce qui est déjà difficile, mais des solutions socialistes. Cela veut dire des solutions qui imposent l'intérêt général à l'intérêt particulier, au besoin par l'expropriation et la nationalisation, des solutions qui comportent la plus grande décentralisation possible de la gestion pour assurer à la fois plus de démocratie et plus d'efficacité, enfin des solutions qui limitent puis redressent les inégalités sociales souvent scandaleuses qui caractérisent ce pays. Cela veut dire aussi des solutions précises, efficaces, éprouvées. Tels sont les traits de ce que nous avons appelé l'alternative socialiste* »³⁶⁹.

Gérard Lindeperg fut un des délégués présents au congrès. Sa fédération est divisée entre les partisans du rapprochement avec la FGDS et ceux qui veulent rester complètement autonomes.

365 COTTA Michèle, « P.S.U. La victoire des durs », *L'Express*, 26 juin-2 juillet 1967, dans DALBERT François, *Archives d'espoir. 20 ans de P.S.U.- 1960-1980*, op.cit

366 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.125

367 « Tribune Socialiste. N°334, 29 juin 1967 »

368 « Pour la victoire de toute la gauche. Éditorial de Michel Rocard », dans « Tribune Socialiste. N°332, 29 juin 1967. Spécial congrès », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1967/06/67-06-29-PSU-ROCARD-Gauche.pdf>

369 Ibid

Gérard Lindeperg est des premiers. Cela n'empêche pas les délégués du Rhône de voter pour la motion de Michel Rocard. Il déclare : «*Notre travail, à nous PSU, c'est de donner à la gauche une ossature idéologique ; nous devons proposer des solutions modernes, renforcer notre parti, porter nos débats dans les grands ensembles et les HLM. Après seulement nous envisagerons une association avec la FGDS*»³⁷⁰. Robert Chapuis se retrouve dans cette nouvelle majorité bien qu'il confie demeurer au PSU davantage par amitié pour Michel Rocard que par engouement pour le parti, qui peine à trouver une voie et une voix³⁷¹.

Ce congrès marque par conséquent un tournant. Il commence à se former une orientation de référence dont Michel Rocard est le pivot, une voix singulière à gauche qui s'empare d'enjeux nouveaux, comme l'urbanisme ou la condition féminine³⁷², avec notamment la création d'une commission nationale des problèmes féminins composée de trente membres. En revanche, Jean Poperen et ses proches, dont Colette Audry, qui avaient déjà dénoncé le «*néosocialisme d'inspiration technocratique*» de Michel Rocard³⁷³, prennent un nouveau virage. Le 24 octobre 1967, à l'occasion d'une réunion publique, ils fondent l'Union des groupes et clubs socialistes (UGSC). En conséquence, Jean Poperen est exclu du PSU le 21 décembre 1967. L'UGSC entame alors un processus de rapprochement avec la FGDS. Lors d'une conférence de presse le 11 janvier 1968, Jean Poperen explique sa volonté de voir la dynamique unitaire se concrétiser en un accord politique³⁷⁴. D'autres cadres, soutiens de Gilles Martinet et membres du bureau national quittent également le parti. C'est le cas par exemple de Pierre Bérégovoy ou de Daniel Mayer. Gilles Martinet, de son côté, ne quitte pas le PSU, mais regroupe ses soutiens dans un courant interne qui continue de prôner une association entre le PSU et le clan mitterrandiste³⁷⁵.

Michel Rocard est par conséquent le chef d'un parti fragmenté et vidé de plusieurs de ses principales figures. Mais il peut s'appuyer sur son premier cercle, un réseau de fidèles, actant les prémices d'un long compagnonnage pour la plupart d'entre eux : Robert Chapuis, Gérard Lindeperg, Claude Evin, Daniel Frachon, Jean Le Garrec, Pierre Bourguignon³⁷⁶, Jean-François Merle, Alain Richard, Jean-Pierre Sueur, Michel de la Fourrière, François Borella... les membres de cette garde rapprochée partagent des points communs, mais ont également des différences. Sur le plan générationnel, il y a quelques écarts. Jean Le Garrec, François Borella, Robert Chapuis, Michel

370 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.92

371 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit , p.40

372 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.125

373 Ibid, p.110

374 POPEREN Jean, *L'unité de la gauche 1965-1973*, op.cit, p.73

375 BERGOUNIOUX Alain, « Le PSU dans la gauche (1962-1967) », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.104

376 Né en 1942, scout durant ses jeunes années, il a rejoint le PSU en 1961

de la Fournière et Daniel Frachon sont nés entre 1929 et 1933. Dans une certaine mesure, Gérard Lindeperg est proche en âge de ce groupe, lui qui est né en 1938. En revanche, Jean-Pierre Sueur et Alain Richard sont bien plus jeunes, étant respectivement nés en 1947 et 1945. Symboliquement, ils n'ont pas connu la guerre et n'ont pas participé aux mêmes premiers combats que les aînés. En effet, un des ciments des plus « vieux » rocardiens est l'anti-colonialisme alimenté par les luttes qui ont marqué l'époque, à l'image de la guerre d'Algérie, entraînant un effet générationnel marqué qui renforce la cohésion du groupe. Nous l'avons vu, François Borella, Robert Chapuis, Michel de la Fournière, Daniel Frachon et Gérard Lindeperg ont en commun leur militantisme contre la guerre d'Algérie et la politique française menée en la matière. Aussi, ces rocardiens de la première heure n'ont pas fréquenté, dans leurs jeunes années, les mêmes réseaux de sociabilité. Robert Chapuis, Michel de la Fournière, Daniel Frachon et François Borella se sont fréquentés au sein de l'UNEF. Plus encore, Robert Chapuis, Michel de la Fournière et François Borella ont tous les trois été membres de la JEC, contrairement à Daniel Frachon et Gérard Lindeperg, qui a, comme nous l'avons vu, un parcours un peu différent. En revanche, chose intéressante, Jean-Pierre Sueur, comme Robert Chapuis, Michel de la Fournière et François Borella, est engagé au sein de la JEC durant ses études, quelques années après eux. C'est d'ailleurs dans ce cadre qu'il fait la rencontre de Michel Rocard et qu'il est séduit par ce qu'incarne ce dernier, une « *nouvelle gauche* »³⁷⁷ qui rompt avec l'image de la SFIO. On voit ainsi se dessiner en filigrane une histoire plus ou moins commune, des racines antérieures à l'engagement rocardien et similaires audit courant rocardien en structuration.

Après le scrutin de 1967, Robert Chapuis prend un peu de distance avec le monde des clubs, qu'il connaît bien, pour prendre des responsabilités au sein du PSU : il en intègre le bureau national et devient secrétaire national pour les questions de l'enseignement et de la jeunesse. Le contexte international, avec la guerre du Viêt-Nam, et national, avec notamment une forte augmentation du chômage, conduit les divers partis de gauche à s'interroger sur quelle alternative proposer au pouvoir gaulliste. Le PSU, par la volonté de Michel Rocard, veut profiter de ce contexte d'ébullition intellectuelle pour devenir une boussole idéologique et ainsi se démarquer à la fois de la FGDS et du PC. Le PSU se plonge d'ailleurs dans une réflexion autour de quatre grands axes définis dans la motion 2 lors du dernier congrès : l'emploi dans les pays industrialisés, France comprise, les questions liées à l'urbanisme, la jeunesse et l'enseignement et enfin, la lutte contre l'impérialisme, américain en tête³⁷⁸. Alors que le PSU avait entamé des discussions avec le PCF, l'annonce soudaine

377 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

378 JALABERT Laurent, « Le congrès des 23, 24 et 25 juin 1967 : vers un nouveau PSU ? », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.129

le 24 février 1968 d'un accord programmatique entre les communistes et la FGDS semble tout remettre en question. Le PSU avait été tenu à l'écart de ces échanges par volonté de la FGDS. Une marginalisation qui ne facilite pas la stratégie de Michel Rocard. Cette dernière semble même se diriger vers une impasse, puisque les quatre députés élus sous l'étiquette du PSU³⁷⁹ ne tardent pas à s'apparenter au groupe de la FGDS. Guy Desson, député des Ardennes et proche de Jean Poperen l'a d'ailleurs suivi en quittant le parti l'année précédente. Ce rapprochement à l'Assemblée nationale pourrait être interprété comme un premier pas vers l'absorption du PSU par la FGDS dans la perspective des élections, présidentielles et législatives, de 1972. Mais la direction du parti ne s'en formalise pas car ses cadres constatent à quel point cet accord entre la FGDS et les communistes est bancal. En effet, de nombreuses dissonances subsistent sur plusieurs points, notamment la politique économique à mener ou le rapport avec les États-Unis.

Aussi, le PSU décide de travailler son propre corpus. En février 1968, plusieurs personnalités du PSU participent à un colloque organisé à Cachan sur la gauche et l'Europe. Michel Rocard y participe. Dans son intervention, il exprime son scepticisme sur l'évolution de la construction européenne, qui selon lui, avec le Traité de Rome, suit les pas du modèle américain fondé sur le capitalisme néo-libéral et détaille à quoi devrait ressembler une politique socialiste à l'échelle européenne. Puis, au moins de mars, le PSU organise à Versailles un conseil national consacré à l'emploi et aux luttes sociales. S'appuyant sur des remontées de terrain orchestrées par les fédérations, trois rapports sont élaborés : *Les Problèmes du plein-emploi*, *Les Relations entre partis et syndicats* et *La Défense des droits syndicaux*³⁸⁰. Le travail de fond opéré par le PSU depuis près d'un an lui a permis de forger un corpus politique qui lui est propre, dans l'optique du « Front socialiste ». Ce travail intense lui octroie une certaine progression. A la fin de l'année 1967, le PSU affiche 11 540 adhérents, soit une augmentation de 1553 de plus par rapport à 1966, avec des départements particulièrement marqués par cette croissance comme les Bouches-du-Rhône, le Nord, l'Isère et Paris³⁸¹.

Maintenant que le PSU est tenu par Michel Rocard, qui a décidé d'une orientation stratégique offensive, le parti s'efforce de saisir toutes les opportunités qui se présentent pour ancrer sa place dans l'échiquier politique et demeurer un acteur de la gauche reconnu et incontournable. Si

379 Pierre Mendès France en Isère, Yves Le Foll dans les Côtes-du-Nord, Roger Prat dans le Finistère, Guy Desson dans les Ardennes

380 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.128

381 « Note d'information n°11, 22/1/1968, Archives du PSU, Centre d'accueil et des recherches des Archives nationales (CARAN) 581AP/32. Dossier 112. », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.171

la tâche est compliquée, Michel Rocard peut compter sur la loyauté et l'appui de ses fidèles rocardiens, qui n'ont pas peur de s'exposer pour défendre leurs convictions.

III) Une série de coups d'éclat rocardiens

Le PSU pense trouver une concrétisation de son discours politique dans l'éclatement du mouvement de Mai 68. Soutenant avec ardeur les revendications dudit mouvement, le PSU s'efforce d'apparaître non pas comme un récupérateur opportuniste mais comme celui capable de devenir une concrétisation politique, une émanation. L'essoufflement du mouvement est un premier coup dur pour le PSU, qui sort laminé des élections législatives anticipées de juin 1968. Pourtant, Michel Rocard et ses proches parviennent à entretenir une certaine dynamique. La candidature de Michel Rocard à l'élection présidentielle lui permet de se faire connaître du grand public et de poser ses thématiques dans le débat public. La notion rocardienne est néanmoins toujours un peu brumeuse, Michel Rocard n'étant pas le candidat d'un courant mais d'un parti, toujours aussi hétérogène. En dépit d'un score jugé décevant par certains de ses proches, l'élection présidentielle devient un tremplin pour Michel Rocard et lui permet de réussir un coup politique spectaculaire : une élection comme député face à un baron du gaullisme.

A) La tempête du printemps 1968

1) Le PSU, partie prenante de Mai 68

Mai 68 chamboule la scène politique dans son intégralité et bouscule la société française³⁸². L'UNEF, qui se révèle rapidement comme un acteur central du mouvement de contestation du pouvoir gaulliste, fait partie de la galaxie PSU en raison de l'engagement passé, évoqué plus haut, de plusieurs cadres proches de Michel Rocard, à l'image de Robert Chapuis, Michel de la Fourrière ou François Borella. Elle est intégrée à un réseau d'échange réunissant syndicalisme ouvrier mais aussi universitaire, dans un schéma correspondant à l'idée du Front socialiste. Elle s'intéresse de très près à la question du travail étudiant, avec l'idée avancée par son président Michel Mousel d'un « salaire étudiant »³⁸³. Une thématique dans laquelle s'investit également le PSU. Robert Chapuis anime notamment une commission spéciale au PSU pour réfléchir sur les questions liées à l'enseignement.

382 DANSETTE Adrien, *Mai 1968*, Plon, 1971, 473 p.

383 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.140

Le milieu universitaire est secoué par la lutte dès le mois de février³⁸⁴. Les étudiants membres du PSU, les ESU, qui dominent l'UNEF, sont immédiatement mobilisés. Le parti lui-même est à l'avant-garde, et bénéficie d'une importante couverture médiatique. Il peut s'appuyer sur ses réseaux militants, souvent engagés dans les milieux syndicaux, et ses bonnes relations avec la CFDT, pour tenter d'orienter le mouvement vers un cap révolutionnaire. Mais il est en concurrence avec le Parti communiste, qui dispose également d'un bon ancrage dans les réseaux syndicaux et surtout, de bataillons de militants plus conséquents. Seulement, le parti communiste se montre rapidement frileux. La fermeture de l'université de Nanterre est un premier accélérateur. Le 3 mai, un meeting organisé dans la cour de la Sorbonne en soutien à Daniel Cohn-Bendit est interrompu par la police, appelée par le recteur. La situation dégénère en affrontement entre forces de l'ordre et manifestants. Georges Marchais dénonce alors dans *L'Humanité* un mouvement « dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit » et « ces faux révolutionnaires [qui] doivent être démasqués, car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes »³⁸⁵.

Aussi, tandis que le PSU s'affirme comme un acteur essentiel du mouvement naissant³⁸⁶, le PCF fait preuve de retenue, quitte à servir indirectement le pouvoir gaulliste. Après de nouveaux heurts entre manifestants et forces de l'ordre lors de manifestations les 6 et 7 mai, auxquelles ne prennent pas part les étudiants communistes, Marc Heurgon dénonce l'attitude du Parti communiste qui « a tout fait pour isoler le mouvement étudiant de la classe ouvrière. [...] Plus généralement, parce qu'il ne croit pas à la possibilité de mettre dès maintenant en cause les structures du capitalisme français, le PC se condamne à récuser par des moyens contestables l'apport de ceux qui n'acceptent pas de limiter leurs perspectives à une restauration démocratique et bourgeoise »³⁸⁷.

Cette attitude du PCF permet au PSU de prendre toute la lumière et se glisser dans le débat public ses thématiques de prédilection. On ne parle pas encore de l'autogestion, mais toute la philosophie est là. Le 8 mai, le mouvement de jeunesse du PSU lance un appel : « L'université aux étudiants ! L'usine aux travailleurs ». Le 9, le parti communique sa « solidarité totale » et appelle « ses militants dans les Facultés et dans les Lycées à se mobiliser toujours plus intensément sous la direction que le mouvement étudiant s'est donnée et qui est la seule qualifiée pour déterminer les formes de son combat »³⁸⁸. Par la même occasion, il invite tous ses sympathisants à se joindre à la

384 SIRINELLI Jean-François, *Mai 68. L'évènement Janus*, Fayard, 2008, 330 p.

385 Ibid, p.143

386 GILLET Jean-Claude, *Mai 68 et le PSU. La pensée, l'action et la représentation de Mai 68 dans le Parti socialiste unifié*, Graffric- Bruno Leprince, 2017, 292 p.

387 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.144

388 VIGNA Xavier, « Un chef d'orchestre ? Le PSU en mai-juin 1968 », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et*

grande manifestation organisée le 10 mai 1968 par l'UNEF. Ce jour-là, de nouveaux violents affrontements opposent les manifestants et les forces de l'ordre. Le CPN se réunit alors les 11 et 12 mai 1968 et adopte unanimement une résolution revenant sur sa conception de la lutte qui se joue :

« Il est essentiel que ces luttes soient reliées étroitement au combat que mène l'ensemble des travailleurs pour la mise en cause du système :

- dans l'entreprise, soumise à l'autorité patronale,

- dans leur emploi, entièrement dépendant des mécanismes de réalisation du profit capitaliste,

- dans leur vie familiale, en tant que parents condamnés à voir leurs enfants enfermés dans les mécanismes qui les élimineront au profit des fils de la bourgeoisie,

- dans leur vie entière, soumise aux pressions d'une "société de consommation" dont justement les étudiants contestent à la fois les formes culturelles et économiques »³⁸⁹.

Dans le même temps, le PSU encourage ses militants à participer au mouvement du 13 mai 1968. La manifestation organisée par l'UNEF, est un vaste succès populaire. Tandis que les dirigeants communistes demeurent désemparés par le développement de la contestation, qui leur échappe, le PSU organise le soir même un meeting à la Mutualité lors duquel ses chefs, dont Michel Rocard proclament leur soutien aux mouvements étudiants.

Mais dans le même temps, tandis que la contestation se répand dans le pays, dans des milieux variés, le PSU se révèle lui aussi débordé par l'ampleur du mouvement, sous plusieurs prismes. D'abord, dans son rapport de force avec le Parti communiste, dont les relais cégétistes tentent de noyauter les mouvements de grève pour les réorienter. Or, le PSU ne dispose pas des mêmes effectifs que le Parti communiste. Michel Rocard se souvient : *« Face à L'Humanité qui nous cognait dessus tous les jours et qui constituait une force de frappe considérable, nous ne disposions avec TS que d'un hebdomadaire à faible tirage. Nous nous sommes alors trouvés confrontés à la Fédération du livre CGT. Voulant empêcher la parution de Tribune socialiste, elle met successivement en grève les diverses imprimeries de labeur, puis tente de paralyser les livraisons de papier du PSU. Finalement, pour régler le problème, la décision est prise d'étendre la grève à toute la presse hebdomadaire, à l'exception bien entendu de L'Humanité Dimanche. TS sera imprimé en Belgique et pour l'amener en France il a fallu que les transporteurs forcent le barrage des camions CGT »³⁹⁰.*

Dans le même temps, le PSU est victime de son succès. Contre les lois d'un État jugé réactionnaire, contre l'oppression d'une société dénoncée comme capitaliste et centralisée, le PSU

postérité, op.cit, p.175

389 *« Le Courrier du PSU, septembre 1968 », dans RAVENEL Bernard, Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989, op.cit, p.145*

390 *« Entretien avec l'auteur », dans RAVENEL Bernard, Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989, op.cit, p.147*

avait lancé un appel à la constitution de comités d'action populaire par la diffusion d'un tract réalisé en plus d'un million d'exemplaires³⁹¹. Un bulletin d'adhésion est joint au tract³⁹². Le parti connaît une vague d'adhésions mais l'afflux est tel que les lignes téléphoniques sont saturées, empêchant le siège parisien de la direction, situé au 81 rue Mademoiselle, de coordonner efficacement les actions en province. Le succès est particulièrement fort en Bretagne : dans les Côtes-du-Nord, le PSU double son nombre d'adhérents et dans le Finistère, le nombre de membres connaît une progression de près de 45 %³⁹³. Mais les nouveaux arrivants sont souvent des jeunes, très engagés dans les luttes sociales, avec des positions très radicales qui amorcent un virage à gauche du parti. Pareillement, les retours de terrain vers la direction ne sont pas très efficaces. Alors que l'ampleur du mouvement ne faiblit pas, le parti doit préciser son attitude et sa stratégie. Le 17 mai, le Bureau national adresse à tous ses cadres fédéraux une note d'information définissant le comportement du parti :

« 1) *apporter son soutien inconditionnel aux revendications des étudiants, des ouvriers et des paysans, en respectant l'autonomie de décision des organisations représentatives. [...] Le parti en tant que tel doit soutenir publiquement ces actions sans chercher à les canaliser ni à s'y substituer;*
2) *diffuser dans tous les milieux les thèmes politiques d'ensemble du mouvement, dans le but de réduire tout décalage entre l'action des étudiants et des secteurs sociaux de pointe d'une part, l'ensemble de la population d'autre part [...]* ;

3) *approfondir le contenu politique du mouvement, en insistant sur les thèmes communs entre luttes étudiantes, ouvrières et paysannes, c'est-à-dire essentiellement sur la contestation de l'autoritarisme et la revendication du pouvoir, du contrôle direct des étudiants, des travailleurs, des citoyens sur les décisions qui les concernent.* »³⁹⁴

La ligne de crête est étroite. Le PSU ne doit pas apparaître comme opportuniste et arriviste, désireux de récupérer ou d'exploiter le mouvement. Il veut apparaître comme sa composante et son prolongement politique, capable de lui offrir un débouché concret.

391 « Le PSU préconise la création de comités d'action populaire », *Le Monde*, 21 mai 1968

392 Tract « Appel du Parti Socialiste Unifié », dans DALBERT François, *Archives d'espoir. 20 ans de P.S.U.- 1960-1980*, op.cit

393 BOUGEARD Christian, « Origines et implantations du PSU en Bretagne : les fédérations des Côtes-du-Nord et du Finistère », dans KERNALÉGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, op.cit, p.55

394 « Note d'information n° 12, 17 mai 1968, *Archives du PSU, AN 581 AP/8*», dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.175-176

2) L'occasion manquée du projet de transition socialiste : un échec pour le PSU

La situation est encore trop opaque pour percevoir le moindre horizon. Tandis que le Parti communiste continue de dénigrer les étudiants et se range derrière l'idée d'une grande négociation sociale réclamée par le gouvernement et le patronat, le PSU, la CFDT et l'UNEF s'arc-boutent sur leur propre position. Mais le 22 mai 1968, la CGT et la CFDT signent un communiqué commun annonçant leur volonté de négocier avec le gouvernement sur les revendications ouvrières.

De son côté, le PSU refuse toute négociation sociale qui ne donnerait pas satisfaction aux revendications à l'origine du mouvement. Par la voix de l'UNEF, il appelle à la manifestation le 24 mai 1968 gare de Lyon pour poursuivre la mobilisation autour des revendications politiques du mouvement : « *L'UNEF appelle l'ensemble des étudiants, enseignants et lycéens, à se rassembler aujourd'hui 24 mai à 19 heures, gare de Lyon. Elle appelle les travailleurs à participer massivement à cette manifestation. Le PSU considère qu'une telle manifestation revêt une signification politique importante alors que la démonstration est faite de l'inexistence d'une solution parlementaire et que le risque apparaît de l'enlisement du mouvement populaire dans des revendications sans rapport avec ses ambitions et ses dimensions* »³⁹⁵. Après avoir incité leurs membres à ne pas y participer, le PCF et la CGT décident d'organiser leur propre manifestation, le même jour, mais avec des mots d'ordre et un trajet différents. Si la manifestation de l'UNEF, forte de 50 000 participants, est un succès et rassemble aussi bien étudiants que membres du prolétariat, un nouvel affrontement éclate avec les forces de l'ordre. Aussitôt, certains membres du PSU réclament l'organisation dès le lendemain d'une nouvelle manifestation. Le Bureau national se réunit en urgence et, à une voix près, vote pour ne pas organiser la manifestation. Michel Rocard et Robert Chapuis font partie de ceux qui se sont opposés à l'idée³⁹⁶. Pour Michel Rocard, l'idée d'une nouvelle manifestation sur la voie publique est dangereuse et risque de dégénérer. Il ne veut pas renoncer à la protestation, mais trouver un cadre plus sûr, donc une manifestation en lieu fermé³⁹⁷. Il est ainsi décidé d'organiser un meeting le 27 mai 1968.

La veille, pendant que les négociations de Grenelle entre syndicats, patronat et gouvernement battent leur plein, est tenue une réunion regroupant les membres du Bureau national, quelques membres importants du PSU extérieurs au BN comme Pierre Mendès France, le vice-président de l'UNEF Jacques Sauvageot, ou Gilles Martinet ainsi que des représentants de la CFDT

395 « Communiqué du Bureau National », dans « Tribune Socialiste. N°373, 23 mai 1968 », https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1968/05/68-05_PSUCommunique.pdf

396 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.150

397 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.131

(dont Edmond Maire) et de FO. Le conclave entre les différentes chapelles du mouvement doit permettre de trancher la question de l'intérêt d'une stratégie commune pour donner une concrétisation politique finale. Aucun consensus n'émerge, chacun ayant une lecture et analyse différentes de la situation. En dépit de ces divergences, le BN du PSU pense à élaborer un programme pour un gouvernement de transition vers le socialisme, porté par Pierre Mendès France. Ce dernier n'est pas vraiment enthousiaste. Il ne ferme pas la porte mais n'accepte pas formellement non plus. Cela n'empêche pas le BN de ratifier ce manifeste, mélange d'analyse des événements et de programme politique, afin de prendre le pouls de l'opinion. L'objectif est aussi de récolter les signatures d'adhésion des militants emblématiques du mouvement afin de le présenter comme un courant politique uni suffisamment fort pour être la locomotive d'un front de gauche.

Il n'y a pas que parmi les rangs du PSU que l'option Pierre Mendès France émerge. Même l'aile gauche du mouvement gaulliste et Pierre Abelin, président du groupe Centre démocrate, évoquent son nom³⁹⁸. La fièvre méndésienne gagne même la FGDS. Lors de la réunion du Bureau de la FGDS le 25 mai, les radicaux avaient clairement pris position pour Pierre Mendès France, lui-même issu du Parti radical, et certains socialistes, comme Gaston Defferre, approuvent, voyant en Mendès France le garant de l'union nationale³⁹⁹. Encouragé par cette dynamique, Pierre Mendès France assiste le 26 mai à une réunion de l'appareil du PSU et ne ferme plus la porte à prendre ses responsabilités, si tous les opposants au gaullisme se coalisent derrière lui⁴⁰⁰. Le PSU croit alors tenir le moment idéal pour le sacre de Pierre Mendès France : le rassemblement prévu le lundi 27 mai au stade Charléty. Pourtant, d'après Michel Rocard, Pierre Mendès France serait hésitant. Michel Rocard lui rédige alors une proposition de discours, en deux parties : l'une sur les solutions à apporter aux revendications du mouvement de contestation, l'autre sur des réformes politiques à conduire⁴⁰¹. Pierre Mendès France le refuse mais accepte de participer à la dernière réunion du PSU avant le grand moment. Le cortège rassemble plus de 50 000 manifestants. Voulant profiter de la grande ferveur anti-gaulliste qui agite l'assistance, des partisans de Pierre Mendès France tentent de le pousser des bords de la tribune jusqu'au micro pour qu'il soit investi par la masse populaire. Mais, selon Jean Poperen, l'aile la plus à gauche du rassemblement l'en empêche⁴⁰². Selon Jean-Paul Huchon, c'est Pierre Mendès France lui-même qui refuse de s'exposer⁴⁰³, une version confirmée par Michel Rocard⁴⁰⁴. Dans tous les cas, c'est un échec pour le PSU.

398 POPEREN Jean, *L'unité de la gauche 1965-1973*, op.cit, p.134

399 Ibid, p.135

400 Ibid

401 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.132

402 POPEREN Jean, *L'unité de la gauche 1965-1973*, op.cit, p.140

403 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.103

404 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.135

Le 28 mai 1968, la direction du PSU publie un communiqué qui constate « *l'impuissance croissante du régime gaulliste et de la direction communiste à faire rentrer les choses dans l'ordre et à sauver le gouvernement. La vacance du pouvoir est de plus en plus évidente. La tâche la plus urgente aujourd'hui est donc de provoquer la mise en place d'un pouvoir de transition vers le socialisme. Pour le préparer sur des bases démocratiques, il faut organiser le mouvement actuel en multipliant les Comités d'action populaire, instruments tout à la fois de lutte contre le régime gaulliste et d'élaboration des futures structures du pouvoir* »⁴⁰⁵. Le chef d'orchestre de ce front serait bien sûr Pierre Mendès France, chargé de former une équipe gouvernementale capable de répondre aux revendications du mouvement. Mais, si l'on croit la version de l'histoire décrite par Michel Rocard, ces plans paraissent irréalisables. D'ailleurs, Pierre Mendès France refuse ce rôle et de signer, se disant en désaccord avec le cap politique fixé. Le PSU perd alors sa figure amirale et dès lors, la main dans le rapport de forces interne à la gauche.

Dans le même temps, François Mitterrand se sent pousser des ailes, et se les brûle. Dans la matinée du 28 mai, il convoque la presse et lit une déclaration où il annonce pêle-mêle que le général de Gaulle sera contraint de quitter le pouvoir suite à un référendum, qu'il faudra mettre sur pied un gouvernement provisoire qui assurera l'intérim sous l'autorité du président du Sénat Gaston Monnerville, que l'Assemblée nationale sera dissoute et qu'il est candidat à la présidence de la République. Cette annonce est le mot de trop et soulève des protestations. Dès lors, le mouvement anti-gaulliste s'essouffle. La CGT organise une manifestation le 29 mai à laquelle la CFDT et le PSU, par vote du BN le 28 au soir, refusent de se joindre. Un refus qui ressemble à une occasion manquée. En effet, le 29 au matin, il est révélé que le pouvoir est vacant puisque le général de Gaulle a disparu ! Dans l'après-midi, Pierre Mendès France rencontre l'état-major de la FGDS. Il évoque notamment la possibilité d'un gouvernement de transition rassemblant Guy Mollet, François Mitterrand, Gaston Defferre et même Valéry Giscard d'Estaing⁴⁰⁶... puis le soir, il voit quelques figures du PSU, dont Michel Rocard. Mais tous ces échanges ne débouchent sur rien. Néanmoins, au soir, le PSU publie un communiqué au ton triomphant : « *La victoire est à portée de la main. De Gaulle et son régime chancellent. Il faut, au cours des prochaines journées liquider les derniers bastions du gaullisme et s'opposer à toute tentative de sauver le régime. Dans ce but, il est nécessaire de mobiliser les forces populaires, d'organiser de grandes manifestations de rue, d'affirmer de nouveaux pouvoirs dans les usines, les universités et les municipalités [...]* La mise en

405 VIGNA Xavier, « Un chef d'orchestre ? Le PSU en mai-juin 1968 », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, 2013, p.178

406 POPEREN Jean, *L'unité de la gauche 1965-1973*, op.cit, p.147

place de structures gouvernementales provisoires est désormais au centre des préoccupations de la gauche »⁴⁰⁷.

Le 30 mai, le Général fait une déclaration où il annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et son maintien au pouvoir. Peu après, une gigantesque manifestation de soutien au président de la République défile sur les Champs-Élysées. Le rapport de force est définitivement inversé. Le retour du Général est un franc succès qui se jumelle avec le retour de l'ordre. Ce retour progressif au calme est le premier argument électoral des gaullistes pour les élections législatives convoquées les 23 et 30 juin. Tandis que le PSU entend toujours représenter une concrétisation politique du mouvement de Mai, cet inversement du rapport de force marque un coup d'arrêt à la dynamique.

3) Le second souffle étouffé : les législatives de juin 1968

Le PSU se prépare à partir seul au combat. L'objectif initial est de présenter des « *candidats du PSU ou soutenus par le PSU, sans aucun cumul d'investiture, dans toutes les circonscriptions de France* »⁴⁰⁸. Et il espère pouvoir construire quelque chose à partir de son engagement dans le mouvement de Mai 68. Dans son communiqué du 29 mai, le PSU disait assumer « *l'intégralité des revendications de ce mouvement. L'objectif reste la reconnaissance du pouvoir des étudiants, des enseignants et des travailleurs dans leurs entreprises ; il reste celui de l'instauration d'un régime de transition vers le socialisme, rompant avec les structures de l'État capitaliste* »⁴⁰⁹. Loin de renier ces revendications, l'objectif du PSU est de récupérer les restes du mouvement afin de grossir ses rangs, étendre son maillage et se positionner comme le prolongement politique des événements de mai, sa suite logique pour tous ceux qui y avaient placé leurs espoirs. Selon Michel Rocard, il s'agit de « *tirer du mouvement de mai une force politique cohérente* »⁴¹⁰. Une entreprise qu'il estime capable de surpasser celle de François Mitterrand. Le PSU fait le choix d'une stratégie « *mouvementiste* » selon laquelle si la lutte électorale est indispensable, elle ne saurait suffire et doit être accompagnée par d'importants mouvements sociaux⁴¹¹. Pour beaucoup de membres du PSU, il n'est plus temps de négocier des accords électoraux mais de « *construire une nouvelle force*

407 Communiqué du BN du PSU daté du 29 mai 1969, 23h30, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 12 : PSU, Loiret, 1968-1974, Fondation Jean-Jaurès

408 « Lettre de Michel Rocard à Jean-François Kesler, 3/6/1968, Archives du PSU, AN 581 AP/8 », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, 2013, p.179

409 Communiqué du BN du PSU daté du 29 mai 1969, 23h30, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 12 : PSU, Loiret, 1968-1974, Fondation Jean-Jaurès

410 ROCARD Michel, *Le Cœur à l'ouvrage*, Éditions du Stock, op.cit, p.55

411 BATTEUX Nicolas, « Michel Rocard député PSU (1969-1973) », colloque « Michel Rocard et le Parlement », Hôtel de Lassay, 19 juin 2023

révolutionnaire en rupture avec le stalinisme du PCF et avec ce qui apparaissait comme les impasses de la social-démocratie incarnée par la SFIO et une partie de la FGDS »⁴¹². Une décision vivement critiquée par Pierre Mendès France, qui déplore par ailleurs que le parti soit en train de tomber entre les mains de sa frange la plus radicale et préfère s'obstiner dans une croisade solitaire plutôt que de chercher l'union des forces de gauche. Il s'en exprime auprès de Michel Rocard, déplorant une faute stratégique. Pierre Mendès France annonce en interne, pour ne pas parasiter la campagne, son intention de quitter le parti dès la fin de la période électorale⁴¹³.

Le PSU doit aussi faire face à plusieurs obstacles extérieurs. En premier lieu, son isolement. Les cadres du PSU, comme Michel Rocard, ont beau estimer qu'ils ne peuvent pas se permettre de brouiller leur message en s'alliant avec la FGDS ou les communistes, mais mathématiquement, la division de la gauche peut leur porter préjudice. Le Parti communiste les attaque à ce sujet, les taxant de diviseurs qui participent au « *concert anticommuniste* »⁴¹⁴. Aussi, il appelle tous les électeurs qui veulent mettre un terme au régime gaulliste à voter communiste dès le premier tour. Le PSU leur rend la pareille par la voix de Michel Rocard qui juge que « *le Parti communiste a contribué délibérément au maintien en place du régime gaulliste* »⁴¹⁵. Par ailleurs, le PSU ne dispose pas des moyens financiers suffisants⁴¹⁶ pour une campagne d'une telle ampleur, ni des ressources humaines adéquates. Certes, le PSU a connu un gonflement du nombre d'adhérents mais cela ne fait pas tout. Le parti n'a pas assez de candidats potentiels expérimentés ou suffisamment implantés. Or, le PSU se montre assez ambitieux en présentant entre 215 et 317 candidats⁴¹⁷ sous son étiquette à travers toute la France. Pour la plupart, ce sont des personnes investies en urgence, ou des parachutés sans connaissance du terrain. Le PSU est lucide et ne s'attend pas à faire élire des dizaines de députés mais compte sur cette campagne pour approfondir son enracinement et poser des jalons pour la suite. Dans le Loiret, le PSU investit des candidats dans trois circonscriptions sur quatre, dont les deux circonscriptions qui englobent la ville d'Orléans. Michel de la Fournière est candidat dans la 1^{ère} circonscription, Michel Gond, dans la deuxième. Les deux candidats organisent une réunion le 20 juin pour présenter leur démarche, leurs idées et leurs perspectives. L'assemblée est essentiellement composée de jeunes de moins de 35 ans⁴¹⁸.

412 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit , p.96

413 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.144

414 « Pour battre le gaullisme non aux diviseurs », tract du Parti communiste, juin 1968, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 37, Robert Chapuis, candidat du PSU à Paris, 1967-1968, Fondation Jean-Jaurès

415 « Rocard à l'ORTF, le 18 juin 1968 », dans POPEREN Jean, *L'Unité de la gauche 1965-1973*, op.cit, p.168

416 NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, op.cit, p.183

417 Le nombre d'investis varie selon les témoignages.

418 « Le PSU : nous voulons une démocratie socialiste fondée sur le respect de l'homme », *La Nouvelle République*, 20 juin 1968, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 13, PSU, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970*, Fondation Jean-Jaurès

Michel de la Fournière met en avant sa complémentarité avec son suppléant, Augustin Cornu : « *Un universitaire et un ouvrier qui, avec d'autres camarades agriculteurs, employés, cadres et étudiants font équipe pour chercher à tous les problèmes des solutions neuves* »⁴¹⁹. La nouveauté, l'innovation sont le principal angle de bataille du PSU. Le binôme se présente comme des « hommes nouveaux pour une société nouvelle ». Cette idée de société nouvelle est d'ailleurs le slogan du PSU : « Une société nouvelle avec le Parti socialiste Unifié ». Cette société nouvelle serait une société socialiste, une « *société de liberté et de responsabilité. Elle met au-dessus des principes de rendement et de consommation les droits de la personne humaine, la liberté de la culture, la recherche de l'égalité sociale, la défense des faibles (vieillards, malades, étrangers)* »⁴²⁰. Les professions de foi des candidats PSU dans le Loiret sont identiques, hormis le numéro de la circonscription, le nom et la photo du candidat titulaire et ceux du suppléant. Pour le reste, il y a au recto le même texte sur l'enjeu de ces élections et au verso, un autre texte intitulé « Nous vous proposons de renverser la vapeur », où il est question que Pierre Mendès France puisse entrer à l'Assemblée nationale entouré de députés PSU afin de s'imposer comme le chef de toute la gauche et de mener une série de réformes allant vers l'horizon d'une « France nouvelle », moderne et socialiste⁴²¹. Mais les résultats sont décevants. Si la FGDS essuie un net recul⁴²², le PSU n'en profite pas. Ses candidats dans le Loiret arrivent tous en dernière position dans leur circonscription respective. Michel de la Fournière obtient 2961 voix dans la première circonscription (6%), Michel Gond 2263 (4,4%) dans la deuxième et Camille Malinguacci 2202 dans la quatrième.

Robert Chapuis repart au combat dans la 11ème circonscription. Là aussi, les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur des espoirs investis. Certes, Robert Chapuis se targue d'obtenir le bon score de 12,5 %, devançant même son rival de gauche Jean-Pierre Chevènement de 300 voix⁴²³. De toute façon, le PSU ne fait pas de ce scrutin un enjeu crucial : « *La phase qui s'ouvre doit voir le développement des forces socialistes. Cela suppose que l'explication de ses objectifs ne s'arrête pas avec la campagne électorale. Cela suppose aussi que la tribune parlementaire serve, parmi d'autres moyens, à la définition des réformes précises et des transformations de structures qu'un pouvoir socialiste apporterait à la France. Cela suppose enfin que le combat politique soit clair. Entre la lutte que nous conduisons contre le gaullisme et ses alliés centristes, et les divergences de*

419 Tract de Michel de la Fournière, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 13, PSU, Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970, Fondation Jean-Jaurès

420 Ibid

421 Profession de foi de Michel de la Fournière, profession de foi de Camille Malinguacci, profession de foi de Michel Gond, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 13, PSU, Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970, Fondation Jean-Jaurès

422 *La République du Centre*, 24 juin 1968, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 13, PSU, Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970, Fondation Jean-Jaurès

423 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.41

tactique que nous avons eues avec les directions politiques de la gauche, aucune confusion n'est possible. La priorité absolue doit être donnée à la lutte contre le système capitaliste et tous ceux qui le représentent. C'est pourquoi le P.S.U. soutient au deuxième tour chacun des candidats de gauche qui continuent cette lutte, même s'ils le font avec des méthodes que nous avons discutées. Le désistement de nos candidats est systématique et sans marchandage : c'est un problème de clarté politique. Il ne supporte ni l'ambiguïté, ni l'hésitation »⁴²⁴.

A vrai dire, c'est la gauche dans son intégralité qui essuie un revers. La FGDS perd 59 députés pour n'en conserver que 57 et le Parti communiste tombe à 34 représentants, soit une perte de 39 sièges. Mais pour le PSU, la chute est plus dure : il perd tous ses députés. Même Pierre Mendès France est battu d'un cheveu par le gaulliste Jean-Marcel Jeanneney, notamment à cause d'un mauvais report de voix de l'électorat communiste. Pourtant, et paradoxalement, le PSU est le seul parti de gauche à ne pas perdre de voix par rapport aux élections législatives précédentes. Il passe de 495 412 voix aux législatives de 1967 à 874 212, atteignant presque la barre des un million de voix espérée. A titre de comparaison, la FGDS passe de 4 207 166 voix au premier tour des législatives de 1967 à 3 654 003, et de 4 505 329 au second tour en 1967 à 3 097 338. Le PCF, de 5 029 808 à 4 435 357 et de 3 998 790 à 2 935 775⁴²⁵.

En matière d'implantation, le PSU se renforce dans les métropoles, les banlieues ouvrières, la région parisienne, à l'image de la performance de Robert Chapuis, la région Rhône-Alpes et l'Ouest (Bretagne, Calvados...), terres où le mouvement de Mai 68 fut particulièrement actif. Il améliore aussi ses résultats dans l'Est, notamment Nancy. Candidat dans la 2ème circonscription de Meurthe-et-Moselle, François Borella obtient 8,44 % des voix. Dans la 1ère circonscription, le candidat PSU Antoine Troglic, pour qui milite Jacques Chérèque, proche de François Borella et de Michel Rocard, obtient plus de 13 % des voix, soit un des meilleurs scores du PSU⁴²⁶. Le PSU progresse également dans d'autres centres industriels où le PSU s'appuie sur ses réseaux militants engagés dans les milieux syndicaux. Et malgré les résultats obtenus, le PSU se réjouit de progresser « partout »⁴²⁷. Par exemple, il pointe que dans la 1ère circonscription du Loiret où candidait Michel de la Fournière, il gagne 600 voix dans l'agglomération orléanaise par rapport au scrutin précédent alors que le nombre de participants n'a pas varié. Le PSU y voit là la preuve que ses idées progressent dans l'opinion publique. « *En revanche, le PSU réalise une contre-performance dans le Nord, bassin minier et ouvrier. Toutefois, si l'on rapporte au nombre des suffrages exprimés le*

424 « Le combat continue, par Michel Rocard », dans « Tribune Socialiste. N°376, 27 juin 1968 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/2016/10/68-06-27-Combat-continue.pdf>

425 *Le Monde*, 2 juillet 1968

426 CHEREQUE Jacques, *La rage de faire*, Balland, 2007, p.84

427 « PSU. 1Ère circonscription bilan », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 13, PSU, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970*, Fondation Jean-Jaurès

nombre de voix recueillies par le PSU dans les seules circonscriptions où il était présent, son pourcentage moyen est de 5,66 %. À la proportionnelle intégrale, le PSU aurait obtenu dix-huit sièges (le PCF quatre-vingt-onze et la FGDS soixante-quinze) »⁴²⁸.

Par ailleurs, malgré ce revers, le PSU voit affluer une nouvelle vague d'adhésions dans toutes les fédérations, atteignant 15 511 membres au niveau national, contribuant à son rajeunissement et à son renouvellement puisque près de 55 % des adhérents ont rejoint le PSU entre 1967 et 1968⁴²⁹. Pour la première fois, il retrouve un niveau d'adhérent proche de celui de sa fondation (15 734)⁴³⁰. Le mouvement étudiant du PSU jouit également d'une nouvelle dynamique et domine la gauche étudiante dans les secteurs du Droit et de Médecine⁴³¹. Ainsi, le PSU se trouve dans une situation difficile à cerner, entre une capacité d'attraction encore satisfaisante, mais des performances politiques en dessous de ses ambitions.

4) Pierre Brana, le nouvel engagement et la remobilisation

Au-delà de toutes ces considérations, la réalité brutale est que le PSU se retrouve sans représentant à l'Assemblée nationale. Pourtant, c'est dans ce temps que le PSU gagne de nouveaux membres, appelés à devenir les compagnons de route de Michel Rocard. En janvier 1969, Jean-Paul Huchon entre au PSU sous les conseils de son ami Alain Richard. Les deux hommes ont fait leurs études ensemble à Sciences-Po, ont été dans la même promotion à l'ENA entre 1969 et 1971, la promotion Thomas-More et leurs pères étaient instituteurs dans la même école. Ainsi, les réseaux de sociabilité des « nouveaux » rocardiens ne sont pas les mêmes que ceux des plus vieux, nés dans les années 1930, ayant bataillé à l'UNEF contre le colonialisme... Jean-Paul Huchon rencontre peu de temps après Michel Rocard et participe avec lui à la publication d'un ouvrage contre le marché commun européen⁴³². Selon Jean-Paul Huchon, c'est essentiellement lui qui a rédigé l'ouvrage, d'où l'emploi du pseudonyme « Daniel Lenègre », qui est à la fois un hommage à son grand-père d'origine martiniquaise, et également, une référence à l'expression désignant une personne qui rédige un texte signé par un autre⁴³³. Pour autant, c'est le point de départ d'une très longue

428 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.162

429 CAYROL Roland, TAVERNIER Yves, « Sociologie des adhérents du Parti Socialiste Unifié », *Revue française de science politique*, 1969, vol.19, n°3, p.699-707, dans KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, op.cit, p.261

430 Ibid

431 PINGAUD Étienne, « Le PSU dans les universités parisiennes (1960-1968) », dans KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, op.cit, p.261

432 JAUMONT Bernard, LENEGRE Daniel, ROCARD Michel, *Le Marché commun contre l'Europe*, Editions du Seuil, 1973, 190 p.

433 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

complicité avec Michel Rocard. Jean-Paul Huchon intègre peu de temps après le Bureau national du PSU comme chargé des questions internationales.

C'est aussi ce moment que Pierre Brana entre en politique active en adhérant au PSU. Cette décision est motivée par la prise de conscience que le syndicalisme ne peut pas tout changer à lui seul : « *J'en étais arrivé à la conclusion que si je voulais vraiment prendre mes responsabilités comme on disait à l'époque, si je voulais vraiment peser sur l'aboutissement des revendications, des aspirations à une vie meilleure, il me fallait prolonger mon action syndicale par l'action politique, autrement dit m'engager dans un parti* »⁴³⁴. Jusqu'à présent, il s'en était tenu à distance en raison de leur attitude pendant la guerre d'Algérie. D'où son choix de rejoindre le PSU, né du refus de la guerre d'Algérie. La fédération PSU de Gironde est alors dirigée par l'ancien résistant et universitaire Maurice Carmona. Candidat lors des élections législatives de 1967 dans la 3ème circonscription de Gironde, il avait obtenu 2,77 %. Lors des élections législatives du mois de juin, il s'était présenté dans la 1ère circonscription de Gironde et avait obtenu 4,46 %.

Le PSU girondin est alors une petite fédération. Il est difficile d'avoir une idée précise de ses effectifs. Au moment de la fondation du PSU, la fédération girondine revendique 180 adhérents, ce qui semblerait être le plafond⁴³⁵, bien que Joëlle Dusseau avance qu'après les événements de Mai 68, la fédération compterait 200 adhérents⁴³⁶. En tous les cas, l'implantation du parti reste faible. En 1963, le taux d'implantation en Gironde du PSU est deux fois plus faible qu'au niveau national (17 pour 10 000 en Gironde contre 35 pour 10 000 dans la France entière) et en 1966, le parti ne revendique que deux élus municipaux adhérents et trois autres sympathisants⁴³⁷. La fédération est également marquée par des crises récurrentes. Par exemple, dès 1960, une personnalité éminente de la fédération locale, Yves Hervouet, se voit banni par sa section de Talence qui vote une motion selon laquelle on ne peut être élu au comité politique fédéral et militant dans une organisation religieuse. Cela bloque tout le fonctionnement de la fédération. En conséquence, le comité fédéral est gelé et un secrétariat provisoire constitué, épaulé par une commission de conciliation⁴³⁸. Puis, à partir de 1963, la fédération soutient l'action de Jean Poperen et lorsque ce dernier quitte le PSU, le bureau fédéral exprime son soutien en démissionnant⁴³⁹. Lors des élections législatives de 1968, le

434 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, éditions Presse Universitaire de Rennes, 2013, p.65

435 SIMON Pierre, « Une petite fédération du Sud-Ouest : le PSU en Gironde », dans KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, op.cit, p.206

436 DUSSEAU Joëlle, « Histoire de la fédération de la Gironde du PSU de mai 1968 à octobre 1974 », *Bulletin de l'Institut Aquitain d'Études Sociales*, 2ème semestre 1974, p.13

437 SIMON Pierre, « Une petite fédération du Sud-Ouest : le PSU en Gironde », dans KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, op.cit, p.207

438 BRANA Pierre, DUSSEAU Joëlle, « Contributions à l'histoire d'un parti, le PSU en Gironde des origines à 1968 » *Bulletin de l'Institut Aquitain d'Études Sociales*, 2ème semestre 1974, dans ibid, p.207-208

439 SIMON Pierre, « Une petite fédération du Sud-Ouest : le PSU en Gironde », dans KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, op.cit, p.208

PSU girondin investit des candidats dans 5 circonscriptions (de la première à la cinquième), qui obtiennent entre 3,42 et 4,46 %⁴⁴⁰.

Après la déception des législatives, le PSU se remobilise. Alors que des discussions commencent entre les forces de gauche dans l'idée de créer un grand parti socialiste, le PSU fait rapidement savoir qu'il entend conserver toute son autonomie⁴⁴¹. Le premier chantier est l'intégration et la formation des nouveaux adhérents. Ainsi, le parti organise des stages de formation pendant l'été 1968 et édite un bulletin d'information bimensuel, *PSU-Documentation*, qui apporte des éléments de réflexions et des arguments concrets. Mais le parti se divise aussi sur l'attitude à adopter face au référendum organisé par le général de Gaulle en avril 1969 sur « *le projet de loi relatif à la création de régions et la rénovation du Sénat* ». Symboliquement, Pierre Brana reçoit sa carte du PSU le 1^{er} février 1969, veille du jour où le Général annonce ledit référendum. Le PSU a également travaillé sa conception de la décentralisation, différente de celle proposée par les gaullistes. Le PSU veut la reconnaissance de nouveaux échelons restreints de quartier ou de voisinage, qui permettrait une vraie participation citoyenne. Pour ce faire, le PSU entend redéfinir la conception de la commune, par la fusion ou le regroupement de communes ou l'édiction de nouvelles règles pour les assemblées municipales, la fin des départements comme cadre politique et le découpage de régions en adéquation avec les réalités géographiques et culturelles profondément ressenties par les populations qui les habitent⁴⁴².

Et se pose la question de l'attitude à avoir face au référendum. Robert Chapuis préconise de voter par l'abstention. Sa logique est de ne pas approuver le régime, car le référendum est pensé avant tout pour donner une nouvelle dynamique au pouvoir gaullien, mais en même temps, de ne pas passer à côté de cette possibilité de décentralisation, si chère aux autogestionnaires. Le parti doit également préparer son prochain congrès afin de refonder le PSU à partir des expériences de Mai 68 et des dernières législatives. Michel Rocard veut donner à ce congrès l'ambition « *d'esquisser une voie vers le socialisme en Europe, qui échappe aux renoncements de la social-démocratie comme au dogmatisme communiste. C'est toute une analyse de la transformation sociale qu'il nous faut refaire* »⁴⁴³. Le congrès est prévu pour la mi-mars 1969 à Dijon. Il doit permettre de trancher les débats entre une aile réformiste et pondérée, animée par Michel Rocard et une frange trotskiste, maoïste et révolutionnaire dont la figure de proue est Marc Heurgon.

440 DUSSEAU Joëlle, « Histoire de la fédération de la Gironde du PSU de mai 1968 à octobre 1974 », *Bulletin de l'Institut Aquitain d'Études Sociales*, op.cit, p.49

441 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.82

442 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, 2016, p.169

443 « Michel ROCARD, Les tâches du VIème congrès, *Tribune socialiste*, 19 décembre 1968 », dans RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.170

Le 16 janvier 1969, le BN avait validé dix-sept thèses⁴⁴⁴ qui doivent permettre de donner un cadre aux débats sur l'avenir du courant socialiste, la place du PSU et ses actions : « le capitalisme en crise », « les traits particuliers de la crise capitaliste en France », « nécessité et actualité du socialisme », « la base sociale des forces socialistes », « l'alternative démocratique est une fausse solution », « sur la société socialiste en gestation », « nécessité de l'organisation du courant socialiste sous une forme autonome », « la place du PSU dans le courant socialiste », « socialisme et liberté : de la politique du programme », « la stratégie du courant socialiste », « la contestation et la prise du pouvoir », « action de masse et direction politique des luttes », « formes des luttes sociales, rapports partis-syndicats », « les alliances », « la dimension internationale des luttes » et « les luttes à l'échelle européenne ».

Si ces débats se déroulent dans une ambiance constructive, ceux sur l'attitude à avoir au référendum se font dans un climat plus électrique. Une motion destinée à déterminer les contours de la position du PSU lors de la campagne est votée. Elle repose sur quatre points :

« 1.- Dénonciation de la pseudo-réforme gaulliste qui aggrave dans les faits la mainmise du pouvoir central sur les régions et les activités.

2.- Dénonciation du caractère plébiscitaire du régime et du danger majeur que constitue la participation dans les domaines des entreprises, de l'université (loi Faure), des régions. Mise en avant de propositions précises tendant à développer le contrôle ouvrier et le contrôle étudiant.

3.- Dénonciation de l'erreur qui consiste à engager prioritairement le mouvement ouvrier sur le terrain d'une consultation plébiscitaire choisie par de Gaulle, et à laisser croire que l'issue de cette bataille puisse être décisive pour la victoire du socialisme. Mise en avant de propositions précises tendant à développer le combat sur le terrain des luttes anticapitalistes qui s'accroissent tant sur le plan social qu'international.

4.- Dénonciation de la fausse conception de l'alternative démocratique « avançant » des objectifs de restauration du parlementarisme bourgeois. Établissement de contacts prioritaires avec tous ceux — organisés ou non — qui entendent continuer le combat de mai en appelant les forces révolutionnaires à mener en commun la bataille du référendum, par-delà les divergences sur la réponse tactique qu'elles proposeront d'apporter au plébiscite gaulliste »⁴⁴⁵.

Et les divergences persistent également quant au bulletin à glisser dans l'urne. Tandis que le BN, avec Michel Rocard et Marc Heurgon en tête de proue, se prononce pour le boycottage, les délégués présents au congrès votent majoritairement pour le « non » par 486 mandats, contre 382

444 « 17 thèses adoptées par le congrès de Dijon », dans « Supplément au Courrier du PSU N° 9-10 et 11 de Mars 1969 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1969/03/69-03-Les-17-Theses.pdf>

445 « La plateforme pour la campagne du référendum », dans « Tribune Socialiste. N°404, 20 mars 1969 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1969/03/69-03-20-Referendum-plateforme.pdf>

pour le boycott et 18 absentions⁴⁴⁶. L'opposition au général de Gaulle passe avant toute autre considération. Mais ce résultat met la direction en porte-à-faux. La majorité de ses membres accepte de se porter à nouveau candidats pour ne pas fragiliser un parti en pleine maturation. Robert Chapuis en est, à la demande de ses camarades. En revanche, Marc Heurgon choisit de démissionner de ses fonctions de secrétaire à l'organisation⁴⁴⁷, renforçant la position interne de Michel Rocard mais laissant à prévoir des querelles internes. La direction politique nationale est composée de 39 membres⁴⁴⁸, qui désignent les onze membres du bureau national⁴⁴⁹. Michel Rocard est reconduit comme secrétaire national et Daniel Frachon comme trésorier national⁴⁵⁰.

Après la tempête de l'année 1968, le PSU aborde l'année 1969 dans une posture de franche opposition au pouvoir gaulliste et d'affirmation de son identité, qu'il espère voir jouer un rôle crucial dans l'orientation d'une gauche divisée. Cette année 1969 est précisément une année où le courant rocardien s'affirme autour de Michel Rocard, qui lui-même gagne des gallons de figure d'avenir.

B) 1969, l'année de la percée

1) La présidentielle de 1969 : la campagne Rocard

Conformément au vote du congrès, le PSU fait campagne pour le « non » au référendum, expliquant les raisons de son opposition et présentant sa vision alternative. La victoire du « non » au référendum, par 52,4 % des suffrages exprimés, a comme conséquence le départ du pouvoir du général de Gaulle et donc l'organisation d'une élection présidentielle pour élire son successeur. Unie en 1965, la gauche, quatre ans plus tard, est en morceaux. Personne n'est en mesure de la souder pour affronter la droite, également divisée entre Georges Pompidou, qui entend reprendre le

446 POPEREN Jean, *L'Unité de la gauche 1965-1973*, op.cit, p.225

447 « Le PSU se prononce pour le non au référendum », *Le Monde*, 18 mai 1969, dans DALBERT François, *Archives d'espoir. 20 ans de P.S.U- 1960-1980*, op.cit

448 Jean ARTHUYS, Pierre BARIOL, André BARJONET, André BARTHELEMY, Abraham BEHAR, Jean-Pierre BOMPARD, Michel BRETON, Manuel BRIDIER, Maurice CARMONA, Robert CHAPUIS, Yvan CRAIPEAU, André CROST, François DALBERT, Claude DUBOIS, Michel FONTES, Daniel FRACHON, Victor FREMEAUX, Gustave GIROD, Georges GONTCHAROFF, Pierre HEURTIN, Claude JOECKER, Jacques KERGOAT, Jean-Pierre LACHARNAY, Bernard LAMBERT, Henri LECLERC, Serge MALLETT, Jacques MALTERRE, Gustave MASSIAH, Pierre MEGIER, Pierre MOUXEL, Pierre NARDIN, Pierre NAVILLE, Armand PERRET LIAUDET, Jean PETIT, Jacques PIETRI, Michel ROCARD, ROGNARD, René SCHULBAUM, Jean-Marie VINCENT

449 Jean ARTHUYS, Manuel BRIDIER, Robert CHAPUIS, Claude DUBOIS, Daniel FRACHON, Georges GONTCHAROFF, Jacques KERGOAT, Henri LECLERC, Jacques. MALTERRE, Michel ROCARD, Jean-Marie VINCENT

450 « La résolution finale », dans « Tribune Socialiste. N°404, 20 mars 1969 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1969/03/69-03-20-r%C3%A9solution-finale.pdf>

flambeau du gaullisme, et Alain Poher, le président chrétien-démocrate du Sénat et président par intérim de la République depuis le départ du général de Gaulle, qui rassemble derrière sa candidature le centre-droit et la droite non-gaulliste.

Après quelques débats, le Conseil national PSU décide d'investir son secrétaire national Michel Rocard le 4 mai par 360 mandats contre 119 et 15 absentions. Il justifie sa candidature dans son livre *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*⁴⁵¹ avec l'idée de « donner à nouveau sa chance au véritable socialisme »⁴⁵². L'objectif de Michel Rocard est d'occuper l'espace traditionnel de la gauche socialiste. C'est d'ailleurs le sens de son slogan de campagne : « Michel Rocard, candidat du socialisme ». Pas de logo de parti, presque pas de référence à une formation politique. Tout juste figure dans sa profession de foi officielle la mention « secrétaire national du PSU » écrite en petit à côté de son nom et de son slogan⁴⁵³. Sa candidature se veut au-delà des strictes frontières du PSU et ancrée dans le socialisme et l'héritage de Mai 68. Il est plus que le candidat du PSU, il serait le candidat du « courant socialiste », entre « le centriste Gaston Defferre et l'homme de l'appareil communiste Jacques Duclos »⁴⁵⁴. La dichotomie est fixée entre le camp « de la République des bourgeois » où figurent pêle-mêle « Pompidou, Poher, Mitterrand, Defferre » et le camp du socialisme, sans aucun « moyen terme » entre les deux⁴⁵⁵. L'objectif est fixé, la barre est haute : obtenir plus d'un million de voix pour ancrer solidement le PSU dans le jeu politique. La déclaration télévisée de premier tour a tout d'une profession de foi. Michel Rocard découpe son programme philosophique en trois « objectifs principaux du socialisme » :

« - L'État, cette énorme machine [...] Reconquérir l'État, la démocratie, le décentraliser. Faire que ce dont dépende notre vie quotidienne soit décidé dans la commune et dans la région sous notre contrôle. Faire ensuite que l'État central se borne à orienter l'économie, à préparer l'avenir.
- Le second concerne l'entreprise, le lieu de travail, quelque'en soit la nature [...]
- Le troisième concerne notre système d'enseignement, d'éducation permanente, d'information et de culture [...]»⁴⁵⁶

Dans la logique de s'émanciper du parti, des comités Mai 69 (en référence à Mai 68) sont montés pour conduire sa campagne dans tout le pays. Leur fonctionnement est basé sur différentes échelles : « les entreprises, les universités, les lycées, les quartiers de la région parisienne, des

451 Voir annexes : ROCARD Michel, *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, Seuil, 1969, p.126

452 POPEREN Jean, *L'Unité de la gauche 1965-1973*, op.cit, p.240

453 Profession de foi de Michel Rocard, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 13, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970*, Fondation Jean-Jaurès

454 Lettre non datée de la Fédération PSU du Loiret, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 13, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970*, Fondation Jean-Jaurès

455 Tract « Après de Gaulle.. Que veulent les Travailleurs ? », dans DALBERT François, *Archives d'espoir. 20 ans de P.S.U.- 1960-1980*, op.cit

456 Voir Annexes : « Campagne électorale officielle : élection présidentielle mai 1969, 1^{er} tour, 16 mai 1969 », dans « Vidéos », *MichelRocard.org*

grandes villes, et aussi dans quelques cantons ruraux »⁴⁵⁷. Pensés pour aller au-delà du simple noyau dur des adhérents PSU, ces comités ont pour vocation à récolter des fonds (une grande souscription est par ailleurs lancée) et fournir une base militante pour les activités de la campagne. Marc Heurgon explique également que outre la campagne de Michel Rocard, ces comités doivent animer, chacun à leur échelon, leur propre campagne, celle des travailleurs contre le capitalisme⁴⁵⁸. En dépit de leur indépendance envers le parti, c'est bien le PSU qui les pilote d'une certaine manière : l'organisation, la réception des bulletins d'adhésion et des dons sont centralisées au siège du parti, soit le 81 rue Mademoiselle à Paris.

Michel Rocard constitue également une équipe autonome de la direction du PSU, dans un local personnel, 82 rue de Rivoli, avec une communication indépendante du parti, confiée à Christian Blanc⁴⁵⁹. Né en 1942, Christian Blanc⁴⁶⁰ fait partie de ces rocardiens qui ont fait leurs armes à l'UNEF. Mais son engagement politique est aussi motivé par une autre dimension : la dimension familiale. En effet, Marcel Blanc, son père, ancien résistant, est le fondateur de la fédération girondine du PSA et le secrétaire de la fédération du PSU de la Gironde entre 1960 et 1961⁴⁶¹. La posture choisie est celle de « *l'offre populaire d'une rupture sage* »⁴⁶². Il s'entoure de fidèles extérieurs à l'état-major du PSU : le politologue et expert de l'opinion Roland Cayrol, l'entrepreneur Claude Neuschwander et Daniel Frachon parrain politique yvelinois de Michel Rocard. Robert Chapuis est en jonction avec cette équipe, comme homme du PSU, mais il n'est pratiquement pas associé aux réunions et aux prises de décision⁴⁶³. Il préfère se consacrer aux prochaines élections législatives.

Le Parti communiste, peu désireux de laisser François Mitterrand prospérer sur le bloc de gauche, investit l'ancien bras droit de Maurice Thorez, Jacques Duclos, charismatique et bon orateur. François Mitterrand n'est pas candidat. Guy Mollet refuse de soutenir celui qui est pointé comme le responsable du fiasco des législatives de 1968 et refuse, par la même occasion, d'offrir à François Mitterrand l'opportunité de se refaire une santé politique. La SFIO présente alors le maire de Marseille Gaston Defferre, qui forme un « ticket » officieux avec Pierre Mendès France. Ce dernier avait fait l'objet de nombreux fantasmes et attentes. Gilles Martinet affirme notamment que le nom de Pierre Mendès France revenait fréquemment pour conduire une campagne capable d'unir

457 « Tribune socialiste, supplément au n°411, 17 mai 1969 », Archives de Pierre Zémor, Carton 1, Fondation Jean-Jaurès

458 Ibid

459 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.43

460 FAUJAS Alain, *Christian Blanc, l'inclassable*, Balland, 2002, 217 p.

461 Notice « Le Maitron » de Marcel Blanc, <https://maitron.fr/spip.php?article16839>

462 Synthèse chronologique (document sans nom), Archives de Pierre Zémor, Carton 1, Fondation Jean-Jaurès

463 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

la gauche et même, de grignoter une frange de l'électorat gaulliste⁴⁶⁴. Mais Pierre Mendès France resta sourd à ces appels du pied. Le 15 mai 1969, l'annonce est concrétisée : en cas de victoire de Gaston Defferre, Pierre Mendès France sera son Premier ministre⁴⁶⁵.

Cette nouvelle déçoit les militants du PSU. Michel Rocard, qui avait pourtant tant d'estime pour Pierre Mendès France, lâche un commentaire assassin : « *Pierre Mendès France vient de briser lui-même l'image qui lui avait valu l'estime et l'amitié de tous ceux qui croient à une transformation socialiste de ce pays. C'est avec tristesse que nous enregistrons cette désertion* »⁴⁶⁶. Une amertume peut-être suscitée par le sentiment d'être trahi. En effet, peu de temps avant l'officialisation de ce ticket, Michel Rocard était venu trouver Pierre Mendès France pour lui demander son soutien. Mais ce dernier, évasif, refuse et dit avoir d'autres projets, sans préciser lesquels⁴⁶⁷. Gérard Lindeperg adresse même une lettre à Pierre Mendès France pour lui faire part de son état d'esprit⁴⁶⁸. Et il s'investit pleinement pour Michel Rocard. Il n'est pas en liaison avec le national, n'a pas non plus de responsabilité au niveau régional. Il se contente de militer au sein de la fédération PSU du Rhône. Mais cela ne veut pas dire qu'il est passif, loin de là. De son propre mot, il se démène sur le terrain. C'est une campagne ardente, qui l'occupe jour et nuit⁴⁶⁹. Tout comme Pierre Brana qui se mobilise pleinement pour Michel Rocard et sa campagne présidentielle. Il colle des affiches, distribue des tracts et participe à des réunions. Le 30 mai, il participe à un grand meeting à Bordeaux lors duquel il intervient devant une salle comble⁴⁷⁰. C'est son baptême du feu.

Quant à l'idée de soutenir Gaston Defferre comme potentiel candidat de rassemblement de la gauche, le PSU la balaya très rapidement⁴⁷¹. La campagne de Michel Rocard est bien menée, avec une belle mobilisation militante. Il joue sur sa jeunesse et son image de premier de la classe, de gendre idéal, compétent et posé. Compétent par sa maîtrise des questions économiques, posé par son discours en rupture avec les accents révolutionnaires. Michel Rocard affirme que « *nous ne voulons rien imposer. Nous demandons seulement un vaste effort collectif pour une société plus juste, plus libre* »⁴⁷². S'il dispose de moyens financiers limités, il optimise au mieux ce dont il dispose. La campagne officielle diffusée à la télévision lui permet de compenser le faible nombre de réunions publiques organisées pour se faire connaître et diffuser ses idées. Bien coaché par Roland

464 POPEREN Jean, *L'Unité de la gauche 1965-1973*, op.cit, p.246

465 Ibid, p.247

466 Ibid, p.248

467 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.154

468 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.97

469 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

470 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.67

471 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.139

472 « INA, première chaîne, Campagne officielle, 21 mai 1969 », dans GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.64

Cayrol, il laisse son énergie éclater au petit écran, soulignant sa jeunesse, son dynamisme et accentuant sa crédibilité. Le meeting final au Palais des Sports rassemble 6000 personnes, dont des soutiens importants, comme Gisèle Halimi⁴⁷³, figure du féminisme et du combat en faveur de l'avortement ou l'historien Pierre Vidal-Naquet.

Mais une fois encore, le score n'est pas à la hauteur des espoirs : Michel Rocard, qui a mené une campagne dynamique autour de concepts singuliers découlant des thèses autogestionnaires, sur l'image de renouveau qu'il incarne, ne récolte que 3,6% des voix, soit 816 470 bulletins en sa faveur. Un peu en dessous du million de voix espéré mais très loin des 21 % du candidat communiste. Maigre consolation, il talonne Gaston Defferre qui s'écroule à 5,5 %. Le score n'est pas ridicule, surtout pour un parti comme le PSU qui dispose de peu de moyens. Pour Michel Rocard, « *le marginalisme devient un peu plus significatif : c'est le meilleur score obtenu par le PSU dans un scrutin national depuis sa création* »⁴⁷⁴. Pourtant, Michel Rocard assure avoir été plutôt satisfait, disant ne pas avoir imaginé pouvoir dépasser le candidat SFIO mais avoir envisagé atteindre les 4-5 %⁴⁷⁵. Michel Rocard « perce » notamment chez les 21-34 ans (7%) et les cadres moyens et employés (8%). Dans les circonscriptions du Loiret où le PSU avait présenté des candidats l'année précédente, le bilan est mitigé. Michel Rocard fait mieux que sa moyenne nationale, mais sans tirer les fruits de son activisme. La campagne locale fut dynamique. A Orléans, deux meetings furent tenus, ainsi que cinq réunions de quartier, quatre réunions publiques et de nombreuses séances d'affichage^{476 477}. Pourtant, Michel Rocard fait 1000 voix de moins dans la première circonscription (1962 contre 2961 pour Michel de la Fournière en 1968) et 100 de moins dans la deuxième (2160 contre 2263 pour Michel Gond en 1968). De son côté, Gérard Lindeperg note avec satisfaction et fierté que dans son département du Rhône, Michel Rocard fait mieux que Gaston Defferre : 4,48 % contre 4,26 % pour le maire de Marseille. Quant à la Gironde, Michel Rocard y fait à peine mieux que sa moyenne nationale : 3,7 %⁴⁷⁸. Pour autant, Pierre Brana récolte les fruits de son activisme : le 5 octobre, il est désigné secrétaire fédéral du PSU en Gironde... alors qu'il n'avait candidaté à rien⁴⁷⁹.

En dépit de ce résultat, Michel Rocard acquiert une réputation qui lui permet, à l'automne 1969, de donner un grand coup d'accélérateur à sa carrière et de s'imposer comme l'une des étoiles

473 Amie de François Mitterrand, elle fut candidate pour la FGDS lors des élections législatives de 1967

474 ROCARD Michel, « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, op.cit, p.77

475 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.157

476 « Loiret, 1^{ère} circonscription : Orléans-Est », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 13, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970*, Fondation Jean-Jaurès

477 « Loiret, 2^{ème} circonscription : Orléans-Ouest », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 13, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970*, Fondation Jean-Jaurès

478 SIMON Pierre, « Une petite fédération du Sud-Ouest : le PSU en Gironde », dans KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, op.cit, p.207

479 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique. Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.67

montantes de la gauche. Par ailleurs, c'est à partir de ce moment que Michel Rocard et sa garde rapprochée « *font sciemment de la personne du secrétaire national le patron d'un projet politique propre* »⁴⁸⁰, ce qui constitue les premières graines de ce qui sera appelé dans quelques années le rocardisme.

2) Un coup de projecteur magistral : une élection contre Maurice Couve de Murville

La démission du général de Gaulle et la fin de l'intérim Poher entraînent par ricochet le départ de Maurice Couve de Murville, Premier ministre du Général, qui cède sa place au maire de Bordeaux, Jacques Chaban-Delmas, nommé à Matignon par le nouveau président Pompidou, le 20 juin 1969. Peu apprécié par Georges Pompidou, Maurice Couve de Murville n'intègre pas le gouvernement. Aussi, il souhaite retrouver les bancs l'Assemblée nationale. Élu brièvement à Paris en 1968, son suppléant, le diplomate Raymond Bousquet refuse de démissionner pour lui permettre de retrouver son siège. Néanmoins, Maurice Couve de Murville obtient la démission du député de la 4ème circonscription des Yvelines, Pierre Clostermann, fidèle du général de Gaulle et héros de la Seconde Guerre mondiale, pour provoquer une élection partielle à laquelle il se présente. Or, cette circonscription est celle où Michel Rocard s'est implanté, candidatant en 1967 et 1968, avec des scores élevés. Michel Rocard retourne donc au combat, défiant Maurice Couve de Murville. Sa campagne est dirigée par le fidèle Daniel Frachon.

Au départ, cet affrontement a tous les airs du combat du pot de terre contre le pot de fer. Maurice Couve de Murville jouit de son image d'homme d'État et du soutien de la presse locale. Chaque semaine, sa campagne est en couverture du *Courrier républicain des Yvelines*⁴⁸¹. Mais rapidement, il s'avère que Maurice Couve de Murville ne sait pas faire campagne. Il est « *sur les marchés banlieusards, aussi déplacé qu'un pélican dans une basse-cour* » se moque *Le Nouvel Observateur*⁴⁸². Contre un candidat mal à l'aise sur le terrain, Michel Rocard joue pleinement la carte de l'ancrage et de la proximité. Il parcourt sa circonscription sous tous ses angles tout en appuyant sur le parachutage de son adversaire. Il fait huit réunions par jour, fondant sa campagne sur le triptyque « Vérité, justice, responsabilité »⁴⁸³. A l'issue du premier tour, Michel Rocard, probablement aidé par sa notoriété acquise lors de la présidentielle, parvient à distancer le candidat

480 BERGOUNIOUX Alain, MERLE Jean-François, *Le rocardisme, Devoir d'inventaire*, Seuil, 2018, p.72

481 GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication: Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », Thèse de doctorat sous la direction de SIRINELLI Jean-François, IEP Paris, 2016, p.106

482 Ibid

483 ROCARD Michel, « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, op.cit, p.77

communiste, en obtenant 20,49 %, et se retrouve donc unique candidat de la gauche au second tour contre Maurice Couve de Murville qui arrive largement en tête, avec 41 %. Il a donc sur son adversaire une très nette avance et ce second tour a des airs de formalité pour l'ancien hôte de Matignon.

Mais les cartes sont rebattues par les divisions intestines de la droite, qui font les affaires de Michel Rocard. Car outre Maurice Couve de Murville, candidait un représentant du Centre Démocrate, l'ancien résistant Pierre Sonnevile, soutenu directement et personnellement par Alain Poher. Les rivalités, désormais classiques, entre droite gaulliste et droite non-gaulliste, et les rancœurs héritées de la présidentielle de 1969 vont faire alors la différence. Pierre Sonnevile refuse d'appeler à voter pour l'ancien Premier ministre. Il semble même appeler en filigrane à voter contre lui. Aussi, les 12,8 % qui ont voté pour Pierre Sonnevile, incluant une forte proportion de rapatriés d'Algérie, réputés pour leur féroce hostilité au gaullisme, se déplacent presque intégralement sur Michel Rocard⁴⁸⁴, lui permettant de remporter confortablement l'élection par 54 %. Robert Chapuis, qui était de permanence dans les locaux du PSU, est le premier à être informé du succès⁴⁸⁵. C'est une victoire flamboyante et un beau symbole qui comble les proches de Michel Rocard.

Ça n'est pas la première fois que le PSU démontre sa vitalité dans des scrutins partiels. Ainsi, lors des élections municipales partielles de Nancy du 29 juin 1969, le PSU obtient 3121 voix, soit presque autant que la liste communiste (3152)⁴⁸⁶. Le 21 septembre 1969, une élection législative partielle est organisée dans la seconde circonscription du Cantal, circonscription de Georges Pompidou, vacante depuis son élection à la présidence de la République. Le candidat du PSU, Jean-Baptiste Delpirou, ancien prêtre ouvrier, soutenu personnellement par Michel Rocard, crée la surprise en obtenant 8,65 % des voix, alors que Michel Rocard n'avait obtenu que 2 % dans cette circonscription lors de l'élection présidentielle. Outre ce bon résultat, la surprise est qu'il arrive devant le candidat communiste, Louis Taurant qui n'obtient que 7,51 % des voix⁴⁸⁷.

Mais si ces performances attestent que le PSU jouit d'une bonne dynamique et qu'il s'implante progressivement, les conséquences politiques restent pour l'heure limitées. Le succès de Michel Rocard est une belle victoire retentissante, qui l'auréole, mais aux conséquences politiques faibles à court terme. Michel Rocard, et par extension le PSU, retrouvent les bancs de l'Assemblée nationale. Cette victoire inespérée contre un adversaire de la trempe de Maurice Couve de Murville est un grand coup de projecteur sur lui. Ce succès vient accréditer l'idée d'une pente ascendante

484 GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication: Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) » op.cit, p.109

485 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

486 « Les élections municipales partielles », *Le Monde*, 1^{er} juillet 1969

487 « Le docteur Pierre Raynal (UDR) est élu député du Cantal. Le candidat du PSU devance celui du Parti communiste », *Le Monde*, 23 septembre 1969

pour le PSU si l'on se base sur deux rapports de force. Le premier est au sein de la gauche non-communiste. Sur ce plan, Michel Rocard semble être en passe de gagner son bras de fer: si les législatives de juin 1968 avaient entraîné la radiation du PSU des bancs de l'Assemblée nationale, le sort de François Mitterrand était à peine plus enviable. Des 16 députés CIR élus au sein de la FGDS lors des élections législatives de 1967, il n'en reste que deux en juin 1968, dont François Mitterrand. Le bilan global de la FGDS est le sauvetage de seulement 57 sièges. Un échec qui sonne le glas de la fédération puisque à l'Assemblée nationale, la SFIO décide de se recentrer autour de sa propre identité en constituant un groupe parlementaire exclusivement SFIO, forçant François Mitterrand à siéger sur les bancs des non-inscrits. Le 7 novembre, il quitte la tête de la FGDS qui disparaît par la même occasion, et se retrouve en marge de la bataille interne à la gauche. Alors que la SFIO a essuyé un échec magistral à la dernière présidentielle, entraînant dans sa chute Pierre Mendès France, la victoire de Michel Rocard fait de lui un nom appelé à compter pour l'avenir. Quant au second rapport de force, il est au sein de la gauche toute entière. Certes le Parti communiste est puissant, mais il est isolé, affaibli également par les dernières législatives. Michel Rocard entre dans le baromètre IFOP avec 47 % d'opinions positives contre 23 % de négatives, se situant en tête des personnalités de gauche (31 % pour Gaston Defferre et 35 % pour François Mitterrand)⁴⁸⁸.

Mais que pèse un seul député parmi tous les autres, face à une majorité de droite forte de 367 sièges, coïncé entre les élus de la SFIO et les 34 communistes ? D'autant plus que, contrairement aux quatre députés PSU de la IIIème législature, il siège comme non-inscrit. Néanmoins, Michel Rocard pense et veut démontrer concrètement que même un député isolé peut agir. C'est probablement pour cette raison qu'il publie en 1973 un livre intitulé « Un député pour quoi faire ? »⁴⁸⁹ Le titre, qui fait écho à l'ouvrage du député SFIO André Chandernagor⁴⁹⁰, est doublement évocateur. Il s'attache à montrer au lecteur les coulisses de la vie parlementaire, et donc le travail d'un député. Mais «un » fait aussi référence à sa condition d'unique député PSU, noyé dans la masse des députés de gauche, dans une Assemblée nationale dominée par la droite. Aussi, ce livre tient à montrer que le nombre n'empêche pas l'action. C'est également un moyen de faire la communication de son action et de sortir de son « invisibilité » de député isolé : « *Une quarantaine d'intervention à la tribune en trois ans, pour un député qui n'est ni président ni rapporteur habituel d'une des commissions, cela doit constituer une manière de record. Près de 300 questions écrites, cela représente aussi un travail considérable d'étude de dossiers, d'enquêtes, de recherches et de*

488 Archives du CEVIPOF, Sondages, vol. 32, n° 2, 1970, dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication: Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.110

489 ROCARD Michel, *Un député pour quoi faire ?*, Syros, 1973, 90 p.

490 CHANDERNAGOR André, *Un parlement pour quoi faire ?*, Gallimard, 1967, 186 p.

consultation [...]»⁴⁹¹ C'est le travail dont je me dois de rendre compte aux travailleurs et aux habitants des Yvelines, puisque, en le faisant, j'ai été leur parole. Bien sûr, je ne peux le faire intégralement : 253 questions écrites, 38 interventions à la tribune, des dizaines d'amendement déposés. Il faudrait un livre considérable pour tout publier. Ce sont donc les extraits de ces interventions que je donne ici afin que vous puissiez juger de mon action »⁴⁹². A la fois seul député et dirigeant du PSU, Michel Rocard fait de son mandat parlementaire une fonction tribunitienne pour relayer à l'Assemblée nationale les positions exprimées par la base du parti⁴⁹³.

Établir un bilan des premières années du PSU n'est pas chose aisée. Si le parti s'est construit autour d'une thématique fortement clivante dans l'opinion publique et mobilisatrice qu'est la guerre d'Algérie, cela ne lui a pas permis de s'affirmer comme une force de gauche capable, comme la SFIO ou le Parti communiste, de remporter d'importantes victoires électorales et de se constituer une importante base militante. Les manifestations électorales de toute la décennie 1960 témoignent qu'en dépit d'un fort enthousiasme et d'un investissement certain dans le domaine des idées, le PSU n'est demeuré qu'une petite force politique faiblement implantée dans la majeure partie du territoire français. Pourtant, le PSU s'est efforcé d'apparaître comme le parti des préoccupations populaires et d'être en phase avec les aspirations de la société. Partie prenante de grands événements, dont le point culminant est Mai 68, le PSU n'a jamais su devenir la concrétisation politique de ces mouvements sociaux populaires.

Les difficultés se rencontrent aussi en son sein. Le fait que le parti n'ait jamais su surmonter les divergences entre toutes ses composantes fondatrices, et les débats philosophiques et politiques, jugés abscons même par des membres du parti, ont été sans nul doute des freins à l'affirmation du PSU. Pourtant, le PSU demeure un microcosme riche, avec des personnalités de poids, estimées au-delà des frontières strictes du parti. Pierre Mendès France fut la première figure phare du PSU, sa carte maîtresse. Mais ses choix personnels, que ce soit son refus d'exploiter les conséquences de Mai 68 ou son soutien, incompris du PSU, de soutenir Gaston Defferre pour la présidentielle de 1969, l'ont empêché de concrétiser la destinée que lui prêtaient ses partisans. Le PSU est également un lieu de sociabilité militante important, car c'est entre ses murs que se forme le futur courant rocardien. Admirateur de Pierre Mendès France, souhaitant le voir exercer les plus hautes responsabilités, Michel Rocard tire profit du retrait progressif de ce dernier.

491 Voir Annexe 3: ROCARD Michel, *Un député pour quoi faire ?*, op.cit, p.8

492 Voir Annexe 4 : ROCARD Michel, *Un député pour quoi faire ?* op.cit, p.64

493 Témoignage de Jean-François Merle, colloque « Michel Rocard et le Parlement », Hôtel de Lassay, 19 juin 2023

Alors qu'il était surtout perçu comme la relève à moyen ou long terme de Pierre Mendès France, il se retrouve rapidement, pour les raisons évoquées plus haut, dans la situation de nouvel homme fort du PSU. Jeune, charismatique, avec une aisance intellectuelle certaine, Michel Rocard séduit et agglomère autour de lui toute une communauté politique formée aux luttes anticoloniales, au syndicalisme étudiant et/ou aux mouvements de jeunesse chrétienne populaire. Ce sont les premières pierres du courant rocardien. Pourtant, le PSU ne connaît pas de percée politique, se heurtant toujours à la puissance des autres forces de gauche, à commencer par la SFIO, dont la transformation en 1969 en Parti socialiste, lui permet de connaître une nouvelle dynamique. L'élection de Michel Rocard comme député à l'automne 1969 face à un adversaire aussi renommé qu'un ancien Premier ministre du général de Gaulle lui permet d'asseoir sa stature de figure de la gauche à suivre et de jeune espoir d'un courant politique. La victoire est d'autant plus importante qu'elle est l'une des rares dont peut se targuer le PSU. Mais elle ne règle pas la situation interne au parti. Elle ne met pas fin aux tensions, aux divergences qui rendent difficiles son affirmation.

Chapitre 2 : Le chemin de croix des rocardiens : des tensions au PSU à la marginalité dans le Parti socialiste (1969-1977)

La situation devient difficilement tenable pour le PSU, agité par les revendications idéologiques d'une aile gauche de plus en plus remuante. A ces troubles internes s'ajoute une complication externe, représentée par la pression exercée par François Mitterrand. L'ancien champion de la gauche unie, qui ne s'était pas présenté à l'élection présidentielle de 1969, revient en force en se faisant élire à la tête du Parti socialiste en 1971. Plus qu'une rénovation de la SFIO, la constitution du Parti socialiste représente une recombinaison de la gauche socialiste, avec l'absorption de divers petits mouvements de cette tendance. Désireux de conserver l'autonomie du PSU et d'incarner une voie spécifiquement autogestionnaire, Michel Rocard tient le PSU à l'écart des recombinaisons de la gauche et de son union autour du Programme commun, signé en 1972 entre le PS, le Parti communiste et le Parti radical. Après des élections législatives décevantes en 1973, le PSU adopte une position ambiguë lors de l'élection présidentielle de 1974, soutenant François Mitterrand du bout des lèvres. La situation interne se complique davantage, car Michel Rocard, et une partie de ses proches, se montrent de plus en plus tentés de rejoindre le Parti socialiste pour porter leur ligne autogestionnaire au sein d'un parti puissant. Robert Chapuis, rocardien et successeur de Michel Rocard à la tête du PSU, peine de plus en plus à maintenir l'unité.

Les tensions continuent jusqu'au point de rupture lors des Assises du socialisme d'octobre 1974. A la fin de l'année, Michel Rocard et une minorité importante du PSU font le choix de quitter le PSU et d'intégrer le PS. Mais tandis que les nouveaux venus nourrissent l'espoir d'apporter leur pierre à l'édifice, la réalité interne se révèle moins attirante. Les rocardiens découvrent l'hostilité à leur égard nourrie par les mitterrandistes, essentiellement par l'aile gauche du parti, incarnée notamment par Jean-Pierre Chevènement. Dès lors les rocardiens se posent la question de leur organisation interne. Peu aidés par Michel Rocard, qui souhaite ne pas s'attirer les foudres de François Mitterrand, les rocardiens passent leurs premières années au PS à poser doucement les bases d'une restructuration du courant, tout en prenant part à des élections locales, en particulier cantonales et municipales, leur permettant de poser les premières bases d'un enracinement de la « rocardie ».

1) Une ligne de crête étroite

Tandis que le PSU s'efforce de conserver un semblant d'unité interne face aux débats idéologiques qui l'animent, le reste de la gauche socialiste se refonde en trois moments. 1969 voit la refondation de la SFIO, qui devient le Parti socialiste (PS) lors du congrès d'Alfortville le 4 mai. Deux ans plus tard, lors du congrès d'Épinay, François Mitterrand prend la tête du nouveau parti, devenant son Premier secrétaire⁴⁹⁴. Le 27 juin 1972, la gauche poursuit son union par la signature du Programme commun de gouvernement entre socialistes, communistes et radicaux de gauche. La tentative d'existence autonome du PSU devient de plus en plus compliquée, mettant le parti face à une question épineuse, celle de son ralliement au parti de François Mitterrand, souhaité par Michel Rocard.

A) Faire face aux obstacles

1) Les rocardiens plongés dans la tempête interne

Au niveau national, la gauche reste profondément divisée en diverses tendances, groupes et groupuscules. Des divisions que le PSU contribue à entretenir. La Direction politique nationale (DPN) refuse toute alliance nationale avec les autres partis de gauche pour les cantonales prévues au mois de mars 1970, y voyant des « *traditionnels marchandages sans principe* »⁴⁹⁵. Ces divisions, le PSU les vit même en son propre sein. Cette existence, cette ambiguïté entre l'extrême gauche et la gauche traditionnelle est appelée « *la stratégie de la chauve-souris* »⁴⁹⁶ par Jacques Pietri. Cofondateurs du PSU, il démissionne du parti en 1972 pour rejoindre le PS et critique la stratégie du PSU : « *le PSU a une stratégie, celle de la chauve-souris : voyez mes ailes, dit l'un, je suis révolutionnaire, voyez mes pattes, dit l'autre, je suis réformiste* »⁴⁹⁷.

Pour Robert Chapuis, la victoire de Michel Rocard aux législatives a entraîné la constitution d'un courant rocardien interne au PSU, un courant socialiste autogestionnaire. Ce premier embryon de courant rocardien s'appuie sur des personnalités émergentes, qui tiennent les troupes dans leurs

494 BERGOUIGNIUX Alain (dir.), *Des poings et des roses. Le siècle des socialistes*, Paris, La Martinière, 2005, p.200

495 FERHAT Ismail, « Le PSU et l'union de la gauche, ou la place du marginal sécant (1968-1977) », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.200

496 DUSSEAU Joëlle, « Histoire de la fédération de la Gironde du PSU de mai 1968 à octobre 1974 », *Bulletin de l'Institut Aquitain d'Études Sociales*, op.cit, p.18

497 Ibid, p.19

départements, comme Michel de la Fournière dans le Loiret ou Pierre Brana en Gironde. Mais les tensions internes demeurent présentes. D'ailleurs, Robert Chapuis se définit comme « *un homme d'appareil qui servait les intérêts de Michel Rocard contre d'autres éléments du PSU* »⁴⁹⁸. Selon Laurent Jalabert, cinq fractions se battent en interne⁴⁹⁹ : les modérés de Gilles Martinet, qui plaident pour une grande union des socialistes, les trotskystes qui veulent un rapprochement avec la LCR, les maoïstes qui refusent toute union extérieure au PSU, les révolutionnaires orthodoxes de Marc Heurgon et Jacques Sauvageot⁵⁰⁰, tenants d'une ligne révolutionnaire et autogestionnaire et enfin, les majoritaires autour de Michel Rocard qui doivent concilier ce petit monde. Pierre Brana fait de son mieux en Gironde pour organiser efficacement la fédération locale en organisant régulièrement des réunions de la direction publique fédérale et du bureau fédéral... tout en devant composer avec ces divergences idéologiques qui le séparent de ses co-secrétaires, proches de la mouvance trotskyste⁵⁰¹.

Aux élections cantonales de mars 1970, le PSU présente des candidats dans une grande partie des départements, pour un total de 287 candidats. Dans le Loiret, sept candidats se présentent : Hubert Saintin à Beaugency, Denise Delas à Châtillon-Coligny, Jean Chibout à Gien, Jean-Claude Groeninck à la Ferté-Saint-Aubin, Marcel Reggui à Orléans-Nord-est, Michel Gond à Orléans-Ouest et Michel de la Fournière à Orléans-sud. Les professions de foi tentent de capitaliser sur le succès récent de Michel Rocard contre Maurice Couve de Murville, façon de rappeler que rien n'est impossible avec de la mobilisation : « *en votant pour X, vous affirmerez la force du courant socialiste. Rappelez-vous que si Michel Rocard a battu Couve de Murville, c'est parce que les électeurs ont voté massivement, ont pris eux-mêmes l'affaire en main* »⁵⁰².

Les candidats reprennent également ce qui fut le slogan de Michel Rocard lors de la présidentielle de 1969 : le candidat du socialisme. Les résultats attestent d'une belle poussée électorale locale pour le PSU : à Châtillon-Coligny et Gien, Denise Delas et Jean Chibout sont élimés dès le premier tour mais obtiennent respectivement 17,5 et 15 % des voix. A Orléans, les trois candidats sont éliminés dès le premier tour mais obtiennent tous plus de 10 %. A la Ferté-Saint-Aubin, Jean-Claude Groeninck se qualifie pour le second tour, avec 30 % des voix. Et à Beaugency, Hubert Saintin obtient également 30 % des voix, terminant en tête du premier tour. Le

498 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

499 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.254

500 Né en 1943, membre de la branche étudiante du PSU, vice-président de l'UNEF au moment de Mai 68, il fut un des porte-paroles du mouvement. Président de l'UNEF entre 1968 et 1969, il quitte le syndicat en 1971 et devient un des animateurs de la tendance Gauche ouvrière et paysanne du PSU

501 Entretien avec Pierre Brana, le 15 mars 2021

502 Profession de foi de Marcel Reggui et profession de foi de Jean Chibout, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 13, Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970, Fondation Jean-Jaurès

PSU local y voit « *la prise de conscience , de plus en plus nette, que le PSU peut devenir une grande force de transformation radicale de la société, un efficace instrument de lutte contre le capitalisme* »⁵⁰³. Un accord est noué avec le PC local : à Orléans, les candidats PSU se désistent en faveur des candidats communistes et ces derniers font de même pour les candidats PSU de la Ferté-Saint-Aubin et de Beaugency⁵⁰⁴. Ces accords permettent aux deux candidats PSU d'être élus dans leurs cantons respectifs. Pour la fédération PSU du Loiret, « *la preuve est donc faite qu'un courant socialiste très puissant peut se déclencher à partir d'hommes neufs, sur des positions claires et à l'écart des combines du passé* »⁵⁰⁵.

Le PSU girondin présente cinq candidats. Les résultats sont jugés tout à fait honorables et encourageants pour un petit parti : Pierre-Emile Meyer obtient 5,38 % dans le canton de Bordeaux 1 (qui englobe le quartier ouvrier de Bacalan et le Grand Parc qui compte beaucoup de résidences populaires), Jacques Maire 4,76 % à Bordeaux-5, Jacques Cluzan 2,68 % à Bordeaux-7, Marie-Thérèse Turlan 5,64 % dans le canton de Pessac et Jean Cavignac 1,78 % dans celui de Langon⁵⁰⁶. Mais ce premier « succès » ne résiste pas aux tensions internes. Dès le mois de mai, Jean Cavignac⁵⁰⁷ et Pierre-Émile Meyer quittent la direction politique fédérale. Les 27 et 28 juin, Pierre Brana se rend au conseil national du PSU organisé au cirque d'hiver de Rouen. C'est à cette occasion qu'il rencontre Michel Rocard et se lie d'amitié avec lui. C'est sur sa proposition qu'il intègre la direction politique nationale.

En septembre, une élection législative partielle est organisée dans la deuxième circonscription de Gironde, circonscription du tout-puissant maire de Bordeaux Jacques Chaban-Delmas. Le PSU tente d'abord de plaider pour une candidature unique de la gauche. Après l'échec de cette démarche, le PSU investit Laure Lataste qui reçoit le soutien direct de Michel Rocard lors d'une conférence de presse⁵⁰⁸. Mais avec 1,36 %, elle se révèle incapable de troubler le duel entre Jacques Chaban-Delmas (réélu dès le premier tour avec 63,55%) et Jean-Jacques Servan-Schreider, élu de Meurthe-et-Moselle, mais désireux de croiser le fer avec une illustre figure du gaullisme avec

503 « PSU. Premier bilan », *La République du Centre*, 9 mars 1970, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 13, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970*, Fondation Jean-Jaurès

504 « États-majors et candidats dressent leur plan de bataille pour le scrutin de ballottage », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 13, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970*, Fondation Jean-Jaurès

505 « PSU. Second bilan », *La République du Centre*, 17 mars 1970, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 13, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970*, Fondation Jean-Jaurès

506 DUSSEAU Joëlle, « Histoire de la fédération de la Gironde du PSU de mai 1968 à octobre 1974 », *Bulletin de l'Institut Aquitain d'Études Sociales*, op.cit, p.51

507 Archiviste et historien, il est Conservateur aux Archives départementales de Gironde depuis 1969, fondateur de l'Institut aquitain d'études sociales (IAES). C'est par son travail d'archiviste que la responsabilité de Maurice Papon dans la déportation des juifs de Gironde pu être établie.

508 DUSSEAU Joëlle, « Histoire de la fédération de la Gironde du PSU de mai 1968 à octobre 1974 », *Bulletin de l'Institut Aquitain d'Études Sociales*, op.cit, p.51

le soutien officieux de François Mitterrand, qui essuie un revers sévère avec 16,59 %. A cela s'ajoute que la fédération de Gironde reste divisée entre plusieurs tendances, avec une tendance trotskyste et une tendance maoïste extrêmement puissante chez les jeunes, ce qui agace Pierre Brana. Il impose une clarification à la tête de la fédération sans concession aux minorités et demande à Michel Rocard d'opérer le même durcissement au niveau national⁵⁰⁹.

Dans le cadre des élections municipales prévues pour mars, le PSU envisage une stratégie d'alliance avec le Parti communiste et ainsi, la constitution d'un « front unique »⁵¹⁰. Mais lors d'une conférence de presse tenue le 22 décembre 1970, Michel Rocard révèle que les discussions et négociations sont extrêmement compliquées, chaque parti campant sur ses positions et ses attentes. Le même jour, le comité central du Parti communiste adopte une résolution dont les termes sont en contradiction avec plusieurs revendications du PSU. Aussi, le parti coupe court par une déclaration le 28 décembre : « *Le Bureau National du PSU constate que par sa résolution du 22 décembre le Comité Central du Parti Communiste français : - remet publiquement en cause les bases de l'accord politique élaboré par les délégations mandatées des deux partis. - substitue à la négociation un ultimatum en exigeant que le PSU se rallie à ses positions. Le PSU ne peut accepter le type de rapports entre les organisations ouvrières que le PCF tente une fois de plus d'imposer faisant ainsi obstacle aux aspirations à l'unité que manifestent les travailleurs* »⁵¹¹. La rupture est actée par une lettre du PSU au PCF dans laquelle Michel Rocard accuse les communistes d'être responsables de cette rupture et des conséquences politiques qui en découleront⁵¹². Le PSU élabore alors sa propre plateforme pour les élections municipales, une plateforme qui repose essentiellement sur cinq points⁵¹³:

- Repenser le rôle des municipalités qui doivent rompre avec leur fonctionnement de gestionnaires au service du système capitaliste et du pouvoir d'État,
- Mettre les municipalités au service des travailleurs,
- Maîtriser la croissance urbaine,
- Prôner la décentralisation et adapter le cadre municipal aux réalités économiques et sociales actuelles,
- Développer la démocratie locale.

509 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique. Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.71

510 *Le Monde*, 30 juin 1970, dans DALBERT François, *Archives d'espoir. 20 ans de P.S.U- 1960-1980*, op.cit

511 « Communiqué du Bureau national du PSU », dans « Tribune Socialiste. N°479, 7 janvier 1971 »,

<https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1971/01/71-01-07-PCF-PSU-Munic.pdf>

512 « Lettre du P.S.U au P.C.F », datée du 20 janvier 1971, dans DALBERT François, *Archives d'espoir. 20 ans de P.S.U- 1960-1980*, op.cit

513 « Plate-forme du PSU. Élections municipales mars 1971 », dans « Tribune Socialiste. N°480, 14 janvier 1971 », https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/2014/04/71-01-14-ELECT_MUNIC_Plate-forme.pdf

En ce qui concerne les listes et la stratégie d'alliance, le PSU s'adapte en fonction des villes. Aussi, le PSU participe à des listes d'union de la gauche avec socialistes et communistes dans plusieurs villes comme Annecy, Le Havre, Nîmes, Poitiers... à Saint-Brieuc, c'est le député-maire PSU Yves Le Foll qui mène une telle alliance. Dans d'autres villes, le PSU part allié soit avec le PCF (Besançon, Limoges, Rouen, Toulouse), soit avec les socialistes (Rennes, Grenoble), soit sous ses propres couleurs, parfois avec d'autres petites formations, notamment les GAM (Groupe d'action municipal) à Chambéry, Lille, Paris, Roubaix, Saint-Étienne ou Orléans. Une flexibilité parfaitement assumée par le PSU : *« Partout nos sections ont tenu à peu près le même langage s'appuyant sur les idées de nos textes nationaux successifs. Partout nos sections s'en sont tenues à ce seul critère pour déterminer l'étendue des listes d'union. Partout les textes obtenus sont sur « une même longueur d'onde », malgré les variantes. Ce sont les alliés qui changent. Et ce n'est pas notre faute. Ici les mêmes formations - PC, PS par exemple - ont souscrit à nos axes essentiels. Là elles les ont rejetés. De telle sorte que si les textes sont partout sensiblement similaires, l'éventail des alliés change. A la cohérence de nos positions répond l'incohérence de nos interlocuteurs d'une localité à l'autre »*⁵¹⁴.

Pareille flexibilité rend difficile l'établissement d'un bilan pour le PSU. En interne, la satisfaction est là. Le PSU se félicite de sa progression et de son implantation dans plusieurs secteurs : progression en région parisienne, dans le Sud-Est (Lyon, Grenoble, Chambéry, Saint-Étienne), dans des fiefs comme le Finistère et les Côtes-d'Armor, émergence de nouvelles zones d'influence, avec la région de Nantes, Nancy, certaines villes du Nord et le Loiret⁵¹⁵. A Orléans, la liste PSU est conduite par Michel de la Fournière, accompagné de plusieurs cadres locaux du parti (Michel Gond, Marcel Reggui...). Elle termine en quatrième et dernière position. Mais avec 15,39 % des voix, la performance de la liste PSU est remarquée par la presse locale⁵¹⁶. En dépit de la fierté exprimée par ses meneurs, et bien qu'elle soit en capacité de participer au second tour, la liste de la Fournière décide de se retirer pour faire barrage à la droite⁵¹⁷.

De façon générale, l'économiste François-Xavier Stasse, qui milite au PSU sous l'alias de Jacques Gallus, propose la conclusion suivante : *« Les enseignements qui se dégagent de ces élections sont pour notre parti clairs et encourageants. La percée du P.S.U. est sans doute le seul*

514 « Des listes variées, partout les mêmes thèmes », dans « Tribune Socialiste. N°487, 4 mars 1971 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1971/03/71-03-04-Des-listes-vari%C3%A9es.pdf>

515 « Les leçons du premier tour », dans « Tribune Socialiste. N°489, 18 mars 1971 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1971/03/71-03-18-le%C3%A7ons-du-1er-tour.pdf>

516 « Ballottage à Orléans », *La République du Centre*, 23 mars 1971, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 14, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1970-1973*, Fondation Jean-Jaurès

517 Communiqué non daté de la liste « Union populaire pour un nouvel Orléans », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 14, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1970-1973*, Fondation Jean-Jaurès

élément véritablement nouveau du scrutin de dimanche. Mais il est d'importance. Car en passant souvent du seuil de 5 % à celui de 10 voire 15 %, notre parti et ceux qui se sont battus avec lui, sur des bases sans compromission, ont prouvé la crédibilité du mouvement révolutionnaire. En définitive, au-delà de l'électoratisme et de l'enjeu municipal, ces élections sont riches d'espérances pour le courant révolutionnaire. Car dans le silence figé de la vieille gauche, il est clair que les travailleurs souhaitent le soutien concret de ce courant dans leur combat contre l'exploitation capitaliste »⁵¹⁸.

Michel Rocard propose une analyse plus nuancée, mais néanmoins teintée d'optimisme : *« Les résultats conduisent à une première constatation : le nombre des listes d'union populaire présentées par le PSU fut insuffisant. Notre présence, un peu plus légère que ne l'aurait permis l'état de nos forces, limite quelque peu le bénéfice politique du résultat. En effet, la seconde constatation est qu'en moyenne les résultats obtenus par les listes d'union populaire sont honorables. Notre progression est très sensible dans les banlieues de nombreuses grandes villes, nous faisons mieux que nous maintenir à Paris et à Lyon, nous nous consolidons largement dans une vingtaine de villes de plus de 30 000 habitants [...] Nos premiers succès de ce dimanche électoral ne sont pas encore suffisants pour présenter aux travailleurs une alternative socialiste solide au régime actuel [...] Malgré sa progression le courant révolutionnaire est faible encore, mais la situation politique est celle d'un affaiblissement du régime. Nos chances sont donc grandes, elles dépendent de notre capacité à traduire, dans la vie locale notamment, les aspirations des travailleurs plutôt qu'à nous couper d'elles. »⁵¹⁹.*

Lors du congrès de Lille de 1971, six textes sont soumis au vote des militants, dont celui de la direction autour de Michel Rocard. Gérard Lindeperg est délégué par la section de Neuville pour assister au congrès fédéral du Rhône où il défend la motion soutenue par Michel Rocard et Robert Chapuis. Mais il se rend compte qu'il n'a plus sa place dans le parti⁵²⁰. Les excès gauchistes le gênent et il est si minoritaire qu'il n'est même pas désigné délégué fédéral pour assister au congrès ! Qu'à cela ne tienne, il contacte Robert Chapuis, qu'il désigne comme *« un exemple, une référence et un ami. Un exemple de courage, de persévérance, de fidélité à des valeurs fortes. Une référence car il faisait partie, avec Michel Rocard, de cette génération fidèle aux conceptions de Pierre Mendès France qui symbolise pour moi ce que l'engagement politique a de meilleur. Et une amitié*

518 Ibid

519 « Les révolutionnaires progressent... même aux élections ! », dans « Tribune Socialiste. N°489, 18 mars 1971 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1971/03/71-03-18-Rocard-elections.pdf>

520 GRIFO Lionel, « Étude sur le Parti socialiste dans la région lyonnaise et dans le Rhône : la fédération du Rhône du Parti socialiste, 1971-1983 », mémoire de Master 2 sous la direction de PRUDHOMME Claude et VERGNON Gilles, Université Lumières Lyon II, 2008

qui ne s'est jamais démentie depuis notre rencontre au début des années 1960 »⁵²¹. Il se rend au congrès avec lui dans sa voiture⁵²². Le congrès est préparé à deux niveaux : à la base, dans dix-sept assemblées régionales ouvriers-paysans (AROP), ouvertes aux militants PSU et à tous ceux qui veulent participer. Il leur est proposé un questionnaire portant sur les principaux points politiques du parti. Le second étage est la direction politique nationale (DPN). Le congrès de Lille se passe dans une atmosphère très tendue, des mots forts sont échangés entre représentants des différentes tendances.

Les débats sont extrêmement serrés mais finalement, le congrès adopte par 322 mandats (représentant 53%) le texte soutenu par Michel Rocard, qui est reconduit comme secrétaire national d'une seule voix⁵²³. Il prévoit notamment l'élaboration d'un programme révolutionnaire⁵²⁴, à distinguer d'un programme social-démocrate. Pareil programme social-démocrate ne serait qu'un « *catalogue des réformes qu'il s'engage à réaliser une fois au pouvoir* », un catalogue souvent trahi pour prendre en compte les modalités de l'exercice du pouvoir. Un programme révolutionnaire doit révéler la « *capacité à comprendre le mouvement réel des masses et à l'orienter vers une perspective réaliste de transformations sociales* ». Et un programme révolutionnaire doit répondre à plusieurs exigences : il doit « *d'abord affronter les contradictions historiques du socialisme et s'efforcer de les résoudre. Il doit prouver que le socialisme est compatible avec la liberté réelle des hommes, par l'organisation sociale qui l'inspire : seule une société auto-gérée, fondée sur la responsabilité effective des groupes humains concernés, est capable de résister à un retour offensif du capitalisme et aux différentes formes de dégénérescence qu'a pu engendrer le centralisme étatique (politique de répression, règne de la bureaucratie, formation d'une nouvelle bourgeoisie, etc.)* »⁵²⁵

Ensuite, il doit « *définir de nouvelles modalités d'organisation du travail, pour que la transition vers le socialisme ne débouche pas, comme on risque de le voir en URSS, sur la recréation des valeurs marchandes et le retour à un mode de production de type capitaliste. Définition du salaire, permutation aux postes de travail, acquisition de nouvelles qualifications, spécialisation des fonctions sans que les travailleurs soient astreints toute leur vie à la même spécialité, juste répartition entre périodes d'activité et d'inactivité, refus d'une division absolue entre travail manuel et travail intellectuel...* » Enfin, il doit permettre « *un changement total des rapports sociaux non seulement dans la production mais aussi en dehors : mise en cause des*

521 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, L'aube, 2018, p.308

522 Ibid, p.98

523 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.45

524 « Résolution finale : pour une orientation révolutionnaire », dans « Tribune Socialiste. N°503, 1^{er} juillet 1971 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1971/06/71-07-01-Orientation-revolutionnaire.pdf>

525 Ibid

hiérarchies et des privilèges, développement des capacités créatrices, éducation libérée des contraintes sociales et familiales, maîtrise de la vie quotidienne, autonomie de la femme, contrôle des forces répressives et de la justice (notamment par une rotation systématique des hommes), etc »⁵²⁶. Une feuille de route uniquement applicable par les travailleurs exerçant le pouvoir effectif et mettant en œuvre la planification.

Robert Chapuis et Jean Le Garrec deviennent secrétaires nationaux adjoints au sein de la direction tandis que Daniel Frachon conserve sa fonction de trésorier. Pierre Brana est également signataire de la synthèse de Michel Rocard. Ce dernier se réjouit que les nombreuses discussions, bien que passionnées et complexes, aient permis de nombreuses clarifications dont la nécessité de préparer un débat sur le programme révolutionnaire, tournant essentiel pour le PSU qui pourra s'affirmer comme une grande force politique et sociale⁵²⁷. Un enthousiasme qui n'est pas partagé par Pierre Brana. Le congrès lui laisse de son propre mot un « goût amer »⁵²⁸. Les divergences internes, les mots abscons, les interventions interminables si théoriques qu'elles en deviennent incompréhensibles le lassent rapidement. Mais il conserve un attachement intellectuel pour le PSU et de l'amitié pour certains de ses membres, à commencer par Michel Rocard et Robert Chapuis. Il n'est pas le seul à se sentir mal à l'aise. Le PSU a de plus en plus l'air d'une auberge espagnole politique. Dès lors, Robert Chapuis s'efforce de consolider davantage le parti en isolant les éléments les plus gauchistes. Cette action va dans le sens de la décision de Michel Rocard de constituer un bureau national entièrement homogène et non proportionnellement représentatif. Au conseil national de Juvisy en 1972, Robert Chapuis, au nom de la direction, fait adopter l'impossibilité de la double appartenance entre le PSU et le groupe de la Gauche révolutionnaire, devenu autonome.

L'objectif poursuivi est de construire une alternative à la droite qui ne passerait pas par le communisme, ni par le Parti socialiste, avec lequel le PSU est désormais dans une course de vitesse depuis sa refondation autour de François Mitterrand lors du congrès d'Épinay en 1971.

526 Ibid

527 « Une nouvelle étape », dans « Tribune Socialiste. N°503, 1^{er} juillet 1971 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1971/07/71-07-01-Nouvelle-etape.pdf>

528 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.72

2) L'offensive de François Mitterrand : le PSU bousculé

François Mitterrand, deux semaines avant le congrès de Lille de juin 1971, réussit en effet à rassembler quasiment l'intégralité des chapelles socialistes, mouvements, clubs, militants, dans le Parti socialiste et à en prendre la tête⁵²⁹. Si son incapacité à être candidat lors de la présidentielle de 1969 a pu apparaître comme un essoufflement de son ascension, elle lui a permis de se préserver de l'échec cuisant de la SFIO. Se positionnant d'emblée comme le futur candidat du parti pour la prochaine élection présidentielle, il oriente le PS dans une stratégie d'alliance avec le Parti communiste. Il adresse aussi une lettre au PSU au moment du congrès de Lille. Michel Rocard ne la lit pas⁵³⁰. François Mitterrand suscite la méfiance au PSU. Malgré sa performance de 1965, il reste perçu comme un vestige de la IV^e République, un social-démocrate qui penche plus vers le centre bourgeois que vers le socialisme révolutionnaire. Robert Chapuis prend la plume pour montrer que le PSU ne se laissera pas séduire par François Mitterrand sans vigilance : « *Si le nouveau leader met autant d'énergie à appuyer les luttes réelles des travailleurs qu'à rechercher des contacts avec les diverses organisations dont il a besoin, il y aura peut-être quelque chose de changé dans le combat socialiste, et M. Pompidou devra faire plus attention aux mots qu'il emploie, parce qu'il ne pourra plus parler de socialisme à la légère* »⁵³¹. Cette recomposition de la gauche socialiste autour de François Mitterrand suscite ainsi une vraie méfiance dans les rangs du PSU. Un certain nombre de proches de Michel Rocard n'y voient qu'un relooking de la vieille SFIO compromise. Mais cet avis n'est pas unanime.

Le CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste) est le courant représentant l'aile gauche du Parti socialiste⁵³². Animé par Jean-Pierre Chevènement, ses positions sont proches de celles du PSU. Il fait alors office de passerelle entre une frange du PSU et le PS. L'une des conséquences est un pompage constant des effectifs militants du PSU par le Parti socialiste. Nonobstant, cette nouvelle donne politique représente un défi pour le PSU, qui oppose une fin de non-recevoir aux avances de François Mitterrand en disant constater des divergences trop sérieuses pour être minorées. Des accords de circonstance ne sont pas exclus, mais certainement pas un accord global et programmatique. Ainsi, la question qui se pose au PSU est comment pourrait-il, à moyen et long terme, se positionner et exister face à cet axe PS-PCF ? Un axe vertement critiqué

529 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.300

530 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.204

531 « Robert CHAPUIS, *Tribune socialiste*, 5 juillet 1971 », dans RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.205

532 AYACHE Nadia, « Le mouvement chevènementiste : du CERES au Mouvement des Citoyens », Mémoire de maîtrise sous la direction de BOUNEAU Christine, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 2005

par le PSU, qui s'attaque aux deux partis concernés par le biais de plusieurs caricatures publiées dans *Tribune socialiste*⁵³³.

En revanche, Pierre Brana développe une certaine curiosité pour ce nouveau PS. Il apprécie la notion de « Programme Commun ». Pour lui, c'est un électrochoc qui lui fait prendre conscience que la gauche française est à un tournant de son histoire. Lassé par la situation interne au PSU, il hésite à quitter le parti pour rejoindre le PS à l'image de plusieurs membres du PSU comme Gilles Martinet⁵³⁴. Finalement, il n'en fait rien. Mais la fédération de Gironde subit les mêmes troubles que le PSU national : plusieurs de ses membres quittent les rangs du PSU pour le PS, rendant la situation encore plus tendue. Sur le plan national, le départ de Gilles Martinet, qui fait le choix de rejoindre le PS et le courant de Jean-Pierre Chevènement est un coup dur. Gilles Martinet déplore que le PSU ne soit pas « *un outil de combat valable* » et qu'il « *sacrifie à l'utopie révolutionnaire les chances d'une victoire unitaire de la gauche en 1973* »⁵³⁵.

Entre ces départs et le fait que la gauche révolutionnaire maoïste fasse parti dans le parti, l'équilibre est intenable. Cette tendance, animée par Marc Heurgon⁵³⁶, dispose en effet de son propre journal, de sa propre direction et revendique une liberté de parole extrêmement critique envers la direction rocardienne du PSU. Dans la région parisienne, terre où le PSU est solidement implanté et politiquement plutôt puissant, quatre fédérations font sécession et fusionnent pour n'en former qu'une, pilotée par des opposants à Michel Rocard. Une autre partie du PSU rompt de manière plus radicale: Jacques Kergoat⁵³⁷, secrétaire général de la section parisienne du PSU et animateur de l'aile marxiste-révolutionnaire quitte le PSU avec ses troupes pour intégrer la Ligue

533 FERHAT Ismail, « Le PSU et l'union de la gauche, ou la place du marginal sécant (1968-1977) », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.202

534 SIMON Pierre, « Une petite fédération du Sud-Ouest : le PSU en Gironde », dans KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, op.cit, p.217

535 MOLHO Danièle, « Partis », *L'Express*, 14 février 1972, dans DALBERT François, *Archives d'espoir. 20 ans de P.S.U.- 1960-1980*, op.cit

536 Né en 1927, agrégé d'histoire, secrétaire de la fédération PSU de Paris, Marc Heurgon défend farouchement l'autonomie du PSU. Hostile à tout rapprochement avec la SFIO puis la FGDS, il s'éloigne également de Michel Rocard, dont il fut un des mentors internes. Animateur de la minorité interne, la Gauche ouvrière et paysanne (GOP), il lance dès février 1970 une revue théorico-politique « *Que faire ?* » pour fonder les bases théoriques d'un futur parti révolutionnaire marxiste. Il quitte avec son courant le PSU en 1972. En 1994, il publie le premier tome d'une *Histoire du PSU* au moment de la guerre d'Algérie, notice « Le Maitron » de Marc Heurgon, <https://maitron.fr/spip.php?article75180>

537 Né en 1939, historien du socialisme et du syndicalisme, il s'engage contre la guerre d'Algérie et adhéra au PSU à sa création en 1960. Membre du bureau national du Front universitaire antifasciste (FUA), il fut le secrétaire national des Étudiants socialistes unifiés (ESU), la branche étudiante du PSU, de 1962 à 1964. En 1964, il intègre la direction politique nationale (DPN) du PSU, dont il est également le secrétaire de section du XVe arrondissement de Paris et secrétaire adjoint de la Fédération de Paris. En 1965, il refuse de soutenir François Mitterrand. Dans cette lignée, il refuse que le PSU rejoigne la FGDS. Il démissionne en 1970 du bureau national du PSU et anima le courant marxiste-révolutionnaire jusqu'à son ralliement à la LCR en 1972, notice « Le Maitron » de Jacques Kergoat, <https://maitron.fr/spip.php?article76336>

communiste d'Alain Krivine. Le tout dans un contexte gestionnaire et administratif alarmant pour le PSU, avec des effectifs en baisse, des comptes dans le rouge et une presse interne mal diffusée⁵³⁸.

En juin 1972 le conseil national du PSU de Juvisy exige la clarification⁵³⁹. La double appartenance n'est plus possible. Il faut choisir entre le PSU et la gauche révolutionnaire⁵⁴⁰. Dès le 15 juillet, Pierre Brana profite de cette décision pour adresser une lettre à tous les membres de la fédération girondine pour leur sommer de faire le choix⁵⁴¹. D'ailleurs, plusieurs contributions s'attaquent à l'action de la direction du PSU, jugée trop timorée, trop complaisante avec le Parti socialiste. Michel Destot⁵⁴², pourtant proche de Michel Rocard, appelle le parti à ne pas céder aux sirènes du réformisme: « *A ne voir du PSU: que ses difficultés internes, on pourrait finir par croire que beaucoup de camarades se plaisent dans cet état de crise stérilisant. On peut comprendre l'intérêt de l'état-major du PS, à voir un PSU affaibli, émietté... d'où sortiront bientôt des militants à repêcher et quelques milliers de voix à récupérer. On comprend moins bien par contre ce qui peut pousser des camarades membres du PSU et qui clament par ailleurs fort haut leur appartenance au mouvement révolutionnaire, à miner de l'intérieur en collaboration objective avec des forces extérieures, un parti considéré pourtant par tous comme le principal outil politique révolutionnaire de ce pays, et ce, en dépit de toutes les difficultés qu'il rencontre dans sa longue marche au socialisme [...] La victoire du socialisme dans ce pays passe au contraire par le développement d'une force politique réelle capable de manifester que l'enjeu des batailles qui se mènent ici et là n'est pas de confier « les destinées nationales » à des camarades délégués qui auraient combiné le partage des responsabilités autour d'un tapis vert, mais d'arracher le pouvoir politique et économique à la bourgeoisie pour décider collectivement du développement des forces productives et de la façon dont s'organisera, en conséquence la vie sociale du pays* »⁵⁴³. De son côté, Michel Rocard ne regrette pas et assume sa décision : « *Lorsqu'on a un cancer, il faut l'enlever. On perd 500 g, mais on vit...* »⁵⁴⁴.

538 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.255

539 « Les choix difficiles. Michel Rocard », dans « Tribune Socialiste. N°542, 14 juin 1972 », https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/2014/09/72-06-14-Rocard_Choix.pdf

540 PFISTER Thierry, « M.Michel Rocard met ses maoïstes au pied du mur », *Le Monde*, 13 juin 1972, dans DALBERT François, *Archives d'espoir: 20 ans de P.S.U- 1960-1980*, op.cit

541 DUSSEAU Joëlle, « Histoire de la fédération de la Gironde du PSU de mai 1968 à octobre 1974 », *Bulletin de l'Institut Aquitain d'Études Sociales*, op.cit, p.53

542 Né en 1946, ingénieur du génie atomique, admirateur de Pierre Mendès France, il rejoint le PSU après Mai 68

543 « Contribution Miner le PSU c'est faire le jeu du réformisme », dans « Tribune Socialiste. Supplément au n°540, 31 mai 1972 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1972/05/72-05-31-Destot-Miner-le-PSU.pdf>

544 « Le cèdre de M.Rocard », *L'Express*, 12 juin 1972, dans DALBERT François, *Archives d'espoir: 20 ans de P.S.U- 1960-1980*, op.cit

Ainsi, la volonté de François Mitterrand de poursuivre le rassemblement autour de lui de la gauche socialiste et les tensions internes au PSU ne détournent pas Michel Rocard de son cap : celui de l'indépendance de la ligne autogestionnaire.

3) Le défi de la troisième voie autogestionnaire

Le PSU n'exclut pas des accords électoraux avec le PS mais veut conserver son identité propre. Il approfondit son travail dans des nouvelles thématiques comme la place des femmes, avec, parmi d'autres manifestations, des Assises nationales à Paris les 17 et 18 juin 1972 qui adoptent des textes importants comme base de travail pour le PSU, abordant des angles variés comme l'émancipation féminine du carcan domestique, la liberté de la femme de disposer de son corps (avortement), d'être libre de sa sexualité, l'amélioration de sa condition économique⁵⁴⁵ mais aussi la régionalisation, la question des minorités ethniques, comprises comme les défenseurs des identités régionales et des revendications des immigrés⁵⁴⁶. Cette entreprise de singularisation permet au PSU de critiquer des aspects du Programme commun, essentiellement son côté « *keynésiano-marxiste qui reflète un culture jacobine et guesdiste* »⁵⁴⁷ et qui permet de constater le fossé qui sépare cette gauche archaïque adepte du tout-Etat et une gauche neuve... et qui semble annoncer un futur célèbre discours de Michel Rocard. Désormais le PSU se veut plus moderne, plus ancré dans les réalités sociales. Il entend prendre en compte les luttes ouvrières et paysannes, ainsi que les luttes anticolonialistes et anti-impérialistes, celles du tiers-monde asiatique, africain ou de l'Amérique latine⁵⁴⁸. Il entend incarner une troisième voie entre le communisme et la social-démocratie, autour d'une ligne socialiste autogestionnaire, qu'il juge inexistante dans la plateforme du PS et du PCF. Une troisième voie possible si le PSU surmonte ses démons internes en restant uni et soudé autour d'un cap précis.

Pour cela, un projet de manifeste est lancé au sein du parti, pensé comme un texte de rassemblement, un socle commun. Un socle commun défendu par Robert Chapuis : « *Ce texte qui a pris la forme d'un projet de manifeste, ne représente pas un compromis boiteux : c'est une expression nouvelle et positive de la pratique réelle des militants, sous ses aspects les plus originaux et les plus offensifs. En ce sens, il prolonge les thèses de Dijon, en intégrant l'expérience*

545 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.209

546 FERHAT Ismail, « Le PSU et l'union de la gauche, ou la place du marginal sécant (1968-1977) », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.203

547 Ibid

548 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.47

de ces trois dernières années et en répondant aux exigences de la période. En adoptant ce Manifeste, amendé, corrigé, précisé par les militants, le parti pourra échapper une fois de plus à ses démons : il retrouvera sa raison d'être, non plus seulement pour nous, mais pour tous les travailleurs qui ont besoin que leurs luttes soient prolongées sur le plan politique. Pour pouvoir vaincre non seulement le patronat, mais l'État bourgeois qui garantit la domination capitaliste, les luttes sociales doivent s'exprimer en un projet sur la société à construire : à cet égard, qu'on le veuille ou non, la perspective de l'autogestion, à condition qu'elle soit dégagée de ses ambiguïtés technocratiques ou anarchisantes, peut répondre aux exigences de la mobilisation populaire sans laquelle il n'y a pas d'avenir socialiste »⁵⁴⁹.

Ces orientations stratégiques font que le PSU reste en dehors du Programme Commun établi le 27 juin 1972 entre le Parti socialiste, le Parti communiste et le Parti radical. Il préfère développer sa pensée de son côté ainsi qu'un programme bien à lui, pour une transition vers le socialisme, fondé sur les combats sociaux et politiques et sur cette nouvelle pensée autogestionnaire, déclinable dans plusieurs domaines. Ce qui se joue, c'est une course de vitesse entre le PSU et l'axe PS-PC. Le PSU veut jouer sa carte pour ne pas devenir la cinquième roue du carrosse. Sous son étiquette, il veut élaborer un programme socialiste mobilisateur et capable de l'asseoir dans le paysage politique. Une attitude que regrette Gérard Lindeperg. A son sens, aussi imparfait soit-il, le Programme commun était susceptible d'entraîner une vraie dynamique. Aussi, Gérard Lindeperg pense que le PSU aurait dû accepter le principe de participer à sa rédaction, quitte à quitter avec fracas la table en cas de désaccord plutôt de rester perpétuellement enfermé dans sa bulle⁵⁵⁰.

Le PSU met en place un secrétariat composé de dix membres (quatre membres du Bureau national et six des minorités) chargé de coordonner l'élaboration d'un manifeste qui servira de corpus intellectuel au parti. Parmi ses membres, Robert Chapuis et Jean Le Garrec⁵⁵¹. Lors de son congrès organisé à Toulouse en décembre 1972, le PSU adopte le manifeste, composé de 188 pages, intitulé comme la motion déposée par Michel Rocard, qui fut largement majoritaire : « *Contrôler aujourd'hui pour décider demain* ». Il est composé autour de deux axes. « Produire, pour quoi ? » et « L'autogestion, base du pouvoir des travailleurs ». Cette idée d'autogestion est précisément détaillée. Il est dit que « *l'autogestion est aussi l'affirmation qu'il est possible de concevoir une organisation autre que celle du gâchis capitaliste. [...] Il s'agit de libérer le développement des forces productives en le soumettant à des fins qui ne soient plus ni celles du profit ni celles de l'accumulation, même d'un capitalisme d'État qui se baptiserait socialisme* ». Il est rappelé que

549 « Combattre ensemble », dans « Tribune socialiste. N°554, 15 novembre 1972 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1972/11/72-11-15-CHAPUIS-combattre-ensemble.pdf>

550 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.99

551 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.220

l'autogestion ne peut que se conquérir par le renversement de l'État capitaliste et la prise de pouvoir des travailleurs, qui appliqueront cette autogestion au fur et à mesure de leurs propres expériences.

La préface est de la main de Michel Rocard. Il insiste particulièrement sur le besoin d'un « projet socialiste d'aujourd'hui », le projet « d'une société où les hommes soient capables de prendre en mains leurs propres affaires, de prendre eux-mêmes les décisions qui concernent leur travail, leur cadre de vie, leur formation, leurs relations et toute leur vie quotidienne »⁵⁵². Ce manifeste, cette ligne autogestionnaire est également pour le PSU le moyen de se distinguer du PS et du PC qui « ne remettent en aucun cas en cause la nécessité, d'un combat commun contre le capitalisme et le régime actuel »⁵⁵³. Fort de ce constat, le PSU annonce qu'il prendra toute sa part dans le combat électoral pour montrer que le choix d'une « force révolutionnaire autogestionnaire » est possible pour répondre au contexte d'une « France en colère dans un capitalisme en crise »⁵⁵⁴. Michel Rocard se dit ouvert à de nouvelles discussions avec le PS et le PCF pour mettre en place un « désistement de classe », soit un désistement pour le candidat de gauche arrivé en tête⁵⁵⁵.

La stratégie de Michel Rocard est audacieuse, au point donc d'en inquiéter certains. Les élections législatives des 4 et 11 mars 1973 doivent servir de test à tout ce travail entrepris par le PSU : autonomie stratégique, travail intellectuel et idéologique...

4) Les législatives de 1973 : l'épreuve de vérité

Ce scrutin doit permettre au parti d'être fixé sur les résultats de ses orientations. Le fond avait été préparé en amont, avec une série de fiches et de réflexions sur tout un ensemble d'enjeux et de questions. Un travail de réflexion où plusieurs proches de Michel Rocard se sont impliqués. Robert Chapuis a préparé une orientation sur « la prise du pouvoir », Daniel Frachon sur la santé et François Soulage⁵⁵⁶ sur plusieurs thématiques (commerce/petits commerçants, équipements publics/environnement, cadre de vie, analyse sur la société de consommation et l'idéologie capitaliste)⁵⁵⁷. Des directives sont adressées aux secrétaires fédéraux et des fiches pour aider les candidats. Parmi elles, une fiche reprenant les arguments à utiliser pour la question de la non-participation du PSU

552 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.222

553 « Le sens du manifeste. Michel Rocard », dans « Tribune Socialiste. N°558, 13 décembre 1972 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/2014/05/72-12-13-Rocard-manifeste.pdf>

554 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.399

555 « Le P.S.U a refait son unité autour de M.Rocard et sur la base du socialisme autogestionnaire », *Le Monde*, 13 décembre 1972, dans DALBERT François, *Archives d'espoir. 20 ans de P.S.U- 1960-1980*, op.cit

556 Né en 1943, diplômé de l'IEP de Paris. Proche de Michel Rocard, il est économiste, membre du PSU et de la CFDT.

557 Document « Fiches-programmes », daté du 7 septembre 1972, Fonds Michel de la Fourrière, 93APO14, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fourrière dans le Loiret, 1970-1973*, Fondation Jean-Jaurès

au programme commun qui unit socialistes, communistes et radicaux⁵⁵⁸. Ou encore, une fiche sur comment faire campagne⁵⁵⁹ et un modèle de tract⁵⁶⁰. Mais dans le Rhône, la situation est compliquée. La motion de Michel Rocard fut minoritaire, derrière la motion « Vers le communisme », qui y fait 60 % contre 16 % au national. Les dirigeants locaux du PSU, porteurs d'une ligne marxiste-léniniste qui rejette le réformisme et l'autogestion, entraînent la fédération vers la scission avec la direction nationale autour d'un groupe appelé la Gauche ouvrière et paysanne (GOP) au point de distribuer son propre matériel lors des élections législatives. Ces troubles internes sont un poison pour le PSU.

Le 10 janvier, le PSU organise un meeting d'ampleur à la Mutualité. L'objectif pour le parti est de faire une démonstration de force et de présenter le contenu de son manifeste pour prouver qu'il peut être une voie crédible pour la gauche, qu'il y a une autre issue que l'axe PS-PCF. Le PSU veut assumer sa stratégie d'indépendance et revendique vouloir construire un « *socialisme dans la liberté* », porter une ligne autogestionnaire, ce qui n'aurait pas été possible dans le cadre du Programme Commun⁵⁶¹. Or, la préparation des législatives et la campagne révèlent un essoufflement de la dynamique du PSU. Alors que le parti espérait investir au moins 250 candidats, il ne peut en présenter que 215. Gérard Lindeperg refuse de s'engager pour le candidat du PSU et se met en congé du parti dans une lettre adressée à la fédération : « *Je suspends provisoirement mon adhésion jusqu'en octobre 1973. [...] Je ne peux accepter une ligne politique que je n'ai pas contribué à élaborer et avec laquelle je suis en désaccord profond* »⁵⁶². Au second tour, il soutient le candidat du PS, Gérard Collomb, à qui il confie son intention de rejoindre le PS.

En Gironde, Pierre Brana veut investir des femmes. Un sujet important : « *La question féminine fut également un sujet de mobilisation du PSU. A la fédération de Gironde, en 1973-1974, les femmes adhérentes représentaient environ le tiers des effectifs, mais ce pourcentage était nettement plus important dans les instances fédérales : 4 femmes sur 8 à la DPF soit 50 % et 2 femmes sur 5 au BF soit 40 %. En tant que secrétaire fédéral, j'avais tenu à cette surreprésentation qui faisait du PSU local un cas tout à fait à part dans un monde politique où – tous partis et mouvements confondus – les femmes étaient largement écartées des postes de responsabilité. Ce qui montrait bien que nous mettions en pratique ce que nous disions. Et ces responsables féminines de*

558 « Arguments-ripostes », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 14, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1970-1973*, Fondation Jean-Jaurès

559 « Les méthodes de la campagne électorale du PSU », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 14, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1970-1973*, Fondation Jean-Jaurès

560 « Modèle de tract à déposer sur le palier des absents lors de votre passage », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 14, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1970-1973*, Fondation Jean-Jaurès

561 Lettre de Robert Chapuis datée du 16 janvier 1973, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 38, *Robert Chapuis candidat du PSU à Paris, législatives 1973 (15^e circonscription, 14^e arrondissement)*, Fondation Jean-Jaurès

562 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.100

la fédération ou des sections – Laure Lataste, Marguerite Hidalgo, Jacqueline Courtey, Lise Renoux, Joëlle Dusseau, etc. - étaient particulièrement actives sur toutes sortes de sujets concernant plus particulièrement la condition féminine, notamment la lutte pour la libération de la contraception et le droit à l'avortement »^{563 564}.

Aussi Pierre Brana est optimiste : les cantonales s'étaient soldées par des résultats encourageants et depuis le PSU fut très actif dans de nombreux domaines, évoqués ci-dessus, mais pas que (soutien aux travailleurs, mobilisation pour l'amélioration du cadre de vie, stratégie de mobilisation dans certains secteurs industriels...⁵⁶⁵). Ainsi, Pierre Brana pense que le PSU pourra récolter les fruits de toute cette activité. Trois candidats PSU sont investis en Gironde : Joëlle Dusseau⁵⁶⁶ dans la première circonscription, Laure Lataste dans la 4ème et Bertrand Bernadet dans la 6ème. Robert Chapuis est de nouveau candidat dans sa circonscription du 14ème arrondissement. Dans le Loiret, le PSU veut poursuivre sa dynamique ascendante. Michel de la Fournière est candidat dans la première circonscription avec comme suppléant le conseiller général Jean-Claude Groeninck, élu maire de la Ferté-Saint-Aubin en 1971. Marcel Reggui est candidat dans la deuxième circonscription et Bernard Madre, dans la troisième. Partout en France, les candidats PSU suivent leur cap désormais classique du socialisme et de l'autogestion : « *L'autogestion, c'est la possibilité pour chaque homme et chaque femme d'imposer les décisions qui le concernent, là où il habite et là où il travaille [...] L'autogestion c'est aussi le socialisme dans la liberté, l'élargissement des libertés fondamentales, le respect des différences et des particularités* »^{567 568}.

Mais le retour au réel est cruel : si le PSU séduit par ses idées originales, il se révèle incapable de les incarner. Dans l'esprit des électeurs de gauche, l'alternative crédible ne passe pas par le PSU mais le PS. Dans sa propre campagne, Robert Chapuis le constate : « *Distribuant des tracts à la sortie du métro Montparnasse, je suis abordé par une jeune femme qui me félicite pour la réunion que j'ai tenue dans ce quartier et à laquelle elle a assisté : Vous m'avez convaincue, me dit-elle, il faut vraiment que cela change, et c'est pourquoi je vais voter... socialiste* »⁵⁶⁹. François Borella, candidat dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle n'obtient que 5,65 % des voix⁵⁷⁰. Le bilan est décevant. Le PSU obtient presque moitié moins de voix qu'en 1968, alors que

563 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.79

564 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, le 15 mars 2021

565 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.77

566 Née en 1947, professeure agrégée d'histoire et docteurs ès lettres, elle est la compagne de Pierre Brana. Tous deux ont participé aux événements de Mai 68 à Bordeaux

567 Profession de foi de Michel de la Fournière, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 14, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1970-1973*, Fondation Jean-Jaurès

568 Profession de foi de Robert Chapuis, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 38, *Robert Chapuis candidat du PSU à Paris, législatives 1973 (15^e circonscription, 14^e arrondissement)*, Fondation Jean-Jaurès

569 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.49

570 Il s'était implanté dans cette circonscription à l'occasion de l'élection partielle de juin 1970 où il avait obtenu 5,14 %

la participation est en hausse. Alors que le PSU avait récolté près de 875 000 voix il y a cinq ans, il n'en obtient cette fois que 480 000 tandis que le PS connaît une forte progression et voit 89 députés élus. Plusieurs facteurs sont avancés comme la perte des positions électorales acquises par le PSU avec le départ de certaines « figures », l'absence d'accord avec le PS et la réduction du nombre de candidats⁵⁷¹.

Sur les 215 candidats du PSU, qui font une moyenne nationale de 4,23 %, seulement trois ont dépassé les 15 %, trois ont obtenu entre 10 et 15 %, 31 entre 5 et 10 % et quatre sont arrivés en tête des candidats de gauche⁵⁷². Et un seul est élu, Yves Le Foll, d'un cheveu, dans la première circonscription des Côtes-du-Nord. Tous avaient en face d'eux un adversaire socialiste et un adversaire communiste, hormis Michel Rocard, opposé à un candidat communiste soutenu par la fédération socialiste⁵⁷³. Robert Chapuis est battu, n'obtenant que 6 %. Dans la région parisienne les cadres du PSU constatent une stagnation du PC, une forte progression du PS, et un recul du PSU, « amputé de 45 000 voix par la présence de 54 candidats trotskystes »⁵⁷⁴, ce qui lui coûte de franchir la barre financière des 5 %. En Gironde aucun des candidats ne dépasse les 3 %⁵⁷⁵. Dans le Loiret, les candidats PSU font mieux que la moyenne nationale. Michel de la Fournière atteint le score de 7,93 %. Mais cela reste loin des espoirs fondés. Même Michel Rocard perd le siège qu'il avait su conquérir avec tant de panache, ne totalisant que 46,16 % des voix après avoir atteint de peu le second tour (il ne distançait le troisième homme que d'à peine 200 voix). Alain Richard, membre du bureau national du PSU, lâche un constat implacable : « le PSU n'a aucun avenir électoral »⁵⁷⁶.

Un sentiment partagé par beaucoup au sein du parti. Jean Le Garrec, qui candidatait pour la première fois à une élection, obtient près de 6 % des voix dans la douzième circonscription des Hauts-de-Seine, un des meilleurs scores pour le PSU dans le département. Il n'empêche qu'il est largement devancé par le candidat socialiste, par ailleurs transfuge du PSU (15,75%) et par le candidat communiste (25,55%). Pour Jean Le Garrec, c'est la preuve que le PSU est complètement dépassé. Il estime que la mutation de la SFIO opérée par François Mitterrand est la concrétisation du projet que le PSU n'a pas réussi à générer, PSU qui « dérive vers la marginalisation »⁵⁷⁷. Michel

571 « Les résultats du PSU », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 14, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1970-1973*, Fondation Jean-Jaurès

572 Ibid

573 Ibid

574 « Analyse des résultats des élections du 4 mars dans la région parisienne », dossier de la fédération PSU de la région Parisienne daté du 13 mars 1973, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 38, *Robert Chapuis candidat du PSU à Paris, législatives 1973 (15^e circonscription, 14^e arrondissement)*, Fondation Jean-Jaurès

575 DUSSEAU Joëlle, « Histoire de la fédération de la Gironde du PSU de mai 1968 à octobre 1974 », *Bulletin de l'Institut Aquitain d'Études Sociales*, op.cit, p.54

576 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.225

577 LE GARREC Jean, *Une vie à gauche*, Éditions de l'Aube, 2006, p.28

Rocard propose un diagnostic plus nuancé⁵⁷⁸. Il assume clairement et revendique même le fait que le PSU se soit tenu à l'écart du Programme commun, même si cela lui a coûté. Pourtant, il estime que le PSU n'a pas à rougir de sa performance pour plusieurs raisons. Il n'a pas perdu de voix, et en a même gagné par rapport à 1967, malgré toutes les divisions qui ont secoué le parti, et a mené une belle campagne, avec des réunions attractives, de nombreuses nouvelles adhésions... une campagne qui a permis au PSU d'accroître sa visibilité et de légitimer le projet socialiste autogestionnaire. Cela oblige le parti à intensifier ses combats et à parfaire son organisation de machine politique dans l'idée d'imposer à toute la gauche que le seul projet d'avenir est celui du socialisme autogestionnaire. Michel Rocard a la conviction que de très nombreux militants encartés dans d'autres partis de gauche partagent les diagnostics du PSU. Il convient donc d'ériger un grand courant socialiste autogestionnaire rassembleur.

Après des élections législatives de 1973 jugées décevantes, le PSU est face à l'inconnu. Sur le plan idéologique, la ligne est claire. Mais sur le plan de l'organisation et de la structure, l'intention est plus floue. Est-ce que le PSU est destiné à devenir l'arche qui rassemblera toutes les forces autogestionnaires ? Michel Rocard reste assez ambigu sur la question, tout comme il se montre ambigu sur le rapport à entretenir avec le Parti socialiste.

B) Le chant du Parti socialiste

1) Le glissement de Michel Rocard vers le PS

Alors qu'un vent maussade souffle parmi les rangs du PSU, Michel Rocard, dans une interview le 17 mai à *Témoignage Chrétien*, semble ouvrir la porte à un rapprochement avec le PS, déclarant que si le PS venait à faire des choix allant dans le sens du socialisme autogestionnaire, le PSU saurait en tenir compte... cette sortie provoque un ouragan au PSU. La réunion du Bureau national qui suit, est électrique. La minorité est vent-debout contre les propos de Michel Rocard, accusé de trahir le parti et son idéal. Pour éteindre l'incendie, le BN acte deux décisions. D'abord, il est décidé que Michel Rocard fera une autre interview dans *Tribune socialiste* pour nuancer ses propos. Ensuite, le BN publie un communiqué de presse dans lequel il réaffirme la volonté du PSU de rester un parti indépendant pour rendre possible un socialisme autogestionnaire et rappelle que, de la même façon qu'il a refusé par le passé de se rallier à la FGDS, il n'a pas l'intention de devenir

578 « Au pied du mur », dans « Tribune Socialiste. N°570, 15 mars 1973 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1973/03/73-03-15-Au-pied-du-mur.pdf>

le vassal d'un PS, qualifié de « parti fourre-tout »⁵⁷⁹. Mais la nouvelle interview de Michel Rocard ne clarifie pas la situation. Au contraire, il reste ouvert et bienveillant à ce qu'il perçoit comme une évolution du PS, à laquelle un nombre croissant de militants du PSU semble devenir sensible, en dépit de l'obstination des cadres à rester à distance du parti à la rose.

Le 11 septembre, Michel Rocard décide alors de quitter ses fonctions à la tête du PSU : « M. Michel Rocard, secrétaire national du PSU a annoncé mardi 11 septembre au cours d'une conférence de presse que, compte tenu de "l'amélioration sensible de l'organisation et de la vie du parti", il demanderait au prochain conseil national du PSU convoqué pour les 24, 25, 26 novembre de le décharger de ses fonctions de secrétaire national »⁵⁸⁰. Mais malgré son départ, il reste soucieux des intérêts du PSU et engage des discussions, secrètes, avec Edmond Maire et Pierre Mauroy dans l'idée d'un rapprochement entre le PS et le PSU. A l'initiative d'André Salomon, ancien résistant et membre du Comité directeur, un dîner réunit les trois hommes dès le printemps 1973⁵⁸¹. L'équilibre est difficile à tenir. D'une part, Michel Rocard, travaille à un rapprochement entre le PSU et le PS, dans son esprit, une fusion entre les deux structures. Mais d'autre part, il n'arrive pas à convaincre ses proches de la direction du PSU que l'avenir du socialisme est au PS. C'est en tout cas sa conviction : « La rénovation de la gauche se faisait au PS, et non à partir du PSU, comme je l'avais longtemps espéré : François Mitterrand avait gagné son pari »⁵⁸². Mais puisqu'elle n'est pas partagée, il lui faut entretenir, au moins publiquement, l'espace d'un PSU autonome et visage d'un socialisme autogestionnaire, en attendant que le rapprochement tant espéré, se fasse de lui-même.

Quand il a vent de ces échanges entre Michel Rocard et l'état-major du PS, Gérard Lindeperg se réinvestit dans la fédération rhônaise du PSU pour peser dans le sens de Michel Rocard et entraîner avec lui le plus de militants possible. Le combat est rude et l'ambiance si exécrable que le 6 octobre, la direction nationale organise une assemblée de militants en présence de Michel Rocard et d'Irène Charamande, membre du bureau national. Une réunion qui ne résolut rien⁵⁸³. Robert Chapuis succède à Michel Rocard comme secrétaire national du PSU lors d'un conseil national en novembre 1973. Son texte obtient 273 mandats (62,8%) contre 56 pour le texte minoritaire « Vers le communisme »⁵⁸⁴. Une issue qui satisfait Pierre Brana⁵⁸⁵.

579 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.229

580 « Monsieur Michel Rocard va abandonner ses fonctions de secrétaire national du PSU », *Le Monde*, 13 septembre 1973, dans « Revue de presse et déclarations 1971 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

581 SALOMON André, *PS, la mise à nu*, Robert Laffont, 1980, p.42

582 ROCARD Michel, *Le Coeur à l'ouvrage*, op.cit, p.64

583 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.110

584 PFISTER Thierry, « M.Rocard laisse à son successeur, M.Chapuis, un parti devenu plus cohérent », *Le Monde*, 27 décembre 1973, dans DALBERT François, *Archives d'espoir. 20 ans de P.S.U- 1960-1980*, op.cit

585 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.81

Mais si Robert Chapuis continue de mener le parti sur la ligne de l'autonomie envers le PS, dans son esprit, Michel Rocard reste le véritable chef du parti ainsi que le visage de ses idées à l'avenir. Pour symboliser la place que Michel Rocard continue d'occuper dans le parti et son statut, Robert Chapuis décide de s'installer dans un autre bureau des nouveaux locaux du PSU, rue Borromée, et de laisser celui de Michel Rocard inoccupé, comme s'il était toujours là : « *Il m'est apparu, dans ce contexte, comme la référence d'avenir pour nos idées et la gauche. C'est à ce moment que la deuxième gauche s'est affirmée* »⁵⁸⁶. Pendant ce même conseil national, Michel Rocard propose un « pacte d'unité d'action anticapitaliste » qui obtient une large majorité avec près de 70 % des voix⁵⁸⁷. Ce pacte est prévu pour être un « *accord d'unité d'action entre les organisations politiques et syndicales qui ont adopté les orientations du Programme Commun et les organisations politiques et syndicales qui ont refusé d'y adhérer, pour aboutir à une plate-forme d'action anticapitaliste donnant naissance à une véritable unité populaire* »⁵⁸⁸. C'est également à ce moment que les discussions s'accélèrent.

Autrefois tenant d'une ligne indépendantiste pour le PSU contre les autres forces de la gauche, Michel Rocard opère donc un revirement, qui convient néanmoins à l'essentiel de sa garde rapprochée, las des tergiversations au sein du PSU. Précisément, au sein du parti, les débats deviennent de plus en plus rudes.

2) La présidentielle de 1974 : troubles au PSU

Le décès de Georges Pompidou le 2 avril 1974 des suites d'une longue maladie perturbe brutalement la scène politique nationale. Une élection présidentielle anticipée est planifiée les 5 et 19 mai afin d'élire un nouveau président de la République. Deux jours après le décès de Georges Pompidou, la direction du PSU se réunit pour décider du positionnement du parti. Deux stratégies sont sur la table⁵⁸⁹. Soit investir un candidat qui portera les couleurs du parti, soit se rallier à une candidature plus unitaire, en filigrane, François Mitterrand, d'ores et déjà positionné pour le PS et, en vertu de l'accord signé en 1972 avec le PC, assuré de son soutien⁵⁹⁰. Lors de cette réunion, Michel Rocard annonce d'entrée qu'il n'est pas question qu'il se présente⁵⁹¹.

586 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

587 *Le Monde*, 21 novembre 1973

588 « Résolution finale. Nécessité de l'unité d'action », dans « Tribune socialiste. N°598, 28 novembre 1973 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/2016/01/73-11-28-ConsNat-Resolution.pdf>

589 « Le P.S.U à la croisée des chemins », *Libération*, 6-7 avril 1974, dans DALBERT François, *Archives d'espoir. 20 ans de P.S.U- 1960-1980*, op.cit

590 COLLIARD Sylvie, *La campagne présidentielle de François Mitterrand en 1974*, PUF, 1979, 232 p.

591 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.250

Cette déclamation est en fait pour Michel Rocard le moyen de manifester publiquement et ouvertement son refus d'une candidature PSU et sa volonté de soutenir François Mitterrand, séduit par l'affirmation de ce dernier d'organiser le projet du PS autour de l'autogestion⁵⁹². Il concrétise son soutien lors d'un meeting organisé le 4 avril où il lance un appel à une candidature de François Mitterrand⁵⁹³. De son côté, le courant minoritaire du PSU soulève la proposition d'investir un représentant de l'aile gauche du PSU, Charles Piaget. Un conseil national est convoqué le 7 avril pour trancher la question. D'emblée, Robert Chapuis et Jean Le Garrec proposent que le PSU soutienne dès le premier tour François Mitterrand⁵⁹⁴. Les partisans d'une candidature unitaire affirment que le moment est propice pour une alternance à gauche à condition de ne pas la fragmenter, surtout que la droite, elle, n'arrive pas à se rassembler, et que François Mitterrand a la stature pour être l'homme du rassemblement.

Mais à ce stade, il n'est toujours pas question de dissoudre le PSU dans le PS. L'argument des unitaires est que la campagne de François Mitterrand permettra l'expression des différents courants de gauche et la préparation non pas d'un parti unique mais d'une coalition de toute la gauche. En face, les pro-Piaget alertent qu'un ralliement à François Mitterrand reviendrait à jeter au feu tout ce que le PSU a accompli jusqu'à présent. Ils estiment que François Mitterrand étouffera le socialisme autogestionnaire et que ses nombreuses ambiguïtés repousseront les travailleurs impliqués dans les nouvelles luttes sociales. La fédération du Rhône se prononce pour Piaget. Pierre Brana et Gérard Lindeperg choisissent la deuxième option et, après plusieurs âpres débats, le PSU se rallie à la candidature d'union de François Mitterrand par un vote favorable de la Direction Politique Nationale (48 voix contre 35), avant une confirmation définitive adoptée lors du conseil national de Colombes du 15 avril (281 voix contre 150)⁵⁹⁵. La veille, Michel Rocard avait publiquement fait part de son souhait que François Mitterrand rassemble la gauche derrière lui : « *La victoire électorale d'un socialiste récent, Monsieur François Mitterrand, est la condition d'un débloccage économique pour le bien être des travailleurs* »⁵⁹⁶.

Il justifie encore plus son choix : « *Nous n'avons pas encore réussi nous-mêmes à donner de tous les combats une traduction politique suffisamment crédible. A l'inverse, le très grand travail politique accompli par le PS et par François Mitterrand, en créant une perspective politique par l'alliance à gauche et en retrouvant une crédibilité électorale, marque encore de cette*

592 ROCARD Michel, « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, op.cit, p.91

593 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.113

594 LE GARREC Jean, *Une vie à gauche*, op.cit, p.33

595 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.420

596 « M.Rocard : Nous ne vaincrons qu'ensemble », *Le Monde*, 6 avril 1974, dans « Revue de presse et déclarations 1973 », *Articles et tribunes*, MichelRocard.org

connexion avec les luttes sociales les plus novatrices. Nous sommes dans ce sens complémentaires et c'est le sens que nous voulons donner à notre soutien à François Mitterrand que d'assurer la communication de l'expérience qu'il représente avec les combats quotidiens »⁵⁹⁷. Et il s'efforce de rassurer l'aile minoritaire de son parti : « Certains ont pu s'inquiéter du choix de la DPN du PSU de soutenir François Mitterrand dès le 1er tour. Ils ont pu craindre que l'absence d'un candidat propre à ce courant autogestionnaire n'oblitére gravement notre apparition dans un combat électoral essentiel. Nous pensons que cette crainte n'est pas fondée. Nous nous sommes battus longtemps pour faire passer le thème central d'un socialisme réconcilié avec la liberté, d'un socialisme à visage humain, dont la condition serait le contrôle ouvrier dans l'entreprise, et l'équilibre d'un socialisme décentralisé, organisé par la base. Comment pourrait-on sérieusement croire que nous sommes prêts à renier ces combats, à disparaître dans le flou d'une campagne où l'unicité du candidat impliquerait l'uniformité du discours ? »⁵⁹⁸ Mais son zèle devenait si embarrassant pour le PSU que le parti condamne ses prises de position par 200 voix contre 174⁵⁹⁹.

Si le PSU s'efforce de conserver une certaine distance avec le Parti socialiste et François Mitterrand, l'enthousiasme exalté de Michel Rocard est un signe annonciateur que l'unité du parti est plus compromise que jamais. En ces temps électoraux, ce sont les traits du côté gauche de l'échiquier politique qui se dessinent difficilement.

3) Une autonomie à rude épreuve : résister ou se rallier au parti à la rose ?

Pour autant, le PSU ne signe pas le Programme commun et entend mener une campagne autonome. Dès lors, Robert Chapuis suit les pas de Michel Rocard, qui s'est déjà rapproché de François Mitterrand en intégrant son équipe de campagne dans le pôle économie, et défend un soutien autonome au candidat de la gauche unie : « Cette volonté, elle a son expression politique : c'est le socialisme autogestionnaire. Mais pour qu'elle trouve à s'exprimer, il faut que les conditions politiques en soient créées. Concrètement, cela passe aujourd'hui par la victoire du candidat unique de la gauche, François Mitterrand. Le PSU a décidé de tout faire pour cette victoire, car il est temps de secouer l'immense chape de plomb qui s'est abattue sur ce pays et qui en paralyse toutes les énergies pour le profit de quelques-uns. De la même façon, il fera tout pour que cette

597 ROCARD Michel, « Les raisons d'un choix », *L'Unité*. N°108, 26 avril 1974, dans « Revue de presse et déclarations 1974 », *Articles et tribunes*, MichelRocard.org

598 « La victoire est possible », dans « Tribune Socialiste. N°614, 13-19 avril 1974 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1974/04/74-04-13-La-victoire-est-possible.pdf>

599 *Le Monde*, 6 avril 1974, dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication: Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.127

victoire serve réellement les travailleurs. Plus que jamais, le PSU développera ses propositions, qui ne sont pas celles du Programme commun. Plus que jamais, le PSU posera les questions sur la nature du pouvoir, l'organisation de la société, le type de développement, questions auxquelles, en définitive, seuls les travailleurs peuvent donner réponse »⁶⁰⁰. D'autres fidèles de Michel Rocard défendent ce choix comme un choix de raison qui n'est en rien un reniement, à l'image de Jean Le Garrec, qui argumente que présenter un candidat, dans un contexte de multiplication des candidatures aurait marginalisé davantage le PSU et réduit à néant tout son travail tandis que le soutien à François Mitterrand n'est certainement pas l'abjuration de l'identité propre au courant autogestionnaire⁶⁰¹. Robert Chapuis défend également ce choix, y voyant à la fois le moyen de maintenir l'unité du parti et de prendre en compte les choix de Michel Rocard⁶⁰².

Mais ce ralliement impose également d'adopter un équilibre rigoureux. D'emblée, Robert Chapuis et Jean Le Garrec entendent ne pas trop heurter les militants du PSU et mettent Michel Rocard en congé du PSU le temps de la campagne, bien qu'il n'ait plus de statut officiel. Avec du recul, Jean Le Garrec conçoit que cette prudence, qui avait vexé Michel Rocard, était surtout une façon de faire croire que le PSU n'était pas complètement associé à la campagne de François Mitterrand⁶⁰³. Mais factuellement, cela ne mène à rien. L'objectif de la campagne autonome était de participer à cette union de la gauche sans dissoudre le PSU et maintenir son unité. Sauf que le PSU était bel et bien impliqué dans la campagne et l'unité était déjà consommée. En effet, une partie du courant minoritaire du PSU fait sécession pour fonder le Parti d'unité populaire. Quant à la campagne autonome, en dépit des efforts déployés par le PSU, elle ne perce pas. La campagne, supposée plurielle et respectueuse des sensibilités de chacun est en réalité fermement pilotée par les équipes proches de François Mitterrand et est avant tout la campagne pour le candidat du Parti socialiste. Robert Chapuis constate lui-même l'échec du PSU dans son projet de faire entendre une voix autogestionnaire dans la campagne de François Mitterrand⁶⁰⁴. Le PSU n'existe dans cette campagne que par Michel Rocard... qui n'attend que le moment opportun pour le placer dans l'escarcelle miterrandienne.

Pour autant, la campagne du PSU est particulièrement active dans la fédération de Gironde. Leur motivation s'explique en partie par la présence de leur vieil ennemi local Jacques Chaban-Delmas. Le maire de Bordeaux a été en effet investi candidat par le parti gaulliste. Au cours de la

600 « Une bataille claire », dans « Tribune Socialiste. N°615, 20-26 avril 1974 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1974/04/74-04-20-Editorial-Robert-CHAPUIS.pdf>

601 « 4 questions à Jean Le Garrec », dans « Tribune Socialiste. N°615, 20-26 avril 1974 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/2015/01/74-04-20-Questions-Le-Garrec.pdf>

602 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.51

603 LE GARREC Jean, *Une vie à gauche*, op.cit, p.36

604 RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.251

campagne, le PSU s'efforce de jouer le jeu. De nombreux meetings unitaires de soutien à François Mitterrand sont organisés, dont un à la salle des sports de Gerland au cours duquel Robert Chapuis, représentant le PSU, prononce un discours devant plus de 25 000 personnes⁶⁰⁵.

Une délégation du PSU composée, entre autres, de Daniel Frachon, Jean Le Garrec et Robert Chapuis, est aussi reçue par François Mitterrand. Robert Chapuis pose notamment la question de la participation du PSU au potentiel gouvernement et reçoit l'assurance du candidat que son futur gouvernement tiendra compte de toutes les forces mobilisées dans sa campagne⁶⁰⁶. Pourtant, lors du meeting du 26 avril 1974 à la porte de Versailles, le PSU n'est pas représenté à la tribune. Pierre Mauroy s'exprime pour le PS, Robert Fabre pour les radicaux de gauche, Georges Marchais pour le Parti communiste. Mais personne pour le PSU, comme s'il y avait une hiérarchisation entre forces du Programme commun et union de la gauche. D'ailleurs, lors de son intervention, Georges Marchais clame « *notre engagement devant les travailleurs, devant le pays est clair. C'est le Programme commun, rien que le Programme commun mais tout le Programme commun* »⁶⁰⁷. François Mitterrand dit aussi s'inspirer « *des options fondamentales du Programme commun* »⁶⁰⁸.

Le premier tour de la présidentielle témoigne de la vitalité de l'union de la gauche. Alors que cinq ans auparavant la SFIO s'était écroulée, François Mitterrand obtient un peu plus de onze millions de voix et 43,25 %, loin devant Valéry Giscard d'Estaing (32,60%) et Jacques Chaban-Delmas, qui s'effondre à 15,11 %. François Mitterrand arrive en tête dans une large majorité des départements métropolitains. Il n'est devancé par Valéry Giscard d'Estaing que dans dix-neuf d'entre eux : la Haute-Savoie, le Haut-Rhin, le Bas-Rhin, Paris, l'Aveyron, le Cantal, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme, la Lozère, le Finistère, le Morbihan, l'Ille-et-Vilaine, la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire, la Vendée, la Mayenne, l'Orne et la Manche.

Dans le cadre du second tour, le PSU renouvelle, via un communiqué de presse, son soutien à François Mitterrand : « *Les résultats du 1er tour des élections présidentielles marquent deux phénomènes essentiels :*

1- une forte poussée de la gauche autour de François Mitterrand qui est défini comme le candidat unique du courant du programme commun et du courant du socialisme autogestionnaire.

2- la déroute du gaullisme que le score de Chaban-Delmas exprime avec une particulière netteté ; Giscard d'Estaing a joué sur l'ambiguïté qui lui a permis de se présenter à la fois comme au-dedans et au-dehors de l'ancienne majorité. Il vient pour la deuxième fois et sans doute définitivement de

605 CHAUPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.52

606 LE GARREC Jean, *Une vie à gauche*, op.cit, p.38

607 « Meeting de la gauche en soutien à son candidat unique à l'élection présidentielle », 26 avril 1974, <https://fresques.ina.fr/miterrand/fiche-media/Mitter00136/meeting-de-la-gauche-en-soutien-a-son-candidat-unique-a-l-election-presidentielle.html>

608 Ibid

renvoyer le gaullisme à Colombey. Il est indiscutablement le représentant de la bourgeoisie possédante et de l'extrême-droite Son élection ne pourrait signifier que l'aggravation de la politique qui pèse actuellement sur les travailleurs et l'ensemble de la population de ce pays. Le choix est donc clair : le PSU, qui se bat dans l'unité populaire pour le socialisme autogestionnaire, appelle tous ceux qui aspirent à un réel changement, en particulier toute une partie de la classe ouvrière et du peuple qui a été entraînée par le mythe gaulliste, toutes les voix qui se sont portées sur les candidatures d'extrême-gauche, à se rassembler au 2e tour sur la candidature de François Mitterrand. La victoire du candidat unique de la gauche permettra que s'exprime l'espérance des travailleurs et pourra ouvrir les conditions de sa réalisation et d'avancer vers le socialisme »⁶⁰⁹.

Mais la victoire de François Mitterrand n'est pas une fin en soi pour le PSU. La victoire de François Mitterrand doit permettre l'amélioration de la condition des travailleurs et si François Mitterrand venait à perdre, le PSU compte récolter ce qu'il a semé pendant cette campagne, notamment plusieurs comités, pour reprendre les luttes sociales et s'affirmer comme force d'opposition à la droite⁶¹⁰. Au second tour, Valéry Giscard d'Estaing l'emporte d'une très courte avance sur François Mitterrand, de 424 599 voix. Si les forces de gauche sont déçues, ce résultat historique valide la stratégie unitaire.

La défaite de François Mitterrand ranime les tensions au sein du PSU quant à la direction que doit prendre le parti. Si les cadres du PSU ont joué le jeu de l'unité tout au long de la campagne, une certaine amertume est palpable chez plusieurs d'entre eux. Jean Le Garrec déplore que la campagne de François Mitterrand ait manqué « *d'une perspective longue, d'un projet cohérent de société socialiste* »⁶¹¹ et appelle à ne pas se laisser entraîner par le plan de François Mitterrand pour réorganiser la gauche autour de lui, car cela ne ferait qu'affaiblir le PSU et la lutte pour l'autogestion, alors que c'est bien l'autogestion qui doit devenir le point central d'un programme rassemblant toutes les forces de gauche, et que cette perspective aurait rencontré un franc succès durant la campagne autonome du PSU.

Michel Rocard est de son côté plus convaincu que jamais que le PSU doit sortir de son isolement et se rapprocher du PS afin d'équilibrer le rapport de force en faveur du socialisme autogestionnaire et ainsi réduire le poids de François Mitterrand dans le bloc de gauche⁶¹². Au

609 « Le choix est clair. Communiqué du Bureau national du PSU. 6 mai 1974 », dans « Tribune Socialiste. N°618, 11-17 mai 1974 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1974/05/74-05-11-le-choix-est-clair.pdf>

610 « Des comités pour quoi faire ? Jean Le Garrec », dans « Tribune Socialiste. N°618, 11-17 mai 1974 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1974/05/74-05-11-Des-comites-pour-quoi-faire.pdf>

611 « Gauche : lorsque le temps presse », dans « Tribune Socialiste. N°621, 1^{er} au 7 juin 1974 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1974/05/01-06-74-le-temps-presse.pdf>

612 « Chronique Michel Rocard : sur une courte défaite », dans « Tribune Socialiste. N°620, 25-31 mai 1974 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1974/05/74-05-31-Sur-une-courte-defaite.pdf>

lendemain du second tour, une réunion a lieu chez Robert Chapuis pour préparer l'élaboration d'un appel à organiser des assises réunissant toutes les chapelles du socialisme⁶¹³. Le 25 mai 1974, François Mitterrand lance un appel rédigé par Michel Rocard (selon les dires de ce dernier⁶¹⁴) et Pierre Mauroy pour que « *soit fixé au plus tôt le lieu de rencontre où les socialistes se retrouveront avant de repartir ensemble vers l'étape nouvelle* »⁶¹⁵. Les deux hommes ont chacun fait du chemin depuis leurs premiers contacts lorsque Pierre Mauroy dirigeait les Jeunesses socialistes et Michel Rocard la Fédération nationale des étudiants socialistes tandis que leurs bureaux se trouvaient au même palier du siège de la SFIO Cité Malesherbes⁶¹⁶. Un cheminement qui n'a pas altéré leur amitié et l'estime réciproque qu'ils se portent⁶¹⁷.

La dynamique de la campagne de François Mitterrand, qui a manqué de peu de remporter le second tour, persuade encore plus Gérard Lindeperg que le PSU avait tout intérêt à rejoindre le mouvement unitaire de la gauche socialiste : « *C'est en greffant l'acquis du PSU sur le vieux tronc du socialisme français que les idées qui étaient les nôtres avaient le plus de chance de se concrétiser* »⁶¹⁸. Robert Chapuis est prêt à se rallier à cette idée à deux conditions : que ce soit un choix du parti lui-même, pas seulement celui d'un courant ou d'un groupe, et que cela se fasse autour d'une orientation politique. Mais il n'est pas disposé à renoncer au rôle du courant autogestionnaire. Il estime que seul le socialisme autogestionnaire peut fédérer les luttes politiques, idéologiques et économiques et que c'est par ce biais que le PSU peut apporter à la gauche ce qu'il manque pour emporter la victoire⁶¹⁹. La DPN du 26 mai valide l'appel par 41 voix (dont celle de Pierre Brana) contre 18 contre et 6 absentions. Elle adopte par la même occasion une résolution annonçant son intention : « *Le PSU entend contribuer à créer les conditions d'une force politique puissante et crédible, qui permettrait de mener à la fois la bataille de classe contre la droite et l'insertion de la perspective autogestionnaire dans la coalition populaire avec l'appui des forces militantes qui se réunissent autour de cette perspective. Pour aboutir, un tel effort implique le dépassement des organisations existantes. C'est une tâche difficile mais la victoire de l'ensemble de la gauche en est le prix* »⁶²⁰. Le processus de lancement des Assises est en marche.

613 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.52

614 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.82

615 Ibid

616 FLEURY Jacques, *Cité Malesherbes : journal d'un jeune militant socialiste, 1959-1973*, Bruno Leprince, 1999, 317 p.

617 BOUNEAU Christine, « Socialisme et jeunesse en France des années 1880 à la fin des années 1960 (1878-1969) », Mémoire pour l'Habilitation à diriger des Recherches sous la direction de GUILLAUME Sylvie, 2007, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3

618 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.103

619 « Éditorial Robert Chapuis: une nouvelle étape », dans « Tribune Socialiste. N°620, 25-31 mai 1974 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1974/05/74-05-31-Une-nouvelle-%C3%A9tape.pdf>

620 « Résolution de la Direction Politique Nationale du PSU du 26 mai 1974 », dans « Le Poing et la Rose. N°31, Septembre 1974 », *Archives-Socialistes.fr*

Ces Assises sont néanmoins plus difficiles que prévu. D'abord, le PS rappelle le 15 juin que si rapprochement il y a, les différentes composantes ne seront pas sur un pied d'égalité. Autrement dit, le PS sera le centre de gravité de cette nouvelle organisation des socialistes et c'est lui qui donnera le ton, condamnant le PSU à ne devenir qu'une petite tendance interne. Or, plusieurs tendances du PSU demeurent attachées à l'identité de leur parti, hostiles à un tel rapprochement, tout comme une partie de la base militante l'est envers des vieux barons de la social-démocratie, à l'image d'un Gaston Defferre qui gouverne sa ville de Marseille en coalition avec le centre-droit. Tel est le sens d'un texte déposé à la DPN en juin : « *L'année dernière a montré quel rôle décisif pouvait jouer dans les luttes les plus significatives le PSU qui, pour la première fois, a commencé à se comporter en intellectuel collectif de la classe ouvrière. Fondre le PSU dans le Parti socialiste signifierait la disparition de cet intellectuel collectif. Le Parti socialiste, ce n'est pas en effet une addition de militants. C'est une organisation charpentée sur 30 000 à 40 000 notables, dont la fonction est de permettre leur élection et dont la base politique est d'occuper l'appareil d'État bourgeois, soit pour le gérer, soit au mieux dans l'espoir illusoire de le transformer de l'intérieur. [...] Notre tâche est de construire un parti qui puisse jouer pleinement le rôle d'intellectuel collectif de la classe ouvrière* »⁶²¹.

De son côté, Michel Rocard n'arrange rien en prônant bruyamment ledit rapprochement, quitte à en brusquer certains. Il avait déjà ouvertement réclamé au printemps 1973 dans *Témoignage chrétien* un tel rapprochement... alors qu'il était toujours secrétaire national du PSU. Michel Rocard bénéficie également d'une couverture médiatique valorisante, le décrivant comme une des étoiles montantes de la gauche, un missile anti-Giscard avec une stature présidentielle⁶²². Son insistance enjouée et zélée contraste avec la prudence tatillonne du PSU, obligeant Robert Chapuis à prendre ses distances avec la position jugée un peu trop enthousiaste de Michel Rocard. Le secrétaire national du PSU entend d'abord ouvrir des discussions avec les autres formations de gauche car il veut que le PSU conserve ses acquis et ne perde ni sa raison d'être ni son utilité⁶²³. A l'initiative de Robert Chapuis, le bureau national rappelle que la décision sera collective et que le PSU n'a pas l'intention de se laisser sagement dissoudre et digérer par le Parti socialiste. Seul un autre fidèle, Tony Dreyfus⁶²⁴, membre de la garde rapprochée de Michel Rocard, s'oppose à cette

621 « Pour un parti autogestionnaire de masse. Pour une stratégie révolutionnaire, *Tribune socialiste*, 6 juillet 1974 », dans RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait : le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, op.cit, p.254

622 « L'espoir de la gauche s'appelle Rocard », *Paris-Match*, 15 juin 1974, dans DALBERT François, *Archives d'espoir. 20 ans de P.S.U.- 1960-1980*, op.cit

623 « L'avenir du PSU », dans « Tribune Socialiste. N°623, 15-22 juin 1974 », https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1974/06/74-06-15-Chapuis-Avenir_PSU.pdf

624 Né en 1939, Tony Dreyfus est membre du PSU depuis sa fondation et fait partie des animateurs de l'UNEF du début des années 1960 jusqu'en 1963. Il fait donc partie de ces rocardiens, comme Robert Chapuis ou Michel de la Fourrière, qui se sont formés dans le syndicalisme étudiant à l'UNEF et qui y ont exercé des

ligne⁶²⁵. La prudence de Robert Chapuis est d'ailleurs l'objet d'une discussion animée entre lui et Michel Rocard⁶²⁶, où ce dernier lui reproche de s'entêter à chercher un compromis bancal⁶²⁷. La question doit être tranchée lors du Conseil national prévu à Orléans en octobre 1974.

Il s'agit alors de se prononcer sur des orientations et sur des négociations politiques avec les autres composantes des Assises. L'objectif est que les discussions et négociations permettent de partir sur de nouvelles bases, de fonder un nouveau « parti des socialistes » et pas seulement d'engraisser le Parti socialiste. Même la majorité de la DPN, pourtant théoriquement rocardienne, exprime des doutes envers un rapprochement avec le PS, mettant l'accent sur son côté syncrétique et fourre-tout. Elle stipule strictement qu'il « *ne s'agit en aucun cas d'envisager l'intégration du PSU au sein d'une autre organisation politique existante* »⁶²⁸. Elle fixe plutôt plusieurs objectifs dont deux repoussent la question du devenir du PSU comme structure⁶²⁹ :

« - Lors de ces Assises il ne s'agit pas de pré-déterminer des décisions de type organisationnel. Au vu des conclusions politiques des Assises il appartiendra au P S U en son sein d'engager une discussion approfondie sur les perspectives organisationnelles qui pourraient en découler ou non. Un congrès s'en saisira et devra trancher »

« - Les Assises des forces socialistes sont une donnée importante pour la construction d'une force autogestionnaire. Elles ne sauraient être la seule. C'est pourquoi le PSU poursuivra activement son intervention dans les luttes sociales et politiques dans les mois à venir, ainsi que le débat pour élaborer un programme de transition. Il ne peut être question de subordonner l'activité et la réflexion du PSU à la préparation de ces Assises ».

Ainsi, le plan de Michel Rocard, qui espérait trouver à Orléans un parti majoritairement prêt à le suivre dans le PS, se présente mal. Or, Michel Rocard ne veut pas arriver sans troupes au PS. Seul et isolé, il ne se sentirait pas en capacité de défier le leadership de François Mitterrand. Le 5 octobre, soit une semaine avant les Assises, le conseil national du PSU se réunit dans une atmosphère orageuse. Robert Chapuis acte la participation aux Assises, tout en rappelant que le PSU attendrait de voir sur quelle note elles se terminent avant de prendre des décisions d'organisation et de structure. Mis en minorité sur un vote, Michel Rocard change d'opinion et saisit l'occasion pour rompre avec le PSU.

responsabilités. Un peu plus jeune que ces deux derniers, il représente une sorte de relève rocardienne au sein de l'UNEF. Avocat, il a notamment défendu la CFDT et les ouvriers de l'usine Lip de Besançon.

625 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.54

626 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

627 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.185

628 « Résolution de la DPN des 29 et 30 juin 1974 : une phase nouvelle et offensive », dans « Tribune Socialiste. N°626, 6-13 juillet 1974 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1974/07/74-07-06-Resolution-DPN.pdf>

629 Ibid

Trois textes sont proposés aux militants. Celui de la direction, menée par Robert Chapuis et dans lequel figure Michel Rocard. Il veut aller encore plus loin que le programme commun, jugé insuffisant pour préparer la victoire de la gauche et surtout, celle du socialisme. Il voit les Assises du Socialisme comme l'opportunité de « *créer la grande force socialiste et autogestionnaire dont le mouvement ouvrier a besoin* »⁶³⁰, blâmant ceux qui voudraient enfermer le socialisme autogestionnaire, comme propriété d'une seule organisation. Ceux-là font fausse route, condamnant le PSU à n'être qu'une structure marginale : « *l'avenir du PSU n'est pas dans sa volonté de se maintenir à tout prix comme parti spécifique, il est dans sa capacité de se dépasser lui-même comme organisation pour donner à sa ligne politique, à son action politique la possibilité d'un véritable développement* »⁶³¹. On trouve parmi les signataires les personnalités les plus fidèles à Michel Rocard, et qui ont vocation à le rester pour la suite comme Pierre Bourguignon, François Borella, Pierre Brana, Irène Chamarande, Michel de la Fournière, Tony Dreyfus, Claude Evin, Martine Frachon, Michel Destot, Laure Lataste, Yves Le Foll, Jean Le Garrec, Jean-Claude Petitdemange, François Soulage...

Un autre texte est déposé par l'opposition conduite par Michel Mousel et la fédération de Paris et un troisième mené par Christian Guerche, Pascal Dorival et André Barjonet, qui approuvent les principes des Assises mais qui veulent veiller à ce que le processus ne soit pas détourné au profit de manœuvres tactiques personnelles. Les motions 2 et 3 s'allient pour demander d'emblée la démission de la direction. Robert Chapuis tente alors de déposer un nouveau texte pour engager le débat. Mais rien à faire, la direction est mise en minorité, à la surprise de Robert Chapuis⁶³². Tandis que la nouvelle majorité du PSU s'estime rejetée des Assises par le PS⁶³³, le courant dit des Assises, autour de Robert Chapuis, décide néanmoins de continuer le processus. La rupture paraît inévitable, car les horizons ne sont plus les mêmes : « *Si, en toute hypothèse, nous restons bien militants du PSU jusqu'à ce congrès de la mi-décembre, c'est par rapport aux Assises et à leurs suites que nous entendons désormais nous situer, nous battre et faire nos propositions aux autres composantes . C'est donc bien dans la volonté de préparer les rassemblements indispensables, sur la base du socialisme autogestionnaire et de l'union de la gauche, que nous devons tirer le bilan des Assises et examiner les suites politiques et organisationnelles qu'il convient de leur donner* »⁶³⁴.

630 « Texte Chapuis. Donner toute sa force au socialisme autogestionnaire », dans « Tribune Socialiste. N°628, 23 septembre 1974 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/1974/09/74-09-23-texte-CHAPUIS.pdf>

631 Ibid

632 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.455

633 « Le PSU exclu des Assises ! », dans « Tribune Socialiste. N°631, 12 octobre 1974 », <https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/2015/02/74-10-12-PSU-exclu-assises.pdf>

634 « Le bilan des Assises et leurs suites. Rapport présenté par Robert Chapuis », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 12, PSU, Loiret, 1968-1974, Fondation Jean-Jaurès

C'est à ce moment que le courant rocardien s'est affirmé et affiné. Dans le Rhône, les premiers débats préparatoires aux Assises du Rhône eurent lieu à Neuville le 1^{er} octobre. Gérard Lindeperg y fut invité. Il plaide pour rejoindre le PS et entraîne avec lui plusieurs sections et militants du PSU, dont deux universitaires qui seront de futurs piliers locaux du courant rocardien: Roger Fougères et Simone Saillard. En Gironde, Pierre Brana s'efforce de réunir des assises locales avant les assises nationales, et doit batailler pour convaincre les socialistes du bien-fondé de cette démarche. Elles ont lieu à Mérignac le 5 octobre 1974 et réunissent 60 socialistes, 40 PSU et 15 représentants de la 3^{eme} composante, soit les militants venant des syndicats et du milieu associatif⁶³⁵.

Robert Chapuis se retrouve, en tant que chef du courant des unitaires du PSU, à la tribune des Assises les 12 et 13 octobre 1974 aux côtés de François Mitterrand, Pierre Mauroy, Jacques Chérèque... et Michel Rocard. 300 membres du PSU sont présents. Ainsi, l'ancien chef du PSU arrive avec une partie de ses troupes... et avec ses idées : « *Par la réponse à la crise mondiale du capitalisme dans son principe, d'abord : elles se proclament socialiste et autogestionnaire* »⁶³⁶. Robert Chapuis appuie l'orientation de Michel Rocard et prononce un discours à la tribune, très applaudi^{637 638}.

En décembre 1974, Michel Rocard et plusieurs de ses proches, dont Robert Chapuis, Daniel Frachon, Jean Le Garrec, Pierre Bourguignon, Irène Charamande et François Soulage adressent une longue lettre aux militants du PSU, une lettre qu'ils présentent comme leur « *dernière correspondance comme militants du PSU* »⁶³⁹. Une lettre qui a des airs d'un constat d'échec. Ses auteurs expliquent combien ils se sont battus, contre tous les obstacles possibles et imaginables, pour faire du PSU un grand « *pôle révolutionnaire capable d'animer les luttes de masse contre le régime, grâce à sa capacité militante et à son implantation dans les secteurs de lutte* »⁶⁴⁰. Rappelant leurs actions et engagements pour atteindre leur objectif, ils blâment les directions impulsées par une partie du PSU et font le constat que « *la force des contradictions objectives dans lesquelles se trouve le PSU fait que son développement ne peut qu'en être sérieusement entravé; il est ainsi condamné soit à la marginalisation, soit à l'opportunisme* »⁶⁴¹.

635 DUSSEAU Joëlle, « Histoire de la fédération de la Gironde du PSU de mai 1968 à octobre 1974 », *Bulletin de l'Institut Aquitain d'Études Sociales*, op.cit, p.40

636 « Michel Rocard : Assises du socialisme, 12 octobre 1974 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

637 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.55

638 Voir Annexes : « Assises du socialisme, 13 octobre 1974 », dans « Archives socialistes, Congrès », *jean-jaures.org*

639 « Lettre aux militants du PSU », datée de décembre 1974, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 11, *Parti socialiste unifié, PSU, national, 1967-1974*

640 Ibid

641 Ibid

La conclusion qui s'impose est que ceux qui restent fidèles à la ligne du manifeste de Toulouse, soit l'idée de « *faire du socialisme autogestionnaire la perspective centrale, non pas du seul PSU, mais des forces socialistes dans leur ensemble en opposition à la bourgeoisie et à son État* »⁶⁴², ne peuvent pas rester dans ce parti et doivent participer à la construction d'un grand parti de tous les socialistes sur une ligne autogestionnaire. Les signataires de la lettre ont fondé leurs espoirs sur les Assises du socialisme, et sur le Parti socialiste. Michel Rocard renforce la portée du message par une interview au *Nouvel observateur* où il appelle « *tous ceux pour qui le socialisme est une espérance, l'autogestion, une réponse aux problèmes d'aujourd'hui, l'unité de la gauche une nécessité* » à venir construire ce grand parti des socialistes⁶⁴³.

En dépit de toutes les entreprises du PSU pour demeurer un parti singulier et puissant de l'hémisphère gauche de la scène politique, il n'a pas réussi à contrecarrer l'ascendance croissante de François Mitterrand, qui a su, en fin politique et tacticien, devenir le centre de gravité de la gauche socialiste. Séduits par cette perspective de rassemblement des forces socialistes, Michel Rocard et les rocardiens font désormais le pari de faire vivre la ligne autogestionnaire dans un grand parti, qu'ils veulent influencer.

II) La difficile entrée en « Mitterrandie »

Le départ de Michel Rocard et d'une frange du PSU permet d'identifier l'embryon du courant rocardien à venir au sein du Parti socialiste. En effet, parmi ceux qui suivent Michel Rocard dans sa rupture avec le PSU, on trouve tous ceux qui faisaient office de « rocardiens » au sein du PSU et mentionnés précédemment. Mais leur arrivée au sein du PS est accompagnée d'une mise sous surveillance. Michel Rocard lui-même n'est pas intégré à la direction du parti. Après s'être résignés à la déception de ce traitement, les rocardiens s'efforcent de demeurer soudés, formant les prémices d'un courant politique interne au Parti socialiste et s'investissant dans la vie locale de leurs fédérations respectives. La question électorale devient rapidement un enjeu majeur pour les rocardiens qui y voient le moyen de renforcer leur poids interne.

642 « Le bilan des Assises et leurs suites. Rapport présenté par Robert Chapuis », Fonds Michel de la Fourmière, 93 APO 12, PSU, Loiret, 1968-1974, Fondation Jean-Jaurès

643 ROCARD Michel, « Je quitte le PSU », *Le Nouvel observateur*, date non précisée, Fonds Michel de la Fourmière, 93 APO 11, Parti socialiste unifié, PSU, national, 1967-1974, Fondation Jean-Jaurès

A) Une entrée sans tambours

1) Le basculement des rocardiens

Une page se tourne pour les proches de Michel Rocard, qui entrent alors au PS. Pour Pierre Brana, il y a un sentiment de déchirement de quitter ce parti dans lequel il avait placé tant d'espoir. Mais en rejoignant le PS, il a le sentiment que son projet d'union des socialistes a abouti. Il retient tout particulièrement cette phrase de Mitterrand « *Pour vous tous ici les assises sont le confluent où se rejoignent les fleuves* »⁶⁴⁴. Environ 2200 militants du PSU, soit entre un tiers⁶⁴⁵ et 40 % des effectifs⁶⁴⁶, franchissent le Rubicon, dont de nombreux cadres proches de Michel Rocard, fidèles de la première heure : Robert Chapuis, Gérard Lindeperg, Claude Evin, Daniel Frachon, Jean Le Garrec, Jean-Paul Huchon, Jean-François Merle, Alain Richard, Jean-Pierre Sueur, Michel de la Fournière, François Soulage, François Borella... Mais tout ceci ne représente qu'environ 2 % des effectifs du Parti socialiste.⁶⁴⁷ Cela inclut une trentaine de membres de la fédération de Gironde⁶⁴⁸. Pierre Brana, Laure Lataste et Jean-François Claverie l'officialisent dans une tribune publiée dans *Sud-Ouest* le 16 décembre⁶⁴⁹. Selon Pierre Brana, « *il y avait une volonté de grouper la gauche, un désir de reformer une force de gauche importante. On avait vu les limites au PSU d'une petite organisation. A côté du PS, le PSU n'arrivait pas à émerger. On avait un dynamisme incontestable, une réception par le public qui était très bonne. Les gens étaient contents de voir des socialistes sur le terrain, dans les entreprises... mais ça ne se traduisait pas en termes électoraux. D'où l'idée que pour faire passer nos idées, ou un certain nombre de nos idées, cela serait facilité en étant au sein d'une organisation plus importante comme l'était le PS, après le congrès d'Épinay* »⁶⁵⁰.

Les rocardiens intègrent par conséquent le PS de façon irrégulière. Ils sont moins nombreux que ce que Michel Rocard aurait souhaité et se dessinent déjà des zones de force pour les ralliés du PSU, avec ces fédérations entières qui basculent dans le giron du PS, et des secteurs où tout sera à construire.

644 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.84

645 DUSSEAU Joëlle, « Histoire de la fédération de la Gironde du PSU de mai 1968 à octobre 1974 », *Bulletin de l'Institut Aquitain d'Études Sociales*, op.cit, p.49

646 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.182

647 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.114

648 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

649 DUSSEAU Joëlle, « Histoire de la fédération de la Gironde du PSU de mai 1968 à octobre 1974 », *Bulletin de l'Institut Aquitain d'Études Sociales*, op.cit, p.41

650 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

2) L'arrivée au PS : le mur derrière la porte

Jean Le Garrec est emballé de rejoindre « *un Parti socialiste rénové, sûr de lui, agité par un bouillonnement d'idées et de propositions* »⁶⁵¹. Mais la situation est loin d'être celle que les transfuges du PSU avaient espérée. Ils voulaient que le PSU participe à la fondation d'une nouvelle force politique commune aux socialistes, fondée sur les idées autogestionnaires. Tel était le dessein présenté par Michel Rocard : « *Tel est bien notre objectif fondamental pour nous, militants socialistes qui faisons le choix, dans la droite ligne de notre projet politique et des accords intervenus lors des Assises du socialisme, de participer à la construction du grand parti de tous les socialistes [...] Le Parti socialiste est confronté à cette tâche historique [...] Cette responsabilité lui interdit tout repliement sur lui-même. Elle fonde au contraire l'exigence de sa propre mutation* »⁶⁵². Finalement, ce n'est qu'une fraction du PSU, une fraction minoritaire qui plus est, qui adhère au PS. Michel Rocard fonde de grands espoirs sur ce nouveau départ : « *Nous apportons des propositions qui, notamment sur le plan économique, peuvent permettre d'actualiser les réponses de la gauche aux développements de la crise du capitalisme, et d'avancer ainsi vers la victoire commune. En faisant ce choix, nous avons la conviction d'être non seulement fidèles à notre passé militant, mais aussi d'être fidèles à l'avenir- à l'avenir socialiste de la France* »⁶⁵³.

La réalité des choses est plus décevante. Ce que les membres du PSU attendaient comme le Parti des socialistes ne fut en fin de compte qu'un PS élargi. Alors que les nouveaux venus espéraient que cette recomposition de la gauche serait baptisée par un changement de nom du PS, cette idée n'est même pas discutée⁶⁵⁴. Le PS l'avait très clairement annoncé et cette annonce s'est concrétisée : il ne s'est pas transformé, il n'a pas évolué, il s'est simplement élargi sans aucune modification que ce soit. Ni sa direction, ni sa structure.

A cela s'ajoute que les nouveaux venus sont très froidement accueillis par les fidèles de François Mitterrand, qui posent des bornes pour bien montrer qu'ils restent les seuls maîtres à bord et que tout se fera selon leurs règles et leur volonté⁶⁵⁵. Les anciens membres du PSU qui ont intégré le PS avant les Assises sont particulièrement mécontents de revoir leurs anciens camarades avec lesquels la séparation fut, à l'époque, mouvementée. Jean Poperen, qui fut le chef de file de l'opposition interne à Michel Rocard au sein du PSU avant d'en être exclu en 1967 pour avoir

651 LE GARREC Jean, *Une vie à gauche*, op.cit, p.29

652 « Déclaration de Monsieur Michel Rocard, jeudi 19 décembre 1974 », Archives de Pierre Zémor, Carton 2, Fondation Jean-Jaurès

653 ROCARD Michel, « Fidèles à l'avenir », coupure de presse d'un journal non-présenté, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO II : *Parti socialiste unifié, PSU national, 1967-1974*, Fondation Jean-Jaurès

654 KERGOAT Jacques, *Histoire du Parti socialiste*, op.cit, p.81

655 BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, op.cit, p.307

comparé sa direction à une secte, critique la « social-technocratie » de « Rocard d’Estaing »⁶⁵⁶. Michel Rocard le lui rend bien. Pour lui, la ligne de Jean Poperen est « *un mélange de populisme jusqu’au-boutiste, de radicalisme irréaliste, avec une touche d’ouvriérisme lyrique* »⁶⁵⁷. De leur côté, les mitterrandistes comme Pierre Joxe, voient dans l’arrivée des rocardiens une menace pour les fondements du PS et pour le Programme commun⁶⁵⁸ et d’autres, à l’image de Louis Mexandeau critiquent l’attitude arrogante et conquérante des nouveaux venus⁶⁵⁹. Une crainte qui n’est pas tant infondée tant certains ralliés du PSU se trouvent dans un cadre, façonné autour de codes et de rites, où ils se sentent étrangers et tant Michel Rocard compte influencer sur la ligne politique du parti⁶⁶⁰. Quant au CERES de Jean-Pierre Chevènement⁶⁶¹, sa position évolue rapidement. Initialement, le CERES se montre favorable à l’arrivée de militants PSU au sein du PS car il espère que ces militants vont venir gonfler ses propres rangs. Jean-Pierre Chevènement avait même organisé chez son fidèle Pierre Guidoni une rencontre entre Michel Rocard et François Mitterrand⁶⁶². Mais lorsque les rocardiens entrent au PS, le CERES est pris d’un doute, se demandant si leur intention est de se fondre dans le PS, de rallier leur courant ou de leur disputer le leadership de l’aile gauche. Rapidement, les hostilités se développent car Jean-Pierre Chevènement estime faire face à un scénario inattendu : que Michel Rocard ne soit pas venu au PS « *par la gauche, mais pour créer une sorte d’aile droite* »⁶⁶³.

Sur le moment néanmoins, Gérard Lindeperg considère les Assises comme un franc succès. Sa section PSU, celle de Neuville est dissoute dès le 6 décembre 1974, car elle adhère en totalité au PS, au point de devenir dès 1975 le « fief des rocardiens du Rhône »⁶⁶⁴. La fédération du Loiret, conduite par Michel de la Fournière, fait également le choix de suivre Michel Rocard dans son adhésion au Parti socialiste⁶⁶⁵. Michel de la Fournière et Augustin Cornu signent une tribune annonçant leur choix : « *La voie est donc ouverte aujourd’hui à la constitution de ce grand parti.*

656 Notice « Le Maitron » de Jean Poperen, <https://maitron.fr/spip.php?article163429>

657 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.87

658 KRAUS François., « Les Assises du socialisme ou l’échec d’une tentative de rénovation d’un parti », Mémoire de maîtrise, sous la direction de ROBERT Jean-Louis Robert et GEORGI Frank, Panthéon-Sorbonne Paris I, 2001 p.72

659 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.457

660 RENOUE Simon, « La culture politique socialiste du Congrès de Nantes au Congrès de Metz. 1977-1979 », Mémoire de Master 2 sous la direction de BOUNEAU Christine, Université Bordeaux Montaigne, 2015, p.115

661 CHARZAT Michel, TOUTAIN Ghislaine, *Le CERES : un combat pour le socialisme*, Calmann-Lévy, 1975, 279 p.

662 AYACHE Nadia, « Le mouvement chevènementiste : du CERES au Mouvement des Citoyens », Mémoire de maîtrise sous la direction de BOUNEAU Christine, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 2005, p.65

663 Ibid, p.66

664 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d’un rocardien de province*, op.cit, p.116

665 *La République du Centre*, 7 octobre 1974, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 11, *Parti socialiste unifié, PSU, national, 1967-1974*

La Fédération PSU du Loiret a décidé de la suivre et, par conséquent, de fusionner avec le Parti socialiste [...] Telle est donc la décision prise par la très grande majorité des militants de la Fédération du Loiret du PSU et de la totalité de la direction fédérale »⁶⁶⁶. Mais ni Neuville ni le Loiret ne sont la France. De façon générale, l'entrée des rocardiens au sein du PS n'est pas un chemin pavé de roses. Hormis Pierre Mauroy, qui fait appel aux rocardiens, à la CFDT et aux clubs d'inspiration chrétienne pour desserrer l'étau marxiste des discours sur la lutte des classes entretenu par de nombreuses figures du PS, les autres courants du PS se sentent menacés dans leur domination idéologique et leurs équilibres internes dans les fédérations.

En Gironde, Michel Sainte-Marie, premier secrétaire fédéral, appelle les nouveaux venus « *les farfelus du PSU* »⁶⁶⁷. Pour Pierre Brana, « *beaucoup ont vu ces nouveaux comme des gens très actifs qui allaient pouvoir prendre plusieurs responsabilités et modifier le train train du parti avec aussi des postes électifs que certains visaient depuis longtemps. Ce sont donc mises rapidement en place un certain nombre d'attitudes de blocage. Assez rapidement, on a été placardisé. C'était en liaison avec le national* »⁶⁶⁸.

Michel Rocard tente de le faire accéder au comité directeur du PS, mais Pierre Brana refuse, préférant préparer l'entrée des membres du PSU dans le PS et développer leurs positions dans la fédération girondine. Dans le Rhône, le processus d'adhésion est fortement perturbé par le député Jean Poperen, rancunier contre les membres du PSU depuis son exclusion du parti en 1967 et hostile à la ligne de ces « chrétiens autogestionnaires » qui risquent selon lui de droitiser le parti et nuire au « front de classe »⁶⁶⁹. Les rocardiens rhônaïens n'obtiennent que trois places sur trente à la commission exécutive fédérale (CEF) et une au Bureau fédéral, place qui revient à André Chazal, tandis que Gérard Lindeperg siège à la Commission exécutive fédérale selon sa volonté⁶⁷⁰. En Gironde, bien que Pierre Brana intègre les instances du PS avec méfiance, l'arrivée s'avère en réalité plus facile. Pierre Brana devient l'unique secrétaire fédéral rocardien. Il obtient comme responsabilités les entreprises, l'environnement et cadre de vie... et les femmes ! Il parvient à s'entourer d'anciens du PSU dans les commissions qu'il met en place pour ces trois secteurs. « *Michel Cabannes apporta ses connaissances d'économiste à la commission Entreprises, Jean-Jacques Maire et Jean-François Claverie m'aidèrent bien à celle de l'Environnement, enfin*

666 « La Fédération du PSU du Loiret fusionne avec celle du PS », *La Nouvelle République*, 18 décembre 1974, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 11 : *Parti socialiste unifié, PSU national, 1967-1974*, Fondation Jean-Jaurès

667 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

668 Ibid

669 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.107

670 Ibid, .p.145

Laure Lataste -qui la présidait- et Joëlle Dusseau s'investirent activement dans la commission Femme »⁶⁷¹.

Entrés au PS avec un immense espoir d'apporter une pierre essentielle à l'édifice, les rocardiens réalisent que les fidèles de François Mitterrand n'ont pas l'intention de partager le pouvoir interne avec eux. A l'échelle nationale, les adhésions collectives sont refusées afin de ne pas voir débarquer les légions d'un courant déjà organisé. Il faut donc négocier des adhésions individuelles au compte-goutte ainsi qu'une représentation dans les instances dirigeantes du parti que sont le Conseil national, le Bureau national et le secrétariat national.

3) La désillusion

Une représentation qui se révèle rachitique : pas de secrétaire national, trois sièges au Bureau exécutif, à peine 10 % des places au Comité directeur... La réalité est que François Mitterrand voulait rassembler dans le PS l'ensemble de la gauche non communiste, mais uniquement à ses propres conditions et derrière son unique leadership, qui doit demeurer indiscuté et incontesté. On est loin d'un nouveau parti aux orientations autogestionnaires. Le PSU est plus une caution qu'autre chose et l'accueil est si glacial que beaucoup renoncent à adhérer au PS... ou ne tardent pas à le quitter. Ainsi, dans le Rhône, Suzanne Gerbe, rocardienne chargée dans les instances fédérales des problèmes internationaux ne supporte pas l'ambiance et le mépris des miterrandistes et quitte le parti en 1978, sur fond de désaccord avec la position du PS, désormais favorable à l'armement atomique⁶⁷². Même Michel Rocard est accueilli du bout des lèvres, sans fanfares ni tapis rouge. Les miterrandistes redoutent ses ambitions et le soupçonnent de vouloir détrôner François Mitterrand. Ce n'est pourtant pas faute de donner des gages de loyauté.

Les ralliés du PSU se posent alors la question du devenir de leur courant. Les statuts du PS sont alambiqués à ce sujet. L'article 4 de ses statuts défend la liberté de discussion tout en se montrant intraitable contre les tendances⁶⁷³. Mais comme nous l'avons abordé dans l'introduction générale, il est assez difficile de cerner ce qu'est une tendance entre des réseaux informels de proximité idéologique et des formes d'organisation plus structurées. Parmi les rocardiens, trois positions sont discutées :

- Une dissolution dans le PS, signant ainsi la fin du courant des Assises et l'intégration dans la majorité miterrandienne. Il s'agit notamment de la position de Michel Rocard, qui veut éviter tout

671 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.85

672 Notice « Le Maitron » de Suzanne Gerbe, <https://maitron.fr/spip.php?article88410>

673 RENOUE Simon, « La culture politique socialiste du Congrès de Nantes au Congrès de Metz. 1977-1979 », op.cit, p.103

rappel du PSU. Il semble vouloir se fondre dans le clan Mitterrand et pousse dans les médias l'image d'un simple militant, qui ne veut rien, aucune place, aucune reconnaissance, mais simplement contribuer à la victoire prochaine des idées de la gauche⁶⁷⁴.

- Intégrer le CERES de Jean-Pierre Chevènement pour travailler sur les thèmes de l'autogestion et ainsi accroître son poids au sein du PS. C'est une position qui trouve peu d'écho étant donné l'hostilité manifestée par les chevènementistes.

- Intégrer la majorité du PS tout en conservant une sorte d'amicale des anciens du PSU... quitte à alimenter les accusations de double jeu. C'est la position de Robert Chapuis qui alerte sur le risque de se faire étouffer par les mitterrandistes et souhaite que les rocardiens demeurent une organisation structurée.

Gérard Lindeperg se décrit plutôt comme dans la tendance conciliatrice. Il ne s'agit pas d'être un « deuxième Chevènement »⁶⁷⁵, de reproduire comme dans le PSU une guerre interne entre la majorité et l'esprit minoritaire contestataire. Pareillement, Jean Le Garrec plaide que les rocardiens soient discrets et disciplinés au sein du Parti socialiste⁶⁷⁶.

Désappointés par cet accueil glacial, les rocardiens réalisent rapidement qu'avant de pouvoir influencer de quelque manière que ce soit les orientations du Parti socialiste, ils vont devoir trouver un moyen de se faire une place dans le jeu interne.

B) La restructuration du courant rocardien

1) Les bases d'une nouvelle organisation rocardienne

Finalement, chacun fait selon son choix. Il n'y a pas de position commune. En revanche, un petit groupe se rassemble autour de Robert Chapuis et d'une publication hebdomadaire intitulée *Le Manifeste* (en souvenir du congrès de Toulouse) dans un Centre d'initiative et de recherche pour un socialisme autogestionnaire (CIRSA), se dote d'un siège dans le 4^{ème} arrondissement de Paris, rue Jacques-Coeur, et d'un secrétariat avec une équipe d'animation incluant Jean Le Garrec, François Soulage et donc, Robert Chapuis. Ce dernier est notamment délégué par ses camarades pour aller négocier avec François Mitterrand la représentation du courant des Assises dans les instances dirigeantes dans le cadre de la majorité qui sortira du congrès de Pau en 1975. Il parvient à obtenir la promesse d'une dizaine de sièges au Conseil national, deux ou trois au Bureau national, ainsi

674 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.185

675 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

676 LE GARREC Jean, *Une vie à gauche*, op.cit, p.42

qu'un secrétariat national pour Michel Rocard, avec peut-être un second⁶⁷⁷. Robert Chapuis comprend alors que le rapport de force sera compliqué au sein du PS et que son courant doit être soudé et organisé pour faire valoir ses intérêts sans pour autant apparaître comme un parti dans le parti. Il travaille tout particulièrement avec Yvonne Sommeille, l'ancienne secrétaire du PSU, qui avait fait le choix de quitter le parti. Tout deux publient plusieurs numéros du *Manifeste* et animent des réunions pour préparer le congrès de Pau.

Mais ils ne sont pas du tout aidés par Michel Rocard. Au contraire, ce dernier se montre hostile à toute organisation et s'agace devant les efforts de ses proches de maintenir un embryon de courant, dont il demande la disparition. Pour Gérard Lindeperg, cette envie de se fondre dans le PS, d'être loyalistes, n'est pas si incompréhensible : « *On avait pas vraiment le choix ! Si on était arrivé comme un hérisson avec les épines, ça aurait été encore pire !* »⁶⁷⁸ Pour autant, l'approche de Michel Rocard est assez sinieuse. Il tente de s'intégrer dans la majorité du PS, refuse la construction d'un courant autour de lui, mais en même temps, il tente d'apporter une touche de singularité au PS, comme le montre son intervention au congrès de Pau : « *Existe-t-il seulement une réponse à ces enjeux troubles ? [inflation, crise de ressources, autoritarisme] Incontestablement, oui, elle sort de partout, germe, se développe, s'approfondit. Certains l'appellent le socialisme dans la liberté, d'autres encore, le socialisme à visage humain : d'autres enfin, et nous, parmi eux, le socialisme autogestionnaire* »⁶⁷⁹. Robert Chapuis prononce également un discours allant dans le sens de la requête de Michel Rocard : tout en soulignant la volonté commune qui anime tous les membres du Parti socialiste, tout en saluant l'esprit fraternel qui aura permis cette unification, il rappelle que les ralliés du PSU ont fait ce choix pour aller dans le sens d'un effort commun vers l'unité des forces populaires et surtout, vers le socialisme autogestionnaire⁶⁸⁰.

Tandis que Michel Rocard s'efforce d'apparaître comme un nouveau militant socialiste parmi d'autres, ses fidèles commencent à adopter une attitude subtile et équilibrée consistant à ne pas apparaître comme des diviseurs ou des adversaires internes de François Mitterrand, tout en mettant en avant leur singularité.

677 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.56

678 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

679 « Michel Rocard : Congrès national de Pau, 1^{er} février 1975, après-midi », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

680 Voir Annexes, « Congrès national de Pau, 31 janvier 1975, après-midi », dans « Archives socialistes., Congrès », *jean-jaures.org*

2) L'amendement Martinet : le premier baroud

Malgré les affirmations de Robert Chapuis, qui estime que « *voulant être intégrés à la majorité, il ne fallait pas affirmer un courant trop marqué* »⁶⁸¹, le courant des Assises, semble perdurer. Lors du congrès de Pau (31 janvier- 2 février 1975), il appuie un amendement déposé par un ancien du PSU, membre du CERES mais désireux de prendre ses distances avec Jean-Pierre Chevènement et sa stratégie pour se rapprocher de la majorité : Gilles Martinet. Robert Chapuis partage la position intermédiaire de Gilles Martinet : ne pas faire comme Jean-Pierre Chevènement en défiant François Mitterrand par le dépôt d'une motion, ni comme Michel Rocard, soit se laisser aspirer par François Mitterrand. Le juste milieu est de tenter d'amender le texte de la direction sortante, d'où cet amendement. Michel Rocard, fidèle à sa volonté de montrer son loyalisme indéfectible, refuse de le signer.

L'amendement, qui vise à faire entendre la singularité des issus des Assises, obtient un peu plus de 15 % des voix et permet de renforcer la majorité du texte déposé par la direction du PS⁶⁸². Avec 735 mandats, il fait même mieux que les motions 3 et 4 et n'est pas très loin de la motion 2 de Jean-Pierre Chevènement (1208 mandats)⁶⁸³. L'amendement obtient ses meilleurs scores dans des secteurs d'implantation du PSU comme le Finistère (où il obtient près de 50%), les Côtes-du-Nord, la Seine-Maritime, le Puy-de-Dôme ou le Loiret⁶⁸⁴. En Gironde, l'amendement obtient presque le double, près de 28,5 % des voix, ce qui vaut à Pierre Brana de recevoir les félicitations de Gilles Martinet et de Michel Rocard pour ce succès qui démontre l'efficacité du militantisme des anciens du PSU et leur attractivité⁶⁸⁵... mais cela renforce également la méfiance des barons du mitterrandisme, qui soupçonnent les nouveaux venus d'avoir voulu se compter⁶⁸⁶.

L'opération s'avère un joli coup politique du courant des Assises : grâce à cet appui, la direction autour de François Mitterrand peut se passer de négocier avec le CERES (25,5%), qui se retrouve dans la minorité, et le courant des Assises réussit son intégration dans la majorité. Le revers de la médaille est que le courant des Assises se retrouve pieds et poings liés dans la majorité. Il obtient le nombre de représentants prévus au Comité national. Michel Rocard, Gilles Martinet,

681 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

682 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.62

683 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.467

684 SIMON Pierre, « Après les assises, l'ombre portée du PSU sur le PS », dans CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, op.cit, p.295

685 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.86

686 SALOMON André, *PS, la mise à nu*, op.cit, p.50

Robert Chapuis, Dominique Taddéi et Gérard Fuchs intègrent le comité directeur comme membres titulaires, Jean-Pierre Worms et Laure Lataste comme suppléants⁶⁸⁷.

Ces nouveaux visages du courant rocardien apportent une certaine pluralité en matière de parcours et de cheminements, rompant avec les tous premiers rocardiens, presque tous passés par les mêmes réseaux de sociabilité, soit les jeunesses chrétiennes, l'UNEF et le PSU. Né en 1934, Jean-Pierre Worms s'inscrit partiellement dans cette tradition. Ancien de l'UGS, il fut brièvement membre du PSU parisien mais avait rejoint le Parti socialiste en 1969 dans le sillage d'Alain Savary. Il se rapproche du courant rocardien lorsque celui-ci intégra le PS. Il y retrouve un ami, en la personne de Michel de la Fournière : très actif à l'UNEF, Jean-Pierre Worms lui avait succédé en 1956 à la présidence de la FGEL (fédération des groupes d'études de lettres, soit la branche de l'UNEF à la Sorbonne)⁶⁸⁸. Dominique Taddéi (1938) a un parcours encore moins orthodoxe : membre de la SFIO depuis 1958, il devint premier secrétaire de la fédération socialiste de la Somme en 1969 et défendit la motion Mollet-Savary au congrès d'Épinay⁶⁸⁹. Néanmoins, les rocardiens demeurent sous-représentés au bureau exécutif et au secrétariat national... Michel Rocard n'y sera intégré qu'en septembre 1975... et encore, ce n'est qu'au secrétariat national au service public, et sous la surveillance d'un proche parmi les proches de François Mitterrand : Jacques Attali⁶⁹⁰.

Ce paradoxe est assez révélateur des ambiguïtés du positionnement de Michel Rocard envers la majorité du PS. C'est cette stratégie de la singularité qui a permis aux rocardiens, et à Michel Rocard le premier, de se faire une petite place dans un parti hostile. Et il étouffe cette singularité dans un souci de loyalisme. Comme s'il n'y avait aucune voie médiane, aucun équilibre entre la loyauté et la spécificité. L'attitude de Michel Rocard, qui est, il faut bien le reconnaître, probablement déformée par les mitterrandistes, suppose qu'il n'y a qu'une dichotomie absolue entre se fondre dans la masse et être un séditieux. Si Michel Rocard se résigne sans broncher, Gérard Lindeperg en tire la leçon qu'il était maintenant certain que rien ne serait offert aux rocardiens. La conciliation, voire la soumission, envers François Mitterrand n'apportant rien d'autre que des humiliations, les rocardiens devaient affirmer leur identité spécifique pour établir un rapport de force avec le clan Mitterrand. Les responsabilités, les fonctions et les considérations ne seront obtenues qu'au prix d'une ardente détermination⁶⁹¹.

Par ailleurs, dès cette année 1975, les premiers sondages placent Michel Rocard comme la figure de gauche la mieux placée pour incarner la possibilité d'alternance. Un sondage de l'IFOP

687 « Les nouveaux organismes nationaux », dans « Le Poing et la Rose. N°38, Février 1975 », *Archives-Socialistes.fr*

688 Notice « Le Maitron » de Jean-Pierre Worms, <https://maitron.fr/spip.php?article222604>

689 Notice « Le Maitron » de Dominique Taddéi, <https://maitron.fr/spip.php?article172684>

690 SALOMON André, *PS, la mise à nu*, op.cit, p.51

691 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.121

indique que 56 % des sondés désignent Michel Rocard comme possible successeur de François Mitterrand à la tête du PS⁶⁹². Évidemment, les rocardiens comme Gérard Lindeperg sont ravis et y voient le signe qui confirme cette impérieuse nécessité d'affirmer leur identité. Évidemment, Michel Rocard reste discret sur ce sujet pour ne pas s'attirer davantage les foudres des mitterrlandistes. Et évidemment, ces derniers sont néanmoins furieux et renforcent la surveillance des rocardiens et de leur chef. De son côté, Robert Chapuis n'entre ni au bureau national ni au secrétariat national. Néanmoins, François Mitterrand le nomme en mai 1975 délégué national à la Technologie. Bien que Robert Chapuis aurait préféré obtenir la formation des militants ou l'Éducation nationale, il se résout et devient donc le spécialiste des questions énergétiques du PS.

En fait, malgré toute la bonne volonté que semble déployer Michel Rocard, les mitterrlandistes le voient toujours comme un danger et chacun de ses gestes est surveillé pour détecter sa volonté de trahir : « *Le premier secrétaire du PS trouve que son ami Rocard se pousse un peu trop du col. Il lui reproche un comportement trop personnel et quelque chose qui ressemble à un travail un peu fractionnel (Rocard dispose d'un bureau boulevard Raspail et d'une petite équipe qui travaille pour lui). Autre mauvaise note : Rocard utiliserait les journaux et les radios pour sa publicité personnelle [...] A la réunion du Comité directeur [...] auquel ont participé Mitterrand et Rocard, Joxe prononça un véritable réquisitoire contre Rocard [...] Mitterrand se dit plutôt d'accord avec le procureur. Quant à Rocard, il laisse entendre qu'il en a marre et que, si on continue sur ce ton avec lui, il va claquer la porte* »⁶⁹³. Il faut reconnaître que Michel Rocard, tout en jouant constamment la carte de l'unité, pousse néanmoins insidieusement son originalité : « *Je crois très important que le Parti tout entier se pénètre profondément de cette vérité que l'approfondissement de l'unité comme de la perspective autogestionnaire sont deux éléments nécessaires et convergents d'une même stratégie et non deux éléments antagonistes. Nous devons poursuivre la réflexion engagée aujourd'hui pour que le projet autogestionnaire dont notre Parti est porteur devienne la force motrice de la Gauche, unie autour du Programme commun, et de la victoire d'ensemble du socialisme* »⁶⁹⁴.

La côte de popularité de Michel Rocard ne s'estompe pas. Au contraire, elle continue de croître. Dans le baromètre des personnalités de gauche, il est second, juste derrière François Mitterrand. Précisément, les rapports avec François Mitterrand continuent de se dégrader proportionnellement à la hausse de la popularité de Michel Rocard. François Mitterrand n'apprécie

692 « INA, Antenne 2, *C'est-à-dire*, 15 octobre 1975 », dans GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.88

693 « La rose et les épines », *Le Canard enchaîné*, 24 novembre 1976, dans « Revue de presse et déclarations 1976 », *Articles et tribunes*, MichelRocard.org

694 « Michel Rocard- Convention nationale Paris, 21 juin 1975, après-midi », dans « Discours de Michel Rocard », MichelRocard.org

pas de voir éclore un rival potentiel, lui qui a si minutieusement œuvré pour devenir la figure de proue du bloc de gauche. Et de son côté, Michel Rocard a compris que malgré toute sa bonne volonté il ne serait jamais accepté par François Mitterrand, et encore moins désigné comme son potentiel héritier ! Il renforce par conséquent son organisation.

Certes, il n'a toujours pas de courant structuré autour de lui mais il peut s'appuyer sur une équipe, une sorte de cabinet fantôme piloté par le fidèle Christian Blanc. Pierre-Yves Cossé, ancien président de l'UNEF, passé par le PSU et l'inspection des Finances comme Michel Rocard, fait office de conseiller et de plume économique avec François Stasse, issu de la haute-fonction publique. Une cellule communication composée du journaliste Jean-Paul Ciret, Claude Marti et Pierre Zémor, issu du PSU, se met aussi en place. Pierre Zémor a même composé depuis 1974 un groupe consacré à l'entretien de l'image de Michel Rocard. C'est le groupe image et stratégie. Outre Pierre Zémor et Gérard Grunberg, il est composé de politologues (Frédéric Bon, Jean-Luc Parodi, Jérôme Jaffré, Elisabeth Dupoirier...), de sociologues, de spécialistes des médias, que ce soit la radio (Jean-Paul Ciret) ou la télévision (Jean Lallier) et de publicitaires comme Claude Marti⁶⁹⁵. Pierre Zémor, appuyé par une militante de Cachan⁶⁹⁶ Anne-Marie Darnault, exerce les fonctions de secrétaire et de rapporteur de ce groupe. Il fait des rapports à Michel Rocard, qui assiste occasionnellement aux réunions. A cela s'ajoute une « équipe du jeudi », divisée en plusieurs sous-groupes : « opinion » (pilotée par Pierre Zémor), « interventions actualité immédiate » (où figure notamment Jean-François Merle), « préparation d'interventions à moyen terme » (avec Pierre Zémor et Daniel Frachon), « évolution du Parti communiste » et « analyse de la conjoncture économique, sociale et politique » confiée à Christian Blanc et Yves Lannes⁶⁹⁷. Michel Rocard peut aussi compter sur le soutien d'une personnalité de marque, au parcours atypique : Edgard Pisani, ancien ministre de l'Agriculture, puis de l'Équipement, du général de Gaulle. A la présidentielle de 1974, il a voté pour le candidat gaulliste Jacques Chaban-Delmas au premier tour, puis pour François Mitterrand au second tour. Cette même année, à l'invitation de François Mitterrand, il adhère au Parti socialiste, soit la même année que Michel Rocard et ses fidèles du PSU⁶⁹⁸. Dès lors, il s'affirme social-démocrate⁶⁹⁹. Dans l'entourage de Michel Rocard gravite aussi Roger Godino. Homme d'affaires, fondateur de la station des Arcs en Savoie, il met en relation Michel Rocard avec le milieu des affaires⁷⁰⁰.

695 Synthèse (document sans nom), Archives de Pierre Zémor, Carton 2, Fondation Jean-Jaurès

696 Une ville importante pour Pierre Zémor. Voir plus loin

697 « Équipe du jeudi », Archives de Pierre Zémor, Carton 2, Fondation Jean-Jaurès

698 PISANI Edgard, *Socialiste de raison*, Flammarion, 1978, p.14

699 Ibid, p.15

700 LYON-CAEN Jean-François, « La mort du fondateur de la station des Arcs et conseiller de Michel Rocard, Roger Godino », *Le Monde*, 7 octobre 2019

Dernier rouage de la machine rocardienne, *Le Manifeste*. Malgré l'hostilité de Michel Rocard, il demeure un noyau fidèle et dévoué à ce qu'il représente. Les 5, 6 et 7 septembre 1975, Robert Chapuis et l'équipe du *Manifeste* organisent une rencontre à Orléans. Le premier jour, Robert Chapuis présente un rapport sur la situation afin d'établir un bilan des choix récents des anciens du PSU⁷⁰¹. Tous s'accordent pour convenir que rejoindre le PS était un bon choix. Les ralliés insistent sur ce besoin, car l'isolement du PSU, qui s'enfermait dans une logique purement idéologique au détriment du terrain et de la « lutte institutionnelle » ne pouvait conduire le combat gestionnaire que dans l'impasse. A l'opposé, le PS est une machine électorale et jouit d'une forte base militante. Son côté syncrétique, sans réelle unité en dehors de la figure de François Mitterrand rendait possible une évolution vers une ligne intégralement autogestionnaire. Le courant des Assises pouvait de l'intérieur aiguiller le PS vers cette voie, ce qui excluait qu'il s'affirme comme courant minoritaire au sein du parti. Mais en contrepartie il fallait qu'il soit partie prenante de la direction du parti. Là-dessus, le bilan annoncé est mitigé. Il y a des points positifs, obtenus au moment des Assises puis lors du Congrès de Pau (dont l'amendement Martinet). Mais il y a encore des obstacles en raison de la nature de la direction du parti et de l'ambiance de lutte interne⁷⁰². *Le Manifeste* ne dure pas longtemps après la réunion de septembre. Les ralliés veulent à tout prix éviter d'être identifiés comme une tendance, comme un courant PSU interne. Eux veulent être « *une force de proposition au service de l'ensemble du parti dans la perspective du socialisme autogestionnaire* »⁷⁰³. Bien que l'équipe du *Manifeste* entende les critiques à son égard, et soit disposée à en tenir compte pour modifier certains paramètres⁷⁰⁴, Michel Rocard obtient la fin de son activité. Pareillement, alors que Michel Rocard comptait sur la convention nationale sur l'autogestion des 21 et 22 juin 1975 pour pousser sa conception de l'autogestion, soit une troisième voie entre le capitalisme et l'étatisme socialiste, l'aile gauche du PS fait barrage⁷⁰⁵. Ainsi, la participation du courant autogestionnaire à la direction reste très limitée et ne semble pas impulser de réels changements.

Ce qui n'est encore qu'un courant rocardien flou et peu structuré remporte ses premières timides victoires en interne. Mais les résultats sont maigres. Le courant socialiste autogestionnaire

701 « Lettre aux correspondants », émise du siège du *Manifeste* et datée du 17 septembre 1975, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

702 Ibid

703 « Bilan : un an après », document non daté, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

704 « Situation financière », document non daté, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 2 6, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

705 BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, op.cit, p.319

peine à se caractériser sur le plan politique et la conversion du PS à la ligne autogestionnaire semble buter sur plusieurs difficultés.

3) Pierre Brana et Joëlle Dusseau : l'épreuve sur le terrain

Dans le même temps, certains fidèles de Michel Rocard tentent aussi de se faire un nom dans leurs territoires respectifs. Joëlle Dusseau est investie par le PS dans le canton de Bordeaux-5 (qui comporte notamment les quartiers de Saint-Genès et de la Victoire) pour les élections cantonales de mars 1976. Elle doit notamment affronter Jacques Grondeau, conseiller général depuis 1951, adjoint de Jacques Chaban-Delmas et député de la troisième circonscription de Gironde entre 1968 et 1973. Elle reçoit notamment le soutien d'Henri Deschamps, maire socialiste de Talence et député de la troisième circonscription de Gironde. Ce dernier appelle à voter pour Joëlle Dusseau pour condamner « *une action gouvernementale au service des grands monopoles et des sociétés multinationales, rejoignant ainsi l'immense rassemblement de tous ceux et de toutes celles qui veulent que s'ouvrent toutes grandes les portes d'une exaltante espérance : celle d'une société au service de l'Homme, de tous les Hommes* »⁷⁰⁶. Pierre Brana signe également un texte de soutien à sa compagne. Énumérant les difficultés sociales et économiques, présentées comme l'échec de la droite au pouvoir, il rappelle qu'un conseiller général ne peut pas tout régler, mais peut agir concrètement et que c'est pour cette raison qu'il faut que Joëlle Dusseau soit élue: « *un conseiller général peut appeler et participer à l'action, intervenir auprès des pouvoirs publics pour soutenir les luttes des travailleurs, pour faire des propositions, pour aider à résoudre des problèmes collectifs ou des cas particuliers. Et vous pouvez compter, pour tout cela, sur Joëlle Dusseau. D'abord, parce qu'elle est une militante du Parti socialiste et que c'est une règle d'action absolue pour tous nos élus [...] Jeune enfin, l'avenir lui appartient. Avec elle, nous le construirons* ».⁷⁰⁷ Si Joëlle Dusseau ne l'emporte pas, elle a, selon ses mots, « *failli gagner* » et cette performance contre un baron chabaniste est perçue par les rocardiens locaux comme un signe très encourageant⁷⁰⁸.

Le 2 octobre 1976, le député de la 5^{ème} circonscription de Gironde, Guy Antoune, initialement suppléant, démissionne à la fin des fonctions ministérielles d'Aymar Achille-Fould, afin de provoquer une élection partielle et permettre à ce dernier de retrouver les bancs de l'Assemblée nationale. Bien que la circonscription soit fermement tenue par cette figure du centre-

706 « Combat socialiste, supplément au n°43 de février 1976 », Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 10, Élections de 1976 dans le cinquième canton de Bordeaux*, Archives Bordeaux Métropole.

707 BRANA Pierre, « Avec Joëlle Dusseau, construisons l'avenir », Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 10, Élections de 1976 dans le cinquième canton de Bordeaux*, Archives Bordeaux Métropole.

708 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021.

droit, la gauche veut croire en ses chances, au moins en son potentiel de progression. Comme l'explique Nadia Ayache, le territoire du Médoc, qui correspond aux délimitations géographiques de la circonscription, est en pleine mutation démographique et fait face à plusieurs difficultés économiques et sociales qui touchent l'ensemble des activités⁷⁰⁹. Le profil de grand notable du député sortant pourrait donc se retrouver en décalage avec la situation territoriale. La fédération girondine du PS consent à laisser un radical de gauche, Raymond Julien, fraîchement élu en mars conseiller général du canton de Blanquefort, porter les couleurs de la gauche unie. Cependant, le PS entend participer à l'élection en « *menant une ardente campagne socialiste* »⁷¹⁰. L'idée serait que Raymond Julien choisisse un suppléant encarté au PS. Michel Sainte-Marie propose alors le nom de Pierre Brana⁷¹¹. Mais finalement, ce n'est pas lui qui est retenu, mais Jean Bénaben, qui fait partie de la commission exécutive fédérale du PS. La gauche réussit, en partie, son pari. Raymond Julien n'est pas élu, mais au second tour, il réduit l'écart avec Aymar Achille-Fould, obtenant 48,62 % des voix.

A défaut d'obtenir une place importante dans les instances du parti, les rocardiens décident de s'intégrer par le bas, en participant à la vie politique de leur territoire. Pierre Brana et Joëlle Dusseau font partie de cette nouvelle génération socialiste rocardienne issue du PSU qui va opérer un minutieux travail d'implantation locale.

4) L'enjeu du local, un baptême du feu pour les rocardiens

Le prochain objectif sont les législatives de 1978, avec l'enjeu de réussir l'union de la gauche. Mais avant, il y a plusieurs échéances. La première est celle des municipales de 1977. Michel Rocard fait part à son équipe de sa volonté de devenir maire. Les premières réactions de son entourage sont négatives. Selon ses proches, Michel Rocard n'a pas besoin de cela pour accroître son poids politique, sans compter que cela risquerait de le détourner de la vie du parti et de la politique nationale. Mais Michel Rocard persiste car selon lui, la fonction de maire est une fonction capitale dans un parcours politique car le terrain municipal est le meilleur laboratoire possible pour des expériences qui peuvent par la suite inspirer une politique nationale. Cet argument est conforme avec la vision qu'ont les rocardiens de l'échelon municipal.

709 AYACHE Nadia, « Maillage et implantation du socialisme en Aquitaine (acteurs, réseaux, mobilisations électorales) de 1958 à la fin des années 1990 », Thèse de doctorat sous la direction de BOUNEAU Christine, Bordeaux-3, Vol.2, 2017, p.244-245

710 Lettre de Michel Sainte-Marie à Roger Fajardie, 6 octobre 1976, Archives de la Fondation Jean Jaurès, 13EF33, secrétariat aux Fédérations, dans AYACHE Nadia, « Maillage et implantation du socialisme en Aquitaine (acteurs, réseaux, mobilisations électorales) de 1958 à la fin des années 1990 », op.cit, p.244

711 Ibid

C'est en tout cas ce que défend Jean-Pierre Worms : « *Il en va de même de la seconde caractéristique du PS : la démarche autogestionnaire. Dans ce domaine, le terrain municipal semble privilégié pour expérimenter de nouveaux comportements et engager un processus d'apprentissage. Lieu par excellence où peut se diffuser l'exercice de la responsabilité, le «cadre de vie» est précisément constitué de lieux propres (l'immeuble, l'école, la crèche, le terrain d'aventure, etc.). partiellement autonomes, pouvant constituer des enjeux de contrôle et d'exercice de pouvoirs responsables* »⁷¹². Michel de la Fournière et Jean-Pierre Worms ont d'ailleurs été respectivement secrétaire et rapporteur d'une commission du PS chargée d'élaborer un « Manifeste municipal ». Ce manifeste prône et explique comment les socialistes comptent « *utiliser le pouvoir municipal pour en transformer les conditions d'exercice et pour « changer la vie » dans la commune* »⁷¹³. Par ailleurs, « *rompant délibérément avec la tradition jacobine qui, en France, a profondément marqué à la fois la constitution de « l'État bourgeois » et sa contestation par le mouvement socialiste. Il fonde une démarche autogestionnaire et un projet de transformation des rapports sociaux dans la commune sur une conception radicalement neuve des structures et des modalités de fonctionnement du système politique. Il tente d'articuler avec le maximum de cohérence les bases institutionnelles d'un État très fortement décentralisé, une nouvelle pratique du pouvoir municipal et un nouveau contenu de la gestion municipale, un nouveau cadre de vie* »⁷¹⁴. Ils rassemblent également les travaux de cette commission dans un ouvrage qui développe et concrétise les propositions de ladite commission⁷¹⁵.

Aussi, pour Michel Rocard, la décision de se présenter est actée. Encore faut-il trouver la ville en question. Michel Rocard établit le portrait robot de la ville idéale pour sa candidature⁷¹⁶. Elle doit être située dans la région parisienne (en partie en raison de la popularité de Michel Rocard dans la région), doit être prenable à la droite mais pas à la gauche (même à un communiste) et enfin, doit être dans une circonscription également prenable à la droite. Deux villes répondent à ces critères. La première est Pont-Sainte-Maxence. Mais le contexte politico-géographique n'est pas optimal : l'Oise est le fief de la famille Dassault, dont l'influence politique est très étendue. Et la section socialiste locale est peu développée et entièrement acquise aux mitterrandistes de surcroît.

La seconde est Conflans-Sainte-Honorine, dans les Yvelines. Elle est à proximité de la circonscription conquise par Michel Rocard en 1969, il y a encore de nombreux contacts et

712 WORMS Jean-Pierre, « Municipales : un enjeu politique », dans « Faire. N°6, mars 1976 », *Archives-Socialistes.fr*

713 « Municipales, une autre politique », dans « Faire. N°15, janvier 1977 », *Archives-Socialistes.fr*

714 Ibid

715 DE LA FOURNIERE MICHEL, WORMS Jean-Pierre, *Citoyen dans sa commune : Propositions municipales socialistes*, Flammarion, 1977, 159 p.

716 ROCARD Michel, « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, op.cit, p.92

soutiens, prêts à se mobiliser, dont le président du Groupe d'action socialiste de Conflans, Gaston Rousset, protestant comme lui, qui l'invite à se présenter⁷¹⁷. Il peut donc compter sur l'appui des forces socialistes locales au-delà de son réseau de fidèles issus pour la plupart du PSU. La bataille contre Eugène Berrurier, le maire sortant, élu depuis un quart de siècle, s'annonce rude, mais Michel Rocard se décide à y aller. Il fait notamment venir Jean-Paul Huchon et le charge d'organiser son « *atterrissage* »⁷¹⁸. Il charge également ses proches de le renseigner sur toutes les caractéristiques de la ville. Daniel Frachon, Pierre Zémor et Christel Peyrefitte⁷¹⁹ conduisent une étude minutieuse⁷²⁰. Une enquête SOFRES est commandée. Elle révèle que Michel Rocard souffre d'un déficit de notoriété, avec 42 % des sondés qui n'expriment pas d'avis sur lui, en dépit d'une bonne image (45 % d'opinions positives)⁷²¹.

L'objectif est également de fédérer les forces de gauche, ce qui signifie surtout, rassembler PS et PC derrière Michel Rocard. Jean-Paul Huchon et Daniel Frachon négocient avec la fédération socialiste yvelinoise et obtiennent que Michel Rocard, au nom du PS, mène une liste d'union à Conflans, contre une liste d'union à Poissy conduite par un communiste⁷²². Mais dans le même temps, les rocardiens ne veulent pas être pris en otage par ce potentiel accord. Aussi, Jean-Paul Huchon établit la répartition des places. Sur les 31 noms de la liste, le PS en obtiendra minimum 16 afin de disposer d'une majorité absolue à lui seul. Conscient de ne pas « *paraître complètement rouler le PC (nous en sommes déjà à la limite)* »⁷²³, Jean-Paul Huchon suggère de laisser aux communistes quatre adjoints sur neuf : les 2ème, 4ème, 6ème et 8ème. Tout en gardant la main. En effet, parmi ces adjoints figureraient les travaux et bâtiments municipaux ainsi que l'enseignement. Mais comme le souligne Jean-Paul Huchon, l'équipe du maire aura le contrôle du premier car elle contrôlera les finances et du second par le contrôle des enseignants et des parents d'élève⁷²⁴ ! Les tractations aboutissent et Michel Rocard se retrouve à la tête d'une liste d'union de la gauche. Dans sa profession de foi, il se présente comme « *à la fois le porte-parole du socialisme de la vie quotidienne et le représentant de la compétence technique héritée de l'École Nationale d'Administration* »⁷²⁵.

717 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

718 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.200

719 Fille du gaulliste Alain Peyrefitte, diplômée de l'IEP Paris et chercheuse au CNRS.

720 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.94

721 « La situation politique à Conflans-Sainte-Honorine en février 1977 », *SOFRES*, Archives de Pierre Zémor, Carton 3 bis, Fondation Jean-Jaurès

722 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.203

723 « Note sur la situation de Conflans. Décembre 1976 », Archives de Pierre Zémor, Carton 3 bis, Fondation Jean-Jaurès

724 Ibid

725 Profession de foi « Vivre à Conflans », Archives de Pierre Zémor, Carton 3 bis, Fondation Jean-Jaurès

Michel Rocard mène une campagne de terrain dynamique, avec un slogan porteur imaginé par Claude Marti et Pierre Zémor « *Pourquoi pas le meilleur ? Michel Rocard !* »⁷²⁶. Un dynamisme qui lui permet de remporter la victoire dès le premier tour. Jean-Paul Huchon, présent sur sa liste, devient son directeur de cabinet. C'est le début d'une très longue collaboration entre les deux hommes. Jean-Paul Huchon assurera cette fonction jusqu'à la démission de Michel Rocard en 1994 dont il récupère le fauteuil, tout en prenant la direction de tous les cabinets ministériels par lesquels va passer Michel Rocard. Conflans-Sainte-Honorine devient le laboratoire de la doctrine rocardienne. A travers sa ville, Michel Rocard veut prouver qu'une gestion des affaires autogestionnaire peut être appliquée⁷²⁷. Durant sa campagne, il avait prôné « *un socialisme proche de vous* » et faisait de la gestion communale la vitrine de ce que serait la politique nationale de la gauche⁷²⁸. Il met notamment en place des commissions extérieures au conseil municipal qui permettent aux citoyens de prendre la parole et de s'investir dans les affaires communales. Mais il ne s'agit pas seulement d'un gadget, Michel Rocard y accorde beaucoup d'importance et veille à ne pas prendre une décision sans tenir compte de l'avis populaire. Les services municipaux sont aussi concernés puisque le maire encourage les employés à suggérer des « projets de service » pour proposer une solution commune à un problème administratif.

Pour plusieurs rocardiens, le baptême du feu se fera également lors des élections municipales de 1977. Pierre Zémor, bien que très occupé auprès de Michel Rocard, est élu sur la liste de Jacques Carat, maire de Cachan, et devient le 2ème adjoint chargé de l'urbanisme, de la rénovation du centre-ville, des activités économiques et de l'informatique municipale. Celui de Gérard Lindeperg est dans sa ville de Neuville. Initialement, il ne tenait pas à se présenter, car il avait pour projet de préparer l'agrégation d'histoire et d'entreprendre une thèse. Il n'est disposé qu'au minimum à figurer en place non éligible sur la liste de celui qui fut choisi pour porter une liste d'union de la gauche, Jean Machurat. Finalement, il se retrouve deuxième sur la liste et se prend au jeu. Avec le soutien indéfectible de son épouse Michèle, il participe avec dynamisme à la campagne. Les résultats sont là : alors que la droite reste majoritaire dans les villes voisines et que l'implantation de la gauche reste difficile dans le secteur, Neuville, pourtant fief de droite, bascule à gauche. Gérard Lindeperg devient premier adjoint et à ce moment-là, il décide de se consacrer pleinement à la politique⁷²⁹. Neuville et Condrieu, ville rurale au sud du département dont Gabriel Montcharmont, un ami intime de Gérard Lindeperg, était depuis 1977 le premier adjoint au maire

726 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.202

727 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, Perrin, 2020, p.95

728 « Vivre à Conflans. Propositions des socialistes », Archives de Pierre Zémor, Carton 3 bis, Fondation Jean-Jaurès

729 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.129

(comme Gérard Lindeperg l'est à Neuville), deviennent dès lors deux points d'appui du rocardisme local. Deux minuscules points comparés aux énormes bastions mitterrandistes.

Mais de là, les rocardiens parviennent à tisser un maillage militant efficace, au point d'avoir des militants dans toutes les sections de Lyon. Ils sont même majoritaires dans la section de la Croix-Rousse, du 7ème arrondissement et dans les sections limitrophes de Caluire et Tassin⁷³⁰. Et bien évidemment, dans la section de Neuville, dirigée par Michèle Lindeperg. A la veille de 1981, la section compte près d'une centaine d'adhérents, sur 6000 habitants.

Pierre Brana se lance à Eysines. Il parvient à faire l'union autour de lui dès le premier tour, conduisant une liste rassemblant le PS, le PCF et les radicaux de gauche⁷³¹. Malgré une campagne assez tendue (la droite diffuse des banderoles rouges avec « L'Étranger parachuté » en grosses lettres noires)⁷³², la liste de Pierre Brana triomphe de la liste du maire sortant, le chrétien-démocrate Guy Antoune.

Michel de la Fournière est à nouveau candidat dans la ville d'Orléans. Mais la gauche locale est en ébullition. Si personne n'est fermé à un accord, la concrétisation est plus périlleuse. Michel Rocard se rend à Orléans le 28 février pour soutenir son ami⁷³³. Après d'âpres négociations, Michel de la Fournière parvient à constituer une liste de rassemblement de la gauche⁷³⁴. Les quatre premiers noms de la liste représentent cette diversité : Michel de la Fournière (PS), Noël Bizouerne (PC), Bernard Huet (radical de gauche) et l'historien Antoine Prost (GAM). En tout, la liste comprend 16 socialistes, 16 communistes, six radicaux et trois personnalités extérieures à ces formations. L'accord prévoit qu'en cas de victoire, le fauteuil de maire revienne à Michel de la Fournière, le poste de premier adjoint, à un communiste et celui de deuxième adjoint, à un radical de gauche. Le maire sortant, le radical René Thinat, manque de peu d'être réélu au premier tour. Michel de la Fournière, malgré une tentative de mobilisation de toutes les forces de gauche, s'incline au second tour, par 51,87 % contre 48,12 %, ce qui représente néanmoins le meilleur score de la gauche à Orléans⁷³⁵.

730 Ibid, p.174

731 « M.Pierre Brana conduira la liste d'Union de la gauche », *Sud-Ouest*, 14 février 1977, Fonds Pierre Brana, 106 J 13, *Élections municipales de 1977*, Archives départementales de Gironde

732 Tract d'opposition, Fonds Pierre Brana, 106 J 13, *Élections municipales de 1977*, Archives départementales de Gironde

733 « Michel Rocard au Palais des sports : Michel de la Fournière doit être la tête de liste de l'union de la gauche à Orléans », *La Nouvelle République*, 29 février 1977, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 15, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, suite (Parti socialiste)*, Fondation Jean-Jaurès

734 « Orléans : accord au finish à gauche », *La Nouvelle République*, 6/7 mars 1977, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 15, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, suite (Parti socialiste)*, Fondation Jean-Jaurès

735 DE LA FOURNIERE Michel, « Les voies de l'avenir », *La Nouvelle République*, 21 mars 1977, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 15, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, suite (Parti socialiste)*, Fondation Jean-Jaurès

De manière générale, le succès de ces élections municipales profite à deux acteurs. D'abord, le Parti communiste, qui détient désormais 72 maires de villes de plus de 30 000 habitants contre 50 précédemment. Puis, François Mitterrand. En tant que chef du Parti socialiste, c'est lui qui capitalise les retombées politiques. Le PS parvient en effet à conquérir de nombreuses villes. Parmi lesquelles on peut citer Angers, Brest, Poitiers, Montpellier, Rennes, Nantes ou encore Angoulême. Le PS double quasiment son nombre de maires de villes de plus de 30 000 habitants, passant de 46 à 81⁷³⁶. Pour le PC, comme pour les mitterrandistes, ces nouvelles possessions sont un vivier d'élus locaux... et de candidats potentiels pour les élections législatives de 1978. Les rocardiens ne s'y trompent pas. Cette logique s'applique pour eux. Leur poids viendra des territoires qui pourront servir de laboratoire à leurs idées. Aussi, les cadres du courant consultent les relais locaux pour tenter de cartographier les sensibilités des nouveaux maires des grandes villes⁷³⁷.

En dépit du succès personnel de Michel Rocard en 1969, cette victoire ne reste celle que d'un homme, pas celle de son parti. La régénération socialiste autour de François Mitterrand entraîne une recomposition de l'hémisphère gauche de l'échiquier politique. A côté, la stratégie d'indépendance du PSU apparaît de plus en plus comme une impasse. Les élections législatives de 1973 semblent valider la stratégie de François Mitterrand, celle de l'union de la gauche, et confirmer que celle du PSU, celle de l'incarnation d'une troisième voie est vouée à l'échec permanent. Ces élections ont été un point de rupture dans la trajectoire de Michel Rocard. Lui qui s'était positionné comme un détracteur de François Mitterrand et de son parti se montre de plus en plus tenté par le Parti socialiste. Son courant partage ce nouveau sentiment, y voyant là le meilleur moyen de faire vivre leur ligne politique, bien mieux qu'au sein du PSU, où les tensions idéologiques deviennent trop éprouvantes.

L'élection présidentielle de 1974 aura servi de transition pour les rocardiens, de sas de décompression du PSU vers le PS. S'ils ne le rejoignent pas à cette occasion, préférant une « campagne autonome » du PSU, cette aventure électorale fait culminer les oppositions internes du parti. En quittant le PSU, les rocardiens pensaient qu'ils assuraient un meilleur avenir à la ligne autogestionnaire qu'ils ont à cœur de voir inspirer une politique gouvernementale. Le PS leur apparaissait comme le nouvel Eldorado du socialisme. S'attendant à trouver un parti dont l'objectif était de rassembler tous les socialistes autour d'un socle commun qui s'inspirerait de leurs idées, les rocardiens sont tombés de haut en découvrant un parti entièrement acquis à François Mitterrand et

736 BREHIER Emeric, « Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986 », Thèse de doctorat, sous la direction de AVRIL Pierre, Université de Paris I, 2000 2000, p.536

737 Lettre de Robert Chapuis à Jean-Claude Petitdemange datée du 5 avril 1977, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 46, *Parti socialiste 1976-1978*, Fondation Jean-Jaurès

verrouillé par ses soins. Au lieu de trouver le parti des socialistes ils ont découvert le PS mitterrandiste⁷³⁸.

Dans un premier temps, les rocardiens entendent jouer le jeu de la conciliation et tenter de s'intégrer dans ce nouvel environnement. Avec la volonté de ne pas creuser un fossé avec François Mitterrand, les rocardiens se résignent à ne pas exprimer trop haut leur originalité tout en continuant à se confronter au suffrage universel pour s'implanter localement. Mais un nouveau constat s'impose rapidement. Aucune concession n'est suffisante pour les mitterrandistes, qui ne renonceront pas d'eux-mêmes à leur mainmise absolue sur l'appareil socialiste. Dès lors, Michel Rocard, dont les ambitions sont demeurées aussi intactes que celles de François Mitterrand, décide de changer de tactique.

738 BIZOT Jean-François, *Au Parti socialiste, plongée libre dans les courants d'un grand parti*, Grasset, 1975, 490 p.

Chapitre 3 : La nouvelle entreprise du courant rocardien : s'imposer au Parti socialiste (1977-1981)

Résignés à devoir se battre pour être entendus et faire progresser leurs idées, les rocardiens entendent s'imposer au sein du Parti socialiste. Ce changement de stratégie est impulsé par Michel Rocard en personne. Après avoir tant hésité à s'opposer frontalement à François Mitterrand, Michel Rocard engage un bras de fer avec le premier secrétaire du PS lors du congrès de Nantes de juin 1977. A cette occasion, Michel Rocard prend de court l'auditoire en théorisant l'existence de deux gauches, traçant en filigrane une opposition entre lui-même, incarnant la deuxième gauche, et la première gauche représentée par François Mitterrand. Les fidèles de Michel Rocard, qui ne furent pas informés de la volonté de leur chef de lancer cette saillie, mettent de côté leur surprise, voire leur réprobation, pour faire bloc. A l'image de Robert Chapuis, qui, après la surprise, se mobilise pleinement dans cette nouvelle démarche. Ce moment est un acte clef dans l'histoire du courant rocardien car il s'agit du premier moment, depuis leur difficile entrée au sein du PS, que les rocardiens actent publiquement leur singularité. Pour être plus précis, c'est Michel Rocard en personne qui décide pour son courant d'un changement de stratégie. La notion de deuxième gauche, important sur un plan idéologique, est également désormais un élément essentiel pour identifier spécifiquement les rocardiens parmi les rangs du PS. Les tensions se creusent au sein du PS entre les partisans de Michel Rocard et ses détracteurs, qui voient d'un mauvais œil l'émergence de ce dernier et la structuration de son entourage.

Les craintes des mitterrandistes sont alimentées par l'image publique de Michel Rocard dont la popularité éclipse celle de François Mitterrand et le consacre comme un présidentiable crédible. La stratégie de Michel Rocard semble confirmée lors du congrès de Metz en avril 1979. Si Michel Rocard échoue à prendre le PS, sa motion obtient un score très honorable de près de 20 % et permet à ses fidèles d'investir de manière plus conséquente les organismes du PS. Dès lors, l'ambition présidentielle de Michel Rocard semble acquise. Pariant secrètement sur un forfait de François Mitterrand pour l'élection présidentielle de 1981, Michel Rocard monte une équipe de campagne officieuse et mobilise l'ensemble de ses soutiens dans l'espoir d'obtenir l'investiture du Parti socialiste. Mais François Mitterrand finit par se déclarer candidat. Michel Rocard, qui s'était engagé à plusieurs reprises à ne pas défier l'investiture à François Mitterrand, n'a d'autre choix que de renoncer et apporte son soutien, ainsi que celui de son courant, au Premier secrétaire. Sa victoire face au président sortant Valéry Giscard d'Estaing fait entrer la gauche dans un nouveau chapitre de son histoire mais bouleverse également le courant rocardien.

1) Les gauches dans les tranchées

Au moment du congrès de Nantes, Michel Rocard change radicalement d'attitude. Après avoir ménagé pendant longtemps François Mitterrand, refusant d'engager un affrontement frontal avec lui, il le défie ouvertement par le biais d'un discours théorisant l'existence de deux gauches. Après avoir longtemps refusé l'organisation de son courant de manière trop ostentatoire, il se pose en chef de clan, entretenant ses réseaux et structurant son entourage. Cette affirmation de l'identité rocardienne coïncide avec une percée de Michel Rocard dans le baromètre de l'opinion publique où il caracole en tête des personnalités de gauche. Pour la première fois, le courant rocardien dépose une motion lors d'un congrès, à Metz, en 1979, confirmant sa volonté de se confronter avec François Mitterrand et de poursuivre son ascension. Les congrès socialistes se révèlent ainsi comme de véritables moments clefs. Ces vitrines publiques du Parti socialiste sont exploitées par les rocardiens pour mettre en avant leur singularité et leur montée en puissance.

A) Nantes, le congrès de la discorde : l'offensive de Michel Rocard

1) Le point de rencontre : Nantes, juin 1977

Le congrès de Nantes est un rendez-vous essentiel. L'ambiance s'annonce pour le moins orageuse. Porté par le succès de son parti aux dernières élections, François Mitterrand entend utiliser cette dynamique pour ceinturer Michel Rocard. Le 28 mars 1977, François Mitterrand l'avait déjà convoqué à son domicile, rue de Bièvre et lui administre une liste de reproches : les militants venus du PSU se comportent comme s'ils étaient toujours au PSU et pas comme des membres du PS, Michel Rocard dispose encore de locaux personnels boulevard Raspail et de relais en province... bref il se comporterait comme un chef de clan⁷³⁹. François Mitterrand, et son entourage, soupçonnent Michel Rocard de mener un double jeu permanent : si lui feint de vouloir s'intégrer dans l'appareil socialiste, ses soutiens continuent de cultiver une idéologie différente et capitalisent les bons sondages évoqués précédemment. Tout ceci serait par conséquent un complot souterrain ourdi par Michel Rocard.

Le congrès organisé en juin à Nantes est alors marqué par un évènement inattendu. Michel Rocard rompt soudainement avec son attitude de parfait soldat de la majorité du PS en prononçant

739 *L'Express*, 11 avril 1977

un discours idéologique percutant sur l'existence des deux cultures au sein du mouvement socialiste : l'une serait centralisatrice, inspirée par le jacobinisme et le marxisme-léninisme, privilégiant le rôle de l'État, l'autre, héritière de Jaurès et Proudhon, serait plus attachée aux forces sociales, plus décentralisatrice et privilégierait la transformation sociale par ceux qui sont concernés. C'est la naissance officielle de la « deuxième gauche ». Pour autant, ce n'est pas la première fois que Michel Rocard théorise sur une division interne à la famille socialiste. Dans une interview à *Faire*, il disait ne voir que deux projets socialistes alternatifs, que sont « *le socialisme d'État centraliste et le socialisme autogestionnaire* »⁷⁴⁰. En apparence, Michel Rocard ne semble pas pour autant chercher l'affrontement. Il soutient que le Programme commun est une bonne synthèse entre les deux cultures⁷⁴¹.

En apparence. Car Michel Rocard ne pouvait pas croire que cet état des lieux de la gauche française, non avare de reproches et de dures critiques à la première culture, ne ferait pas réagir les mitterrandistes. Gérard Fuchs ne s'y trompe pas : « *Personne ou presque n'acceptera aujourd'hui de se laisser ranger dans la première catégorie, dont beaucoup ne doutent plus que la tradition porte déjà probablement en elle le germe d'un possible Goulag* »⁷⁴². Jean-Pierre Chevènement, toujours dans la minorité du PS, se soulève également contre l'intervention de Michel Rocard qu'il dénonce comme un condensé de procès d'intentions sans propositions de solutions. Il refuse d'être assimilé à « *une minorité centralisatrice, bureaucratique, nationaliste* »⁷⁴³. Avec du recul, Michel Rocard lui-même conviendra que ce discours était « *une faute stratégique* » qui l'aura empêché d'apparaître comme un rassembleur au sein du PS⁷⁴⁴.

Nantes est un moment essentiel dans l'histoire du PS et du courant rocardien. Ce congrès est le point de départ concret d'un long affrontement. Car en dépit de tout ce qui a pu être dit pour minimiser la portée des mots de Michel Rocard, théoriser deux cultures allait plus dans le sens d'une confrontation que d'une volonté de conciliation.

2) Le discours de la rupture : la théorie des deux gauches

Pourtant, le discours de Michel Rocard lors du congrès de Nantes de 1977 est bel et bien un moment capital car il marque, pour la première fois depuis l'entrée des rocardiens au sein du PS l'affirmation d'une identité, et d'une ligne propre, placée en opposition à la culture dominante au

740 ROCARD Michel, dans « Faire. N°11, septembre 1976 », *Archives-Socialistes.fr*

741 « Michel Rocard-Congrès national de Nantes, 18 juin 1977, matinée », dans « Discours », *MichelRocard.org*

742 FUCHS Gérard, « Les deux socialismes » dans « Faire. N°23, septembre 1977 », *Archives-Socialistes.fr*

743 « Congrès national de Nantes, 18 juin 1977, Après-midi », *Archives-Socialistes.fr*

744 BEDEI Jean-Pierre, LIEGEOIS Jean-Paul, *Le feu et l'eau*, Grasset, 1990, p.212

sein du parti⁷⁴⁵. La première est jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste et protectionniste. C'est elle qui, au nom de la République et de sa nécessaire unité, a sacrifié les autonomies provinciales, malmené les régions par une centralisation excessive tentaculaire, voulant tout contrôler. Elle a usurpé l'héritage de Marx en le transformant en cette idéologie du tout-État absolu alors que le marxisme est au contraire l'idéologie de la déconstruction de l'État par l'autodétermination des travailleurs : *« cette culture a, en outre, curieusement l'autorité d'un marxisme capté par ceux qui n'en sont pas les vrais héritiers, car enfin, camarades, souvenez-vous de vos lectures, le Socialisme qu'est-ce que c'est pour Marx, sinon par delà la victoire de la lutte des classes, le dépérissement de l'État, la société associative, l'organisation de la production sur la base de l'autodétermination des travailleurs. Voilà le marxisme »*⁷⁴⁶. L'autre culture, la deuxième gauche, est *« décentralisation, elle est régionalisatrice, elle refuse les dominations arbitraires, celles des patrons comme celle de l'État. Elle est libératrice, qu'il s'agisse des majorités dépendantes comme les femmes ou qu'il s'agisse des minorités mal accueillies dans les corps social : jeunes, immigrés, handicapés. Cette culture se fait fi du règlement et de l'administration. Elle préfère l'autonomie des collectivités de base et l'expérimentation »*⁷⁴⁷. Cette deuxième gauche découle des quinze thèses sur l'autogestion⁷⁴⁸. L'idéologie rocardienne, l'idéologie de la deuxième gauche est donc fondée sur l'autogestion, non pas libérale mais libératrice, contre une dérive étatique autoritaire du socialisme portée par les mitterrandistes⁷⁴⁹.

Tout l'enjeu qui incombe désormais aux rocardiens, c'est de donner une légitimité, une portée historique à cette deuxième gauche. Selon Simon Renou, la culture politique est composée de quatre entités reliées qui forment un ensemble : la sociabilité (donc la structure d'interaction), le vocabulaire, l'idéologie et la mémoire, qui englobe le matérialisme historique⁷⁵⁰. En suivant ce schéma, on voit la construction de la deuxième gauche dans la logique de Michel Rocard. La sociabilité se fait par la construction du courant rocardien, le rassemblement de ses partisans. Ils n'ont pas de structure personnelle mais sont réunis, outre leur fidélité à Michel Rocard, par des éléments culturels. Le vocabulaire tourne autour de mots clefs, en particulier la notion d'autogestion. L'idéologie en découle directement et fut d'ailleurs décrite par Michel Rocard, avec les concepts de décentralisation et de libération. Et la mémoire est cet enjeu de portée historique.

745 RENO Simon, « La culture politique socialiste du Congrès de Nantes au Congrès de Metz. 1977-1979 », Mémoire de Master 2 sous la direction de BOUNEAU Christine, Université Bordeaux Montaigne, 2015, 232 p.

746 « Michel Rocard-Congrès national de Nantes, 18 juin 1977, matinée », dans « Discours », *MichelRocard.org*

747 Ibid

748 Ibid

749 BERSTEIN Serge, « Les usages politiques de l'autogestion », dans GEORGI Frank, *L'Autogestion, la dernière utopie ?*, Publications de la Sorbonne, 2003, p.171

750 RENO Simon, « La culture politique socialiste du Congrès de Nantes au Congrès de Metz. 1977-1979 », op.cit, p.360

C'est un souci de crédibilité, une nécessité pour ne pas apparaître, comme l'affirment les tenants de l'aile gauche du PS, sous les traits de faux socialistes, de pièces rapportées ou de profanateurs d'héritage séculaire. Frank Gorgi constate dans la démarche des rocardiens une entreprise de création d'une culture politique selon le modèle théorisé par Serge Bernstein : « *la recherche dans le passé d'une série d'anticipations susceptibles de mobiliser les énergies militantes en leur offrant un avant-goût concret de la société rêvée à venir. La promesse faite hier annonce la réalité de demain* »⁷⁵¹. Donc puiser dans le passé des bases légitimes pour prétendre pouvoir construire l'avenir.

Dans cette entreprise destinée à donner un souffle enraciné dans l'histoire à cette « deuxième gauche », Michel Rocard s'appuie sur plusieurs intellectuels qui font partie de sa garde rapprochée comme Patrick Viveret. Né en 1948, donc faisant partie de la seconde génération rocardienne, celle qui ne s'est pas battu contre le colonialisme durant la guerre d'Algérie, il a un parcours typiquement rocardien : membre de la JEC durant ses jeunes années, il rejoint le PSU après les événements de Mai 68 puis suit Michel Rocard au PS. Enfin, il est diplômé en philosophie. Si la revue *Faire*⁷⁵² avait officiellement affiché sa neutralité lors de ce congrès, refusant de devenir « *la revue d'un courant interne au Parti socialiste* »⁷⁵³, son rédacteur en chef officie pour Michel Rocard. On peut citer aussi, Pierre Rosanvallon, que l'on pourrait qualifier de cheville intellectuelle de la « rocardie ». Né en 1948, il est un ancien conseiller d'Edmond Maire à la CFDT, ce qui le range lui aussi dans la famille politique de la « deuxième gauche ». Ancien du PSU, il a rejoint le PS en 1974. Il définit la culture politique comme un « *ensemble de représentations, de pratiques, de systèmes idéologiques, hétérogènes certes sur le plan théorique, mais qui constituent, rassemblés, les éléments d'une conception et d'une stratégie dominante du changement social dans la société française* »⁷⁵⁴. Déjà en novembre 1976, Pierre Rosanvallon constatait l'émergence d'une nouvelle culture politique autogestionnaire à partir « *d'un faisceau de pratiques et de luttes encore dispersées* ». Une nouvelle culture qui « *s'élabore à la charnière du travail d'intellectuels indépendants (indépendants du passé et indépendants des idéologies considérées comme moyens de pouvoir) comme Lefort, Gauchet, Castoriadis, Clastres, etc et d'intellectuels militants du PS, de la CFDT, du gauchisme indépendant* »⁷⁵⁵. Cette nouvelle culture politique est fondée sur l'autogestion, dans la droite ligne du corpus du PSU.

751 GEORGI Frank, *L'Autogestion, la dernière utopie ?*, op.cit, p.20

752 Fondée en octobre 1975, elle rassemble des proches de Gilles Martinet et de Michel Rocard, de Pierre Mauroy et même certains représentants de la sensibilité mitterrandienne, et visait à dépasser les vieux clivages internes au PS et à afficher une originalité idéologique par rapport à la ligne impulsée par la direction du Parti.

753 « Faire. N°19, mai 1977 », *Archives-Socialistes.fr*

754 ROSANVALLON Pierre, VIVERET Patrick, *Pour une nouvelle culture politique*, Le Seuil, 1977, p.20

755 ROSANVALLON Pierre, « Une nouvelle culture politique », dans « Faire. N°13, novembre 1976 », *Archives-Socialistes.fr*

La première culture, Michel Rocard l'a dépeinte comme ultra-étatiste. La deuxième culture, autogestionnaire, est, selon Pierre Rosanvallon « *porteuse d'une problématique et d'une stratégie du changement social capable de fonder positivement la démocratie face au fait totalitaire, de créer les conditions d'une production de la société civile, aujourd'hui absorbée par l'État, et de répondre aux grandes questions sur la crise des sociétés industrielles qui dominent ce dernier quart de siècle* »⁷⁵⁶. Ce travail de définition et de revendication fait quelque peu mentir Michel Rocard et son affirmation que le Programme commun constitue une honnête synthèse des deux cultures dans un équilibre à préserver. Mais la définition de cette culture témoigne d'un projet trop ambitieux, celui de transformer la société, pour se contenter d'un compromis, aussi honnête soit-il, avec une culture politique dont elle semble si éloignée. On imagine donc qu'à terme, les rocardiens entendent changer la culture dominante au sein du PS pour remplacer la première par la leur, fondée sur les principes autogestionnaires.

Cela laisse supposer que les rocardiens ne vont pas se satisfaire éternellement de la synthèse honnête du Programme commun et qu'une guerre de ligne va éclater, bien que Gilles Martinet estime qu'il n'y « *n'y a pas d'autre voie que l'union de la gauche* » dans la perspective de remporter les élections législatives de 1978 car il s'attend à ce que la gauche au pouvoir serait face à de nombreux problèmes intenses auxquels s'ajouteront les agissements des « classes dominantes » incarnées par le président Giscard qui feront tout pour accroître les difficultés dans l'optique d'obtenir la dissolution de la nouvelle Assemblée dominée par la gauche⁷⁵⁷. Patrick Viveret, lui, assume ouvertement cette ambition de redéfinition culturelle et idéologique : « *Les socialistes doivent aujourd'hui saisir la chance qu'on offre depuis 1968, l'émergence progressive d'une nouvelle culture politique à travers les thèmes autogestionnaires. Cela suppose de leur part de travailler à la fois sur le plan théorique et sur celui d'une nouvelle pratique du changement social qui donne toute sa place à l'expérimentation* »⁷⁵⁸.

Pierre Rosanvallon assume l'opposition entre les deux cultures : « *Ceux qui veulent changer la société en France appartiennent aujourd'hui à deux mondes largement étrangers. D'un côté, la gauche organisée, avec son programme et ses projets. Sa stratégie est centrée, pour l'essentiel, sur la perspective d'un contrôle de l'État. Elle fait principalement confiance à l'action de l'État et à l'action législative pour amorcer un processus significatif de changement de la société. De l'autre, une multiplication de nouveaux mouvements sociaux (femmes, écologie, par exemple) qui ne se*

756 ROSANVALLON Pierre, VIVERET Patrick, *Pour une nouvelle culture politique*, op.cit, p.20

757 MARTINET Gilles, « Pourrons-nous gouverner ensemble ? », dans « Faire. N°23, septembre 1977 », *Archives-Socialistes.fr*

758 VIVERET Patrick, « PS : Les enjeux d'un congrès », dans « Faire. N°16, février 1977 », *Archives-Socialistes.fr*

reconnaissent guère dans l'approche traditionnelle. Ils raisonnent en terme de modèle de développement et de rapports sociaux plus qu'en terme d'institutions »⁷⁵⁹.

Dans son discours, Michel Rocard opère une double opération : il affirme publiquement son identité politique et en même temps, s'en sert pour dresser une opposition avec François Mitterrand. Cette prise de distance peut être interprétée comme une revendication d'indépendance mais aussi, comme la première théorisation de ce qu'est le rocardisme.

3) Une réception difficile ... pour les rocardiens

Pour François Mitterrand, que tout le monde aura reconnu en filigrane derrière l'idée de la première gauche, et son clan, la guerre est déclarée et c'est Michel Rocard qui l'a provoquée. Mais il ne répond pas dans son intervention à Michel Rocard, du moins pas directement. Il dénonce les « *fractions organisées disposant de locaux, de moyens financiers, qui s'adressent sans mandats à l'opinion publique* »⁷⁶⁰. Initialement, cette saillie était destinée au CERES, mais Michel Rocard pourrait se sentir visé. Les proches de François Mitterrand ne se déchaînent pas non plus. Tout juste Louis Mermaz vante un « *Parti Socialiste, fidèle à la charte d'Épinay, fidèle à la stratégie de rupture avec le capitalisme, fidèle à sa stratégie d'union de la Gauche* » capable de rester fidèle à lui-même et à ses objectifs envers et contre tout⁷⁶¹. Au début de son intervention, Michel Rocard, en parlant des deux cultures de gauche a d'ailleurs eu cette phrase, qui peut être interprétée de différentes façons, et atteste du flou de ses intentions : « *C'est peut-être notre chance* »⁷⁶². Peut-être... donc peut-être pas, ce qui préfigure un potentiel affrontement entre les deux. Mais les proches de Michel Rocard sont au moins autant surpris que les autres. Michel Rocard a poussé à son paroxysme la carte de la loyauté au point de bloquer la constitution d'un courant des Assises interne au PS, d'avoir demandé la fin du *Manifeste*, d'avoir refusé de signer l'amendement Martinet et du jour au lendemain, il se pose en chef de clan et affirme une ligne singulière, différente de celle de la direction, qu'il n'hésite pas à confronter à celle de François Mitterrand. Et tout cela sans en informer ses proches.

Robert Chapuis est un peu vexé de ne pas avoir été mis dans la boucle⁷⁶³, étonné de ce brusque revirement, mais satisfait de la concrétisation du courant rocardien, qui entre dans « *une*

759 ROSANVALLON Pierre, « La Gauche et le changement social », dans « Faire. N°20, juin 1977 », *Archives-Socialistes.fr*

760 AYACHE Nadia, « Le mouvement chevènementiste : du CERES au Mouvement des Citoyens », op.cit, p.81

761 « Louis Mermaz-Congrès national de Nantes, 18 juin 1977, après-midi », *Archives-Socialistes.fr*

762 « Michel Rocard-Congrès national de Nantes, 18 juin 1977, matinée », dans « Discours », *MichelRocard.org*

763 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.66

opposition ouverte, frontale, organisée »⁷⁶⁴. Selon Jean-Paul Huchon, c'est à ce moment qu'est forgé le terme de « rocardien », même s'il s'agit d'une insulte dans la bouche des mitterrandidistes⁷⁶⁵. Le discours est inspiré par Patrick Viveret qui représente l'orientation d'une fraction de rocardiens désireux que Michel Rocard soit candidat à la présidentielle de 1981 à n'importe quel prix, y compris contre François Mitterrand. Gérard Lindeperg, surpris par cette offensive éclair de Michel Rocard n'est pas non plus très à l'aise avec le fond : il se sent partie prenante des deux cultures. « *Ne pouvait-on pas concilier un État fort dans ses fonctions régaliennes, protectrices et régulatrices, avec une volonté décentralisatrice et la recherche permanente du dialogue social ?* »⁷⁶⁶. Jean Le Garrec désapprouve cette stratégie, qu'il juge destructrice pour le PS, et dès lors, commence à s'éloigner de Michel Rocard, à qui il reproche de faire passer avant tout ses ambitions présidentielles, pour se rapprocher de Pierre Mauroy⁷⁶⁷. Jean-Pierre Cot essaie de dédramatiser à la tribune en promettant que personne ne met en cause l'unité du parti⁷⁶⁸. Mais bien évidemment, l'affirmation de Michel Rocard n'améliore pas le regard que portent sur lui les grognards du PS et ne contribue pas à faciliter les relations internes. Robert Chapuis reste délégué national auprès du secrétaire national aux Études mais les rocardiens doivent se contenter de n'avoir toujours que les miettes dans la répartition des postes de la direction.

Cette charge frontale de Michel Rocard contre François Mitterrand ne fut pas décidée en concertation. Elle est le fait de Michel Rocard et d'une partie de son entourage, la plus belliciste. Si les autres rocardiens sont surpris, voire consternés, de cette offensive, ils se mettent en ordre serré derrière Michel Rocard. Car ils savent qu'une guerre froide entre les deux gauches théorisées par Michel Rocard vient de débiter.

B) Se battre pour exister

1) Les rapports compliqués entre clans

Les tensions internes au PS se ressentent également dans la préparation des élections législatives de 1978. Elles ont lieu dans un contexte plus général de tensions au sein de toute la gauche en raison de la dislocation du Programme Commun. Le PC voit le PS se substituer progressivement à lui comme force motrice de la gauche. Pour retrouver un souffle, les

764 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.116

765 Ibid

766 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.125

767 LE GARREC Jean, *Une vie à gauche*, op.cit, p.42

768 « Congrès de Nantes. 19 juin 1977 », *Archives-Socialistes.fr*

communistes, derrière leur chef Georges Marchais durcissent le ton. Ils réclament une réorientation du Programme Commun, notamment sur les nationalisations, domaine dans lequel les communistes veulent aller plus loin. Et ils n'hésitent pas à s'en prendre au PS ainsi qu'aux radicaux de gauche. *L'Unité*⁷⁶⁹, dans un tableau, revient sur les positions des trois partis sur une série de domaines, permettant de constater les divergences qui séparent les communistes de leurs alliés⁷⁷⁰. Dans cette crise, le PS est lui-même divisé car les chevènementistes appuient les revendications des communistes et accusent François Mitterrand de privilégier l'alliance avec une partie de la bourgeoisie que seraient les radicaux. Mais ils craignent également que cette prise de distance avec les communistes n'ouvre, en interne, un espace à « la gauche américaine », soit le courant rocardien⁷⁷¹, qui serait également partie prenante de cette bourgeoisie car son idéologie serait « libéral-libertaire » et une « *ruminant culturelle compensatoire pour la nouvelle petite bourgeoisie* »⁷⁷².

Insensibles à ces attaques, les rocardiens plaident de leur côté, et ce depuis plusieurs années, pour la conciliation. En 1976, Robert Chapuis défendait la compatibilité entre le Programme commun et le socialisme autogestionnaire dont les rocardiens se revendiquent et que ces convergences permettent aux deux partis, PC et PS de ne pas rester enfermés dans leurs frontières mais d'être unis dans le mouvement social qui légitime l'action des partis de gauche⁷⁷³. Quant à Michel Rocard, qui fait partie des cibles préférées des communistes et qui est souvent accusé par les mitterrandistes de vouloir couper les liens avec le PC, il réaffirmait son attachement à l'unité des forces de gauche tout en rappelant que l'unité implique le respect de chaque identité et des spécificités de chacun. Rejoignant la position de Robert Chapuis, Michel Rocard estime que le PS doit approfondir son identité autogestionnaire et que cette identité doit être respectée par le PC, qui ne peut pas attendre de ses alliés une soumission à sa ligne⁷⁷⁴. Il ne rejette pas une union de la gauche, mais veut que cette union soit plus équilibrée, pas intégralement télécommandée par les communistes.

Comme nombre de rocardiens l'avaient prévu, et s'y étaient résignés, leur marginalisation interne s'est accrue. Criblés d'attaque par les mitterrandistes et l'aile gauche du PS, les rocardiens font entendre leur petite musique personnelle.

769 Hebdomadaire du Parti socialiste, fondé en janvier 1972 et dirigé par Claude Estier

770 « Les positions réelles du PS », dans « L'Unité. L'hebdomadaire du Parti socialiste. N°261. 9 au 15 septembre 1977 », *Archives-Socialistes.fr*

771 BREHIER Emeric, « Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986 », Thèse Université Panthéon-Sorbonne, 2000, p.537

772 MANDRIN Jacques, *Le Socialisme et la France*, Le Syncomore, 1983, p.73

773 CHAPUIS Robert, « La gauche a-t-elle le temps ? », dans « Faire. N°5. Février 1976 », *Archives-Socialistes.fr*

774 ROCARD Michel, « Entretien avec Patrick Viveret », dans « Faire. N°11, septembre 1976 », *Archives-Socialistes.fr*

2) Les élections législatives de 1978 : un rapport de force et enjeu d'ancrage pour les rocardiens

Après une série de réunions ratées, l'alliance du Programme Commun prend fin le 23 septembre 1977. Les communistes avaient demandé une actualisation du Programme commun. Pour cela, ils prônaient d'aller encore plus loin que les dispositions prises, notamment en ce qui concerne les nationalisations, ce que les socialistes refusent⁷⁷⁵. Le moment est délicat, car les partis, tous bords confondus, sont en plein préparatifs des législatives. Et cette fragmentation de la gauche leur font courir le risque d'un nouvel échec : « *Les cantonales puis les municipales semblaient n'être que des étapes, à chaque fois plus probantes, vers une victoire assurée en 78. Mais en refusant, en juillet puis en septembre dernier, un accord d'actualisation du Programme Commun, le Parti communiste a remis en question cette évidence* »⁷⁷⁶. Aussi, les socialistes considèrent que toute mauvaise performance de la gauche lors des législatives de 1978 sera *de facto* la responsabilité des communistes, qui portent la faute d'être les diviseurs alors que la gauche est face à une responsabilité historique et à l'opportunité de l'emporter. Les deux partis rivaux s'arc-boutent à la fois sur leurs positions, mais aussi sur leurs ambitions, ce qui présage mal leurs relations futures, encore plus s'ils devaient chercher un accord de gouvernement. Georges Marchais clame que les candidats communistes ne se désisteront pas à moins de 25 % tandis que François Mitterrand annonce que « *les socialistes veulent réunir au moins sept millions de voix* »⁷⁷⁷. Qu'il s'agisse de l'état-major du Parti communiste ou de la direction du Parti socialiste, la priorité semble désormais être de remporter un rapport de force interne à la gauche plutôt que de remporter une victoire sur la droite. Alors que la droite part également divisée entre gaullistes et giscardiens, le PS entend ne pas rester sur la même voie et cherche de nouveaux alliés. Le 6 novembre, un accord de répartition des circonscriptions est conclu avec les radicaux de gauche⁷⁷⁸. 33 circonscriptions sont réservées aux radicaux, contre environ 200 circonscriptions garanties sans candidatures MRG⁷⁷⁹. Cela cause des divergences entre les sections locales et la direction nationale.

Pour les ralliés du PSU, l'enjeu est de trouver des circonscriptions où il est parfois difficile de s'ancrer. Tony Dreyfus adresse à Robert Chapuis une liste de circonscriptions intéressantes où

775 BATARDY Christophe, *Le Programme commun de la gauche : 1972-1977. C'était le temps des programmes*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2021, 509 p.

776 FUCHS Gérard, « Pour changer la vie : imposer l'union », dans « Faire. N°28, février 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

777 PINGAUD Bernard, « Et si demain la gauche... », dans « Faire. N°29, mars 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

778 AYACHE Nadia, « Maillage et implantation du socialisme en Aquitaine (acteurs, réseaux, mobilisations électorales) de 1958 à la fin des années 1990 », *op.cit.*, p.287

779 « Convention Nationale de Paris. 5 novembre 1977 », *Archives-Socialistes.fr*

des rocardiens pourraient candidater⁷⁸⁰. Par exemple, Jean Le Garrec pourrait viser la troisième circonscription de l'Aube, la première de la Côte-d'Or ou la troisième de la Saône-et-Loire, Jacques Julliard la deuxième de l'Ain, Tony Dreyfus la deuxième de l'Aube ou la deuxième de Haute-Saône et Pierre Brana la cinquième ou neuvième circonscription de Gironde. Pour d'autres, la situation est plus simple. Déjà candidat en 1973 (sous l'étiquette PSU) dans la troisième circonscription de la Seine-Maritime, fief du communiste Roland Leroy, Pierre Bourguignon est investi par le PS. Avec près de 21 % des voix, il termine troisième et est éliminé dès le premier tour. De son côté, Jean Le Garrec a la chance de bénéficier d'un « parrain » extérieur aux cercles rocardiens. Pierre Mauroy, le puissant député-maire de Lille et premier secrétaire de la toute aussi puissante fédération socialiste du Nord, lui demande de se présenter à Cambrai, dans la seizième circonscription du Nord⁷⁸¹. Une circonscription difficile, mais pour Jean Le Garrec, le but n'était pas de l'emporter mais de s'implanter. Il n'obtient que 22,82 % des voix, terminant troisième derrière le candidat gaulliste et le candidat communiste.

Tous les rocardiens n'ont pas la même chance d'être sollicités par un grand baron. Aussi, Robert Chapuis multiplie les déplacements pour soutenir ses amis désireux de s'imposer dans leur fédération. Mais lui aussi est à la recherche d'un point de chute. Sa circonscription traditionnelle, celle du 14ème arrondissement, n'est plus disponible, car elle est la chasse gardée du CERES. Dans le 13ème arrondissement, celui où Robert Chapuis milite, plusieurs noms sont avancés, notamment celui de Jacques Attali ou celui du professeur de droit public François Luchaire, ami personnel de François Mitterrand dont il fut le président du comité de soutien lors de la présidentielle de 1974. La place est donc occupée.

Finalement, son terrain d'atterrissage sera l'Ardèche. La question avait été évoquée dès 1975. Suite aux demandes d'un groupe d'anciens militants du PSU passés au PS, et avec l'accord (ou plutôt la non-hostilité de François Mitterrand) et du Premier secrétaire fédéral, Robert Chapuis avait envisagé un potentiel ancrage dans la première circonscription de l'Ardèche. Pour préparer le terrain, il avait notamment effectué des déplacements sur le secteur pour soutenir des candidats aux élections cantonales de 1976 ou aux municipales de 1977. Il s'inscrit également dans la section socialiste de Privas. Quatre prétendants sont candidats à l'investiture pour les législatives dans la première circonscription. Robert Chapuis obtient le soutien du parti sans trop de difficultés. Pour renforcer son implantation, il choisit comme suppléant un homme ancré dans le secteur : Lucien Auzas, agriculteur, maire de Lavilledieu et conseiller général du canton de Villeneuve-de-Berg. Mais il doit faire face à la candidature d'un rival issu du Parti communiste bien implanté dans la

780 Document sans nom ni date, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 43, Cirsa, fin, 1981-courant rocardien 1975-1981, Fondation Jean-Jaurès

781 LE GARREC Jean, *Une vie à gauche*, op.cit, p.30

région. Henri Chaze, qui fut par ailleurs député de cette circonscription entre 1962 et 1967. Au premier tour, Robert Chapuis est d'ailleurs devancé par ce dernier, qui obtient près de 25 % des voix contre 20 % pour le rocardien. En vertu des accords de désistements réciproques établis avec les autres partis de gauche, la fédération socialiste de l'Ardèche appelle à voter au second tour pour le candidat communiste⁷⁸². Cela se révèle néanmoins insuffisant pour battre le député de droite sortant Pierre Cornet, réélu par 51,41 % des voix.

Grâce au soutien du maire de Neuville, Gérard Lindeperg est investi dans la circonscription qui englobe la ville, soit la septième circonscription du Rhône. Mais il se retrouve face à un adversaire de taille : le député sortant, élu en 1973 est Frédéric Dugoujon. Chrétien-démocrate, médecin, maire depuis 1965 de Caluire-et-Cuire, une des plus grosses villes de la circonscription, conseiller général du canton de Neuville-sur-Saône depuis 1945. Et sociologiquement, la circonscription, qui englobe une bonne partie de l'Ouest lyonnais, semble totalement acquise à la droite. C'est sans doute pour cela que Gérard Lindeperg ne rencontra guère de concurrence pour l'investiture. Envoyer un rocardien à une défaite assurée ne pose pas de problème à la direction fédérale. Et cela fait les affaires de Gérard Lindeperg car même une élection, en apparence perdue d'avance, demeure une bonne opportunité pour poser des bases, s'ancrer et commencer à structurer un capital électoral pour la suite. Aussi, il jette toutes ses forces dans la bataille, avec l'aide de sa femme Michèle, militante comme lui au PS, (et aucune aide de la fédération), qui se charge de l'organisation de la campagne. Il reçoit également le soutien de Michel Rocard, qui vient tenir un grand meeting à Neuville. Au premier tour, l'écart n'est pas très important entre Frédéric Dugoujon et Lindeperg : 26,2 % contre 24,75. Mais le candidat sortant était handicapé par la présence d'un jeune candidat RPR dynamique qui obtint 24,41 %. Son retrait permet d'apporter à Frédéric Dugoujon une réserve de voix confortable lui permettant de remporter largement le second, avec 56 % des voix. Mais obtenir 44 %, dans une circonscription ancrée à droite où Valéry Giscard d'Estaing avait obtenu 58 % des voix, pour un « jeune » de 40 ans comme Gérard Lindeperg est une performance loin d'être ridicule qui révèle son potentiel et en fait une des valeurs montantes du rocardisme, aussi bien sur le plan local que sur le plan national.

En Gironde, Pierre Brana fait les frais de l'accord passé avec le MRG. Il convoite la 5ème circonscription, tenue par le député démocrate-chrétien Aymar Achille-Fould depuis 1962. Face à cet adversaire d'envergure, Pierre Brana dispose de plusieurs atouts : il est connu localement comme secrétaire fédéral, réputé pour son activisme, et maire de la plus grande ville de la circonscription. Il est donc désigné sans difficultés par les militants de la circonscription et sa

782 « Communiqué commun PS-PCF, le 14 mars 1978 », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 69, *Robert Chapuis, militant en Ardèche, 1976-1978*, Fondation Jean-Jaurès

candidature est validée par la fédération. Mais en haut lieu, il est décidé que cette circonscription, en vertu de l'accord national, revenait à un radical de gauche. Comme la fois précédente, Raymond Julien est désigné. Les proches de Pierre Brana ne décolèrent pas. Une délégation de la circonscription est reçue par Pierre Mauroy, qui préside la commission des litiges électoraux, pour plaider que les militants locaux se sont prononcés pour un candidat étiqueté socialiste. En vain. Le 10 novembre, la circonscription est officiellement attribuée au radical. Les soutiens de Pierre Brana adressent alors une lettre à Louis Mermaz pour lui rappeler que le Congrès de Nantes avait statué pour qu'une circonscription soit réservée aux radicaux de gauche, il faut que ces derniers soient une force politique effective sur le terrain. Or, selon les socialistes de la circonscription, ce n'est pas le cas. Ils rappellent également à la fédération de Gironde que Raymond Julien a déjà été battu deux fois par Aymar Achille Fould et lui reprochent de ne pas faire correctement son travail de conseiller général⁷⁸³. Certains vont même voir François Mitterrand en personne pour lui exposer leur désapprobation⁷⁸⁴. Sans rien pouvoir faire.

Le 22 décembre, la section d'Eysines reçoit une lettre des instances du PS qui clôt définitivement le débat : « *Il n'est au pouvoir d'aucun responsable ni d'aucun organisme du Parti de revenir sur la décision de la Convention nationale* »⁷⁸⁵. Dans ce contexte extrêmement tendu de préparatifs de la présidentielle de 1981, où les aspirants candidats mènent une campagne interne très violente, les mitterrandistes sont trop heureux de pouvoir écarter un rocardien et la direction fédérale, entièrement acquise à ces derniers, entérine docilement la décision de l'état-major⁷⁸⁶. Les courants étant rigidifiés, cette manœuvre ne vise qu'à mettre de côté un intime de Michel Rocard. Cela n'empêche pas Pierre Brana de jouer le jeu et de participer à la campagne de Raymond Julien, qui est élu au second tour avec moins de 400 voix d'avance.

Michel de la Fournière est candidat dans la 1^{ère} circonscription du Loiret, de nouveau avec Jean-Claude Groeninck comme suppléant. En dépit de sa proximité avec Michel Rocard, il ne surjoue pas de cette relation et met en avant François Mitterrand, qui lui adresse un mot de soutien figurant dans un document de campagne : « *Le Parti socialiste porte les espoirs des millions de Français. En rejoignant son combat, en votant pour son candidat Michel de la Fournière, vous vous donnerez les moyens d'améliorer et de changer la vie de chacun, d'élever l'image de la*

783 AYACHE Nadia, « Maillage et implantation du socialisme en Aquitaine (acteurs, réseaux, mobilisations électorales) de 1958 à la fin des années 1990 », op.cit, p.300

784 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.92

785 Lettre de Roger Fajardie à la section d'Eysines, 22 décembre 1977, Archives de la Fondation Jean Jaurès, 13EF33, secrétariat aux fédérations, AYACHE Nadia, « Maillage et implantation du socialisme en Aquitaine (acteurs, réseaux, mobilisations électorales) de 1958 à la fin des années 1990 », op.cit, p.300

786 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.93

France dans le monde »⁷⁸⁷. Le Premier secrétaire vient même animer un grand meeting à Orléans le 24 février. Michel de la Fournière reçoit de surcroît le soutien de Jean Charbonnel, ancien secrétaire d'État du général de Gaulle, et fer de lance du gaullisme de gauche⁷⁸⁸. Mais il doit composer avec la candidature du communiste Noël Bizouerne, son ancien allié des municipales. A l'issue du premier tour, Michel de la Fournière termine en seconde position, avec 21,99 % des voix, derrière le candidat de l'UDF Jacques Douffiague. Pour le second tour, il peut compter sur la réserve de voix du candidat communiste (15,89%) mais son adversaire dispose des voix du candidat gaulliste Gaston Galloux (20,41%). Jacques Douffiague emporte le second tour avec 55,52 % des voix. Les deux hommes ont l'occasion de se retrouver de nouveau face à face un mois plus tard, lors des élections municipales partielles organisées à Orléans suite au décès en mars 1978 de René Thinat. Michel de la Fournière mène la liste PS (cette fois, les communistes font bande à part) et Jacques Douffiague une liste d'union de la droite. Cette dernière remporte la victoire dès le premier tour, avec 54,94 % des voix contre seulement 20,26 % pour la liste de la Fournière.

Michel Rocard repart au combat dans la 3ème circonscription des Yvelines, qui fut autrefois la sienne. Cette candidature est dans la droite ligne de sa conquête de Conflans-Sainte-Honorine. La commune avait été, en partie, choisie, pour figurer dans cette circonscription qui répondait aux critères. Cette logique d'ancrage avait été mise en avant très tôt par Michel Rocard. Dès le mois de décembre 1976, il s'était positionné par le biais d'un communiqué⁷⁸⁹. Il prend comme suppléante Martine Frachon. Issue des rangs du PSU, elle fait partie des militants qui ont suivi Michel Rocard au PS. Elle est de surcroît l'épouse de son ami et fidèle Daniel Frachon et militante assidue dans la ville des Mureaux, autre grande ville, de tradition ouvrière, de la circonscription.

Dans sa profession de foi, Michel Rocard affiche sans ambiguïté son appartenance à la famille socialiste. Il se dit « *au service de la gauche et de la victoire du socialisme* » et affirme que « *seule l'application du programme commun de gouvernement permet les véritables changements qui ne peuvent être remis à plus tard* »⁷⁹⁰. Si son action comme maire représente une source de dynamique, la bataille est serrée. Il doit faire face à la candidature d'un communiste. Or, la circonscription est réputée pour être un secteur favorable au vote communiste. Mais les stratégies de Michel Rocard avaient trouvé un potentiel atout. Lors des élections législatives de 1973, le candidat

787 Document de campagne de Michel de la Fournière « *Changer la vie* », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 15, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, suite (Parti socialiste)*, Fondation Jean-Jaurès

788 Communiqué non-daté de Jean Charbonnel, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 15, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, suite (Parti socialiste)*, Fondation Jean-Jaurès

789 « Communiqué. Paris, le 10 décembre 1976 », Archives de Pierre Zémor, Carton 3, Fondation Jean-Jaurès

790 Profession de foi de Michel Rocard, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 12 et 19 mars 1978, Tome III*, https://archive.org/details/sc_0000588914_00000000201608/page/n639/mode/2up?view=theater

socialiste avait été de justesse privé du second tour en raison, entre autres, de la candidature de Brigitte Gros, maire de Meulan-en-Yvelines. D'obédience centriste et radicale, candidate du Mouvement réformateur, elle avait obtenu 17,17 %. Or, pour le scrutin de 1978, elle avait annoncé ne pas se représenter. Pour l'équipe de Michel Rocard, une partie de son ancienne base électorale est un réservoir de premier choix⁷⁹¹.

Les équipes de Michel Rocard s'efforcent, comme pour les municipales, de cerner les enjeux avec la minutie la plus exacte possible. Ils entretiennent notamment un « dossier de circonscription » comportant, notamment, une fiche pour chaque ville de la circonscription avec ses données politiques, économiques et sociologiques, une fiche sur chaque thématique de la circonscription et des études sur le bilan du député sortant et sur l'implantation locale des forces de droite⁷⁹². Les rocardiens locaux commandent également à la SOFRES une enquête d'opinion sur la situation politique dans les communes de Poissy et des Mureaux⁷⁹³. Il en ressort que Michel Rocard jouit d'une assez bonne image (49 % d'opinions positives), mais que sa notoriété est encore perfectible, puisque 39 % des sondés n'expriment pas de point de vue à son sujet. Même 28 % des électeurs se disant proches du PS sont sans opinion vis-à-vis de Michel Rocard. Au premier tour, malgré l'important score du candidat communiste (21,24%), Michel Rocard se hisse à la première place avec 26,54 %, devançant d'une courte tête le député sortant gaulliste Gérard Godon, handicapé par la candidature de la nièce de Valéry Giscard d'Estaing, Alix de la Bretesche, qui récolte 14,36 % des voix. Le retrait du candidat communiste permet à Michel Rocard de conforter son avance. Il emporte le second tour avec 52,99 %. Mais de façon générale, ces élections sont une déception pour la gauche, qui espérait imposer une cohabitation à Valéry Giscard d'Estaing.

Les élections législatives de 1978 sont une étape intéressante pour le courant rocardien. Michel Rocard retrouve le chemin de l'Assemblée nationale tandis que ses fidèles, s'ils obtiennent des résultats divers, continuent leur travail d'implantation. Ils éprouvent à la fois la difficulté de s'imposer dans leur territoire, en dépit d'un maillage actif, et celle de faire face aux manœuvres des mitterrandistes dans les instances du PS. Mais la performance générale du PS offre à Michel Rocard une occasion qu'il ne laisse pas passer.

791 « Contribution au choix d'une circonscription », Archives de Pierre Zémor, Carton 3, Fondation Jean-Jaurès

792 « Campagne électorale. 3Ème circonscription », Archives de Pierre Zémor, Carton 3, Fondation Jean-Jaurès

793 « La situation politique dans les communes de Poissy et des Mureaux. Décembre 1977 », SOFRES, Archives de Pierre Zémor, Carton 3, Fondation Jean-Jaurès

3) L'offensive rocardienne

Bien que les gaullistes régressent, et que socialistes et communistes progressent, la droite reste majoritaire de près de 90 sièges. Michel Rocard en profite alors pour frapper un grand coup : Sur le plateau d'Antenne 2, il se livre à un véritable discours de remobilisation. Il qualifie ces résultats de « *rendez-vous manqué avec l'Histoire* »... et se comporte en chef : « *Est-ce une fatalité ? Est-il impossible définitivement que la gauche gouverne dans ce pays ? Je réponds non [...] La victoire était possible, elle le redeviendra.* »⁷⁹⁴ Et il cible les responsables à savoir les communistes et une gauche « archaïque » : « *La gauche n'a pas marché du même pas face au bloc des intérêts unis. Nos camarades communistes voulaient une victoire qui fût d'abord la leur. Ils ont pris là une terrible responsabilité devant l'Histoire et devant les travailleurs. Il ne fera pas bon, demain matin, être militant communiste dans les ateliers et dans les bureaux, car il faudra répondre à bien des questions* »⁷⁹⁵.

Michel Rocard se positionne donc au milieu du champ de ruines de la défaite comme celui qui peut rebâtir, qui peut incarner le renouveau et l'espoir. La presse s'en empare et spéculer sur les projets de Michel Rocard. Cette nouvelle attaque déclenche la colère de François Mitterrand et de ses proches qui voient une nouvelle preuve de la duplicité de Michel Rocard. Lui qui avait affirmé que « *François Mitterrand demeure l'indispensable fédérateur du PS* » et que « *tant qu'il portera l'espérance socialiste, mon engagement auprès de lui sera entier* »⁷⁹⁶ semble estimer que ce temps est déjà révolu. Les mitterrandistes fulminent : « *Les amis de M.Mitterrand supportent très mal de voir s'affirmer en tant que tels les partisans et sympathisants de M.Michel Rocard. Le courant autogestionnaire qui regroupe ces derniers, est ouvertement accusé par l'entourage du premier secrétaire du PS de profiter de la lassitude de beaucoup de militants socialistes envers le vieux clivage majorité-minorité au sein du parti pour renforcer son implantation. M.Michel Rocard est explicitement soupçonné de viser la candidature en 1981. Les analyses avancées par divers animateurs de ce courant autogestionnaire touchant l'union de la gauche ou la rupture avec le capitalisme sont déjà dénoncées comme social-démocrates par tel ou tel des amis ou lieutenants de M.Mitterrand. M.Pierre Joxe semble avoir pris la tête de cette attaque ou contre-attaque des mitterrandistes contre les rocardiens* »⁷⁹⁷.

794 GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication.Michel Rocard entre médias et opinions », op.cit, p.194

795 ROCARD Michel, « Droite : une amère victoire », dans « Faire. N°30, avril 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

796 « M.Rocard plaide pour une autre conduite de l'union de la gauche », *Le Monde*, 28 mars 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

797 FIELD Michel, « Les mitterrandistes prêts à étouffer dans l'œuf l'offensive rocardienne », *Le Quotidien de Paris*, 6 juin 1978

Le coup de Michel Rocard lui permet aussi de renforcer sa propre stature : le baromètre Sofres révèle que Michel Rocard devient le réceptacle de l'espoir des militants de gauche, persuadés que la victoire est à leur portée mais que François Mitterrand est le mauvais cheval. Ce dernier perd d'ailleurs douze points dans ledit baromètre⁷⁹⁸. Les mitterrandistes ont d'autant plus le sentiment d'avoir reçu un coup de couteau dans le dos car le Comité directeur s'était réuni quelques jours auparavant. Michel Rocard avait pris la parole et n'avait rien laissé paraître sur ses intentions. La discussion avait été houleuse, mais essentiellement en raison d'une critique de Michel Rocard sur la portée électorale désastreuse d'avoir prôné le SMIC à 2400 francs, pour satisfaire les communistes. Cela lui attire les remontrances de Jean Poperen et Pierre Joxe⁷⁹⁹. Mais rien qui augure un clash politique public. Michel Rocard essaie néanmoins de ne pas aller trop loin. Devant les cadres du PS, il prétend simplement être de ceux qui refusent de se satisfaire de l'échec et qui manquent d'ambitions pour le parti et prône des réponses collectives face aux défis qui attendent le PS⁸⁰⁰. Il en faut plus pour apaiser les adversaires internes...

Les articles de Gilles Martinet et de Pierre Rosanvallon, parus dans la revue *Faire* d'avril, avaient déjà été considérés comme une contestation de la ligne d'Épinay. Pierre Rosanvallon y appelait le PS à sortir d'un cercle vicieux et « *repandre l'initiative par un triple effort sur lui-même : approfondir son projet de société autogestionnaire; modifier son fonctionnement interne dans un sens plus démocratique en dépassant les affrontements rituels de courants qui lassent tous les militants qui n'appartiennent pas aux cercles restreints des états-majors; inventer un mode d'intervention politique nouveau dans la société, plus lié aux mouvements sociaux et aux débats de société négligés par le champ politique traditionnel* »⁸⁰¹. Et Gilles Martinet fixe le calendrier stratégique : « *Dans la conjoncture nouvelle créée par notre échec, il faut déterminer en premier lieu des objectifs et des structures d'intervention. Le Parti socialiste ne peut demander aux masses populaires d'attendre patiemment la future victoire : l'an prochain à l'Élysée ! Il importe d'engager une série d'actions susceptibles non seulement de mettre en lumière les contradictions de la coalition gouvernementale mais d'aboutir à des résultats concrets. Inutile de peaufiner pour l'instant un nouveau programme de gouvernement. Il est en revanche nécessaire de définir un certain nombre de cibles [...] Et lorsque ces cibles auront été déterminées avec précision, il faudra mettre sur pied des structures souples permettant de conduire ou de suivre ces luttes* »⁸⁰².

798 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.104

799 « Comité directeur, 20 mars 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

800 « Convention nationale de Paris, 29 avril 1978, après-midi », *Archives-Socialistes.fr*

801 ROSANVALLON Pierre, « Quel avenir pour l'union de la gauche ? », dans « *Faire*. N°30, avril 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

802 MARTINET Gilles, « Les leçons d'un échec », dans « *Faire*. N°30, avril 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

Les mitterrlandistes fulminent. Les proches de Michel Rocard prennent à leur goût trop d'aise dans leur expression. Insidieusement, dans leur revue, ils proposent une stratégie divergente de celle de la direction du PS. Et de manière catégorique qui plus est. Pierre Rosanvallon affirme que « *d'ailleurs, il n'y a pas d'autre issue. Le PS est sur le fil, il ne peut pas se contenter d'une logique défensive de préservation de ses acquis, sauf à se condamner à ne plus être qu'un parti parmi les autres* »⁸⁰³. En réaction, le 29 avril, six membres⁸⁰⁴ du comité d'orientation de *Faire* adressent une lettre de démission à Gilles Martinet : « *Le dernier numéro de la revue « Faire » comporte une série d'analyses que nous ne partageons pas et sur lesquelles nous n'avons pas été appelés à donner notre avis, bien qu'étant membres du Comité dit « d'orientation » et figurant à ce titre au générique. Sans vouloir nuire à la revue dont nous apprécions la qualité, mais pour éviter à l'avenir une ambiguïté qui laisse croire que « Faire » est un organe ouvert aux idées de tous les socialistes, alors qu'il a de plus en plus tendance à s'exprimer au nom d'un seul courant idéologique, nous te prions de bien vouloir, à partir du prochain numéro, retirer nos noms du Comité d'orientation et le faire savoir aux lecteurs de « Faire » suivant les modalités que tu jugeras les meilleures* »⁸⁰⁵. *Faire* prend alors une orientation beaucoup plus rocardienne, bien que le comité d'orientation affirme que la revue est indépendante de tout courant, de toute chapelle pour demeurer un lieu de débat autour du socialisme autogestionnaire⁸⁰⁶. Mais factuellement, elle devient un « *outil constitutif d'une alliance proposant une majorité alternative aux militants socialistes* »⁸⁰⁷. En représailles, les mitterrlandistes décident d'isoler encore plus les rocardiens au sein du PS, qui reste l'appareil incontournable de la gauche.

Profitant de l'échec relatif de la gauche aux élections de 1978, Michel Rocard a fait un pas supplémentaire dans l'affirmation de son indépendance et dans sa contestation du leadership mitterrlandien. Si cette stratégie lui permet de se positionner comme un acteur important du Parti socialiste, elle contribue à accroître la marginalité de son courant.

803 ROSANVALLON Pierre, « Quel avenir pour l'union de la gauche ? », dans « Faire. N°30, avril 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

804 Jean-Paul Bachy, Pierre Bérégovoy, Claude Estier, Claude Germon, Lionel Jospin, Jean Pronteau

805 « Les six démissions », dans « Faire. N°32, juin 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

806 « Faire : aujourd'hui plus que jamais », dans « Faire. N°32, juin 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

807 BREHIER Émeric, « Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986 », *op.cit*, p.541

4) Les limites du dispositif : être seuls contre tous

C'est le principal point faible de Michel Rocard. S'il dispose d'une équipe de fidèles, bien organisée et rythmée, il est bien plus vulnérable au cœur du PS qui reste l'alpha et l'oméga de l'action politique socialiste. Son courant n'est majoritaire que dans une petite poignée de fédérations. Il ne peut même pas s'appuyer sur des alliés extérieurs à son propre cercle. Pierre Mauroy, pourtant conciliant à son égard, a déjà exprimé son soutien pour François Mitterrand : « *celui qui est le meilleur et le premier dans le Parti socialiste, est le meilleur pour la France, celui qui a permis cette renaissance extraordinaire du Parti socialiste, est François Mitterrand. Pour nous, il doit être le candidat à la présidence de la République.* »⁸⁰⁸ Des réunions de délégués sont organisées notamment à Saint-Quentin-en-Yvelines mais cela ne suffit pas à faire du courant une machine de guerre.

Aussi, les miterrandistes multiplient les attaques pour forcer les rocardiens à se compter, à renforcer leur structuration interne... et ainsi, à se détacher de la majorité où ils sont considérés comme un cheval de Troie : « *Il faut l'obliger à se compter, à faire sa propre motion au prochain congrès. On verra bien alors s'il réunit plus de 15 % des mandats sur son nom* »⁸⁰⁹. Françoise Seligmann, collaboratrice du premier cercle de François Mitterrand, membre du Comité directeur, du Bureau exécutif et secrétaire nationale, coordonne un « Appel des 30 ». Trente cadres du PS, pour la plupart issus de la CIR déclament leur loyauté à François Mitterrand, et à la stratégie d'union de la gauche qu'il a impulsée, dans une contribution de huit pages en vue de l'élaboration du projet socialiste. Dans ce texte d'orientation idéologique, le « processus de l'autogestion » est repoussé en bas de la liste des priorités, façon d'ostraciser les rocardiens et de les exclure d'ores et déjà de l'organisation. La manœuvre est en fait essentiellement un appât. Elle doit forcer les autres courants à se positionner : se démettre et se soumettre, ou s'affirmer pour se compter autour d'un texte différent.

La riposte n'attend pas. Robert Chapuis, s'affirmant comme lieutenant de Michel Rocard, adresse à Françoise Seligmann une lettre de réponse le 27 juin, qu'il adresse aussi à plusieurs membres de la garde rapprochée rocardienne⁸¹⁰ : « *Nous devons nous garder, à l'approche du congrès, de toute déclaration qui s'appuie sur les difficultés d'aujourd'hui, pour énumérer seulement des promesses de changement pour demain : c'est ce qu'a fait – avec succès – la droite en mars 1973. Mais pour un parti de gauche, un tel succès est gros d'une crise grave pour*

808 « Le point de vue de Pierre Mauroy », dans « Le Poing et la Rose. N°69, mars 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

809 LIEBART Alexis, « Les responsables des principaux courants s'observent », *L'Express*, 12 au 18 juin 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

810 Lettre de Robert Chapuis à Michel de la Fourrière datée du 29 juin 1978, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

l'avenir : nous l'avons refusé au niveau du pays, nous devons le refuser pour notre débat interne [...] Pour la plupart nous avons refusé l'opportunisme scandaleux de Guy Mollet, n'en créons pas les conditions. Si je compare ce texte à d'autres interventions qui s'y rattachent (par exemple les articles de G.Delfau, L.Soubret et J.Poperen) je crains que ces conditions ne soient en train de se recréer. D'un côté, le langage marxiste orthodoxe, de l'autre de grossiers procès de tendance pour conserver les choses en l'état, c'est-à-dire un appareil en place. C'est au nom du révisionnisme qu'on condamne ceux qui veulent proposer de nouvelles formes à l'union de la gauche, un nouveau fonctionnement du parti et s'il le faut des équipes nouvelles – ou au moins élargies ! - pour exprimer la réalité actuelle du Parti socialiste. L'expérience montre qu'on peut ainsi sauver une direction, mais qu'on risque de lui enlever son sens. C'est ce que nous reprochons au Parti communiste, prenons garde de ne pas courir le même danger. Nous aurons ainsi cru sauver l'union, mais nous aurons perdu la gauche ! ».

Par ailleurs, il fixe également une série d'orientations pour le PS, avec trois tâches jugées indispensables :

« - améliorer le fonctionnement démocratique du parti pour faciliter la prise de responsabilités, développer le débat et l'échange des expériences, et accroître son efficacité politique et sociale, - renouveler le projet socialiste autogestionnaire en précisant les acquis et surtout en les liant plus étroitement aux réalités économiques et sociales et à leur évolution prévisible durant les prochaines années: quels sont dans ce cadre les enjeux de pouvoir et comment les tenir ?

- accroître l'influence et la représentativité du parti à travers l'élaboration même de ce projet, par la discussion interne au parti, dans tous les secteurs de l'action militante et par des confrontations approfondies avec les forces populaires les plus significatives »⁸¹¹.

Il est rejoint dans cette riposte par Dominique Taddéi qui critique l'obsession des miterrandistes à rester enfermés dans une orthodoxie aveugle sur de nouveaux enjeux⁸¹². Une persistance des rocardiens qui renforce la colère des miterrandistes. Lors de la réunion du courant miterrandiste précédant le Comité directeur du 8 juillet, les signataires de la « déclaration des 30 » critiquent violemment Michel Rocard, mais aussi Pierre Mauroy⁸¹³.

Jusque là relativement discrets, les rocardiens entrent à leur tour dans la stratégie de confrontation engagée par Michel Rocard. Face aux attaques des miterrandistes, les rocardiens donnent de la voix et expriment publiquement leur feuille de route pour le Parti socialiste.

811 CHAPUIS Robert, « Trois tâches pour le PS », dans « Faire. N°33 et 34, juillet-août 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

812 «Taddéi attaque les proches de Mitterrand », *Le Matin*, 30 juin 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

813 CHAPUIS Robert, « PS : une nouvelle étape », dans « Faire. N°38, décembre 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

C) Michel Rocard, le trop parfait

1) Les escarmouches

Au bureau fédéral de Gironde, Pierre Brana essuie des remarques désobligeantes de la part de ses camarades mitterrlandistes telles que « *alors vous poursuivez votre offensive pour le contrôle du parti. Mais ne rêvez pas on vous en empêchera* »⁸¹⁴. L'opposition entre les deux gauches se manifeste en ce début d'été 1978, cernée par Pierre-Luc Séguillon, rédacteur en chef de *Témoignage chrétien* et lui-même militant socialiste : « *La première estime que l'indispensable rupture avec le capitalisme, si elle est un processus long, ne saurait prendre effet qu'à partir du moment où serait franchi le seuil qui sépare la prééminence du capital sur celle du travail. En somme, lorsque le pouvoir change de camp. La conquête du pouvoir d'État est donc un moment décisif, privilégié, point de passage obligé même, s'il n'est pas suffisant. Et pour que s'accomplisse cette rupture, il est nécessaire que soient mises en œuvre des mesures irréversibles qui garantissent ce pouvoir nouveau des travailleurs [...] Pour la seconde famille de pensée, en revanche, la rupture est un processus permanent, pluriel, étalé dans le temps et fondé sur la floraison multiple de contre-pouvoirs (celui des associations, des écologistes, des femmes, des communes etc) au niveau de la société civile. Les Français veulent le changement, ils ne veulent pas de transformations radicales* »⁸¹⁵.

Deux gauches opposées, qui s'échangent des noms d'oiseaux. « *Les rocardiens, voilà nos adversaires* »⁸¹⁶ clame même le député CERES de l'Aude Pierre Guidoni dans une attaque qui ressemble à s'y méprendre au « le cléricalisme voilà l'ennemi » de Gambetta. Les proches de Jean-Pierre Chevènement, qui se verraient bien faire leur grand retour dans la majorité du PS en reléguant dans la minorité les rocardiens, taxent ces derniers de « néo-travaillistes ». L'attaque est d'autant plus rude qu'elle associe les rocardiens à la droite chiraquienne, basée sur un « *véritable travaillisme à la française* »⁸¹⁷. Les rocardiens répliquent en dénonçant un « *néo-molletisme qui se caractériserait par un langage pur et dur, marxiste et intransigeant, faisant de l'Union de la gauche et de la rupture avec le capitalisme ses tables de la Loi. Langage qui n'aurait que peu de*

814 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.94

815 SEGUILLON Pierre-Luc, « PS, les deux familles », *Témoignage chrétien*, 29 juin 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

816 « La bataille des néo », *Le Nouvel Observateur*, 3 juillet 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

817 Discours de Jacques Chirac à Egletons, 3 octobre 1976

*rapport- comme ce fut le cas en 1956- avec l'exercice effectif du pouvoir »*⁸¹⁸. Rien n'est épargné au camp d'en face. Alors que les fondements du PS, les fondements d'Épinay sont de véritables textes sacrés pour les miterrandistes, Michel Rocard n'hésite pas à critiquer les deux traditions à l'origine du PS, « *une républicaine et radicale, qui fait du PS une fédération de comités électoraux dont la tâche principale est la préparation des élections. La seconde léniniste, fait du parti un organe de combat voué à la destruction de l'État et s'appliquant à lui-même les caractéristiques de l'adversaire : centralisation, discipline et hiérarchisation. Pour Michel Rocard, le PS est plus une juxtaposition de ces deux traditions qu'un dépassement »*⁸¹⁹.

Les rocardiens s'agacent de l'interprétation de cette lutte des lignes par une partie de la presse. Sont particulièrement ciblés deux journalistes du *Monde*, Gérard Delfau et Luc Soubret qui tracent la ligne de clivage interne au PS entre « *d'un côté les marxistes et les tenants de l'Union de la gauche, du Programme commun et des nationalisations, de l'autre les socio-démocrates facilement séduits par les sirènes giscardiennes »*⁸²⁰. A la rentrée, Michel Rocard relance son offensive. Le 18 septembre, au micro du Club de la presse d'Europe 1, il affirme que le PS « *doit parler plus vrai, plus près des faits »*. La crédibilité devient un des mots clefs du vocable rocardien. Il en profite aussi pour distribuer des critiques. Au Programme commun, devenu une « *une plateforme revendicative plus qu'un projet de société »* et à François Mitterrand dans une allusion à « *un certain style politique archaïque révolu »*⁸²¹.

La confrontation entre les courants fait régner une atmosphère dégradée au sein du Parti socialiste. Mais les rocardiens tiennent leurs positions et rendent coup pour coup. Car cette affirmation, cette singularité et cette image de rigueur étanche à la démagogie et émancipée des éléments de langage des appareils permettent à Michel Rocard de jouir d'une bonne image dans l'opinion publique.

818 « La bataille des néo », *Le Nouvel Observateur*, 3 juillet 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

819 *Les Échos*, 7 juillet 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

820 CHAPUIS Robert, « PS : une nouvelle étape », dans « Faire. N°38, décembre 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

821 « Le défi de Michel Rocard », *L'Aurore*, 19 septembre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

2) Michel Rocard, une image pleine de promesses

Celui que François Mitterrand rabaisait en le présentant comme « *un secrétaire national* » gagne ses galons d'homme d'État. Apurès des sympathisants de gauche, il récolte 45 % d'opinions favorables, soit autant que François Mitterrand, qui perd 15 points. Mieux encore, s'il est aussi populaire que le premier secrétaire à gauche, il est aussi moins impopulaire que lui à gauche (21 % d'avis négatifs contre 38 %) ⁸²². Les fidèles de Michel Rocard emboîtent le pas à leur chef. Deux jeunes députés rocardiens, élus en avril 1978, Claude Evin ⁸²³ et Alain Richard ⁸²⁴ publient un texte qui a des airs de remise en question de la stratégie mitterrandienne et de l'orientation que le Premier secrétaire impulse au PS. Remise en question d'une stratégie qu'ils estiment coupable de la défaite en 1978, remise en question du cap idéologique du PS et de son organisation. Dans ces deux derniers domaines, Claude Evin et Alain Richard pointent le centralisme du PS. En réponse, ils mettent en avant la nécessité de la crédibilité dans les propositions, et le besoin d'ouvrir un débat public pour élargir l'assise du PS et le sortir de ses réflexes claniques soigneusement entretenus par les mitterrandistes ⁸²⁵. Il est intéressant de voir cette nouvelle génération de rocardien s'affirmer. Si elle ne remplace pas les plus anciens, elle impulse un vent de nouveauté et aussi, une plus forte volonté d'affirmation. Pour les proches de François Mitterrand, il n'y a plus aucun doute possible : Michel Rocard est bel et bien décidé à être candidat pour l'élection présidentielle de 1981.

La presse aussi commence à parier sur les ambitions de ce dernier. Beaucoup spéculent sur sa volonté de conquérir l'Élysée et sur la machination qu'il échafaude pour y parvenir : sa stratégie serait basée sur le dépassement du PS, où il est de toute façon minoritaire. Comme il ne peut pas convaincre le PS, il va convaincre l'opinion publique et s'imposer de cette façon ⁸²⁶... tout en entretenant l'ambiguïté. Il ne referme absolument pas la porte d'une candidature en 1981, mettant notamment en avant le fait que le candidat du PS sera choisi par les militants (ce qui est une façon de relativiser l'importance des apparatchiks mitterrandistes), mais en même temps, il refuse de la confirmer, en tout cas de précipiter les choses : « *J'ai appris, comme vous, ma candidature à la présidence de la République à l'élection de 1981, en lisant la presse, samedi dernier* » ⁸²⁷.

822 Sondage IFOP, *Journal du Dimanche*, 17 septembre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

823 29 ans, il est député de la 6ème circonscription de Loire-Atlantique

824 34 ans, il est député de la 1ère circonscription du Val-d'Oise, ancienne circonscription du bras droit de Valéry Giscard d'Estaing, Michel Poniatowski

825 EVIN Claude, RICHARD Alain, « Pour vaincre la méfiance, répondons aux vraies questions », *Le Matin*, 23 septembre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

826 PFISTER Thierry, « M.Rocard veut briguer l'Élysée en 1981 », *Le Monde*, 24 septembre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

827 GIESBERT Franz-Olivier, « Entretien avec Michel Rocard », *Le Nouvel Observateur* n°725, 2 octobre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

Il semble préférer jouer sa partition, discrètement, mais sûrement, mettant en avant ses thèmes de prédilection, à commencer par cette fameuse question de la rigueur. En réalité, il n'a pas besoin de marteler ses ambitions présidentielles pour se donner une stature de présidentiable : il est déjà haut placé dans l'opinion, rivalisant avec François Mitterrand. Cela est un indice très intéressant sur la dynamique de Michel Rocard, qui n'a pas les mêmes états de service que François Mitterrand. Ce dernier fut tout de même un adversaire de taille du général de Gaulle, le forçant même à un second tour et manqua la victoire en 1974 d'un cheveu. De surcroît, il est le chef du PS, le meneur de l'union de la gauche... et malgré cela il ne parvient pas à distancer Michel Rocard, qui essuya un échec lors de sa seule participation à une présidentielle.

Ainsi, ce qui ressemble à une « rocard-mania » est un phénomène important et perceptible : lors du premier tour de la présidentielle, Michel Rocard candidat du PS obtiendrait quasiment le même score que si le candidat était François Mitterrand : 30 % pour Michel Rocard, 31 % pour François Mitterrand. Aussi, les deux seraient en capacité de se retrouver au second tour contre le président Giscard, crédité dans les deux scénarios de 36 %. Les autres candidats seraient loin derrière. Georges Marchais pour le PC obtiendrait 17 % dans l'hypothèse Mitterrand et 18 % dans l'hypothèse Rocard (ce qui dément l'idée d'un Michel Rocard faisant fuir l'aile la plus à gauche du PS, qui malgré l'hostilité affichée de ses représentants contre Michel Rocard, resterait loyaliste au PS) et Jacques Chirac, 16 % dans les deux cas. Michel Rocard est jugé comme un meilleur candidat putatif pour le PS par les électeurs de l'UDF (32 % contre 22 % pour François Mitterrand) et du RPR (33 % contre 19 %). Les électeurs communistes les placent à égalité (31 % chacun) et François Mitterrand, qui tient pourtant le parti d'une main de fer dans un gant d'acier, ne devance son rival que d'une courte tête chez les électeurs socialistes (43 % contre 41 % pour Michel Rocard)⁸²⁸.

Sur le plan de l'image, François Mitterrand fait tout de même plus « président » que Michel Rocard, plus chef d'État dans ses fonctions régaliennes dans une dimension « père de la nation » : 45 % des Français jugent François Mitterrand mieux à même de représenter la France à l'étranger que Michel Rocard (20%) et 35 % pensent qu'il saurait mieux assurer l'unité des Français (24 % pour Michel Rocard). Michel Rocard a davantage une image de réformateur, d'homme des défis d'avenir. 37 % pensent qu'il est le plus capable de résoudre les problèmes économiques et le chômage (25 % pour François Mitterrand), 32 % qu'il sera davantage capable de faire en sorte qu'il y ait plus de justice sociale (26 % pour François Mitterrand) et 34 % qu'il sera le plus à même de résoudre les nouveaux problèmes qui se posent à la société française (égalité hommes/femmes, défense de l'environnement, amélioration du cadre de vie) contre 27 % pour François Mitterrand⁸²⁹.

828 « Sondage : Mitterrand et Rocard à égalité face à Giscard », *Le Matin*, 6 octobre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes*, *MichelRocard.org*

829 Ibid

Plusieurs enquêtes vont dans le même sens. En décembre, ce sont 40 % des sondés qui le considèrent comme le meilleur candidat pour le PS, contre seulement 27 % pour François Mitterrand⁸³⁰. Bien que perçu plus à gauche que François Mitterrand, sa réputation d'expert rigoureux des questions économiques lui assure une certaine assise au centre-droit.

La bonne image de Michel Rocard, qui séduit donc un spectre politique plus large que François Mitterrand semble confirmer le bien-fondé de la stratégie d'affirmation rocardienne. S'il lui faut encore parfaire sa stature de présidentiable, Michel Rocard s'est imposé comme une figure incontournable du Parti socialiste, au grand dam des mitterrandistes.

3) La riposte du clan Mitterrand

Michel Rocard a donc l'image, il lui reste à améliorer sa position au sein du parti. Pour cela, il compte sur la modification des statuts : « *Ceux-ci, à ses yeux, favorisent beaucoup trop la cooptation des dirigeants par les caciques du parti et empêchent ses partisans, noyés dans toutes les fédérations, de se manifester. Or, l'accord Mitterrand-Mauroy conclu le 16 septembre dernier ne lui donne pas satisfaction. Alors qu'il réclame l'élection du bureau exécutif au suffrage universel et à la proportionnelle par le congrès, Mitterrand et Mauroy sont tombés d'accord pour que cette élection se fasse en deux tours [...] Comme Michel Rocard ne contrôle vraiment aucune fédération, sauf la sienne, celle des Yvelines, et qu'il n'a pas constitué de tendance organisée, il risque donc de rester sous-représenté, alors qu'il estime que ses partisans représentent au moins 25 % des militants du parti* »⁸³¹.

C'est un réel enjeu pour Michel Rocard, qui doit continuer à faire face aux assauts des mitterrandistes. Pour contrer les accusations d'archaïsme de Michel Rocard, et rajeunir sa proche image, François Mitterrand s'entoure d'une jeune garde rapprochée de quatre fidèles : Lionel Jospin, Laurent Fabius, Pierre Joxe et Paul Quilès. Tous plus jeunes que Michel Rocard, ils gagnent dans la presse le surnom de « sabras » de François Mitterrand, en référence aux pionniers israéliens de 1948⁸³². Lors de la convention nationale du 25 novembre, des ripostes sont envoyées, souvent insidieusement, aux rocardiens. Lionel Jospin vante « *le parti le plus démocratique de la vie politique française* », « *un parti ouvert à l'intérieur, qui ne repose pas sur un appareil permanent considérable, mais qui au contraire, avec un appareil permanent faible, laisse librement se développer le débat des courants de pensée, le débat vivant* »⁸³³. Il affirme également que

830 *Le Monde*, 1^{er} décembre 1978, dans GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.105

831 « PS : Pourquoi Michel Rocard souhaite modifier les statuts », *Le Point* n°316, 9 octobre 1978

832 CABANIS André, REGOURD Serge, *Paul Quilès : ou comment rester socialiste de Mitterrand à Jaurès*, Le Cherche Midi, 2015, p.37-38

833 « Convention nationale extraordinaire de Paris, 25 novembre 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

l'autogestion fait partie du patrimoine du PS et qu'elle n'est pas la propriété du clan rocardien, dont il dénonce l'instrumentalisation de ce concept à des fins de « personnalisation »⁸³⁴. Jean-Pierre Chevènement prend d'ores et déjà rendez-vous sur « *un certain nombre de questions qui nous occuperont à notre prochain Congrès* »⁸³⁵.

Mais des attaques plus frontales font également couler beaucoup d'encre. Le 28 septembre 1978, François Mitterrand avait déjà répondu aux propos sur l'archaïsme de Michel Rocard sur France Inter en rappelant que les « néos-socialistes », qui entrèrent par la suite dans la Collaboration, trouvaient déjà la gauche de Léon Bum « archéo »⁸³⁶. Cela devient une attaque fréquemment retournée contre Michel Rocard. Jean Popereen a même écrit un livre où l'archaïsme devient un moyen de dénoncer la ligne rocardienne : « *Faudrait-il aligner toute la gauche, la gauche profonde, solide, sur les incertitudes, sur les contradictions de ceux qui sont à la charnière sociologique entre exploités et exploités, à la charnière politique entre gouvernants et gouvernés, à la charnière idéologique entre la gauche et la droite ? [...] S'il est vrai que la social-démocratie a fait trop souvent la politique de la droite, son renouveau s'appelle la social-technocratie : la différence est qu'il y a la démocratie en moins* »⁸³⁷.

Le 23 novembre, lors d'une intervention médiatique, Gaston Defferre rebondit et attaque violemment Michel Rocard : « *Le discours économique de Michel Rocard semble se rapprocher davantage du discours classique de l'inspecteur des Finances qui parle des équilibres du budget, de la balance extérieure. Vous savez, si c'est pour faire cette politique-là, il y a M.Barre, il y a M.Giscard d'Estaing et ils n'ont pas réussi en faisant cette politique qui rappelle étrangement d'ailleurs celle que faisait M.Pierre Laval en 1934* »⁸³⁸. Michel Rocard proteste vigoureusement contre les comparaisons établies par Gaston Defferre et rappelle son engagement de toujours dans la famille socialiste. Il se dit même prêt à « *passer au crible l'histoire personnelle de chacun de nous, au crible de la critique politique* », ce qui est aussi une menace pour François Mitterrand, dont le passé politique n'est pas sans zones d'ombres et sans polémiques, et pour ses proches. Bernard Poinant s'indigne et fait adopter par la convention fédérale du Finistère une motion condamnant les propos de Gaston Defferre « *Le débat public sur les problèmes politiques qui se posent au Parti est nécessaire, il ne doit pas être l'objet de comparaisons abusives, de jugements sommaires, d'anathèmes prenant l'allure de règlements de compte personnels* »⁸³⁹.

834 Ibid

835 Ibid

836 BREHIER Émeric, « Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986 », op.cit, p.548

837 POPEREN Jean, *Nous sommes tous archaïques*, Roblot, 1978, p.23

838 « Convention nationale ordinaire de Paris, samedi 25 novembre 1978 (matin) », *Archives-Socialistes.fr*

839 « Convention nationale de Paris, 25 novembre 1978 (après-midi) », *Archives-Socialistes.fr*

Les proches de François Mitterrand s'emploient également à égratigner les ambitions de Michel Rocard. Louis Mermaz le dépeint comme « *le technicien qui arrive dans une entreprise. Il dit : moi, je veux bien refaire votre installation électrique mais je suis un électricien qui connaît les lois de l'électricité je ne veux pas engager à la légère ma compétence d'électricien* »⁸⁴⁰. Il lui reproche également de déposer « une motion » (et se fait reprendre par Michel Rocard qui affirme qu'il ne s'agit que d'une contribution) et donc de jouer sa carte personnelle contre le collectif. François Mitterrand lui-même réaffirme sa position de premier secrétaire de tout le parti, refusant d'être mêlé à des échanges de polémiques ou à une querelle de personnes avec Michel Rocard sur des clivages qu'il juge artificiels⁸⁴¹. S'appuyant précisément sur son statut de chef de tout le parti devant veiller à l'unité du collectif, il critique « *le goût immodéré de l'organisation parallèle* » de Michel Rocard (et d'autres, même si Michel Rocard est le seul cité). En réaction, Gilles Martinet dénonce la mainmise d'un seul « *sous-courant* » du parti sur la plupart des postes de la direction et que les « *délégués nationaux chargés de prendre position sur les différentes questions d'actualité* », dépendent uniquement du premier secrétaire, tout en critiquant ceux qui ne font que « *se répandre en vaines récriminations et pleurnicheries sur les méthodes* » de François Mitterrand⁸⁴². Robert Chapuis critique la rhétorique des mitterrandistes qui taxent de dérive droitière et de déviation idéologique tous ceux qui s'opposent à la façon dont le courant mitterrandiste gère le parti. S'opposer à la gestion mitterrandienne, c'est contester la ligne d'Epinais, c'est trahir la gauche⁸⁴³.

Agacés par la montée en puissance de Michel Rocard, les mitterrandistes haussent donc le ton. Pour contenir l'accroissement de la popularité de Michel Rocard dans l'opinion publique, et plus important encore, dans la France de gauche, ils mènent une offensive contre la ligne rocardienne, accusée d'être faussement de gauche, et contre ses ambitions, jugées égoïstes et personnelles.

840 « Convention nationale de Paris, 25 novembre 1978 (matin) », *Archives-Socialistes.fr*

841 « Convention nationale de Paris, 25 novembre 1978 (après-midi) », *Archives-Socialistes.fr*

842 MARTINET Gilles, « Les trois points-clefs », dans « Faire. N°38, décembre 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

843 CHAPUIS Robert, « PS : une nouvelle étape », dans « Faire. N°38, décembre 1978 », *Archives-Socialistes.fr*

D) Le rendez-vous de Metz

1) Des étincelles en perspective

Il apparaît clairement que le congrès de Metz, prévu au printemps 1979, va servir à régler les comptes internes et à affirmer le courant animé par Robert Chapuis et Michel de la Fournière⁸⁴⁴. Dans un premier temps, le dépôt d'une motion Rocard laisse sceptiques les mitterrandistes, mais aussi certains rocardiens, comme Gilles Martinet et Dominique Taddéi qui jugent cette idée prématurée et contre-productive, car elle ne ferait qu'aggraver le fractionnisme qui règne au PS et menace son futur. Michel Rocard préfère aussi temporiser dans un premier temps. Mais rapidement, les choses évoluent. Gilles Martinet et Dominique Taddéi élaborent un texte pour regrouper les partisans d'une alliance entre Michel Rocard et Pierre Mauroy. Puis vient l'idée d'un texte rassemblant un bloc anti-Mitterrand composé de Gilles Martinet, Dominique Taddéi, Michel Rocard, Pierre Mauroy et Françoise Gaspard (qui souhaitait structurer une motion de femmes dans un parti jugé largement trop dominé par des hommes issus d'un même clan)⁸⁴⁵.

Parallèlement, le 17 décembre, plusieurs centaines de partisans de Michel Rocard se réunissent à Paris pour établir un bilan de la situation tandis que des équipes sont constituées pour travailler les idées. Michel Rocard, de son côté, se consacre au labourage du terrain afin d'étoffer ses réseaux et ses appuis parmi les militants socialistes. Il se rend même à Marseille, sur les terres de son ennemi Gaston Defferre. Malgré l'interdiction du maire, Michel Rocard connaît un certain succès et rassemble de nombreux militants locaux autour de lui lors de sa venue⁸⁴⁶. Cette agitation entraîne une vive protestation des mitterrandistes qui y voient une nouvelle preuve de l'agenda élyséen caché de Michel Rocard, que ce dernier nie publiquement : « *Il n'est pas vrai que l'élection présidentielle est la seule importante. C'est d'autant moins vrai pour moi qui suis un socialiste autogestionnaire* »⁸⁴⁷. C'est ce qui rend difficilement cernable la stratégie de Michel Rocard par les mitterrandistes, et ce qui renforce probablement leur frustration. Tout semble à croire que Michel Rocard fait tout pour préparer sa candidature, mais uniquement en sous-marin.

Dans la perspective du congrès, 11 membres du secrétariat national ou du bureau exécutif (dont Michel Rocard, Gilles Martinet, Dominique Taddei, Daniel Frachon et Jean-Pierre Cot), 44 membres du comité directeur (dont les rocardiens Robert Chapuis, Michel de la Fournière, Jean Le

844 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

845 PFISTER Thierry, « La majorité du PS se fissure », *Le Monde*, 14 décembre 1978 dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

846 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.116

847 *Le Monde*, 5 janvier 1979 dans « Revue de presse et déclarations 1979 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

Garec, Louis Le Pensec, Jean-Pierre Worms et Gérard Fuchs) 38 députés (Claude Evin, Louis Le Pensec, Jean-Pierre Cot, Michel Rocard, Dominique Taddei, Alain Richard...), 10 sénateurs (incluant Edgard Pisani), 24 premiers secrétaires de fédération et une quarantaine de responsables de groupes ou de sections d'entreprises signent une contribution Mauroy-Rocard dont Pierre Mauroy est le premier signataire⁸⁴⁸. Intitulée « Unité-Clarté-Synthèse », elle se fonde sur la volonté de donner au PS une nouvelle dynamique jusqu'à la victoire⁸⁴⁹. Cette alliance semble préfigurer une répartition des rôles. A Mauroy Solférino et à Rocard l'Élysée. C'est en tout cas ce que s'imagine François Mitterrand. Il confie à Paul Quilès : « *Le prochain congrès sera très dur ; Rocard et Mauroy veulent prendre le contrôle du parti, ils veulent m'évincer* »⁸⁵⁰. Michel Rocard sous-entend lui-même l'existence d'un tel accord lors de l'émission *Cartes sur tables* en présentant Pierre Mauroy comme SON candidat au poste de premier secrétaire⁸⁵¹. Une maladresse qui lui attire une mise en garde de Pierre Mauroy : « *Je dis fermement et amicalement à Michel Rocard : François Mitterrand est le premier secrétaire du parti et je me suis toujours prononcé pour la reconduction de la majorité actuelle, sans exclusion, voire élargie. Plus que jamais, j'estime indispensable une synthèse, et le plus tôt sera le mieux* »⁸⁵². Michel Rocard continue, de son côté, de nier publiquement la moindre ambition. Lors d'un déplacement à Tulle, il qualifie de « bobards » les bruits qui courent sur sa candidature⁸⁵³. Michel Rocard dit avoir fait exprès de lâcher cette phrase à propos de Pierre Mauroy pour le forcer à prendre ses distances avec lui, car il jugeait qu'aussitôt après la contribution commune, Pierre Mauroy aurait pris peur et se serait efforcé de retourner dans le giron de François Mitterrand⁸⁵⁴.

Par contre, tout comme Pierre Mauroy il concrétise son propre projet de motion, assumant « *le risque d'être minoritaire* » pour faire entendre sa voix et se démarquer des miterrandistes. Michel Rocard gagne même un nouveau fidèle, en la personne de Jean-Pierre Cot. Né en 1937, membre du club Socialisme et démocratie d'Alain Savary depuis 1962, il suit ce dernier au PS en 1969 et en intègre les organes de direction. Conseiller général et député de la troisième circonscription de Savoie depuis 1973, il est le référent départemental de François Mitterrand pour la présidentielle de 1974⁸⁵⁵. Dans le même temps, le courant rocardien huile son organisation pour

848 « Signataires de la contribution Mauroy-Rocard », Archives de Pierre Zémor, Carton 4, Fondation Jean-Jaurès

849 « Unité-Clarté-Synthèse », Archives de Pierre Zémor, Carton 4, Fondation Jean-Jaurès

850 CABANIS André, REGOURD Serge, *Paul Quilès : ou comment rester socialiste de Mitterrand à Jaurès*, op.cit, p.44

851 BREHIER Émeric, « Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986 », op.cit, p.549

852 « Ceux qui soutiennent Mauroy et Rocard », *Le Matin*, 10 janvier 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

853 « M.Rocard : la candidature à la présidence de la République n'est pas une question d'actualité », *Le Monde*, 31 janvier 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

854 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.222

855 Notice « Le Maitron » de Jean-Pierre Cot, <https://maitron.fr/spip.php?article20750>

réaliser une percée interne. Les représentants de la motion dans chaque département désignent un représentant chargé de faire le lien avec les instances fédérales. Il sera également chargé de récolter des signatures par section et désigner un mandataire de la motion par section⁸⁵⁶. Ces responsables fédéraux de la motion sont invités à se rassembler pour arrêter la liste des candidats issus de la motion aux organismes centraux du parti, en tenant compte de la diversité régionale et en faisant de la place aux candidatures féminines⁸⁵⁷. Enfin, des correspondants régionaux sont désignés. Ils sont deux par région⁸⁵⁸. Un « sur place » et l'autre, à Paris. Parmi les correspondants régionaux sur place figurent Michel de la Fournière pour la région Centre, Jean-Claude Petitdemange pour l'Alsace, Claude Evin pour les Pays de la Loire, Pierre Brana pour l'Aquitaine ou Daniel Frachon pour la région parisienne. Robert Chapuis s'occupe essentiellement de la correspondance régionale à Paris pour la région PACA, Rhône-Alpes, la Bourgogne et la Franche-Comté.

Une voix, une organisation et une volonté d'émancipation qui lui attirent l'hostilité de l'aile gauche du parti. Un collectif de militants publie dans *L'Unité* une tribune où la ligne Rocard est fortement décriée en filigrane : « *Hostiles à toute édulcoration de la ligne d'Epinay, nous avons toujours condamné les errements de la nouvelle social-démocratie, qui se réfugie dans des arguties économiques pour échapper à la rupture avec le capitalisme ; de même, nous condamnons toutes les vieilles ficelles de ceux qui emploient un langage d'autant plus dogmatique qu'ils sont prêts à toutes compromissions lorsque le pouvoir est à portée de la main. Nous ne pourrions donc manifester la moindre complaisance vis-à-vis des diverses composantes de l'ex-majorité de Nantes, qui toutes ont leur responsabilité dans la situation actuelle et qui, séparées ou regroupées à l'issue du congrès de Metz, seraient, tout autant que naguère, incapables de faire triompher la cause socialiste* »⁸⁵⁹. Personne n'est cité, mais tout apparaît entre les lignes. La « *nouvelle social-démocratie* » et ses « *arguties économiques* », c'est la « rocardie », dont le discours de rigueur économique est considéré par les socialistes orthodoxes comme une trahison, et dont les ambitions sont perçues comme un acte de séparatisme envers François Mitterrand. Louis Mermaz appuie. Il insinue à mots couverts que certains (à comprendre, les rocardiens) entretiennent les querelles de personnes et les ambitions individuelles tandis que François Mitterrand incarnerait l'unité du Parti et l'espoir du nouveau socialiste. Il reproche aussi aux rocardiens, toujours sans les nommer, leur proximité avec la « *mentalité capitaliste* », ce qui ferait d'eux des faux socialistes⁸⁶⁰.

856 « Préparation du congrès national ordinaire », Archives de Pierre Zémor, Carton 4, Fondation Jean-Jaurès

857 « Note aux représentants fédéraux de la motion C », Archives de Pierre Zémor, Carton 4, Fondation Jean-Jaurès

858 « Correspondants régionaux », Archives de Pierre Zémor, Carton 4, Fondation Jean-Jaurès

859 « Revenir à la ligne d'Epinay », dans « L'Unité. N°324, 26 janvier 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

860 MERMAZ Louis, « Parler clair » dans « L'Unité. N°326, 9-15 février 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

Le titre de son article est aussi intéressant. « Parler clair » ressemble à une réappropriation du « parler vrai » rocardien comme si Louis Mermaz cherchait à contrer l'image d'honnêteté que veut construire Michel Rocard en insinuant que la clarté est du côté mitterrandiste tandis que les rocardiens, derrière une prétendue vertu sont ambigus et cherchent à tromper avec une rhétorique faussement franche. Dans le même temps, Paul Quilès inonde de documents les correspondants mitterrandistes dans toutes les fédérations de France. Parmi ces documents, des commentaires et analyses acides sur la motion et le discours de Michel Rocard. Paul Quilès passe la consigne de les diffuser sans tarder dans toutes les sections afin de « *donner des points de repère à tous les défenseurs de la motion Mitterrand* »⁸⁶¹.

Gilles Martinet riposte en s'attaquant à ceux qui au sein du PS s'arc-boutent sur une ligne rigide, rejetant toutes les évolutions et les mutations sous prétexte que cela menacerait la « *sacro-sainte doctrine* »⁸⁶². Patrick Viveret se moque de ceux qui au sein du PS accusent Michel Rocard d'être une menace pour l'union de la gauche, en raison de sa ligne politique et de son attitude envers le PCF, mais qui se révèlent incapables de faire autre chose que de l'incantation unitaire. Lui propose que le PS élabore un « *pacte d'union des forces populaires* », un calendrier et un contrat de gouvernement avec le PCF, le MRG, le PSU et toute force intéressée par la perspective d'un gouvernement commun de la gauche⁸⁶³. Tandis que les mitterrandistes et le reste de l'aile gauche du PS considèrent que le congrès fondateur d'Epinay est un totem sacré et un cap dont le moindre détour serait un blasphème, les rocardiens veulent aller plus loin car « *ce congrès n'a inventé ni la rupture avec le capitalisme, vieux thème révolutionnaire qui traverse l'ensemble du mouvement ouvrier et du mouvement socialiste depuis l'origine, ni l'union de la gauche* »⁸⁶⁴. 1971 n'est pas un aboutissement, pas une rupture, ce n'est qu'un moment parmi d'autres dans l'histoire mouvementée de la gauche, une histoire qui doit continuer pour atteindre un but.

Michel Rocard réaffirme qu'il ne sera pas candidat si François Mitterrand venait à l'être⁸⁶⁵. Le 22 février, il présente sa motion, revendiquant de vouloir réaliser un état des lieux de son influence : « *quand on s'est compté et que l'on sait ce que l'on pèse, les synthèses sont plus faciles que lorsqu'on l'ignore* »⁸⁶⁶. Michel Rocard reçoit également de nombreux encouragements par

861 « Lettre circulaire du 28 février 1979 », dans CABANIS André, REGOURD Serge, *Paul Quilès : ou comment rester socialiste de Mitterrand à Jaurès*, op.cit, p.48

862 MARTINET Gilles, « Pour la synthèse. Contre les compromis » dans « Faire. N°39, janvier 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

863 VIVERET Patrick, « Réaliser l'union des forces populaires », dans « Faire. N°39, janvier 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

864 VIVERET Patrick, « Contre la stratégie du soupçon », dans « Faire. N°40, février 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

865 *Le Monde*, 9 février 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

866 LIEBAERT Alexis, « Rocard : il fallait d'abord se compter », *Le Matin*, 23 février 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

courrier. Par exemple, ceux de l'ancien résistant membre du PSU Jean Rous qui l'incite à « *lancer l'offensive dans tout le parti* »⁸⁶⁷. Ou encore, plus singuliers, ceux de Roger Duchet, artisan de la fondation du parti de droite CNI en 1949 et ancien ministre de la IV^e République, qui lui raconte son amusement de voir François Mitterrand pourfendre le capitalisme et les accointances avec la droite, lui qui aurait demandé et obtenu pour les élections de 1951 l'appui du CNI afin de ne pas perdre son siège de député de la Nièvre au profit... des socialistes⁸⁶⁸.

A l'approche du congrès, l'ambiance se dégrade de plus en plus et chaque camp décoche ses flèches. Aux mitterrandistes qui l'accusent d'être un « *Rocard d'Estaing* »⁸⁶⁹ et de trop ressembler aux centristes démocrates-chrétiens, Michel Rocard riposte que ce n'est pas lui qui fut ministre de la Troisième force, afin de rappeler à tous les séides de François Mitterrand que leur grand chef n'a pas toujours arboré le visage d'une gauche dure et orthodoxe. Et lorsqu'un jeune militant lui demande quoi répliquer aux mitterrandistes qui l'accusent d'être de droite, Michel Rocard répond : « *Demandez calmement qui était ministre pendant la guerre d'Algérie et qui était étudiant poursuivi par la police ? On vous fichera la paix* »⁸⁷⁰. Dans les deux camps, des éléments de langage sont préparés et diffusés dans les réseaux militants pour attaquer le clan adverse. La haine est véritablement présente. Gilbert Mitterrand, implanté à Libourne, confie à Nadia Ayache qu'il fut tenté un moment de se retirer, mais qu'il se ravise pour ne pas que les rocardiens s'emparent de cette section⁸⁷¹.

Ainsi l'on voit jusqu'où va la rivalité qui déchire le parti et qui va même jusqu'à conditionner les attitudes des acteurs politiques. Pour les mitterrandistes de la Gironde, la priorité est d'endiguer une possible progression des rocardiens dans la fédération. En novembre 1978, Michel Sainte-Marie alertait déjà Pierre Mauroy que l'attitude des chevènementistes pouvait, à terme, faire chuter la direction fédérale mitterrandiste au profit des proches de Michel Rocard⁸⁷².

867 Lettre de Jean Rous à Michel Rocard, datée du 12 février 1979, Archives de Pierre Zémor, Carton 4, Fondation Jean-Jaurès

868 Lettre de Roger Duchet à Michel Rocard, datée du 21 février 1979, Archives de Pierre Zémor, Carton 4, Fondation Jean-Jaurès

869 Notice « Le Maitron » de Jean Poperen, <https://maitron.fr/spip.php?article163429>

870 *L'Express*, 24 mars 1979

871 AYACHE Nadia, « Maillage et implantation du socialisme en Aquitaine (acteurs, réseaux, mobilisations électorales) de 1958 à la fin des années 1990 », op.cit, p.327

872 Ibid, p.43

2) Le moment du congrès de Metz

Sept motions sont présentées au congrès (6-8 avril 1979) : la motion A des mitterrandistes, la B de Pierre Mauroy qui demeure dans la logique des assises et ainsi refuse de marginaliser Michel Rocard, la D de Gaston Defferre, la E du CERES ainsi que deux autres. La motion des rocardiens est la motion C. Le plan de la motion fut préparé par Gilles Martinet, les arguments, par Jean-Paul Ciret⁸⁷³. Intitulée « Redonner ses chances à la gauche » elle est divisée en quatre parties :

A problèmes nouveaux réponses nouvelles

Les réponses du socialisme autogestionnaire

Construire le socialisme autogestionnaire

Un parti pour aujourd'hui

Son introduction répond également à ceux qui accusent les rocardiens de complaisance avec le capitalisme et la droite : « *L'offensive du capitalisme, en France et dans le monde, crée des problèmes différents de ceux d'hier. La lourde inquiétude qui monte des régions sinistrées par la politique brutale et cynique du Pouvoir, le redéploiement sauvage du capitalisme multinational, la domination accentuée de la droite sur l'appareil d'État et les moyens d'information [...] voilà autant de données nouvelles qu'il nous faut prendre en compte* »⁸⁷⁴. Elle justifie également le dépôt de la motion : « *Parce que nous pensons que la synthèse nécessaire à l'unité du parti ne peut plus maintenant venir que de la clarté du débat politique et des choix que feront les militants, nous leur présentons aujourd'hui dans cette motion les réponses que nous croyons nécessaires, pour que le Parti socialiste reprenne l'initiative et la gauche le chemin de la victoire* »⁸⁷⁵.

Dans le Rhône, Gérard Lindeperg peut compter sur une petite équipe de rocardiens pour l'aider. Roger Fougères, issu de la CFDT, Simone Saillard, vice-présidente de Lyon 2 décrite comme « *une socialiste à la Jaurès* » soit humaniste, laïc et issue du terroir républicain, Renée Dufourt, féministe, professeur de philosophie, qui siège au comité directeur du PS pour les rocardiens du Rhône, et Gabriel Montcharmont, ami proche de Gérard Lindeperg, devenu en 1977 (soit la même année que Gérard Lindeperg) premier adjoint au maire de la commune rurale de Condrieu. Il n'empêche que la préparation du congrès est très éprouvante, à tel point que Gérard Lindeperg renonce à y aller en tant que délégué.

Avant d'aborder le congrès, le PS doit passer par les élections cantonales de mars 1979. Le PS crée la surprise, en améliorant ses scores sur l'ensemble du pays et en augmentant son nombre de conseillers cantonaux tandis que l'ensemble des forces de droite en perd. Cette performance

873 Document manuscrit sans nom, Archives de Pierre Zémor, Carton 4, Fondation Jean-Jaurès

874 « La motion Rocard », « L'Unité. N°327. 16-22 février 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

875 Ibid

électorale relégitime la direction du PS. Les fidèles de François Mitterrand exploitent ces résultats pour conforter le statut de leur champion face aux opposants internes, en premier lieu Michel Rocard. Daniel Vaillant voit dans la performance du PS la preuve que les rocardiens font fausse route dans leur projet de donner un nouveau corpus, un nouveau cap, et une nouvelle direction au PS. Comme Louis Mermaz, il leur reproche une duplicité, en prétendant rompre avec le capitalisme alors qu'ils seraient en réalité obsédés par leur projet de rompre avec la ligne d'Épinay et de remplacer François Mitterrand, quitte à mentir et à tromper les militants en caricaturant la ligne Mitterrand avec un jargon technique. Les résultats des élections cantonales confirment par conséquent que la stratégie de François Mitterrand est la bonne et qu'elle doit se poursuivre. Contre les oiseaux de malheur qui annonçaient que la voie suivie conduirait le PS dans une impasse, les mitterrandistes y voient un présage de bonne augure, que le PS devient la force motrice de la gauche, et François Mitterrand, la figure d'avenir⁸⁷⁶.

A la séance d'ouverture, alors que François Mitterrand prend la parole, il est sifflé et hué par des militants rocardiens présents dans l'assistance. Pour ne rien arranger, Patrick Viveret provoque un tollé en proposant un amendement stipulant que chez les socialistes il n'y a pas d'homme providentiel (« *le Parti socialiste n'a aucun dogme et il ne connaît pas de grand prêtre* »⁸⁷⁷) Les loyalistes voient en filigrane une attaque contre François Mitterrand, ce qui relève quasiment du blasphème. Aux yeux de ses fidèles, l'autorité de l'homme de 1965, de l'homme d'Épinay, de celui qui a failli faire triompher la gauche unie il y a cinq ans ne saurait être remise en question, encore moins par des parvenus du PSU. Sans compter que les proches de François Mitterrand entendent exploiter cette première position. Pour Claude Estier, plume de François Mitterrand, ces résultats sont une clarification incontestable : « *François Mitterrand sera confirmé dans ses fonctions de premier secrétaire, avec une autorité renforcée pour conduire le Parti plus loin encore sur la voie qu'il a suivie depuis huit ans* »⁸⁷⁸

Jean-Pierre Cot propose bien de retirer cet amendement de la discorde mais le mal est fait. Les négociations tournent court et la synthèse se révèle impossible : chaque courant campe sur ses positions et joue sa partition personnelle. Le PS demeure donc fragmenté entre toutes ses motions. La A a obtenu 40,11 %, la B 13,61 %, la D 7,77 %, la E 14,43 %, la F 3,24 % et la G 0,31⁸⁷⁹. La C obtient 20,41%⁸⁸⁰, et fait même mieux dans le Rhône, avec 29 %, ce qui réjouit Gérard Lindeperg,

876 VAILLANT Daniel, « Oui, tenir bon ! », dans « L'Unité. N°332, 23-29 février 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

877 « Amendement de Patrick Viveret », Archives de Pierre Zémor, Carton 4, Fondation Jean-Jaurès

878 ESTIER Claude, « Le congrès le plus important depuis Épinay », dans « L'Unité. N°334, 6-12 avril 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

879 « Congrès national de Metz, 6 avril 1979, matinée », dans « Archives socialistes, Congrès », *jean-jaures.org*

880 KESLER Jean-François, *De la gauche dissidente au nouveau Parti socialiste : les minorités qui ont rénové le PS*, Privat, 1990, 471 p.

le confortant dans l'efficacité du courant rocardien local⁸⁸¹. Pareillement dans le Loiret, où elle obtient parmi ses meilleurs scores, 49,81 % soit 405 mandats, ce qui assure au courant rocardien 14 sièges sur 27 à la commission exécutive fédérale du Loiret et deux délégués de la fédération sur quatre au congrès de Metz (sans compter Michel de la Fournière qui y siège en sa qualité de membre du comité directeur)⁸⁸².

A cette occasion, le courant rocardien s'étoffe, avec l'arrivée de nouvelles personnalités extérieures aux réseaux du PSU. Outre Jean-Pierre Cot, deux autres jeunes députés élus en 1973 sous l'étiquette du Parti socialiste rompent avec le courant mitterrandien pour se rapprocher de Michel Rocard : Louis le Pensec⁸⁸³ et Charles Josselin. Ce dernier, né en 1938, a des atomes crochus avec les historiques de la mouvance rocardienne. Engagé dans le mouvement scout durant son adolescence, il s'engage dans l'opposition à la guerre d'Algérie au sein de l'UNEF. Durant ses études à Rennes, il préside l'Association générale des étudiants entre 1957 et 1959, où il rencontre et se lie d'amitié avec Louis le Pensec. Il est également vice-président de l'UNEF entre 1959 et 1960 où il est chargé des relations internationales. Il fut mandaté pour rédiger une brochure contre la guerre d'Algérie au nom de l'UNEF, visant à « *publier d'une part les résultats d'une étude approfondie sur les répercussions de la guerre d'Algérie que rencontrent dans leur action les responsables syndicaux étudiants, d'autre part les positions qu'a prises [le] mouvement sur ce problème* »⁸⁸⁴. Proche de Charles Hernu, il est d'abord membre du comité permanent de la CIR, puis membre du PS. Il se fait élire député dans la deuxième circonscription des Côtes-d'Armor en battant René Pleven. Élu de la 8ème circonscription du Finistère, visage de la nouvelle génération ascendante, Louis le Pensec contribue à la solidification du courant rocardien dans le Finistère, département où la majorité des troupes du PSU avait rejoint le PS en 1974⁸⁸⁵.

La motion rocardienne arrive en tête dans quinze fédérations⁸⁸⁶ :

- Les Alpes-de-Haute-Provence (42,4%)
- Les Alpes-Maritimes, à égalité avec la motion A (29,7%)
- La Haute-Corse (66,6%)
- Le Finistère (52,9%)
- L'Ille-et-Vilaine (35,5%)

881 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.158

882 « Majorité en faveur de la tendance Rocard au congrès de la fédération socialiste du Loiret », coupure de presse d'un journal non présenté, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26 : *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

883 42 ans, il est maire de Mellac depuis 1971 et conseiller général du canton de Quimperlé depuis 1976

884 Notice « Le Maitron » de Charles Josselin, <https://maitron.fr/spip.php?article88437>

885 BOUGEARD Christian, « Origines et implantations du PSU en Bretagne : les fédérations des Côtes-du-Nord et du Finistère », dans KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir), *Le PSU vu d'en bas*, op.cit, p.56

886 « Le vote des militants », dans « L'Unité. N°334, 6-12 avril 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

- Le Loiret (49,8%)
- Le Maine-et-Loire (59,2%)
- La Manche (43,1%)
- La Meurthe-et-Moselle (25,4%)
- Le Morbihan (45,3%)
- La Savoie (42,7%)
- Les Yvelines (43,6%)
- Le Tarn-et-Garonne (29%)
- Le Vaucluse (39,1%)
- Le Val d'Oise (32,5%)

Ces résultats sont une belle performance pour un courant politique qui ne s'est affirmé que depuis une période récente. Si le travail de maillage territorial des rocardiens n'a pas encore eu l'effet espéré en matière électorale, cette cartographie montre que plusieurs rocardiens ont véritablement réussi à s'imposer, eux et leur ligne, dans les départements où ils sont implantés. Mais ce succès rocardien est en trompe-l'œil dans la mesure où il est davantage un coup de force immédiat qu'une conquête politique.

3) Un succès rocardien mitigé

Le score obtenu par la motion Mitterrand est bien plus haut que ce que pronostiquaient la plupart des observateurs. Pierre Mauroy se serait particulièrement fourvoyé, imaginant que sa motion talonnerait, voire dépasserait, celle de François Mitterrand⁸⁸⁷. Les rocardiens sont également loin des espoirs fondés. Gilles Martinet s'était montré très optimiste devant la presse en annonçant : « *il y a une forte probabilité pour que notre motion arrive en deuxième position au congrès de Metz, derrière celle de François Mitterrand. Il y a en effet une progression des adhésions en faveur de notre texte* »⁸⁸⁸. La réalité des urnes fait que François Mitterrand écrase la concurrence mais qu'il n'y a toujours pas de majorité claire et que les alliances au comité directeur deviennent nécessaires. Or, la limite du succès de Michel Rocard est qu'il ne dispose pas d'alliés potentiels suffisamment puissants pour imposer un changement de direction. Son seul renfort éventuel, Pierre Mauroy, est trop faible pour faire face à la motion du Premier secrétaire. Fort de ses 40 %, le texte de François Mitterrand sert de base aux travaux de la commission de résolution dont le rôle est de dégager une

887 CABANIS André, REGOURD Serge, *Paul Quilès : ou comment rester socialiste de Mitterrand à Jaurès*, op.cit, p.51

888 « Le courant Rocard pense talonner celui de M.Mitterrand », *Le Monde*, 24 février 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

synthèse. Pierre Brana est notamment désigné par ses compagnons rocardiens pour les représenter à cette occasion. Il en garde un souvenir désagréable, il y découvre le caractère de François Mitterrand et toutes les ficelles de cette réunion⁸⁸⁹. Michel Rocard réclame une nouvelle organisation pour le parti, sans « *une majorité et une minorité dans la conception traditionnelle qui reproduit les rapports entre le Pouvoir et son opposition parlementaire* »⁸⁹⁰, arguant qu'il peut y avoir des majorités et des minorités flexibles en fonction des sujets. Cela semble compliqué car les logiques de clan sont extrêmement fortes.

Dans son discours d'ouverture du congrès, François Mitterrand disait vouloir réconcilier les deux cultures théorisées il y a deux ans par Michel Rocard⁸⁹¹. Mais dans la réalité des mots, il n'y a qu'une série d'attaques contre la « rocardie ». Jean Poperen griffe les rocardiens qui n'ont pas économisé leurs critiques contre l'orientation du parti en appelant à la modifier. Sont visés Patrick Viveret, qui dans *Faire*, avait revendiqué que « *Nous, la nouvelle gauche, avons fait un détour hors de ces forces de gauche pour les réinvestir ensuite et en modifier l'orientation* » ou Dominique Taddéi qui avait appelé à substituer « *au front de classe la notion de parti interclasse* »⁸⁹². Aussi, il donne une importance capitale à ce congrès, qui doit permettre de déterminer la stratégie du parti entre « *l'automne critique* » ou « *la stratégie de l'union* ».

Jean Poperen s'oppose également à l'idée de Michel Rocard sur une organisation plus souple de la majorité du parti. Il prétend que ce n'est pas la présence d'une majorité ou d'une minorité qui menace l'unité du parti. L'unité du parti se fait par le lent cheminement vers une harmonie de toutes les sensibilités et de toutes les cultures internes au PS qui doivent se compléter. Or, il estime que l'attitude de Michel Rocard ne vise pas à aller vers la recherche de la complémentarité mais vers un durcissement des divergences en cherchant la confrontation des différentes cultures. Le fait que Michel Rocard ait affirmé que le débat sur les deux cultures ne fait que commencer permet à Jean Poperen de présenter Michel Rocard comme le seul obstacle à l'unité, car lui et ses partisans voudraient embourber le PS dans un débat explosif sur ces cultures... qu'ils seraient sûrs de perdre⁸⁹³. Enfin, il pointe que le courant rocardien ne se projette pas dans l'histoire du socialisme, n'a pas « *la conscience de la durée historique* »⁸⁹⁴. Quant à Charles Hernu, il ironise sur la duplicité de Michel Rocard qui ferait mine de chercher le rassemblement et dénonce

889 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique. Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.95

890 « Congrès national de Metz, 6 avril 1979 (après-midi) », *Archives-Socialistes.fr*

891 BREHIER Emeric, « Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986 », op.cit, p.553

892 « Congrès national de Metz, 6 avril 1979 (après-midi) », *Archives-Socialistes.fr*

893 Ibid

894 RENOUE Simon, « La culture politique socialiste du Congrès de Nantes au Congrès de Metz. 1977-1979 », op.cit, p.86

le comportement de quelqu'un qui aurait déjà acté la rupture, « *je ne parle pas du capitalisme... la rupture avec nous !* »⁸⁹⁵

Aussi, le réchauffement des relations entre courants et écuries paraît hors de portée. Et si c'est Michel Rocard qui est accusé de jouer la division, la réaction de Jean Poperen dévoile que les mitterrandidistes sont tout aussi bellicistes. L'enjeu n'est pas seulement la tête du parti mais également la prochaine présidentielle, et la ligne que le Parti suivra pour l'occasion. Jean-Pierre Chevènement s'en prend une fois de plus à la ligne rocardienne, sans nommer personne. Mais la plaidoirie contre les thèses internes « *qui sont en fait autant de machines de guerre contre l'Union de la gauche, contre la ligne d'Épinay et contre le socialisme* » visent clairement les thèses de Michel Rocard, personne ne s'y trompe⁸⁹⁶.

La stratégie de Michel Rocard, qui veut impulser une nouvelle culture politique au mouvement socialiste est ainsi condamnée systématiquement à avoir le mauvais rôle, dans la mesure où les mitterrandidistes et les chevènementistes considèrent que toute remise en cause de la doxa, à la mythologie dont s'est drapée François Mitterrand est une trahison du socialisme pur et authentique. Laurent Fabius, porte-parole de François Mitterrand à la répartie corrosive, s'en prend notamment à Michel Rocard sur sa volonté de concilier le Plan et le marché. « *Entre le plan et le marché, il y a le socialisme* » assène Laurent Fabius. Il remet aussi en question la théorie de Michel Rocard sur l'existence des deux cultures. Il critique notamment Michel Rocard en rappelant que « *ni nous ni d'autres Socialistes de 1979 n'ont inventé cette décentralisation* ». Par autres socialistes, il faut comprendre, Michel Rocard... de manière générale, il insinue que les « vertus » attribuées à la deuxième gauche ne sont pas la propriété privée des rocardiens, mais le patrimoine historique commun des socialistes. Il appuie également l'idée que la force du socialisme, c'est le rassemblement des différentes cultures, pas la confrontation.

Jean-Pierre Chevènement ironise sur la constance du discours de Michel Rocard depuis le congrès de Nantes. Ce n'est pas un compliment de louer sa constance, mais une manière d'insinuer qu'il persiste dans l'erreur entre la « *politique économique néo-libérale* » qu'il propose, l'opposition des deux cultures ou la conception de l'union de la gauche.⁸⁹⁷ Selon lui, s'il y a deux cultures de gauche, ce ne sont pas les deux gauches théorisées par Michel Rocard, mais une culture « *qui intègre l'apport de Marx sans s'y réduire et qui s'appuie sur la conscience, sur l'organisation des masses, et l'autre dont moi je croie qu'elle prend appui sur les thèmes à la mode, qu'elle manifeste une sensibilité excessive à l'idéologie dominante. Il y a une gauche excessivement sensible à tous les thèmes généralement venus des États-Unis - et tout ce qui vient des États-Unis n'est pas*

895 « Congrès national de Metz, 7 avril 1979 (après-midi) », *Archives-Socialistes.fr*

896 « L'Unité. N°335, 13-19 avril 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

897 « Congrès national de Metz, 7 avril 1979 (matin) », *Archives-Socialistes.fr*

forcément mauvais - mais qui privilégie le changement individuel, qui privilégie le changement individuel, qui est nécessaire, par rapport à l'effort collectif, par rapport à l'organisation de masse, par rapport à l'action politique pour changer la vie »⁸⁹⁸. Une conception reprise par le miterrandiste Yves Durand, qui estime que les deux cultures ne sont pas un clivage interne au PS mais un clivage séparant le PS, autogestionnaire même en dehors des seuls cercles rocardiens et le PC⁸⁹⁹. Il est vrai que là réside aussi une partie des difficultés du courant rocardien. Certes, ils veulent se distinguer sur le plan idéologique. Mais leur fondement, l'autogestion, concept quelque peu fourre-tout⁹⁰⁰, est revendiqué par d'autres qu'eux. Depuis le début des années soixante-dix, le CERES défend également cette idée d'autogestion, en des termes similaires de ceux des ralliés du PSU, à savoir un socialisme qui ne serait pas autoritaire, qui ne serait pas fondé sur une technocratie étatique, donc ce que Michel Rocard reproche à la « première gauche », et qui donnerait aux travailleurs un pouvoir de décision dans l'entreprise⁹⁰¹.

Les rocardiens ripostent. Déjà, dès mars 1979, André Salomon, proche de Michel Rocard, dépeignait la motion miterrandiste de « *néo-molletisme, d'où la divine surprise et le ralliement global des gardiens intransigeants de la mémoire de Guy Mollet. Elle correspond à l'héritage spirituel de l'ancien secrétaire général de la SFIO. Essentiellement par l'axe prioritaire qu'elle redonne à l'onirisme idéologique, par la négation des contraintes et du réel* »⁹⁰². Robert Chapuis vient en aide à son ami. Contre ceux qui accusent Michel Rocard de vouloir dénaturer le PS avec une nouvelle ligne, il rappelle que si le Parti socialiste est la force politique qu'il est à ce jour, c'est parce qu'il a su se mettre en mouvement et ne pas s'arc-bouter dans un conformisme conservateur. Il défend que le rôle de ce congrès n'est pas de commémorer et célébrer en permanence le passé, mais de réfléchir à l'avenir. Enfin, il renvoie la balle à Laurent Fabius et Charles Hernu en les accusant d'être ceux qui refusent de faire l'union au sein du PS⁹⁰³. Michel Rocard réplique lui-même en invoquant un « *renouveau socialiste* »... et remet en scène de façon ambivalente les fissures internes : « *Sont apparues parmi nous deux logiques différentes d'application de cette même ligne stratégique et programmatique, c'est vrai. L'une est très centrée sur la capacité exclusive de l'appareil d'État et des solutions administratives à relever tous les défis et à régler tous les problèmes. Et cela se comprend, c'est une des grandes dimensions de la tradition socialiste*

898 Ibid

899 RENO Simon, « La culture politique socialiste du Congrès de Nantes au Congrès de Metz. 1977-1979 », op.cit, p.166

900 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.575

901 AYACHE Nadia, « Le mouvement chevènementiste : du CERES au Mouvement des Citoyens », op.cit, p.37

902 SALOMON André, « Retour au mollétisme », *l'Unité* n°332, 23 mai 1979, p.10, dans RENO Simon, « La culture politique socialiste du Congrès de Nantes au Congrès de Metz. 1977-1979 », op.cit, p.130

903 « Congrès national de Metz, 7 avril 1979 (après-midi) », *Archives-Socialistes.fr*

[...] *L'autre logique d'application, elle commence par admettre malgré tout le droit de nous interroger nous-même davantage sur notre propre passé. Ce droit relève du fonctionnement normal d'un parti sûr de lui, et assez ferme dans ses convictions pour justement remettre en cause ce qui peut faire doute ou n'être plus en correspondance avec la situation [...] Cette logique-là, elle se veut d'ouverture internationaliste, autogestionnaire [...] En tout cas c'est bien parce que la motion qui a obtenu le plus grand nombre de votes, et que signait notre premier secrétaire, comportait des éléments de ces deux logiques [...] que nous sommes arrivés dans ce congrès avec l'idée que l'accord politique était possible, qu'il nous fallait en tous cas le chercher [...]*»⁹⁰⁴.

Il dénonce par la même occasion la dureté de certaines interventions à son égard, déplorant l'absence de tolérance et une exigence autoritaire d'homogénéisation du parti autour de la doxa mitterrandiste, qui ressemble surtout à une exigence de mise au pas. Il en profite également pour aborder la question de la présidentielle : il se dit prêt à être candidat à la candidature. Mais pas contre François Mitterrand : « *J'ai dit et répété, je le répète ici, qu'en votre qualité de premier secrétaire vous serez le premier d'entre nous qui aura à prendre sa décision personnelle sur le point de dire s'il est candidat aux prochaines élections présidentielles et, si vous l'êtes, je ne le serai pas contre vous !* »⁹⁰⁵

Une fois encore, les rocardiens sont pris au dépourvu. Ce dévoilement, qui ressemble à un renoncement anticipé, n'était pas prévu. En tout cas, Michel Rocard n'en avait pas discuté avec ses proches. Plusieurs d'entre eux jugent que le timing est mal choisi et que ce n'est pas judicieux de s'imposer une telle contrainte. Exclure l'affrontement interne contre François Mitterrand revient à s'afficher comme inférieur à lui et à lui conférer une légitimité supérieure. Cette attitude est contraire à toute la stratégie établie par Michel Rocard depuis le congrès de Nantes. Soit c'est la marque d'un double jeu, soit c'est un recul. Dans les deux cas, la stratégie n'est pas visible. « *Depuis cinq minutes, le rocardisme est en baisse* » cingle Jacques Julliard⁹⁰⁶. Gérard Lindeperg est déçu : « *C'est un peu lui qui retirait le tapis. Il n'aurait jamais dû dire ça, je ne comprends pas pourquoi il l'a dit. Il se désarmait même pour peser au sein du parti* »⁹⁰⁷. Jean-Pierre Sueur est tout aussi surpris de cette annonce, une « *reddition* » selon lui⁹⁰⁸. Là est toute l'ambiguïté de l'attitude de Michel Rocard qui s'obstine à ménager son rival, tout en semblant vouloir s'en distinguer. Mais là est aussi toute la solidité du courant rocardien, dont l'unité ne souffre pas des revirements stratégiques, souvent imprévisibles, opérés par Michel Rocard. Ce choix est également très

904 « Michel Rocard- Congrès national de Metz, dimanche 8 avril 1979, matinée » dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

905 Ibid

906 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.119

907 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

908 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

important sur le plan symbolique car il confirme une nouvelle dimension « présidentielle » du Parti socialiste : l'homme fort du PS, qui triomphe lors du congrès, devient le candidat naturel pour l'élection présidentielle⁹⁰⁹. Le renoncement de Michel Rocard, et la nouvelle dimension du PS, auront des conséquences sur la logique du courant rocardien, une logique qui se dévoilera au fil des années.

Finalement François Mitterrand, rallié par le CERES et les proches de Pierre Mauroy, est réélu premier secrétaire du PS. Les rocardiens, quant à eux, sont relégués dans la minorité. Cette nouvelle majorité est présentée comme un cap à gauche : Jean-Pierre Chevènement considère que ce nouvel axe majoritaire permet de renouer avec le marxisme contre les « *dériveurs de Nantes* » désormais en minorité⁹¹⁰. Mais Gilles Martinet ne veut pas y voir la trace de deux gauches irréconciliables. Il voit, plutôt que deux lignes, « *deux logiques d'application d'une même ligne. Les uns mettaient l'accent sur les négociations d'appareils, les succès électoraux et les futures réalisations gouvernementales, les autres sur l'importance des mouvements sociaux et sur la liaison à établir entre ces mouvements et nos objectifs politiques* »⁹¹¹.

Rien d'irréconciliable pour Gilles Martinet qui appelle à ne pas « *cristalliser ces oppositions* ». Il n'est pas certain que ce point de vue soit partagé par les rocardiens actifs dans le PS, tant les hostilités de personne peuvent être fortes. Robert Chapuis quitte sa délégation nationale et, suivant la règle qui établit la représentation dans les instances dirigeantes de manière proportionnelle aux scores des différentes motions, intègre le bureau national, tout comme Pierre Brana, qui intègre également le comité directeur. Cette promotion interne de Pierre Brana ne réjouit pas la fédération girondine, fortement mitterrandiste, heurtée qu'un rocardien intègre le bureau national, surtout après le baroud d'honneur et d'indépendance de Michel Rocard. En tout, le courant C obtient 28 membres titulaires⁹¹² au Comité directeur. On y trouve de fidèles lieutenants de Michel Rocard (et Michel Rocard lui-même) : Jean-Pierre Cot, Daniel Frachon, Michel de la Fournière, Jean-Pierre Worms, Gérard Fuchs, Louis le Pensec, Gilles Martinet, Marie-Noëlle Lienemann⁹¹³, Dominique Taddéi et Edgard Pisani. Il obtient également deux membres titulaires à la Commission nationale de contrôle et à la Commission nationale des conflits. Sur les 27 membres du bureau exécutif, la motion C obtient six titulaires : Michel Rocard, Jean-Pierre Cot, Irène Charamande,

909 GRUNBERG Gérard, *La Loi et les prophètes. Les socialistes français et les institutions politiques*, op.cit, p.271

910 RENO Simon, « La culture politique socialiste du Congrès de Nantes au Congrès de Metz. 1977-1979 », op.cit, p.59

911 MARTINET Gilles, « Actualités. Après Metz », dans « Faire. N°42, avril 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

912 « Les nouveaux membres des organismes centraux », dans « L'Unité. N°334, 6-12 avril 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

913 Née en 1951, d'abord proche du CERES, elle devient en 1973 la secrétaire nationale des Étudiants socialistes et rejoint en 1974 le courant rocardien. Sa fonction disparaît après le congrès de Pau, lorsque François Mitterrand crée un secrétariat national à la Jeunesse confié à Édith Cresson.

Louis Le Pensec, Dominique Taddéi, Michel de la Fournière) et trois suppléants (Pierre Brana, Robert Chapuis et Marie-France Lecuir⁹¹⁴)⁹¹⁵.

L'ambiance est très souvent tendue lors des réunions du bureau exécutif. La présidentielle est l'objet de toutes les obsessions et chacun prêche pour sa paroisse. Les mitterrandistes élèvent la pression sur les rocardiens. Le comité directeur du 11 avril 1979 est le théâtre de cette atmosphère de plomb. A cette occasion, les représentants du courant Rocard critiquent le fonctionnement du parti, pointant notamment « *le dénigrement de la commission des résolutions afin de poursuivre une diplomatie bilatérale post-conciliaire entre A et E* », ainsi que les manières de la motion A, qui gouverne quasiment sans partage alors qu'elle n'a obtenu qu'une majorité relative⁹¹⁶.

Mais le point le plus épineux fut la préparation des élections européennes prévues en juin 1979. Les représentants des courants Mitterrand et Chevènement rejettent la liste des candidats rocardiens. Une manière qui irrite dans les cercle rapprochés de Michel Rocard⁹¹⁷. S'ils parviennent à obtenir l'application d'une proportionnelle plus juste, ils sont contraint de renoncer à placer sur la liste Jean-Pierre Cot pour une raison, invoquée par François Mitterrand, de parité géographique. Les rocardiens s'y résignent mais ne manquent pas de souligner l'absurdité d'écartier une personnalité spécialiste des sujets européens⁹¹⁸. Mais ils sont également confirmés dans leur crainte que pour peser face à cette redoutable machine acquise à François Mitterrand, il va falloir bâtir un courant fort. Dans l'optique de préparer le prochain comité directeur et la Convention nationale du 22 avril 1979, les membres rocardiens du comité directeur, les délégués à la convention et les correspondants départementaux sont invités à se réunir à l'Assemblée nationale le 20 avril⁹¹⁹.

Ainsi, le courant rocardien commence à s'organiser. Pour les idées, la revue *Faire* de Gilles Martinet est au centre du jeu. Fondée en 1975, Patrick Viveret en est le rédacteur en chef. A l'origine, la revue était ouverte à toutes les tendances de la majorité de Pau. Des mitterrandistes, des anciens de la CIR, des proches de Pierre Mauroy se côtoient dans le comité de rédaction. Mais en avril 1979, les six membres de la rédaction proches de François Mitterrand démissionnent. Dès lors, la revue prend un virage plus « rocardien » et devient l'un des organes philosophiques de la deuxième gauche. Par ailleurs, la revue possède une rubrique historique, ce qui lui permet de s'inscrire dans l'histoire socialiste et de contrer les attaques de ses détracteurs qui accusent le

914 Née en 1941, enseignante en lettres modernes, elle est conseillère générale du canton de Pontoise depuis 1976

915 « Le secrétariat national et le bureau exécutif », dans « L'Unité. N°335, 13-19 avril 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

916 « Comité directeur du mercredi avril 1979. Compte-rendu au courant C », Archives de Pierre Zémor, carton 4, Fondation Jean-Jaurès

917 « Note importante aux correspondants départementaux », Archives de Pierre Zémor, carton 4, Fondation Jean-Jaurès

918 « Comité directeur du mercredi 11 avril 1979. Compte-rendu au courant C », Archives de Pierre Zémor, carton 4, Fondation Jean-Jaurès

919 Ibid

rocardisme d'être étranger au mouvement socialiste⁹²⁰. Bien que membre du comité de rédaction, Robert Chapuis ne s'occupe guère des affaires de la revue, préférant « gérer et organiser le courant à travers les fédérations »⁹²¹. Les mitterrlandistes eux, capitalisent toujours les bons résultats des cantonales et veulent profiter du congrès de Metz pour accroître leur dynamique. Ils communiquent sur les bons sondages de François Mitterrand, ironisant sur l'importance que le système médiatique (qui s'était emballé pour Michel Rocard) et les fidèles de ce dernier leur avait accordée pour crédibiliser l'hypothèse Rocard. Avec délectation, les mitterrlandistes pointent que François Mitterrand connaît une forte augmentation de sa côte de popularité, tandis que Michel Rocard stagne, et que le premier secrétaire domine son rival dans le cœur des socialistes⁹²².

Ainsi, le courant rocardien a connu un cheminement actif depuis 1977 et le congrès de Nantes. En dépit de toutes les attaques des mitterrlandistes, Michel Rocard et ses proches ont réussi à s'imposer, au moins partiellement, au sein de leur nouvelle famille politique. Désormais affirmé comme un courant à part entière sur lequel il faut compter en interne, le courant de Michel Rocard compte exploiter tout ce travail, du maillage local à l'image de Michel Rocard, pour aborder leur objectif, inchangé depuis le temps du PSU : installer Michel Rocard à l'Élysée

II) Objectif 1981 : la quête élyséenne des rocardiens

L'horizon à court terme de Michel Rocard est l'élection présidentielle de 1981. Fort de son image, Michel Rocard doit néanmoins composer avec l'hostilité du Parti socialiste, dont une partie importante refuse catégoriquement cette idée. Il doit aussi attendre la position de François Mitterrand, qui reste flou sur ses intentions. Aussi, les rocardiens se mettent rapidement en campagne dans l'ombre. L'idée serait d'avoir une machine électorale toute prête si jamais François Mitterrand venait à ne pas être candidat et de s'imposer naturellement au Parti socialiste.

920 RENO Simon, « La culture politique socialiste du Congrès de Nantes au Congrès de Metz. 1977-1979 », op.cit, p.80

921 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.73

922 LE GALL Gérard, « Sondages : les Français aiment de plus en plus le PS... et de moins en moins le PC », « L'Unité. N°339, 11-17 mai 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

A) Une ambition perceptible

1) Les rocardiens face au défi de l'élection présidentielle

Une petite équipe, pilotée par Christian Blanc, s'organise en vue d'une potentielle candidature de Michel Rocard en 1981. Hubert Prévot organise la réflexion sur le programme. Des groupes d'experts sont formés sous la direction d'Edgard Pisani. Bien qu'issu du gaullisme, il défend une ligne politique réformiste et hostile au centralisme exercé par l'État. Une ligne qui fait écho à celle de Michel Rocard, notamment sur la place accordée aux collectivités territoriales⁹²³. Un réseau de politologues (Gérard Grunberg, Jérôme Jaffré, Michèle Legendre, Jean-Luc Parodi) et une cellule communication composée de quinze à vingt membres du groupe « image et stratégie » (dont Jean-François Merle et Jean-Paul Ciret) complètent le dispositif⁹²⁴. Un secrétariat prend ses quartiers dans un QG situé 98 rue de l'Université, puis 266 boulevard Saint-Germain où se réunissent les animateurs du courant rocardien. Une étape supplémentaire dans l'affirmation du courant qui frustre les miterrandistes, hostiles à cette émancipation. Déjà, lors du congrès de Nantes, Claude Estier, proposait de réduire strictement les marges de manœuvre des courants avec l'interdiction pour les courants de pensée de disposer de locaux et moyens financiers particuliers, d'organiser des réunions et séminaires de nature variée ou d'émettre publiquement des positions différentes de celles du Parti⁹²⁵.

Pierre Brana, très occupé à Bordeaux, n'assiste que très peu souvent aux réunions de l'état-major rocardien. En revanche, il est un habitué des assemblées générales des délégués nationaux du courant. Il est même chargé d'assurer la présidence des séances et d'en faire des comptes rendus à la presse⁹²⁶. Le courant rocardien rompt également avec une certaine docilité et hausse le ton contre quelques fonctionnements du parti. Il s'insurge d'abord contre la suspension de la réunion du Comité directeur du 16 juin⁹²⁷. Cette décision décrétée par la direction du parti viserait à empêcher les courants minoritaires, rocardien en tête, de livrer leur analyse sur le résultat des élections européennes⁹²⁸. Des critiques remontent également par la base. André Moreau et Robert Rumily, conseillers municipaux socialistes de Saint-Jean-le-Blanc, ville située dans la banlieue d'Orléans,

923 PISANI Edgard, *Socialiste de raison*, op.cit, p.130

924 Fiche imprimée sans nom, Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

925 RENOUE Simon, « La culture politique socialiste du Congrès de Nantes au Congrès de Metz. 1977-1979 », op.cit, p.105

926 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.98

927 « Comité directeur du 16 juin », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

928 Les élections européennes ont eu lieu le 10 juin 1979. La liste PS menée par François Mitterrand obtient 22 sièges. Outre Gilles Martinet, les rocardien Charles Josselin et Jacques Moreau sont élus, tandis que Edgard Pisani rate l'élection d'un siège.

adressent une lettre à François Mitterrand, envoyée également à Michel Rocard, Michel de la Fournière et Jean-Pierre Sueur, pour dénoncer l'ambiance interne du parti dépeinte par la presse, celle d'un parti désaccordé qui se livre à d'incessantes batailles intestines au lieu de chercher la synthèse et l'addition des forces⁹²⁹.

Le 17 juin, 500 représentants du courant Rocard se réunissent à Paris. C'est la première fois depuis le dernier congrès que les rocardiens se retrouvent. A cette occasion, Michel Rocard exhorte ses amis de ne pas tomber dans les pièges tendus par la direction pour les enfermer dans une attitude de minoritaires acharnés. Gilles Martinet, tout juste élu député européen, estime que «*le problème n'est pas de prendre une revanche sur le congrès de Metz mais de préparer la constitution d'une nouvelle majorité*»⁹³⁰. Les participants se réunissent en commissions sur plusieurs sujets (organisation du parti, luttes sociales...) avant de présenter devant toute l'assistance une conclusion. Il est également décidé de l'organisation du courant, copiée sur celle du PS : les élus sont regroupés dans des comités de section, des comités fédéraux et un comité directeur tandis que l'animation centrale est confiée aux membres du courant siégeant au comité directeur du PS. Une assemblée générale du courant est prévue deux ou trois fois par an. Pour apaiser les tensions, et tenter de repartir sur de nouvelles bases, les membres rocardiens du comité directeur appellent leurs camarades à tirer les leçons des élections européennes, marquées par une progression de la droite, et à réagir par la reconstitution d'une unité⁹³¹. Cela passe par la reprise des travaux d'élaboration du projet socialiste en y associant la base militante et par l'établissement d'un débat sur l'état du PS pour aboutir à une analyse commune. «*Dès lors, un nouveau climat pourrait être créé dans le Parti qui faciliterait grandement l'élaboration dans l'unité, du projet socialiste. Ce sont là, à nos yeux, la condition d'un nouvel élan du Parti, nécessaire à l'avenir du pays*»⁹³². Un vœu pieu dont la faisabilité est à prouver.

Tout s'accélère très vite. La presse fait écho des tensions entre la direction du PS et Michel Rocard, en particulier sur la question du projet socialiste⁹³³. A la base, le projet devait être élaboré à partir d'un questionnaire empreint de la ligne rocardienne. Mais cela ne dure pas. La Commission chargée de le préparer est présidée par nul autre que Jean-Pierre Chevènement, faisant craindre aux rocardiens que le barycentre du futur programme soit très éloigné de leur ligne politique. Cette

929 Lettre d'André Mureau et Robert Rumily, datée du 19 juin 1979, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

930 « Rocard : un incident médiocre », *Le Matin*, 18 juin 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

931 « Suggestions au Comité Directeur (déposées par ses membres élus au titre de la motion C) », document non daté, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

932 Ibid

933 VIOLET Antoine, « Un projet de civilisation », dans « L'Unité. N°352. 5-11 octobre 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

commission est composée de quinze membres titulaires et de dix membres suppléants. Le courant rocardien dispose de trois titulaires, Robert Chapuis, Gilles Martinet et Jean-Pierre Worms, ainsi que de deux suppléants (Patrick Viveret, Jean-Pierre Weben ou Louis Le Pensec et Gérard Fuchs en fonction des séances). Dans un document interne au courant, les représentants de la « rocardie » font un point sur la situation⁹³⁴. Ils rappellent qu'ils veulent voir des débats aboutir sur deux points, à savoir la rédaction d'un texte « *capable de répondre aux enjeux du socialisme dans les quelques années à venir* » et en état d'assurer l'unification du parti, dépassant les clivages internes hérités du congrès de Metz. Or les rocardiens estiment que le texte proposé par Jean-Pierre Chevènement ne répond à aucun de ces objectifs. Il est décrit comme « *un résumé bâclé des thèses du CERES, le texte d'un courant* », avec un sévère réquisitoire : « *logique nationaliste et étatiste* », « *n'affirme pas l'identité du Parti socialiste mais conduit à son isolement* », « *revient sur des acquis fondamentaux du Parti (ex : 15 thèses) et constitue une formidable régression mentale, idéologique et politique* »⁹³⁵. Michel Rocard se livre également à des critiques négatives, affirmant que les mécanismes économiques ne se modifient pas par simple décret⁹³⁶.

Mais les rocardiens ne veulent pas rajouter de la division, aussi ils refusent de déposer un contre-projet. Cela risquerait de rendre les clivages internes irréversibles et de confirmer l'impression qu'il existe plusieurs partis dans le parti. Disant se sentir majoritaires dans le PS sur la ligne du socialisme autogestionnaire par rapport au « *centralisme nationaliste* » du CERES, les rocardiens persistent dans la volonté d'aboutir à un texte unique avec le double objectif que le projet socialiste soit en adéquation avec les aspirations des Français et avec les principes du socialisme mais aussi, qu'il ne fracture pas le PS. Aussi les rocardiens comptent essentiellement présenter des amendements sur des points essentiels⁹³⁷. Patrick Viveret dénonce un projet dont « *le PS ne peut accepter la logique sauf à abandonner l'essentiel de ses acquis autogestionnaires* »⁹³⁸. Plusieurs points sont contestés : la place centrale attribuée à une seule crise du capitalisme, l'analyse du giscardisme, la déclamation faite à l'URSS, des orientations qui négligent les thèmes qui ont permis « *à la gauche socialiste de se renouveler et d'échapper à la décadence et à la trahison qui avait marqué l'histoire de la SFIO, sous la IVe République* » comme la lutte anticolonialiste et anti impérialiste, le refus du modèle de socialisme autoritaire, la régionalisation, la décentralisation, tout

934 « Aux correspondants départementaux de la Motion C », document non daté, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

935 Ibid

936 AYACHE Nadia, « Le mouvement chevènementiste : du CERES au Mouvement des Citoyens », op.cit, p.89

937 « Aux correspondants départementaux de la Motion C », document non daté, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

938 VIVERET Patrick, « Projet socialiste : un texte inquiétant », dans « Faire. N°47, septembre 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

autant de thèmes qui « *ont permis au socialisme français de trouver enfin une identité positive à travers le socialisme autogestionnaire* »⁹³⁹.

La méthode est aussi critiquée. En effet, Patrick Viveret rappelle que le projet socialiste devait être élaboré initialement à partir des réponses des militants à un questionnaire de 216 questions qui leur étaient posées. Or, le texte proposé par Jean-Pierre Chevènement n'est non seulement pas du tout fondé sur les réponses faites au questionnaire, mais il serait aussi en contradiction avec une partie du texte d'introduction sur l'analyse de la crise présentée par Jacques Delors, une attitude qui paraît pour Patrick Viveret aller complètement à rebours de l'identité autogestionnaire. Enfin, il raille ceux qui critiquaient les soi-disant positions droitières de Michel Rocard et qui eux-mêmes semblent adresser des clins d'œil à la droite, citant Charles Hernu et son « *appel aux patriotes* » ou son éloge du « *compromis historique à la française* »⁹⁴⁰.

Gilles Martinet est plus modéré. Il juge le projet « *acceptable par l'ensemble du parti* ». Ce n'est pas son contenu qui lui pose problème, mais plutôt que ce contenu lui paraît incomplet. Il cite « *six grandes questions sur lesquelles le projet reste court, ou plus exactement daté* » : les rapports entre le plan et le marché, le taux de croissance, l'équilibre entre investissement et consommation, le comportement du secteur privé dans la période de construction du socialisme, l'Europe et l'union de la gauche⁹⁴¹. Il critique tout de même lui aussi l'idée de « *compromis historique* », avançant l'idée que les socialistes doivent « *opposer la rigueur de gauche à l'austérité de droite* » et « *développer d'ici à 1981 une ligne autonome susceptible de rallier à eux une grande partie des hésitants* »⁹⁴².

Mais même l'opposition des rocardiens de *Faire* commence à constituer un problème pour les rocardiens du parti. Si Michel Rocard espère recevoir le soutien du Parti pour l'élection présidentielle de 1981, son courant doit être capable de dépasser ses propres limites. Aussi, le puritanisme de la ligne idéologique rocardienne doit savoir être mise de côté, ce que *Faire*, obsédée par les idées, ne semble pas pouvoir faire⁹⁴³. Dans l'optique de faire un point sur la situation générale, le courant C tient une assemblée générale le week-end du 20-21 octobre 1979 à la Tour Olivier de Serres⁹⁴⁴. A ce moment, le noyau dur de la « *rocardie* » est composé de 26 personnes⁹⁴⁵ :

939 Ibid

940 Ibid

941 MARTINET Gilles, « Ce qui manque au projet socialiste », dans « *Faire*. N°50, décembre 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

942 MARTINET Gilles, « Pas de compromis historique », dans « *Faire*. N°51, janvier 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

943 BREHIER Émeric, « Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986 », op.cit, p.558

944 Lettre de Scarlett Courvoisier datée du 3 octobre 1979, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

945 « Collectif national », document non daté, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

Michel Rocard, Pierre Brana, Michel Blum, Christian Blanc, Robert Chapuis, Irène Charamande, Jean-Paul Ciret, Philippe Colaneri, Jean-Pierre Cot, André Drom, Gérard Fuchs, Daniel Frachon, Jacques-Antoine Gau, Michel de la Fournière, Marie-France Lecuir, Louis Le Pensec, Gilles Martinet, Jacques Moreau⁹⁴⁶, Edgard Pisani, Pierre Roussel, Dominique Taddei, Yves Tavernier, Patrick Viveret, Jean-Pierre Worms, Tony Dreyfus et Marc Véron.

Parmi les nouveaux noms, on trouve des profils variés, ce qui illustre bien la nouvelle diversité de l'état-major rocardien, entre racines communes et divergences de parcours. Né en 1930, Jacques-Antoine Gau appartient à la même génération que les premiers rocardiens comme Robert Chapuis, Michel de la Fournière ou Daniel Frachon. Étudiant en droit, il fut tout d'abord le président de la section de Poitiers de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), puis secrétaire adjoint de la MNEF nationale avant d'en être vice-président en décembre 1952 puis président national entre 1955 et 1956⁹⁴⁷. La MNEF ayant été créée suite à une victoire de l'UNEF pour la mise en place d'un régime étudiant de sécurité sociale, Jacques-Antoine Gau gravite dans des milieux proches de ceux des « rocardiens historiques » de l'UNEF. Lui-même participe à la création du PSA puis du PSU. Mais son chemin s'éloigne alors de Michel Rocard. Il quitte rapidement le PSU. Jacques-Antoine Gau est un soutien de la candidature de Gaston Defferre à la présidence de la République, puis membre du bureau exécutif de la FGDS. Comme Jean-Pierre Cot et Dominique Taddéi, il est proche d'Alain Savary, et assume les fonctions de secrétaire général de l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG)⁹⁴⁸. Profil plus atypique, Marc Véron est un proche de Christian Blanc. Ainsi, les réseaux rocardiens sont caractérisés par une culture globale commune, mais avec une certaine variété. L'essentiel des membres de ce premier cercle vient du PSU (Robert Chapuis, Pierre Brana, Gérard Lindeperg, Michel de la Fournière, Daniel Frachon, Tony Dreyfus, Irène Chamarande, Christian Blanc), avec un engagement de jeunesse au sein de l'UNEF (Robert Chapuis, Michel de la Fournière, Daniel Frachon, Tony Dreyfus...). Un engagement syndical qui rapproche des rocardiens authentiquement militants du PSU avec d'autres anciens membres de l'UNEF qui n'ont jamais été membres du PSU ou qui l'ont été brièvement et qui ont milité dans d'autres structures, comme Charles Josselin ou Jean-Pierre Worms. Et si tous les deux partagent avec les rocardiens issus du PSU cette sociabilité issue de l'UNEF, ce n'est pas le cas d'autres rocardiens désormais membres du premier cercle. Jean-Pierre Cot, Jacques-Antoine

946 Deux Jacques Moreau peuvent correspondre : l'historien (1927-2004) qui a connu Michel Rocard aux Étudiants socialistes à la fin des années 1940. Membre de la SFIO, puis du PSA et du PSU, il était également un proche d'Alain Savary. Membre de l'UCRG, il suivit Alain Savary au Parti socialiste lorsque celui-ci en prit la direction en 1969. Ou le syndicaliste (1933-2017), vice-président de l'UNEF en 1959, puis membre de la CFDT, admirateur de Pierre Mendès France et militant d'abord à l'UGS puis au PSU, il rejoint le PS en 1974 et est élu député européen en 1979.

947 Notice « Le Maitron » de Jacques-Antoine Gau, <https://maitron.fr/spip.php?article50446>

948 Ibid

Gau et Dominique Taddéi viennent de la mouvance savaryste⁹⁴⁹ du PS et les deux derniers cités ont même milité pour des personnalités jugées repoussoirs par Michel Rocard et ses proches du temps où ils étaient au PSU. Le courant rocardien issu des Assises de 1974 a donc commencé sa maturation.

Mais l'animation du courant souffre parfois de quelques malentendus. Le 29 octobre 1979, Robert Chapuis écrit⁹⁵⁰ aux membres du Bureau Exécutif issus du courant C pour faire part de son étonnement d'avoir découvert dans la presse que les Amis de Michel Rocard avait envoyé un communiqué annonçant le retrait de tous leurs amendements sur le Projet socialiste. Robert Chapuis est vexé de ne pas avoir été associé à cette décision, d'autant que les rocardiens s'étaient mis d'accord pour prendre une décision collective. Il déplore également que cette décision exclut de fait le courant rocardien des débats internes, ce qui pose la question même de son utilité, car il perd toute capacité de débat et se retrouve de fait davantage isolé et condamné au silence. Mieux structuré, animé et soudé autour de la même volonté, le courant rocardien doit néanmoins renforcer son efficacité et sa cohésion car il demeure, au sein du PS, seul contre l'appareil.

2) Michel Rocard, singulier et ambivalent

Lors de la Fête de la Rose du PS de l'Oise en septembre, Michel Rocard dit rester candidat à la candidature. Il conserve dans le même temps une certaine prudence : le 14 octobre, invité au club de la presse d'Europe 1, il estime que François Mitterrand est « *le bon candidat socialiste* » pour la présidentielle de 1981 et l'assure de son soutien s'il venait à se présenter⁹⁵¹. Le 16 octobre, il participe au grand meeting organisé par le PS à la Porte de Pantin autour de François Mitterrand, et, dans son discours, insiste sur le besoin d'unité⁹⁵². Michel Rocard est toujours tenu à cette délicate position d'équilibriste. Il ne peut pas exclure que François Mitterrand sera candidat, il semble même penser sérieusement qu'il le sera. Aussi, il s'efforce de jouer la carte de la loyauté pour être, dans un futur plus ou moins proche, un de ceux qui pourront prétendre prendre la relève. Soit dans l'après-Mitterrand soit en recours si le premier secrétaire, pour une raison ou une autre, venait à jeter l'éponge. Être loyal sans insulter l'avenir, tel est la ligne de crête empruntée par Michel Rocard. Une ligne de crête étroite, et ce, malgré la popularité bondissante dont il jouit. Avec 47 % de bonnes opinions, soit une progression de quatre points, il devance largement François Mitterrand, qui recule

949 HURTIG Serge (dir.), *Alain Savary. Politique et honneur*, Presse de Sciences-Po, 2002, 335 p.

950 Lettre de Robert Chapuis aux membres du Bureau exécutif Courant C datée du 29 octobre 1979, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 43, Cirsa, fin, 1981-courant rocardien 1975-1981*, Fondation Jean-Jaurès

951 COLOMBANI Jean-Marc, « M.Rocard prend date pour l'après-Mitterrand », *Le Monde*, 15 octobre 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

952 « PS : fraternellement... », dans dans « L'Unité. N°354. 19-25 octobre 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

de 36 à 34 %. En outre, 68 % des sympathisants socialistes veulent voir Michel Rocard jouer un rôle important à l'avenir, contre 59 % pour François Mitterrand⁹⁵³. Mais la position de Michel Rocard au sein du PS l'empêche de tirer pleinement profit de cette popularité. Il doit être unitaire sans se renier.

Cette dernière dimension est incontournable car, à plus d'un titre, Michel Rocard n'est pas François Mitterrand, y compris sur le plan électoral. En décembre 1979, Jean Charlot, professeur à l'IEP de Paris, conduit une étude qui démontre que si l'écart potentiel de voix entre Mitterrand et Rocard est minime, leurs électorats sont différents⁹⁵⁴. Le noyau dur socialiste, qu'on pourrait aussi appeler le noyau loyaliste, celui qui vote PS quoiqu'il arrive, représente 10 % du corps électoral. Les mitterrandistes les plus fanatiques, ceux qui ne voteraient pas Rocard, représentent 5,5 %. Les rocardiens les plus absolus, qui ne voteraient pas Mitterrand, 6 %. La substitution de François Mitterrand par Michel Rocard entraînerait un chassé-croisé de 11,5 % des électeurs. Michel Rocard perdrait des électeurs sur sa gauche mais en récupérerait sur sa droite. Seulement 62 % des électeurs de François Mitterrand voteraient Michel Rocard. 11 % sont indécis, 17 % voteraient pour un autre candidat de gauche, 4 % pour un candidat écologiste et 6 % pour un candidat à droite. 60 % des électeurs de Michel Rocard voteraient François Mitterrand, 6 % s'abstiendrait, 9 % pour un autre candidat de gauche, 7 % pour un écologiste et 18 % pour un candidat de droite, (15 % pour Valéry Giscard d'Estaing). Sur le plan des différences sociales, les ouvriers sont surreprésentés dans l'électorat strict de François Mitterrand. Dans celui de Michel Rocard, ce sont les professions libérales, les cadres supérieurs, les employés et cadres moyens.

Michel Rocard continue donc de jouir d'une bonne image mais il demeure en marge du réacteur du Parti socialiste. Ce qui reste problématique car aussi populaire qu'il soit, avant d'être élu par les Français, il doit être adoubé par son parti. Il lui faut par conséquent mettre à profit son travail de maillage interne.

3) Une galaxie rocardienne mobilisée

Tandis que Michel Rocard entretient le flou, des voix s'élèvent. C'est d'ailleurs un des rouages essentiels de la tactique de l'équipe de campagne de Michel Rocard : comme il ne peut pas aller trop loin pour ne pas se couper du PS, sa candidature doit avoir l'air nécessaire et réclamée pour finir par s'imposer d'elle-même. Une légitimité découlant de la base, pas d'un conseil

953 « Sondages : nouvelle montée de Rocard », coupure de presse d'un journal non présenté, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

954 « Mitterrand-Rocard : le casse-tête socialiste », *Le Point* n°377, 10 décembre 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

politique restreint. Cela nécessite des appels spontanés en la faveur de Michel Rocard. Cette stratégie donne raison à François Mitterrand qui critiquait « l'organisation parallèle » de Michel Rocard. Plusieurs catégories de soutiens sont recherchées. D'abord, des membres du PS, des barons locaux. Le 11 décembre, Gilbert Gaumet et Henri Darras, respectivement présidents du conseil général du Gard et du Pas-de-Calais appellent dans une tribune François Mitterrand à « *entreprendre, sans délai, cet effort décisif : rassembler le parti socialiste autour de son meilleur candidat et tout mettre en œuvre pour aider celui-ci à être vainqueur de 1981* »⁹⁵⁵. Michel Rocard n'est pas directement cité mais apparaît en filigrane. Une semaine après, c'est le président du conseil général du Gers, Jean Laborde qui estime que « *dans l'état actuel de l'opinion, il ne semble pas que M. François Mitterrand soit, en ce moment, le meilleur candidat pour une élection présidentielle* »⁹⁵⁶. Le 16 décembre, il anime une réunion d'une trentaine d'élus de la région Midi-Pyrénées qui signent une déclaration : « *Nous pensons que M. Rocard doit se tenir prêt à répondre à l'appel que pourrait lui lancer le PS ainsi que tous les travailleurs du pays qui lui font confiance pour la victoire du socialisme* »⁹⁵⁷. Ces deux appels sont axés sur le fait que François Mitterrand est un grand premier secrétaire, l'unificateur de la famille socialiste, qu'il est le meilleur garant de l'unité du parti... mais qu'il n'est pas le meilleur candidat. Sa place est au parti, comme grand chef et grand sage, garant de l'unité et de l'intérêt supérieur de la famille socialiste.

Dans un second temps, l'équipe de campagne cherche le soutien de personnalités extérieures : l'association nationale d'Action pour la fidélité au général de Gaulle dirigée par Pierre Lefranc ou Michel Crépeau, chef du Mouvement radical de gauche. Durant l'été 1979, des contacts avaient été entretenus avec la Fédération des Républicains de Progrès de Jean Charbonnel (qui avait soutenu Michel de la Fournière aux législatives de 1978) dans le but d'établir des « *convergences entre gaullistes et socialistes* »⁹⁵⁸. Enfin, des personnalités extérieures à la sphère politique, essentiellement des intellectuels, sont listées en vue de leur mobilisation : Claude Perdriel, Hubert Beuve-Méry, Jacques Fauvet du *Monde*, le philosophe Vladimir Jankélévitch, Marguerite Yourcenar, Pierre Mendès France, le politologue Maurice Duverger, l'écrivain hongrois Arthur Koestler, le diplomate Claude Cheysson, le chef d'entreprise Robert Dreyfus, et l'éditorialiste Jean Daniel... mais aussi des artistes comme Yves Montand, Simone Signoret ou encore l'acteur et

955 « Rassembler le PS autour du meilleur candidat, par Gilbert Gaumet et Henri Darras », *Le Monde*, 11 décembre 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

956 « Un nouvel appel en faveur du député des Yvelines », *Le Monde*, 18 décembre 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

957 Ibid

958 Lettre de Jean-Delecourt, secrétaire national à l'Implantation de la FRP, à Robert Chapuis datée du 20 juillet 1979, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 43, *Cirsa, fin, 1981-courant rocardien 1975-1981*, Fondation Jean-Jaurès

metteur en scène François Péri⁹⁵⁹. Les réseaux intellectuels de la deuxième gauche se font également entendre. Aussi Patrick Viveret, au nom de *Faire*, estime que « *la quasi totalité des membres de cette revue considèrent que Michel Rocard aurait plus de chances non seulement pour battre Giscard mais aussi pour mobiliser des forces sociales très au-delà du seul PS* », dans l'optique de répondre à la priorité qui est d'incarner une candidature du changement et de l'alternative⁹⁶⁰.

Toute la difficulté pour Michel Rocard est qu'il n'est pas seul, pas isolé, mais qu'il n'a pas les appuis nécessaires pour concrétiser sa candidature. Il a une équipe rapprochée dévouée, des relais dans les sphères culturelles et intellectuelles. Mais tout ceci ne lui permettra pas d'obtenir le précieux sésame qu'est l'adoubement du PS. Or, ce dernier point est incontournable.

4) Le brasier du Parti socialiste

D'autres rocardiens plaident pour un contrat entre Michel Rocard et François Mitterrand, pour le bien du parti et l'intérêt de la gauche. Parmi eux, Gilles Martinet : « *Je ne crois pas aux chances d'un candidat qui ne pourrait compter que sur un soutien discipliné mais réticent d'une large fraction du parti. Il faut donc que les socialistes puissent présenter au pays ce que les Américains appellent un ticket, c'est-à-dire des hommes appelés à travailler ensemble tout en remplissant des fonctions différentes [...] Aussi faut-il évoquer ce programme de salut public qu'il faudra bien soumettre au pays* »⁹⁶¹. Une perspective qui paraît bien utopique tant le clivage interne est tenace. En réponse à un article de Michel Rocard dans *Le Monde*, Lionel Jospin attaque sa mollesse et lui reproche de ne pas se comporter, ni de parler comme un véritable homme de gauche socialiste au point même de ressembler, selon lui, au radical centriste Jean-Jacques Servan-Schreiber⁹⁶². Cette comparaison, qui n'a rien d'un compliment, entraîne une levée de boucliers, y compris chez des personnalités qui ne font pourtant pas partie du premier cercle rocardien. Le député de Meurthe-et-Moselle Yvon Tondon, qui a gagné son siège de député en battant précisément Jean-Jacques Servan-Schreiber lors d'une législative partielle, et la députée européenne lorraine Marie-Claude Vayssade s'offusquent de cette comparaison, qu'ils estiment infamante. Ce portrait

959 Dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication: Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.258

960 VIVERET Patrick, « Un candidat pour l'alternative », dans « Faire. N°57-58, août-Septembre 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

961 MARTINET Gilles, « Pour un ticket Rocard-Mitterrand », *Le Matin*, 12 décembre 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

962 « Quel ton neutre ! » dans « L'Unité. N°362, 14-20 décembre 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

peint par Lionel Jospin d'un « rocardo-schreiberisme » leur apparaît comme une vulgaire attaque basse et gratuite contre Michel Rocard qui, à terme, ne fera que nuire au PS tout entier⁹⁶³.

L'épisode est intéressant car il témoigne que la stratégie souterraine des rocardiens porte ses premiers fruits. La fébrilité des mitterrlandistes les pousse à être frontalement agressifs, tandis que les rocardiens sont bien plus feutrés, au point que les premiers commencent à être perçus comme responsables de la mauvaise ambiance qui règne au sein du PS. Les mitterrlandistes renvoient l'image d'une petite cour excessivement sectaire, refusant toute divergence avec leur opinion et excommuniant brutalement tout ce qui sort de leur cadre. Lors de la convention nationale d'Alfortville, Michel de La Fournière dénonce le verrouillage du parti par les mitterrlandistes et la mise au ban de la minorité. Il prend comme exemple le fait que aucun des trois comités directeurs ayant suivi le congrès de Metz ne fut présidé par un membre de la minorité, la trop faible représentation de certains courants dans les comités régionaux qui ne reflètent pas les scores obtenus lors du congrès et l'exclusion des membres de la minorité de la rédaction des numéros des « Poing et la Rose-Responsables », l'organe de presse faisant le lien entre la direction et les fédérations⁹⁶⁴.

Les courants se rigidifient de plus en plus, créant des tensions internes très violentes. C'est un peu comme s'il y avait des partis dans le parti. Un clivage entretenu, aussi bien par les protagonistes que par l'opinion publique malgré elle. Un sondage SOFRES de janvier 1980 montre que 55 % des Français préfèrent l'idée de voir Michel Rocard devenir président de la République plutôt que François Mitterrand. Même chez les socialistes il dépasse de 30 points le score de François Mitterrand (58 % contre 28 %)⁹⁶⁵. En l'espace de dix mois Michel Rocard a ainsi gagné 12 points et le premier secrétaire en a perdu 14. Mais Michel Rocard, malgré cette popularité, continue à souffler le chaud et le froid. A Alfortville, il assure qu'il n'y a pas deux lignes opposées au sein du PS et qu'il serait particulièrement irresponsable et lourd de conséquences de tenter d'installer un contexte de guerre des deux roses⁹⁶⁶. Pourtant, invité de l'émission *Cartes sur table* le 25 février, Michel Rocard insiste sur ses différences avec François Mitterrand. Le premier secrétaire serait le représentant d'une tradition socialiste qui s'appuierait sur l'appareil de l'État et l'administration tandis que lui serait le défenseur d'un socialisme hostile à la bureaucratie et la technocratie et l'administration centralisatrices de l'État, un socialisme girondin qui s'appuie sur les collectivités locales et les travailleurs... une tradition qu'il estime d'ailleurs être la plus ancienne des deux, façon

963 « Le temps de la réflexion », dans « L'Unité. N°363, 21 décembre 1979 », *Archives-Socialistes.fr*

964 « Congrès national d'Alfortville, 12 janvier 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

965 Dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication: Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.247

966 « Michel Rocard-Convention nationale extraordinaire d'Alfortville, dimanche 13 janvier 1980 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

de contrer les discours qui renient sa légitimité et son ancrage légitime à gauche... et les mitterrandidistes appuient également ce qui les sépare de Michel Rocard : « *les déclarations de Michel Rocard sur Antenne 2 sont plutôt positives. Elles contribueront à clarifier les choses et permettront aux militants de se faire une idée plus précise de la ligne politique qu'il incarne. Pour la première fois, il a dit tout haut ce que ses amis disaient tout bas depuis plusieurs mois* »⁹⁶⁷.

Pour les mitterrandidistes, les clivages internes sont si forts qu'il est hors de question de laisser Michel Rocard devenir le candidat du PS. Même si François Mitterrand venait à renoncer, ils refuseraient de faire de Michel Rocard le nouveau porte drapeau du socialisme. Le PS ne se limite pas à François Mitterrand et Michel Rocard. Et le courant majoritaire, bien que soudé autour de François Mitterrand, a les ressources humaines pour faire sortir de ses rangs un nouveau champion. Précisément, parmi les hommes de confiance de François Mitterrand, il est plus que probable que certains se rêvent un destin national ou au moins, soient disposés à un revendiquer un pour barrer la route de Michel Rocard. Paul Quilès le dit très clairement : « *Michel Rocard affirme qu'il n'y a que deux candidats possibles à l'élection présidentielle au sein du PS, lui et François Mitterrand. Apparemment il ne connaît pas suffisamment le parti* »⁹⁶⁸.

Si les tensions sont vives, le PS entend ne pas étaler ses divisions sur la place publique. Les escarmouches sur qui sera le candidat doivent rester une bataille de coulisses. La politique politicienne fait souvent mauvaise presse pour une formation politique. Aussi, les cadres du PS critiquent l'obsession de la presse pour la rivalité entre François Mitterrand et Michel Rocard et sa manière de dramatiser les choses. Oui, disent-ils, il y a plusieurs courants au sein du PS, une majorité et une minorité, des ambitions qui se heurtent. Et c'est une bonne chose car cela témoigne de la vitalité et de la richesse du parti. Mais la vie du PS ne tourne pas essentiellement autour de cela⁹⁶⁹. La question de son candidat se posera en temps voulu, en attendant l'appareil socialiste se concentre sur son travail pour préparer l'alternance⁹⁷⁰. De son côté, le courant rocardien peut intensifier son travail de lobbying au sein du PS.

967 LIEBAERT Alexis, « PS : les majoritaires soulignent leurs différences avec Rocard », *Le Matin*, 27 février 1980 dans « Revue de presse et déclarations 1980 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

968 LIEBAERT Alexis, « Les majoritaires soulignent leurs divergences avec Rocard », *Le Matin*, 27 février 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

969 ESTIER Claude, « PS : ni pessimisme, ni déchirements », dans « L'Unité. N°373, 07-13 mars 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

970 VIOLET Antoine, « On ne bat plus la campagne », dans « L'Unité. N°377, 04-10 avril 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

B) L'opération Rocard

1) L'offensive de Michel Rocard

Le courant rocardien organise une assemblée générale à Joinville-le-Pont le 9 mars 1980. Il se félicite de sa résistance interne face à toutes les manœuvres à tous niveaux. Le courant entend poursuivre sa consolidation à l'intérieur et à l'extérieur du Parti socialiste⁹⁷¹. Au sein du parti, il s'agit de renforcer les positions du courant en entretenant au maximum les contacts avec les militants et les élus du courant A. A l'extérieur, il s'agit de réunir les conditions d'un « *phénomène de masse* », une ferveur populaire en faveur d'une candidature Rocard. Au printemps, Michel Rocard entreprend une tournée dans les fédérations PS dans toute la France. A Lille, il reçoit même les encouragements de Pierre Mauroy, qui se dit favorable à la candidature du député des Yvelines. Pour mettre en scène la dimension populaire et connecter Michel Rocard à la tradition ouvrière du socialisme, Pierre Mauroy l'emmène dans une mine à Lens⁹⁷².

Cette activité déclenche la colère des miterrandistes, qui, lors du bureau exécutif du 23 avril, reprochent à Michel Rocard de ne pas respecter les règles du parti pour l'organisation de ses déplacements. Ils voient là, une fois de plus, la manifestation d'une campagne parallèle, qui plus est, aux frais du PS. Le 24 avril, Michel Rocard est à Bordeaux pour un meeting organisé à l'auditorium de Bordeaux Lac par deux sections, celles de Bordeaux-Sud et de Bordeaux-Centre, acquises au courant rocardien. Cette venue irrite Marc Boeuf, premier secrétaire fédéral, qui n'aurait pas été prévenu de la venue de Michel Rocard. C'est par la presse qu'il aurait appris l'évènement. Aussi, il refuse que la fédération prenne en charge les frais de meeting, arguant que l'attitude de Michel Rocard n'est pas acceptable et est irrespectueuse envers lui et les institutions du Parti. Il s'en plaint dans une lettre à François Mitterrand⁹⁷³. C'est ce genre de comportement qui alimente les suspicions à l'égard d'un double jeu de Michel Rocard.

Le 1^{er} mai, en Lorraine, Michel Rocard donne cependant des gages à son parti, tout en prenant certaines distances. Il déclare à la fête de la Rose de Toul « *le rôle des partis est irremplaçable : animer la démocratie, appuyer les luttes sociales, proposer des solutions... Mais il faut que leurs limites soient clairement tracées [...] Le pays choisira non pas un clan, non pas un parti ni même seulement un homme, mais une grande volonté nationale* » portée par « *un homme*

971 « Courant C. AG de Joinville-le-Pont. 9 mars 1980 », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

972 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.121

973 AYACHE Nadia, « Maillage et implantation du socialisme en Aquitaine (acteurs, réseaux, mobilisations électorales) de 1958 à la fin des années 1990 », op.cit, Vol.3, p.11

libre s'adressant directement à la nation et au coeur d'un peuple libre »⁹⁷⁴. C'est une allusion claire contre François Mitterrand : lui ne serait qu'un homme de clan et d'appareil tandis que Michel Rocard serait un homme au-dessus des partis, sans barrière avec le peuple. Mais il s'obstine à jouer l'ambiguïté et annonce qu'il clarifiera les choses sur sa candidature le 19 octobre (jour de dépôt des candidatures).

Pour autant, Michel Rocard n'est pas le seul recours potentiel à fourbir ses armes au cas où François Mitterrand ne serait pas candidat. Dès janvier 1980, Jean-Pierre Chevènement qualifie la candidature de Michel Rocard de « *vue de l'esprit* »⁹⁷⁵. Jean-Pierre Chevènement annonce fin avril devant les premiers fédéraux du PS que si François Mitterrand venait à ne pas être candidat, lui le serait. Il estime qu'il aurait « *moins de peine que d'autres à défendre la ligne du Projet socialiste* » tout en restant lui-même⁹⁷⁶. Par d'autres, il faut voir au sommet de la liste Michel Rocard. Georges Sarre, bras droit de Jean-Pierre Chevènement, attaque violemment Michel Rocard, dénonce la « *rocardisation progressive* » du PS, avec la complicité de Pierre Mauroy qui « *fait joujou dans la remorque* ». Pas question de laisser Michel Rocard et son « *déviacionnisme droitier* » être le seul recours à François Mitterrand⁹⁷⁷. D'où la soudaine mobilisation offensive des chevènementistes.

Parfois, Michel Rocard fait un petit rappel sur ses perspectives, comme devant André Fontaine, le 2 juillet, dans l'émission « Face au public » où il réaffirme vouloir être le candidat des socialistes pour 1981⁹⁷⁸. Ce même mois, l'Association des Amis de Michel Rocard, fondée pour rassembler les rocardiens et coordonner leurs actions, organise des journées d'étude autour d'une figure clef du dispositif : Edgard Pisani. Ancien ministre du Général de Gaulle, figure du gaullisme de gauche, il est présenté comme le futur Premier ministre d'un Michel Rocard président de la République. Il est également l'animateur de l'état-major du courant rocardien, appelé « Groupe Pisani » ou « Groupe des 66 ». Ce groupe se réunit à intervalle régulière pour faire un point sur la situation, confronter les points de vue et fixer la stratégie étape par étape. Pendant que ses proches peaufinent l'organisation, Michel Rocard poursuit son tour de France. Au mois d'août, il effectue une tournée dans le sud-ouest, avec une visite dans la fédération des Deux-Sèvres, de la Charente-Maritime et de la Vendée où il cible Valéry Giscard d'Estaing et avance quelques éléments d'une éventuelle candidature : l'aspiration des Français à la sécurité possible uniquement par le

974 BUFFIN Didier, « Rocard se pose en homme au dessus des partis », *Le Matin*, 2 mai 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

975 *L'Aurore*, 17 janvier 1980

976 SARRE Georges, « Le Projet : son candidat », dans « L'Unité. N°382, 9-15 mai 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

977 Ibid

978 « Michel Rocard réaffirme qu'il souhaite être le candidat socialiste en 1981 », *Le Monde*, 4 juillet 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

changement et donc la victoire de la gauche, esquissant quelques conditions qui pourraient permettre de créer ce mouvement populaire autour de la fameuse grande ambition nationale⁹⁷⁹.

Le 20 août, il est l'invité de l'émission de RMC « Concret » où il reprend ses attaques contre le président de la République, flatte François Mitterrand comme chef du PS (serait-ce une insinuation cachée qu'il devrait le rester?) : « *François Mitterrand a bien servi les intérêts du socialisme [...] Le doublement du potentiel électoral, le doublement des effectifs militants, la conduite d'une union politique de la gauche et, grâce à elle, l'écrasante victoire que les forces de gauche ont remporté dans les élections locales de notre pays, tout cela s'est fait sous l'autorité de François Mitterrand* ». Sur sa propre candidature, il insiste sur le fait qu'il veut être un candidat rassembleur, désigné par un parti soudé et débarrassé des coups bas⁹⁸⁰. Une attitude pacifique qui n'est pas partagée par tous. Laure Lataste fait remonter à la direction nationale du courant un article de *Sud-Ouest* dans lequel Jean-Pierre Chevènement s'en prend à Michel Rocard disant qu'il représente un danger car la priorité n'est pas le choix du candidat, mais le maintien de la ligne politique choisie par le PS lors du congrès d'Epinay, une ligne qui ne saurait être remise en cause⁹⁸¹.

Le pacifisme de Michel Rocard est en fait ressenti par ses rivaux internes comme une forme d'arrogance, l'arrogance d'un homme qui ne veut pas salir ses mains car il serait sûr de gagner. Cette attitude se ressent en réalité plus chez certains proches de Michel Rocard que chez Michel Rocard lui-même. Par exemple, Edgard Pisani provoque la colère des mitterrandistes en appelant François Mitterrand à passer la main à son « *héritier naturel* », sous-entendu à Michel Rocard. Il parle en effet comme si Michel Rocard allait être inéluctablement candidat, avec un programme qui s'imposerait à tous, un programme sur lequel il travaillerait déjà. Pierre Bérégovoy dénonce alors le manque de respect envers François Mitterrand et toute l'action qui fut la sienne et y voit la marque de « *spécialistes qui se flattent de manipuler l'opinion, et à travers elle, le Parti* ». Il renvoie l'offensive rocardienne à de « *petites ambitions* » qui « *portent un mauvais coup au socialisme* » au lieu de proposer un nouvel espoir à la France⁹⁸². Mais certains rocardiens sont sincèrement convaincus de leur bonne étoile.

A la fin du mois d'août, près de 150 responsables du courant, dont plusieurs députés, sont réunis en séminaire à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignons afin de convenir d'un cap, d'une

979 COLOMBANI Jean-Marie, « M. Michel Rocard esquisse les thèmes d'une éventuelle campagne présidentielle », *Le Monde*, 20 août 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

980 *Le Monde*, 22 août 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

981 CHEVENEMENT Jean-Pierre, « Michel Rocard n'est pas le plus apte à défendre le projet socialiste », *Sud-Ouest*, 25 juillet 1980, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

982 BEREGOVOY Pierre, « Rassembler et non diviser », dans « L'Unité. N°392, 26 septembre-02 octobre 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

orientation et d'objectifs. Les rapports sont notamment présentés par Robert Chapuis, Jean-Pierre Cot, Gilles Martinet et Edgard Pisani. Sur la candidature, Daniel Frachon rappelle la contrainte représentée par la phrase de Michel Rocard à Metz, celle où il promettait de ne pas candidater si François Mitterrand venait à le faire. Il faut donc trancher la question de la marche à suivre si François Mitterrand concrétisait sa candidature. Pour éviter qu'un tel scénario se réalise, Daniel Frachon propose de parier sur une stratégie de dissuasion plutôt que de provoquer François Mitterrand par une mobilisation trop affirmée⁹⁸³. Cela exclut de monter trop tôt des comités de soutien qui, pour l'instant, doivent être préparés en sous-marin.

Ainsi, l'offensive de Michel Rocard ne repose pas seulement sur sa personne. La stratégie reposerait sur des appels en faveur de Michel Rocard émanant de la base militante, des sections et des élus. L'objectif est que ce soient les forces socialistes qui fassent renoncer François Mitterrand. L'idée selon laquelle Michel Rocard serait le seul capable d'incarner l'alternance fait d'ailleurs son chemin chez nombre de militants⁹⁸⁴. L'étape suivante des rocardiens sera de créer une dynamique populaire pour que Michel Rocard puisse vaincre Valéry Giscard d'Estaing. Ainsi, le seul adversaire (présenté) est le président de la République. Début octobre, Michel Rocard effectue une tournée dans la Creuse, la Corrèze, la Haute-Vienne et promet qu'il n'y aura pas « *d'affrontement d'hommes entre [lui] et le réunificateur du PS qu'est le premier secrétaire* »⁹⁸⁵.

2) Les dessous d'une stratégie

Selon Michel Rocard, il y a deux phases dans la vie d'un parti : celle des aspirants candidats, marquée par les querelles internes de personnes, et celle du rassemblement de toute la famille politique autour du candidat commun. Il pense que le PS est dans cette deuxième phase. Pour les rocardiens, le tandem Giscard-Barre est à bout de souffle et le Programme commun a montré ses limites. Autrement dit, l'heure de Michel Rocard approche inexorablement. La stratégie de Michel Rocard prend tout son sens : en se disant indisposé à affronter François Mitterrand, Michel Rocard a montré sa considération pour le premier secrétaire, facilitant le soutien de ses proches le moment venu. Une candidature Rocard ne sera pas le fruit d'une primaire interne au PS, d'une guerre intestine, car de toute façon être candidat contre François Mitterrand, contre le PS est une idée tout à fait impensable. Une candidature Rocard s'imposera d'elle-même. Et François Mitterrand lui-

983 Notes manuscrites de Michel de la Fournière, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

984 CABANIS André, REGOURD Serge, *Paul Quilès : ou comment rester socialiste de Mitterrand à Jaurès*, op.cit, p.62

985 BURG Dominique, « Rocard en tournée pour 1981 », *Le Matin*, 6 octobre 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

même finira par adouber Michel Rocard, reconnaissant que sa candidature est la meilleure chance pour la gauche de gagner. Une fois la bénédiction du chef, tous les mitterrandistes rentreraient dans le rang derrière Michel Rocard. Sans enthousiasme, mais parce que François Mitterrand aura donné l'aval. C'est un pari osé, une stratégie périlleuse mais les rocardiens y croient sincèrement car la popularité de Michel Rocard est au beau fixe. Le dérapage d'Edgard Pisani illustre d'ailleurs l'insouciance euphorique et l'optimisme de certains rocardiens. Michel Rocard aussi est confiant.

La stratégie de la campagne à venir est préparée. Il est notamment conseillé de placer le curseur de la campagne de premier tour au centre, afin de se distinguer clairement du candidat communiste, dont l'électorat est solide, et de pouvoir récupérer des électeurs qui hésitent entre Valéry Giscard d'Estaing et Michel Rocard (estimés à 4-5%). De façon générale, sont ciblés sur le plan politique les électeurs socialistes, écologistes, radicaux et les ailes les plus culturellement libérales de l'UDF et du PC. Sur le plan sociologique, les couches moyennes salariées, les jeunes, les femmes, les ouvriers⁹⁸⁶. Une campagne au centre, mais pas trop, pour pouvoir mener une campagne de gauche au second tour en capacité de rassembler tout le peuple de gauche. Sept grands thèmes sont arrêtés pour la campagne⁹⁸⁷ :

« 1- *La lutte contre les inégalités, l'accès aux responsabilités*

2- *Le réalisme économique*

3- *Le refus de l'isolement et de l'abaissement de la France en s'appuyant sur les puissances montantes du Tiers-Monde*

4- *La décentralisation : donner davantage de pouvoirs à ceux qui connaissent les problèmes quotidiens des Français*

5- *Le libéralisme culturel*

6- *La défense de la nature et la lutte contre la pollution. Pour un débat public sur les centrales nucléaires. Pas d'installation de centrales sans l'accord des populations touchées*

7- *Le renouvellement et le rajeunissement du personnel politique* »

La question de l'entourage est également fondamentale dans les préparatifs de la campagne. Aussi, Pierre Zémor, tout en soulignant l'importance de la personnalisation d'une élection présidentielle, insiste sur la nécessaire émergence d'un entourage⁹⁸⁸, la mise en avant de personnalités et la décentralisation de la campagne, supposant des échelons régionaux et locaux pour la conduite de la campagne. Ces échelons sont placés sous la direction de la campagne parisienne, mais avec une liberté d'initiative et d'action. La mise en avant de l'entourage paraît

986 Note sans nom datée du 5 juin 1980, Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

987 Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

988 « La campagne de MR », note de Pierre Zémor datée du 17 juin 1980, Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

encore plus nécessaire par ce que les stratégies de Michel Rocard perçoivent comme de la solitude. Le courant C et les soutiens de Michel Rocard seraient trop silencieux, par exemple sur l'attitude des mitterrandistes envers Michel Rocard⁹⁸⁹. Michel Rocard est entouré, mais sa garde rapprochée ne serait pas composée de personnalités politiques affirmées et reconnues. L'une des faiblesses du courant rocardien est qu'il ne repose essentiellement que sur Michel Rocard, ne laissant de place et de visibilité qu'à lui-seul.

Mais malgré la confiance, Michel Rocard demande à Pierre Zémor de lui préparer une note sur la situation afin de clarifier le cap à suivre. Un petit comité restreint de cinq personnes, dont Michèle Rocard, se réunit chez Pierre Zémor le 27 septembre 1980. Il en ressort une note de deux pages qui résume bien la difficulté de la situation : Michel Rocard doit à la fois capitaliser sur sa popularité et ne pas traîner à se déclarer candidat, mais en même temps, la candidature de François Mitterrand apparaît comme irrémédiable et Michel Rocard ne pourra faire autrement que d'honorer sa promesse, et donc, de se retirer⁹⁹⁰. La note est présentée deux jours plus tard à Michel Rocard. Mais ses orientations déclenchent la colère de Christian Blanc, qui la trouve trop conciliante envers François Mitterrand. Tirailé, Michel Rocard semble finalement pencher en faveur de Christian Blanc. Il lui confie le soin de préparer la déclaration de candidature. L'objectif : dissuader François Mitterrand de se lancer⁹⁹¹.

Puis, Michel Rocard adresse un courrier type à sa garde rapprochée pour sonner la mobilisation : « *L'échéance présidentielle approche. L'hypothèse la plus probable est que je serai le candidat proposé aux suffrages de nos concitoyens* »^{992 993 994}. Dans ce courrier, il détaille les premières bases de son organigramme de campagne⁹⁹⁵ :

- un cabinet, pour assurer son secrétariat et l'assister dans l'organisation de ses tâches. Son directeur assiste à toutes les réunions stratégiques et est le seul à pouvoir représenter le candidat en son absence. Outre le directeur, Pierre-Yves Cossé, le cabinet compte un directeur assistant (Claude Evin), une secrétaire (Scarlett Courvoisier) et une secrétaire personnelle du candidat (Claire la Salle),
- une cellule politique chargée des relations avec le PS et toutes les organisations politiques et d'orienter les choix politiques de la campagne. Son responsable est Christian Blanc,

989 Note sans titre datée du 5 juin 1980, Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

990 Fiche synthétique imprimée sans nom, Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

991 Ibid

992 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, 2018, p.183

993 Lettre de Michel Rocard à Michel de la Fournière, datée du 12 septembre 1980, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

994 Lettre de Michel Rocard à Pierre Zémor, datée du 12 septembre 1980, Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

995 Ibid

- une cellule programme qui anime les groupes d'études, prépare les éléments d'une politique gouvernementale socialiste et élabore les textes programmatiques qui seront publiés lors de la campagne. Son responsable est Hubert Prévot⁹⁹⁶.

- Un secrétariat général de la campagne, qui pilote l'organisation de la campagne et fait la jonction entre toutes les équipes. Il est dirigé par Michel Castagnet, assisté de Pierre Zémor pour le planning.

En raison de ses obligations professionnelles, Pierre Brana ne fait pas partie de la petite équipe permanente autour de Michel Rocard. Robert Chapuis n'est pas non plus à proprement parler dans le dispositif présidentiel. Il est chargé d'animer la réunion hebdomadaire de préparation du bureau exécutif où se rencontrent les représentants de la motion C. Un secteur « études » est constitué à partir des groupes de travail tandis que Patrick Viveret fait le lien avec la revue *Faire* et des intellectuels proches de la deuxième gauche comme Pierre Rosanvallon ou Alain Touraine. Précisément, la revue *Faire*, acquise à Michel Rocard, s'active pour donner de la profondeur à une candidature Rocard. Elle consacre tout un numéro à une étude approfondie et minutieuse du bilan de Valéry Giscard d'Estaing⁹⁹⁷, exprimant en filigrane le besoin d'une alternance, dont Michel Rocard serait le meilleur représentant. C'est justement la contribution de Gilles Martinet : comment battre Valéry Giscard d'Estaing ? Gilles Martinet répète d'ailleurs que « *dans les circonstances présentes, seul Rocard se trouve en situation d'effectuer une percée décisive. A la condition de rester lui-même, de conserver son style qui n'est assurément pas celui de la politique traditionnelle et de continuer à tenir son langage qui est celui du « parler vrai » et, en premier lieu, du « parler vrai » économique* »⁹⁹⁸.

Mais Jean-Paul Huchon tire alors le constat que le courant rocardien n'est pas prêt à vaincre François Mitterrand, qui contrôle l'appareil du PS et dont les équipes maîtrisent bien mieux les codes de la stratégie politique⁹⁹⁹. Robert Chapuis est également un peu sceptique devant l'organisation, qu'il juge décalée par rapport à la réalité des choses vécues dans les coulisses du PS. Tandis que Christian Blanc semble préparer une candidature Rocard quoiqu'il arrive¹⁰⁰⁰, Robert Chapuis, qui est au cœur de la machine socialiste peut constater l'état d'esprit des adhérents qui goûtent peu aux initiatives extérieures au Parti. Des conseillers de Michel Rocard semblent penser, à tort, qu'ils peuvent contourner François Mitterrand, ou au moins, le contraindre à renoncer. Il y a aussi une certaine forme de naïveté sur les motivations des mitterrandistes. L'équipe de campagne

996 Né en 1928, il est diplômé de l'IEP Paris et de l'ENA, où il se lie d'amitié avec Michel Rocard. Entre 1967 et 1971, sous le pseudonyme de Jacques Malterre, il est membre de la direction nationale du PSU. Il rejoint le PS en 1974 dans le sillage de Michel Rocard et est membre depuis 1974 du secrétariat confédéral de la CFDT.

997 « Faire. N°60, octobre 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

998 MARTINET Gilles, « Mitterrand-Rocard : le sens d'un choix », dans « Faire. N°61, novembre 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

999 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.

1000 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.259

de Michel Rocard semble faire le pari que François Mitterrand et ses troupes privilégieront la victoire de la gauche sur toute autre considération. Or, rien n'est moins sûr. Les inimitiés de personnes sont tenaces au point que certains préfèrent toujours perdre avec un candidat qui leur convient que gagner avec un qu'ils n'estiment pas... il y a là un clivage interne au sein du courant entre les rocardiens d'appareil, qui connaissent la réalité interne au PS et les mécanismes comportementaux des hommes politiques, et les rocardiens plus extérieurs, comme l'équipe de campagne, qui sont un peu plus idéalistes et moins au fait du fonctionnement de la politique politicienne. Robert Chapuis, lui, s'efforce de préparer une candidature Rocard qui serait acceptée par la base socialiste et par l'appareil, nécessaires pour avaliser toute candidature. Alors que Michel Rocard doit assister à une fête populaire organisée par la fédération ardéchoise au Teil le 5 octobre 1980, Robert Chapuis adresse une série de lettres pour inviter plusieurs personnes à un entretien qui aurait lieu un peu avant son arrivée aux festivités, « *un entretien plus limité entre Michel Rocard et quelques élus importants de la région* »¹⁰⁰¹. L'ordre du jour de la réunion n'est pas précisé, mais Robert Chapuis laisse deviner son objet : « *tu comprendras l'intérêt d'une telle conversation dans la période actuelle* ».

Aussi, si le courant rocardien intensifie son plan pour concrétiser la candidature de Michel Rocard, l'évidence qui se profile est que cela ne sera peut-être pas suffisant. Des divergences animent les rocardiens, qui n'ont pas la même perception du contexte général, ni du rapport à entretenir avec le Parti socialiste et François Mitterrand. Les rocardiens ne lâchent rien, mais en même temps, ne sont sûrs de rien, hormis de leur ambition pour Michel Rocard.

3) La percée rocardienne en Gironde : les sénatoriales de 1980

Avant de s'engouffrer dans le dossier brûlant de la présidentielle, le PS prépare les élections sénatoriales de septembre 1980. Pierre Brana et sa camarade rocardienne Laure Lataste font partie des 19 candidats à la candidature pour les sénatoriales en Gironde, pour cinq places. Le système de désignation est le suivant : chaque votant choisit cinq noms, classés dans l'ordre de préférence. Être en première place rapporte cinq points, quatre pour le second, trois pour le troisième, deux pour le quatrième, un pour le cinquième. Le candidat à la candidature ayant obtenu le plus grand nombre de points est la tête de liste et ainsi de suite jusqu'au cinquième candidat. Comme Pierre Brana est le seul rocardien d'Aquitaine à siéger au bureau exécutif, il est en quelque sorte le coordinateur du courant dans la région. Il est souvent contacté par les animateurs fédéraux du courant pour

1001 Lettre de Robert Chapuis datée du 27 septembre 1980, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 70, Robert Chapuis, militant en Ardèche, 1978-1981, Fondation Jean-Jaurès

participer et organiser des réunions et pour apporter des informations sur la vue du courant et les décisions débattues en haut lieu¹⁰⁰². Son influence se vérifie d'autant plus lorsqu'il est désigné par les militants socialistes de Gironde pour figurer en troisième place de la liste du PS aux sénatoriales en Gironde, derrière Philippe Madrelle et Marc Boeuf¹⁰⁰³. Le résultat surprend les miterrandistes locaux, farouchement hostiles à Michel Rocard et à son émissaire local, eux qui se sont toujours arrangés pour garder un contrôle étroit de la fédération.

Les miterrandistes commencent alors à craindre que même cette fédération verrouillée d'une main de fer dans un gant de métal par leurs soins ne commence doucement mais sûrement à leur échapper. Outre la position ascendante de Pierre Brana, la candidature de Philippe Madrelle fait craindre aux miterrandistes une sorte d'effet papillon, un risque supplémentaire de progression des rocardiens par ricochet. En effet, Philippe Madrelle est député de la 4^{ème} circonscription de Gironde. S'il venait à être élu sénateur, il serait obligé de quitter son siège de député, provoquant une élection partielle. La question du candidat se poserait dès lors. En théorie, la logique voudrait que ce soit le suppléant de Philippe Madrelle, en la personne de Pierre Garmendia, qui obtienne l'investiture. Or il s'avère que Philippe Madrelle tente de passer le flambeau au jeune maire d'Ambarès, Henri Houdebert. Pierre Garmendia menace de se présenter coûte que coûte. Une note pointe alors, en des termes alarmistes, les risques de cette division entre miterrandistes, qui pourrait ouvrir un boulevard à la rocardienne Laure Lataste, intéressée par la circonscription et dont le nom circule beaucoup dans le microcosme local¹⁰⁰⁴ : « *Il serait néfaste que ce courant ait en plus un député et éventuellement un sénateur. La fédération serait alors en grand danger d'être perdue* »¹⁰⁰⁵. Finalement, Pierre Garmendia parvient à s'imposer et prend comme suppléant Henri Houdebert¹⁰⁰⁶. Cette réconciliation bouche la voie à une candidature de Laure Lataste et permettra à Pierre Garmendia de remporter l'élection législative partielle sans aucune difficulté, dans une circonscription acquise à la gauche depuis les débuts de la Ve République¹⁰⁰⁷.

Pour ces élections sénatoriales, l'objectif est de faire élire le plus grand nombre possible de candidats. Dans le plan de travail des socialistes girondins, la tête de liste est assurée de son élection, le deuxième siège est pratiquement acquis et le troisième peut être gagné si la droite part

1002 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.102

1003 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, le 15 mars 2021

1004 « Quatrième circonscription : Laure, Conchita et Pierre... », *Sud-Ouest*, 18 octobre 1980

1005 Note sur la Gironde, 18 juin 1980, Archives de la Fondation Jean Jaurès, 13EF33, secrétariat aux fédérations, dans AYACHE Nadia, « Maillage et implantation du socialisme en Aquitaine (acteurs, réseaux, mobilisations électorales) de 1958 à la fin des années 1990 », op.cit, vol.2, p.44

1006 LABEYRIE Vincent, *Pierre Garmendia : un demi-siècle d'engagement public*, Pleine page éditeur, 2004, p.59

1007 Philippe Madrelle devient député en 1968, prenant la suite de René Cassagne, dont il était le suppléant, élu depuis 1957

divisée mais aussi s'il y a une mobilisation de toutes les énergies¹⁰⁰⁸. Aussi, l'élection de Pierre Brana est conditionnée à plusieurs paramètres. Difficile de ne pas se demander si les mitterrandistes n'espèrent pas sous la cape que la mobilisation en faveur de la liste socialiste ne soit pas à la hauteur pour que Pierre Brana ne soit pas élu... Mais en face, la droite ne part pas divisée. La liste « Union des Démocrates Libéraux et Sociaux de la Gironde » est menée par le sénateur sortant Jean-François Pintat et bénéficie du soutien direct du maire de Bordeaux, le puissant Jacques Chaban-Delmas, dont le premier adjoint, Jacques Valade, figure en troisième position. Finalement, même si l'écart entre les deux listes est plus faible que prévu, la liste de droite arrache trois sièges, contre deux pour la liste socialiste. L'appui de Jacques Chaban-Delmas et les voix de Bordeaux ont été déterminantes. Pierre Brana rate donc le coche. Michel Rocard lui adresse tout de même un courrier de félicitations et de consolation : « *Je suis heureux de t'adresser mes félicitations pour la belle bataille que tu as menée au nom du Parti pour les élections sénatoriales et dont les résultats sont prometteurs même s'ils n'ont pas été couronnés dès cette fois* »¹⁰⁰⁹.

Parallèlement à la campagne rocardienne, Pierre Brana a posé des jalons solides dans un département compliqué pour le courant. Si le résultat de l'élection n'est pas à la hauteur de ses espérances, il a incontestablement réussi à s'imposer comme une figure majeure du socialisme girondin, contribuant à renforcer les positions de la rocardie.

4) Michel Rocard, un décollage raté

Puisque la campagne rocardienne va entrer dans un rythme plus frénétique, l'organisation se précise. Claude Evin propose que la tenue de l'agenda du candidat Rocard soit le fait d'une équipe spécifique qui se réunirait une fois par semaine au 266. Cette équipe serait constituée de lui-même, Christian Blanc, Jean-Paul Ciret, Michel Castagnet, Pierre Zémor, Hubert Prévôt, Jean-François Merle et Scarlett Courvoisier. Cette équipe préparerait l'emploi du temps de Michel Rocard, répartirait le travail de dossiers et de notes préparatoires et adresserait quotidiennement une note récapitulative à Michel Rocard¹⁰¹⁰. Des grands groupes thématiques sont mis en place et pilotés par un référent : « Les valeurs et les risques » (Gérard Fuchs), « La personne » (Marie-Claude Vayssade), « L'économie » (Bernard Brunhes), « Le territoire : l'espace de la vie » (André Barthélémy), « Les pouvoirs » (François Soulage), « L'Extérieur » (Philippe Petit), « Les finances »

1008 « Plan de travail pour les élections sénatoriales », Fonds Pierre Brana, 106 J 12, *Élections sénatoriales de septembre 1980*, Archives départementales de Gironde

1009 Lettres de Michel Rocard et de François-Xavier Bordeaux, Fonds Pierre Brana, 106 J 12, *Élections sénatoriales de septembre 1980*, Archives départementales de Gironde

1010 Note sans nom de Claude Evin, datée du 15 octobre 1980, Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

(François-Xavier Stasse), « Les moyens » (Hubert Prévôt), « La vie démocratique » (Alain Richard)¹⁰¹¹.

Le 19 octobre 1980, Michel Rocard passe à la vitesse supérieure en annonçant sa candidature à la présidentielle. La date, jour d'ouverture des candidatures, a été mûrement réfléchi par l'équipe de campagne. Il s'agit de prendre de vitesse François Mitterrand, qui n'a toujours dit mot sur ses intentions. Il semblerait même qu'il prenne un malin plaisir à brouiller les pistes. Durant l'été 1980, il aurait demandé à Pierre Joxe de superviser la préparation d'une campagne présidentielle, tout en disant à d'autres proches qu'il n'a pas l'intention de se présenter et que le PS devra se rallier à Michel Rocard¹⁰¹². Et lorsque Michel Rocard le prévient, deux jours avant son annonce, de son intention, François Mitterrand demeure impassible, disant ne pas avoir pris sa décision quant à une candidature¹⁰¹³. Face à ce flou, l'objectif des rocardiens est de tirer profit du courant de sympathie sur lequel surfe Michel Rocard afin de faire pression sur François Mitterrand. De cette manière, sa candidature, désormais concrétisée, sera inarrêtable. Sans compter qu'en se déclarant en premier, il ne pourra pas être accusé d'être le diviseur ou de réagir contre quelqu'un. Plusieurs autres hypothèses avaient été étudiées :

- Une annonce avant le 19 octobre, ce qui aurait été un gage d'indépendance de Michel Rocard et d'émancipation vis-à-vis du PS mais cela aurait représenté le risque de donner l'image d'un Michel Rocard pressé et fébrile, calquant son calendrier de façon obnubilée par François Mitterrand.
- Entre le 19 octobre et le 5 novembre, ce qui aurait été plus « fair-play », inscrivant ainsi la candidature de Michel Rocard dans une compétition interne et loyale avec François Mitterrand mais qui laisserait Michel Rocard exposé tant que François Mitterrand n'aurait pas annoncé sa décision.
- Après le 8 novembre, « *ce qui facilite l'unité du PS, mais laisse le terrain aux autres, et surtout embourbe l'éventuelle candidature Rocard dans les « finasseries » partisanses* »¹⁰¹⁴.

D'ailleurs, les autres courants attendent Michel Rocard au tournant. Trois proches de Jean-Pierre Chevènement appellent à ne pas faire triompher un socialiste mais un projet socialiste. En effet, ils reprochent à Michel Rocard de trop vouloir privilégier des formations autres que le PS (les radicaux, le PSU...) au détriment de la place du Parti socialiste dans une future majorité mais plus grave encore, de renoncer à une ligne politique clairement inscrite dans les fondements d'Épinay¹⁰¹⁵. Le cadre est choisi, cela sera à la mairie de Conflans-Sainte-Honorine. Jean-Paul Huchon est

1011 Document sans nom, Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

1012 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.121

1013 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 1, Les ruptures (1981-1984)*, Seuil, 1990, p.22

1014 Dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication: Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.260

1015 DUPEYRAT Gérard, GUYARD Jacques, LUCENTE Robert, « 1981 : pour gagner, choisir la voie difficile », dans « L'Unité. N°395, 17-23 octobre 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

pessimiste, il doute de la détermination de Michel Rocard et trouve que le cadre n'est pas bon¹⁰¹⁶. Nonobstant, Michel Rocard ne recule pas et prononce son discours^{1017 1018}.

L'instant était attendu, censé être l'aurore d'un grand moment politique, il se révèle décevant et crépusculaire. Aux yeux de ses proches, incluant Robert Chapuis, Michel Rocard est loin de son image habituelle. Pierre Brana partage cet avis : « *Surpris et consterné car cette allocution, largement médiatisée, où Michel Rocard proposait aux socialistes d'être leur candidat pour la présidentielle de 1981, me paraissait inappropriée étant donné son engagement de Metz – j'étais persuadé que François Mitterrand serait candidat – et mauvaise dans la forme car notre champion apparaissait comme l'exact contraire de ce qu'il était réellement* »¹⁰¹⁹. Le ton solennel, le cadre strict, le texte convenu passent mal. Michel Rocard a parlé face à la caméra, assis derrière un bureau pour donner à cette intervention les airs d'une allocution présidentielle. Mais le cadre transforme la scène en pâle copie de l'Élysée. La presse, de façon presque unanime, souligne même que cette prestation ressemble à l'Appel de Chamalières de Valéry Giscard d'Estaing, lorsqu'il avait lancé sa campagne présidentielle en avril 1974. Pour un homme accusé par toute une aile du PS d'être un Giscard bis, c'est cruellement ironique¹⁰²⁰. Même les militants sont désemparés devant cette performance ratée¹⁰²¹. Avec du recul, Michel Rocard juge sa performance mauvaise et estime qu'il avait peut-être trop écouté ceux qui pensaient que François Mitterrand n'irait pas au bout d'une nouvelle candidature¹⁰²².

Mais en dépit de la déception, les lieutenants de Michel Rocard n'entendent pas ralentir le rythme. Au contraire, Pierre Zémor estime qu'il faut accélérer car en se déclarant, Michel Rocard a lancé la campagne. L'équipe de campagne poursuit son travail, planifie des déplacements et multiplie les réunions. Et Pierre Zémor fixe la coordination la plus optimale possible¹⁰²³ : il propose de ne pas multiplier les réunions mais d'en prévoir une seule car « *la coordination et le commandement d'une équipe opérationnelle doivent être musclés et sans graisse* ». Il s'agirait, dans un premier temps, d'une réunion hebdomadaire d'environ deux heures, préparée par les participants et divisée en quatre temps : bilan de la semaine écoulée en terme d'action et d'environnement

1016 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

1017 Voir Annexe 7 : « La déclaration de candidature de M. Michel Rocard », *Le Monde*, 21 octobre 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1018 « La déclaration de candidature de M. Michel Rocard », *Le Monde*, 21 octobre 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1019 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, 2013, p.103

1020 GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication: Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.262

1021 Lettres diverses, Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

1022 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.223

1023 « Coordination de l'organisation. 25 octobre 1980 », Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

(événements importants, adversaires...), élaboration de l'agenda pour la semaine en cours et la suivante, préparation de toutes les actions et de tous les événements du mois suivant les quinze jours de l'agenda, discussion et adaptations éventuelles de la stratégie et du déroulement général de la campagne, le tout en contrôlant l'avancement des différents groupes du staff.

Comble de l'ironie, ce ne sont pas les rocardiens qui furent le plus galvanisés par la déclaration de Michel Rocard mais les partisans de François Mitterrand. *L'Unité* et son responsable Claude Estier prennent ouvertement parti pour François Mitterrand. Après la déclaration de candidature de Michel Rocard, Claude Estier revient sur les ratés et l'accueil péjoratif de sa déclaration, tout en sous-entendant que François Mitterrand doit sortir de son silence car il serait le meilleur pour trois raisons. C'est le seul candidat capable d'assurer l'unité du PS, le seul capable de faire face à une campagne difficile tout en restant solide sur un projet socialiste et parce qu'il est le plus à même de rassembler les forces hostiles à Valéry Giscard d'Estaing¹⁰²⁴. Jean-Pierre Chevènement, assassin, juge que si Michel Rocard était candidat, il y aurait d'autres candidats issus du PS, alors que François Mitterrand serait le candidat du consensus. Il enfonce le clou, estimant ne pas croire que le PS adoubera un candidat « *qui en désaccord profond avec sa ligne* »¹⁰²⁵. Pour faire bonne mesure, il annonce lui-même sa candidature, sauf si François Mitterrand venait à être candidat « *pour rassembler les socialistes et pour défendre les orientations du projet socialiste* »¹⁰²⁶. Dès lors, les mitterrandistes se mobilisent dans toutes les fédérations pour faire bloc derrière le premier secrétaire et contre l'ambition de Michel Rocard. Le 21 octobre, la CEF du Rhône, par 25 voix contre 16 pour Michel Rocard, appelle à soutenir une candidature Mitterrand. Mais les rocardiens n'ont pas dit leur dernier mot.

Le 23 octobre, Michel Rocard préside à Épinay-sur-Seine un grand meeting rassemblant plus de 2000 personnes où il appelle le rassemblement du PS « *autour de son premier secrétaire et de son candidat* ». La ville est symbolique, c'est là où François Mitterrand prit en 1971 le contrôle du Parti socialiste. Le sous-entendu est fort : selon Michel Rocard, le premier secrétaire et le candidat ont vocation à ne pas être la même personne. Alors qu'il fut jugé mal à l'aise et rigide lors de sa déclaration de candidature, il tente de redynamiser sa campagne en se montrant sous son meilleur jour, ironisant sur les commentaires : « *Il paraît que j'avais avalé mon parapluie. Il paraît qu'on avait perdu le vrai Rocard. On m'a trouvé ému. C'est vrai, j'étais ému. Mais quiconque prétendrait annoncer sa candidature à la Présidence de la République et n'en serait pas ému ne*

1024 ESTIER Claude, « Le meilleur candidat », dans « L'Unité. N°396, 24-30 octobre 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

1025 AYACHE Nadia, « Le mouvement chevènementiste : du CERES au Mouvement des Citoyens », op.cit, p.90

1026 Ibid

serait même pas digne d'occuper cette fonction »¹⁰²⁷. Il autorise également ses soutiens du Rhône à organiser un meeting à Lyon, salle de la Bourse du travail. Les préparatifs, colossaux, mobilisent tout le courant mais se révèlent payants : la salle est pleine, tous les barons locaux sont présents. Pour le courant rocardien, cette démonstration de force prouve sa capacité de mobilisation et représente la meilleure réponse au vote de la CEF locale. La mobilisation contre les apparatchiks. Dans d'autres régions, la situation est plus tendue. Le 28 octobre, les quatre membres rocardiens du secrétariat fédéral de Loire-Atlantique démissionnent suite à la volonté de la direction locale de présenter lors du prochain comité fédéral un texte appelant à la candidature de François Mitterrand.

En dépit de l'échec que fut la déclaration de Conflans-Sainte-Honorine, qui était pourtant pensé comme un tournant de la campagne interne, le courant rocardien ne renonce pas et continue sa mobilisation pour promouvoir Michel Rocard. Pourtant, l'énergie du début, la dynamique primaire semblent s'être évaporées au profit de François Mitterrand, qui, toujours dans l'ombre, dissimule de moins en moins sa volonté, épaulé par ses fidèles qui répandent dans le parti sa bonne parole.

C) Une ascension interrompue

1) Le moment Mitterrand, un coup dur pour les rocardiens

François Mitterrand finit par se déclarer candidat au comité directeur du 8 novembre, par le biais d'une lettre lue par Louis Mermaz : « *En réponse aux fédérations qui m'ont demandé d'être le candidat socialiste à la présidence de la République, je sou mets cette candidature au vote des membres du parti* »¹⁰²⁸. L'angle choisi le met en contraste avec la démarche de Michel Rocard. En effet, alors que Michel Rocard avait « *proposé* » aux socialistes d'être leur candidat, François Mitterrand, lui, se présente comme celui qui répond à un appel, ce qui lui permet de mettre en lumière ce qui manquait à son rival : l'indispensable soutien du Parti. Michel Rocard se retire de la course, honorant sa promesse de ne pas concurrencer le premier secrétaire. Il remet une lettre de non-candidature à Paul Quilès, puis adresse un bref communiqué à la presse, sans chaleur : « *François Mitterrand vient de rendre publique sa décision. Dès cet instant, il est le candidat de tous les socialistes. Aujourd'hui comme demain, à la place qu'ils me reconnaissent, je suis au*

1027 *L'Express*, 25 octobre 1980, dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication: Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.264

1028 CABANIS André, REGOURD Serge, *Paul Quilès : ou comment rester socialiste de Mitterrand à Jaurès*, op.cit, p.63

service des socialistes et des Français »¹⁰²⁹. Jean-Pierre Chevènement retire également la sienne, de toute façon uniquement tournée contre une potentielle candidature de Michel Rocard, faisant de François Mitterrand le seul candidat à la candidature, rendant encore plus inéluctable son investiture par le PS. Tout était préparé en coulisses depuis des mois. En dépit de l'ambiguïté de François Mitterrand, Paul Quilès avait été missionné par son patron dès la fin du congrès de Metz pour contrôler les fédérations, qu'il arpente sous toutes les coutures. *A posteriori*, il assume avoir élaboré « une stratégie d'empêchement » contre Michel Rocard au profit de François Mitterrand¹⁰³⁰.

Le 24 janvier, un congrès à Créteil consacre officiellement François Mitterrand comme candidat du PS. Les fédérations votent, mais puisqu'un seul nom est soumis, le résultat tombe sans suspense. Sur 158 276 votants, la candidature Mitterrand obtient 132 385 voix, soit 83,64 %¹⁰³¹. Les mitterrandistes exultent. Claude Estier rappelle, pour contrer toute potentielle attaque de rocardiens frustrés, que c'est Michel Rocard lui-même qui a décidé de retirer sa candidature et loue la « dignité » du geste¹⁰³². On peut soupçonner une certaine hypocrisie de bon vainqueur de la part des mitterrandistes. Cette reconnaissance ne veut pas du tout dire que la confiance est renouvelée, ou que les différends entre courants ont subitement disparu. C'est un geste facile de sympathie pour mettre en avant le vainqueur et accabler le vaincu. Le parti reste également verrouillé par les mitterrandistes car dans la foulée du sacre de François Mitterrand, Louis Mermaz annonce que le Comité directeur nomme premier secrétaire Lionel Jospin¹⁰³³. Ce n'est donc pas une figure consensuelle qui dirigera le PS pendant la campagne, mais un membre du premier cercle de François Mitterrand, qui avait préparé personnellement sa succession : c'est lui qui a proposé à Lionel Jospin de récupérer la fonction de premier secrétaire¹⁰³⁴.

Cela n'a rien de surprenant, il est normal que le candidat veuille pouvoir s'appuyer sur un parti entièrement mobilisé derrière lui, d'où la nomination d'un très proche. Mais cela n'augure aucun changement positif pour les rocardiens. D'ailleurs, ils sont pratiquement exclus de l'état-major de campagne. L'organigramme de campagne de François Mitterrand entend publiquement être la preuve d'une réconciliation du parti mais dans les faits, cette équipe est une équipe de fidèles. Aucun rocardien n'occupe une place de choix. Michel Rocard est membre d'un conseil politique où il côtoie Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement, Gaston Defferre, Pierre Mauroy¹⁰³⁵ et

1029 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.126

1030 CABANIS André, REGOURD Serge, *Paul Quilès : ou comment rester socialiste de Mitterrand à Jaurès*, op.cit, p.60

1031 « Conseil national extraordinaire de Créteil, 24 janvier 1981 (matin) », *Archives-Socialistes.fr*

1032 ESTIER Claude, « Le Parti rassemblé », dans « L'Unité. N°399, 14-20 novembre 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

1033 « Conseil national extraordinaire de Créteil, 24 janvier 1981 (matin) », *Archives-Socialistes.fr*

1034 JOSPIN Lionel, *Lionel raconte Jospin. Entretiens avec Pierre Favier et Patrick Rotman*, Seuil, 2010, p.74

1035 Par ailleurs désigné porte-parole de la campagne.

Véronique Neiertz¹⁰³⁶. Autrement dit, il est ceinturé par les poids lourds de l'appareil socialiste, des poids lourds qui lui sont presque tous hostiles. Le seul autre rocardien de poids à figurer dans l'organigramme est Michel de la Fournière, adjoint (avec trois autres) au directeur de campagne Paul Quilès¹⁰³⁷. Ainsi, les quelques personnalités extérieures au cercle proche de François Mitterrand présentes dans l'équipe de campagne sont encadrées par les barons du mitterrandisme, qui occupent l'essentiel des postes clefs de la campagne¹⁰³⁸.

La situation n'est donc guère réjouissante pour les rocardiens. Après avoir déployé tant d'efforts pour prendre le leadership du Parti socialiste par le biais d'une campagne présidentielle, la décision de François Mitterrand les renvoie à leur condition première : celle d'une minorité marginalisée fermement encadrée par la garde rapprochée du premier secrétaire, désormais candidat.

2) Les rocardiens face à la candidature Mitterrand

Robert Chapuis garde un goût assez amer de cet épisode. Pour lui il s'agit d'une occasion ratée pour la nouvelle gauche socialiste que les rocardiens appellent de leurs vœux depuis tant d'années. François Mitterrand est un candidat sérieux et solide, mais il n'incarne pas le changement voulu par les rocardiens. « *Pour lui, l'autogestion était une lubie et non pas un stimulant* »¹⁰³⁹. Avec du recul, Robert Chapuis pense que Michel Rocard aurait pu prendre le risque d'être candidat en 1981. Certes, cela aurait été un déchirement au niveau du parti mais « *il fallait tenter, surtout avec un tel soutien de l'opinion, il fallait une primaire interne à laquelle aurait participé Rocard* »¹⁰⁴⁰. Car sans concurrence interne pour la désignation, avec un score aussi important, François Mitterrand est le seul maître à bord. Personne ne peut s'appuyer sur un socle électoral interne pour revendiquer de peser dans la balance.

Michel Rocard aurait peut-être dû essayer de compter ses forces pour pouvoir être incontournable au PS et dans la campagne. Mais, juge Alain Bergounioux, Michel Rocard ne disposait pas des instruments pour mener à bien une aventure solitaire, qui aurait été contraire à son tempérament : aussi critique qu'il peut être envers le PS, Michel Rocard ne tient pas à être le fossoyeur de l'unité du parti et celui qui sabote le collectif¹⁰⁴¹. Aussi, quand Michel Rocard enterre

1036 Conseillère presse et informations de François Mitterrand, elle sera élue députée de Seine Saint-Denis en 1981 et occupera plusieurs fonctions de secrétaire d'État.

1037 CABANIS André, REGOURD Serge, *Paul Quilès : ou comment rester socialiste de Mitterrand à Jaurès*, op.cit, p.65

1038 « L'organigramme de la campagne », dans « L'Unité. N°409, 6-12 février 1981 », *Archives-Socialistes.fr*

1039 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.77

1040 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

1041 Entretien avec Alain Bergounioux, 9 mai 2023

toute idée de campagne personnelle, les rocardiens, sur le moment, sont dépités. Gérard Lindeperg adresse une lettre à Michel de la Fournière et Christian Blanc pour partager sa peine et aussi, pour éviter l'abatement général : « *Cet échec est momentané et limité, la force de notre projet politique nous portera bien au-delà de cette échéance et il faut nous préparer dès aujourd'hui aux nouvelles conditions de notre combat qui continue quelles que soient les vicissitudes actuelles* »¹⁰⁴². Il réclame une réunion imminente des « 66 ». La priorité est que le courant reste soudé malgré les sentiments négatifs de chacun. Car telle est l'atmosphère générale. Une assemblée générale du courant est organisée le 30 novembre. Les « 66 » actent leur acceptation de la candidature de François Mitterrand et se mettent d'accord pour adopter une attitude équilibrée entre « *le style mauvais joueur* » et « *le style petit doigt sur la couture du pantalon* »¹⁰⁴³. Les rocardiens entendent donc prendre loyalement leur part dans la campagne de François Mitterrand, sans excès de zèle et sans renier leur identité. Cela n'empêche pas certains de manifester leur ressentiment.

Les rocardiens de *Faire* ne cachent pas leur amertume. Pour eux, Michel Rocard était le seul à pouvoir répondre à leurs attentes : « *le projet original d'un socialisme autogestionnaire offrant une issue à l'alternative insupportable entre le capitalisme de l'Ouest et le totalitarisme de l'Est; la volonté de sortir la gauche et pour commencer le Parti socialiste, de la mentalité de forces d'opposition, davantage soucieuses de discourir sur l'idéal que de prendre en compte les données réelles de la situation pour la transformer* »¹⁰⁴⁴. Mais comme Michel Rocard, ils rentrent dans le rang. Ils en sont même contraints, car étant une force avant tout intellectuelle, ils n'ont aucun moyen de peser sur la scène politique sans avoir le relais d'une incarnation. Mais ils expriment ouvertement leurs inquiétudes. Gilles Martinet appelle à actualiser le Programme socialiste sur quatre points présentés par François Mitterrand comme les quatre grands objectifs du socialisme : la planification, les socialisations, la décentralisation des pouvoirs, les nouveaux droits des travailleurs. En outre, Gilles Martinet prévient. Les rocardiens de *Faire* ne se tairont pas et diront ce qu'ils estiment être « *les conditions du succès* »¹⁰⁴⁵.

Patrick Viveret va plus loin et explique dans les pages de *Faire* qu'il votera blanc lors de la consultation interne des militants qui doit confirmer l'investiture de François Mitterrand. Il lui reproche une absence de cap, de choix politiques clairs dans une série de domaines, un « *pragmatisme à usage externe* » combiné à un « *sectarisme à usage interne* » ce qui donne de

1042 Lettre de Gérard Lindeperg à Michel de la Fournière et Christian Blanc, datée du 10 novembre 1980, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1043 Notes manuscrites de Michel de la Fournière, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1044 « Par-delà l'amertume », dans « Faire. N°62, décembre 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

1045 MARTINET Gilles, « Présidentielle : débattre du programme », dans « Faire. N°62, décembre 1980 », *Archives-Socialistes.fr*

l'opportunisme : « *Je crains que le parti socialiste s'engage aujourd'hui dans la voie dangereuse de la SFIO de la IVe République : une idéologie simpliste et sectaire à coloration de gauche pour les congrès ; une pratique politique laxiste pouvant conduire - par impuissance, plus que par volonté - à des combinaisons droitières devant le pays (car on ne me fera pas croire que les clins d'œil en direction du RPR, aujourd'hui justifiés « théoriquement » par Georges Sarre n'ont aucune signification politique)* »¹⁰⁴⁶. Scarlett Courvoisier reçoit tellement de lettres qu'elle en fait un dossier, analysant les éléments récurrents. Il en ressort que de nombreux militants rocardiens refusent de voter pour François Mitterrand, préférant voter Coluche¹⁰⁴⁷, écologiste et même pour Valéry Giscard d'Estaing. Pour ces militants, seul Michel Rocard pouvait vaincre le président sortant. Si quelques lettres manifestent de la déception envers Michel Rocard pour s'être retiré, c'est surtout François Mitterrand et le PS qui sont les réceptacles de la colère. La quasi-totalité des lettres réitère le soutien de ces militants envers Michel Rocard. Certains l'incitent même à quitter le PS, fonder son propre parti et se présenter contre François Mitterrand¹⁰⁴⁸. Et certains déçus inondent les rédactions de presse de leurs lettres, disant qu'ils ne voteront pas pour François Mitterrand¹⁰⁴⁹.

Pierre Brana n'est pas de cet avis. Ce qui compte, c'est la victoire de la gauche et il est indubitable qu'une candidature de Michel Rocard maintenue contre François Mitterrand ne ferait que perdre à la gauche tout espoir de victoire. Daniel Frachon approuve et affirme que la priorité étant de vaincre Valéry Giscard d'Estaing, tous les socialistes ont le devoir de faire bloc derrière François Mitterrand sans attendre¹⁰⁵⁰. De toute façon, Michel Rocard reste sourd à toutes ces sollicitations. Dès le 13 novembre 1980, une note de Pierre Zémor avait arrêté l'attitude de Michel Rocard¹⁰⁵¹. Il doit manifester sans ambiguïtés son soutien à François Mitterrand en participant à la campagne tout en cultivant son originalité. Il lui est recommandé de ne pas se mêler de politique politicienne au cours de la campagne mais uniquement d'intervenir sur les grands sujets de la France. Un passage télévisé est notamment prévu pour lui le 24 novembre. Pierre Zémor s'en réjouit car cela va permettre à Michel Rocard d'expliquer la situation du PS, en insistant sur le besoin d'unité pour l'alternance, de confirmer son soutien à François Mitterrand et de s'affirmer comme un acteur de la réussite du PS avec une liberté de pensée et de parole¹⁰⁵².

Michel Rocard se lance dans un tour des fédérations pour convaincre les rocardiens d'accepter la candidature Mitterrand, y compris dans la sienne, dans les Yvelines, où les rocardiens,

1046 VIVERET Patrick, « Le sens d'un vote », dans « Faire. N°63, janvier 1981 », *Archives-Socialistes.fr*

1047 DURET-PUJOL Marie, *Coluche Président. Histoire de la candidature d'un con*, Le Bord de l'Eau, 2018, 265 p.

1048 Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

1049 Ibid

1050 FRACHON Daniel, « L'impératif : battre Giscard », dans « Faire. N°63, janvier 1981 », *Archives-Socialistes.fr*

1051 « Gestion image MR et gestion courant C », Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

1052 Ibid

habituellement quotidiennement à affronter les mitterrlandistes, sont réticents à l'idée de consacrer leur énergie à défendre leur vieil adversaire interne¹⁰⁵³, malgré les encouragements de Daniel Frachon, premier secrétaire fédéral. La loyauté des rocardiens envers leur chef se maintient en dépit de la déception et tous les animateurs du courant sont solidaires du choix de Michel Rocard. L'amertume demeure mais se dissipe, au moins en apparence. Si Gilles Martinet affirme que les rocardiens « *sont décidés à tout faire pour assurer la victoire de François Mitterrand* », une victoire qu'ils souhaitent¹⁰⁵⁴, il n'hésite pas non plus en pleine campagne à critiquer le livre de François Mitterrand *Ici et maintenant*. Quant à Patrick Viveret, il livre dans l'édition de *Faire* du mois de mars plusieurs critiques sur la campagne et des propositions de gouvernance socialiste, dans lesquelles il appelle à ne pas se contenter des réponses keynésiennes face à la crise et à adopter « *l'exigence autogestionnaire d'une extension quantitative et qualitative de la démocratie* »¹⁰⁵⁵.

Et si les rocardiens ont appelé leurs militants à voter pour François Mitterrand, plusieurs initiatives fleurissent : plusieurs militants rocardiens, pour la plupart extérieurs au PS, fondent une association pour prôner un ticket à l'américaine, un ticket François Mitterrand-Michel Rocard. Et à Suresnes une « Association pour l'appel à Michel Rocard » invite Michel Rocard à se présenter tout de même : « *Votre engagement envers François Mitterrand ne concerne que le PS et pourtant votre désistement frappe tous les Français. Le président de la République française devant être un homme au-dessus des partis, nous vous demandons de dominer les contraintes de la politique politicienne et d'être candidat aux élections présidentielles de 1981* »¹⁰⁵⁶. Ce n'est pas la seule. L'annonce du retrait de Michel Rocard a entraîné la rédaction de plusieurs pétitions, l'envoi de milliers de lettres demandant à Michel Rocard de revenir sur sa décision.

Cela n'empêche pas Michel Rocard et la plupart de ses proches de jouer pleinement le jeu et de participer à la campagne de François Mitterrand avec constance. La plupart, car certains prennent un peu de recul. Par exemple, Christian Blanc, sans renoncer à l'animation du courant, quitte le secrétariat de Michel Rocard pour retrouver une activité professionnelle. Il est remplacé dans ses fonctions par Jean-Pierre Weben¹⁰⁵⁷. Donc, une participation de la plupart des rocardiens malgré quelques accrochages. Ainsi Daniel Frachon, intégré à un groupe de cinq cadres dirigés par Jean Poperen sur la « Mobilisation du Parti », a la désagréable surprise de constater qu'une circulaire a été signée par les quatre autres membres dudit groupe sans que lui ait été convoqué à quoique ce soit. Michel de la Fourrière écrit une lettre à Paul Quilès pour déplorer cette indélicatesse et

1053 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.104

1054 MARTINET Gilles, « Éditorial », dans « Faire. N°66, avril 1981 », *Archives-Socialistes.fr*

1055 VIVERET Patrick, « Et si on parlait de l'essentiel », dans « Faire. N°65, mars 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1056 Carton d'adhésion « Appel à Michel Rocard », Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

1057 Lettre de Michel de la Fourrière aux membres du Courant C du Bureau Exécutif, datée du 3 mars 1981, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

réclamer que la coopération entre courants soit effective¹⁰⁵⁸. Malgré cet incident, Michel de la Fourrière appelle les cadres de la « rocardie » à la discipline et à la loyauté : « *Vous avez constaté en effet [...] que nous avons accepté de participer aux différents organismes qui gèrent la campagne de François Mitterrand. La proposition nous en a été faite par François Mitterrand lui-même, et nous avons tous été d'accord pour l'accepter [...] Notre seule exigence dans la conclusion de l'accord a été d'être présents à tous les niveaux de l'organigramme, ce qui a été fait par la désignation de quinze d'entre nous. Plusieurs de ces organigrammes fonctionnent déjà réellement [...] Il va de soi que cette coopération de sommet est le signe d'une volonté générale des militants socialistes de tout faire pour la victoire, et que la même coopération doit se réaliser au niveau fédéral et dans les sections. La campagne de François Mitterrand est aujourd'hui notre campagne à tous. Michel Rocard le manifeste déjà en répondant aux invitations des fédérations qui, pratiquement toutes, lui demandent de venir animer par des meetings la campagne du candidat socialiste* »¹⁰⁵⁹.

Il est vrai que Michel Rocard multiplie les déplacements de province et participe à près de quarante meetings, représentant quinze déplacements. Il met son énergie au service de la campagne de François Mitterrand, tout en servant d'une certaine façon ses propres intérêts. Son activisme lui permet de visiter le maximum de fédérations, de prendre des contacts avec les militants, les responsables fédéraux, les élus... pour Michel Rocard, c'est un moyen de porter la bonne parole socialiste et de renforcer sa position au sein du PS. Son énergie est appréciée, au point que certains, y compris dans les rangs mitterrandistes, le pensent en pôle position pour obtenir Matignon en cas de victoire. Edgard Pisani imagine même François Mitterrand l'annoncer publiquement entre les deux tours pour donner un coup de fouet à la dernière ligne droite de sa campagne¹⁰⁶⁰. Et, sous cape, plusieurs rocardiens font le pari qu'en cas d'échec de François Mitterrand, Michel Rocard sera en pôle position pour récupérer le parti et préparer la suite¹⁰⁶¹. Ainsi, pensent les rocardiens, peu importe le dénouement, Michel Rocard sortira vainqueur et verra sa droiture récompensée.

Mais cette position n'est pas partagée par tous. En tout cas, plusieurs rocardiens jugent qu'il serait trop facile de croire que le PS va soudainement s'offrir à Michel Rocard. S'il y a un point où tout le monde est d'accord, c'est qu'il n'est pas question de renoncer à l'ambition présidentielle de Michel Rocard. En revanche, il faut arrêter une stratégie intelligente. En pleine campagne, Pierre

1058 Lettre de Michel de la Fourrière à Paul Quilès, datée du 20 février 1981, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1059 Lettre de Michel de la Fourrière aux membres du Courant C du Bureau Exécutif, datée du 3 mars 1981, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1060 Lettre d'Edgar Pisani à Michel de la Fourrière, datée du 31 mars 1981, Lettre de Michel de la Fourrière aux membres du Courant C du Bureau Exécutif, datée du 3 mars 1981, Fonds Michel de la Fourrière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1061 « Mitterrand, pour la troisième fois », *Sud-Ouest*, 9 novembre 1980

Zémor et Gérard Grunberg rédigent une note à l'attention de Michel Rocard¹⁰⁶². Cette note est un plan de bataille pour finir par décrocher une investiture par le PS, car ils estiment qu'il est impossible de maintenir un bras de fer contre la machine PS, jusqu'à la victoire. Le constat est qu'à ce jour, l'appareil du parti est solidement imprégné d'anti-rocardisme distillé par les mitterrandistes, que la ligne idéologique rocardienne demeure minoritaire à gauche et que les troupes rocardiennes ne sont pas suffisamment nombreuses pour conquérir le parti. Le pari est fait que, peu importe le dénouement de l'élection présidentielle, la direction du PS fera tout pour cantonner Michel Rocard à un rôle secondaire.

Face à la candidature Mitterrand, la nécessité sera donc de renforcer trois aspects : renforcer la crédibilité et la stature de Michel Rocard aussi bien dans l'opinion publique que dans le parti, clarifier et affirmer l'identité idéologique du rocardisme et étendre la toile rocardienne au sein du PS, que ce soit dans les fédérations, auprès des élus locaux et des parlementaires. Des objectifs dont la poursuite dépendra du verdict de l'élection présidentielle. En cas de victoire de François Mitterrand, la situation sera compliquée car Michel Rocard ne peut ne pas contribuer à l'exercice du pouvoir par la gauche, mais il ne peut pas non plus accepter un rôle secondaire ni taire ses idées si la ligne suivie est contraire à ce qu'il pense. Si François Mitterrand venait à être battu, trois possibilités sont avancées¹⁰⁶³ :

- Michel Rocard se fonde dans le courant majorité pour tenter de recueillir l'héritage de François Mitterrand, avec le risque de renoncer à la confrontation idéologique et à son courant organisé,
- Michel Rocard capitalise sur l'échec de François Mitterrand pour lancer un assaut au sein du PS, accroître ses réseaux et pousser son projet politique. Mais c'est un unique tir. Soit l'entreprise aboutit, soit Michel Rocard demeure minoritaire et se condamne pour la suite,
- Michel Rocard prend de la hauteur. Il ne se mêle plus des questions d'appareil, ce qui rendrait son autonomie au courant C. Ce serait aux rocardiens de restructurer les réseaux rocardiens pour les mettre à la disposition de Michel Rocard s'il venait à se manifester.

1062 « Note à Michel Rocard. 20 mars 1981 », Archives de Pierre Zémor, Carton 5, Fondation Jean-Jaurès

1063 Ibid

3) Une victoire avant tout mitterrandienne

Le soir du premier tour, soit le 26 avril 1981, alors que Paul Quilès a attribué aux principales personnalités du PS des moments de la soirée électorale sur les chaînes de télévision pour commenter les résultats, Michel Rocard décide de marquer sa singularité¹⁰⁶⁴. Il se retire dans sa mairie de Conflans-Sainte-Honorine et convoque la presse à 20 heures afin d'être le premier à réagir en direct. Une démarche qui ressemble à celle de 1978, où il avait profité de la défaite de la gauche aux législatives pour se placer en nouvel espoir du PS. L'agenda de Michel Rocard pour cette soirée n'est donc certainement pas dépourvu d'arrière-pensées stratégiques.

Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand se qualifient pour le second tour avec respectivement 28,32 et 25,85 % des voix. Les observateurs politiques constatent que le bras de fer interne au bloc de gauche est cette fois bel et bien remporté du côté socialiste, qui, depuis 1978, semblait avoir pris l'ascension sur le Parti communiste¹⁰⁶⁵. Tandis que le Parti communiste n'avait pas présenté de candidat pour l'élection présidentielle de 1974, il entend cette fois disputer au Parti socialiste le leadership de la gauche. Le parti est notamment encouragé par son bon résultat aux élections européennes de 1979 : avec 20,52 % des voix, la liste communiste conduite par Georges Marchais avait terminé en troisième position, pas très loin derrière la liste socialiste conduite par François Mitterrand (23,53%) et loin devant la liste RPR de Jacques Chirac (16,31%). Investi par le PC, son secrétaire général Georges Marchais espère renouveler la performance de 1969 où le candidat communiste avait devancé le candidat socialiste¹⁰⁶⁶. Il mène une campagne très agressive contre François Mitterrand, l'accusant de n'être au pouvoir qu'une pâle copie de Valéry Giscard d'Estaing et de négocier en coulisses des arrangements avec la droite. Mais tandis que les sondages semblaient l'assurer d'une troisième place et d'un résultat se rapprochant de celui de François Mitterrand, les résultats sont une claque. Avec 15,35 % des voix, le candidat communiste termine loin derrière François Mitterrand, alors qu'il comptait atteindre 19 % des voix¹⁰⁶⁷. Humiliation supplémentaire, il doit se contenter d'une quatrième position, derrière Jacques Chirac et ses 18 %. Une contre-performance qui confirme le déclin grignotant petit à petit le Parti communiste. Le PS conforte sa place de force motrice de la gauche. Georges Marchais appelle à voter pour François Mitterrand au second tour tandis que Jacques Chirac, candidat du RPR, troisième homme de ce

1064 CABANIS André, REGOURD Serge, *Paul Quilès : ou comment rester socialiste de Mitterrand à Jaurès*, op.cit, p.73

1065 COURTOIS Stéphane, LAZAR Marc, *Histoire du Parti communiste français*, Presses Universitaires de France, 2022, 736 p.

1066 HOFNUNG Thomas, *Georges Marchais, l'inconnu du Parti communiste français*, L'Archipel, 2001, 481 p.

1067 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 1, Les ruptures (1981-1984)*, op.cit, p.30

premier tour avec 18 %, se prononce « à titre personnel » pour Valéry Giscard d'Estaing mais n'appelle pas pour autant à voter pour le président sortant. Depuis, plusieurs personnalités, de droite comme de gauche, ont prétendu que le RPR a opéré en sous-main pour faire battre Valéry Giscard, appelant ses cadres et militants à voter pour François Mitterrand. Au second tour, François Mitterrand est élu avec 51,76 % des voix et devient le premier président de gauche de la Ve République¹⁰⁶⁸.

Malgré l'explosion de joie qui secoue la France de gauche, les rocardiens se sentent en reste. Pour Robert Chapuis, cette victoire n'est pas complètement la leur et ils se sentent un peu exclus. Gérard et Michèle Lindeperg se disent « *étrangers à cette euphorie bruyante* »¹⁰⁶⁹. Un épisode semble justifier leur sentiment : alors que Michel Rocard rejoint la place de la Bastille, en fête pour célébrer la victoire de François Mitterrand, il se voit l'accès à la tribune interdit par Béatrice Marre, la future cheffe de cabinet du Président nouvellement élu¹⁰⁷⁰. Si elle a reçu des consignes pour que personne ne vienne sur l'estrade avant le discours de Lionel Jospin, Michel Rocard se sent personnellement visé et est offensé par ce traitement. Par ailleurs, contrairement à ce qui se murmurait, ce n'est pas lui qui est nommé à Matignon, mais Pierre Mauroy¹⁰⁷¹.

Dans la foulée de sa victoire, François Mitterrand annonce la dissolution de l'Assemblée nationale élue en 1978, comme il s'y était engagé¹⁰⁷², et contre l'avis de Michel Rocard¹⁰⁷³. Mais la donne est radicalement nouvelle et inquiète les rocardiens. Michel de la Fournière explique, dans une note interne, le nouveau cadre de la « rocardie »¹⁰⁷⁴ : Michel Rocard a prôné que le PS dépasse les clivages actuels de courant pour faire un pas vers sa consolidation, ce qui passe par le gommage des frontières entre majorité et minorité et par l'élargissement du secrétariat national et des secrétariats fédéraux à tous les courants. Lionel Jospin aurait refusé cette idée, arguant que les débats idéologiques responsables du clivage interne n'étaient pas réglés. Les rocardiens sont donc quelque peu laissés dans le brouillard quant à leur futur. Aussi, Michel de la Fournière propose pour après les législatives une réunion afin de faire le point. Les rocardiens marchent sur un fil, entre leur volonté de contribuer à l'unification du parti et leur souhait de rester un pôle de proposition.

1068 LANCELOT Alain (dir.), *1981 : les élections de l'alternance*, Les Presses de Sciences-Po, 1986, 261 p.

1069 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.187

1070 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.128

1071 BERSTEIN Serge, BIANCO Jean-Louis, MILZA Pierre, *François Mitterrand : les années de changement (1981-1984)*, Perrin, 2001, 973 p.

1072 MITTERRAND François, *Ici et maintenant. Conversations avec Guy Claisse*, Fayard, 1980, p.42

1073 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 1, Les ruptures (1981-1984)*, op.cit, p.76

1074 Note de Michel de la Fournière datée du 9 juin 1981, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 70, Robert Chapuis, militant en Ardèche, 1978-1981*, Fondation Jean-Jaurès

En attendant, la priorité du moment est la bataille des élections législatives. Les préparatifs furent un épisode pénible pour les rocardiens¹⁰⁷⁵. En effet, les « obligations » que s'est fixées le PS, à savoir investir des femmes et faire de la place à des alliés politiques, ont été honorées au détriment de postulants rocardiens. A cela s'ajoute des désignations arbitraires ne tenant pas compte des rapports de force locaux et des chances de victoire. Quoiqu'il en soit, les rocardiens investis partent au combat dans leurs circonscriptions respectives. Pierre Brana aurait aimé en être mais il ne le peut puisque sa circonscription est détenue par un sortant radical de gauche qui se représente. Gérard Lindeperg se présente à nouveau dans la septième circonscription du Rhône, toujours avec le soutien du maire de Villeneuve-sur-Saône. Cette fois, Frédéric Dugoujon ne se présente pas. François Mitterrand n'ayant pas obtenu 50 % dans la circonscription, Gérard Lindeperg ne croit pas qu'elle puisse basculer à gauche. Mais il jette une fois de plus toutes ses forces dans la bataille, toujours avec l'entier soutien de sa femme et cette fois de la fédération. Et encore une fois, Michel Rocard vient le soutenir entre les deux tours. Il y tient même : en effet, suite aux résultats du premier tour où il fut largement distancé, Gérard Lindeperg culpabilisait à l'idée de déranger Michel Rocard. Ce dernier insiste néanmoins pour maintenir le meeting.

Mais malgré cet immense moment d'enthousiasme et de mobilisation, la circonscription échappe une fois de plus à Gérard Lindeperg, défait par le candidat de la droite, Jean Rigaud, maire d'Écully et vice-président chargé de l'urbanisme à la communauté urbaine de Lyon. Gérard Lindeperg souligne d'ailleurs, non sans amertume et sarcasme, qu'il est battu avec 32 287 voix tandis que Charles Hernu fut élu dans sa circonscription avec 19 720 voix !¹⁰⁷⁶ Il convient de préciser que Charles Hernu fut élu dès le premier tour. Mais il fit néanmoins moins de voix que Gérard Lindeperg au premier tour dans sa propre circonscription (23 295). Les rocardiens avaient été, numériquement, plutôt bien servis dans le Rhône, avec quatre candidats sur treize. Mais en matière de circonscriptions, ils reçoivent parmi les plus mauvaises. Pierre Laréal est candidat contre le député RPR sortant de la troisième circonscription Michel Noir, Robert Malatray candidate dans la neuvième circonscription, fief de droite, où le sortant UDF Alain Mayoud est réélu dès le premier tour et Gabriel Montcharmont est défait dans la huitième circonscription par le député UDF sortant Emmanuel Hamel réélu lui aussi dès le premier tour.

Robert Chapuis est à nouveau candidat dans la première circonscription de l'Ardèche. Mais cette fois, la dynamique est tout autre qu'en 1978, elle est du côté de la gauche. Par ailleurs, la droite ne part pas unie : non seulement le député sortant ne se représente pas, mais en plus le RPR et l'UDF présentent chacun un candidat. Robert Chapuis retrouve également en face de lui Henri

1075 Ibid

1076 « Rapport de forces dans la fédération du Rhône, à propos des candidatures en 1986 », document sans date ni auteur, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 64, *Parti socialiste 1985-1986*, Fondation Jean-Jaurès

Chaze, investi par le Parti communiste. Robert Chapuis ne mentionne guère sa proximité avec Michel Rocard dans sa profession de foi. En revanche, il se place dans le sillage de François Mitterrand, arguant qu'il est « logique » que ce dernier obtienne une majorité pour gouverner^{1077 1078}. Bénéficiant de la victoire récente de François Mitterrand, qui a obtenu dans la circonscription 54,25 % des voix au second tour, Robert Chapuis se hisse à la première place à l'issue du premier tour, et de loin : il réalise 35,62 % des voix, distançant largement son rival de gauche (21,91%), ainsi que ses adversaires de droite : le candidat de l'UDF Jean-François Michel obtient 22,20 % et le candidat du RPR, Jean-Louis Chirouze, 20,27 %. Pour le second tour, Robert Chapuis bénéficie du soutien d'Henri Chaze et de François Mitterrand en personne, qui participe à un meeting organisé à Privas¹⁰⁷⁹. Le résultat du second tour est sans appel : Robert Chapuis est largement élu avec près de 57 % des voix. Il prend notamment à ses côtés son amie du PSU puis du courant des Assises Yvonne Sommeille comme collaboratrice.

Michel Rocard ne manque pas l'occasion d'entretenir ses réseaux au cours de la campagne. Entre les deux tours, il adresse une série de lettres (non datées mais faisant référence au 14 juin, donc au premier tour des élections législatives) à plusieurs candidats socialistes bien placés pour les féliciter. Parmi ces candidats, on trouve plusieurs personnalités reconnues comme proches de Michel Rocard. C'est le cas par exemple de Bernard Schreiner¹⁰⁸⁰, dans la huitième circonscription des Yvelines, de Gérard Houteer¹⁰⁸¹, député sortant de la cinquième circonscription de Haute-Garonne, de Marie Jacq¹⁰⁸², députée sortante de la quatrième circonscription du Finistère, de Marie-France Lecuir¹⁰⁸³, candidate dans la quatrième circonscription du Val-d'Oise ou de Jean-Pierre Cot¹⁰⁸⁴, député sortant de la troisième circonscription de Savoie. On y trouve aussi des nouveaux aspirants députés, comme Jean-Hugues Colonna¹⁰⁸⁵, candidat dans la troisième circonscription des Alpes-Maritimes, Jean-Michel Boucheron¹⁰⁸⁶ candidat à Rennes ou Gérard Istace¹⁰⁸⁷, dans la deuxième circonscription des Ardennes. Sans être catégorique sur ce sujet, on peut peut-être trouver un moyen de distinguer les rocardiens de ceux qui seraient plus « neutres » : Michel Rocard

1077 Profession de foi de Robert Chapuis, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 14 et 21 juin 1981, Tome I*, https://archive.org/details/sc_0000588913_00000000433371/page/n9/mode/2up?view=theater

1078 Tract de Robert Chapuis, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 70, *Robert Chapuis, militant en Ardèche, 1978-1981*, Fondation Jean-Jaurès

1079 CHAUIIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.78

1080 Lettre de Michel Rocard à Bernard Schreiner, Archives de Pierre Zémor, Carton 6, Fondation Jean-Jaurès

1081 Lettre de Michel Rocard à Gérard Houteer, Archives de Pierre Zémor, Carton 6, Fondation Jean-Jaurès

1082 Lettre de Michel Rocard à Marie Jacq, Archives de Pierre Zémor, Carton 6, Fondation Jean-Jaurès

1083 Lettre de Michel Rocard à Marie-France Lecuir, Archives de Pierre Zémor, Carton 6, Fondation Jean-Jaurès

1084 Lettre de Michel Rocard à Jean-Pierre Cot, Archives de Pierre Zémor, Carton 6, Fondation Jean-Jaurès

1085 Lettre de Michel Rocard à Jean-Hugues Colonna, Archives de Pierre Zémor, Carton 6, Fondation Jean-Jaurès

1086 Lettre de Michel Rocard à Jean-Michel Boucheron, Archives de Pierre Zémor, Carton 6, Fondation Jean-Jaurès

1087 Lettre de Michel Rocard à Gérard Istace, Archives de Pierre Zémor, Carton 6, Fondation Jean-Jaurès

emploie le terme de « cher ami » pour les candidats réputés proches de lui tandis que d'autres courriers commencent par la formule plus formelle de « cher camarade ».

D'autres rocardiens font leur entrée au Palais-Bourbon. C'est le cas par exemple de Michel Sapin dans la première circonscription de l'Indre. Dans la nouvelle génération de rocardiens figure également Alain Brune. Âgé de 37 ans, c'est un ancien du PSU qui a rejoint le PS en 1974 dans le sillage de Michel Rocard dont il est resté proche. Conseiller général du canton de Sellières, il est élu dans la 1ère circonscription du Jura en battant l'UDF René Feit, député depuis 1967. Il avait tenté d'inviter Michel Rocard sur ses terres pendant la campagne présidentielle mais l'agenda de ce dernier était trop chargé¹⁰⁸⁸.

Peut être aussi cité Jean-Pierre Sueur, 34 ans, candidat dans la première circonscription du Loiret, qui englobe une partie de la ville d'Orléans. C'est dans cette circonscription que Michel de la Fournière avait candidaté par le passé. Mais elle n'est, à priori, pas gagnable pour la gauche. François Mitterrand n'y a obtenue en effet que 48 % des voix au second tour de l'élection présidentielle. Aussi, Michel de la Fournière envoie Jean-Pierre Sueur dans cette circonscription afin qu'il y fasse ses premières armes tandis que lui-même brigue l'investiture dans une circonscription plus favorable à la gauche, la deuxième du Loiret, qui comprend une autre partie d'Orléans¹⁰⁸⁹. Mais Jean-Claude Portheault, qui avait déjà été candidat dans cette circonscription, obtient plus de voix que lui, les militants lui manifestant majoritairement leur fidélité¹⁰⁹⁰. La documentation de campagne de Jean-Pierre Sueur est intéressante car elle illustre le tiraillement des rocardiens, entre leur loyauté sincère et leur proximité avec Michel Rocard et leur loyauté publique nécessaire envers François Mitterrand. Sur un document de campagne, Jean-Pierre Sueur affiche une photo où on le voit présenter sa suppléante, Christiane Sarrailh, à François Mitterrand. Il fait figurer un texte expliquant la nécessité de donner une majorité au nouveau président de la République, sur un ton très classique, très formel. Et un autre texte, beaucoup plus personnel et chaleureux, qui est un mot de soutien de la main de Michel Rocard : « *Je souhaite vivement que les électeurs et les électrices fassent confiance à Jean-Pierre Sueur. Il le mérite par ses qualités personnelles que tous ceux qui l'ont approché reconnaissent. Depuis des années il travaille pour la cause du socialisme dans le Loiret avec mon ami de toujours Michel de la Fournière* »¹⁰⁹¹. Une

1088 Lettre de Michel Rocard à Alain Brune, datée du 21 avril 1981, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 70, *Robert Chapuis, militant en Ardèche, 1978-1981*, Fondation Jean-Jaurès

1089 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

1090 La circonscription s'avère en effet bien plus favorable à la gauche : Jean-Claude Portheault arrive en tête du premier tour avec 32,75 % des voix, devant le RPR Pierre Grard (21,98) puis bénéficie au second tour du retrait du candidat communiste André Chêne (19,97 % au premier tour) pour emporter le second tour avec 53,98 %.

1091 Document de campagne de Jean-Pierre Sueur, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 15, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, suite (Parti socialiste)*, Fondation Jean-Jaurès

active campagne de terrain lui permet de renforcer la dynamique post-présidentielle et d'inverser les rapports de force : devancé au premier tour par Jacques Douffiagues (45,53 % contre 37,08%), Jean-Pierre Sueur emporte le second tour avec 51,97 % des voix.

Parmi les autres performances remarquées de la part des rocardiens, celle de Pierre Bourguignon, fidèle de Michel Rocard depuis l'époque du PSU. Il réussit à conquérir la troisième circonscription de Seine-Maritime, pourtant réputée comme un bastion communiste, contre le député sortant, Roland Leroy, cadre du PC et directeur de *L'Humanité*. Avec 33,70 %, il devance Roland Leroy (29,82%), qui, en vertu des accords de désistements réciproques, se retire pour permettre à Pierre Bourguignon d'être élu face au candidat de la droite¹⁰⁹². Ou celle de Marie-France Lecuir. Investie dans la quatrième circonscription du Val-d'Oise, tenue par l'UDF André Petit et jugée imprenable par la gauche, elle réussit le tour de force de s'imposer au second, par 50,16 % contre 49,84 % pour le député sortant. Ce dernier avait pourtant largement dominé le premier tour (47,24 % contre 34,06 % pour Marie-France Lecuir). Vaincu en 1978 par l'UDF René Benoît, Charles Josselin reconquiert la deuxième circonscription des Côtes-du-Nord dès le premier tour, avec 51,36 % des voix.

Une performance est également remarquée, mais peu appréciée par l'état-major du PS. Celle de François Patriat. Né en 1943, François Patriat est un ancien du PSU qui a rejoint le PS en 1974 dans le sillage de Michel Rocard. Conseiller général de la Côte-d'Or, il brigait l'investiture dans la 3ème circonscription du département. Mais François Mitterrand impose la candidature du radical de gauche Pierre Charles, qualifié *a posteriori* par François Patriat de « *branleur* »¹⁰⁹³. François Patriat décide alors de se présenter en dissident. Il se qualifie au second tour, avec 24,48 % des voix, devançant Pierre Charles (22,04%) qui est éliminé. Puis François Patriat l'emporte face à l'ancien ministre de la Culture de Valéry Giscard d'Estaing, Jean-Philippe Lecat, par 51,21 %. Une belle performance mais une insolence qui lui vaut d'être exclu du PS, et du groupe socialiste, pendant deux ans.

D'autres rocardiens sont réélus dans leurs circonscriptions, à l'image de Claude Evin dans la sixième circonscription de Loire-Atlantique. On peut également citer Louis Besson, réélu dès le premier tour (50,91%) dans la première circonscription de Savoie. Ce dernier a un profil particulier. Né en 1937, conseiller général de Savoie et maire d'un petit village, étranger à tout parti politique, il est élu député en 1973, devançant au premier tour le candidat investi par le PS. Président du conseil

1092 Profession de foi de Pierre Bourguignon, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 14 et 21 juin 1981, Tome II*, https://archive.org/details/sc_0000588913_00000000313752/page/n215/mode/2up?view=theater

1093 MAURER Pierre, « Les repas mitterrandsiens: avant le macronisme, la vie en rose de François Patriat, *Public Sénat*, 16 août 2021, <https://www.publicsenat.fr/article/politique/les-repas-miterrandsiens-avant-le-macronisme-la-vie-en-rose-de-francois-patriat>

général de Savoie depuis 1976, réélu député sous les couleurs socialistes en 1978, il devient un proche de Michel Rocard.

Mais parmi tous ces rocardiens, aucun ne mentionne Michel Rocard dans ses documents de campagne^{1094 1095 1096}. Seul François Mitterrand est mentionné, avec le besoin du lui apporter une majorité pour mettre en œuvre le programme de la gauche. C'est une démarche logique. En dépit des querelles de chapelles, le PS s'efforce de rester soudé derrière la figure de celui qui l'a porté au pouvoir. Mais pour les rocardiens, les réjouissances sont de courte durée. François Mitterrand et ses proches ne semblent pas disposés à les sortir de leur isolement.

D'abord, au gouvernement. Publiquement, les mitterrandistes se vantent d'un « *gouvernement à l'image du Parti* »¹⁰⁹⁷. Mais dans les faits, le gouvernement ne reflète pas le poids de chaque tendance au sein du parti. Les rocardiens n'y sont pas représentés en force, pour un courant qui su réunir 20 % lors du dernier congrès. Michel Rocard a obtenu le poste de Ministre d'État¹⁰⁹⁸, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire. Alors qu'il espérait initialement obtenir l'économie, qui reste son domaine de prédilection et accessoirement, celui qui fait sa réputation au sein du PS, Michel Rocard avait demandé au moins à ce que son ministère soit chargé de l'économie sociale¹⁰⁹⁹. Mais le Conseil d'État annule son décret d'attribution, assorti d'une remarque acerbe : « *L'économie sociale, cela n'existe pas. Il convient de la créer d'abord. Puis trouver un ministre ne pourra se faire qu'après !* »¹¹⁰⁰. Selon Jean-Paul Huchon, François Mitterrand a attribué à Michel Rocard ce ministère pour « *l'emmerder* », lui dont la ligne politique coïncidait mal avec la planification de l'État¹¹⁰¹. En outre, le courant ne compte que très peu de représentants, hormis son *leader*. Louis Le Pensec est nommé ministre de la Mer après un entretien personnel avec François Mitterrand¹¹⁰². Jean-Pierre Cot devient ministre délégué à la Coopération. Michel de la Fourrière intègre le cabinet de Jean-Pierre Cot comme conseiller technique. Louis Le Pensec se

1094 Profession de foi de Michel Sapin, *Programmes et engagements électoraux, Elections générales des 14 et 31 juin 1981, Tome II*, https://archive.org/details/sc_0000588913_00000000433372/page/n9/mode/2up?view=theater

1095 Profession de foi de Marie-France Lecuir, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 14 et 21 juin 1981, Tome III*, https://archive.org/details/sc_0000588913_00000000313752/page/n393/mode/2up?view=theater

1096 Profession de foi de François Patriat, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 14 et 21 juin 1981, Tome I*, https://archive.org/details/sc_0000588913_00000000433371/page/n377/mode/2up?view=theater

1097 « L'Unité. N°425, 30 mai-05 juin 1981 », *Archives-Socialistes.fr*

1098 Un titre plus honorifique qu'autre chose, d'autant que Michel Rocard n'est pas le seul à en jouir. Jean-Pierre Chevènement, Gaston Defferre, le communiste Charles Fiterman et le gaulliste de gauche Michel Jobert bénéficient également du titre de ministre d'État.

1099 DUVERGER Timothée, *L'économie sociale et solidaire. Une histoire de la société civile en France et en Europe de 1968 à nos jours*, Le Bord de l'eau, 2016, 414 p.

1100 ROCARD Michel, « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, op.cit, p.105

1101 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

1102 LE PENSEC Louis, *Ministre à bâbord*, Ouest-France, 1997, p.52

choisit comme directeur de cabinet un jeune énarque issu du PSU et implanté dans la Sarthe, Jean-Claude Boulard. François Soulage et Pierre Brana intègrent le cabinet de Michel Rocard, dirigé par Jean-Paul Huchon. Ce dernier décrit le cabinet de Michel Rocard comme imprégné d'une forte dimension politique : dans ce contexte de rivalité des tendances au sein du PS, le cabinet est un foyer du clan rocardien¹¹⁰³. C'est donc pour Pierre Brana l'entrée dans le noyau dur rocardien, car il est l'un des « politiques » du cabinet, ceux qui sont au plus près du ministre, soit en tête-à-tête soit lors des réunions dites du « premier cercle »¹¹⁰⁴, ceux qui sont chargés des relations avec le parti. A l'Assemblée nationale, le perchoir est occupé par Louis Mermaz, tandis que le groupe socialiste est présidé par Pierre Joxe, miterrandiste de la première heure et adversaire résolu de Michel Rocard. Selon Alain Richard, le groupe socialiste compte environ cinquante rocardiens sur 285 députés¹¹⁰⁵. Un groupe décrit par Jean-Pierre Sueur comme fermement tenu par Pierre Joxe, ce qui rend difficile l'expression interne d'une sensibilité rocardienne¹¹⁰⁶. Le secrétaire général de l'Élysée, Pierre Bérégovoy¹¹⁰⁷, et le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin complètent le dispositif de cet état-major miterrandiste qui encadre la nouvelle majorité¹¹⁰⁸.

A partir de 1977 et de son discours devenu célèbre sur les deux cultures, Michel Rocard a impulsé une nouvelle direction à son courant, une direction qui tranchait avec son attitude conciliante depuis l'entrée au PS. Désormais, Michel Rocard assumait une ambition qui ne pouvait que heurter celle de François Mitterrand. Les coulisses du PS sont devenues le théâtre d'une guerre d'influence feutrée. Les rocardiens n'ont eu de cesse de décupler leur énergie pour s'ancrer dans le PS. En la matière, le congrès de Metz de 1979 a conforté les rocardiens dans l'idée qu'ils pouvaient réussir le pari de « rocardiser » le Parti socialiste. Pourtant, même si la progression des rocardiens est incontestable, ces derniers se sont confrontés à la réalité que François Mitterrand demeurait le premier maître du PS. En dépit d'un renforcement interne et de toutes les stratégies pour montrer la volonté de Michel Rocard, sa stature et sa capacité à rassembler, François Mitterrand n'a eu aucune difficulté à balayer l'organisation rocardienne pour être lui-même investi pour la présidentielle de 1981.

Aussi, la victoire de François Mitterrand ne bénéficie que très modestement aux rocardiens. Certes, ils profitent de la victoire de la gauche et exploitent à leur fin la dynamique post-

1103 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

1104 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.107

1105 Entretien avec Alain Richard, 19 avril 2023

1106 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

1107 RIMBAUD Christiane, *Bérégovoy*, Perrin, 1994, 466 p.

1108 GRUNBERG Gérard, *La Loi et les prophètes. Les socialistes français et les institutions politiques*, op.cit, p.277

présidentielle, tout particulièrement lors des élections législatives. Mais ce sont les fidèles de François Mitterrand qui occupent véritablement tous les étages du pouvoir¹¹⁰⁹ ne laissant que peu de visibilité et d'espace aux rocardiens. Le dénouement de cette longue campagne interne au Parti socialiste représente un échec cuisant pour la « rocardie » car c'est toute son entreprise depuis le congrès de Nantes qui se retrouve comme sanctionnée. La stratégie, imprévisible, de Michel Rocard consistant à marquer la différence avec François Mitterrand, devait lui permettre d'incarner en interne une autre offre politique, une alternative au premier secrétaire. Finalement, il s'avère que la domination mitterrandiste semble inébranlable et ressort même renforcée.

La structuration du courant rocardien pour en arriver à la situation de 1981 est une succession d'étapes, qui l'ont conduit à se développer non pas dans un, mais dans deux partis politiques différents. Le PSU représente le berceau du rocardisme originel, avec la construction progressive de ce qui sera l'idéologie de cette deuxième gauche, avec des grands axes comme la décentralisation et l'autogestion. Le PS est un cadre plus propice, en raison des fortes tensions qui règnent entre les différents clans, à une structuration plus marquée, à l'organisation d'un réseau d'individus. Contrairement à d'autres courants politiques plus syncrétiques, les membres de la garde rapprochée de Michel Rocard sont unis par un patrimoine politique commun, ou relativement proche. Quand on observe les trajectoires de ces rocardiens durant leurs jeunes années, avant leur engagement au sein du PSU, on constate des grands éléments communs, que ce soit un engagement passé au sein de l'UNEF, une opposition au colonialisme et surtout, à la guerre d'Algérie. Si tous les parcours ne sont pas identiques, avec des nuances propres à chacun, ces éléments représentent la majorité d'une ADN commune. C'est ce qui fonde dans un premier temps la raison d'être du PSU, au sein duquel se retrouvent ceux qui seront les premiers rocardiens. Mais ce socle commun se révèle rapidement insuffisant pour assurer l'équilibre d'un parti politique. C'est donc au sein d'un environnement politique tendu que les futurs rocardiens convergent autour d'une personnalité politique émergente. Michel Rocard. Alors que le PSU demeure un parti au potentiel électoral limité et à l'influence moindre face à l'homme fort de la gauche, François Mitterrand, auréolé de sa performance lors de l'élection présidentielle de 1965, Michel Rocard devient le réceptacle des espoirs d'une frange du PSU.

Mais Michel Rocard n'est pas juste attractif pour une raison d'incarnation et de stature. Il devient aussi le représentant d'une tendance politique, une ligne reposant sur des principes autogestionnaires et décentralisateurs. Son accès à la tête du PSU en 1967 n'annonce pas la

1109 BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, op.cit, p.338

« rocardisation » du PSU. Le parti demeure divisé entre plusieurs tendances qui peinent à cohabiter et à se trouver des atomes crochus. Mais de son côté, dans ces épreuves internes, le courant rocardien se constitue progressivement, bien qu'il ne soit pas encore considéré et affirmé comme tel. La naissance du courant rocardien peut être considérée comme effective lorsque Michel Rocard rompt avec le PSU en décembre 1974 pour intégrer le Parti socialiste accompagné d'une minorité des cadres et militants de son ancienne formation politique. Initialement, les rocardiens n'avaient pas le projet de devenir une communauté politique interne au PS et projetaient plutôt de se dissoudre dans les rangs militants du parti. Mais l'ambiance interne du Parti socialiste, dominé d'une main de fer par les fidèles de François Mitterrand, peu ouverts à l'identité politique des rocardiens, les pousse à poser progressivement les jalons d'une organisation spécifique. D'abord hostile à cette idée, Michel Rocard lui-même finit par s'affirmer en chef de clan lors du congrès de Nantes de 1977 où il théorise l'existence de deux gauches, incarnées par François Mitterrand et lui-même. Cette affirmation scelle le début d'une rivalité interne très violente entre François Mitterrand et Michel Rocard, dont l'image publique ne cesse de s'améliorer.

Leader d'un courant, Michel Rocard s'affirme également comme un présidentiable crédible. Entouré de ses fidèles rocardiens, dont la plupart viennent comme lui du PSU (à l'image de Robert Chapuis, Pierre Brana, Gérard Lindeperg, Michel de la Fournière, Daniel Frachon...) , mais avec également quelques recrues extérieures à cette histoire politique (comme Jean-Pierre Cot, Charles Josselin et Louis le Pen), Michel Rocard s'organise pour être en mesure de candidater à l'élection présidentielle de 1981. Les rocardiens se mobilisent en deux sens : étendre leur influence au sein du Parti socialiste et réussir à s'ancrer dans les territoires, utilisant les élections pour accroître leur poids politique. Finalement incapables d'empêcher François Mitterrand de candidater, les rocardiens, désormais bien structurés et identifiés doivent composer avec une nouvelle configuration : être la minorité de leur camp désormais au pouvoir.

Deuxième partie) L'ambiguïté des rocardiens : être fidèles à Michel Rocard sous la présidence Mitterrand. Le courant rocardien, une gauche d'opposition interne ? (1981-1995)

L'idée de famille politique peut se révéler trompeuse car elle sous-entend une unité, ou du moins, une certaine cohérence. Parler de famille politique renvoie à l'impression que ceux qui la composent sont, à l'image d'une famille au sens classique, unis par des liens forts. La réalité est plus complexe, dans la mesure où si, dans le langage courant, famille politique revient à parler des partis politiques, il faut en réalité distinguer la structure partisane de la culture idéologique et philosophique. Selon Jacques Julliard, « *il y a rarement coïncidence exacte entre les familles et les partis. Ces derniers valent surtout pour leurs résultats électoraux et la part qu'ils prennent à l'exercice du pouvoir. Les familles, elles, qui n'ont aucune appartenance légale et même pas de visibilité extérieure, ne sont pas liées aux mêmes contingences ; leur place dans le paysage idéologique de la France ne dépend pas exclusivement de leur importance numérique* »¹¹¹⁰.

Ainsi, lorsque François Mitterrand emporte l'élection présidentielle de 1981, cette victoire est supposée être celle non pas celle d'un seul homme, non pas celle du seul Parti socialiste, mais celle de toute la gauche. François Mitterrand incarne désormais le premier grand basculement de la Ve République, l'alternance de la droite, qu'elle soit gaulliste ou libérale, vers la gauche. Pourtant, en réalité, la donne est plus complexe, plus manichéenne. Certes, le rocardisme n'est pas une famille politique, dans le sens défini par Jacques Julliard, mais il semble évident que l'existence interne au PS reprend bien cette idée que le parti n'est pas soudé par une idéologie commune, ne représente pas une famille, mais est avant tout un instrument électoral. Quand on prend le cas du Parti socialiste, la notion de famille se résume alors au schéma qui consiste à vivre sous le même toit. Lorsque Michel Rocard et ses proches ont intégré le Parti socialiste, ils nourrissaient l'espoir de participer à la construction du grand parti des socialistes. D'un certain point de vue, l'objectif est atteint. Le PS est tellement divisé par des antagonismes idéologiques et des rivalités personnelles qu'il est bel et bien le parti des différentes socialistes, le parti des divers clans socialistes¹¹¹¹.

Si la victoire de François Mitterrand consacre le Parti socialiste comme le nouveau premier parti de France, centre de la nouvelle donne politique, elle ne modifie pas dans le sens de l'apaisement les rapports au sein dudit PS. Les rocardiens sont face à une réalité qu'ils ont combattu pendant des mois : François Mitterrand, leur ennemi interne, a réussi là où Michel Rocard a échoué. Après avoir passé des mois à préparer Michel Rocard à devenir président de la République, ils doivent accepter une victoire à laquelle certains se sentent d'une certaine manière étrangers¹¹¹². En tant que membres du Parti socialiste, ils ne peuvent pas se permettre d'entrer dans une fronde ouverte. Et l'idée de rompre avec le Parti socialiste n'est évoquée à aucun moment parmi les

1110 JULLIARD Jacques, *Les Gauches françaises 1762-2012. Histoire et politique*, Flammarion, 2013, p.501

1111 BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, op.cit, p.305

1112 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard. Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.187

rocardiens. Mais leur logiciel doit être adapté à la situation la plus inconfortable pour eux. Car paradoxalement, la victoire du Parti socialiste a des airs de pire des défaites pour les rocardiens. Le scénario qui avait leur préférence était bien évidemment que Michel Rocard devienne président de la République. Mais une défaite de François Mitterrand face à Valéry Giscard d'Estaing aurait pu être un moindre mal dans la mesure où elle aurait affaibli le premier secrétaire, ouvrant la voie à une nouvelle offensive rocardienne. Désormais, les rocardiens doivent accepter l'autorité de celui qu'ils ont combattu. En dépit de discours, l'heure n'est certainement pas à la réconciliation. Dans un premier temps, qui suit la victoire de François Mitterrand, les querelles de chapelle sont mises de côté, au moins le temps de mener à bien la campagne des élections législatives. Mais la structuration de la nouvelle majorité révèle que les mitterrandistes conservent tous les pouvoirs et que le Parti socialiste demeure l'instrument d'un clan politique. Les rocardiens sont contraints à la pénitence. Leur nouvelle réalité est de devoir faire preuve de loyauté envers le président de la République, envers le Parti socialiste, sans pour autant être neutralisés.

Pareillement, les rocardiens n'entendent abjurer ni leur loyauté à Michel Rocard ni leurs idées politiques. Après un temps de doute et de relative discrétion, les rocardiens se remobilisent tandis que Michel Rocard démontre qu'il n'a rien perdu de ses ambitions personnelles. Aussi, le jeu interne au Parti socialiste ne change pas en profondeur : cela demeure une guerre d'influence, une guerre pour le pouvoir. C'est dans ce contexte si particulier qu'évolue le courant rocardien pendant plus d'une décennie.

Le long règne présidentiel de François Mitterrand¹¹¹³, réélu lors de l'élection présidentielle de 1988¹¹¹⁴, voit les rocardiens se reconstituer en une force interne dont l'influence ne cesse de s'étendre et la ligne politique, de se préciser. Il est également marqué par un ensemble de revirements stratégiques du courant rocardien, qui joue tantôt la conciliation la plus pacifique possible pour obtenir les sympathies de l'appareil socialiste, tantôt la pression offensive pour faire reculer l'hégémonie mitterrandienne. Mais si l'histoire du courant rocardien tout au long de la période mitterrandienne n'est pas une ligne droite sur le volet du positionnement stratégique, il y a un point qui n'est jamais perdu de vue : la nouvelle ambition que Michel Rocard soit le successeur de François Mitterrand.

1113 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand*, 4 tomes, Seuil, 1990-1999

1114 EVIN Kathleen, *François Mitterrand : chronique d'une victoire annoncée*, Fayard, 1988, 197 p.

Chapitre 4 : L'inconfortable position des minoritaires

Au lendemain de l'élection présidentielle de 1981, les rocardiens semblent être revenus au point de départ, et même pire encore. Tous leurs efforts dans cette tentative d'affirmation ne pèsent plus rien. Non seulement ils n'ont pas réussi à remporter leur bras de fer avec François Mitterrand, mais en plus, la nouvelle position de ce dernier, désormais président de la République, le renforce incontestablement au sein de sa propre famille politique. Michel Rocard et ses fidèles sont à la fois obligés et contraints de faire allégeance à leur ennemi interne, mais ils doivent aussi accepter le traitement réservé à leur intention par les mitterrandistes. Les velléités d'affirmation rocardienne sont vécues, en tout cas présentées, comme un affront pour les mitterrandistes, qui entendent faire payer à Michel Rocard et ses proches leur audace. Marginalisés en interne, devant se battre pour obtenir la moindre petite place, les rocardiens ne tardent pas à manifester leur volonté de reprendre leur entreprise d'affirmation. Michel Rocard conduit lui-même cette entreprise, après s'être libéré de ses obligations ministérielles au printemps 1985. Renforçant la structuration de son courant, s'efforçant d'incarner une certaine idée de la gauche, Michel Rocard réaffirme également ses ambitions, réveillant la colère des mitterrandistes.

Mais Michel Rocard doit trouver la bonne formule pour ne pas se laisser engoutir dans un PS solidement tenu par les fidèles du président de la République, tout en ne franchissant pas certaines limites. Aussi, les rocardiens utilisent tous les moyens à leur disposition pour renforcer leur poids politique. Le premier est d'utiliser les grands rassemblements démocratiques du Parti que sont les congrès pour faire état de leur puissance et étendre leurs réseaux parmi les fédérations socialistes. En cela, le congrès de Toulouse organisé en octobre 1985 est un véritable succès. La motion de Michel Rocard approche les 30 %, ce qui représente une belle démonstration de force. Le second enjeu est celui des élections, pensées par les rocardiens comme le meilleur moyen de développer leur influence. Mais cette entreprise est plus difficile, puisque les investitures du Parti socialiste sont distribuées par des fidèles de François Mitterrand, qui plus est, selon plusieurs expériences rapportées par des rocardiens, de façon arbitraire. L'ultime instrument d'affirmation est le développement d'une ligne politique spécifiquement rocardienne. Pour cela, Michel Rocard mobilise les compétences de ses fidèles et passe une étape supplémentaire dans l'organisation de son entourage en lançant des clubs, les Clubs Convaincre, assortis d'une lettre mensuelle dès février 1986. Tout ceci est pensé pour permettre à Michel Rocard de candidater à l'élection présidentielle de 1988. Encore une fois, son sort est lié à la décision de François Mitterrand, dont l'état de santé se

dégrade. Encore une fois, ce dernier va briser les espoirs rocardiens, les confirmant dans une position de minoritaires. Bellicistes certes, mais minoritaires.

1) La victoire des uns est la défaite des autres

Le phénomène de courants et de rivalités internes au Parti socialiste complexifie le fonctionnement de ce dernier. Si la théorie veut que ce soit le Parti socialiste qui ait remporté les échéances électorales de 1981, la réalité fait que c'est une victoire essentiellement personnelle pour François Mitterrand et son entourage, qui voient leur suprématie sur le PS renforcée et incontestable. La répartition des postes au sein du gouvernement, de la nouvelle majorité présidentielle et du PS atteste en ce sens. Une victoire mitterrandienne qui inaugure un cycle de pénitence pour les rocardiens. La réconciliation du PS, le rassemblement des socialistes vantés par les mitterrandistes, que ce soit au sein du gouvernement ou au coeur du Parti est en fait un processus d'humiliation des rocardiens qui doivent accepter de réduire leur représentation pour daigner être acceptés par les partisans du président de la République. Ou plus exactement pour expier leurs fautes et leur précédente attitude, belliqueuse envers François Mitterrand. Le courant rocardien doit également faire face à ses premières divisions, car l'attitude à adopter face aux mitterrandistes devient un point de tension. Tout comme la question du ralliement au PS avait clivé le PSU, la question de la docilité de Michel Rocard envers François Mitterrand commence à cliver le courant rocardien.

A) Rentrer dans le rang à marche forcée

1) Le prix du rassemblement

Dans les instances du parti, la punition des rocardiens est sévère. L'entrée de Michel Rocard au gouvernement, qui plus est à un rang aussi (symboliquement) élevé que Ministre d'État, implique que le courant doive réintégrer la majorité du parti et sa direction à l'occasion du prochain congrès prévu à Valence pour le mois d'octobre 1981. Une assemblée générale de 250 rocardiens se réunit pour décider de la position du courant. L'immense majorité se prononce pour un texte commun aux côtés des mitterrandistes. L'état d'esprit est que le PS a gagné en étant uni, le PS est rassemblé au sein du gouvernement et au Parlement, ce qui implique que la direction du parti doit

continuer cette unité. Pour autant, les rocardiens sont soucieux de défendre leurs spécificités, comme leurs thèmes fétiches que sont l'autogestion, l'opposition aux impérialismes...

C'est là que les difficultés commencent. Certains sont très sceptiques sur les moyens que peuvent utiliser les rocardiens pour faire entendre leur voix singulière et craignent que le courant finisse par disparaître, noyé au nom de l'unité et de la loyauté au président Mitterrand. Ce à quoi Dominique Taddéi, député du Vaucluse et figure du noyau dur du courant, répond : « *Nous aurons une influence en exerçant pleinement nos responsabilités, en étant vraiment nous-mêmes* »¹¹¹⁵. Mais la question qui se pose est celle des places. Les rocardiens estiment juste d'obtenir le maintien de leur représentation héritée du congrès précédent. Robert Chapuis est choisi comme ambassadeur du courant auprès des représentants de François Mitterrand pour négocier les conditions de leur retour dans la majorité. Le processus de réconciliation part sur de mauvaises bases. Michel Rocard a d'abord la désagréable surprise de tomber sur un document qui accuse le courant rocardien de continuer des manœuvres en vue de s'emparer du parti à partir de certains de ses bastions. Dans ce document, c'est la fédération du Morbihan qui est visée, présentée comme « *le banc d'essai de manœuvres rocardiennes sur le Parti* »¹¹¹⁶. La tonalité hostile, et même complotiste, du document scandalise Michel Rocard qui s'en plaint à Lionel Jospin, rappelant tous ses efforts au service de la réconciliation des socialistes¹¹¹⁷. En réalité, Lionel Jospin n'est pas favorable à ce que les rocardiens reviennent aussi facilement dans la majorité. D'ailleurs il ne manque pas d'ironiser sur cette soudaine volonté, après qu'ils aient passé tant de temps à vouloir se démarquer des mitterrandistes. Il dit également qu'il préférerait que le rassemblement se fasse après que chacun ait déposé une motion. L'idée aurait été d'humilier les rocardiens, car, dans le sillon de la victoire de François Mitterrand, il ne fait aucun doute qu'ils auraient été balayés. Néanmoins, les rocardiens sont autorisés à revenir dans la majorité du PS... mais pas sans condition ni sacrifice. Et les termes du contrat sont sévères : les rocardiens pourront revenir dans la direction du parti à condition qu'ils acceptent d'amputer leur représentation nationale et fédérale de 10 %¹¹¹⁸.

Les rocardiens pestent mais ils ne disposent d'aucun moyen de pression ou de négociation. Pierre Brana est furieux¹¹¹⁹. Pour lui, cette mesquinerie annonce mal l'avenir. Au lieu de serrer les rangs pour accomplir les promesses de François Mitterrand, au lieu d'entretenir l'esprit de la présidentielle, celui de la gauche unie avec l'objectif de transformer la France, les mitterrandistes

1115 BURG Dominique, « Rocard : l'échec du gouvernement serait celui de toute la gauche », *Le Matin*, 7 septembre 1981, dans « Revue de presse et déclarations 1981 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1116 Lettre de Michel Rocard à Lionel Jospin datée du 27 juillet 1981, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 48, *Parti socialiste 1979-1981*, Fondation Jean-Jaurès

1117 Ibid

1118 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard. Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.190

1119 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique. Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.107

font de la politique politicienne interne et enveniment des relations déjà compliquées. Après des discussions internes au courant, les rocardiens se résignent. Dans la fédération du Rhône, la sanction est encore plus sévère: non seulement le courant rocardien n'eut qu'un délégué sur douze au congrès, soit 8 % alors qu'il avait rassemblé près de 29 % au congrès précédent, mais en plus, les mitterrandidistes veulent faire passer leur représentation à la CEF de 13 à 7 membres, soit bien plus que l'amputation de 10 % prévue. Gérard Lindeperg réagit en envoyant une lettre de protestation à Lionel Jospin¹¹²⁰. Michel de la Fournière, qui fait désormais office de chef du courant rocardien au sein du PS depuis l'entrée au gouvernement de Michel Rocard, relativise et annonce dans la presse que « *le courant Rocard vit ses dernières semaines* » car « *il y aura à Valence un regroupement général dans un seul courant Jospin qui coïncidera avec tout le parti* »¹¹²¹. Cela ressemble plus à une déclaration de paix qu'à une véritable intention. Car les rocardiens ne renoncent pas à l'entretien de leur clan. Le seul et dernier bastion rocardien est le cabinet ministériel de Michel Rocard. Dirigé par le fidèle Jean-Paul Huchon, il compte de nombreux fidèles, que ce soit des compagnons de route du PSU ou des fidèles de Conflans-Sainte-Honorine. On y trouve par exemple Isabelle Massin, l'ancienne cheffe de cabinet de Michel Rocard à la mairie, Jean-François Merle, son attaché parlementaire promu chef de cabinet ou encore Hubert Prévot, chargé du commissariat au Plan¹¹²². Les députés rocardiens décident également de se serrer les coudes. Lors de la session parlementaire extraordinaire de juillet, ils prennent l'habitude de déjeuner ensemble tous les mercredis, ce qui irrite profondément les mitterrandidistes, qui voient toujours la persistance d'une duplicité de ce courant¹¹²³.

Ainsi, les rocardiens paient chèrement leur opposition d'antan à François Mitterrand. Profitant de sa nouvelle position, ce dernier et son entourage serrent d'un cran le verrouillage du Parti socialiste. En face, la nouvelle organisation des rocardiens est focalisée sur l'idée de résister à ces attaques et demeurer, au moins officieusement, un noyau fidèle à Michel Rocard et ses idées.

1120 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.190

1121 « Les rocardiens tentent de sauvegarder leurs acquis au sein du PS », *Le Matin*, 30 septembre 1981, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26, *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1122 Arrêté du 30 juin 1981 : « Nomination au cabinet du Ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire (M.Rocard Michel) », JORF du 5 juillet 1981

1123 *Sud-Ouest*, 9 août 1981

2) Valence, le congrès de la fausse unité (octobre 1981)

Le courant se prépare pour le congrès de Valence chez Robert Chapuis. Tout s'y passe comme cela était planifié en amont : une motion unanime dans l'esprit du rassemblement du PS autour du président de la République et les rocardiens voient leur représentation être grignotée : sur les 27 membres du bureau exécutif, 14 sont issus de l'ancienne motion A (ce qui signifie que les miterrandistes sont majoritaires à eux seuls), les mauroyistes et le CERES conservent leurs représentants... et les rocardiens en perdent un. Michel de la Fournière devient secrétaire national en charge des droits de l'homme tandis que Robert Chapuis devient secrétaire national adjoint aux Études¹¹²⁴ et que Pierre Brana entre au secrétariat national comme adjoint aux relations extérieures (soit les relations avec les partis, les syndicats et les associations). Certains membres du courant ont présenté des textes sur des points particuliers. Mais la réalité est que le courant a sacrifié sa visibilité sur l'autel du rassemblement. Car les rocardiens paient fort leur retour dans la majorité. Outre la réduction dans les instances directrices, ils perdent trois des sept fédérations qu'ils contrôlaient. La presse fait alors état des « rocardiens marginalisés »¹¹²⁵, ce qui déplaît aux miterrandistes. Cette mauvaise presse écorne l'image du parti, qui a beaucoup communiqué sur son unité.

Lors du congrès de Valence, Paul Quilès exprime sa méfiance sur le ralliement de certains à la motion majoritaire. Il pose la question de l'unité de toutes les sensibilités du PS mais attend de voir des actes pour vérifier que le rassemblement de ces divers courants n'est pas une démarche opportuniste mais une vraie volonté de travailler ensemble¹¹²⁶. Ce message s'adresse en partie aux rocardiens et vient justifier leur traitement : le congrès n'a pas la vocation de ménager les orgueils de chaque courant par une répartition des places, mais de poser un nouveau départ pour le parti. Georges Sarre moque un « concert de jérémiades » à l'intérieur du parti où l'on entend « trop ressasser des griefs, souligner les insuffisances, marmonner, voire gémir »¹¹²⁷. Difficile de ne pas y voir un coup de griffe contre les rocardiens.

Robert Chapuis prononce un discours dans lequel il tente de justifier ces dispositions : « *Le Parti Socialiste ne sera pas le Parti de l'uniformité, nous ne sommes pas faits pour porter des uniformes, nous sommes le Parti de la diversité et c'est ainsi que nous pourrons construire notre unité par la libre discussion, par la libre proposition. C'est une unité que nous aurons gagné dans le cadre de cette union sans laquelle il n'y a pas de Socialisme possible, l'union des forces*

1124 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.84

1125 *Le Figaro*, 20 octobre 1981

1126 « Congrès national de Valence, 23 octobre 1981 (après-midi) », *Archives-Socialistes.fr*

1127 Ibid

*populaires, l'union des forces politiques et sociales qui ont vaincu ensemble la Droite et qui doivent bâtir ensemble la tradition Socialiste. Camarades, dans ce Congrès à Valence nous pouvons peut-être retrouver davantage la confiance entre nous, c'est ainsi que nous pourrions le mieux avoir confiance en nous-mêmes, c'est ainsi que nous pourrions gagner la seule confiance qui vaille, celle de la jeunesse, celle des travailleurs qui voient dans le Socialisme leur propre victoire. A nous de leur donner les moyens de transformer leurs espoirs en réalité. Ce sera notre tâche commune ; nous le voulons dans un Parti rassemblé »¹¹²⁸. Charles Josselin se réjouit également de la synthèse réalisée, qui permettrait de tourner la page des anciennes rivalités qui ne correspondent plus aux attentes du peuple du gauche, tout en déplorant la persistance de « *procès d'intention* » et de « *soupçon* » qu'il appelle à remplacer par de la solidarité¹¹²⁹. C'est un espoir quelque peu utopique.*

Si le congrès permet en apparence de tourner la page des divisions passées, le prix à payer pour cette unité fut très lourd. Plus encore, il est vain. Car le plus dur pour les rocardiens est que malgré cette douloureuse concession, ils restent mal vus par les mitterrandistes, qui n'ont permis leur retour que pour les encadrer et empêcher leur courant de s'affirmer.

3) La marginalisation permanente des rocardiens

Personne au sein de l'état-major du PS n'est dupe. Cette grande et large synthèse ne signifie pas que le PS soit désormais uni et fédéré. Lionel Jospin lui-même, en clôturant le congrès de Valence, déclarait que les courants étaient toujours vivaces et que cette synthèse n'est pas dépourvue de calculs politiques stratégiques¹¹³⁰. Ils ne sont pas des membres moteurs de la direction, ils en sont presque les otages. André Laignel, lieutenant de François Mitterrand, avait sonné la charge, avant le congrès, révélant d'emblée au grand jour le peu d'estime des mitterrandistes pour leurs nouveaux alliés : « *Je ne crois pas que les différences légitimes à l'intérieur du PS ont disparu comme par enchantement parce que nous avons obtenu la victoire [...] Croyez-vous que les débats qui nous ont animés antérieurement avec les rocardiens sur la place du plan et du marché, les nationalisations, le rôle du parti et du mouvement associatif, sur la nécessité d'un secteur fort n'existent plus ? [...] Dans la méthode qui a précédé les élections, nous avons eu avec le CERES et en quasi-totalité avec Mauroy une analyse concordante et cohérente. Ça n'a pas été le cas avec les rocardiens [...] Les rocardiens se refusent à faire une contribution ? Ils n'ont rien à dire ? Je suis plutôt fondé de penser qu'ils ne sont pas en désaccord avec leurs textes*

1128 « Congrès national de Valence, 24 octobre 1981 (matin) », *Archives-Socialistes.fr*

1129 Ibid

1130 « Congrès national de Valence, 25 octobre 1981 », *Archives-Socialistes.fr*

antérieurs. Je ne considère pas que leur silence vaille approbation quand ils ont dit des années et des années le contraire »¹¹³¹.

De leur côté, les rocardiens continuent de marcher sur une ligne de crête étroite. Après avoir exploité et affirmé les différences qui les séparaient en interne des mitterrlandistes, ils opèrent un nouveau revirement en minimisant ces différences dans la perspective d'un parti uni et soudé. Alain Richard concède que leur réintégration dans la majorité du parti a demandé un lourd tribut mais que « *c'est le prix d'une nouvelle santé pour le parti* » car les rocardiens estimerait que tout ce que le PS a traversé depuis le printemps 1981, de la campagne jusqu'à la réorganisation de la majorité interne en passant par la feuille de route du gouvernement, l'a solidifié et répond aux attentes du courant rocardien, ce qui justifie le fait qu'ils sortent de leur logique clanique de courant pour se rassembler avec les mitterrlandistes¹¹³². Michel Rocard lui-même ne dit pas autre chose, il se montre même plus direct : « *Je plaide pour qu'il n'y ait plus de courants à l'intérieur du PS [...] Les courants sont la plaie du mouvement socialiste* »¹¹³³. La donne change. S'il ne s'agit plus de raisonner en logique de courant pour bousculer le parti, les rocardiens doivent donc en gravir les échelons internes dans une logique collective.

Pour autant, cela n'empêche pas les rocardiens de rester solidaires. Le 29 octobre 1982, Gérard Lindeperg adresse à Lionel Jospin pour se plaindre du traitement réservé à un rocardien du 7ème arrondissement de Lyon, Jean-Pierre Flaconnèche¹¹³⁴. Alors que ce dernier est désigné par la section du 7ème arrondissement comme tête de liste d'arrondissement pour les prochaines municipales, les mitterrlandistes obtiennent que la CEF n'enregistre pas cette désignation et substitue d'autorité Jean-Pierre Flaconnèche par un autre candidat, qui n'avait recueilli que six voix. Un abus de pouvoir que dénonce Gérard Lindeperg : « *Ce comportement te paraît-il compatible avec les choix qui ont été faits au congrès de Valence ? La démocratie interne te paraît-elle respectée lorsqu'un groupe, plutôt que de débattre des problèmes devant l'ensemble des membres de la CEF, impose une discipline de vote à ses membres et fausse ainsi la libre décision des responsables fédéraux ? En second lieu, j'attire ton attention sur le fait que la CEF a bafoué la démocratie ; d'une part en refusant d'enregistrer la désignation de JP.Flaconnèche sans aucun motif et, d'autre part, en lui substituant d'autorité A.Julien qui n'avait recueilli au premier tour que*

1131 « Les rocardiens n'ont-ils rien à dire ? », *Libération*, 11 septembre 1981, dans « Revue de presse et déclarations 1981 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1132 *Le quotidien*, 15 septembre 1981, dans « Revue de presse et déclarations 1981 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1133 « Rocard contre les courants », *Le Matin*, 16 septembre 1981, dans « Revue de presse et déclarations 1981 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1134 Lettre de Gérard Lindeperg à Lionel Jospin datée du 29 octobre 1982, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 62, *Parti socialiste 1982-1983*, Fondation Jean-Jaurès

6 voix sur 49 exprimées »¹¹³⁵. La riposte n'attend pas. Suivant les conseils de Gérard Lindeperg, Jean-Pierre Flaconnèche saisit le comité directeur du PS et adresse une lettre à Lionel Jospin : « *Considérant qu'il y a là une atteinte grave au fonctionnement démocratique défini par nos statuts, car non seulement la CEF n'a pas ratifié ma candidature, mais elle a investi Armand Julien, je te demande, dans la mesure où celle-ci ne reviendrait pas sur sa décision, de saisir le comité directeur de ratification* »¹¹³⁶. Il joint en annexe la preuve de sa désignation démocratique, à savoir, la feuille des résultats du vote¹¹³⁷.

Cette situation n'est pas un cas isolé. Elle est révélatrice de la situation interne des rocardiens. En dépit de tous les efforts et de tous les gages fournis, les rocardiens demeurent malmenés par les miterrandistes. Paradoxalement, alors que les rocardiens disaient vouloir limiter la logique des courants au nom d'une démarche unitaire, les miterrandistes leur fournissent des prétextes pour maintenir et renforcer la logique clanique qu'ils leur reprochent.

B) Le besoin de compter ses forces

1) Les élections territoriales, une occasion de parfaire le maillage

Chaque élection est un moyen pour les rocardiens d'améliorer leur ancrage et d'être en mesure de s'imposer progressivement dans les fédérations, puis au niveau national. Étant donné que la direction nationale reste solidement amarrée entre les mains des miterrandistes, les rocardiens doivent conquérir leurs positions échelon par échelon. Une série de scrutins locaux suivent l'élection présidentielle, à commencer par les élections cantonales de mars 1982. Gérard Lindeperg n'est pas intéressé par cette élection. « *Régionaliste convaincu, j'avais peu d'estime et d'intérêt pour ce que je considérais comme une survivance d'un passé révolu* »¹¹³⁸. Mais il apparaît néanmoins comme le mieux placé pour ravir le canton de Frédéric Dugoujon, qui ne se représente pas. En effet, aux dernières élections législatives, Gérard Lindeperg a obtenu plus de 50 % des voix dans les communes constituantes du canton, alors que François Mitterrand n'y avait obtenu que 49 % au second tour de l'élection présidentielle¹¹³⁹. Pour ne pas laisser passer une potentielle occasion d'accentuer son ancrage, Gérard Lindeperg concède à se présenter. Mais de son propre

1135 Ibid

1136 Lettre de Jean-Pierre Flaconnèche à Lionel Jospin datée du 27 octobre 1982, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 62, Parti socialiste 1982-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1137 « Résultats du vote de l'assemblée de désignation du candidat à la tête de liste dans le 7ème arrondissement de Lyon », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 62, Parti socialiste 1982-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1138 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.135

1139 Ibid, p.136

aveu, il mène une mauvaise campagne, sous-estimant le potentiel d'un des deux candidats de la droite, Jacques Meyer, qui remporte l'élection. Maigre consolation pour Gérard Lindeperg : il est le seul candidat socialiste du département à progresser entre les deux tours et il est majoritaire dans sa ville de Neuville.

Après quelques hésitations, notamment car cela l'obligerait à renoncer à son travail à EDF-GDF, et les encouragements (ou pression) de Michel Rocard, Pierre Brana décide de se présenter dans le nouveau canton de Blanquefort, dont la principale ville est sa ville d'Eysines, ce qui fait de lui le mieux placé à gauche pour revendiquer l'investiture. Il a également contribué à l'élaboration du Manifeste socialiste pour ces élections¹¹⁴⁰, construit autour de l'idée de décentralisation et inspiré d'un bout d'un discours de François Mitterrand devant les conseils généraux de France en avril 1981 : « *La décentralisation n'est pas une fin en soi, c'est un moyen. C'est le seul moyen de restaurer une démocratie aujourd'hui menacée et de rendre à chacun la possibilité de prendre son avenir en main. La décentralisation, c'est le maître mot d'une expérience de progrès. Une expérience difficile qui se heurte aux habitudes séculaires de gestion centralisée du pays : une révolution tranquille, que la France et les Français doivent faire* »¹¹⁴¹. Mais la fédération socialiste de Gironde lui réserve une mauvaise surprise. Elle propose de faire voter les militants de l'ancien canton, incluant la ville de Saint-Médard-en-Jalles où les antirocardiens sont légions. Mais l'idée est annulée devant la vive protestation des militants, permettant à Pierre Brana d'obtenir l'investiture du PS.

Il axe sa campagne sur l'idée de poursuivre l'alternance, commencée par la victoire de François Mitterrand en 1981. Son slogan de campagne, « *Confirmez le changement, votez Pierre Brana* » confirme cet argument de campagne de décliner l'alternance à un échelon local. Son second pilier de campagne, en adéquation avec l'idée précédente, est la décentralisation. Il reprend le titre du livre de Michel Rocard *Un député pour quoi faire ?* pour un tract intitulé « Un conseil général pour quoi faire ? » qui revient sur les compétences du département¹¹⁴². A la fin de son document-projet, il joint une photo de lui avec Michel Rocard, lors de sa visite à la mairie d'Eysines. Pierre Brana arrive nettement en tête du premier tour avec 46,4 %, devant les candidats du RPR, de l'UDF et du PC, avant d'être élu sans encombre au second tour contre Gilbert Baron, candidat RPR. Il s'engage également auprès d'autres candidats du PS, se détachant pour l'occasion de son étiquette de militant de courant. Il juge favorablement les performances du PS en Gironde :

1140 « Manifeste socialiste. Élections cantonales des 14 et 21 mars 1982 » dans « Le Poing et la Rose, supplément au n°103 du 20 janvier 1982 », Fonds Pierre Brana, 106 J 15, *Élections cantonales de 1982, Propagande électorale*, Archives départementales de Gironde

1141 Ibid

1142 Fonds Pierre Brana, 106 J 15, *Élections cantonales de 1982, Propagande électorale*, Archives départementales de Gironde

« Ce scrutin a vu le Parti socialiste réaliser le meilleur score qu'il ait jamais obtenu à des cantonales. Son implantation locale qui avait déjà tant progressé en 1976 et 1979 se consolide encore »¹¹⁴³.

Dans la perspective des élections municipales, qui s'annoncent mauvaises pour la gauche, Pierre Brana est le représentant du courant Rocard dans les négociations avec les autres représentants des factions du parti. A Orléans, Michel de la Fournière adoube Jean-Pierre Sueur comme son successeur en tant que chef de file du socialisme et de la « rocardie » dans la cité johannique. Il obtient de Paris l'investiture de ce dernier comme tête de liste¹¹⁴⁴. Jean-Pierre Sueur entend construire une liste de rassemblement des forces de la gauche en tenant compte des résultats électoraux de 1981 et 1982, une liste dont Michel de la Fournière est le numéro 2 soit « *tout près de Jean-Pierre Sueur, c'est-à-dire en tant que premier adjoint potentiel* »¹¹⁴⁵. Jean-Pierre Sueur reçoit le soutien de Michel Rocard lors d'un meeting.

Désireux de renforcer encore plus son ancrage local, Robert Chapuis se présente aux élections municipales de 1983 dans la ville du Teil, seconde plus grande ville de sa circonscription ardéchoise avec près de 8100 habitants. Tenue par la droite depuis 1976 suite à une élection partielle après le décès du maire Paul Avon, elle est également un secteur où le Parti communiste domine les rapports de force à gauche. En effet, les communistes ont tenu la mairie pendant près de vingt ans, de 1944 à 1965, d'abord avec Joseph Thibon, puis René Montéréal. D'ailleurs, le Parti communiste refuse de constituer une liste unique de la gauche menée par Robert Chapuis. Il faut attendre le second tour pour que la gauche fasse liste commune. Menée par Robert Chapuis, la liste unique bat celle du maire sortant, Étienne Benistant. Robert Chapuis devient par conséquent maire du Teil.

Mais cette victoire n'est guère représentative de l'état général de la gauche. A l'échelle nationale, que ce soit le PS ou le PC, les forces de gauche perdent de nombreuses grandes villes au profit de celles de droite. Ainsi, le PC perd, entre autres, Arles, Reims, Saint-Étienne et Nîmes, tandis que le PS perd des villes comme Nantes, Grenoble, Brest, Avignon... Le Parti socialiste arrive juste à conserver quelques gros bastions comme Lille, fief de Pierre Mauroy. Marseille est conservée par Gaston Defferre, alors que ses listes sont minoritaires en voix, grâce à la loi PLM de 1982 et Grenoble est perdue par Hubert Dudebout face à un jeune RPR, Alain Carignon¹¹⁴⁶. Le PC,

1143 *Sud-Ouest*, 15 mars 1982

1144 « Jean-Pierre Sueur, à la tête d'une liste de large union de la gauche », *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, 18 octobre 1982, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 15, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, suite (Parti socialiste)*, Fondation Jean-Jaurès

1145 « M. Jean-Pierre Sueur candidat à la mairie d'Orléans », *La République du Centre*, 18 octobre 1982, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 15, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, suite (Parti socialiste)*, Fondation Jean-Jaurès

1146 BERNARD Mathias, *Les Années Mitterrand. Du changement socialiste au tournant libéral*, Belin, 2015, p.49

avec la perte de Reims et Saint-Étienne, ne dispose plus que d'une ville de plus de 150 000 habitants : Le Havre où le maire sortant André Duroméa est réélu dès le premier tour face à une droite divisée entre un proche de Jacques Chirac, Antoine Rufenacht, qui mène une liste RPR et l'UDF qui a également un candidat en la personne d'Antoine Lagarde.

En outre, le PS, et essentiellement le clan mitterrandiste, essuie une cuisante défaite à Paris où Paul Quilès est écrasé par Jacques Chirac dont les listes, conduites par plusieurs membres de sa garde rapprochée¹¹⁴⁷, l'emportent dans les vingt arrondissements. On parle alors de « grand chelem ». La présence sur les listes socialistes de plusieurs proches de François Mitterrand comme Lionel Jospin ou Claude Estier, battus dans le 18ème arrondissement par Alain Juppé, et l'échec de Paul Quilès dans le 13ème contre Jacques Toubon, font de cet échec une défaite personnelle pour le président de la République et une victoire pour l'ambitieux maire de Paris, dont les ambitions présidentielles sont féroceement affichées¹¹⁴⁸.

Du côté rocardien, hormis la prise réalisée par Robert Chapuis, le bilan est également mitigé. Certaines villes moyennes sont conquises par des rocardiens, souvent des jeunes députés élus en 1981. C'est le cas de Gérard Gouzes¹¹⁴⁹, qui prend Marmande, d'Yves Tavernier¹¹⁵⁰ à Dourdan ou Robert de Caumont¹¹⁵¹ à Briançon. Mais les échecs sont plus retentissants que les victoires. Jean Le Garrec, pourtant élu en juin 1981 dans la circonscription de Cambrai échoue à prendre la ville. François Borella, nommé en 1979 président de la commission nationale des conflits du PS, échoue à Nancy, obtenant 25,15 % des voix tandis que le candidat de la droite, André Rossinot est élu dès le premier tour (63,30%). Jean-Claude Boulard tente de prendre la ville du Mans au communiste Robert Jarry mais fusionne avec la liste de ce dernier au second tour pour faire barrage à la droite. Neuville-sur-Saône fait également partie des villes perdues par le PS. Malgré un fort investissement local et un bon bilan (une enquête du magazine *Métropole* classait la ville de Neuville comme la ville du Rhône où il faisait le mieux vivre¹¹⁵²), l'équipe sortante perd de cinq voix. C'est un désaveu pour Gérard Lindeperg qui se trouve fragilisé face aux mitterrandistes, car Charles Hernu a réussi à conserver sa mairie de Villeurbanne.

A Orléans aussi, l'élection récente de Jean-Pierre Sueur comme député ne suffit à impulser une dynamique suffisante. Avec 36,69 % des voix, la liste qu'il conduit est largement distancée par celle du maire sortant (45,52%). Au second, l'union de la gauche ne suffit pas pour détrôner Jacques

1147 MADELIN Philippe, *Le clan des chiraquiens*, Seuil, 1997, 334 p.

1148 AMBROISE-RENDU Marc, *Paris-Chirac. Prestige d'une ville, ambition d'un homme*, Plon, 1987, 385 p.

1149 40 ans, député de la deuxième circonscription du Lot-et-Garonne

1150 46 ans, député de la quatrième circonscription de l'Essonne

1151 53 ans, député de la deuxième circonscription des Hautes-Alpes

1152 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.140

Douffiagues et ne réalise que 45,29 % des voix¹¹⁵³. Loin de le consoler, François Mitterrand lui confie ne pas croire qu'Orléans puisse basculer à gauche¹¹⁵⁴. Pour autant, en raison du nouveau mode de scrutin, Jean-Pierre Sueur et Michel de la Fournière font leur entrée au conseil municipal d'Orléans.

En revanche Pierre Brana, qui avait décidé de remettre son mandat en jeu, est réélu à Eysines dès le premier tour, malgré la présence d'une liste de droite unie derrière une cheffe d'entreprise, Françoise Sammarcelli. Pierre Brana est par conséquent renforcé en Gironde, au point que la presse locale dresse le portrait flatteur de « *l'ami de Rocard* » dont l'efficacité, la fidélité et l'ascension rapide font « *un homme à suivre avec attention* »¹¹⁵⁵. Cette victoire permet au courant rocardien de renforcer ses positions dans le jeu de lutte interne car il est le seul, localement, à pouvoir se réjouir. En effet, les miterrrandistes locaux perdent plusieurs bastions comme Pessac qui retombe dans l'escarcelle de la droite avec la victoire de Jean-Claude Dalbos et essuient plusieurs défaites, comme celle de Gilbert Mitterrand qui perd à Libourne. Quant à Catherine Lalumière, étoile montante du PS et espoir des miterrrandistes à Bordeaux, elle échoue contre Jacques Chaban-Delmas, réélu dès le premier tour avec près de 65 % des voix tandis que sa rivale socialiste ne fait même pas 30 %.

Ainsi, bien que marginalisés au sein du Parti socialiste, les rocardiens trouvent un semblant d'oxygène avec les élections locales. Si les performances des rocardiens sont diverses en fonction des contextes locaux, cette expérience leur permet de renforcer leurs positions dans les territoires et de se constituer des fiefs sur le long-terme.

2) La menace derrière le remaniement

Dans la foulée, un nouveau gouvernement dirigé par Pierre Mauroy est constitué. Le départ de Jean-Pierre Chevènement, en désaccord avec la nouvelle feuille de route, et la promotion de Jacques Delors, désormais numéro 2 du gouvernement¹¹⁵⁶, donnent l'impression que le centre de gravité se déplace vers une ligne proche de celle des rocardiens. Mais qu'en est-il de Michel Rocard ? François Mitterrand avait évoqué, quelques mois plus tôt, avec Michel Rocard un changement de périmètre. Michel Rocard avait alors « osé » évoquer le ministère de la Défense, ce

1153 Bulletin de vote « Orléans Majorité », Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 15, *Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, suite (Parti socialiste)*, Fondation Jean-Jaurès

1154 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

1155 ESPAGNET Patrick, « Pierre Brana, l'ami de Rocard », *Bordeaux Actualités* n°62, 20 au 26 janvier 1983, Fonds Pierre Brana, 106 J 13, *Élections municipales de 1983*, Presse, Archives départementales de Gironde

1156 BERNARD Mathias, *Les Années Mitterrand. Du changement socialiste au tournant libéral*, op.cit, p.52

qui aurait presque outré le président de la République¹¹⁵⁷. Finalement, Michel Rocard est nommé ministre de l'Agriculture où Pierre Brana le suit. Michel Rocard lui confie notamment une mission sur les questions d'aménagement rural. Il l'accompagne également lors de ses déplacements sur le terrain et plonge ainsi dans ce qui est couramment appelé la France profonde. Il est également les yeux et les oreilles de Michel Rocard, chargé de faire des retours sur les réactions du monde rural à l'égard de sa politique. Mais Pierre Brana, comme de nombreux autres rocardiens, a eu quelques inquiétudes sur le nouveau poste de son patron. Le monde rural est majoritairement acquis à la droite, essentiellement, à Jacques Chirac, dont le passage au ministère de l'Agriculture entre 1972 et 1974 lui permet de fidéliser autour de sa personne le vote des agriculteurs. Les rocardiens gardent aussi en mémoire les déboires de la prédécesseuse de Michel Rocard, Édith Cresson, qui a tellement creusé le fossé entre le monde rural et la gauche, au point de devoir être évacuée d'une manifestation particulièrement tendue par hélicoptère ! La misogynie ambiante est un facteur explicatif de l'impopularité d'Édith Cresson, il n'empêche que son passage a laissé des traces.

Et puis, pensent plusieurs rocardiens, Michel Rocard n'a pas vraiment le profil d'un ministre de l'Agriculture, rien à voir précisément avec un Jacques Chirac, véritable « star » dans les milieux paysans et dont la visite annuelle au Salon de l'Agriculture est toujours remarquée. Aussi, Pierre Brana s'interroge sur les desseins de François Mitterrand en nommant son rival à un tel poste : ne serait-ce pas un nouveau stratagème pour mettre en difficulté Michel Rocard et faire chuter sa popularité ?¹¹⁵⁸ Michel Rocard lui-même n'est pas dupe et pense que si François Mitterrand le place là, c'est dans l'espoir qu'il échoue afin de se débarrasser de l'irritant personnage populaire qu'il est. Avec l'assurance que, en cas de réussite, les bénéfices rejaillissent sur le gouvernement et le président de la République¹¹⁵⁹. Seulement, Michel Rocard n'a guère les moyens de réclamer autre chose. Un ministère, aussi difficile soit-il, ne se refuse pas. C'est un challenge. Les rocardiens accompagnent donc leur chef dans cette nouvelle fonction périlleuse et la prennent très à cœur. Ils s'activent pour protéger, et promouvoir, l'action de Michel Rocard. Jean-Paul Huchon le suit comme directeur de cabinet¹¹⁶⁰, cabinet où figurent aussi Jean-François Merle, comme conseiller technique chargé des relations avec le Parlement, Yves Colmou comme chef de cabinet et Catherine Le Galiot comme cheffe du secrétariat particulier¹¹⁶¹.

Mais Michel Rocard est plus isolé que jamais au gouvernement. Louis Le Penec ne fait pas partie de la nouvelle équipe. En effet, François Mitterrand comptait remplacer le ministère de la

1157 ROCARD Michel, « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, op.cit, p.117

1158 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.119

1159 ROCARD Michel, « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, op.cit, p.118

1160 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.125

1161 Arrêté du 25 mars 1983 : nomination au cabinet du Ministre de l'Agriculture (M.Rocard Michel), JORF du 26 mars 1983

Mer par un secrétariat d'État à la Mer rattaché au ministre des Transports, le communiste Charles Fiterman, et placé en dernière position de l'ordre protocolaire. Une régression que refuse Louis Le Pensec¹¹⁶². Il obtient néanmoins la démission de suppléant pour organiser une élection législative partielle, qu'il remporte dès le premier tour avec 54,38 % des voix, ce qui lui permet de retrouver l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, les difficultés électorales ont des conséquences sur l'harmonie interne du PS où les tensions entre courants ressurgissent en plein jour et se durcissent. Le 22 mars 1983, Jean-Pierre Chevènement quitte son poste de ministre d'État, ministre de la Recherche et de l'Industrie, critiquant l'orientation du gouvernement¹¹⁶³. Il dénonce par la même occasion l'existence de « *deux politiques au sein du Parti* »¹¹⁶⁴. L'idée dénoncée par Jean-Pierre Chevènement est que les rocardiens, et leur idéologie libérale, auraient fixé l'orientation du gouvernement et essayent de donner le même cap à l'orientation du parti, ce que contestent fermement Lionel Jospin et les mitterrandistes qui refusent de laisser se répandre l'idée que ce sont les rocardiens qui donnent le ton.

La situation est par conséquent comique entre un courant rocardien qui s'estime mis à la marge dans ce remaniement et une aile gauche du PS qui l'accuse d'être le centre de gravité de la politique gouvernementale au détriment d'une ligne socialiste orthodoxe^{1165 1166}. Si les appréciations idéologiques sont très subjectives, le fait est que Michel Rocard et son courant demeurent une minorité du Parti socialiste, toujours dépendante du bon vouloir des mitterrandistes.

3) 1983, la remobilisation rocardienne

L'ambiance se dégrade également en raison des rumeurs et spéculations qui commencent à circuler sur l'état de santé de François Mitterrand. De nombreux rocardiens affirment que le cancer de François Mitterrand l'empêchera de terminer son mandat et par conséquent, que Michel Rocard doit se tenir prêt à tout moment car une nouvelle élection présidentielle serait imminente¹¹⁶⁷. On ne peut d'ailleurs pas exclure que Jean-Pierre Chevènement soit dans la même logique et que son discours visant à mettre dans le même sac rocardiens et mitterrandistes soit une stratégie pour s'affirmer, dans l'après-Mitterrand, comme le gardien de l'orthodoxie socialiste. Cette fois-ci,

1162 LE PENSEC Louis, *Ministre à bâbord*, op.cit, p.194

1163 Il aura notamment cette phrase devenue culte : « *Un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne* ».

1164 « Convention nationale de Pré Saint-Gervais, 28 mai 1983 », *Archives-Socialistes.fr*

1165 MAKARIAN Christian, REYT Daniel, *Un inconnu nommé Chevènement*, La Table Ronde, 1986, 324 p.

1166 DESERT Jérôme, « Le phénomène des courants au sein du parti socialiste français (1971-1991). Thèse de doctorat sous la direction de PORTELLI Hugues, Paris 2, 1999, 1429 p.

1167 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.108

Michel Rocard s'implique dans la vie de son courant et n'hésite pas à faire entendre sa voix, quitte à indisposer ses détracteurs. Cependant, occupé par son ministère, il laisse faire ses fidèles. Robert Chapuis et Michel de la Fournière sont notamment chargés de coordonner le courant rocardien. Des réunions sont organisées chaque semaine chez les ministres rocardiens ou au secrétariat de Michel Rocard, situé 266 boulevard Saint-Germain, des réunions de coordination entre le cabinet de Michel Rocard et les éléments extérieurs au parti, à commencer par les clubs. « *Nous préparions les réunions de bureau, mais aussi les réunions nationales que nous tenions en cours d'année et surtout dans des sessions d'été. Je rédigeais force notes et écrivais moult courriers !* »¹¹⁶⁸

Il faut dire aussi que les rocardiens ont fort à faire. Déjà peu représentés, leurs maigres bases sont ébranlées. La démission début décembre 1982 de Jean-Pierre Cot du ministère de la Coopération, motivée avant tout en raison de la politique africaine de la France, est un coup dur¹¹⁶⁹. Outre ses mauvaises relations avec son ministre de tutelle, Jean-Pierre Cot faisait l'objet d'un mépris affiché par François Mitterrand qui « *lit encore plus ostensiblement son courrier* » lorsqu'il intervenait pendant le conseil des ministres¹¹⁷⁰. Une attitude qui contrariait le rocardien démissionnaire. Michel Rocard rompt d'ailleurs avec la solidarité gouvernementale pour soutenir son proche¹¹⁷¹. Cette rupture fragilise le délicat équilibre qui régnait au PS. Claude Estier s'insurge contre ceux qui entretiennent l'idée que cette démission réactive un clivage interne au PS, entre les « réalistes » que seraient les rocardiens et les « idéalistes » que seraient les mitterrandistes¹¹⁷². Personne n'est mentionné dans son billet mais on imagine aisément qu'il s'agit d'un avertissement pour les membres du PS qui tenteraient de rallumer une guerre des courants. Et dans les fédérations, malgré leur amputation, les mitterrandistes mènent la vie dure aux rocardiens, les accusant de toutes les mauvaises intentions possibles. Dans le Rhône, la perte de Neuville sert de prétexte à la direction fédérale pour renforcer les attaques contre les rocardiens. Un membre du bureau fédéral dit même à Gérard Lindeperg « *quand il ne manque que cinq voix, on les trouve...* »¹¹⁷³ En Gironde, fédération décrite par Pierre Brana comme « *traditionnellement verrouillée* »¹¹⁷⁴, la rivalité entre François Mitterrand et Michel Rocard se retrouve à chaque échelon. Les mitterrandistes, affaiblis par les dernières municipales, supportent mal que des rocardiens accèdent à des responsabilités

1168 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.88

1169 FAUVET Christian, « L'écart de Jean-Pierre Cot », *L'Express*, 10 décembre 1982

1170 Michel Jobert dans FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 1, Les ruptures (1981-1984)*, op.cit, p.406

1171 « M.Rocard : Je comprends les raisons de M.Cot », *Le Monde*, 10 décembre 1982, dans « Revue de presse et déclarations 1982 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1172 ESTIER Claude, « Les faux débats », dans « L'Unité. N°493, 17-23 février 1982 », *Archives-Socialistes.fr*

1173 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.143

1174 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, 2013, p.124

internes, à commencer par Pierre Brana qui, de l'avis des mitterrandistes a eu l'indécence de conserver sa mairie alors que Gilbert Mitterrand fut vaincu.

Si les rocardiens sont pugnaces, être minoritaires et en plus persécutés est psychologiquement très éprouvant. Michel Rocard raconte que certains de ses rocardiens n'hésitaient pas à user de comparaisons parfois peu convenables pour décrire leur situation au sein du PS¹¹⁷⁵. Aussi, certains rocardiens se laissent être mis à l'écart, alors que d'autres au contraire veulent en découdre. Pierre Brana est dans une position intermédiaire : plaider pour la conciliation entre courants pour maintenir l'unité. Les rocardiens doivent faire preuve de prudence car la bonne image de Michel Rocard annonce des tempêtes. Selon un sondage L'Express-Gallup, 50 % des Français veulent que Michel Rocard remplace Pierre Mauroy à la tête du gouvernement. 79 % pensent qu'on peut dire qu'il est compétent, courageux (77 %), réaliste (73 %), rassurant (59 %), rassembleur (54 %), ambitieux (72 %), technocrate (45 %), opportuniste (37 % pensent que cela ne s'applique pas, contre 40 %). Il n'est par contre pas considéré comme démagogue (50 % pensent que cela ne s'applique pas contre 28 %), sectaire (57 % ne le pensent pas contre 20 %), ou indécis (62 % contre 19 %)¹¹⁷⁶. Cela dynamise les rocardiens et agace les mitterrandistes.

Dans cette ambiance dégradée, les rocardiens décident de réagir. Puisque les mitterrandistes maintiennent une pression sévère et que l'image de Michel Rocard demeure positive, le courant rocardien s'interroge sur la nécessité de revenir sur son positionnement stratégique. Il ne faudrait pas passer à côté d'une belle occasion.

C) Une longue série de complications

1) Les premières fissures du courant rocardien

Il circule l'idée de déposer au prochain congrès, prévu à Bourg-en-Bresse, une motion contre celle du Premier secrétaire Lionel Jospin. Abordée lors des réunions de courant, l'idée divise. La plupart des rocardiens, dont Robert Chapuis et Gérard Lindeperg, la juge dangereuse. Elle ne ferait qu'isoler encore plus Michel Rocard et donnerait aux mitterrandistes un prétexte supplémentaire pour critiquer les rocardiens et les accuser de menacer l'unité du parti... et de trahir le président de la République. Le courant organise le 29 mai 1983 une réunion nationale à laquelle participe près de soixante fédérations. Michel de la Fournière, Robert Chapuis et Pierre Brana

1175 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.195

1176 *L'Express*, 18 novembre 1983, dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication: Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.284

plaident pour demeurer dans la majorité et travaillent sur un texte de conciliation capable de rejoindre celui de la majorité interne menée par Lionel Jospin. Inutile de s'exposer encore plus à la marginalisation et au courroux des mitterrandistes. Selon la formule de Jacques Julliard, « *les rocardiens eux-mêmes se disputent le titre de meilleurs mitterrandistes de France* »¹¹⁷⁷. Il est décidé de déposer une contribution commune à l'ensemble du courant, avec l'idée de chercher par la suite un accord pour une motion de synthèse avec les courants A et B. Néanmoins, il est décidé de limiter le nombre de signataires afin de ne pas renvoyer l'impression de vouloir faire une démonstration de force¹¹⁷⁸. La contribution doit aller dans le sens de l'unité du parti et non pas dans la valorisation du courant rocardien. Lors de cette réunion, ils fusionnent leur texte avec une contribution préparée par Jean-Pierre Cot, Gérard Fuchs, Dominique Taddéi et Louis Le Pensec. Ainsi, les rocardiens pourront arriver au congrès unis derrière une contribution commune dans la perspective de négocier avec les autres courants une motion de synthèse¹¹⁷⁹. Pour y parvenir, les rocardiens constituent un groupe de travail. Ce groupe est également un moyen de serrer les rangs et d'assurer une certaine discipline : il est, jusqu'au congrès, l'organe décisionnaire du courant, ce qui implique qu'aucune autre initiative séparée de la contribution commune ne sera reconnue par le courant.

Pourtant, il y a bel et bien une initiative séparée. Les « bellicistes », représentés essentiellement par Marie-Noëlle Lienemann, Alain Richard et Jean-Pierre Worms, bien que ultraminoritaires dans le courant (leur idée de motion indépendante n'obtient que cinq voix), persistent et déposent une contribution. Leur objectif est de défendre une expression politique différente de la ligne du Parti socialiste et du gouvernement. A leurs yeux, l'idée d'une motion unique dont l'orientation est dictée par les mitterrandistes ne peut contribuer qu'à gommer toutes les différences et à faire disparaître la spécificité du rocardisme, fondé sur l'exigence du parler vrai¹¹⁸⁰. Ils diffusent dans les réseaux rocardiens une lettre expliquant leur démarche visant à « *proposer une perspective positive pour permettre un large rassemblement et des choix clairs du parti* »¹¹⁸¹. Mais ils n'en restent pas là. Le trio se baptise les Gracques, en référence aux deux frères Tiberius et Caius Gracchus qui ont tenté de réformer le système social romain. Ils montent un groupe et organisent des réunions à Paris comme en province pour collecter des signatures. Un bulletin est diffusé et un livre, publié¹¹⁸². En septembre 1983, la contribution devient une motion, « Retrouver l'initiative

1177 JULLIARD Jacques, « La fausse sortie de la deuxième gauche », dans « Intervention. N°7, Novembre-Décembre 1983, Janvier 1984 », *Archives-Socialistes.fr*

1178 Compte-rendu sans nom de Pierre Brana, Robert Chapuis et Michel de la Fournière, daté du 1^{er} juin 1983, Fonds Michel de la Fournière, 93 APO 26 : *Courant Rocard, 1975-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1179 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.125

1180 Entretien avec Alain Richard, 19 avril 2023

1181 Lettre d'Alain Richard, Jean-Pierre Worms et Marie-Noëlle Lienemann datée du 1^{er} juin 1983, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 62, *Parti socialiste 1982-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1182 LES GRACQUES, *Pour réussir à gauche*, éditions Syros, 1983, 170 p.

politique par un bon usage de la rigueur », qui reprend les grands points de la ligne rocardienne forgée au cours de la décennie 1970¹¹⁸³. Robert Chapuis leur adresse une lettre, se disant « interpellé » par leur démarche de revendiquer une motion « rocardienne sans Rocard et qui plus est autogestionnaire par décret de ceux qui la proposent »¹¹⁸⁴. Sa lettre a des airs d'ultimatum : « je souhaite que dans les jours qui viennent, vous puissiez rejoindre dans cette voie tous ceux dont vous prétendez exprimer les idées et qui ne voient dans votre volonté de présenter à tout prix une motion pour le congrès qu'un avatar de la tentation groupusculaire ou une regrettable et dangereuse erreur d'analyse sur notre Parti comme sur notre société »¹¹⁸⁵.

Un avertissement qui ne résout rien. Michel Rocard lui-même est ennuyé mais les dissidents, qui se veulent plus rocardiens que Michel Rocard, assument et maintiennent leur position¹¹⁸⁶ tandis le reste du courant se rallie à la motion I (motion majoritaire) tout en déposant une contribution « Consolider le pouvoir et maîtriser l'avenir » signée par dix-sept membres du courant rocardien. Michel Rocard n'y figure pas mais on y retrouve les membres de sa garde rapprochée avec Pierre Brana, Robert Chapuis, Michel de la Fournière, Dominique Taddéi, Jean-Pierre Cot, Louis Le Pensec, Claude Evin, Daniel Frachon. Le CERES dépose également une motion. Cette démarche est également critiquée par les rocardiens, qui y voient une démarche parallèle à celle des dissidents, une démarche de division qui « parie sur l'échec »¹¹⁸⁷. Dans le Rhône, pendant la préparation du congrès, à la demande de la direction nationale du courant et en accord avec les militants locaux, les rocardiens organisent une réunion pour proposer le nom de leur candidat pour siéger au comité directeur. Gérard Lindeperg obtient 36 voix contre 10 pour Renée Dufourt.

Le courant rocardien éprouve sa première division générale. Si la fronde des « bellicistes » ne concerne qu'une petite frange du courant, elle est à souligner car c'est la première fois que le courant de Michel Rocard ne s'unit pas derrière une position commune. Alors que les rocardiens avaient toujours fait bloc en toutes circonstances, les considérations stratégiques rompent l'unité. Le courant prend ainsi le risque d'un affaiblissement supplémentaire.

1183 BERGOUNIOUX Alain, MERLE Jean-François, *Le rocardisme, Devoir d'inventaire*, op.cit, p.145

1184 Lettre de Robert Chapuis à Alain Richard et Marie-Noëlle Lienemann datée du 2 septembre 1983, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 62, *Parti socialiste 1982-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1185 Ibid

1186 Entretien avec Alain Richard, 19 avril 2023

1187 « A propos de la motion III », circulaire non-datée, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 62, *Parti socialiste 1982-1983*, Fondation Jean-Jaurès

2) Le tribut du rassemblement

En public, les dirigeants du PS assurent travailler pour un congrès rassembleur et positif. Lionel Jospin appelle à un congrès « *sans querelles de personnes, sans exclusive, avec un état d'esprit positif, car nous avons assez de problèmes avec le monde extérieur sans nous en créer d'autres nous-mêmes* »¹¹⁸⁸. Il rappelle que le PS est un parti « *de synthèse et non un parti de monopole idéologique ou d'exclusive* », qu'il rassemble plusieurs courants et traditions et que la clef de son développement, c'est le respect de cette diversité et de l'équilibre entre toutes ces tendances¹¹⁸⁹. En surface, donc, un congrès qui entend mettre de côté toutes les rivalités et attitudes claniques pour privilégier la synthèse et l'unité de la famille socialiste. Même les rocardiens disent que l'avenir de leurs idées dépend du résultat de la motion 1. Ils veulent qu'elle atteigne le score le plus haut possible, mobilisant leur galaxie pour être au fait de la situation dans chaque fédération^{1190 1191}. Pierre Joxe adresse tout de même un reproche à ceux qui ont rallié la motion 1, parlant de ceux qui auraient reconnu avoir commis « *une lourde erreur collective à Metz lorsqu'ils n'ont pas soutenu les orientations politiques qui allaient marquer la candidature de François Mitterrand* », visant notamment les rocardiens¹¹⁹². André Laignel est plus virulent. Il déclare que la présence des rocardiens dans la majorité du parti constituerait un risque de dérive pour l'orientation du PS. Si Jean-Pierre Chevènement et Georges Sarre lui donnent raison, Lionel Jospin affirme ne pas être d'accord¹¹⁹³. Devant le comité directeur, il défend la stabilité du parti, l'expérience de la synthèse précédente qui immunise contre tout risque de dérive¹¹⁹⁴. La division du courant rocardien offre un avantage à Lionel Jospin. Elle lui permet de se placer dans une position centrale au sein du PS, entre l'aile gauche chevènementiste et l'aile droite rocardienne dissidente, et d'apparaître comme le point d'équilibre rassembleur¹¹⁹⁵.

Mais une fois de plus, en coulisses, les rocardiens font les frais de l'hostilité nourrie à leur égard par les mitterrandistes, à commencer par le numéro 2 du parti, Jean Poperen : pour être acceptés comme signataires de la motion majoritaire, les rocardiens doivent non seulement désavouer les rocardiens bellicistes, mais en plus, accepter de déduire de leur représentation dans

1188 JOSPIN Lionel, « Pour un congrès de la réussite », dans « L'Unité. N°513, 13-19 mai 1983 », *Archives-Socialistes.fr*

1189 Ibid

1190 Lettre non datée de Michel de la Fourrière, Robert Chapuis et Pierre Brana, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 62, *Parti socialiste 1982-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1191 Lettre d'André Croste à Robert Chapuis datée du 9 octobre 1983, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 62, *Parti socialiste 1982-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1192 JOXE Pierre, « La synthèse est souhaitable », dans « L'Unité. N°527, 30 septembre-06 octobre 1983 », *Archives-Socialistes.fr*

1193 « Comité directeur de synthèse, 10 et 11 septembre 1983 », *Archives-Socialistes.fr*

1194 Ibid

1195 Entretien avec Alain Bergounioux, 9 mai 2023

les instances du parti ce que gagnera leur motion, soit la motion III, « conformément à l'accord intervenu au sein de la motion I »¹¹⁹⁶. Vérité oblige de dire que ce n'est pas un accord, mais une contrainte qui s'impose aux rocardiens sans qu'ils disposent d'une marge de manœuvre. Michel de la Fournière avait pourtant dénoncé publiquement l'initiative et la ligne adoptée par les rocardiens séditieux : « je dirai à Alain Richard que là où nous nous séparons clairement de lui, c'est qu'à reprendre une partie d'un certain héritage de courant et à en accentuer les parties qu'il en détache, il arrive, en effet, à se distinguer au niveau des propositions de ce courant dont il a fait naguère partie. Voilà où est véritablement la question [...] il s'agit, avec l'initiative de notre camarade Richard, d'une tentative pour créer un nouveau courant [...] je suis évidemment très attentif, étant donné l'intérêt de ce qui est dit, la qualité des camarades qui en sont signataires, mais je n'y vois plus de parenté particulière avec l'ex-courant C »¹¹⁹⁷. Les rocardiens loyalistes avaient même voté contre tous les amendements présentés par Alain Richard et Marie-Noëlle Lienemann¹¹⁹⁸. Mais il est bien plus commode pour les miterrandistes de faire comme si le clan rocardien demeurait uni et soudé et que cette division n'en était pas une. Robert Chapuis s'y résigne, déplorant le « préjudice indéniable » causé par la dissidence du trio¹¹⁹⁹. Il regrette également la suspicion permanente de ceux qui voyaient dans cette démarche un nouveau complot de la rocardie, avec des rocardiens à l'intérieur de la motion majoritaire et des rocardiens en dehors qui se retrouveraient par la suite pour composer de nouvelles majorités. Au moins, pense Robert Chapuis, l'acceptation de cette sanction prouve la bonne foi des rocardiens loyalistes.

La motion I récolte 77,4 % des votes des délégués, la motion II, 17,24 %. Comble de la perversité, alors que la motion III n'obtient que 4,8 % des voix, ce qui est insuffisant pour être représenté, le plafond minimum étant de 5 %, les miterrandistes décident d'arrondir à 5 % le score de la motion que ce soit à l'échelle nationale ou dans les fédérations. Et ce, alors que les miterrandistes se montrent très véhéments avec ces rocardiens dissidents, présentés comme « le courant de la droite moderniste au PS »¹²⁰⁰. Ainsi, la motion I obtient 101 titulaires et 32 suppléants au comité directeur, contre 24 titulaires et 8 suppléants pour la motion II et 6 titulaires et 2 suppléants pour la motion III. Au bureau exécutif (27 titulaires¹²⁰¹), si Michel de la Fournière, Louis

1196 « Lionel Jospin : aux déçus, dites qu'il vaut mieux traverser la crise avec la gauche qu'avec la droite », dans « L'Unité. N°531, 28 octobre-03 novembre 1983 », *Archives-Socialistes.fr*

1197 « Comité directeur de synthèse, 10 et 11 septembre 1983 », *Archives-Socialistes.fr*

1198 Circulaire de Robert Chapuis datée du 14 septembre 1983, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 62, *Parti socialiste 1982-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1199 Ibid

1200 *Sud-Ouest*, 29 octobre 1983

1201 Lionel Jospin, Jean Poperen, Jean-Paul Bachy, Marcel Debarge, Bertrand Delanoë, Pierre Joxe, Jacques Huntzinger, André Laignel, Louis Mermaz, Christiane Mora, Véronique Neiertz, Michel Pezet, Jean Pronteau, Françoise Seligmann, Guy Allouche, Martine Buron, Roger Fajardie, Daniel Percheron, Michel de la Fournière, Robert Chapuis, Louis Le Pensec, Didier Motchane, Georges Sarre, Michel Charzat, Pierre Carassus, Nicole Bricq, Marie-Noëlle Lienemann.

Le Pensec et Robert Chapuis siègent en tant que rocardiens, Dominique Taddéi et Jean-Pierre Weben sont exclus pour faire entrer Marie-Noëlle Lienemann¹²⁰².

Cette dernière, non contente d'avoir obtenu une représentation dans les organes directeurs du parti au détriment de ses anciens compagnons, réclame en outre l'augmentation à vingt du nombre de suppléants au bureau exécutif, contre dix-neuf¹²⁰³, pour que son courant en obtienne un, ce que refuse Lionel Jospin, élu Premier secrétaire du PS pour deux ans¹²⁰⁴. Marie-Noëlle Lienemann entre également au secrétariat national comme adjointe à l'Urbanisme et à l'Environnement. Du côté des rocardiens, Michel de la Fournière reste secrétaire national aux Droits de l'homme et aux libertés tandis que Pierre Brana conserve sa fonction d'adjoint aux Relations extérieures et Robert Chapuis devient adjoint aux Collectivités locales, tandis que le CERES, qui s'est fait remarquer pour des critiques acerbes contre la politique du gouvernement et la direction du parti, jouit de trois secrétaires nationaux¹²⁰⁵. Parmi eux, Georges Sarre, aux collectivités locales. Robert Chapuis a donc comme titulaire un des plus farouches détracteurs de son courant. L'opposition, qui plus est virulente, est ainsi mieux traitée qu'un des courants de la majorité du parti. Gérard Lindeperg accède au comité directeur, ce qui renforce sa position dans le département et dans le Rhône, quatre rocardiens accèdent au secrétariat fédéral : Michèle Lindeperg, Marie-Christine Perez, Andrée Rives et Jean-Marie Fontaine¹²⁰⁶. En Gironde, Joëlle Dusseau devient la représentante du courant au secrétariat fédéral, dirigé par Marc Boeuf. Les miterrandistes se vantent d'une nouvelle direction qui donne « *une image fidèle du parti, dans toute sa diversité, mais aussi dans toute sa volonté de rassemblement et d'unité* »¹²⁰⁷ mais cette nouvelle humiliation des rocardiens révèle les tensions qui subsistent au sein du PS et laisse à prévoir de nouveaux affrontements.

Ces derniers tirent du congrès un bilan contrasté¹²⁰⁸. Ils ont la satisfaction d'avoir agi dans le sens de l'unité du parti et disent se reconnaître dans les orientations de Lionel Jospin. Ils ont également la satisfaction de voir leurs positions fédérales maintenues avec sept fédérations dirigées par un rocardien (Loiret, Yvelines, Maine-et-Loire, Finistère, Manche, Morbihan et Savoie).

1202 « Comité directeur de synthèse, jeudi 3 novembre 1983 », *Archives-Socialistes.fr*

1203 Jean-Marc Ayrault, Alain Barreau, Alain Busnel, Gérard Delfau, Claude Germon, Christian Goux, Jean-Jacques Queyranne, Luc Soubré, Dominique Strauss-Khan, Bernard Thareau, Anne Trégouet, Geneviève Domenach-Chich, Christian Pierret, Bernard Roman, Pierre Brana, Gérard Fuchs, Michel Coffineau, Jean Natiez, Christian Bataille

1204 « Comité directeur de synthèse, jeudi 3 novembre 1983 », *Archives-Socialistes.fr*

1205 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.91

1206 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.193

1207 « Lionel Jospin : aux déçus, dites qu'il vaut mieux traverser la crise avec la gauche qu'avec la droite », dans « L'Unité. N°531, 28 octobre- 3 novembre 1983 », *Archives-Socialistes.fr*

1208 Rapport de Michel de la Fournière, Robert Chapuis, Louis Le Pensec, Pierre Brana et Gérard Fuchs daté du 21 novembre 1983, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 62, *Parti socialiste 1982-1983*, Fondation Jean-Jaurès

Mais les rocardiens déplorent la persistance interne au PS de vouloir minorer leur sensibilité ainsi que la manœuvre employée qui a réduit leur représentation dans les organes directeurs du PS. A cela s'ajoute enfin la mauvaise publicité renvoyée par ces intrigues qui présentent les rocardiens comme les perdants de ce congrès. Alors que ces derniers comptaient réduire la logique de courant, cet épisode ne fait que solidifier leur sensibilité. En décembre 1983, Pierre Bourguignon propose à une dizaine de parlementaires rocardiens de convenir d'un rendez-vous hebdomadaire, les mardis à 17h, dans le bureau de Claude Evin, pour discuter de l'actualité parlementaire¹²⁰⁹. On trouve parmi les invités des cadres de la rocardie comme Robert Chapuis, Michel Sapin ou Louis Le Pensec et des députés élus en 1981 comme Yves Tavernier, Robert de Caumont, Marie-France Lecuir et Gérard Gouzes.

3) Le sac de nœuds des élections européennes

Les mauvais résultats obtenus par la gauche aux européennes du 17 juin 1984 exacerbent la mauvaise ambiance au sein du PS. Si le PS confirme sa stature de premier parti de gauche en obtenant 20,75% contre 11,20 % pour le PC, il termine loin derrière la liste d'union de l'opposition de droite, conduite par Simone Veil, qui se hisse à 43 %. A cela s'ajoute que l'extrême-droite réalise une percée, obtenant près de 11 % et autant de sièges que le PC¹²¹⁰. Quelque mois après le coup d'éclat médiatique de Dreux, le FN concentre à nouveau toute l'attention de la presse¹²¹¹. Le verdict des urnes est un désaveu pour le premier secrétaire, Lionel Jospin, qui était de surcroît la tête de liste. Alors que certains miterrandistes tentent de dédramatiser les choses, les rocardiens tirent la sonnette d'alarme. Michel de la Fournière alerte que « *les Français viennent de donner à la gauche un avertissement sévère* »¹²¹². Son principal point d'inquiétude n'est pas le résultat de cette élection en elle-même, qu'il juge « *à faible enjeu* », mais ce qu'il peut présager pour la suite.

Les scores obtenus par chacune des formations démontrent que la gauche est en perte de vitesse et que l'extrême-droite s'enracine progressivement dans le paysage politique. Le parti de Jean-Marie Le Pen supplante les partis traditionnels dans de nombreux secteurs, que ce soit dans

1209 Lettre de Pierre Bourguignon datée du 14 décembre 1983, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 62, *Parti socialiste 1982-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1210 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome2, Les épreuves (1984-1988)*, Seuil, p.107

1211 Au second tour de l'élection municipale partielle de Dreux (Eure-et-Loir), la liste RPR-UDF conduite par Jean Hieaux fusionne avec la liste FN de Jean-Pierre Stirbois (près de 17 % au premier tour), incluant trois membres du FN en position éligible, pour remporter l'élection. Cet événement donne à la campagne une portée nationale et divise profondément la droite.

1212 « Comité directeur, 30 juin et 1er juillet 1984 », *Archives-Socialistes.fr*

certains arrondissements parisiens, certains quartiers de Lyon, des départements du Midi¹²¹³... à Marseille, pourtant inexpugnable fief socialiste, la liste de Jean-Marie Le Pen arrive même devant celle de Lionel Jospin. A deux ans des élections législatives, cela laisse entrevoir de sérieuses difficultés pour les socialistes. C'est en tout cas l'opinion de Michel de la Fournière qui ne voit pas dans ces résultats une simple flambée électorale sans lendemain. Surtout en ce qui concerne le vote lépeniste. Gérard et Michèle Lindeperg appellent à combattre cette extrême-droite montante par une stratégie autre que le boycottage médiatique : « *il faut poser à ses dirigeants des questions précises pour faire apparaître le vide de leurs propositions économiques, les dangers de leurs options politiques et les multiples contradictions qui les traversent. L'opinion sera plus sensible à des questions sur l'avenir que sur le passé et elle sera mieux éclairée si la télévision laisse s'exprimer plus souvent les militants de base du Front national... qui disent tout haut ce que Le Pen masque par un habile discours* »¹²¹⁴.

Les rocardiens étaient plutôt bien représentés dans la liste socialiste avec Jean-Pierre Cot en troisième position, Marie-Claude Vayssade (15ème) et dans une moindre mesure, Marie-Noëlle Lienemann (20ème), bien que cette proportion ne corresponde pas à leur poids au sein du PS. Robert Chapuis avait reçu des lettres de candidatures de rocardiens demandant à être placés sur la liste, même dans les dernières positions¹²¹⁵. Les instances du PS reçoivent des dizaines de candidatures à la candidature. A peine vingt-trois sont envoyées par des rocardiens¹²¹⁶. Ce qui reste très difficile tant les places, même les places non-éligibles sont chères et convoitées. Cela a généré quelques frustrations. Dans un premier temps, Marie-Claude Vayssade, bien que députée européenne sortante, aurait été écartée de la liste des candidats éligibles par ses camarades rocardiens¹²¹⁷ avant d'être désignée à la quinzième place, tandis que Michel de la Fournière, pourtant annoncé sur la liste¹²¹⁸, n'y figure finalement pas.

Et ils ne sont guère mieux servis dans l'armée mexicaine qu'est l'organigramme de la campagne. Jean-Pierre Cot, Michel de la Fournière et Alain Richard font partie des dix-huit membres du conseil politique qui entoure la tête de liste Lionel Jospin, Robert Chapuis et Daniel Percheron, des onze membres de la cellule « questions politiques », Claude Evin, des onze de la

1213 RISSOAN Jean-Pierre, *Traditionalisme et révolution. Les poussées d'extrémisme des origines à nos jours. Volume 2 : du fascisme au 21 avril 2002*, Aléas, p.221

1214 LINDEPERG Gérard, LINDEPERG Michèle, « Combattre l'extrême-droite », document non-daté, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 63, *Parti socialiste 1984-1985*, Fondation Jean-Jaurès

1215 Lettre d'Alain Riou à Robert Chapuis datée du 20 décembre 1983, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 63, *Parti socialiste 1984-1985*, Fondation Jean-Jaurès

1216 « Les candidatures à la candidature » (les candidats rocardiens ont été soulignés à la main), Fonds Robert Chapuis, 103 APO 63, *Parti socialiste 1984-1985*, Fondation Jean-Jaurès

1217 Lettre de Jean-François Grandbastien à Robert Chapuis datée du 16 mars 1984, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 63, *Parti socialiste 1984-1985*, Fondation Jean-Jaurès

1218 « La liste européenne », dans « L'Unité. N°550, 16 mars 1984 », *Archives-Socialistes.fr*

cellule « questions et économiques et sociales » et Gérard Fuchs des dix-neuf du groupe « argumentaires »¹²¹⁹.

L'intégration des rocardiens à la motion I a quelque peu brouillé les frontières des équilibres entre courants de pensée internes. Les rocardiens demeurent, dans les fédérations ou au bureau national, les cibles de basses manœuvres des mitterrandistes. Robert Chapuis conte d'ailleurs un épisode où les rocardiens, exaspérés par les manières des mitterrandistes, quittent une séance du bureau national, obligeant Lionel Jospin à les retenir¹²²⁰.

4) La goutte de trop : Laurent Fabius à Matignon

En juillet 1984, François Mitterrand remplace à Matignon Pierre Mauroy par son « fils politique » préféré, Laurent Fabius. Michel Rocard se dit indigné par « *cette prime attribuée à la fidélité cynique* »¹²²¹. Il y a probablement aussi une pointe de déception. D'après Jean-Paul Huchon, Michel Rocard et les rocardiens pensaient que François Mitterrand pourrait faire appel à lui¹²²². Mais une fois de plus, François Mitterrand sut brouiller les pistes et ses intentions sont demeurées insaisissables. Car Michel Rocard n'était pas le seul à s'imaginer dans le fauteuil de Pierre Mauroy. Pierre Bérégovoy est amer tant il croyait que son heure était venue¹²²³. Et selon Jacques Delors, c'est lui que François Mitterrand voulait nommer mais il aurait renoncé à cette option sur les conseils de sa garde rapprochée qui ne le trouvait « *pas assez socialiste* »¹²²⁴. Un point commun avec Michel Rocard. Il n'est pas non plus à exclure que Jacques Delors paie d'avoir réclamé dès novembre 1981 « *une pause dans l'annonce des réformes* », ce qui lui avait valu un démenti par François Mitterrand et Pierre Mauroy¹²²⁵. En réalité, cette nomination de Laurent Fabius a plus d'un sens politique. Pierre Mauroy était consensuel et n'appartenait pas à l'équipe rapprochée de François Mitterrand. Laurent Fabius est un intime du chef de l'État ainsi qu'un détracteur pugnace de Michel Rocard. Il est tout aussi ambitieux que lui, ce qui laisse à imaginer que François Mitterrand, par ce choix, prépare sa relève. A tout juste 37 ans, ce qui fait de lui le plus jeune chef de gouvernement de la Ve République, Laurent Fabius apporte un vent de fraîcheur et rajeunit l'image du pouvoir mitterrandien.

1219 « Organigramme de la campagne européenne », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 62, *Parti socialiste 1982-1983*, Fondation Jean-Jaurès

1220 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.95

1221 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.250

1222 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome2, Les épreuves (1984-1988)*, op.cit, p.198

1223 Ibid, p.196

1224 AMAR Cécile, *L'homme qui ne voulait pas être roi. Conversations avec Jacques Delors*, Grasset, 2016, p.29

1225 BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, op.cit, p.327

Un rajeunissement également du socialisme. Laurent Fabius compte en effet incarner un socialisme plus moderne, compatible avec l'économie de marché, dans la droite ligne du tournant politique décidé en mars 1983¹²²⁶. Il enlève de cette manière toute singularité à Michel Rocard, alors que ce tournant semblait valider les analyses des rocardiens¹²²⁷. Le rocardisme est en effet basé sur l'idée d'un réalisme économique et d'une conception du socialisme où l'on ne se réfère pas systématiquement à l'État. Jean-Pierre Sueur raconte que Michel Rocard ironisait sur l'idée d'un État économiquement producteur et omniprésent en demandant, lors du débat sur la question de la nationalisation des filiales des grands groupes, si c'était le rôle de l'État de produire des cafetières¹²²⁸. Michel Rocard s'était également en quelque sorte approprié le tournant de rigueur en apportant une définition à la « rigueur socialiste » : « *l'équilibre entre la lucidité économique et l'imagination sociale* »¹²²⁹. Mais ça n'est pas lui qui en profite. Drapé dans ce socialisme moderne, Laurent Fabius bénéficie rapidement de sondages flatteurs. Lors d'un meeting organisé à Marseille en juin 1985, le premier magistrat de la cité phocéenne, Gaston Defferre, se montre élogieux envers Laurent Fabius, le vantant comme « *un homme d'État* », ce qui apparaît très clairement aux yeux des observateurs comme l'adoubement de l'héritier mitterrandiste¹²³⁰.

La composition de son gouvernement est un coup dur supplémentaire : les rocardiens n'ont toujours plus qu'un seul ministre, Michel Rocard lui-même, qui reste à l'Agriculture. Et encore, ce maintien fut l'objet d'un bras de fer entre Michel Rocard et le nouveau chef du gouvernement. Initialement, ce dernier voulait lui confier l'Éducation nationale. Michel Rocard refuse catégoriquement¹²³¹. Il y voit encore un piège mortel tendu par François Mitterrand. L'Éducation nationale est alors un terrain miné par le passage d'Alain Savary : la loi Savary du 26 janvier 1984 sur la réforme de l'enseignement supérieur et son projet de loi pour mettre fin à la distinction entre école privée et école publique ont entraîné de vifs mouvements de protestation et de mobilisation¹²³². Laurent Fabius lui propose alors l'Industrie ou les Affaires européennes, mais Michel Rocard refuse d'être rétrogradé au rang de ministre délégué. Lui espère les Finances, mais

1226 LEMOINE Victor, « De la relance à la rigueur, de l'alternance à la cohabitation, bilan critique d'un rendez-vous raté entre François Mitterrand et le peuple de gauche. Juin 1982- Mars 1986 », Thèse de doctorat sous la direction de BOUNEAU Christophe, École doctorale Montaigne-Humanités

1227 BERGOUNIOUX Alain, « Michel Rocard ou la deuxième gauche », dans WINOCK Michel (dir.), *Les figures de proue de la gauche depuis 1789*, op.cit, p.577

1228 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

1229 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 1, Les ruptures (1981-1984)*, op.cit, p.511

1230 GARRIGUES Jean, *Élysée contre Matignon. De 1958 à nos jours*, Tallandier, 2022, p.169

1231 BELLON Christophe, « Un témoignage exclusif : M. Rocard au ministère de l'Agriculture. Interview de M. Rocard », *Parlement[s]*, 2006/1 (n°5)

1232 MARCHESI Julien, « Les gauches socialiste et communiste et l'enseignement supérieur en France (1940-1981) », Thèse de doctorat sous la direction de BOUNEAU Christine, École doctorale Montaigne-Humanités, 2022

on ne lui propose pas le poste¹²³³. Michel Rocard met alors un coup de pression en affirmant être prêt à ne pas figurer dans le nouveau gouvernement. Or, il se sait protégé par sa popularité : son absence du gouvernement serait mal comprise par l'opinion publique¹²³⁴. Et il est fort probable que Laurent Fabius imagine l'instrumentalisation que pourrait en tirer les rocardiens. Aussi, Michel Rocard est maintenu à l'Agriculture.

Quoiqu'il en soit, la répartition des places entre chapelles n'est pas équitable. Tandis que les rocardiens stagnent en matière de représentation ministérielle, le petit mouvement des radicaux de gauche gagne un troisième représentant avec la nomination de Jean-Michel Baylet comme secrétaire d'État aux Relations extérieures et le CERES obtient un nouveau secrétariat d'État, en la personne du député vauclusien Jean Gatel, celui de l'Économie sociale, pourtant totem des rocardiens. En représailles, les rocardiens songent à faire un coup d'éclat. Le jour même de la déclaration de politique générale de Laurent Fabius, les députés socialistes doivent élire le successeur de Pierre Joxe, devenu ministre de l'Intérieur, à la présidence du groupe. Michel Rocard pousse dans un premier temps un jeune talent de son courant, Michel Sapin, 32 ans, député de l'Indre depuis 1981, à se présenter au nom des rocardiens¹²³⁵. Il n'en fait finalement rien mais les rocardiens décident tout de même de réagir. Ils se mettent d'accord pour boycotter le scrutin. André Billardon est donc élu sans les voix rocardiennes.

Cette période marque un changement dans l'attitude des rocardiens. Ils estiment avoir suffisamment donné de gages de leur loyauté et supportent de moins en moins de devoir étouffer leurs ambitions au nom de l'unité du parti. Depuis la victoire de François Mitterrand, rien ne leur fut épargné. Les tentatives d'affirmation furent perçues comme le maintien d'une logique clanique hostile à François Mitterrand, les moments unitaires furent utilisés comme prétextes pour les marginaliser encore plus. L'avènement de Laurent Fabius apparaît comme l'ultime provocation et, si la logique politicienne est poussée jusqu'au bout, comme le signe que François Mitterrand prépare déjà sa succession. Le courant décide par conséquent de s'affirmer.

1233 Entretien avec Jean-Paul Huchon le 3 octobre 1989 dans FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome2, Les épreuves (1984-1988)*, op.cit, p.206

1234 ROCARD Michel, « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, op.cit, p.126

1235 ANDREANI Jean-Louis, « M.Rocard veut montrer qu'il peut encore servir », *Le Monde*, 12 octobre 1984, dans « Revue de presse et déclarations 1984 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

II) Le courant rocardien, un parti dans le parti

La nomination de Laurent Fabius à Matignon a eu l'effet d'une « *douche glacée* »¹²³⁶ sur le courant rocardien, qui décide de se remobiliser. Dans un premier temps, les rocardiens pensent à une réaffirmation sans Michel Rocard, ou du moins marquée par une certaine indépendance, car leur figure de proue est encore ministre, ce qui lui incombe un devoir de solidarité gouvernementale. Mais, fort d'une bonne image dans l'opinion publique, Michel Rocard opère un nouveau tournant stratégique en quittant le gouvernement en mai 1985. Sur le papier, c'est par opposition à une réforme électorale fondée sur le scrutin proportionnel. En réalité, c'est une porte de sortie pour retrouver sa liberté et un peu d'espace. Intensifiant la structuration de son courant, Michel Rocard constitue une sorte de parti dans le PS. L'objectif des rocardiens est de convertir le Parti socialiste à la ligne rocardienne. Pour cela, Michel Rocard se lance dans une guerre d'influence interne, n'hésitant pas à se montrer parfois menaçant.

A) Le difficile redémarrage de la machine rocardienne

1) Le débat interne au courant : s'affirmer, mais comment ?

Entre le 30 août et le 1^{er} septembre près de 160 élus et responsables du courant se réunissent dans l'Oise, à Gouvieux. Les conclusions sont compliquées : à la fois il y a la nécessité d'une expression plus marquée des rocardiens, à tous les niveaux, pour mieux peser sur les orientations du parti. Et en même temps, il faut tenir compte que le gouvernement s'inspire des orientations rocardiennes, dont la rigueur économique, et de la marginalisation politique du Parti communiste. Jacques Julliard vante l'importance de la deuxième gauche, politiquement incarnée par les rocardiens, car elle serait indispensable à la gauche pour demeurer majoritaire, et « *parce que les réalisations les plus incontestables et les plus durables de ce pouvoir portent incontestablement sa marque. Je cite, presque au hasard : la décentralisation, les lois Auroux, la réduction des inégalités. Ceux qui accusent aujourd'hui la deuxième gauche de ne pas avoir de programme ne font que trahir leur propre absence d'imagination sociale* »¹²³⁷.

Le paradoxe est cruel pour les rocardiens : leurs recettes sont appliquées, mais pas par leurs propres soins. Ils sont les spectateurs d'une politique qu'ils ont prônée, contre les critiques acerbes

1236 Entretien avec Jean-Paul Huchon dans FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome2, Les épreuves (1984-1988)*, op.cit, p.198

1237 JULLIARD Jacques, « La fausse sortie de la deuxième gauche », dans « Intervention. N°7- Novembre, Décembre 1983, Janvier 1984 », *Archives-Socialistes.fr*

de ceux qui mènent cette même politique. Ils sont réduits au silence dans le PS à cause de cette orientation politique, et ceux qui les ont contraints à cette marginalité sont ceux qui mènent au gouvernement cette orientation. On prend leurs idées sans leur verser de droits d'auteur. Pierre Brana, Robert Chapuis, Daniel Frachon, Louis Le Pensec et Gérard Fuchs synthétisent les observations et dressent un plan d'action. La sonnette d'alarme est tirée au sujet de leur propre sort. Ils estiment qu'après les congrès de Valence et de Bourg-en-Bresse leur « *laminage* »¹²³⁸ ne menace pas seulement leur représentativité au sein du PS, mais aussi leurs aspirations socialistes autogestionnaires. Aussi, ils veulent intensifier leur expression et leur capacité de proposition. L'objectif affiché est de convaincre les autres courants du PS de l'apport inestimable de leur contribution. En ce sens, les rocardiens prévoient de ne plus se taire. Ils encouragent l'expression de leur courant à travers des articles, des interviews, des tribunes... pour affirmer leur ligne, trois groupes de travail sont prévus, sous l'autorité de Jean-Claude Petitdemange et Gérard Fuchs. Chacun englobe sous une notion générale plusieurs volets¹²³⁹ :

- Emploi (nouvelles technologies, réduction du temps de travail, concertation...)
- Vie quotidienne (sécurité, immigration, décentralisation, nouvelles pauvretés...)
- Éducation (jeunesse, formation permanente...)

Ces proches de Michel Rocard estiment par ailleurs que l'attitude adoptée depuis la victoire de François Mitterrand n'apporte aucun avantage au courant, mais qu'au contraire, elle le dessert car il se trouve drainé de son identité sans que ses représentants prennent la lumière. Michel Rocard, de son côté, persiste à faire le pari que viendra un moment où les socialistes devront rendre à Rocard ce qui appartient à Rocard et reconnaître que cette ligne politique, qu'il aura été le premier à défendre, est devenue le socle idéologique de tout le parti et que son instigateur (lui en l'occurrence) est le mieux placé pour le porter sur la scène politique.

Mais une fois de plus, le courant marche sur une ligne de crête très étroite : Michel Rocard invite ses partisans à affirmer leur ligne haut et fort et de profiter du comité directeur des 8 et 9 septembre pour faire entendre et résonner la voix (ou voie) rocardienne. Pour autant, il ne faut pas déclencher une nouvelle lutte interne qui le marginaliserait encore plus, lui et ses proches. Michel Rocard redit d'ailleurs devant ses proches qu'il entend rester solidaire avec l'action du gouvernement Fabius¹²⁴⁰.

1238 « Informations », rapport sans date signé par Pierre Brana, Robert Chapuis, Gérard Fuchs, Louis Le Pensec et Daniel Frachon, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 44, *Courant rocardien 1980-1994*, Fondation Jean-Jaurès

1239 Ibid

1240 VIOLET Antoine, « Comité directeur du PS. De quoi nourrir la rentrée », dans « L'Unité. N°569, 07-13 septembre 1984 », *Archives-Socialistes.fr*

2) Les limites d'une affirmation

Mais certains rocardiens bellicistes, comme Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Sueur, ne sont pas satisfaits. Ils réclament que Michel Rocard sorte enfin de son silence et de sa prudence pour descendre lui-même dans l'arène. En attendant qu'il le fasse, plusieurs de ses proches lancent l'offensive. Gérard Fuchs et Michel Sapin, dans une tribune intitulée « *Rocard est-il encore utile ?* » soulignent que l'identité du rocardisme est encore nécessaire à la gauche : « *Il est donc indispensable que, au sein de la sensibilité incarnée par Michel Rocard, les idées autogestionnaires retrouvent un contenu, une existence, une réalité politique. Sinon d'autres le feront à sa place* »¹²⁴¹.

C'est un avertissement qui s'adresse à la fois aux mitterrandistes, mais peut-être aussi à Michel Rocard. Ce message peut sous-entendre, malgré plusieurs interprétations possibles, que si Michel Rocard persistait à rester emmuré dans une attitude trop conciliante avec les mitterrandistes, des rocardiens se chargeront de porter la ligne de la deuxième gauche, d'une façon ou d'une autre. Les rocardiens ont beau être loyaux et dévoués à leur chef de file, ils ne perçoivent pas leur rôle comme celui de supporters suivistes. Leur loyauté est un tout, elle implique autant la loyauté à un homme que la volonté de voir leur ligne politique s'appliquer sans complexe. Cette réaction, motivée sans doute par un brin de lassitude et de frustration, tend à supposer que, de façon hiérarchique, la fidélité à la ligne politique prend même l'ascendant sur la loyauté à Michel Rocard.

Ainsi, cette fois, les rocardiens sont décidés à donner de la voix. Robert Chapuis tient une rencontre avec la presse dans laquelle l'amertume n'est pas dissimulée. Il exprime clairement la longue liste de regrets des rocardiens : le congrès de Bourg-en-Bresse où ils ont dû accepter la réduction de leur représentation de façon « *ignoble* » selon le mot de Robert Chapuis, la composition du gouvernement Fabius... il affirme aussi que les rocardiens vont « *contribuer à l'effort de réflexion du PS, qui accompagne l'effort du président de la République, pour donner plus de force à l'action du gouvernement et à l'influence de la gauche dans le pays* »¹²⁴². On est loin du portrait dressé par les mitterrandistes, qui mettent en avant la bonne ambiance et la franche camaraderie qui régneraient dans un PS tirant profit de sa diversité, illustré par un Laurent Fabius recevant une triomphante ovation devant le comité directeur¹²⁴³. Gérard Fuchs, présent aussi à cette conférence, dresse plusieurs orientations que les rocardiens voudraient voir davantage mises en avant par le parti et le gouvernement : la concertation sociale, la lutte contre l'échec scolaire, les problèmes liés

1241 *Le Monde*, 30 août 1984

1242 JARREAU Patrick, « Les amis du ministre de l'agriculture veulent réduire l'écart entre les orientations du PS et celles du gouvernement », *Le Monde*, 4 septembre 1984, dans « Revue de presse et déclarations 1984 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1243 VIOLET Antoine, « PS : l'effet Fabius est positif », dans « L'Unité. N°570, 14-20 septembre 1984 », *Archives-Socialistes.fr*

à l'insécurité, les questions de l'immigration... sur toutes ces questions, Robert Chapuis assure que les rocardiens comptent s'exprimer dans le cadre des instances du PS mais aussi de façon collective à travers leurs porte-paroles au sein et à l'extérieur du parti. Et cette fois, ils n'accepteront pas d'être les sacrifiés de l'autel de l'unité. Car pour lui, « *la question du programme redevient essentielle* »¹²⁴⁴. Robert Chapuis prévient de surcroît que si la situation venait à l'exiger, Michel Rocard serait amené à « *s'exprimer de façon plus autonome au sein du parti* »¹²⁴⁵.

En revanche, si les rocardiens sont tous d'accord avec cette affirmation, il y a quelques débats en ce qui concerne l'organisation du courant. Certains rocardiens émettent le souhait que l'expression de leur courant, que Michel Rocard ne peut pas nécessairement assurer pour ne pas se désolidariser du gouvernement, soit confiée à une personnalité connue et directe : Jean-Pierre Cot. Son départ du gouvernement avait marqué les esprits et montre qu'il ne craint pas de s'exprimer franchement (lui-même exprime son désir de « parler sans raser les murs »). Pour certains, il serait donc le parfait porte-parole du courant, le plus indiqué pour le sortir de sa torpeur. C'est un des grands enjeux pour l'affirmation et l'émancipation du rocardisme : il faut le détacher d'une association immédiate avec un homme. Le rocardisme ne doit pas être juste l'expression d'un fan-club mais d'un corpus politique. Pour Gérard Fuchs « *si le rocardisme se définissait uniquement en référence à l'action d'un homme ou à l'efficacité d'un groupe de pression, j'aurais de bonnes raisons de m'interroger. Mais parce qu'il signifie pour moi une certaine façon d'agir et de réagir en politique, je réponds oui je me sens rocardien* »¹²⁴⁶. Michel Sapin va dans le même sens : « *dans le mot rocardien il y a deux aspects : le nom d'un homme et l'expression d'une politique. Je ne privilégie pas l'attachement à l'homme. Avec lui je suis parce que, avec constance, il a exprimé dans l'opinion et il incarne dans la majorité des idées et une politique qui m'apparaissent bonnes pour la France. Mais je ne suis pas un homme de clan* »¹²⁴⁷. Finalement, l'idée de faire de Jean-Pierre Cot le porte-étendard de cette ligne politique n'est pas retenue. En revanche, Pierre Brana prend du grade : quand Michel de la Fourrière devient conseiller culturel et directeur de la coopération à Alger, les rocardiens poussent Pierre Brana à candidater à sa succession au poste de secrétaire national aux droits de l'homme et aux libertés. Le comité directeur du PS des 8 et 9 septembre valide et Pierre Brana devient donc le seul secrétaire national rocardien¹²⁴⁸.

1244 Ibid

1245 JARREAU Patrick, « Les amis du ministre de l'agriculture veulent réduire l'écart entre les orientations du PS et celles du gouvernement », *Le Monde*, 4 septembre 1984, dans « Revue de presse et déclarations 1984 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1246 *La Croix*, 11 octobre 1984, dans « Revue de presse et déclarations 1984 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1247 Ibid

1248 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, le 15 mars 2021

Lors de ce comité directeur, conformément aux consignes de Michel Rocard, ses fidèles donnent de la voix, sans pour autant chercher la polémique. Aussi, pour réussir les élections législatives de 1986, Robert Chapuis prône une vieille recette rocardienne, « le parler vrai » en défendant que le parler vrai n'est pas incompatible avec les idées socialistes. Au contraire, l'avenir du socialisme passe par le parler vrai car il faut « *réconcilier la vérité du Socialisme avec les réalités de notre temps* »¹²⁴⁹, faute de quoi, les socialistes ne retrouveront pas la confiance de l'opinion publique. Louis le Pensec approuve et appuie, dénonçant que Laurent Fabius promettait lors de son discours de politique générale de se fixer comme règle de dire la vérité aux Français et qu'en même temps, d'autres cadres du PS « *nuancent cette vérité, la corrigent, l'interprètent, comme la vérité d'un moment ou comme la vérité d'une circonstance* » prenant l'exemple des socialistes qui affirment que la rigueur ne sera qu'une parenthèse alors que le Premier ministre explique que la crise allait durer¹²⁵⁰.

Maintenant que le processus de réaffirmation est relancé, les fidèles de Michel Rocard prévoient de se réunir à la fin de l'année pour faire le point. Mais certains n'y croient déjà plus. Dominique Taddéi, pourtant fidèle de la première heure, fait part publiquement de sa désillusion. Il estime que Michel Rocard est dans une impasse politique, qu'il est privé d'espace et n'adhère pas à cette façon qu'a Michel Rocard de « *se coller sans conditions à l'axe majoritaire et de se faire tout petit dans le PS afin de se voir gratifié en retour d'un soutien pour le cas où le destin du pouvoir lui sourirait* »¹²⁵¹. Leur entreprise d'affirmation est par ailleurs compliquée par les revendications de ceux qu'on appelle les « néo-rocardiens ».

Regroupés dans le courant AGIRS (A Gauche pour l'Initiative, la Responsabilité et la Solidarité) autour de Marie-Noëlle Lienemann, Alain Richard et Jean-Pierre Worms (député de Saône-et-Loire), ceux qui ont obtenu leur petite représentation au sein des instances directrices du PS au détriment des rocardiens, avec la complicité intéressée des mitterrandistes (six membres au comité directeur et deux au bureau exécutif) continuent de faire entendre leur petite musique. Alain Richard vante la liberté de ton et d'initiative de son courant, qu'il estime être le seul à jouir d'une telle marge de manœuvre. Ils ne disposent que de quelques fiefs où ils ont obtenu un score significatif lors du dernier congrès (24,92 % dans le Val d'Oise, fief d'Alain Richard, 20,07 % dans l'Essonne de Marie-Noëlle Lienemann, 27,97 % dans la Haute-Savoie, 19 % l'Eure-et-Loir, 15,21 % en Saône-et-Loire et 15,77 % en Seine-Maritime¹²⁵²) mais affichent leurs ambitions à savoir peser davantage dans le PS avec un discours singulier centré sur deux grandes idées :

1249 « Comité directeur 8 et 9 septembre 1984 », *Archives-Socialistes.fr*

1250 Ibid

1251 « Un rocardien déçu par Rocard s'est confié au Quotidien », *Le Quotidien de Paris* n°1185, 16 septembre 1984, dans « Revue de presse et déclarations 1984 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1252 « Congrès : le vote des militants », dans « L'Unité. N°530, 21-27 octobre 1983 », *Archives-Socialistes.fr*

« responsabilisation de la personne » et « vraie solidarité » : « *En matière économique, AGIRS voit pour l'État un rôle précis et limité : d'une part planifier et organiser les innovations technologiques, d'autre part, encadrer et moraliser la gestion sociale des modernisations [...]* Autres crédos économiques : *rigueur, compétitivité sans délégation excessive de pouvoir aux patrons, avènement d'un esprit d'entreprise collectif, de rapports sociaux plus riches, baisse de la pression fiscale pour favoriser le véritable investissement, tenant compte, par exemple, de la promotion commerciale* »¹²⁵³.

L'affirmation du courant de Michel Rocard est une entreprise difficile. Alors qu'il est fondé sur une ligne idéologique portée avant tout par Michel Rocard, le courant doit envisager le scénario selon lequel ce dernier ne serait plus en mesure de porter ses valeurs. Indépendamment de l'incarnation et de l'organisation, le courant rencontre des problèmes d'espace et semble pris en tenaille sur sa gauche, avec les mitterrandistes et les chevènementistes, et sur sa droite, avec ce petit courant actif et offensif des néo-rocardiens.

3) Le retour du leader...

Parallèlement, Michel Rocard jouit de sa grande popularité et décide de répondre aux appels de ses fidèles. Il sort de son silence et reprend ses habits de chef de courant. Il est la figure politique avec la côte d'avenir la plus élevée : 56 %. Il est le seul homme politique à figurer parmi les cinq plus populaires auprès des sympathisants des quatre grands partis (1^{er} chez les sympathisants PS avec 79 %, et 4^{ème} chez les sympathisants RPR, UDF et PC). Cette popularité unique justifie encore plus aux yeux de Robert Chapuis que les rocardiens sortent de leur mutisme imposé. Quelle incohérence d'être l'homme politique le plus populaire, ou le moins impopulaire, et d'être à ce point bâillonné. Michel Rocard serait, selon une enquête¹²⁵⁴, le meilleur candidat socialiste à la présidence de la République si François Mitterrand venait à ne pas se représenter. Il est notamment largement majoritaire chez les sympathisants du PS, avec 55 %, loin devant Laurent Fabius (19%) et Jacques Delors, plus populaire auprès des électeurs de la droite qu'auprès de ceux du PS, où il n'est qu'à 10 %. 46 % des Français (incluant 48 % des sympathisants PC, 70 % des socialistes, 34 % des sympathisants UDF et 38 % des RPR) pensent que Michel Rocard serait un bon président de la République, contre 24 % qui pensent le contraire (28 % chez les communistes, 11 % chez les socialistes, 36 % chez les sympathisants UDF et 40 % chez ceux du RPR). Il balaye Raymond Barre

1253 CLERC Olivier, « Les néos : nous sommes les seuls qui aient une liberté de parole », *Le Monde*, 2 et 3 septembre 1984, dans « Revue de presse et déclarations 1984 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1254 GIESBERT Franz-Olivier, « Rocard en apesanteur », *Le Nouvel Observateur*; dans « Revue de presse et déclarations 1984 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

(50 % contre 39 %), Jacques Chirac (56 % contre 34 %) et Valéry Giscard d'Estaing (62 % contre 30) %.

A partir de ce mois de novembre, les premières rumeurs sur sa démission du gouvernement commencent à circuler. La presse parle d'un « *départ calculé* »¹²⁵⁵. Les rocardiens alimentent les rumeurs lors de déjeuners de presse où ils n'hésitent pas à dire tout haut leur mécontentement devant le traitement que les mitterrandistes leur infligent depuis tout ce temps. Autrefois loyaliste jusqu'au bout des ongles, Michel Rocard en personne affirme son indépendance.

Le premier acte de son grand retour comme chef de courant, et rival affirmé des mitterrandistes, est son annonce sur sa participation à l'émission *L'heure de vérité* sur Antenne 2 début décembre, chose qu'il avait maintes fois refusée pendant des années. La perspective de son intervention dans ce qui est unanimement reconnu comme la meilleure des tribunes politiques déclenche maintes spéculations et fantasmes. Que va donc annoncer Michel Rocard ? Sa démission ? Une rupture avec le PS ? Des intentions futures ? Toutes les hypothèses étaient sur la table. En coulisses, l'équipe de Michel Rocard s'active frénétiquement. Pas de coup d'éclat fracassant en vue, mais une vraie volonté de trancher avec Laurent Fabius (qui fut l'invité précédent) et de s'affirmer face à lui. Mais les fantasmes sont si forts et agitent tellement le microcosme politique, surtout au sein du PS, que Gérard Fuchs et Pierre Brana sont obligés de gâcher quelque peu l'effet de surprise en assurant qu'il ne faut pas s'attendre à ce que Michel Rocard ne renverse la table¹²⁵⁶. Pierre Brana est sur le plateau, près de Michel Rocard lors de son passage. Ce dernier affiche son originalité sans se désolidariser du gouvernement et de François Mitterrand, façon de faire monter la pression : le PS ferait mieux de composer avec lui et ses troupes plutôt que de les ostraciser. Mais pas de coup d'éclat, pas d'annonce particulière. Et lorsque Alain Duhamel lui demande s'il pourrait s'effacer derrière un autre que François Mitterrand, Michel Rocard botte en touche et répond ne pas être venu pour faire un spectacle, donner des scoops, mais pour parler du problème de la montée des intolérances¹²⁵⁷.

Cela dupe les mitterrandistes. En tout cas, ils semblent tellement soulagés qu'ils en deviennent amicaux avec celui qu'ils aiment pourtant tant dénigrer. Un article de *l'Unité* tresse des louanges à Michel Rocard après son passage télévisé, louant ses qualités, sa loyauté, et ce qui est perçu comme un alignement avec François Mitterrand : « *Michel Rocard est solidement ancré à gauche, une gauche moderne et imaginative [...] Alors, on cherche à l'opposer à François Mitterrand. Et cette fois, Michel Rocard rappelle, avec quel brio, qu'il est d'accord sur l'essentiel*

1255 *Sud-Ouest*, 9 novembre 1984

1256 *Le Quotidien de Paris*, 23 novembre 1984

1257 « Michel Rocard dans l'Heure de Vérité. 3 décembre 1984. Archives INA », <https://www.youtube.com/watch?v=hFwOIPA3jVY>

avec les idées du Président de la République. Alors, la candidature à la candidature ? Vieille histoire [...] S'est-on rendu compte qu'il n'y avait plus de rocardisme comme pensée politique à opposer à celle du président ? [...] La rumeur avait couru, insistante, que Michel Rocard allait faire un esclandre, peut-être claquer la porte du gouvernement. Rocard a évoqué ses divergences épisodiques et réaffirmé sa solidarité sans faille avec le gouvernement de Laurent Fabius. La classe politique a-t-elle été déçue qu'il trahisse la rumeur plutôt que la gauche ? »¹²⁵⁸

La réalité des choses est un entre-deux. En effet Michel Rocard ne nourrit pas le projet de trahir le PS et de jouer l'affrontement frontal avec François Mitterrand et Laurent Fabius. Mais d'un autre côté, il n'a pas plus le projet de redevenir le petit soldat docile au service de François Mitterrand. Considérer que le rocardisme n'existe plus est une illusion. Le courant existe toujours. Seulement, sa tactique est désormais plus subtile.

4)... mais un retour feutré

Mais Michel Rocard a-t-il vraiment le choix ? Plusieurs observateurs pointent que, en dépit de sa popularité, Michel Rocard reste intégralement dépendant du Parti socialiste. Il a besoin des électeurs et des sympathisants du PS, qui ne lui pardonneraient pas d'abandonner le navire pour tenter une aventure en solitaire. Il a également besoin des moyens matériels et financiers d'une puissante organisation. Quelles répercussions aurait sur sa popularité une rupture avec le parti ? Comme le souligne Olivier Duhamel, « *même s'il ne suffit pas, le soutien d'un grand parti est nécessaire pour gagner l'élection présidentielle* »¹²⁵⁹. C'est ceci qui explique ce changement de stratégie. On ne joue plus le pays contre le parti, le peuple contre les apparatchiks, il s'agit de conquérir le parti de l'intérieur, sans éclat ni fracas, mais étage par étage. Car c'est là tout le souci : les rocardiens sont toujours isolés. Se fondre dans la majorité, en acceptant des conditions exorbitantes, ne leur a rien apporté, pas même l'indifférence des mitterrandistes qui continuent à les surveiller avec obsession. Un ministre, une cinquantaine de députés sur 285, une poignée de fédérations, une pincée de représentants dans les instances du PS... les rocardiens n'ont que la « *portion congrue* » comme dit Pierre Brana¹²⁶⁰.

Les députés rocardiens continuent de se retrouver à dîner une fois par mois et, tous les mercredis, dans le bureau de Claude Evin se réunissent les piliers de la rocardie comme Michel

1258 « Michel Rocard : à gauche toutes ! », dans « L'Unité. N°582, 7-13 décembre 1984 », *Archives-Socialistes.fr*

1259 DUHAMEL Olivier, « L'heure de vérité de M.Rocard, Président ? », *Le Monde*, 4 décembre 1984, dans « Revue de presse et déclarations 1984 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1260 DOMENECH Nicolas, KROP Pascal, « Un homme seul à la recherche de réseau », *L'Évènement*, 6 décembre 1984, dans « Revue de presse et déclarations 1984 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

Sapin, Bernard Poignant, Louis Le Pen, Robert Chapuis, Daniel Frachon¹²⁶¹... Ces moments intimes de sociabilité sont tout autant l'occasion de serrer les rangs que d'affiner la stratégie du courant dans ce contexte politique délicat. Lors de la convention nationale du PS à Évry les 15 et 16 décembre 1984, Michel Rocard prononce ce que Robert Chapuis juge être « l'un de ses meilleurs discours » : « *Renonçons à toute langue de bois et nous serons entendus. Écoutons le peuple de France avant même de lui parler et nous aurons la chance d'être compris. Centrons nos débats sur les problèmes de demain et non sur ceux d'hier et nous serons respectés. Adaptons notre pensée et notre action aux contraintes de l'action et nous serons efficaces. En paraphrasant Jaurès encore une fois, respectons la dure réalité en l'intégrant dans ce que notre idéal de justice a d'universel, et nous pouvons encore être vainqueurs* »¹²⁶². Pierre Brana juge que cette convention « *n'est pas un aboutissement, mais un point de départ* »¹²⁶³.

Un point de départ vers un cap incertain. Car il ne faudrait pas imaginer que la cohésion soude le PS. Michel Rocard se remobilise, avec son courant, mais il n'entend pas non plus régénérer une guerre frontale avec François Mitterrand. Les tensions de courants sont mises entre parenthèse. Mais chacun s'épie, prêt à dégainer, au cas où.

B) Un nouveau coup d'éclat : démissionner pour garder le contrôle

1) La bombe

La perspective des élections législatives prévues en mars 1986 n'a rien de réjouissante pour la gauche au pouvoir. Tous les indicateurs annoncent une défaite cuisante pour la gauche au profit de la droite, ainsi qu'une percée de l'extrême-droite. Les élections cantonales des 10 et 17 mars 1985 envoient à la gauche un signal alarmant. Les forces de gauche perdent de nombreux sièges. Le Parti socialiste perd dix départements supplémentaires ce qui constitue un revers pour plusieurs de ses cadres, essentiellement des mitterrandistes comme Louis Mermaz en Isère ou André Laignel dans l'Indre. La Gironde aussi passe à droite¹²⁶⁴. Comme certains le redoutaient après les élections européennes de juin 1984, les bons résultats du Front national n'étaient pas un accident isolé, mais la preuve de l'enracinement concret du lepénisme dans le paysage politique. En effet, alors que le parti à la flamme n'avait même pas récolté 1 % lors des élections cantonales de 1982, il obtient

1261 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

1262 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.97

1263 BEDEI Jean-Pierre, « Le PS dans les starting-blocks », dans « L'Unité. N°584, 21-27 décembre 1984 », *Archives-Socialistes.fr*

1264 Le canton de Pierre Brana n'était pas concerné par le scrutin

cette fois plus d'un million de voix et une moyenne nationale proche des 9 %, avec des scores bien plus importants dans certains secteurs, essentiellement dans le sud-est. Pierre Brana partage son inquiétude à ce sujet, alertant sur le fait que dans de nombreux cantons, de parfaits inconnus, pour certains n'ayant pas fait campagne, obtiennent autour des 8 %, témoignant qu'il y a une vraie attraction pour les idées du Front national¹²⁶⁵. Depuis sa bonne performance des européennes de 1984, le FN a su fidéliser son électorat et se structurer de manière organisée et efficace, à divers échelons, pour aborder les prochains scrutins¹²⁶⁶. En guise de prétendue parade pour contrer la progression de la droite et de l'extrême-droite, François Mitterrand décide, le 3 avril 1985, de modifier le mode de scrutin : les prochaines législatives ne se feront plus au scrutin uninominal à deux tours par circonscription, mais à la proportionnelle, avec un scrutin de liste par département¹²⁶⁷. La droite dénonce cette réforme électorale, qu'elle voit comme une manœuvre du président de la République destinée à affaiblir l'union RPR-UDF en faisant monter le FN. François Mitterrand confie quelques années plus tard avoir estimé « *qu'une victoire du RPR et de ses alliés représentait un risque plus grand pour le pays que l'élection de quelques députés du Front national* »¹²⁶⁸.

Mais la droite n'est pas la seule à critiquer le passage à la proportionnelle. Michel Rocard s'oppose à cette idée, arguant que cela renforcerait durablement le Front national, l'influence des appareils politiques et favorisait l'éclatement de l'échiquier politique avec le développement de petites formations charnières dont le rôle dans les équilibres serait disproportionné par rapport à leur poids. Il avait déjà fait part de sa position lors d'un comité directeur du PS : « *Je suis très inquiet à l'idée d'un choix correspondant à une dominante proportionnelle significative, très inquiet pour de multiples raisons. Je ne vois pas comment optant pour une forte dominante proportionnelle, nous ne serions pas immédiatement accusés de préparer notre volonté de vouloir gouverner au centre. Assumer la représentation proportionnelle comme dominante, c'est placer la bataille sur le thème « vous voulez revenir à la Quatrième République » et nous nous amputons de 2 ou 3 %. Nous ne bénéficions pas de l'effet de mobilisation du second tour, nous n'utilisons pas à plein les reports communistes, nous abordons notre éventuelle discussion avec la représentation parlementaire en ayant affaibli notre propre militantisme et notre caractère offensif sur le programme [...] Faire aujourd'hui le choix de la proportionnelle, c'est d'abord choisir un mode de scrutin qui, jamais*

1265 « Comité directeur, 23 mars 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1266 BIRENBAUM Guy, « Font national : les mutations d'un groupuscule », dans « Intervention. N°15-Janvier/Février/Mars 1986 », *Archives-Socialistes.fr*

1267 Le scrutin proportionnel à un tour est un scrutin de liste à l'échelle départementale. Le nombre de sièges par liste est attribué proportionnellement au nombre de voix obtenues.

1268 Entretien avec François Mitterrand le 5 mai 1990, dans FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome2, Les épreuves (1984-1988)*, op.cit, p.380

plus dans un avenir au-delà de 1986, ne permettrait de majorités socialistes »¹²⁶⁹. Il ne laisse pourtant aucun indice sur ses intentions¹²⁷⁰. Lors du conseil des ministres du mercredi 3 avril, il exprime son opposition au système de la proportionnelle. Mais rien n'annonce une réaction aussi radicale qu'une démission. Au cours de la séance des questions au gouvernement, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, il se refuse à tout commentaire.

Le soir même du 3 avril, il annonce à l'Élysée sa démission du gouvernement. François Mitterrand lui aurait proposé de rester au gouvernement, soit à l'Agriculture, soit à l'Éducation nationale, un beau ministère selon certains de ses proches, qui auraient voulu qu'il accepte cette offre¹²⁷¹. Le lendemain, Michel Rocard réunit ses plus fidèles à son domicile. Pierre Brana fait partie des convives. Selon lui, Michel Rocard « *a estimé qu'un certain nombre de principes auxquels il tenait ont été atteints : d'abord la stabilité des institutions car dans la Constitution l'élection du président de la République va de pair avec le scrutin majoritaire à l'échelon de la circonscription. Ensuite, la proportionnelle départementale permet de faire une place à l'extrême droite : c'est un grave danger* »¹²⁷². D'autres présents, comme Jean-Pierre Cot ou Gérard Fuchs, étaient en faveur de la proportionnelle au nom de la démocratie et de la nécessité que chaque courant bénéficie d'une juste représentation.

De son côté, Gérard Lindeperg se montre sceptique devant les arguments invoqués par Michel Rocard, notamment celui visant le FN : il considère que si le parti d'extrême-droite est si dangereux pour la République que certains le disent, il fallait l'interdire ou le combattre politiquement, et non pas l'excommunier¹²⁷³. Gérard Lindeperg tire cette idée de l'expérience de son épouse, qui s'est intéressée de très près au FN et qui a maintes fois répété que pour le combattre, il faut démonter son argumentaire, prouver la vacuité de sa réflexion et la dangerosité de son programme. Le bannir uniquement sur des discours de morale et des raccourcis ne fait que le renforcer et conforte son discours victimaire de parti du peuple persécuté par les élites dans lequel il se drape pour s'en prendre au système. De toute façon, l'attitude face au Front national est un débat plutôt complexe qui embarrasse la quasi-totalité de l'échiquier politique. Les rocardiens ne font pas exception. Lors d'une réunion de la cellule politique du courant qui aura lieu en novembre 1985, les lieutenants de Michel Rocard se divisent quant au traitement à réserver au FN. Certains encouragent Michel Rocard à dénoncer vigoureusement l'extrême-droite, les autres, à ne pas lui accorder trop

1269 « Michel Rocard- Comité directeur, samedi 23 mars 1985, matinée », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1270 BEGE Jean-François, « Rocard choisit son isoloir », *Sud-Ouest*, 5 avril 1985

1271 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

1272 *Sud-Ouest*, 5 avril 1985

1273 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.195

d'attention pour ne pas lui faire de publicité¹²⁷⁴. Par ailleurs, Gérard Lindeperg souligne la contradiction de vouloir ouvrir la majorité vers le centre tout en refusant la proportionnelle, qui est le mode de scrutin le plus adapté aux coalitions.

La décision de Michel Rocard n'avait pas été discutée, elle est le seul fait de ce dernier. La veille, il avait également réuni en fin d'après-midi quelques députés membres de sa garde rapprochée, incluant des proches comme Robert Chapuis, Jean-Pierre Cot, Dominique Taddéi, Gérard Fuchs, qui eux, défendaient la proportionnelle¹²⁷⁵. Dans la soirée, quatre députés rocardiens, Claude Evin, Michel Sapin, Jean-Pierre Sueur et Gérard Gouzes sont réunis au ministère de l'Agriculture. S'ils estiment que l'opposition au projet de la proportionnelle est largement répandue dans les bancs parlementaires, ils n'envisagent pas la démission de leur patron¹²⁷⁶. Même Jean-Paul Huchon n'était pas au courant. Il était au ski à ce moment-là et c'est le patron de la station des Arcs, Roger Godino, qui lui apprend la démission de Michel Rocard¹²⁷⁷. En réalité, personne n'avait vu venir une démission aussi rapide¹²⁷⁸. Tout comme il n'avait prévenu personne lors de son discours de Metz en 1979, Michel Rocard a pris à nouveau une décision importante sans consulter ses proches. Avant de quitter le ministère de l'Agriculture, Michel Sapin avait posé en toute franchise la question à Michel Rocard, qui lui avait alors assuré que la démission n'était pas dans ses projets¹²⁷⁹.

Il y a là un surprenant décalage entre la composition de cette équipe rocardienne, fondée sur des liens d'amitié, de confiance et de vieille camaraderie, et cette façon qu'a Michel Rocard de prendre seul des décisions lourdes de conséquences, pour lui-même mais aussi pour tous ceux qui l'accompagnent. Car la loyauté qui soude cette communauté rocardienne fait que la garde rapprochée de Michel Rocard le suit dans ses décisions, même si elle désapprouve les contours. Ce choix aurait aussi été grandement le fait de son épouse Michèle, qui abhorre François Mitterrand et pousse son mari à rompre (d'ailleurs Pierre Brana la voit souvent avec Jacques Julliard pour réfléchir aux perspectives politiques¹²⁸⁰). Preuve de son rôle déterminant auprès de Michel Rocard, c'est elle qui a transmis en pleine nuit le message à l'AFP¹²⁸¹. Les rocardiens sont abasourdis : « *Bien que M. Rocard ait réuni, mercredi 3 avril au soir, quatre députés rocardiens, MM. Claude*

1274 « Réunion de la cellule politique du 7 novembre 1985 », Archives de Pierre Zémor, carton 8, Fondation Jean-Jaurès

1275 Le 2 avril, Jean-Pierre Cot et Dominique Taddéi avaient averti le cabinet de Michel Rocard qu'ils comptaient publier un article dans *Le Matin* où ils prendraient position pour la proportionnelle et contre le scrutin majoritaire, NIVE Dominique, « Chronique d'un divorce », *Sud-Ouest*, 14 avril 1985

1276 BEGE Jean-François, « Rocard choisit son isoloir », *Sud-Ouest*, 5 avril 1985

1277 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

1278 ESTIER Claude, « Proportionnelle, la 47ème proposition », dans « L'Unité. N°599, 12-18 avril 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1279 NIVE Dominique, « Chronique d'un divorce », *Sud-Ouest*, 14 avril 1985

1280 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.142

1281 Dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication : Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.353

*Evin, Gérard Gouze, Michel Sapin et Jean-Pierre Sueur, il ne leur avait pas parlé de sa démission. L'un des participants à cette réunion estime même qu'à ce moment-là, une telle décision était "exclue" »*¹²⁸².

Mais maintenant, c'est tout le courant qui doit réagir en conséquence. Une réunion est organisée en urgence. Les rocardiens sont prêts à assumer toutes les conséquences et font bloc autour de leur chef.

2) Un motif plus complexe qu'il n'y paraît

Car cette démission comporte également une dimension politique : s'extirper d'un gouvernement dirigé par Laurent Fabius et ainsi retrouver sa liberté pour préparer son avenir et affirmer ses positions, même s'il perd les avantages d'un poste de ministre. Il faut dire que Laurent Fabius, en plus d'être un farouche adversaire de Michel Rocard, peut se révéler être une embûche de taille sur la route de l'Élysée. Il dispose de trois atouts majeurs. Le premier est celui de la dimension d'homme d'État. Il est établi depuis longtemps que Matignon n'est pas un tremplin assuré vers la présidence de la République, mais cela reste une opportunité de se forger une stature d'incarnation de l'État. Cela forme à la conduite des affaires, notamment en vertu de la dimension constitutionnelle de la fonction de Premier ministre, cela donne une visibilité politico-médiatique conséquente. A cela s'ajoute que Laurent Fabius bénéficie de toute l'affection et du soutien du chef de l'État. Son deuxième atout est que, en tant que membre du cercle intime de François Mitterrand, il a ce qui fait cruellement défaut à Michel Rocard : le soutien et la confiance des barons du parti. Dernier atout, c'est lui qui mène la politique de recentrage prônée par Michel Rocard. Une politique rocardienne, sans Michel Rocard, sans bénéfice pour Michel Rocard. Autrement dit, Laurent Fabius occupe son espace politique. Ultime menace, cette fameuse visibilité accrue de Laurent Fabius, qui devient l'homme politique le plus populaire du pays, devant Michel Rocard (57 % contre 51)¹²⁸³.

Aussi, Michel Rocard estime ne pas pouvoir se permettre de rester dans l'ombre et sous l'autorité de Laurent Fabius. Prendre la porte de sortie était la seule solution d'éviter la mort politique, bien qu'elle l'éloigne du PS. D'ailleurs, la démission de Michel Rocard provoque des remous au sein du PS. Véronique Neiertz, porte-parole du groupe PS, parle d'un « *coup de poignard dans le dos* »¹²⁸⁴ et Claude Estier, président de la commission des Affaires étrangères,

1282 ANDREANI Jean-Louis, « Les rocardiens pris de court », *Le Monde*, 5 avril 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1283 Baromètre SOFRES, *Le Figaro Magazine*, 5 avril 1985

1284 « La démission de M. Michel Rocard », *Le Monde*, 5 avril 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

dénonce une décision politique qui « *dépasse largement le problème de la loi électorale* »¹²⁸⁵. Dans son billet de *l'Unité*, il accuse Michel Rocard de renier ses engagements et d'adopter une posture à des fins politiciennes pour servir une ambition personnelle¹²⁸⁶. Billet complété d'un dessin montrant Michel Rocard regardant dans un miroir où il est inscrit sur le cadre « sondage » reflétant le visage de Laurent Fabius, attestant la théorie que son geste est bien plus animé par une stratégie politique que par une vraie force de conviction¹²⁸⁷. Il est évident que cette décision ne pouvait que mettre de l'eau au moulin de tous ceux qui affirment que Michel Rocard et les siens ne sont pas fiables. En réalité, les miterrandistes persistent dans une logique résumée par Louis Mermaz à Bourg-en-Bresse : la seule politique à suivre pour les socialistes est celle décidée par le président de la République. Contester cette politique, c'est contester François Mitterrand¹²⁸⁸.

Pourtant, les miterrandistes, malgré leur colère, sont très embarrassés de la situation. Ces dissensions internes sont une mauvaise presse. Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale André Billardon annonce que tout député qui ne suivrait pas la ligne du parti dans le débat de la proportionnelle serait exclu du groupe. Si cela venait à se concrétiser, que feraient les rocardiens ? Michel Sapin, chef officieux des députés rocardiens, estime que « *trente députés sur trente-cinq rocardiens* » sont favorables au scrutin majoritaire, donc hostile à la proportionnelle¹²⁸⁹. Aussi, les barons socialistes redoutent une scission du groupe, et pire encore, des débauchages par Michel Rocard qui monterait son propre groupe à l'Assemblée, potentiellement alimenté par l'hostilité à la proportionnelle. Pierre Brana conte une réunion du secrétariat national le 4 avril où il annonce avoir une importante communication à faire, ce qui pétrifie l'assistance. Tous redoutent que Pierre Brana annonce que les députés rocardiens allaient revendiquer leur liberté de vote ou pire, concrétiser cette idée de groupe autonome¹²⁹⁰ ! Finalement il n'en est rien. Pierre Brana se veut rassurant dans la presse : « *Que l'on ne se méprenne pas sur nos intentions : nous restons tous membres à part entière du PS* »¹²⁹¹.

Mais cet épisode illustre une fois de plus de la fébrilité et les tensions qui règnent au sein de l'appareil socialiste. La démission de Michel Rocard n'est pas une simple question de principe politique, elle est le point de commencement d'une nouvelle entreprise d'affirmation et de singularisation. Michel Rocard entend retrouver de l'espace et préparer une nouvelle offensive pour

1285 *Le Monde*, 5 avril 1985

1286 ESTIER Claude, « Proportionnelle, la 47ème proposition », dans « *L'Unité*. N°599, 12-18 avril 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1287 Voir Annexe 8 : ESTIER Claude, « Proportionnelle, la 47ème proposition », dans « *L'Unité*. N°599. 12-18 avril 1985 », *Archives-Socialistes.fr*. Dessin de Forcadell

1288 BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, op.cit, p.255

1289 « Les socialistes en état de choc », *Sud-Ouest*, 5 avril 1985

1290 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.143

1291 *Sud-Ouest*, 5 avril 1985

s'imposer dans le Parti socialiste. Sur ce point, les mitterrandidistes perçoivent mal la tactique rocardienne en soupçonnant les rocardiens de vouloir rompre avec le Parti socialiste.

C) Le plan de bataille des rocardiens

1) Un courant bien structuré

Michel Rocard balaie d'une main les critiques à son égard et réaffirme que son départ est uniquement lié à cette idée de proportionnelle, qu'il juge « *dangereuse pour l'équilibre des institutions et donc pour l'intérêt général de la France* »¹²⁹². Michel Sapin affirme dans la presse régionale que « *l'avenir des socialistes est aujourd'hui au sein de leur parti* », excluant de fait toutes les rumeurs sur une possible scission à venir¹²⁹³. Cette déclaration est supposée apaiser les craintes des mitterrandidistes qui redoutent un coup d'éclat suivi d'une scission. Mais en réalité, l'opération de déminage menée par le clan rocardien ne calme en aucun cas les mitterrandidistes. Ces derniers craignent tout autant que Michel Rocard et sa bande ne mènent une offensive au sein du PS. Le 28 avril, un rassemblement de tous les élus rocardiens est organisé. Pour reprendre toute sa place, retrouver un peu de lumière et préparer l'avenir, Michel Rocard regagne le bureau qu'il occupait déjà avant 1981 au 266 boulevard Saint-Germain.

Dans ces locaux, Michel Rocard reçoit, consulte et s'organise avec une équipe tournée vers la préparation de l'élection présidentielle de 1988 et la succession de François Mitterrand. Ce dernier répète à qui veut l'entendre dans le microcosme socialiste qu'il ne se représentera pas mais personne ne prend ces affirmations comme argent comptant¹²⁹⁴. Donc les rocardiens se préparent, doucement mais sûrement. L'équipe autour de Michel Rocard s'étoffe, avec l'arrivée du linguiste Pierre Encrevé. Catherine Le Galiot, qui était cheffe de son secrétariat particulier lorsqu'il était ministre, reprend cette fonction dans les locaux rocardiens, assistée de deux autres secrétaires et quatre semi-permanents. Pierre Zémor structure une équipe, qui se réunit le mercredi¹²⁹⁵. Elle est composée d'Alain Richard (chargé des relations avec le parlement), Michel Sapin (du suivi du gouvernement), Bernard Poignant (qui gère les clubs Convaincre), Jean-Pierre Sueur (qui planche sur les questions de décentralisation et s'occupe des rapports avec les élus locaux), Jean-Claude Petitdemange (chargé des relations avec le PS), Claude Evin (qui gère les études et les groupes

1292 « M.Rocard s'explique », *Le Monde*, 6 avril 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1293 BIJONNEAU Serge, « Michel Sapin : Rocard a un avenir », *La Nouvelle République*, 19 avril 1985

1294 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.257

1295 Fiche synthétique sans nom, Archives de Pierre Zémor, carton 7 bis, Fondation Jean-Jaurès

d'experts), André Salomon (conseiller politique de Michel Rocard) et occasionnellement d'autres personnalités comme Catherine Trautmann, conseillère municipale d'opposition à Strasbourg. Pierre Zémor fait office de secrétaire général de ces réunions, auxquelles assiste parfois Michel Rocard. Elles sont divisées en deux temps : l'élaboration de la stratégie générale et l'étude de l'actualité. Participe aussi Tony Dreyfus, qui apporte son gros carnet d'adresses et prend en charge la trésorerie de la « rocardie », paramètre ô combien important pour quiconque entend mener une campagne d'ampleur, d'autant plus sans avoir la garantie de jouir des ressources d'une grande structure¹²⁹⁶. L'équipe rocardienne est également rafraîchie par d'un trio de jeunes : Manuel Valls, Alain Bauer¹²⁹⁷ et Stéphane Fouks^{1298 1299}.

Parallèlement, le congrès de Toulouse prévu à l'automne 1985 apparaît pour les rocardiens comme l'opportunité de vérifier leur poids au sein du PS et enclencher un rapport de force avec les miterrandistes afin d'obtenir les places qu'ils estiment leur revenir. Cette fois, ils n'entendent pas se dissoudre dans une motion commune ou subir des marchandages. Michel Rocard maintient la pression en déplorant l'attitude de certains membres du parti à son égard, annonçant notamment que si on le poussait à sortir du PS, le parti se condamnerait de lui-même. Cette menace lui attire une réprimande de Bertrand Delanoë, porte-parole du PS, rappelant que personne n'est indispensable pour l'avenir du socialisme¹³⁰⁰.

Devant les autres cadres du PS, les rocardiens tentent de manœuvrer subtilement. Ils disent croire en l'unité, vouloir éviter les divisions néfastes, mais en même temps, ils revendiquent d'avoir des choses à dire et entendent être pris en considération par les autres courants. La tactique rocardienne revient donc à construire un discours qui ne ferait pas d'eux les diviseurs. Michel Rocard affirme même que la décision de soumettre une motion n'est pas encore arrêtée, qu'à ce jour il ne s'agit que d'une contribution¹³⁰¹. Le message rocardien, traduit notamment par Gérard Fuchs est clair : prenez en compte ce que nous représentons ou vous nous obligerez à faire entendre notre voix¹³⁰². Mais l'organisation souterraine de la « rocardie » laisse à supposer qu'ils ne se font aucune illusion sur les intentions des miterrandistes et que dans leur plan, la confrontation est inévitable et même, souhaitable. Aussi, Gérard Lindeperg plaide pour que Michel Rocard ne soit pas le seul à s'exprimer. S'il juge qu'un texte signé de la seule main de Michel Rocard serait bénéfique, il estime

1296 AMAUDRIC Pascale, « Rocard, son plan, son organisation, ses hommes », *Le Journal du Dimanche*, 26 mai 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 », *Articles et tribunes*, MichelRocard.org

1297 Né en 1962, il est membre du PS depuis ses quinze ans

1298 Né en 1960, membre du PS depuis son adolescence, il est le chef adjoint du cabinet de Michel Rocard entre 1984 et 1985

1299 Fiche synthétique sans nom, Archives de Pierre Zémor, carton 7 bis, Fondation Jean-Jaurès

1300 « Comité directeur, 11 mai 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1301 Ibid

1302 Ibid

qu'une démarche trop personnalisée serait néfaste. Aussi, il propose qu'à côté du texte de Michel Rocard, les rocardiens en responsabilité dans les instances du parti puissent se faire entendre dans des petites contributions moins générales et plus brèves¹³⁰³.

En tant que responsable du courant, Robert Chapuis multiplie les déplacements en province afin de mobiliser toutes les forces rocardiennes dans la perspective du congrès. Claude Evin se charge de faire la jonction avec les députés tandis que Jean-Paul Huchon¹³⁰⁴ et Jean-Claude Petitdemange, respectivement directeur de cabinet et chef de cabinet de Michel Rocard quand il était ministre, la font avec l'appareil d'État. Patrick Viveret conserve les rapports avec les milieux intellectuels. Guy Carcassonne, Jean-François Merle, Michel Sapin et Jean-Pierre Sueur sont les plumes et préparent à Michel Rocard textes de discours et de motions. Des réunions ponctuent toute cette phase d'organisation : Manuel Valls et Stéphane Fouks réunissent les jeunes rocardiens aux Arcs le 6 septembre 1985 et Pierre Zémor fait référence, sans préciser la date, à une réunion chez les Frachon dans les Yvelines¹³⁰⁵. Dernier rouage de la machine Rocard, une structure est mise sur pied, avec les Clubs Convaincre placés sous la responsabilité de Bernard Poignant. Si Michel Rocard ne conteste pas le rôle incontournable des partis pour la bonne vitalité démocratique, il pointe également leurs limites, les limites de l'envie qu'ils suscitent auprès des citoyens, qui aimeraient participer à la vie démocratique mais qui ne se reconnaissent pas dans les partis. C'est là qu'interviennent les Clubs Convaincre, « *dégagés des contraintes du jeu institutionnel, ce sont des endroits de liberté pour réfléchir, proposer et innover* »¹³⁰⁶.

Ainsi, le courant rocardien passe une étape supplémentaire dans sa structuration. Si Michel Rocard n'entend pas rompre avec le Parti socialiste, il développe de plus en plus une organisation parallèle au PS, avec des locaux, une équipe spécifique et une structure. Certes, la structure des Clubs est plus souple qu'un parti politique mais il n'en demeure pas moins que désormais, les rocardiens disposent d'une entité acquise à leur cause, qu'ils peuvent utiliser comme ils l'entendent.

1303 Lettre de Gérard Lindeperg à Michel Rocard datée du 2 mars 1985, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 64, Parti socialiste 1985-1986*, Fondation Jean-Jaurès

1304 Directeur général du Crédit Agricole depuis décembre 1985, il tenait à avoir un pied hors de la politique, quelque peu sceptique sur l'avenir de la démarche rocardienne, HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.130

1305 Fiche synthétique sans nom, Archives de Pierre Zémor, carton 7 bis, Fondation Jean-Jaurès

1306 « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°2. 10 mars 1986 », *MichelRocard.org*

2) La quête d'originalité des rocardiens

Une lettre mensuelle est assortie à cette structure souple pour que les thèses rocardiennes puissent être exprimées librement. Le nom est d'ailleurs riche de sens et démontre bien la primauté accordée au fond et à la réflexion. Il ne s'agit pas de conquérir, de séduire, mais de convaincre, donc de susciter l'adhésion et l'approbation par des arguments. Le premier numéro est lancé en février 1986, au moment où les ambitions prêtées à Michel Rocard le font s'affirmer de plus en plus. La direction de la publication est assurée par deux fidèles : Bernard Poignant et Guy Carcassonne. A la fin, on trouve une rubrique intitulée « Pour écouter Michel Rocard » avec un calendrier de ses déplacements et interventions à travers la France. Autant dire que cela ressemble à une campagne sans le nom. Dans un texte manuscrit, écrit donc de sa main, Michel Rocard explique les raisons qui le poussent à faire cette lettre : « *La réponse est dans son titre. Convaincre. Dans un pays qui vit au rythme d'échéances électorales nombreuses, le débat politique de fond est trop souvent édulcoré, chacun s'attache à séduire plus qu'il ne cherche à convaincre. Par ses dimensions limitées, cette lettre ne prétend pas tout dire, ni même tout aborder, mais elle me permettra d'apporter ma réflexion à ceux qu'elle peut intéresser. Je souhaite ainsi contribuer à échanger des idées, pas plus, mais surtout pas moins. Le temps seul dira si c'est utile, si ces quatre pages, dont j'assume pleinement la responsabilité, vous apportent quelque chose, à vous lecteurs, qui me faites l'amitié de me lire* »¹³⁰⁷.

Dès le premier numéro, Michel Rocard développe deux thèmes qui font l'originalité de sa pensée et la spécificité de la deuxième gauche, contre la gauche « archaïque » de François Mitterrand. D'abord, une certaine flexibilité économique. Dès mai 1985, Michel Rocard avait changé de vocabulaire. L'autogestion est remplacée par un nouveau concept, celui d'autonomie : « *l'avenir se jouera sur la relation d'autonomie entre les citoyens d'une part et les appareils d'encadrement d'autre part* »¹³⁰⁸. Mais pour cela, il faut redéfinir le rôle de l'État, le faire passer de producteur à régulateur tout en favorisant « *l'autonomie et l'initiative des partenaires sociaux* »¹³⁰⁹. C'est cette ligne qui lui attire d'ailleurs toute l'hostilité de la gauche socialiste orthodoxe qui ne s'est pas défait de ses relents marxistes de jeunesse. Mais Michel Rocard se distingue tout autant de la droite, mettant en avant un équilibre entre la solidarité et la responsabilité¹³¹⁰. Une ligne qu'il veut sans rapport avec le libéralisme défendu par la droite de l'époque. En effet, la droite des années

1307 « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°1. 26 février 1986 », *MichelRocard.org*

1308 *Libération*, 22 mai 1985, dans BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir*, op.cit, p.371

1309 ROCARD Michel, *A l'épreuve des faits. Textes politiques 1979-1985*, Seuil, 1986, p.55

1310 *Libération*, 22 mai 1985, dans BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir*, op.cit, p.371

1980 s'inspire idéologiquement du modèle américain et britannique. Leurs dirigeants respectifs, Ronald Reagan et Margaret Thatcher sont alors les figures de proue de ce qui est appelée la « révolution conservatrice »¹³¹¹. Le libéralisme économique est alors brandi par une nouvelle génération de talents de la droite, que ce soit François Léotard et Alain Madelin pour l'UDF ou Alain Juppé pour le RPR¹³¹². Michel Rocard ne partage pas évidemment pas cette ligne, qu'il accuse d'être un libéralisme ultra, brutal et pensé pour les élites : « *contrairement aux porte-paroles de l'UDF et du RPR nous pensons que la souplesse ne sera économiquement efficace que si elle sert aussi les intérêts des travailleurs* »¹³¹³. Deuxième pilier de la philosophie rocardienne, la décentralisation. Contre la première gauche étatique et jacobine, représentante de l'idéologie de l'État absolu, Michel Rocard défend le rôle des régions « *susceptibles d'intervenir efficacement dans des secteurs aussi vitaux que ceux du développement économique ou de l'aménagement du territoire* »¹³¹⁴.

Les bases sont donc posées. Il ne faudrait pas pousser le fantasme trop loin et voir dans cette lettre les preuves d'une ambition politique audacieuse, mais en tout cas, il y a les premières bases d'une pensée, et d'aucuns pensaient sans doute, les premières pierres d'un programme politique portant le sceau de la deuxième gauche et qui assume un glissement vers la social-démocratie. Dans la conception rocardienne, il s'agit de joindre une société solidaire dans une économie de marché. Un programme politique qui peut être utilisé non seulement dans le cadre d'une entreprise d'affirmation, mais aussi comme base d'une campagne électorale d'ampleur nationale.

3) L'enjeu : peser dans le parti quitte à croiser le fer

Les locaux du boulevard Saint-Germain sont le nexus de toute cette organisation¹³¹⁵. Désormais, les rocardiens ne veulent plus se contenter d'être un morceau de la majorité. Ils veulent être la force motrice de la gauche, au-delà des strictes frontières du parti. Pour eux, la ligne qu'incarne Michel Rocard est celle dont la France a besoin. Mais pour que Michel Rocard puisse réaliser son destin, il a besoin de se faire entendre au sein du parti. L'objectif n'est pas de prendre le PS, mais d'y peser. Michel Rocard a deux exigences : une rénovation de la doctrine et l'assurance d'une bonne représentation de ses amis pour les législatives de 1986 (20 % des candidats). D'où la

1311 ADONIS Andrew, HAMES Tim, *A Conservative Revolution ? The Thatcher-Reagan Decade in perspective*, Manchester University Press, 1994, 261 p.

1312 BUISSON Jean-Christophe, TABARD Guillaume, *Les grandes figures de la droite. De la Révolution française à nos jours*, Perrin, 2020, p.378

1313 Ibid

1314 « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°1. 26 février 1986 », *MichelRocard.org*

1315 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.100

volonté de plus en plus assumée de déposer une motion. Mais avant de concrétiser cela, les rocardiens continuent de faire monter la pression. L'idée de listes dissidentes aux législatives de 1986, laissant entrevoir la perspective d'un groupe autonome à l'Assemblée nationale, est agitée. Les rocardiens laissent entendre qu'ils ont suffisamment de personnalités implantées dans les territoires pour constituer leurs propres listes et composer un groupe parlementaire rocardien. Ils mettent en avant l'étroitesse de leur situation au sein du PS tant les miterrandistes tiennent les rênes du parti. Une idée que balaie Lionel Jospin dès la mi-avril en affirmant que Michel Rocard, ses fidèles et ses idées ont toute leur place au sein du PS et qu'il n'est nullement question de les marginaliser¹³¹⁶. Il va même jusqu'à dire que des rocardiens pourraient mener des listes du PS lors des élections législatives.

Pourtant, Laurent Fabius s'efforce de réduire ce qui peut faire l'originalité de Michel Rocard. Il travaille sa stature, se posant sans le dire en héritier de François Mitterrand, en nouveau guide du socialisme. Comme François Mitterrand avait su donner un nouveau souffle à la gauche, Laurent Fabius veut être celui qui va l'adapter à son temps. Il prône un « *socialisme moderne fondé sur trois piliers : les libertés, l'égalité des chances et l'Europe* »¹³¹⁷. Un triptyque que n'aurait pas renié Michel Rocard. Ce recentrage des miterrandistes force Michel Rocard à accélérer le rythme et à durcir son offensive. Il entend également profiter des premières rivalités qui tendent les relations entre Lionel Jospin et Laurent Fabius. Le 23 juin 1985, alors que Michel Rocard participe à la fête de la Rose à Montauban, il déclare à propos de la présidentielle de 1988 « *oui j'y vais. Depuis le temps que certains socialistes me tapent dessus, depuis le temps qu'ils disent que j'ai raison, en prenant le contre-pied de mes propositions, le moment est venu* »¹³¹⁸. Il va encore plus loin : « *tous les socialistes ont vocation à devenir rocardien* »... une annonce à peine voilée de son intention de convertir le PS à ses idées de l'intérieur, mais qui révèle aussi que Michel Rocard a conscience d'être une référence pour une partie de la famille socialiste. Convertir le PS, mais pas en étalant de violentes disputes sur la place publique. Pour ne pas heurter une base militante sensible aux divisions, les chefs de clan essaient de jouer l'unité, ou au moins, la confrontation polie, symbole de la diversité et de la vigueur du PS.

La présentation des contributions pour le congrès de Toulouse se passe, selon les responsables du parti, tous courants confondus, dans le calme et la pondération. Le parti n'a vraiment pas intérêt à faire autrement alors que les élections législatives de 1986 s'annoncent périlleuses. Étaler publiquement les tensions et les mettre en avant serait prendre le risque de

1316 *Sud-Ouest*, 16 avril 1985

1317 BEDEI Jean-Pierre, « La Troisième voie de Laurent Fabius », dans « L'Unité. N°609, 21-27 juin 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1318 *Le Monde*, 25 juin 1985

décourager et démobiliser la base électorale du PS. Pourtant, en coulisses, les rapports sont de plus en plus ombrageux. Les différents courants n'ont pas la même lecture du bilan de la gauche au pouvoir, du cap à poursuivre. Le congrès de Toulouse est donc particulièrement important pour rendre le PS opérationnel et préparer la suite. La direction qui sortira de ce congrès revêt par conséquent un enjeu capital. Aussi, la question des alliances internes, des équilibres se pose, et réveille les divergences. Les miterrandistes et les mauroyistes, autrefois rivaux, semblent être en faveur d'une majorité interne qui rassemblerait miterrandistes (réunis derrière Lionel Jospin), mauroyistes et chevènementistes. Quant aux rocardiens, il y aurait trop de profondes divergences sur les plans économiques et politiques pour les intégrer de nouveau à la direction. Guy Allouche, sénateur du Nord et proche de Pierre Mauroy, reproche à Michel Rocard de vouloir « *revenir sur les buts et les objectifs du PS* »¹³¹⁹.

De leur côté, les rocardiens ne ferment pas la porte à une potentielle synthèse, mais cette fois, avertit Pierre Brana, elle ne se fera pas à n'importe quel prix¹³²⁰ : « *Nous ne ferons pas la synthèse pour la synthèse, mais nous pensons que nous pouvons aboutir à un texte acceptable par tous. Cependant, nous ne sommes pas disposés à payer le prix de cette unanimité* ». Ils font savoir que le dépôt ou non d'une motion dépendra de trois facteurs : le contenu d'une motion à laquelle ils seraient conviés à se rallier, la place qu'on leur ferait dans les instances du parti et sur les listes législatives. Mais en réalité, la décision de déposer une motion semblent quasiment actée car les rocardiens ne s'attendent pas à ce que les miterrandistes se montrent ouverts aux attentes de ce qu'ils appellent « *la pièce rapportée de 1974* »¹³²¹.

Le 6 juillet, le PS tient un dernier Comité directeur avant la pause estivale lors duquel est fixé un cadre pour la désignation des candidats aux législatives, sujet de fortes tensions. Il est décidé qu'à partir du 26 août, correspondant à la date d'ouverture officielle des candidatures, des « *propositions communes seront faites devant les commissions exécutives dans chaque département et assumées collectivement par celles-ci. Ces propositions se traduiront par l'établissement cas par cas d'une liste de candidats sur laquelle, dans leurs sections, les militants auront à se prononcer, non pas seulement pour une ratification formelle puisque l'ordre des noms sur la liste pourra être modifié si une majorité absolue des adhérents concernés le demande* »¹³²². Une Convention spéciale prévue pour le 10 novembre ratifiera définitivement les investitures accordées par le PS. Le 24 août est organisée une réunion de l'état-major du PS. Lionel Jospin y vante une possible synthèse autour du texte proposé par le courant majoritaire et exprime sa volonté d'une « *synthèse générale qui*

1319 BEDEI Jean-Pierre, « PS : la base pousse à l'unité », « L'Unité. N°611, 5 juillet 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1320 Ibid

1321 Ibid

1322 ESTIER Claude, « Le Parti socialiste en ordre de bataille » dans « L'Unité. N°612, 12 juillet 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

nous englobe tous, qui nous engage solidairement devant les militants du Parti »¹³²³ afin de faire bloc contre la droite. Jean-Pierre Chevènement lui donne raison, invoquant une responsabilité historique pour tous les socialistes, quelque soient les divers cheminements de chacun. L'espoir des mitterrandidistes d'une motion unitaire ne dure pas. Les néo-rocardiens annoncent dès la fin de l'intervention de Lionel Jospin le dépôt d'une motion intitulée « Retrouver l'espérance, un PS attractif, un projet de l'autogestion ».

Michel Rocard et son courant ne sont pas non plus disposés à se rallier aussi facilement. Il n'est pas question de se voir à nouveau étouffé au nom du rassemblement et d'être sacrifié sous prétexte de résister aux attaques de la droite. Robert Chapuis sonne une première charge : *« Je crois que nous pouvons penser légitimement que le Premier secrétaire, leader de la motion 1 que nous avons signée ensemble à Bourg-en-Bresse, prendrait une initiative du même type pour savoir, sur la base des contributions déposées, quelles étaient les possibilités de dialogue, de rencontre, de synthèse. Nous avons attendu, pour notre part, et nous pouvions penser que diverses rencontres, même tardives, pouvaient permettre d'aller sur quelques questions de fond. Nous avons eu la surprise, je dirai même pour certains d'entre nous la stupéfaction d'entendre, lors du dernier Bureau exécutif, qu'effectivement certaines rencontres avaient eu lieu, parce que, paraît-il, les coups de téléphone avaient circulé, mais que par contre d'autres étaient "attendues", disait-on, "avaient attendu" disions-nous. Mais ceci ne pourrait être que formel s'il n'y avait eu une expérience que nous avons vécue avec difficulté. En effet, la motion 1 de Bourg-en-Bresse était pour nous un engagement important, fort, qui nous a fait accepter d'ailleurs, y compris au niveau des fédérations, dans notre représentation des coupes sombres qui laissent encore des traces. Nous nous sommes engagés dans cette motion 1 parce que nous pensions qu'elle avait une réalité politique, nous avons constaté tout récemment que ce n'était pas le cas »¹³²⁴.*

Il dénonce par la même occasion l'impasse que serait la recherche d'une synthèse coûte que coûte qui ne ferait que mettre sous le tapis de façon temporaire les divergences qui subsistent entre les différentes tendances. Il vaut mieux un débat entre plusieurs motions qu'un fourre-tout sans base commune qui finirait par affaiblir le parti à court terme. Cette « sortie » n'est pas l'expression d'une opinion isolée. Robert Chapuis traduit la pensée du courant rocardien. Certains mitterrandidistes, ceux qui ne dérogent pas à leur méfiance envers les rocardiens et ne sont toujours pas disposés à travailler en étroite association avec eux, applaudissent secrètement. L'idée de Lionel Jospin est donc interprétée de façon différente par les mitterrandidistes. Certains y voient l'occasion de continuer à museler les rocardiens en les noyant dans la masse unitaire. D'autres y voient une porte

1323 « Comité directeur, 24 et 25 août 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1324 Ibid

ouverte dangereuse qui permettrait aux rocardiens de noyauter l'appareil et de pousser leurs propres pions. Le soir, la commission des résolutions s'enferme dans la salle Colbert du Palais-Bourbon, la salle réservée au groupe parlementaire le plus important.

Le ton change, devient moins conciliant. Michel Rocard présente deux amendements. Le 21 août, il avait déjà adressé une lettre à Lionel Jospin pour déplorer son manque d'entrain à réaliser l'union des socialistes, alors que lui-même avait tout fait pour ne pas attiser les tensions, d'où le fait que sa contribution ne comporte que son nom et pas un bataillon de noms de rocardiens, pour ne pas donner l'impression « *d'un régime en ordre de marche vers la bataille interne* »¹³²⁵. Aussi, il annonçait à demi-mot qu'il comptait à présent adopter une posture plus belliciste. Mais pour Lionel Jospin, il ne s'agit pas de simples amendements : « *Vous proposez purement et simplement de substituer votre texte au nôtre* »¹³²⁶. Tout l'intérêt de ces deux amendements est qu'ils expriment tout à la fois la doctrine et la stratégie rocardiennes. Le premier pousse les socialistes à réfléchir aux raisons de la désaffection des Français à leur égard et de leur recul aux élections. Il appelle à renoncer au renouvellement des vieilles recettes, à commencer par le Programme commun car « *l'art de gouverner s'applique davantage à répondre aux situations nouvelles qui surgissent qu'à mettre en œuvre un catalogue de promesses réputé invariant dans un monde en perpétuel mouvement* ». Le second pose la question cruciale et délicate des alliances.

Pour les rocardiens, il est déjà acquis que le PS, au lendemain des législatives de 1986, ne bénéficiera plus de la majorité absolue et que les communistes ne seront pas des partenaires fiables. Aussi, le PS doit réfléchir aux contours d'une nouvelle majorité. Les rocardiens n'avancent pas de nom mais posent les bases de cette future coalition : qu'elle ne revienne pas sur ce qui fut entrepris depuis 1981, que la base de formation du gouvernement soit un contrat clair, incluant un engagement commun sur le plan parlementaire et le plan gouvernemental, et enfin, qu'en cas de rupture dudit contrat, le Premier ministre propose au président de la République de « *porter jugement sur les responsabilités encourues et de se prononcer sur les changements nécessaires* »¹³²⁷.

Cinq priorités doivent servir de piliers à ce contrat de gouvernement :

« *1- Poursuite de la modernisation de l'appareil productif, en recherchant les conditions de la croissance la plus élevée possible permise par le maintien des équilibres économiques, afin de créer de nouveaux emplois durables ;*

1325 Lettre de Michel Rocard à Lionel Jospin datée du 21 août 1985, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 64, *Parti socialiste 1985-1986*, Fondation Jean-Jaurès

1326 LEMAIRE René, « Rocard seul contre tous », *L'Évènement*, 26 août 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1327 « Contribution distribuée au Comité directeur, 26 août 1985 », dans « Revue de presse et déclarations 1985 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

- 2- *Maintien d'une politique de partage progressif du travail et des revenus avec les conséquences qui en découlent dans le domaine de la fiscalité et de la protection sociale ;*
- 3- *Refus de toute compromission avec les thèses autoritaires et xénophobes, notamment en ce qui concerne l'immigration et la sécurité ;*
- 4- *Poursuite d'une politique de formation de grande envergure, capable d'appuyer les changements culturels dont notre société a besoin et de donner à la jeunesse les chances de son avenir ;*
- 5- *Action déterminée dans le domaine international, pour la construction de l'Europe de la sécurité, la coopération économique et la solidarité avec les pays en voie de développement »¹³²⁸.*

Suite au rejet de ces amendements, Michel Rocard quitte la table des négociations, rapidement suivi de Gérard Fuchs. Ne reste comme rocardien que Jean-Pierre Cot, qui se mure dans le silence. Les participants restants enrichissent le texte de Lionel Jospin avec une cinquantaine d'amendements. Le lendemain matin, Michel Rocard acte l'impossibilité d'une synthèse. Alain Richard, au nom d'AGIRS, s'abstient lors du vote et, constatant des convergences avec la motion de Michel Rocard, annonce un travail commun avec le courant rocardien, qui est donc en phase de se réunifier¹³²⁹.

Dès lors, les discours réclamant un PS unitaire laissent place à des règlements de comptes. Didier Motchane, proche de Jean-Pierre Chevènement critique les orientations proposées par les rocardiens, qu'il juge mauvaises pour le PS, et loue le texte de Lionel Jospin. Roger Fajardie s'en prend à ceux qui ont fait échouer la synthèse unique : *« Nous nous étions donc prononcés en faveur de la synthèse, nous la souhaitions générale, nous la pensions et nous continuons à penser qu'elle était possible, cela n'a pas été le cas, et nous le regrettons, je le dis amicalement, mais avec une sorte de gravité, ceux parmi nous qui se sont engagés sur une ligne politique différente, dans une période difficile, ont, je le crois sincèrement, pris une lourde responsabilité »¹³³⁰*. Quant à Lionel Jospin, il critique les néo-rocardiens pour leur ralliement à Michel Rocard, ironisant sur leur capacité à trouver des convergences avec ceux qui ont quitté la salle de discussion. Il dénonce à nouveau les trop grandes exigences des rocardiens qui auraient voulu imposer leur logique et leur orientation à tout le parti. Bertrand Delanoé dénonce une provocation des rocardiens, tandis que Gérard Fuchs rappelle que les rocardiens avaient toujours été clairs à ce sujet : la synthèse nécessitait des gages de la part du clan majoritaire¹³³¹. Le texte de Lionel Jospin est adopté par le courant A, les amis de Pierre Mauroy et le CERES tandis que rocardiens et la plupart des néo-rocardiens confirment leur volonté de se réunir derrière une motion commune.

1328 Ibid

1329 « Comité directeur, 24 et 25 août 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1330 Entretien avec Alain Richard, 19 avril 2023

1331 BEGE Jean-François, « L'obstination de Michel Rocard », *Sud-Ouest*, 26 août 1985

L'objectif de peser au sein du Parti socialiste conduit le courant rocardien à opérer une réconciliation. Cette réunification se produit dans un moment opportun pour Michel Rocard, déterminé à faire entendre sa singularité face aux mitterrandistes. Cette fois, les rocardiens n'entendent pas reculer face à l'épée de Damoclès que sont les discours sur l'unité. L'objectif du courant est de se faire entendre et d'être pris en compte, d'une manière ou d'une autre.

4) La pression de Michel Rocard

Réunis en colloque dans le Gers à la fin de l'été, les animateurs d'AGIRS estiment qu'une synthèse « *reste possible lors du congrès de Toulouse si un nouveau rapport de force se produit en faveur de la motion présentée par Michel Rocard* »¹³³². Et si Michel Rocard redit devant ses jeunes partisans qu'il exclut complètement de quitter le PS, il n'hésite pas pour autant à maintenir la pression sur son parti en jouant sur sa singularité. Il y a en réalité deux Michel Rocard. Un Michel Rocard plutôt conciliant et diplomate lors des réunions du PS et un Michel Rocard plus électron libre quand il est sur le terrain. C'est précisément l'alternance entre ces deux facettes qui fait planer en permanence une épée de Damoclès au-dessus de la tête du PS. Michel Rocard répète qu'il sera candidat à l'élection présidentielle de 1988, même si le PS venait à soutenir un candidat autre que lui ! « *Si les socialistes savent que je serai candidat quoiqu'il arrive, ils y réfléchiront à deux fois avant de soutenir quelqu'un d'autre* »¹³³³.

Une menace de dissidence ? Pour les rocardiens, il s'agit surtout d'une assurance. Claude Evin défend cette option « *si c'est la seule manière pour la France d'avoir un président de la République de gauche* »¹³³⁴. Les manières des rocardiens irritent les mitterrandistes. Tout particulièrement deux points. Le premier est ce qui apparaît comme du pessimisme de leur part. Alors que le PS axe sa communication sur le besoin de mobiliser toutes les forces contre la droite et sur la possibilité de victoire pour la gauche, les rocardiens n'hésitent pas à parler de l'hypothèse où le PS ne disposerait pas de la majorité absolue. Le second est leur manière de parler des « erreurs du passé », comme s'ils voulaient déjà faire un réquisitoire du bilan de François Mitterrand. Claude Fritsch, premier secrétaire fédéral du Bas-Rhin, et fidèle mitterrandiste, dénonce le « *numéro*

1332 « Les néos-rocardiens : la synthèse est possible à Toulouse », *Le Quotidien de Paris*, 31 août-1er septembre 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1333 ULBMANN Marc, « Rocard : Le PS réfléchira à deux fois avant de soutenir un autre candidat que moi », *Paris Match*, 27 septembre 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1334 PIERRE-BROSSOLETTE Sylvie, « Oui-Non, Trois questions à Claude Evin, président (rocardien) de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale », *L'Express*, 13-19 septembre 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

d'auto-flagellation » des rocardiens¹³³⁵, rappelant qu'ils sont tout autant comptables du bilan et des erreurs qui auraient pu être commises ! Les mitterrandidistes n'ont pas pour projet de s'excuser de quoique ce soit, ce qui veut également dire qu'ils ne sont pas prêts de laisser les rocardiens dicter la ligne du parti. Enfin, les propositions programmatiques que Michel Rocard développe hérissent les mitterrandidistes. Didier Migaud, mitterrandidiste de l'Isère juge qu'elles auraient pu être écrites par Jacques Chaban-Delmas¹³³⁶. Une attaque que les rocardiens de Gironde, Pierre Brana en tête, trouvent particulièrement déplacée¹³³⁷.

La menace Rocard est prise très au sérieux par les mitterrandidistes qui voient dans le moindre de ses faits et gestes un pas supplémentaire vers un affranchissement envers le PS et François Mitterrand. De son côté, Michel Rocard entretient subtilement ce chiffon rouge mais doit veiller à tenir sur la durée. La course élyséenne n'est pas un sprint, c'est un marathon.

III) Le courant rocardien et la difficulté du long terme

Tout l'enjeu pour Michel Rocard est de réussir à maintenir une pression et une dynamique. Les mitterrandidistes sont en position de force, puisqu'ils tiennent le PS sans partage et sont protégés par le statut élyséen de François Mitterrand. Aussi, les rocardiens ne se contentent pas de quelques provocations et déclarations médiatiques. Ils entendent concrétiser leurs ambitions. Si la menace d'une rupture avec le PS est rapidement évacuée, les rocardiens comptent solidifier leurs bases au sein du PS. Le congrès de Toulouse permet au courant rocardien de se faire remarquer par une bonne performance dans les fédérations, ce qui lui procure un nouveau souffle pour poursuivre son entreprise. Constatant une difficulté à concrétiser leur poids interne dans la représentation électorale, en raison du verrouillage des investitures par les mitterrandidistes, les rocardiens décident alors d'intensifier leur affirmation par le développement d'une ligne politique rocardienne spécifique.

1335 BEDDEI Jean-Pierre, « Un vent de synthèse souffle sur les sections », dans « L'Unité. N°616, 27 septembre 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1336 Ibid

1337 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

A) Michel Rocard, la force active

1) Une menace très prise au sérieux

Juste avant le congrès de Toulouse, un sondage BSA fait l'effet d'une bombe¹³³⁸. Dans tous les cas envisagés, la gauche paraît condamnée pour les législatives de 1986. Deux hypothèses sont testées : sans listes Rocard autonomes, le rapport de force serait de 58 % pour la droite contre 37 % pour la gauche. Avec des listes Rocard, l'écart se réduirait considérablement : 51 % contre 43 %. Plus intéressant encore, dans l'éventail de la gauche, les listes Rocard constitueraient la première force de gauche, avec 16 % contre 14 % pour le PS. Le potentiel socle rocardien ratisse large : 31 % des électeurs socialistes, 52 % des électeurs DVG, 7 % des électeurs UDF, 9% des RPR, 3 % de divers droite (DVD), et, plus intéressants encore, 11 % de FN et 49 % de non-votants¹³³⁹.

Le profil de l'électorat strictement rocardien est aussi sociologiquement différent de celui du PS sur certains points. Il est plus féminin, plus jeune, plus urbain (50 % d'électeurs urbains contre 40 % au PS) et plus syncrétique, avec une représentation plus importante chez les cadres moyens/employés, les cadres supérieurs, les salariés du privé, mais aussi, chez les ouvriers¹³⁴⁰. Cela donnerait 105 députés rocardiens contre 87 députés étiquetés PS¹³⁴¹. Donc outre le fait que la gauche est donnée perdante de ces législatives et vouée à retourner dans l'opposition, la rocardie serait en mesure de s'imposer comme la locomotive de ladite opposition de gauche. Sans compter qu'une telle position offrirait à Michel Rocard une légitimité indiscutable pour revendiquer le bien-fondé d'une candidature lors de l'élection présidentielle de 1988. Face à ce scénario catastrophe, les mitterrandistes ne peuvent même pas accuser Michel Rocard d'affaiblir la gauche : sans listes Rocard, les projections montrent que la gauche perdrait quarante sièges. Sans compter que les mitterrandistes se retrouvent pris à leur propre piège. Ils sont mis en danger par le mode de scrutin qu'ils ont voulu. Et Michel Rocard, paradoxalement, tirerait profit de cette proportionnelle qu'il a tant dénoncée.

Motivés par toute cette actualité, les rocardiens arrivent au congrès de Toulouse sabre au clair. Robert Chapuis assure que la perspective n'était pas du tout de provoquer une scission, mais d'avoir une influence déterminante dans la majorité du parti et de faire en sorte que le parti puisse

1338 SICHLER Liliane, « Un sondage qui fait boum », *L'Évènement du Jeudi*, 3-9 octobre 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1339 « Intentions de vote législatives 1986. Hypothèse de présence de listes soutenues par Michel Rocard », sondage BVA, août 1985, Archives de Pierre Zémor, carton 8, Fondation Jean-Jaurès

1340 Ibid

1341 SICHLER Liliane, « Un sondage qui fait boum », *L'Évènement du Jeudi*, 3-9 octobre 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

suivre Michel Rocard. Le PS reste le cadre, pas question de créer une nouvelle structure¹³⁴². Ils veulent le bousculer pas le détruire. Les mitterrandidistes tentent de faire face en présentant cette offensive rocardienne comme cause d'une impossible synthèse et imputable d'une division. Lionel Jospin reproche ainsi au courant de Michel Rocard d'avoir préféré « *présenter au parti l'intégralité de ses thèses plutôt que de rechercher la conciliation avec le point de vue majoritaire* »¹³⁴³. La riposte est aussi menée contre cette enquête explosive sur le potentiel politique de Michel Rocard. Les mitterrandidistes dénoncent une enquête « *doublement tendancieuse* » car Michel Rocard aurait dans le même temps assuré qu'il n'y aurait pas de listes rocardiennes contre les listes du PS et parce qu'il est pointé dans l'analyse de ce sondage que l'avance rocardienne serait extrêmement fragile¹³⁴⁴.

La singularité de Michel Rocard lui permettrait d'être potentiellement indépendant du Parti socialiste, avec un électorat spécifiquement rocardien. Mais ce n'est pas son projet. Lui veut devenir la clef de voûte du Parti socialiste. Dans ces deux situations, les mitterrandidistes s'estiment menacés.

2) 1985 : le triomphe de Toulouse

Dans un premier temps, Pierre Brana, Robert Chapuis, Daniel Frachon, Gérard Fuchs et Louis Le Pensec rédigent une contribution¹³⁴⁵, ainsi que Michel Rocard. Finalement, un seul texte, uniquement signé par Michel Rocard, est déposé au nom du courant : « Les conditions de la confiance ». Inutile de préciser que bien que Michel Rocard soit le seul signataire, tous les rocardiens font bloc derrière leur chef. Quatre autres textes sont déposés : un par Lionel Jospin au nom des mitterrandidistes, un par Pierre Mauroy, un par le CERES et un par Marie-Noëlle Lienemann. Gérard Lindeperg est délégué au congrès et désigné membre de la commission des résolutions au nom du courant rocardien.

Il en propose la description suivante : « *ce saint des saints n'est ouvert qu'à une petite minorité de congressistes : celles et ceux qui ont été désignés par les différents courants au prorata des mandats obtenus. Le nombre de participants est très limité, de l'ordre de la trentaine si ma mémoire est bonne. La liste est solennellement annoncée à la tribune et écoutée avec attention parce que les noms qui sont égrenés sont ceux des responsables qui comptent le plus dans la vie du parti. Un service d'ordre très pointilleux interdit l'accès aux autres délégués et à la presse. Vers 20 heures, les travaux du congrès sont suspendus et les délégués se dispersent dans les restaurants de*

1342 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

1343 « L'Unité. N°618, 11 octobre 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1344 « Le non-événement du jeudi », dans « L'Unité. N°618, 11 octobre 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1345 « Les socialistes à la croisée des chemins », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 64, *Parti socialiste 1985-1986*, Fondation Jean-Jaurès

la ville. C'est le moment de la détente et de la convivialité : les responsables de chaque fédération se retrouvent autour de la même table, généralement tous courants confondus. Les choses sérieuses se passent à la commission des résolutions autour d'un buffet froid. Le cérémonial est immuable : le débat s'organise à partir de la motion arrivée en tête et les représentants des autres motions proposent des amendements. S'ils sont jugés compatibles, la synthèse est possible. Sinon, le congrès se sépare avec une ou plusieurs oppositions »¹³⁴⁶.

Le texte de Michel Rocard obtient un très beau score dans les fédérations : 28,5 %. Michel Rocard récolte les fruits de sa stratégie d'affirmation, combinée à un maillage territorial minutieux, orchestrée par Jean-Claude Petitdemange, qui connaît tous les détails de la cartographie socialiste. L'objectif est de profiter de tous ces déplacements pour élargir et renforcer les assises territoriales du courant rocardien. C'est ainsi qu'il ne se rend pas moins de cinq fois à Bordeaux entre 1981 et 1984 pour appuyer Pierre Brana dans cette fédération compliquée et lui permettre de solidifier ses appuis. Comme ministre de l'Agriculture, il se rend quatre fois en Normandie, fief de Laurent Fabius, où ses fidèles menés par Pierre Bourguignon sont plongés dans une guerre des deux roses avec les amis du Premier ministre. Les Pays de la Loire sont aussi visités pas moins de six fois par Michel Rocard entre 1981 et 1985. Enfin, il se rend deux fois à Strasbourg durant la même période, pouvant là aussi compter sur le soutien de Jean-Claude Petitdemange et de Catherine Trautmann. Ce labourage territorial lui permet d'améliorer grandement son score dans certains secteurs, comme le Bas-Rhin, avec près de 40 % des voix. En Normandie, la Seine-Maritime est trop verrouillée par les fabusiens, mais le courant Rocard obtient la majorité dans la Manche. Dans les Pays de la Loire, il est majoritaire dans la Sarthe et le Maine-et-Loire et obtient des bons scores dans le reste des départements. Au total, il remporte également la majorité absolue dans dix fédérations¹³⁴⁷ :

- Les Côtes-du-Nord (58,95%)
- Le Finistère (63,74%)
- Le Gers (52%)
- Le Loiret (61,79%)
- Le Maine-et-Loire (64,29%)
- La Manche (61,05%)
- Le Morbihan (55,58%)
- La Sarthe (59,38%)
- Les Yvelines (60,43%)
- Le Vaucluse (50,4%)

1346 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.197

1347 « Les résultats des votes sur les motions », dans « L'Unité. N°618, 11 octobre 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

Pour la plupart, ce sont les fiefs de ses fidèles lieutenants, ce qui démontre bien la qualité du travail d'implantation et de maillage réalisé par les rocardiens. Le courant obtient également la minorité à plus de 40 % dans 13 autres fédérations (l'Ain, les Hautes-Alpes, l'Ardèche, les Ardennes, l'Ariège, l'Aveyron, la Charente, le Gard, l'Ille-et-Vilaine, le Jura, le Puy-de-Dôme, la Savoie et le Val-d'Oise). En Gironde, Pierre Brana se félicite de voir que la motion rocardienne progresse et surtout, qu'elle se propage dans les campagnes du département. Les sections d'Arcachon et de Lacanau deviennent rocardiennes, tandis que le courant progresse nettement dans la région bordelaise et à la périphérie du département, à Langon, Bazas, Coutras, Le Verdon, Sainte-Foy-la-Grande et même dans le Blayais¹³⁴⁸. Il n'y a que dans la Corse du Sud, la Guadeloupe, la Martinique, le Territoire de Belfort, inexpugnable fief de Jean-Pierre Chevènement, et dans la puissante fédération des Bouches-du-Rhône où la motion Rocard fait moins de 10 %¹³⁴⁹. A la tribune, Robert Chapuis défend le bien-fondé du dépôt d'une motion, ce qui est une manière de répondre aux détracteurs accusant les rocardiens de diviser le parti et de l'affaiblir, arguant qu'il est sain pour le parti que ce congrès soit, contrairement au congrès précédent, un congrès de débats et de confrontation des points de vue¹³⁵⁰. Il en profite également pour synthétiser et reprendre à son compte les piliers d'un socialisme moderne¹³⁵¹. Cette stratégie a deux enjeux. Le premier est de contrer les discours selon lesquels il ne serait pas un vrai socialiste. Le second, ne pas laisser à la jeune garde mitterrandiste, Laurent Fabius en tête, le monopole du renouveau socialiste et la revendication de pouvoir succéder à François Mitterrand.

Le décor d'un rapport de force est planté, l'affrontement entre deux représentants d'un socialisme en adéquation avec les enjeux de l'époque. Une confrontation que les mitterrandistes regardent d'un œil noir, car ils y voient l'envie de Michel Rocard de marquer des points dans l'optique de la prochaine élection présidentielle. Gaston Defferre interroge sarcastiquement « *est-ce que nous nous préparons à des élections législatives ou à des élections présidentielles ? La lecture de la presse, l'écoute de la radio et de la télévision justifient que je pose cette question* ». Il dénonce par la même occasion ceux qui se trompent d'élections en pensant à la présidentielle au lieu de faire ce qu'il faut pour que la gauche remporte les prochaines élections législatives¹³⁵². Dans son viseur, Michel Rocard. Les mitterrandistes se félicitent que du congrès de Toulouse ne soit pas sortie « *l'OPA de Michel Rocard sur le PS* » mais une « *nouvelle dynamique* »¹³⁵³.

1348 « Les rocardiens gagnent la campagne », *Sud-Ouest*, 2 octobre 1985

1349 Ibid

1350 « Congrès national de Toulouse, 11, 12 et 13 octobre 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1351 « Michel Rocard- Congrès national de Toulouse, vendredi 11 octobre 1985, matinée », *MichelRocard.org*

1352 « Congrès national de Toulouse, 11, 12 et 13 octobre 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1353 ESTIER Claude, « Epinay-Toulouse : de la culture d'opposition à la culture de gouvernement », dans « L'Unité. N°619, 18 octobre 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

Si les rocardiens ne sont pas majoritaires, ils sont suffisamment forts pour être incontournables. Ils sont d'une certaine manière les véritables vainqueurs de ce congrès. Il n'a jamais été question pour eux de battre la motion mitterrandiste, car ils étaient conscients que ce n'était, à ce moment, pas réalisable. Mais ils ont réussi à s'imposer dans la balance. Par la voix de Robert Chapuis, ils savourent ce premier succès : *« Nous avons été un peu compris, pas suffisamment sans doute, mais nous avons le sentiment que ces 30% de militants qui ont voté la motion 2 ne sont pas de trop, qu'ils ne sont pas de trop pour le combat du Parti ! Ils ne sont pas de trop pour les combats difficiles que nous allons devoir mener dans les mois et années qui viennent ! Cette motion n'a pas sa fin en elle-même ; elle veut être parmi d'autres un levier pour contribuer à de nouvelles avancées car nous avons le sentiment que l'on ne croira pas vraiment à notre capacité et à notre volonté de moderniser la France si nous ne manifestons pas notre volonté et notre capacité de moderniser le Socialisme [...] Nous devons faire en sorte que la synthèse ne résulte pas simplement d'un concours de circonstances. Elle doit exprimer une démarche commune, une volonté commune, un souci commun de prendre des responsabilités communes. Je crois que nous pouvons y parvenir à l'issue de ces trois jours. Ce ne sera, bien sûr, ni au prix du renoncement, ni au prix de l'humiliation pour qui que ce soit. Ce sera à l'issue d'un débat où nous devons peser les enjeux, respecter les réalités du Parti comme celles de la société où nous sommes, prendre la mesure de nos responsabilités, dans le monde difficile et dangereux où nous vivons »*¹³⁵⁴.

Les interventions de plusieurs cadres du PS confirment ce que dénonçaient les rocardiens : des divergences, idéologiques ou personnelles, trop fortes pour être ignorées. Didier Motchane dénonce pêle-mêle l'excès de pragmatisme, qui cacherait un manque de convictions fermes, un manque de cohérence dans les propositions formulées par la motion rocardienne ainsi que leur dangerosité car, selon lui, elles dénatureraient le socialisme. La volonté exprimée par les rocardiens de « moderniser le socialisme » reviendrait à gommer les frontières entre une politique économique de gauche et une politique économique de droite¹³⁵⁵. Il affirme pourtant vouloir la synthèse, tout en rappelant que si elle n'aboutissait pas, cela ne serait pas dramatique et que les coupables potentiels sont déjà connus. Claude Saunier, accable également les rocardiens, les accusant de critiquer la politique menée par le gouvernement entre 1981 et 1982, politique qu'ils tiendraient pour responsables des difficultés économiques¹³⁵⁶. Marie-Thérèse Mutin, première fédérale de la Côte-d'Or proche de Jean Poperen, ironise sur la prétention des rocardiens de « parler vrai » en disant qu'ils pourraient surtout se vanter « *d'écrire flou* ». Elle leur reproche de vouloir gommer les

1354 « Congrès national de Toulouse 11,12,13 octobre 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1355 Ibid

1356 Ibid

principes fondateurs d'Épinay¹³⁵⁷. Pierre Mauroy adresse un avertissement direct à Michel Rocard : « *Aujourd'hui, Michel Rocard nous dit souhaiter être candidat à la présidence de la République. Cette ambition, je la juge, pour ma part, tout à fait légitime. Mais c'est une affaire qui regarde le Parti. L'échéance n'est pas actuelle, nous ne la souhaitons que pour 1988 et, le moment venu, personne ne peut douter que nous serons tous groupés derrière le candidat que nous aurons tous choisi. Comment pourrait-il en être autrement ? D'ailleurs, je le dis à Michel : tu as été candidat à la Présidence de la République en 1969 et tu n'as pas oublié cette époque, tu n'as pas oublié l'éparpillement des voix socialistes faute d'une stratégie claire. Tu n'as pas oublié qu'au second tour du scrutin, la Gauche était absente. Nous avons pu accéder au pouvoir parce que nous avons pu rendre au courant Socialiste une démarche stratégique claire. Cela, c'est fondamental. Gardons les Socialistes unis et attachons-nous à rassembler la Gauche* »¹³⁵⁸.

Le congrès de Toulouse semble confirmer la stratégie de Michel Rocard et le confirmer lui-même dans sa position d'alternative possible à François Mitterrand. La cartographie des résultats par département montre également que les rocardiens ont réussi leur pari de s'ancrer dans leurs territoires et à en faire des pôles d'influence. Les réactions des proches de François Mitterrand sont l'ultime indice qui atteste de la dimension acquise par le courant rocardien.

3) La nouvelle dynamique rocardienne

En dépit de ces accrochages, Lionel Jospin souhaite toujours réaliser la synthèse. Les rocardiens aussi. C'est d'ailleurs tout le sens de l'intervention de Michel Rocard¹³⁵⁹. Mais pas à n'importe quel prix. Pas question d'être amputé d'une légitime représentation au nom du rassemblement. Robert Chapuis et Michel Rocard posent un certain nombre de conditions. La fameuse commission des résolutions permet à la synthèse de se faire. Michel Rocard triomphe. L'objectif est atteint : « *Nous avons été capables de nous comprendre, de surmonter des différences-parfois négligeables- qui font notre diversité mais aussi notre richesse. Et nous avons su faire assez de chemin les uns vers les autres pour répondre à une attente qui venait, nous le savons, de la raison et du coeur des militants socialistes [...] Le parti est rassemblé. Il a trouvé dans les débats une cohérence plus forte et un élan plus assuré. Il n'en sera que plus fort pour aborder les échéances qui sont devant nous* »¹³⁶⁰. Les rocardiens entendent obtenir un accord prévoyant une représentation proportionnelle des différents courants pour les investitures aux élections législatives

1357 Ibid

1358 Ibid

1359 Discours de Michel Rocard- Congrès du PS 11,12,13 octobre 1985 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1360 Ibid

et régionales. Selon Alain Bergounioux, l'idée de listes authentiquement rocardiennes était une lubie agitée par la presse, souhaitée par certains rocardiens, mais pas par Michel Rocard ou ses principaux lieutenants¹³⁶¹. Lancer une aventure dissidente de cette ampleur aurait été contre-productif, et même invraisemblable, alors que Michel Rocard était engagé dans une entreprise de conquête du PS. Le congrès de Toulouse fut un succès pour le courant rocardien, qui s'est imposé aux miterrandistes comme une force incontournable du Parti socialiste. Partir contre le PS aurait ruiné ce long travail. Maintenant que les rocardiens représentaient une part non négligeable des forces du Parti socialiste, leur volonté était de profiter de leur nouveau poids politique pour négocier des places sur les listes socialistes. D'autant plus que le mode de scrutin à la proportionnelle était tout à fait propice au partage des places entre les divers courants.

C'était un point fondamental pour Michel Rocard, qui voulait sortir son courant de cette marginalisation permanente, les rocardiens étant jusqu'à présent réduits à une représentation de 10%. Il ne s'agit plus de concurrencer le PS mais de le noyauter pour préparer sa bascule dans le giron de Michel Rocard, qui dès lors, ne cesse de clamer son attachement au parti, comme l'atteste cette interview dans *Le Maine Libre*. A la question « Espérez-vous un jour un PS majoritairement rocardien ? », il répond : « *Il est clair que lors du dernier congrès du PS, les idées que je défends depuis longtemps ont reçu un large écho et qu'au-delà des 30 % des votes obtenus, c'est très largement sur le thème du parler vrai en économie, pour fonder sur des bases solides une politique sociale, que s'est opérée la synthèse et que s'est rassemblé le Parti. Dans ces conditions, je me sens en plein accord avec ma formation et la synthèse étant faite, je vous indique même que j'appartiens à sa direction* »¹³⁶².

L'affirmation des rocardiens est un vrai succès et ce score préfigure un retour en force de leur part au comité directeur et au bureau exécutif, où Michel Rocard fait son grand retour. Son courant obtient 37 membres titulaires et 20 membres suppléants au comité directeur¹³⁶³. Les rocardiens obtiennent également six titulaires¹³⁶⁴ sur vingt-sept et trois suppléants¹³⁶⁵ sur vingt-trois au Bureau exécutif. Enfin, ils obtiennent trois secrétaires nationaux : Louis Le Pensec aux relations internationales, Pierre Brana aux libertés et problèmes de société et Robert Chapuis à l'urbanisme, l'environnement et le cadre de vie, ainsi que quatre secrétaires nationaux adjoints : Daniel Frachon pour les élections, auprès de Jean Poperen, Jean-Pierre Joseph¹³⁶⁶ aux relations extérieures, Marie-

1361 Entretien avec Alain Bergounioux, 9 mai 2023

1362 « Interview de Michel Rocard au Maine Libre, date inconnue », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1363 « Le nouveau comité directeur », dans « L'Unité. N°619, 18 octobre 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1364 Pierre Brana, Robert Chapuis, Daniel Frachon, Gérard Fuchs, Louis Le Pensec, Michel Rocard

1365 Jean-Claude Petitdemange, Jean-Pierre Worms, Gérard Lindeperg

1366 Né en 1938, président du conseil général du Gers

Noëlle Lienemann aux collectivités locales et Gérard Fuchs pour les études et les questions économiques. Gérard Lindeperg siège au bureau national, ce qui renforce son poids politique local¹³⁶⁷. En Gironde, les rocardiens derrière Pierre Brana se battent pour obtenir quatre places au secrétariat fédéral au lieu des trois proposées et ont finalement gain de cause : Laure Lataste à l'urbanisme, l'envie et le cadre de vie, Joëlle Dusseau aux luttes des femmes, Claude Souilhac à l'agriculture et au monde rural, Jean-François Claverie aux libertés et problèmes de société.

La dynamique Rocard se poursuit également, avec son retour en force dans les sondages. Il redevient la personnalité numéro 1 à gauche, reprenant la place à Laurent Fabius, et est la deuxième personnalité nationale derrière Raymond Barre. Et il apparaît comme le meilleur dauphin de François Mitterrand. Si en 1988 ce dernier venait à ne pas briguer un second mandat, 54 % des socialistes placent Michel Rocard comme le meilleur candidat, loin devant Laurent Fabius et ses 35 %¹³⁶⁸. Ces bons résultats doivent être entretenus par un maillage toujours plus efficace des réseaux rocardiens. L'un des premiers Club Convaincre de province est fondé dans le Rhône en mai 1986. Il est présidé par Gérard Lindeperg, dont le domicile sert de siège social au club. Le lancement se fait le 28 mai en présence de Michel Rocard. Une conférence de presse est organisée l'après-midi à Lyon et le soir, une réunion publique à Feyzin avec 600 personnes. Des groupes de travail sont mis sur pied, ainsi que des antennes dans tout le département et les résultats ne tardent pas à arriver : le 12 novembre Gérard Lindeperg annonce dans une conférence de presse que le Club Convaincre du Rhône compte 360 adhérents, dont 60 % ne sont pas adhérents du PS¹³⁶⁹, ce qui est dans la droite ligne de la volonté de Michel Rocard de ne pas se limiter au PS. Cette montée en puissance implique d'avoir une organisation de courant claire, avec des rôles correctement définis. Ainsi, un organigramme est préparé afin de préciser les rôles¹³⁷⁰ :

- Pierre Brana, Robert Chapuis, Louis Le Pensec, Daniel Frachon, Gérard Fuchs, Jean-Pierre Joseph et Marie-Noëlle Lienneman sont les représentants de la rocardie au secrétariat national du PS.
- Michel Sapin et Claude Evin sont chargés des relations avec le groupe parlementaire.
- Jean-Pierre Sueur fait office de porte-parole.
- Daniel Frachon, Jean-Claude Petitdemange et Jo Le Lamer font les relations avec les militants.
- Pierre Zémor est à la tête de la coordination et de la communication.
- Pierre Masson est en charge des relations avec la presse et les médias.
- Pierre Brana, Jean-Claude Petitdemange, Gérard Grunberg et André Salomon sont les conseillers politiques de Michel Rocard.

1367 « Lindeperg, le rocardien qui monte », *Direct*, 14 novembre 1985

1368 *Le Point*, 7 octobre 1985

1369 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.200

1370 « Responsabilités autour de Michel Rocard, 31 octobre 1985 », Archives de Pierre Zémor, Carton 8, Fondation Jean-Jaurès

- Bernard Poignant, Gérard Gouzes et Michel Sapin gèrent les clubs.
- Claude Evin pilote les groupes de travail.
- Robert Chapuis, Gérard Fuchs et Bernard Poignant s'occupent des textes, des orientations et des études.
- Louis Le Pensec et Jean-Pierre Cot ont en charge les questions relatives à l'international, à l'Europe et au Tiers-Monde.
- Claude Evin, les questions culturelles et sociales.
- Catherine Le Galiot est responsable du secrétariat.
- Francis Campos a en charge l'administration et la gestion.

Plusieurs groupes de travail sont constitués, avec un animateur-coordonateur, un rapporteur et des animateurs :

- Institution et vie politique avec Guy Carcassonne comme animateur-coordonateur, Frédéric Lavenir comme rapporteur et Gérard Grunberg¹³⁷¹, Yves Meny, Pierre Bouretz, Evelyne Pisier et Alain Bergounioux comme animateurs.
- Gestion publique avec Denis Piet comme animateur-coordonateur, Eric Lombard comme rapporteur et Jean-Paul Escande, Robert Fraisse, Michel Rousselot, Bernard Soulage et Jean-Jacques Salomon comme animateurs.
- Grands problèmes de société avec Jeanine Mossuz-Lavau comme animatrice-coordinatrice, Alexandre Wickam comme rapporteur et Jean-Paul Martin, Bernard Schreiner, Gilles Lacan, André Barthélémy et Didier Lapeyronnie comme animateurs.
- International avec Dominique Perreau comme animateur-coordonateur, Alain Rauscher et Jean-Marie Prost comme rapporteurs et Pierre-Yves Cosse, Pierre Hassner, Paul Ramadier et Jean-Maurice Ripert comme animateurs.
- Entreprises avec François Soulage comme animateur-coordonateur, Jean-François Bru comme rapporteur et Roger Godino comme animateur.

Une nouvelle dynamique de la « rocardie » qui repose donc sur une structuration minutieuse. Pour compléter le dispositif est lancé début 1986 d'un « *bulletin bi-mensuel informatif et argumentaire* », titré « Convaincre »¹³⁷². Cette « Lettre des Amis de Michel Rocard » doit être l'objet de l'affirmation idéologique de la rocardie. L'enjeu est donc de réussir son lancement et sa diffusion. Pour cela Jean-Claude Petitdemange et Bernard Poignant font passer la consigne aux référents locaux du courant de constituer un fichier regroupant les coordonnées de tous les

1371 GRUNBERG Gérard, *La Loi et les prophètes. Les socialistes français et les institutions politiques (1789-2013)*, CNRS Éditions, 2013, 361 p.

1372 Lettre de Jean-Claude Petitdemange et Bernard Poignant datée du 22 janvier 1986, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 44, *Courant rocardien 1980-1994*, Fondation Jean-Jaurès

rocardiens potentiels soit des élus locaux, des membres des organismes fédéraux du PS, les adhérents PS qui ont manifesté leur intérêt pour la motion II lors du congrès de Toulouse, les membres des clubs locaux et aussi, des sympathisants plus « notoires » issus de réseaux comme les milieux économiques, les syndicats, les associations¹³⁷³. Ces fichiers doivent constituer la première base de diffusion de la nouvelle revue pour obtenir le plus d'abonnements possibles.

B) Les prétentions électorales : le retour du plafond de verre

1) Des préparatifs éprouvants pour les rocardiens

Le rapport de force doit également se faire dans les fédérations, avec en ligne de mire, les deux scrutins prévus en 1986 : les législatives et les régionales. Pour la première fois, les conseillers régionaux sont élus au suffrage universel. Deux scrutins de liste, ce qui laisse entrevoir des tensions entre les différents courants pour l'attribution des places éligibles. Dans un courrier adressé à Lionel Jospin, Louis Le Pensec et Robert Chapuis dénoncent que la constitution des listes législatives et des listes régionales ne respecte pas les accords établis sur la juste représentation des différents courants au détriment des rocardiens¹³⁷⁴. En conséquence, ils boycottent la réunion du Conseil politique prévue le 31 octobre 1985. Lors de la Convention nationale des 9 et 10 novembre 1985, Gérard Lindeperg adresse une piqûre de rappel à ceux qui seraient tentés d'écarter les rocardiens de la part qui leur revient : « *Je veux rappeler ici à ceux qui auraient pu l'oublier que la synthèse de Toulouse s'est faite sur trois points.*

-Un accord politique.

-Un accord de direction.

-Le respect de l'accord du 6 juillet et la prise en compte des pourcentages du Congrès pour le respect de l'influence respective des diverses composantes du Parti pour la composition des listes régionales.

Mes camarades, pour que la synthèse soit respectée, il faut qu'elle repose sur ces trois pieds. Qu'il en manque un, et l'équilibre est détruit [...] Nous n'avons cessé de répéter depuis un mois que la synthèse ne serait validée qu'au soir du 10 novembre, lorsque interviendrait l'accord définitif sur les listes législatives et régionales.»¹³⁷⁵

1373 Ibid

1374 Lettre de Louis Le Pensec et Robert Chapuis à Lionel Jospin datée du 30 octobre 1985, Archives de Pierre Zémor, carton 8, Fondation Jean-Jaurès

1375 « Convention nationale de Paris, 9 et 10 novembre 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

Les préparatifs des législatives de 1986, où Pierre Brana représente les rocardiens dans le groupe de travail chargé de mettre en place les modalités de désignation des candidats, sont ainsi particulièrement tendus. La direction veut que ce soient les commissions fédérales et le comité directeur qui puissent choisir. Pierre Brana, lui, prône un scrutin proportionnel dans les sections, comme pour les sénatoriales, où l'on enregistre tous les candidats et les militants établissent un ordre de préférence qui aboutit à la numérotation définitive. L'idée est d'empêcher les mitterrandistes de verrouiller les listes en plaçant des fidèles de François Mitterrand par la mise en place d'un scrutin qui permettrait à chaque courant d'avoir une représentation proportionnelle à son poids. Mais rien à faire. Pierre Brana n'est pas dupe. Les mitterrandistes veulent tout contrôler et imposer leurs candidats au détriment des équilibres internes. Les militants locaux sont juste bons à valider les choix de Paris¹³⁷⁶. Et au cœur de ces tensions, les mitterrandistes n'hésitent pas à multiplier les manœuvres. Pierre Brana en fait les frais.

Alors que le PS se sait en mesure d'obtenir quatre sièges en Gironde, la quatrième place est l'objet de toutes les convoitises. Pierre Brana argue qu'elle devrait revenir aux rocardiens. Ils pèsent lourd dans la fédération locale et puis les trois premières places sont déjà occupées par des fidèles du chef de l'État : Catherine Lalumière, Michel Sainte-Marie et Pierre Garmendia. Mais Pierre Brana est écarté au profit de Gilbert Mitterrand. Les rocardiens n'ont que deux places sur la liste. Pierre Brana est 5ème et Laure Lataste 11ème. La profession de foi est très intéressante car elle contribue à noyer les rocardiens dans la masse, à ne faire d'eux que des socialistes parmi d'autres¹³⁷⁷. Le slogan, qui semble être un slogan national, « *Avec le Président de la République* » personnalise encore plus l'enjeu électoral. Plus qu'un combat d'étiquette, la liste Lalumière joue au maximum la carte du mitterrandisme. Les treize candidats posent ensemble, avec les cinq premiers candidats au premier rang. Mais au-dessus de cette photo de famille, en plus gros plan, une autre photo de groupe avec uniquement les quatre premiers de la liste¹³⁷⁸. Encore une fois, Pierre Brana rate l'élection d'un siège.

Dans le Rhône, les rocardiens pronostiquent que le PS peut obtenir trois à quatre élus aux législatives et huit aux régionales. Compte tenu des rapports de force internes, ils revendiquent la quatrième place sur la liste des législatives et deux places parmi les huit premiers noms de la liste départementale pour les régionales. Cependant, les rocardiens sont prêts à consentir à ne pas avoir de place éligible aux législatives mais les deux places éligibles aux régionales ne sont pas

1376 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.147

1377 Profession de foi « Liste pour une majorité de progrès », *Programmes et engagements électoraux des députés proclamés élus, Élections législatives du 16 mars 1986*,
https://archive.org/details/sc_0000588910_00000000313750/page/n5/mode/2up?view=theater

1378 Voir Annexe 9 : Photo de la profession de foi « Liste pour une majorité de progrès »

négociables¹³⁷⁹. Pour mener à bien ces tractations, les rocardiens comptent palier leur faiblesse de n'avoir aucun élu sortant en s'appuyant sur leur bon travail de maillage. Le courant est présent sur tout le territoire et est majoritaire dans une quinzaine de sections, ce qui représente un bon vivier de candidats et de relais. Mais la pratique est plus compliquée. Gérard Lindeperg raconte¹³⁸⁰ que dans son département, les réunions de CEF ou de bureau étaient toujours précédées de réunions du courant majoritaire, qui tend à préparer un schéma qui lui est favorable dans le secret d'un bureau et à l'imposer aux autres courants sans possibilité de discussion ou de modification. Même le courant majoritaire est traversé de divisions, de sous-courants, de crises d'égo. Le Rhône est d'ailleurs particulièrement marqué par les querelles féroces pour l'obtention des meilleures places. Pour les législatives, Jean Poperen et Charles Hernu se disputent la première place. Malgré sa déchéance suite à l'affaire du *Rainbow Warrior*, Charles Hernu reste auréolé de sa réputation d'intime de François Mitterrand, dans une fédération très mitterrandiste, et de baron local, grâce à son ancrage dans la dynamique section de Villerbanne dont il est le populaire maire. De son côté, Jean Poperen revendique la première au nom de sa place dans la hiérarchie du PS : il est le numéro 2, derrière le premier secrétaire Lionel Jospin. Trouver un compromis se révèle rapidement impossible, déclenchant une de ces fameuses réunions intimes du courant majoritaire.

Parmi les autres places éligibles, une parmi les quatre premières de la liste devait revenir à un membre du courant rocardien. Michèle Lindeperg fut désignée par ses compagnons de courant. Mais elle fut tellement excédée par les manigances (« *j'en ai assez de vos batailles stériles, placez-moi où vous voulez, ou sortez-moi de la liste, peu m'importe, je ne supporte plus ce cinéma* »¹³⁸¹) qu'elle se retira de la course, laissant passer l'occasion d'accéder à l'Assemblée nationale. Finalement un arrangement est trouvé : Charles Hernu mènera la liste des législatives dont Jean Poperen occupera la deuxième place et Jean Poperen mènera la liste des régionales, secondé par Charles Hernu. Une comédie assez pathétique déplore Gérard Lindeperg qui regrette également que ces simagrées aient empêché sa femme d'entrer à l'Assemblée nationale¹³⁸².

Ces épisodes variés attestent des limites de la dynamique rocardienne. Même si leur position sont plus renforcées au sein du Parti socialiste, les rocardiens demeurent contraints de faire avec la domination des mitterrandistes dans la plupart des fédérations et plus encore, dans les organes d'investitures.

1379 « Rapport de forces dans la fédération du Rhône, à propos des candidatures en 1986 », document sans date ni a auteur, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 64, *Parti socialiste 1985-1986*, Fondation Jean-Jaurès

1380 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

1381 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.160

1382 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

2) Petites tensions entre camarades

Michel Rocard monte également au créneau lors du bureau exécutif du PS le 23 octobre 1985 pour défendre ses partisans et rappeler les engagements pris par les miterrandistes en matière de répartition électorale. De nombreux secteurs sont le théâtre de querelles de chapelles¹³⁸³. En Ardèche, la situation est particulièrement tendue. Les accords entre courants ne sont pas respectés et les miterrandistes locaux, conduits par le député de la 3ème circonscription Jean-Marie Alaize, bataillent auprès de la direction nationale du PS pour que Robert Chapuis ne soit pas investi. Selon les dires de ce dernier une violente campagne anti-Chapuis serait menée en catimini par Jean-Marie Alaize¹³⁸⁴. Alors que le Premier secrétaire fédéral propose, et fait adopter par le secrétariat fédéral, que la liste des élections législatives soit conduite par Robert Chapuis et la liste des régionales par Jean-Marie Alaize, ce dernier refuse et propose deux listes alternatives. Une liste pour les législatives qu'il conduirait, et où Robert Chapuis ne figure pas, et une liste pour les régionales menée par le président de la Fédération des élus Socialistes et Républicains de l'Ardèche, Henri Bouvier. Et il accuse Robert Chapuis d'être responsable du blocage en refusant de lui laisser la tête de liste législative et de conduire la liste régionale¹³⁸⁵.

L'affaire s'envenime et trouve bientôt des échos dans la presse à propos d'irrégularités et autres basses manœuvres, ce qui ne contribue pas à apaiser les tensions. Le vote des militants organisé dans toutes les sections a lieu le vendredi 27 septembre 1985. Pour les régionales, c'est la liste présentée par la CEF et conduite par Jean-Marie Alaize qui l'emporte par 337 voix contre la liste alternative (196 voix) soutenue par le même Jean-Marie Alaize. Pour les législatives, les résultats sont très serrés entre la liste de la CEF conduite par Robert Chapuis (278 voix) et la liste alternative conduite par Jean-Marie Alaize (289 voix), avec 17 votes nuls. De nouvelles contestations éclatent, Robert Chapuis accusant notamment son rival d'avoir exercé des pressions auprès des militants et de leur avoir menti en dénaturant les faits déroulés jusqu'à présent¹³⁸⁶. Pour régler une fois pour toute la situation, le Premier fédéral adresse à Jean Poperen, secrétaire national aux élections, un dossier récapitulatif toutes les étapes du problème, laissant au national le soin de trancher¹³⁸⁷. Finalement, le national décide la répartition suivante : à Robert Chapuis la tête de liste

1383 ESTIER Claude, « Parti socialiste : l'heure des choix », dans « L'Unité, 8 novembre 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1384 Lettre de Robert Chapuis aux militants socialistes de l'Ardèche, datée du 25 juillet 1985, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 75, *Robert Chapuis, Ardèche, élections législatives 1986, 1988*, Fondation Jean-Jaurès

1385 Lettre de Jean-Marie Alaize datée du 20 septembre 1985, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 75, *Robert Chapuis, Ardèche, élections législatives 1986, 1988*, Fondation Jean-Jaurès

1386 Lettre de Robert Chapuis à Lionel Jospin datée du 1^{er} octobre 1985, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 75, *Robert Chapuis, Ardèche, élections législatives 1986, 1988*, Fondation Jean-Jaurès

1387 Dossier adressé par Yves Jouvét à Jean Poperen le 2 octobre 1985, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 75, *Robert Chapuis, Ardèche, élections législatives 1986, 1988*, Fondation Jean-Jaurès

législative et à Jean-Marie Alaize la tête de liste ardéchoise pour les régionales et la seconde place pour les législatives.

Un autre territoire est tout particulièrement source de tensions : la Seine-Maritime, fief de Laurent Fabius. Daniel Eyraud, nouveau membre rocardien du comité directeur dénonce d'ailleurs la duplicité du Premier ministre. Ce dernier s'était fait remarquer lors du congrès de Toulouse avec une célébration exaltée du rassemblement autour des grandes figures du PS. Or, son attitude ne va pas dans le sens du rassemblement. Laurent Fabius, désigné tête de liste du PS pour les législatives en Seine-Maritime ne respecte pas les accords de Toulouse pour la répartition des places. Pire encore, il feinterait : alors que les accords prévoient qu'en Seine-Maritime, la troisième place sur la liste des législatives doit revenir à un rocardien, Laurent Fabius y place Jean Menga. Or, comme le rappelle Daniel Eyraud, Jean Menga n'est plus membre du courant rocardien car il a soutenu la motion miterrandiste au congrès de Toulouse. Il en résulte que les cinq premiers noms de la liste sont des soutiens de la motion 1. La supercherie est d'autant plus forte que les rocardiens disposent dans ce département d'un député sortant en la personne de Pierre Bourguignon. Aussi, en vertu des accords et de la juste représentation des courants, Daniel Eyraud réclame que Pierre Bourguignon obtienne la troisième place de la liste pour les élections législatives et que le courant rocardien obtienne sur la liste des régionales les troisième, septième, onzième et quatorzième places pour gagner trois élus^{1388 1389}. Les rocardiens doivent également gérer des tensions internes au courant dans certains secteurs. Robert Chapuis est par exemple averti sur le cas de Michel Hervé, maire de Parthenay dans les Deux-Sèvres, dont le nom circule pour être tête de liste, accusé par un militant local de ne pas être fiable¹³⁹⁰. Le militant en question propose que Gérard Fuchs vienne prendre la tête de liste dans le département¹³⁹¹. Robert Chapuis est également sollicité par Berthe Fiévet, députée rocardienne de la 3ème circonscription du Cher qui ne se représente pas, pour aider sa collaboratrice parlementaire parisienne à retrouver un emploi¹³⁹².

La préparation des élections demeure bien pour le courant rocardien une opportunité stratégique de tisser sa toile dans le Parti socialiste et d'étendre la portée du message rocardien. Mais elle n'est pas une période facile car les rivalités à diverses échelles et les intérêts particuliers impliquent systématiquement des déceptions et des querelles.

1388 « Convention nationale de Paris, 9 et 10 novembre 1985 », *Archives-Socialistes.fr*

1389 Daniel Eynaud obtient gain de cause et Pierre Bourguignon est réélu député de Seine-Maritime à la troisième place de la liste socialiste

1390 Lettre de Pierre Bercis à Robert Chapuis datée du 7 janvier 1986, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 64, *Parti socialiste 1985-1986*, Fondation Jean-Jaurès

1391 Michel Hervé sera finalement numéro 2 sur la liste conduite par André Clert et élu député.

1392 Lettre de Berthe Fiévet à Robert Chapuis datée du 4 février 1986, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 64, *Parti socialiste 1985-1986*, Fondation Jean-Jaurès

3) Le bilan mitigé des législatives de 1986 pour le courant rocardien

Pour ne rien arranger, la commission des investitures qui se réunit les 9 et 10 novembre au Palais-Bourbon pour trancher définitivement les listes est présidée par nul autre que Jean Poperen. La frénésie provoquée par le spectre de la défaite qui se profile rend cette commission particulièrement surréaliste. Chacun essaye de sauver sa place ou celle de ses amis. Aussi, des candidats réalisent de véritables tour de France, étant propulsés d'un département à un autre. Par exemple, Yvette Roudy passe de la Loire au Rhône, du Jura aux Hauts-de-Seine, avant d'être investie dans le Calvados¹³⁹³.

Certains rocardiens parviennent à bien se placer, à l'image de Louis Le Pensec, qui mène à la fois la liste pour les élections régionales en Bretagne et pour les élections législatives dans le Finistère, ce qui lui assure une double élection. Et dans la profession de foi de sa liste, qui comporte un paragraphe biographique sur la tête de liste, pas un mot sur son engagement auprès de Michel Rocard¹³⁹⁴. Pierre Zémor, de son côté, obtient la tête de liste dans le Val-d'Oise pour les régionales. Mais globalement, l'accord qui octroyait aux rocardiens une représentation à la hauteur de leur score de Toulouse n'est pas appliqué, les miterrandistes continuant de placer les fidèles du chef de l'État. Cela provoque quelques ruptures. En Haute-Garonne, le député rocardien Gérard Houteer, élu depuis 1973 et réélu au premier tour en 1981, n'est placé que septième sur la liste, ce qui exclut toute chance de réélection. Il menace donc de monter une liste dissidente. Dans le Bas-Rhin, le chef de file du courant rocardien et premier secrétaire fédéral du PS Alfred Muller n'obtient pas la tête de liste pour les législatives. Il rompt alors avec le PS pour fonder son propre mouvement « Le Mouvement pour la démocratie alsacienne » et présente une liste qui, avec 6 %, n'obtient aucun élu¹³⁹⁵.

Et les rocardiens ne s'évitent pas un psychodrame dans leur fief du Finistère. L'accord entre les courants du PS permettait au courant rocardien de placer aux trois premières places de la liste, jugées comme les trois seules assurément éligibles, trois rocardiens¹³⁹⁶. Or, la commission exécutive fédérale propose une liste conduite par Louis Le Pensec, avec la députée rocardienne sortante Marie Jacq en seconde position... mais Bernard Poignant est écarté de la troisième place au profit du

1393 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome2, Les épreuves (1984-1988)*, op.cit, p.504

1394 Profession de foi « Liste pour une majorité de progrès avec le Président de la République », *Programmes et engagements électoraux des députés proclamés élus, Élections législatives du 16 mars 1986*, https://archive.org/details/sc_0000588910_00000000313750/page/n263/mode/2up?view=theater

1395 « Deux rocardiens font dissidence », *Le Matin*, 30 octobre 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1396 BOUGEARD Christian, GRAMOULLE Gilbert, LUCAS Maurice, URVOAS Jean-Jacques, *Les Socialistes dans le Finistère (1905-2005)*, Apogée, 2005, p.228

député sortant de la deuxième circonscription, le mitterrandidiste Joseph Gourmelon. La quatrième place revient au député sortant de la septième circonscription, le rocardien Jean Peuziat, proche de Louis Le Pensec. Bernard Poignant n'est relégué qu'en sixième position, ce qui rend sa réélection impossible. Cette affaire provoque une division du courant rocardien local entre les partisans de Louis Le Pensec et ceux de Bernard Poignant. L'arbitrage va en faveur de Louis Le Pensec tandis que Bernard Poignant est symboliquement sanctionné : Geneviève Garros, première secrétaire fédérale fidèle de Bernard Poignant, est remplacée par Jean-Noël, dit « Tino », Kerdraon¹³⁹⁷.

Mais d'autres proches de Michel Rocard parviennent à tirer leur épingle du jeu. Jean-Pierre Sueur conduit la liste socialiste dans le Loiret, liste qui obtient 31,41 % des voix et par conséquent, deux élus, ce qui permet au rocardien de retrouver les bancs de l'Assemblée nationale. Tête de liste dans les Côtes-du-Nord, qui arrive en tête avec 37,87 % des voix, Charles Josselin est également réélu sans difficulté. Robert Chapuis, investi tête de liste pour les législatives en Ardèche, bénéficie du soutien direct de Michel Rocard, qui vient à Privas en décembre 1985. Mais il est le seul socialiste élu dans le département. Les deux autres sièges reviennent à la droite, dont Jean-François Michel, son adversaire de 1981. Tout comme Alain Brune, tête de liste dans le Jura, qui est le seul socialiste à être élu dans le département. Second sur la liste PS de la Côte-d'Or, François Patriat est aussi réélu député. Second sur la liste socialiste de Savoie, Louis Besson est élu pour un quatrième mandat.

Michel Rocard est quant à lui réélu dans les Yvelines, aux côtés de son ancienne suppléante Martine Frachon, épouse de son ami Daniel Frachon, par ailleurs secrétaire de la fédération des Yvelines. Dans un contexte local où la droite est fragmentée entre trois listes, une liste RPR menée par Michel Péricard, une liste UDF menée par Paul-Louis Tenaillon et une liste UDF dissidente conduite par Christine Boutin qui se réclame de l'ancien Premier ministre Raymond Barre, la liste de Michel Rocard arrive même en tête, avec 31,04 %, ce qui lui rapporte 4 sièges, soit autant que la liste RPR (29,26%) contre 1 pour la liste Boutin (10,41%), la liste Tenaillon (8,91%), la liste FN (10,40%) et la liste communiste (6,38%).

Les femmes rocardiennes, peu nombreuses dans un contexte général où l'Assemblée nationale compte peu de députées, s'en sortent bien. Par exemple, Marie-France Lecuir, troisième de la liste PS du Val-d'Oise, est réélue, aux côtés d'Alain Richard (numéro 2 de la liste). Dans le Finistère, Marie Jacq est réélue. Sa seconde position sur la liste rendait l'affaire presque assurée. Avec 38,12 % des voix, la liste socialiste obtient même quatre élus, permettant au rocardien Jean Peuziat de sauver son siège, à la surprise générale. Dans le Bas-Rhin, Catherine Trautmann figure

1397 Ibid, p.229

en seconde position de la liste PS. En dépit de la dissidence d'Alfred Muller, la liste PS obtient près de 18 % des voix et deux élus.

A l'échelle nationale, le rassemblement de la droite de gouvernement, RPR et UDF est majoritaire avec 286 sièges contre 247 sièges pour la gauche. Avec un résultat correct, les rocardiens subissent néanmoins la défaite du PS. Le Parti socialiste sauve 212 sièges et les communistes passent de 44 à 35 sièges¹³⁹⁸. Comme le redoutaient certains rocardiens, la proportionnelle permet au Front national d'entrer en force à l'Assemblée nationale, avec 35 députés, dont le président du parti Jean-Marie Le Pen¹³⁹⁹, ce qui est une première depuis l'épisode poujadiste de 1956. François Mitterrand doit se résigner à la cohabitation et nomme à Matignon Jacques Chirac, qui constitue un gouvernement réunissant le RPR et l'UDF¹⁴⁰⁰.

4) Des difficultés à tous les échelons

La préparation et le déroulement des élections régionales sont aussi riches en tensions et frictions dans de nombreux territoires. En Gironde, les préparatifs sont entachés par quelques coups bas. Joëlle Dusseau confie que Josy Pueyto, alors responsable d'une espèce de structure régionale « femmes » du PS écrit aux instances nationales pour leur rappeler l'importance, aux législatives comme aux régionales, de placer des femmes en position éligible... et elle cite pour la région les départements du Lot-et-Garonne, de la Dordogne et des Landes ! La Gironde est oubliée, car les femmes « fortes » du département sont rocardiennes, à savoir Joëlle Dusseau et Laure Lataste¹⁴⁰¹. Les rocardiens sont finalement plutôt bien représentés en Gironde : Pierre Brana est 4ème, Joëlle Dusseau 9ème, Anne-Marie Pouyadou 14ème, Jean-François Claverie 31ème et Marie-Marthe Bodin 33ème. Pierre Brana et Joëlle Dusseau sont élus, Anne-Marie Puyadou rate l'élection de peu¹⁴⁰². Elle n'est pas la seule. Les deux autres barons rocardiens de la région Aquitaine sont malmenés. Henri Prat, député sortant de la deuxième circonscription des Pyrénées-Atlantiques, n'est placé qu'en troisième position de la liste menée par André Labarrère, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement et maire de Pau. Les 37,18 % obtenus par la liste PS permettent aux socialistes d'obtenir trois élus. Henri Prat ne conserve donc son siège que d'un cheveu. Quant à Gérard Gouzès, député de la deuxième circonscription de Lot-et-Garonne depuis 1981 et maire de

1398 CLERC Christine, *Dimanche 16 mars 1986 20 heures...*, Belfond, 1985, 351 p.

1399 DUPOIRIER Elisabeth, GRUNBERG Gérard (dir.), *Mars 1986, la drôle de défaite de la gauche*, PUF, 1986, 252 p.

1400 COLOMBANI Jean-Marie, LHOMEAU Jean-Yves, *Le Mariage blanc : Mitterrand-Chirac*, Grasset, 1986, 234 p.

1401 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

1402 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.150

Marmande depuis 1983, il n'est pas retenu pour mener la liste dans un département qui ne pourvoit que trois sièges. Le seul élu socialiste est la tête de liste Christian Laurissegues.

Dans le Rhône, les mitrerrandistes tentent de passer en force en faisant voter par la commission exécutive fédérale une liste dont le premier rocardien, Gérard Lindeperg, ne serait qu'à la huitième place. En riposte, comme nous l'avons vu un peu plus haut, les rocardiens présentent aux militants une liste qui rééquilibre la représentation des divers courants. Cette liste réussit à mettre en minorité celle de la direction, obtenant 37,26 % des voix des adhérents contre 35,23 % pour celle de la direction. C'est un coup de tonnerre et une grande victoire pour le courant rocardien local. La convention nationale tranche en ce sens et rétablit l'équité. Sur une douzaine de places éligibles, les rocardiens en ont trois : Gérard Lindeperg passe à la sixième place, Gabriel Montcharmont de la douzième à la neuvième place et Andrée Rives de la dix-septième à la douzième. Et effectivement, ils obtiennent bien leurs trois élus ainsi que la prise en compte de leur poids dans la fédération départementale. En tout, le courant rocardien obtient douze élus dans la région Rhône-Alpes¹⁴⁰³ sur les 44 élus PS. Cela fait de lui le deuxième courant du PS le plus important du conseil régional, derrière les 21 du courant A¹⁴⁰⁴. Gérard Lindeperg se consacre alors à son nouveau mandat de conseiller régional.

Les préparatifs pour les sénatoriales de 1986 dans le Rhône sont aussi le théâtre de tensions. Comme les rocardiens n'ont aucun représentant parmi les cinq socialistes élus aux législatives de 1986 suite au retrait de Michèle Lindeperg, ils estiment légitime de réclamer une place éligible aux sénatoriales. Deux sièges sur sept sont jugés gagnables. Gérard Lindeperg demande la deuxième place tandis que la majorité fédérale veut placer Roland Bernard, maire d'Oullins et ancien député. Les rocardiens du Rhône mettent alors tout leur poids dans la balance pour obtenir gain de cause, mettant en avant l'engagement sans faille de Gérard Lindeperg et le décalage entre leur score au dernier congrès (30 % dans le Rhône) et leur non présence sur les places éligibles. Comme pour les régionales, les militants ont le choix entre deux listes, avec la possibilité de changer l'ordre dans chacune des listes. La règle consiste à attribuer 7 points au premier de liste, 6 au second et ainsi de suite. Gérard Lindeperg est majoritaire dans sa circonscription... mais aussi dans celle de Roland Bernard (douzième circonscription). La direction fédérale fait alors pression sur les sections qui n'avaient pas encore voté (les sections ne votent pas le même jour). François Mitterrand lui-même intervient et vient poser à Oullins aux côtés de Charles Hernu et de Roland Bernard. La grosse section de Villerbaune, forte de ses 600 adhérents, représente entre un quart et un tiers des militants

1403 Lettre de Gérard Lindeperg à Jean-Claude Petitdemange datée du 26 mars 1986, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 64, *Parti socialiste 1985-1986*, Fondation Jean-Jaurès

1404 « Conseil régional Rhône-Alpes », note manuscrite de Gérard Lindeperg, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 64, *Parti socialiste 1985-1986*, Fondation Jean-Jaurès

de la fédération, et peut tout faire basculer. Ultra-mitterrandiste, elle est la dernière à voter. La mise en scène avec François Mitterrand permet à Roland Bernard d'obtenir gain de cause et de voir Gérard Lindeperg relégué en position inéligible¹⁴⁰⁵. Avec 21,31 % des voix, la liste PS obtient effectivement deux élus : Franck Sérusclat et Roland Bernard.

Les épisodes des préparatifs électoraux illustrent que les rocardiens sont toujours restreints par des limites dans leur affirmation. En dépit de leur progression et de leur poids grandissant au sein du PS, ils doivent continuellement composer avec un système de désignation parfois arbitraire et peu représentatif, prouvant que leur renforcement, incontestable, n'en demeure pas moins insuffisant.

C) Un travail de fond intense : une vraie idéologie rocardienne

1) La nouvelle ambition rocardienne

L'installation de la cohabitation permet à Michel Rocard de marteler son message. Le PS ne peut être à lui-seul l'expression de la gauche de gouvernement. Pour que celle-ci puisse se reconstruire, elle doit profiter de toute sa diversité et de sa richesse, ce qui sous-entend, s'appuyer sur les clubs et sortir de la logique clanique des mitterrandistes¹⁴⁰⁶. Dans sa lettre, une nouvelle rubrique fait son apparition : « Naissance de clubs ». On y trouve la liste de plusieurs départements, l'adresse et le nom du club rocardien local (dont les intitulés varient selon le secteur. Par exemple, en Savoie le club est baptisé « Club Pierre Mendès France »¹⁴⁰⁷) ainsi que le nom de son président. Les détracteurs de Michel Rocard avaient souvent pointé son isolement, son manque de relais au-delà de son fief des Yvelines. Michel Rocard prouve ainsi le contraire, qu'il dispose d'un maillage croissant de fidèles dans tout le pays. Sonnés par leur défaite et par le retour de la droite aux affaires, les mitterrandistes ne peuvent que craindre les intentions de Michel Rocard. A l'Assemblée nationale, il siège dans la commission de la Défense nationale et des forces armées. Cela lui permet ainsi de sortir de son carcan d'expert en questions économiques et de renforcer son image de présidentiable, domaine où il est distancé par François Mitterrand¹⁴⁰⁸. Les 26 et 27 avril 1986, Michel Rocard réunit ses partisans à Saint-Quentin en Yvelines où les rocardiens continuent de poser les bases d'un programme axé sur les thématiques clefs de la deuxième gauche, à commencer

1405 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard. Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.164

1406 « Réflexion sur une élection » dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°3, 22 mars 1986 », *MichelRocard.org*

1407 Ibid

1408 GUIGO Pierre-Emmanuel, « Michel Rocard député PS (1978-1981 ; 1986-1988) », colloque « Michel Rocard et le Parlement », Hôtel de Lassay, 19 juin 2023

par la décentralisation : école et formation, emploi, sécurité... ces thèmes sont pensés par les rocardiens en corrélation avec le rôle déterminant des élus locaux pour les traiter¹⁴⁰⁹. Pierre par pierre, le projet s'étoffe. Les rocardiens d'ailleurs ne s'en cachent pas. La restitution du bilan de ces journées dans la lettre d'information appelle tous les fidèles de Michel Rocard à « *se mobiliser autour de l'élaboration d'un projet pour le pays* »¹⁴¹⁰. Le terme de « rocardien » est écrit noir sur blanc, et donc revendiqué, ce qui atteste de la conscience identitaire des rocardiens.

On passe ainsi à une dimension supplémentaire dans la structuration du courant. Il n'y a plus un homme, Michel Rocard, qui plaît à une frange du PS. Il y a désormais un vrai mouvement autour de lui, structuré et coordonné. Mais surtout, affirmé. Au moment où Michel Rocard semblait envoyer aux miterrandistes l'assurance de son maintien dans le rang, il s'affirme comme une force autonome au sein du PS. Autonomie taillée par la spécificité de ses propositions politiques (avec donc l'élaboration d'un projet rocardien destiné à s'imposer au sein du PS) mais aussi par une « *certaine morale [...] et à une méthode de gouvernement qui passe par le partage du pouvoir et par l'appel à la discussion et au compromis social* »¹⁴¹¹.

Cette morale toute rocardienne, qui a vocation à faire partie de son identité, s'inscrit dans un autre pilier de la philosophie de Michel Rocard, la « politique autrement », une ligne de conduite supposée être l'expression la plus noble de l'activité politique, capable de réveiller l'intérêt des citoyens pour la chose publique. L'ambition rocardienne devient de poser une marque spéciale non seulement sur une façon de penser, mais aussi une façon de faire.

2) La mise en marche de la machine intellectuelle

Le 7 juin 1986, Michel Rocard réunit les représentants de ses clubs. Dans un discours, il revient sur ce qu'est la politique autrement et sur le rôle des clubs. Il met particulièrement l'accent sur l'importance du fond et des idées qui ne sont plus assurés par les partis politiques, embourbés dans des préoccupations prosaïques, des querelles d'apparatchiks et des manigances stratégiques politiciennes, creusant le fossé avec les citoyens, tout juste bons à voter. « *Le rôle des clubs, c'est de permettre la formulation, par le citoyen, et en toute liberté, d'une demande, à partir de laquelle les partis formuleront des offres d'action politique [...] Cette initiative rejoint une aspiration à débattre des véritables enjeux, à se préoccuper de pouvoir plutôt que du pouvoir; à chercher la rencontre plutôt que le conglomérat. En cela, ces groupes ne constituent pas un ferment de division,*

1409 « Gagner la prochaine fois. Le sens des journées des 26 et 27 avril dernier » dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°6, 12 mai 1986 », *MichelRocard.org*

1410 Ibid

1411 Ibid

bien au contraire. A travers les clubs en effet, il s'agit aujourd'hui de promouvoir une structure collective souple, proche, chaleureuse, respectant les différences, répondant à votre envie, votre besoin de réfléchir à la marche du monde, puis d'apporter des propositions pour contribuer à préparer l'avenir »¹⁴¹². Tel est le sens de la démarche rocardienne. Ne pas rompre avec le PS, ne pas lui faire concurrence mais investir pleinement le terrain des idées. Les Clubs Convaincre ne doivent pas devenir un rival du PS mais son âme, développer un projet englobant tous les sujets de manière à s'introduire de façon tentaculaire dans tous les angles du corpus doctrinal du parti et l'articuler complètement. Les rocardiens reproduisent ainsi la tendance clubiste de la gauche des années 1960, marquées par une floraison de clubs et sociétés de pensée qui entendaient sortir du jeu des partis, jugés sectaires, à bout de souffle et dont se détournait une part croissante de l'opinion publique¹⁴¹³¹⁴¹⁴. La démarche des rocardiens peut donc être entendue comme une volonté de sortir du cadre strict du Parti socialiste sans s'en couper. Y être mais développer une activité parallèle autour d'une autre approche.

A cet effet, lors de cette journée, six tables rondes sont organisées, chacune avec un président, plusieurs intervenants et un rapporteur, pour enrichir le projet rocardien¹⁴¹⁵ : « L'État face à la vie et la mort » (une réflexion menée sur tous les aspects du développement du génie scientifique, avec en boussole, l'attachement à la liberté individuelle), « Faut-il une politique démographique ? » (le souhait d'une politique de natalité est exprimé, à la condition impérative que cette politique soit fondée sur un objectif de justice sociale et de respect des libertés, refaire de la France une terre d'accueil, tout en assurant la bonne intégration des personnes immigrées, en particulier, les populations d'origine maghrébine), « Sécurité : prévenir et/ou réprimer ? » (l'idée d'une grande loi de programmation nationale, adaptée dans les territoires selon les spécificités locales avec la participation des élus locaux et des associations, est avancée. La répression proposée par les rocardiens est fondée sur la simplification des procédures pour accélérer le fonctionnement de la justice pénale, la modernisation des prisons et la réinsertion de ceux qui en sortent), « Médias, éthique et politique », « Demain l'Europe » (un projet global, qui ne se contente pas d'être un marché commun, mais une véritable ambition de faire de l'Europe une puissance affirmée dans les domaines culturels, diplomatiques et militaires), « Immigration : intégration et différences ».

Sur ce sujet sensible et clivant, la table ronde adopte six points qui ressemblent aux éléments d'un programme politique concret :

1412 « La politique autrement (extrait du discours de Michel Rocard) », dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°9, 25 juin 1986 », *MichelRocard.org*

1413 ANDRIEU Claire, *Pour l'amour de la République, le Club Jean Moulin (1958-1970)*, Fayard, 2002, 616 p.

1414 MOSSUZ Janine, *Les Clubs et la politique*, Armand Colin, 1970, 128 p.

1415 « La politique autrement (extrait du discours de Michel Rocard) », dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°9, 25 juin 1986 », *MichelRocard.org*

« 1 - Nous avons un devoir de lucidité sur la crise des institutions intégratrices non pour culpabiliser la société française mais pour élaborer une stratégie des droits de l'homme respectée par tous.

2 - De nouvelles solidarités apparaissent, notamment chez les jeunes générations qui ont grandi dans un « univers métissé » ; l'immigration a engendré des transformations de la société française comme les immigrés ont été transformés par elle.

3 - Contre les réactions irrationnelles de rejet, il s'agit de poser l'égalité des droits non seulement avec un arsenal juridique, mais par la mise en œuvre d'une démocratie locale et une plus grande participation des immigrés à la vie de la cité.

4 - La réflexion sur le racisme doit inclure une analyse des résistances à l'anti-racisme, y compris celle qui se présente sous le couvert des doctrines savantes ».

5 - Il y a un problème fondamental de connaissance et d'information sur les cultures méditerranéennes, sur l'Islam, pour faire reculer les préjugés. La laïcité doit être une conquête de l'esprit sans négation de la donnée religieuse.

6 - Toute politique de l'immigration renvoie désormais aux politiques de développement et de démocratisation des pays du Tiers-Monde. »

Ces dernières réflexions s'inscrivent dans un contexte très particulier, avec des tensions autour de la question de l'immigration et du racisme. En janvier 1983, Pierre Mauroy, Gaston Defferre et le ministre du travail Jean Auroux avaient suscité de très vives réactions dans leur condamnation de grévistes CGT de Renault-Billancourt, majoritairement issus de l'immigration, qu'ils avaient accusés d'être sous l'influence de groupes religieux et politiques intégristes¹⁴¹⁶. D'autres faits divers ponctuent l'actualité de l'année 1983 et aboutissent à la première « marche pour l'égalité et contre le racisme » entre octobre et décembre 1983¹⁴¹⁷. Les rocardiens veulent ainsi répondre à une question qui agite la société, mais qui a également fragilisé le Parti socialiste.

Ces premières réflexions sont les fondements d'une ligne idéologique et philosophique que Michel Rocard veut originale et identifiable comme étant celle de la gauche qu'il incarne. En complément du lobbyisme interne au Parti socialiste et à l'enracinement, ce travail intellectuel doit permettre au courant rocardien de préparer la prochaine échéance capitale et surtout, de tenir sur le long terme. Car tandis que les dynamiques électorales s'essoufflent, la ligne idéologique demeure un moyen d'entretenir un espace politique original.

1416 TRIPIER Maryse, *L'immigration dans la classe ouvrière en France*, L'Harmattan, 1990, p.207

1417 HAJJAT Abdellali, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Éditions Amsterdam, 2013, 261 p.

IV) La présidentielle de 1988 : une nouvelle course pour le sommet

L'entreprise d'affirmation de l'identité rocardienne doit permettre à Michel Rocard d'envisager une candidature à l'élection présidentielle de 1988. Le scénario ressemble à celui de 1981. Si Michel Rocard met en place une équipe de campagne structurée et coordonnée et que lui-même se glisse dans une position non pas de candidat à la candidature, mais de candidat à l'élection suprême, il doit composer avec des handicaps. Outre le fait qu'il dispose de moyens limités, le principal obstacle demeure, encore et toujours, François Mitterrand. Toute la stratégie des rocardiens repose sur le pari que François Mitterrand ne sera pas candidat à sa succession et qu'il faudra donc faire apparaître Michel Rocard comme le recours naturel. L'équipe rocardienne est ainsi contrainte de trouver un équilibre entre affirmation de sa détermination et retenue pour ne pas brusquer le président de la République.

A) Un état des lieux du courant rocardien

1) La machine rocardienne lancée vers l'élection suprême

Une fois passés les deux scrutins de 1986, la priorité qui occupe tous les esprits est la présidentielle de 1988. Dans cette optique, les rocardiens affûtent leurs armes et huilent leur organisation. Tandis que Lionel Jospin réunit le 7 juin à Massy dans l'Essonne 400 représentants du courant majoritaire, Michel Rocard rassemble le même jour ses clubs à Paris. Dans son discours, il entretient la spécificité de sa démarche : *« La politique autrement est donc bien le point de passage obligé de toute démarche d'avenir. Politique autrement dans ses structures politiques, autrement dans ses démarches, voilà les deux thèmes que notre journée illustre et que je voudrais commenter [...] Je ne suis pas ici pour condamner des formations politiques, et surtout pas celle à laquelle j'appartiens. Mais les trois chocs auxquels les partis ont été confrontés font qu'aujourd'hui ils n'ont plus la propriété exclusive des débats politiques. Citoyens ! La politique vous appartient ! Alors, quel rôle aujourd'hui pour les partis politiques ? Ils n'ont pas à faire à la fois l'offre et la demande [...] Le rôle des clubs, c'est de permettre la formulation, par les citoyens, et en toute liberté, d'une demande, à partir de laquelle des partis formuleront des offres d'action politique. Il faut que dans ces lieux nouveaux, la discussion ait un écho et le passé, un souffle [...] A travers les clubs, en effet, il s'agit aujourd'hui de promouvoir une structure collective, souple, proche, chaleureuse, répondant à votre envie, votre besoin de réfléchir à la marche du monde, puis*

*d'apporter des propositions, de détail ou d'ensemble, pour contribuer à préparer l'avenir [...] Le rôle de l'homme politique, en effet, n'est pas de dicter ses propres vues à une société. Il est d'abord d'être à l'écoute, puis d'interpréter, enfin de décider. C'est là la responsabilité que les hommes politiques devraient briguer [...]»*¹⁴¹⁸.

Puis, la garde rapprochée de Michel Rocard se réunit en séminaire le 8 juillet 1986. L'introduction du compte-rendu présente la conduite de la candidature de Michel Rocard jusqu'à son terme comme « *une obligation historique* »¹⁴¹⁹. Cette détermination rend possible le scénario d'un « *conflit avec François Mitterrand et le PS* », perspective que certains rocardiens ne veulent pas suivre. Néanmoins, tous sont invités à jouer collectif, car la dimension collective est fondamentale¹⁴²⁰. Michel Rocard apparaît toujours comme trop seul. Pour y remédier, il est proposé de faire davantage intervenir les lieutenants de Michel Rocard et de davantage structurer le groupe des députés rocardiens, peut-être avec la désignation d'un président. Michel Castagnet est chargé de l'organisation de la future campagne, Jean-Pierre Sueur est confirmé comme le porte-parole officiel.

La course de vitesse est bel et bien lancée. Les rocardiens reprennent leurs réunions au secrétariat de Michel Rocard 266 boulevard Saint-Germain, toujours avec les mêmes participants, le noyau dur de Rocard, répartis dans plusieurs groupes¹⁴²¹. Une équipe de « coordination » : Pierre Brana, Guy Carcassonne (interventions, prestations, discours), Tony Dreyfus (affaires réservées), Gérard Grunberg (réflexion idéologique et stratégique), Jean-Paul Huchon (Conflans et appareil d'État), Pierre Masson (relations avec les médias), Jean-Claude Petitdemange (responsable du secteur politique), André Salomon (conseil politique, étude de la stratégie), Michel Sapin (clubs et réflexion politique), Jean-Pierre Sueur (porte-parole), Bernard Vial (responsable du secteur groupes de travail), Pierre Zémor (secteur communication) et Catherine Le Galiot (agenda). Une équipe « stratégie » avec Pierre Brana, François Campos, Gilbert Denoyan, Daniel Frachon, Jean-Claude Petitdemange, André Salomon, Jean-Pierre Sueur, Pierre Zémor mais aussi sa femme Michèle, parfois accusée d'autoritarisme, au point d'être surnommée par certains « la colonelle ». Franche et directe, elle dit notamment à Pierre Brana : « *Qu'on le veuille ou non, tout est compétition. Et il vaut mieux se battre pour la présidence de la République que pour la présidence d'un club de bouliste* »¹⁴²².

1418 Voir Annexes, « Discours de Michel Rocard, Journée nationale des Clubs Convaincre, 7 juin 1986 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1419 « Séminaire du 8 juillet 1986 », Archives de Pierre Zémor, carton 8, Fondation Jean-Jaurès

1420 Ibid

1421 « Réunion d'orientation politiques avec Michel Rocard », Archives de Pierre Zémor, carton 8, Fondation Jean-Jaurès

1422 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.154

Depuis le mois de septembre 1986, il y a aussi un nouveau : un jeune énarque, Frédéric Thiriez. Adhérent du PSU depuis 1968 et ses 16 ans, il rejoint le PS en 1974 dans le sillage de Michel Rocard. Mais il n'est pas vraiment un militant. Conseiller d'État, il intègre le cabinet de Gaston Defferre place Beauvau en 1981. Puis, en 1982, il devient directeur de cabinet d'un autre fidèle mitterrandiste, le secrétaire d'État chargé de la Sécurité publique Joseph Franceschi, avant de retrouver le cabinet de Gaston Defferre entre 1984 et 1986. Désormais, Frédéric Thiriez joue le rôle de directeur de cabinet de Michel Rocard et est donc chargé de piloter l'organisation. Il remplace dans ce rôle de coordinateur Pierre Zémor qui se focalise sur la communication. A ce titre, Pierre Zémor rassemble tous les mercredi une cellule communication composée de, outre lui-même, Jean-Paul Ciret (formulation grand-public, lettres de Michel Rocard), Dominique David (formulation grand-public, impacts, approches publicitaires), Gilbert Denoyan (avis médias, conseils et interventions), Jean Lallier (télévision et look), Jean-Luc Margot-Duclos (synthèse des études) et Pierre Masson (relations avec les médias)¹⁴²³. A toute cette organisation s'ajoute une équipe chargée de la communication¹⁴²⁴ et des groupes d'experts autour de Claude Evin pour élaborer le programme.

Le 14 octobre 1986, Michel Rocard rappelle, non sans malice, que aucun président de la République n'a fait deux septennats consécutifs. Le même jour, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, Claude Evin déclare que « *Michel Rocard doit se préparer à être le candidat des socialistes* »¹⁴²⁵. Pour les mitterrandistes, ces deux offensives dans la même journée ressemblent vraiment trop à une pression exercée sur François Mitterrand. Les réactions ne se font pas attendre. Selon Charles Hernu, Claude Evin « *aurait mieux fait de se taire* » tandis que Louis Mermaz rappelle que le candidat du PS en 1988 « *devra à un certain moment se soumettre forcément au choix du PS car quiconque veut devenir pape ne doit pas commencer par être défroqué* »¹⁴²⁶. Peu importe, le courant rocardien, dopé par son succès récent, se sent pousser des ailes et se voit comme « *l'axe d'orientation du parti* »¹⁴²⁷. S'il ne veut pas réveiller les hostilités, notamment en ce qui concerne les préparatifs de l'élection présidentielle de 1988, le courant rocardien entend prendre tout sa part dans les débats internes au PS et rester fidèle à ses idées développées lors du congrès de

1423 Lettre de Pierre Zémor, datée du 7 avril 1986, Archives de Pierre Zémor, carton 8, Fondation Jean-Jaurès

1424 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Le chantre de l'opinion : la communication de Michel Rocard (1974-1981)*, INA, 2013, 260 p.

1425 PRONIER Raymond, « L'offensive Rocard », *Le Matin*, 15 octobre 1986, dans « Revue de presse et déclarations 1986 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1426 « Mises en garde socialistes à M.Rocard », *Le Monde*, 22 octobre 1986, dans « Revue de presse et déclarations 1986 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1427 « Réunion de courant du 16 novembre 1986 », Archives de Pierre Zémor, carton 8, Fondation Jean-Jaurès

Toulouse. Pour y parvenir, Michel Rocard n'exclut pas de déposer une motion lors du prochain congrès si jamais les miterrandistes prévoient de resserrer leur carcan¹⁴²⁸.

Le 15 janvier 1987, Gérard Lindeperg reçut une lettre de vœux qui annonce la motivation de Michel Rocard : « *Ma détermination est entière et, de la même manière, j'entends pouvoir compter sur toi* »¹⁴²⁹. Pour Gérard Fuchs, la détermination n'est pas suffisante. Les difficultés rencontrées par le gouvernement de droite n'impliquent pas mathématiquement un renforcement de la gauche. Pour cela, il estime que la gauche, et plus spécifiquement, les rocardiens, doivent définir des propositions aussi mobilisatrices que réalisables. Il organise à cet effet une réunion le 2 février 1987 pour faire un point sur l'actualité politique¹⁴³⁰. Le 9 mars 1987, Michel Rocard convoque une partie de sa garde rapprochée (Pierre Brana, Michel Castagnet, Jean-Paul Huchon, Jean-Claude Petitdemange, Pierre Zémor et Frédéric Thiriez) au quartier général pour réfléchir à la stratégie des prochains mois¹⁴³¹. Cette stratégie générale repose sur l'image de Michel Rocard. Les stratèges insistent sur le fait que la candidature de Michel Rocard ne doit pas apparaître comme une obsession de triompher de François Mitterrand ou de prendre une quelconque revanche. Elle doit apparaître comme l'initiative d'un homme d'État. C'est un aspect important de la tactique. Le vocabulaire employé ne doit plus présenter Michel Rocard comme un homme politique mais comme un « homme d'État »¹⁴³². Sur l'image, et dans la logique de l'élément précédent, Michel Rocard doit avoir l'air d'un chef d'État, pas seulement d'un expert. Et comme en 1981, il doit donner une dimension collective à sa démarche, mettre en avant ses réseaux (clubs, élus, fidèles...) ¹⁴³³. Ses proches qui ont des responsabilités dans la campagne doivent intervenir de plus en plus, parler à la place de Michel Rocard, entretenir la flamme de sa candidature et les relations avec la presse.

Michel Rocard s'appuie également sur le bulletin bimensuel des clubs, *La Lettre de Michel Rocard*. Sa diffusion, à l'échelle nationale, a pour but de constituer une base militante solide et de nourrir le corpus doctrinal du courant. Quelques grandes idées sont développées : le RMI, le renouveau du service public, l'accroissement des pouvoirs des régions... les initiatives publiques, les colloques, les réunions sur des sujets précis et divers se multiplient. La publication mensuelle continue sur un modèle précis. La première page comporte un mot de Michel Rocard donnant son opinion et analyse sur un sujet. Puis un dossier est consacré plus en détail à un autre sujet. Ces lettres mensuelles posent ainsi les bases, sans le nommer ainsi, du projet que les rocardiens

1428 « Réunion de courant du 16 novembre 1986. Plan de l'intervention de Michel Rocard », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 44, *Courant rocardien 1980-1994*, Fondation Jean-Jaurès

1429 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.199

1430 Lettre de Gérard Fuchs, datée du 19 janvier 1987, Archives de Gérard Fuchs, 13 FP, Fondation Jean-Jaurès

1431 Lettre de Frédéric Thiriez, datée du 9 février 1987, Archives de Pierre Zémor, carton 9, Fondation Jean-Jaurès

1432 « Stratégie générale », note non datée, Archives de Pierre Zémor, carton 9, Fondation Jean-Jaurès

1433 Ibid

voudraient faire adopter au PS. On y trouve plusieurs approches. Les cas précis, à travers tous ces dossiers, qui permettent aux rocardiens d’embrasser l’ensemble des sujets, variés et parfois très techniques, et de livrer leur avis. Et les éléments plus philosophiques, plus idéologiques, qui sont souvent abordés par Michel Rocard.

Ce dernier continue à affirmer et développer les axes moteurs de la deuxième gauche, dont certains lui attirent l’hostilité des mitterrandistes et des communistes. Ainsi, Michel Rocard reprend sa défense de la « rigueur économique », formule souvent associée à la droite libérale. Mais il continue de l’associer à une dimension sociale marquée. La rigueur économique doit être accompagnée de solidarité et reposer sur une répartition équitable de l’effort, autrement dit, ce n’est pas à une catégorie, ou à un groupe social d’endurer seul cette rigueur. Le dialogue social est le ciment nécessaire d’une société. Sans lui, on chemine vers la division en castes aux intérêts divergents qui ne pourront que se heurter, d’où l’importance de syndicats forts¹⁴³⁴. Et cette harmonie sociale ne peut se développer que dans le cadre d’un pays décentralisé. La vie quotidienne ne peut plus être régie par un État tout-puissant, mais doit être gérée par les élus locaux, élus et connus par les citoyens, qui disposent ainsi de relais ancrés, identifiés et au fait des réalités. Et, de façon cyclique, cette décentralisation ne peut se faire que dans un état d’esprit de concertation et de dialogue entre les collectivités. Ne pas y recourir, c’est encourager la concurrence et les tensions entre collectivités, ressusciter les vieilles rivalités entre provinces, meilleur moyen de permettre à l’État de maintenir sa toute-puissance et sa domination via une administration centralisée écrasante¹⁴³⁵.

Une campagne d’affichage est dans le même temps lancée. Imaginée par Pierre Zémor et Michel Castagnet, elle entend néanmoins rester sobre. Pas de photo de Michel Rocard, pas d’allusion à une candidature, ni même à François Mitterrand ou à la famille socialiste. Elle consiste à un jeu de cinq affiches, chacune avec un message différent accompagné de la signature de Michel Rocard. L’habillage est très simple. Le texte, la mention de Convaincre et du slogan « le parler vrai ». Parmi les messages figurent « *J’ai décidé de traverser la période de conquête du pouvoir comme j’ai envie de l’exercer, en reconnaissant la complexité des choses et en faisant appel à la lucidité des gens* »¹⁴³⁶, « *Certains pensent qu’un sourire peut faire office de politique. Croyez-vous qu’on puisse combattre l’inflation en lui faisant du charme ?* »¹⁴³⁷ ou encore « *On voudrait limiter le débat public à une bataille de petites phrases. Peut-on combler 30 milliards de déficit du*

1434 « Gouverner autrement, par Michel Rocard », dans « Convaincre. Lettre d’information de Michel Rocard. N°19, 2 février 1987 », *MichelRocard.org*

1435 « Décentralisation, le grand tournant, par Michel Rocard », dans « Convaincre. Lettre d’information de Michel Rocard. N°21, 16 mars 1987 », *MichelRocard.org*

1436 Reproduction de l’affiche, Archives de Pierre Zémor, carton 9, Fondation Jean-Jaurès

1437 Ibid

commerce extérieur avec de bons mots ? »¹⁴³⁸. Comme les moyens sont limités, cette campagne d'affichage est limitée à la région parisienne et quelques agglomérations. Guy Carcassonne a néanmoins l'idée d'inviter les principaux médias à venir récupérer des affiches en format réduit et les adresses des panneaux d'affichage qui pourront ainsi être photographiés ou filmés. Dans l'hypothèse où François Mitterrand viendrait à se retirer, un projet d'affiche est préparé : celui d'une rose tendue de la main de François Mitterrand à celle de Michel Rocard pour symboliser le passage de relais¹⁴³⁹.

Sans attendre l'approbation du Parti socialiste ou le choix de François Mitterrand, le courant rocardien entame donc sa troisième campagne présidentielle, avec l'espoir cette fois d'aboutir jusqu'au sommet. Si les moyens déployés sont plus importants que les fois précédentes, avec une structure parallèle et un corpus affiné, l'issue demeure tout aussi incertaine.

2) Une machine imparfaite : une route semée d'embûches

Une énergie considérable est investie mais les rocardiens rencontrent quelques difficultés. D'abord, ils n'ont pas les moyens (financiers) de leur ambition. *Convaincre* fonctionne grâce aux cotisations (20 francs pour une adhésion simple, 100 pour le soutien), ce qui est insuffisant pour tout financer, y compris les manifestations les plus importantes. Les rocardiens doivent également arrêter l'image et l'identité politique de Michel Rocard pour cette campagne. Le 4 mars, une réunion regroupant Frédéric Thiriez, Alain Bergounioux, Guy Carcassonne, Gilbert Denoyan, Pierre Encrevé, Jean-Luc Margot-Duclos, Michel Sapin, Pierre Zémor, Patrick Viveret et Gérard Grunberg planche sur ce que devraient être le message et l'image de Michel Rocard. Le constat général est qu'il a une image brouillée, floue. Il lui est notamment recommandé de cesser les références à Pierre Mendès France, qui n'aurait pas une image de vainqueur, au président Kennedy, qui fait trop hors contexte et de sortir de son image de bon gestionnaire, domaine dans lequel l'ancien Premier ministre et potentiel futur candidat UDF Raymond Barre est imbattable. A la place, Michel Rocard doit incarner « l'intelligence du cœur », soit la réconciliation du cœur et de la raison, de la générosité et de l'intelligence¹⁴⁴⁰.

Mais, au-delà de tous les débats d'image, de toutes les questions d'organisation matérielle, il reste un obstacle suprême, en la personne de François Mitterrand. Va-t'il se représenter ? Cela serait sa quatrième candidature présidentielle. A plus de 70 ans, il commence à incarner un ancien monde,

1438 Ibid

1439 Fiche synchrétique sans nom, Archives de Pierre Zémor, carton 9, Fondation Jean-Jaurès

1440 « Note à l'attention de Michel Rocard », datée du 5 mars 1987, Archives de Pierre Zémor, carton 9, Fondation Jean-Jaurès

un essoufflement mis en exergue par la cohabitation. De nombreux rocardiens pensent plus ou moins à haute voix que, au bout du compte, François Mitterrand préférera quitter le pouvoir la tête haute plutôt que de prendre le risque de voir sa légende se ternir par une défaite face à un Valéry Giscard d'Estaing revanchard, un Jacques Chirac flamboyant ou un Raymond Barre au sommet de sa popularité. Mais la décision lui revient et personne au sein du PS n'a le poids politique pour lui forcer la main ou s'opposer à une candidature putative. A ce sujet, un débat déchire le courant : faut-il s'émanciper du parti, dominé par François Mitterrand, en jouant la carte de la popularité de Michel Rocard auprès de l'opinion publique ou bien faut-il privilégier le rapport de force au sein du PS ? Pour la majeure partie des rocardiens, investis dans le parti et contraints au rapport de force permanent pour maintenir le développement et l'influence interne du courant, il n'y a pas d'autre option crédible.

Gérard Lindeperg observe que certains veulent faire des Clubs Convaincre un organisme de pression, de plus en plus autonome pour pousser Michel Rocard à la candidature quoiqu'il arrive. Mais Gérard Lindeperg estime que Michel Rocard n'avait pas les moyens, ni le caractère, de tenter une aventure individuelle contre le PS, d'où le souci constant des rocardiens d'être présents dans la vie interne du parti¹⁴⁴¹. De son côté, le président de la République, conscient du confort que lui procure sa position, souffle le chaud et le froid. Le 13 octobre 1986, il sous-entendait qu'il n'envisage pas de demander aux Français un nouveau mandat, tout en nuancant qu'il pourrait changer d'avis en cas de « circonstances exceptionnelles ». Michel Rocard, lui, caracole en tête des sondages d'opinion. Les Clubs lui permettent de sortir de l'image d'isolement, où certains aimeraient l'épingler, et de peaufiner ses prises de position sur des sujets variés. Robert Chapuis participe à l'animation des groupes de travail constitués autour de Michel Rocard. Ils sont la cheville ouvrière d'un futur programme présidentiel. Frédéric Thiriez, directeur de cabinet de Michel Rocard, a ses relais au sein du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, de nouveau présidé par Pierre Joxe qui est loin d'être devenu entre-temps un admirateur de Michel Rocard : Claude Evin, Michel Sapin, Jean-Pierre Sueur... et Robert Chapuis, qui s'emploie plutôt à assurer la représentation de Michel Rocard au sein du PS. Tout est donc prêt. Il n'y a plus qu'à attendre que François Mitterrand jette l'éponge pour que Michel Rocard puisse officialiser sa candidature.

Les 3 et 5 avril 1987, le PS doit tenir son congrès à Lille, fief de Pierre Mauroy. Pour l'occasion, Michel Rocard entend réintégrer la majorité pour ne pas reproduire la configuration de 1980, soit lui seul contre les mitterrandistes. Il veut ainsi éviter de coaliser contre lui et derrière François Mitterrand tous ses potentiels détracteurs et parfaire son image de meilleur candidat pour un PS uni et réconcilié. Lui dans la majorité du parti, il serait en meilleure position pour obtenir le

1441 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.205

soutien de l'appareil socialiste que dans l'opposition. Il ne faut plus incarner la rupture avec le miterrandisme mais le changement dans la continuité. Et il ne faut pas renvoyer le sentiment d'être trop pressé. Aussi des rocardiens déposent donc une contribution « *dépourvue de toute agressivité à l'égard de la majorité du parti* », afin de favoriser une motion commune. Intitulée « Les voies de la reconquête », elle met en avant que « *l'unité du parti s'est renforcée à Toulouse sur la base d'une synthèse qui conserve toute sa valeur. Au moment où il faut rassembler les énergies pour vaincre la droite, l'opinion comprendrait mal que nous nous divisions* »¹⁴⁴². Elle est signée par Michel Rocard et plusieurs de ses proches¹⁴⁴³ : les membres du Bureau Exécutif Jean-Pierre Balduyck¹⁴⁴⁴, Jean-Claude Boulard, Pierre Brana, Robert Chapuis, Daniel Frachon, Gérard Fuchs, Jean-Pierre Joseph, Marie-France Lecuir, Louis Le Pensec, Marie-Noëlle Lienemann, Gérard Lindeperg, Jean-Claude Petitdemange, les parlementaires Pierre Bourguignon, Jean-Pierre Cot, Claude Evin, Charles Josselin, Alain Richard, Michel Sapin, Jean-Pierre Sueur.

Mais les miterrandistes jouent un mauvais tour aux rocardiens. Alors que d'un commun accord il avait été décidé de ne pas faire référence à la présidentielle et au candidat, les miterrandistes, menés par Lionel Jospin appellent à une nouvelle candidature de François Mitterrand, présenté comme le meilleur candidat possible, dans leur contribution au débat préparatoire au congrès. Pour les rocardiens, c'est une nouvelle provocation. Les miterrandistes semblent vouloir les forcer à se placer en opposition et à se compter. Les partisans de Michel Rocard refusent catégoriquement d'aborder à ce stade la question du candidat de 1988. Ils savent que si François Mitterrand venait à briguer un second mandat, Michel Rocard se rangerait immédiatement derrière lui, entraînant son courant. Un scénario où les cadres et militants du PS refuseraient une nouvelle candidature Mitterrand pour adouber Michel Rocard relève de la plus absolue science fiction. Mais étant donné que cette nouvelle candidature n'est à ce moment précis que purement hypothétique, encore plus en raison de la santé du Président, Michel Rocard a encore une carte potentielle à jouer et ses chances doivent être préservées.

Le comité directeur des 7 et 8 février 1987 permet d'apaiser les tensions et adopte une motion de synthèse consensuelle et vague : « *Les socialistes souhaitent que François Mitterrand soit à même de poursuivre son action. Le moment venu, le candidat des socialistes à l'élection présidentielle de 1988 sera désigné dans les conditions prévues par notre loi commune. Tous les*

1442 *Libération*, 9 janvier 1987

1443 « Les voies de la reconquête », Archives de Pierre Zémor, carton 9, Fondation Jean-Jaurès

1444 Né en 1941, Jean-Pierre Balduyck est un ancien responsable national de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Il fut membre du PSU entre 1968 et 1974, année où il rejoint le PS dans le sillage de Michel Rocard. Il a donc un parcours très « rocardien », avec le triptyque engagement de jeunesse, militantisme au PSU, adhésion au PS en 1974. Depuis 1979, il est élu local dans le Nord. Notice « Le Maitron » de Jean-Pierre Balduyck, https://maitron.fr/?article15534&id_mot=779

socialistes lui apporteront leur soutien »¹⁴⁴⁵. Tout le monde peut lire ce qui l'arrange. C'est un moment de consensus (en apparence). Robert Chapuis appuie sur l'idée d'apaisement : « *Les problèmes de candidature ne sont pas l'ordre du jour de nos travaux. Bien sûr, il ne s'agit pas de mettre en cause les règles du Parti en ce domaine, et nous avons nous-mêmes souhaité, dans la contribution transmise à tous les militants, qu'il soit clairement dit - je cite - : "que le moment venu, le candidat des Socialistes à l'élection présidentielle de 1988 soit désigné dans les conditions prévues par notre loi commune."* [...] Une motion commune nous apparaît souhaitable à l'issue de ce Comité directeur, parce que c'est la façon de mieux armer le Parti dans les mois qui viennent [...] Notre Parti, certes, est riche pour toutes les élections de candidats potentiels, mais il serait inimaginable que notre Congrès donne lieu à quelque compétition prématurée qui ne serait comprise ni dans le Parti, ni dans le pays. »¹⁴⁴⁶

Mais les tensions restent électriques. Les autres courants ne sont pas prêts à laisser la « rocardie » s'imposer contre François Mitterrand. Pierre Mauroy est très clair à ce sujet : « *Il appartient d'abord au Président de la République de se déterminer, et ceci sans qu'il ait à subir de pressions extérieures, sans que, dès le lendemain du Congrès de Lille, il assiste au sein même du Parti qu'il a contribué à créer avec nous à une véritable campagne présidentielle interne. Mes chers camarades, bien sûr que la décision appartient d'abord au Président de la République d'être le candidat ! Mais qui peut vraisemblablement contester que la décision finale qu'il prendra dépendra pour beaucoup des conditions que nous aurons créées à Lille pour faciliter sa candidature ? Je ne demande pas que l'on déroule un tapis rouge du Congrès de Lille jusqu'aux marches de l'Élysée, le Président ne le demande pas, pour un second mandat présidentiel, mais personne ne peut s'autoriser à contrarier une candidature que la majorité des Socialistes espère* »¹⁴⁴⁷.

Pierre Mauroy précise de surcroît que si François Mitterrand venait à renoncer à une nouvelle candidature, la couronne ne tomberait pas automatiquement sur la tête d'un prétendant, mais que le parti procéderait à un processus de désignation¹⁴⁴⁸. Cela signifie que la route est encore longue avant que Michel Rocard ne puisse porter les couleurs du Parti socialiste lors de l'élection présidentielle. Solidement tenu par les mitterrandistes, l'appareil socialiste demeure, en dépit de l'activité des rocardiens, hostile à Michel Rocard.

1445 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.156

1446 « Comité directeur 7 et 8 février 1987 », *Archives-Socialistes.fr*

1447 Ibid

1448 Ibid

B) Un climat interne électrique

1) Lille, le calme avant la tempête

Le congrès de Lille (3-5 avril 1987) se passe dans une atmosphère feutrée. C'est d'ailleurs la volonté des apparatchiks du parti, parfaitement résumée par Gérard Collomb, député du Rhône et réputé proche de Pierre Mauroy : « *Qu'allons-nous faire de notre Congrès ? Un Congrès tourné vers nos problèmes internes, ou bien un Congrès où le Parti Socialiste, à moins d'un an d'une échéance capitale, s'adressera aux Françaises et aux Français, leur parlera de leur avenir, leur parlera de l'avenir de la France ? Pour ma part, je souhaite que nous sachions présenter au pays l'image d'un parti uni et concentrer toutes nos réflexions sur la seule question qui vaille : comment répondre aux inquiétudes et aux angoisses qui assaillent notre société ? Comment rendre l'espérance à tous ceux que la crise a plongés dans le doute ? Il ne s'agit pas de prôner un unanimité de façade, mais de constater qu'il existe aujourd'hui, au-delà des fausses querelles, une profonde identité de vues au sein de notre Parti. Il serait donc particulièrement vain de vouloir aujourd'hui provoquer des clivages artificiels, alors que, jamais, notre Parti n'a été aussi uni sur ce que doivent être notre stratégie et nos perspectives* »¹⁴⁴⁹.

Les socialistes réunis en cette occasion veulent parler de fond, se démarquer de la droite au pouvoir et ne pas se perdre dans des questions politiciennes internes. Pourtant, l'équilibre et la modération sont difficiles à tenir car la question de la candidature est dans toutes les têtes. Aussi, chacun défend sa cause sous forme de discours général. Les rocardiens jouent d'ailleurs le jeu, à leur façon. Gérard Lindeperg intervient sur la question de l'école, Louis le Penec sur la scène internationale. Michel Rocard prononce un discours sur le rassemblement, vantant une unité « *faite de l'addition de nos sensibilités, de nos histoires personnelles et collectives, de nos expériences, et non de la soustraction de nos différences* »¹⁴⁵⁰ Cela ne l'empêche pas de faire preuve d'une certaine subtile ambivalence. Il loue la diversité, salue le courage de l'organisation d'un parti en courants, rejette l'idée que ce congrès ne serve à mettre en avant qu'un quelconque unanimité monolithique ou à désigner un chef... et en même temps, il glisse sa marque. Précisément on peut interpréter ce refus de l'unanimité et de l'adoubement d'un chef comme une façon de refuser l'idée que François Mitterrand soit d'ores et déjà le candidat du PS pour la présidentielle. Après avoir célébré l'unité, Michel Rocard détaille sa vision de l'identité du socialisme, ce qu'il appelle « *l'alliage du*

1449 « Congrès national de Lille, 3, 4 et 5 avril 1987 », *Archives-Socialistes.fr*

1450 Ibid

réel et de l'espérance »¹⁴⁵¹ et en présente plusieurs points : la liberté politique, incluant le respect des droits de l'homme, des libertés individuelles, de l'équilibre des pouvoirs, la liberté économique mais avec des règles, un cadre contre les excès du capitalisme envers les plus pauvres, la lutte contre tous les aspects du conservatisme, la priorité d'agir contre le chômage, la construction de l'Europe, la poursuite de la décentralisation... des thématiques classiques des réseaux rocardiens, mais le contexte leur donne un écho particulier, comme la présentation d'un programme présidentiel sans le dire...

Jean-Pierre Chevènement, qui fait partie de ceux qui se tiennent prêt pour contrer l'avancée de Michel Rocard, prononce également un discours aux airs de programme, présentant un socialisme différent de celui de son rival¹⁴⁵². Pierre Mauroy est plus direct et confirme son soutien à une candidature de François Mitterrand. Certes, il rappelle que la question de la candidature se posera en temps voulu, mais dans le même temps, il rappelle que « *une quasi-majorité de Français souhaite que François Mitterrand brigue un second mandat, 49% pour être précis, selon un dernier sondage. Et à gauche, c'est une très large majorité qui aspire à une nouvelle candidature de François Mitterrand, 74% chez les Socialistes et même 68% chez les Communistes* »¹⁴⁵³. Cela le conduit à affirmer que François Mitterrand lui apparaît comme le candidat naturel du PS et que personnellement, il le considère comme le candidat le mieux placé. Enfin, il insiste tout particulièrement sur cette idée de candidat le mieux placé. Aussi, si François Mitterrand venait à ne pas se présenter, Pierre Mauroy rappelle que le PS devra s'épargner une guerre interne et se rassembler derrière le prétendant le mieux placé. C'est sur ce dernier point que misent tous les aspirants. La motion unitaire réalise 98,43 %. La direction du parti n'est pas modifiée.

Face à l'offensive de Michel Rocard, les mitterrandistes entendent préserver les intérêts de leur champion, tout en freinant les velléités des rocardiens, d'où les rappels de Pierre Mauroy et les signaux envoyés par des prétendants possibles comme Jean-Pierre Chevènement. Les lames sont aiguisées mais pas encore dégainées.

1451 Ibid
1452 Ibid
1453 Ibid

2) L'équation rocardienne : équilibre et retenue

Il ne s'agit pas de brusquer les partisans de François Mitterrand et de se lancer dans une guerre frontale qui risquerait de laisser des marques et des rancœurs car c'est lui qui a la main et la clef du problème. Pierre Mauroy, dans son discours de Lille a résumé toute l'équation qui traverse le PS. Tout partira de François Mitterrand et de sa décision finale. Et s'il venait à renoncer, en dépit de toutes les tensions, les rocardiens savent qu'ils auront besoin des miterrandistes, qui tiennent le parti, et de s'appuyer sur le bilan et l'image de François Mitterrand, pour l'emporter. Le président reste le héros de la gauche, son grand sage. Aussi, une candidature de Michel Rocard ne saurait se faire en forçant la main à François Mitterrand, mais avec sa bienveillance ou au moins sa neutralité. Les miterrandistes ne sauraient pardonner aux rocardiens s'ils venaient à torpiller leur champion. Mais si ce dernier venait à renoncer de lui-même et à laisser la place à Michel Rocard, alors la donne serait différente. D'ailleurs, au sein du PS, les rocardiens jouent la carte de l'unité. Michel Rocard n'est pas le chef d'un clan contre un autre, mais aspire à représenter tous les socialistes¹⁴⁵⁴. Et par la même occasion, à recevoir l'onction du Parti socialiste.

Dans *Convaincre*, il prend la défense de l'utilité des partis, arguant qu'un régime sans partis est un régime soumis au diktat d'une caste ou d'une institution non-démocratique. « *Tout président, tout gouvernement a besoin du soutien actif et déterminé soit d'un parti puissant, relayé par un groupe parlementaire nombreux, soit d'une coalition cimentée par un accord de gouvernement solide [...] Un président que ne soutiendrait aucun parti, ou seulement des partis faibles et sans grande cohérence entre eux, ne peut pas, dans le cadre des institutions de la Vème République, être un Président fort* »¹⁴⁵⁵. Un revirement de la part d'un homme souvent critique des contraintes des partis et de leurs failles, qui traduit sans doute une volonté de s'attirer les bonnes grâces de l'appareil socialiste pour 1988.

En attendant que François Mitterrand tranche la question fatidique, Michel Rocard enfile donc les habits d'aspirant candidat. Les rocardiens doivent se préparer, ils ne peuvent pas attendre la fin janvier 1988, moment fatidique où François Mitterrand est supposé lever le voile sur ses intentions, pour commencer à agir faute de quoi le temps de campagne serait bien trop bref. Le 13 juin se tient une rencontre nationale des Clubs Convaincre. Michel Rocard fait insidieusement part de ses intentions : « *Je voudrais que 1988 soit l'occasion d'un réveil. La France, l'année prochaine, choisit son avenir pour 7 années, et même pour bien davantage si l'on veut bien admettre avec moi que les décisions qui seront prises -ou ne seront pas prises- au cours de cette*

1454 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.107

1455 « Faut-il craindre le régime des partis ? Par Michel Rocard », dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°23, 27 avril 1987 », *MichelRocard.org*

période décisive auront des répercussions durables et importantes »¹⁴⁵⁶. Une réaffirmation devient même pressante car la stratégie d'apaisement et de conciliation de Michel Rocard commence à lui faire du tort : une série de sondages montre que la dynamique rocardienne s'essouffle. Selon le baromètre BVA, il n'est que troisième dans le baromètre de la confiance, avec 41 % contre 50 % de confiance pour François Mitterrand¹⁴⁵⁷. Selon IPSOS, seul 2 % des sondés pensent qu'il peut être élu en 1988¹⁴⁵⁸ et 51 % des sondés ne souhaitent pas qu'il le soit contre 26 % d'un avis contraire¹⁴⁵⁹. Sans compter que les coulisses du parti confirment qu'il serait trop facile de penser que même si François Mitterrand venait à renoncer à un second mandat, le PS s'agenouillerait comme un seul homme devant Michel Rocard. D'autres prétendants fourbissent leurs armes dans l'ombre au cas où, depuis des années pour certains. Charles Hernu, Jean-Pierre Chevènement, Laurent Fabius... la concurrence de l'après-Mitterrand s'annonce rude.

Aussi, les rocardiens font comme si Michel Rocard était déjà officiellement candidat. Dans un interview au *Nouvel Observateur*, Alain Richard affirme avoir de bonnes raisons de penser que Michel Rocard, « *seul candidat déclaré issu des rangs du PS* », le sera également d'ici mars 1988¹⁴⁶⁰. Au mois d'octobre 1987, Robert Chapuis anime une réunion de jeunes rocardiens à Sénaze. Devant les journalistes, il affirme ne pas craindre d'autres candidats issus du PS, nuancant que eux ne seraient que candidat à la candidature tandis que Michel Rocard est candidat à la présidentielle si François Mitterrand ne se représente pas !¹⁴⁶¹

Les mitterrandistes ne sont d'ailleurs plus épargnés. Alors que les appels à François Mitterrand se multiplient et sont savamment orchestrés par les lieutenants du chef de l'État, Michel Rocard passe à l'offensive. Laurent Fabius est la principale cible, surtout au prisme de l'affaire du *Rainbow Warrior*. Il juge ses mesures « *techniquement inappropriées et scandaleuses par les conséquences possibles [...] Mon sentiment est qu'il aurait fallu très tôt annoncer la nature de la décision prise, reconnaître qu'elle avait échoué, rendre l'opinion juge du fait que nous sommes dans une situation de violence* »¹⁴⁶². Il revient également sur son opposition à la proportionnelle, ce qui lui permet par ailleurs de confirmer que sa démission en 1985 n'était pas une manœuvre politicienne mais bien une opposition de principe, aujourd'hui justifiée : « *En facilitant l'existence*

1456 « Rencontre nationale des Clubs Convaincre- 13 juin 1987- Conclusion », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1457 *Libération*, 8 octobre 1987

1458 *Le Monde*, 5 septembre 1987

1459 *Paris-Match*, juillet 1987

1460 « Seul Michel Rocard, par Alain Richard », *Le Nouvel observateur*, 19 juin 1987, Archives de Pierre Zémor, carton 9, Fondation Jean-Jaurès

1461 « Journées de réflexion pour les jeunes rocardiens réunis à Sénaze », *L'Union*, 21 octobre 1987, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 44, *Courant rocardien 1980-1994*, Fondation Jean-Jaurès

1462 *Libération*, 17 août 1987, dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication : Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.422

*d'un groupe parlementaire, on a permis à Le Pen de porter une écharpe tricolore, on a permis au Front antinational de prétendre représenter la France [...] la proportionnelle a donné une dignité qu'ils ne méritent pas »*¹⁴⁶³.

Fin 1987, Michel Rocard va encore plus loin et s'installe dans des locaux situés 3 avenue Percier et met en place une véritable équipe de campagne. Claude Evin et Jean-Paul Huchon dirigent de campagne, Michel Castagnet, comme en 1980, est le secrétaire général de la campagne chargé de la coordination. La logistique de la campagne est composée de quatre départements¹⁴⁶⁴ :

- Communication sous la direction de Guy Carcassonne : *« assure la conception, la rédaction et la diffusion, sur tous les médias, des thèmes et des messages de la campagne. Il s'appuie sur une cellule interne d'écoute et d'analyse et fait appel, le cas échéant à des prestations de service pour la conception des opérations retenues.*

- Terrain dirigé par Daniel Frachon : *« assure la mise en place des antennes locales et régionales de la campagne proprement dite. Bien entendu, cette action s'élabore en liaison avec les responsables des différents réseaux (courants, clubs, etc.) »*

- Gestion dirigé par Georges Vianes, haut-fonctionnaire et ancien Président de l'Institut national de la propriété industrielle : *en charge des finances et du budget de la campagne.*

- Production rattaché au secrétariat général, *« réalisation des différents produits de la campagne : édition, affiches, objets divers, organisation matérielle des événements et des meetings. Il gère les stocks et les sous-traitances nécessaires ».*

Yves Colmou s'occupe du courrier¹⁴⁶⁵. Alain Richard est le porte-parole de la campagne. Michel Sapin coordonne les parlementaires rocardiens, Jean-Pierre Sueur anime un groupe d'experts socio-économiques et Bernard Poignant, les Clubs Convaincre. Le rythme est précis¹⁴⁶⁶. La direction stratégique et politique de la campagne¹⁴⁶⁷ se réunit tous les quinze jours, le mercredi à 15h30, pour décider des grandes orientations de la campagne. La direction opérationnelle de la campagne¹⁴⁶⁸ se réunit tous les mardis à 9h pour fixer les moyens de la campagne. Deux instances de coordination, chargées de recueillir des avis et de diffuser les décisions prises se réunissent

1463 *Le Nouvel Observateur*, 17-23 août 1987, dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication : Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.422

1464 Note de Claude Evin sur « l'organisation de la campagne », datée du 1^{er} décembre 1987, Archives de Pierre Zémor, carton 10, Fondation Jean-Jaurès

1465 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.162

1466 Note sans nom de Claude Evin, datée du 27 octobre 1987, Archives de Pierre Zémor, carton 10, Fondation Jean-Jaurès

1467 Michel Rocard, Robert Chapuis, Pierre Brana, Daniel Frachon, Jean-Pierre Joseph, Alain Richard, Frédéric Thiriez, Jean-Claude Petitdemange, André Salomon, Jean-Paul Huchon, Claude Evin, Guy Carcassonne, Pierre Zémor.

1468 Claude Evin, son assistant de direction de la campagne Philippe Vuilque, Guy Carcassonne, Daniel Frachon, Jean-Claude Petitdemange, Jean-Pierre Sueur, Georges Vianes, Michel Castagnet, Frédéric Thiriez, Alain Richard

toutes les semaines, le mardi à 11h pour la coordination des équipes permanentes¹⁴⁶⁹ et le jeudi à 8h30 pour la coordination politique¹⁴⁷⁰. Claude Evin propose également la constitution d'une cellule d'écoute extérieure qui pourrait se réunir tous les 15 jours, le jeudi à 12h30¹⁴⁷¹.

Mais si cette campagne paraît très structurée, très organisée, avec une répartition minutieuse des rôles de chacun, la pratique semble laisser voir une organisation plus saccadée. Des problèmes d'organisation sont soulevés par plusieurs membres de l'état-major rocardien, comme Michel Sapin ou Bernard Poignant¹⁴⁷². Sur le terrain, ce sont près de 120 clubs, implantés dans 80 départements qui servent de relais à la campagne rocardienne et rassemblent des catégories socio-professionnelles extérieures à la base du PS. Les jeunes rocardiens se structurent également de leur côté. Peu de temps après la démission de Michel Rocard, un trio de jeunes, Manuel Valls, Alain Bauer et Stéphane Fouks avait lancé les clubs Forum pour fédérer une jeunesse sensible aux idées de Michel Rocard mais peu désireuse de rejoindre le PS, que ce soit par hostilité envers François Mitterrand ou refus des vieilles structures classiques. Michèle Rocard, enseignante à Sciences-Po Paris structure de son côté un autre mouvement de jeunes, dans une conception plus intellectuelle et moins militante. C'est le club Opinions¹⁴⁷³. On le voit, la galaxie rocardienne est flexible. Ce n'est pas un parti, mais un réseau serré.

A propos de parti, Robert Chapuis et Pierre Brana sont responsables des relations avec le PS... et donc avec les mitterrandistes. Une mission périlleuse car les fidèles du chef de l'État n'apprécient que très peu cette agitation rocardienne. Les réunions sont particulièrement tendues, les mitterrandistes ne se privant pas pour reprocher publiquement aux rocardiens leur organisation, décriée comme une trahison et un coup de couteau dans le dos de François Mitterrand. Ils pensent toujours que toute cette organisation est pensée pour pousser François Mitterrand vers la sortie et réaliser un coup de force interne. Certains vilipendent même que cette campagne annonce une dissidence de Michel Rocard. Ce à quoi les rocardiens ripostent qu'il faut bien faire quelque chose à six mois de la présidentielle. Claude Evin explique : « *Personne ne sait si François Mitterrand sera*

1469 Michel Rocard, Umberto Battist, Marie Bertin (responsable de presse de Michel Rocard), Guy Carcassonne, Michel Castagnet, Tony Dreyfus, Claude Evin, Catherine Le Galiot, Monique Le Saux, Jean-François Merle, Pierre Masson, Bernard Poignant, Dominique Perreau, Jean-Claude Petitdemange, André Salomon, Michel Sapin, Jean-Pierre Sueur, Frédéric Thiriez, Philippe Vuilque, Jean-Luc Uguen, Pierre Zémor

1470 Michel Rocard, Claude Evin, Jean-Pierre Sueur, Michel Sapin, Robert Chapuis, Alain Richard, Louis Le Pensec, Gérard Fuchs, Pierre Bourguignon, Pierre Masson, Jean-Claude Petitdemange, Frédéric Thiriez, Ginette Leroux, Jean-Claude Boulard, Pierre Brana, Manuel Valls, Daniel Frachon, Jean-Pierre Joseph, Charles Josselin, Guy Carcassonne, Bernard Poignant, Pierre Zémor, André Salomon

1471 Michel Rocard, Madame Rocard, Pierre Zémor, Frédéric Thiriez, Pierre Brana, Alain Bergounioux, Gilbert Denoyan, Jean Lallier, Jacques Julliard, Guy Carcassonne, Claude Evin.

1472 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.165

1473 On y trouve notamment, entre autres, Édouard Philippe, ancien Premier ministre d'Emmanuel Macron (2017-2020), Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée d'Emmanuel Macron (depuis 2017), ou encore Emmanuel Moulin, conseiller de Christine Lagarde puis du président Nicolas Sarkozy, directeur de cabinet de Bruno Le Maire à Bercy, puis directeur du Trésor

candidat ou non. Son rôle de président occulte tout autre candidat à la fonction présidentielle [...] Lorsqu'il décidera de ne pas être candidat, l'autre (sous-entendu, Michel Rocard) se trouverait avec un handicap très lourd par rapport à Raymond Barre et Jacques Chirac [...] Il [Michel Rocard] est candidat à la présidence de la République, non pas à un quelconque positionnement au sein du parti [...] Une élection présidentielle, c'est avant tout une relation entre un homme et le pays. Il faut que les gens comprennent qu'élire Michel Rocard peut changer quelque chose pour l'emploi, pour la formation, pour la vie quotidienne des Français qui disposeront aussi de plus d'initiatives. Il faut qu'ils comprennent que si Michel Rocard se situe sur des valeurs de gauche, ce n'est pas la gauche sectaire engoncée dans ses dogmes mais une gauche réaliste, qui croit à la négociation et au compromis pour apporter le changement »¹⁴⁷⁴.

Ces déclarations, cette offensive, ne sont pas de nature à apaiser les mitterrandistes. Peu importe, le mot d'ordre chez les rocardiens est d'ignorer les traits des lieutenants de François Mitterrand. Toute la propagande, toute la communication va dans le sens que Michel Rocard est le candidat naturel, puisque François Mitterrand ne devrait pas se représenter. Pourtant, Lionel Jospin met bien en garde Michel Rocard, lui conseillant de ne pas partir du principe que le président de la République ne sera pas candidat¹⁴⁷⁵. Mais Michel Rocard ne dévie pas de sa stratégie. Quand on lui demande s'il serait prêt à se mesurer à François Mitterrand au premier tour de la présidentielle, il répond vouloir être « *son successeur plutôt qu'à être son concurrent* » et renvoie la nouvelle candidature de François Mitterrand à une « *hypothèse dont, de surcroît, j'ai des raisons de penser qu'elle ne se présentera pas* »¹⁴⁷⁶.

La communication est donc plus offensive que ce que les préparatifs du congrès de Lille laissaient à supposer. L'organisation est également plus travaillée. Les rocardiens se comportent comme s'ils étaient dans une vraie campagne. De son côté Michel Rocard ne parle pas comme s'il se préparait au cas où mais comme s'il savait déjà que sa candidature serait effective, confirmant aux yeux des mitterrandistes leurs craintes. L'équipe de campagne fait même imprimer une affiche à quelques centaines d'exemplaires. Simple, une citation en noir et blanc avec le logo des Clubs Convaincre¹⁴⁷⁷.

1474 FLEURY Jacques, « PS : le trop-plein pour la présidentielle », *Le Figaro*, 11 juillet 1987, dans « Revue de presse et déclarations 1987 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1475 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome2, Les épreuves (1984-1988)*, op.cit, p.858

1476 « Interview pour le courrier Picard » (pas de date), dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1477 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.179

C) Mitterrand l'inexpugnable

1) Une équipe rocardienne active, mais un horizon bouché

Mais si Michel Rocard est pleinement déterminé à aller jusqu'au bout selon son porte-parole Alain Richard¹⁴⁷⁸ ou d'autres qui affirment que leur champion ira jusqu'au bout, même contre François Mitterrand¹⁴⁷⁹, tous ses fidèles ne partagent pas son enthousiasme et son dynamisme. Certes, une certaine partie du courant est convaincue que l'heure de Michel Rocard est venue. Certains rocardiens laissent dire que si François Mitterrand fait durer le suspense sur sa candidature, c'est uniquement pour bloquer les préparatifs de Michel Rocard, en les faisant passer pour des actes de division et d'indélicatesse envers le président de la République, et permettre à un de ses fidèles de s'organiser en coulisse. Par exemple, Gérard Lindeperg est persuadé que François Mitterrand ne va pas se représenter, et par conséquent, que Michel Rocard sera celui qui portera les couleurs du PS. Il en est si convaincu qu'il prend des dispositions et se met à mi-temps dans son travail de professeur en lycée. Il n'a pas de rôle précis mais suit les choses de très près au niveau national et participe à toutes les réunions nationales du courant¹⁴⁸⁰.

En face, un nombre important de rocardiens demeure attentif. Car malgré la motivation de Michel Rocard et de son équipe, la situation reste bouchée. Certes, Michel Rocard s'investit mais la question soigneusement éludée jusqu'à présent est que pourrait-il faire si François Mitterrand décidait finalement de se représenter ? Car si les éléments de langage de l'état-major rocardien sont axés sur la certitude et l'insinuation que François Mitterrand allait jeter l'éponge, rien n'est moins sûr et rien n'est acté tant que l'intéressé ne l'aura pas dit publiquement. Louis Le Penec constate que la marge de manœuvre de Michel Rocard est très étroite, entre son besoin d'entretenir la flamme de ceux qui le suivent et la nécessité de ne franchir le point de non-retour avec François Mitterrand¹⁴⁸¹. Pierre Brana confie à Michel Rocard qu'il pense que François Mitterrand va se représenter. Il est même selon ses dires un des premiers à le faire¹⁴⁸². Il le sent dans ses échanges avec les proches de François Mitterrand, tout comme il ressent l'hostilité de ces derniers envers Michel Rocard. Une hostilité suffisamment forte pour motiver François Mitterrand à se représenter ou propulser un de ses fidèle pour bloquer la route de Michel Rocard. Pour ne rien arranger, la

1478 *Le Monde*, 26 août 1987

1479 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome2, Les épreuves (1984-1988)*, op.cit, p.859

1480 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

1481 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome2, Les épreuves (1984-1988)*, op.cit, p.859

1482 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

campagne d'affichage menée par les rocardiens est sévèrement jugée par la presse. *Le Monde* enchaîne les commentaires péjoratifs à son sujet¹⁴⁸³, tandis que *Libération* le compare à un faire-part funéraire¹⁴⁸⁴.

En attendant le dévoilement de François Mitterrand, les fidèles de Michel Rocard continuent les préparatifs. Robert Chapuis participe début septembre à l'université d'été des Clubs Forum à Montpellier où il intervient à une table ronde sur les questions d'éducation, de jeunesse mais aussi sur le style de la campagne présidentielle et le programme du PS. Claude Evin prononce le mot de la fin sur les perspectives de la campagne et en vantant la place des idées de Michel Rocard dans la famille socialiste¹⁴⁸⁵. Le 20 septembre, ce sont 150 représentants des clubs qui se réunissent à Paris autour de Michel Rocard et de plusieurs de ses lieutenants. L'objectif est de planifier le rôle et les activités des clubs pour les prochains mois. Michel Rocard les charge de continuer à lui servir de relais avec l'opinion et de poursuivre leur travail de réflexion sur plusieurs sujets tels que l'emploi, l'Europe ou encore les relations sociales¹⁴⁸⁶. Car Michel Rocard ne veut pas seulement s'installer dans le fauteuil présidentiel, il veut rassembler autour d'un projet de transformation politique et sociale. Entre fin septembre et début octobre, une campagne d'affichage rappelle les fondements de la morale rocardienne : « parler vrai », « parler des vrais problèmes », « parler juste »¹⁴⁸⁷. Mais Michel Rocard tient à arrondir un peu les angles sur son ambition présidentielle dans une explication transparente de son analyse et de sa stratégie¹⁴⁸⁸.

Et sur ce point, les divergences fissurent quelque peu le clan Rocard. Certains, comme Alain Richard, parient sur une scission du PS et la création d'un parti rocardien, central dans le jeu politique post-présidentiel. De son côté, Christian Blanc prône une candidature jusqu'au bout, et de ne viser que 6 %, au moins pour empêcher François Mitterrand d'être réélu¹⁴⁸⁹. Mais d'autres, à l'image de l'ancienne complice d'Alain Richard, Marie-Noëlle Lienemann font savoir, bien qu'ils soient très critiques sur François Mitterrand, qu'ils ne suivraient pas Michel Rocard hors du PS¹⁴⁹⁰. D'autres fidèles de Michel Rocard, essentiellement ceux qui sont investis dans les instances restent prudents devant les ardeurs de l'équipe de campagne qui veut aller toujours plus loin dans cette rivalité avec le président de la République. Pour les premiers, à trop provoquer François Mitterrand

1483 « Le Monde, 2 octobre 1987 », dans GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.179

1484 « Libération, 28 septembre 1987 », dans GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.179

1485 « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°28, 23 septembre 1987 », *MichelRocard.org*

1486 « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°29, 9 octobre 1987 », *MichelRocard.org*

1487 « Pour le débat et la démocratie », dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°30, 2 novembre 1987 », *MichelRocard.org*

1488 Voir Annexe 11 : « Intervention de Michel Rocard. Saint-Quentin en Yvelines, dimanche 8 novembre 1987 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1489 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.132

1490 BAZIN François, « Premiers craquements chez les rocardiens », *La Croix*, 19 août 1987, dans « Revue de presse et déclarations 1987 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

sans avoir les garanties avancées, Michel Rocard prend le risque d'être à nouveau marginalisé et de voir son courant évaporé dans un PS qui serait réuni autour d'un François Mitterrand réélu, et par conséquent plus puissant en interne que jamais.

L'équipe rocardienne se réunit tous les jeudis, chacun y va de son pronostic mais plus le temps passe plus les échos vont dans le sens d'une nouvelle candidature de François Mitterrand. Pierre Brana, très impliqué et présent dans les instances de l'ombre des congrès et conventions du PS est au courant de toutes les rumeurs, de toutes les nouvelles, fondées ou fantasmées. La vie du parti est suspendue aux lèvres de François Mitterrand. En attendant, Michel Rocard passe à la vitesse supérieure. Un livre, *Le Cœur à l'ouvrage*, est publié le 1^{er} octobre 1987. Puis, il réalise un tour de France en multipliant les meetings de province, chacun consacré à une thématique : le 2 octobre 1987 à Reims sur l'Europe, le 5 à Dijon sur la formation, le 6 à Angers sur la solidarité, le 8 à Lorient sur l'emploi, le 9 à Valence sur la sécurité. Repris dans plusieurs numéros de sa lettre dans un grand dossier appelé « Des propositions pour la France », ses discours sont une véritable profession de foi détaillée.

2) Le sprint final des rocardiens

Le fond est donc prêt pour une candidature. Mais la situation n'est pas très confortable pour Michel Rocard, qui se comporte toujours comme un candidat, sans savoir s'il pourra vraiment être bel et bien sur la ligne de départ. Il reconnaît lui-même que tout découlera du choix final de François Mitterrand. Aussi, en janvier 1988, devant ses jeunes partisans de Sciences-Po réunis dans le club Opinions, il déclare « *François Mitterrand parlera le premier. Je parlerai le second. Ce que je dirai pourrait bien en dépendre un peu* »¹⁴⁹¹. C'est un euphémisme. Mais il ne veut pas se perdre dans les questions de candidatures. La presse et les commentateurs se focalisent plus sur les fantômes de la guerre interne au PS que sur le fond. Aussi, il profite de sa lettre *Convaincre* de février 1988 pour recentrer le débat sur le fond, primant sur toute autre chose : « *J'ai l'intention de continuer, comme je le fais depuis cinq mois, à parler aux Français de quelques grands défis qui nous attendent, dans ce prochain septennat qui nous mettra au seuil du XXI^{ème} siècle afin qu'une France solidaire, tolérante, imaginative et forte prenne toute la place qui lui revient dans la construction européenne [...] J'ai, avec d'autres, avancé des réponses. Et j'entends continuer sans m'arrêter aux contingences ni aux rumeurs à parler de ce qui compte. Dans cette volonté de*

1491 JULLIARD Jacques, « Commentaires », 2019, Vol.167(3), p.527-536, <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-commentaire-2019-3-page-527.htm>

convaincre, sur le terrain de la bataille des idées et des propositions, qui m'aime me suive et m'accompagne »¹⁴⁹².

Fin février, un autre livre est publié. Intitulé *Réponses pour demain*¹⁴⁹³, il est présenté non pas comme un programme (même s'il en a tous les aspects) mais comme les réponses à de nombreuses questions que se posent les Français. Ce livre est le fruit du travail de réflexion des différents réseaux et groupes qui composent les mailles des Clubs Convaincre. Repris par Michel Rocard, ce document est le visage de ce qu'aurait pu être le programme d'un Michel Rocard candidat à la présidentielle. Six axes structurent ce corpus : la vie, le travail, l'économie, la société, l'avenir, le monde. Interrogé le 20 mars par Anne Sinclair dans l'émission « Questions à domicile », Michel Rocard évite soigneusement de se lancer dans les questions de personnes, alors que François Mitterrand entretient toujours plus ou moins le doute sur ses intentions. Il préfère parler idées et fond. S'il dit ne pas croire aux programmes, il affirme son attachement au contrat entre les citoyens et le candidat. Un contrat fondé sur quatre piliers : les grandes valeurs qui animent le candidat, quelques unes de ses principales priorités, la méthode de gouvernement et des propositions sur l'action internationale de la France.

Et par la même occasion, il expose son contrat avec les électeurs¹⁴⁹⁴.

- Les valeurs qui sont les siennes et qui fondent son projet d'organisation de la société, axe qui est en réalité la pierre angulaire de la philosophie rocardienne (la politique doit servir à réformer en profondeur la société) s'articulent autour de la solidarité d'une part, et d'autre part, l'autonomie et la responsabilité.

- Cinq priorités :

. l'éducation et la formation pour assurer l'égalité des chances dans le milieu scolaire puis dans la vie professionnelle ;

. la lutte contre le chômage en se fondant sur la croissance et l'esprit d'entreprise, tout en omettant pas la solidarité ;

. la mise en place de dispositifs locaux et nationaux pour préserver l'environnement et le cadre de vie ;

. l'Europe, seul vecteur de puissance pour la France dans un futur proche.

- La méthode de gouvernement fait écho à son crédo de « politique autrement ». Il s'agit de désacraliser le pouvoir politique central. L'action publique ne peut plus être le monopole d'une caste exclusive. Elle doit être le fait des citoyens engagés, de la société civile et des acteurs sociaux.

1492 ROCARD Michel, « Et si on parlait de ce qui compte ? », « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°34, 5 février 1988 », *MichelRocard.org*

1493 ROCARD Michel, *Réponses pour demain*, Syros, 1988, 279 p.

1494 « Script de l'émission Questions à domicile, 20 mars 1988 », dans Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. Numéro spécial, interventions de Michel Rocard, mars 1988 », *MichelRocard.org*

Elle ne doit plus être unilatéralement être le dessein de l'État, ce qui implique l'accélération de la décentralisation.

- La politique internationale de la France implique de prendre conscience du développement de la mondialisation et de la mise en réseau du monde. La France doit par conséquent s'inscrire dans le jeu des puissances internationales.

En attendant, les rocardiens battent le fer. La section rocardienne de Paris désigne des représentants dans chaque arrondissement afin d'organiser des actions communes de soutien à la candidature de Michel Rocard¹⁴⁹⁵. Elle se dote également d'une équipe de suivi de la campagne, dont est membre Gérard Fuchs, et d'un local commun dans le 18ème arrondissement pour la campagne de Michel Rocard équipé d'un minitel, relié au siège national, et d'une ligne téléphonique¹⁴⁹⁶. Robert Chapuis aussi multiplie les réunions dans les départements. Il faut que tout soit prêt le moment venu au cas où. C'est d'ailleurs en province, à Angers, lors d'un déplacement le 22 mars 1988, qu'il apprend ce que tous les rocardiens redoutaient. François Mitterrand est reçu par Henri Sannier au journal de 20H d'Antenne 2 qui lui pose la question que tout le monde attend : «Êtes-vous à nouveau candidat à la présidence de la République ? »¹⁴⁹⁷ Pour les rocardiens, la réponse tombe aussi sèchement qu'un couperet : « *Oui* ».

3) Faire face à une nouvelle déception

Il aura suffi d'un seul mot de la bouche de François Mitterrand pour ruiner tous les préparatifs rocardiens. A ce sujet, nombre de rocardiens pensent que la principale raison qui motive François Mitterrand à se représenter est d'empêcher Michel Rocard d'aller au bout de sa démarche. De leur côté, les mitterrandistes arguent que François Mitterrand s'est finalement lancé par préoccupation de l'intérêt général car seul lui serait en capacité de gagner contre la droite. Pierre Brana n'y croit pas, mais les regrets doivent être rapidement rangés, d'ailleurs, il parraine en tant que maire d'Eysines la candidature de François Mitterrand¹⁴⁹⁸. Il est en réalité très difficile de savoir quel fut le cheminement stratégique de François Mitterrand. Dès la rentrée de 1987, il avait encouragé Michel Rocard à s'avancer, disant de ne pas avoir tranché sur son propre sort. C'est bien ce qu'à fait Michel Rocard, pour ne pas laisser filer sa chance, au cas où, tandis que François

1495 Lettre d'Alain Hubert et Gilles Lacan datée du 20 janvier 1988, Archives de Gérard Fuchs, *13 FP*, Fondation Jean-Jaurès

1496 Lettre d'Alain Hubert à Daniel Frachon datée du 24 décembre 1987, Archives de Gérard Fuchs, *13 FP*, Fondation Jean-Jaurès

1497 « François Mitterrand : je suis candidat à l'élection présidentielle », 22 mars 1988, <https://www.ina.fr/ina-eclairage-actu/video/i04281857/francois-mitterrand-je-suis-candidat-a-l-election-presidentielle>

1498 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.164

Mitterrand pouvait profiter de ce recul pour analyser tous les paramètres de la scène politique. Claude Evin et Jean-Louis Bianco affirment conjointement que pendant toute cette période incertaine, l'équipe de campagne de Michel Rocard est en contact avec l'Élysée et que les deux protagonistes se voient régulièrement¹⁴⁹⁹. Et selon Jean-Paul Huchon, Michel Rocard fut éclairé sur les intentions de François Mitterrand dès le 5 décembre 1987, à l'occasion d'un petit déjeuner réunissant le président sortant et l'aspirant candidat¹⁵⁰⁰.

Une Convention nationale extraordinaire présidée par Édith Cresson le 27 mars met officiellement le PS en ordre de bataille derrière François Mitterrand. Les délégués des fédérations présents à la convention manifestent unanimement leur soutien à la candidature de François Mitterrand par un vote à main levée. Une fois de plus, les rocardiens rentrent, contraints, dans le rang. Contraints, car ils ne peuvent pas faire autrement et n'ont pas le moyen de discuter avec François Mitterrand. Ils doivent se plier à sa volonté. C'est ce que dit Michel Rocard¹⁵⁰¹. Michel Rocard réaffirme que sa priorité est la victoire du collectif et des idées socialistes et que les orgueils individuels n'ont pas leur place dans une démarche sérieuse pour l'intérêt national¹⁵⁰². Il « prête » même à François Mitterrand son fidèle conseiller Pierre Zémor qui aidera le président-candidat à préparer son débat d'entre deux tours¹⁵⁰³. D'autres rocardiens jouent le jeu et animent des réunions publiques, comme Gilles Martinet et Alain Richard qui participent à une réunion publique à Paris le 3 mai 1988¹⁵⁰⁴.

La campagne de François Mitterrand est courte, mais très organisée. Et aussi placée sous le signe du rassemblement face à la droite. C'est tout le sens de la *Lettre à tous les Français* et du slogan de « la France unie », qui annoncent la future démarche d'ouverture. La gauche socialiste veut sortir de ses propres frontières. Le 24 avril au soir, François Mitterrand arrive très largement en tête. Avec 34,10 %, il améliore de 8 points son score de premier tour de 1981 et devance nettement ses rivaux de droite. Jacques Chirac, avec 19,9 %, fait à peine mieux qu'il y a sept ans. Quant à Raymond Barre, ses 16,55 % sont les plus mauvais chiffres pour le centre-droit depuis 1965 et sont une vraie contre-performance car plusieurs sondages l'avaient placé en position d'accéder au second tour et même de battre François Mitterrand. De son côté, le Front national continue sa

1499 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome2, Les épreuves (1984-1988)*, op.cit, p.886

1500 Ibid, p.887

1501 JULLIARD Jacques, « Commentaires », 2019, Vol.167(3), p.527-536, <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-commentaire-2019-3-page-527.htm>

1502 ROCARD Michel, « Continuité... », dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°36, 28 mars 1988 », *MichelRocard.org*

1503 « Quelques remarques à l'usage du Président. Débat du jeudi 28 avril 1988 », Archives de Pierre Zémor, carton 9, Fondation Jean-Jaurès

1504 Tract du Comité de soutien du 10ème arrondissement à François Mitterrand, Archives de Gérard Fuchs, *13 FP*, Fondation Jean-Jaurès

progression. Absent lors de l'élection présidentielle de 1981, Jean-Marie Le Pen obtient 14,39 % des voix, mieux que ce que affichaient les plus optimistes des sondages, qui le plaçaient à 12 %. Enfin, le Parti communiste poursuit son déclin électoral. Son candidat, le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale André Lajoinie, par ailleurs handicapé par la candidature dissidente du « communiste rénovateur » Pierre Juquin, obtient un score historiquement bas, avec 6,76 % des voix, bien qu'il représente une amélioration par rapport aux débuts de la campagne, où les estimations le donnaient à 3-4 %. Au second tour, François Mitterrand est largement réélu face à Jacques Chirac avec 54,02 % contre 45,98 % pour le maire de Paris. Ce bon résultat est notamment lié à des importants reports de voix qui s'étaient portées au premier tour sur Raymond Barre.

Jouant le jeu jusqu'au bout, Michel Rocard est interviewé par Antenne 2 pour commenter les résultats. Il apparaît tout sourire, quoique légèrement crispé et salue « *une superbe victoire* », rappelant que ce scénario, celui de la réélection de la gauche est sans précédent dans l'histoire politique française¹⁵⁰⁵. Mais il nuance tout de suite cette victoire, disant ne pas vouloir qu'elle se limite à une victoire de la gauche. Il souhaite en faire « *une victoire pour la France* ». Et s'il salue le choix des Français en faveur de la « *sérénité* » incarnée par François Mitterrand, s'il prétend que « *la France va moins mal qu'on ne l'a dit ici ou là* », il affirme cependant que « *demain ne sera pas facile* ». Il prend le soin de détailler les chantiers, comme le chômage, l'insécurité, l'insuffisance de la formation... tout en assurant croire en un réveil de la France avec un rassemblement de toutes les énergies volontaires. Michel Rocard reste donc Michel Rocard : toujours fidèle à la famille socialiste, à son parti, mais toujours avec une petite note bien singulière.

La victoire de François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1981 fut incontestablement une double défaite pour Michel Rocard. Elle fut une première défaite car Michel Rocard espérait être celui qui entrerait à l'Élysée. Elle fut une seconde défaite car l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand se concrétise par une marginalisation toujours plus poussée des rocardiens. Humiliés au sein du parti, les rocardiens ne peuvent compter dans un premier temps que sur les élections territoriales pour conserver un minimum de poids en s'enracinant dans leur territoire respectif. Déjà affaiblis par le nouveau pouvoir des mitterrandistes, les rocardiens doivent faire face à leurs premières divisions internes. Ce qui alimente les débats, c'est l'attitude à adopter face aux mitterrandistes. Alors que Michel Rocard est au gouvernement, et entend donc se plier à un devoir de solidarité, l'essentiel des rocardiens ne veulent pas retourner dans une opposition aux mitterrandistes et accepte toutes les humiliations pour être acceptés au sein de la majorité du parti.

1505 « Déclaration Michel Rocard. Soirée électorale : élection présidentielle 2ème tour », 8 mai 1988, <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/cab88018860/declaration-michel-rocard>

Une attitude qui ne convient pas à une petite minorité de l'état-major rocardien qui décide de poursuivre l'opposition aux mitterrandistes. 1984 représente un nouveau tournant dans la stratégie rocardienne. Las de leur traitement, les rocardiens sont exaspérés de la nomination à Matignon du plus zélé détracteur de Michel Rocard, Laurent Fabius, par ailleurs fils politique préféré de François Mitterrand et héritier présomptif de ce dernier.

Ils décident dès lors de retourner dans une attitude plus offensive. Michel Rocard reprend lui-même les rênes de son courant après être sorti du gouvernement, au prétexte de son opposition avec une réforme du scrutin en faveur de la proportionnelle pour les élections législatives de 1986. Les rocardiens s'efforcent alors de développer leur singularité en constituant un corpus idéologique qui leur est propre. La mise sur pied des Clubs Convaincre en 1985 assortis d'une lettre mensuelle est le signe de leur nouvelle offensive et l'expression renforcée d'un réseau de fidélité organisé autour de Michel Rocard. Sans fonder un parti, les rocardiens développent une étiquette commune à tous les fidèles de Michel Rocard autour de ces instruments, plus souples qu'un parti, d'affirmation politique. Le succès de la motion rocardienne lors du congrès de Toulouse de 1985 confirme la nouvelle dynamique dont jouit Michel Rocard, une dynamique que ses fidèles veulent utiliser comme rampe de lancement vers la présidentielle de 1988. En dépit d'une structuration plus précise et plus développée qu'en 1980, la position de Michel Rocard n'est plus confortable que la fois précédente car son devenir dépend toujours de François Mitterrand, dont la légitimité à se représenter est indiscutable. Lorsque ce dernier concrétise son souhait de conquérir un nouveau septennat, Michel Rocard se résigne à renoncer à ses propres ambitions. La nouvelle victoire de François Mitterrand plonge à nouveau le courant rocardien dans l'inconnu et l'incertitude.

Chapitre 5 : Une nouvelle exposition. Le risque Icare

C'est un Michel Rocard très incertain sur son devenir qui a la surprise de se voir proposer Matignon au lendemain de la réélection de François Mitterrand. Un choix du président de la République qui peut paraître des plus troublants et des plus inattendus. Michel Rocard demeure Michel Rocard, avec son audace, sa liberté, sa singularité. Les mitterrandistes ne lui ont pas pardonné ses entreprises d'affirmation et sa volonté d'accéder à l'Élysée, exerçant une pression sur François Mitterrand. Pourtant, c'est bien lui qui est nommé Premier ministre. Lui et pas un fidèle de François Mitterrand. Le président de la République semble souhaiter vouloir donner corps à son slogan de la France unie. La France unie passe d'abord, en surface, par une réconciliation du Parti socialiste à travers cette nouvelle dyarchie. Puis, elle nécessite une figure, comme Michel Rocard, dont l'image est appréciée en-dehors du Parti socialiste. Alors que les mitterrandistes ont toujours dénoncé chez Michel Rocard une fibre centriste, c'est cette même fibre centriste qui semble avoir été l'atout majeur de Michel Rocard pour obtenir cette nomination. Pour autant, les rocardiens s'interrogent sur le bien-fondé d'une telle exposition. Michel Rocard, bien que chef du gouvernement, ne reste que le numéro deux. La fonction de Premier ministre est plus périlleuse que ne le prévoit la Constitution, car dans les faits, la politique de la Nation reste conduite par le président de la République. Aussi, en devenant le Premier ministre de son ennemi interne, Michel Rocard fait un saut dans l'inconnu, s'exposant dangereusement aux dangers de la fonction et à l'hostilité de François Mitterrand. Il s'approche certes du pouvoir, est au coeur du réacteur. Au risque éventuel d'en être trop prêt et de se brûler dans l'exercice des hautes responsabilités.

1) « Méfie-toi de Mitterrand, c'est quand il te sourit qu'il a le poignard le plus solide dans la main », Jacques Chirac

Accéder à Matignon faisait partie des projets de certains rocardiens pour Michel Rocard. Quitte à ne pas être le premier personnage de l'État, autant être le second et s'en servir pour se former à l'exercice des plus hautes responsabilités. Pourtant, s'approcher aussi prêt des plus hautes sphères du pouvoir n'est pas sans risque pour Michel Rocard. Il se retrouve sous l'autorité directe de François Mitterrand et encadré au gouvernement par des fidèles du président de la République. Le gouvernement a beau être le gouvernement Rocard, dans les faits, il est celui de François Mitterrand. De leur côté, les rocardiens demeurent mal vus par les mitterrandistes au sein du PS et

s'organisent pour exister indépendamment de Michel Rocard, tout en restant fidèles au Premier ministre et déterminés à l'appuyer.

A) Une nomination inattendue

1) Matignon, tremplin ou traquenard ?

Le 10 mai, François Mitterrand nomme à Matignon Michel Rocard¹⁵⁰⁶, comme certains de ses proches l'espéraient¹⁵⁰⁷. François Mitterrand avait fait durer le suspense. Par trois fois, en une semaine, il convie Michel Rocard à un déjeuner à l'Élysée, en compagnie des deux autres « premier-ministrables » Pierre Bérégovoy, fidèle du chef de l'État qui a occupé plusieurs ministères au cours du septennat précédent, et Jean-Louis Bianco¹⁵⁰⁸, secrétaire général de l'Élysée depuis 1982^{1509 1510}. Et lors de ce dernier rendez-vous, il prend un malin plaisir à mettre les nerfs de ses hôtes à rude épreuve¹⁵¹¹. Ce n'est qu'ensuite qu'il fait part de son choix. Michel Rocard explique ce qui l'a poussé à accepter : « *La raison première est qu'avec une certaine immodestie je me considère comme porteur d'une vision un peu rénovée du socialisme démocratique, plus adapté au marché, plus innovante sur le plan social. Un second élément entre en jeu : ma religion est faite sur les attitudes politiques et financières, non seulement du président lui-même mais aussi de l'essentiel de son entourage proche. En acceptant d'être nommé à Matignon, je sais que la tâche ne sera pas facile, mais que j'aurai aussi une fonction de protection de mon pays devant certaines orientations aux dérives possibles. Enfin, même s'il est partiel, voilà un formidable poste d'autorité* »¹⁵¹².

Michel Rocard contacte immédiatement Jean-Paul Huchon, qui sera de nouveau son directeur de cabinet, ainsi que Pierre Brana pour le prévenir et pour l'intégrer à son cabinet. A ce sujet, Pierre Brana conte une anecdote : Michel Rocard, pour contacter Pierre Brana, l'appelle directement à la mairie d'Eysines et tombe sur une secrétaire. Quand il se présente, la secrétaire croit qu'il s'agit d'un canular et lui répond « *et moi je suis la reine d'Angleterre* » avant de lui raccrocher au nez !¹⁵¹³ Pierre Brana intègre donc le cabinet du Premier ministre comme conseiller,

1506 GARRIGUES Jean (dir.), *La France de la Ve République : 1958-2008*, Armand Colin, 2008, 648 p.

1507 Guy Carcassonne se serait écrié « *ça va être la galère, mais qu'est-ce qu'on est contents de prendre les rames !* », dans FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, Seuil, 1996, p.49

1508 BIANCO Jean-Louis, *Mes années avec Mitterrand. Dans les coulisses de l'Élysée*, Fayard, 2015, 324 p.

1509 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.186

1510 ARMAND César, BONGIBAUT Romain, *Dans l'ombre des présidents : au cœur du pouvoir, les secrétaires généraux de l'Élysée*, Fayard, 2016, 218 p.

1511 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.269

1512 ROCARD Michel, « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, op.cit, p.141

1513 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.165

bien que l'arrêté le présente comme « chargé de mission », confusion que Pierre Brana avoue ne pas comprendre¹⁵¹⁴. Il est un peu les yeux et les oreilles de Michel Rocard sur le terrain, celui qui lui fait des rapports sur l'état d'esprit de l'opinion publique, le lien avec le peuple. Et il n'hésite pas à lui dire les choses franchement. Il raconte : « *Je lui disais de temps en temps, tu nous emmerdes avec ta culture de gouvernement, qui était à l'époque la phrase à la mode chez les socialistes. J'étais un peu le représentant de la base. Il avait autour de lui une série d'hommes extraordinaires, beaucoup d'énarques, des types très doués ! Mais qui par moment me paraissaient très détachés de la réalité. Je lui disais parfois qu'il lui faudrait une Madame Michu, une concierge avec les pieds bien sur terre !* »¹⁵¹⁵

La composition du gouvernement Rocard est une preuve que, malgré sa nouvelle fonction, François Mitterrand demeure le premier maître à bord. Si François Mitterrand demanda bien à son Premier ministre de lui proposer un gouvernement, Michel Rocard confie n'avoir « *personnellement choisi que sept ministres* »¹⁵¹⁶. Parmi eux, son ami, l'industriel Roger Fauroux, nommé ministre de l'Industrie, du Commerce extérieur et de l'Aménagement du territoire. Ou un autre de ses plus proches fidèles, Tony Dreyfus, nommé secrétaire d'État auprès du Premier ministre, sans attribution précise, mais chargé de l'économie sociale. Michel Rocard fait également entrer Louis Le Penec, qui retrouve un ministère de la Mer et rappelle comme directeur de cabinet Jean-Claude Boulard. Entre aussi au gouvernement Catherine Tasca, une ancienne du PSU, comme ministre chargée de la Communication. Michel Rocard convainc aussi son ami Jacques Chérèque, figure de la CFDT, ancien secrétaire général de la Fédération générale de la métallurgie, par ailleurs, ancien membre du PSU ayant adhéré au PS en 1974, d'entrer au gouvernement comme ministre chargé de l'Aménagement du territoire et des Reconversions auprès de Roger Fauroux¹⁵¹⁷.

De son côté, Robert Chapuis entre au gouvernement comme secrétaire d'État chargé de l'Enseignement technique. Bien que Michel Rocard eut voulu le placer comme ministre délégué à l'Éducation nationale, aux Universités¹⁵¹⁸, sa nouvelle fonction est dans la droite ligne de ses domaines d'intérêt. Il était le responsable de la commission « enseignement, jeunesse, culture » au PSU, puis délégué national à la technologie, à la recherche et à la politique industrielle au PS de 1975 à 1979. Michel Rocard essaie également d'apporter certains équilibres. Par exemple, il tente de dissuader François Mitterrand de placer au Quai d'Orsay Roland Dumas, ce qui lui vaut une colérique réponse tranchée de François Mitterrand. Il plaide aussi pour nommer à la Justice le premier président de la Cour de Cassation, Simone Rozès. Là aussi, François Mitterrand coupe

1514 Ibid

1515 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

1516 ROCARD Michel, « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, op.cit, p.142

1517 CHEREQUE Jacques, *La rage de faire*, op.cit, p.166

1518 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.276

court. Ainsi, Michel Rocard ne peut pas empêcher François Mitterrand de faire entrer toute sa garde rapprochée, sa « garde noire »¹⁵¹⁹, aux postes les plus importants : Pierre Bérégovoy à l'Économie, Roland Dumas aux Affaires étrangères, Pierre Joxe à l'Intérieur... Amer, un rocardien lâche : « *Ce gouvernement souffre d'un grave déficit de rocardiens. En revanche, il n'y manque aucun de ceux qui ont le plus insulté Michel depuis dix ans : Laignel, Poperen, Neiertz, etc. Avec Joxe et Mermaz, le tableau est complet* »¹⁵²⁰. Au moment de prendre ses fonctions, Michel Rocard avait reçu une mise en garde de son prédécesseur, et ami¹⁵²¹, Jacques Chirac : « *méfie-toi de Mitterrand, c'est quand il te sourit qu'il a le poignard le plus solide dans la main* »¹⁵²². Un conseil que Michel Rocard juge, *a posteriori* « *intéressant. Et probablement pas inexact* »¹⁵²³.

La situation n'est donc guère réjouissante. Mais ce premier gouvernement n'est pas appelé à durer. Dans la foulée de son élection, François Mitterrand a prononcé la dissolution de l'Assemblée nationale élue en 1986. Pour son second mandat, le président de la République veut une majorité qui lui soit acquise. Et les rocardiens espèrent profiter de la nouvelle place de leur chef. Eux qui furent mis à l'écart lors des investitures, pour à peu près toutes les élections, pensent que les choses vont évoluer favorablement. Qui de mieux que des rocardiens, qui ont démontré à plus d'une reprise leur loyauté au collectif, pour composer une majorité dont le chef constitutionnel sera Michel Rocard ?

Les résultats des élections législatives s'annoncent imprévisibles et serrés. Aussi, les rocardiens ne se focalisent pas beaucoup sur les équilibres de ce premier gouvernement, espérant pouvoir réduire les déséquilibres après les élections et mieux tirer profit de la position de Michel Rocard.

2) L'épreuve des législatives : les rocardiens face à leurs territoires

Robert Chapuis est de nouveau candidat dans la première circonscription de l'Ardèche, avec Claude Laréal, rocardien également, comme suppléant. En face de lui, la droite investit un candidat commun au RPR et à l'UDF, le maire de Saint-Vincent-de-Barrès Georges Chagounoff. Le Parti communiste envoie également un candidat. Dans un document de campagne, Robert Chapuis fait figurer ses cinq priorités pour l'Ardèche, mais aussi un long texte de Michel Rocard sur le sens de

1519 Ibid, p.275

1520 *Le Canard enchaîné*, 18 mai 1988, dans GARRIGUES Jean, *Élysée contre Matignon. De 1958 à nos jours*, op.cit, p.308

1521 Les deux hommes se sont rencontrés à l'IEP de Paris

1522 « Chirac, le vieux lion », documentaire de ROTMAN Patrick, 2007

1523 Ibid

la « France Unie »¹⁵²⁴. Sa profession de foi¹⁵²⁵ insiste surtout son bilan comme député sortant et sur l'expérience de son duo avec Claude Laréal. Michel Rocard est peu évoqué, hormis le fait que son gouvernement a besoin d'une majorité. Robert Chapuis se consacre surtout au développement de ses propositions pour l'Ardèche et au rappel de ce que représente l'idée de la France Unie. Chose intéressante : le code couleur utilisé est le bleu, pourtant traditionnellement associée à la droite. Au premier tour, Robert Chapuis arrive en tête, avec 42,53 des voix, mais le candidat de droite n'est pas loin avec près de 36 % des voix. Au second tour, Robert Chapuis sauve son siège en gagnant par 54,53 % contre 45,47 % pour son rival, soit une avance plus faible qu'en 1981, ce qui le déçoit¹⁵²⁶.

De son côté, Gérard Lindeperg se voit proposer par Jean Poperen d'être candidat dans une nouvelle circonscription, qui vient d'être créée à partir des communes de Rillieux, Vaulx-en-Velin et Bron. Jean Poperen lui promet son soutien à la condition qu'il ne brigue pas la mairie de Bron, qu'il entend réserver à un de ses proches. Dans un premier temps, tout semble concorder : Gérard Lindeperg avait adhéré fin 1987, à l'initiative de son ami rocardien Roger Fougères, à la section de Vaulx-en-Velin qu'il dirige. Et comme il n'a aucune autre ambition que d'être élu député, l'accord avec Jean Poperen contentera tout le monde. Aussi, fort de cet ancrage et de ce soutien de poids, Gérard Lindeperg dépose sa candidature auprès des instances fédérales. Mais au dernier moment, Jean-Jack Queyranne se déclare candidat. Cela change la donne. Jean-Jack Queyranne est un fidèle proche de François Mitterrand, assuré du soutien des militants de la circonscription, acquise aux mitterrandistes. Aussi, Jean Poperen, pour ne pas s'attirer les foudres du président de la République et perdre son autorité locale, lâche Gérard Lindeperg, qui ne s'entête pas. Les rocardiens s'efforcent alors de trouver un point de chute pour leur camarade. Alain Richard, qui fait partie de la commission nationale d'investiture, lui indique que la 7ème circonscription lui sera réservée¹⁵²⁷.

Mais dans cette circonscription, la donne aussi est compliquée : le rocardien Gabriel Montcharmont a déposé sa candidature, ainsi que Yvon Deschamps, premier secrétaire fédéral. Les pronostics annoncent une avance du vote militant en faveur d'Yvon Deschamps, qui n'a pourtant aucun ancrage dans la circonscription. Aussi, avec l'accord de Gabriel Montcharmont qui s'attend à ne pas pouvoir être candidat, le courant rocardien local prévoit donc de « débrancher » la candidature Deschamps puisque en haut lieu, la circonscription est d'ores et déjà attribuée à Gérard Lindeperg. Mais rien ne se passe comme prévu. A la surprise générale, Gabriel Montcharmont emporte haut la main le vote des militants. Il se retrouve donc en porte-à-faux et pris en étau entre la

1524 « Réussir la France Unie pour la majorité présidentielle », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 75, Robert Chapuis, Ardèche, élections législatives 1986, 1988*, Fondation Jean-Jaurès

1525 Profession de foi de Robert Chapuis, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 75, Robert Chapuis, Ardèche, élections législatives 1986, 1988*, Fondation Jean-Jaurès

1526 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.112

1527 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.207

confiance accordée par les adhérents locaux et l'accord secret préparé avec Gérard Lindeperg. Ce dernier aussi est mal à l'aise. Sur le papier, il n'aurait aucun mal à imposer sa candidature : les investitures aux législatives relèvent de la direction nationale, qui peut revenir à sa guise sur le verdict des adhérents de la circonscription¹⁵²⁸. Cela est peu fréquent mais reste, en pratique, possible. Gérard Lindeperg ne veut pas faire un coup aussi bas à un compagnon de courant de longue date, qui est aussi un ami. Aussi, il lui propose comme arrangement de partir en duo. Gabriel Montcharmont en titulaire et lui en suppléant, avec l'idée de faire chacun une moitié de mandat. Plusieurs cadres du PS tentent de l'en dissuader. Michel David, membre du secrétariat fédéral et proche de Pierre Mauroy l'incite à trahir son ami, faire valider sa candidature par la convention nationale et prendre comme suppléant un autre mauroyiste, Joannes Eydan, *leader* des socialistes de Givors, principale ville de la circonscription. Mais Gérard Lindeperg refuse et maintient l'ordre du binôme. Dans sa profession de foi du premier tour, le duo rocardien adresse un léger reproche au président de la République, rappelant insidieusement que c'est lui qui a refusé l'ouverture proposée par le Premier ministre : « *Le Président de la République a largement rassemblé les Français le 8 mai. Dès sa nomination, le Premier ministre a proposé l'ouverture. Celle-ci a été refusée* »¹⁵²⁹. Dans le petit cadre biographique qui lui est consacré, Gérard Lindeperg rappelle qu'il « *travaille aux côtés de Michel Rocard depuis une vingtaine d'années* »¹⁵³⁰.

Au terme d'un premier tour particulièrement disputé, Gabriel Montcharmont et Gérard Lindeperg arrivent en tête avec une courte avance. Leur duo obtient 32,62 % des voix, juste devant le candidat du RPR Jean-Claude Bahu (28,32%). Suivent ensuite le candidat communiste, très implanté localement, Camille Vallin (16,07%), le candidat du FN (12,6%) et l'ancien sénateur du Rhône, le démocrate-chrétien Alfred Gérin (10,39%). Au second tour, Gabriel Montcharmont reçoit le soutien de Michel Rocard et de Robert Chapuis. Le Premier ministre adresse même un mot de soutien au duo figurant sur leur profession de foi du second tour. Un texte tapé à la machine se terminant par « *Pour m'aider faites-lui confiance* » et quelques mots écrits à la main « *Je sais qu'il vous aidera* » avec une signature¹⁵³¹. Le duo remporte l'élection avec 51,89 %. Les Lindeperg s'installent à Grigny, en plein cœur de la circonscription (où ils seront tous deux élus au conseil municipal en 1989). Dans l'idée de la rotation prévue, Michel Rocard pense confier à Gabriel Montcharmont une mission parlementaire de plus de six mois pour qu'il puisse quitter son siège à

1528 Ibid

1529 Profession de foi de Gabriel Montcharmont, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 5 et 12 juin 1988, Tome III*, https://archive.org/details/sc_0000072685_00000000333365/page/n39/mode/2up?view=theater

1530 Ibid

1531 Profession de foi de Gabriel Montcharmont, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 5 et 12 juin 1988, Tome III*, https://archive.org/details/sc_0000072685_00000000333365/page/n41/mode/2up?view=theater

l'Assemblée nationale et laisser à Gérard Lindeperg le soin de terminer le mandat. Mais Gérard Lindeperg estime que cela pouvait conduire à quelques problèmes. Aussi il renonce à siéger et laisse son ami demeurer député pour la suite de la législature.

En Gironde, la droite, désireuse de rétablir le scrutin uninominal, avait redécoupé la circonscription de Pierre Brana, qui perd le canton de Saint-Médard-en-Jalles et se recentre sur des secteurs plus ruraux. Soutenu par Michel Rocard, Pierre Brana est désigné sans trop de difficultés par les militants, tandis que Joëlle Dusseau est suppléante de François-Xavier Bordeaux, sur la première circonscription de Gironde, une des circonscriptions les plus acquises à la droite de gouvernement. Elle est tenue par le maire du Bouscat, Jean Valleix depuis 1967. Pierre Brana prépare méticuleusement son début de campagne :

« - *Annonce officielle de ma candidature dans ma bonne ville,*

-Mandat de maire est celui auquel je tiens le plus

- Lors de ma nomination à Matignon, c'est sur quoi j'ai insisté auprès de Michel Rocard : garder le temps de remplir correctement mes mandats locaux, c'est-à-dire conserver mes attaches

*- Michel Rocard a accepté et m'a demandé d'être candidat aux législatives pour assurer sa majorité sans laquelle il ne pourrait gouverner, sans laquelle il ne pourrait réaliser tous nos espoirs »*¹⁵³².

Il met clairement en avant dans sa propagande de campagne sa proximité avec Michel Rocard. Il se présente ouvertement comme « le conseiller du Premier ministre Michel Rocard », fait figurer dans un tract une photo avec Michel Rocard légendée «*Avec Michel Rocard, une vieille complicité : ami et confident de longue date de Michel Rocard, il vient d'être nommé conseiller à Matignon auprès du Premier ministre* ». Michel Rocard lui-même lui glisse un message de soutien dans un document sous forme d'un texte dactylographié « *Pierre Brana est le candidat de la majorité présidentielle dans votre circonscription. J'ai besoin de pouvoir m'appuyer à l'Assemblée nationale sur des députés qui, comme lui, soient proches des préoccupations des gens et qui soutiennent les orientations de progrès économiques et de solidarité pour réussir la France unie. Pour m'aider, faites-lui confiance* » et une ligne à la main « *Je sais qu'il vous aidera* » ainsi que la signature et une photo de Pierre Brana et Michel Rocard au marché d'Eysines¹⁵³³.

Pierre Brana accueille également son ami le 27 mars au Château Lascombes, venu le soutenir. Au cours de cette réception, Michel Rocard plaide en faveur de l'ouverture à « *tous les*

1532 Feuille manuscrite, 24 mai 1988, Fonds Pierre Brana, 106 J 9, *Élections législatives 1988, Préparation/discours*, Archives départementales de Gironde

1533 Fonds Pierre Brana, 106 J 9, *Élections législatives 1988, Propagande de campagne*, Archives départementales de Gironde

Républicains qui veulent participer à l'œuvre commune »¹⁵³⁴. Cette œuvre commune, c'est l'ouverture initiée par François Mitterrand, le projet de la « France unie » : « *Selon lui, les lignes de clivage qui partageaient la France autour de l'Église et de l'argent se sont déplacés, imposant une nouvelle géographie de nos conflits. La ligne de partage est maintenant l'attitude à l'égard de la France à deux vitesses. D'un côté, ceux qui la refusent et veulent une France solidaire. De l'autre, ceux qui pensent que c'est avec les forts que l'on fait avancer la France et que pour le reste, si ça tremble dans les rangs, la police et la justice sont là* »¹⁵³⁵.

Il ne faudrait pas y voir pour autant une main tendue à la droite. Il s'agit plutôt d'une ambition de rassembler les Français, la société civile, autour d'un projet porté par une gauche ouverte mais ferme sur ses convictions. Ce soutien de poids apporté par Michel Rocard est un atout non négligeable pour Pierre Brana, qui a en face de lui un adversaire redoutable en la personne du barriste Yves Lecaudey. Candidat unique de la droite, au profil chrétien-démocrate mais membre du Parti républicain¹⁵³⁶, il est maire de Sainte-Hélène, premier vice-président du conseil général et vice-président du conseil régional. L'archétype du notable de province, d'élu local enraciné et fin connaisseur de son territoire. Lui aussi dispose de nombreuses cordes à son arc : son suppléant est le maire de Blanquefort, Jean-Pierre Delhomme, un homme « estimé » de l'aveu de Pierre Brana¹⁵³⁷. Il peut compter sur l'appui de Jacques Chaban-Delmas et de Jacques Valade, président du conseil général. Enfin, il fut le collaborateur du député Aymar Achille-Fould, député de la circonscription entre 1962 et 1978, puis brièvement en 1986. Enfin, il est radicalement modéré, refusant les attitudes politiciennes. On est très loin du portrait de la droite dure souvent décriée par la gauche. Il est ainsi le parfait représentant potentiel de l'ouverture mise en avant par Mitterrand et son slogan de « France unie ». Lui-même « *appelle de ses vœux un rassemblement sur le tronc modéré des deux camps non extrémistes* »¹⁵³⁸.

Yves Lecaudey correspond tellement à cette ouverture que le PS tente une manœuvre : débrancher Pierre Brana pour apporter le soutien de l'appareil socialiste au candidat centriste. Cela présente un double intérêt pour les mitterrandistes locaux. D'une part, cela serait l'occasion de se débarrasser de l'un des plus fidèles rocardiens, qui plus est, le chef du courant en Gironde. Ensuite, cela serait l'opportunité de s'emparer du conseil régional, convoité par Gilbert Mitterrand. En effet, la majorité de droite au conseil régional d'Aquitaine est très relative. Elle n'a que 39 sièges, contre

1534 « Le protégé de Rocard contre l'héritier d'Aymar », *Sud-Ouest*, 28 mai 1988, Fonds Pierre Brana, 106 J 9, *Élections législatives 1988, Presse*, Archives départementales de Gironde

1535 ANDREI Jean-Louis, « Le Premier ministre se porte garant de l'ouverture », *Le Monde*, 29-30 mai 1988, Fonds Pierre Brana, 106 J 9, *Élections législatives 1988, Presse*, Archives départementales de Gironde

1536 Composante la plus à droite et la plus libérale de l'UDF

1537 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.165

1538 « Le protégé de Rocard contre l'héritier d'Aymar », *Sud-Ouest*, 28 mai 1988, Fonds Pierre Brana, 106 J 9, *Élections législatives 1988, Presse*, Archives départementales de Gironde

40 à la gauche. Bien qu'il n'ait rien négocié et rien offert en retour, Jacques Chaban-Delmas fut élu à la présidence grâce aux quatre voix du FN. Obtenir le ralliement du vice-président du conseil régional pourrait permettre à la gauche d'affaiblir encore plus cette majorité bancale et d'opérer un putsch démocratique. Mais Michel Rocard met tout son poids dans la balance et va directement en référer à l'état-major parisien du PS : pas question de sacrifier Pierre Brana¹⁵³⁹. Finalement, il a gain de cause¹⁵⁴⁰. A l'issue du premier tour, Pierre Brana est largement en tête, avec 47,47 % des voix, contre 37,64 % pour son adversaire de droite. Au second, il est élu avec 54,98 %. Il quitte le conseil régional, préférant cumuler avec son mandat de conseiller général, qu'il estime plus proche du terrain¹⁵⁴¹. Il annonce aussi ne plus vouloir faire partie du secrétariat national du PS. Les rocardiens de Gironde exultent. Ils ont enfin un député dans ce département si verrouillé par les miterrandistes.

La prouesse est d'autant plus belle qu'il n'y avait pas beaucoup de rocardiens candidats. Seulement lui et Joëlle Dusseau, suppléante dans la première circonscription du candidat socialiste François-Xavier Bordeaux, ancien maire-adjoint du Bouscat et désormais conseiller municipal de Bordeaux. Chose intéressante, le logo du PS n'apparaît pas sur tous les documents de campagne, remplacé sur certains d'entre-eux par la motion « majorité présidentielle pour une France unie »¹⁵⁴², en référence à la France unie de François Mitterrand. Le duo socialiste, qui ne part pas favori dans une circonscription historiquement de droite, doit en outre composer avec la présence d'un candidat soutenu par le Parti communiste, Paul Lagourgue, qui, dans sa profession de foi, dénonce l'ouverture du gouvernement à des personnalités de droite et accuse François Mitterrand d'avoir « *dissous l'Assemblée nationale avec l'objectif d'une alliance plus large et durable, au Parlement et au gouvernement, avec une partie de la droite* »¹⁵⁴³. L'indétrônable Jean Valleix, fidèle de Jacques Chaban-Delmas qui le soutient publiquement notamment par le biais d'une lettre adressée aux électeurs de la circonscription, est réélu, avec 54,99 % contre 45,01 % pour François-Xavier Bordeaux après être arrivé en tête du premier tour (46,69 % contre 36,67 % pour François-Xavier Bordeaux et 6,40 % pour le candidat communiste).

D'autres rocardiens sont réélus dans leurs circonscriptions, comme Charles Josselin, réélu dès le premier tour (50,84%) dans la deuxième circonscription des Côtes-du-Nord, Alain Brune dans la première circonscription du Jura, Louis Besson dans la première circonscription de la

1539 « Rocard : touche pas à Brana », *Sud-Ouest*, 21 mai 1988, Fonds Pierre Brana, 106 J 9, *Élections législatives 1988*, Presse, Archives départementales de Gironde

1540 Pour l'anecdote, Yves Lecaudey sera réélu au conseil régional en 1992, mais cette fois sous l'étiquette PS, aux côtés de Joëlle Dusseau

1541 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.166

1542 Fonds Joëlle Dusseau, BXM 26S 21, *Élections de 1988 dans la première circonscription de la Gironde*, Archives Bordeaux Métropole

1543 Ibid

Savoie, Michel Sapin dans la quatrième circonscription des Hauts-de-Seine, qui devance de justesse au premier tour la candidate communiste avant de s'imposer au second tour contre le candidat de droite Christian Dupuy, Pierre Bourguignon dans la troisième circonscription de Seine-Maritime¹⁵⁴⁴ ou encore Alain Richard, dans la seconde circonscription du Val-d'Oise. Michel Rocard lui-même triomphe largement dans la septième circonscription des Yvelines et laisse son siège à son suppléant, et adjoint à Conflans-Sainte-Honorine, Jean Guigné. Yves Tavernier est réélu dans l'Essonne, mais sa circonscription a changé. Élu en 1981 dans la quatrième, puis élu lors des législatives de 1986 sur la liste socialiste (il occupait la troisième place), il est cette fois élu dans la nouvelle troisième circonscription de l'Essonne. Pareillement pour François Patriat, élu dans la nouvelle cinquième circonscription de la Côte-d'Or.

Il y a même des retours, comme celui de Gérard Gouzes. Troisième sur la liste PS lors des élections législatives de 1986, il ne fut pas réélu, ladite liste n'ayant obtenu qu'un seul élu. Cette fois, il se représente dans sa deuxième circonscription et emporte aisément le second tour avec 58,23 % des voix face au RPR Georges Richard. Ou celui de Jacqueline Alquier. Suppléante de Jean-Pierre Gabarrou, député-maire de Castres, elle devient députée de la deuxième circonscription du Tarn suite au décès de ce dernier en mai 1985. Candidate sur la liste socialiste lors des législatives de 1986, elle n'est pas réélue. Pour ce scrutin de 1988, elle est investie dans la nouvelle quatrième circonscription du Tarn, elle est élue députée en battant le candidat UDF Albert Mamy avec 51,49 % des voix. Un rocardien de premier plan fait également son retour : Bernard Poignant, réélu dans la 1ère circonscription du Finistère avec 53,7 % des voix.

De nouveaux rocardiens entrent à l'Assemblée nationale, comme Jean-Pierre Joseph. Candidat dans la deuxième circonscription du Gers, le président du conseil général récupère une circonscription gagnée en 1981 par le PS. Le courant rocardien réussit aussi certaines conquêtes. Par exemple, Michel Destot, fidèle de Michel Rocard depuis les temps du PSU, remporte la 3ème circonscription de l'Isère, tenue par le communiste Louis Maisonnat depuis 1967 (sauf pendant la mandature 1968-1973). Arrivé en tête avec 41,11 % des voix, Michel Destot devance le candidat RPR Richard Cazenave (31,54%) et surtout, le candidat communiste Yannick Boulard (13,01%). Au second tour, Michel Destot l'emporte par 59,1 %. Ou deux anciens du PSU, qui avaient signé la contribution « Les voies de la reconquête » : Jean-Pierre Balduyck et Jean-Claude Boulard, respectivement élus dans la 10ème circonscription du Nord et la nouvelle 5ème circonscription de la

1544 De nouveau opposé à Roland Leroy, Pierre Bourguignon arrive nettement en tête du premier avec 43,68 %. Roland Leroy, arrivé second avec 27,94 % se retire, permettant à Pierre Bourguignon d'être le seul candidat en lice, et ainsi, d'être réélu au second tour par 100 % des voix

Sarthe¹⁵⁴⁵. Ces trois nouveaux députés, nés entre 1941 et 1946, représentent un certain rajeunissement et renouvellement du rocardisme.

En revanche, la conquête ne réussit pas partout. Michel Rocard voulait faire entrer Pierre Zémor à l'Assemblée nationale, ce qui n'était pas vraiment dans les projets de l'intéressé. Mais il s'est plié au souhait de son patron, d'autant que ce dernier lui avait promis qu'Alain Richard lui trouverait une bonne circonscription. Finalement, Pierre Zémor est investi dans la 11^{ème} circonscription du Val-de-Marne... face à Georges Marchais, chef du Parti communiste. Le candidat communiste termine en tête du premier tour mais Pierre Zémor, qui s'est retiré bien qu'arrivé second, pense qu'il y a eu des fraudes massives¹⁵⁴⁶. Il renonce néanmoins à déposer un recours. En consolation, Michel Rocard obtient le 29 juin 1988 que son conseiller soit nommé au conseil d'État. Pareillement, les rocardiens obtiennent à Paris l'investiture de six titulaires. Mais comme le remarque le conseiller de Paris et animateur du courant Rocard dans la capitale, Alain Hubert, ces candidats n'ont pas été investis dans les circonscriptions gagnables¹⁵⁴⁷. Lui-même est candidat dans la 13^{ème} circonscription (une partie du 15^{ème} arrondissement) où la candidate RPR Michèle Barzach est élue dès le premier tour. Pareillement, Jean-Luc Gonneau est candidat dans la seizième circonscription (une partie du 17^{ème} arrondissement) face à un très proche de Jacques Chirac, Bernard Pons, élu dès le premier tour avec plus de 60 % des voix. Gilles Lacan est candidat dans la troisième circonscription (une partie des 6 et 7^{ème} arrondissements), il termine troisième avec 22,05 % derrière deux candidats de droite. Gilles Martinet est candidat dans la cinquième circonscription (10^{ème} arrondissement) où il perd au second tour face au député sortant Claude-Gérard Marcus avec 45,62 % des voix. A nouveau candidat dans la 1^{ère} circonscription de Meurthe-et-Moselle, François Borella est vaincu par André Rossinot, élu dès le premier tour avec 51,54 % des voix. Ainsi, en dépit du travail d'ancrage des rocardiens, cette entreprise rencontre des succès irréguliers et certains territoires demeurent inaccessibles. Même si Michel Rocard jouit d'une certaine popularité à droite, cela ne semble pas permettre aux rocardiens d'élargir leur corps électoral et de s'implanter dans des terres marquées à droite.

Les élections révèlent aussi des difficultés internes au courant dans certains secteurs. Parmi eux, le Vaucluse. Le premier fédéral local est un rocardien, Richard Villiard. Pour ces élections, il est le suppléant du candidat socialiste de la première circonscription, Guy Ravier, qui est élu. Mais cette victoire ne profite pas au courant rocardien. Au contraire, Richard Villiard suscite un rejet de la part de certains rocardiens qui l'accusent d'user de sa position pour privilégier ses seuls intérêts

1545 La 10^{ème} circonscription du Nord est une terre de gauche, avec un député PS élu en 1981, la 5^{ème} circonscription de la Sarthe, une terre de droite.

1546 Fiche synthétique sans nom, « Seul Michel Rocard, par Alain Richard », *Le Nouvel observateur*, 19 juin 1987, Archives de Pierre Zémor, carton 9, Fondation Jean-Jaurès

1547 Lettre de Alain Hubert, datée du 1^{er} juillet 1988, Archives de Gérard Fuchs, *13 FP*, Fondation Jean-Jaurès

au détriment du courant¹⁵⁴⁸. Il lui est notamment reproché d'avoir empêché le déploiement de Convaincre dans le Vaucluse, d'avoir sabordé les élections cantonales de 1985 en empêchant des rocardiens d'être candidat et, surtout, d'avoir verrouillé les élections législatives à son profit. Il aurait empêché un rocardien d'être investi dans la 1ère circonscription pour se placer lui-même comme suppléant auprès d'un autre rocardien, Guy Ravier en l'occurrence, et aurait fait en sorte que Robert Mandrou, maire rocardien de Bédarrides, ne soit pas investi dans la nouvelle 3ème circonscription de Vaucluse, pourtant considérée comme gagnable^{1549 1550}.

Enfin, des députés rocardiens sortants sont vaincus. Martine Frachon qui perd d'un cheveu dans la douzième circonscription des Yvelines ou Catherine Trautmann, défaite de justesse par le centriste Marc Reymann dans la deuxième circonscription du Bas-Rhin. Il y a aussi Gérard Fuchs, pourtant député sortant de Paris, qui se présente dans la quatrième circonscription de Seine-Saint-Denis, fief du Parti communiste. Précisément, le Parti communiste présente Louis Pierna, maire de Stains, une commune importante de la circonscription forte de près de 35 000 habitants. Ce dernier jouit par conséquent d'un ancrage fort par rapport à Gérard Fuchs, dont la candidature a des airs de parachutage. Au premier tour, le candidat communiste arrive largement en tête avec 36,88 % des voix. Gérard Fuchs est second, avec 23,30 % et devance le candidat de la droite (17,78%) handicapé par l'important score du Front national (16,99%). Mais pour éviter un duel à gauche, Gérard Fuchs ne maintient pas sa candidature au second tour, permettant à Louis Pierna d'être le seul candidat au second tour et d'être élu par 100 % des voix. Jean Peuziat, élu depuis 1981, et réélu par surprise en 1986, est vaincu dans la septième circonscription du Finistère par l'UDF Ambroise Guellec. On peut aussi citer Robert de Caumont. S'il ne figurait pas sur la liste socialiste aux législatives de 1986, il est investi dans sa deuxième circonscription des Hautes-Alpes mais est sèchement battu par le candidat RPR Patrick Ollier.

Le bilan est donc globalement positif pour le courant rocardien, puisque la plupart de ses ténors et cadres sont élus députés. A l'échelle nationale, le Parti socialiste, avec 275 sièges, n'a qu'une majorité relative. Sans l'appui des 25 députés communistes qui refusent une alliance gouvernementale, le PS est obligé de composer tantôt avec eux, tantôt avec le groupe de l'Union du Centre. Présidé par Pierre Méhaignerie, ce groupe de 41 députés est composé de députés principalement issus du Centre des démocrates sociaux (le CDS) séduits par la démarche d'ouverture menée par Michel Rocard mais désireux de ne pas rompre avec leur famille politique,

1548 Lettre de Maryvonne Mathieu à Richard Villiard datée du 20 mai 1988, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 65*, *Parti socialiste 1989-1990*, Fondation Jean-Jaurès

1549 Ibid

1550 C'est finalement le candidat RPR Jean-Michel Ferrand, député depuis 1986 et conseiller général du canton de Carpentras-Sud, qui est élu en obtenant près de 54 % des voix au second tour.

l'UDF. C'est ce que Guy Carcassonne, chargé de mener les négociations au cas par cas, appelle la majorité « stéréo »¹⁵⁵¹.

3) Matignon, la prison dorée

Dans ce contexte, le nouveau gouvernement Rocard demeure comme le premier, soit un équilibre fragile entre PS et quelques ministres issus de l'UDF : Jean-Pierre Soisson, Jacques Pelletier, Michel Durafour... Mais il n'y a aucun accord d'appareil, François Mitterrand refusant de négocier directement avec l'UDF. Bien qu'elle soit scindée en deux groupes à l'Assemblée nationale, la confédération demeure unie autant que possible. Déjà, au soir du second soir de l'élection présidentielle, les principaux cadres de l'UDF s'étaient opposés à une alliance formelle avec le PS, à l'exception de Simone Veil qui jugeait possible un accord de gouvernement¹⁵⁵². Aussi, les ministres de l'ouverture n'engagent qu'eux mêmes et pas un parti. Ce sont des ralliements individuels. L'ouverture a par conséquent davantage des allures de démarchages que de recomposition et de « France unie », alors que Jean-Paul Huchon, désormais directeur de cabinet de Michel Rocard à Matignon avait établi des contacts. Malgré sa dimension rachitique, l'ouverture est un prétexte supplémentaire pour les détracteurs de Michel Rocard de s'attaquer à lui. Pour Jean-Pierre Chevènement, c'est un pas de plus vers une ligne centriste, un avilissement de la gauche¹⁵⁵³.

Comble du malheur, les rocardiens ne bénéficient définitivement pas de l'entrée de leur champion à Matignon. Certes, ils sont mieux représentés que lors du mandat précédent mais on est loin d'un gouvernement de réconciliation entre mitterrandistes et rocardiens : Claude Evin est à la Santé (avec la fonction de porte-parole du gouvernement), Louis Le Pensec accepte, après quelques refus à Michel Rocard, d'être nommé aux DOM-TOM¹⁵⁵⁴. Jacques Chérèque demeure ministre chargé de l'Aménagement du territoire et des Reversions auprès de Roger Fauroux. Enfin, Tony Dreyfus demeure secrétaire d'État sans attribution auprès du Premier ministre et Robert Chapuis conserve sa fonction à l'Enseignement technique¹⁵⁵⁵. Catherine Trautmann, nommée secrétaire d'État aux Personnes âgées et handicapées dans le premier gouvernement Rocard n'est pas reconduite. C'est une conséquence de sa défaite aux législatives de 1988 mais de toute façon, elle préfère se préparer pour mener la liste PS aux élections municipales à Strasbourg prévues l'année suivante. Michel Rocard ne peut même pas faire entrer Pierre Brana au gouvernement, alors qu'il

1551 GARRIGUES Jean, *Élysée contre Matignon. De 1958 à nos jours*, op.cit, p.311

1552 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome2, Les épreuves (1984-1988)*, op.cit, p.932

1553 AYACHE Nadia, « Le mouvement chevènementiste : du CERES au Mouvement des Citoyens », op.cit, p.110

1554 LE PENSEC Louis, *Ministre à bâbord*, op.cit, p.199

1555 Il est remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant Claude Laréal, également rocardien

voulait placer son ami¹⁵⁵⁶... en revanche, il arrive à faire entrer une autre de ses proches, Michèle André, comme secrétaire d'État chargée des Droits des femmes et de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Les miterrandistes continuent d'occuper les postes clef du gouvernement : Pierre Joxe reste à l'Intérieur, Roland Dumas aux Affaires étrangères, Pierre Bérégovoy à l'Économie, Lionel Jospin est numéro 2 du gouvernement, ministre d'État chargé de l'Éducation nationale. Jean-Pierre Chevènement est à la Défense. Aussi, le poids politique de Michel Rocard est fortement réduit. Il a beau être à Matignon, il est fermement « encadré » par les hommes du Président. Signe supplémentaire de l'étrécissement de son espace : alors que le chef du gouvernement est officiellement le chef de la majorité, c'est Jean Poperen qui est nommé ministre chargé des relations avec le Parlement. Michel Rocard tente de le faire remplacer par Roland Dumas, qu'il juge plus diplomate pour composer avec une Assemblée nationale privée de majorité absolue, sans succès¹⁵⁵⁷. C'est donc un gouvernement rose, socialiste, miterrandiste ascendant miterrandiste, saupoudré de quelques centristes et d'une poignée de rocardiens à des postes secondaires. Selon Jean-Paul Huchon, François Mitterrand comptait « *le traiter au mieux comme un employé supérieur, en le mettant à l'épreuve, pour le meilleur et pour le pire* »¹⁵⁵⁸. Ses rares proches nommés au gouvernement ne sont pas plus ménagés par le président de la République. Ainsi, le 23 septembre 1988, alors que François Mitterrand et Claude Evin inaugurent une nouvelle aile de l'Institut Gustave-Roussy à Villejuif, le premier prend le second par le bras pour le conduire devant des infirmières contestataires et appuie leurs revendications, exhortant le ministre à trouver une solution¹⁵⁵⁹.

Michel Rocard est sous surveillance au gouvernement, ses proches le sont dans le parti. Il faut dire aussi que la popularité de Michel Rocard auprès de l'opinion publique est intacte, pour le plus grand déplaisir des miterrandistes qui placent leur meilleur ennemi et sa bande sous étroite surveillance. Les rocardiens sont sous-représentés au gouvernement, ils le sont aussi au parti, dont la direction est modifiée suite à l'entrée au gouvernement de plusieurs de ses membres : 7 titulaires sur 27 au bureau exécutif et 3 suppléants (dont Marie-Noëlle Lienemann et Alain Richard). Quatre secrétaires nationaux titulaires, à savoir Pierre Brana, qui voulait changer de fonction, au cadre de vie et à l'environnement, Gérard Lindeperg aux droits de l'homme, Gérard Fuchs aux affaires européennes et Jean-Claude Boulard aux affaires sociales, et trois adjoints : Alain Richard pour les élections, Daniel Frachon pour les fédérations et Colette Deforet pour la formation. En tant que

1556 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.166

1557 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, op.cit, p.49

1558 HUCHON Jean-Paul, *Jours tranquilles à Matignon*, Grasset, 1993, p.63

1559 GARRIGUES Jean, *Élysée contre Matignon. De 1958 à nos jours*, op.cit, p.314

membre du gouvernement, Robert Chapuis quitte le bureau exécutif et le secrétariat national mais reste membre du bureau exécutif¹⁵⁶⁰.

On ne peut pas dire que le courant du Premier ministre soit bien représenté, en tout cas, il n'y a pas d'effet Matignon. Comme lors du septennat précédent, les rocardiens ne sont uniquement bien représentés que dans l'entourage direct de Michel Rocard c'est-à-dire, en l'occurrence, dans son cabinet à Matignon. Bien que Michel Rocard fasse la part-belle aux hauts fonctionnaires, on y trouve, outre Jean-Paul Huchon, d'autres vieux compagnons de route comme Guy Carcassonne, chargé de la communication, Jean-François Merle, Marie Bertin, attachée de presse de Michel Rocard depuis 1986 qui occupe cette même fonction à Matignon, André Salomon, Roger Godino, deux fidèles désormais conseillers, Alain Bergounioux, Pierre Encrevé comme chargé de relations avec les intellectuels, Jean-Claude Petitdemange brièvement comme chef de cabinet ou encore Yves Colmou, chef de cabinet de Michel Rocard au ministère de l'Agriculture, nommé à Matignon comme chef de cabinet adjoint, puis comme remplaçant de Petitdemange¹⁵⁶¹. L'historien Antoine Prost, proche de Michel de la Fourrière et de Jean-Pierre Sueur fait office de conseiller spécial du Premier ministre¹⁵⁶². L'ambiance au sein du cabinet est très conviviale. Un rituel est même organisé, avec un week-end en Normandie pour la Pentecôte.

B) Des succès pour le courant

1) La nouvelle organisation du courant, le moment Lindeperg

Il est intéressant de s'interroger sur les répercussions de ce rebondissement du destin sur l'action du courant rocardien. Car les Clubs Convaincre et leur production intellectuelle avaient été fondés dans la perspective d'un exercice du pouvoir par Michel Rocard. A Matignon, il allait être plus l'exécuteur que le décideur. A cela s'ajoute qu'en acceptant de devenir le bras droit du chef de l'État, Michel Rocard perdait sa position d'homme libre au sein du parti. Le voilà tenu, lui plus que n'importe qui, à la discipline gouvernementale, car un Premier ministre qui aurait trop tendance à se glisser dans les habits du capitaine est inmanquablement débarqué. Pour ne pas enchaîner leur structure aux contraintes qui pèsent sur leur chef de file, les rocardiens prennent, en tout cas en apparence, quelques distances. La lettre d'information mensuelle est renommée « Lettre d'information des Clubs Convaincre » afin de pouvoir continuer à jouir d'une autonomie de ton.

1560 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.113

1561 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.188

1562 Il est élu en 1989 conseiller municipal d'Orléans sur la liste de Jean-Pierre Sueur, notice « Le Maitron » de Antoine Prost, <https://maitron.fr/spip.php?article163617>

Bernard Poignant, délégué des Clubs Convaincre, devient le directeur de la publication¹⁵⁶³. Une liberté de ton, mais au service d'un nouvel objectif. Il ne s'agit plus (pour le moment) de promouvoir Michel Rocard comme présidentiable mais de promouvoir les idées rocardiennes au service du président de la République : « *Convaincre contribue à l'ouverture dont François Mitterrand a beaucoup parlé pendant sa campagne. Notre devoir est maintenant, en poursuivant, d'apporter notre meilleur part à la réussite de son septennat* »¹⁵⁶⁴.

La fidélité à Michel Rocard demeure intacte mais passe quelque peu au second plan, derrière la volonté de promouvoir une ligne politique précise. Il faut distinguer la ligne idéologique de son chef de file. Cela n'empêche pas la lettre de continuer, occasionnellement, à faire la promotion de Michel Rocard et de mettre en avant toutes ses qualités d'Homme d'État. Le dossier de la Nouvelle-Calédonie a notamment mis Michel Rocard au centre des projecteurs. Lorsque Michel Rocard est nommé Premier ministre par François Mitterrand, le nouvel hôte de Matignon reçoit notamment la charge de gérer le dossier de la Nouvelle-Calédonie. Un dossier sensible et brûlant. La prise d'otage de la grotte d'Ouvéa, qui a coûté la vie à 4 gendarmes, est encore dans tous les esprits, et à même marqué l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle. Michel Rocard lui-même concède ne pas connaître grand-chose à cette question. « *Je n'en connaissais rien. Je me suis rapidement imprégné de la situation en lisant de nombreuses notes administratives, des comptes rendus sur les récents événements et des livres sur l'histoire de ce pays. J'ai alors réalisé que la France avait systématiquement répondu aux révoltes kanak par une répression terrible et en inventant une succession de statuts élaborés à Paris par des gens qui n'y connaissaient rien eux non plus* »¹⁵⁶⁵. Pourtant, il s'en saisit à bras-le-corps, écartant même le ministre délégué à l'Outre-mer Olivier Stirn. La question identitaire et indépendantiste qui déchire la Nouvelle-Calédonie fait écho aux convictions profondes et aux engagements passés de Michel Rocard. Il s'appuie sur son ami Louis Le Penec et sur un autre de ses proches de toujours, Christian Blanc, nommé chargé de mission par le gouvernement, qui entretient le dialogue entre les deux clans locaux, soit les indépendantistes menés par Jean-Marie Tjibaou et les autonomistes conduits par Jacques Lafleur. Grâce aux efforts de médiation entrepris, des accords sont conclus à l'hôtel de Matignon le 26 juin 1988. Une poignée de main entre les chefs des deux blocs est un geste majeur, la concrétisation d'une entreprise de retour au calme. La question de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie est reportée en 1998, avec l'organisation prévue d'un référendum. En attendant, les accords prévoient de nombreuses dispositions. Puis, ils sont complétés par les accords d'Oudinot (référence au siège du ministère des

1563 « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°38, 24 mai 1988 », *MichelRocard.org*

1564 Ibid

1565 ROCARD Michel, « Les accords de Matignon sont un des plus beaux souvenirs de ma vie politique », Interview pour *Télérama*, 7 octobre 2013, *MichelRocard.org*

Département et Territoires d'Outre-Mer) signés le 20 août. Ils abordent des dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie, les modalités du scrutin d'autodétermination ainsi que d'autres points sensibles, notamment l'amnistie pour les événements d'Ouvéa.

Les accords sont validés par le peuple français lors du référendum du 6 novembre 1988 sur l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie. La participation est basse, à peine 37 %. En tout, près de 80 % des participants approuvent les accords. En Nouvelle-Calédonie, la participation est plus élevée (63,37%), et les résultats sont plus serrés : 57,03 % de oui, 42,97 % de non. Ils révèlent aussi des disparités entre les collectivités. La Province Nord et la province des Îles Loyauté optent pour le oui à plus de 80 % tandis que la Province Sud place le non en tête (57%). Michel Rocard s'est fortement et personnellement engagé dans la campagne, défendant avec force le oui. Il sort auréolé de cet épisode, exemple très clair de sa méthode, sur laquelle la presse s'interroge et encense une « méthode Rocard ». Les Clubs Convaincre sautent sur l'occasion de remettre en avant la fameuse « politique autrement ». Le numéro d'octobre 1988 de *Convaincre* revient longuement sur ce que la presse salue comme la méthode Rocard. En préambule, il y est affirmé que « parler de "méthode Rocard" à propos du règlement du dossier néo-calédonien est à la fois juste et déplacé. Juste, dans la mesure où la recherche du dialogue et du compromis, l'implication personnelle du chef du gouvernement dans les négociations, le refus de toute polémique partisane sur une question d'intérêt national caractérisent la démarche du Premier Ministre depuis longtemps. Et il est vrai que cela faisait une différence singulière avec les attitudes précédentes. Déplacé, parce que rien ne serait plus dangereux que de donner l'illusion qu'on peut régler tous les conflits et tous les dossiers brûlants à partir de "recettes" de gouvernement »¹⁵⁶⁶. Plutôt qu'une méthode Rocard, il faut y voir une démarche politique et morale fondée sur plusieurs points¹⁵⁶⁷ :

- . Se concentrer sur un problème et sa résolution, sans chercher à l'exploiter pour en tirer un quelconque bénéfice ;
- . Privilégier les enjeux du développement économique et social dans la recherche d'une harmonie ;
- . Rester au-dessus des conflits et de la mêlée. Le seul cap à suivre est celui de l'équité et de ce qui est juste ;
- . Donner de sa personne et de son temps dans la résolution d'un problème, avec comme unique objectif, trouver une issue, quitte à prendre des risques ;
- . Respecter chacun au-delà de toute appartenance partisane et clanique, privilégier l'intérêt national et s'ouvrir aux bonnes volontés de chacun ;

1566 « Y a-t-il une méthode Rocard ? », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre N°42, 24 octobre 1988 », *MichelRocard.org*

1567 Ibid

. Respecter ses engagements et sa parole.

Michel Rocard lui-même dit avoir été gêné devant l'expression de « méthode Rocard » : *« Je me veux fils de Mendès France. C'est très clair. Dans la façon de penser, je suis très jaurésien, même s'il ne s'agit pas d'une référence gouvernementale et pour cause. Les quelques éléments que j'ai essayé d'utiliser me sont très communs avec Mendès et aussi avec Briand c'est vrai, et d'autres. Pisani était un peu comme cela. Donc, « la méthode Rocard », si elle existe, c'est quand même un peu de la copie. Mais on peut isoler des caractéristiques qui façonnent un certain comportement. La première, c'est que je ne produis une décision et surtout j'essaie de ne l'annoncer que quand elle est mûre grâce à un consensus social et syndical. Je déteste passer en force, parce que ça ne marche pas. Je préfère donc passer du temps dans de longues négociations, notamment avec les partenaires sociaux [...] Le second aspect, c'est la discrétion, sinon le secret de la négociation [...] Troisième élément : on ne peut réussir une bonne réforme que si on ne se met pas un délai sur le dos [...] Quatrième caractéristique : bien connaître ses dossiers pour pouvoir prendre des risques. »*¹⁵⁶⁸

C'est peu de temps après l'entrée de Michel Rocard à Matignon que Gérard Lindeperg devient le nouveau directeur de la publication de la lettre Convaincre. La lettre continue à traiter de fond. Même sans mention à Michel Rocard, le corpus philosophique du courant continue à être façonné et affiné. Le premiers dossier abordé est celui de l'immigration. Sous la plume de Gérard Lindeperg, les rocardiens proposent leur approche en la matière, au moment où ces questions occupent une place centrale dans les débats publics. La difficulté première selon eux est de concilier le nécessaire contrôle des flux migratoires, car les rocardiens appellent à lutter contre l'immigration clandestine, tout en assurant le respect des droits et de la personne humaine. Pour les immigrés légaux et ceux déjà installés en France, il faut intensifier et faciliter l'intégration. Mais pour les autres ? Les rocardiens invoquent une troisième voie entre le « tout judiciaire de 1981 » et le « tout administratif de 1986 ». Ils proposent de laisser au Préfet le choix de reconduire à la frontière, sous la surveillance du Juge de l'ordre judiciaire, qui s'assurerait que cette reconduction se fasse dans le respect des droits de l'homme et de la loi. Le personnel administratif doit être mieux formé à l'accueil des étrangers, aussi les rocardiens proposent la généralisation de stage à l'intention des fonctionnaires des préfectures. Enfin, une batterie de mesures doit être adoptée pour fluidifier ce dossier : alléger les procédures d'acquisition de la nationalité française, raccourcir les délais d'obtention du statut de réfugié politique, mettre l'accent sur des actions spécifiques dans les domaines du logement, de l'école et de la formation professionnelle pour faciliter l'intégration...

1568 BELLON Christophe, « Un témoignage exclusif : M. Rocard au ministère de l'Agriculture. Interview de M. Rocard », *Parlement[s]*, 2006/1 (n°5)

enfin, la condition de la réussite d'une politique d'intégration est de légiférer de façon durable, avec des lois et mesures stables, qui ne seraient pas modifiées à chaque changement de majorité. Cela implique des débats parlementaires d'ampleur, dépassionnés, constructifs et approfondis¹⁵⁶⁹.

Des dîners régionaux sont planifiés et un nouvel organigramme est constitué pour les Clubs Convaincre. Des groupes de travail sont mis sur pied et les tâches sont réparties selon trois domaines : les clubs avec Jean-Paul Foncel, les élus avec Michel Hervé, maire de Parthenay et le courant avec Gérard Lindeperg. En effet, quand Michel Rocard accède à Matignon, il y emmène avec lui son équipe du 266 et entend continuer à faire vivre le courant et le structurer. Aussi, il charge Gérard Lindeperg de remplacer Jean-Claude Petitdemange lorsque ce dernier devient le chef de cabinet du Premier ministre. Ainsi, Gérard Lindeperg, reçoit la charge de coordonner nationalement le courant. Il est assisté dans ses fonctions par Laurent Trottet, « *un jeune militant qui connaissait bien le fonctionnement du parti* »¹⁵⁷⁰, par Jean-Michel Rollot comme délégué général du courant et par Irène Bodogué comme secrétaire. Cela lui vaut une pleine page dans le *Dauphiné libéré* intitulée « L'irrésistible ascension de Lindeperg »¹⁵⁷¹.

Gérard Lindeperg est d'ailleurs rattaché au cabinet du Premier ministre pour mener à bien sa mission de coordination. Il met en place des réunions avec un ordre du jour précis qui se tiennent au 266 boulevard Saint-Germain. Elles regroupent toujours une vingtaine de personnes : membres du secrétariat national du PS, parlementaires qui faisaient la coordination du courant à l'Assemblée nationale et au Sénat et Jean-Claude Petitdemange, le chef de cabinet. Daniel Frachon, Robert Chapuis, Tony Dreyfus, Jean-Claude Petitdemange, Pierre Brana, Jean-Pierre Worms, Jean-François Merle, Jean-Pierre Sueur, Claude Evin, Alain Richard, Catherine Trautmann, François Patriat, Bernard Poignant, Jean-Paul Huchon, Michel de la Fournière, Michel Sapin, Louis le Pensec, Jean-Pierre Cot, Jean-Claude Boulard... tous se sont amalgamés autour des idées de Michel Rocard. Ils ont des histoires et des sensibilités différentes, comme nous l'avons vu, mais sont harmonisés dans le creuset rocardien. Ce sont les principaux lieutenants de Michel Rocard, sa fidèle garde rapprochée et les principaux animateurs de son courant, qu'ils développent et qui s'organise de mieux en mieux. Michel Rocard perd en revanche un de ses plus proches soutiens, son ami Michel de la Fournière, décédé le 4 septembre 1988 d'un cancer.

Un service « 3615 Rocard » avec une messagerie télématique est créé pour permettre la jonction avec le secrétariat du « 266 »¹⁵⁷² assuré par Scarlett Courvoisier puis par Catherine Le Galliot. Le 266 devient une véritable ruche, car les Clubs Convaincre ont aussi leur siège dans ces

1569 « Pour une politique globale d'intégration, par Gérard Lindeperg », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°45, janvier 1989 », *MichelRocard.org*

1570 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.322

1571 Ibid, p.211

1572 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.114

locaux ainsi qu'un collaborateur permanent, Jean-Paul Foncel et son assistant José Garcia. « *Alors que le courant dont j'avais la charge agissait dans le cadre du parti, les clubs avaient pour vocation de mobiliser les membres de la société civile intéressés par la démarche de Rocard. Ils avaient pour mission de réfléchir à des propositions sans tabou susceptibles d'être reprises par le Premier ministre, puis, espérons-nous, par le futur candidat à l'élection présidentielle. Ces deux démarches qui étaient complémentaires me conduisaient dans les faits à m'investir sur les deux terrains et à coordonner l'ensemble* »¹⁵⁷³.

Dans le Rhône, la situation politique s'améliore, bien que Gérard Lindeperg soit contraint de s'en détourner. En effet, la multiplication des responsabilités nationales (animateur du courant rocardien, directeur de la publication de la lettre des Clubs Convaincre, membre de la direction nationale du PS, coordinateur des relations des partis avec Matignon) le contraint à se délester des questions plus locales. Le premier secrétaire fédéral du Rhône, Yvon Deschamps, proche de Lionel Jospin, tend la main aux partisans de Michel Rocard estimant qu'il « *était normal, juste et nécessaire d'appliquer sur le plan départemental le rééquilibrage déjà intervenu au printemps dernier sur le plan national* »¹⁵⁷⁴. Ainsi, trois rocardiens entrent au secrétariat fédéral : Roger Fougères chargé du rapport avec les sections, Renée Dufourt chargée du droit des femmes, Michèle Lindeperg chargée des droits de l'homme et des libertés. Et quatre entrent au bureau fédéral : Jean Berthinier (politique économique), Jean-Pierre Flaconnèche (développement local), René Gachet (innovation), Christian Terrier (aménagement du territoire). Gérard Lindeperg n'est pas naïf. Ce n'est pas par charité ou ouverture que les jospinistes rhônaïses faisaient de la place aux rocardiens, mais pour contrebalancer un axe à Lyon entre Gérard Collomb et Charles Hernu. D'ailleurs, Yvon Deschamps propose même à Gérard Lindeperg de mener la liste du PS à Lyon aux prochaines municipales afin que ce ne soit pas Gérard Collomb, ce qu'il refuse.

De manière générale, cette période est intéressante. Si Michel Rocard reste la figure de proue du courant, ses nouvelles responsabilités permettent de « désincarner » quelque peu le courant rocardien et de voir émerger des visages de son entourage, comme Gérard Lindeperg.

1573 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.323

1574 Ibid, p.162

2) La Gironde, terre de cocagne rocardienne

Le courant rocardien a besoin de cette coordination renforcée et ces opportunités pour palier sa faible représentation et pour faire face à ses adversaires internes. En Gironde, les cantonales d'octobre 1988 sont une vraie victoire pour le courant : Pierre Brana est réélu haut-la-main dans son canton, avec 54 % dès le premier tour, bien que la faible participation contraigne à un second tour. Il avait reçu le 27 septembre le soutien de Robert Chapuis ainsi que celui de Michel Rocard qui vient le soutenir le 28 au Pian-Médoc. Et il remet la photo de Michel Rocard dans ses documents de campagne. D'ailleurs, dans la presse locale, il est présenté à nouveau comme « l'Ami de Rocard » et met en avant ce lien avec Michel Rocard : « *Mon amitié avec le Premier ministre est restée indéfectible. C'est lui qui, à l'époque avait avancé l'idée de décoloniser la province, et la décentralisation est aujourd'hui entrée dans les mœurs. Homme de dialogue, Michel Rocard sait écouter avant de parler. Son action, sur l'épineux dossier de la Nouvelle-Calédonie, est un exemple dont serait bien avisé de s'inspirer le Conseil général de la Gironde* »¹⁵⁷⁵. Son suppléant à l'Assemblée nationale Jacques Noël, maire de Saint-Vivien, est battu de 52 voix dans son canton par Xavier Pintat, fils du sénateur Pintat.

En revanche, Joëlle Dusseau réussit un exploit électoral. Elle est candidate dans un canton réputé imprenable pour la gauche, le canton Bruges-Le Bouscat. Dans sa profession de foi, elle met en avant, comme son mari, sa proximité avec Michel Rocard, faisant figurer une photo où elle pose avec le Premier ministre. Elle met aussi en avant ses mandats de conseillère régionale et de conseillère municipale pour attester de sa bonne connaissance des dossiers locaux¹⁵⁷⁶. Devancée au premier tour par le conseiller général sortant Gérard Vibert par 43,15 % par 37,91 %, Joëlle Dusseau, à la surprise générale, emporte le second tour de six voix (4405 contre 4399) dans un contexte de dissension interne au sein de la droite locale, essentiellement entre Jean Valleix, maire du Bouscat et Gérard Vibert. La surprise est réelle car les élections précédentes montraient que le rapport de force penchait clairement à droite dans ce canton. Ainsi, lors de l'élection présidentielle de 1988, François Mitterrand arriva en tête au premier (34,55%) comme au second tour (51,45%)¹⁵⁷⁷. Cette victoire permet de faire basculer, d'un siège, la majorité au conseil général de

1575 « L'ouverture sur... le Médoc », *Sud-Ouest*, 23 septembre 1988, Fonds Pierre Brana, 106 J 15, *Élections cantonales de 1988, Propagande électorale*, Archives départementales de Gironde

1576 « Faites gagner le canton. Joëlle Dusseau », Fonds Joëlle Dusseau, BXM 26S 15, *Élections de 1988 dans le canton Le Bouscat-Bruges*, Archives Bordeaux Métropole

1577 « Étude statistique des élections », Fonds Joëlle Dusseau, BXM 26S 22, *Élections de 1993 dans la première circonscription de la Gironde*, Archives Bordeaux Métropole

Gironde, qui passe à gauche grâce à la victoire de Joëlle Dusseau¹⁵⁷⁸. Pierre Brana devient vice-président du conseil général, chargé des finances.

Pour les rocardiens, longtemps mis de côté par les puissants mitterrandistes locaux, cette séquence électorale est une revanche et un renforcement considérable du courant dans le département. Désormais, les rocardiens sont des éléments moteurs du Parti socialiste girondin.

C) La frénésie des rocardiens : enjeu d'influence et jeux de pouvoir

1) L'activisme nécessaire : les rocardiens face à l'ascension parallèle de Laurent Fabius

Au plan national, les réunions à Matignon des présidents des clubs et les assemblées départementales s'enchaînent. Le but est de débattre et de déterminer les besoins des clubs locaux et de fixer un cap pour la coordination nationale. Le coordinateur national des clubs, Jean-Paul Foncel tire un bilan encourageant : une centaine de clubs répartis sur le territoire, 10 à 12 000 sympathisants et adhérents, près de 4500 abonnés à la lettre Convaincre et une coordination nationale, avec lui-même et Marie-Claude Collet pour l'animation, Francis Campos pour la gestion financière, Bernard Delebecque, Sylvie Lindeperg et Jean-François Merle pour la rédaction de la lettre¹⁵⁷⁹. Il synthétise également ce qui ressort de toutes ces réunions. Les clubs locaux doivent pouvoir échanger avec les autres clubs pour enrichir leurs projets et ont besoin du soutien de la coordination nationale. Cela passe par la participation d'intervenants comme des ministres, des experts, la communication de documents et une couverture médiatique au niveau national. Sur le plan national, la priorité est de multiplier dans tout le pays des relais décentralisés suffisamment dynamiques pour optimiser le soutien et la portée des actions de Michel Rocard. Il s'agit d'assurer l'indépendance du courant et la spécificité de sa voix dans le débat public. Six orientations sont adoptées :

« 1/ Prendre de la distance vis-à-vis de l'actualité politique.

2/ Préparer le moyen et le long terme au sein de carrefours locaux de réflexion et de prospective.

3/ Poursuivre l'accueil de la société civile en rassemblant au-delà des cercles traditionnels liés au PS.

1578 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.170

1579 « Les Clubs Convaincre », rapport non daté de Jean-Paul Foncel, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 107 : *Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

4/ Contribuer à préparer une nouvelle société politique en développant la fonction laboratoire d'idées et d'initiatives.

5/ Contribuer à la mise en musique locale des projets gouvernementaux (par exemple : revenu minimum d'insertion, crédit formation)

6/ Constituer un potentiel d'adhésions au Parti socialiste pour y renforcer le courant rocardien»¹⁵⁸⁰.

Pour les municipales de mars 1989, Michel Rocard vient soutenir ses proches. Son courant, qui fonctionne sur un maillage territorial serré et des relations amicales de compagnonnage et de combats communs, se doit d'avoir un maximum de relais locaux. Il vient notamment soutenir à Poissy Martine Frachon : « *Aujourd'hui, Martine Frachon a repris seule le flambeau que nous portions à deux lorsqu'elle était ma suppléante au Palais-Bourbon. Mais je sais que le flambeau est entre de bonnes mains. Je connais sa force de caractère, sa disponibilité, son activité sur le terrain et son attention constante aux préoccupations quotidiennes des gens. Parce qu'elle a été à mes côtés, je sais qu'elle vous aidera* »¹⁵⁸¹. Un soutien de poids, mais insuffisant pour détrôner le maire sortant Jacques Masdeu-Arus. A Grenoble, en dépit de sa victoire aux élections législatives, Michel Destot ne parvient pas à créer de dynamique face au maire sortant Alain Carignon. Ce dernier est réélu dès le premier tour, avec 53,24 %, contre 31,71 % pour Michel Destot.

En Gironde, Joëlle Dusseau tente d'exploiter son statut d'élue locale pour accroître l'ancrage de la rocardie autour de Bordeaux. Elle est la candidate du PS dans la ville de Bruges, commune au nord-ouest de Bordeaux d'environ 8700 habitants. Sous le nom de « Bruges-Avenir », la liste de Joëlle Dusseau se « *réclame de la Majorité présidentielle de François Mitterrand et du Premier ministre Michel Rocard, partageant leurs options de solidarité, de justice sociale, et d'efficacité économique* »¹⁵⁸². Comme mentionné plus haut, Joëlle Dusseau s'appuie sur son expérience d'élue : « *Conseillère Générale, Conseillère Régionale, je ferai profiter notre commune de mon expérience d'élue et de mes liens avec les instances départementales et régionales* »¹⁵⁸³. Dans un premier temps, la liste de Joëlle Dusseau entend dépasser les frontières du Parti socialiste : six places sont en effet réservées à des membres du Parti communiste dans l'espoir de monter une liste unique de gauche susceptible de battre le maire sortant, Raymond Manaud, en place depuis 1963. S'il se déclare apolitique, Joëlle Dusseau pointe sa proximité avec la droite au sein de la Communauté

1580 FONCEL Jean-Paul, « Avec les clubs : vivre la politique autrement... », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°46, février 1989 », *MichelRocard.org*

1581 « Élections municipales de mars 1989, Discours de M. Michel Rocard, Premier ministre, Poissy, le 3 mars 1989 » dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1582 « Bruges Avenir-Majorité présidentielle », Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 1, Élections de 1989 à Bruges*, Archives Bordeaux Métropole

1583 « L'avenir », Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 1, Élections de 1989 à Bruges*, Archives Bordeaux Métropole

Urbaine de Bordeaux, ainsi que la présence sur sa liste de représentants du RPR, et même, un représentant du FN en 22ème position¹⁵⁸⁴.

Mais l'union de la gauche, à l'image des tensions nationales, est difficile à réaliser. En théorie, les partis de gauche appellent à rassembler leurs forces. Tels étaient en tout cas les termes d'un appel national conjoint du PS et du PC : « *Le Parti socialiste et le Parti communiste français appellent l'ensemble de leurs organisations locales et fédérales à se rencontrer pour mettre sur pied, rapidement, dans chaque commune, une liste de rassemblement de la gauche qui sera présentée au premier tour des élections municipales, le 12 mars 1989* ». En pratique, la constitution d'une liste de rassemblement est plus épineuse car elle se heurte à la question du partage des places, et plus important, des places éligibles. A Bruges, ces dosages électoraux rendent impossible un accord. Le PC local revendique six places sur les vingt-neuf, dont, pour leurs deux premiers candidats, la quatrième et la septième place. Or, toujours selon les cadres communistes de Bruges, « *les dirigeants du PS ont considéré nos demandes irrecevables au vu de leurs mathématiques électorales, et nous accordent seulement 5 candidats en 8ème et énièmes positions* »¹⁵⁸⁵. Ils accusent le PS de vouloir restreindre la présence des communistes au sein du conseil municipal en cas de victoire et de la rendre inexistante en cas d'échec. Des accusations balayées par Joëlle Dusseau. Lorsqu'elle présente sa liste le 24 février, elle laisse bien six places vacantes pour accueillir des communistes¹⁵⁸⁶. Le lendemain, elle adresse une lettre aux responsables locaux du PC pour tenter d'obtenir un accord au dernier moment. Et la réalité décrite dans ladite lettre diffère de celle présentée par les communistes pour justifier de l'impossibilité d'un accord¹⁵⁸⁷. Initialement, les socialistes de Bruges avaient bien proposé aux communistes cinq places, dont aucune minoritaire en cas de défaite, avant de modifier leur offre : six candidats communistes sur la liste, les deux premiers seraient à la quatrième et huitième places, ce qui assurerait un élu en cas de défaite et un second possible selon le résultat, le dernier serait à la vingt-troisième position, ce qui correspondrait à la place charnière en cas de victoire, avec, toujours en cas de victoire, un adjoint et un conseiller municipal délégué. Malgré les efforts déployés, l'alliance ne se fait pas et le PC monte sa propre liste, menée par le conseiller municipal sortant Christian Bize.

Les équipes de Joëlle Dusseau analysent scrupuleusement les résultats à Bruges lors des scrutins précédents afin de dresser un tableau des rapports de force locaux. Au premier tour de la présidentielle de 1988, François Mitterrand arriva très largement en tête à Bruges, avec 36,81 % des

1584 « Bruges-Avenir. L'Édito », Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 1, Élections de 1989 à Bruges*, Archives Bordeaux Métropole

1585 Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 1, Élections de 1989 à Bruges*, Archives Bordeaux Métropole.

1586 « La liste de Joëlle Dusseau », *Sud-Ouest*, 5 février 1989, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 1, Élections de 1989 à Bruges*, Archives Bordeaux Métropole

1587 Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 1, Élections de 1989 à Bruges*, Archives Bordeaux Métropole

voix, soit deux points de plus que sa moyenne nationale (34,10%). Les candidats de la droite républicaine, Jacques Chirac et Raymond Barre sont dans un mouchoir de poche (18,57 % et 17,21%), le candidat du Front national Jean-Marie Le Pen obtient à Bruges un score presque équivalent à son score national (14,21 % contre 14,39%) et le candidat communiste André Lajoinie obtient 5,68 % contre 6,76 % au national. Au second tour, François Mitterrand domine Jacques Chirac à Bruges, par 55,76 % contre 44,24 %. Plus intéressant encore pour Joëlle Dusseau, les données des élections législatives de juin 1988. Si dans la 1ere circonscription de Gironde, celle qui comprend Bruges, le député sortant de droite Jean Valleix l'emporta sans difficulté sur le candidat socialiste François-Xavier Bordeaux, dont Joëlle Dusseau était la suppléante, le rapport de force est tout autre à Bruges.

François-Xavier Bordeaux arrive en tête au premier tour à Bruges, par 43,53 % contre 38,89 % pour Jean Valleix (à l'échelle de la circonscription, Jean Valleix domine le premier tour avec 46,69 % contre 36,67 % pour François-Xavier Bordeaux), mais également au second tour, avec 52,47 % contre 47,53 % pour Jean Valleix (qui emporte tout de même la victoire, en réalisant 54,99 % sur toute la circonscription). Et lorsque Joëlle Dusseau emporta le canton, son avance à Bruges fut significative. Elle arriva en tête au premier tour, par 43,55 % puis au second, avec 54,26 %. Autrement dit, la gauche dispose à Bruges d'un réel rapport de force favorable. Mais il ne s'avère pas suffisant pour emporter la ville, les rapports de force politiques étant parfois modifiés par des considérations purement locales : le maire sortant l'emporte dès le premier tour avec 54,72 %. La liste communiste obtient 9,11 % et celle de Joëlle Dusseau, 36,18 % et cinq sièges au conseil municipal¹⁵⁸⁸.

En revanche, Robert Chapuis est réélu maire du Teil dès le premier tour, avec plus de 65 % des voix, ce qui représente une progression de plus de cinq points par rapport aux élections municipales de 1983. Une victoire de bonne augure pour lui dont il se réjouit : « *Malgré les attaques personnelles des derniers jours, je me sens bien évidemment conforté et réconforté. Avec une équipe renouvelée, nous pourrons travailler à l'avenir du Teil dans un esprit de justice sociale et d'efficacité économique. Au Teil, la gauche est renforcée sur une base ouverte et dynamique. Je suis heureux de contribuer ainsi à son progrès sur le plan national* »¹⁵⁸⁹. De plus, des rocardiens parviennent à conquérir quelques villes importantes : Bernard Poignant s'impose à Quimper contre le maire sortant RPR Marc Bécam, Jean-Pierre Sueur prend Orléans à l'UDF Jean-Louis Bernard, Jean-Pierre Balduyck s'empare de Tourcoing au détriment de l'UDF Stéphane Dermaux, Catherine

1588 « Les remerciements de Joëlle Dusseau », *Sud-Ouest*, 13 mars 1989, dans Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 1, Élections de 1989 à Bruges*, Archives Bordeaux Métropole.

1589 « Déclaration de Robert Chapuis. Le Teil, 12 mars 1989 à 20h30 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 76, Robert Chapuis, Ardèche, élections municipales 1989, régionales 1992*, Fondation Jean-Jaurès

Trautmann conquiert Strasbourg en battant le maire UDF Marcel Rudloff et Louis Besson, à la tête d'une liste allant jusqu'à des barristes, fait basculer la ville de Chambéry. Des belles prises qui renforcent l'ancrage de la « rocardie ». François Mitterrand confie même à Jean-Pierre Sueur être « bluffé » par sa conquête d'Orléans et lui promet de penser à lui pour un futur poste gouvernemental¹⁵⁹⁰.

Ce regain d'activité se motive et s'explique par le besoin de ne pas perdre du terrain, car au niveau national, les rocardiens doivent continuer de lutter contre l'un des rivaux historiques de Michel Rocard. Laurent Fabius. Le fils préféré de François Mitterrand se positionne déjà comme son futur successeur. L'ancien Premier ministre n'est pas entré au gouvernement. François Mitterrand aurait aimé que son poulain prenne les rênes du Parti socialiste et Pierre Mauroy, la présidence de l'Assemblée nationale. De cette manière il serait certain de conserver toute son emprise sur le PS, Laurent Fabius aurait une machine de guerre à son service pour d'éventuelles futures ambitions, et Michel Rocard serait fermement encadré.

Mais rien ne s'est passé comme prévu. L'hypothèse de Laurent Fabius à Solférino souleva une tempête de protestations au sein même du courant miterrandiste. Les mutins poussèrent la candidature de Pierre Mauroy qui, après avoir initialement accepté la proposition de François Mitterrand de briguer le perchoir, se laissa convaincre et fait part au président de la République de sa volonté d'être élu premier secrétaire¹⁵⁹¹. Dans cette entreprise, il avait reçu le soutien de Lionel Jospin, qui reprochait à Laurent Fabius de vouloir utiliser le PS pour servir des ambitions personnelles. Une sorte de primaire interne au courant majoritaire (rassemblant les miterrandistes, désormais scindés entre fabiusiens et jospinistes, et les mauroyistes) est organisée entre les deux hommes le 13 mai 1988. Pierre Joxe, pour éviter le duel et sauvegarder l'unité de la famille miterrandiste, proposa une candidature intermédiaire, celle de Louis Mermaz. En vain. Pierre Mauroy remporta la victoire interne sur Laurent Fabius, par 63 voix contre 54, un désaveu infligé par le courant miterrandiste à François Mitterrand¹⁵⁹². Néanmoins, Laurent Fabius se fit élire le 23 juin 1988 président de l'Assemblée nationale. Un joli lot de consolation, qui lui permet de bénéficier de tous les avantages qui vont avec : la stature de l'Homme d'État, un cabinet étoffé à son service¹⁵⁹³... Malgré son échec à prendre le parti, Laurent Fabius obtient donc une compensation à la hauteur de ses ambitions, une compensation qui représente une toute aussi belle

1590 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

1591 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, op.cit, p.26

1592 BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, op.cit, p.339

1593 Les amis de Lionel Jospin parlent même de « socialisme hôtelier », dans LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.261

rampe de lancement vers l'Élysée bien que la dimension institutionnelle de la fonction le coupe quelque peu du terrain.

Par ailleurs, Laurent Fabius est désigné tête de liste du PS pour les élections européennes de 1989. C'est une preuve supplémentaire de la main-mise des mitterrandistes sur le parti. Ce choix de tête de liste n'a pas tellement fait l'objet de discussions ou de débat. Il n'y a pas de traces écrites, guère de témoignages, mais on peut supposer que les rocardiens auraient préféré une autre figure de proue, une figure plus consensuelle, plus rassembleuse et qui porterait moins la marque de François Mitterrand. En tout cas, le Premier ministre ne fut pas consulté. C'est Laurent Fabius, avec sans aucun doute la bénédiction de l'Élysée, qui est allé voir Pierre Mauroy pour lui annoncer sa volonté d'être candidat. Pierre Mauroy raconte que Laurent Fabius se disait « *volontiers candidat, s'il pouvait compter sur le soutien du premier secrétaire du Parti, et donc sur le concours du Parti* » mais il n'y avait guère de suspense à ce sujet¹⁵⁹⁴. Cette position de tête de liste lui permet d'être omniprésent sur le terrain, au cœur des fédérations et de renforcer son ancrage dans le parti. Il bénéficie ainsi d'une double aura : haute figure de la République, homme de terrain qui n'a pas peur d'aller au combat dans un scrutin souvent défavorable au Parti socialiste.

La composition de la liste s'annonce, comme toujours, animée. En effet, il faut tenir compte des courants, qui malgré tous les discours unitaires, refont surface à chaque scrutin. Chaque baron national veut placer ses proches. Et il faut en plus composer avec les appétits des petits partis alliés, qui veulent une représentation décente. Pour autant, cette fois, les rocardiens obtiennent une représentation plus que convenable. D'abord, dans les candidats éligibles. Laurent Fabius fixe la proportion aux vingt-six premières places plus « *six candidats d'espoir* », soit des candidats qui peuvent être élus si la liste venait à obtenir un très bon résultat. Parmi les vingt-six candidats, on trouve plusieurs rocardiens. Catherine Trautmann à la seconde place, Jean-Pierre Cot à la sixième et Gérard Fuchs à la treizième. Trois autres rocardiens sont sur la liste, mais à des places non éligibles : Martine Frachon à la 32ème, Joëlle Dusseau à la 36ème et Jean-Pierre Sueur à la 79ème.

A l'approche des élections européennes de juin 1989, les rocardiens planchent sur cette question, chère à leurs yeux. La question est capitale, car les rocardiens estiment que la forme de l'Union européenne se dessine en ce moment même et que plusieurs alternatives sont sur la table : une Europe réduite à un espace de libre échange exposé à tous les périls de la mondialisation, projet attribué à Margaret Thatcher, Premier ministre du Royaume-Uni, une Europe politique dans lequel le marché prédominerait sur l'État, l'intervention publique et le social, ambition perçue chez Valéry Giscard d'Estaing et Simone Veil tous deux têtes de liste où « *communauté digne de ce nom, c'est-à-dire, espace politique d'épanouissement concret des Droits de l'Homme s'affirmant comme*

1594 « Comité directeur, 4 avril 1989 », *Archives-Socialistes.fr*

civilisation originale entre les grandes puissances, selon le projet dessiné par les socialistes »¹⁵⁹⁵.

Mais au-delà de leur attachement sincère à cette question, l'enjeu européen est stratégique pour les rocardiens. Toutes les manifestations et campagnes électorales sont une occasion pour les rocardiens d'avancer leur pion et de renforcer leur identité.

2) L'activisme intellectuel : forger une ligne européenne rocardienne

Toujours décidés à introduire leur ligne dans le débat public, les rocardiens mettent en place un groupe d'experts qui élabore une perspective de projet européen pour enrichir leur propre corpus^{1596 1597}.

- Reconnaître et exploiter le caractère multiculturel de la société européenne :
- Faire de l'Europe un espace de mobilité professionnelle,
- Bâtir une Europe des villes et des régions,
- Fixer la date butoir pour le passage à la monnaie unique, symbole d'identité et instrument d'efficacité,
- Réaliser l'harmonisation fiscale, incluant l'abandon de certaines prérogatives de la souveraineté nationale, étape nécessaire pour la construction d'une Europe unie permettant à chaque pays de se développer.
- Construire l'espace social européen,
- S'engager dans la solidarité avec les pays en développement,
- Aller vers une défense européenne basée sur trois principes : Savoir combiner l'exigence de sécurité et le désarmement, associer les forces classiques et nucléaires, en développant des coopérations renforcées dans le domaine des forces classiques (exemple de la brigade franco-allemande), ne pas limiter la coopération européenne aux relations entre certains pays et entreprendre des coopérations concrètes dans plusieurs domaines (armements, vérification des accords de désarmement, échange de responsables et d'officiers d'état-major) permettant l'association de tous les pays d'Europe à la construction d'un pôle européen de défense.
- Faire fleurir une Europe verte assurant la compatibilité entre sécurité et promotion de l'environnement.

1595 « Le 18 juin : quelle Europe ? Par Gérard Fuchs », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°49, juin 1989, EUROPE, dossier 1ere partie », *MichelRocard.org*

1596 « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°49. Juin 1989, EUROPE, dossier 1ere partie », *MichelRocard.org*

1597 « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°50. Juin 1989, EUROPE, dossier 2ème partie », *MichelRocard.org*

Le résultat final est un peu en-dessous des espoirs mais avec ses 23,61 % des voix et les 22 sièges obtenus par sa liste, Laurent Fabius n'est pas très loin de la liste RPR-UDF menée par Valéry Giscard d'Estaing qui récolte 28,88 % et 26 sièges. La performance est plutôt remarquable : Laurent Fabius est parvenu à talonner un ancien président de la République qui avait fait de l'Europe la pierre angulaire de son cap politique. Le travail des rocardiens est ainsi éclipsé par une performance qui rejaillit avant tout sur Laurent Fabius. Ainsi, en dépit de quelques succès et d'une meilleure organisation, le courant rocardien semble demeurer trop faible face aux adversaires internes. Sans profiter de la nouvelle position de son leader, le courant parvient néanmoins à continuer son activité.

II) L'enjeu de l'indépendance envers et contre tout

Malgré la distance que les rocardiens ont dû établir avec Michel Rocard, les rocardiens n'en demeurent pas moins des fidèles partisans du Premier ministre et s'activent pour que la politique menée par ce dernier soit respectée, défendue devant l'opinion, et aussi, mise au crédit du chef du gouvernement. La tâche est difficile, d'autant plus que les mitterrandistes n'épargnent rien à Michel Rocard. L'action des rocardiens est divisée en deux piliers essentiels. D'abord, continuer à promouvoir l'action de Michel Rocard et répondre à ses détracteurs. Ensuite, continuer l'affirmation d'une ligne spécifiquement rocardienne, diffusée notamment par le biais de la revue *Convaincre*. Cette double activité est concrétisée lors du congrès de Rennes de mars 1990. Bien que toujours Premier ministre, Michel Rocard dépose sa propre motion, tandis que les mitterrandistes se divisent entre Lionel Jospin et Laurent Fabius. Un baroud d'indépendance qui permet aux rocardiens de poursuivre leur affirmation et de conquérir une place centrale au sein du PS.

A) Ne pas être broyé par l'appareil mitterrandiste

1) La difficulté : exister dans un parti hostile

En dépit de tout ce que subissent les rocardiens, et de la pression des mitterrandistes, les fidèles de Michel Rocard entendent bien tirer profit à leur avantage de la politique menée. Ce n'est pas une mince affaire. Le président de la République ne perd jamais une occasion de distiller des critiques. Devant un parterre d'élus socialiste réunis à Bron le 15 octobre 1988, François Mitterrand critique la politique de Michel Rocard : « *Le climat social se dégrade, c'est l'évidence. Les*

décisions sont prises trop tard. La gauche paraît oublier qu'elle est la gauche »¹⁵⁹⁸. Quant à Michel Rocard, il doit faire avec l'attitude frondeuse de certains de ses ministres. Deux semaines après son installation, il avait adressé une lettre aux membres de son gouvernement leur rappelant les pouvoirs constitutionnels du Premier ministre¹⁵⁹⁹. Vaine tentative d'affirmer son autorité, puisque Pierre Joxe, Roland Dumas ou Édith Cresson n'hésitent pas à le contourner pour traiter directement avec François Mitterrand. Malgré cela, les rocardiens tiennent bon. Car si François Mitterrand mène la vie dure à son Premier ministre et que la majorité n'est pas la plus docile, médiatiquement et dans les faits, le chef du gouvernement, le chef de la majorité, celui qui mène, en vertu de la Constitution, la politique nationale, c'est Michel Rocard¹⁶⁰⁰. Aussi, Gérard Lindeperg estime qu'un bilan sert à préparer l'avenir, que soutenir Michel Rocard c'est « *défendre et populariser* » son bilan et se projeter dans les quinze prochaines années¹⁶⁰¹.

En clair, il faut défendre l'action et le bilan de Michel Rocard pour préparer la continuité, une continuité conduite par nul autre que celui qui est Premier ministre. Entre le 20 mai et le 11 juin 1989, près de 19 rencontres régionales sont organisées. Elles ont un double objectif. D'abord, faire le point sur l'état du courant rocardien dans chaque fédération. Ensuite, sa préparation à la mobilisation pour les prochaines échéances. Elles servent également à mesurer l'implication des militants. Sur 3701 responsables recensés dans les fichiers du courant, la participation d'environ 1100 personnes est comptée, soit la mobilisation d'un peu moins d'un tiers¹⁶⁰². Une série de conclusions est tirée, dont l'impression que le courant n'est pas partout en mesure d'affronter un congrès épique, l'insuffisance de formation politique chez les responsables et les disparités financières et matérielles en fonction des départements¹⁶⁰³. Néanmoins, il ressort de ces rencontres une forte volonté de la base de voir l'identité rocardienne davantage affirmée, avec une motion d'orientation souhaitée pour le prochain congrès.

Durant l'été 1989, chaque courant réunit ses forces. Entre le 31 août et le 3 septembre 1989, les jeunes rocardiens organisés dans les Clubs Forum tiennent leur Université d'été à Quimper. Plusieurs cadres rocardiens y sont invités pour participer. C'est le cas de Robert Chapuis, convié pour participer à une table ronde sur la place des partis politiques¹⁶⁰⁴. A la fin août, les Amis de

1598 GARRIGUES Jean, *Élysée contre Matignon. De 1958 à nos jours*, op.cit, p.314

1599 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, op.cit, p.50

1600 ARDANT Philippe, *Le Premier ministre en France*, Montchrestien, 1991, 155 p.

1601 LINDEPERG Gérard, dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°48, mai-juin 1989 », *MichelRocard.org*

1602 « Notre bilan sur les rencontres régionales. 11 juillet 1989 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1603 Ibid

1604 Lettre d'Alain Bauer et Manuel Valls à Robert Chapuis datée du 3 août 1989, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

Michel Rocard se réunissent en Avignon. 900 personnes sont présentes, soit le maximum des capacités d'accueil, 200 demandes d'inscription ont dû être refusées¹⁶⁰⁵. Tous les ministres rocardiens sont présents ainsi que des représentants des autres courants. Gérard Lindeperg, qui assure l'introduction, s'efforce d'ancrer le rocardisme dans la grande histoire, répondant ainsi à tous ceux qui dépeignent le rocardisme comme une fausse gauche, «*une pièce rapportée du socialisme*»¹⁶⁰⁶.

Michel Rocard n'intervient pas. Ses proches préfèrent éviter qu'il ne s'expose trop comme chef de courant, et aux critiques par la même occasion. C'est Jean-Paul Huchon qui porte sa voix, à travers un discours dans lequel il résume la « méthode Rocard » : « *C'est tout simplement, dans le débat démocratique, un respect de l'autre, une analyse réaliste des rapports de forces, une volonté de convaincre en recherchant l'intérêt général, privilégiant l'accord, le compromis, le contrat.* »¹⁶⁰⁷ Patrick Viveret prononce une longue intervention sur les « grands défis » afin de montrer que les rocardiens ont non seulement conscience des grands enjeux de leur temps mais aussi, qu'ils sont force de proposition d'action. Son discours s'articule autour de deux grands thèmes, divisés en plusieurs points¹⁶⁰⁸ :

« I) *La nouvelle frontière planétaire*

a) *Le basculement démographique*

b) *La niche écologique menacée*

c) *La mondialisation de l'économie sans régularisation politique*

d) *Le changement de la donne géo-stratégique Nord-Sud*

e) *La crise majeure du communisme*

II) *La nouvelle frontière humaine*

a) *La révolution de l'intelligence et de la ressource humaine*

b) *Les conditions d'exercice de l'intelligence*

c) *Le problème de l'amour, le problème religieux*

d) *de la régulation des Passions* »

C'est une belle démonstration de force et une belle mobilisation en prévision du congrès de Rennes. « *Les rocardiens respirent le bonheur* » titre *Le Monde*¹⁶⁰⁹. Les rocardiens ne veulent pas s'arrêter là. A l'occasion des journées d'Avignon, un texte d'orientation, « Socialisme et

1605 Gérard Lindeperg dans « Convaincre. Notes et arguments : supplément à la lettre d'information des Clubs Convaincre. N°4, septembre 1989 », *MichelRocard.org*

1606 Ibid

1607 Ibid

1608 « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°52, octobre 1989 », *MichelRocard.org*

1609 *Le Monde*, 30 août 1989

démocratie » est adopté. Il se veut axer sur la fidélité au président de la République, mais également, au Premier ministre¹⁶¹⁰. Cet appel à l'unité et à la cohésion est envoyé à tous les correspondants du courant, aux membres rocardiens du Comité Directeur et aux parlementaires rocardiens. Il leur est demandé de diffuser le plus possible cet appel dans leurs fédérations, les communes de leurs circonscriptions, les sections départementales afin de recueillir le maximum de signatures¹⁶¹¹. Cet appel « Socialisme et Démocratie » a vocation à devenir une contribution nationale en vue du congrès de Rennes. D'autres réunions d'ampleur sont planifiées pour maintenir la mobilisation jusqu'au congrès. Car les rocardiens doivent défendre la politique menée par le Premier ministre, égratignée par ses détracteurs, notamment sur la question du « déficit social ». En effet, depuis sa nomination, Michel Rocard est la cible de l'aile gauche du PS sur tous les sujets : l'ouverture au centre-droit lui est imputée, on lui reproche la politique sociale menée... en oubliant que celui qui a le dernier mot n'est pas Michel Rocard mais le président Mitterrand. Ce dernier va même jusqu'à remettre en doute les convictions socialistes de son Premier ministre, disant le soupçonner d'être « démocrate-chrétien »¹⁶¹². Tous les prétextes sont bons pour attaquer Michel Rocard et l'affaiblir.

Les adversaires de Michel Rocard sont conscients du fait que depuis le 8 mai 1988, l'après-Mitterrand se prépare. Chaque aspirant prétendant se prépare et tente de marquer des points dans une course de succession invisible mais palpable. Un homme se montre particulièrement actif dans cette entreprise de démolition de Michel Rocard : Julien Dray. Figure de SOS Racisme, il a 33 ans et a été imposé par François Mitterrand dans la 10ème circonscription de l'Essonne et élu député. Avec Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne de 37 ans, il a fondé le courant de la *Gauche socialiste*, qui se veut le fer de lance contre tout ce qu'incarne Michel Rocard à leurs yeux, soit la « gauche molle », le démocrate-chrétien déguisé¹⁶¹³. Julien Dray reçoit même les félicitations de François Mitterrand¹⁶¹⁴ lorsqu'il publie un ouvrage au vitriol intitulé *Lettres d'un député de base à ceux qui nous gouvernent*¹⁶¹⁵.

Donc même si Michel Rocard est à Matignon, qu'il est théoriquement le chef de la majorité, il demeure la cible privilégiée de ses détracteurs historiques.

1610 Voir Annexe 16 : « Socialisme et démocratie. Appel aux militants socialistes à soutenir l'action du Président de la République François Mitterrand et du gouvernement de Michel Rocard »

1611 Lettre de Gérard Lindeperg aux correspondants du courant, aux membres du Comité Directeur, aux parlementaires, datée du 5 septembre 1989, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1612 SCHNEIDER Robert, *La Haine tranquille*, Éditions du Seuil, 1992, p.171

1613 *Le Figaro*, 27 décembre 1988

1614 GARRIGUES Jean, *Élysée contre Matignon. De 1958 à nos jours*, op.cit, p.316

1615 DRAY Julien, *Lettres d'un député de base à ceux qui nous gouvernent*, Flammarion, 1989, 180 p.

2) La méthode : s'illustrer par les idées

Le grand chantier, pierre angulaire si l'on peut s'exprimer ainsi, de la pensée Rocard reste la grande réforme de l'État. Elle est certainement prioritaire car elle est le point de départ de tout, le premier domino. Le projet rocardien, fondé sur et pour une réforme en profondeur de la société française, au sens large, inclut la première nécessité de redéfinir le cadre quotidien qu'est l'État. Ce que les rocardiens appellent de leurs vœux, c'est sa modernisation et son allègement. Cela implique de casser le centralisme parisien qui fait de l'État un monstre de gestion opaque et technocratique, déconnecté et inefficace. Cela renvoie à la décentralisation, faire en sorte que les services publics et les problèmes quotidiens soient gérés par des acteurs de terrain. Cette décentralisation elle-même ne serait pas le fruit d'une décision technocratique parisienne, mais doit naître du terrain. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faut renoncer à l'État. Lui et ses services doivent se concentrer sur la protection des valeurs républicaines, la défense de l'intérêt général, la réduction des inégalités sociales, la promotion du progrès économique... en définitive, la modernisation de l'État implique un partage des responsabilités entre un État gardien et garant de l'harmonie sociale et un espace public, civil et démocratique, acteur du quotidien¹⁶¹⁶.

Mais il déplore, à terme, de n'avoir jamais pu défendre sa vision au sein de la gauche. Un de ses griefs contre le système des régions est que les assemblées régionales n'ont pas le corps électoral correspondant, puisque les conseillers régionaux sont élus à l'échelle du département, ce qui fait, selon Michel Rocard, que les conseillers régionaux sont avant tout préoccupés par les intérêts de leur département d'élection¹⁶¹⁷. Et il déplore tout particulièrement que François Mitterrand soit resté fermé à toute possibilité de réforme : *« Je fus Premier ministre de François Mitterrand pendant trois ans et cinq jours. J'ai tenté d'innombrables fois de lui arracher l'autorisation de préparer une loi modifiant le système et donnant à la région son électorat propre et des élus dont elle soit l'unique source de légitimité. Il n'a jamais accepté. J'avais même fini par trouver au groupe parlementaire socialiste une majorité convaincue de cette nécessité et prête malgré les refus répétitifs du président Mitterrand à procéder à cette réforme par initiative parlementaire... le président de la République m'a demandé ma démission dans la dernière semaine où une telle réforme restait constitutionnellement possible avant l'élection régionale suivante !... »*¹⁶¹⁸

1616 « Pour une modernisation de l'État et pour une démocratie administrative négociée » dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°54, décembre 1989 », *MichelRocard.org*

1617 La question fut notamment abordée lors de la Journée d'étude du programme Région Nouvelle-Aquitaine ELURENAQ « *Les élus régionaux en Nouvelle-Aquitaine : acteurs et gouvernance* », organisée par BOUNEAU Marie-Christine et GUILLAUME Sylvie, 25 avril 2023

Le socialisme défendu et forgé par les rocardiens pourrait être qualifié de socialisme des forces vives, un socialisme à l'opposé du socialisme planificateur et technocratique, un socialisme fondé sur la diversité des potentiels de la Nation, différents mais s'emboîtant comme des rouages dans une mécanique précise. D'où cette volonté ardente de décentralisation¹⁶¹⁹, pièce maîtresse de la modernisation de la France, que les rocardiens déclinent en quatre objectifs pour réussir une valorisation de tous les territoires¹⁶²⁰ :

- Insérer l'espace français (et tous ses territoires) dans l'espace européen,
- Réduire les déséquilibres territoriaux les plus probants (avec les deux extrêmes que sont la région parisienne et les zones rurales les plus isolées),
- Accroître la solidarité entre les territoires,
- Construire un développement régional décentralisé.

B) Une lutte de tous les instants

1) L'attitude : rendre les coups

Les détracteurs des rocardiens sont tonitruants mais ne sont pas les seuls à pouvoir l'être. Ainsi, Robert Chapuis croise le fer avec Michel Delebarre, ministre des Transports et de la Mer, qui « *voulait surtout se marquer à gauche dans une fédération [celle du Nord] où les fabiusiens prenaient de l'influence* »¹⁶²¹. Précisément, les fabiusiens sont aussi de la partie et le fidèle de Laurent Fabius, Claude Bartolone, député de Seine-Saint-Denis, ne ménage pas le Premier ministre, dans la logique de la course à la succession. Ce n'est pas juste une question de politique menée, mais aussi d'affirmation pour la lutte de l'après-Mitterrand. Même Pierre Mauroy, pour donner des gages aux fabiusiens qui lui tiennent rigueur d'avoir pris la tête du PS au nez et à la barbe de leur champion, gauchise son discours et critique Michel Rocard. L'usage fréquent du « 49.3 » par Michel Rocard est également savamment critiqué par les barons du PS et par l'Élysée. Depuis 1988, chacun y va de son petit commentaire assassin. Ainsi, dès l'été, Laurent Fabius clame « *nous avons besoin d'un grand dessein* » façon de souligner la tiédeur de l'action de Michel Rocard¹⁶²². Pierre Mauroy vante « *un socialisme de transformation* » qu'il oppose au « *socialisme de gestion* »

1618 BENETEAU Alain, MALLET Louis, CATLA Michel, préface de ROCARD Michel, *Les régions françaises au milieu du gué : plaidoyer pour accéder à l'autre rive*, L'Harmattan, 2012, p.15

1619 JALABERT Laurent, *Un combat socialiste : la régionalisation (1950-2007)*, Bruno Leprince, 2008, 127 p.

1620 « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°60, juillet 1990 », *MichelRocard.org*

1621 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.126

1622 *Le Monde*, 24 août 1988

rocardien¹⁶²³. Gérard Lindeperg riposte : « *On ne fait pas de transformation sans bonne gestion* »¹⁶²⁴. A la fin de l'année 1989, c'est Henri Emmanuelli, numéro 2 du PS, qui exprime publiquement sa volonté de « *bousculer la politique néo-libérale* » conduite par Michel Rocard¹⁶²⁵. Les couteaux sont tirés hors de leurs fourreaux mais les barons socialistes veulent pour le prochain congrès, prévu à Rennes pour la mi-mars 1990, une nouvelle impulsion idéologique rassembleuse. Il s'agit d'abandonner les accents révolutionnaires et engager une mue dans la voie réformiste de la social-démocratie.

En Gironde, les débats sont très tendus autour de la question de la composition de la liste socialiste pour les sénatoriales de septembre 1989. Pierre Brana est furieux que la seule rocardienne, Joëlle Dusseau, ne soit reléguée qu'à la quatrième place, derrière trois hommes, alors que Pierre Brana lui-même avait été troisième la fois précédente. Cette représentation va à contre-courant de la progression des rocardiens depuis toutes ces années, dont l'apothéose fut la victoire de Pierre Brana lors des dernières législatives. Les rocardiens pointent également l'ingratitude envers Joëlle Dusseau, qui s'était fait un nom en permettant la conquête du conseil général par la gauche. La colère des rocardiens locaux est d'autant plus amplifiée par le fait que cet ordre ne fut pas décidé par un vote des militants mais par une décision parisienne qui ressemble à un règlement de comptes et une nouvelle attaque contre le Premier ministre¹⁶²⁶. Malgré les protestations de Pierre Brana, les choses demeurent ainsi et Joëlle Dusseau rate l'entrée au Sénat d'un siège, comme son compagnon avant elle¹⁶²⁷.

Les rocardiens multiplient les réunions d'ampleur¹⁶²⁸. Les 14-15 et 21 octobre 1989, des colloques régionaux sont organisés dans toute la France. Le 22 octobre, le courant tient son Assemblée générale. Mais surtout, Gérard Lindeperg, Frédéric Thiriez et Jean-Paul Foncel sont chargés d'organiser un colloque au nom de l'Association des Amis de Michel Rocard et des clubs Convaincre afin que Michel Rocard puisse répondre à ses détracteurs et souder ses troupes. Quatre objectifs sont fixés lors des préparatifs :

« *Il s'agit de montrer que*

1)- les rocardiens sont au cœur des problèmes de la société française, qu'ils ont toujours des idées et des propositions susceptibles de nourrir une politique gouvernementale.

1623 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.251

1624 *Le Monde*, 27 juillet 1989

1625 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, op.cit, p.310

1626 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau le 15 mars 2021

1627 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.178

1628 Lettre de Gérard Lindeperg aux correspondants du courant, aux membres du Comité Directeur, aux parlementaires, datée du 5 septembre 1989, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

2)- qu'ils n'ont pas de complexe, dans la mesure où ils mènent une action en profondeur de transformation sociale.

3)- qu'ils se situent pleinement dans la logique du socialisme démocratique, de son projet comme de sa pratique, qui paraît aujourd'hui la voie d'avenir non seulement pour l'Europe mais aussi pour le Monde.

4)- qu'ils possèdent un corps de valeurs et de propositions capables de rassembler largement les socialistes »¹⁶²⁹.

Le colloque a lieu les 4 et 5 novembre 1989, à Paris, Maison de la Chimie. La salle est pleine. Gérard Lindeperg monte à la tribune pour défendre son ami et la presse retient tout particulièrement une phrase de son discours : « *Rocard est en permanence suspecté de couper la ligne jaune qui sépare la gauche de la droite. Il doit non seulement rendre compte des difficultés inévitables rencontrées par tout gouvernement, mais en plus justifier ses succès les plus incontestables.* »¹⁶³⁰ Michel Rocard se délecte de défendre son bilan et vante dans son discours « les chances du socialisme démocratique »¹⁶³¹, discours qui servira de base à la contribution des rocardiens dans la préparation du congrès. Robert Chapuis a contribué à sa rédaction.

Les 7 et 8 octobre, devant le comité directeur, Gérard Lindeperg enjoint le PS à faire bloc derrière le Premier ministre : « *Nous nous sommes parfois payés de mots dans le passé et certains ont souvent cédé au volontarisme verbal. Mais aujourd'hui nous sommes au pouvoir et nous avons l'obligation d'être clairs ; il ne suffit pas de dire : une autre politique est possible, il faut passer de la proclamation à la description, puis en tirer toutes les conséquences en matière de grands équilibres et d'engagements européens. Dans l'attente de cette description précise, la politique suivie par le gouvernement de Michel Rocard m'apparaît comme la seule possible, car elle réussit à concilier la rigueur de la gestion et le respect des engagements européens avec la solidarité et la transformation de la société à travers l'ouverture de grands chantiers. Nous pouvons, certes, débattre d'inflexions, de correctifs, nous en avons même le devoir, mais jusqu'à plus ample informé, nous considérons qu'il n'y a pas de politique alternative sérieuse à gauche. Après quinze mois de gestion, le Parti doit dire clairement que le gouvernement a rempli son contrat, puisque l'essentiel des propositions précises contenues dans la lettre à tous les Français de François Mitterrand est mis en œuvre* »¹⁶³².

1629 « Colloque des 4 et 5 novembre 1989 », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 107 : *Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1630 *Libération*, 6 novembre 1989

1631 Ibid

1632 « Comité directeur, 7 et 8 octobre 1989 », *Archives-Socialistes.fr*

Une déclaration qui lui vaut les reproches de Gérard Le Gall et de Jean-Luc Mélenchon qui assument ouvertement un désaccord avec la « méthode Rocard »¹⁶³³. Catherine Trautmann dénonce alors les petites phrases et les formules abruptes, qu'elle juge irresponsables, mettant en avant la propre attitude des rocardiens : « *Pour notre part, nous avons élaboré une contribution qui part de la situation qui est la nôtre, celle d'un parti au pouvoir, qui en a les responsabilités, mais qui a aussi seul la tâche de la Gauche de réformer la société française* »¹⁶³⁴. Avant le congrès, les rocardiens organisent un énorme rassemblement le 27 janvier 1990 au Centre des Nouvelles Industries et Technologies (CNIT) de la Défense à Puteaux, intitulé « Convention nationale des clubs Convaincre et Forum ». Le ton de Michel Rocard est offensif : « *Le grand mouvement de liberté qui est en train de rendre à l'Europe son histoire et sa géographie s'est fait au nom de valeurs qui sont les nôtres, à nous socialistes, à nous Français, héritiers de la Révolution de 1789. [...] A gauche, il y a trois catégories. Ceux pour qui les slogans tiennent lieu de politique [...] Il y a aussi ceux qui rêvent de la grande réforme fiscale, si complète, si complexe, si globale qu'elle ne voit jamais le jour... Et puis il y a ceux dont je suis, qui ont fait le choix de l'efficacité, parce que c'est le seul qui permette d'apporter des réponses concrètes et des corrections véritables à une situation qu'en effet, nos concitoyens n'acceptent plus puisqu'ils exigent, et ils ont raison, que les efforts nécessaires à la modernisation économique ne soient pas dilapidés et que leurs fruits soient plus équitablement partagés* »¹⁶³⁵.

Devant 3000 de ses fidèles, Michel Rocard annonce sa volonté de rester à Matignon, alors que de nombreuses rumeurs parient sur son éviction prochaine. A ce sujet, les proches de Michel Rocard sont divisés. Certains, comme Jean-Paul Huchon, Guy Carcassone, Tony Dreyfus et Yves Colmou plaident pour le prolongement à Matignon. Pour ces trois derniers, Michel Rocard doit rester à Matignon jusqu'aux législatives de 1993, qu'ils estiment gagnables, afin d'entamer une « *succession douce et naturelle* »¹⁶³⁶. D'autres, comme Jean-Claude Petitdemange et Gérard Lindeperg pensent qu'il faut choisir un bon moment pour quitter Matignon, déterminer un dossier exemplaire de désaccord avec François Mitterrand pour avoir un prétexte de départ.

Durant son intervention, Michel Rocard énonce les piliers de l'action d'une gauche efficace : « *réduction des inégalités, amélioration des conditions de travail, dialogue social, aménagement du temps de travail, formation continue...* »¹⁶³⁷. Ainsi qu'un message de mobilisation : « *Il faut redonner au socialisme une ambition mobilisatrice qui ne se réduise pas au souci de conserver le*

1633 Ibid

1634 Ibid

1635 « Discours de M. Le Premier ministre, à la convention nationale des Clubs Forum et Convaincre, le samedi 27 janvier 1990 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1636 HUCHON Jean-Paul, *Jours tranquilles à Matignon*, op.cit, p.13

1637 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.328

pouvoir ou d'empêcher que la droite n'y revienne »¹⁶³⁸. Ainsi, sans répondre aux critiques par la critique, Michel Rocard maintient son cap, décidé à montrer à ses détracteurs qu'il ne lâchera rien.

2) Le lieu : les rocardiens au congrès de Rennes

Lionel Jospin désire un rassemblement et doit donc construire une majorité pour diriger un PS où les divisions internes sont toujours vives. Pour François Mitterrand, ce congrès ne doit surtout pas permettre à Michel Rocard de s'imposer. Cela ferait de lui le candidat naturel du PS pour l'élection présidentielle de 1995 car « *aucun autre socialiste ne pourrait être candidat contre lui* »¹⁶³⁹. Aussi, le mot d'ordre de François Mitterrand à ses fidèles est tous contre Rocard. Mais la loyauté envers François Mitterrand ne suffit plus à assurer la cohésion face aux divisions qui rongent le camp des mitterrandistes depuis plusieurs années. Laurent Fabius organise ses soutiens et Lionel Jospin, qui n'est pas accepté comme le chef incontestable des mitterrandistes, s'appuie sur son bras droit Daniel Vaillant, secrétaire national chargé des liaisons avec les fédérations, pour renforcer son poids politique. Face à ce craquèlement du courant majoritaire, Pierre Mauroy reste discret.

Ainsi, Michel Rocard apparaît comme l'arbitre de cette guerre intestine, le faiseur de roi, l'élément indispensable à toute majorité. Les rocardiens se définissent d'ailleurs comme un « pôle de stabilité »¹⁶⁴⁰ et jouent la carte de l'harmonie. Ce fut en tout cas le sens de l'intervention de Gérard Lindeperg au comité directeur de janvier 1990 : « *La synthèse est possible, la synthèse est souhaitable. Elle est possible puisque, à la lecture des principales contributions, les militants les plus pointilleux, comme les exégètes les plus compétents, n'ont pas à ce jour réussi à cerner les divergences d'orientation et à caractériser des lignes politiques différentes [...] La synthèse est souhaitable. Elle est souhaitable pour l'image que les Socialistes donnent d'eux-mêmes au pays, elle est souhaitable pour l'unité du Parti, elle est souhaitable pour la cohésion du gouvernement, comme le Président de la République et le Premier Ministre encore ce matin l'ont rappelé. Mais, comme on dit chez moi, on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif... Chacun est libre de ses choix et libre de déposer une motion* »¹⁶⁴¹.

Pendant que les mitterrandistes se perdent dans une guerre de succession, le courant rocardien affiche son unité et son efficacité. Gérard Lindeperg et Catherine Trautmann font office de porte-paroles tandis que Jean-Claude Petitdemange, chef de cabinet du Premier ministre, veille à

1638 Ibid, p.329

1639 SCHNEIDER Robert, *La Haine tranquille*, op.cit, p.198

1640 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.126

1641 « Comité directeur, 13 et 14 janvier 1990 », *Archives-Socialistes.fr*

la cohésion de la base militante. Estimant représenter environ un quart des adhérents¹⁶⁴², les rocardiens se pensent en mesure d'avoir une influence déterminante sur les orientations du parti. En janvier 1990, le comité directeur constate que les divisions sont trop importantes pour aboutir à une motion commune. Aussi, les rocardiens décident de préparer leur propre motion, « Les chances du socialisme démocratique », qu'ils présentent comme celle du « *rassemblement des forces de progrès* », celle qui sera en mesure de rassembler les socialistes pour les mener à la victoire lors des prochaines élections législatives, celle qui pourra apporter une nouvelle dynamique au PS et en faire un vrai « *parti de transformation sociale* »¹⁶⁴³. Michel Rocard charge ses émissaires de rassembler dans leurs secteurs respectifs le plus grand nombre de signataires possibles. Cette fois-ci, contrairement aux préparatifs du congrès de Toulouse, il s'agit bien de renvoyer l'image de tout un bataillon mobilisé en interne. En Ardèche, Claude Laréal coordonne les opérations de renseignement et de recrutement. Il organise notamment une réunion d'information dans la ville de La Voulte-sur-Rhône, dont il est maire.

Sept motions sont soumises aux votes des militants. Pierre Mauroy, Lionel Jospin, Henri Emmanuelli et Louis Mermaz s'allient dans la motion 1. Laurent Fabius (motion 5) peut compter sur l'appui de Pierre Bérégovoy, Pierre Joxe et Jack Lang, ainsi que sur le soutien feutré du chef de l'État, qui l'a encouragé à présenter sa motion. Jean Poperen dépose également une motion (motion 2), tout comme les amis de Jean-Pierre Chevènement (motion 7), Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon (motion 4). La motion rocardienne est la motion 3. Elle est appuyée par cinq mille signataires et menée par Michel Rocard¹⁶⁴⁴. Pierre Brana a aidé à la préparer, mais, lassé par les querelles d'apparatchik, il informe ses amis qu'il ne veut pas renouveler son poste de secrétaire national afin de se consacrer à ses divers mandats électifs¹⁶⁴⁵. Enfin, la motion de Marie-Noëlle Lienemann, qui est la motion 6. Le cas de Marie-Noëlle Lienemann continue d'ailleurs d'agiter le courant rocardien. Depuis son opération de dissidence, elle a un cheminement sinueux, tantôt dans la « rocardie », tantôt manœuvrant seule. Durant les préparatifs, les responsables du courant rocardien dans l'Essonne apprennent que des responsables nationaux de la « rocardie » auraient entrepris des négociations avec Marie-Noëlle Lienemann pour faire cause commune au congrès. Une perspective qui leur déplaît fortement, tant ils estiment que Marie-Noëlle Lienemann n'a pas eu une attitude qui la rende digne de confiance et que s'allier avec elle ne ferait que réduire à néant tous leurs efforts pour développer le courant dans le département et qui permettent, aujourd'hui,

1642 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.127

1643 Formulaire « Michel Rocard. Les chances du socialisme démocratique », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 65, *Parti socialiste 1989-1990*, Fondation Jean-Jaurès

1644 « Les défis du socialisme démocratique. Supplément à la lettre Convaincre n°15 », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 65, *Parti socialiste 1989-1990*, Fondation Jean-Jaurès

1645 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.183

d'être ambitieux pour les prochaines municipales¹⁶⁴⁶. Une perspective qui ne se concrétise pas, pour le plus grand plaisir des rocardiens essonniens.

Lors du congrès, Michel Rocard se garde bien d'apparaître comme un chef du courant et se comporte uniquement comme un Premier ministre, parlant simplement de son action et abordant uniquement sa casquette de chef du gouvernement : « *Voilà chers camarades, le message que je voulais, en tant que Premier ministre, vous adresser [...] Pour ce gouvernement qui est le vôtre, pour ce parti qui est le mien, j'ai à la fois une grande ambition et une grande exigence : nous gagnerons ensemble* »¹⁶⁴⁷. Son intervention terminée, il retourne dans sa chambre d'hôtel. Ce sont ses fidèles qui le tiennent constamment informé des rebondissements du congrès, car il y en a plus d'un¹⁶⁴⁸. Le processus de vote est marqué par de très nombreuses contestations. L'enjeu est grand : la motion arrivée en tête sera sans doute celle qui fournira le futur premier secrétaire. Aussi, les frères ennemis du mitterrandisme se livrent une guerre sans merci dans un mouchoir de poche : selon les premiers résultats, moins de 20 voix séparent la motion de Fabius (2089) et celle de Jospin (2072). Les autres motions ne passent pas la barre des 10 %... hormis celle des rocardiens, qui, loin de ces tensions, exultent : avec 1740 voix (24%), ils s'imposent comme l'arbitre incontestable de cette querelle et comme un courant incontournable pour la future majorité.

Dans cette optique, les deux courants ennemis du mitterrandisme leur font des propositions pour construire une majorité sans l'autre : les fabusiens veulent diriger le parti sans les jospinistes et les jospinistes veulent diriger sans les fabusiens. Avant le congrès, Laurent Fabius avait personnellement tenté de convaincre Michel Rocard de l'appuyer dans sa course à la tête du Parti, lui promettant d'en faire une machine de guerre à son service¹⁶⁴⁹. Mais Michel Rocard voyait bien derrière cette offre la venimeuse main de François Mitterrand. Il n'y a que Pierre Mauroy pour continuer à plaider, dans le vide, pour une synthèse générale, qui, à la vue des haines internes est un objectif hors de portée. Il ne se passe rien lors de la commission des résolutions. Tout se joue dans l'ombre, dans des couloirs d'hôtels, où les émissaires de chaque courant passent de chambre en chambre et se réunissent en petits groupes. C'est une pagaille sans nom. Toutes les possibilités sont évoquées, même les plus politiquement improbables, les schémas se font et se défont en un rien de temps. Jean-Claude Petitdemange se montre même ouvert à l'idée d'une union avec Laurent Fabius et Jean Poperen, ce que Gérard Lindeperg refuse. L'envie de peser dans les affaires internes du PS

1646 Lettre des cadres rocardiens de l'Essonne à Pierre Brana, Robert Chapuis, Gérard Lindeperg, Alain Richard, Gérard Fuchs, Jean-Claude Petitdemange et Daniel Frachon, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 65, Parti socialiste 1989-1990*, Fondation Jean-Jaurès

1647 « Discours de M. Michel Rocard, Premier ministre, Au congrès de Rennes du PS, le 16 mars 1990 » dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1648 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.286

1649 GARRIGUES Jean, *Élysée contre Matignon. De 1958 à nos jours*, op.cit, p.318

ne doit pas conduire à faire tout et n'importe quoi selon lui. Comment s'allier avec ceux qui ont consacré tant d'énergie à critiquer Michel Rocard et à le dépeindre en ennemi de la gauche ?¹⁶⁵⁰ Gérard Lindeperg, Michel Sapin et Jean-Claude Petitdemange reçoivent une autre proposition, tout aussi baroque, de Jean Poperen : celle de le soutenir comme premier secrétaire, idée que Gérard Lindeperg écarte sèchement devant l'intéressé, lui rappelant qu'il ne peut pas prétendre diriger le parti avec son score de 7 % des mandats pour sa motion¹⁶⁵¹.

De façon plus sérieuse, des discussions ont lieu entre les jospinistes et les rocardiens, menées conjointement par Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet et bras droit de Michel Rocard, et Claude Allègre, conseiller spécial de Lionel Jospin. Si on ne peut pas parler d'une idylle entre Michel Rocard et Lionel Jospin, les deux hommes ont des rapports plus cordiaux depuis quelques temps. Lionel Jospin raconte qu'il a défendu l'idée de nommer Michel Rocard à Matignon auprès de François Mitterrand, qui hésitait avec Pierre Bérégovoy¹⁶⁵². De son côté, Jean-Paul Huchon s'évertuait depuis plusieurs mois à tisser des liens entre Michel Rocard et certains mitterrandistes. Pour cela, il met à profit ses propres bonnes relations avec Jean-Louis Bianco, qui fut son condisciple à l'ENA, avec Pierre Bérégovoy¹⁶⁵³ et avec Lionel Jospin¹⁶⁵⁴. Ce travail de rapprochement permet à Jean-Paul Huchon d'être un ambassadeur de premier plan pour essayer de faire éclore une alliance rocardiens-jospinistes. A elles deux, les motions 1 et 5 disposent de suffisamment de voix pour constituer une nouvelle majorité contre Laurent Fabius. Lionel Jospin veut contrecarrer les plans de Laurent Fabius, qui entend prendre le PS pour s'imposer comme son candidat naturel en 1995. Lui et Pierre Mauroy seraient disposés à aider Michel Rocard à devenir le candidat socialiste pour la prochaine élection présidentielle¹⁶⁵⁵. Mais Lionel Jospin craint qu'une alliance ouverte avec les rocardiens ne le déporte trop à la droite du parti et laisse un trop large espace à Laurent Fabius sur la gauche. Lionel Jospin veut donc s'arrimer un flotteur gauche et se tourne vers Jean-Pierre Chevènement et ses 8 %. Jean-Pierre Chevènement est d'accord pour constituer une majorité contre Laurent Fabius, à condition qu'elle intègre ses proches. Mais les chevènementistes refusent d'être associés à leurs meilleurs ennemis rocardiens. Ils font ainsi monter les enchères dans des termes inacceptables afin de rendre tout accord impossible¹⁶⁵⁶.

1650 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.268

1651 Ibid, p.269

1652 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, op.cit, p.24

1653 C'est d'ailleurs Pierre Bérégovoy qui encouragea Laurent Fabius à proposer un accord à Michel Rocard, FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, op.cit, p.397

1654 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

1655 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, op.cit, p.391

1656 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su...témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.128

Bien que très investi dans l'organisation et le développement du courant, Robert Chapuis se tient à l'écart de ces négociations de couloir, qu'il estime dangereuses pour Michel Rocard. L'idée d'être la force d'appoint d'une faction du clan mitterrandidiste contre une autre faction n'est pas bonne selon lui car elle laisserait le pouvoir interne entre les mains de François Mitterrand. Les rocardiens ne seraient pas le centre de la majorité mais simplement la force minoritaire de ladite majorité¹⁶⁵⁷. De toute façon, les négociations entre courant arrivent rapidement au point mort. Pierre Mauroy et Lionel Jospin, en dépit de leur hostilité envers Laurent Fabius, ne veulent pas déclencher contre eux la fureur de François Mitterrand, qui avait prévenu que, à ses yeux, être contre Fabius c'est être avec Rocard¹⁶⁵⁸. Fomenteur une majorité pour exclure Laurent Fabius de la direction pourrait être perçu par le président de la République comme une agression personnelle. Or Lionel Jospin convoiterait la succession de Michel Rocard à Matignon et ainsi, il ne peut se permettre de s'attirer le courroux de François Mitterrand¹⁶⁵⁹. Et si croiser le fer avec François Mitterrand ne pose pas de problème aux rocardiens, Robert Chapuis estime le calendrier inadapte¹⁶⁶⁰ : à cinq ans de la prochaine présidentielle, à laquelle espère concourir Michel Rocard, il serait une folie de se trouver au milieu d'une guerre entre mitterrandidistes et de s'attirer davantage l'hostilité de François Mitterrand, qui reste le maître du jeu. En gage de pression supplémentaire, Michel Rocard reçoit un avertissement de Pierre Bérégovoy qui menace de provoquer une démission collective de tous les ministres fabusiens si un front contre Laurent Fabius se constituait¹⁶⁶¹, entraînant probablement par ricochet son départ de Matignon.

Après une nuit agitée, le congrès reprend. Chaque courant monte à la tribune, représenté par un porte-parole. Pour les rocardiens, il s'agit de Gérard Lindeperg. L'ambiance demeure extrêmement tendue. Le président de séance est souvent obligé, entre deux interventions, de réclamer le silence dans l'assistance et l'intervention du service d'ordre¹⁶⁶². Les protestations ponctuent certains discours. Laurent Fabius et Henri Emmanuelli sont sifflés et doivent l'un comme l'autre renoncer à terminer leurs discours. Gérard Lindperg a l'avantage de ne pas être aussi identifié que ces deux poids lourds. Aussi, il arrive à capter l'attention de l'auditoire. Il plaide pour l'apaisement et le rassemblement tout en soulignant le rôle central de son courant dans cette entreprise : *«Nous regrettons de ne pas avoir été entendus, car nous aurions pu nous épargner beaucoup de tensions et beaucoup de blessures inutiles. Nous le regrettons d'autant plus que, sur le*

1657 Ibid

1658 SCHNEIDER Robert, *La Haine tranquille*, op.cit, p.200

1659 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, op.cit, p.391

1660 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

1661 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, op.cit, p.399

1662 « Congrès national de Rennes, 15, 16, 17 et 18 mars 1990 », *Archives-Socialistes.fr*

*fond, nous n'avons jamais été aussi proches les uns des autres [...] Pour appartenir à un courant qui a été longtemps condamné à camper à la périphérie des majorités successives, je voudrais attirer l'attention du Congrès sur les risques qu'il y aurait à laisser sur le bord du chemin telle ou telle fraction d'entre nous. Nous ne réussissons qu'ensemble. Nous avons besoin de toutes les énergies et de toutes les intelligences. L'heure n'est pas à la revanche, mais au rassemblement [...] C'est pourquoi nous déplorons, nous aussi, le climat de tension qui s'est installé dans le Parti. Au Comité directeur du 13 janvier, Michel Rocard avait attiré notre attention sur les risques de dérive de notre Congrès, permettez-moi de le citer. Il disait : "Quarante ans de militantisme m'ont appris que moins les désaccords sont fondamentaux, plus leur expression est conflictuelle, que dans les débats d'idées on essaie de convaincre, tandis que, dans les débats de personnes, on essaie de blesser". Mes camarades, il est urgent de reconstituer un pôle de stabilité et de recréer les conditions d'une vraie convivialité »*¹⁶⁶³.

Finalement, un accord assez bancal est trouvé pour satisfaire toutes les chapelles au comité directeur : 39 membres pour les motions 1 et 5, 33 pour les rocardiens¹⁶⁶⁴, 11 pour les chevènementistes et 9 pour les amis de Jean Poperen. Le 21 mars, le comité directeur acte une synthèse générale autour d'un texte unique intitulé « Rassembler à gauche » et acte un partage des responsabilités entre les différents courants sous la direction de Pierre Mauroy, reconduit premier secrétaire. Ce dernier est d'ailleurs assez amer. Il dénonce un congrès marqué par la logique des affrontements brutaux entre clans qui a donné une image écornée et salie du PS¹⁶⁶⁵. En vertu de l'accord, Pierre Mauroy est secondé par un fabiusien, le sénateur de Seine-Saint-Denis Marcel Debarge. Les rocardiens avait jugé que cet attelage permettrait à Laurent Fabius de contrôler la direction du parti. Ils songèrent à refuser l'accord si Pierre Mauroy n'était pas remplacé par le jospiniste Henri Emmanuelli, mais Lionel Jospin s'y opposa, pour ne pas rouvrir les plaies de la division¹⁶⁶⁶. Pierre Mauroy est confirmé comme premier secrétaire et il est décidé qu'il sera appuyé par un comité de coordination composé de cinq membres, un par motion.

Pour les rocardiens, c'est Gérard Lindeperg qui est désigné, avec comme tâche la formation, un poste en contact direct et permanent avec les fédérations et les militants, ce qui en fait une

1663 « Congrès national de Rennes, 15, 16, 17 et 18 mars 1990 », *Archives-Socialistes.fr*

1664 Michel Rocard, Maurice Adevah-Poeuf, Michèle André, Alain Bergounioux, Jean-Claude Boulard, Pierre Bourguignon, Pierre Brana, Robert Chapuis, Jacques Chérèque, Jean-Pierre Cot, Colette Deforeit, Yves Dollo, Tony Dreyfus, Claude Evin, Daniel Frachon, Sylvie François, Gérard Fuchs, Claudette Grosse, Jean-Pierre Joseph, Charles Josselin, Louis Le Pensec, Gérard Lindeperg, Gilles Martinet, Jean-Pierre Mignard, Jean-Claude Petitdemange, Bernard Poignant, Alain Richard, Jacques Salvator, Michel Sapin, Jean-Pierre Sueur, Yves Tavernier, Catherine Trautmann, Marcel Wacheux, « Le nouveau comité directeur du Parti socialiste », *Fonds Robert Chapuis, 103 APO 65, Parti socialiste 1989-1990, Fondation Jean-Jaurès*

1665 « Congrès national de Rennes, 15, 16, 17 et 18 mars 1990 », *Archives-Socialistes.fr*

1666 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, op.cit, p.402

position idéale pour accroître les réseaux locaux et pour infiltrer les ramifications locales du parti. Par ailleurs, le secrétariat national est divisé entre les chapelles : trois titulaires pour les motions 1 et 5, deux pour la motion rocardienne. Les proches de Michel Rocard obtiennent également trois secrétaires nationaux adjoints : Daniel Frachon pour les fédérations, Sylvie François¹⁶⁶⁷ et Gérard Fuchs pour les affaires européennes. Enfin, au bureau exécutif, les rocardiens disposent de trois titulaires (Pierre Brana, qui y demeure à la demande de ses amis rocardiens, Colette Deforeit et Alain Ricard) et de deux suppléants (Michel Sapin et Jacqueline Alquier). Enfin, Pierre Brana devient le représentant du courant rocardien au présidium du Comité directeur¹⁶⁶⁸.

Si cette synthèse n'est qu'une synthèse de façade, les rocardiens ont réussi leur pari. Leur pugnacité et leur résistance face à toutes les attaques ainsi que leur travail consciencieux d'affirmation de leur ligne semblent avoir porté des fruits et avoir été approuvées par une frange importante de la base socialiste. Désormais, les rocardiens sont bel et bien incontournables.

3) Le projet : poursuivre une affirmation sur le long terme

Gérard Lindeperg s'est fait remarquer durant le congrès. Son intervention fut longuement applaudie. Gérard Prévost écrit dans *le Progrès* : « Gérard Lindeperg a montré pendant le congrès un talent incontestable de négociateur et de porte-parole du courant rocardien »¹⁶⁶⁹ tandis que Catherine Lagrange, qui couvre le congrès, écrit « Gérard Lindeperg a incontestablement marqué des points »¹⁶⁷⁰. Dans les fédérations, les rocardiens progressent également, passant d'une douzaine de premiers fédéraux à une vingtaine. Dans la région de Gérard Lindeperg, la région Rhône-Alpes, les rocardiens tiennent près de la moitié des fédérations, avec l'Ain, la Loire, la Savoie et la Haute-Savoie¹⁶⁷¹. La motion rocardienne franchit la barre des 50 % dans neuf des dix mêmes départements qu'en 1985¹⁶⁷² : le Finistère, le Gers, le Loiret, le Maine-et-Loire, la Sarthe, les Yvelines, le Vaucluse, les Côtes-du-Nord et le Morbihan. Elle la franchit également dans six nouveaux départements¹⁶⁷³ : l'Ain, l'Ardèche, la Charente, le Gard, la Savoie et la Fédération des Français de l'étranger. Quant au dernier département où la motion rocardienne avait dépassé les 50 % en 1985, la Manche, la motion ne renouvelle pas la performance mais y demeure en tête. Comme dans

1667 Ancienne directrice de cabinet de Robert Chapuis

1668 « Comité directeur du 16 juin 1990 », *Archives-Socialistes.fr*

1669 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.211

1670 LAGRANGE Catherine, *Lyon Figaro*, 19 mars 1990

1671 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.273

1672 Document manuscrit sur les résultats par département, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 65, *Parti socialiste 1989-1990*, Fondation Jean-Jaurès

1673 Ibid

quinze autres départements¹⁶⁷⁴ : les Hautes-Alpes, l'Aube, l'Aveyron, la Corrèze, l'Ille-et-Vilaine, le Jura, la Loire, le Lot, la Mayenne, la Meurthe-et-Moselle, le Bas-Rhin, la Haute-Savoie, l'Essonne, la Marne et le Val-d'Oise. Ainsi, les rocardiens confirment la progression de leur ancrage et l'efficacité des cadres rocardiens dans leurs fédérations. Il n'y a que dans les Ardennes et le Tarn-et-Garonne que la motion rocardienne perd son statut de courant dominant. Mais cela ne change pas grand-chose à sa progression. Les rocardiens en ont également profité pour étendre leurs réseaux. Des bulletins d'inscription à l'actualité des Amis de Michel Rocard ont été soigneusement distribués tout au long de la campagne interne au Parti socialiste, ce qui a permis au courant d'étoffer ses fichiers¹⁶⁷⁵. Dans la stratégie d'extension des réseaux rocardiens, les élus sont également bien ciblés. Pour cela, le courant dispose d'un atout de marque : cette année 1990, le député Jean-Pierre Joseph, déjà vice-président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, est élu président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), l'association des élus du Parti socialiste, qui représente un excellent canal pour intensifier le maillage...

En revanche, Michel Rocard n'a certainement pas marqué de point dans l'échelle de l'estime que lui porte François Mitterrand. Le président de la République voit dans le fiasco du congrès la marque de son Premier ministre, qui aurait orchestré une division supplémentaire pour nuire à Laurent Fabius. Dès lors, il n'a qu'une idée en tête : attendre le bon moment, et le bon prétexte, pour se débarrasser de lui¹⁶⁷⁶. Les 24 et 25 août 1990, les Amis de Michel Rocard organisent des journées à Strasbourg. Pierre Brana y participe lors d'une table ronde sur la synthèse possible entre socialisme et écologie. Près d'un millier de personnes se rendent à ces journées lors desquelles quatorze ateliers thématiques sont organisés (Communication, Culture, Économie sociale, Éducation, Environnement et cadre de vie, Entreprises et politique industrielle, Jeunesse, Recherche, Justice, Relations Nord-Sud/Développement/Coopération, Ressources humaines et relations sociales dans l'entreprise, Politique Sociale, Sport, Agriculture et Développement local), chacun avec un animateur, pour poser les bases d'une réflexion dans les mois à venir et commencer à proposer quelques pistes¹⁶⁷⁷.

Les idées développées ont vocation à servir Michel Rocard et son « mouvement ». Les Clubs Convaincre sont une bonne base, avec une structuration qui se précise et des objectifs clairs. Convaincre n'entend pas devenir une structure politique à visée électorale locale ni s'affirmer comme une entité rivale du courant rocardien strictement interne au PS¹⁶⁷⁸. Au contraire, il doit contribuer à son rayonnement et à son élargissement en incitant de nouveaux membres à adhérer au

1674 Ibid

1675 Voir Annexe 12 : Carte d'inscription, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 65, Parti socialiste 1989-1990*, Fondation Jean-Jaurès.

1676 GUILLAUME Sylvie, *Les rebelles de la politique. Posture ou sincérité*, Armand Colin, 2022, p.121

1677 « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°62, novembre 1990 », *MichelRocard.org*

PS. En octobre 1990 est installé le Collectif National d'Animation, dont la mission revient essentiellement à proposer des actions de communication au niveau national et assurer à la demande des clubs une participation à différentes manifestations locales. Il est composé de Jean-Paul Foncel, qui fait office de secrétaire général, de Roger Bambuck (porte-parole), Robert Chapuis, Gérard Lindeperg, Jacques Chérèque, Alain Baldo (président du club de Paris), Jacques Cottureau (président du club de Rennes) Christiane Kuten (présidente du club de Reims), Paul Raveaud (président du club de Lyon) et André Robert (président du club de Besançon)¹⁶⁷⁹. Au-delà de cette structuration, les rocardiens veulent parfaire leur organisation géographique et leur maillage. Outre les Clubs Convaincre, ils veulent aussi constituer des réseaux locaux thématiques afin de continuer à développer des idées sur tous les sujets. Ils seraient animés par un noyau de coordination et formeraient des groupes régionaux. Plusieurs activités sont prévues : rencontres, rédaction de notes, échanges avec les cabinets ministériels et des parlementaires, organisations de colloques régionaux et nationaux...¹⁶⁸⁰ Début 1991 est installé un Conseil Scientifique. Présidé par Stéphane Hessel, composé d'une dizaine de personnalités, sa mission est de proposer des thèmes de réflexions et de débats pour les manifestations et les publications du courant¹⁶⁸¹.

Les 13 et 14 avril 1991 est organisé un grand colloque au CNIT-La Défense pour fêter le cinquième anniversaire des Clubs Convaincre et tracer le cap pour les prochaines années. Près d'un millier de personnes y participent. Six carrefours se tiennent autour de deux thèmes : « citoyens et démocratie : les nouvelles perspectives » et « la démocratie au quotidien : les nouvelles pratiques ». Tout l'état major de la rocardie participe au bon déroulement de cet événement¹⁶⁸². Les carrefours sont animés par un président (Michèle André, Robert Chapuis, Jacques Chérèque, Tony Dreyfus, Claude Evin, Louis Le Pensec) assisté par deux modérateurs (Jean-Michel Belorgey, Alain Bergounioux, Colette Deforet, Daniel Frachon, Sylvie François, Gérard Fuchs, Jean-Pierre Mignard, Olivier Mongin, Alain Richard, Michel Sapin, Patrick Viveret). Enfin, un rapporteur par carrefour (Nicolas Dupont-Aignan¹⁶⁸³, Jean-Paul Foncel, Eric Lombard, Paul Raveaud, Bernard

1678 « Relance du réseau Convaincre », rapport non-daté de Jean-Paul Foncel et Gérard Lindeperg, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1679 « Aux présidents des Clubs Convaincre », Lettre de Jean-Paul Foncel datée du 23 octobre 1990, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1680 « Après Strasbourg », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°62, novembre 1990 », *MichelRocard.org*

1681 « Aux présidents des Clubs Convaincre », Lettre de Jean-Paul Foncel datée du 23 octobre 1990, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1682 « Aux Présidents, modérateurs et rapporteurs des carrefours du Colloque Convaincre au CNIT-La Défense », Note de Jean-Paul Foncel datée du 8 avril 1991, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1683 TABET Marie-Christine, « Nicolas Dupont-Aignan, les tribulations d'un souverainiste », *Le Journal du Dimanche*, 9 mai 2017

Spitz, Frédéric Thiriez) recueille les apports des participants pour enrichir la synthèse générale prononcée par Roger Bambuck.

L'indépendance était une nécessité vitale pour le courant rocardien, qui devait conserver sa marge de manœuvre en dépit de la position de Michel Rocard, tout en faisant face aux critiques récurrentes des opposants du Premier ministre. Le pari est un succès. Maintenant qu'il a réussi à acquérir une place centrale au sein du Parti socialiste, le courant rocardien revient à un de ses premiers objectifs : permettre à Michel Rocard d'accéder à la présidence de la République

III) La feuille de route de Michel Rocard : s'affirmer et s'imposer comme dauphin

Le passage de Michel Rocard à Matignon lui a permis, en dépit de toutes les difficultés rencontrées, de renforcer son image d'Homme d'État dans l'opinion publique. Aussi, lorsqu'il quitte ses fonctions, contraint et forcé par François Mitterrand, il semble en position de force. Son statut d'ancien Premier ministre le place sur un pied d'égalité avec son principal rival interne, Laurent Fabius, tandis que le congrès de Rennes a fait de son courant un rouage essentiel pour la stabilité du Parti socialiste. C'est cette réalité que les rocardiens veulent désormais exploiter. Pour que Michel Rocard puisse prétendre à la succession de François Mitterrand, le PS doit mettre de côté ses querelles de chapelles. L'ambition des rocardiens, et de Michel Rocard, est de tourner progressivement la page du mitterrandisme en soudant le Parti socialiste autour d'une nouvelle logique unitaire, fondée sur la ligne rocardienne.

A) Une nouvelle stature à travailler

1) Une brutale fin de bail à Matignon

L'ambiance au sein du parti reste exécrationnelle et Michel Rocard demeure la cible d'attaque sous la cape de toute une partie de la famille socialiste. Jean Poperen critique l'intervention de Michel Rocard lors d'un séminaire sur le projet du PS : *« Je ne crois pas pour ma part, mais naturellement je ne suis pas forcément le meilleur interprète de sa pensée - le meilleur interprète de sa pensée c'est lui - je ne crois pas qu'il ait voulu en quoi que ce soit dicter au Parti Socialiste ce que doit être ce projet, il a donné son point de vue, avec toute une série de questions, qui naturellement n'est pas un quelconque point de vue - il est le Premier Ministre... mais sa qualité ne*

*clôt pas le débat, et je dirai même, donc - réjouissons-nous tous - qu'elle donne plus d'importance encore à ceux qui peuvent être amenés, face à ce qu'il a dit, à exposer leur propre point de vue »*¹⁶⁸⁴.

La démission d'Édith Cresson, fidèle de François Mitterrand, de son poste de ministre des affaires européennes le 2 octobre 1990 et ses critiques contre la politique menée par le Premier ministre sont décryptées comme un missile lancé depuis l'Élysée pour affaiblir davantage Michel Rocard. L'élection du président du groupe socialiste du 10 octobre est un nouveau coup dur pour la « rocardie ». Les rocardiens ne présentent pas de candidat, mais soutiennent conjointement avec les jospinistes Henri Emmanuelli, opposé à Jean Auroux, soutenu par Laurent Fabius et François Mitterrand¹⁶⁸⁵. La victoire de Jean Auroux apparaît comme un désaveu supplémentaire pour Michel Rocard, qui avait publiquement apporté son soutien à Henri Emmanuelli, disant qu'il s'inscrivait « *dans la logique de restructuration de l'après-Rennes* »¹⁶⁸⁶. Après ce double épisode, Michel Rocard reste au-dessus de la mêlée mais laisse ses fidèles hausser le ton contre l'attitude des mitterrandistes. Lors d'un comité directeur en février 1991, Gérard Lindeperg critique que « *depuis Rennes nous vivons une synthèse minimum, une synthèse de cohabitation plus que de collaboration* »¹⁶⁸⁷. Il fait le constat que les universités d'été des différents courants attirent plus de monde que celle du PS, induisant que la logique de parti est effacée car ce sont les courants « *qui produisent de l'idéologie, ce sont les courants qui désignent les candidats, ce sont les courants qui négocient les frontières du pouvoir* ».

Les Clubs Convaincre sont alors le refuge des rocardiens. Michel Rocard s'emploie à rassembler ses troupes fidèles : « *En lançant voici cinq ans une lettre et des clubs de réflexion, je ne vous cacherais pas que j'avais assez largement le sentiment d'une gageure [...] Dans un tel climat, où une droite revancharde et aveuglée de sa propre idéologie tenait le haut du pavé, pouvait-on réellement songer à rassembler des gens pour qui la politique consistait à expliquer plutôt qu'à asséner; à persuader plutôt qu'à dénoncer; à convaincre plutôt qu'à séduire. Convaincre. Derrière ce mot, il y avait- avant l'heure- une démarche d'ouverture car la première des ouvertures, c'est l'ouverture d'esprit. Et grâce à vous tous et à beaucoup d'autres, qui ne sont pas là aujourd'hui, ce pari fou d'il y a 5 ans a été gagné. Plus de 200 clubs, partout en France métropolitaine et Outre-mer; ont accompli un immense travail d'analyse, de proposition, de rassemblement. En février*

1684 « Comité directeur des 29 et 30 septembre 1990 », *Archives-Socialistes.fr*

1685 « L'axe Fabius-Chevènement », *Marianne*, 11 octobre 1990

1686 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, op.cit, p.598

1687 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.133

1986, j'écrivais aux premiers d'entre vous qui me faisaient l'amitié de m'accompagner dans cette aventure : le temps seul dira si c'est utile »¹⁶⁸⁸.

Les tensions s'accroissent entre Michel Rocard et François Mitterrand dont les relations, déjà fraîches, continuent de se dégrader. En réalité, François Mitterrand fut très contrarié par le dénouement du dernier congrès et est persuadé que Michel Rocard est l'auteur, le marionnettiste perfide, de ce fiasco. Dans l'esprit de François Mitterrand, la situation n'est pas très différente que lorsqu'il devait subir la cohabitation. Certes, contrairement à 1986, il dispose d'une majorité, relative, mais d'une majorité tout de même, et nombre de ses lieutenants sont dans les arcanes du pouvoir. Mais voilà près de quatre ans qu'il « *cohabite dans la tension avec deux hommes, Chirac et Rocard, qui ne sont pas de son camp ou de son clan* »¹⁶⁸⁹. Les proches de Michel Rocard avaient pourtant espéré que François Mitterrand finirait par reconnaître les qualités de Michel Rocard. Aussi, les consignes fixées par Jean-Paul Huchon étaient d'éviter toute polémique inutile. Mais il a fallu se résigner à l'idée que François Mitterrand n'épargnerait rien à Michel Rocard, qui essaie de tenir sa position. Le 6 mars, il détaille dans *Le Monde* son programme pour les prochains mois, envoyant ainsi le signal qu'il entend demeurer Premier ministre¹⁶⁹⁰. Mais ce calendrier n'est pas celui du chef de l'État, qui refuse en avril 1991 que Michel Rocard procède à un remaniement de son gouvernement. Depuis le début du printemps, qui marque la fin de la guerre du Golfe, François Mitterrand consulte activement sa garde rapprochée pour déterminer un nouveau départ, sans Michel Rocard est-il besoin de le préciser, aussi, rien ne doit conforter le futur ancien Premier ministre. Au contraire, François Mitterrand souhaiterait que Michel Rocard parte de Matignon sur une mauvaise note. Il voudrait le rendre responsable d'une hausse des cotisations sociales afin de ternir son image auprès de l'opinion publique. Mais Michel Rocard freine, refusant de devenir le réceptacle de l'impopolarité juste avant d'être démis ou de devoir se démettre. Dès lors, les relations entre les deux têtes de l'exécutif prennent l'allure d'une partie d'échec feutrée. Jusqu'à la fin de la partie.

Le 15 mai 1991, le président de la République obtient la démission de Michel Rocard. En coulisse, ce divorce est d'une grande brutalité : « *Il [Michel Rocard] va voir Mitterrand pour une question, ce dernier lui dit à partir de maintenant vous n'êtes plus Premier ministre* »¹⁶⁹¹. Le jour même de la démission, quelques heures avant qu'elle soit officielle, le traditionnel conseil des

1688 « Discours de M. Michel Rocard, Premier ministre, devant les Clubs Convaincre, Paris le 14 avril 1991 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1689 SCHEMLA Élisabeth, *Édith Cresson, la femme piégée*, Flammarion, 1993, p.25

1690 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, op.cit, p.649

1691 Entretien entre Guy Saint-Martin et Nadia Ayache, 11 juillet 2014, dans AYACHE Nadia, « Maillage et implantation du socialisme en Aquitaine (acteurs, réseaux, mobilisations électorales) de 1958 à la fin des années 1990 », Thèse École Doctorale Montaigne Humanités, op.cit, Vol.3, p.162

ministres avait pourtant eu lieu. C'est à la fin de la réunion que Michel Rocard annonce à ses proches membres du gouvernement le sort qui l'attend¹⁶⁹². Édith Cresson est choisie par François Mitterrand pour lui succéder. Une nomination qui est aussi une marque supplémentaire de l'hostilité de François Mitterrand envers Michel Rocard : le président de la République le remplace par une de ses plus violentes détractrices, qui avait démissionné du gouvernement Rocard par le biais d'une lettre corrosive, qui plus est, relue et approuvée par le chef de l'État¹⁶⁹³. Ce remplacement est d'une grande violence symbolique.

Cette éviction soudaine ne facilite pas les relations entre mitterrandistes et rocardiens. Michel Rocard reste néanmoins l'homme politique de gauche le plus populaire du pays¹⁶⁹⁴. Paradoxalement, son départ est, selon plusieurs observateurs, une chance de sortir par la grande porte avant d'être trop carbonisé par « l'Enfer de Matignon » et de conserver toutes ses chances pour la présidentielle de 1995¹⁶⁹⁵. D'ailleurs, dans son allocution expliquant le changement de tête à Matignon, François Mitterrand semble lui passer le relais : « *Michel Rocard a, pendant trois ans à la tête du gouvernement, pris une part déterminante à la conduite de la politique française. Il a consacré de grandes qualités, réalisé de vraies réformes et obtenu d'utiles résultats. L'histoire associera son nom au progrès de la France pendant cette période. Je le remercie comme je remercie les membres de son gouvernement, et je suis assuré qu'il saura, le jour venu, rendre d'autres services au pays.* »¹⁶⁹⁶

L'éviction de Michel Rocard peut donc sembler brutale, mais elle n'est pas considérée dans le microcosme politique comme une fin. L'opinion publique est aussi bien disposée à l'égard de Michel Rocard, faisant de lui le mieux placé pour le second tour de l'élection présidentielle de 1995, à égalité avec Valéry Giscard d'Estaing et battant aussi bien Jacques Chirac que Raymond Barre (53 % contre 47 %) ¹⁶⁹⁷. Ainsi, dans ce qui ressemble de plus en plus à une fin de règne crépusculaire, la nouvelle aurore Rocard semble se profiler à l'horizon.

1692 CHEREQUE Jacques, *La rage de faire*, op.cit, p.192

1693 SCHEMLA Élisabeth, *Édith Cresson, la femme piégée*, op.cit, p.20

1694 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.141

1695 *Le Figaro*, 15 mai 1991

1696 « La nomination d'Edith Cresson à Matignon », 15 mai 1991,

<https://fresques.ina.fr/miterrand/fiche-media/Mitter00224/la-nomination-d-edith-cresson-a-matignon.html>

1697 *L'Express*, 16 mai 1991

2) Un espace à conquérir, un potentiel à exploiter : un bilan et une équipe mis à contribution

La plupart des rocardiens suivent leur chef dans le départ, notamment Robert Chapuis, Roger Fauroux, Roger Bambuck, Louis Besson¹⁶⁹⁸, Jacques Chérèque et Michèle André. Il est demandé à Michel Rocard de proposer quelques noms pour le nouveau gouvernement. Mais finalement, dans le gouvernement d'Édith Cresson, les rocardiens ne sont représentés que par une poignée de proches de Michel Rocard : Louis Le Pensec conserve ses fonctions de ministre des DOM-TOM, Catherine Tasca est nommée ministre déléguée à la Francophonie. Entrent le maire d'Orléans Jean-Pierre Sueur comme secrétaire d'État chargé des collectivités locales et Michel Sapin comme ministre délégué auprès du Garde des sceaux Henri Nallet. Jean-Pierre Sueur avait notamment parlé de sa nomination avec Michel Rocard, qui avait avalisé, estimant bénéfique que certains de ses proches soit présents au gouvernement¹⁶⁹⁹. Jean-Paul Huchon, qui avait espéré entrer au gouvernement, suivant le modèle de Michel Delebarre, ancien directeur de cabinet de Pierre Mauroy à Matignon devenu ministre dans le gouvernement Fabius, est refusé par François Mitterrand¹⁷⁰⁰.

Dans les cabinets, quelques fidèles de Michel Rocard parviennent à conserver leur place, comme Sylvie Hubac, conseillère technique à Matignon qui intègre la direction du cabinet de Jack Lang à la Culture¹⁷⁰¹ ou Alain Prestat, conseiller industriel de Michel Rocard puis directeur adjoint de son cabinet, qui conserve cette fonction auprès d'Édith Cresson¹⁷⁰². Tandis que certains rocardiens sortis du gouvernement comme Claude Evin récupèrent leurs sièges à l'Assemblée nationale en obtenant la démission de leurs suppléants et en gagnant des élections partielles, Robert Chapuis fait le choix de laisser son suppléant rester en exercice jusqu'aux prochaines élections. Il pense plutôt à se présenter aux cantonales et régionales de 1992. Il en profite également pour se réinvestir dans l'organisation du courant.

Les rocardiens ne perdent également pas les occasions qui se présentent à eux pour s'en prendre à Édith Cresson. Gérard Gouzes et François Patriat « *se moquent ouvertement* » de la Première ministre durant la suspension de séance du 22 mai 1991, jour où elle prononce à l'Assemblée nationale son discours de politique générale¹⁷⁰³.

1698 Nommé ministre délégué chargé du Logement à l'occasion du remaniement du 29 mars 1989, il devient le 21 décembre 1990 ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer.

1699 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

1700 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, Seuil, 1999, p.24

1701 COTTA Michèle, *Le Rose et le Gris. Prélude au quinquennat de François Hollande*, Fayard, 2012, p.84

1702 SCHEMLA Élisabeth, *Édith Cresson, la femme piégée*, op.cit, p.242

1703 Ibid, p.122

Si l'éviction de Michel Rocard, motivée avant tout par les sentiments de François Mitterrand, fut brutale, elle n'hypothèque pas son avenir ni son image d'homme d'État comme l'attestent les enquêtes d'opinion, les rocardiens, y compris les plus diplomates, ont acquis la certitude que François Mitterrand ne ferait rien pour aider Michel Rocard à lui succéder en 1995, et que pire encore, il serait capable de lui compliquer la tâche, en dépit de ses douces paroles. Son entourage comporte encore bien des personnalités de poids désireuses de récupérer le flambeau. Pour conserver son image de meilleur candidat socialiste potentiel, il ne s'installe pas au 266, ce qui renverrait trop à une image de chef de clan, mais dans des locaux loués au 63 rue de Varenne. Il s'entoure de plusieurs fidèles, à l'image d'Yves Colmou, Guy Carcassonne, Alain Bergounioux, Marie Bertin, Marisol Touraine¹⁷⁰⁴ et Catherine Le Galiot mais le nexus rocardien est surtout au domicile même de Michel Rocard, 14 cité Vanneau (ou dans celui de Tony Dreyfus quand Michel Rocard est en déplacement¹⁷⁰⁵), où il réunit pour un déjeuner hebdomadaire sa garde rapprochée.

C'est pendant ces déjeuners que les décisions rythmant l'existence du courant sont discutées et décidées. Gérard Lindeperg fait partie des convives. Et il assiste également aux réunions de coordination du courant tenues au 266 de façon hebdomadaire, auxquelles se joint parfois Michel Rocard. Ce dernier constate d'ailleurs des dissensions dans son entourage, ce qui grippe quelque peu l'organisation du courant, notamment entre Guy Carcassonne et Jean-Paul Huchon¹⁷⁰⁶. Avant l'été, Jean-Paul Foncel diffuse une lettre de Michel Rocard pour tracer la perspective des Clubs Convaincre lors des prochains mois. Michel Rocard se félicite de leur bilan, affirmant que nombre des réformes qu'il a menées furent inspirées du travail des Clubs et leur fixe comme objectif de « *réconcilier les citoyens avec la chose publique* »¹⁷⁰⁷. Michel Rocard fait son retour le 31 août 1991 devant les clubs Convaincre à Chambéry. L'évènement est particulièrement organisé par Gérard Lindeperg. Michel Rocard détaille sa vision générale des choses et s'inscrit clairement dans le « *socialisme démocratique* » qui doit permettre la « *construction d'une société solidaire dans une économie de marché* »¹⁷⁰⁸ et appelle ceux qui s'y reconnaissent à rejoindre son combat. Pour lui, les partisans du socialisme démocratique sont « *les seuls à incarner le refus des injustices, des inégalités, de l'argent-roi, et, pour porter l'espoir de la solidarité, de l'égalité des chances et de la démocratie de tous les jours* »¹⁷⁰⁹. Une profession de foi qui atteste de l'évolution personnelle de Michel Rocard, et de celle de son courant. On est loin de 1967 où Michel Rocard dénonçait la ligne

1704 Née en 1959, elle fut à Matignon sa conseillère chargée des questions géostratégiques

1705 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.341

1706 ROCARD Michel, *Si la gauche savait, Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.331

1707 Envoi de Jean-Paul Foncel aux présidents des Clubs Convaincre, daté du 10 juin 1991, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1708 Voir Annexes : « Intervention de Michel Rocard, Chambéry, le samedi 31 août 1991 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1709 Ibid

social-démocrate de la SFIO : « *Le PSU a entrepris une tâche qui consiste d'abord à bâtir un squelette- un parti politique- puis à lui donner une chair, nous le courant socialiste [...] Nous nous distinguons nettement aussi d'une tradition social-démocrate qui a finalement renoncé à donner à ce pays des structures socialistes* »¹⁷¹⁰.

Fondant leur crédibilité et leur discours sur l'action, les rocardiens communiquent sur le bilan à Matignon de leur chef. Comme l'écrivait Gérard Lindeperg, il faut populariser le bilan de Michel Rocard et s'en servir pour préparer l'avenir. L'opération est d'autant plus importante que Édith Cresson ne cesse de dénigrer publiquement « *l'héritage* » légué par son prédécesseur, au point que Michel Rocard lui-même finit par sortir de son silence. Le 12 juillet, il adresse une lettre amère à celle qui a pris sa place à Matignon : « *Chère Édith, Quoique trouvant le procédé discutable, j'ai en politique assez d'expérience et de longanimité pour avoir seulement souri de la mise en cause dans tel ou tel lieu de l'exécutif de mon héritage, dont chacun sait au demeurant que je l'aurais volontiers assuré moi-même. Mais nous approchons des deux mois et je trouve que ce thème a fait long feu. Je ne voudrais le voir ni durer ni ressurgir. Il m'est arrivé de souhaiter que tu te souviennes mieux de notre conversation de passation de pouvoirs. En tout cas, mon souhait d'aujourd'hui est de pouvoir ne dire cela qu'à toi. Je ne doute pas que ce soit suffisant* »¹⁷¹¹.

De leur côté, les rocardiens font entendre une musique différente et mettent en avant les réussites de Michel Rocard. Le numéro de *Convaincre* de septembre 1991, qui reprend d'ailleurs le sous-titre « la lettre des Amis de Michel Rocard », reproduit un dessin de Plantu publié dans *Le Monde* le 31 août 1991 : on y voit Michel Rocard, vêtu comme un athlète grec, à côté d'une immense pile de dossiers sous l'œil de plusieurs caméras tandis que Jean-Paul Huchon lui glisse « *et maintenant, si tu pouvais soulever tout ça devant les photographes ce sera bien pour toi, coco* »^{1712 1713}. Les prochains numéros servent à communiquer et populariser le bilan de Rocard et ainsi entretenir son image en vue d'une dynamique future. Le numéro 65 revient sur le bilan Outre-Mer de Rocard. 13 actions sont présentées¹⁷¹⁴. Le numéro 66 résume le bilan environnemental¹⁷¹⁵

Par ailleurs, les rocardiens réalisent un état des lieux. Ils revendiquent 163 clubs dans tous les départements métropolitains et d'Outre-Mer ainsi que vingt réseaux thématiques qui travaillent

1710 ROCARD Michel, *Le PSU et l'avenir socialiste de la France. Histoire et sociologie d'un parti*, Seuil, 1969, p.142-143

1711 SCHEMLA Élisabeth, *Édith Cresson, la femme piégée*, op.cit, p.223

1712 « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°64, septembre 1991 », *MichelRocard.org*

1713 Voir Annexes, « Intervention de Michel Rocard, Chambéry, le samedi 31 août 1991 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1714 « 13 actions pour le développement de l'Outre-Mer », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°65, octobre 1991 », *MichelRocard.org*

1715 « Bilan environnemental du gouvernement Rocard », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°66, novembre 1991 », *MichelRocard.org*

sous l'autorité de Jacques Mistral : Agriculture, Aménagement du territoire, Communication, Culture, Outre-mer, Droits de l'homme, Économie sociale, Éducation, Entreprise et politique industrielle, Environnement et cadre de vie, Europe, Finances et assurances, Justice, Planète solidaire, Recherche, Ressources humaines et relations sociales dans l'entreprise, Révolution de l'intelligence, Santé, Travail et politique sociale, Sport¹⁷¹⁶. Une réorganisation est néanmoins nécessaire. D'abord, parce que Jean-Paul Foncel a quitté ses fonctions au « 266 » de secrétaire général de la permanence de Michel Rocard et des Clubs Convaincre, pour réintégrer EDF, sans pour autant se retirer de l'aventure rocardienne¹⁷¹⁷. José Garcia, qui a remplacé Jean-Paul Foncel, souligne que la galaxie rocardienne en dehors du PS est trop éclatée¹⁷¹⁸.

Le courant s'appuie sur trois unités distinctes, à savoir le collectif national, le collectif des réseaux et le comité de rédaction de la « Lettre Convaincre ». L'indépendance de ces trois unités pose des problèmes d'organisation générale. Par exemple, la composition du comité de rédaction de la lettre ne permet pas au collectif national de suivre sa publication¹⁷¹⁹ (il est alors composé de Jacques Mistral, Frédéric Thiriez, Jean-Paul Foncel, Nicolas Dupont-Aignan, Eric Lombard, Gilles de Margerie, José Garcia et Marie-Claude Ferradou). Ou l'absence de coordination entre les réseaux et les clubs, pourtant complémentaires. Aussi, José Garcia propose de faire du collectif national la seule structure de décision et de coordination. Dans cette idée, il propose un collectif national de 15 à 18 membres présidé par Jacques Chérèque, avec quatre groupes de travail : l'animation-coordination qui serait sous l'autorité du président Chérèque, l'orientation pilotée par Stéphane Hessel et Roger Fauroux, les réseaux placés sous l'autorité de Robert Chapuis et Jacques Mistral et le comité de rédaction de la Lettre confié à François Soulage et Eric Lombard. José Garcia serait le secrétaire général de ce nouveau collectif¹⁷²⁰.

La nouvelle direction du collectif est officialisée dans la Lettre *Convaincre* : Jacques Chérèque en est le président. Robert Chapuis est vice-président aux côtés des anciens ministres Michèle André, Roger Bambuck¹⁷²¹ et Roger Fauroux. José Garcia¹⁷²² est le secrétaire général, Bernard Prunier le trésorier et Marie-France Grangette, la secrétaire des clubs. Treize membres complètent ce collectif¹⁷²³ : Gérard Lindeperg, Alain Bergounioux, Jean-Paul Huchon, François

1716 « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°64, septembre 1991 », *MichelRocard.org*

1717 Lettre de Jean-Paul Foncel aux membres du Conseil politique datée du 13 septembre 1991, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1718 « Note à l'attention de Jacques Chérèque », non datée, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1719 Ibid

1720 Ibid

1721 Ancien grand athlète, secrétaire d'État chargé des Sports sous les gouvernements Rocard

1722 Ancien conseiller de Roger Bambuck et ancien Premier fédéral de l'Essonne

1723 « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°68, janvier 1992 », *MichelRocard.org*

Soulage, Eric Lombard¹⁷²⁴, Jean Lapeyre, Michèle Sellier, Jacques Cottereau, Paul Raveaud, Michel Bernard, Jean Laroze, Jacques Mistral¹⁷²⁵ et Jean-Paul Foncel.

En novembre 1991, plusieurs réunions sont organisées par les Clubs Convaincre, relancés par Robert Chapuis pour « *garder des contacts et définir des orientations* »¹⁷²⁶. La base rocardienne espère une nouvelle coalition interne au PS, avec la constitution d'un axe majoritaire avec les rocardiens. Mais le sentiment envers la direction du courant est mitigé. Les militants trouvent que l'organisation, les rôles et les missions des clubs et réseaux ne sont pas clairs. Et que le courant devrait s'affirmer davantage, ne pas tout attendre de Michel Rocard. Il doit être plus dynamique, car il s'est démobilisé en raison de la période Matignon, et affirmer son identité au sein du parti¹⁷²⁷. Quant à Michel Rocard, il doit sortir de son silence, faire une rentrée dynamique pour remobiliser les réseaux rocardiens et incarner une certaine idée de la gauche socialiste. Il doit convaincre au sein du PS, car il ne pourra triompher sans ou contre l'appareil, ce qui inclut la mobilisation interne des rocardiens pour sa rénovation. Une position qui ne fait pas l'unanimité. Par exemple, Alain Maurice¹⁷²⁸ explique dans une lettre démissionner du PS car le parti consacrerait toute son énergie à « *s'assurer des places, monopoliser des postes, cumuler des mandats* », au point que la lutte pour les idées ne peut se faire qu'en dehors de la structure¹⁷²⁹. Alain Maurice explique vouloir se consacrer à Convaincre et demande à Gérard Lindeperg d'intervenir auprès de Michel Rocard pour que ce dernier prenne « *une initiative visant à rassembler tous ceux qui se détournent aujourd'hui de la politique* »¹⁷³⁰, attestant l'importance de la société civile pour les rocardiens par rapport aux politiques.

Ainsi, en dépit de leur éviction du gouvernement, les rocardiens entendent tenir leurs positions au sein du parti, peser sur ses orientations et sur les investitures pour les élections à venir. Toute l'action de Michel Rocard doit être mise à profit. Michel Rocard lui-même prévoit de se montrer par des déplacements en province à partir de 1992. Il faut dire que, après son départ, Michel Rocard s'est muré dans le silence médiatique. Il semble que le vide soudain après l'essor de Matignon lui pèse sur le moral. Devant ses proches, il affiche tout son scepticisme quant à ses chances de remporter la prochaine élection présidentielle, au point que Jean-Claude Petitdemange en vient à lui demander s'il veut vraiment être victorieux¹⁷³¹.

1724 Cadre chez Paribas, il fut le conseiller technique de Louis Le Pensec et est à présent conseiller de Michel Sapin

1725 Polytechnicien et économiste, il fut le conseiller économique de Michel Rocard à Matignon

1726 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

1727 « Rencontres régionales, 16-17 novembre 1991 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1728 Futur cadre socialiste de la Drôme. Il sera notamment maire de Valence entre 2008 et 2014

1729 « Aux camarades de la motion 3 », lettre d'Alain Maurice datée du 7 novembre 1991, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1730 Ibid

1731 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.266

B) Le labyrinthe de Solférino

1) Une nouvelle donne interne au Parti socialiste

C'est à cette période qu'émerge un nouveau prétendant sérieux : Jacques Delors. Ancien du cabinet de Jacques Chaban-Delmas, figure de la gauche social-démocrate chrétienne, catholique de gauche, le président de la Commission européenne profite du silence de Michel Rocard pour occuper l'espace laissé en jachère. Les deux hommes partagent à peu de choses près la même ligne idéologique, celle d'une gauche ouverte et pragmatique, susceptible de plaire à une frange de la droite modérée et du centre-droit. Jacques Delors revendique fonder son corpus sur « *le couple solidarité/responsabilité* », revendique avoir le souci du réel et du possible. Comme Michel Rocard, il revendique son admiration pour Pierre Mendès France¹⁷³², et était même présent au congrès fondateur du PSU, même s'il n'y fut pas longtemps engagé¹⁷³³. Jacques Delors s'inscrit pleinement dans la tendance social-démocrate qu'il définit « *comme un double compromis entre l'État et le marché et entre le patronat et les travailleurs. Ce double compromis est ce qui a permis de forger le socialisme dans ce qu'il a de meilleur, c'est-à-dire non-autoritaire, non-pagailleux* »¹⁷³⁴. Une profession de foi que ne renierait pas Michel Rocard. Selon Jacques Delors, lui et Michel Rocard entretiennent des relations d'amitié depuis la fin des années 1950¹⁷³⁵. Mais les deux hommes ne suivent pas la même stratégie. Bien que proches idéologiquement et personnellement, Jacques Delors ne s'est jamais vraiment éloigné du clan de François Mitterrand. Avant le congrès de Metz, il fait part à Michel Rocard de son refus de suivre sa tactique d'opposition à François Mitterrand et tente, en vain, après le congrès, d'établir des ponts entre les deux hommes¹⁷³⁶.

Désormais, il semble être à son compte. Selon plusieurs sondages, Jacques Delors surpasse Michel Rocard, en popularité et en crédibilité pour incarner la gauche en 1995. Il convainc bien au-delà des frontières classiques de la gauche, dans une image syncrétique. Respecté pour son statut de dirigeant européen¹⁷³⁷, il laisse une bande de jeunes cadres montants du PS, qui se revendiquent comme « *transcourants* », donc extérieurs à toutes ces querelles incessantes de chapelles, faire sa promotion durant l'été 1991. Parmi eux, on trouve Martine Aubry, fille de Jacques Delors et

1732 AMAR Cécile, *L'homme qui ne voulait pas être roi. Conversations avec Jacques Delors*, Grasset, 2016, p.48-49

1733 DELORS Jacques, *Mémoires*, Plon, 2004, p.120

1734 AMAR Cécile, *L'homme qui ne voulait pas être roi. Conversations avec Jacques Delors*, op.cit, p.50

1735 DELORS Jacques, *Mémoires*, op.cit, p.42

1736 Ibid, p.122

1737 Jacques Delors est président de la Commission européenne depuis 1985

ministre du Travail, Ségolène Royal, députée des Deux-Sèvres, Pierre Moscovici ainsi que François Hollande, député de Corrèze, proche de Lionel Jospin, et chef de file de ces transcourants.

Le 4 décembre 1991, Robert Chapuis regroupe les 24 animateurs des réseaux thématiques pour faire le point sur leurs travaux en cours et préparer de nouvelles orientations pour structurer la coordination entre les réseaux, les experts et les clubs. Mais le début de la nouvelle année est marqué par un changement : le 9 janvier, Pierre Mauroy annonce au comité directeur sa démission du poste de premier secrétaire. Gérard Lindeperg avait été mis dans la confiance par Pierre Mauroy lui-même qui lui avait glissé : « *Voilà mon cher Gérard, j'ai décidé de démissionner. Laurent me remplacera à la tête du parti et Michel sera notre candidat virtuel à la présidentielle de 1995* »¹⁷³⁸. Devant le comité, Pierre Mauroy fait part de son souhait de voir un grand rassemblement de toutes les forces du PS pour aborder, et remporter, les prochaines élections. Il exprime publiquement son soutien à l'optique d'une candidature de Michel Rocard pour la présidentielle de 1995¹⁷³⁹. Il annonce son souhait de voir Laurent Fabius lui succéder, louant ses « grandes qualités » pour faire du PS un « *Parti rassemblé, un Parti définitivement sorti de ses déchirements, de ses contradictions, et qui est déterminé à assurer la pérennité et la victoire du Socialisme* »¹⁷⁴⁰. Enfin, les jospinistes recevront la présidence de l'Assemblée nationale et pourront désigner celui qui y succédera à Laurent Fabius (cela sera Henri Emmanuelli)¹⁷⁴¹.

Les rocardiens, par la voix de Michel Rocard sorti de sa torpeur, ne s'opposent pas à cette idée au nom du rassemblement et de la prédominance de l'étiquette commune de socialiste sur les considérations claniques des courants : « *Nous sommes désormais largement réunis, nous sommes désormais largement unis, pour que cela dure. Pour que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets, il faudra poursuivre la rénovation du Parti, le faire dans l'unité la plus large, avec comme priorité première que les courants ne constituent plus autant de citadelles et soient avant tout des courants de pensée, pour faire vivre notre projet [...] Il n'y a pas entre nous des gagnants et des perdants. Ou les socialistes gagnent et nous gagnerons tous, ou ils perdent et tous nous perdrons. A quoi bon un courant prospère dans un parti délabré ? Nous avons été assez avisés, je crois, pour le comprendre et surmonter d'anciennes querelles et d'anciens affrontements. Ceux qui nous ont opposés dans le passé, Laurent, et récemment encore, ont été parfois vifs, parfois durs, mais après tout, il m'est souvent arrivé, et à beaucoup d'entre vous, d'être en désaccord avec tel ou tel d'entre vous, que tel ou tel soient en désaccord avec moi, tous nous y avons survécu et nous avons su surmonter cela. Il suffit de se rappeler que nous sommes tous, et avant tout des*

1738 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.277

1739 « Comité directeur du 9 janvier 1992 », *Archives-Socialistes.fr*

1740 Ibid

1741 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, op.cit, p.134

Socialistes, membres du même parti, héritiers de la même histoire »¹⁷⁴². Michel Rocard avait eu un entretien avec Pierre Mauroy, qui avait réussi à le convaincre du bien-fondé de laisser Laurent Fabius prendre les rênes du parti en échange de la perspective de faire du chef de file de la deuxième gauche le candidat de la famille socialiste pour l'élection présidentielle de 1995¹⁷⁴³... bien que tous les rocardiens ne soient pas enchantés par cet axe Rocard-Fabius.

Le Parti socialiste se révèle ainsi être en pleine mutation, avec l'émergence de nouvelles personnalités et un changement de direction. Autant de manœuvres politiques qui annoncent déjà des calculs à venir en vue de la future élection présidentielle. Pour les rocardiens, cette nouvelle donne implique une révision de leur logiciel.

2) Les rocardiens et le parti unitaire, un nouveau pari

Cette idée de « nous sommes tous socialistes » s'inscrit dans le plan de Michel Rocard pour représenter le PS à la prochaine présidentielle : en faisant taire les affirmations de courant, Michel Rocard tient à apaiser les relations internes pour s'assurer du soutien (nécessaire) de tout le parti. Ménager Laurent Fabius, c'est ménager François Mitterrand, c'est éviter un obstacle interne potentiel pour 1995. Et puis, il y a de toute façon cette promesse de candidat « virtuel ». A ce sujet, l'équipe de Michel Rocard est prudente. Le soutien de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius à une candidature Rocard est une belle avancée. Mais certains, dont Gérard Lindeperg, sont inquiets par l'usage de l'adjectif « virtuel », qui montre une certaine fragilité de la situation. Malgré cela, Gérard Lindeperg est convaincu qu'il faut saisir la balle au bond et exploiter au mieux cette répartition des rôles¹⁷⁴⁴.

Pierre Brana est encore plus sceptique et voit dans cette arrivée de Laurent Fabius aux commandes du PS une manœuvre de François Mitterrand pour le placer en pôle position pour 1995¹⁷⁴⁵. Le pari est pour le moins audacieux. Virtuel ce n'est pas officiel et par conséquent, entre ce moment et 1995, il peut se passer beaucoup de choses susceptibles de modifier la donne. Dans les coulisses du PS, il se dit que François Mitterrand projette que la position de chef de Laurent Fabius en fasse le candidat naturel et incontestable de son camp en 1995. Car Laurent Fabius est bel et bien le chef du PS, tandis que Michel Rocard n'est que le champion putatif, car désigné trois ans en avance¹⁷⁴⁶. L'un a du concret, l'autre n'a que des promesses. Mais Michel Rocard n'a guère le choix. Cet accord lui permet au moins d'écarter de l'équation un rival bien plus dangereux, dont la

1742 « Michel Rocard- Comité directeur, 9 janvier 1992 » dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1743 « Michel Rocard se met d'accord avec Laurent Fabius », *Les Échos*, 8 janvier 1992

1744 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.279

1745 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.193

1746 « Fabusiens et rocardiens : bizarre alliance », *La Presse*, 11 janvier 1992

stature et la ligne sont très proches des siennes, Jacques Delors. Michel Rocard élargit même son éventail de partisans, avec le ralliement de Jean-Marc Ayrault, qui s'est éloigné du courant de Jean Poperen. S'il ne devient pas à proprement parler un rocardien, dans le sens où il n'agrandit pas le cercle des lieutenants de Michel Rocard comme Jean-Pierre Cot ou Jean-Pierre Worms en leur temps, le député-maire de Nantes se rapproche de la galaxie rocardienne. En novembre 1991, il avait plaidé que les courants fabiusiens, jospinistes et rocardiens officialise Michel Rocard comme candidat du PS pour la prochaine élection présidentielle¹⁷⁴⁷.

Cette réconciliation des frères ennemis d'hier est illustrée par la promotion de Gérard Lindeperg comme numéro 2 du PS. La fonction n'existe pas dans les statuts du parti et peut être assimilée à une vice-présidence. Dans l'exercice, cela consiste à animer et à coordonner les activités du parti. Prévues dans les termes du contrat pour être réservées à un rocardien, Gérard Lindeperg n'était pourtant pas volontaire pour occuper une telle fonction. Alors que d'autres rocardiens, comme Claude Evin sont très intéressés et le font savoir à Michel Rocard. Ne voulant pas se perdre dans des intrigues, Gérard Lindeperg laisse faire. Et paradoxalement cela joue en sa faveur. Agacé par ces offres de service, Michel Rocard veut confier ce poste à un homme de confiance qui avait fait ses preuves à la tête du courant et à la direction du parti.

Le nom de Gérard Lindeperg fait consensus auprès du cœur de la « rocardie ». Jean-Claude Petitdemange, Guy Carcassonne et Tony Dreyfus estiment qu'il est le mieux placé. C'est de cette manière que Michel Rocard propose la place à Gérard Lindeperg, qui accepte, estimant que cette charge était en cohérence avec son rôle de coordinateur du courant¹⁷⁴⁸. Il emmène notamment avec lui Irène Bodogué. Il tient néanmoins à conserver le secrétariat à la formation qu'il considère comme l'engagement de sa vie : dès 1954 au PSU, il animait la commission fédérale « Éducation » et fut en liaison avec Robert Chapuis qui coordonna ce secteur au secrétariat national à partir de 1967. Puis au PS, il fut responsable de la commission formation des militants du Rhône avant de devenir le secrétaire national chargé d'animer cette activité pour l'ensemble des adhérents. Et au conseil régional de Rhône-Alpes, il fut le chef de file du groupe PS à la commission Formation professionnelle (et sera porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale sur ces questions entre 1997 et 2002).

Suite à cette promotion, la presse nationale s'intéresse grandement à lui. Il est entre autre qualifié « d'homme de Rocard » et même de « superpréfet du rocardisme ». Il joue pleinement son rôle, faisant tout pour gommer la frontière entre PS et courant rocardien : « *Mon courant est en train de tourner une page. Jusqu'ici on était rocardien avant d'être socialiste. Maintenant on peut*

1747 « Un entretien avec le maire de Nantes : M. Jean-Marc Ayrault souhaite que, sans attendre, le PS choisisse M. Rocard comme candidat à l'élection présidentielle », *Le Monde*, 20 novembre 1991

1748 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.280

être socialiste avant d'être rocardien. Mes amis doivent abandonner les réflexes de culture minoritaire pour assumer le parti tout entier »¹⁷⁴⁹. Une fois de plus, il faut comprendre dans ces mots toute la nuance de la stratégie rocardienne : le courant n'a plus vocation à jouer un rapport de force avec le parti mais à le noyauter pour en devenir le centre de gravité. Ce n'est pas le courant qui va se fondre dans le parti, mais le parti qui va se « rocardiser » suffisamment. Michel Rocard sera le candidat du PS et de tous les socialistes, mais d'un PS rénové par les idées qu'il porte et des socialistes désormais acquis à ces mêmes idées. Le parti ne sera pas pris par la force mais va de lui-même glisser doucement mais sûrement dans le giron du rocardisme. Aussi, les rocardiens ont tout intérêt à jouer pleinement le jeu... tout en défendant leurs intérêts. Ils sont donc écartelés entre fidélité et autonomie.

Le 25 janvier, Gérard Lindeperg organise en tant que Coordinateur national des Amis de Michel Rocard une rencontre nationale des clubs Convaincre, rassemblant plus de 200 participants, avec 93 clubs et seize réseaux. L'objet de la réunion ? Fixer des objectifs et un cap. Gérard Lindeperg veut une nouvelle dynamique des clubs. Il estime en effet que le PS seul n'est pas capable de reconquérir l'opinion publique et que les clubs peuvent contribuer à enrichir le débat politique. Jacques Chérèque appuie l'objectif annoncé par Gérard Lindeperg mais insiste sur la nécessité pour les clubs de s'implanter de manière plus efficace. C'est la condition indispensable pour ne pas être un satellite caution du PS. Il harangue les présidents de clubs à multiplier les réflexions dans une série de domaines, les échanges, les rencontres... Robert Chapuis détaille le rôle des réseaux thématiques dans la galaxie rocardienne. Ils ont vocation à être des « lieux de production intellectuelle » qui doivent « irriguer à partir de leur réflexion »¹⁷⁵⁰. « Aux Clubs et aux Réseaux de faire des propositions claires par lesquelles ont identifiera la Rocardie »¹⁷⁵¹.

Michel Rocard prononce le discours de clôture, qui revêt aussi des airs de discours de mobilisation. La mission qu'il donne à son action est ambitieuse. Ni plus ni moins que la réhabilitation de l'action politique. Et dans cette quête, les clubs ont, selon Michel Rocard, des moyens d'action. Parce qu'ils ne sont pas des partis politiques, discrédités aux yeux de l'opinion publique, coincés par des magouilles politiciennes internes. Ils sont les seuls acteurs politiques capables de recréer un lien de confiance avec la société civile et de redonner confiance en la politique. Ils peuvent être des acteurs concrets en réfléchissant sur les grandes questions de société mais aussi, en restaurant la qualité de l'information, par des contacts entretenus avec les diverses

1749 Ibid, p.281

1750 « Le 25 janvier 1992. Clubs : la rencontre des présidents », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°69, février 1992 », *MichelRocard.org*

1751 « Compte-rendu de la réunion du Collectif national du 4 février 1992 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 108 : Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

presses locales¹⁷⁵². Sur ce sujet, Michel Rocard n'a pas changé de point de vue depuis ses débuts au PSU.

Gérard Lindeperg, lors d'une réunion nationale du courant rassemblant 350 personnes le 26 janvier 1992 à Paris, met néanmoins l'accent, en tant que numéro 2 du PS, sur « *la volonté de loyauté des rocardiens* »¹⁷⁵³ à l'égard de la nouvelle direction. Dans le numéro de janvier de la lettre *Convaincre*¹⁷⁵⁴, les rocardiens justifient leur entente avec Laurent Fabius : « *Il est logique que nous nous soyons opposés à Laurent Fabius à Rennes car sa candidature n'était pas porteuse d'unité, comme il est normal que nous le soutenions clairement alors qu'elle l'est devenue aujourd'hui* ». Les rocardiens se placent ainsi comme les champions de l'unité du parti, les pôles d'équilibre et de stabilité. Mais ce changement de positionnement quant aux rapports internes est également justifié par la volonté d'obtenir pour Michel Rocard le soutien du PS.

C) Le crépuscule de l'ère Mitterrand : l'opportunité pour prendre la lumière

1) Le fiasco des élections territoriales de 1992

Bien que Michel Rocard soit dans une logique d'apaisement et d'unité de la famille socialiste, il déroge parfois à cette règle de conduite. Aussi, à l'occasion d'une interview sur TF1 le 2 février 1992, il réclame la démission de Roland Dumas et Philippe Marchand, respectivement ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur, mis en cause dans l'affaire Habache, qu'il juge « *gravissime* »^{1755 1756}. Cette affaire déclenche une tempête médiatique et politique qui met en lumière l'affaiblissement du pouvoir socialiste.

Un déclin qui s'accélère par la voix des urnes. Les élections territoriales de 1992 se soldent par un échec pour le Parti socialiste, qui ne conserve en France métropolitaine que le Limousin et cède le Nord-Pas-de-Calais à l'écologiste Marie-Christine Blandin. Les cantonales ne sont guère mieux : la gauche ne conserve que vingt-trois départements métropolitains et en perd six au profit de la droite (qui en compte à présent 76) : le Nord, la Drôme, le Vaucluse, la Dordogne, le Gers et le

1752 « Discours de Michel Rocard », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°69. Février 1992 », *MichelRocard.org*

1753 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard. Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.282

1754 « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°68, janvier 1992 », *MichelRocard.org*

1755 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, op.cit, p.128

1756 L'affaire Habache concerne la venue en France de Georges Habache, dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine. Son arrivée sur le sol français fut gérée par les cabinets ministériels sans qu'ils en réfèrent aux ministres concernés.

Puy-de-Dôme. Robert Chapuis est élu conseiller régional de Rhône-Alpes mais échoue aux cantonales : investi dans le canton de Viviers, il doit faire face à la candidature d'un dissident, Christian Lavis, maire du Viviers et ancien conseiller général. Au premier tour, Robert Chapuis arrive largement en tête devant la candidate de droite et le candidat dissident. Mais le président sortant du conseil général de l'Ardèche, le sénateur Henri Torre, convainc la candidate de droite de se retirer au profit de Christian Lavis pour faire barrage à Robert Chapuis. La manœuvre fonctionne : Robert Chapuis est battu. De son côté, Christian Lavis est récompensé en devenant vice-président chargé du tourisme dans la majorité départementale de droite¹⁷⁵⁷.

La préparation des régionales en Rhône-Alpes fut d'ailleurs compliquée en raison de la section drômoise rocardienne. Alors que le courant avait arrêté une liste de quatre candidats, quatre autres rocardiens déposèrent leur candidature, brouillant ainsi les négociations avec les autres courants¹⁷⁵⁸. Gérard Lindeperg ne peut même pas compter sur l'aide du responsable local du courant, Maurice Genevois, qui se décharge de cette responsabilité et refuse de participer aux dites négociations.

En Aquitaine, les rocardiens sont bien représentés sur la liste de Gironde pour les régionales menée par Alain Anziani : Joëlle Dusseau est troisième, Michel Cabannes huitième, Laure Lataste quatorzième, Pierre Bernard vingt-deuxième, Anne-Marie Pouyadou trentième et Pierre Brana trente-troisième¹⁷⁵⁹. Mais seule Joëlle Dusseau est élue, le PS n'obtenant que 7 sièges en Gironde. Pour les cantonales, la situation est encore plus tendue. Yves Lecaudey, battu par Pierre Brana aux législatives de 1988, a depuis rallié le PS (et, placé en cinquième position sur la liste PS aux régionales, est élu au conseil régional), est conseiller cantonal sortant du canton de Castelnau-de-Médoc. Le PS local choisit de le réinvestir, contre la volonté de plusieurs militants, à commencer par le maire du Porge Claude Jaumouillé, qui se présente en candidat dissident. La division est telle que Michel Lescoutra, candidat RPR, s'empare du canton, sans pour autant permettre à la droite de reprendre le département.

Le courant rocardien revendique près de 83 conseillers régionaux dans toute la France¹⁷⁶⁰. Plusieurs cadres du courant figurent parmi les élus : Tony Dreyfus, Michel Sapin¹⁷⁶¹, Manuel Valls, Gérard Fuchs en Île-de-France, Louis Le Pen en Bretagne, Jacques Chérèque en Lorraine¹⁷⁶²,

1757 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.149

1758 Lettre du collectif des candidats rocardiens de la Drôme datée du 12 juin 1991, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 76, Robert Chapuis, *Ardèche, élections municipales 1989, régionales 1992*

1759 VERDET Pierre, « Le PS passe à l'offensive », *Sud-Ouest*, 19 février 1992, Fonds Joëlle Dusseau, BXM 26S 18, *Élections de 1992*, Archives Bordeaux Métropole

1760 « Ils sont élus ! », « Notes et Arguments n°9. Spécial responsables », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 44, *Courant rocardien 1980-1994*, Fondation Jean-Jaurès

1761 Qui conduisait la liste socialiste en Île-de-France

1762 Tête de liste en Meurthe-et-Moselle

Claude Evin dans les Pays de la Loire, Sylvie François en Poitou-Charentes, Robert Chapuis et Gérard Lindeperg en Rhône-Alpes. De son côté, Catherine Trautmann, initialement prévue pour mener la liste socialiste dans le Bas-Rhin, préféra se désister devant l'ampleur du désastre annoncé¹⁷⁶³. Ces élections régionales sont néanmoins intéressantes pour mesurer les zones de force et d'influence de la « rocardie ». Les 83 conseillers régionaux rocardiens ne sont pas répartis de la même manière dans toutes les régions. Les rocardiens élus sont neuf en Île-de-France, deux en Alsace, trois en Aquitaine, deux en Auvergne, un en Bourgogne, treize en Bretagne, trois en Centre, un en Champagne-Ardenne, un en Franche-Comté, cinq en Languedoc-Roussillon, trois en Limousin, trois en Lorraine, sept en Midi-Pyrénées, trois en Nord-Pas-de-Calais, deux en Basse-Normandie, deux en Haute-Normandie, quatre en Pays-de-la-Loire, deux en Picardie, quatre en Poitou-Charentes, quatre en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, huit en Rhône-Alpes et un en Guadeloupe. Pareillement, au sein de ces régions, on constate des fiefs rocardiens plus marqués. Par exemple, sur les neufs rocardiens d'Île-de-France, trois sont élus dans les Yvelines, fief de Michel Rocard. Sur les treize de Bretagne, cinq sont issus du Finistère, terre de Louis Le Pen et Bernard Poignant.

Ce désastre électoral fragilise davantage Édith Cresson. Bernard Poignant écrit à François Mitterrand pour demander son départ de Matignon¹⁷⁶⁴. Devant l'ampleur de l'échec national de la gauche, Édith Cresson démissionne effectivement de sa fonction de Premier ministre et est remplacée par Pierre Bérégovoy, toujours proche du courant fabiusien, qui constitue un gouvernement de mitterrandistes où les rocardiens n'ont guère plus de place qu'auparavant, hormis Michel Sapin à l'Économie et aux Finances et Louis le Pen au DOM-TOM. Le courant rocardien reçoit aussi trois secrétariats d'État : Jean-Pierre Sueur, chargé des Collectivités locales, Catherine Tasca à la Francophonie et Charles Josselin, chargé de la Mer. Lors des élections sénatoriales de septembre 1992, trois rocardiens rejoignent le palais du Luxembourg : Monique Ben Guiga élue par les Français de l'étranger, Marie-Madeleine Dieulangard dans la Loire-Atlantique¹⁷⁶⁵ et Gérard Miquel élu dans le Lot.

Pour ne rien arranger, le PS est rapidement miné par les premières tensions provoquées par la question de la ratification par voie référendaire du traité de Maastricht. Le président de la République a ouvertement pris position pour le « oui », suivi par la grande majorité du PS, dont les rocardiens. En revanche, une frange des socialistes, menée par Jean-Pierre Chevènement, s'oppose fermement à ce traité et n'hésite pas à le faire savoir. Les rocardiens sont de bons boucs-émissaires,

1763 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, op.cit, p.136

1764 SCHEMLA Élisabeth, *Édith Cresson, la femme piégée*, op.cit, p.305

1765 Suppléante de Claude Evin, elle l'a remplacé à l'Assemblée nationale entre 1988 et 1991

essentiellement Gérard Fuchs. Sa position de secrétaire national chargé des relations internationales, qui a de surcroît rédigé l'argumentaire du PS sur le traité de Maastricht, en fait une cible de choix pour les chevènementistes¹⁷⁶⁶.

Ainsi, malgré la volonté des rocardiens de converger avec les mitterrlandistes, une frange du PS continue de les pointer comme les responsables de l'erreur de la gauche. La logique unitaire défendue par les rocardiens tient donc mal quand le parti est en difficulté, car ces périodes voient les vieux réflexes claniques ressurgir. Pourtant, le récent échec électoral offre une fenêtre de tir aux rocardiens. Il leur permet de proposer leurs solutions pour relever le parti et par la même occasion, de pousser Michel Rocard sur le devant de la scène.

2) Un tremplin idéal pour Michel Rocard

Au sommet du parti, personne ne déterre la hache de guerre, mais la défaite a laissé des traces. Laurent Fabius propose d'avancer le congrès du PS, prévu en juin 1993, au mois de juillet 1992, afin de relancer le parti. Les rocardiens font bloc derrière le premier secrétaire, attaqué par les jospinistes, qui en retour, appuie l'idée de faire de Michel Rocard le candidat du PS pour la présidentielle de 1995¹⁷⁶⁷. Mais Lionel Jospin s'agace de cet arc insolite entre fabusiens et rocardiens. Il conserve également une certaine amertume d'avoir été évincé par François Mitterrand au moment de la constitution du gouvernement Bérégovoy¹⁷⁶⁸. Supportant mal cette marginalisation croissante, Lionel Jospin n'hésite pas à dégainer, annonçant qu'il n'a pas l'intention de se laisser écartier de la compétition. Aussi, il règne une mauvaise ambiance rue Solférino. Gérard Lindeperg appelle à l'unité. « *Les socialistes, rassemblés, autour de leur Premier secrétaire, et faisant bloc derrière le gouvernement, et le Président de la République, sauront, en tout cas c'est la tâche de ce Comité directeur, créer les conditions du sursaut, et de l'indispensable renouveau* »¹⁷⁶⁹.

En revanche, d'autres rocardiens, moins contraints par la solidarité de direction, se montrent beaucoup plus critiques. Une des proches de Michel Rocard, Colette Deforeit, démissionne du Bureau Exécutif pour dénoncer la complaisance de la direction envers un proche de Jean-Pierre Chevènement, Roland Carraz, qui s'est présenté en dissident lors des régionales en Côte-d'Or¹⁷⁷⁰. Robert Chapuis dresse un bilan sans concession de cette déroute électorale, qui ressemble, entre les

1766 « Comité directeur VS Groupes parlementaires, 29 avril 1992 », *Archives-Socialistes.fr*

1767 « Laurent Fabius anticipe », *Les Échos*, 13 avril 1992

1768 Entretien avec Lionel Jospin le 24 mai 1993, dans FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, op.cit, p.256

1769 « Congrès directeur des 11 et 12 avril 1992 », *Archives-Socialistes.fr*

1770 Lettre de Colette Deforeit à Michel Rocard datée du 14 avril 1992, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 107 : *Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

lignes, à une condamnation de l'attitude du PS et à un plaidoyer pour les idées rocardiennes. En premier lieu, la décentralisation et les enjeux locaux. Robert Chapuis dénonce le faible intérêt porté aux régions, mais aussi, aux enjeux locaux. Il critique aussi la décrédibilisation du socialisme et la responsabilité du communisme déclinant, avec lequel le PS s'est allié, dans cet effondrement. La solution ? Retrouver confiance, oser la réforme sociale pour préparer de meilleurs lendemains. Elle implique de repenser l'État, de s'ouvrir à de nouvelles formes de participation citoyenne. Une feuille de route qui semble destinée à Michel Rocard¹⁷⁷¹. Un appel à la mobilisation est lancé pour grossir les rangs autour de Michel Rocard et porter sa démarche partout sur le terrain.

Mais il semble être de moins en moins question de ménager les autres sensibilités du PS. Alors que la stratégie consistait à s'imposer doucement mais sûrement au sein du PS, certains rocardiens veulent imposer la domination de Michel Rocard par la force de leur travail antérieur. François Soulage annonce que la réunion des rocardiens à Quimper, prévue en août, sera « *un moment important de la rénovation du politique* »¹⁷⁷² et qu'à cette occasion, toutes les rencontres, toutes les réflexions menées par les différents clubs et réseaux serviront à construire un projet, destiné à être porté par nul autre que Michel Rocard. Quimper revêt donc une place stratégiquement capitale dans le plan de guerre rocardien. Sa préparation est l'affaire de tous. Six thèmes cadreront le fond de ces journées, chacun avec un pilote : Roger Fauroux pour l'emploi et le développement, François Soulage pour l'exercice des solidarités, Jacques Chérèque pour l'aménagement du territoire, Jean-Paul Foncel pour l'environnement, Robert Chapuis pour l'éducation et Eric Lombard pour la justice¹⁷⁷³. Dix rencontres régionales sont prévues, chacune avec un représentant du courant et un du Collectif national¹⁷⁷⁴. Les synthèses de ces rencontres ont vocation à servir de base à l'évènement de Quimper. Quant aux clubs, ils doivent mobiliser leurs adhérents. En fait, toute la « rocardie » doit être mobilisée car « *Quimper doit lancer le mouvement et être une étape dans le rassemblement autour de Michel Rocard* »¹⁷⁷⁵.

De son côté, Gérard Lindeperg insiste en présentant le prochain congrès du PS, prévu en juillet, comme le moment d'une mise en ordre du parti en prévision de la présidentielle. Le PS ne doit pas être qu'une machine électorale mais adapté à la société française et à ses mutations pour être en capacité de conduire sa transformation nécessaire. Un PS rénové pour une société améliorée.

1771 « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°70, avril 1992 », *MichelRocard.org*

1772 SOULAGE François, « De l'importance de la méthode en politique », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°70, avril 1992 », *MichelRocard.org*

1773 « Réunion du Collectif national du 3 mars 1992 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 108 : Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

1774 « Compte-rendu du Collectif national du mardi 7 avril 1992 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 108 : Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

1775 « Réunion du Collectif national du 3 mars 1992 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 108 : Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

Un PS rénové qui doit, sans radier les courants, être capable de surpasser les querelles internes claniques pour forger un programme crédible, se basant sur les réalisations des gouvernements depuis 1988 tout en offrant des perspectives pour l'avenir. Ce programme devra être capable de susciter l'adhésion de l'électorat pour donner une dynamique à des réformes importantes.

Les rôles sont aussi clairement répartis dans l'esprit des rocardiens : Laurent Fabius à la tête du parti, chargé de rassembler les socialistes et de préparer un espace pour Michel Rocard en vue de la présidentielle de 1995^{1776 1777}.

3) La réalité des choses : des dissensions insurmontables et des performances irrégulières

Pourtant, Gérard Lindeperg doit composer avec la méfiance de Laurent Fabius, qui ne le voit pas comme un partenaire de confiance mais comme un zélé lieutenant de Michel Rocard à placer sous étroite surveillance. En conséquence, Gérard Lindeperg doit faire face à la méfiance permanente mais aussi à un certain mépris de la part de Laurent Fabius¹⁷⁷⁸. Aucun accord ne semble pouvoir effacer la méfiance que suscite Michel Rocard auprès des miterrandistes les plus absolus comme Laurent Fabius. A leurs yeux, Michel Rocard reste un homme ambigu, toujours prêt à jouer dans l'ombre une partition personnelle et intéressée. Les effectifs du courant et son organisation réglée comme du papier à musique alimentent les craintes. Un collectif national des Clubs Convaincre, fort de 15 000 adhérents, avec un président, Jacques Chérèque et des grands conclaves... bref toute la forme d'un parti politique. A propos de conclave, peu après la prise de fonction de Gérard Lindeperg, le courant annonce pour l'été 1992 un rassemblement à Quimper, ville du rocardien Bernard Poignant.

Il faut néanmoins admettre que tous les rocardiens ne sont pas aussi diplomates que Gérard Lindeperg. Alors que lui milite pour que les rocardiens s'investissent dans le parti pour le transformer de l'intérieur, n'hésitant pas à se dire socialiste avant d'être rocardien¹⁷⁷⁹, d'autres redoutent que cette collaboration avec Laurent Fabius éclipse la spécificité rocardienne et la dissolve dans ce grand parti qui reste dominé par François Mitterrand et ses miterrandistes. Si Laurent Fabius, lors du congrès de Bordeaux (10-12 juillet 1992), désigne Michel Rocard comme le « candidat naturel »¹⁷⁸⁰ du PS pour la prochaine présidentielle, il semble dans une mauvaise phase.

1776 LINDEPERG Gérard, « Les enjeux du congrès de Bordeaux », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°72, juin 1992 », *MichelRocard.org*

1777 « Congrès national de Bordeaux, 10, 11 et 12 juillet 1992 », *Archives-Socialistes.fr*

1778 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

1779 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.286

1780 *Le Monde*, 11 juillet 1992

« Candidat naturel » ou pas, sa popularité au zénith lors de son départ de Matignon et le jugement plutôt positif porté sur son bilan semblent entachés par les difficultés du moment et par son silence médiatique. Non seulement Jacques Delors conserve le statut de nouveau favori interne à la gauche pour 1995, mais en plus, Michel Rocard subit plusieurs attaques venant de son propre camp. Édith Cresson lui reproche par exemple de ne pas avoir maîtrisé les comptes publics et par extension, de lui avoir laissé une situation délabrée.

Un sondage va dans ce sens puisqu'il révèle que 38 % des Français jugent que les difficultés rencontrées par Édith Cresson sont dues aux lacunes de l'action du gouvernement Rocard¹⁷⁸¹. Le congrès de Bordeaux était pourtant placé sous le signe de l'unité familiale et du consensus. L'objectif de ce congrès n'est pas de modifier la direction mais à débattre d'une réforme des statuts et à valider les orientations du parti pour les prochaines échéances. La direction du PS propose un texte, ratifié par plus de 80 % des exprimés. Le courant de la Gauche socialiste, animé par Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray présente également un texte mettant l'accent sur une « belle alliance » entre socialistes, communistes et écologistes, qui n'obtient que 7 %. Les exprimés restants se prononcent contre les deux textes. Le rocardien Daniel Frachon exprime publiquement à la tribune son soutien et son amitié au trésorier du PS Henri Emmanuelli, embourbé dans l'Affaire Urba. Il voit dans les allégations contre Henri Emmanuelli « *une nouvelle attaque contre notre parti* »¹⁷⁸². Gérard Lindeperg rend également hommage au trésorier du PS, saluant sa « rigueur »¹⁷⁸³. Il n'y a que Jean-Luc Mélenchon ou Jean-Pierre Chevènement qui rompent avec cet esprit de concorde socialiste. Jean-Pierre Chevènement dénonce la rupture avec ce qui était autrefois le « *Parti d'Epinais* » et déplore « *un programme, un programme passe-muraille, un programme minimum socio-libéral, un programme qui permettra demain toutes les alliances* »¹⁷⁸⁴. En filigrane, Michel Rocard est clairement la cible de ces discours.

Ces attaques confirment que l'union sacrée socialiste est une posture, non une réalité. Aussi, les jeunes rocardiens, conduits par Manuel Valls demandent à Michel Rocard de relancer le courant au sein du PS. Et ils n'hésitent pas à poser les points sur les i : « *Michel Rocard est aujourd'hui le candidat naturel des socialistes et a vocation à devenir celui de tous les Français* »¹⁷⁸⁵. Une attitude difficilement tenable pour celui qui cherche à convertir le parti plutôt qu'à le contraindre. Mais une attitude approuvée par plusieurs rocardiens. Gérard Lindeperg n'est pas de ceux-là et, pour ne pas se retrouver écartelé entre le parti et le courant, il cède la coordination du courant à Jean-Claude

1781 Ibid

1782 « Congrès national de Bordeaux, 10, 11 et 12 juillet 1992 », *Archives-Socialistes.fr*

1783 Ibid

1784 Ibid

1785 « Texte soumis au débat. VIIIe Université d'été des Clubs Forum du 3 au 6 septembre. Montpellier », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 108 : Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

Petitdemange, plus belliciste contre les mitterrlandistes. En effet, Jean-Claude Petitdemange fait partie des plus virulents détracteurs de François Mitterrand parmi les rocardiens. Plusieurs lui reprochent son «rocardisme à la prussienne » peu diplomate envers les autres courants et son goût pour la provocation en invoquant souvent la nécessité de « renverser la table »¹⁷⁸⁶. Gérard Lindeperg, lui, veut jouer au maximum la carte de la famille socialiste réconciliée, sans arriver à vraiment convaincre Laurent Fabius.

Un épisode bien particulier illustre cette méfiance, qui relève presque de la paranoïa : pour les universités d'été du PS de 1992, fixées entre le 29 août et le 2 septembre, Gérard Lindeperg propose comme lieu d'organisation la ville de Montpellier. Et c'est là que le psychodrame, animé par les querelles internes commence : le maire de Montpellier, Georges Frêche est un proche de Pierre Mauroy et Lionel Jospin. Or le président du conseil général de l'Hérault, Gérard Saumade, est un fabiusien et un adversaire véhément de Georges Frêche. Il lui est tellement hostile qu'il se présentera aux législatives de 1993 en dissidence contre lui, bien qu'il soit le député sortant de la quatrième circonscription de l'Hérault, et parviendra non seulement à l'éliminer du premier tour mais en plus à remporter l'élection au second tour contre le candidat RPR Maurice Bousquet. Aussi, Gérard Saumade interpelle Gérard Lindeperg en lui disant que «*choisir Montpellier c'est une déclaration de guerre contre moi* »¹⁷⁸⁷.

Gérard Lindeperg tente alors de lui trouver un compromis, avec l'idée d'organiser deux réceptions, une à la mairie et une au siège du conseil général pour ne vexer personne. Gérard Saumade campe sur sa position et en réfère à Laurent Fabius qui menace Gérard Lindeperg de ne pas venir aux universités d'été si elles ont lieu à Montpellier. Ne pouvant tenir un tel rassemblement sans la présence du premier secrétaire, Gérard Lindeperg doit trouver en urgence un nouveau lieu. Grâce au député-maire rocardien Guy Ravier qu'il connaît bien, il parvient à se replier sur Avignon et le palais des Papes. Nouvel incident : en pleine nuit, des agriculteurs ceignent l'hôtel où résident Gérard Lindeperg et son équipe et utilisent leurs tracteurs pour bloquer tous les accès au palais des Papes. C'est ainsi que Gérard Lindeperg se retrouve réveillé en pleine nuit par un appel de Laurent Fabius. Furieux, le premier secrétaire accuse son numéro 2 d'avoir laissé se produire la situation afin de lui causer du tort, le soupçonnant notamment d'avoir choisi à dessein la place du palais des Papes, facilement blocable¹⁷⁸⁸. Gérard Lindeperg lui rappelle néanmoins que c'est à cause de son obstination à refuser Montpellier que Avignon fut choisie comme solution de secours. C'est de cet épisode qu'est née la tradition pour le PS de réunir ses universités d'été à La Rochelle, tenue par un homme de gauche, mais non membre du PS.

1786 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.310

1787 Ibid, p.242

1788 Ibid, p.244

D'autres évènements jalonnent les mois de juillet et d'août, comme les universités d'été du PS ou celles du micro-parti du ministre d'ouverture Jean-Pierre Soisson, France Unie, à laquelle participent Michel Rocard et Jean-Paul Huchon. Comme prévu, les rocardiens tiennent aussi leur propre réunion, à Quimper chez le fidèle Bernard Poignant, entre le 26 et le 29 août. Michel Rocard assure le discours d'ouverture : « *Les journées qui s'ouvrent maintenant ne sont pas l'université d'été d'un courant. L'unité retrouvée des socialistes a rendu ce genre périmé. J'en suis heureux et je veillerai à ce que ça dure. En revanche, au-delà d'un courant puisqu'il y a ici bien des non-rocardiens, au-delà du Parti car il y a aussi bien des non-socialistes, il est bon que se réunissent pour réfléchir, dans la sérénité et sans arrière-pensées, des femmes et des hommes venus d'horizons divers qui partagent à la fois le goût de la chose publique et des convictions de progrès* »¹⁷⁸⁹. Les réflexions conduites lors des journées de Quimper, visant à poser les bases d'une « société solidaire en économie de marché »¹⁷⁹⁰ sont divisées en six carrefours préparés en amont et quatre thèmes transversaux¹⁷⁹¹ : « L'exercice des solidarités », « Justice », « L'emploi et le développement », « Éducation », « Aménagement du territoire » « L'environnement ». Quant aux quatre thèmes transversaux, il s'agit de « Le citoyen », « L'Europe », « L'État » et « Décentralisation, développement local »

Près de mille participants viennent assister aux débats, ce qui représente une belle démonstration de force au moment où tous les esprits sont tournés vers les élections législatives de 1993, qui s'annoncent périlleuses pour la gauche au pouvoir, et surtout, vers la présidentielle de 1995, qui promet d'être au moins aussi risquée en l'absence d'héritier clairement identifié et incontesté pour François Mitterrand. Des journaux quotidiens papiers sont même imprimés. Intitulés « Le RoQardien. Le quotidien des journées de Quimper », ils reviennent sur le déroulement des journées, les interventions, les petites phrases entendues...^{1792 1793} Les rocardiens y voient la preuve de leur dynamique et de leur potentiel. C'est ce que Jacques Chérèque appelle « l'esprit de Quimper » : la mise en avant de la politique autrement, capable de réconcilier le citoyen avec la politique. Parce que la politique autrement, qui imprègne la méthode Michel Rocard et le rassemblement de Quimper, est fondée sur la restitution au citoyen de sa place irremplaçable et centrale dans la conduite des affaires de la cité. Tel est l'objectif du courant rocardien : intensifier le

1789 « Journées de Quimper, ouverture des travaux par Michel Rocard », dans « Revue de presse et déclarations 1992 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

1790 « Pour une société solidaire en économie de marché, par Michel Rocard », dans « Convaincre. Lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°75, novembre 1992 », *MichelRocard.org*

1791 « Convaincre. Lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°75, novembre 1992 », *MichelRocard.org*

1792 « Le RoQardien. Le quotidien des journées de Quimper, jeudi 27 août 1992 », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 108 : *Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

1793 « Le RoQardien. Le quotidien des journées de Quimper, samedi 29 août 1992 », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 108 : *Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

dialogue avec la société civile, y répandre son programme... bref, conduire la rencontre entre un peuple, un homme (Michel Rocard) et un cap¹⁷⁹⁴. Tout en conservant cette marque rocardienne spécifique, Michel Rocard continue encore de mettre en avant la dimension unitaire du socialisme, au point de défendre bec et ongles Laurent Fabius dans l'affaire dite du sang contaminé: « *Beaucoup de ceux qui s'attaquent à Laurent Fabius ne le font pas au nom de ce qu'il a fait mais simplement pour ce qu'il est. Et si moi, comme vous, j'entends bien le défendre, ce n'est pas parce qu'il est socialiste, c'est parce qu'il est innocent* »¹⁷⁹⁵.

En coulisse, la structuration de la machine rocardienne est plus compliquée. Un bilan des Clubs Convaincre établi en septembre 1992 révèle les disparités en fonction des secteurs¹⁷⁹⁶. Seulement 25 clubs sont présentés comme des clubs qui fonctionnent. 38 clubs sont classés comme en veilleuse. 16 comme des « clubs à problèmes ». Même dans les fédérations rocardiennes, le compte n'y est pas. Trois d'entre elles ne comptent pas de club (Aveyron, Finistère, Côte d'Armor) et onze, des clubs en veilleuse (Aube, Charente, Gers, Loire, Loiret, Manche, Mayenne, Sarthe, Savoie, Haute-Savoie, Yvelines). La conclusion de José Garcia est sévère : « *Il est temps de bien préciser le rôle des clubs à tous nos correspondants. Dans beaucoup de départements, le club n'est qu'un appendice privé de la perspective d'ouverture vers la société civile qui devrait être l'essentiel de son activité. Le contrôle excessif exercé parfois par les animateurs fédéraux ou les grands élus sur le club l'empêche d'être l'élément complémentaire permettant d'étendre notre influence* »¹⁷⁹⁷.

Les points sont remis sur les i : les clubs et les réseaux sont l'espace pour regrouper tous ceux qui veulent, autour de Michel Rocard et indépendamment des partis, renouveler la vie politique pour la rapprocher des citoyens¹⁷⁹⁸. Autre difficulté : l'argent. La Fédération nationale des Clubs Convaincre n'a pas de financement propre et les abonnements à la Lettre sont à peine suffisants pour la fabrication du journal. Pour y remédier, plusieurs pistes sont avancées, comme créer un abonnement automatique à la Lettre inclus dans la cotisation des membres des Clubs Convaincre ou créer une cotisation des clubs adhérents, en fonction de leurs ressources¹⁷⁹⁹. Enfin, juge Jean-Paul Huchon, Michel Rocard est trop dispersé¹⁸⁰⁰. Son équipe rapprochée lui propose des plans médias, des interventions télévisées, des initiatives diverses, dans une communication que

1794 CHEREQUE Jacques, « L'esprit de Quimper », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°74, octobre 1992 », *MichelRocard.org*

1795 « Comité directeur du PS, 15 novembre 1992- Intervention de Michel Rocard », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1796 « Point sur les Clubs Convaincre. 24 septembre 1992 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1797 Ibid

1798 « Proposition pour l'animation des clubs et des réseaux », note datée du 24 novembre 1992, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1799 « Compte-rendu de la réunion du collectif national du 8 octobre 1992 » daté du 14 octobre 1992, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1800 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, Grasset, 2002, p.18

Jean-Paul Huchon trouve « *chaotique, hachée, semblant toujours improvisée, partant dans tous les sens* »¹⁸⁰¹. C'est pourtant une initiative bien particulière qui va emballer la machine rocardienne.

D) Un projet de rénovation complète de la gauche

1) Le « big-bang » selon Michel Rocard : la destruction et la renaissance

Début 1993, Michel Rocard, toujours en restant flou sur ses intentions, détaille un peu plus les ressorts philosophiques de sa pensée : « *Ce qui appartient en propre à la social-démocratie c'est de doubler l'éthique de responsabilité, de l'éthique de solidarité. Par elle passe la cohésion sociale et, par la cohésion sociale, la promesse d'ouverture et d'épanouissement individuels, gage, au demeurant, de l'efficacité économique [...] Le résultat souhaité – la perspective de la social-démocratie européenne – peut être décrit en quelques mots : un débat public animé, un État-providence décentralisé, des services publics ouverts et transparents, un marché dynamique dans tout ce qui relève de lui, un libre accès à la culture, un réel partage, une nature sauvegardée, une coresponsabilité des salariés dans leur vie professionnelle... cette vision qui doit porter la social-démocratie et que la social-démocratie doit porter, permet de réactualiser les rapports entre l'individu et le collectif* »¹⁸⁰². Cette perspective ressemble à s'y méprendre à un cap, à une feuille de route philosophique et morale pour un programme politique. Mais la promesse d'une Bérézina inévitable lors des législatives de 1993 fait évoluer la stratégie de Michel Rocard. Peu avant le premier tour, il intervient en meeting à Montlouis-sur-Loire, le 17 février 1993.

Depuis plusieurs semaines, Michel Rocard avait le dessein de frapper un grand coup. Le lieu est symbolique. Tout comme le lieu de chaque Congrès n'est pas un choix neutre¹⁸⁰³, Michel Rocard voulait un lieu riche de sens : tout près de Tours, ville du congrès de 1920 qui avait acté la séparation entre socialistes et communistes¹⁸⁰⁴. Son discours devenu célèbre, peut être divisé en deux parties. La première partie du discours n'est certes pas très originale mais elle demeure intéressante car elle est une synthèse (une de plus) des thèmes de prédilections de la rocardie et permet de voir en filigrane les piliers d'une potentielle campagne présidentielle menée par Michel Rocard, avec comme mot d'ordre, la « transformation »¹⁸⁰⁵ :

- l'égalité des chances, à associer à l'emploi, avec l'idée phare du partage du travail.

1801 Ibid, p.19

1802 *Libération*, 15 janvier 1993

1803 RENOUE Simon, « La culture politique socialiste du Congrès de Nantes au Congrès de Metz. 1977-1979 », op.cit, p.94

1804 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, 2002, p.14

1805 « Montlouis-sur-Loire, 17 février 1993, discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

- une politique de l'emploi focalisée sur la lutte contre le chômage et une nouvelle organisation du travail : réduction du temps de travail, augmentation des emplois d'utilité collective, diminution des charges sur les emplois les moins qualifiés.
- Préserver la diversité des territoires et le monde rural contre une croissance urbaine incontrôlée, surtout de la région parisienne.
- Réformer l'État pour le rendre plus efficace, ne plus en faire le nexus de toutes les compétences et décisions, l'insérer dans un réseau de partenaires efficaces, chacun avec ses qualifications et missions.
- Donner un vrai pouvoir de délibération et d'expression citoyenne par de nouvelles formes de participation à la vie démocratique de la nation.
- Poursuivre la construction européenne, vitale pour la France.

Dans la seconde partie, il pointe l'impasse que serait les partis actuels, des machines électorales rouillées, embourbées dans les stratégies d'apparatchiks et déconnectées de la réalité. En conséquence, il appelle, pour le lendemain de cette défaite historique qui guette le PS, à un « Big Bang » de la gauche. Son idée est que les différents partis qui la composent se fondront dans un seul et grand parti rénové et moderne, marquant de fait la fin du PS, et par la même occasion, reléguant au passé l'œuvre et l'héritage de François Mitterrand : *« Socialiste je suis depuis toujours et socialiste je mourrai. C'est ainsi que je définis ce à quoi je crois. Mais ce qui est un élément d'identification au plan individuel est devenu un élément de confusion au plan collectif. Dans PS, il y a parti et socialiste, or chacun de ces termes doit aujourd'hui être reconstruit [...] Ce dont nous avons besoin, ce à quoi je vous appelle, c'est un vaste mouvement ouvert et moderne, extraverti, riche de sa diversité et même l'encourageant. Un mouvement qui fédère tous ceux qui partagent les mêmes valeurs de solidarité, le même objectif de transformation [...] Il s'étendra à tout ce que l'écologie compte de réformateur, tout ce que le centrisme compte de fidèle à une tradition sociale, tout ce que le communisme compte de véritablement rénovateur, et à tout ce que les droits de l'homme comptent aujourd'hui de militants actifs et généreux [...] Bien sûr, je sais que la période immédiate se prête mal à ce big bang politique auquel j'aspire [...] Mais dès les législatives passées nous devons bâtir d'urgence le mouvement, l'instrument de transformation dont la France a besoin, avec tous ceux dont les valeurs sont compatibles avec les nôtres, même si certains d'entre eux sont actuellement nos concurrents [...] Voter pour nos candidats le 21 mars, ce ne sera plus voter pour le PS d'hier, ce sera donner sa chance à la renaissance de demain »*¹⁸⁰⁶.

1806 « Montlouis-sur-Loire- 17 février 1993. Discours de Monsieur Michel Rocard », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

Cette idée choc connaît un succès médiatique important et permet à Michel Rocard de faire un grand retour sur le devant de la scène. Il fait ainsi la une de tous les journaux télévisés et de la presse et se pose en futur *leader* de la gauche, celui qui va la faire renaître de ses cendres après l'échec des législatives qui la détruira. Michel Rocard s'impose et se place comme le chef d'orchestre d'un processus choc : la destruction par la défaite, puis la résurrection par la recomposition. Un éclatement des appareils verticaux et l'élargissement du PS suite à une « *explosion créatrice* »¹⁸⁰⁷. D'autant plus que son idée rencontre un certain succès. 41 % des Français se déclarent favorables à ce que « *le PS se fonde dans une nouvelle formation avec les socialistes, les écologistes, les communistes rénovateurs et les centristes* », contre 24 % d'un avis contraire. Les sympathisants socialistes sont encore plus enthousiastes, avec 61 % en faveur du projet de Michel Rocard, et 22 % contre. Jean-Paul Huchon défend publiquement l'idée d'une alliance constante avec les démocrates-chrétiens comme Jacques Barrot ou Pierre Méhaignerie. Justement, chez les centristes la démarche séduit aussi puisque 37 % des sympathisants UDF approuvent¹⁸⁰⁸. L'idée trouve aussi un certain écho à gauche. Ainsi, Dominique Voynet, porte-parole des Verts, dit se sentir proche de Michel Rocard¹⁸⁰⁹. Dans les rangs du PS, le discours fut plus clivant. Certains affichent leur bienveillance envers la démarche de Michel Rocard. Pierre Bérégovoy y voit un appel au rassemblement du camp du progrès contre les conservateurs, Laurent Fabius, « *un coup de main aux candidats socialistes* »¹⁸¹⁰. Mais au fond, chacun comprend que Michel Rocard n'a pas prononcé ces mots uniquement pour les besoins d'une remobilisation électorale et que c'est le paysage politique qu'il entend remodeler sur le long terme. François Mitterrand et Lionel Jospin désavouent Michel Rocard, l'accusant de vouloir détruire le PS pour satisfaire ses ambitions présidentielles¹⁸¹¹.

Dans ce tintamarre, les clubs Convaincre entendent faire bloc derrière Michel Rocard : « *Il y avait Quimper, il y a maintenant Montlouis et le big bang. Il nous faut désormais construire l'après Montlouis avec Michel Rocard. L'appel de Michel Rocard a tracé une nouvelle perspective pour ceux qui n'ont pas renoncé à faire de la transformation de la société, le moteur de leur action. Cette initiative s'adresse à tous ceux qui veulent prendre une part active à cette transformation, qui ne doit pas être seulement confiée aux professionnels de la politique mais à tous ceux qui veulent*

1807 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

1808 « 7/7, dimanche 21 février 1993 »

1809 « Dominique Voynet choisit Rocard, *Le Figaro*, 6 février 1993, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 108 : *Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

1810 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, op.cit, p.378

1811 Ibid, p.379

*voir naître des formes d'actions, d'organisations différentes, souples, ouvertes, conviviales et pratiques. Les Clubs Convaincre doivent participer à ce renouveau de la vie politique »*¹⁸¹².

Parallèlement, clubs et réseaux poursuivent leurs rencontres et la construction méthodique de leur programme. Près de 18 rencontres régionales, rassemblant plusieurs dizaines de clubs, abordent une série de thèmes que le collectif national classe en grands axes¹⁸¹³ :

- « . Les nouvelles frontières : CEE, Europe de l'Est, élargissement de la Communauté ;
- . La France dans le monde : Armée, défense, diplomatie, coopération, aide au développement ;
- . Les nouvelles priorités sociales : Travail, chômage, insertion, travail social ;
- . Aménagement de l'espace : Développement rural, solidarités territoriales ;
- . Développement et l'emploi : Partage du travail, situation des salariés dans l'entreprise ; création d'emplois, emplois intermédiaires, participation, mutation du monde rural ;
- . Dimension culturelle et personnelle de l'Homme : Éducation, culture, communication ;
- . Cadre de vie, modes de vie : Écologie, condition de travail, services de proximité, justice, sécurité, temps choisi ;
- . L'action démocratique : Relais de la démocratie, la démocratie au quotidien, la citoyenneté »

La théorisation du « big-bang », comme celle des deux gauches de 1977, est une manière pour Michel Rocard de brandir sa singularité et de se poser comme un artisan de renouvellement de la gauche. Cette entreprise est également un démarquage avec François Mitterrand, dont les dernières années de mandat s'annoncent sombres pour le PS.

2) Un « big-bang » électoral : la « rocardie » soufflée par la Bérézina de 1993

Paradoxalement, les rocardiens ont pris du poids au sein du parti aux côtés des fabusiens : Alain Richard a la charge des affaires électorales, ce qui est une fonction essentielle dans un parti politique et un atout majeur pour les rocardiens, qui sont en outre bien représentés dans les instances du parti, avec un quart des membres du secrétariat national (5 titulaires sur 25) et du bureau exécutif (7 titulaires sur 27 et 5 suppléants sur 20). Pour les élections législatives de 1993, Robert Chapuis retourne au combat dans la première circonscription de l'Ardèche. Alors que les demandes d'investiture n'envahissent pas les bureaux du PS et que beaucoup de barons, comme Jean Poperen, renoncent à se présenter, Gérard Lindeperg décide d'aller au charbon, voire à

1812 « Compte-rendu de la réunion du Collectif national. 3 mars 1993 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 108* : *Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

1813 « Vie et temps forts des Clubs et des réseaux », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°77, février 1993 », *MichelRocard.org*

l'abattoir si l'on en croit les sondages et pronostics réalisés. «*Si les responsables nationaux ne vont pas au charbon, qui ira ?* » dit-il à Laurent Fabius¹⁸¹⁴. On lui propose d'abord une circonscription gagnable dans le Limousin, qui depuis les dernières élections régionales, a tout de la dernière oasis existante pour les socialistes. Mais Gérard Lindeperg refuse d'être parachuté hors de sa région. Alain Richard lui propose alors la 1ere circonscription de la Loire, réservée à Huguette Bouchardeau du PSU en 1981, puis à un proche de Michel Durafour en 1988, qu'il accepte.

Pour que l'investiture puisse être effective, il doit obtenir une validation de sa candidature par les adhérents locaux. Il peut compter en ce sens sur le soutien de Maurice Villegas, premier secrétaire fédéral, rocardien et ancien membre du PSU¹⁸¹⁵. Pourtant, il doit faire face à quelques obstacles. D'abord, à la prétention d'un certain Charles Malécot, notable local, qui revendique d'être sollicité par Michel Rocard lui-même pour se présenter dans cette circonscription. Mais cette complication ne va pas bien loin. Charles Malécot ne tarde pas à se retirer, soi-disant à la demande de Michel Rocard, et tente en vain de marchander¹⁸¹⁶. Il doit aussi affronter le représentant du courant popereniste, Michel Debout, qui brigue aussi l'investiture et tente d'obtenir l'appui de Laurent Fabius. L'ancien Premier ministre fait le choix cependant de ne pas s'impliquer. En revanche, Gérard Lindeperg bénéficie du soutien actif de Michel Durafour, maire de Saint-Étienne entre 1964 et 1977 et député de cette circonscription de 1967 à 1981, qui lui fait profiter de son large carnet d'adresses locales. Bien que l'accueil dans la fédération soit un peu tiède en raison de son profil (trop rocardien, ancien du PSU...), Gérard Lindeperg est désigné candidat à l'issue d'un vote à bulletin secret, obtenant les deux tiers des voix.

Pendant sa campagne, il reçoit le soutien de Pierre Mauroy mais aussi et surtout, de Michel Rocard, pourtant lui-même fortement occupé par sa propre campagne dans les Yvelines. Cela ne l'empêche pas de multiplier les déplacements de soutien. En deux semaines, il se rend à Saint-Brieuc, Saint-Étienne, Nancy, Lille, Toulouse et tient un meeting dans sa circonscription à Conflans-Sainte-Honorine. Lors d'un meeting, Gérard Lindeperg appuie le projet de « Big-bang » de son ami : « *Mon cher Michel, par ton discours de Montlouis, tu as su remettre ces législatives en perspectives. Tu as apporté de l'oxygène et des couleurs au débat politique en train de sombrer dans la grisaille. Trois ans après l'effondrement du communisme, il faut tirer les conséquences des mutations du monde et de la société française en tournant une page et en traçant les contours d'une recomposition du paysage politique* »¹⁸¹⁷. Il souffre en outre de la concurrence du communiste Paul Chomat, qui fut député de la circonscription entre 1981 et 1988, bien implanté et tenant d'une ligne

1814 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.296

1815 LINDEPERG Gérard, *Dans la Loire, Mémoires (suites)*, L'aube, 2020, p.33

1816 Ibid

1817 LINDEPERG Gérard, *Dans la Loire, Mémoires (suites)*, op.cit, p.95

rénovatrice au sein du PCF. Gérard Lindeperg s'appuie, pour cette première campagne, sur ses amis rocardiens locaux qui l'aidèrent à mener une campagne dynamique.

Les rocardiens espèrent faire élire le plus de députés possibles afin que Michel Rocard puisse s'appuyer sur un réseau important dans son entreprise de prendre le leadership à gauche. Mais les résultats sont historiquement catastrophiques pour la gauche et le PS. Aucun département, aucune région n'échappe à la déflagration. Un raz-de-marée bleu balaie la France et emporte de très nombreux députés socialistes¹⁸¹⁸. Le PS ne sauve que 57 sièges et le Parti communiste, 24. Avec 257 sièges pour le RPR et 215 pour l'UDF, la droite réalise un triomphe électoral de grande ampleur. De très nombreux cadres du PS sont battus et parmi eux, de nombreux rocardiens. Michel Destot est l'un des rares rescapés. Dans la troisième circonscription de l'Isère, avec 24,82 % il est devancé au premier tour par le candidat du RPR Claude Sagnard (30,66%), mais l'emporte au second tour par 54,74 %. Il est cependant l'un des seuls rocardiens à sauver son siège. Robert Chapuis est battu dans la première circonscription de l'Ardèche. Malgré la présence d'un dissident UDF, en la personne de Christian Lavis (le même Christian Lavis qui avait battu Robert Chapuis aux cantonales de 1992), le candidat de droite, Amédée Imbert maire de Privas, arrive largement en tête du premier tour, par 35 % contre 21,5 % pour Robert Chapuis, avant de s'imposer au second par 54,47 %. Dans la Loire, Gérard Lindeperg est sèchement éliminé dès le premier tour. Il parvient à devancer son adversaire communiste de 552 voix, et donc à faire du PS la première force de gauche de la circonscription, mais avec à peine 15 %, il est devancé par le député sortant, l'UDF Jean-Pierre Philippert (36,71%) et le candidat du FN Gérard Tournaire (19%), et par conséquent, éliminé. Dans son ancienne circonscription du Rhône, Gabriel Montcharmont arrive troisième derrière son challenger de 1988 Jean-Claude Bahu et la candidate du FN et est par conséquent éliminé.

En Gironde, Pierre Brana affronte l'UDF Xavier Pintat. Il adresse une lettre en février 1993 aux électeurs de sa circonscription pour annoncer sa candidature : « *A l'heure où faire de la politique paraît plus suspect qu'autre chose, à l'heure où fusent les pronostics alarmistes, il serait facile de baisser les bras. Mais au-delà des turbulences dans les sphères politiciennes, il y a une chose qui compte, c'est, sur le terrain, à l'Assemblée, la volonté, le travail, le sérieux et les résultats qu'ils ont permis d'obtenir en faveur de chacune de nos 57 communes, des personnes individuelles et des grands dossiers collectifs* »¹⁸¹⁹. Il met en avant son bilan local (« *Oui nous avons beaucoup progressé. Il reste à faire. Il reste toujours à faire* ») et son expérience, à travers des slogans comme « *Un homme de gestion, un homme d'expérience, un homme de progrès social* »

1818 HABERT Philippe, PERRINEAU Pascal, YSMAL Colette, *Le vote sanction. Les élections législatives des 21 et 28 mars 1993*, Presses de Sciences Po, 1993, 347 p.

1819 Fonds Pierre Brana, 106 J 10, *Élections législatives 1993, Propagande*, Archives départementales de Gironde

ou « *Une conviction, une expérience au service du Médoc* ». Là encore, il affiche le soutien de Michel Rocard dans un document de campagne : « *Mon cher Pierre, je suis heureux que tu aies souhaité mener à nouveau la bataille électorale dans la 5ème circonscription de la Gironde. Pour tous, la tâche sera rude car les Français sont inquiets pour leur avenir et celui de leurs enfants [...] Ce sont en effet les hommes qui donnent leur force aux idées, les grands principes ne seraient rien sans la conviction de quelqu'un et leur acharnement à les appliquer [...] Député et maire d'Eysines, tu as réussi à mettre en pratique les idéaux qui sont les nôtres, dans ta ville et à l'Assemblée nationale [...] Bonne chance pour mars prochain, mes vœux t'accompagnent* »¹⁸²⁰. Largement distancé au premier tour avec 21,83 % contre 36,81 %, Pierre Brana perd son siège au profit de son rival UDF.

De son côté, Joëlle Dusseau, après avoir pris le temps de peser le pour et le contre, est candidate dans la 1ère circonscription. Face à un adversaire aussi redoutable que Jean Valleix, Joëlle Dusseau est consciente que le combat sera rude. Mais, dit-elle, « *quand on s'engage dans une élection, c'est pour se faire élire* » rappelant qu'elle a remporté la victoire dans le canton du Bouscat alors que ses chances paraissaient inexistantes¹⁸²¹. Elle s'appuie sur son action en tant que conseillère générale (son canton est inclus dans la circonscription). Un document de campagne regroupe plusieurs témoignages d'habitants de la circonscription en sa faveur¹⁸²² tandis que Philippe Madrelle, président du conseil général vante son action comme conseillère générale et de présidente de la commission Solidarité Gironde. Enfin, Michel Rocard lui adresse un mot de soutien, joint dans un document de campagne accompagné d'une photo : « *Chère amie, chacun de nous sait que la campagne électorale qui s'ouvre est difficile car les Français sont inquiets pour leur avenir et celui de leurs enfants. C'est pourquoi nos principes de liberté, d'égalité et de solidarité sont plus que jamais nécessaires à la France et aux Français, face à un monde en mutation et face à une droite dont l'expérience nous a enseigné les excès. Les convictions qui sont les nôtres sont, je crois, seules sources d'espoir vrai. Je sais la femme que tu es, attentive aux problèmes de société, soucieuse des conditions de vie de nos concitoyens et fidèle à nos valeurs communes. C'est pourquoi je souhaite vivement que les électeurs de la 1ère circonscription de la Gironde t'accordent la confiance que tu mérites. Avec mon cordial soutien, je t'adresse mes vœux de réussite* »¹⁸²³. Le texte est dactylographié, accompagné d'un « bien cordialement » et d'une signature manuscrite. Joëlle

1820 Ibid

1821 *Sud-Ouest*, 30 janvier 1993, Fonds Joëlle Dusseau, BXM 26S 22, *Élections de 1993 dans la première circonscription de la Gironde*, Archives Bordeaux Métropole

1822 « Les habitants de la 1ère circonscription témoignent », Fonds Joëlle Dusseau, BXM 26S 22, *Élections de 1993 dans la première circonscription de la Gironde*, Archives Bordeaux Métropole

1823 Fonds Joëlle Dusseau, BXM 26S 22, *Élections de 1993 dans la première circonscription de la Gironde*, Archives Bordeaux Métropole

Dusseau adresse également une lettre intégralement manuscrite aux habitants de la circonscription : « *je vous dis que pour moi, socialiste, quelles que soient les difficultés, nous devons répondre ensemble, par la solidarité, que nous devons, ensemble, résoudre les problèmes de cette fin de siècle* »¹⁸²⁴. En dépit de ces soutiens et de cette activité, Joëlle Dusseau est sévèrement défaite par Jean Valleix. Le député sortant frôle la réélection dès le premier tour, avec 46,89 % contre 18,33 % pour sa rivale socialiste. Au second tour, il s'impose par 62,81 % contre 37,19 %.

Parmi les autres rocardiens vaincus, on peut citer Alain Richard, battu dans la deuxième circonscription du Val-d'Oise par l'UDF Christian Gourmelen, Bernard Poignant, défait dans la première circonscription du Finistère par le RPR André Angot malgré la candidature dissidente de l'ancien député-maire de Quimper Marc Bécam, Jean-Pierre Sueur dans la première circonscription du Loiret contre l'UDF Antoine Carré, Pierre Brune battu dans sa circonscription du Jura par le RPR Jacques Péliissard, François Patriat dans la cinquième circonscription de la Côte-d'Or ou encore Michel Sapin, éliminé dès le premier tour dans la quatrième circonscription des Hauts-de-Seine. Dans la 3ème circonscription de Seine-Maritime, Pierre Bourguignon termine troisième, trente-sept voix derrière le candidat communiste Michel Grandpierre et soixante derrière le candidat de droite Serge Cramoisin. Cette fois, contrairement au scrutin de 1981, c'est lui qui se retire pour permettre au candidat communiste d'être élu. De nouveau candidat dans la quatrième circonscription de Seine-Saint-Denis, Gérard Fuchs réalise une vraie contre-performance. Avec 10,17 % des voix, il termine quatrième derrière le député communiste sortant Louis Pierna (28,72%), le candidat RPR André Veyssière (27,24%) et le candidat du Front national Yves Baudoin (18,40%)¹⁸²⁵. Roger Bambuck, qui prenait part pour la première fois à une élection, est éliminé dès le premier tour dans la deuxième circonscription d'Eure-et-Loir.

Quant à Michel Rocard, il retourne dans la septième circonscription des Yvelines. Après son départ de Matignon, Michel Rocard n'avait pas souhaité retrouver son siège de député et avait par conséquent laissé son suppléant Jean Guigné terminer le mandat. Mais là, il décide de retourner au combat afin de renforcer sa stature de présidentiable par une victoire et s'imposer comme un des hommes forts d'un PS fragilisé par ce qui s'annonce comme une inévitable nouvelle cohabitation. Or, le contexte local n'est pas meilleur qu'ailleurs. Certains de ses proches sont très sceptiques. Jean-Paul Huchon et d'autres s'interrogent sur la pertinence de prendre le risque de se faire battre pour tenter de se dégager une voie¹⁸²⁶. C'est un peu jouer à quitte ou double. Mais Michel Rocard refuse de ne pas aller à la bataille. Pourtant, la situation est des plus compliquée. Il a en face de lui un adversaire redoutable en la personne du candidat de l'UDF Pierre Cardo, maire de Chanteloup-

1824 Ibid

1825 Louis Pierna est élu au second tour par 52,43 % contre 47,47 % pour André Veyssière

1826 MAZIERES Bernard, « L'inconnue de Conflans », *L'Express*, 25 février 1993

les-Vignes et mélange selon le mot de Jean-Paul Huchon de « *madelinisme et d'Abbé Pierre*¹⁸²⁷ », dont l'action est saluée par Michel Rocard lui-même. De surcroît, il doit faire face à la candidature de son ancienne attachée parlementaire, Monique Le Saux, sous l'étiquette Génération Écologie. Dans ce contexte délicat, Michel Rocard mène une mauvaise campagne, mal organisée dans laquelle le terrain est complètement délaissé¹⁸²⁸. Le 15 mars, Michel Rocard franchit un cap supplémentaire et déclare lors d'un meeting à Cergy Pontoise que les Français ont « *un compte à régler personnel avec François Mitterrand* ». Sa stratégie se confirme : Michel Rocard se décharge de la défaite électorale à venir. Le seul responsable est François Mitterrand, et sa responsabilité va avoir des conséquences sur toute la gauche. Michel Rocard se projette directement dans l'avenir post-élection. L'équation est simple : François Mitterrand va précipiter la gauche toute entière dans l'abîme, Michel Rocard va la reconstruire, tourner la page mitterrandienne et conduire cette nouvelle gauche à la victoire. Une gauche nouvelle, épurée du mitterrandisme et fondée sur les principes rocardiens. Une équation si simple qu'elle provoque des réactions furieuses, notamment au PS.

Les proches de François Mitterrand sont déchaînés, à commencer par Laurent Fabius. Martine Aubry dénonce également les propos de Michel Rocard : « *Dire que c'est de la faute des autres dans son camp ou en dehors de son camp, c'est manquer de courage politique et surtout c'est inquiétant pour la façon dont la gauche retrouvera ses marques. Quand on risque de subir un échec, la première chose à faire est de s'interroger sur sa propre responsabilité* »¹⁸²⁹. Pour les rocardiens, à travers la bouche de Martine Aubry, c'est son père, Jacques Delors, qui n'a pas renoncé à ses ambitions, qui s'exprime. Mais cette fois, même certains des plus fidèles soutiens de Michel Rocard, comme Jacques Pilhan et Michel Sapin, toujours ministre de l'Économie et qui se présente comme « un rocardien proche de François Mitterrand », critiquent la sortie de Michel Rocard¹⁸³⁰. Jacques Pilhan, qui le conseillait toujours depuis Matignon, quitte même l'équipe rocardienne. Michel Rocard aura beau revenir sur ses propos, le mal est fait¹⁸³¹. Devancé au premier tour par 27,17 % contre 38,43 % pour son rival, Michel Rocard parvient à réduire l'écart au second tour, mais pas à s'imposer. Battu avec 47,15 % des voix, Michel Rocard perd une fois de plus son siège de député. Pour ne rien arranger, ses détracteurs historiques, Laurent Fabius et Jean-Pierre Chevènement, sont réélus sans trop de difficultés, respectivement dans la quatrième circonscription de la Seine-Maritime et la deuxième du Territoire de Belfort.

1827 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, p.38

1828 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.275

1829 « Mini bing-bang », *Les Échos*, 17 mars 1993

1830 Dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication : Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.562

1831 *Le Monde*, 19 mars 1993, dans ibid

Ces élections législatives, la pire catastrophe électorale du Parti socialiste sont une interruption brutale de l'entreprise de Michel Rocard. S'il comptait parier sur les difficultés de la fin du règne mitterrandien pour se hisser au sommet, lui et son courant se trouvent emportés par l'échec.

3) Les rocardiens face à l'urgence du rebondissement

Immédiatement, les proches de Michel Rocard essaient de le préserver des éclaboussures de l'échec du PS. Dans leur plaidoirie, Michel Rocard n'est pas coupable de l'échec, il en est la victime, il paie les erreurs de ses « camarades » qui se sont obstinés à ne pas tenir compte de son diagnostic et de ses solutions. Jean-Paul Huchon critique l'arrogance de ceux qui sont aux manettes (sous-entendu, les mitterrandistes), prompts à donner des leçons sans assumer leurs propres fautes. Il critique le sectarisme des mitterrandistes, qui ont toujours privilégié l'entrisme de leur clan, sans s'ouvrir à des partenaires, qu'ils soient extérieurs au parti (on peut penser aux centristes) ou intérieurs (les rocardiens). Il pourfend le conservatisme de ceux qui sont restés figés sur leurs totems et leurs certitudes au lieu de préparer l'adaptation à un monde changeant. Le constat est clair : cette défaite marque une rupture, « *la fin d'une certaine manière de gouverner et d'une certaine manière d'être socialiste* »¹⁸³².

Le renouveau passe par une nouvelle méthode, fondée sur l'ambition combinée à la modestie. L'ambition de réaliser une profonde réforme, de regagner la confiance des électeurs, de repenser le logiciel de la gauche pour l'adapter à son temps et de sortir de cette mentalité clanique isolationniste, de s'ouvrir aux bonnes volontés, d'où qu'elles viennent. Et ce renouveau sera porté par un homme, celui qui incarne depuis des années ces vertus que sont l'écoute, le respect, le souci de rassembler et d'agir : Michel Rocard. Le discours de Montlouis, aux yeux des rocardiens, apparaît dès lors comme une prophétie de Cassandra et comme une nécessité prioritaire.

Les clubs Convaincre se mobilisent aussitôt. Le 6 avril, le collectif national des Clubs adopte un texte où il appelle tous les groupes, clubs et réseaux qui se reconnaissent dans ce discours à élargir leurs rencontres autour de grands thèmes pour étendre la portée du message de Michel Rocard. Mais la défaite a impacté lourdement l'image de présidentiel de Michel Rocard. Bien qu'il ait tout fait pour prendre ses distances avec le PS et avec François Mitterrand pour éviter d'être éclaboussé par le crash électorale, la défaite électorale lui ôte une certaine légitimité devant les Français mais aussi devant la gauche. Son opération a échoué, les électeurs ne l'ont pas fait sortir du

1832 HUCHON Jean-Paul, « Après les élections, quel avenir pour la gauche ? Quelles priorités », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°79, avril 1993 », *MichelRocard.org*

lot, ne l'ont pas distingué du reste du PS et ne l'ont pas adoubé comme celui qui pouvait prétendre rénover la gauche. Ses détracteurs internes ne le ménagent pas. Le soir même des résultats, Laurent Fabius, qui fait partie des rares rescapés de la déroute électorale, attaque « *ceux qui ont voulu prendre leur distance avec le PS* »¹⁸³³, visant directement Michel Rocard. Pour ne pas arranger les affaires de Michel Rocard, son courant ressort également affaibli de ce scrutin. La plupart de ses proches, comme nous l'avons vu plus haut, ont été battu. Déjà faiblement représentés à l'Assemblée nationale, les rocardiens n'ont plus qu'une toute petite poignée de rescapés, comme Louis Le Pensec ou Charles Josselin. Étant lui-même absent des rangs de l'Assemblée nationale, Michel Rocard ne peut presque plus s'appuyer sur personne pour y conserver des relais. Dans le match interne au sein du PS pour l'après-Mitterrand, sa propre défaite lui fait perdre des points, car Laurent Fabius, qui n'a pas renoncé à ses ambitions, lui, est de retour sur les bancs parlementaires. Michel Rocard, lui, perd 14 points dans les sondages sur le meilleur candidat de la gauche pour 1995¹⁸³⁴.

Paradoxalement, la nomination de Michel Rocard à Matignon ne rend pas un grand service aux rocardiens. Car dans sa nouvelle position, Michel Rocard est plus dépendant de François Mitterrand que jamais. Il réalise très rapidement que le président de la République ne l'a pas nommé à ce poste pour le mettre en valeur ou lui passer le flambeau. Les rocardiens demeurent une minorité au sein du PS. Difficulté supplémentaire, la nomination de Michel Rocard l'éloigne des affaires de son courant. Les rocardiens se réorganisent donc, notamment autour de Gérard Lindeperg. Sans renier leur loyauté à Michel Rocard, ils s'efforcent de ne pas apparaître comme seulement le clan d'un homme mais comme une réelle composante spécifique de la gauche socialiste. Pour cela, les rocardiens se focalisent sur les idées, travaillant sans relâche à la construction d'une pensée politique originale. Ils sont également obligés de donner de la voix car la nouvelle position de Michel Rocard n'a en rien changé leur traitement interne. Ni celle de Michel Rocard, qui concentre toutes les critiques liées à la politique menée, essentiellement la politique économique. Aussi, les rocardiens ne manquent aucune occasion de défendre leur figure de proue et de ses intérêts. Car au sein du PS, la succession de François Mitterrand est un enjeu présent dans tous les esprits. Les rocardiens sont particulièrement actifs contre un prétendant qui ne cache pas ses ambitions : Laurent Fabius. Lorsque François Mitterrand met fin aux fonctions de Michel Rocard en mai 1991, ce dernier sort néanmoins avec une popularité solide et une image plutôt positive. Dès lors, le courant rocardien se remobilise autour de lui. Comptant s'appuyer sur le bilan de Michel

1833 Dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication : Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.565

1834 *Le Nouvel Observateur*, 20 mai 1993

Rocard pour mettre en avant son statut d'homme d'État, les rocardiens comptent également tirer profit de l'atmosphère morose de la fin de mandat mitterrandien. Le début des années 1990 est en effet catastrophique pour le Parti socialiste, qui essuie de très sévères revers électoraux. L'opportunité pour Michel Rocard de proposer un renouveau pour le socialisme, un renouveau qu'il ne demande qu'à animer et incarner.

Chapitre 6 : De l'élévation à la chute. Les conséquences collectives d'un échec de Michel Rocard

La défaite historique du Parti socialiste lors des élections législatives de 1993 offre paradoxalement une opportunité inespérée pour Michel Rocard. Bien qu'il fut lui-même vaincu dans sa circonscription des Yvelines, son entourage organise pour lui un rebond idéal pour préparer la suite : la prise du Parti socialiste. Michel Rocard bénéficie donc d'une sorte de renaissance politique au moment où le mandat de François Mitterrand apparaît plus crépusculaire que jamais. Cette prise de pouvoir lui permet aussi d'écarter son meilleur rival, Laurent Fabius. Michel Rocard a par conséquent les mains libres pour mener à bien son projet de rénovation socialiste unitaire autour de lui et de sa ligne politique dans la perspective de porter les couleurs du Parti socialiste lors de l'élection présidentielle de 1995. Pourtant, son entourage n'est pas unanime dans l'appréciation de cette stratégie. Alors que Michel Rocard avait toujours fait part de sa méfiance envers les appareils politiques, lui qui avait privilégié les idées, sa tactique apparaît comme un reniement de ses approches antérieures. Michel Rocard divise aussi ses proches lorsqu'il décide de conduire la liste PS aux européennes de 1994. Alors qu'il est poussé en ce sens par une partie de sa garde rapprochée, qui y voit une manière d'asseoir définitivement sa position au sein du PS, d'autres jugent qu'il s'agirait là d'une prise de risque inutile et potentiellement fatale.

Paradoxalement, l'unité du courant rocardien semble menacée au moment où Michel Rocard assure le *leadership* au Parti socialiste, comme si le courant était plus fort dans la marginalité et dans l'opposition. Décidé à assumer son rôle de chef, Michel Rocard se heurte à une série d'embûches. Il est intéressant de voir comment Michel Rocard assume précisément ce rôle de chef, d'autant plus qu'il change de dimension, passant de chef de clan à chef d'un parti tout entier, avec ses contradictions et tensions internes. L'émergence surprise de Bernard Tapie dans cette course européenne est le piège que Michel Rocard n'avait pas anticipé. Le prix à payer est lourd. Son échec relatif aux élections européennes est le prétexte tant attendu par les cadres du PS pour renverser Michel Rocard. Cet épisode marque la fin de la carrière nationale de Michel Rocard et met le courant rocardien face à la question même de son existence.

Désorientés sans l'Homme qui incarnait leurs combats politiques, les rocardiens ne demeurent pas unis très longtemps. Les divergences stratégiques scindent le courant, mettant fin à une aventure politique commune. Chacun fait son choix, privilégiant l'engagement dans le parti derrière un nouveau chef de file, un engagement plus intellectuel dans les clubs, ou un retrait des questions politiques au profit d'un retour à un engagement purement local. Il se pose alors la

question de l'importance, visiblement cruciale, du chef de file, élément majeur pour la cohésion du groupe, et des conséquences de son absence.

1) La conquête du parti

La prise du Parti socialiste, dénoncée par certains mitterrandistes comme un coup d'État interne, permet à Michel Rocard de se positionner comme le futur candidat socialiste à l'élection présidentielle. Michel Rocard entend faire du PS une machine débarrassée des anciennes étiquettes internes, mais néanmoins à son service et refondée autour de sa ligne politique. Mais cette approche est aussi un sujet de clivage au sein du courant. Il commence à se dégager deux tendances parmi les rocardiens. Ceux qui pourraient être qualifiés de « clubistes », qui demeurent méfiants envers le Parti socialiste. Eux veulent occuper une place particulière, parallèle à celle du PS mais indépendante. En face, ceux qui estiment que le parti est nécessaire à l'entreprise rocardienne et qui veulent aider Michel Rocard dans son travail de « rocardisation » du Parti socialiste.

A) Prendre les rênes du parti : quelles perspectives ?

1) La prise de contrôle de l'appareil socialiste

François Mitterrand doit se résigner à une nouvelle cohabitation et nomme à Matignon Édouard Balladur, ancien ministre de l'Économie du gouvernement Chirac de cohabitation, et matière grise de Jacques Chirac^{1835 1836}. Il constitue un gouvernement d'union entre le RPR et l'UDF où l'UDF se taille la part du lion. Dès le 29 mars, le bureau exécutif du PS se réunit. Gérard Lindeperg propose une démission de la direction, comme le font les autres partis sociaux-démocrates européens en cas de lourde défaite. Aucune décision ne sort de la réunion. Aussi, un comité directeur du PS est convoqué le 3 avril afin de tirer les leçons de cet échec, et de régler les comptes. Laurent Fabius tente de garder le contrôle de l'appareil socialiste. Pour maintenir l'accord qui lui a permis d'accéder aux commandes du PS, il propose que le rocardien Charles Josselin, un des rares membres de ce courant à avoir conservé son siège¹⁸³⁷, prenne la tête du groupe socialiste en remplacement de Jean Auroux, battu dans la 5ème circonscription de la Loire¹⁸³⁸. Mais les

1835 CHAZAL Claire, *Édouard Balladur*, Flammarion, 1993, 198 p.

1836 DOMENACH Nicolas, SZAFRAN Maurice, *De si bons amis*, Plon, 1994, 453 p.

1837 Il fut réélu face à l'UDF René Benoît par 53,27 % après avoir été devancé au premier tour

1838 « Laurent Fabius fait une offre aux rocardiens », *Les Échos*, 1^{er} avril 1993

rocardiens refusent d'entrer dans les marchandages et d'offrir du répit à Laurent Fabius. En tant que numéro 2, Gérard Lindeperg livre une analyse de la défaite et propose à nouveau une démission collective et de consulter les adhérents¹⁸³⁹. Chacun y va de sa proposition. Pierre Mauroy et Michel Rocard appellent à confier aux militants le soin de recréer les conditions de la victoire pour les européennes de 1994 et la présidentielle de 1995, à organiser des états généraux socialistes et à nommer une nouvelle direction. Jean Poperen réclame des états généraux de toute la gauche.

Michel Rocard en profite également pour avancer doucement ses pions en prévision de 1995 : « *Moi-même sur ma situation personnelle, je n'envisage pas un instant de faire comme si rien ne s'était passé dimanche dernier. J'ai toujours essayé d'être lucide et d'assumer mes responsabilités. Parce que je suis lucide, je sais que le naturel d'une candidature ne se décrète pas : il se constate. Je suis candidat, mais ma propre détermination ne suffit pas. Je sais bien qu'il me faut rebâtir et élargir une légitimité. Parce que j'assume mes responsabilités, je n'entends pas me prêter à des marchandages [...] L'essentiel à mes yeux n'est pas ma candidature mais les conditions qui la rendront victorieuse, les conditions qui permettront à la gauche de renouer avec les Français [...] Nous devons nous interroger lucidement sur ce qui a dévitalisé et parfois asphyxié, la vie démocratique dans notre parti. L'institutionnalisation des courants en est évidemment la cause la plus apparente. Les courants ont été une condition de la création du parti d'Epinais. Ils avaient alors une justification. Mais ils se sont peu à peu rigidifiés au point de devenir des facteurs de paralysie* »¹⁸⁴⁰.

Une intervention qui lui attire des critiques de Jean Poperen sur son discours de Montlouis et une accusation voilée d'être le responsable d'un virage social-libéral du PS. Pierre Mauroy, lui, blâme les courants, coupables à ses yeux d'avoir « *enrayé le débat d'idée dans le Parti depuis 10 ans* », d'avoir « *au niveau local, découragé les adhésions militantes et ils ont figé à l'extrême les enjeux de pouvoir et transformé en combats de personnes les choix à faire dans chacune de nos instances* », et de s'être transformés de courants de pensée dans les années 1970 à « *courants de pouvoir qui ont détruit beaucoup dans les années 80* »¹⁸⁴¹. Dominique Strauss-Kahn propose de son côté un texte encore plus poussé, plus brutal, que celui de Pierre Mauroy : une direction provisoire du PS représentative de la diversité du parti et associant les anciens premiers secrétaires pour préparer des états généraux du PS. D'autres divers textes sont présentés, notamment par Jean-Pierre Chevènement, peu avare de reproches contre les orientations du PS de ces dernières années. Il revendique fièrement de s'y être opposé, se glissant dans la position de Cassandre du PS.

1839 Voir Annexes « Comité directeur, 3 avril 1993 », *Archives-Socialistes.fr*

1840 « Comité directeur- Maison de la Chimie- 3 avril 1993- Intervention de M.Michel Rocard », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1841 « Comité directeur, 3 avril 1993 », *Archives-Socialistes.fr*

Laurent Fabius, lui, renvoie toute décision à un congrès organisé à l'automne lors duquel les militants se prononceraient sur les responsables du parti. Mais il heurte l'assistance en déclarant « *si j'avais été battu aux élections, personnellement, je ne me serais pas senti dans la situation personnelle de poursuivre ma tâche à la tête du parti.* » Cet élan de vanité provoque un tollé. Pour de nombreux participants, ce genre de remarque de la part d'un des rares rescapés, qui jouit en plus d'une des circonscriptions les plus confortables pour la gauche, est indécente. Sans compter qu'il ne fut réélu qu'avec une courte avance au second tour, alors qu'en 1981 et 1988, il fut élu dès le premier tour. Autrement dit, les cadres du PS jugent qu'il n'y a vraiment pas de quoi se vanter ou se sentir légitimé... C'est un faux pas lourd de conséquence. Jusque-là plutôt soutenu par l'appareil du parti, Laurent Fabius coalise contre lui tous ses opposants. Les fidèles de Michel Rocard bien sûr, qui n'ont jamais su travailler en harmonie avec Laurent Fabius dans cette collaboration qui était plus une cohabitation interne déguisée en rassemblement, les mauroyistes, mais aussi les jospiniens, décidés à enfin renverser leur frère ennemi du mitterrandisme. Finalement, acculé, Laurent Fabius se rallie à contrecœur, et avec beaucoup d'amertume, au texte de Pierre Mauroy et Michel Rocard. Sur 131 membres du comité directeur, 62 votent pour celui de Dominique Strauss-Kahn, dont des rocardiens, comme Bernard Poignant, 49 pour celui de Pierre Mauroy et Michel Rocard. Les autres font tous moins de 10 voix¹⁸⁴².

Selon la règle en vigueur, c'est le texte arrivé en tête du vote qui sert de base aux travaux de la commission des résolutions, celui de Dominique Strauss-Kahn en l'occurrence. Ladite commission des résolutions compte 26 membres¹⁸⁴³, dont cinq rocardiens¹⁸⁴⁴. Mais les amis de Jean Poperen décident de boycotter ces travaux tandis que les chevènementistes quittent carrément le comité directeur pour lancer leur propre parti, le Mouvement des citoyens. Les fabiusiens restent, sauf Laurent Fabius qui refuse d'assister à la réunion, mais sont indignés et vont jusqu'à parler de « putsch » contre leur champion¹⁸⁴⁵. Laurent Fabius lui-même laisse éclater toute sa colère : « *En clair, Michel Rocard veut, à tout prix, être candidat à l'élection présidentielle. Il s'est trouvé battu à Conflans-Sainte-Honorine. Il a voulu mettre la main sur la direction du PS, quitte à le déchirer, pour préserver son avenir* »¹⁸⁴⁶. Gérard Lindeperg, au nom des rocardiens, propose d'amender ou de compléter le texte de Dominique Strauss-Kahn par des points du texte présenté par Pierre Mauroy et

1842 « Comité directeur, 3 avril 1993 », *Archives-Socialistes.fr*

1843 Henri Emmanuelli, André Laignel, Dominique Strauss-Kahn, Pierre Moscovici, Marie-Arlette Carlotti, Louis Mermaz, Gérard Collomb, Bernard Roman, Gérard Lindeperg, Jean-Claude Petitdemange, Bernard Poignant, Alain Bergounioux, Gérard Fuchs, Jean-Marc Ayrault; Laurent Fabius, Daniel Percheron, Claude Bartolone, Paul Quilès, Alain Claeys, François Bernardini, Marcel Debarge, Elisabeth Mitterrand, Julien Dray, Marie-Noëlle Lienemann, Michel Charzat et Jean-Paul Planchou.

1844 Gérard Lindeperg, Jean-Claude Petitdemange, Bernard Poignant, Alain Bergounioux et Gérard Fuchs.

1845 « Rocard s'empare de ce qu'il reste du Parti socialiste », *Le Monde*, 4 avril 1993

1846 *Libération*, 5 avril 1993, dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication : Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.566

Michel Rocard, « *parce que l'ensemble de la procédure était décrite avec beaucoup plus de précision* »¹⁸⁴⁷. Par ailleurs, il propose de conserver le Bureau exécutif tel qu'il est, « *à condition de préciser qu'il gère les affaires courantes, puisque c'est la nouvelle direction provisoire qui sera chargée de faire l'essentiel du travail politique à travers la mise en place des états généraux* ».

Cette nouvelle direction compte d'abord 16 membres, répartis sur la base du congrès de Rennes : quatre jospinistes (mais pas Lionel Jospin qui souhaite se tenir à l'écart un certain moment), quatre fabiusiens, un pour chaque courant mineur et quatre rocardiens. Mais pour faire de la place aux amis de Pierre Mauroy, la direction s'élargit à 21 membres : Deux mauroyistes l'intègrent et les courants Jospin, Fabius et Rocard gagnent un représentant supplémentaire chacun. Les cinq rocardiens sont : Michel Rocard, Jean-Paul Huchon, Bernard Poignant, Manuel Valls et Monique Ben Guiga¹⁸⁴⁸. Pierre Brana ne souhaitait pas en être, fidèle à sa logique de rester pleinement focalisé sur le local et sur son envie de reprendre sa circonscription en 1997. Sous proposition d'Henri Emmanuelli¹⁸⁴⁹, Michel Rocard est désigné à l'unanimité comme président de cette direction provisoire.

Michel Rocard lui-même est un peu mal à l'aise. C'est bien plus son entourage que Michel Rocard lui-même qui a manœuvré, notamment Jean-Paul Huchon, Claude Evin et Jean-Claude Petitdemange, avec la complicité de Dominique Strauss-Kahn. Le premier concède : « *C'est vrai, la prise de pouvoir du 3 avril a été préparée, mais à l'insu de Michel* »¹⁸⁵⁰. Jean-Paul Huchon dédouane également Michel Rocard¹⁸⁵¹ et confirme que ce sont bel et bien Jean-Claude Petitdemange et lui-même qui ont fait office de tacticiens¹⁸⁵². La « *conspiration* » aurait même été planifiée bien avant les élections législatives. Dès le début de l'année 1993, plusieurs réunions secrètes auraient été tenues dans les locaux du 266 boulevard Saint-Germain¹⁸⁵³. L'objectif ? Achever ce que le congrès de Rennes avait initié à savoir unir les rocardiens avec les miterrandistes non-fabiusiens pour se débarrasser de Laurent Fabius, avec le soutien de Pierre Mauroy. Plus encore, Jean-Paul Huchon dédramatise ce qu'il vient de se passer. Il refuse de parler d'un putsch, rappelant que le comité directeur qui a désigné Michel Rocard fut le même que celui qui désigna Laurent Fabius pour remplacer Pierre Mauroy. Tout comme il refuse l'idée que Michel Rocard soit obsédé par l'élection présidentielle, rappelant que Michel Rocard s'est retiré deux fois en faveur de

1847 « Comité directeur, 3 avril 1993 », *Archives-Socialistes.fr*

1848 « Instances nationales provisoires. Le 13 avril 1993 », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 67, *Parti socialiste 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

1849 « Comité directeur, 3 avril 1993 », *Archives-Socialistes.fr*

1850 MAZIERES Bernard, « Le coup d'État provisoire », *L'Express*, 1^{er} juillet 1993

1851 *Globe Hebdo*, 14-20 avril 1993, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 44, *Courant rocardien 1980-1994*, Fondation Jean-Jaurès

1852 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.180

1853 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, p.51

François Mitterrand. Les fabusiens n'en croient pas un mot mais même des proches de François Mitterrand attestent que Michel Rocard n'avait rien préparé. Jean Glavany, ancien chef de cabinet de François Mitterrand assène que c'est l'attitude de Laurent Fabius qui lui a coûté son fauteuil de premier secrétaire du PS, rien d'autre¹⁸⁵⁴.

La réalité semblerait être un peu entre les deux versions. Dans la matinée, avant la réunion du comité, Michel Rocard s'était réuni avec sa garde rapprochée pour faire un point. Ses soutiens le motivent à réaliser un coup de force dans l'intérêt du PS. Les jours précédents, les lieutenants rocardiens ont multiplié coups de téléphone et entretiens avec presque toutes les composantes du PS pour rendre possible un front anti-Fabius. Des jospinistes jusqu'à l'aile gauche représentée par Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray, en passant par Pierre Mauroy et les « quadras » deloristes, tous sont prêts à faire bloc derrière Michel Rocard. Mais l'intéressé n'avait pas encore arrêté sa position. Sa réticence au bellicisme, démontrée dans ses rapports avec François Mitterrand, le retient de porter l'estocade à Laurent Fabius. Mais la sortie de ce dernier renforce la détermination des conjurés et balaie les dernières hésitations. Au moment du déjeuner, trois jospinistes, André Laignel, Pierre Moscovici, Daniel Vaillant, et deux rocardiens, Jean-Paul Huchon, Alain Bergounioux, préparent le futur texte majoritaire. Puis ils s'assurent que ledit sera majoritaire et trouvent celui qui le portera, en la personne de Dominique Strauss-Kahn. Enfin, la garde rapprochée de Michel Rocard le convainc de lâcher son texte pour rallier celui de Dominique Strauss-Kahn¹⁸⁵⁵. La suite est connue. Michel Rocard n'aurait donc pas été l'artisan de la manœuvre, mais son instrument. Il savait ce qu'il se tramait. Mais il n'a ni encouragé, ni dissuader son entourage de fomenter ce coup d'État interne.

Cet épisode de prise de contrôle atteste du rôle, invisible mais incontournable des entourages¹⁸⁵⁶. Le rôle d'un entourage, dans les écuries politiques les plus ambitieuses, c'est aussi de faire la politique politicienne. Ce sont eux qui débloquent les situations les plus alambiquées. Il est compliqué de s'imposer sans passer par la boxe interne. Dans ce cas, certains fidèles doivent faire ce qui pourrait être qualifié de sale travail pour permettre au chef de progresser sereinement sans avoir à trop se mettre dans la mêlée¹⁸⁵⁷. Cela peut permettre d'« identifier l'entourage comme le lieu d'une influence de proximité, qui joue alternativement un rôle de substitut au titulaire de l'autorité (quand on « fait parler » celui-ci) et un rôle d'interface (quand l'entourage informe,

1854 MAZIERES Bernard, « Le coup d'État provisoire », *L'Express*, 1^{er} juillet 1993

1855 MAZIERES Bernard, « Samedi 3 avril-Rocard prend le PS », *L'Express*, 23 décembre 1993

1856 BOUNEAU Christine, COSTE Laurent (dir.), *Les conseillers du pouvoir en Europe du XVIe siècle à nos jours : acteurs, cercles et pratiques*, Peter Lang, 2018, 311 p.

1857 LECLERC Marc-André, *Confidences politiques. Incursion dans l'entourage de nos élus*, Les Éditions du Journal, 272 p.

coordonne, concilie, harmonise, instruit les dossiers ou sert de zone tampon pour amortir les chocs entre le locus de contrôle du pouvoir et sa contestation extérieure) »¹⁸⁵⁸.

2) Un triomphe qui divise

En ce qui concerne l'entourage de Michel Rocard, il est divisé sur la question de la pertinence de prendre le parti. Alain Richard est embarrassé par la situation. S'il juge que Michel Rocard conserve un espoir pour l'élection présidentielle de 1995, il estime que de revêtir les habits de chef de parti peut s'avérer périlleux. Il pense notamment aux élections européennes prévues l'année suivante. Il est courant que le chef de parti conduise la liste aux européennes. Or, les prochaines européennes sont prévues un an avant l'élection présidentielle. Une candidature de Michel Rocard serait ainsi un tour de piste, mais aussi, une prise de risque¹⁸⁵⁹. Robert Chapuis et Pierre Brana¹⁸⁶⁰ doutent de l'intérêt de diriger le Parti socialiste. Michel Rocard est un homme populaire, au-delà même du PS, voire de la gauche. Il a bâti cette popularité sur sa liberté et son indépendance de ton, son attitude différente de celle des apparatchiks. En devenant un chef de parti, ne risquait-il pas de détruire cette image ? De s'éloigner de la société civile et de l'opinion publique en se consacrant à des questions politiciennes internes ? De devenir malgré lui un apparatchik résonnant uniquement pour et par le parti et les calculs d'apothicaire ? Pierre Brana décèle également le danger par le simple fait que ce soit Henri Emmanuelli, qui n'aimait pas Michel Rocard, qui ait proposé son nom pour diriger le parti. C'est un signe avant-coureur, un baiser de la mort¹⁸⁶¹. Il tente bien de prévenir Michel Rocard de son ressenti, de le convaincre que en dépit des apparences, jamais les miterrandistes ne lui laisseraient le champ libre vers la succession de François Mitterrand. *« Je lui ai dit en devenant premier secrétaire du PS, tu vas casser ton image. Chaque fois il me répondait que Mitterrand est bien devenu Président en étant premier secrétaire. Et chaque fois je lui disais que l'environnement avait changé, que les conditions n'étaient plus les mêmes, que l'état d'esprit n'était pas du tout le même... et qu'il n'était pas Mitterrand »¹⁸⁶².*

Mais en dépit de tous ces avertissements, il parle dans le vide. Car Robert Chapuis pense que Michel Rocard était trop heureux de prendre le parti pour se rendre compte des conséquences potentielles sur le long terme. Être au sommet du parti était pour lui *« presque plus important*

1858 EYMERI-DOUZANS Jean-Michel, BIOY Xavier, MOUTON Stéphane (dir.), *Le règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'exécutif*, Presses de Sciences-Po, 2015, p.652

1859 Entretien avec Alain Richard, 19 avril 2023

1860 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.202

1861 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

1862 Ibid

qu'une candidature présidentielle »¹⁸⁶³. Et il est encouragé en ce sens par une autre partie de sa garde rapprochée. Jean-Paul Huchon, qui, avec du recul, regrette d'avoir poussé Michel Rocard à prendre le PS, concède qu'il avait sous-estimé l'attachement de Michel Rocard pour le PS, un attachement qui l'aveuglait¹⁸⁶⁴, et qu'il avait surestimé la capacité de Michel Rocard à changer le parti¹⁸⁶⁵. Pour Gérard Lindeperg, l'accès des rocardiens aux commandes représente l'aboutissement de ce pourquoi il s'est engagé : transformer le parti de l'intérieur, le rénover et le convertir au rocardisme et aux valeurs qui le structurent¹⁸⁶⁶. Après avoir laissé passer sa chance en 1981 et 1988 en s'effaçant par deux fois derrière François Mitterrand, il aurait été invraisemblable de laisser filer cette chance inespérée, sans compter que cela aurait pu affaiblir une potentielle candidature à venir. Quelle image aurait renvoyée un Michel Rocard refusant de prendre ses responsabilités au moment où le parti était plus bas que terre ?

Enfin, il y a une dimension plus stratégique : Michel Rocard avait été battu aux législatives, ainsi que l'immense majorité de ses proches¹⁸⁶⁷. Prendre le parti, c'est retrouver un nouveau souffle et une nouvelle dynamique inespérée pour aborder l'avenir¹⁸⁶⁸. Pourtant, cette arrivée de Michel Rocard à la tête du PS marque une rupture dans la vie du courant, un tournant décisif, et même un tournant final. Autrefois marginal, minorité dans la majorité, ou majoritaire dans la minorité, il est désormais le centre de gravité du parti. Il n'est donc plus question de gérer un courant mais un parti. *«Notre priorité, ma seule priorité, c'est de reconstruire la gauche et de lui redonner ses chances. Tout dépendra du renouveau que nous saurons, ensemble, apporter à notre Parti. Nous ne le ferons pas avec des demies-mesures, des habitudes un instant bousculées et aussitôt reprises, ou des courants qui feindraient de disparaître pour renaître au plus vite »*¹⁸⁶⁹.

Un cap supplémentaire est franchi pour Michel Rocard. Il n'est plus minoritaire au sein du Parti socialiste, il en est désormais le chef. Quant à son courant, il devient une ossature incontournable du PS. Pourtant, certains de ses fidèles sont inquiets. Ils ont éprouvé le fonctionnement tortueux du PS pendant tellement d'années qu'ils redoutent que Michel Rocard perde son identité durement forgée.

1863 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

1864 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, p.54

1865 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

1866 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

1867 Il semble, selon les calculs internes au Parti socialiste, que des 52 membres du parti rescapés (cinq de plus se rattacheront au groupe socialiste comme apparentés portant les effectifs du groupe à 57), seuls trois seraient rocardiens. PERRIGNON Judith, « Le PS mise sur les dames pour 1998 », *Libération*, 28 mai 1996

1868 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.345

1869 « Réunion de préparation aux États généraux du 17/04/1993 », dans « Discours de Michel Rocard, *MichelRocard.org*

3) La volonté de refonder le Parti socialiste

Certes, il faut rassembler et faire en sorte que la nouvelle direction reflète la variété du PS. Les rocardiens restent tout de même l'ossature du parti, comme s'il y avait le dessein caché de fusionner naturellement le courant et le parti : Le « cabinet du président » est dirigé par Yves Colmou, avec Marie Bertin comme attachée de presse et les fidèles Guy Carcassonne, Pierre Encrevé et Alain Bergounioux comme conseillers¹⁸⁷⁰. Gérard Lindeperg quitte la direction pour intégrer le cabinet comme « conseiller spécial » de Michel Rocard. En tant que tel, il dispose d'un bureau à Solférino. Il assiste régulièrement aux réunions de l'équipe qui entoure Michel Rocard. Les rencontres se font le mardi, autour d'un déjeuner dans l'appartement personnel de Michel Rocard au 14 cité Vanneau. Il y retrouve les convives réguliers que sont Jean-Paul Huchon, Tony Dreyfus, Guy Carcassonne, Jean-Claude Petitdemange, Alain Bergounioux, Yves Colmou...¹⁸⁷¹. L'organigramme du PS tend néanmoins à faire de la place aux autres tendances. Sur les dix membres de la direction nationale, quatre sont rocardiens¹⁸⁷². Parmi les non-rocardiens figurent Daniel Vaillant, chargé des fédérations ou Jean Glavany comme porte-parole¹⁸⁷³. Pour le reste, le PS est tout de même plutôt noyauté par les fidèles de Michel Rocard : Jacques Salvator¹⁸⁷⁴ en devient le secrétaire général et Jean-Paul Huchon, le numéro 2. Les locaux du boulevard Saint-Germain restent le lieu de rassemblement de la « majorité de la majorité » du PS¹⁸⁷⁵. Robert Chapuis est quant à lui membre du comité directeur mais privilégie son action dans le courant rocardien.

Dans le même temps les États généraux de la gauche, « les Assises de la transformation sociale », sont activement préparés. Pour Robert Chapuis, la démarche est utile et permettra d'ancrer définitivement la possibilité d'une candidature de Michel Rocard à la présidentielle de 1995... bien que Michel Rocard, pour calmer les esprits et s'assurer du soutien de toutes les chapelles du PS, ait annoncé renoncer à sa candidature présidentielle¹⁸⁷⁶ pour se consacrer uniquement à la restructuration du parti. Michel Sapin appuie que l'unique chantier de Michel Rocard est la reconstruction de la gauche, occultant complètement la préparation de la présidentielle¹⁸⁷⁷. Cette annonce est possiblement un leurre, dans le sens où elle ne viserait qu'à

1870 « Instances nationales provisoires. Le 13 avril 1993 », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 67, *Parti socialiste 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

1871 LINDEPERG Gérard, *Dans la Loire, Mémoires (suites)*, op.cit, p.106

1872 Jean-Paul Huchon, Bernard Poignant, Monique Ben Guiga et Manuel Valls

1873 « Nouvel organigramme », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 67, *Parti socialiste 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

1874 Né en 1949, ancien membre de la JOC, de l'UNEF et ancien secrétaire général de la branche étudiante de la CFDT, il fut membre du PSU de 1972 à 1985, année où il rejoint le PS et le courant rocardien.

1875 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, p.76

1876 *Libération*, 19 avril 1993

1877 MAZIERES Bernard, « Le coup d'État provisoire », *L'Express*, 1^{er} juillet 1993

faire taire ceux qui l'accusent de ne préparer que 1995. L'œuvre de restructuration du PS peut être utilisée par Michel Rocard pour se doter d'une légitimité inégalable et indiscutable. Il ne veut plus être le candidat virtuel ou le candidat déclaré, mais le choix de l'évidence, acclamé et réclamé. Le 5 avril 1993, Michel Rocard réunit dans un restaurant le trio qu'il charge de piloter l'entreprise de rénovation du PS, et plus encore, de la gauche : Manuel Valls, pour rétablir un contact avec la base militante, le trésorier du PS Pierre Moscovici, chargé de préparer un texte de rassemblement pour le prochain congrès, et Jean-Christophe Cambadélis¹⁸⁷⁸, un autre jospiniste, qui doit réfléchir aux contours de ces fameuses Assises¹⁸⁷⁹. Pour autant, les rocardiens entendent bien ne pas se limiter au Parti socialiste.

Dans la droite ligne des idées rocardiennes sur l'implication de la société civile dans la transformation sociale, les Clubs Convaincre travaillent à élargir les cercles. Car, en dépit de la nouvelle position de force des rocardiens au sein du PS, les responsables des Clubs Convaincre ne veulent pas être absorbés par l'appareil, que les clubs deviennent des satellites du parti. Il ne faut pas oublier qu'un certain nombre de ces responsables appartiennent à la société civile et sont étrangers aux codes du militantisme politique partisan. Ils entendent conserver leur indépendance et leur liberté d'action, rester un groupe de réflexion. Il ne s'agit pas de prendre de la distance avec Michel Rocard, mais de ne pas mêler les missions de chacun. En acceptant de prendre les rênes du PS, Michel Rocard s'est donné pour mission de relever le PS. Il a également demandé aux membres des Clubs de rejoindre le parti.

B) Les rocardiens au cœur du grand fourmillement

1) L'activisme des clubs

Mais cette mission de régénération du PS n'est pas l'affaire des Clubs Convaincre. Ils estiment ne pas avoir été fondés pour être « *des supplétifs du Parti socialiste* »¹⁸⁸⁰. François Soulage écrit d'ailleurs à Michel Rocard pour exprimer son scepticisme sur le tournant pris par les préparatifs des Assises. S'il y participe au titre des Clubs Convaincre, il juge que la méthode n'est pas la bonne. Alors que les Assises devaient permettre « *la reconstruction d'un mouvement social*

1878 Ancien militant trotskyste, rallié au PS en 1986, élu député de la 20ème circonscription de Paris en 1988, battu aux législatives de 1993

1879 AMAR Cécile, CHEMIN Ariane, *Jospin et Cie. Histoire de la gauche plurielle 1993-2002*, Seuil, 2002, p.16

1880 « Conclusions de la réunion du Collectif national du 4 mai 1993 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 108 : Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

démocrate rassemblant les forces de transformation sociale »¹⁸⁸¹, François Soulage estime que c'est une faute de partir de la base des partis politiques au détriment de la société civile. Leur priorité sont les idées, de nourrir un corpus et d'être l'aiguillon intellectuel de la gauche. C'est pour cette raison que le journal mensuel efface, une nouvelle fois, la mention à Michel Rocard pour reprendre comme sous-titre « lettre d'information des clubs Convaincre »¹⁸⁸². Tandis que le PS se reconstruit au cours des Assises de la transformation sociale, les Clubs Convaincre revendiquent de préparer la suite : fournir au PS rénové un projet inspiré des thèmes rocardiens, dans l'inspiration du discours de Montlouis¹⁸⁸³.

Cette séparation des tâches est extrêmement intéressante car elle nous permet de comprendre un peu mieux les ressorts de la galaxie rocardienne. Bien que le courant soit structuré autour de la personne de Michel Rocard, il n'y a pas, contrairement à d'autres courants ou mouvements, de hiérarchie verticale. Michel Rocard est le nexus, mais le courant est pluriel, entre ceux qui ont des profils plus apparatchiks, investis dans le PS, et ceux qui ont des profils plus tournés vers les clubs et associations. Ceux qui maîtrisent les codes de la politiques et ceux qui sont uniquement intéressés par les idées. Les rocardiens partagent le même cap, la même perspective, mais sont libres de leurs initiatives et de leur façon de vivre leur militantisme. Les clubs ne se mêlent pas au parti, le parti ne se confond pas dans les clubs même quand Michel Rocard en est à la tête.

Les clubs et réseaux prennent eux-mêmes leurs initiatives, choisissent les thèmes qu'ils traitent. Cette façon de faire est cohérente, on peut même dire parallèle, avec leur souci de décentralisation. Ils sont opposés à l'État absolu, centre de tous les pouvoirs et de toutes les décisions¹⁸⁸⁴. L'organisation de leur courant est fondée sur la même logique : il y a un réseau, une coordination, entre un cœur qui fixe les orientations, le cap, et des entités réparties dans tous les territoires qui s'appuient sur leur expérience et les forces vives militantes.

Les perspectives pour les membres des Clubs sont ainsi variées : s'engager dans la participation aux diverses étapes des États généraux, s'engager comme militant au sein du parti, pour accompagner pleinement Michel Rocard dans son entreprise de conquête du PS, ou comme sympathisant pour conserver davantage leur liberté et poursuivre leurs activités, dans d'autres cercles, mais avec la même finalité.

1881 Lettre de François Soulage à Michel Rocard datée du 24 novembre 1993, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 67, Parti socialiste 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

1882 José GARCIA , dans « Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°80, mai 1993 », *MichelRocard.org*

1883 « Pour préparer les Assises de la transformation sociale », dans « Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°81, juin-juillet 1993 », *MichelRocard.org*

1884 BOUNEAU Christine, LAFORE Robert, *La société civile organisée contre l'État. Tout contre*, Le Bord de l'Eau, 2020, 228 p.

2) L'entreprise de Michel Rocard : préparer le changement

La première étape préparatoire de ces États généraux a lieu entre le 2 et le 4 juillet à Lyon. Les rocardiens sont à la manœuvre pour l'organisation. Les échanges et les débats ont lieu en séance plénière selon un modèle pensé par Manuel Valls pour accomplir sa mission confiée par Michel Rocard : pas de tribune mais une salle divisée en quatre quarts. Manuel Valls, avec fougue, jette la première poignée de terre sur le cercueil du mitterrandisme : « *Il n'y a plus de grands prêtres. Il y a un devoir d'inventaire* »¹⁸⁸⁵. Jean-Paul Huchon présente le rapport général et Michel Rocard prononce le discours de clôture. Il lance un appel à rebâtir la gauche et annonce pour l'automne un prochain congrès « constituant » destiné à donner une nouvelle organisation au parti, une organisation rassembleuse. Mais aussi, un nouveau corpus. C'est en tout cas ce qu'affirme Robert Chapuis. La première étape des États généraux a permis l'affirmation de nouvelles idées sur une série de domaines (Europe, laïcité, travail, solidarité). A présent, il faut entamer un long travail pour concrétiser ces nouvelles idées en un programme de transformation sociale, porté par un parti rénové et en phase avec la société et ses attentes¹⁸⁸⁶. Les Clubs Convaincre veulent prendre toute leur part dans ce processus, qui correspond pleinement à leur raison d'être, en conservant leur spécificité, leur identité propre et leur façon de faire, la concertation et la coordination d'acteurs à tous les échelons : « *Il est nécessaire que Convaincre existe nationalement et publiquement. Les clubs sont donc partie prenante locale d'une organisation nationale. Il faut en effet disposer d'une structure nationale qui produit, publie et s'exprime en toute indépendance* »¹⁸⁸⁷.

Aussi, la machine rocardienne paraît parfaitement rodée, sur tous les terrains, pour accélérer la dynamique de Michel Rocard vers l'Élysée. Si les rocardiens ne sont pas unanimes dans leur rapport au PS, c'est aussi parce qu'une frange de la « rocardie », celle la plus impliquée dans les clubs, ne le voit pas comme une fin en lui-même. Pour François Soulage, le grand mouvement qu'avait appelé Michel Rocard de ses vœux lors de son discours de Montlouis n'a pas vocation à être un PS élargi mais une nouvelle entité associant des partis et des structures comme les clubs. Cette conception des rapports est importante. Les Clubs Convaincre ne doivent pas être absorbés dans le PS. Car selon eux, le PS n'est plus ce qu'il était. Il n'est pas, ou plus, l'unique visage de la gauche, l'expression politique des luttes sociales, des revendications réformistes. Aussi, parti et clubs sont sur un pied d'égalité en étant des composants de ce futur mouvement¹⁸⁸⁸. Il est probable que les rocardiens aient été marqués par leur laborieuse entrée dans le PS en 1974. Alors qu'ils

1885 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.182

1886 CHAPUIS Robert, « Après les États généraux », dans Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°82, septembre 1993 », *MichelRocard.org*

1887 « Conclusions de la réunion du Collectif national du 21 décembre 1993 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 108 : Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

avaient espéré que la gauche partirait sur des nouvelles bases, une nouvelle organisation, ce ne fut qu'un élargissement du PS, sous la tutelle sévère et dominatrice des mitterrlandistes.

Les rocardiens autour de Michel Rocard se penchent également sur un complexe dilemme : maintenant que le Parti socialiste a sorti la tête de l'eau, Michel Rocard doit-il rester aux manettes ou doit-il laisser la place à une équipe de jeunes issus de tous les courants afin de pouvoir se consacrer à la prochaine présidentielle ? Comme le résume Jean-Paul Huchon, faut-il consolider pour avancer, donc utiliser la refondation du PS pour se propulser vers l'Élysée, ou avancer pour consolider, impliquant de prendre de la distance avec l'appareil socialiste le temps de revêtir une nouvelle stature à partir de laquelle il pourra réorganiser la gauche ?¹⁸⁸⁹ Michel Rocard opte pour la première possibilité.

Aucun rocardien ne le dit publiquement, ou ne l'écrit, mais cela serait l'occasion d'arracher les dernières racines mitterrlandiennes. Il ne faut pas oublier que même si Michel Rocard est en bonne position au sein du PS, ce n'est qu'un concours de circonstance. L'appareil est encore solidement imprégné par la marque de François Mitterrand. Faire un grand mouvement autour du PS est risqué car cela laisserait encore trop de place aux mitterrlandistes. Faire du PS un ingrédient, parmi d'autres, d'un nouveau mouvement piloté par Michel Rocard, est une autre donne. C'est opérer une recomposition de la gauche et placer durablement Michel Rocard comme sa nouvelle figure de proue, le nouveau demiurge. C'est créer un mouvement chimiquement rocardien.

Pour ce faire, les rocardiens des clubs n'hésitent pas à prendre quelques distances avec... Michel Rocard. Du moins avec le Michel Rocard leader du PS. Si Jacques Chérèque salue cette volonté de bâtir un nouveau mouvement, pour une nouvelle façon de faire de la politique, souhaités et impulsés par Michel Rocard, il reproche au processus d'être trop encadré par les hautes sphères d'appareil politique alors qu'il devrait partir de la base car c'est à cette condition qu'il sera réellement en phase avec le terrain, avec la société, et qu'il sera donc en capacité de conduire la dynamique de transformation¹⁸⁹⁰.

1888 SOULAGE François, « Où en est-on des Assises de la transformation sociale ? », dans Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°82, septembre 1993 », *MichelRocard.org*

1889 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, p.73

1890 CHEREQUE Jacques, « Quand faut y aller, faut y aller », dans Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°83, octobre 1993 », *MichelRocard.org*

3) Quelle place pour les clubs dans ce changement ?

Le 25 septembre 1993, les animateurs des Clubs Convaincre et réseaux organisent trois ateliers pour s'inscrire pleinement dans le processus des Assises de la transformation sociale et réfléchir à la place qu'ils peuvent occuper dans le paysage politique. Robert Chapuis anime le premier, « Thèmes fédérateurs ». Il s'agit de réfléchir sur l'état de la société et ce qui explique ses crises et faiblesses. Cela implique, d'une part, de regarder en face, sans tabous, les échecs et erreurs de la gauche au pouvoir. D'autre part, d'aborder les thèmes qui permettront, si l'on apporte les bonnes réponses, de changer positivement la société¹⁸⁹¹. Le deuxième atelier est une introspection de la situation des Clubs Convaincre et de son image. Le premier constat est que les Clubs Convaincre sont trop associés à Michel Rocard et au PS et qu'il y a urgence à réellement être indépendants. C'est une condition d'efficacité mais aussi d'identification. Les participants relèvent que les Clubs Convaincre sont trop ramenés à Michel Rocard, donc au Parti socialiste, ce qui complique leurs desseins. En étant associés systématiquement à Michel Rocard et au PS, leur volonté d'échanges avec les autres acteurs de la gauche (partis, syndicats, clubs, associations, individus...) est mise à mal. Les Clubs Convaincre attendent que le collectif national soit plus présent pour prendre cette distance et cette autonomie.

A partir de ces constats, les participants réfléchissent aux actions à entreprendre. C'est le troisième atelier, animé par François Soulage. Ils estiment avoir besoin de structurer les clubs dans la durée, les rendre plus en prise avec le terrain. Dans le cadre des Assises, ils estiment que les Clubs Convaincre, qui portent mieux qu'autre chose le message de Montlouis et qui ont un vrai rôle de reconstruction de la gauche, ne doivent pas se mêler des questions électorales locales ni des négociations d'appareil. Ils doivent rester une boussole philosophique et intellectuelle. Et comme il fut expliqué plus haut, ils rejettent l'idée de faire du PS le cœur du processus, tout comme celle de lier cette recomposition autour d'un candidat à la présidentielle. Pour Robert Chapuis, « *le Parti socialiste ne peut se prétendre maître d'ouvrage, il ne sera pas non plus le seul maître d'œuvre* »¹⁸⁹². Le local, le terrain doit primer sur le national, quitte à devoir gommer juridiquement le lien avec Michel Rocard... tout en maintenant des liens avec lui, notamment par le biais du collectif national. Ce dernier doit être plus représentatif des clubs et avoir un rôle plus affirmé de coordination, de proposition et d'animation.

1891 Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°83, octobre 1993 », *MichelRocard.org*

1892 « Compte-rendu de la réunion du Collectif national du 5 octobre 1993 », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 108 : *Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

Durant l'automne 1993, le Collectif national est d'ailleurs remanié¹⁸⁹³. Il est composé de Michèle André, Roger Bambuck, Daniel Basset, Robert Chapuis, Jacques Chérèque, Claude Evin, Roger Fauroux, Jean-Paul Foncel, José Garcia, Roger Godino, Janguï Le Carpentier, Eric Lombard, Paul Raveaud, Michèle Sellier, François Soulage, Frédéric Thiriez, Patrick Viveret et d'un représentant encore non désigné des clubs Forum. En outre, huit représentants grandes régions sont nommés. Alain Nouvelot pour Rhône-Alpes-PACA-Corse, Jean Laroze pour Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, Gérard Barbe pour Aquitaine-Poitou Charente, Jacques Cottreau pour Pays de la Loire, Bretagne, Haute et Basse-Normandie, Annie Favrie pour Nord-Pas-de-Calais, Jérôme Chapuisat pour Ile-de-France, Centre et Picardie, Colette Deforeit pour Bourgogne et Puy-de-Dôme, Christiane Kuten pour Alsace-Lorraine-Champagne Ardennes et Franche-Comté.

Parallèlement au travail de refondation du PS opéré par Michel Rocard et ses fidèles présents dans les instances du parti, les rocardiens clubistes remanient donc leur propre organisation dans l'objectif non pas de nuire au travail de Michel Rocard mais de mener une opération conjointe au service de la victoire de leurs idées.

4) La crise girondine

Entre-temps, la fédération socialiste de Gironde est frappée par une crise : à la fin août, le sénateur Marc Boeuf décède. Joëlle Dusseau, première non-élue de la liste PS, lors des dernières élections sénatoriales, le remplace donc automatiquement au Sénat. La gauche perd également la majorité au conseil général de Gironde, car Marc Boeuf était également conseiller général du canton de Bordeaux 1. Désormais, droite et gauche se retrouvent avec le même nombre de sièges, bien que le président Philippe Madrelle dispose d'une voix prépondérante pour garantir la stabilité¹⁸⁹⁴. Mais la majorité socialiste est menacée par un autre facteur, qui lui, pourrait s'avérer fatal : étant déjà conseillère générale et conseillère régionale, Joëlle Dusseau doit renoncer à un de ces deux mandats locaux. Les barons socialistes locaux sont persuadés que Joëlle Dusseau ne prendrait pas le risque de faire perdre à la gauche une majorité acquise avec tant d'effort, d'autant qu'une élection cantonale partielle est prévue au mois d'octobre. Une élection à très haut risque car la droite bordelaise envoie un poids lourd : Simone Noailles, première adjointe de Jacques Chaban-Delmas. Il est donc crucial, arguent les barons socialistes locaux, que Joëlle Dusseau reste au conseil général.

1893 « Proposition Collectif national », document non daté, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 108 : *Convaincre, collectif national, 1992-1993*, Fondation Jean-Jaurès

1894 « La disparition de Marc Boeuf », *Sud-Ouest*, 29 août 1993, Fonds Joëlle Dusseau, BXM 26S 29, *Démission du Conseil général de la Gironde et exclusion du Parti socialiste*, Archives Bordeaux Métropole

Pourtant, Joëlle Dusseau fait le choix de quitter le conseil général. En effet, elle venait à peine d'être réélue à la région, tandis que son mandat de conseillère générale devait être remis en jeu l'année suivante, mandat qu'elle estimait avoir très peu de chance de conserver étant donné le profond ancrage à droite du Bouscat¹⁸⁹⁵. Sa victoire de la dernière fois ne fut que d'un fil, en raison des tensions entre le candidat de droite et le puissant député-maire du Bouscat Jean Valleix. Ainsi, cette victoire ne traduisait pas la réalité politique locale. Joëlle Dusseau explique son choix : « *Je considère que le poids de la région est de plus en plus important. Et il est indispensable qu'un parlementaire-sénateur puisse aussi siéger dans une telle assemblée. Par ailleurs, dans un canton urbain comme Le Bouscat, qui compte deux communes seulement, Le Bouscat et Bruges, il y a peu de liens privilégiés avec les maires. Je n'ai pas à rougir de mon action dans ce canton où j'ai beaucoup travaillé avec ses habitants et les associations. J'ai cependant été déçue par mon score - 37 %- aux élections législatives de mars dernier. J'ai pensé que l'on ne reconnaissait pas mon action* »¹⁸⁹⁶.

Néanmoins, elle n'exclut pas d'être la candidate du PS à l'élection cantonale partielle si les instances du Parti venaient à estimer qu'elle est la meilleure chance de victoire. Certes, en quittant le conseil général, elle faisait perdre à la gauche sa majorité, mais uniquement pour six mois. Or, cette décision déclenche une tempête de violence contre Joëlle Dusseau. Alain Anziani, premier secrétaire fédéral accuse Joëlle Dusseau de déserteur, de trahir Philippe Madrelle et prétend que sa décision est avant tout motivée par des considérations financières¹⁸⁹⁷ : continuer à percevoir pendant encore plusieurs années ses indemnités de conseillère régionale, alors qu'elle n'était pas assurée l'année suivante de conserver son mandat de conseillère générale. Il voit aussi derrière ce geste une manœuvre du courant rocardien contre le courant fabiusien, dont Philippe Madrelle est le chef de file girondin.

Mais rapidement, il s'avère que les rocardiens locaux ne soutiennent pas Joëlle Dusseau. Trois secrétaires fédéraux rocardiens, Jacques Respaud, Jean-Paul Turon et Laure Lataste, condamnent publiquement la décision de Joëlle Dusseau¹⁸⁹⁸. Serge Lamaison, président du groupe socialiste au conseil général dénonce une trahison, égoïste et ingrate, et réclame l'exclusion de Joëlle Dusseau du PS, qu'elle démissionne de tous ses mandats acquis sous l'étiquette socialiste, et qu'elle ne puisse siéger ni dans le groupe socialiste du Sénat, ni celui du conseil régional. Le 13

1895 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

1896 RIBET Alain, « Joëlle Dusseau s'en va », *Sud-Ouest*, 11 septembre 1993, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 29, Démission du Conseil général de la Gironde et exclusion du Parti socialiste*, Archives Bordeaux Métropole

1897 Ibid

1898 TAILLARDAS Jean-Paul, « Malaise chez les socialistes », *Sud-Ouest*, 13 septembre 1993, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 29, Démission du Conseil général de la Gironde et exclusion du Parti socialiste*, Archives Bordeaux Métropole

septembre, Jean-Louis Carrere, président du groupe socialiste au conseil régional, publie un communiqué de presse allant dans le sens des condamnations : « *Le groupe socialiste et apparentés du Conseil Régional d'Aquitaine déplore et condamne le choix effectué par Joëlle Dusseau de démissionner de son mandat de conseiller général de la Gironde. En étroite liaison avec la Fédération de la Gironde et avec la direction nationale du parti, il appliquera avec diligence les décisions qui ne manqueront pas d'être prises par les instances compétentes* »¹⁸⁹⁹. Michel Rocard lui-même adresse un télégramme à Joëlle Dusseau pour lui demander de revenir sur son choix : « *Je te confirme que je te demande d'assurer le maintien de la majorité au Conseil général de la Gironde et donc de n'en pas démissionner. J'attache la plus grande importance à ton choix et je suis sûr que tu sauras prendre tes responsabilités dans l'intérêt du parti* »¹⁹⁰⁰. Mais il est trop tard pour faire machine arrière. Il n'y a que trois conseillers municipaux socialistes de Bruges qui prennent la plume pour défendre Joëlle Dusseau.

Le 15 septembre, le Bureau exécutif du PS demande au président de la Commission nationale des conflits, saisi par la section socialiste girondine, de prendre une décision concernant Joëlle Dusseau, dont il condamne avec une « *indignation unanime* » le « *comportement injustifiable* »¹⁹⁰¹, et demande à Claude Estier, président du groupe socialiste au Sénat, de refuser son adhésion. Les barons locaux réclament son expulsion du parti et la remise de ses mandats. Au Sénat, Claude Estier applique scrupuleusement les consignes de l'appareil. Joëlle Dusseau intègre par conséquent au Sénat le groupe des non-inscrits et dénonce le machisme qui se cacherait derrière les attaques dont elle est l'objet¹⁹⁰². Le premier secrétaire fédéral Alain Anziani est candidat à l'élection cantonale partielle dans le canton du Bouscat et est défait par le candidat RPR Dominique Vincent. Mais dans le canton de Bordeaux-1, Simone Noailles, en dépit de sa stature, est largement défaite par la candidate du PS, Ghyslaine Boeuf, fille de Marc Boeuf.

Cela n'empêche pas la gauche de perdre sa majorité au département. Cela accentue les violences envers Joëlle Dusseau, qui continue d'être la cible d'attaques infamantes. Des courriers anonymes insultants sont envoyés au domicile de Pierre Brana et de Joëlle Dusseau. Au conseil régional, le groupe socialiste ostracise Joëlle Dusseau. Elle n'est plus associée aux activités du

1899 Communiqué de Presse de Jean-Louis Carrere, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 29, Démission du Conseil général de la Gironde et exclusion du Parti socialiste*, Archives Bordeaux Métropole

1900 « Michel Rocard télégraphie à Mme Dusseau », *Sud-Ouest*, 14 septembre 1993, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 29, Démission du Conseil général de la Gironde et exclusion du Parti socialiste*, Archives Bordeaux Métropole

1901 « Communiqué du bureau exécutif », Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 29, Démission du Conseil général de la Gironde et exclusion du Parti socialiste*, Archives Bordeaux Métropole

1902 DUSSEAU Joëlle « Impitoyable », *Sud-Ouest*, 18 septembre 1993, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 29, Démission du Conseil général de la Gironde et exclusion du Parti socialiste*, Archives Bordeaux Métropole

groupe et une procédure d'exclusion est lancée... en son absence¹⁹⁰³. Le 17 décembre, Joëlle Dusseau est officiellement exclue du PS par la commission des conflits¹⁹⁰⁴.

Pierre Brana est profondément blessé de l'acharnement qui vise sa femme. Il l'est plus encore car lui-même subit des pressions. Le 14 septembre, il avait reçu une lettre d'Alain Anziani blâmant l'attitude de Joëlle Dusseau et lui demandant son avis sur la décision prise par un être « *proche affectivement et politiquement* »¹⁹⁰⁵. Le lendemain, c'est Laure Lataste, pourtant camarade de la première heure, qui lui adresse une lettre lui reprochant son silence envers les rocardiens de Gironde¹⁹⁰⁶. Marqué, il prend encore un peu plus de distance avec le national tandis que Joëlle Dusseau rompt définitivement avec le PS, mais aussi avec le courant rocardien. Pour elle, qui a toujours été membre de la commission exécutive fédérale, du bureau fédéral, une des seules rocardiennes au secrétariat fédéral, c'est la fin d'une aventure.

Cette prise de distance de Pierre Brana s'explique aussi par sa désapprobation de la stratégie de Michel Rocard¹⁹⁰⁷. Il estime que Michel Rocard s'abîme à rester à la tête du parti. Cette question est cruciale car elle détermine l'avenir de Michel Rocard mais devient un sujet de débat entre les fidèles rocardiens, divisés entre les partisans d'une prise du parti, victoire tardive sur François Mitterrand, et ceux qui jugent que la direction du PS représente davantage un frein qu'un tremplin.

C) « *Le changement c'est maintenant !* »

1) Le sacre de Michel Rocard : enfin un PS rocardien ?

La seconde phase préparatoire des Assises s'ouvre le 22 octobre 1993, avec le congrès du Bourget. Gérard Lindeperg préside la séance d'ouverture et, tout au long des trois journées, le bureau du congrès, chargé d'organiser les débats. Trois motions sont présentées aux militants : la motion A, portée par Michel Rocard, intitulée « Refonder », qui réunit la quasi-totalité des anciens courants et des barons du PS, comme Lionel Jospin et Laurent Fabius. D'ailleurs, le mot « courant » est devenu un gros mot au sein du PS. Le Parti ne veut plus essayer des querelles de chapelles mais se rebâtir sur une identité socialiste unitaire. Le mot d'ordre est unité. Jean-Paul Huchon en fait les

1903 « Socialistes aquitains », *Sud-Ouest*, 25 octobre 1993, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 29, Démission du Conseil général de la Gironde et exclusion du Parti socialiste*, Archives Bordeaux Métropole

1904 RIBET Alain, « Joëlle Dusseau exclue du PS », *Sud-Ouest*, 18 décembre 1993, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 29, Démission du Conseil général de la Gironde et exclusion du Parti socialiste*, Archives Bordeaux Métropole

1905 Lettre d'Alain Anziani à Pierre Brana datée du 14 septembre 1993, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 29, Démission du Conseil général de la Gironde et exclusion du Parti socialiste*, Archives Bordeaux Métropole

1906 Lettre de Laure Lataste à Pierre Brana datée du 15 septembre 1993, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 29, Démission du Conseil général de la Gironde et exclusion du Parti socialiste*, Archives Bordeaux Métropole

1907 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

frais : durant son intervention, il provoque Jean Poperen et Louis Mermaz qui ont chacun déposé une motion. La réaction n'attend pas. Alors qu'il voulait épingle Jean Poperen et Louis Mermaz comme les diviseurs, c'est le fidèle bras droit de Michel Rocard qui passe pour le fauteur de troubles et qui est copieusement sifflé par l'assistance¹⁹⁰⁸. Jean-Paul Huchon raconte qu'à sa descente de l'estrade, Michel Rocard lui glisse un « *je crois que tu n'es plus tout à fait en position* », lui indiquant que sa place de numéro 2 du PS lui échappe¹⁹⁰⁹. Jean-Paul Huchon conservera d'ailleurs une certaine rancune contre Michel Rocard, lui reprochant de ne pas l'avoir soutenu, alors que, selon lui, il était monté à la tribune sabre au clair à la demande pressante du chef¹⁹¹⁰.

Signataire de la motion A, Robert Chapuis est candidat au comité directeur. Avec 82,27 % des voix des militants, la motion de l'unité obtient un succès sans précédent. Le 24 octobre, pour la première fois, le premier secrétaire est élu directement par les adhérents. En effet, le congrès national qui se tint à Bordeaux en juillet 1992 avait aménagé les statuts pour donner plus de pouvoir aux militants. Le comité directeur devint un conseil national de 261 membres qui comprend les 102 premiers secrétaires fédéraux et les représentants des motions dont le poids était supérieur à 5 %. Et désormais, le premier secrétaire est élu par les délégués au congrès au lieu de l'être par le comité directeur. Michel Rocard est élu à cette fonction par 80,92 %.

Le terme « sacre » utilisé par la presse à plusieurs reprises semble parfaitement adapté. Michel Rocard est adoubé par la base militante et semble plus légitimé que jamais pour rallumer ses ambitions présidentielles¹⁹¹¹. Celui qui n'était jusqu'à présent qu'un président par intérim choisi par les plus hauts apparatchiks du parti était désormais le chef élu avec un score écrasant par la base militante, les forces vives du PS. Gérard Lindeperg est submergé par l'émotion : « *Lorsque j'entendis le tonnerre des applaudissements, je fus envahi par les larmes, et, en l'espace de quelques secondes, il me sembla voir défiler toutes ces années de combat qui arrivaient aujourd'hui à leur terme. Parce que je me croyais seul, je m'étais abandonné à ce moment de pure émotion. Guy Carcassonne se trouva à passer près de moi avant que j'eusse repris mes esprits et je lui bafouillai "Je suis désolé, c'est ridicule". Il me serra les bras en murmurant : "Mais non, il n'y a rien de ridicule, je te comprends" »*¹⁹¹².

Le rassemblement est le mot d'ordre. Michel Rocard se veut « *le Premier secrétaire de tous les socialistes* », accentuant la fin apparente des différents courants. Toutes les anciennes chapelles

1908 « Congrès national du Bourget, 22, 23 et 24 octobre 1993 », *Archives-Socialistes.fr*

1909 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, p.81

1910 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.184

1911 « Michel Rocard est devenu désormais le candidat du PS à l'élection présidentielle de 1995 », *Le Figaro*, 20 octobre 1993

1912 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.348

sont bien servies dans la nouvelle direction du PS car, clame Michel Rocard, « *c'est avec tous les socialistes que j'entends travailler* »¹⁹¹³. La coordination des Assises de la transformation sociale est confiée à Lionel Jospin, vanté par Michel Rocard comme « *sincère, désireux d'œuvrer pour toute la gauche* »¹⁹¹⁴, avec l'assistance de Jean-Christophe Cambadélis¹⁹¹⁵. Les proches de Laurent Fabius ont cinq représentants sur les 19 du secrétariat national, soit autant que les rocardiens (Michèle André, Gérard Fuchs, Jean-Paul Huchon, Manuel Valls et Michel Rocard lui-même). Julien Dray, représentant de l'aile gauche du parti devient chargé de mission auprès de Michel Rocard. Néanmoins, les proches de Michel Rocard demeurent bien servis. Si la motion A, majoritaire au Bureau Exécutif, comporte plusieurs adversaires historiques de Michel Rocard comme Henri Emmanuelli, Claude Bartolone, Véronique Neiertz ou Paul Quilès, les fidèles rocardiens ne sont pas en reste : Alain Bergounioux, Jean-Claude Boulard, Claude Evin, Gérard Fuchs, Jean-Paul Huchon, Gérard Lindeperg Daniel Percheron, Bernard Poignant, Alain Richard, Manuel Valls... Tous siègent au Bureau Exécutif¹⁹¹⁶.

L'état d'esprit est parfaitement résumé par Pierre Mauroy : « *Le parti doit vivre avec ses militants plutôt qu'avec ses courants. Et vivre avec les courants de pensée, mais pas avec des courants de pouvoir* »¹⁹¹⁷. « *C'est rien de moins qu'un monde nouveau qu'il s'agit de bâtir* »¹⁹¹⁸ proclame Michel Rocard à la tribune [...] *Les débats entre première gauche et deuxième sont dépassés. Ce congrès est celui d'une synthèse définitive* »¹⁹¹⁹. En réalité, note Jean-Paul Huchon, « *la direction du parti reproduit à l'identique les anciens courants de Metz, avec Michel au sommet cette fois* »¹⁹²⁰, une direction d'où sont exclus les quadras « transcourants » comme François Hollande, Élisabeth Guigou et Martine Aubry. Aussi, l'entreprise de rénovation du PS semble néanmoins partir sur des vieilles bases et les courants, boucs-émissaires de la division et des maux du PS, sont bien ancrés dans les mentalités. Quoiqu'il en soit, le PS entend se relever. L'année 1993 aurait été celle de l'amorce de ce mouvement de réunion des forces de transformation sociale. L'année 1994 devra le confirmer. La rénovation du PS devra être accompagnée du rassemblement le plus important des forces sociales, incluant les Clubs Convaincre, que Michel Rocard invite à

1913 « Michel Rocard-Congrès national du Bourget, vendredi 22 octobre 1993, matinée/ Deuxième intervention » dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1914 AMAR Cécile, CHEMIN Ariane, *Jospin et Cie. Histoire de la gauche plurielle 1993-2002*, op.cit, p.18

1915 BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, op.cit, p.351

1916 « Composition du Bureau Exécutif. Conseil national du 4 novembre 1993 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

1917 « Congrès national du Bourget, 22, 23 et 24 octobre 1993 », *Archives-Socialistes.fr*

1918 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.157

1919 « Rocard célèbre un Parti socialiste rassemblé », *Le Devoir*, 25 octobre 1993

1920 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.183

participer aux rencontres nationales et à prendre des initiatives¹⁹²¹. Pourtant, en Gironde, l'affaire Dusseau laisse encore des traces : des rocardiens girondins constatent que les militants locaux du courant qui s'étaient portés candidats au comité national ont été écartés, dont Pierre Brana¹⁹²². Et il demeure encore quelques oppositions. Aussi, Martine Aubry n' avait pas hésité à critiquer la motion de Michel Rocard, qu'elle juge « attrape-tout »¹⁹²³.

Quelques oppositions, mais aussi, des divergences. Le nouveau chef du PS a développé un programme en trois points : « réorganiser le travail et baisser massivement la durée du travail, assurer l'égalité continue des chances, relancer la croissance par un new deal européen »¹⁹²⁴. Mais les jospinistes et l'aile gauche s'opposent publiquement à toute baisse des salaires à l'occasion de la réduction du temps de travail, attestant de la ténacité des nuances de gauche. Enfin, la prise de pouvoir de Michel Rocard est quelque peu gâchée par un revers survenu quelques jours auparavant. Les 12 et 19 septembre est organisée une élection législative partielle dans la 8ème circonscription de Loire-Atlantique. Claude Evin l'avait perdue en mars au profit du RPR Étienne Garnier avant que l'élection soit annulée par le conseil constitutionnel. Pour les rocardiens, c'est un enjeu important, d'abord pour conforter leur position au sommet du parti en attestant du regain de santé du PS dirigé par Michel Rocard, ensuite, car Claude Evin est un éminent membre du courant. Mais il échoue à reconquérir sa circonscription en étant battu de seulement 48 voix. Pour ne rien arranger, Henri Emmanuelli retrouve sa troisième circonscription des Landes le même jour lors d'une autre élection partielle. Le PS se réjouit publiquement de cette victoire, mais en matière de considérations tactiques internes, la symbolique est mauvaise pour les rocardiens.

En réalité, les deux entités, parti et courant rocardien, ne se confondent pas l'une dans l'autre en dépit du cérémonial entouré de Michel Rocard. Le PS est dirigé par les rocardiens, en vitrine, il n'y a plus de place pour les courants, mais en coulisses, les divergences, les affinités, sont encore bien vivaces. Au point même que dès le mois de novembre, les fabiusiens critiquent la composition de l'équipe dirigeante du parti et se regroupent autour de leur chef de file pour défendre leur singularité¹⁹²⁵.

1921 ROCARD Michel « 1994 sera l'année du renouveau », dans « Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°85, janvier 1994 », *MichelRocard.org*

1922 Lettre adressée à Michel Rocard datée du 9 novembre 1993, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 29, Démission du Conseil général de la Gironde et exclusion du Parti socialiste*, Archives Bordeaux Métropole

1923 « Martine Aubry propose Elisabeth Guigou », *Les Échos*, 19 juillet 1993

1924 FRESSOZ Françoise, « Michel Rocard part à la reconquête de l'opinion », *Les Échos*, 25 octobre 1993

1925 *L'Express*, 25 novembre 1993

2) La réflexion existentielle des clubs

Le 7 janvier 1994 est publié un appel pour l'organisation des Assises de la Transformation sociale. Plusieurs responsables nationaux et locaux de Convaincre ont signé. Le représentant de Convaincre dans le comité de préparation, rassemblant les émissaires des différentes structures associées, a obtenu que les cinq initiatives nationales prévues en 1994 soient déclinées à l'échelle locale et que les Assises soient ouvertes à tous les intéressés, qui devront pouvoir participer aux cinq rencontres nationales et aux déclinaisons locales¹⁹²⁶. Le 14 janvier, Michel Rocard rassemble lors d'un dîner les responsables des clubs, les responsables des réseaux et les membres du collectif national des Clubs Convaincre. Au total, près de 150 personnes sont réunies. Deux réunions préparatoires sont organisées, une rassemblant les responsables de clubs et l'autre, les responsables de réseaux. Il s'agit de faire un état des lieux avant cette année si importante et dans cette configuration particulière. Les Clubs Convaincre se posent la question de leur utilité depuis l'accession de Michel Rocard à la tête du PS et l'existence de groupes d'experts au sein du parti. Au terme d'échanges, les Clubs estiment avoir des caractéristiques spécifiques en particulier, une « prise directe avec les réalités locales de proximité ». Ils estiment que leur mission dépasse celle du PS, car pour eux, il ne s'agit pas que Michel Rocard devienne le candidat du PS mais « l'élu d'une majorité de Français »¹⁹²⁷.

A propos du PS, les présidents des divers clubs Convaincre se mettent d'accord sur la nécessaire autonomie du mouvement. Autonomie envers le PS, mais aussi, autonomie envers les autres structures de la « rocardie ». Les clubs veulent « coexister » avec ces autres structures et non s'y dissoudre. Tout ceci implique que les responsables des clubs cumulent le moins possible avec un mandat fédéral ou électif. Enfin, autonomie envers le Collectif national. Les présidents de Clubs entendent être associés au Collectif national et ne pas recevoir de sa part des instructions, mais plutôt des « orientations générales »¹⁹²⁸. Jacques Chérèque détaille un rapport en trois points¹⁹²⁹ :

- Le premier concerne l'identité des Clubs Convaincre. Il est rappelé l'engagement permanent, découlant des courants autogestionnaires et girondins, en faveur d'une transformation sociale réalisée par les acteurs de terrain. Jacques Chérèque se félicite d'ailleurs de l'insertion locale des clubs, meilleure échelon pour impulser les réformes.

1926 « Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°85, janvier 1994 », *MichelRocard.org*

1927 « Synthèse des réflexions des représentants des groupes thématiques des clubs Convaincre. Réunion du 14 janvier 1994 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 109 : Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

1928 « Synthèse des réflexions des présidents des clubs Convaincre. Réunion du 14 janvier 1994 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 109 : Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

1929 « Le temps du renouveau pour les Clubs », dans « Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°86, mars 1994 », *MichelRocard.org*

- Le deuxième détaille les objectifs. Il ne s'agit pas de se transformer en parti politique et de concurrencer le PS. Il s'agit de contribuer au débat, de faire connaître leurs propositions et de faire connaître l'engagement sincère des militants de terrain, désintéressés et détournés des intrigues partisans.

- Troisième point, le besoin pour les Clubs de s'adapter aux évolutions de la scène publique et du contexte et aller vers plus d'autonomie. Pour ce faire, il y a besoin de disposer de capacités matérielles (moyens financiers et humains, outil d'impulsion, de coordination et d'information). Il faut en outre réconcilier la politique avec l'engagement citoyen.

Michel Rocard félicite les Clubs d'avoir pris toute une série d'initiative, d'avoir su conserver leur autonomie et leur spécificité, ce qui leur a permis de se développer et de perdurer. Michel Rocard souligne leur « triple fonction de recherche, de production et de diffusion »¹⁹³⁰ d'idées, permettant de les répandre et de donner naissance à un grand mouvement populaire de transformation sociale.

Ainsi, les rocardiens des clubs sont déterminés à continuer leur cheminement aux côtés de Michel Rocard, mais sans être obnubilés par les élections. Ils estiment qu'une victoire à l'élection présidentielle n'a de sens que si la victoire se fait sur un projet politique ambitieux qui permette de réaliser cette transformation sociale, avec comme cap, un grand parti social-démocrate français à « un million de membres ».

3) La revanche locale de Pierre Brana

Pierre Brana préfère se focaliser sur le local. Il a fondé en décembre 1993 une association, « Médoc 2000 » pour préparer la reconquête du secteur¹⁹³¹. En mars 1994, Pierre Brana remet en jeu son mandat de conseiller général. Il focalise sa campagne sur son bilan, sa proximité d' élu local, son statut de vice-président aux finances... et sur des dimensions plus larges : « *Votez Pierre Brana pour empêcher la droite bordelaise à bout de souffle de reprendre le Conseil général. Elle veut faire payer aux contribuables girondins la situation financière catastrophique de Bordeaux, notamment le gouffre du métro. Pour donner un avertissement à la droite gouvernementale, à cause de mesures comme la création du SMIC jeunes, la remise en cause de l'école publique et de la protection sociale, la stagnation des retraites, la diminution des dotations financières des communes* »¹⁹³².

1930 Ibid

1931 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.204

1932 Fonds Pierre Brana, 106 J 15, *Élections cantonales de 1994, Propagande électorale*, Archives départementales de Gironde

Mais ce qu'il s'est passé avec son épouse le fragilise et ses détracteurs mettent en avant sa récente défaite aux législatives, contestant sa légitimité

Il arrive en tête au premier tour, avec 37,91% contre 32,84 pour son adversaire de droite, le maire de Blanquefort Jean-Pierre Delhomme. Une performance mieux que prévue, dans le contexte de son affaiblissement en raison de sa récente défaite et de son isolement au sein du PS local. La campagne de second tour est plus rude, avec la publication de tracts infamants contre sa femme. Il finit par l'emporter avec 51,30 %, tandis que la gauche retrouve sa majorité avec 33 sièges sur 63. A l'échelle nationale, ces élections sont un premier test positif pour Michel Rocard comme chef de parti : « *La défaite annoncée, jugée presque inévitable, a laissé la place à des résultats beaucoup plus favorables qui, jugés à cette lumière prennent des allures de victoire relative. Je songe bien sûr aux quatre départements que nous avons conquis ou reconquis et, en votre nom à tous, je suis heureux de féliciter et de remercier nos camarades de la Dordogne, de la Gironde, de la Réunion et de la Guadeloupe* »¹⁹³³.

Inattendue et inespérée, la prise de contrôle du Parti socialiste par Michel Rocard est ainsi une belle occasion pour lui de rebondir avec la déroute électorale des élections législatives de 1993. Mais bien que préparée par son entourage, cette offensive n'est pas approuvée par l'ensemble des rocardiens, qui voient d'un mauvais œil le fait de s'enchaîner à un parti au fonctionnement aussi tortueux. Les rocardiens clubistes sont les plus sceptiques, craignant que Michel Rocard sacrifie son originalité sur l'autel de la gestion du PS. Les clubistes se positionnent ainsi comme les défenseurs de ce qu'était le rocardisme originel en matière de structuration, c'est-à-dire, un courant spécifique qui se concentrait sur les idées et qui assumait son originalité.

II) La fin d'une espérance

Prendre la tête de la liste socialiste aux élections européennes de 1994 s'avère être pour Michel Rocard une erreur stratégique considérable. N'obtenant que près de 14 % des voix, talonné par liste de Bernard Tapie, Michel Rocard apparaît comme le grand perdant de l'élection. Sa position au PS étant très fragile, Michel Rocard est mis en minorité et doit se résigner à renoncer à tout ce qu'il avait entrepris. La rénovation du PS, sa candidature à l'élection présidentielle, sa carrière nationale. Confirmant les divisions qui régnaient discrètement au sein du courant rocardien, les fidèles de Michel Rocard se révèlent incapables d'adopter une position commune pour la suite.

1933 « PS. Conseil national-Paris- 30 mars 1994- Intervention de Michel Rocard », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

Dans le même temps, certains ténors socialistes, comme Jacques Delors et Lionel Jospin apparaissent comme en mesure de récolter partiellement l'héritage de Michel Rocard.

A) L'échéance européenne de 1994 : un coup de poker périlleux

1) Être candidat ou ne pas être, telle est la question

Une campagne se termine, une autre commence : les rocardiens doivent aborder les élections européennes. Pour ce scrutin, Michel Rocard décide de partir en première ligne, comme tête de liste socialiste, et aussi, d'imposer la parité dans la constitution de la liste. Certains de ses proches n'approuvent pas. Gérard Lindeperg est de ceux-là. Autant, il soutenait l'idée que Michel Rocard prenne la tête du parti, autant il trouve que Michel Rocard prend un risque inutile avec le scrutin européen. Jean-Paul Huchon est de cet avis, d'autant qu'il avait assisté à un petit-déjeuner où Lionel Jospin avait offert ses services à Michel Rocard pour conduire la liste socialiste¹⁹³⁴. Sachant que le PS n'a jamais fait de très bons scores aux élections européennes et que factuellement, il n'y a pas de raison que le PS fasse un score phénoménal, il conseille à Michel Rocard de se ménager pour l'élection présidentielle. L'idée de faire monter les nouveaux talents du PS circule, avec le scénario de confier la tête de liste à Martine Aubry. Une idée qui en séduit plus d'un autour de Michel Rocard. Cela serait conforme à l'idée de tourner la page des vieux clans et de rafraîchir le parti en le féminisant davantage. En outre, cela permettrait d'élargir le cercle des soutiens de Michel Rocard, ce qui serait par la même occasion l'opportunité de s'attirer les faveurs de Jacques Delors dont le nom circule toujours comme un candidat potentiel. Ceux qui sont partisans de confier la tête de liste à un autre que Michel Rocard rappellent que, contrairement à ce que prétend Laurent Fabius, rien n'oblige le premier secrétaire à mener la liste. En 1989, c'est lui qui l'avait menée, sans être le premier secrétaire pour autant. Pour Gérard Lindeperg, ce n'est pas un hasard si Laurent Fabius pousse Michel Rocard à prendre la tête de liste, c'est un piège¹⁹³⁵. Diriger le parti, conduire la liste, préparer la prochaine présidentielle, cela fait beaucoup selon Gérard Lindeperg. Une ubiquité qui risque de coûter très cher à Michel Rocard.

Mais cette crainte n'est pas unanimement partagée dans les rangs rocardiens. Guy Carcassonne plaide pour que Michel Rocard mène la liste, comme une répétition générale pour 1995, afin de confirmer le retour en force du PS et confirmer une fois pour toute la légitimité du premier secrétaire. Enfin, certains rocardiens craignent qu'une tête de liste autre que Michel Rocard récolte

1934 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.185

1935 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

les bénéfiques d'un éventuel succès et se transforme en nouveau rival interne, auréolé d'une récente gloire électorale. Michel Rocard écoute tous les avis et décide d'endosser la responsabilité de tête de liste socialiste. A ceux comme Gérard Lindeperg qui lui conseillent de ne pas s'engager dans cette aventure et de rester simplement premier secrétaire il répond « *de toute façon, je n'ai pas le choix. Je suis le chef c'est moi qui dois y aller* »¹⁹³⁶. Il se souvient aussi d'un conseil de François Mitterrand qui avait encouragé, en leur temps, Lionel Jospin et Laurent Fabius : « *tirez la liste aux européennes, c'est un scrutin difficile pour nous, mais vous devez, pour l'avenir, habituer les français à voter sur votre propre nom* »¹⁹³⁷.

Michel Rocard assumerait ainsi sa fonction de chef, ayant conscience de ses responsabilités et de ce qu'il pourrait en tirer. Mais cette fois, il endosse le rôle de chef de parti, pas celui de chef de groupe comme avec son courant. La nuance est de taille. Le courant lui est acquis et appuie ses ambitions. Le parti ne l'est pas. Aussi, il s'engage sur une voie périlleuse. Un succès électoral lui assurerait une dynamique non négligeable pour aborder l'élection présidentielle de 1995. Mais un revers pourrait être fatal, car, malgré la réussite du congrès du Bourget, la majorité interne de Michel Rocard est fragile, à l'épreuve de la moindre circonstance¹⁹³⁸. En dépit des divisions de son entourage sur la question, Michel Rocard prend un risque calculé, entraînant son courant derrière lui.

2) Un important travail de fond

L'Europe étant un des grands totems des rocardiens, ces derniers accompagnent leur leader en développant des réflexions sur l'avenir et les potentiels de l'Europe. Jean-Pierre Cot, par ailleurs président du groupe du Parti des Socialistes Européens, dessine l'identité européenne du PS et de ses alliés européens. Une Europe qui ne saurait être réduite à un grand marché. Leur Europe est une Europe sociale, solidaire et démocratique¹⁹³⁹. Catherine Trautmann interroge sur les moyens d'améliorer le fonctionnement d'une Europe, toujours démarquée par les frontières qui tracent les États membres¹⁹⁴⁰. Or, cette réalité complique la fluidité d'une entité fondée sur la libre circulation des personnes et des marchandises. Catherine Trautmann est bien placée pour en parler, elle est députée européenne mais aussi maire de Strasbourg, zone frontalière avec l'Allemagne, comportant

1936 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

1937 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, op.cit, p.535

1938 Entretien avec Alain Bergounioux, 9 mai 2023

1939 « L'Europe oui, mais solidaire », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°88, juin 1994 », *MichelRocard.org*

1940 TRAUTMANN Catherine, « Inventer l'Europe aux frontières », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°88. Juin 1994 », *MichelRocard.org*

de nombreux travailleurs transfrontaliers. Pour les socialistes, qui réclament une Europe sociale et solidaire, les frontières internes de l'Union européenne soulèvent un certain nombre de problèmes. D'abord, celui de la protection sociale. Chaque État ayant ses règles, ses dispositifs, son fonctionnement, les procédures de compensation sont un vrai dédale bureaucratique. L'enjeu, explique Catherine Trautmann, est d'arriver à un système d'harmonisation. Deuxième élément à améliorer pour répondre aux défis de la libre circulation, les moyens de transports et de communication. Catherine Trautmann appelle à de « grands travaux » pour relancer l'activité économique des secteurs publics, mieux connecter les peuples et les régions entre eux pour les faire profiter de la dynamique générée par la libre circulation sur le modèle du tunnel sous la Manche. Dernier enjeu, la gestion des financements européens.

Catherine Trautmann propose une solution toute rocardienne : la décentralisation. Faire confiance à l'échelon le plus adapté en fonction du projet (national, régional, local...). François de Lavergne, qui fait partie des groupes de réflexion sur l'Europe, réclame quant à lui le « *réveil de la citoyenneté européenne* »¹⁹⁴¹ pour rendre les apports de l'UE vraiment effectifs. Pour ce faire, pas besoin de tellement innover, il existe déjà des réseaux et des procédés d'échange à exploiter et à développer, que ce soit pour la jeunesse, avec les programmes de recherche et de partage d'expériences ou avec la généralisation d'Europarcours associant stages en entreprise et en organisations publiques, apprentissage de la langue et cours adaptés. Pour les entreprises, surtout les PME, avec des rencontres visant à échanger les savoirs-faire. Pour les scientifiques et les intellectuels, en développant les programmes de coopération. Pour les enseignants, ceux qui enseigneront toutes les dimensions de l'Europe, à travers des programmes d'échange et de stages. Les collectivités territoriales, par des réseaux d'échange sur les savoir-faire en matière de gestion urbaine et municipale. Bref, bâtir une Europe des réseaux pour que chacun puisse interagir, s'enrichir et s'améliorer.

Ce travail de fond s'inscrit dans la droite ligne de ce qu'on toujours fait les rocardiens : développer des idées. Cette fois, la donne est différente. Il ne s'agit pas d'orienter le Parti socialiste contre une autre tendance mais de fixer le cap d'une campagne dirigée par Michel Rocard.

1941 DE LAVERGNE François, « L'Europe et le citoyen », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°88. Juin 1994 », *MichelRocard.org*

3) Le toboggan vers l'abîme

Mais les préparatifs tournent rapidement au casse tête. D'abord, la liste Rocard doit pâtir de la concurrence de listes rivales à gauche. Le parti chevènementiste, le Mouvement des Citoyens, présente une liste, ainsi que les radicaux de gauche, qui partent derrière la figure populaire et médiatique de Bernard Tapie. Mais cette liste dépasse les frontières rachitiques des radicaux de gauche. On y trouve aussi des socialistes, comme Catherine Lalumière, ancienne députée de Gironde, ancienne secrétaire d'État aux Affaires européennes, et secrétaire générale du Conseil de l'Europe. On parle même d'une liste menée par Bernard Kouchner. C'est d'ailleurs cette optique qui effraie le plus les rocardiens. Ils voient Bernard Tapie comme une simple figure médiatique qui ne pourra pas transformer cette aura en poids politique. En revanche Bernard Kouchner est une figure très populaire dans l'opinion publique et encore plus parmi les réseaux de gauche. Son engagement humanitaire lui confère un poids politique particulier et de nombreux réseaux. Aussi, les rocardiens s'efforcent d'aboutir à un accord avec lui. La perspective d'une liste de plusieurs personnalités parrainée par Bernard-Henri Lévy et l'ancien ministre Léon Schwartzenberg sur la situation à Sarajevo inquiète aussi les rocardiens. Certains sondages la placent même à 12 %, prenant des points à la liste Rocard. Aussi, Jean-Paul Huchon est chargé de négocier avec « BHL ». La liste ne sera finalement pas déposée, mais Michel Rocard, en multipliant publiquement les gages pour obtenir son retrait, s'est attiré de nombreuses critiques¹⁹⁴².

Enfin, la constitution de ladite liste du PS se révèle une source de tensions. La tâche est confiée à Jean-Paul Huchon, qui se retrouve face à un casse-tête. Michel Rocard s'est rajouté lui-même des difficultés en voulant une liste parfaitement paritaire, enrichie par la présence de personnalités de la société civile. L'actrice Isabelle Huppert est notamment convoitée¹⁹⁴³. Michel Rocard tente également de rallier à sa cause Martine Aubry en faisant d'elle la numéro deux de sa liste. Cela serait potentiellement aussi le moyen de s'attirer les faveurs de Jacques Delors, dont la popularité ne fléchit pas, et de gagner le soutien d'une étoile montante du Parti socialiste. Mais l'intéressée décline¹⁹⁴⁴. Et puis, il y a toujours les courants, éternelle pomme de la discorde. Malgré tous les discours mobilisateurs sur l'unité du parti, la supériorité de l'identité socialiste sur tous les sentiments d'appartenance clanique, les courants sont loin d'avoir disparu et tous réclament leur part. Les fabusiens veulent imposer en numéro 2 Danielle Darras, une proche du premier fédéral de la fédération fabusienne du Pas-de-Calais¹⁹⁴⁵, Julien Dray pousse Marie-Noëlle Lienemann et Jean

1942 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, op.cit, p.541

1943 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.186

1944 LUCAS Rosalie, MOURGUE Marion, *Martine Aubry. Les secrets d'une ambition*, l'Archipel, 2011, p.35

1945 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.354

Poperen, Marie-Thérèse Mutin. Légère éclaircie pour Michel Rocard dans cette grisaille : l'accord avec Bernard Kouchner aboutit. Il stipule que Bernard Kouchner soit placé en troisième position sur la liste, derrière la rocardienne Catherine Trautmann, et assure la présence de certains de ses amis, dont deux en position éligible : Jack Lang, en septième place, et l'universitaire Olivier Duhamel, en dix-neuvième¹⁹⁴⁶.

Mais toute médaille a son revers et accueillir les proches des uns et des autres implique des sacrifices. Des rocardiens, comme Gérard Lindeperg et Jean-Paul Huchon doivent renoncer à déposer leur candidature. Quant aux rocardiens retenus, ils sont relégués loin derrière pour respecter la parité et les équilibres : Jean-Pierre Cot en onzième, Michèle Lindeperg en quatorzième, Bernard Poignant en 24ème. Ce sacrifice des proches au service du collectif laisse des traces. Par exemple, Bernard Poignant, blessé par cette mise de côté, rompt avec Michel Rocard¹⁹⁴⁷. La présence de Michèle Lindeperg à une place correcte suscite quelques grincements de dents au sein du PS. Soutenue publiquement par Michel Rocard, certains y voient l'ombre de son mari. Les autres places éligibles sont réparties entre des proches de Laurent Fabius, comme Danielle Darras en quatrième, de Lionel Jospin, d'autres barons du mitterrandisme à l'image d'André Laignel (cinquième), Élisabeth Guigou (dixième) et des nouvelles figures telles que Pierre Moscovici, proche de François Hollande et trésorier du PS (neuvième).

Michel Rocard est néanmoins satisfait : pour lui la priorité était d'éviter une liste Kouchner, qui apparaissait comme la seule menace sérieuse (un sondage le donnait à 12,5 %¹⁹⁴⁸). Bernard Tapie, aussi connu soit-il, n'est pas perçu comme un danger. Pour les socialistes, sa faible aura électorale ne dépasse pas les frontières des Bouches-du-Rhône, dans lequel il fut élu député en 1989 et en 1993, ainsi que conseiller général en 1994. Et il s'avère que la fédération PS des Bouches-du-Rhône est l'une des plus importantes de France. Depuis le début, Bernard Tapie avait été dédaigné par les rocardiens. Ce dernier aurait voulu figurer sur une liste d'union entre les socialistes et les radicaux de gauche où il aurait figuré parmi les premiers noms. Mais le personnage Tapie hérisse Michel Rocard et la plupart des rocardiens. Tony Dreyfus l'aurait même traité de « Stavisky »¹⁹⁴⁹. Michel Rocard, lui, refuse de recevoir une délégation des radicaux de gauche conduite par Bernard Tapie. Donc, la candidature Tapie est pensée comme une non-affaire. Ce jugement se révèle vite être une erreur d'appréciation. Bernard Tapie mène une campagne dynamique, passionnément européenne, avec la bénédiction de la presse... et celle de François Mitterrand. La présence sur sa liste de Catherine Lalumière apparaît d'ailleurs pour plusieurs observateurs comme la marque du

1946 PIERRE-BROSSOLETTE Sylvie, « L'homme de la semaine : Bernard Kouchner », *L'Express*, 31 mars 1994

1947 GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, op.cit, p.285

1948 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.159

1949 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, p.93

chef de l'État. De son côté, Michel Rocard n'arrive pas à décoller. Craignant le potentiel de la liste Chevènement, il tiédit son discours europhile, laissant sans s'en rendre compte, un boulevard à Bernard Tapie, qu'il sous-estime. Le slogan de la liste Rocard « Oui à l'Europe, mais solidaire » sonne mal aux oreilles d'une frange de l'électorat de gauche, heurtée par ce soupçon d'euroscpticisme insuffisant pour séduire la gauche tentée par le vote Chevènement. La construction sémantique rappelle le « *oui nous voulons l'Europe, mais debout* » de Philippe Séguin lors de son discours du 5 mai 1992 dans lequel il détaillait les raisons de son opposition au traité de Maastricht.

Ses fidèles essayent alors de porter sa candidature. Jean-Pierre Cot, président du groupe du Parti des Socialistes Européens, critique la liste d'union du RPR et de l'UDF mené par le centriste maire de Toulouse Dominique Baudis, ironisant sur les contradictions internes à la droite entre son aile libérale et europhile et l'autre aile, souverainiste, et son manque d'ambitions pour la construction européenne¹⁹⁵⁰. Mais cela n'aide guère Michel Rocard. Il s'embourbe, fatigué par la gestion d'un parti et des conflits entre clans¹⁹⁵¹. Et il ne peut pas compter sur ses « amis » du PS. Aussi, Jean Poperen accueille publiquement Bernard Tapie dans sa mairie de Meyzieu. Il est même publiquement reçu à l'Élysée. L'entourage de Michel Rocard a la certitude que les miterrandistes, et François Mitterrand en personne, font tout pour fragiliser Michel Rocard. François Mitterrand aurait encouragé Catherine Lalumière à rallier Bernard Tapie, il aurait organisé cette candidature lors d'un déjeuner avec le patron des radicaux de gauche Jean-François Hory, tandis qu'à l'Élysée, ses hommes de l'ombre Michel Charasse et Maurice Benassayag auraient aidé la campagne de Bernard Tapie¹⁹⁵². Tout ceci serait ainsi un complot souterrain téléguidé depuis l'Élysée contre Michel Rocard, poussé au sommet pour se brûler les ailes, en Icare contemporain. Il y aurait même aujourd'hui des preuves attestant que Bernard Tapie a bénéficié de soutiens financiers de la part de l'Élysée¹⁹⁵³. Cécile Amar et Ariane Chemin parlent de « *5 millions de francs prélevés sur les fonds secrets de l'Élysée* »¹⁹⁵⁴. Les résultats sont une gifle cinglante pour le PS.

La liste Rocard tombe à 14,5 %, ce qui ne lui apporte que 15 sièges. La liste unique de la droite RPR-UDF, malgré la concurrence du réactionnaire souverainiste Philippe de Villiers, est largement en tête avec 25 % pour 28 sièges et ne semble pas tellement souffrir de la présence de cette liste menée par le vendéen (12,34 %). La vraie surprise vient de la liste Tapie. Avec 12 % et

1950 COT Jean-Pierre, « L'Europe oui, mais solidaire », dans « Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°88. Juin 1994 », *MichelRocard.org*

1951 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.355

1952 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, op.cit, p.537

1953 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

1954 AMAR Cécile, CHEMIN Ariane, *Jospin et Cie. Histoire de la gauche plurielle 1993-2002*, op.cit, p.31

treize sièges elle talonne celle de Michel Rocard. Les proches de Michel Rocard ont complètement sous-estimé le pouvoir d'attraction de Bernard Tapie qui aurait « *capté une fraction de l'électorat populaire qui n'a toujours pas pardonné aux socialistes leurs anciennes dérives gouvernementales* »¹⁹⁵⁵. Des résultats plus détaillés prouvent que les fédérations du PS n'étaient pas du tout aussi bien tenues que les rocardiens le pensaient. Aussi, la liste Tapie obtient 18,8 % dans la région PACA¹⁹⁵⁶. A Marseille, elle obtient 28 %, contre seulement 6,6 % pour la liste Rocard¹⁹⁵⁷. Très maigre consolation pour Gérard Lindeperg : sa femme Michèle est élue députée européenne et la liste Rocard réalise une meilleure performance dans la Loire, et à Saint-Étienne où il est en train de s'implanter, qu'à l'échelle nationale : « *A gauche, le recul sensible du PS est atténué par son bon résultat à Saint-Étienne, où il s'affirme comme la deuxième force politique [...] Les résultats de la liste MRG sont plus modestes : les démêlés de Bernard Tapie avec Manufrance, et de l'Olympique de Marseille avec l'Association sportive de Saint-Étienne, ne sont sans doute pas étrangers à ce score* »¹⁹⁵⁸.

Quoi qu'il en soit, pour Michel Rocard, c'est un échec. Fatal. Mais un échec pas si étonnant pour Pierre Brana : « *Aussi surprenant que cela puisse paraître, ce scénario catastrophe ne me faisait pas trop mal car, à partir du moment où Michel Rocard avait accepté le poste de premier secrétaire, je me doutais qu'il en serait ainsi. Prendre le parti, c'était braquer contre lui tous ceux qui allaient le considérer comme un usurpateur. C'était aussi brouiller son image dans l'opinion publique. Rocard n'était pas Mitterrand, il s'était fait une stature par son originalité, en dehors du parti. En endossant les habits de premier secrétaire, il se réduisait en entrant dans le moule. Et l'engrenage premier secrétaire- tête de liste aux européennes avait fait le reste avec le coup de pouce de Mitterrand pour le couler* »¹⁹⁵⁹. Pour Pierre Brana, ceux qui pensaient que Michel Rocard pouvait reprendre le parti tout en ne se présentant pas aux européennes, comme Gérard Lindeperg, se sont fourvoyés et ont sous-estimé ce qu'il appelle le « *côté boyscout* » : « *Toujours prêt. Si on lui demande d'aller à l'abattoir, il estime que c'est son devoir, il y ira. C'est ce qu'il s'est passé. Et c'est une folie ! Jamais le PS n'a fait de bon score aux européennes. Le PS est un parti de second tour. Rien n'obligeait Rocard à aller aux européennes. Mais c'était sûr qu'il y irait* »¹⁹⁶⁰.

Il y avait pourtant eu, comme on l'a vu, un débat chez les rocardiens sur le bien-fondé de mener la liste. Pour Robert Chapuis c'était une erreur. Tout comme c'était une erreur d'avoir pris la

1955 *Libération*, 13 juin 1994

1956 BLAISE Pierre, LENTZEN Évelyne, « Les élections européennes de juin 1994 », dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1994/18-19 (n°1443-1444), p.32

1957 MICOINE Didier, « Bernard Tapie à Marseille : je t'aime, moi non plus », *Le Parisien*, 3 octobre 2021

1958 « Les résultats des élections européennes : Loire », *Le Monde*, 14 juin 1994

1959 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.206

1960 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

tête du PS. Michel Rocard avait fondé pendant toutes ces années sa popularité sur une image d'indépendance et de compétence, une popularité qui s'étendait hors des cercles traditionnels du PS. Pourtant, il est revenu par la grande porte dans le jeu des partis, alors qu'il avait précisément pointé les faiblesses des partis. Pire encore, il se réinvestissait dans un parti toujours dominé par François Mitterrand.

Pour Robert Chapuis et une poignée d'autres rocardiens, Michel Rocard aurait simplement dû présider la direction provisoire du PS pour endosser les habits du rassembleur, de l'homme de sortie des pires crises afin de se préparer une rampe de lancement pour 1995. Il aurait dû préparer la transition pour la direction du PS, pas en devenir le premier secrétaire officiel. Il aurait dû être l'homme qui a remis le PS sur les rails et se consacrer uniquement à la préparation de 1995. Personne n'aurait pu lui contester la place car il aurait été celui qui a relevé le PS après l'échec de 1993. Il aurait été un sauveur, un rassembleur, comme le fut François Mitterrand. Au lieu de ça, il s'est attaché un boulet au pied, le PS. Robert Chapuis et ses camarades disent avoir tenté de prôner cette idée auprès de Michel Rocard avant le congrès du Bourget, en vain¹⁹⁶¹, bien qu'il soit nécessaire de rester prudent sur des propos écrits des années après les événements.

Les rocardiens paient sans doute aussi une mauvaise interprétation. Michel Rocard et ses proches qui l'ont incité à prendre le parti se sont fourvoyés. Ils se sont laissé aveugler par la promotion de Michel Rocard comme chef de la direction provisoire du parti, puis par son élection, avec ce score bonapartiste, à la tête du PS. Ils ont peut-être interprété cela comme la preuve irréfutable que le PS tout entier s'était converti au rocardisme et que Michel Rocard était le nouvel homme fort, l'homme providentiel. Alors que cette escalade de Michel Rocard ne fut qu'un concours de circonstances. Ou alors, ils ont surestimé le potentiel électoral de Michel Rocard pour ces européennes, ou sous-estimé la capacité de nuisance de ceux qui n'ont jamais accepté l'idée que Michel Rocard atteigne les plus hauts sommets. Quoiqu'il en soit, la grille de lecture fut erronée quelque part.

Les scores de la liste Tapie, à la fois généraux mais ciblés dans plusieurs secteurs, attestent que l'appareil du PS n'était pas mobilisé derrière son chef officiel. Bernard Tapie fut une marionnette meurtrière, un pantin armé d'un couteau planté dans le dos de Michel Rocard. Et c'est François Mitterrand qui, depuis l'Élysée, tirait les ficelles¹⁹⁶², bien que le président de la République ait toujours nié avoir joué le moindre rôle dans cette campagne des européennes¹⁹⁶³. Le soir même des résultats, Jean-Paul Huchon reçoit un appel de Bernard Tapie qui semble savourer une

1961 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.160

1962 Entretien avec Alain Bergounioux, 9 mai 2023

1963 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, op.cit, p.537-538

vengeance : « *Tu as vu ? Tu as compris maintenant ?* »¹⁹⁶⁴ Michel Rocard est conscient des dégâts causés par cette apparente conspiration : « *Il est évident que, sans ce parasitage, j'aurais été à égalité avec la liste UDF-RPR* »¹⁹⁶⁵. Des échos murmurent que Bernard Kouchner lui-même aurait voté Tapie !¹⁹⁶⁶ Plus flagrant encore, il se serait lui-même vanté de ne pas avoir voté pour la liste sur laquelle il était candidat¹⁹⁶⁷.

Cet échec est l'échec de Michel Rocard mais il est également une déflagration pour tout le courant. Les rocardiens sont amers. Le secrétaire général du club Convaincre de Paris publie même un « billet de mauvaise humeur » : « *Assez de faux-fuyants, parlons vrai, la défaite de la liste socialiste, c'est d'abord et avant tout la défaite d'un Michel Rocard que nous ne reconnaissons plus. A trop vouloir se couler dans les ternes habits d'apparatchik en chef des socialistes, l'ex-porte-étendard de la deuxième gauche a oublié d'être lui-même. Or, Rocard n'est jamais aussi bon, n'est jamais apprécié que lorsqu'il est Rocard* »¹⁹⁶⁸.

B) Les rocardiens orphelins

1) Un courant décapité

Quoiqu'il en soit, Michel Rocard n'est politiquement presque plus rien. La stature acquise depuis 1993 s'est écroulée en un instant. Sa popularité chute comme un château de cartes. Il serait désormais distancé de 14 points au premier tour de l'élection présidentielle par Édouard Balladur¹⁹⁶⁹. Au sein du parti, les ralliés du lendemain redeviennent ses premiers détracteurs. Son maintien à la tête du PS est largement rejeté et 60 % des sympathisants PS sont pour son départ contre seulement 23 % qui se prononcent pour son maintien¹⁹⁷⁰. Si certains proches de Lionel Jospin, comme Dominique Strauss-Kahn et Daniel Vaillant, et certains jeunes talents comme Pierre Moscovici et Jean-Christophe Cambadélis, pas dupes des manigances de François Mitterrand, appuient Michel Rocard pour qu'il se maintienne à la tête du PS, il décide d'assumer ses responsabilités. Ses proches tentent de le dissuader et essaient de le convaincre de renoncer de lui-même au fauteuil de premier secrétaire pour ne pas donner à ses détracteurs le plaisir de le renverser et de se ménager une chance

1964 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.188

1965 ROCARD Michel, « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, op.cit, p.202

1966 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.162

1967 BURNIER Michel-Antoine, *Les 7 vies du Docteur Kouchner : biographie*, XO, 2008, p.405-407

1968 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.161

1969 *Le Figaro*, 17 juin 1994, dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication : Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.589

1970 *Le Parisien*, 18 juin 1994, dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication : Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.589

d'être rappelé comme recours pour 1995¹⁹⁷¹. Mais, selon sa propre expression, Michel Rocard n'en fait qu'à sa tête¹⁹⁷². Il déclare aussi qu'il n'y a pas plus de « candidat naturel » pour 1995¹⁹⁷³.

Lors du Bureau national du 15 juin, il assume fièrement toutes ses responsabilités : « *Les élections de dimanche nous ont porté un coup très rude. Je suis votre Premier secrétaire, je conduisais la liste, je me considère donc naturellement comme le premier responsable de ce qui s'est produit, et je l'assume. Mais ce coup est également dirigé contre le Parti. Il appelle donc une réaction réfléchie et vigoureuse. Avant d'en venir aux questions qui se posent, je commencerai par écarter celle qui ne se pose pas, je pense ici à l'élection présidentielle. Trois choses sont certaines à ce sujet, et trois seulement : premièrement, ce sont les socialistes qui, le moment venu, choisiront eux-mêmes le candidat qu'ils souhaitent soutenir, deuxièmement, ce moment n'est pas venu et ne viendra pas avant plusieurs mois, fin de cette année ou début de la prochaine, troisièmement, quiconque le souhaite et estime avoir quelque chose à proposer pourra être candidat à cette désignation sans que nul puisse se prévaloir d'une position acquise [...]* En ce qui me concerne, il va de soi que je ferai le prochain conseil national juge du présent et de l'avenir. Je n'ai jamais fui mes responsabilités. Ce sera donc au CN que je ferai des propositions pour notre rénovation. Et ce sera à lui de voter pour dire s'il m'accorde sa confiance pour les mettre en œuvre »¹⁹⁷⁴.

Lors du conseil national du 19 juin, il tente néanmoins un dernier coup pour rester aux commandes. Se déclarant « favorable à une majorité d'idées contre les majorités d'appareil », il annonce la dissolution de son courant, demande aux autres d'en faire tout autant, et propose de faire entrer au conseil national plusieurs jeunes figures montantes extérieures aux anciens courants comme Martine Aubry, Ségolène Royal, François Hollande et Élisabeth Guigou. Il serait ainsi l'initiateur d'une opération de table-rase du passé pour repartir sur de nouvelles bases et se donner une nouvelle dynamique. Il demande un vote de confiance sur ces propositions. Michel Rocard n'obtient que 88 soutiens, contre 129 et 48 absents¹⁹⁷⁵. Il démissionne. Lionel Jospin, en se réfugiant dans la neutralité, a condamné Michel Rocard mais aussi, le courant jospiniste. Car c'est à cet instant qu'Henri Emmanuelli, téléguidé par François Mitterrand, se manifeste. Un autre jospiniste, Dominique Strauss-Kahn, qui avait épaulé Michel Rocard jusqu'au bout¹⁹⁷⁶, tente alors de contrer le sacre programmé d'Henri Emmanuelli en déclarant sa candidature, avec le soutien des rocardiens. Mais il ne peut pas l'empêcher de s'emparer de la direction du parti par 140 voix contre

1971 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, op.cit, p.544

1972 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.337

1973 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.356

1974 « Bureau national du PS, 15 juin 1994, Déclaration de Michel Rocard, premier secrétaire », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

1975 FRESSOZ Françoise, « Henri Emmanuelli remplace Michel Rocard à la tête du PS », *Les Échos*, 20 juin 1994

1976 Cela peut expliquer l'attitude prochaine des rocardiens envers Dominique Strauss-Kahn

60. Le fidèle fabiusien Claude Bartolone devient le nouveau numéro 2. Un congrès est planifié les 18,19 et 20 novembre, prévu sur la base traditionnelle des motions précédées de contributions. Un conseil national est prévu pour le 1^{er} octobre pour déterminer les motions sur lesquelles se prononceront les militants. Mais les rocardiens ne se bercent pas d'illusion. Ils savent que la partie est terminée, et qu'ils l'ont perdue. Jean-Paul Huchon juge sévèrement ce tournant : « *C'est le retour aux vieilles lunes de l'archaïsme et la perte de la culture de gouvernement* »¹⁹⁷⁷. Dans les Landes, fief d'Henri Emmanuelli, les cinq rocardiens membres du bureau fédéral du PS quittent l'instance en réaction au débarquement de Michel Rocard.

Si ce dernier dit ne pas renoncer à ses ambitions présidentielles, il a perdu son panache. Et certains de ses fidèles peuvent enfin lui dire le scepticisme qu'ils avaient sur sa stratégie. Jean-Paul Huchon lui dit ne pas avoir cru en la théorie de Michel Rocard qui voulait impulser le changement depuis la rue de Solférino. Pour son fidèle bras-droit, Michel Rocard ne pouvait pas à la fois préparer une campagne présidentielle et piloter la machine socialiste¹⁹⁷⁸. Plus tard, Jean-Paul Huchon livrera un sévère réquisitoire contre sa capacité de leadership, dans le sens où Michel Rocard aurait manqué d'obstination et d'acharnement¹⁹⁷⁹. Sa stratégie aussi fait l'objet de critiques. Pour Jean-Paul Huchon, Michel Rocard n'a jamais su bien appréhender les rapports humains et les rapports de force. D'une part, il ne se serait jamais choisi les bons alliés, en négligeant Lionel Jospin, Pierre Mauroy ou une certaine partie de la garde mitterrandienne qui aurait pu être un renfort, au profit d'un attrait pour des personnalités de second plan qui maîtrisaient bien moins les codes de la politique, en témoigne ainsi son obsession envers Bernard Kouchner pour les européennes¹⁹⁸⁰. D'autre part, des mauvais choix y compris dans son entourage, avec un élitisme qui, toujours selon Jean-Paul Huchon, le faisait s'enticher des « *intellectuels hors-réalités* » comme Guy Carcassonne, Pierre Encrevé et Olivier Duhamel et des « *soi-disant hommes de parti, supposés cruels ou retors comme Dreyfus ou le traître Petitedemange* »¹⁹⁸¹.

Cette nouvelle donne liée à l'effacement de Michel Rocard bouleverse toute la galaxie rocardienne, car la pierre angulaire est brisée. Elle pose la question du devenir de la loyauté des rocardiens, de leur allégeance.

1977 MAZIERES Bernard, « Le PS en charpie », *L'Express*, 23 juin 1994

1978 CARTON Daniel, « La solitude de Michel Rocard », *Le Monde*, 18 octobre 1994, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, *Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

1979 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, p.43

1980 Ibid, p.44

1981 Ibid

2) Le défi des loyautés

Sans exhaustivité, on pourrait distinguer trois formes de loyauté. La loyauté à une structure politique, le plus souvent, un parti. La loyauté à une personnalité. La loyauté à une ligne idéologique, à des principes. Et il est fréquent que des conflits de loyauté se créent, rendant difficile la définition exacte de la loyauté en politique. Rompre avec son parti pour demeurer fidèle à une ligne politique, faire évoluer sa ligne pour corroborer avec une réorientation de son parti, demeurer dans son parti quitte à rompre avec un mentor dont on ne partage plus les visées, suivre un mentor dans une aventure solitaire quitte à rompre avec son parti... les scénarios possibles sont nombreux et ce qui est vanté comme de la fidélité d'un côté peut être dénoncé de l'autre comme de la trahison, de l'arrivisme, ou de l'ingratitude. Tout dépend du prisme utilisé et de la priorisation des loyautés : idées, parti, humaines.

Pour en revenir à la « rocardie », le départ soudain de celui qui était le centre de gravité absolu et unique de leur aventure politique entraîne un impératif reconditionnement et amène à s'intéresser aux moyens qui sont les leurs pour faire vivre leur loyauté. Le courant rocardien, durant toute son existence, a démontré une incontestable solidité en dépit d'un parcours parfois mouvementé. Bien que soudé par des liens de confiance et d'amitié, colmaté par un socle idéologique marqué, le courant était dominé par une personnalité forte, Michel Rocard. Et Michel Rocard a opéré tout au long de sa carrière, et encore plus quand il était au sein du PS, une série de revirements, non pas idéologiques, mais stratégiques, des zigzags dans ses rapports avec les autres poids lourds du PS et dans ses projets de conquête du pouvoir. Des zigzags opérés souvent de son propre chef. La « rocardie », le cercle proche de Michel Rocard n'était pas une *agora* où l'état-major du courant discutait avec Michel Rocard de toutes les options possibles avant d'arrêter une décision à l'unanimité. Bien souvent, et dans des moments capitaux, Michel Rocard prenait une décision seul, ou en très petit comité, et les conséquences de son choix s'appliquaient à l'ensemble de ses proches. Que ce soit le discours sur les deux cultures de gauche, sa démission du gouvernement, sa conquête du PS ou sa volonté de conduire la liste PS aux européennes de 1994, Michel Rocard a souvent pris ses proches fidèles de court, mais sans jamais perdre son aura et son leadership. Nous l'avons vu, malgré certains désappointements, les fidèles rocardiens ont suivi Michel Rocard dans chacun de ses choix.

Ce qui est assez remarquable, c'est qu'en dépit de ce fonctionnement, le courant a tenu. Bien que parfois vexés ou agacés de ces ondulations, les rocardiens ont toujours fait bloc derrière leur chef, assumant ses décisions personnelles, et ses conséquences. Il n'y a pas eu de fraction majeure, de rupture brutale. Certes, il y avait parfois quelques mots amers dans la presse, dans les couloirs,

quelques prises de distance, mais de façon globale, la loyauté indéfectible a fait que les rocardiens ont suivi Michel Rocard dans toutes ses stratégies. La loyauté personnelle, la loyauté humaine est extrêmement forte. Tout comme l'est la loyauté idéologique. Michel Rocard s'est fait remarquer par une intransigeante cohérence intellectuelle. Bien qu'il ait évolué au cours de sa carrière, cette évolution tient de la maturation et non de l'opportunisme. Un socle idéologique, fondé sur des principes comme la décentralisation, la justice sociale et le réalisme économique, qui est partagé par ses fidèles. Ils n'étaient pas juste de fidèles zélotes de Michel Rocard mais aussi les porteurs d'un corpus précis et affiné. Pour eux, l'enjeu n'était pas seulement la victoire de Michel Rocard mais les perspectives politiques et idéologiques rendues possibles par une telle victoire. C'est tout ceci qui explique la solidité du courant. Mais sans Michel Rocard, quelle loyauté personnelle peut perdurer, quel rocardisme peut survivre ?

Il sera intéressant de voir les choix des rocardiens dans l'après-Rocard. En premier lieu, les choix de personnes. Que traduisent leurs nouvelles allégeances ? On peut s'attendre à voir de nouvelles allégeances qui font écho à leur loyauté à Michel Rocard, c'est-à-dire accompagner des personnalités qui peuvent prétendre poursuivre l'œuvre de Michel Rocard ou au moins, s'en rapprocher idéologiquement. Mais ce n'est pas la seule attitude possible. D'aucuns peuvent considérer que le rocardisme est terminé et donc, ne pas chercher dans leur engagement futur un lien avec leur engagement passé. En ce sens, il sera intéressant de comparer les nouvelles lignes idéologiques défendues par les rocardiens avec celle qu'il brandissait auprès de Michel Rocard. Existe-t-il une possible continuité idéologique ou la rupture est-elle inévitable ? La loyauté au parti sera en revanche difficilement interrogeable car l'époque est encore celle où le jeu politique se fait entre quelques grandes formations. Il n'y a pas encore le grand bouleversement de l'échiquier politique. Aussi, les forces de gauche tournent essentiellement autour du PS et l'acte de « trahison » le plus extrême possible à l'égard du PS reste une simple prise de distance. Prise de distance qui peut être elle-même un acte de loyauté envers Michel Rocard : se détacher de la politique politicienne pour se consacrer aux idées à l'image des clubs Convaincre.

La question de la loyauté des rocardiens sera en réalité mise à l'épreuve par l'étude de leurs choix de personnes et de ligne. Chercheront-ils à faire du rocardisme sans Rocard, auprès d'un héritier putatif en conservant une loyauté nostalgique ? Ou se consacreront-ils au temps présent, suivant le principe que chaque époque a ses paramètres et qu'il faut savoir vivre avec son temps pour ne pas tomber dans l'anachronisme ? Rompront-ils avec la volonté de porter une personne au pouvoir pour mener avant tout un travail intellectuel ? Est-ce que ce travail intellectuel sera dans la lignée du rocardisme ou les idées évoluent-elles avec le temps ? A cela s'ajoute une difficulté

supplémentaire : sans la figure rassembleuse de Michel Rocard, il est fort probable que le courant s'émiette.

Aussi, les rocardiens ne vont pas suivre unanimement la même voie. Il faut s'attendre à voir autant de parcours qu'il y a de rocardiens et qu'il existe de possibilités. De la volonté de faire du rocardisme le plus fidèle jusqu'à la rupture avec cette époque en passant par une nostalgie perceptible mais pas centrale.

3) La recherche d'un renouveau incertain

Les contributions permettent aux courants de se retrouver. Dès le mois de juillet les rocardiens, désormais coordonnés par Claude Evin, tentent de trouver un second souffle. Ils ne sont pas disposés à baisser les armes. Le 9 juillet, les rocardiens actent leur volonté d'affirmer au prochain congrès « *une gauche authentiquement réformatrice et désireuse de modifier profondément les règles de fonctionnement du Parti* »¹⁹⁸². Car en l'absence de Michel Rocard, et de son aura de candidat naturel, les autres poids lourds du PS avancent leurs pions. Henri Emmanuelli s'active, en lançant secrètement des comités de soutien dans toute la France, pour confirmer sa prise du PS. Et dès les premiers jours de juillet 1994, Lucien Weygand, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, crée le premier comité de soutien à la candidature de Jacques Delors pour la présidentielle de 1995¹⁹⁸³. Tandis que le jeu politique partisan reprend ses droits et applique ses cruels principes, dont l'un des plus célèbres pourrait s'appeler « pas de pitié pour les vaincus », les Clubs Convaincre s'affirment comme l'embryon d'un renouveau. Le Collectif national estime que les Clubs Convaincre doivent proposer un espace politique pour travailler un projet capable de susciter une dynamique. Dans cet objectif, il prône la refondation de la mouvance rocardienne autour de trois pôles bien définis et bien coordonnés¹⁹⁸⁴. D'abord, Michel Rocard lui-même. Ensuite, les rocardiens du PS qui doivent s'efforcer de reconquérir un poids spécifique interne. Enfin, les Clubs qui doivent entretenir le terrain, préparer le retour de Michel Rocard et garantir l'entretien de l'idéologie rocardienne. Plusieurs cadres rocardiens, Jean-Paul Foncel, Jérôme

1982 Lettre de Claude Evin datée du 25 août 1994, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 68, Parti socialiste 1993-2000*, Fondation Jean-Jaurès

1983 Lettre de Lucien Weygand aux membres du Conseil national du Parti socialiste datée du 4 juillet 1994, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 68, Parti socialiste 1993-2000*, Fondation Jean-Jaurès

1984 « Conclusions du Collectif national du 20 juin 1994 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 109 : Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

Chapuisat et Robert Chapuis rédigent des textes, au contenu et au style très similaires, sur l'espérance possible^{1985 1986}.

Robert Chapuis appelle à une recombinaison de la « gauche réformatrice », tout en précisant qu'elle ne saurait se faire uniquement par le Parti socialiste car « *l'appareil de ce parti paraît incapable de se régénérer* ». Il pointe par ailleurs l'attitude des cadres du PS qui ont instrumentalisé les résultats des élections européennes pour pousser Michel Rocard vers la sortie. Mais pour autant, Robert Chapuis appelle à ne pas perdre espoir. L'entreprise de rénovation de « l'autre gauche » qu'il réclame implique d'abord une profonde introspection sur les erreurs commises, notamment par Michel Rocard. En dépit de l'affection qu'il porte à son ami, Robert Chapuis est sévère, estimant que « *Michel Rocard n'a pas conquis le pouvoir mais seulement l'apparence du pouvoir dans le parti, au risque d'y perdre son âme. Malgré toute sa bonne volonté, il n'a pas su ou pas pu, faire de son parti le pivot d'un rassemblement plus large, dans l'esprit de ce qu'on a appelé le bing-bang* »¹⁹⁸⁷. Ensuite, elle nécessite une mobilisation autour des principes portés par Michel Rocard, dans la fidélité du discours de Montlouis : « *Notre identité s'est construite autour d'une triple exigence : éthique politique, rigueur économique, innovation sociale. Plus que jamais ces références s'imposent pour surmonter la crise actuelle de la représentation et de l'action politiques, pour construire la gauche moderne et citoyenne, qui a toujours été notre objectif et qui est la seule en mesure de répondre aux attentes du peuple français. Lors de leur création en 1985, les clubs Convaincre se voulaient le creuset de ce combat commun. Depuis, d'autres clubs, sous des appellations variées, mais dans le même esprit se sont développés, multipliés et implantés un peu partout [...] Les clubs Convaincre, sous ce nom ou un autre, sont décidés à y participer avec la force de leur expérience et la volonté de ceux qui n'ont pas dévié du chemin de la nouvelle gauche. Ils appellent à les rejoindre tous ceux qui partagent la même aspiration* »¹⁹⁸⁸. Robert Chapuis clame que l'action politique sans les idées n'a pas de sens¹⁹⁸⁹. Tandis que certains sont obnubilés par les rivalités d'égos, les rocardiens placent comme priorité l'élaboration d'un projet de société. Il rappelle que les rocardiens, détournés de la « loi des partis » ont toujours travaillé à l'élaboration d'un projet... qui peut être porté par Michel Rocard.

1985 « Retrouver les chemins de l'espérance », texte non daté de Jérôme Chapuisat, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109 : Convaincre, collectif national, 1994-1996, Fondation Jean-Jaurès

1986 « Dissiper les illusions. Recréer l'espérance », texte de Jean-Paul Foncel daté du 21 juin 1994, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109 : Convaincre, collectif national, 1994-1996, Fondation Jean-Jaurès

1987 « Retrouver les chemins de l'espérance », communiqué de Robert Chapuis daté du 12 juillet 1994, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109 : Convaincre, collectif national, 1994-1996, Fondation Jean-Jaurès

1988 Ibid

1989 « Convaincre, Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°89, juillet 1994 », *MichelRocard.org*

Aussi, les rocardiens dévoilent un premier aperçu de leurs réflexions sur quatre domaines, tout en précisant bien qu'il «*ne s'agit pas d'élaborer un catalogue programmatique mais de définir les grands axes du changement, les points d'appui d'une action de transformation sociale* »¹⁹⁹⁰ :

- Territoire : c'est un thème que les rocardiens ont toujours défendu. Il s'agit de défendre les trois aspects des territoires variés : culturel (dans le sens identitaire), économique (lieu de travail, lieu de production de la richesse) et institutionnel (on est en plein dans la logique girondine où chaque échelon dispose de pouvoirs adaptés à sa connaissance des enjeux locaux). Ils constatent le déséquilibre grandissant entre les villes, de plus en plus étendues, et les territoires ruraux. Mais la ville n'est pas épargnée par les problèmes sociaux, avec des périphéries touchées de plein fouet par le chômage et la pauvreté. Aussi, les rocardiens appellent à une vraie décentralisation, fondée sur une dynamique des territoires pour réduire toutes ces fractures et revaloriser aussi bien les zones rurales que les bassins périphériques urbains. Ce nouveau souffle passe par la fin de la conception de l'échelon local comme une simple subdivision administrative. Du plus petit échelon au plus grand, il faut encourager les projets de développement et en refaire des cadres de vie. Cela implique de trouver l'équilibre pour un dialogue constructif et productif entre l'État et les territoires, tout en trouvant la juste place dans la logique d'une politique européenne d'aménagement du territoire.

- Décision publique et citoyenneté : le constat établi depuis des années par les rocardiens n'a pas changé : d'année en année, les citoyens et leur classe politique continuent d'être séparés par un fossé. Les citoyens se détournent de l'action publique, ont de moins en moins envie de s'impliquer dans les affaires de la cité, menaçant la légitimité des décisions prises par la classe politique et la bonne santé démocratique. Crise de représentation, crise de confiance... pour redonner de l'oxygène à l'action publique, les rocardiens prônent une série de changements destinée à régénérer l'action citoyenne. Il faut en premier lieu une évolution des acteurs, responsables de la situation délétère. En tête de liste, les partis politiques, devenus des castes, des clans, des syndicats d'intérêts électoraux particuliers détournés des aspirations populaires. Le statut de l'élu est interrogé. N'est-il pas trop prisonnier d'un système qui le rend irresponsable, déconnecté des citoyens ?

- L'administration, la lourdeur des cabinets ministériels sont aussi mises en cause. L'administration technocratique doit être plus fluide, plus efficace, davantage tournée vers l'action concrète de terrain et l'application de décisions politiques. Le Parlement doit retrouver tout son sens, ne plus être la chambre d'enregistrement de l'exécutif mais contrôler son action et prendre sa part à l'élaboration de la décision publique. Les citoyens doivent devenir des acteurs à part entière, écoutés et considérés à travers des instruments qui leur permettront de s'exprimer. Une évolution des acteurs qui irait de pair, condition *sine qua non*, avec une évolution de l'espace de prise de

1990 Ibid

décision : clarification des missions de l'État qui doit être recentré sur ses fonctions d'État-stratège, donner un vrai sens à la décentralisation pour rapprocher la prise de décision des citoyens, multiplication et simplification des lieux d'accueil du public...

- Emploi et revenu : contre le système libéral accusé de créer du chômage, de l'inégalité et de creuser une société à deux vitesses, les rocardiens veulent « *organiser le nouvel emploi autour de quatre idées* » :

. Redéfinir le marché de l'emploi à partir de la notion d'activité, permettant à chacun d'avoir un revenu,

. Déterminer les nouveaux contours de l'offre publique d'emploi dans laquelle l'État peut jouer un triple rôle : employeur, régulateur, stratège.

. Adopter la fiscalité et les prélèvements sociaux au nouvel impératif de l'emploi et de la création d'activités.

. Réaliser la maîtrise collective du temps de travail.

Cette ébauche de projet est cadrée par ce que les rocardiens appellent leurs « valeurs de référence ». Selon eux, ce cadrage moral est indispensable pour que leur projet ne soit pas qu'un catalogue de propositions. Il lui donne une âme et le rend capable de susciter l'adhésion collective¹⁹⁹¹. Quatre valeurs de référence sont présentées :

- La problématique Ordre public et Ordre privé ;

- La problématique partage et dynamique des valeurs ;

- La problématique besoin de références communes et recherche de liberté ;

- La problématique de la vie globale ou la vie fractionnée.

Une fois de plus, les rocardiens font le pari de retrouver une dynamique par les idées. Se détournant de la question de l'incarnation, ils espèrent que le fond leur permettra de surmonter le retrait de leur chef de file.

1991 « Nos valeurs de référence » dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°89, juillet 1994 », *MichelRocard.org*

4) Rénover un parti, relancer les clubs : l'émiettement du courant rocardien

A la suite de leur réunion du 9 juillet, les rocardiens prennent contact avec les responsables d'autres tendances, notamment jospinistes et mauroyistes et travaillent à une réforme du fonctionnement du parti et à un projet politique « ancré à gauche ». Parmi eux, Pierre Mauroy, Martine Aubry, Élisabeth Guigou, Pierre Moscovici, Dominique Strauss-Kahn ou encore Gérard Fuchs. Ils indiquent, dans un appel intitulé « Un projet de gauche pour la France », qu'ils vont proposer « *des modes de fonctionnement permettant à tous les socialistes de se réapproprier le parti et mettant fin à la cooptation par les courants de ses responsables* »¹⁹⁹². Une contribution commune est déposée, réunissant des proches de Michel Rocard, des proches de Pierre Mauroy et des proches de Lionel Jospin, et reprenant le titre « Un projet de gauche pour la France ». Elle est limitée volontairement à trente signataires¹⁹⁹³ pour ne pas donner un effet de masse au détriment du projet centré sur une démarche de rénovation et de débats¹⁹⁹⁴. Mais certains rocardiens de premier plan prennent leurs distances comme Gérard Fuchs, qui se rapproche de Laurent Fabius contre la promesse d'obtenir une circonscription en Seine-Maritime¹⁹⁹⁵. Il dépose même une contribution en son seul nom propre sans prévenir personne. Une désertion que regrette Claude Evin d'autant que Gérard Fuchs avait participé à la préparation du texte et avait approuvé l'engagement des rocardiens dans cette contribution collective¹⁹⁹⁶. L'émiettement du courant rocardien commence, illustrant l'importance du leadership exercé par Michel Rocard, avant son retrait, pour la cohésion du groupe.

Les trente signataires de la contribution se retrouvent à Alfortville le 17 septembre où ils décident finalement de ne pas déposer de motion et de rallier celle d'Henri Emmanuelli. Parmi les rocardiens, seuls Jean-Paul Huchon, Daniel Frachon et Alain Richard refusent le ralliement¹⁹⁹⁷. Un autre texte mené par des jeunes socialistes comme Vincent Peillon, Christophe Clergeau, Christine Priotto et Barthélémy Alcantara est déposé. Sollicité pour y participer, Jean-Paul Huchon est tenté, mais finalement, il s'abstient¹⁹⁹⁸. Au congrès de Liévin (18, 19 et 20 novembre 1994), le texte des

1992 « PS : les courants au coeur du prochain congrès », *Les Échos*, 1^{er} août 1994

1993 Michèle André, Martine Aubry, Jacques Auxiette, Alain Bergounioux, Jean-Marie Bockel, Jean-Christophe Cambadélis, Michel Charzat, Michel Destot, Geneviève Domenech-Chich, Claire Dufour, Claude Evin, Jean Gatel, Eric Ghebali, Gérard Gouzes, Elisabeth Guigou, Jean Le Garrec, Jean-Marie Le Guen, Jean-Yves Le Drian, Bruno Le Roux, Pierre Maille, Pierre Mauroy, Pierre Moscovici, Henri Nallet, Bernard Poignant, Bernard Roman, Olivier Rousselle, Patrick Seve, Dominique Strauss-Khan, Jean-Pierre Sueur, Catherine Trautmann

1994 Lettre de Claude Evin datée du 25 août 1994, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 68, Parti socialiste 1993-2000*, Fondation Jean-Jaurès

1995 C'est la dixième circonscription de Seine-Maritime. Il y sera d'ailleurs élu député en 1997.

1996 Lettre de Claude Evin datée du 25 août 1994, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 68, Parti socialiste 1993-2000*, Fondation Jean-Jaurès

1997 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, p.112

1998 Ibid

jeunes obtient 7,85 % des votes, dont celui de Robert Chapuis¹⁹⁹⁹. La motion d'Henri Emmanuelli obtient 92,15 % et ce dernier est confirmé comme premier secrétaire avec 87,57 %, prouvant ainsi indubitablement que le plébiscite passé de Michel Rocard n'était pas le signe d'une rocardisation idéologique du parti mais d'un légitimisme presque automatique de la part de la base militante pour l'homme fort du moment. Henri Emmanuelli est le troisième premier secrétaire en un an et demi. Depuis 1993 et l'éviction de Laurent Fabius, il semble que la direction du PS soit une instance très fragile et instable. Sans chercher à réécrire l'histoire, Alain Bergounioux estime qu'il est pensable que même si Michel Rocard avait cédé la tête de liste des européennes à un autre, il aurait pu être poussé vers la sortie en cas de mauvaise performance²⁰⁰⁰. La majorité de Michel Rocard était si fragile, les ressentiments, tellement vifs, que l'échec d'une autre tête de liste aurait pu être reproché au chef, qu'était Michel Rocard, et entraîner son renversement.

Le congrès de Liévin acte la disparition du courant rocardien en lui-même au sein du parti. Le courant a perdu sa clef de voûte, avec l'éjection brutale de Michel Rocard, et est en décalage idéologique avec le « coup de barre à gauche » annoncé par Henri Emmanuelli. Paradoxalement, ce dernier en appelle à Jacques Delors pour la présidentielle de 1995, comme la quasi-totalité des dirigeants du PS²⁰⁰¹. Précisément, certains rocardiens semblent vraiment avoir tourné la page ou s'être résignés à ce nouvel alliage. Gérard Fuchs répond à ceux qui y voient le mariage de la carpe et du lapin : « *Mais je voudrais dire, avec toute la conviction dont je suis capable, que je crois que ce tandem Emmanuelli-Delors représente en réalité, par sa complémentarité même, une chance* »²⁰⁰².

Hormis Michèle André il n'y a plus de rocardien au secrétariat national, et encore elle y est en tant qu'ancienne ministre²⁰⁰³. Au bureau exécutif, il n'y en a que quatre sur 57 : Michèle André, Alain Bergounioux, Claude Evin et Jean-Pierre Sueur soit autant que la motion 2. Le courant essaye alors de se restructurer différemment. Claude Evin entend toujours défendre les combats et les idées que les rocardiens avaient défendus autrefois avec Michel Rocard. Mais il est dans l'idée que les rocardiens ne doivent pas « *reconstituer un positionnement passé* »²⁰⁰⁴. Dans cette perspective, en dépit de l'échec de la contribution des trente, certains de ses signataires veulent exploiter cette base pour créer autre chose. Il est donc décidé de constituer un pôle réformateur interne²⁰⁰⁵, un pôle de

1999 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.162

2000 Entretien avec Alain Bergounioux, 9 mai 2023

2001 GRUNBERG Gérard, *La Loi et les prophètes. Les socialistes français et les institutions politiques*, op.cit, p.299

2002 « Congrès national de Liévin, 18,19 et 20 novembre 1994 », *Archives-Socialistes.fr*

2003 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.162

2004 Lettre de Claude Evin datée du 8 octobre 1994, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 68, *Parti socialiste 1993-2000*, Fondation Jean-Jaurès

2005 Ibid

rénovation de la gauche et du PS qui irait au-delà des strictes frontières du courant rocardien mais qui assurerait la pérennité des idées de Michel Rocard²⁰⁰⁶.

Les rocardiens sont face à un défi et un moment de vérité. Rebondir sans Rocard, et vérifier si leurs idées sont viables sans Rocard. C'est l'un des grands paradoxes du rocardisme : pour un courant qui se voulait essentiellement basé sur les idées, il est étrange de remarquer l'impact dévastateur qu'a eu le retrait de Michel Rocard et l'incapacité pour les rocardiens de trouver à leur chef spirituel un successeur. Comme si les idées portées par Michel Rocard, celles qui soudaient le courant, étaient devenues finalement indissociables de la personne même de Rocard, au point de ne devenir, comme le mitterrandisme, que l'expression de l'attachement à une personnalité politique de poids. Lorsque François Hollande, alors président de la République, remet en octobre 2015 à Michel Rocard la grand-croix de la Légion d'honneur, il salue sa dimension passée : « *Rares sont les femmes et les hommes politiques qui ont pu faire de leur nom un emblème, un ralliement, j'ose dire un totem, une sensibilité, une appartenance. C'est votre cas* »²⁰⁰⁷. Un bel hommage sur le moment mais qui traduit toute la difficulté pour les rocardiens de continuer à exister sans leur « totem ».

Le 10 septembre, la fédération des Clubs Convaincre se réunit à Paris avec 150 représentants de clubs locaux et de groupes de réflexion. L'heure est grave. Il faut faire un point sur la situation alors que Michel Rocard a perdu la tête du PS et les répercussions possibles sur le courant. Les Clubs manifestent leur volonté d'une parfaite autonomie et d'exploiter leurs capacités d'intervention au niveau local ainsi qu'au niveau national. Quatre ateliers ont travaillé sur le devenir des Clubs. Plusieurs points sont retenus²⁰⁰⁸ :

- Le refus de la dissolution. En dépit de l'éviction de Michel Rocard, les clubs sont plus motivés à poursuivre leurs activités.
- Le besoin d'affirmer une identité claire, compréhensible par tous. Elle doit être redéfinie, car trop dépendante du courant rocardien interne au PS. Cela passe par une autonomie complète vis-à-vis de toutes les structures, incluant le PS et par la formulation des idées et valeurs constituantes.
- Une consolidation des structures, c'est-à-dire plus de démocratie et de représentativité pour le collectif national, une meilleure cohérence et articulation entre les initiatives locales le national et une meilleure coordination entre les clubs. Ils soulèvent également la question des moyens, matériels, financiers et humains, nécessaires pour l'affirmation de cette identité.

2006 Lettre de Claude Evin datée du 20 octobre 1994, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 68, *Parti socialiste 1993-2000*, Fondation Jean-Jaurès

2007 HOLLANDE François, « Remise de la grand-croix de la Légion d'honneur par le président de la République », dans FOURNIER Jules (dir.), *Michel Rocard par...*, Flammarion, 2018, p.18

2008 CHAPUISAT Jérôme, « Synthèse des ateliers », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°90, septembre 1994 », *MichelRocard.org*

- Optimiser la diversité des initiatives par plus de coordination entre les clubs, une meilleure information interne et une meilleure communication externe.
- La nature des clubs. Ce point fait débat entre ceux qui veulent rester des clubs d'échanges et d'idées et ceux qui souhaitent devenir plus « politiques » (en s'intéressant par exemple aux échéances électorales de 1995). La majorité se prononce plutôt pour un mouvement capable de proposer des idées, de réfléchir à des projets, tout en pensant à leur concrétisation. Il reste à déterminer les moyens d'action. L'insertion des clubs dans la vie publique doit se faire au niveau local et en même temps, au niveau national. Certains évoquent l'idée de structurer à l'échelle régionale un réseau de clubs.
- Le positionnement des clubs. Sur ce point aussi il y a des divergences. Certains veulent rester un lieu de discussion, de rencontres, qui brassent les étiquettes et les engagements (permettant des discussions rassemblant un arc allant des communistes à des centristes). D'autres voudraient un corpus commun, dans un souci d'indépendance. Le rapport à Michel Rocard est évidemment abordé. Tous sont reconnaissants et témoignent leur affection. D'ailleurs, plusieurs espèrent son retour sur la scène politique nationale. Mais en dépit de tout cela, les clubs doivent penser à l'avenir et aller de l'avant. Rester fidèle aux valeurs de Michel Rocard et à ce qu'il représente mais ne pas s'handicaper en restant obsédés par le passé. La priorité est l'élaboration d'un projet de renouveau politique et de transformation sociale.

Quatre conclusions sont adoptées²⁰⁰⁹ :

- Le besoin de faire entendre la voix de la deuxième gauche et identité fondée sur l'idée de « la politique autrement » et plusieurs idées clefs comme la décentralisation, la lutte contre l'exclusion par l'insertion, la responsabilité du citoyen...
- Se bâtir une indépendance, s'organiser en réseau plus qu'en parti, rassembler des partenaires variés et avoir une dimension européenne.
- Réfléchir à comment disposer d'une présence sur le terrain.
- Structurer ce réseau et entretenir des liens avec d'autres clubs et mouvements. L'idée serait de constituer un « Conseil politique préparatoire » pour un rassemblement autour de la « Politique autrement », un conseil qui regrouperait les clubs et groupes de travail intéressés par cette démarche. On y trouverait les clubs Initiatives de Jean-Paul Huchon, les groupes d'experts pilotés par Roger Godino et Roger Fauroux, les clubs Forum, les clubs Opinion et les réseaux de citoyenneté de Patrick Viveret...²⁰¹⁰

2009 SOULAGE François, « Assemblée générale du 10 septembre 1994 », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°90, septembre 1994 », *MichelRocard.org*

2010 « Conclusion de l'Assemblée générale du 10 septembre 1994. Proposition de travail », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 109, Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

Robert Chapuis s'engage pleinement dans ce processus. Il appelle à intensifier les rencontres et les initiatives, dans le cadre d'une réunion à venir en décembre. Et s'il est conscient que les Clubs ne peuvent faire l'impasse sur les élections de 1995, il appelle à ne pas en faire une fin en soi et de poursuivre, même après ces scrutins, une réflexion sur les valeurs de la gauche de demain, sur la façon de structurer ce grand mouvement de transformation depuis la base et sur comment restaurer une action citoyenne et une action politique de qualité, débarrassées des tares du système.

Trois propositions sont adoptées en séance plénière pour être proposées aux adhérents et discutées avec les partenaires potentiels²⁰¹¹ :

« - Développer l'expression publique des clubs Convaincre par divers moyens, notamment par une présence renforcée aux Assises de la Transformation Sociale, par la publication de cahiers thématiques regroupant des éléments pour un projet de renouveau politique et de transformation sociale ou encore la participation active aux débats engagés avec des mouvements proches sur des sujets d'intérêts communs.

- Prendre tous les contacts avec les partenaires naturels que sont les autres clubs politiques, le monde associatif et syndical, le mouvement écologique en vue de dégager les vastes zones de convergences qui seront nécessaires à la recomposition et à la revitalisation de la gauche dans ce pays autour de nouvelles valeurs.

- Organiser, sous trois mois, une Assemblée largement ouverte aux représentants des adhérents et sympathisants des clubs ainsi que, le cas échéant, d'autres groupes pour valider les orientations politiques annoncées et se doter des moyens d'action adaptés ».

Enfin, dans la préparation de la suite, le collectif national des Clubs Convaincre se dote d'une équipe exécutive. Jacques Chérèque en assure la présidence, assisté de José Garcia comme secrétaire général et de Robert Chapuis comme vice-président chargé des groupes thématiques. Quatre autres membres complètent l'équipe : Christine Afriat (Orientations et perspective), Jérôme Chapuisat (Chargé de la communication), Jean-Paul Foncel (Syndicats-Écologie) et François Soulage (Chargé des relations extérieures)²⁰¹². 105 clubs et 28 réseaux thématiques se dirigent donc vers une coordination renforcée, avec comme objectif, l'évolution vers un mouvement d'idées influent mais indépendant. C'est ce que Robert Chapuis appelle « une convergence d'idées et de forces capables de peser dans les mois et -nous l'espérons- les années qui viennent pour un renouveau conjoint du socialisme et de la démocratie »²⁰¹³. Une démarche qui peut être mise en

2011 « Les Clubs Convaincre se mobilisent », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°90, septembre 1994 », *MichelRocard.org*

2012 « Les Clubs Convaincre se mobilisent », communiqué daté du 12 septembre 1994, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, *Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2013 CHAPUIS Robert, « Convaincre publie ses propositions », dans *Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°92, novembre 1994* », *MichelRocard.org*

perspective avec la création de la Fondation Jean-Jaurès par Pierre Mauroy début 1992, qui entend, selon le premier article de ses statuts, « *favoriser l'étude du mouvement ouvrier et du socialisme international, de promouvoir les idéaux démocratiques et humanistes par le débat d'idées et la recherche, de contribuer à la connaissance de l'homme et de son environnement, de mener des actions de coopération économique, culturelle et politique concourant à l'essor du pluralisme et de la démocratie dans le monde* ».

Pour autant, pas question de faire des Clubs les bases d'un nouveau parti politique. Ce refus d'aller vers une structuration plus classique est le prolongement de la méfiance des rocardiens envers les appareils politiques, méfiance sans doute cultivée par l'expérience de certains d'entre eux au sein du PS. Les clubs sont pensés par certains rocardiens, comme Robert Chapuis, comme le fruit d'un contexte, découlant donc des échecs des partis classiques, avec pour mission d'apporter des réponses politiques aux enjeux dudit contexte... comme si les clubs étaient conçus pour réussir là où les partis avaient échoué. Cette logique fait écho à celle de l'essor de clubs durant le début de la décennie 1960 contre la SFIO, avec, notamment le club Jean-Moulin ou la CIR de François Mitterrand qui en rassemblait plusieurs²⁰¹⁴. Le principal inconvénient, dont sont conscients les rocardiens, mais qui vient complexifier davantage leur position est que l'élection présidentielle est le cœur de la vie politique française²⁰¹⁵. Là encore, le passé est instructif, avec l'exemple de la fondation autour de François Mitterrand de la FGDS en septembre 1965 dans la perspective de l'élection présidentielle prévue au mois de décembre de la même année. Cette fédération de clubs et de partis, comme la SFIO, est un bon cas illustrant la force qu'exerce l'enjeu présidentiel sur l'échiquier politique et l'importance stratégique des partis politiques, en dépit de leurs limites.

Le challenge des rocardiens est pour le moins tortueux : comment agir concrètement sur la vie politique sans passer par les échéances qui comptent le plus ? Quand Michel Rocard était en position de force pour la présidentielle de 1995, l'équation était plus simple. Le cercle des rocardiens dépassait les frontières du PS... de toute façon dirigé par les rocardiens. Or, la présidentielle ne perd rien de son importance, et les rocardiens, de leur ambition : permettre l'avènement d'une vraie politique de transformation sociale et de dépasser le PS pour impulser un grand mouvement rassemblant les forces de gauche réformistes. Les rocardiens veulent par conséquent être une force de propositions et de mobilisation autour du futur candidat qui portera ce projet. Ils veulent conserver cette responsabilité de boussole, être l'âme du projet de transformation

2014 AYACHE Nadia, « Rôle et place de la Convention des Institutions Républicaines dans l'Union de la gauche et la création du Parti socialiste », Mémoire de Master 2 sous la direction de BOUNEAU Christine, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 2010, 278 p.

2015 CHAPUIS Robert, « Une nouvelle donne », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°91, octobre 1994 », *MichelRocard.org*

sociale²⁰¹⁶. François Soulage propose ainsi un « projet de transformation politique et social » destiné à interroger et inspirer le futur candidat de la gauche²⁰¹⁷.

Il part de quatre constats:

- La démocratie ne fonctionne plus correctement. Les partis politiques et autres structures ne remplissent pas leur fonction pour la société.
- Toutes les institutions sont déstabilisées.
- L'économie n'est plus fondée sur la production de richesse pour les redistribuer.
- Le rôle de l'État est trouble, contesté. Il apparaît impuissant et illégitime.

A partir de ces constats, le projet de transformation sociale veut nourrir le débat sur cinq axes :

- « Construire une économie solidaire » : Comment faire en sorte que l'économie devienne le moyen d'action d'une politique globale de solidarité ? Cela pose la question d'une réforme fiscale pour atteindre plus de solidarité et définir la solidarité à l'échelle de la production (partage des gains de productivité, réduction du temps de travail...)
- « Un nouveau contrat social » : Comment élaborer un nouveau pacte social, assurant à chacun un emploi, en se basant sur les nouvelles problématiques de la protection sociale, de l'exclusion et sur le besoin de réformer le service public d'éducation et de formation ?
- « Un sens à la démocratie » : Comment régénérer la démocratie par le débat public et la participation citoyenne ? La question du cadre démocratique est aussi posée, que ce soit la déontologie des responsables politiques, la réforme des institutions politiques à chaque échelon, le cadre des moyens de communication et d'information...
- « Améliorer la qualité de vie » : Cela passe avant tout par la politique de la ville, du logement et de l'environnement. Mais deux nouveautés doivent être prises en compte. Premièrement, la question du développement durable. Deuxièmement, les questions soulevées par la jeunesse, à commencer par la toxicomanie.
- « Un nouvel ordre international » : Tenir compte de l'évolution du monde depuis la fin de la Seconde guerre mondiale (fin du communisme, émergence de l'Asie, puissance américaine, avènement de la construction européenne) dans les choix politiques de demain.

La figure de Michel Rocard était le point d'équilibre de son courant. Si les rocardiens étaient soudés par une ligne commune et, pour certains d'entre eux, un patrimoine militant commun et une culture politique commune, l'unité reposait surtout sur Michel Rocard et le souhait de le porter à la présidence de la République. Une aventure collective qui reposait pour l'essentiel sur un individu.

2016 Ibid

2017 SOULAGE François, « Pour un projet de transformation politique et social », dans « Convaincre, Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°92, novembre 1994 », *MichelRocard.org*

Sans lui, les rocardiens continuent de partager le même but, faire vivre ses idées, sans s'accorder sur le moyen.

C) Faire du Rocard sans Michel Rocard

1) Jacques Delors, le Rocard bis ?

Après le retrait de Michel Rocard, ses amis sont disposés à soutenir Jacques Delors, dont la ligne n'est pas si éloignée de la leur. Ils le considèrent comme le meilleur espoir pour la gauche. La victoire est à portée, même si, comme on l'a déjà répété, ce n'est pas une fin en soi. Les rocardiens soutiennent Jacques Delors mais pas aveuglement. Sa victoire doit donner l'élan à cette politique de transformation sociale et à une recomposition politique de la gauche. Jérôme Chapuisat, Jean-Paul Foncel, José Garcia, Patrick Viveret et Jean-Pierre Worms participent à la création d'un collectif « La gauche et la présidentielle, c'est aussi notre affaire » dont le manifeste appelle les partis de gauche, PS en tête, à se réinventer, sortir de leurs carcans et s'ouvrir aux acteurs de la transformation sociale (clubs, syndicats, cercles militants...)²⁰¹⁸ Convaincre s'engage à prendre sa part à ce processus et développer les thèmes clefs de la deuxième gauche :

- Le parler vrai, soit le respect de la morale et de l'éthique en politique soit le contraire des « *dérives molletistes* »²⁰¹⁹
- La politique autrement, soit une autre manière de faire de la politique, plus ouverte, plus respectueuse et consensuelle.
- L'anticipation, pour répondre efficacement aux nouveaux enjeux politiques nécessaires.
- L'innovation sociale,
- Le combat contre toutes les formes d'exclusion.

Michel Rocard lui-même se dit prêt à s'engager fermement pour Jacques Delors et à engager ses réseaux. Malgré le retrait de Michel Rocard, son courant est encore garni. Les Clubs Convaincre réunissent près de 20 000 membres et les clubs Initiatives, près de 400 experts. D'ailleurs, avec l'accord de Michel Rocard²⁰²⁰, Jean-Paul Huchon avait déjà mis son club au service d'une candidature Delors : dans cette idée, le 15 octobre, certains de ces experts ont tenu un séminaire à

2018 « La présidentielle, c'est aussi notre affaire », *Le Monde*, 6 octobre 1994, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, *Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2019 « Pourquoi Convaincre ? Présentation de l'Assemblée générale du 18 décembre 1994 », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°92, novembre 1994 », *MichelRocard.org*

2020 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, p.116

Gouvieux, dans l'Oise, avec Michel Rocard et quelques lieutenants de Jacques Delors²⁰²¹. Michel Rocard officialise ensuite sa position et annonce soutenir Jacques Delors dans une tribune, publié dans *Le Nouvel Observateur* le 10 novembre 1994. Il affirme que Jacques Delors incarne tout ce en quoi il croit : « *des convictions sociales, morales, intellectuelles, une éthique politique qui privilégie le pouvoir-faire sur la conquête et l'exercice du pouvoir pour le pouvoir, la volonté de convaincre plutôt que de séduire, le pari sur l'intelligence de nos concitoyens plutôt que sur leurs craintes ou leur crédulité, le dédain de l'habileté manœuvrière et le choix de la vérité* »²⁰²². Le 4 décembre 1994, lors de l'ultime journée des Assises de la transformation sociale, qui devait initialement lui servir de tremplin pour sa propre candidature désormais fantomatique, Michel Rocard renouvelle son appel en faveur de Jacques Delors, invitant les forces de gauche à « *l'appuyer sans murmure ni hésitation* »²⁰²³.

Sur le papier, tout était réglé et Jacques Delors devait se déclarer candidat dans l'émission « 7 sur 7 » d'Anne Sinclair le 11 décembre. Et il fait exactement l'inverse. Regardant droit la caméra dans les yeux, il déclare « *J'ai décidé de ne pas être candidat à la présidence de la République* », arguant avoir motivé sa décision pour beaucoup de raisons personnelles, notamment son âge (près de 70 ans)²⁰²⁴. Michel Rocard tente alors un ultime coup pour se remettre en selle. Contre l'offensive de l'aile gauche du PS, il essaye de prendre la tête d'une union des rocardiens et des deloristes, de ressusciter en quelque sorte une nouvelle « deuxième gauche » : lors d'une réunion des deloristes et rocardiens, il affirme qu'il y a « *une majorité possible autour des idées qui nous réunissent, éparse, mais prête à exister* »²⁰²⁵, majorité dont il serait la figure de proue.

Dans le même temps, plusieurs personnalités plaident pour un grand rassemblement de la gauche dès le premier tour derrière une candidature commune, comme Bernard Tapie ou Jean-Pierre Chevènement. Une idée qui a les faveurs de Jack Lang. Il plaide pour un « *programme commun* » et appelle à une concertation « *au-delà des frontières du PS* » pour choisir le candidat de gauche à la présidentielle²⁰²⁶. Un candidat qui, dans son esprit, ne serait autre que lui-même. Un sondage réalisé par la SOFRES pour TF1 et *Le Nouvel Observateur*, le place comme le meilleur candidat socialiste.

Mais l'idée d'une candidature Lang, mitterrandiste du premier cercle, horrifie les rocardiens. Manuel Valls juge qu'il « *faut tout faire pour la contrer* »²⁰²⁷. Dans ce tintamarre, plusieurs

2021 CARTON Daniel, « La solitude de Michel Rocard », *Le Monde*, 18 octobre 1994, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, *Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2022 ROCARD Michel, « Pourquoi je vote Delors », *Le Nouvel Observateur*, 10 novembre 1994

2023 AMAR Cécile, CHEMIN Ariane, *Jospin et Cie. Histoire de la gauche plurielle 1993-2002*, op.cit, p.31

2024 « Jacques Delors, sa non-candidature à la présidentielle. Sept sur Sept. 1994 », *INA*, 11 décembre 1994, <https://www.ina.fr/ina-eclair-actu/video/i13150249/jacques-delors-sa-non-candidature-a-la-presidentielle>

2025 INA, France 2, JT 20h, 17 décembre 1994, dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication : Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.590

2026 « Les socialistes en plein désarroi », *Les Échos*, 15 décembre 1994

2027 Ibid

hypothèses sont proposées et animent les débats parmi les rocardiens. Certains, comme Jean-Pierre Sueur ou Claude Evin tente de convaincre Martine Aubry de se présenter, au moins pour donner une nouvelle image de la gauche, une image plus jeune, plus énergique et plus féminine²⁰²⁸. Mais, malgré des sondages plutôt flatteurs en sa faveur, elle refuse de se lancer dans cette nouvelle course, estimant ne pas être encore prête²⁰²⁹. D'autres rocardiens espèrent que leur champion tirera profit de ce tohu-bohu pour s'imposer comme le recours. Mais quelques jours plus tard, il renonce et met donc définitivement fin au rêve rocardien : « *Je ne suis pas candidat, je ne le peux plus. Je le regrette, d'ailleurs* »²⁰³⁰.

Avant de s'effacer, il tire une ultime cartouche, un violent réquisitoire contre le PS. Le 17 décembre 1994, un colloque doit être organisé par le club Témoin et les clubs Convaincre afin de réfléchir à l'identité de la deuxième gauche, ses thèmes actuels et la place de la morale dans la pratique politique²⁰³¹. Michel Rocard en profite pour régler ses comptes. A ses yeux, le PS est « *un champ de ruines* », un parti « *pratiquement vide de toute force, de toute influence et peut-être de toute idée. Il ne sait plus quelle candidature inventer* » ce qui fait que « *nos chances de gagner la prochaine élection présidentielle sont aujourd'hui très faibles* ». Il juge par conséquent que « *tout est donc à redéfinir. Tôt ou tard, la France, la gauche, seront de nouveau dotées d'une vraie force morale moderne, ouverte et tolérante* » quitte à tout chambouler : « *Cela exclut des gens qui aujourd'hui se situent à gauche ? Tant pis ! Cela concernera des gens qui aujourd'hui ne sont pas dans la gauche ? Pourquoi pas !* »²⁰³².

Deux jours plus tard, Michel Rocard livre son analyse de la situation. Il estime que la seule gauche capable d'être majoritaire est « *une gauche ouverte, morale, sociale et européenne* », mais que l'état actuel de la gauche ne reflète pas cette nécessité et que cette dernière a urgemment besoin d'une refondation intellectuelle²⁰³³. Mais il ne cite personne pour accomplir cette œuvre. Pas même lui. Il indique le cap mais refuse de prendre la barre, ce qui clôt définitivement la question de son retour éventuel. Les rocardiens sont déçus, une fois de plus, du renoncement de leur champion. Déçus mais pas tellement étonnés : Henri Emmanuelli a donné au PS une orientation très à gauche, très éloignée des thèses rocardiennes ou deloristes. Jean-Paul Huchon parle d'une « *ligne bien*

2028 ALEXANDRE Philippe, DE L'AULNOIT Béatrix, *La Dame des 35 heures*, Robert Laffont, 2002, p.72

2029 LUCAS Rosalie, MOURGUE Marion, *Martine Aubry. Les secrets d'une ambition*, op.cit, p.36

2030 INA, TF1, JT 20h, 21 décembre 1994, dans GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication : Michel Rocard entre médias et opinion (1965-1995) », op.cit, p.590

2031 « Conclusions de la réunion du Collectif national du mercredi 26 octobre 1994 », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, *Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2032 « Le brûlot de Rocard », *Les Échos*, 19 décembre 1994

2033 ROCARD Michel, « L'espérance », *Le Monde*, 21 décembre 1994, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, *Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

rétrograde et molletiste, à la gloire de Mitterrand, sur fond de célébration de la classe ouvrière et des mineurs »²⁰³⁴.

Tout comme Michel Rocard comptait sur son ascension à la tête du PS pour asseoir sa légitimité, Henri Emmanuelli veut profiter de ce virage idéologique et de sa position pour s'imposer comme le candidat du PS pour 1995. Alors que Jacques Delors apparaissait comme un bon substitut pour les rocardiens, son renoncement les plonge à nouveau dans l'imprévisible et semble porter un coup rude aux idées de la deuxième gauche.

2) Lionel Jospin, le nouvel espoir

Seulement, un baron fait son grand retour : Lionel Jospin. Il était prêt lui aussi à soutenir Jacques Delors. Au renoncement de ce dernier, il tente alors de convaincre une dernière fois Michel Rocard de revenir dans le jeu. Il le rencontre chez Jean-Paul Huchon, lui promettant son soutien et celui de ses réseaux²⁰³⁵. Mais Michel Rocard refuse. Un choix déploré par Daniel Frachon : « *Rocard a raté la dernière occasion, qui est souvent la bonne* »²⁰³⁶. Jean-Paul Huchon estime aussi, *a posteriori*, que Michel Rocard a gâché sa dernière carte²⁰³⁷. Dans le même temps, d'autres personnalités sont approchées. Ainsi, Paul Quilès pousse Robert Badinter, mais ce dernier décline, estimant que les Français ne sont pas encore prêts à élire un homme de confession juive²⁰³⁸. Il semble aussi que Pierre Mauroy ait été tenté de se lancer. Selon Jean Le Garrec, François Mitterrand voulait que son ancien Premier ministre soit le candidat du PS en 1995²⁰³⁹. Il conte le souvenir d'une cérémonie en très petit comité où François Mitterrand aurait déclaré « *quand je regarde l'avenir, je vois Pierre Mauroy* ». Aussi, dès l'abandon de Jacques Delors, Jean Le Garrec tente de persuader Pierre Mauroy de se déclarer, en vain²⁰⁴⁰.

Profitant du vide laissé par le forfait de Jacques Delors, par le refus de Michel Rocard et par le silence de Pierre Mauroy, Lionel Jospin, avec le soutien formel de François Mitterrand, saisit l'occasion de se lancer dans la course en son propre nom le 5 janvier 1995²⁰⁴¹. Des rocardiens se mobilisent alors à ses côtés, continuant ainsi le rapprochement opéré dès le congrès de Rennes, et

2034 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.190

2035 Ibid, p.191

2036 SANTINI Sylvie, *Michel Rocard, un certain regret*, Stock, 2005, p.218

2037 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

2038 CABANIS André, REGOURD Serge, *Paul Quilès : ou comment rester socialiste de Mitterrand à Jaurès*, op.cit, p.157

2039 LE GARREC Jean, *Une vie à gauche*, op.cit, p.163

2040 Ibid, p.164

2041 GRUNBERG Gérard, *La Loi et les prophètes. Les socialistes français et les institutions politiques*, op.cit, p.300

que Lionel Jospin avait entretenu. Dans son ouvrage *L'invention du possible*²⁰⁴², il avait reconnu que Michel Rocard avait eu économiquement raison. Il aurait été le premier à le faire, faisant de lui un candidat de substitution presque naturel pour les rocardiens²⁰⁴³, bien que, comme le rappelle Alain Bergounioux, Lionel Jospin et Michel Rocard ne partagent pas la même matrice culturelle et idéologique²⁰⁴⁴. Quelques jours après Lionel Jospin, Henri Emmanuelli se déclare à son tour candidat à la candidature, avec le soutien de Laurent Fabius, ce qui confirme le schisme de l'ancien courant miterrandiste. Au moment où Henri Emmanuelli assume ses ambitions, deux maires rocardiens de grandes villes, Catherine Trautmann (Strasbourg) et Jean-Pierre Sueur (Orléans) prennent position pour Lionel Jospin²⁰⁴⁵. Robert Chapuis est de son côté le président du comité de soutien jospiniste en Ardèche.

La plupart des rocardiens, regroupés au sein du pôle rénovateur conduit par Martine Aubry et Pierre Mauroy, en font de même et se rallient à Lionel Jospin. « *Lionel Jospin n'est pas le candidat du pôle rénovateur, mais il est soutenu par le pôle rénovateur, et nous travaillerons avec lui pour nos priorités* », explique Martine Aubry²⁰⁴⁶ à l'issue d'une réunion des dirigeants du pôle rénovateur le 21 janvier 1995, à laquelle participaient plusieurs personnalités, comme Pierre Mauroy, Élisabeth Guigou, Dominique Strauss-Kahn, Henri Nallet, Jean-Marie Bockel, Pierre Moscovici, Jean-Christophe Cambadélis ainsi que des fidèles de Michel Rocard : Jean-Paul Huchon, Manuel Valls, Michel Sapin et Claude Evin²⁰⁴⁷. De nombreux autres cadres rocardiens, notamment des présidents de fédérations, ou des élus locaux, comme Tony Dreyfus se rallient également à Lionel Jospin. Michel Rocard lui-même adoube Lionel Jospin, vantant sa candidature comme « *bienvenue* »²⁰⁴⁸, bien qu'il ne considère pas Lionel Jospin comme le continuateur de sa ligne politique²⁰⁴⁹. Mais certains rocardiens, ou autrefois proches de Michel Rocard, font le choix inverse. Aussi, Marie-Noëlle Lienemann se range derrière Henri Emmanuelli et met en avant sa légitimité de candidat naturel du PS en tant que chef du parti, largement élu lors du congrès de Liévin, tout comme Gérard Fuchs²⁰⁵⁰. Une primaire interne, réservée aux adhérents, doit être organisée pour déterminer qui portera les couleurs du PS. Bien qu'inscrit dans les statuts historiques

2042 JOSPIN Lionel, *L'invention du possible*, Flammarion, 1991, 321 p.

2043 Entretien avec Jean-François Merle, 4 juin 2021

2044 Entretien avec Alain Bergounioux, 8 mai 2023

2045 SEUX Dominique, « Emmanuelli candidat pour rassembler la gauche », *Les Échos*, 19 janvier 1995

2046 Martine Aubry n'aurait pas été très enthousiaste à l'idée de soutenir Lionel Jospin. Encouragée par de bons sondages, elle aurait été tentée de candidater face à Lionel Jospin, mais Pierre Mauroy aurait maintenu la pression sur elle pour qu'elle rentre dans le rang, ALEXANDRE Philippe, DE L'AULNOIT Béatrix, *La Dame des 35 heures*, Robert Laffont, 2002, op.cit, p.74

2047 VIROT Pascal, « Au PS, Martine Aubry entraîne les rénovateurs derrière Jospin », *Libération*, 23 janvier 1995

2048 *Le Monde*, 26 janvier 1995

2049 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.340

2050 « Bartolone vante la synthèse », *Sud-Ouest*, 27 janvier 1995

du parti, c'est la première fois que ce processus est utilisé, faute de leader incontestable et incontesté.

Robert Chapuis adresse néanmoins une lettre à Michel Rocard le 25 janvier²⁰⁵¹. Il lui explique sentir que les conditions nécessaires à une candidature Rocard peuvent être rassemblées. Il lui faudrait manifester sa disponibilité éventuelle et surtout, attendre l'issue de cette primaire. Une victoire de Lionel Jospin compliquerait la donne, mais une victoire d'Henri Emmanuelli pourrait être une porte de retour. Elle laisserait en jachère un vaste espace politique que Michel Rocard pourrait occuper, unissant toutes les nuances de la gauche hostiles à Henri Emmanuelli et des factions centristes qui ne se reconnaissent ni en Édouard Balladur ni en Jacques Chirac. La constitution d'un tel arc pourrait inciter Henri Emmanuelli à se retirer au profit d'un candidat plus rassembleur, plus à même de triompher. Dans cette entreprise, qui s'inscrit dans le discours de Montlouis, Robert Chapuis assure de la loyauté du noyau dur rocardien et des Clubs Convaincre qui pourront être de bons points d'appui locaux, à condition que Michel Rocard les remobilise. A ce titre, une réunion serait prévue le 10 février...

Mais le 5 février, Lionel Jospin obtient largement l'investiture, avec près de 65 % des voix contre 35 % pour Henri Emmanuelli. Cela atteste que, désormais, le premier secrétaire n'est plus le candidat naturel du Parti socialiste pour l'élection présidentielle²⁰⁵². Lionel Jospin obtient même des scores quasiment « soviétiques » dans des fédérations tenues par des rocardiens, comme le Val-d'Oise (82%) et les Yvelines (84%)²⁰⁵³. A Conflans-Sainte-Honorine, où Jean-Paul Huchon a remplacé Michel Rocard comme maire, Lionel Jospin obtient presque 100 % des voix²⁰⁵⁴.

Résigné à l'absence de Michel Rocard, les Clubs Convaincre s'engagent également dans sa campagne car selon José Garcia, « *si Convaincre veut peser et participer après les élections présidentielle et municipales à la recomposition politique, il ne peut être absent de cette campagne électorale* »²⁰⁵⁵. Lionel Jospin ne parvient pas à tirer pleinement profit de la division de la droite entre Jacques Chirac, soutenu par l'appareil du RPR et quelques UDF, et Édouard Balladur, candidat officieux de l'UDF appuyé par plusieurs ténors du RPR, comme Charles Pasqua ou Nicolas Sarkozy. Par ailleurs, Robert Chapuis reproche à Lionel Jospin de ne pas prendre en compte diverses propositions des Clubs Convaincre, malgré la bonne volonté de ces derniers, qui ont

2051 Lettre de Robert Chapuis à Michel Rocard, datée du 25 janvier 1995, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, *Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2052 GRUNBERG Gérard, *La Loi et les prophètes. Les socialistes français et les institutions politiques*, op.cit, p.301

2053 GUIRAL Antoine, « Les socialistes d'Île-de-France font un triomphe à Lionel Jospin », *Libération*, 6 février 1995

2054 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, p.118

2055 Lettre de José Garcia datée du 14 février 1995, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, *Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

soumis au candidat plusieurs orientations pour rompre avec la pratique mitterrandienne du pouvoir et permettre ce mouvement de transformation et de réforme. Parmi ces propositions figuraient la fin du cumul des mandats électifs, une réforme des institutions en faveur d'un meilleur équilibre des pouvoirs, d'une meilleure représentation locale et d'une participation accrue des citoyens à « *toutes les étapes de la décision politique* »²⁰⁵⁶. Mais il semblerait que Lionel Jospin dirige sa campagne de manière indépendante, s'appuyant surtout sur sa garde rapprochée composée de Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Claude Allègre et Pierre Moscovici²⁰⁵⁷. Robert Chapuis appelle Lionel Jospin à s'émanciper de ce cadre strict pour concrétiser l'espoir d'une gauche en mouvement, débouchant sur la construction d'une « *force politique, encore éparse et sans doute pluraliste, dont notre société a besoin pour se transformer dans la voie de la justice et de la dignité pour tous* »²⁰⁵⁸.

L'espoir ne trouvera pas de dynamique permettant sa réalisation. Certes, la guerre fratricide qui déchire la droite de gouvernement entre Jacques Chirac et Édouard Balladur permet à Lionel Jospin d'arriver en tête du premier tour, avec 23 %, mais Jacques Chirac le talonne avec 20 %. Et dans la perspective du second tour, il dispose de réservoirs de voix beaucoup plus importants. Édouard Balladur est le troisième homme du premier tour, avec 18 % des voix et Jean-Marie Le Pen, candidat du FN, atteint les 15 %, tandis que le Parti communiste continue sa lente descente et termine à 8,64 %, un léger mieux qu'en 1988 mais toujours médiocre. La Fédération nationale des Clubs Convaincre appelle tous ses adhérents à participer activement au rassemblement autour de Lionel Jospin arguant que sa victoire peut ouvrir des perspectives semblables à celles que Michel Rocard avait réclamées²⁰⁵⁹. En vain. Au second tour, Jacques Chirac l'emporte avec 52,64 % des voix. Après quatorze ans de règne, la gauche, déjà fortement affaiblie, cède son dernier bastion : l'Élysée. Les rocardiens sont amers.

C'est une nouvelle désillusion. Leurs ambitions n'ont cessé d'avoir dû être revues à la baisse. Ils voyaient leurs idées et leur figure de proue triompher. L'échec de Michel Rocard lors des européennes de 1994 a contrecarré tous leurs plans. Bon gré mal gré, ils se sont ralliés à un autre candidat, espérant avoir une influence philosophique, en vain. L'actualité politique ayant horreur du vide, les projecteurs se tournent déjà vers une personnalité de la nouvelle génération : Martine Aubry. Présentée comme la relève, elle est entourée, dans le pôle rénovateur, de nombreux rocardiens. Et certains observateurs pensent qu'elle peut incarner ce pôle pour croiser le fer avec

2056 « Les Clubs Convaincre et l'élection présidentielle », document non-daté, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 109, Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2057 BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes et le pouvoir (1905-2005)*, op.cit, p.416

2058 CHAPUIS Robert, « Encore un effort ! », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°94, avril 1995 », *MichelRocard.org*

2059 Communiqué de presse de Robert Chapuis daté du 26 avril 1995, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 109, Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

l'aile gauche incarnée par l'axe Emmanuelli-Fabius, avec la présidentielle de 2002 en ligne de mire²⁰⁶⁰. Elle a refusé la place de numéro 2 du PS que lui proposait Lionel Jospin, refus interprété comme la volonté de s'affirmer et d'incarner un nouveau socialisme, moderne, à l'image de la politique menée par le travailliste Tony Blair au Royaume-Uni²⁰⁶¹. Une telle politique ne pourrait, sur le papier, que séduire les rocardiens. Dans les faits, la situation est plus complexe. Jean-Pierre Sueur et Catherine Trautmann essaient de la convaincre de reprendre les rênes du courant rocardien pour impulser un renouveau du socialisme mais Martine Aubry refuse d'être associée au rocardisme²⁰⁶².

Les rocardiens se sont divisés sur la question de comment faire perdurer l'héritage de Michel Rocard. Mais même la quête d'un nouveau chef, même le souci d'affirmer un corpus ne suffisent plus. Les rocardiens ne sont plus un bloc acquis à une personnalité et le devenir du courant fait l'objet de nombreuses réflexions. Bon nombre d'entre eux sont d'ailleurs amers et estiment que Michel Rocard aurait dû être candidat, jugeant qu'au premier tour, il aurait fait autant que Lionel Jospin, et au second, qu'il aurait davantage fédéré²⁰⁶³.

3) Repartir de zéro ? Le dilemme des clubs.

La gauche a perdu la présidentielle. Les clubs Convaincre entendent tirer le bilan de cet échec. Ils en arrivent à trois conclusions. La première est que le PS seul est limité et qu'il a besoin de s'ouvrir à des alliés pour redevenir une force d'attraction centrale. Ensuite, que le PS n'a pas les ressources humaines suffisantes pour demeurer une force influente locale. Enfin, le besoin de ne pas tomber dans une opposition stérile à Jacques Chirac mais de proposer pour faire naître une espérance d'alternance. Parallèlement au bilan de la défaite, Convaincre pense à ses propres perspectives futures. Le courant entend rassembler tous ceux qui se reconnaissent dans les idées de Michel Rocard, continuer à ne pas se mêler de la vie interne du PS, à rester indépendant et à continuer à être une force de dialogue et de propositions²⁰⁶⁴. Mais il doit néanmoins intégrer une évolution importante de son identité. Porter Michel Rocard à la présidence de la République n'est plus un objectif tenable.

Aussi, les Clubs Convaincre perdent leur marqueur initial et doivent trouver une autre voie pour avoir une identité propre et se distinguer des autres clubs et autres structures. Jean-Paul

2060 LECLERCQ Florent, « Lionel Jospin de A à Z », *L'Express*, 24 avril 1995

2061 ALEXANDRE Philippe, DE L'AULNOIT Béatrix, *La Dame des 35 heures*, op.cit, p.85

2062 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

2063 « Express politique », *L'Express*, 27 avril 1995

2064 SOULAGE François, « Du bon usage des clubs », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°95, mai 1995 », *MichelRocard.org*

Foncel, pour concrétiser ce besoin de restructuration et se démarquer du souvenir de Michel Rocard, n'hésite pas à se montrer sévère. Il déplore que Convaincre n'ait pas su prendre sa place dans la campagne de Lionel Jospin. Il déplore que les Clubs Convaincre n'aient pas réussi à devenir un acteur important du débat politique interne. Il pointe dans cet échec la responsabilité de Michel Rocard, qui a toujours refusé de rompre avec François Mitterrand et de dresser un inventaire de son bilan. Aussi, les rocardiens sont tout aussi comptables de son bilan (et de ses échecs) que le reste du PS. Un bilan marqué par la disgrâce du PS, le refus de faire évoluer les institutions et une pratique du pouvoir contestable. La dépendance de Convaincre envers Michel Rocard et son enchaînement au PS ont bloqué l'action de Convaincre et l'a empêché de conquérir son autonomie, ce qui lui aurait permis d'être une voix singulière et forte de la gauche. Convaincre a ainsi manqué l'occasion de regarder en face les échecs de la gauche au pouvoir (et donc d'impulser un réveil), de s'appuyer sur le bilan de Michel Rocard pour être un acteur politique à part entière. Convaincre doit par conséquent s'engager dans une refondation, s'émanciper de toute tutelle pour incarner ce mouvement de transformation sociale qui ne laisse pas les partis politiques privatiser les débats et se consacrer aux idées²⁰⁶⁵.

Mais pas seuls. Dans la nouvelle configuration de l'échiquier politique, les Clubs Convaincre s'interrogent sur la possibilité de se retrouver avec d'autres structures pour penser des nouvelles idées, préparer la gauche de demain et tirer les leçons du passé, notamment du bilan de François Mitterrand. Le seul bémol soulevé est que les associations avec lesquelles Convaincre est en lien sont peu représentatives et n'ont pas toutes les mêmes desseins²⁰⁶⁶. La question du rapport au PS se pose également pour les rocardiens. Les vieux courants n'existent plus, incluant le courant rocardien. Aussi, est-ce que les clubs Convaincre ne devraient pas être un espace de rassemblement, complètement autonome du PS ?

Au moins, la défaite de Lionel Jospin aura eu le mérite de conforter les Clubs Convaincre dans leur sentiment d'être utiles. Les doutes sur leurs raisons d'être sont dissipés. Et malgré la défaite, les rocardiens interprètent le score « inespéré » de Lionel Jospin au second tour comme la preuve que la ligne de Montlouis est tenable²⁰⁶⁷. Pour aller de l'avant, une assemblée est prévue le 8 juillet 1995. Elle réunira présidents de clubs, animateurs de réseaux et membres du Collectif

2065 FONCEL Jean-Paul, « Et maintenant ? », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°95, mai 1995 », *MichelRocard.org*

2066 « Relevé de conclusions de la réunion du Collectif national du 16 mai 1995 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 109, Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2067 Ibid

national pour définir les objectifs, les moyens pour y parvenir et l'organisation de la structure²⁰⁶⁸.

Six questions vont permettre de fixer un cap²⁰⁶⁹ :

« - *Autonomie et initiatives des clubs, rapport avec les rocardiens ?*

- *Les clubs doivent-ils être le lieu de rassemblement de tous les rocardiens dans et hors du Parti ?*

- *Les clubs doivent-ils devenir l'un des outils du rassemblement d'une gauche refondée, à partir d'un inventaire des années 1981/1995 ?*

- *Les clubs doivent-ils s'impliquer dans des alliances réduisant leur autonomie au profit d'un réseau plus large ?*

- *Les clubs doivent-ils se fondre dans une autre organisation ?*

- *La Fédération nationale, quel doit être son rôle dans la recomposition politique et comment la financer ? »*

1994 a marqué la fin de l'aventure rocardienne, car l'échec aux élections européennes a conduit Michel Rocard à se retirer de la scène politique, plongeant son courant dans l'obscurité. Sans leader, les rocardiens perdent également leur raison d'être, à savoir, permettre à leur ligne politique d'être appliquée dans le cadre gouvernemental par une victoire de Michel Rocard à une élection présidentielle. Dès lors, les rocardiens s'efforcent de trouver une nouvelle manière de peser sur la scène politique. Trouver une place dans un Parti socialiste en pleine mutation, s'en créer une par la réflexion des clubs... chacun fait son choix. Sans réussir à combler le vide. D'autres rocardiens décident, quant à eux, de prendre du recul.

III) Le retour au local

Le départ de Michel Rocard de la scène politique nationale, l'émiettement du courant rocardien a eu comme conséquence la multiplication des cheminements pour les rocardiens. Ceux qui ont accompagné Michel Rocard tout au long de sa carrière nationale font des choix divers. Chez plusieurs d'entre eux, la fin de l'aventure rocardienne marque le retour à une carrière plus locale, avec désormais, une préoccupation moindre des questions politiques qui agitent le Parti socialiste. C'est le cas, par exemple, de Robert Chapuis, Pierre Brana et Gérard Lindeperg. Rocardiens de la première heure, ils font partie de ces fidèles de Michel Rocard qui se recentrent sur leurs territoires, priorisant la politique de proximité sur la politique partisane et courtisane. C'est une logique très rocardienne, qui va dans le sens de la décentralisation et des territoires, thème cher à la « rocardie ».

2068 Lettre de José Garcia aux présidents des Clubs et animateurs des réseaux datée du 22 mai 1995, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, *Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2069 Lettre de José Garcia aux présidents des Clubs et animateurs des réseaux datée du 8 juin 1995, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, *Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

A) Pierre Brana et Joëlle Dusseau, un couple en marge du courant

Pierre Brana a accueilli tout ceci avec beaucoup de distance. Être la Cassandre du clan rocardien a été une rupture dans son engagement politique. Pour lui, tout cela relève du gâchis. Un terrible gâchis sur une faute tactique, une erreur d'appréciation, un emballement fatal. D'autre part, l'acharnement contre sa femme le révolte et le marque profondément. En novembre 1994, Joëlle Dusseau adhère à Radical, le parti des radicaux-socialistes. La fédération socialiste de Gironde exige alors qu'elle démissionne de ses mandats de sénatrice et de conseillère régionale. Surprise, Joëlle Dusseau réplique en rappelant que ce n'est pas elle qui a fait le choix de quitter le PS, mais la fédération locale qui a obtenu son exclusion après une violente campagne de dénigrement. Bien évidemment, elle ne donne pas suite aux exigences du PS de Gironde, dont elle dénonce l'attitude, et conserve ses mandats, avec l'intention de rejoindre prochainement le groupe Rassemblement des démocrates européens où siègent les sénateurs radicaux-socialistes et celui de Génération écologie au Conseil régional²⁰⁷⁰. Après la chute de Michel Rocard, Pierre Brana s'est consacré à son territoire : « *Je n'ai pas voulu continuer avec le courant. J'avais aussi des positions de repli : j'étais maire, vice-président de la communauté, chargé de l'administration, et Chaban, vieillissant, se déléguait sur ses vice-présidents, et vice-président du conseil général chargé des finances* »²⁰⁷¹. Au congrès de Liévin, que Joëlle Dusseau espérait comme l'occasion de faire table rase des événements passés et de renouer avec le parti, il vote pour la motion « Être socialiste » mais ne se rend pas au congrès, préférant préparer sa réélection à Eysines en juin. Il soutient Lionel Jospin contre Henri Emmanuelli pour la candidature PS à la présidentielle. Il est même un des rares girondins à soutenir Jospin.

Le résultat des présidentielles dans sa commune d'Eysines le préoccupe : Jacques Chirac y obtient au second tour 90 voix de plus que Lionel Jospin. Son rival de droite Philippe Cazeau en joue d'ailleurs pour sa campagne : « *Hier Eysines votait Chirac ! Demain Eysines vote Cazeau !* »²⁰⁷². Mais Pierre Brana a son bilan pour lui. Il est réélu maire à 52,97 % des suffrages exprimés. Joëlle Dusseau se présente à nouveau aux élections municipales à Bruges. Elle fonde une association, Bruges demain pour « *l'échange d'idées, la réflexion, l'élaboration de projets, l'information et l'action locale* »²⁰⁷³ à partir de laquelle elle monte une liste qu'elle veut « de

2070 LASSERRE Benoît, « Je ne démissionne pas », *Sud-Ouest*, 25 novembre 1994, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 26, Communication sur les activités de sénatrice*, Archives Bordeaux Métropole

2071 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

2072 BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, op.cit, p.208

2073 ROUQUETTE-VALEINS Hélène, « Joëlle Dusseau propose Bruges Demain », *Sud-Ouest*, 8 avril 1995, dans Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 8, Participation à des manifestations publiques à Bruges*, Archives Bordeaux

gauche mais non sectaire »²⁰⁷⁴. Mais ses déboires avec le PS continuent de laisser des traces. Bien que membre du Parti radical de gauche, Joëlle Dusseau n'entend pas accoler une étiquette partisane à sa liste. Elle veut une liste de gauche, rassemblant plusieurs sensibilités, y compris des non-encartés, et s'appuyer sur sa stature d'élue, et sur sa notoriété locale, pour incarner une alternance qu'elle estime plus atteignable que jamais, car le maire sortant, en place depuis 1963, ne se représente pas. Des contacts sont établis avec la section communiste et avec la fédération socialiste. Mais son secrétaire, Jean-Marie Renversade, envisage de monter sa propre liste, refusant de s'effacer derrière une personnalité qui n'est pas membre du Parti socialiste. Joëlle Dusseau balaie cette ambition, mettant en avant sa connaissance et sa présence sur le terrain local et critiquant des ambitions personnelles d'apparatchiks qui n'auraient comme conséquences que l'affaiblissement de la gauche et le sabotage d'une alternance possible. Et, en effet, la droite conserve la mairie, avec la victoire de Bernard Seurot.

Lorsque Jacques Chirac annonce la dissolution de l'Assemblée nationale le 21 avril 1997, Pierre Brana, conformément à son envie, se lance dans la bataille pour reprendre son siège de député à son adversaire Xavier Pintat, qui l'avait battu en 1993. Il axe sa campagne sur la critique de la dissolution, celle du Premier ministre Alain Juppé, celle d'un « *tournant ultra-libéral* » et sur la valorisation de son action comme vice-président du conseil général en charge des finances²⁰⁷⁵. Arrivé en tête au premier tour d'une courte avance, par 33,68 % contre 31,47 % pour Xavier Pintat, il l'emporte au second tour avec une avance plus confortable, avec 54,89%. Mais il se désinvestit du courant rocardien, qu'il estime vide et dénué de sens sans Michel Rocard. L'année suivante, Joëlle Dusseau, réélue en janvier vice-présidente nationale du PRG, responsable du secteur femmes et des questions relatives à la citoyenneté et la laïcité²⁰⁷⁶, remet en jeu ses deux mandats : celui de sénatrice et celui de conseillère régionale. Les relations avec le PS restent glaciales. Tandis que Joëlle Dusseau espère une liste unique de la gauche plurielle pour les sénatoriales, le PS en décide autrement. Qu'à cela ne tienne, Joëlle Dusseau, qui avait publiquement évoqué cette hypothèse²⁰⁷⁷, dépose sa propre liste. Dans sa profession de foi adressée aux grands électeurs, Joëlle Dusseau déplore le choix du PS et défend sa candidature comme une candidature « *nécessaire pour que la gauche et la République, dans notre département, puissent avoir une image d'ouverture, d'écoute et*

Métropole

2074

Ibid

2075

Fonds Pierre Brana, 106 J 10, *Élections législatives 1997, Propagande de campagne*, Archives départementales de Gironde

2076

« Joëlle Dusseau réélue au PRG », *Sud-Ouest*, 30 janvier 1998, Fonds Joëlle Dusseau, BXM 26S 26, *Communication sur les activités de sénatrice*, Archives Bordeaux Métropole

2077

LASSERRE Benoît, « Trois questions à Joëlle Dusseau », *Sud-Ouest*, 21 janvier 1998, Fonds Joëlle Dusseau, BXM 26S 26, *Communication sur les activités de sénatrice*, Archives Bordeaux Métropole

d'innovation, refusant les sectarismes, à la hauteur des enjeux du siècle qui s'ouvre »²⁰⁷⁸. Elle met en avant son statut d'unique sénatrice de Gironde et d'Aquitaine, justifiant apporter « à l'élaboration des lois un regard, une approche qui sont nécessaires pour que la loi soit plus concrète et corresponde mieux aux réalités, aux besoins des citoyens »²⁰⁷⁹. D'ailleurs, sa liste compte quatre femmes et un seul homme²⁰⁸⁰.

Joëlle Dusseau s'appuie également sur son bilan, qu'elle rassemble dans un dossier²⁰⁸¹ : « *Ce travail législatif, je l'ai assidûment accompli ; cette voix girondine, je l'ai fièrement portée considérant toujours l'intérêt général avant les intérêts particuliers, autant dans les interventions, amendements, discussions, explications de vote que dans mes questions au gouvernement écrites et orales. Toutes ces actions, ces cinq dernières années, je n'ai pu les mener efficacement que grâce aux liens étroits que j'ai entretenus avec les élus, que j'informais de mon action et qui m'informaient de leurs besoins. Comme d'ailleurs avec les syndicats ainsi que les nombreuses personnes que j'ai rencontrées durant ce mandat. J'ai fièrement porté votre voix, c'est donc fièrement que je rends compte ici de mon mandat* ».

La liste DVG qu'elle mène n'obtient que 76 voix. La liste de droite obtient trois élus dont Xavier Pintat²⁰⁸² et la liste du PS, deux²⁰⁸³. Une fois de plus, Joëlle Dusseau est la cible d'attaques venant des socialistes girondins. Une rumeur circule dans les sphères politiques locales : Joëlle Dusseau aurait déposé une liste indépendante suite à un accord passé par Pierre Brana avec la droite pour diviser les voix de la gauche et permettre à Xavier Pintat d'être élu au Sénat. Joëlle Dusseau réplique en rappelant, d'une part, que c'est le PS qui a fragmenté la gauche en refusant une liste de gauche plurielle, d'autre part, que sa liste était souhaitée et soutenue par la direction du parti radical de gauche²⁰⁸⁴. Pour les élections régionales, Joëlle Dusseau dénonce l'attitude du PS girondin qui ne réserve aux radicaux de gauche qu'une place non-éligible. Elle plaide pour que son parti défende sa voix et son espace de quelque façon que ce soit²⁰⁸⁵. Soit dans une alliance avec le PS, soit en se rapprochant des Verts comme à l'Assemblée nationale²⁰⁸⁶, soit dans une liste indépendante. Elle

2078 « Une candidature nécessaire », Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 27, Élections de 1998*, Archives Bordeaux Métropole

2079 Ibid

2080 LASSERRE Benoît, « Une liste de combat », *Sud-Ouest*, 16 septembre 1998, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 27, Élections de 1998*, Archives Bordeaux Métropole

2081 « Joëlle Dusseau. Cinq années d'activité au Sénat », Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 23, Participation aux sessions du Sénat*, Archives Bordeaux Métropole

2082 Les deux autres sont Jacques Valade et Gérard César

2083 Philippe Madrelle et Bernard Dussault

2084 « Joëlle Dusseau et le Tire-Bouchon », *Sud-Ouest*, 10 octobre 1998, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM 26S 26, Communication sur les activités de sénatrice*, Archives Bordeaux Métropole

2085 LASSERRE Benoît, « Trois questions à Joëlle Dusseau », *Sud-Ouest*, 21 janvier 1998, Fonds Joëlle Dusseau, *BXM26S26, Communication sur les activités de sénatrice*, Archives Bordeaux Métropole

2086 Les radicaux de gauche et les Verts siègent dans le même groupe à l'Assemblée nationale, le groupe Radical, Citoyen et Vert. Présidé par le député-maire radical-socialiste de La Rochelle Michel Crépeau, on y trouve

n'est pas écoutée. Les radicaux de gauche font liste commune avec le PS. Joëlle Dusseau n'y figure pas, son parti n'a qu'une place, la douzième.

En 2001, Pierre Brana ne se représente pas aux élections cantonales, mais est réélu maire d'Eysines, tandis que Joëlle Dusseau, à la tête d'une liste d'union de la gauche, soutenue notamment par le ministre radical de gauche de la Recherche, Roger-Gérard Schwartzberg, échoue à conquérir Bruges. C'est le dernier mandat de Pierre Brana. Sa carrière politique se termine doucement après. Lors des élections législatives de 2002 qui suivent la réélection de Jacques Chirac contre Jean-Marie Le Pen, il décide de briguer une dernière fois un siège à l'Assemblée nationale. Après être arrivé en tête au premier tour, contre son adversaire de droite, Jean-François Régère, maire de Talais et conseiller général, il perd le second tour par 47,1 % contre 52,9 %. Joëlle Dusseau reste investie comme présidente de la fédération girondine du PRG. A ce titre, elle gère les difficiles négociations avec le PS pour la constitution des listes aux élections régionales de 2004. Difficiles car elle reproche au PS de n'accorder qu'une place éligible au PRG en cas de victoire et aucune en cas de défaite, une proportion qu'elle juge insuffisante, notamment avec la candidature de François Bayrou sous les couleurs de l'UDF, ce qui rendrait nécessaire, selon elle, que le PS fasse attention à l'électorat de centre-gauche²⁰⁸⁷.

Pour les élections municipales de 2008, Pierre Brana décide de passer la main à Christine Bost, à qui il avait déjà passé le flambeau pour le canton de Blanquefort en 2001. Il s'en explique dans une lettre : *« J'ai décidé, malgré les sollicitations, de ne pas me représenter aux suffrages des Eysinais en mars prochain. Depuis plusieurs années, je prépare des jeunes, notamment des femmes qui sont trop souvent écartées des responsabilités, à briguer des fonctions électives. Et j'ai été particulièrement heureux de voir Pascale Got, Émilie Coutanceau, Christine Bost occuper les sièges qui avaient été les miens à l'Assemblée nationale, au Conseil Régional, au Conseil Général. Aujourd'hui, une nouvelle étape peut être franchie avec les élections municipales. Après trente et une années passées au service de la collectivité, j'ai pensé que tout était réuni pour passer le relais dans les meilleures conditions possibles. Je remercie, bien sincèrement, tous ceux avec qui j'ai travaillé pendant ces décennies, les élus, le personnel municipal, les différentes institutions, le mouvement associatif et les citoyens d'Eysines, qui ont contribué par leur confiance, leurs propositions, leur participation, à faire de notre ville ce qu'elle est aujourd'hui. Une nouvelle équipe- que je souhaite d'union de la gauche comme cela a toujours été le cas depuis 1977- va*

notamment Noël Mamère, député de la troisième circonscription de Gironde et maire de Bègles
2087 « Le PRG se fâche », Fonds Joëlle Dusseau, BXM 26S 18, *Élections de 1992*, Archives Bordeaux Métropole

donc se mettre en place. Christine Bost, seule candidate, va être désignée comme tête de liste. D'ores et déjà je vous demande qu'on lui fasse confiance »²⁰⁸⁸.

Pierre Brana et Joëlle Dusseau furent des acteurs majeurs du rocardisme girondin. Fidèles de la première heure de Michel Rocard ils sont les principaux artisans de la percée de leur courant en Gironde. Mais comme nous avons pu le constater, ils ne furent pas à l'aise avec les dernières orientations de Michel Rocard et leur propre cheminement les ont conduit à se détacher du courant. Comme son mari, Joëlle Dusseau termine sa carrière sur des mandats locaux. En 2008, elle figure en cinquième position sur la liste, victorieuse, et devient par conséquent conseillère municipale d'Eysines. Elle figure en même place lors des élections municipales de 2014 et est réélue conseillère municipale.

B) Gérard Lindeperg, la croisade stéphanoise

Gérard Lindeperg a pris ses distances dès la défaite de Michel Rocard. Lassé de la vie politique parisienne, il veut s'occuper un peu de lui et de s'implanter durablement à Saint-Étienne. « *J'ai tiré le rideau national* »²⁰⁸⁹. Il ne croit plus en l'avenir des Clubs Convaincre sans Michel Rocard, et de toute façon, cela ne l'intéresse plus. Ni les questions nationales, ni même les jeux de courants. Lorsqu'il arrive à Saint-Étienne, la fédération locale est décrite comme dans un état épouvantable, balkanisée de façon excessive, avec des accords de courants et de sous-courants qui se font et se défont en permanence²⁰⁹⁰. Le premier fédéral Maurice Villegas est esseulé et n'arrive pas à tenir les rênes. Pour remédier à ce désordre, plusieurs membres du conseil fédéral font appel à Gérard Lindeperg pour qu'il le remplace afin de remettre les choses en ordre, malgré sa récente défaite aux législatives de 1993. Gérard Lindeperg en parle avec un noyau dur de rocardiens locaux. Il est d'accord pour candidater, mais refuse de le faire contre Maurice Villegas pour ne pas rajouter une nouvelle couche de division. Dans un premier temps, ce dernier refuse de s'effacer. C'est alors que se déclare un certain Alain Pomes, désireux de défier le premier fédéral sortant. Finalement, après un conseil fédéral à Bonson, Maurice Villegas, constatant son isolement, se résigne à se retirer. Gérard Lindeperg s'engouffre alors dans la brèche et se déclare, obtenant même le retrait d'Alain Pomes. Il est élu à l'unanimité et promet de dépasser les querelles de courants²⁰⁹¹.

2088 Lettre sans titre datée du 25 octobre 2007, Fonds Pierre Brana, 106 J 16, *Élections suivies par Pierre Brana, Élections municipales et cantonales 2008 : Passage à relais de Pierre Brana*, Archives départementales de Gironde

2089 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

2090 LINDEPERG Gérard, *Dans la Loire, Mémoires (suites)*, op.cit, p.45

2091 LINDEPERG Gérard, *Dans la Loire, Mémoires (suites)*, op.cit, p.48

Donc, il n'y a plus de focalisation sur le courant, au moins sur le plan local dans un premier temps. Socialiste avant d'être rocardien. Cela ne l'empêche pas de conserver des amitiés de courant, comme avec André Aufaure, trésorier fédéral, qu'il reconduit dans ses fonctions. A l'automne 1993, Gérard Lindeperg est confirmé et élu premier secrétaire fédéral, avec près de 80 % des voix. C'était un des engagements de Michel Rocard comme chef du PS : que les militants puissent désigner leur chef de file, prenant ainsi le pas sur les combines de courants et des apparatchiks²⁰⁹². La fédération de la Loire est l'une des premières à intégrer le processus des « Assises de la transformation sociale » lancée par Michel Rocard pour rassembler la gauche. Dès le début de janvier 1994, les activités de la fédération sont relancées (assemblées, débats, réunions, colloques...) Et en février, le bulletin interne mensuel de la fédération est renommé « *Regain* »²⁰⁹³. Tout un symbole. Le secrétariat fédéral qu'il constitue est à l'image de ce qu'entreprend à l'échelle nationale Michel Rocard : un rassemblement transcendant les courants. Il n'y a que les poperenistes locaux qui souhaitent rester à l'écart. La presse locale salue son action et estime qu'avec lui et son attitude rassembleuse fait qu'une « *page mouvementée du PS ligérien se tourne* »²⁰⁹⁴. L'échec retentissant de Michel Rocard aux européennes de 1994, son incapacité à se présenter à la présidentielle de 1995, et par conséquent, l'effacement du courant rocardien, poussent Gérard Lindeperg à se recentrer exclusivement sur son nouveau fief.

Il s'intéresse aux municipales de juin 1995 à Saint-Étienne. Son projet serait de conduire une liste rassemblant toutes les forces de gauche mais chaque chapelle s'entête à rester dans son couloir. Le PCF est d'accord pour une union, mais à la condition qu'elle se fasse derrière son candidat, l'ancien premier magistrat Joseph Sanguedolce, maire de Saint-Étienne entre 1977 et 1983. Malgré ses échecs en 1983 et 1989, il continue à jouir d'un certain prestige : ancien résistant, ancien déporté, ancien secrétaire départemental de la CGT, membre du comité central du PCF... mais il souffre aussi de plusieurs handicaps. Son âge (76 ans), un bilan jugé comme mitigé, y compris par son électorat, et son incarnation d'une époque révolue: le temps a passé depuis sa victoire de 1977, ses deux dernières défaites n'ont rien arrangé, et le prestige du résistant n'est plus un argument électoral porteur. Il n'a pas donc plus la légitimité et le poids politique pour s'imposer de fait comme leader de la gauche locale. Joseph Sanguedolce propose alors un arrangement à Gérard Lindeperg : une union dès le premier tour derrière sa candidature et un poste de premier adjoint. Gérard Lindeperg refuse. Pour lui, l'heure qui vient est celle du PS. Pas d'un ancien élu communiste rejeté à plusieurs reprises par les électeurs.

2092 Ibid, p.56

2093 Ibid, p.59

2094 *La Tribune*, 10 novembre 1993, dans LINDEPERG Gérard, *Dans la Loire, Mémoires (suites)*, op.cit, p.60

Chacun part donc de son côté et renvoie les questions d'alliances au second tour. La campagne des socialistes est aussi compliquée par les dissidences. Paul Chomat, candidat communiste devancé par Gérard Lindeperg aux législatives de 1993, ancien premier adjoint de Joseph Sanguedolce, député de la circonscription entre 1981 et 1988, conseiller général depuis 1976, soutient et se retrouve en seconde place sur la liste d'un dissident du PS, Guy Lafforie, dont la campagne se base sur le rejet des appareils en mettant en avant la carte du terrain et de l'enracinement. Gérard Lindeperg, qui mène la liste PS, se retrouve sous les tirs croisés de ses adversaires qui dénoncent sa méconnaissance du contexte local, le désignent comme un apparatchik étranger à l'identité singulière de la ville, et venant du Rhône qui plus est ! On lui colle l'étiquette localement infamante de « Lyonnais », dans le prolongement d'une vieille rivalité entre « *la ville au passé industriel et Lyon la ville bourgeoise. La cité des mines qui décline avec la fermeture de ses usines de métallurgie, les difficultés industrielles de Giat-industries, manufacture d'armes, la ville laborieuse contre la capitale des Gaules, proches géographiquement* »²⁰⁹⁵. En dépit de ses difficultés, Gérard Lindeperg monte une équipe dynamique et fonde une association baptisée « Saint-Étienne Renouveau » pour élargir le PS local. Il peut compter sur le soutien sans faille de sa femme et parvient à agglomérer autour de lui des petits partis de gauche, comme le PRG et Génération Écologie et des profils de la société civile comme l'ancien secrétaire départemental de la CFDT. Une machine politique en somme très rocardienne puisqu'elle fait écho au discours de Montlouis, avec l'élargissement à des formations de centre-gauche, et qu'elle s'appuie sur des profils de la société civile, qui plus est, proche du syndicalisme réformiste.

Malgré le déclin du courant rocardien, il peut également compter encore sur les liens de camaraderie qui unissent ses membres : il reçoit ainsi le soutien de Catherine Trautmann, qu'il était allé soutenir pour sa campagne à Strasbourg en 1989 alors qu'elle était contestée par Jean Poperen, qui voulait que l'investiture PS soit accordée à son ami le député Jean Oehler. Dans cette rude compétition, Gérard Lindeperg innove en terme de communication. Il organise des thés dansants dont raffolent les retraités locaux, qui constituent une part non négligeable de l'électorat²⁰⁹⁶. Il affrète un bus anglais rouge à impériale. L'équipement sonore diffuse les informations, les affiches sont exposées à l'extérieur et l'intérieur est aménagé pour recevoir les électeurs. Le bus fait le tour de la ville à petite vitesse, attirant l'attention, au grand dam des adversaires qui tentent en vain de faire interdire cette pratique. La gauche, dans son ensemble, se perd dans des courses à qui est le plus unitaire, ce qui ne fait en réalité que creuser les divisions. Joseph Sanguedolce tente une dernière fois de faire le rassemblement derrière lui : il propose à Gérard Lindeperg d'être numéro 2

2095 LINDEPERG Gérard, *Dans la Loire, Mémoires (suites)*, op.cit, p.135

2096 Ibid, p.144

sur sa liste et à Guy Laforie d'être troisième, et s'engage à ne pas aller au bout de son mandat pour passer la main et mettre le pied à l'étrier à un successeur.

Mais avant le verdict des municipales, planifiées en juin, il y a l'élection présidentielle en avril-mai, ce qui peut servir à donner un supplément de dynamique à l'une des chapelles de gauche pour les élections locales. Comme la majorité des rocardiens, résignés au sort de leur champion, après avoir attendu soit un retour de Michel Rocard, soit Jacques Delors, Gérard Lindeperg soutient Lionel Jospin, dont il devient le directeur de campagne dans la Loire. Il dit apprécier la « *rigueur, l'honnêteté intellectuelle, et le refus de la démagogie de Jospin* » et met en avant le rapprochement des amis de Michel Rocard et de Lionel Jospin depuis le congrès de Rennes sur des bases sociales-démocrates²⁰⁹⁷. Gérard Lindeperg relève d'ailleurs avec grande satisfaction que les militants locaux votent à plus de 80 % pour Lionel Jospin, contre 65 % au niveau national. En revanche, les résultats des présidentielles sont plus mitigés. La Loire est l'un des six départements à placer le candidat du Front national Jean-Marie Le Pen en tête, avec 21,08 %. En revanche, Lionel Jospin arrive premier à Saint-Étienne (22,26%), devant Jean-Marie Le Pen (22,12 %), Édouard Balladur (17,75 %) et Jacques Chirac (16,18%), tandis que Robert Hue ne récolte que 8,46 %. Et malgré une grosse mobilisation au second tour, Jacques Chirac arrive en tête aussi bien dans le département (55,46 %) que dans la ville (53,75 %).

La présidentielle terminée, les élections municipales redeviennent le centre de toutes les attentions à Saint-Étienne. Malgré l'échec de Lionel Jospin, le premier tour a permis de légitimer la candidature de Gérard Lindeperg, car il a consacré le Parti socialiste comme la première force locale de gauche. Il mobilise aussi plusieurs soutiens de poids : Michel Rocard, qui donne un meeting le 1^{er} juin au centre des congrès, Lionel Jospin, ainsi que l'ancien député-maire Michel Durafour, lui-même fils de l'ancien maire Antoine Durafour. Il octroie d'ailleurs à Gérard Lindeperg le plus bel adoubement pour un accusé de parachutage : « *Gérard Lindeperg est l'homme de la situation. C'est un bon Stéphanois qui a compris l'esprit de la ville et un homme capable de donner une ambition à la ville* »²⁰⁹⁸. Au soir du premier tour, dans ce contexte d'éparpillement des forces de gauche, la droite, menée par Michel Thiollière conseiller général et ancien adjoint au maire, est en tête avec 34,13 %. Le FN est second (19,58%). Quant à Gérard Lindeperg, il termine troisième, avec 15,83. Cela peut sembler peu, mais dans ce contexte d'éparpillement de la gauche, il a réussi son premier objectif : être la première force de gauche. En effet, il devance la liste Sanguedolce (13,33%) de 1464 voix et la liste Laforie (12,23%) de 2103 voix. C'est donc autour de lui que se fait le rassemblement pour le second tour. Mathématiquement, la gauche est à 44 %. Au

2097 LINDEPERG Gérard, *Dans la Loire, Mémoires (suites)*, op.cit, p.146

2098 Ibid, p.160

soir des résultats, Gérard Lindeperg ne perd que de 1300 voix, soit moins de 2 %, malgré un gain de 3000 voix de plus que le total des trois listes de gauche au premier tour. Le FN a perdu des voix, qui préfèrent se reporter sur la liste de droite contre la gauche.

La dissolution de l'Assemblée nationale par Jacques Chirac en 1997 lui donne l'occasion de prendre sa revanche. Il se représente dans la 1^{ère} circonscription de la Loire, qui fut la terre d'élection d'Aristide Briand de 1902 à 1919. Au premier tour, il arrive second derrière le député UDF sortant Jean-Pierre Philippert, de 200 voix. Mais tandis que le candidat FN, fort de ses 24 % se maintient, le candidat communiste et ses 10 % se retirent. Aussi, Gérard Lindeperg dispose, contrairement à son adversaire, d'une confortable réserve de voix. Malgré quelques transferts de voix du FN sur la droite, il réussit à remporter le second tour à l'issue d'une triangulaire serrée avec 43,89 % contre 40,04 % pour le député sortant et 16,08 % pour le candidat FN. Comme il est le seul député socialiste de la Loire, il est désigné par les militants à plus de 85 %, pour conduire la liste de gauche dans le département pour les régionales de 1998. La campagne est active, efficace et saluée par la presse locale qui constate la « *bonne dynamique de la gauche plurielle* »²⁰⁹⁹. Dans la Loire, la gauche arrive en tête avec 29,4 %, ce qui lui offre 8 élus, devant la liste de droite menée par le rival de Gérard Lindeperg, Michel Thiollière, qui obtient 28,20 % et 7 élus, et devant la liste FN (22 % et 6 élus). Mais le résultat le plus important pour Gérard Lindeperg est celui de sa ville : à Saint-Étienne, sa liste devance de 4126 voix celle du maire, ce qui est de bon augure pour 2001 selon plusieurs observateurs.

Mais une polémique éclate : la droite et la gauche ont le même nombre d'élus. Aussi, Charles Millon passe un accord avec le Front national pour prendre la présidence du Conseil régional. Gérard Lindeperg déclare être prêt à ce que le PS soutienne un autre candidat de droite, sans compromissions avec le FN, pour créer un « *espace républicain de débat qui isolera le FN* »²¹⁰⁰. Au Conseil régional se forme un groupe de droite anti-Millon, que rejoint Michel Thiollière, et qui parvient, en s'associant avec la gauche, à rejeter le budget proposé par Charles Millon. « *Une majorité républicaine est en train de se constituer* » triomphe Gérard Lindeperg²¹⁰¹. Finalement, le conseil d'État invalide l'élection de Charles Millon suite au recours déposé par un élu écologiste. Contre Charles Millon, la droite se met d'accord sur le nom d'une élue proche du maire de Lyon Raymond Barre, Anne-Marie Comparini. Lors du scrutin, malgré une première place aux deux premiers tours, la gauche se retire au troisième tour pour permettre l'élection d'Anne-Marie Comparini.

2099 Ibid, p.207

2100 LINDEPERG Gérard, *Dans la Loire, Mémoires (suites)*, op.cit, p.207

2101 *La Tribune*, 21 novembre 1998, dans LINDEPERG Gérard, *Dans la Loire, Mémoires (suites)*, L'aube, 2020, p.208

En dépit de son résultat aux régionales, Gérard Lindeperg hésite à reconduire le PS pour les municipales en 2001. Son mandat de député occupe déjà son temps et puis son âge le préoccupe. Il a déjà 63 ans et entend se retirer de la vie politique active à l'horizon de ses 70 ans, ce qui ne lui permettrait de ne faire qu'un mandat de maire. Or, il estime qu'une équipe municipale a besoin de deux mandats minimum pour bien gérer une ville : le premier mandat est celui de la pose des bases, le second celui de la concrétisation²¹⁰². Mais beaucoup le pousse à y retourner. Il faut dire aussi qu'il possède de nombreux atouts : expérience de la campagne de 1995, notoriété de chef de l'opposition de gauche au conseil municipal comme président du groupe socialiste, premier secrétaire de la fédération, conseiller régional, unique député de gauche du département... personne d'autre n'a de tels états de service et personne n'est mieux placé que lui pour porter un projet d'alternance. Encouragé par des militants locaux et des grands ténors nationaux comme Michel Rocard, Lionel Jospin et François Hollande, il décide de retourner au combat et est désigné par les adhérents, par 62 % contre son adversaire Maurice Vincent. Cette fois, il réussit la performance de rassembler toutes les forces de la gauche dès le premier tour, ce qui n'allait pas de soi. Malgré une campagne active, il est défait une nouvelle fois, par 42,80 % contre 44,95 % pour Michel Thiollière, tout en améliorant légèrement son score de 1995. En comparaison avec les nombreuses déroutes de la gauche dans de nombreuses villes, dans un contexte de dynamique de la droite et de difficultés pour la gauche, c'est une belle performance.

A partir de ce moment, la carrière de Gérard Lindeperg se termine doucement. La défaite brutale de Lionel Jospin, éliminé dès le soir du premier tour de la présidentielle de 2002, préfigure mal les législatives de juin qui doivent suivre. Des accords sont négociés avec le PCF pour favoriser la réélection des sortants. Dans la Loire, chacun y trouve son compte : le Parti communiste soutient la réélection de Gérard Lindeperg dans la première circonscription et le PS soutient celle du député communiste Bernard Outin dans la quatrième. Un accord national est aussi conclu avec Les Verts. Il prévoit des désistements pour le second tour, quelques candidatures uniques dès le premier. De cette manière, la deuxième circonscription de la Loire échoit à un candidat écologiste malgré la dissidence de Maurice Vincent. Mais Gérard Lindeperg doit faire face une nouvelle fois à la dissidence de Guy Laforie qui se présente sous les couleurs du Pôle républicain, le mouvement de Jean-Pierre Chevènement. Cela affaiblit Gérard Lindeperg contre son adversaire UDF Gilles Artigues, adjoint au maire de Saint-Étienne. D'ailleurs, Gérard Lindeperg dénonce avec colère l'entreprise de sabotage de Jean-Pierre Chevènement qui, non content d'avoir contribué par sa

2102 LINDEPERG Gérard, *Dans la Loire, Mémoires (suites)*, op.cit, p.167

candidature à la défaite de Lionel Jospin, continue d'envoyer ses représentants contre des élus socialistes, menaçant ainsi de nombreuses circonscriptions²¹⁰³.

Gérard Lindeperg, conscient que le contexte national favorise la droite, exploite la carte de son bilan. Il arrive en tête au premier tour, avec 35,44 %. Mais il dispose de peu de réserve, ayant rassemblé au premier tour quasiment toute la gauche derrière lui. Guy Laforie, qui a fait 4,2 %, ne peut se maintenir mais que feront ses électeurs ? Gilles Artigues le talonne avec presque 33 % mais lui peut compter potentiellement sur certaines voix du candidat FN qui, malgré ses 17 %, ne peut se maintenir. Gérard Lindeperg tente alors de convaincre les abstentionnistes, nombreux dans les bureaux de vote traditionnellement acquis à la gauche. Mais il constate que cela ne prend pas : « *Mes arguments étaient écoutés mais ils n'accrochaient pas* »²¹⁰⁴. Au second tour, il gagne 3000 voix supplémentaires, mais Gilles Artigues en gagne plus de 5000. Là où le maintien du FN il y a cinq ans avait servi la gauche, son élimination servait à présent la droite.

Dans la Loire, les sept circonscriptions sont gagnées par la droite. La défaite de la gauche n'est pas aussi cataclysmique qu'en 1993 mais elle reste lourde. Le groupe socialiste perd la moitié de ses effectifs et de nombreux cadres sont battus.

Dès lors, Gérard Lindeperg se retire progressivement de ses responsabilités. Il quitte la présidence du groupe socialiste au conseil municipal. Il termine son mandat de conseiller régional en 2004 et ne se représente pas. Tout comme il ne se présente pas aux municipales de 2008. Il estime avoir ouvert la voie pour la victoire de la gauche. 1995 fut l'année du leadership du PS, 2001, celle du rassemblement de la gauche. 2008, celle de la victoire, enfin concrétisée par Maurice Vincent.

C) Robert Chapuis, vers de nouveaux horizons

Suite à la chute de Michel Rocard, Robert Chapuis se dégage de toute responsabilité nationale pour se consacrer à son mandat de conseiller régional, et aux clubs Convaincre, qu'il tente de relancer. Il remet en jeu son mandat de maire du Teil aux élections municipales de juin 1995. Il doit notamment faire face à une double trahison : son ancien premier adjoint et son ancien directeur de cabinet, soutiens de Bernard Tapie aux élections européennes de 1994, montent une liste contre lui. Cela n'empêche pas Robert Chapuis d'être réélu dès le premier tour, avec 51,9 % des suffrages. Mais les parjures, dont la liste a fait 25,1 %, parviennent à faire annuler l'élection par le tribunal administratif pour « excès de publicité ». Après maintes péripéties, une nouvelle élection est

2103 Ibid, p.274

2104 Ibid, p.277

organisée au Teil le 11 février 1996. La liste Chapuis est élue dès le premier tour avec 63 % des voix²¹⁰⁵. En revanche, Robert Chapuis n'est pas candidat dans sa circonscription ardéchoise après la dissolution de 1997. Il avait pourtant prévu de l'être si le calendrier électoral, prévoyant ces élections en 1998, avait été suivi. La dissolution le prend de court, tout comme les clubs auxquels il se consacre : pour compenser son âge (64 ans) que certains jugeaient avancé, il avait proposé à son ancien assistant Pascal Terrasse, devenu en 1995 conseiller général du canton de Bourg-Saint-Andéol et délégué départemental du courant aubryste, d'être son suppléant afin de lui passer le témoin pour la prochaine élection.

Dans un premier temps, Pascal Terrasse accepte. Mais la dissolution accélère les choses : Pascal Terrasse décide de ne pas attendre et mène auprès des adhérents socialistes de la circonscription une campagne active qui lui permet d'obtenir l'investiture contre Robert Chapuis, qui concède ne pas avoir déployé le même activisme²¹⁰⁶. Il s'incline devant ce verdict. Pascal Terrasse est largement élu face à Amédée Imbert, avec près de 60 % des voix. Robert Chapuis est néanmoins élu en mars 1998 conseiller général du canton de Viviers-Le-Teil après avoir décidé de ne pas renouveler son mandat de conseiller régional. Il devient dans la foulée vice-président du conseil général de l'Ardèche, qui bascule à gauche sous la présidence de Michel Teston. Six mois après, les élections sénatoriales sont prévues. En Ardèche, deux sièges sont à pourvoir et sont occupés par des sénateurs de droite. Le libéral Henri Torre, ancien président du conseil général et le gaulliste Bernard Hugo. Pour la gauche socialiste, trois candidats crédibles sont sur les rangs : Robert Chapuis, Michel Teston et le radical de gauche Jacques Dondoux, pourtant élu l'année précédente député de la deuxième circonscription de l'Ardèche et nommé en juillet 1997 secrétaire d'État au Commerce extérieur. Candidat à la candidature, Robert Chapuis fait néanmoins le choix de se retirer afin de ne pas mettre en péril l'élection de Michel Teston, qui estime avoir besoin d'un mandat national²¹⁰⁷. En revanche, Jacques Dondoux maintient sa candidature. Michel Teston arrive en tête du premier tour, avec 36,57 % des voix, devant Henri Torre (31,39), Jacques Dondoux (29,77) et le RPR Jacques Genest (29,45). Au second tour, Michel Teston est élu (48,04%), tout comme Henri Torre (47,39), tandis que Jacques Dondoux termine quatrième, derrière Jacques Genest (respectivement 46,73 et 36,49%).

Robert Chapuis termine quelques années plus tard sa carrière politique. Il ne se représente pas aux élections municipales de 2001, préférant passer la main après 18 ans de mandat. Mais son poulain est battu par Christian Lavis, candidat de l'UDF. Robert Chapuis n'est pas non plus

2105 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.178

2106 Ibid, p.186

2107 Entretien avec Robert Chapuis, 25 janvier 2023

candidat à sa succession aux élections générales de 2004 et apporte son soutien à Olivier Pévèrelli, qui est élu et qui sera élu maire du Teil en 2008.

La dimension identitaire très forte du courant rocardien se vérifie par la liaison étroite et majeure entre le destin de Michel Rocard et celui de ses fidèles. Si le courant rocardien a toujours tenu à être l'expression d'une pensée politique, les conséquences de l'échec de Michel Rocard aux élections européennes de 1994 attestent que le courant est dépendant de la position de son chef. L'échec de Michel Rocard est un échec pour tous les rocardiens car sa première conséquence est la fin de la cohésion de leur groupe. Les temps qui suivent les élections européennes de 1994 sont caractérisés par l'apparition de premières fissures, avec une variété de choix chez les rocardiens, qui prennent des chemins différents, avec des objectifs différents : donner un nouveau sens au rocardisme sans Michel Rocard au sein du PS, poursuivre la rénovation de la gauche indépendamment des partis politiques... si les fondements idéologiques des rocardiens n'ont pas évolué en dépit du départ de leur figure de proue, il faut constater qu'ils ne partagent plus la même idée du chemin à suivre pour continuer à faire vivre leur ligne politique. Certains ont fait le choix de parier que Jacques Delors ou Lionel Jospin auraient pu porter à leur manière une ligne politique compatible avec les fondements rocardiens, d'autres que les appareils politiques avaient perdu tout souci des idées, nécessitant une action intellectuelle hors desdits appareils, décriés comme de simples syndicats d'intérêts électoraux.

Une multitude de choix qui soulève la question de l'héritage, ou des héritages, politique(s) de Michel Rocard. Si le courant rocardien ne semble plus exister en tant que tel dès l'été 1994, il paraît évident que le rocardisme n'est pas éteint, et qu'il perdure sous des formes imprécises. Tout l'enjeu est à présent d'étudier les cheminements des rocardiens afin d'étudier quel rocardisme est possible sans Michel Rocard.

L'avènement de François Mitterrand à la présidence de la République en 1981 avait conduit les rocardiens à repenser leur dispositif. Refusant d'aller trop loin dans leur rivalité avec le nouveau président de la République et son clan, les rocardiens ont donc du trouver le bon équilibre entre jouer collectivement au sein du Parti socialiste et en même temps, demeurer fidèles à Michel Rocard et continuer à promouvoir leur singularité. Aussi les rocardiens n'ont pas été réellement une gauche d'opposition interne. De manière générale, leur équilibre délicat a pu être préservé. Tout au long des deux mandats de François Mitterrand, les rocardiens ont su faire preuve d'une certaine élasticité dans leurs rapports avec le reste du Parti socialiste. Adaptant leur stratégie au contexte immédiat et aux rapports de force internes au Parti, les rocardiens ont presque toujours su occuper

une place singulière et demeurer un courant identifié. La seule exception est leur période de pénitence lors des trois premières années de mandat de François Mitterrand. Sans avoir dissous le courant et dilué toute leur identité, les rocardiens ont multiplié les gages pour intégrer l'axe majoritaire du Parti socialiste, avant de se rendre compte qu'une telle attitude ne leur apportait aucun bénéfice politique.

Dès le moment où le courant s'est réaffirmé, les rocardiens n'ont pas perdu leur adaptabilité, étant parfois plus offensifs en interne, et parfois, plus conciliants. Pour autant, il y a toujours eu une entreprise d'affirmation qui a reposé sur un ensemble d'enjeu : affirmation de la ligne rocardienne, progression de la représentation au sein du PS et dans les territoires, travail de l'image et de la stature de Michel Rocard, structuration plus poussée des réseaux politiques rocardiens... On a pu ainsi voir un éventail, certes inégalement décrit, mais néanmoins représentatif et illustratif, des membres de cette équipe rapprochée de Michel Rocard et leurs actions respectives au service de cette grande aventure collective et tentaculaire que fut le courant rocardien.

Si cette entreprise d'affirmation identitaire a perduré c'est grâce à l'activisme des rocardiens qui ont su rester mobilisés même pendant les moments « d'absence » de leur *leader* et aussi en partie par le fait que peu importe la position de Michel Rocard, qu'il soit minoritaire ou Premier ministre, il a toujours été la cible d'une partie importante du PS, rendant nécessaire une réaction des acteurs rocardiens. Les clubs Convaincre furent un atout d'un grand intérêt pour un ensemble de raisons. Ils ont permis aux rocardiens de disposer d'un espace bien à eux, permettant ainsi d'échapper d'une certaine manière aux tensions internes permanentes du Parti socialiste. Ainsi, les rocardiens utilisent les clubs Convaincre dans une logique similaire aux clubs des années 1960, c'est-à-dire, compenser les failles et faiblesses présumées du parti socialiste. Parallèlement à cette logique de disposer d'une structure, permettant d'avoir des troupes identifiées et des fonds, les Clubs ont permis aux rocardiens de perfectionner leur corpus politique avec la perspective d'incarner une certaine offre politique de gauche, assumant ouvertement une ligne social-démocrate. Convaincre ne fut pas fondé comme un rival du PS, mais comme un espace politique et stratégique réservé aux partisans de Michel Rocard. Cette flexibilité leur a permis d'évoluer sur plusieurs terrains, dans et en dehors du parti, et de s'adapter aux rebondissements politiques.

Focalisés sur l'idée que Michel Rocard puisse reconstruire la gauche autour de ses idées et succéder à François Mitterrand, les changements stratégiques des rocardiens semblent réussir, leur permettant de devenir un axe majeur du PS et surtout, d'en prendre la tête en 1993. Le pari de la « rocardisation » aurait été, visiblement, réussi. Mais il se révèle trompeur. La prise de l'appareil socialiste par Michel Rocard n'est pas la preuve espérée par certains rocardiens que le Parti est enfin en adéquation avec la ligne rocardienne. La contre-performance électorale de 1994 marque un

brutal retour à la réalité avec l'avènement d'Henri Emmanuelli, porteur d'une ligne bien plus à gauche que celle de Michel Rocard, attestant que le centre de gravité idéologique du PS est tout sauf fixé. Dès lors, le courant rocardien entre dans une phase de son histoire qu'il n'avait pas préparée.

**Troisième partie) La « rocardie » après Michel Rocard :
acteurs d'un courant en déshérence et ramifications
nébuleuses**

Ce sujet de recherche s'est construit sur l'étude d'un courant politique fonctionnant autour d'une ligne, mais aussi, autour d'un leader en la personne de Michel Rocard. Cette dimension est essentielle car elle suppose que le devenir de toute une organisation politique repose sur le destin d'une personnalité. Le courant rocardien n'est pourtant pas un courant d'inspiration « césariste », soit uniquement tourné sur une personnalité charismatique. Il s'est au contraire efforcé de forger ligne par ligne tous les éléments d'une doctrine politique qui avait vocation à inspirer une politique gouvernementale. La naissance de ce courant rocardien s'est également réalisée non pas sur un coup d'éclat mettant une lumière sur une personnalité forte et audible, mais sur les bases d'une culture politique commune, d'engagements communs et de volonté de promouvoir une certaine idée de la gauche française. Enfin, il convient de rappeler que le courant rocardien a su s'adapter aux périodes durant lesquelles Michel Rocard était en retrait de la vie politique partisane. Les résultats étaient divers, mais le fait est que les rocardiens n'ont jamais souhaité lier toute leur action aux faits et gestes d'une personnalité, aussi importante soit-elle.

Ces rappels sont essentiels car la performance de Michel Rocard lors des élections européennes de 1994, élections où la liste qu'il conduit personnellement n'obtient même pas 15 % des voix, sonne le glas de l'aventure rocardienne collective. Notre étude est donc face à un tournant car elle doit aborder désormais un moment crucial dans le parcours des rocardiens, ce moment où ils sont contraints de vivre sans Michel Rocard et sans son leadership pour les animer et les guider. Les observations formulées précédemment se vérifient. Les rocardiens n'entendent pas cesser leur activité politique ni renoncer à la promotion de leurs idées. Mais ce qui est intéressant, c'est de voir les moyens déployés pour y parvenir. Dès les premiers mois qui précèdent cette rupture, il semble se profiler la difficulté d'entretenir l'héritage de Michel Rocard. Le premier échec du courant rocardien est de s'éparpiller. En l'absence de l'émergence d'un successeur naturel de Michel Rocard, les rocardiens se divisent sur la suite à donner à leur courant. Outre ceux qui font le choix de se retirer des affaires politiques pour se concentrer sur leurs mandats exclusivement locaux, les rocardiens se divisent entre ceux qui choisissent de se détourner du Parti socialiste pour poursuivre leur engagement au sein des clubs et ceux qui poursuivent leur engagement dans un Parti socialiste en pleine mutation. Mutation, car outre l'effacement progressif de certaines figures marquantes de ces dernières années, dont Michel Rocard et Pierre Mauroy, l'année 1996 débute avec un événement majeur. Le décès de François Mitterrand. La mort de celui qui fut le meneur de la famille socialiste pendant près de vingt-cinq ans apparaît comme un tournant dans l'histoire du Parti socialiste. Du courant rocardien, il ne demeure donc que des individus multipliant les initiatives variées pour donner un second souffle à leur ligne politique.

L'histoire des rocardiens après Michel Rocard est ainsi celle d'une recombinaison permanente et d'une certaine instabilité sur le long terme. Si les rocardiens clubistes cessent rapidement leur activité, les rocardiens du PS se réorganisent à de nombreuses reprises, intégrant de nouveaux courants politiques autour de nouveaux leaders. Si l'étiquette de rocardien s'efface peu à peu, on trouve néanmoins la trace des acteurs du rocardisme engagés dans ces nouveaux courants marqués par le sceau revendiqué plus ou moins haut du « réformisme » ou de la social-démocratie. Lionel Jospin, Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn apparaissent comme les nouvelles figures capables d'incarner cette ligne. Pourtant les rocardiens ne sont plus soudés par l'unanimité qui les reliait à Michel Rocard. Il est donc intéressant d'étudier les choix divers et variés des rocardiens et les raisons invoquées.

Cet éparpillement des rocardiens se fait sur un temps chronologique plutôt étendu car nous retrouvons toujours des références à Michel Rocard et à ce qu'il incarne au milieu des années 2010. Si nous ne disposons pas encore de suffisamment de recul pour tirer trop de conclusions scientifiques, faute de sources (nous ne pouvons compter actuellement que sur presque exclusivement des sources journalistiques), cette persistance de l'identité rocardienne est une chance car elle offre la possibilité d'étudier un courant, ou un ancien courant, dans toute sa complexité, celle du devenir et de la recombinaison sur le long terme, avec la marque apportée par des générations successives de personnalités politiques.

Toutes ces ramifications nous permettent également de nous poser la question des contours de l'héritage rocardien, et tout particulièrement, de ses contours idéologiques. L'identité rocardienne si particulière, si travaillée par les rocardiens et si critiquée par ses détracteurs a fait l'objet de trop de jugements de politiques et pas assez d'analyse scientifique froide se tenant à distances des considérations politiciennes. Aussi, en questionnant certains passages de la carrière politique de Michel Rocard, et même des prises de position de ce dernier au cours de sa retraite politique, nous tenterons de répondre à la question de l'existence d'un potentiel héritier du rocardisme, mais aussi du legs du courant rocardien à la vie politique française.

Chapitre 7 : Un héritage insaisissable

La fin de l'aventure politique de Michel Rocard, brutale et inattendue, plonge son courant dans un total désarroi qui le conduit très rapidement à l'explosion. Il se pose alors la question de l'héritage de Michel Rocard, le prolongement de son action politique, l'accomplissement de son testament politique. Toute la difficulté est de faire vivre le rocardisme sans celui qui était sa raison d'être. Les rocardiens ne partagent pas la même appréhension de l'avenir et la même conception de ce que doit être le rocardisme post-Rocard. Si certains font le choix de continuer leur cheminement en interne du Parti socialiste, en participant à de nouveaux courants politiques, d'autres, notamment Robert Chapuis, font le pari que le PS est trop verrouillé pour apporter satisfaction et espèrent donner un nouveau souffle aux idées rocardiennes par le biais des clubs. Mais cette démarche de régénération idéologique se heurte à la domination de la vie politique française par l'actualité des partis politiques et les séquences électorales. Pour autant, la stratégie des rocardiens demeurés fidèles au Parti socialiste ne se révèle pas plus fructueuse. Si les rocardiens font majoritairement partie des nouveaux courants réformistes du PS, non seulement ils ne sont pas unanimes dans cette démarche mais en plus, ces mêmes courants ne parviennent pas à s'imposer durablement au sein du PS. Le rocardisme ressemble dès lors de plus en plus à un vestige du passé, un vestige toujours glorieux, mais qui ne parvient pas à trouver une nouvelle concrétisation. La mort de Michel Rocard en 2016 relance pourtant une course à l'héritage rocardien, notamment entre deux anciens jeunes rocardiens, Manuel Valls et Benoît Hamon qui incarnent à eux deux toute la diversité et l'évolution des rocardiens d'antan. Séparés par un fossé idéologique, les anciens compagnons de route de rocardisme nous poussent à nous interroger sur la difficulté de maintenir un héritage politique dans une époque qui ne ressemble plus à celle qui a vu naître et s'affirmer la doctrine originelle.

1) La rénovation par les clubs, le renouveau du PS : comment régénérer le rocardisme ?

Au lendemain de l'échec de Michel Rocard, Robert Chapuis et les clubs Convaincre s'engagent dans une tentative de rénovation de la gauche rocardienne par les idées. Loin des questions politiciennes et des appareils partisans, les rocardiens clubistes entendent devenir une boussole pour la gauche socialiste. Une démarche qui s'oppose à celle d'autres rocardiens qui espèrent faire vivre le rocardisme au sein du PS, parmi de nouveaux courants et derrière de nouveaux leaders. Aussi, les rocardiens partagent globalement le même objectif mais ont perdu la

cohésion qui faisait autrefois leur force. Minoritaires du temps de Michel Rocard, les rocardiens apparaissent comme désormais incapables d'entretenir un nouveau rocardisme.

A) Le chantier de Robert Chapuis

1) Robert Chapuis et le PS : le constat d'une impasse

Les déboires de Michel Rocard ne signent pas immédiatement la fin du courant rocardien, qui ne s'évapore pas du jour au lendemain. Certes, ses fidèles sont déboussolés par l'échec retentissant de leur champion aux élections européennes de 1994 et assommés par l'énorme désillusion subie, eux qui pensaient que la conquête du parti par Michel Rocard était l'aboutissement final de cette lente entreprise de rocardisation du PS. Les rocardiens sont passés de la lumière à l'ombre en un rien de temps. Malgré cela, certains d'entre eux ne baissent pas les bras, persuadés qu'il demeure toujours un espace pour leurs idées. Robert Chapuis devient en quelque sorte le chef de file de ces rocardiens orphelins, qui se réfugient dans les idées à défaut de peser politiquement. Depuis toujours homme de clubs, il avait déjà en 1993 la certitude que les failles et faiblesses des partis politiques, incluant le PS, laissent une place saine et incontournable aux clubs pour la bonne vitalité du débat démocratique. Dès l'échec des législatives de 1993, Robert Chapuis avait pris ses distances avec les instances du PS qui lui semblent en décalage avec les préoccupations de la société. Les intérêts politiques, les querelles d'apparatchiks, les décisions qui se prennent dans des bureaux parisiens... tout cela creuse à ses yeux un gouffre entre la classe politique et les citoyens²¹⁰⁸. Lui veut parler aux mouvements, aux associations, aux réseaux militants...

L'échec de Michel Rocard lui fait prendre encore plus de recul avec les instances d'un parti où les représentants de son courant n'ont jamais, hormis quelques brèves périodes, été les bienvenus, et le sont encore moins depuis le coup de barre à gauche opéré par Henri Emmanuelli. Il décide de se consacrer exclusivement aux clubs Convaincre, derniers vestiges du rocardisme. Pour le congrès de Liévin (18-20 novembre 1994), il soutient la motion 2, celle des jeunes socialistes, mais ne candidate pas pour intégrer les instances du parti. Il s'en explique : « *Le congrès de Liévin inaugure un nouveau genre dans le Parti socialiste. Le premier secrétaire élu le 19 juin à la place de Michel Rocard lance à titre personnel une contribution pour le congrès qui doit redonner la parole aux militants ; singulièrement absents des débats. Dans une sorte de silence général, cette*

2108 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

contribution devient le 1^{er} octobre une motion de synthèse qui est soumise par le seul Emmanuelli au vote des militants. Voilà que s'instaure au PS un centralisme démocratique dont même le PC souhaitait se défaire !

Qui plus est, alors que l'on prétend « dépasser » les courants, le futur conseil national est déjà réparti selon une proportionnelle définie par le premier secrétaire et imposé par et pour sa majorité du 19 juin, lorsqu'il a été élu contre Dominique Strauss-Kahn après la démission de Michel Rocard [...] Dans cette situation, je ne me sens pas concerné par cette soi-disant synthèse, fort éloignée d'ailleurs de la contribution présentée par un certain nombre de militants ardéchois et que j'ai signé avec eux. Je souhaite que le congrès de Liévin puisse rétablir les conditions d'un véritable débat pour que nos choix politiques soient conformes aux engagements que nous prendrons devant les Français et que nous pourrions tenir s'ils nous font confiance. C'est pourquoi, sans partager tout le détail des proportions, mais en acceptant la ligne générale de ce texte, je voterai la motion 2 présentée par des jeunes militants sous le titre Agir en socialistes »²¹⁰⁹.

La position de Robert Chapuis va de pair avec un détachement vis-à-vis du PS. La seule fonction à laquelle veut se consacrer Robert Chapuis est son mandat de conseiller régional. Et aux Clubs Convaincre, dont il prend la présidence début 1995. Robert Chapuis, libéré de toute obligation envers le parti, s'y engage pleinement.

2) Se recentrer sur les idées

Conscient que le format des clubs n'est pas le plus efficace en matière de représentation, Robert Chapuis espère faire en sorte que Convaincre puisse peser sur les orientations du PS en toute indépendance. Une sorte de lobby idéologique. De cette manière, les clubs appellent à soutenir Lionel Jospin lors de la présidentielle de 1995, mais sans se fondre dans la masse socialiste : ils adressent directement au candidat une liste d'orientations programmatiques. Depuis la fin 1994, des dossiers thématiques sont ajoutés à la fin de la lettre mensuelle *Convaincre*. Quatre brochures sont ainsi publiées : *Où va l'emploi* en décembre 1994, *Territoires solidaires* en janvier 1995, *Citoyens et décisions publiques* en avril 1995, *Changement social et valeurs républicaines* en janvier 1996. Pour Robert Chapuis, « *travail intellectuel et politique à la fois, il s'agit d'inventer en même temps une idéologie et un programme. C'est la modernisation de la deuxième gauche* »²¹¹⁰. C'est un objectif audacieux. Alors que les partis sont soupçonnés de ne plus réfléchir, de n'être plus que des syndicats particuliers d'intérêts électoraux, sans colonne vertébrale, Robert Chapuis et les Clubs

2109 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.171

2110 Ibid p.176

Convaincre ambitionnent de redevenir le cerveau, ou en tout cas une boussole, pour la gauche de gouvernement. Ce pari n'est pas nouveau. Déjà dans les années 1960, divers clubs, comme le Club Jean Moulin, Socialisme et Démocratie ou encore le Club des Jacobins voulaient entreprendre la rénovation de la gauche. Il y eu même en 1964 des « Assises » à Vichy sur le renouveau socialiste organisées par plusieurs de ces clubs²¹¹¹. Dans cette mosaïque, se dégageait tout particulièrement la Convention des Institutions Républicaines (CIR). A l'origine, il s'agissait d'un rassemblement de clubs opéré autour de François Mitterrand et Charles Hernu, dirigeant du Club des Jacobins. En juin 1964, une cinquantaine de clubs s'étaient réunis, aboutissant à la fondation de la CIR, avec l'objectif de « *la rénovation de la gauche, et notamment, du socialisme* »²¹¹². De la même manière, tout comme Convaincre se méfie du PS, les clubs socialistes s'étaient montrés méfiants à la fin de la décennie 1960, lorsque le Parti socialiste était en chantier²¹¹³. On le voit ainsi, la démarche de Robert Chapuis, soit la rénovation par les clubs indépendamment des partis, n'est pas une entreprise nouvelle à gauche.

Dans un premier temps, Convaincre dresse un bilan de ses effectifs. Le collectif national est composé de 30 personnes^{2114 2115}. En novembre 1994, la présence des Clubs Convaincre dans les départements est classée en cinq catégories : les clubs avec une forte présence (12 clubs), les bons clubs (23), les clubs avec une faible activité (20), les clubs à relancer à partir d'un noyau existant (10), les clubs à reconstruire (18), les départements sans club (20)²¹¹⁶. En janvier 1995, des clubs sont dotés de président dans presque tous les départements, à l'exception de l'Allier, les Hautes-Alpes, l'Aveyron, la Corrèze, le Finistère, le Lot, la Lozère, la Meuse, la Haute-Saône, le Tarn et les Vosges²¹¹⁷. Et à l'opposé, certains départements comptent plusieurs clubs. C'est le cas par exemple des Bouches-du-Rhône qui en compte pas moins de douze²¹¹⁸. On trouve dans certains départements plusieurs échelles de clubs. Un club qui ressemble à une fédération départementale, puis des déclinaisons dans certaines villes ou régions locales. Par exemple, la Haute-Garonne a un « Clubs

2111 JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », op.cit, p.56

2112 Ibid

2113 Ibid, p.99

2114 « Collectif national. 17 janvier 1995 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 109, Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2115 Catherine Afriat, Roger Bambuck, Gérard Barbe, Daniel Basset, Alain Bergounioux, Michel Catuhe, Robert Chapuis, Jérôme Chapuisat, Jacques Chérèque, Christophe Clergeau, Jacques Cottereau, Annie Favrie, Jean-Paul Foncel, José Garcia, Roger Godino, Jacques Henrard, Jean-Paul Huchon, Christiane Kuttén, Mireille Lacombe, René Lajournade, Janguil Le Carpentier, Roland Monnet, Gilbert Moreux, Michèle Poncet-Ramade, Paul Raveaud, Jérôme Safar, Michèle Sellier, François Soulage, Jacques Verrier, Patrick Viveret

2116 « Conclusions », rapport adressé le 2 novembre 1994, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

2117 « Liste des présidents des Clubs Convaincre. 10 janvier 1995 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

2118 Ibid

Convaincre 31 », mais aussi un « Convaincre Comminges » et même un « Convaincre chefs d'entreprises »²¹¹⁹. Ce réseau de clubs national comporte des structures avec une variété de noms. Outre les classiques « Clubs Convaincre », on trouve des appellations comme « Parler vrai », « Politique en liberté », « Réagir », « Les Amis de Michel Rocard »... Le courant rocardien conserve même une ossature de rassemblement, au 266 boulevard Saint-Germain. Toutes les structures de la galaxie rocardienne s'y retrouvent²¹²⁰. Il y a le secrétariat de Michel Rocard, assuré par Catherine Birnbaum et Liliane Pouzergues, la permanence du réseau Convaincre avec Claude Evin, Alain Bergounioux et Catherine Le Galiot, la permanence des « Clubs Convaincre » avec Robert Chapuis et José Garcia... Le mercredi, un comité d'une trentaine de personnes se réunit. On y trouve les plus fidèles rocardiens, parmi lesquels Michèle André, Alain Bergounioux, Yves Colmou, Michel Destot, Tony Dreyfus, Claude Evin, Daniel Frachon, Gérard Grunberg, Jean-Paul Huchon, Benoît Hamon, Catherine Le Galiot, Louis Le Pensec, Gérard Lindeperg, Gilles Martinet, Jean-François Merle, Jean-Claude Petitdemange, Alain Richard, Michel Sapin, Jean-Pierre Sueur, Manuel Valls...

Cette période est d'ailleurs une sorte de printemps des clubs, où les structures de réflexions se multiplient et s'affirment : Échanges et projets, fondé par Jacques Delors, Témoin de François Hollande et Jean-Pierre Mignard, Réunir de Bernard Kouchner... toutes ces structures, à bonne distance de la vie électorale et des préoccupations partisans, discutent, se rapprochent et certaines envisagent même de fusionner. Les Clubs Convaincre, déjà autonomes sur le plan financier grâce aux dons et cotisations, veulent également jouir d'une autonomie organisationnelle et comptent déménager à la fin de l'année 1995. Ils s'installent par conséquent au 21 boulevard de Grenelle, dans des locaux où cohabitent plusieurs groupes, des mouvances citoyennes, des réseaux de réflexion où se mêlent socialistes, écologistes et communistes rénovateurs²¹²¹.

3) Convaincre, un acteur de la rénovation

Robert Chapuis ne fait pas du sort du PS l'aiguille du devenir des idées rocardiennes. Il porte un jugement positif sur la campagne menée par Lionel Jospin. Il estime que ce dernier a réussi à sortir du cadre étrié du PS pour occuper l'espace politique de Jacques Delors, et que son discours faisait écho au discours de Montlouis. Robert Chapuis y voit la confirmation de la pertinence et de la vitalité des idées défendues depuis toujours par les rocardiens. Cela implique de

2119 Ibid

2120 « Le nouveau 266 est arrivé ! », document sans auteur ni date, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 109, Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2121 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.176

donner un nouveau souffle au projet de transformation sociale... car en dépit de tous ces points positifs, Lionel Jospin a perdu. Cette rénovation, selon Robert Chapuis, peut passer par deux chemins :

- Le premier serait la refondation du Parti Socialiste dans une perspective présidentielle en changeant les codes. Le parti ne doit plus être le jouet d'un chef absolu et de sa garde rapprochée qui monopoliseraient le pouvoir interne dans une démarche sectaire et clanique. Il doit permettre l'émergence d'un président ouvert aux citoyens et à la société, avec une équipe plurielle et compétente.

- Le second tire justement les leçons des conséquences de ces codes à changer. Le parti est une contrainte, un panier de crabes dans lequel l'action est délaissée pour des conflits de clans et des questions politiciennes. Rester dans le parti, c'est se détourner du terrain, pourtant base de l'action et point de départ de la transformation sociale. Aussi, cette seconde voie veut rassembler « *les forces de rénovation qui existent dans les partis de gauche, les mouvements de citoyenneté, les forces syndicales et associatives, les mouvements d'affirmation des droits civiques ou des droits sociaux* »²¹²².

Dans ces deux scénarios, Robert Chapuis et les rocardiens clubistes estiment que le renouveau de la gauche ne peut pas passer par le Parti socialiste dans sa forme actuelle. Peu importe le cadre final, les rocardiens de Convaincre estiment pouvoir être les initiateurs d'un renouveau pour la gauche socialiste.

B) Initiatives de fidèles rocardiens

1) Les réorganisations d'un courant égaré

Au sein du PS, les rocardiens, intégrés au pôle rénovateur, entendent poursuivre l'aventure derrière Lionel Jospin, bien que certains, comme Guy Carcassonne, sont sceptiques sur sa capacité à faire table rase du passé pour rénover le PS dans l'unité²¹²³. Les rocardiens tentent de convaincre Lionel Jospin de recentrer la ligne du parti, loin du barycentre fixé par Henri Emmanuelli. Mais tous les rocardiens ne sont pas de l'aventure. C'est le cas de Robert Chapuis. Se concentrer sur un parti est trop réducteur. Il faut fédérer l'ensemble des forces rénovatrices, dispersées dans plusieurs structures de différentes natures mais qui partagent la même ambition réformatrice. C'est l'addition

2122 CHAPUIS Robert, « Le temps de la rénovation », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°96, juin 1995 », *MichelRocard.org*

2123 MAZIERES Bernard, « Jospin, le retour », *L'Express*, 6 juillet 1995

de tout ceci qui permettra de forger un programme politique. Car la priorité n'est pas d'adouber un chef mais de réfléchir au fond et à agir sur plusieurs terrains (local, social et international)²¹²⁴. La question du porte-parolat se posera une fois que la parole à porter sera concrète et structurée. Le 8 juillet 1995, les présidents des Clubs Convaincre se réunissent. François Soulage avait posé sur la table quatre options²¹²⁵ :

- La dissolution dans un Parti socialiste régénéré sur de nouvelles bases et justifiée en partie par la fin de la fonction consistant à être une écurie présidentielle. Mais, à l'image de Robert Chapuis, personne n'est prêt à s'entraver à nouveau dans le cadre trop contraignant d'un parti. Le passé est encore très vif dans de nombreux esprits rocardiens.

- Le soutien à une personnalité politique nouvelle, apte à porter la promesse du changement politique. Cette option passe par un compagnonnage, voire une fusion avec Agir, le club de Martine Aubry. Martine Aubry a été une figure des rénovateurs du PS mais elle semble vouloir développer sa structure au niveau national et travailler sa propre stature. Pour autant, Martine Aubry bénéficie d'une bonne image dans les milieux rocardiens. Et plusieurs d'entre eux la soutiennent. Au lancement de son mouvement, par le biais d'une conférence de presse, Martine Aubry était entourée de Catherine Trautmann, Michel Destot et Jean-Pierre Sueur²¹²⁶. Le conseil politique d'Agir comporte d'ailleurs des figures importantes du courant rocardien comme Claude Evin et Alain Bergounioux²¹²⁷. Outre sa bonne image, elle dispose de nombreux atouts qui font d'elle une valeur sûre de cette génération montante. Elle est jeune, donc extérieure à toutes les vieilles querelles du PS, c'est une femme, ce qui colle bien avec l'idée de rénover la politique et de sortir de certains anciens schémas... et par ailleurs, c'est la fille de Jacques Delors. Les rocardiens de Convaincre sont conscients de l'attractivité qu'exerce Martine Aubry auprès de la base rocardienne et que l'effacement de Michel Rocard lui laisse un espace important. Mais ils s'interrogent sur la finalité d'Agir²¹²⁸. Est-ce un mouvement tourné vers les idées ou simplement une boutique présidentielle ? Eux refusent d'en faire une nouvelle figure de proue en remplacement de Michel Rocard. Passée cette précision, certains rocardiens soulignent qu'une association avec Agir comporterait bien des avantages en termes d'efficacité. Alors que Convaincre est avant tout une structure d'idées, Agir

2124 CHAPUIS Robert, « Le temps de la rénovation », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°96, juin 1995 », *MichelRocard.org*

2125 « En marche vers la refondation ? », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°97, juin 1995 », *MichelRocard.org*

2126 « Appel pour Agir », lettre non datée de Pascal Terrasse, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 115, Relations de Convaincre avec d'autres Clubs, 1994-1998*, Fondation Jean-Jaurès

2127 PERRIGNON Judith, « Aubry, une socialiste à son compte », *Libération*, 1^{er} mars 1996

2128 « Relevé de conclusions de la réunion du Collectif national du 16 mai 1995 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 109, Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

bénéficie d'une bonne dynamique sur le terrain, même si dans de nombreux secteurs, les militants de terrain membres d'Agir sont également membres de Convaincre.

Patrick Viveret prône, et ce point de vue est largement partagé, de ne pas prendre le risque de nourrir une guerre de chefs. D'une part, Lionel Jospin ne veut pas perdre tout le capital politique qu'il a construit par sa candidature à la présidentielle. *Libération* parle malgré sa défaite d'une « gauche requinquée » : « *Lionel Jospin sort la gauche socialiste des abîmes et apparaît comme le leader d'une opposition sur la voie de la rénovation* »²¹²⁹. D'autre part, Martine Aubry apparaît comme potentiellement désireuse de voir la nouvelle génération socialiste prendre les devants, elle la première. Aussi, Convaincre doit privilégier son projet de rénovation sociale et conserver ses bonnes relations avec tous les acteurs qui comptent dans le jeu politique. Deux perspectives d'évolution sont donc dans la balance²¹³⁰ :

- Faire de Convaincre un club complètement indépendant, y compris des autres clubs, des autres mouvements.

- Une refondation de Convaincre en liaison avec plusieurs mouvements citoyens afin d'organiser une mouvance réformatrice autour d'un corpus de propositions. C'est l'hypothèse qui séduit le plus car elle préserve l'identité de Convaincre tout en participant à la rénovation de la gauche. Car beaucoup de membres de Convaincre ne veulent pas adhérer au Parti socialiste et se méfient des partis politiques. Les clubs offrent un format plus ouvert et plus efficace pour rénover la gauche. Aussi, l'idée qui rencontre le plus d'enthousiasme, bien qu'il reste à en déterminer les modalités, c'est la construction d'une fédération des mouvements clubistes.

Il y a donc du travail. Mais les rocardiens sont optimistes. Ils se félicitent de constater que leurs réseaux ont survécu, malgré les turbulences, aux déboires de Michel Rocard, ce qui n'est pas le cas pour d'autres clubs. Pour eux, c'est la preuve que leurs idées sont véritablement ancrées, et pas seulement un effet de mode lié à la popularité de Michel Rocard. Ces idées, ce travail sont des solides bases à faire fructifier.

2129 *Libération*, 8 mai 1995

2130 « Canevas de discussions pour les ateliers de la journée des présidents des Clubs Convaincre », note datée du 29 juin 1995, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, *Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2) Un réveil mouvementé

Pour certains, le réveil doit passer par une intervention plus concrète dans le jeu politique à travers une participation aux élections sous leur propre étiquette, indépendamment des partis classiques. Lionel Jospin devient en juin 1995 président d'une commission chargée de réfléchir à la rénovation du PS. Les rocardiens manifestent leur soutien à cette démarche par la participation interne à ces travaux pour ceux qui sont membres du parti et par un soutien extérieur de la part de ceux qui ne le sont pas, dans la perspective de ce rapprochement des forces réformatrices. Le 19 septembre 1995, le Collectif national tire le bilan de toutes les rencontres entreprises durant l'été²¹³¹. Il est décidé que Convaincre ne veut plus se lier à un destin présidentiel ni à un courant politique. Le mouvement entend rester un lieu de rencontres, d'échanges et de débats.

Cela implique de conserver une autonomie par rapport à Agir. Si Convaincre entend travailler avec le club de Martine Aubry, il le soupçonne d'être ce que lui même fut aux commencements, soit une écurie présidentielle liée au destin national d'une personnalité. Enfin, une commission composée de François Soulage, Jean-Paul Foncel, Christine Afriat, Paul Raveaud, Jacques Henrard et José Garcia est chargée de préparer des propositions politiques et statutaires qui serviront de base à l'Assemblée générale convoquée les 13 et 14 janvier 1996. Cet événement doit être le point de départ du renouveau de Convaincre dans la vie politique, avec notamment le renouvellement du Collectif national, qui doit être plus ouvert aux représentants des clubs. Le 11 octobre, une délégation conduite par Robert Chapuis rencontre la direction d'Agir et acte une association respectant la singularité de chacun.

Mais la fin de l'année 1995 est marquée pour les rocardiens d'un retour aux sources, un réveil de leur tendance qui jette le trouble sur l'équilibre interne du PS. Alors que le parti dépose une motion de censure contre le gouvernement Juppé suite à l'annonce du plan Juppé sur les retraites et la Sécurité sociale, une frange du courant, par la voix de Claude Evin, apporte son soutien au Premier ministre²¹³². Une prise de position qui lui attire une réprimande de Lionel Jospin. Début décembre, Michel Rocard fait son grand retour en réunissant plusieurs de ses fidèles. Tandis que certains rocardiens comme Manuel Valls avait plaidé pour l'auto-dissolution du courant, Michel Rocard demande à ce que les anciens réseaux rocardiens perdurent afin de « *préserver un lieu de pensée* », « *intervenir dans le débat, faire pression* »²¹³³. Durant ces retrouvailles, les rocardiens

2131 « Conclusion de la réunion du Collectif national du 19 septembre 1995 », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, *Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2132 FRESSOZ Françoise, « Le Parti socialiste durcit le ton contre Alain Juppé mais reste divisé », *Les Échos*, 1^{er} décembre 1995

2133 PERRIGNON Judith, « Michel Rocard et l'aile gauche du PS réveillent leurs courants », *Libération*, 4 décembre 1995

retrouvent à la fois leurs airs de jeunesse, en défendant une ligne singulière à gauche contre l'orthodoxie socialiste, et en même temps, dans un communiqué, ils réaffirment leur soutien au premier secrétaire du PS: « *La rénovation mise en œuvre sous la direction de Lionel Jospin doit réussir. Nous la faisons pleinement nôtre* »²¹³⁴.

Ils gardent cependant une certaine liberté de ton : « *Les Français n'attendent pas seulement de nous une opposition ferme, ils veulent tout autant une opposition qui montre ce qui peut et doit être fait.* » Et le final semble annoncer une résurrection de la « rocardie » : le PS « *a besoin du concours actif de toutes les sensibilités qui, aujourd'hui comme hier, font le socialisme français, et qui aujourd'hui plus qu'hier veulent travailler ensemble* »²¹³⁵. Parmi les signataires, Catherine Trautmann, Jean-Pierre Sueur, Claude Evin, Alain Bergounioux, Michel Sapin, ancien ministre des Finances, et Alain Richard. Certains en revanche sont remarqués par leur absence, comme Manuel Valls qui dénonce « *une faute stratégique [...] Rocard va apparaître comme celui qui reconstitue son courant* »²¹³⁶.

Le réveil du courant rocardien est ainsi difficile, malgré plusieurs pistes et le retour de Michel Rocard. Pourtant, plusieurs parmi les fidèles de Michel Rocard entendent tourner la page, prenant le contre-pied de la volonté de leur chef de file. Ils créent le « concept de la double autonomie »²¹³⁷. C'est-à-dire que les prises de position de Michel Rocard ne concerneront plus ses soutiens. Et réciproquement. Ils se lancent même dans une réflexion pour trouver une autre appellation que celle de rocardiens.

3) Les défis de Convaincre

Dans cette configuration, Convaincre se positionne comme un partenaire, et non comme un satellite ou une composante, du PS. Ce dernier est un morceau du puzzle, pas son nexus. Convaincre estime avoir un rôle majeur à jouer, être une sorte de passerelle entre tous ces mouvements. Le mouvement entend proposer des débats, des rencontres pour ouvrir l'entreprise de rénovation au-delà des forces traditionnelles.

Telle est la conviction de Robert Chapuis. La gauche a besoin des partis, mais la rénovation de la gauche sera vaine si l'on confond les intérêts d'un parti avec l'avenir de la gauche. Robert Chapuis appelle les partis de gauche à ne pas chercher à être la seule incarnation de la gauche. Ils doivent s'ouvrir à l'action des acteurs sociaux et autres militants qui restent en dehors des partis.

2134 Ibid

2135 Ibid

2136 Ibid

2137 MAZIERES Bernard, « Divorce en Rocardie », *L'Express*, 4 janvier 1996

Les acteurs de terrain ne sont pas des concurrents des partis, ils permettent l'enrichissement d'un projet social utilisables par les partis. De la même manière, les partis doivent s'ouvrir aux autres formes d'organisations politiques, qui ont tout leur rôle dans l'entreprise de rénovation de la gauche. Les Clubs en font partie. Ils ne sont pas des concurrents du PS, ils ne sont pas des vassaux. Ils sont des alliés dont la richesse est un atout pour la gauche. Car Convaincre n'est pas un parti. Sa base reste essentiellement composée de membres du PS, qui soutiennent pour l'essentiel l'entreprise rénovatrice de Lionel Jospin. Leurs actions de militants dans les fédérations se combinent à celles de ceux qui ne sont pas engagés dans le parti et qui ont une autre organisation, d'autres ambitions. Sur le plan local, les clubs Convaincre se voient notamment comme un lieu de formation de la conscience politique, un espace de proposition en lien avec les acteurs sociaux sur le terrain.

Ainsi, Convaincre entend se faire une place dans le jeu des structures de la gauche. Estimant que les partis traditionnels ne suffiront pas à régénérer la gauche de gouvernement, Robert Chapuis et les rocardiens clubistes pensent pouvoir devenir la matière grise d'une gauche renouvelée et plus connectée au pays réel.

4) Un rassemblement salutaire

Le cap pour les prochains mois est donc plus clair dans l'esprit des rocardiens. L'Assemblée générale est convoquée en février 1996 dans un lieu hautement symbolique : à Conflans-Sainte-Honorine, en présence de Jean-Paul Huchon et de Michel Rocard²¹³⁸. Il y est adoptée une charte nationale²¹³⁹. Convaincre entend certes rester un mouvement d'idée mais veut en outre mener une action sur deux « *principes d'action forts : transformation sociale et transformation des rapports au pouvoir* »²¹⁴⁰. Une nouvelle association est fondée pour coordonner et optimiser leur action, indépendamment de toute autre structure : l'Union des clubs Convaincre et associés (UCCA). Car s'étaient constitués en province une multitude de petits clubs, de petites structures porteuses des idées de la deuxième gauche mais indépendants de Convaincre. L'objectif est donc de tous les fédérer pour éviter l'éparpillement, et peser davantage dans le rapport de forces interne à la gauche. Un Collectif national sert de conseil d'administration. Les membres sont de deux catégories. Ceux qui sont désignés à l'échelle régionale et validés par l'Assemblée Générale. Une deuxième catégorie représente les réseaux et d'autre part des personnalités de premier plan impliquées depuis

2138 Communiqué de presse de José Garcia non daté, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, *Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2139 Voir Annexe 17, CHARTE NATIONALE DE LA FÉDÉRATION DES CLUBS dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°103. Février 1996 »

2140 « Pour une solidarité active », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°101, novembre 1995 », *MichelRocard.org*

longtemps dans les Clubs. Robert Chapuis en devient le président, appuyé par un collectif représentatif²¹⁴¹ de toute cette pluralité, et par José Garcia, secrétaire général.

En sa qualité de président, Robert Chapuis présente les conclusions de cette Assemblée Générale²¹⁴². Il réaffirme l'ambition de Convaincre de contribuer à l'émergence d'un nouveau mouvement et s'affirmer comme un acteur reconnu de la rénovation de la gauche. Pour ce faire, il entend fonder une nouvelle identification de Convaincre autour de trois thèmes majeurs. L'Europe, car elle est considérée comme le cadre de demain, le travail, facteur d'identité et d'intégration sociale, et la solidarité. Sur ces questions, et toutes les autres qui seront abordées, Convaincre souhaite continuer à organiser des réunions et des échanges avec d'autres clubs, des rencontres à l'échelle régionale ou nationale pour entretenir le réseau des acteurs de la rénovation de la gauche. Comme dernier moyen pour s'affirmer davantage et être mieux reconnu, Convaincre veut améliorer la communication de ses activités et de ses réflexions. Il s'agit de mieux faire connaître tout ce qui a été réalisé jusqu'à présent (comme les quatre brochures) et d'améliorer la lettre mensuelle, ce qui pose la question problématique des moyens financiers. Problématique, car Convaincre ne dispose pas de beaucoup de moyens pour faire entrer de l'argent. L'essentiel de la trésorerie est fondé sur les dons de particuliers²¹⁴³. En avril 1996, la lettre Convaincre ne compte que 672 abonnés²¹⁴⁴. C'est pour cela que le trésorier de l'UCCA, Jean-Paul Foncel fait adopter par le conseil d'administration une grille de contribution des clubs proportionnelle au nombre d'adhérents. Cette cotisation va de 500 francs pour les clubs de moins de 25 adhérents à 3000 francs pour les clubs de plus de 100 adhérents²¹⁴⁵.

En mars 1996, une partie du courant rocardien se réorganise et prend un nom nouveau : ARES (Action pour le renouveau socialiste). Claude Evin en est le président, Catherine Trautmann la vice-présidente, Alain Bergounioux, par ailleurs secrétaire national du PS à la formation, le secrétaire général, Catherine Le Galiot la secrétaire générale adjointe et Yves Colmou le trésorier. Un communiqué de presse détaille ses fondements²¹⁴⁶ : « Avec l'élection présidentielle de 1995, puis la disparition de François Mitterrand, une page décisive de l'histoire du socialisme français est tournée. A sa suite, d'autres pages sont maintenant à écrire. Les clivages qui hier ont animé et

2141 Voir Annexe 17, CHARTE NATIONALE DE LA FÉDÉRATION DES CLUBS dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°103, février 1996 »

2142 CHAPUIS Robert, « Conclusion de l'Assemblée Générale », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°103, février 1996 », *MichelRocard.org*

2143 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

2144 « Abonnés au 24 avril 1996 », Fonds Robert Chapuis, *103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992*, Fondation Jean-Jaurès

2145 « Aux trésoriers des Clubs Convaincre », lettre de Jean-Paul Foncel datée du 12 mars 1996, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 109, Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

2146 Lettre de Pascal Guyon, datée du 28 juin 1996, Fonds Robert Chapuis, *103 APO 109, Convaincre, collectif national, 1994-1996*, Fondation Jean-Jaurès

trop souvent divisé le Parti socialiste n'ont plus aujourd'hui de réelle pertinence. Si de nouveaux débats sont à naître, ils doivent porter sur les enjeux de l'avenir et ne plus opposer des équipes ou des réseaux rivaux par principe. Dans cet esprit, la plupart de celles et de ceux qui se sont reconnus dans les idées de Michel Rocard ont décidé d'agir dans un cadre rénové et ouvert qu'ils situent résolument au sein du Parti socialiste. Le travail de rénovation qu'a entrepris notre Parti, sous l'autorité de Lionel Jospin, est maintenant engagé. Nous le soutenons avec conviction. Pour mieux participer à ce nouvel élan et pour aider à un travail de recherche et de réflexion sur les idées et les pratiques politiques nous avons décidé de créer l'ARES qui travaillera avec d'autres pour contribuer à forger le projet cohérent, réaliste et volontaire, dont les socialistes et la France ont besoin ». La fracture au sein de la « rocardie » est visible. ARES fait donc de l'appartenance au PS un critère majeur, ce qui le différencie de Convaincre, et qui le rapproche davantage de Michel Rocard qui n'a pas rompu avec le parti. Un nouveau rocardisme interne au PS, mais sans Michel Rocard. Déjà, à la fin août 1995, un rocardien du premier cercle admettait en coulisses que « *le plus gros obstacle à ce que les rocardiens jouent un rôle au sein du parti s'appelle Michel Rocard* »²¹⁴⁷. Lionel Jospin a encouragé la fondation de ce courant, et les autorise à faire entendre leur voix dans les fédérations et au sein du parti. De cette manière, Michel Sapin, Catherine Trautmann et Alain Bergougnieux préparent une contribution en vue de la prochaine convention du PS, sur la démocratie, qui se tiendra à la fin de juin²¹⁴⁸.

Pour des personnalités qui ont fondé leur engagement politique autour d'un chef charismatique, en la personne de Michel Rocard, c'est un tournant majeur. On peut ainsi constater la fin de ce bloc pluriel mais soudé qu'était le clan rocardien. Tandis qu'ARES entend défendre les valeurs rocardiennes au sein du PS, et donc au sein du jeu politique classique, d'autres font le choix de rester en dehors, préférant tout refonder par les idées, ce qui pose la question épineuse de ce qui prime entre incarnation et philosophie des idées.

2147 « Express politique », *L'Express*, 31 août 1995

2148 « Pages rouges- Politique », *L'Express*, 9 mai 1996

C) Le rapport de force : peser face au Parti

1) Une organisation pour penser l'avenir

Les 6 et 7 juillet 1996, les Clubs Convaincre organisent à Lyon une Assemblée générale pour tirer un bilan de leur nouvelle organisation et « *synthétiser les propositions de l'Union des Clubs Convaincre sur les 4 ou 5 grands sujets de préoccupation des Français* »²¹⁴⁹. Un groupe de travail sur les thèmes transversaux composé d'une douzaine de personnes et piloté par Christine Afriat fut chargé d'en enrichir la réflexion²¹⁵⁰. L'enjeu est important car le calendrier électoral approche, avec la perspective prochaine des élections législatives de 1998. Pour les rocardiens des clubs, c'est un sujet de préoccupations, car ils observent la domination de la parole politique émanant des partis, avec l'appui de la couverture médiatique²¹⁵¹. Or, la campagne électorale risque de replacer au centre du jeu les partis politiques au détriment des autres acteurs politiques et citoyens. Par ailleurs, elle risque d'éclipser l'enjeu de rénovation de la gauche et de réforme de la société, car les états-majors seront focalisés sur la préparation de leur stratégie électorale, en dépit du décalage entre ces considérations stratégiques et les réalités locales²¹⁵². Pour parer à cela, les rocardiens de Convaincre veulent lancer une initiative fortement médiatisée pour s'affirmer. Indépendamment de toute structure, de toute chapelle, de tout courant, Convaincre doit trouver sa place dans l'échiquier politique de façon durable avant 1998 et avoir une action constante pour la séquence post-électorale. Il s'agit d'acquérir une notoriété nationale et locale qui fera de Convaincre « *un outil essentiel pour la diffusion et la mise en exergue d'une pensée qui s'inspire de la démarche politique de Pierre Mendès France et de Michel Rocard* »²¹⁵³.

La première étape du bilan, à savoir déterminer la réussite ou non de la restructuration de Convaincre est plutôt mitigée. Les Clubs n'ont pas eu trop de difficultés à surmonter le départ de Michel Rocard de la vie politique nationale et à se tourner vers l'avenir. Mais plusieurs animateurs trouvent que la rénovation des Clubs n'a pas eu l'effet escompté en matière de mobilisation. En dépit d'une volonté d'affirmation plus marquée, il semble que certains clubs peinent à attirer de nouveaux membres et à mobiliser leur socle de sympathisants. Il ne s'érode pas, mais ne s'élargit pas et ne s'active pas autant que les animateurs le voudraient.

2149 « Aux animateurs des Clubs Convaincre », lettre de José Garcia datée du 11 avril 1996, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, Convaincre, collectif national, 1994-1996, Fondation Jean-Jaurès

2150 « Compte-rendu du Conseil d'administration du 9 avril 1996 », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, Convaincre, collectif national, 1994-1996, Fondation Jean-Jaurès

2151 Ibid

2152 Ibid

2153 « Pourquoi un plan de communication », dossier non daté, Fonds Robert Chapuis, 103 APO 109, Convaincre, collectif national, 1994-1996, Fondation Jean-Jaurès

Puis se pose la question des « enjeux politiques des années à venir et sur la capacité de les tenir »²¹⁵⁴. Convaincre se pose la question de l'équilibre des forces de gauche. Le devenir de Convaincre dépend de la situation elle-même des partis politiques. Est-ce que les partis ont compris le besoin de se réinventer, de sortir du carcan parisien pour s'intéresser aux enjeux majeurs contemporains, occupant *de facto* l'espace potentiel de d'autres structures plus citoyennes ? Ou bien n'ont-ils pas changé de logiciel et restent plus focalisés sur leur envie de conquérir le pouvoir, négligeant la nécessaire réforme de la société ? Quelle peut donc être la place de Convaincre au cours des prochains mois ?

Le débat est animé, certains animateurs plaidant, en s'appuyant sur ce qu'il se passe dans leurs territoires respectifs, que le PS a évolué positivement et qu'il serait bénéfique de retourner pleinement dans l'orbite du parti. Car les rocardiens loyalistes, ceux qui demeurent attachés à la place prépondérante du parti, s'activent en son sein. Ainsi, Jean-Pierre Sueur pousse Martine Aubry à intensifier son rapprochement avec les rocardiens de l'ARES avec la possible perspective de signer un texte commun lors de la prochaine convention, voir même, de se compter au moment du vote final²¹⁵⁵. Mais d'autres ne croient pas en la sincérité de l'évolution de l'appareil socialiste et estiment qu'il n'est pas capable de répondre aux attentes des citoyens sur de nombreux sujets. C'est là qu'il y aurait une opportunité pour Convaincre, qui pourrait s'emparer de thèmes négligés par le PS. Mais pour se faire, Convaincre doit être identifié et identifiable.

Sur ce point, certains pointent que la notion de deuxième gauche n'est guère porteuse, car c'est un concept flou et daté, qui n'évoque pas grand-chose pour une grande partie de la population, notamment les plus jeunes citoyens, qui n'ont pas connu, ou ne se souviennent pas des luttes homériques entre Michel Rocard et François Mitterrand au sein du parti. L'un des enjeux pour Convaincre est donc de préserver l'héritage rocardien tout en l'adaptant à l'époque. Robert Chapuis estime que Convaincre a toujours sa place et une vraie utilité à apporter à la gauche. Il est persuadé que les partis politiques sont toujours handicapés par des contraintes électoralistes et par le souci d'intéresser les médias. La gauche ne peut pas se résumer à cela, à des débats internes au PS sur l'élaboration d'un programme de conquête du pouvoir. Elle a besoin de pluralité, d'acteurs différents qui n'ont pas tous le même calendrier et les mêmes préoccupations, d'acteurs qui ne pensent pas continuellement à plaire aux électeurs ou aux médias.

Aussi, Robert Chapuis semble se résoudre à renoncer à la notoriété et à la participation aux élections (qui, il faut s'en souvenir, était une revendication de certains membres) pour conserver une pleine liberté, perçue comme la condition de l'efficacité. Bien sûr, un membre de Convaincre

2154 « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°108. Juillet 1996 », *MichelRocard.org*

2155 « Pages rouges - Politique », *L'Express*, 25 juillet 1996

peut militer au PS et se présenter à une élection. Mais s'il le fait, ça ne sera pas sous l'étiquette du club rocardien. Convaincre se veut une « *une instance "critique" (au sens du jugement) de la vie sociale et politique* »²¹⁵⁶ qui entend peser sur les événements... et prendre toute sa place dans la rénovation de la gauche. Et, de façon un peu paradoxale, Robert Chapuis appelle à ne pas se contenter de production intellectuelle, d'échanges et de discussion. Il souhaite la création d'un nouveau militantisme, émancipé du caporalisme des partis, fondé sur la citoyenneté, la vie associative, l'engagement. La rénovation de la gauche passe par les réseaux citoyens et militants actifs, soudés et animés par un corpus intellectuel et moral et des objectifs. Dans le cas des rocardiens, c'est la rénovation sociale et démocratique de la société. Mais il établit le constat que les Clubs ne suffisent pas pour atteindre ces objectifs. Aussi, ils entendent entreprendre les démarches pour dépasser leurs propres frontières et donnent rendez-vous fin 1996 et début 1997 pour faire un nouveau bilan.

Le 21 septembre 1996, Jean-Paul Huchon, qui a lui-même fondé un club, organise à la mairie de Conflans-Sainte-Honorine une rencontre pour célébrer les cinquante ans de vie politique de Michel Rocard. Michel Rocard lui-même est présent, entouré de près de 400 convives²¹⁵⁷. C'est l'occasion pour les rocardiens à la fois de se retrouver autour de ce qui les rassemble, soit l'attachement à la figure de Michel Rocard, les idées que ce dernier a incarnées, le compagnonnage commun, les souvenirs de cette grande épopée... et par la même occasion de constater les différents chemins suivis. Bien que Jean-Paul Huchon déclare que Michel Rocard « *peut espérer avoir encore un rôle politique et que ses amis sont toujours prêts à le suivre* », l'aventure commune semble terminée²¹⁵⁸. La nostalgie n'est pas un ciment suffisamment fédérateur et les fidèles rocardiens ne partagent plus la même appréhension de l'avenir. Claude Evin et Alain Bergounioux assument de vouloir entretenir un passé rocardien, qui serait certes réactualisé, mais fidèle à un héritage. Pour Claude Evin, « *notre histoire, notre culture commune méritait d'être vérifiée. Ce que nous avons construit ensemble se pérennise* », tandis que Alain Bergounioux voit le rocardisme comme une couleur du socialisme qui a vocation à être affirmée pour « *ne pas être une pensée moyenne et grise* »²¹⁵⁹. Il y a ceux, comme Jean-Pierre Sueur, qui agissent pour refonder le rocardisme sous une autre forme, rester fidèle aux valeurs de la deuxième gauche, mais sous un autre étendard que le rocardisme, dans une nouvelle configuration. Et puis, il y a ceux, comme Yves Colmou, l'ancien chef de cabinet de Michel Rocard à Matignon, Jean-Paul Huchon ou Guy Carcassonne qui jugent

2156 CHAPUIS Robert, « Prendre part », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°109, septembre 1996 », *MichelRocard.org*

2157 THENARD Jean-Michel, « Rocard, 50 ans de politique », *Libération*, 21 septembre 1996

2158 Ibid

2159 PERRIGNON Judith, « Orphelins, les rocardiens en autogestion », *Libération*, 30 octobre 1996

que le rocardisme militant, sous toutes ses formes, n'a plus de raison d'être²¹⁶⁰. Chacun suit donc son bout de chemin. Il n'y a pas d'hostilité, pas de rancœur entre les divers morceaux de ce qui fut le courant rocardien. Mais il n'y a plus de cap commun.

C'est à ce moment que l'UCCA établit des contacts avec Échanges et Projets, le club des deloristes présidé par Jean-Baptiste de Foucauld²¹⁶¹. Proches sur le plan idéologique, ils partagent de surcroît la même lecture de la scène politique française avec un fort scepticisme sur le rôle des partis politiques et la même volonté de prendre part au débat politique. Ils veulent surmonter la dispersion des clubs, pour la plupart structurés, comble de l'ironie, comme des fan-clubs autour d'une personnalité, et les faire converger autour d'un travail commun. Convaincre veut aller au-delà de ce qui serait un rassemblement des vestiges de la deuxième gauche et par conséquent par s'ouvrir à des clubs extérieurs à cette tradition. Les deux clubs se mettent d'accord sur deux démarches. Dans un premier temps, la mise en place de groupes thématiques et la prise de contact avec de potentiels partenaires. Dans un second temps, un rassemblement²¹⁶². Dans cette logique, Convaincre et Échanges et Projets préparent une manifestation publique pour juin 1997 afin de présenter une contribution au débat démocratique. Cette manifestation serait fondée sur cinq axes qu'ils estiment mal représentés dans les programmes électoraux des partis :

- De la croissance au développement
- Acteurs et formes nouvelles de participation politique
- Europe et mondialisation réussie
- Les instruments de la régulation et de la redistribution

Cette manifestation serait également l'occasion de rassembler tous les mouvements et clubs qui souhaitent participer à l'action commune et préparer le rassemblement des forces désireuses d'agir pour une transformation sociale et peser concrètement dans le débat politique sans être obnubilés par les joutes électorales. En attendant, l'UCCA donne rendez-vous à ses membres le 1^{er} février 1997 pour une Assemblée Générale qui servira à faire un bilan et à préparer efficacement la suite, notamment en faisant un point précis sur leurs rapports avec les autres clubs et des mouvements (comme la Ligue des Droits de l'Homme, la Ligue de l'Enseignement, des organisations humanitaires et les partis politiques de la gauche). Dès lors, les rocardiens décideront les meilleures formes d'organisation pour poursuivre leur action.

Ils envisagent un processus de fusion, qui servirait de base à l'absorption d'un maximum de partenaires éventuels. L'UCCA se rapproche également de Réunir, le club de Bernard Kouchner, qui

2160 Ibid

2161 Né en 1943, membre du cabinet de Jacques Delors dans le gouvernement Mauroy, il est commissaire au Plan de 1992 à 1995

2162 SOULAGE François, « Le dialogue entre Convaincre et Échange et Projets », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°112, décembre 1996 », *MichelRocard.org*

dispose de locaux 4 place de Valois. Ce lieu devient le cœur de ce travail souterrain pour rassembler les clubs. Le 1^{er} février, l'UCCA et le club deloriste s'installent 4 place de Valois et cohabitent avec quelques autres clubs comme Témoin, de François Hollande et Initiatives, de Jean-Paul Huchon. Chacun dispose de ses propres bureaux mais des séances sont organisées dans des salles de réunions communes²¹⁶³. Ce regroupement acte la naissance d'un collectif politique. L'objectif est de croître; l'idée, d'organiser ce colloque commun ouvert aux individus et à tous les groupes volontaires en vue d'une synthèse qui serait la base d'une nouvelle organisation rassemblant ce que Robert Chapuis appelle « *la diaspora de la deuxième gauche* »²¹⁶⁴.

Le 1^{er} février 1997 est aussi le jour de l'Assemblée générale de l'UCCA. Michel Rocard en personne y participe comme invité d'honneur et prononce un discours sur la « situation et perspectives politiques » où il encourage Convaincre à poursuivre son processus de rapprocher les clubs de gauche. Robert Chapuis, en tant que président, présente un « rapport d'orientation » où il réaffirme la nécessité pour la vie politique et démocratique d'avoir des cercles d'échanges pour construire un projet de transformation politique et sociale car les partis ne sont pas suffisants. Ils sont tenus par les calculs et les compromis politiques, ce qui conduit à une certaine tiédeur. Dans ce cadre, les clubs servent à refixer un cap et à régénérer la pensée de la gauche. Ensuite, car l'action politique n'est pas suffisante, elle doit s'ouvrir et être associée aux démarches des « *militants de l'action sociale d'aujourd'hui, qu'ils soient dans les quartiers, dans les missions locales, dans le développement local, dans la solidarité avec les immigrés ou les exclus, dans l'action humanitaire, dans la création culturelle ou l'innovation technologique, dans le lancement d'activités nouvelles ou de nouvelles formes de service...* »²¹⁶⁵ et les clubs sont les meilleurs lieux de rencontre et de dialogue pour les rapprocher. Car la transformation politique et sociale est, selon Robert Chapuis, une urgence, et implique de se mobiliser sur un ensemble de sujets comme la construction européenne, la décentralisation, la réforme de l'État, les droits sociaux. Voilà ce qui justifie l'existence des clubs. Mais ils doivent, pour être efficaces, ne pas se disperser. Les clubs, de toute nature (fondés sur l'héritage d'un homme politique, rattachés à un courant, à un milieu...) doivent se regrouper pour peser davantage sur le débat politique.

Dans l'optique de préparer le colloque du printemps, Robert Chapuis propose la mise en place d'un comité de pilotage pour organiser les débats et identifier des partenaires, groupes ou personnalités. Le colloque a vocation à soulever des points essentiels dans le débat électoral, mais qui ne seraient pas remis sous le tapis une fois passées les législatives de 1998. Il pourrait aussi être

2163 CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... témoignage sur la deuxième gauche*, op.cit, p.182

2164 Ibid, p.180

2165 CHAPUIS Robert, « Rapport d'orientation », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°113, janvier 1997 », *MichelRocard.org*

le point de départ d'une nouvelle organisation et faire du comité de pilotage un groupe permanent de coordination des clubs qui doit voir au-delà de 1998 et de son dénouement pour constituer un pôle politique suffisamment fort pour que la ligne portée par les clubs puisse influencer durablement la gauche. Ledit comité de pilotage se réunit le 5 mars 1997. Parmi les clubs représentés figurent Convaincre, Clithène, Démocraties, Échanges et Projets, Initiatives, Réunir ou encore Témoin. Ils actent la création d'une association de moyens, appelée « Recherches Communes » dans le but de bien préparer de façon collective le colloque²¹⁶⁶. Le colloque, appelé « Dessine-moi demain » sur proposition de Bernard Kouchner, est planifié pour les 7 et 8 juin 1997, dans l'amphithéâtre Richelieu à la Sorbonne. Des groupes de travail et des commissions regroupant des membres des divers clubs préparent les interventions qui structureront le colloque.

Le bureau de l'UCCA est également remanié²¹⁶⁷. Robert Chapuis est reconduit à la présidence du mouvement. Il est assisté par trois vice-présidents, Roger Bambuck, José Garcia et François Soulage. Jean-Paul Foncel est trésorier, Jean Henny, secrétaire général. Un bureau est composé de cinq membres, chacun avec une affectation spécifique : Marie Bidaud (communication), Roger Godino (relations avec les autres clubs), Pascal Marry (organisation), Chantal Roussy (relations avec la province) et Patrice Simounet (région parisienne). Deux membres du conseil d'administration en sont aussi membres, disposant chacun d'une responsabilité. Christine Afriat (domaine des études), Jacques Verrier (secteur de l'Europe). Enfin, Seydou Gueye est le permanent du Club.

De leur côté, des rocardiens du PS planifient l'organisation d'un colloque à Paris les 26 et 27 avril intitulé « Le modèle social contre la tentation américaine ». Un colloque dont la conclusion serait prononcée par Catherine Trautmann. La maire de Strasbourg est en effet poussée par une partie des rocardiens pour s'affirmer comme la nouvelle égérie de leur ligne politique²¹⁶⁸. Elle s'est en effet forgée une aura nationale au sein de la gauche en ayant organisé à la fin mars une manifestation contre le FN à l'occasion de la tenue dans la ville du dixième congrès du parti de Jean-Marie Le Pen. Un évènement qui rassemble entre 50 000 et 80 000 manifestants contre l'extrême-droite. Mais un évènement imprévu rebat les cartes.

2166 « Colloque des clubs. Comité de pilotage du 5 mars 1997 compte rendu », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 116, « Recherches Communes », 1996-1997, Fondation Jean-Jaurès

2167 « Bureau de l'UCCA », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°115, mars 1997 », *MichelRocard.org*

2168 « Pages rouges - Politique », *L'Express*, 17 avril 1997

2) Recomposition, dissolution, nouvelle donne : l'impossible aboutissement

Le 21 avril, Jacques Chirac prononce la dissolution de l'Assemblée nationale. Paradoxalement, cette décision n'est pas motivée par un dessein contre la gauche, mais plutôt contre sa propre majorité, remuante²¹⁶⁹. La droite ne s'est jamais complètement remise de la guerre fratricide entre Jacques Chirac et Édouard Balladur. L'Assemblée nationale, élue en 1993, porte encore les stigmates de cette lutte sans merci où les députés furent forcés de choisir leur camp. Depuis la victoire de Jacques Chirac, les partisans d'Édouard Balladur, qui n'a pas renoncé à exercer une influence dans la vie politique, sont mis de côté. Le cas plus emblématique est celui de Nicolas Sarkozy. Auparavant figurant parmi les plus brillants espoirs de la nouvelle génération, il ressort de cette présidentielle comme un paria²¹⁷⁰. Jacques Chirac a composé un gouvernement de premier tour où ses plus fidèles occupent les postes clefs, mené par son plus proche lieutenant Alain Juppé. Or, la figure du Premier ministre est elle-même source de tension. Alors que Jacques Chirac s'est fait élire en partie sur la promesse de lutter contre la « fracture sociale »²¹⁷¹, le gouvernement mène une politique de rigueur budgétaire, provoquant des mouvements de contestation sociale sans précédent.

Face à la tempête, la majorité est tout sauf soudée. Les balladuriens ont des airs de frondeurs, et le premier d'entre eux, Nicolas Sarkozy, ostracisé par le clan Chirac, ne cache même pas ses ambitions. Jacques Chirac doit faire face en outre aux coups de menton du tempétueux président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin. Selon certains, Philippe Séguin, dont la rivalité avec Alain Juppé est de notoriété publique, aurait convoité Matignon. D'aucuns pensent que cela n'aurait été qu'une juste rétribution. Après tout, la ligne gaulliste sociale de la campagne de Jacques Chirac portait plus la marque de Séguin que celle d'Alain Juppé, plus orléaniste²¹⁷²... Mais Jacques Chirac ne voulait pas composer avec une personnalité aussi orageuse, capable de colères réputées homériques. Refusant de sacrifier Alain Juppé, Jacques Chirac opte donc pour la dissolution de l'Assemblée nationale afin d'obtenir une majorité bien à lui, soudée derrière son gouvernement, de redonner un souffle à Alain Juppé et à sa politique, et enfin, de briser une fois pour toute les prétentions de ses rivaux.

Le projet de colloque des rocardiens est annulé, car plusieurs des personnalités devant intervenir, à l'image de Catherine Trautmann et Michel Sapin, doivent mener bataille dans leurs

2169 DEBRE Jean-Louis, *Tu le raconteras plus tard*, Paris, Robert Laffont, 311 p.

2170 « Chirac le vieux lion », documentaire de ROTMAN Patrick, 2007

2171 CHIRAC Jacques, *La France pour tous*, NiL Éditions, 1995, 136 p.

2172 TEYSSIER Arnaud, *Philippe Séguin. Le remords de la droite*, Perrin, 2017, 350 p.

circonscriptions. Et pour les clubs, ce rebondissement tombe au plus mauvais moment. Les partis redeviennent subitement le centre d'attention médiatique et effectif de la vie politique, éclipsant les clubs qui ne sont pas pensés comme des machines électorales. Avec un scrutin prévu pour fin mai, début juin, la campagne s'annonce extrêmement courte. Sa dimension soudaine et imprévue renforce la frénésie politico-médiatique. Il n'y a de la place que pour les appareils politiques et leurs campagnes. Robert Chapuis accuse Jacques Chirac d'avoir « *dissous le débat politique qui aurait dû permettre d'éclairer les citoyens et de guider leurs choix* »²¹⁷³. Les clubs tentent de prendre part à la campagne par un texte cosigné par une dizaine de clubs, avec comme titre « *Quand on a pas d'idées, on fait des élections* »²¹⁷⁴. Pour autant, selon Robert Chapuis, malgré plusieurs sollicitations auprès de divers journaux, le texte n'est pas publié²¹⁷⁵. Les clubs n'ont pas d'autre choix que de modifier leur calendrier. Jusqu'à la rentrée politique de septembre, toute l'actualité est vouée à tourner autour des conséquences des élections : nomination du nouveau gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, premiers pas dudit gouvernement... autrement dit, tout autre actualité politique serait condamnée à passer à la trappe. Le colloque est donc repoussé aux 4 et 5 octobre 1997²¹⁷⁶. Une journée de travail est néanmoins planifiée le 8 juin pour « *éviter une démobilisation* » et préparer les travaux²¹⁷⁷.

Les rocardiens y voient l'occasion de rebondir grâce à ce délai supplémentaire. Pas question pour eux que leur avenir soit axé sur les élections législatives. Dans les deux scénarios possibles, ils entendent jouer un rôle. Si la gauche venait à retrouver le chemin du pouvoir, alors Convaincre et les autres clubs devront s'employer à servir de référence intellectuelle et philosophique afin que ce ne soit pas un mandat pour rien qui reproduirait les mêmes erreurs que du temps de François Mitterrand. Et si la droite sauve sa majorité, alors il ne faudra pas que la gauche se contente de rêver de prendre sa revanche en 2002, mais qu'elle se renouvelle et qu'elle aille sur le terrain pour « *faire vivre de nouvelles formes d'action politique pour mettre en œuvre la transformation sociale qui répondra à nos valeurs et donnera sens aux engagements que nous tentons d'esquisser en cette année* »²¹⁷⁸. Une réunion est prévue le 28 juin pour réunir tous ceux qui préparent le colloque, faire

2173 CHAPUIS Robert, « Un débat tronqué », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°116, avril 1997 », *MichelRocard.org*

2174 CHAPUIS Robert, « Rapport d'activité 1997 », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°120, novembre 1997 », *MichelRocard.org*

2175 CHAPUIS Robert, « Faisons le point », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°118, septembre 1997 », *MichelRocard.org*

2176 « Compte-rendu du Comité de pilotage du 23 avril 1997 », Fonds Robert Chapuis, 103 APO 116, « *Recherches Communes* », 1996-1997, Fondation Jean-Jaurès

2177 Ibid

2178 Ibid

le point sur les travaux en cours et peaufiner leur stratégie en fonction du nouveau visage de l'échiquier politique²¹⁷⁹.

Le 1^{er} juin, la gauche dite « plurielle »²¹⁸⁰, soit l'alliance des partis de gauche (PS, PCF, Verts, Mouvement des Citoyens...) devance la majorité sortante et obtient 312 sièges, lui permettant de retrouver le chemin du pouvoir dans le cadre d'une nouvelle cohabitation, menée par Lionel Jospin, nommé Premier ministre par Jacques Chirac. Michel Rocard demande à Lionel Jospin d'intégrer son gouvernement en tant que ministre des Affaires étrangères, ce que le nouveau Premier ministre refuse²¹⁸¹. Mais si lui n'entre pas, plusieurs rocardiens intègrent le gouvernement comme Alain Richard, nommé ministre de la Défense, Louis Le Pensec, à l'Agriculture et la Pêche, Louis Besson comme secrétaire d'État au Logement, Charles Josselin, comme ministre délégué à la Coopération et la Francophonie et Catherine Trautmann. La maire de Strasbourg, qui a conquis la 1^{ère} circonscription du Bas-Rhin est nommée ministre de la Culture et de la Communication, porte-parole du gouvernement de surcroît. D'autres figures du pôle rénovateur sont présentes à des postes clefs : Martine Aubry, comme numéro 2 du gouvernement et ministre de l'Emploi, Élisabeth Guigou comme Garde des Sceaux ou encore Dominique Strauss-Kahn à l'Économie. Une coloration qui déplaît beaucoup à l'aile gauche du parti. Les fabusiens se plaignent d'être trop faiblement représentés au sein du gouvernement, avec un seul secrétaire d'État, Christian Pierret, et jugent cette équipe beaucoup trop « deuxième gauche ».

Pourtant, certains proches de Michel Rocard ne profitent pas de la dynamique de la gauche. Par exemple, Jean-Paul Huchon échoue à reconquérir l'ancienne circonscription de Michel Rocard, la 7^{ème}, malgré le soutien apporté par Michel Rocard et les têtes d'affiche du pôle rénovateur, comme Dominique Strauss-Kahn, Lionel Jospin. Opposé au député sortant Pierre Cardo, il est devancé par ce dernier au premier tour (32,58 % contre 28,45%) puis au second (52,46 % contre 47,44%). Bernard Poignant échoue à reconquérir la 1^{ère} circonscription du Finistère face au RPR André Angot qui l'avait défait en 1993 et Jean-Pierre Sueur échoue à reprendre la 1^{ère} circonscription du Loiret à l'UDF Antoine Carré. Et dans la deuxième circonscription du Bas-Rhin, Jean-Claude Petitdemange échoue face au député sortant Marc Reymann. D'autres s'en sortent mieux : Tony Dreyfus, maire du X^{ème} arrondissement de Paris depuis 1995, s'empare de la 5^{ème} circonscription de Paris, Catherine Tasca, de la 11^{ème} des Yvelines, Gérard Fuchs, de la 10^{ème} circonscription de la Seine-Maritime, Gérard Lindeperg, de la 1^{ère} circonscription de la Loire, Pierre Brana reconquiert la 5^{ème} circonscription de Gironde, François Patriat, la cinquième de la

2179 SOULAGE François, « Dessine-moi demain, le colloque des clubs », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°116, avril 1997 », *MichelRocard.org*

2180 AMAR Cécile, CHEMIN Ariane, *Jospin et Cie. Histoire de la gauche plurielle 1993-2002*, op.cit, p.68

2181 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.342

Côte-d'Or et Claude Evin, la huitième de la Loire-Atlantique. En tout et pour tout, bien qu'il soit difficile de tenir des comptes, sur 250 députés socialistes (dont apparentés), la cheffe de file du pôle rénovateur, Martine Aubry, peut s'appuyer sur une dizaine de députés fidèles, contre une cinquantaine pour les fabusiens et une centaine d'authentiques jospinistes²¹⁸². Alain Richard, qui se revendique comme le « numéro 1 protocolaire des rocardiens » en raison de ses fonctions ministérielles, continue de son côté à réunir les députés rocardiens, qu'il estime à environ quarante²¹⁸³. Mais les rocardiens sont en position de faiblesse face aux fabusiens au sein du groupe socialiste, où la logique des courants demeure très puissante. Soutenu par le président du groupe Jean-Marc Ayrault, Claude Evin échoue à être élu rapporteur du budget, battu d'une voix par le fabusien Didier Migaud²¹⁸⁴.

Enfin, les rocardiens pullulent dans les cabinets²¹⁸⁵. A Matignon, Lionel Jospin s'entoure d'anciens membres du cabinet Rocard: Jacques Rigaudiat au social, Jean-Maurice Ripert à l'international, Marie Bertin au service de presse. Yves Colmou, nommé directeur du cabinet du ministre des Relations avec le Parlement Daniel Vaillant, serait à l'origine de nombreux recrutements parmi les rocardiens. Évidemment, les rocardiens purs et durs intègrent les cabinets de Louis Le Penec et surtout, de Catherine Trautmann au point que le ministère de la Culture est qualifié dans la presse de « temple de la Rocardie »²¹⁸⁶. On y trouve notamment Frédéric Scanvic et Marc Nicolas comme conseillers spéciaux et Pierre Encrevé, ancien conseiller culturel de Michel Rocard comme chargé de mission. Le courant rocardien, ou du moins son aile active au sein du PS, renoue ainsi avec les responsabilités et l'exercice du pouvoir.

Qu'à cela ne tienne, Convaincre entend prendre sa part dans la future action de la gauche. Les rocardiens « clubistes » soulèvent deux nécessités pour la gauche : élaborer un programme plus audacieux que celui que les partis avaient concocté et que les élus s'ancrent durablement auprès de leurs électeurs. Les idées et le terrain. Ce sont les mots d'ordre de Convaincre qui veut « *approfondir le débat nécessaire à l'élaboration du projet de la gauche* » par le biais notamment de ce colloque²¹⁸⁷. La victoire de la gauche pousse également les clubs à revoir quelque peu le déroulé dudit colloque. Certains prônent un renforcement des relations avec les nouveaux ministres pour retrouver un espace médiatique. Mais la majorité craint que cela édulcore le travail mené depuis

2182 GAUTHIER Nicole, « A l'Assemblée, des groupes recomposés », *Libération*, 4 juin 1997

2183 Entretien avec Alain Richard, 19 avril 2023

2184 VIROT Pascal, « Les fabusiens trustent l'Assemblée nationale. Outre Fabius au perchoir, ils présideront quatre des six commissions », *Libération*, 12 juin 1997

2185 DELANGLADE Sabine, GLIMOIS Nicolas, « Gouvernement : la matière grise du pouvoir rose », *L'Express*, 26 juin 1997

2186 Ibid

2187 CHAPUIS Robert, « Pour une gauche active et responsable », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°117, mai-juin 1997 », *MichelRocard.org*

tout ce temps par le retour à des considérations de personne et de guerres d'égos. Finalement, les représentants de Convaincre proposent, au lieu d'aborder les quatre axes initialement préparés, de limiter les débats à quelques thèmes en rapport avec la feuille de route du gouvernement : Europe et Mondialisation et Modèle de développement. Les deux autres thèmes seront abordés lors de rassemblements planifiés plus tard. Convaincre plaide aussi pour que le retour de la gauche aux affaires entraîne une nouvelle organisation des clubs vers la construction d'un *think tank*, force de propositions et de remarques, pour guider et accompagner le gouvernement²¹⁸⁸, à l'image de la fondation Jean-Jaurès créée en 1992 par Pierre Mauroy²¹⁸⁹.

Cependant, les difficultés ne tardent pas à se multiplier. D'abord cette victoire surprise détourne plusieurs figures du projet de revitaliser la vie politique, et la gauche, par les clubs. En premier lieu, François Hollande qui devient le nouveau premier secrétaire du Parti socialiste en remplacement de Lionel Jospin, nommé Premier ministre, ou encore Martine Aubry, nommée ministre de l'Emploi et de la Solidarité, numéro 2 du gouvernement de surcroît. Grand vainqueur, le PS, désormais pilier de la majorité, redevient le cœur et la tête de la gauche. Et le parti, comme le gouvernement, sont dirigés par un axe réformateur structuré autour du Premier ministre Lionel Jospin, du premier secrétaire François Hollande, des rocardiens de l'ARES et des réseaux de Martine Aubry. En face, l'aile gauche. Ces deux blocs sont les deux camps amenés à se confronter lors du congrès de Brest prévu en novembre 1997. Aussi, la position dominante des rocardiens de parti gêne l'entreprise des rocardiens clubistes. Ces derniers doivent composer avec la montée en puissance de Martine Aubry. Cette dernière a sorti son club Agir de la galaxie des clubs pour en faire un mouvement plus ancré dans la politique active. Un mouvement au service de sa potentielle ambition. Martine Aubry est de plus en plus soutenue par les rocardiens du PS, qui voudraient en faire leur porte-drapeau, et ses réseaux se développent à l'Assemblée nationale. Près de 45 députés se revendiquent comme membres d'Agir²¹⁹⁰. Cela semble illustrer une prophétie de François Mitterrand qui aurait parié que les rocardiens finiraient chez Martine Aubry, bien que Michel Rocard dise ne pas avoir d'attrait pour elle²¹⁹¹.

L'organisation et la structuration du réseau de clubs pose aussi plus de soucis qu'escompté. Le projet des rocardiens d'aller vers un *think tank* ne va pas de soi et se heurte aux réticences de certains groupes. Les rocardiens clubistes avancent alors deux possibilités. La première serait de

2188 SOULAGE François, « Important. Colloque des clubs », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°117, mai-juin 1997 », *MichelRocard.org*

2189 PROVOST Jordane, « Les *think tanks* français entre héritages structurels et mutations du temps présent : histoire d'une identification et d'un développement aux frontières des pouvoirs, des savoirs et de la société civile : (XXe-XXIe siècles) », Thèse de doctorat sous la direction de BOUNEAU Christine, Université Michel de Montaigne, 2022

2190 APATHIE Jean-Michel, LHAÏK Corinne, « Martine Aubry, une femme ambitieuse », *L'Express*, 28 août 1997

2191 ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretiens avec Georges-Marc Benamou*, op.cit, p.342

connecter Convaincre à un regroupement national de clubs soutenu par des personnalités de poids. Ce groupement serait lui-même un « *nouveau club, refondé sur de nouvelles bases, en tenant compte de la nouvelle donne politique, des évolutions sociales et des enjeux européens* »²¹⁹². Ce club serait souple pour permettre à chaque « sensibilité » d'être ménagé, avec une organisation démocratique mais serait fondé sur des références communes. Sans allégeance à un ténor national, ni dans l'entretien de la mémoire d'une figure passée, il serait un producteur d'idées. La seconde piste serait un réseau minimal de clubs, une sorte d'archipel où chacun garde son identité mais reste en contact avec les autres. Ils échangeraient et mèneraient des initiatives communes, comme la publication de travaux.

Au terme du colloque des 4 et 5 octobre 1997, tous les clubs participants affirment néanmoins vouloir aller vers une structuration pour continuer le travail commun. Il reste à en définir les contours et pour cela, un comité de liaison est prévu. Car les divergences demeurent. Certains clubs, comme Initiatives, Échanges et Projets, et bien sûr Convaincre, souhaitent dépasser leur cadre pour former un nouveau mouvement²¹⁹³. Mais ce projet de fusion, réclamé par certains, n'est pas perçu favorablement par tous les clubs. D'autres clubs, comme Démocraties, sont attachés à leur spécificité et ne veulent pas disparaître. Et puis, même au sein des clubs voulant poser les bases d'une nouvelle structure, une telle évolution n'est pas facile à décréter subitement. Les clubs doivent avoir l'aval de leurs adhérents. Et l'organisation de Convaincre soulève aussi quelques points à régler. Le mouvement est structuré comme un ensemble de divers clubs territoriaux, chacun jouissant de sa liberté. Et ils manifestent leur volonté de conserver cette autonomie. Autrement dit, ils ne veulent pas être dissous dans un grand magma national et parisien. Ils ne s'opposent pas à la fondation d'une nouvelle structure nationale, à condition de pouvoir y adhérer comme personne morale, disposant d'une marge de manœuvre souple.

Pendant ce temps, au PS, a lieu le congrès de Brest entre le 21 et le 23 novembre 1997. Comme prévu, la quasi-totalité des anciens courants se regroupent autour de la motion *Réussir ensemble* présentée par François Hollande. Soutenue par Lionel Jospin, Laurent Fabius, Michel Rocard, Dominique Strauss-Kahn et Martine Aubry, elle obtient 84,07 % des suffrages contre 10,21 % pour la motion de la Gauche socialiste (Jean-Luc Mélenchon, Julien Dray et Marie-Noëlle Lienemann) et 5,43 % pour la motion des anciens poperenistes conduite par Marie-Thérèse Mutin. Le 27 novembre, François Hollande est élu à 91,18 % premier secrétaire du PS. Jospinistes,

2192 CHAPUIS Robert, « Faisons le point », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°118, septembre 1997 », *MichelRocard.org*

2193 SOULAGE François, « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°119, octobre 1997 », *MichelRocard.org*

rocardiens et aubrystes constituent l'ossature de sa majorité, avec 27 membres sur les 46 issus de la motion A au bureau national (54 membres)²¹⁹⁴.

L'entreprise de refondation de la gauche par les idées prévue par les rocardiens clubistes ne résiste pas aux rebondissements de la vie politique nationale provoqués. Tandis que le Parti socialiste retrouve une position dominante sur la scène politique, Convaincre doit trouver le bon équilibre entre rassemblement et respect de l'autonomie

3) Un équilibre scabreux

La prochaine Assemblée Générale des Clubs Convaincre est programmée pour le 13 décembre. L'ordre du jour est d'apporter des éléments de réponse à cet épineux challenge en consultant les clubs et leurs membres. Robert Chapuis propose que l'UCCA devienne une coordination de clubs locaux, avec un nexus parisien. Selon lui, cette nouvelle étape passe par un renouvellement. Aussi, il annonce qu'il ne demandera pas de renouvellement de son mandat à la tête de Convaincre²¹⁹⁵. Plusieurs contributions et propositions sont déposées. Parmi elles, Christophe Pavilides, membre du conseil d'administration de l'UCCA, propose une double analyse. L'UCCA est le point de rencontre des clubs locaux mais ceux-ci sont de plus en plus rachitiques, voire en cours de disparition. Elle est de plus en plus la tribune de quelques personnalités nationales, Robert Chapuis, François Soulage, Patrick Viveret, par le biais de la lettre mensuelle, lettre dont la communauté d'abonnés ne couvre qu'une partie des membres des clubs. L'UCCA doit donc se dépasser. Pour cela, il propose un plan en six axes²¹⁹⁶ :

- Les membres du conseil d'administration sortants de l'UCCA non représentants des clubs locaux entament les démarches pour fonder avec tous les clubs volontaires un nouveau club qui pourra bénéficier de la lettre nationale mensuelle et du fichier d'abonnés des Clubs Convaincre.
- Pour accueillir ce nouveau club, l'UCCA change de nom et modifie l'étiquette Convaincre vers quelque chose qui évoque de façon plus complète la deuxième gauche, ainsi que sa charte, par exemple en complétant la référence à Pierre Mendès France et à Michel Rocard par celle à Jacques Delors : il ne faut pas oublier que Jacques Delors fut considéré, après le retrait brutal de Michel Rocard, comme le réceptacle de son héritage et que certains rocardiens, comme Jean-Paul Huchon, s'étaient déjà mis à son service avant même qu'il n'officialise sa candidature.
- Le nouveau club adhère à la nouvelle version de l'UCCA.

2194 « L'équipe Hollande : trois ans pour convaincre », *Le Progrès*, 30 novembre 1997

2195 CHAPUIS Robert, « Rapport d'activité 1997 », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°120, novembre 1997 », *MichelRocard.org*

2196 PAVILIDES Christophe, « Donnons un avenir à nos paradoxes », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°120, novembre 1997 », *MichelRocard.org*

- Le conseil d'administration de cette nouvelle version se compose de représentants des clubs qui la composent, dont 50 % des représentants du nouveau club,
- Le bureau de cette nouvelle union est renouvelé intégralement pour faire de la place à ces nouveaux membres. Jusqu'à la concrétisation de tout ceci, l'UCCA est dirigée par une équipe provisoire pour superviser ces évolutions.
- Le nouveau club et le club Convaincre d'Île-de-France accueillent dans leur espace Place de Valois la nouvelle union pour lui donner les moyens d'exister.

Ce plan permet ainsi de faire avancer ensemble les clubs d'accord pour fusionner tout en assurant l'autonomie aux clubs locaux, le tout étant coordonné par un centre national. Après plusieurs semaines de discussions et au terme d'une réunion le 17 février 1998, plusieurs clubs (Convaincre Île-de-France, Initiatives, Échanges et Projets) se mettent d'accord sur un projet d'orientation destiné à être soumis aux clubs qui formeront l'ossature de ce futur club, dont le nom reste à déterminer, ouvert à tous les intéressés, pas seulement aux membres des clubs membres fondateurs. En revanche, hormis donc le club Convaincre d'Île-de-France, les autres clubs locaux ne sont pas concernés par ce projet, étant donné que, lors de l'Assemblée générale du 17 décembre, ces derniers confirment qu'ils ne veulent pas être dissous dans une fusion pour conserver leur autonomie, tout en prévoyant soit une collaboration avec le nouveau club soit une adhésion comme personne morale. Eux-mêmes se sont mis d'accord sur un groupe de coordination pour conserver un ancrage local et en tirer des propositions pour alimenter le débat²¹⁹⁷.

Dans un premier temps, Convaincre Île-de-France et Initiatives obtiennent que les structures se maintiennent quelques mois, le temps que le nouveau club soit parfaitement structuré. A ce moment-là, une fois que le nouveau club disposera de ressources, d'une feuille de route précise et d'une organisation stable, les structures fondatrices disparaîtront. Ce travail souterrain de préparation implique la nécessité pour les anciennes structures de s'effacer. Elles ne doivent pas maintenir d'activité en leur nom propre et ne pas faire de campagne d'adhésion sous leur étiquette, mais pour le futur club dont le baptême serait planifié pour la fin de l'été. Le nom choisi serait « Convictions ».

Pour l'organisation du nouveau club et sa direction, plusieurs échelons sont prévus²¹⁹⁸ :

- un conseil d'une quarantaine de membres. Il se réunirait deux à trois fois par an pour fixer les orientations,

2197 SOULAGE François, « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°121. Janvier-Février 1998 », *MichelRocard.org*

2198 « Réunion du 17 février 1998 », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°121. Janvier-Février 1998 », *MichelRocard.org*

- un conseil d'une quinzaine ou vingtaine de membres. Il se réunirait mensuellement et s'occuperait de superviser les publications et d'animer les groupes de travail ;
- un conseil exécutif de quatre ou six membres. Il se réunirait chaque semaine pour la gestion courante ;
- une charte commune sera rédigée pour donner une ossature et un corpus politiques au club.

Chaque club apporte une sorte de dot, un apport pour le futur club²¹⁹⁹ : Échanges et Projets apporte sa revue et son calendrier de débats, ouverts à un large public et parfois à la presse. Initiatives apporte une organisation de réunions réservées aux adhérents permettant des contacts plus confidentiels avec de hauts responsables ainsi que ses groupes de travail. Convaincre apporte sa lettre mensuelle et également des groupes de travail permettant de former les adhérents. Pour l'organisation du travail, les clubs conviennent de combiner les méthodes propres à chacun pour arriver à une variation d'activités, avec des débats parfois ouverts, parfois réservés, de façon mensuelle, des groupes de travail tournés tantôt vers l'objectif d'une publication, soit vers la formation des adhérents et des cercles de lecture. Pour la publication, le club utiliserait la revue d'Échanges et Projets ou la lettre de Convaincre. La coordination entre les deux organes n'est pas précisée.

Finalement, le club Convictions est fondé en janvier 1999, aspirant les rocardiens clubistes. Jean-Baptiste de Foucauld en assure la présidence et François Soulage, la vice-présidence. Mais il ne perce pas comme il l'espérait. La victoire de la gauche aux législatives de 1997 a remis les partis au centre du jeu. Quant à l'année 1999, elle accapare les partis et l'actualité par la préparation des élections européennes. Les rocardiens clubistes sont une fois de plus gênés par les rocardiens du PS, qui sont parmi les premiers à inciter François Hollande à conduire la liste socialiste. Le 3 février, une cinquantaine de parlementaires du PS, majoritairement rocardiens, dont Tony Dreyfus et Gérard Lindeperg, en appellent au premier secrétaire²²⁰⁰. Ils estiment que « *dans l'émiettement politique qui se produit à droite et à gauche, le PS peut et doit incarner un pôle de stabilité* » et que personne ne « *peut mieux accomplir ces tâches* » que François Hollande.

Convictions existe toujours de nos jours, sans avoir réussi à devenir un acteur essentiel de la gauche et un aiguillon philosophique. Quant aux rocardiens, bien que très présents au sein du PS ou dans des clubs, le retrait de Michel Rocard et leur dispersion fait qu'ils n'ont plus jamais été une force politique clairement identifiable.

2199 Ibid

2200 « Européennes. Hollande plébiscité par les parlementaires socialistes », *Les Échos*, 4 février 1999

D) La vaine quête de l'incarnation

1) Les racines du vide

Cet épisode crépusculaire soulève la question essentielle mais obscure de l'héritage de Michel Rocard, ou plutôt de la criante absence de successeur naturel pour le chantre de la deuxième gauche et pour les idées qu'il a portées pendant près de trente ans. Pour Alain Bergounioux, Michel Rocard fait partie des rares responsables politiques « *qui donnent leur nom à un mouvement politique qui passe l'épreuve du temps* »²²⁰¹. Mais quelles morsures laisse le temps sur le mouvement politique en question ? Il est paradoxal de constater qu'un courant politique qui a toujours eu à cœur de donner la priorité au fond, aux idées, plutôt qu'aux personnes, a tant souffert de la disparition politique de son chef de file. Comme si les idées développées par Michel Rocard, les idées de la deuxième gauche, étaient devenues indissociables de la personne de Michel Rocard lui-même, comme si personne d'autre que lui ne pouvait les porter de façon efficace et visible sur la scène politique. Personne ne fut en mesure de maintenir le groupe rocardien uni et soudé, entre ceux qui se sont détournés des questions politiciennes nationales pour se recentrer sur leurs fiefs, comme Pierre Brana et Gérard Lindeperg, ceux qui se sont trouvés de nouveaux chefs de file extérieurs au courant rocardien, comme Jean-Pierre Sueur, et ceux, comme Robert Chapuis, qui se sont réfugiés dans les idées. A la fois aventure collective, avec l'agglomération d'individus partageant des valeurs communes, et aventure personnelle, avec le leadership incontesté de Michel Rocard, la dimension personnelle semble avoir pris l'ascendant. C'est un autre paradoxe que dans un courant fortement soudé par des valeurs communes et qui, malgré des effectifs plutôt limités comparé à d'autres tendances, ne manquait pas de personnalités qui avaient su se faire remarquer, personne n'ait émergé. Ainsi, pour résumer, le courant rocardien semblait disposer de toutes les ressources pour perdurer sans son *leader* historique : un corpus réfléchi et affirmé, la conscience du besoin de ne pas être dépendant d'un homme, aussi charismatique soit-il, et des héritiers potentiels.

Qu'est-ce qui explique alors ce déclin du courant rocardien et son effacement ? En premier lieu, il y aurait une possibilité élémentairement simple, mais néanmoins crédible : la non-préparation. La chute de Michel Rocard a été si rapide, si imprévue pour la plupart de ses fidèles que le courant s'est retrouvé pris au dépourvu. Il convient de rappeler que, au moment de son échec, Michel Rocard était au sommet de son potentiel, avec son arrivée à la tête du parti et son statut de candidat incontestable pour la présidentielle. La non-préparation d'un héritier immédiat de Michel

2201 BERGOUNIOUX Alain, « Michel Rocard ou la deuxième gauche », dans WINOCK Michel (dir.), *Les figures de proue de la gauche depuis 1789*, op.cit, p.565

Rocard s'explique par le fait que c'était un non-sujet. Michel Rocard n'était pas sur la fin de sa carrière politique, comme François Mitterrand. Il n'était pas un *leader* qui se dirigeait assurément vers la sortie, et qui avait donc besoin de préparer sa relève. Il était au contraire perçu comme à son zénith. Pourquoi aurait-il donc cherché à trouver un dauphin, quand lui-même était sur le point d'en devenir un, celui de François Mitterrand ? L'échec de Michel Rocard aux européennes téléguidé par les mitterrandistes a signé de fait la fin de ses ambitions présidentielles, car il a emporté sa légitimité et sa dynamique.

En revanche, ce qui a relevé de la volonté de Michel Rocard, ce fut de se retirer de la scène nationale et de se retrancher dans son mandat de député européen, laissant son courant livré à lui-même. Il a fait le choix de se retirer et de se désintéresser de la politique nationale, des instances du Parti socialiste et du groupe de fidèles qui le suivait depuis tout ce temps. En dépit des possibilités, il a fait le choix de se détourner de toutes ces questions sans se préoccuper du devenir de son courant, et donc sans adouber un de ses proches pour reprendre le flambeau. Si Michel Rocard avait organisé une réunion de ses fidèles et qu'il s'était affiché avec un de ses fidèles de manière ostensible en lui passant la main, peut-être l'avenir du courant aurait été autre. Mais en aurait-il été seulement capable ? Pour Alain Bergounioux, Michel Rocard a toujours été incapable de « *gérer réseaux et carrières* », tandis que Guy Carcassonne pointe qu'il « *ne renvoie jamais l'ascenseur, ne recase personne* »²²⁰². Dès la fin des années 1970, André Salomon jugeait que « *Rocard gère beaucoup moins bien que Mitterrand et même que Mauroy son état-major, d'où des difficultés politiques qu'une organisation remarquable au niveau de la communication extérieure arrive à dissimuler, mais qui a limité son influence au sein du Parti* »²²⁰³. Pour Gilles Martinet, « *c'est ce qui a fait toute la différence avec le système féodal de Mitterrand. Rocard a des copains partout mais il n'a pas de réseau. Il ne reconnaissait pas ses patrons de fédération alors que le Président avait tout le dispositif électoral en tête* »²²⁰⁴. Un jugement qui nous paraît sévère, en tout cas, sur la question des réseaux.

Ce travail a montré tout au long que Michel Rocard avait des réseaux, un entourage. En revanche, il apparaît évident que, comme le disent en effet Alain Bergounioux ou Robert Chapuis²²⁰⁵, Michel Rocard n'a jamais su organiser ses réseaux de manière optimale. Pour Jean-Paul Huchon, Michel Rocard était beaucoup de choses, mais certainement pas un organisateur ni un chef opérationnel²²⁰⁶. Tantôt il s'appuyait sur son courant pour peser au sein du PS, tantôt, il clamait le

2202 SANTINI Sylvie, *Michel Rocard, un certain regret*, Stock, 2005, p.146

2203 SALOMON André, *PS, la mise à nu*, op.cit, p.130

2204 SANTINI Sylvie, *Michel Rocard, un certain regret*, op.cit, p.146

2205 « *A force de ne pas vouloir apparaître comme un homme de courants, il s'est privé du soutien d'une organisation* », dans SANTINI Sylvie, *Michel Rocard, un certain regret*, op.cit, p.146

2206 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, p.88

vice des courants et l'urgence de l'unité du Parti. A de nombreuses reprises, il a pris des décisions seul, entraînant avec lui son cercle politique, et parfois, c'est son entourage qui a dû manœuvrer pour lui, comme au moment de prendre le PS en 1993. Cette instabilité a rendu difficile la structuration sur le long terme d'une force politique opérationnelle. En ce sens, le rôle des fidèles rocardiens a été plus que déterminant, car ils ont su tenir la barre même lors des moments de « désintérêt » de Michel Rocard pour son courant, comme lorsqu'il était à Matignon, et ont réussi à faire en sorte que la flamme rocardienne ne s'éteigne jamais tant que le chef était encore présent dans l'échiquier politique. Là est toute la nuance essentielle.

Un autre constat est qu'aucun des rocardiens de premier plan n'a eu la démarche de tenter de maintenir à flots le vaisseau rocardien dans les aventures électorales. Mais à nouveau, il faut rappeler que la seule perspective du courant rocardien était de porter Michel Rocard à la présidence de la République. En dépit de toute l'importance accordée aux idées, au rejet du culte de la personnalité, le courant rocardien est devenu au fil du temps un club de supporters comme les autres, un mouvement construit et pensé pour un seul homme, Michel Rocard. Personne n'a repris le flambeau parce qu'aucun des rocardiens ne se voyait comme le chef de file d'un courant. Pour Pierre Brana, « *prendre la relève de Rocard n'est venu à l'esprit de personne* »²²⁰⁷. Il semblerait pourtant que les rocardiens loyalistes restés au sein des instances du PS auraient voulu faire de Catherine Trautmann la nouvelle porte-parole du courant mais la maire de Strasbourg préfère se concentrer sur son territoire²²⁰⁸. Un autre a essayé de devenir le nouveau chef de file des rocardiens du PS. Alain Richard, qui se pensait comme le premier rocardien protocolaire. Mais malgré son omniprésence médiatique en raison de la guerre du Kosovo, il ne perce pas²²⁰⁹. Jean-Pierre Sueur va dans ce sens, estimant que les rocardiens ont perduré comme courant de pensée mais désormais, sans incarnation autour d'une personnalité emblématique. Lui-même continue de se revendiquer comme un socialiste rocardien, défendant une ligne politique axée sur les principes du rocardisme, et notamment l'idée qu'il faut aller vers une société de justice dans une économie ouverte²²¹⁰.

Et d'autres se sont même détournés du rocardisme. Sans renier leur ligne idéologique, ils estimaient que le courant rocardien n'avait plus de raison d'être. Jean-Paul Huchon ne déplore pas que personne n'ait repris le flambeau, car, selon son jugement, la voie était trop étroite²²¹¹. Lui-même a tourné la page. Au moment des élections régionales de 1998, il est en tandem avec Dominique Strauss-Kahn en Île-de-France. Dominique Strauss-Kahn est la locomotive régionale, Jean-Paul Huchon, la tête de liste dans les Yvelines, ainsi que celui qui prendra les rênes du conseil

2207 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

2208 PERRIGNON Judith, « Orphelins, les rocardiens en autogestion », *Libération*, 30 octobre 1996

2209 GUISEL Jean, « Alain Richard : le moment de vérité du surdoué », *Le Point*, 10 avril 1999

2210 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

2211 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

régional en cas de victoire. Seulement, Michel Rocard manifeste également une ambition régionale. Jean-Paul Huchon, mettant de côté son affection pour lui, déclare froidement que « *Michel Rocard n'incarne pas le renouvellement* »²²¹². Cela lui attire une certaine hostilité de la part de rocardiens historiques, qui réagissent: «*Fallait-il jeter le papy avec l'eau du bain? Non, cent fois non. Même si le renouvellement est à l'ordre du jour, on ne fait pas ça à Michel Rocard*», «*pas de ça, pas chez nous, les tenants de l'éthique mendésiste*»²²¹³. Mais Jean-Paul Huchon assume : «*C'est vrai, le rocardisme me préoccupe désormais très moyennement. J'ai une histoire personnelle, tout homme évolue J'ai accompagné un homme qui a été le facteur de rénovation du socialisme français et de la modernité. Mais je ne suis pas un clone de Rocard* »²²¹⁴.

On peut donc souligner, sans nier leur implication et les succès de leurs carrières respectives, que les rocardiens ne disposaient dans leurs rangs d'aucune figure ayant la volonté, ou une aura suffisante pour s'imposer au courant dans sa totalité, puis, pour figurer dans la cour des grands, aux côtés des étoiles montantes de la nouvelle génération. Selon Jean-Paul Huchon, Michel Rocard lui-même n'a jamais voulu désigner un successeur, estimant que parmi ses fidèles, aucun n'avait la stature pour prétendre reprendre le flambeau²²¹⁵. Par ailleurs, Michel Rocard n'appréciait pas cette personnification d'une ligne idéologique : «*Quand je pense que mon nom est devenu un adjectif, rocardien, puis un substantif, le rocardisme... J'ai hurlé à la connerie! On ne personnalise pas un courant d'idées*»²²¹⁶ aurait-il confié à Jacques Hennen et Gilles Verdez, auteur d'une biographie de Manuel Valls²²¹⁷.

Ce sont toutes ces raisons qui expliquent, ou au moins peuvent contribuer à expliquer, l'état du courant rocardien après l'échec de Michel Rocard. Les notions de deuxième gauche et de rocardisme sont croisées en 1995. Le fond, les idées, soit la deuxième gauche, est devenue synonyme de rocardisme, lui-même devenu essentiellement un mouvement d'adhésion à Michel Rocard. Donc, à partir du moment où celui qui permet de maintenir cet ensemble soudé, Michel Rocard, se retire, tout l'édifice s'écroule et perd à la fois sa raison d'être mais aussi sa cohérence.

2212 Ibid

2213 GUIRAL Antoine, « Régionales 1998. Bataille pour un fauteuil. Huchon, de l'ombre de Rocard à celle de DSK », *Libération*, 5 mars 1998

2214 Ibid

2215 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

2216 POTTIER Jean-Marie, « Michel Rocard : quand je pense que mon nom est devenu un adjectif... », *SlateFr*; 2 juillet 2016

2217 HENNEN Jacques, VERDEZ Gilles, *Manuel Valls, les secrets d'un destin*, Éditions du moment, 2013, 270 p.

2) Les rocardiens face au néant

Les idées et la philosophie demeurent mais les choix des rocardiens divergent fortement en trois catégories que nous avons déjà énoncées : ceux qui se centrent sur leurs fiefs comme Pierre Brana ou Gérard Lindeperg, ceux qui agissent hors du cadre du PS et tentent de gommer la dimension rocardienne pour ne conserver que la notion de deuxième gauche et s'en servir pour influencer et régénérer la gauche à l'image de Robert Chapuis, et ceux qui restent dans les arcanes du PS et qui se trouvent un « chef » de substitution, à l'image de Jean-Pierre Sueur.

Après l'effacement de Michel Rocard, ce chef de substitution est d'abord Jacques Delors, puis Lionel Jospin, qui, sans être un rocardien, est, parmi tous les hommes forts du PS, le plus « rocard-compatible » : « *Lionel Jospin a pour lui d'avoir été le premier, parmi les hiérarques miterrandistes, sans rien concéder sur le plan des choix personnels ou des préférences politiques, à reconnaître le bien-fondé des mises en garde de Michel Rocard sur les risques que la politique économique et sociale menée à partir de mai 1981 faisaient courir à la gauche pour réformer dans la durée. Le droit d'inventaire que revendique Jospin, sonne agréablement aux oreilles rocardiennes, tout comme son refus du cynisme, son exigence de parler vrai et son engagement de ne promettre que ce qu'il pense être en mesure de pouvoir tenir* »²²¹⁸. Et sur le plan idéologique, et stratégique bien que les divergences existent, Lionel Jospin est plus proche des préoccupations rocardiennes que ne le sont Laurent Fabius et Henri Emmanuelli. A cela il faut ajouter les liens entre rocardiens et jospinistes, développés depuis le congrès de Rennes. C'est cela qui explique le soutien quasi unanime des rocardiens à Lionel Jospin pour la présidentielle de 1995, d'abord dans la primaire contre Henri Emmanuelli, puis lors de sa campagne, puis le compagnonnage des rocardiens du PS avec les jospinistes et les rapprochements avec Martine Aubry.

Comme nous l'avons vu, certains fidèles de Michel Rocard, à l'image de Robert Chapuis, tentent de faire vivre l'héritage rocardien en dehors de la machine PS, par les clubs et les idées, pensés comme la meilleure façon de redonner un nouveau souffle à la gauche. Gérard Lindeperg, tout en étant focalisé sur les questions locales et en dehors de l'entreprise intellectuelle de son camarade, partage son approche : « *Le miterrandisme, c'était avant tout la fidélité à un homme. Le rocardisme, c'était davantage la fidélité à des idées. Et ces idées, elles ont continué à être portées sans que le besoin s'éprouve d'avoir un porte-fanion* »²²¹⁹. Sauf que cette approche soulève la faille de l'incarnation. Il est parfois reproché aux pensées « bonapartistes », dans le sens du culte de l'homme providentiel et de la figure charismatique, d'éclipser le fond et de devenir une entreprise

2218 BERGOUNIOUX Alain, MERLE Jean-François, *Le rocardisme, Devoir d'inventaire*, op.cit, p.248

2219 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

non pas d'exercice mais de conquête du pouvoir, de noyer la réflexion dans des considérations d'appareil et stratégiques. Mais en politique, peut-on faire vivre des idées sans visage identifié et capable d'entraîner les masses derrière lui ? En se basant sur plusieurs cas concrets, la réponse est clairement non. Une idée, un programme peut être brillant, efficace, abouti et réfléchi, s'il n'est pas bien porté, il ne perce pas. Le cas Rocard va en ce sens. La politique reste une affaire de séduction et de charisme²²²⁰. Un politique peut réussir et percer sans avoir de corpus structuré, uniquement en s'appuyant sur son image et une bonne communication. L'inverse n'est pas possible. Que ce soit pour un homme ou un courant, les idées doivent être portées. Sinon, elles n'existent que trop peu ou restent inaperçues. Elles ne sont que des discussions théoriques, des productions intellectuelles qui circulent dans des cercles très restreints mais qui restent coupées de la société et des débats publiques. Un corpus a besoin d'être incarné par une figure forte et entraînant et a besoin de relais dans l'opinion publique et dans les médias²²²¹. Pour ce faire, il a besoin d'être défendu par des élus, des personnalités. Jean-Paul Huchon juge : « *Nous, les rocardiens nous étions des producteurs d'usines à gaz à partir d'idées très justes. Un courant qui se résume à des idées, à des attitudes mais sans capacité de prise et d'exercice du pouvoir* »²²²².

Robert Chapuis pensait que l'on pouvait agir en politique sans passer par les élections et en contournant la présidentielle. Mais il semble clair que la vie politique française tourne essentiellement autour de l'élection présidentielle. La conquête de l'Élysée est l'alpha et l'oméga du système politique de la Ve République²²²³. Elle serait même devenue celle du courant rocardien. Selon Alain Bergounioux et Jean-François Merle, la stratégie de Michel Rocard impulsée par Christian Blanc en prévision de l'élection présidentielle de 1981 aurait modifié la nature même du rocardisme, le transformant progressivement en « *une démarche presque exclusivement centrée sur l'enjeu de l'élection présidentielle* »²²²⁴. C'est cette présidentialisation du monde politique français qui a bloqué l'initiative de Robert Chapuis. La fin de l'espoir des clubs suite à la victoire de la gauche plurielle en 1997 replace le PS et Lionel Jospin au centre du jeu. Quant aux clubs Convaincre, ils périssent petit à petit. Certains se rénovent sous une autre forme, d'autres finissent par disparaître. Une poignée, comme celui de Lyon, perdure toujours. Mais ils sont vidés de leur substance première. Ce sont des cercles de réflexion et non plus des acteurs de la vie politique.

-
- 2220 GARRIGUES Jean, *Les hommes providentiels : histoire d'une fascination française*, Paris, Éditions du Seuil, 2012, 459 p.
- 2221 GARRIGUES Jean, *La République incarnée. De Léon Gambetta à Emmanuel Macron*, Perrin, 2019, 464 p.
- 2222 MANDRAUD Isabelle, « Jean-Paul Huchon, récit d'une carrière et d'une revanche », *Le Monde*, 24 mai 2004
- 2223 FRANCOIS Bastien, « A quoi sert l'élection du Président au suffrage universel ? », dans *Parlement[s], revue d'histoire politique*, Numéro 2005/2 (n°4), p 128-143
- 2224 BERGOUNIOUX Alain, MERLE Jean-François, *Le rocardisme, Devoir d'inventaire*, op.cit, p.87

3) Une recomposition dédaléenne

Au sein du PS, les rocardiens conservent une proximité mais ne parviennent pas à constituer un courant à part entière. Bien que la presse continue de parler de « rocardiens », ils sont des membres à part entière du pôle rénovateur et de la majorité interne. Mais l'année 1999 voit reflorir une sensibilité rocardienne affirmée. Ainsi, lorsque le député du Nord Bernard Derosier quitte la questure le 21 septembre, le pôle rénovateur pousse le député du Pas-de-Calais Serge Janquin, issu du courant rocardien²²²⁵, pour récupérer la fonction. Un autre brigue le poste : Laurent Cathala, député de Val-de-Marne, et surtout, fabiusien. Pour le pôle rénovateur, il s'agit d'éviter que les fabusiens renforcent leur main-mise sur l'Assemblée nationale. Déjà que Laurent Fabius siège au perchoir, il ne faudrait que l'un de ses proches prenne la questure, d'autant que si les anciens courants ne sont plus supposés exister, un fort corporatisme fabusien semble perdurer²²²⁶. Plus que la convoitise des avantages de la fonction (appartement de fonction, chauffeur, frais de représentation...), c'est une guerre d'influence qui se joue, entre un pôle majoritaire au gouvernement et au parti, déterminé à renforcer ses positions à l'Assemblée nationale et un courant fabusien désireux de conserver une capacité d'action. La manœuvre réussit puisque Serge Janquin est élu à la questure par 123 voix contre 79 pour son rival. Revigorés par ce succès, et en dépit de l'hostilité de Lionel Jospin, les « rocardo-jospinistes » projettent de renforcer leur organisation, comme le fait le courant fabusien, quitte à ranimer une guerre des courants²²²⁷.

Le 20 novembre, ARES, qui continue de publier une lettre d'information hebdomadaire, organise un colloque à l'Assemblée nationale. L'objectif est d'influencer l'action à venir du gouvernement et de réaffirmer que malgré leur appartenance au pôle rénovateur, les rocardiens se sentent libres de toute allégeance²²²⁸. Les 54 députés proches de l'ARES ont aussi pris l'habitude de se réunir une fois par semaine. Mais pas question de se montrer déloyaux envers Lionel Jospin, le PS et le pôle rénovateur. Les rocardiens semblent plutôt désormais désireux d'y faire peser leur sensibilité. « *Il nous apparaît utile pour tous de jouer un rôle plus actif* », est indiqué fin septembre dans la lettre hebdomadaire de l'ARES²²²⁹. « *On nous a tué notre chef et volé nos idées mais nous sommes toujours là* » clame Gérard Gouzes, député du Lot-et-Garonne et chef de file officieux des

2225 D'abord engagé au PSU contre le colonialisme et la guerre d'Algérie, il rejoint le PS en 1971 puis retrouve Michel Rocard lorsque ce dernier adhère au PS en 1974. Élu local, il devient député en 1993, étant un des rares nouveaux députés socialistes.

2226 FREYSSNET Elsa, « Des courants au PS pour une questure », *Les Échos*, 18 septembre 1999

2227 GUIRAL Antoine, « A l'Assemblée, le favori de Fabius rejeté. Un jospino-rocardien a été élu questeur », *Libération*, 22 septembre 1999

2228 « Le retour des rocardiens ? - Les Indiscrets », *L'Express*, 18 novembre 1999

2229 FREYSSNET Elsa, « La rocardie reprend sa longue marche », *Le Figaro*, 20 novembre 1999

députés ARES, tandis qu'Alain Richard revendique la volonté des rocardiens « *d'inspirer le parti* »²²³⁰.

Une réflexion similaire à celle des clubs. Mais une méthode différente. Les clubs voulaient agir de l'extérieur, l'ARES fait le pari, qui a toujours été celui de Michel Rocard, de pouvoir orienter le parti de l'intérieur. En revanche, la tâche est compliquée, car les chapelles internes n'ont pas la même structuration rigoureuse que du temps mitterrandien. Les rocardiens tiennent à la fois à rester proche du clan jospiniste et à s'affirmer comme « *la colonne vertébrale* » de la majorité du PS. Dans cette optique, ils n'hésitent pas à revendiquer que la politique menée par Lionel Jospin s'inscrit dans la droite ligne du rocardisme²²³¹. Mais en même temps, beaucoup de députés adhérents de l'ARES participent aux réunions autour Martine Aubry ou Élisabeth Guigou, car beaucoup ne veulent pas revivre ce qui a fait tant de mal au PS, à savoir une guerre intestine de partis dans le parti, la guerre des chefs de chapelles²²³²... Dans l'attente de voir le dénouement de cette recomposition interne au PS, les rocardiens les plus offensifs, derrière Alain Richard, avancent leurs pions. Pour cela, ils ont les yeux braqués sur les élections municipales prévues en 2001 où plusieurs rocardiens prévoient de porter les couleurs du PS dans des villes importantes, comme Gérard Lindeperg à Saint-Étienne, ou Jean-Claude Viollet à Angoulême. A Paris, les rocardiens font bloc aux côtés des jospinistes et autres rénovateurs pour soutenir Bertrand Delanoë contre Jack Lang, soutenu par les fabiusiens.

Et ils ne manquent jamais une occasion de défendre des idées, parfois clivantes. En février 2000, Claude Evin propose dans la lettre de l'ARES des mesures chocs pour les retraites : il estime que « *des hausses modérées de cotisations seront nécessaires* » à partir de 2010 pour consolider le fonds de réserve pour les retraites. « *Pour jouer pleinement son rôle à partir de 2020, il faudrait que ce fonds puisse à cette période atteindre 1000 milliards de francs* ». « *Les recettes de cession d'actifs publics, les excédents des régimes sociaux peuvent dans un premier temps assurer ce financement, mais à partir de 2010, des hausses modérées de cotisations seront nécessaires pour le consolider* ». Et pour les régimes spéciaux, Claude Evin propose de créer « *un régime de fonctionnaires de l'État, comme il en existe déjà pour les autres fonctions publiques* » (hospitalière et territoriale) afin de « *mieux identifier les charges et les ressources* ». Enfin, il suggère d'augmenter progressivement la durée de cotisation des fonctionnaires de 37,5 ans) à *quarante années pour obtenir une pension civile complète* »²²³³.

2230 Ibid

2231 WENZ-DUMAS François, « Les rocardiens revendiquent la paternité de la politique Jospin », *Libération*, 22 novembre 1999

2232 FREYSSINET Elsa, « La rocardie reprend sa longue marche », *Le Figaro*, 20 novembre 1999

2233 CORNUDET Cécile, « Retraites : les propositions des rocardiens », *Les Échos*, 10 février 2000

Les rocardiens sont d'autant plus déterminés à jouer leur partition, car Lionel Jospin semble s'éloigner du pôle rénovateur. Le remaniement du 27 mars 2000 permet aux fabiusiens de revenir en force : Laurent Fabius devient le numéro 2 du gouvernement et prend les commandes du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Jack Lang fait son grand retour au ministère de l'Éducation nationale et le fidèle de Laurent Fabius, Claude Bartolone, devient ministre délégué à la Ville... quant à Catherine Trautmann, figure du rocardisme, elle est remplacée à la Culture par Catherine Tasca, ancienne du PSU devenue fervente mitterrlandiste. Maigre consolation pour les rocardiens : Michel Sapin effectue son retour au gouvernement. Il est nommé ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État. Un nouvel équilibre gouvernemental qui provoque de nombreuses critiques dans les rangs du PS, notamment chez les rocardiens qui voient ainsi ressurgir le spectre du mitterrlandisme²²³⁴. Certains entendent tout de même ne pas dramatiser : « *Les mitterrlandistes reviennent, mais aux conditions politiques de Lionel Jospin. On verra bien* »²²³⁵.

Dans cette configuration, certains des rocardiens de l'ARES veulent, à nouveau, se rapprocher des jospinistes pour essayer de faire contre-poids, quitte à se fondre dans un nouveau courant derrière François Hollande. Ce dernier est convié à la questure de l'Assemblée nationale par une douzaine de secrétaires nationaux du PS jospino-rocardiens le 2 mai et, devant eux, il dit vouloir « *favoriser la coordination de ceux qui se revendiquent prioritairement de Lionel Jospin et moi-même* »²²³⁶, répondant à la volonté de ces jospino-rocardiens de mieux s'organiser en interne face au courant fabiusien. Le Premier ministre peut notamment compter sur la loyauté indéfectible d'anciens rocardiens comme Manuel Valls ou Bernard Poignant. L'idée n'est pourtant pas du goût de tous, notamment Alain Richard, qui veille à entretenir la flamme d'un néo-rocardisme pur, et Alain Bergounioux, selon lequel « *on travaillera ensemble plus étroitement, c'est certain, mais pourquoi est-ce qu'on aspirerait à se dissoudre alors que tout le monde veut consolider son influence?* »²²³⁷. Par ailleurs, certains rocardiens sont las de l'incapacité du Premier ministre à organiser ses soutiens et doutent de la possibilité de construire un courant nouveau avec eux.

La démarche de François Hollande est complémentaire à celle des rocardiens qui restent dans le giron de Martine Aubry. Un dîner est notamment programmé avec plusieurs personnalités du pôle rénovateur pour définir les moyens d'une coordination et d'une expression renforcées du pôle majoritaire. Parmi les invités, outre François Hollande, il y a Daniel Vaillant, Martine Aubry, Élisabeth Guigou, Jean Glavany, Pierre Moscovici, Michel Sapin, et Dominique Strauss-Kahn. Les principaux ministres de la tendance rénovatrice décident notamment de se réunir tous les quinze

2234 CORNUDET Cécile, « Accueil mitigé de la gauche et très critique de la droite », *Les Échos*, 28 mars 2000

2235 KARLIN Élise, « Lang chahuté par les siens », *L'Express*, 6 avril 2000

2236 FREYSSENET Elsa, « Hollande se coule dans le courant Jospin », *Le Figaro*, 4 mai 2000

2237 DELY Renaud, « Hollande mitonne le remaniement du PS », *Libération*, 21 avril 2000

jours. Complémentaire, pour le moment. Martine Aubry entend prendre de la distance avec les sphères du pouvoir. Se positionnant pour succéder à Pierre Mauroy à la tête de la ville de Lille, elle entend aussi prendre une part plus importante dans la vie du PS. Ses proches planchent sur un texte, signé par une trentaine de parlementaires et trois secrétaires nationaux du PS. Parmi eux, plusieurs rocardiens, dont Jean-Pierre Sueur²²³⁸.

Dans les projets figurent aussi la publication régulière d'une lettre et la création d'un nouveau club, Réformer, dans le but d'instaurer « *un rapport de forces pour faire bouger les lignes* ». Mais là encore, certains rocardiens regardent avec méfiance l'agitation du clan Aubry. Ils diffusent auprès des groupes parlementaires PS, une lettre, cosignée par le ministre de la Défense, Alain Richard, et le secrétaire national du PS, Alain Bergounioux. « *Nous n'avons aucune raison de cautionner une initiative qui, si elle est naturelle, n'a pas été concertée et dont on peut discuter l'opportunité* »²²³⁹, résume ce dernier. Le personnage de Martine Aubry est loin de faire consensus. Jean Peyrelevade, ancien conseiller de Pierre Mauroy, estime que par sa ligne et son attitude, Martine Aubry a « *trahi Delors et Rocard* »²²⁴⁰. Pourtant, lorsque paraît le manifeste de Réformer, on trouve parmi les 54 signataires près d'une vingtaine de rocardiens proches de l'ARES²²⁴¹. Mais une figure, pourtant présentée proche de Martine Aubry, brille par son absence. Élisabeth Guigou qui appuie François Hollande dans sa volonté de coordonner un « *noyau jospino-rocardien* »²²⁴². La situation est particulièrement floue. Le pôle majoritaire du PS est sur un balancier, entre des démarches visant à une meilleure coordination entrecroisées par des entreprises plus souterraines d'affirmation de chapelles autour de personnalités importantes dudit pôle préparant leur propre avenir. Il apparaît clairement que la bataille pour l'après-Jospin, l'après présidentielle de 2002 a déjà commencé²²⁴³.

Dans l'attente de l'arrivée d'une guerre de succession, chacun abat progressivement ses cartes, combinant contribution au rassemblement du pôle majoritaire et manœuvres personnelles. Le 6 juin, dix-neuf cadres du courant majoritaire du PS, rocardiens, jospiniens et proches de Martine Aubry, signent un texte « *doctrinal et de rassemblement* »²²⁴⁴ de trois pages, prévu pour être le document d'une première contribution au congrès du PS qui se déroulera du 24 au 26 novembre à Grenoble. Le 14 juin, Alain Richard, propose à Martine Aubry, au nom des rocardiens, « *un*

2238 « Martine Aubry cherche à renforcer son influence au sein du Parti socialiste », *Les Échos*, 11 mai 2000

2239 DELY Renaud, « Le PS redécouvre les querelles de chapelles », *Libération*, 9 mai 2000

2240 ALEXANDRE Philippe, DE L'AULNOIT Béatrix, *La Dame des 35 heures*, op.cit, p.36

2241 DELY Renaud, « Au PS, ni courant, ni tension. Martine Aubry se défend de monter sa propre écurie », *Libération*, 11 mai 2000

2242 Ibid

2243 DELY Renaud, « Hollande mitonne le remaniement du PS », *Libération*, 21 avril 2000

2244 *La Croix*, 6 juin 2000

partenariat privilégié »²²⁴⁵. Puis, le 18 juillet, alors que François Hollande s'efforçait d'arrondir les angles avec les fabusiens, les principales figures du pôle rénovateur, publient dans *Libération*, un texte intitulé « La nouvelle donne » en référence au slogan lancé par Lionel Jospin à la fin de l'été dernier, qui a des airs de motion. Il est signé notamment par Martine Aubry, Jean Glavany, Élisabeth Guigou, Pierre Moscovici, Alain Richard, Michel Sapin, Daniel Vaillant, le président de l'Assemblée nationale Raymond Forni, les deux présidents des groupes parlementaires, Jean-Marc Ayrault pour l'Assemblée nationale et Claude Estier pour le Sénat, et par l'ancien ministre de l'Économie et des Finances, Dominique Strauss-Kahn²²⁴⁶. Le pôle rénovateur paraît réunifié mais l'union ne survit pas à l'été.

Au grand dam de François Hollande, qui perd tout contrôle des majoritaires de sa majorité, Pierre Moscovici, ministre chargé des Affaires européennes, et Alain Richard proposent dès les premiers jours de septembre une contribution de huit pages sur la démocratie qui entendent incarner la synthèse de «la première et de la deuxième gauche». Elle est en outre signée par cinq jospinistes, dont Dominique Strauss-Kahn et Jean-Christophe Cambadélis, et trois rocardiens, parmi lesquels Catherine Trautmann, dans le but de construire un « *un bloc central pour mieux gouverner le parti* »²²⁴⁷. Dans cette idée, ce groupe se rapproche de Élisabeth Guigou qui a déposé sa propre contribution, consacrée aux «nouvelles sécurités» avec Michel Sapin. Une réunion du pôle rénovateur, appelé aussi par ses artisans pôle de stabilité, tournée contre Laurent Fabius mais aussi visiblement contre Martine Aubry qui n'est pas associée à ces démarches.

En réaction, les proches de Martine Aubry produisent également un texte afin de compter leurs forces. Et si lors d'un conseil national de synthèse organisé fin septembre, jospinistes, rocardiens et fabusiens se mettent d'accord autour d'un texte majoritaire porté par François Hollande baptisé « Pour une société plus humaine », cette réconciliation ne met pas un terme à toutes les ambitions personnelles et querelles de chapelles, qui en coulisses, sont vivaces. Puisque la bataille du congrès semble réglée, l'enjeu est désormais de peser sur l'orientation que suivra le parti dans la perspective de l'élection présidentielle de 2002 et dans le parti au lendemain de l'élection suprême. Matignon et les postes les plus prestigieux sont déjà convoités par tous les ambitieux dans l'hypothèse d'un triomphe de Lionel Jospin. Dans le scénario inverse, la quête sera de ramasser l'étendard du parti. Aussi, chacun se positionne. Martine Aubry s'active pour développer ses réseaux autour de sa lettre *Réforme* et annonce sa volonté de s'impliquer fortement dans la préparation du projet législatif de 2002.

2245 PEGARD Catherine, « Aubry sur le départ », *Le Point*, 16 juin 2000

2246 FRESSOZ Françoise, « Manœuvres de précongrès au Parti socialiste », *Les Échos*, 19 juillet 2000

2247 DELY Renaud, « Le congrès du PS se prépare dans l'écrit et la douleur », *Libération*, 6 septembre 2000

Dans le même temps Alain Richard et Pierre Moscovici organisent le 25 octobre un colloque sur « Les nouvelles frontières du socialisme ». Quatre tables rondes (la démocratie, l'État et la société, l'économie et l'Europe) et des intervenants de poids parmi lesquels François Hollande, Michel Sapin, Élisabeth Guigou, Catherine Trautmann, Daniel Vaillant, Jean-Marc Ayrault, Pierre Moscovici, Alain Richard, Michel Rocard ou Alain Bergounioux. Dans la foulée Alain Richard et Pierre Moscovici fondent un club « *ouvert à toutes les sensibilités du PS* » : Socialisme et Démocratie. S'ils disent vouloir « *faire la synthèse entre la première et la deuxième gauche, prolonger et théoriser l'expérience gouvernementale, faire émerger des propositions adaptées à la nouvelle donne économique* », le but est de préparer la suite, y compris contre d'autres ambitieux comme Martine Aubry²²⁴⁸. Le 7 février 2001, ils organisent un débat à l'Assemblée nationale sur l'Europe en présence de Dominique Strauss-Kahn et Michel Rocard²²⁴⁹. Pour les rocardiens de l'ARES, c'est un nouveau tournant. Ils prévoient de quitter leurs locaux et de mettre fin à leur lettre pour en lancer une nouvelle avec leurs nouveaux alliés. Le courant rocardien est mort, il ressuscite sous une nouvelle forme. Un abaissement de rideau assumé par Alain Richard²²⁵⁰ : « *à partir du moment où nous voulons, les uns et les autres, nous rassembler au sein de la majorité du parti maintenir l'ARES n'avait plus vraiment de sens* ».

En face, Martine Aubry bénéficie d'une popularité croissante. Beaucoup parmi le microcosme politique ou la presse voient en elle une candidate sérieuse pour l'élection présidentielle. Une enquête de la SOFRES pour *Le Nouvel Observateur* indique qu'elle serait battue de justesse au second tour de la présidentielle de 2002 par Jacques Chirac²²⁵¹. Elle obtient également au secrétariat national du PS, le très convoité poste stratégique de « chargée » du projet pour 2002. Elle a un plan prévu pour chaque scénario possible : les commandes du parti en cas de défaite, une candidature si Lionel Jospin venait à ne pas briguer la présidence de la République, Matignon en cas de victoire du PS à la présidentielle. Précisément, sur ce plan-là, elle est la favorite de l'opinion publique, devant son rival de la tendance réformiste Dominique Strauss-Kahn²²⁵². Mais aucun de ses plans de carrière ne sont acceptés par les jospino-rocardiens. Alain Richard et Pierre Moscovici disent vouloir « *prendre toute [leur] place dans l'animation de la vie du parti* » et concrétisent le projet de lettre en lançant une lettre bimensuelle baptisée comme leur club « Socialisme et

-
- 2248 FRESSOZ Françoise, « L'ambition de Martine Aubry suscite des contre-feux au sein du Parti socialiste », *Les Échos*, 24 octobre 2000
 2249 VALLETOUX Frédéric, « Les jospinistes préparent l'intervention du Premier ministre sur l'Europe », *Les Échos*, 7 février 2001
 2250 MICOINE Didier, « Les rocardiens disent oui à Jospin... et non à Fabius », *Le Parisien*, 2 novembre 2000
 2251 LUCAS Rosalie, MOURGUE Marion, *Martine Aubry. Les secrets d'une ambition*, op.cit, p.43
 2252 Ibid

Démocratie »²²⁵³ dont la figure de proue émergente est Dominique Strauss-Kahn, bien qu'affaibli par plusieurs affaires l'ayant contraint à quitter Bercy en novembre 1999. Et ils continuent d'entretenir sagement leurs réseaux et à développer des propositions pour inspirer le parti. A la fin décembre 2000, Alain Richard et Dominique Strauss-Kahn réunissent le « groupe des Arcs », le groupe d'économistes proches des rocardiens fondé par Roger Godino. Puis, les jospino-rocardiens donnent de la voix pour s'opposer à l'idée d'une hausse compensée du SMIC, idée défendue notamment par le président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, Henri Emmanuelli²²⁵⁴.

Si le travail intellectuel est foisonnant, le maillage territorial est plus laborieux. Le bilan des élections municipales des 11 et 18 mars 2001 est mitigé pour les jospino-rocardiens dans leur entreprise d'affirmation. Outre la défaite de Gérard Lindeperg à Saint-Étienne, le courant est impacté par la défaite de Catherine Trautmann à Strasbourg. Handicapée par la candidature dissidente de Jean-Claude Petitdemange, pourtant lui aussi issu du courant rocardien, celle qui fut considérée pendant un moment comme une étoile montante de la « rocardie » s'incline face à la candidate d'union de la droite et du centre, la démocrate-chrétienne Fabienne Keller²²⁵⁵. Les jospino-rocardiens ne peuvent guère se consoler que par la victoire de Michel Destot, qui conserve Grenoble, et par les mauvaises performances de certains rivaux internes. En premier lieu, Jack Lang, qui perd Blois. Quant à Martine Aubry, si elle remporte bien la mairie de Lille, sa victoire n'est pas rayonnante. Dans une ville profondément acquise aux socialistes, être élue au second tour avec tout juste 49,6 % et une abstention de 53 % ne paraît pas glorieux. Estocade, Martine Aubry perd son fidèle soutien rocardien Jean-Pierre Sueur, battu à Orléans. En revanche, Dominique Strauss-Kahn, opère son grand retour dans la vie politique nationale en se faisant réélire en avril député dans sa 8ème circonscription du Val-d'Oise lors d'une élection législative partielle provoquée par la démission de sa suppléante.

Le 20 octobre, soit le même jour que le courant fabiusien, Socialisme et Démocratie, qui revendique près d'un tiers du conseil national, soit 43 membres sur 204²²⁵⁶, réunit un millier de personnes au gymnase Japy²²⁵⁷. Un lieu symbolique. C'est là où, en 1899, Jean Jaurès et Jules Guesde avaient fait une première tentative pour unifier la famille socialiste. L'opération est une

2253 FRESSOZ Françoise, « Congrès de Grenoble : un PS pluriel en quête de projet », *Les Échos*, 24 novembre 2000

2254 FRESSOZ Françoise, « Pouvoir d'achat des bas salaires : le Parti socialiste est profondément divisé », *Les Échos*, 9 janvier 2001

2255 Au premier tour, Fabienne Keller et Catherine Trautmann sont dans un mouchoir de poche (29,50 contre 29,10) tandis que la liste Petitdemange obtient 12,11 %, ce qui lui permet de se maintenir au second tour. Fabienne Keller emporte la victoire avec 50,85 % des voix, contre 40,42 % pour Catherine Trautmann et 8,73 pour Jean-Claude Petitdemange.

2256 Contre une quinzaine pour Martine Aubry et 42 fabusiens

2257 ARRODE David, « 2002 en ligne de mire des deux principaux courants du PS », AFP, 18 octobre 2001

démonstration de force pour montrer que le courant est « *une force qui veut peser dans le parti* », selon un de ses animateurs. Le club veut être « *le socle du jospinisme* », selon le député Jean-Christophe Cambadélis. Par ailleurs, les législatives commencent à faire partie des sujets. Alors que les investitures doivent être validées à la mi-décembre les jospino-rocardiens entendent bien obtenir une juste représentation pour peser à l'Assemblée nationale. Dans le cadre de la campagne de Lionel Jospin, Dominique Strauss-Kahn, le seul premier ministrable du courant selon un de ses dirigeants²²⁵⁸, devient son porte-parole, en tandem avec... Martine Aubry, dont le travail au pôle projet combiné à des sondages ascendants lui donne la stature d'une prétendante sérieuse à la fonction. Les rivaux pour Matignon se côtoient donc au même étage. Un autre jospino-rocardien, Yves Colmou, est directeur adjoint de campagne. Les relations sont mauvaises avec celui qui pilote la campagne, Jean Glavany au point que les jospino-rocardiens qualifient publiquement la campagne de « *brouillonne* » et « *bureaucratique* », ce qui leur attire des remontrances de la part de Lionel Jospin²²⁵⁹.

L'élimination de Lionel Jospin dès le premier tour de la présidentielle de 2002, conduisant à son retrait de la vie politique, laisse à nouveau les jospino-rocardiens désabusés. Les rocardiens avaient perdu leur chef naturel, ils perdent à présent le chef de substitution. La recomposition de la mouvance rocardienne semble ainsi être une longue série d'initiatives travaillées mais incapable d'aboutir sur une organisation concrète et stable à long terme.

4) Le cycle de la décomposition : renouveau et éparpillement

2002 fut un choc très brutal pour la France de gauche. C'est un désastre historique, dont l'ampleur est renforcée par le fait qu'il profite au Front national. Alain Bergounioux, dans la lettre de Socialisme et Démocratie estime que le PS « *a besoin de réunir les catégories populaires et les catégories moyennes. Or nous avons perdu des deux côtés, pour les extrêmes ou dans l'abstention* »²²⁶⁰. Pour lui, « *il ne s'agit pas de rompre avec ce qui a été écrit dans le projet socialiste et le projet du candidat. Il faut plus faire apparaître les arêtes et simplifier le langage* ». La première étape sont les élections législatives. Dans ce nouveau combat, le courant rocardo-jospinien se range derrière François Hollande. En face, Laurent Fabius fait bloc avec le reste du parti pour ne pas rajouter de la division à l'anéantissement. Mais en coulisses, il s'active pour récupérer les morceaux et n'entend pas laisser François Hollande ramasser la couronne dans la

2258 DELY Renaud, « Après les casseroles, DSK au fourneau », *Libération*, 19 octobre 2001

2259 FREYSSENET Elsa, « Jospin rappelle ses lieutenants à l'ordre », *Le Figaro*, 11 avril 2002

2260 « Les jospino-rocardiens souhaitent un message plus clair du PS », *AFP*, 25 avril 2002

poussière. Pour ce faire, il ne compte pas disputer à François Hollande la tête du parti, mais briguerait plutôt la présidence du groupe socialiste, afin de se poser en patron de l'opposition dans les joutes parlementaires. Le Parti socialiste est parvenu à sauver 141 députés lors des législatives de juin, ce qui en fait le premier groupe d'opposition.

Mais les jospino-rocardiens ne sont pas tellement favorables à cette hypothèse, d'autant que le président de groupe sortant, Jean-Marc Ayrault, n'est pas disposé à laisser sa place. Le 17 juin, les dirigeants du courant Socialisme et Démocratie se réunissent en présence de Dominique Strauss-Kahn, lui-même réélu dans le Val-d'Oise, pour faire le point sur le devenir de la direction du groupe²²⁶¹. Les principaux cadres du courant, Alain Richard, Bertrand Delanoë et Daniel Vaillant, plaident pour soutenir Jean-Marc Ayrault, tout comme une partie de la quinzaine de députés aubryistes²²⁶². Les jospino-rocardiens sont en position de force. La majorité des membres du groupe socialiste sont issus de ce courant, alors que les fabiusiens ne seraient qu'une quarantaine. Tandis que François Hollande refuse d'arbitrer la campagne interne pour la présidence du groupe, les animateurs de Socialisme et Démocratie rencontrent Laurent Fabius pour le dissuader de se présenter contre Jean-Marc Ayrault en échange d'une place de choix dans la direction du parti²²⁶³. Le 19 juin, Jean-Marc Ayrault est réélu à la tête du groupe par 85 voix contre 35 pour Arnaud Montebourg, jeune talent de l'aile gauche du parti. Laurent Fabius, qui ne s'est pas présenté, d'abord pressenti comme porte-parole du PS, devient finalement le numéro deux du parti.

Dans le grand flou de la recomposition, un homme semble promis à un bel avenir : Dominique Strauss-Kahn, désormais membre de la direction du PS comme secrétaire national. La voie semble d'autant plus dégagée que sa principale rivale, Martine Aubry, a subi un revers en étant battue aux législatives dans la cinquième circonscription du Nord par un jeune cadre de l'UMP, Sébastien Huygue²²⁶⁴. La préparation du congrès du PS, prévu au printemps 2003 permet à Dominique Strauss-Kahn de s'affirmer. A la mi-juillet, le courant Socialisme et Démocratie dépose la première contribution intitulée « Pour un débat réussi » où il est prôné un « *congrès de clarification* » pour « *tout remettre à plat pour constater où sont les vraies convergences et les réelles divergences* » au sein du PS. Parmi les idées avancées, le « socialisme de production », déjà développé par Dominique Strauss-Kahn dans un livre publié en janvier, *La Flamme et la Cendre*²²⁶⁵. Les jospino-rocardiens, bien que critiques envers la mondialisation ne veulent pas une rupture brutale et défendent qu' « *il y aurait beaucoup à perdre à se contenter de courtiser les mouvements antimondialisation sans mener une discussion franche* ». « *Car la dénonciation sans alternative de*

2261 AESCHIMANN Eric, « Le sursaut du PS n'est pas venu », *Libération*, 17 juin 2002

2262 FREYSSINET Elsa, « Fabius place Ayrault sur la défensive », *Le Figaro*, 18 juin 2002

2263 FREYSSINET Elsa, « Quand les éléphants bousculent François Hollande », *Le Figaro*, 21 juin 2002

2264 LUCAS Rosalie, MOURGUE Marion, *Martine Aubry. Les secrets d'une ambition*, op.cit, p.44

2265 STRAUSS-KAHN Dominique, *La flamme et la cendre*, Grasset, 2002, 280 p.

la mondialisation reprend trop paresseusement les arguments contre l'économie de marché que nous avons entendus pendant des décennies nationalement »²²⁶⁶. Attachés à l'Europe, ils estiment que c'est le niveau européen où se joue la mondialisation et appellent « *un rapport réformiste* » à la mondialisation. Enfin, ils appellent à la construction d'une « République moderne » autour de « *la diffusion des responsabilités et de la capacité de faire travailler ensemble les différents acteurs de la démocratie* »²²⁶⁷. Animé par la garde rapprochée de Dominique Strauss-Kahn, Jean-Christophe Cambadélis, Pierre Moscovici, Alain Bergounioux, l'état-major du courant, soit une trentaine de personnes, se retrouve tous les mardis. On y trouve de nombreux rocardiens d'antan comme Alain Richard, Michel Sapin, Charles Josselin, Tony Dreyfus, Michel Destot, Pierre Bourguignon ou Louis Le Pen. A l'Assemblée nationale, le courant peut s'appuyer sur une quarantaine de députés²²⁶⁸.

Fort de cette machine politique, Dominique Strauss-Kahn n'exclut pas de soumettre son propre texte lors du prochain congrès du PS prévu en mai 2003. Une motion différente de celle de François Hollande, rendant du même coup plus qu'incertaine l'issue du congrès. Le 30 août, l'idée est débattue à La Rochelle, lors de la réunion du courant jospino-rocardien. Jean-Christophe Cambadélis la défend, le président de la région Île-de-France, Jean-Paul Huchon, la combat. Aussi, la prise de décision est reportée au début 2003, le temps de voir l'orientation suivie par François Hollande en terme de ligne et d'entourage. Une position médiane résumée par Pierre Moscovici : « *La motion n'est pas l'objectif mais ce n'est pas interdit. Ce congrès doit être celui de la clarification et de la rénovation. On doit rompre avec la médiocrité car l'avenir du socialisme, ce n'est pas le ni-ni* »²²⁶⁹.

Dans l'attente de prendre une décision, la pression est accrue. Dominique Strauss-Kahn entreprend une tournée des fédérations, manœuvre classique mais efficace de quiconque espère s'attirer les faveurs des cadres et militants socialistes, tandis que ses proches font passer des messages à François Hollande²²⁷⁰. Mais ce dernier n'est pas prompt à se contraindre. Le premier secrétaire entend faire de Dijon son moment de sacre. Il veut préparer sa motion non pas autour d'une synthèse générale pour contenter tout le monde, mais autour de ses idées. Dans cette optique, et pour ne pas avoir à gérer des querelles de chapelles, il prévient que le rejoindre aura comme

2266 NOBLECOURT Michel, « Une contribution pour constater où sont les divergences au sein du PS », *Le Monde*, 18 juillet 2002

2267 Ibid

2268 QUINIO Paul, « Tout le monde au club », *Libération*, 9 janvier 2003

2269 FREYSSINET Elsa, « Strauss-Kahn fait pression sur Hollande », *Le Figaro*, 2 septembre 2002

2270 FRESSOZ Françoise, « Le Parti socialiste évite les règlements de comptes mais pas la confusion », *Les Échos*, 2 septembre 2002

conséquence la disparition des anciens courants²²⁷¹. Donc, pas question de tomber dans les dosages d'apothicaire avec des quotas de places aux anciens courants. Dans cette démarche, il peut s'appuyer sur une garde rapprochée dont certains membres sont issus du courant réformateur, comme Bertrand Delanoë, dont le statut de maire de Paris en fait un des visages potentiels de la relève²²⁷², et même d'anciens rocardiens, à l'image de Manuel Valls. Une affirmation qui force Dominique Strauss-Kahn à bien réfléchir sur sa stratégie. Soit il monte sa propre motion et défie François Hollande, quitte à s'affaiblir et à ruiner sa stature de présidentiable, soit il s'associe avec le premier secrétaire en prenant le risque de diluer son courant dans quelque chose de plus large²²⁷³.

Son entourage est assez divisé. Les anciens rocardiens, fidèles au tempérament traditionnel du courant de ne pas chercher la confrontation, ne sont guère désireux de partir en guerre contre François Hollande et préféreraient se rassembler derrière le premier secrétaire²²⁷⁴. Jean-Christophe Cambadélis, qui était pourtant en faveur d'une motion contre François Hollande, et d'autres animateurs du courant, proposent dans une lettre ouverte au premier secrétaire « *une coalition durable défendant un contrat de gouvernement* », « *une alliance durable autour d'un contrat de gouvernement indispensable à une alternative crédible* ». Une main tendue mais pas gratuite. Si les *leaders* du courant jospino-rocardien affirment leur volonté de travailler avec François Hollande, ils lui disent aussi vouloir « *voir (leurs) suggestions présentes dans ta contribution* »²²⁷⁵. C'est un tournant dans la stratégie de Dominique Strauss-Kahn, qui cherche à présent à « *affirmer son autonomie dans la majorité* »²²⁷⁶.

Faute de pouvoir s'imposer dans les arcanes du PS, Dominique Strauss-Kahn et le courant jospino-rocardien tentent de se relancer par les idées. L'Europe, cheval de bataille du courant rocardien, permet au courant de retrouver une certaine présence et un nouveau souffle. En janvier 2003, une association appelée « A gauche en Europe », mi *think tank*, mi courant, est constituée autour de Dominique Strauss-Kahn, Pierre Moscovici et Michel Rocard. Elle est présidée par Marisol Touraine, ancienne membre du cabinet de Michel Rocard à Matignon, chargée des questions géostratégiques²²⁷⁷. D'autres proches de Michel Rocard font aussi partie de l'aventure, à l'image d'Alain Richard, Alain Bergounioux, Jean-Paul Huchon ou encore Michel Destot. Alain

2271 FRESSOZ Françoise, « Hollande veut s'imposer comme le premier des opposants », *Les Échos*, 20 septembre 2002

2272 PFAADT Laurent, *Bertrand Delanoë, d'ombre et de lumière*, City, 2009, p.164

2273 NOBLECOURT Michel, « François Hollande appelle les anciens courants du PS à se fondre dans un nouvel axe majoritaire », *Le Monde*, 20 septembre 2002

2274 NOBLECOURT Michel, « Gauche contre gauche au PS », *Le Monde*, 10 octobre 2002

2275 « Cambadélis pour une coalition durable défendant un contrat de gouvernement », *AFP*, 18 décembre 2002

2276 SAUVAGE Pascale, « Pour Strauss-Kahn ce sera le congrès de l'installation », *Le Figaro*, 21 décembre 2002

2277 BERGOUNIOUX Alain, MERLE Jean-François, *Le rocardisme, Devoir d'inventaire*, op.cit, p.250

Richard et Pierre Moscovici avaient déjà organisé en février 2001 un colloque intitulé « Vouloir l'Europe »²²⁷⁸.

Mais Michel Rocard est mis de côté par les instances du PS. Alors qu'il demande d'être réinvesti par son parti pour les élections européennes de juin 2004, les cadres du parti entendent procéder à un renouvellement, et aussi lui faire payer sa liberté de ton. « *En critiquant le parti sans arrêt, Michel s'est tiré une balle dans le pied. Il a soutenu la réforme des retraites engagée par le gouvernement puis il a descendu les 35 heures, avant de dire que le PS était en phase de régression. Ça fait un peu beaucoup pour quelqu'un qui sollicite une investiture* »²²⁷⁹. Même si Dominique Strauss-Kahn le défend auprès de François Hollande en invoquant sa stature, son importance et son travail, cela ne suffit pas à convaincre les détracteurs de l'ancien Premier ministre²²⁸⁰. Michel Rocard doit son salut à deux de ses fidèles grognards, les quelques derniers proches de la première heure toujours présents dans les instances du PS : Alain Bergounioux²²⁸¹, toujours secrétaire national du PS, et Tony Dreyfus²²⁸², qui se présente comme « *le dernier des rocardiens* »²²⁸³ ne lâchent pas tant que Michel Rocard n'est pas maintenu pour les européennes. Finalement une solution est trouvée. C'est le « *printemps du patriarche* » selon le mot d'Alain Bergounioux²²⁸⁴. Pour la première fois, les élections européennes en France se font dans huit circonscriptions taillées sur la base de grandes régions. Bien qu'implanté dans la région parisienne et désireux de s'y présenter, Michel Rocard est désigné tête de liste dans la circonscription Sud-Est. Avec près de 28 % sa liste arrive en tête et lui permet de conserver son siège de député européen.

En revanche, si la question du projet de Constitution européenne en novembre 2004, qui exacerbe les divergences internes au PS, met l'association au premier plan et permet aux rocardiens, excepté certains comme Manuel Valls ou Benoît Hamon qui prennent position pour le Non, de retrouver un espace, en menant une fervente campagne en faveur du Oui, le résultat populaire n'est pas à la hauteur des espérances. En interne, en dépit d'une campagne intense en faveur du Non conduite par Laurent Fabius²²⁸⁵, le résultat de 58,5 % pour le Oui est une victoire... mais une victoire de courte durée car le référendum est rejeté par les Français le 29 mai 2005²²⁸⁶.

2278 DELY Renaud, « Les socialistes retrouvent l'Europe », *Libération*, 8 février 2001

2279 GERSCHEL Frédéric, « Rocard poussé vers la sortie », *Le Parisien*, 9 décembre 2003

2280 Ibid

2281 Conseiller technique de Michel Rocard à Matignon, il continue de travailler comme conseiller auprès de ministres issus du rocardisme après 1994, comme Catherine Trautmann à la Culture (1997-1998) et Michel Sapin à la Fonction publique (2000-2002)

2282 Désormais membre du Conseil national du PS et député-maire du Xe arrondissement de Paris

2283 SANTINI Sylvie, *Michel Rocard, un certain regret*, op.cit, p.141

2284 Ibid

2285 FABIUS Laurent, *Une certaine idée de l'Europe*, Plon, 2004, 124 p.

2286 BERGOUNIOUX Alain, MERLE Jean-François, *Le rocardisme, Devoir d'inventaire*, op.cit, p.251

En dépit de cet échec, le courant jospino-rocardien, de plus en plus présenté comme le courant strauss-kahnien, a fait entendre sa voix et s'est solidifié. La parole est même parfois un peu trop libre ! Ainsi, Michel Rocard n'hésite pas à dire qu'il préférerait voir le PS se scinder plutôt que de le vivre aux mains d'une direction acquise au « non »²²⁸⁷. Dans les coulisses, les préparatifs sont consacrés à la candidature de Dominique Strauss-Kahn dans l'optique de la primaire socialiste de 2006. Si ce dernier ne reçoit pas le soutien de tous les rocardiens, qui ne sont plus de toute façon un groupe mais un ensemble d'individus²²⁸⁸, nombre d'entre eux sont à ses côtés, séduits par la perspective d'une ligne social-démocrate moderne²²⁸⁹. Mais il y a fort à faire.

Dans un premier temps, la première menace pourrait venir de Lionel Jospin. Suite à sa cuisante défaite lors de l'élection présidentielle de 2002, l'ancien Premier ministre avait annoncé son retrait de la vie politique²²⁹⁰. Pourtant, des signes laissent à supposer qu'il n'a pas fermé la porte à un retour. Lionel Jospin a pris l'habitude de rassembler ses fidèles, parmi lesquels Bertrand Delanoë ou l'ancien rocardien Bernard Poignant²²⁹¹. La publication à l'autonomie 2005 d'un livre, *Le Monde comme je le vois*²²⁹², qui tient davantage du programme politique que du testament, relance les spéculations, d'autant que Lionel Jospin ne nie pas un potentiel retour. Une perspective approuvée par plusieurs personnalités socialistes, comme l'ancien jeune rocardien Manuel Valls²²⁹³. Mais une perspective qui terrorise les partisans de Dominique Strauss-Kahn. Finalement, se rendant compte qu'en dehors de son cercle de fidèles historiques, les poids lourds du PS sont hostiles à sa candidature, Lionel Jospin renonce le 28 septembre 2006.

Mais pour Dominique Strauss-Kahn, le pire reste à venir, face à Ségolène Royal. Représentante de la nouvelle génération, peu liée aux guerres de courant passées, la présidente de la région Poitou-Charente suscite une dynamique parmi les militants assez spectaculaire. Dans le clan de Dominique Strauss-Kahn, on s'inquiète d'un « vote utile » en faveur de Ségolène Royal, un vote qui ne serait pas motivé par les convictions mais par la volonté de choisir celui, ou plutôt en l'occurrence celle, qui semble avoir le plus de chances de gagner.

Des contre-feux sont allumés. Tino Kerdraon, ancien député rocardien du Finistère, estime que Dominique Strauss-Kahn se situe dans la ligne des idées défendues autrefois par Michel Rocard et rappelle surtout que les sondages ne sont pas une prophétie et qu'ils ne doivent pas être le seul argument, surtout pas au détriment de la stature : « *En 1980 comme en 1988, Michel Rocard avait*

2287 *Le Nouvel Observateur*, 18 août 2004

2288 BERGOUNIOUX Alain, MERLE Jean-François, *Le rocardisme, Devoir d'inventaire*, op.cit, p.252

2289 Entretien avec Alain Bergounioux, 9 mai 2023

2290 « Retrait de la vie politique de Lionel Jospin », 21 avril 2002, <https://www.ina.fr/ina-eclair-actu/video/i00011344/retrait-de-la-vie-politique-de-lionel-jospin>

2291 PFAADT Laurent, *Bertrand Delanoë, d'ombre et de lumière*, op.cit, p.167

2292 JOSPIN Lionel, *Le Monde comme je le vois*, Gallimard, 2005, 328 p.

2293 PFAADT Laurent, *Bertrand Delanoë, d'ombre et de lumière*, op.cit, p.169

la faveur des sondages, mais c'est François Mitterrand qui a été le candidat socialiste. Aujourd'hui, un certain nombre de rocardiens, traumatisés par l'échec de 2002, se demandent s'il ne faut pas plutôt soutenir Ségolène Royal, favorite des sondages. Je ne le pense pas. DSK peut faire un aussi bon présidentiable que la présidente de la région Poitou-Charentes. Quand on regarde DSK et Ségolène Royal, l'un et l'autre ont été proches du pouvoir. Mais DSK a été davantage sur le devant de la scène en tant que ministre de l'Économie. DSK est, également, plus connu en Europe et ailleurs. Il a plus d'expérience dans le domaine des relations internationales »²²⁹⁴. Mais encore une fois, la défaite rebat les cartes et la candidature primaire de Dominique Strauss-Kahn est balayée par la vague sur laquelle surfe Ségolène Royal. Elle-même, malgré une campagne dynamique dans laquelle s'investit peu l'appareil socialiste, ne parvient pas à triompher du candidat de la droite Nicolas Sarkozy. Arrivé en tête au premier tour avec près de 31 % des voix, contre 25 % pour Ségolène Royal, il s'impose au second tour avec 53 %.

Cette défaite, la troisième consécutive à une élection présidentielle plonge à nouveau le Parti socialiste dans la tourmente. Les rivaux internes de Ségolène Royal ne perdent pas de temps pour se positionner pour la suite. Dès la soirée électorale du second tour de l'élection présidentielle, Dominique Strauss-Kahn, présent sur le plateau de la 2, commence son offensive : « *la rénovation social-démocrate que j'ai initiée ne l'a pas encore emporté dans le Parti socialiste. Il faut maintenant mettre en œuvre ce renouveau. C'est la condition de l'espoir. Et moi, je suis disponible pour cela* »²²⁹⁵. Le contexte est différent, mais l'épisode rappelle celui de 1978, où Michel Rocard s'était exprimé avec la défaite de la gauche aux élections législatives. Comme Michel Rocard en son temps, Dominique Strauss-Kahn se positionne en rénovateur sur un champ de ruines. La jeune génération socialiste appelle de son côté à tourner la page des vieilles écuries, sous leurs anciennes formes comme sous des incarnations plus récentes. A ses yeux, ces vieux courants sont responsables des échecs, des divisions, de l'absence de cohésion interne. Pour remédier à cela, les jeunes talents du PS multiplient les initiatives communes qui transcendent les vieux clivages internes. A la fin août, la Fête de la Rose de Frangy-en-Bresse, organisée par Arnaud Montebourg, réunit des jeunes étoiles montantes issues de tous les courants : Manuel Valls, Aurélie Filippetti, proche de Ségolène Royal, la strauss-kahnienne Sandrine Mazetier et le fabiusien Philippe Martin. Dans cette idée, un groupe transcourant nommé « gagner 2012 » qui rassemble des jeunes talents d'horizons variés comme Guillaume Bachelay, proche de Laurent Fabius, ou François Kalfon, proche de Dominique Strauss-Kahn²²⁹⁶. Les anciens présidentiables s'interrogent sur leur propre rôle à jouer au sein du

2294 ROBIN Yves-Marie, « Strauss-Kahn est un excellent candidat », *Sud-Ouest*, 27 septembre 2006

2295 « Secrets, mensonges et trahisons : les enfants terribles de la gauche », documentaire de GUILLOT Alexis et FARGUES Dominique, 2017

2296 BAROTTE Nicolas, « Au PS, les vieux courants n'ont plus la côte », *Le Figaro*, 10 août 2007

PS. Ces mouvements internes entraînent l'émergence de nouvelles personnalités, comme Benoît Hamon. Bien qu'issu du courant rocardien, il est à ce moment l'espoir ascendant de l'aile gauche du PS, le successeur d'Henri Emmanuelli. Ce travail aura l'occasion, plus loin, de parler de lui plus en détails.

Le courant strauss-kahnien se trouve même privé de son chef, nommé à la tête du Fond monétaire international en septembre 2007. Ainsi, les anciens du courant rocardien perdent une fois de plus leur figure de proue. Mais les membres du courant Socialisme et Démocratie sont optimistes quant à leur potentiel, même sans Dominique Strauss-Kahn. Ils se rassemblent entre eux le soir du 31 août dans une salle de La Rochelle, pendant l'université d'été du PS. Et ils veulent croire que le départ de leur chef ne leur portera pas préjudice. Pour Laurent Baumel, le courant a survécu au départ de Lionel Jospin et survivra à celui de Dominique Strauss-Kahn. « *C'est un bloc qui se définit par son projet et donc il restera uni* », affirme Jean-Paul Huchon²²⁹⁷. Une affirmation qui sous-entend que les rocardiens ont appris de l'expérience de Michel Rocard, à savoir l'impasse qu'entraîne la « fusion » entre les idées et la personnalité du meneur. Mais la question du leadership se pose. Dominique Strauss-Kahn a confié les rênes du courant à Jean-Christophe Cambadélis, tandis que Pierre Moscovici est pensé comme un possible prétendant pour la présidentielle de 2012. Ce dernier lui-même laisse se diffuser cette petite musique. Avant de penser à 2012, le courant veut peser dans la rénovation du PS. Dans cet objectif, il publie un « manifeste pour un socialisme nouveau » et n'exclut pas de présenter un de ses cadres pour devenir premier secrétaire lors du congrès prévu en 2008. Le courant modéré, issu du rocardisme, puis du courant rocardo-jospinien puis strauss-kahnien, lorgne également sur le maire de Paris, Bertrand Delanoë, perçu comme un potentiel nouvel espoir.

Ce dernier se manifeste concrètement en mai 2008. Le 6 mai, il publie un texte orné de 93 signatures qui doit servir de base à une contribution puis à une motion soumise au vote des adhérents. Parmi les signataires, le maire de Grenoble, rocardien du courant strauss-kahnien, Michel Destot²²⁹⁸. D'autres rocardiens lui apportent leur soutien comme Claude Evin, Michel Sapin, Charles Josselin, Alain Richard²²⁹⁹, Alain Bergounioux ou Jacques Salvator. Ils prévoient d'apporter leur touche personnelle au texte que présentera Bertrand Delanoë. Puis, à la fin du mois, le maire de Paris publie un ouvrage, *De l'audace !*²³⁰⁰, afin de mieux se faire connaître. L'objectif est atteint en matière de communication, car une partie de l'ouvrage fait beaucoup de bruit : celle où Bertrand

2297 MANDRAUD Isabelle, NORMAND Jean-Michel, « Au PS, les fidèles de Dominique Strauss-Kahn veulent résister aux appétits des ténors du parti », *Le Monde*, 1^{er} septembre 2007

2298 GARIN Christine, NORMAND Jean-Michel, « Bertrand Delanoë s'engage à son tour dans la course à la succession de François Hollande », *Le Monde*, 8 mai 2008

2299 Entretien avec Alain Richard, 19 avril 2023

2300 DELANOË Bertrand, *De l'audace ! Entretiens avec Laurent Joffrin*, Robert Laffont, 2008, 289 p.

Delanoë se revendique comme socialiste, certes, mais aussi comme libéral, dans le sens philosophique des Lumières, soit « *la quête de la liberté humaine et la défense des droits fondamentaux* »²³⁰¹. Cela lui attire de nombreuses critiques, surtout de l'aile gauche, mais cela lui attire également le statut de nouveau champion de la gauche réformiste social-démocrate. Ultime symbole, et de taille, Michel Rocard lui-même annonce son soutien au maire de Paris²³⁰². Une première brèche dans le courant strauss-kahnien.

Le 1^{er} juin, Jean-Christophe Cambadélis et Claude Bartolone, toujours fidèle de Laurent Fabius, initient un « pôle des reconstituteurs », afin de former une nouvelle majorité et de troubler un duel Delanoë-Ségolène Royal. Car l'ancienne candidate de 2007 n'a pas renoncé à son ambition. Elle compte s'appuyer sur la dynamique suscitée pendant sa campagne pour s'emparer du PS. Le soir de sa défaite, sa prestation fut celle d'une conquérante. Du haut d'une terrasse rue Solférino, Ségolène Royal s'était adressée à une foule massive, promettant de « *continuer cette extraordinaire campagne* » avant de la galvaniser avec le slogan de l'équipe de France lors de la Coupe du monde de 2002 « *Tous ensemble, tous ensemble Hey ! Hey !* »²³⁰³. Dans la soirée, elle avait clairement fait part de son intention à François Hollande de prendre la tête du PS, selon une logique des institutions internes remontant à 1995 en vertu de laquelle un candidat socialiste obtenant un score important à l'élection présidentielle devient naturellement le chef du Parti socialiste²³⁰⁴, car « *c'était la crédibilité présidentielle qui conférait le pouvoir partisan et non l'inverse* »²³⁰⁵.

Aussi, pour ne pas laisser le terrain à Ségolène Royal, le courant strauss-kahnien présente une contribution, « Besoin de gauche », conduite par Pierre Moscovici, qui se présente comme un « premier secrétaire non présidentiable »²³⁰⁶ et notamment soutenue par la rocardienne Catherine Trautmann et... Arnaud Montebourg. D'ailleurs, le 16 mai, sur les terres de ce dernier, Pierre Moscovici avait dénoncé que tous les présidentiables se fassent la guerre pour la conquête du parti. Stratégiquement, le but serait de prendre le parti pour Dominique Strauss-Kahn, et éviter que celui-ci ne s'expose trop tôt, et de le mettre en ordre de marche pour lui²³⁰⁷. Pourtant, durant l'été, une partie du courant strauss-kahnien, derrière Jean-Christophe Cambadélis et Christophe Borgel, se détache de Pierre Moscovici et plaide pour un rapprochement avec Martine Aubry, qui elle-même est en train de se rapprocher de Laurent Fabius. Une alliance de « la carpe et du lapin » moquée par

2301 PFAADT Laurent, *Bertrand Delanoë, d'ombre et de lumière*, op.cit, p.201

2302 BAROTTE Nicolas, « Delanoë reçoit l'appui d'une partie des rocardiens », *Le Figaro*, 25 juin 2008

2303 « Secrets, mensonges et trahisons : les enfants terribles de la gauche », documentaire de GUILLOT Alexis et FARGUES Dominique, 2017

2304 BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes et le pouvoir (1905-2005)*, op.cit, p.416

2305 GRUNBERG Gérard, *La Loi et les prophètes. Les socialistes français et les institutions politiques*, op.cit, p.301

2306 NORMAND Jean-Michel, « Premières ébauches d'alliance au sein du PS », *Le Monde*, 18 juillet 2008

2307 PFAADT Laurent, *Bertrand Delanoë, d'ombre et de lumière*, op.cit, p.216

les adversaires et par des observateurs²³⁰⁸. Mais il semblerait même que Dominique Strauss-Kahn appuie lui-même la candidature de Martine Aubry dans l'idée qu'elle prépare le parti pour lui, au grand dam de Pierre Moscovici qui espérait recevoir le soutien de son mentor²³⁰⁹. L'idée de Jean-Christophe Cambadélis est d'empêcher que Ségolène Royal ou Bertrand Delanoë ne s'empare du parti et ne s'en serve comme une rampe de lancement vers 2012 au détriment de Dominique Strauss-Kahn²³¹⁰.

Cette fragmentation, à la fois du courant strauss-kahnien, mais aussi de l'ancien courant rocardien, se traduit lors du comptage des motions pour le congrès de Reims qui a lieu du 14 au 16 novembre 2008. La motion A de Bertrand Delanoë obtient le ralliement d'une partie de la contribution de Pierre Moscovici, dont Pierre Moscovici lui-même qui renonce à briguer le poste de premier secrétaire, ainsi que le soutien de Lionel Jospin. Le 11 septembre 2008, quelques rocardiens, dont Michel Rocard lui-même, signent une tribune pour réaffirmer leur soutien à Bertrand Delanoë²³¹¹. Mais tous les rocardiens ne sont pas dans le même camp. La motion D de Martine Aubry est soutenue par des rocardiens comme Jean-Paul Huchon, François Lamy et une partie de la contribution de Pierre Moscovici comme Jean-Christophe Cambadélis et Sandrine Mazetier, qui veulent poursuivre l'action des « reconstructeurs » en association avec les fabusiens. Benoît Hamon dépose sa propre motion et Manuel Valls est le porte-parole de Ségolène Royal (motion E, conduite par le maire de Lyon Gérard Collomb). Un éclatement qui prouve la décomposition des rocardiens. C'est également la fin du courant strauss-kahnien. Pierre Moscovici et Jean-Christophe Cambadélis, rivaux depuis le départ de Dominique Strauss-Kahn, se renvoient la faute. Pour le premier, « *Socialisme et Démocratie n'a pas résisté aux coups de boutoir de ceux qui ont confondu reconstruction et combinaison* », et Jean-Christophe Cambadélis, en s'ouvrant à Laurent Fabius aurait fait fuir les rocardiens vers Bertrand Delanoë, condamnant à mort le courant. Le second accuse Pierre Moscovici d'avoir voulu créer un nouveau courant à son service, trahissant Dominique Strauss-Kahn²³¹².

Les résultats ne font qu'accélérer l'anéantissement du courant. La motion de Bertrand Delanoë ne termine que deuxième lors du vote des motions par les adhérents le 6 novembre 2008. Avec 25,24 %, elle termine derrière celle de Ségolène Royal, dont le maire de Lyon Gérard Collomb est le premier signataire (29,08%). Suivent celles de Martine Aubry (24,32%) et celle de

2308 REVAULT D'ALLONNES David, *Petits meurtres entre camarades. Enquête secrète au coeur du PS*, Robert Laffont, 2010, p.54

2309 LUCAS Rosalie, MOURGUE Marion, *Martine Aubry. Les secrets d'une ambition*, op.cit, p.171

2310 REVAULT D'ALLONNES David, *Petits meurtres entre camarades. Enquête secrète au coeur du PS*, op.cit, p.178

2311 Voir Annexe 18 : « Rocardiens pour Delanoë », *Le Monde*, 11 septembre 2008

2312 REVAULT D'ALLONNES David, « Le courant DSK vole en éclats », *Libération*, 26 septembre 2008

Benoît Hamon (18,52%). Déçu par son score, le maire de Paris ne dépose pas sa candidature comme premier secrétaire, contrairement à Ségolène Royal. Martine Aubry propose alors à Bertrand Delanoë de rejoindre un axe avec ses troupes et celles de Benoît Hamon pour faire barrage à Ségolène Royal. Mais cette proposition baroque achève de scinder le courant modéré. D'une part, les rocardiens ne veulent pas rentrer dans la logique d'un front « anti-Ségolène », contrairement à de nombreux anciens du courant Jospin. Deuxièmement, les rocardiens refusent que cette alliance soit menée par Benoît Hamon, piste proposée par Martine Aubry²³¹³. Martine Aubry semble insaisissable pour de nombreuses personnalités du PS : elle est à la fois jugée comme une figure de la deuxième gauche, dans la droite ligne de son père²³¹⁴, avec, comme Michel Rocard, le souci d'un certain réalisme économique. Mais d'autre part, elle entretient des relations très fortes avec l'aile gauche du parti²³¹⁵. Cette crispation de certains rocardiens autour de Benoît Hamon, visage de cette aile gauche, illustre la division du courant entre ceux qui entendent se cantonner à une ligne strictement social-démocrate et ceux qui sont prêts à aller plus loin, quitte à s'associer à une gauche plus radicale.

Les ramifications sont intéressantes et témoignent de l'explosion, non seulement de l'ancien courant rocardien, mais de façon plus large, de la tendance réformiste et de la plupart des écuries internes au PS : des rocardiens refusent une alliance conduite par une personnalité issue à l'origine des mêmes rangs. Finalement, Ségolène Royal, Martine Aubry et Benoît Hamon sont sur la ligne de départ. Au premier tour, Ségolène Royal arrive en tête avec 42,45 %, devant Martine Aubry (34,73%) et Benoît Hamon (22,83%). Au second tour, Benoît Hamon appelle à voter Martine Aubry, tout comme Bertrand Delanoë, bien que ce choix ne soit pas partagé par toute sa motion. Pourtant, nombre de militants de Benoît Hamon se reportent au second tour sur Ségolène Royal en dépit de cette consigne de vote²³¹⁶. Le second tour débouche sur une crise d'une violence inouïe, chaque camp accusant l'autre de fraude. Les entourages sont très actifs, en particulier deux hommes. Manuel Valls pour le camp Royal et François Lamy pour le camp Aubry. Une opposition qui illustre à la perfection l'éparpillement du courant rocardien. Les deux hommes sont issus du courant Rocard et ont travaillé, entre autres, pour le même rocardien historique : Robert Chapuis. Manuel Valls fut son assistant parlementaire, François Lamy, son chef de cabinet lorsqu'il était secrétaire d'État à l'enseignement technique. A présent, ils sont dans deux écuries qui se vouent une détestation réciproque. Un observateur commente : « *A la base, il y a des ressemblances. Mais c'est*

2313 GARIN Christine, NORMAND Jean-Michel, « Le congrès suspendu au choix des amis de M.Delanoë », *Le Monde*, 17 novembre

2314 AMAR Cécile, *L'homme qui ne voulait pas être roi. Conversations avec Jacques Delors*, op.cit, p.191

2315 LUCAS Rosalie, MOURGUE Marion, *Martine Aubry. Les secrets d'une ambition*, op.cit, p.165

2316 REVAULT D'ALLONNES David, *Petits meurtres entre camarades. Enquête secrète au coeur du PS*, op.cit, p.42

*un peu comme deux voitures qui ont suivi un parcours, parallèle, sans jamais s'être croisées... »*²³¹⁷

Une phrase qui résume le devenir des anciens membres du courant rocardien.

Cela confirme que, treize ans après le départ de Michel Rocard de la scène politique nationale, si les rocardiens n'ont pas disparu de la scène politique, le courant rocardien en lui-même n'est plus. Une série de recombinaison interne à la famille socialiste a entraîné les anciens représentants du courant sur divers rivages. Bien que surreprésentés dans le courant jospino-rocardien, devenu le courant strauss-kahnien, ils n'étaient pas tous réunis au même endroit. De nombreuses figures de la « rocardie » ont suivi un autre chemin. Alors que du temps de Michel Rocard le courant rocardien, soudé et uni, avait fini par se confondre avec la deuxième gauche, l'après-Rocard a vu un émiettement du courant responsable de son affaiblissement. Les rocardiens, en majorité, ne demeurent plus qu'une composante parmi d'autres de la deuxième gauche, de la gauche modérée et réformatrice, une composante de différentes chapelles qui se sont constituées et reconstituées au fil des circonstances. Une composante que l'on pourrait qualifier de secondaire dans le sens où aucun rocardien n'a été en mesure d'être la locomotive des recombinaisons. Car les rocardiens se sont toujours ralliés à des figures traditionnellement extérieures à la « rocardie », que ce soit Lionel Jospin ou Dominique Strauss-Kahn. Aucun rocardien n'est devenu un présidentiable au début de la décennie 2000.

Cet épisode est un chapitre supplémentaire de l'éparpillement de la « rocardie », elle-même noyée dans un courant réformatrice qui vole en éclats. L'ancien courant Socialisme et Démocratie est désormais divisé en trois. Derrière Jean-Christophe Cambadélis, ceux qui veulent soutenir Martine Aubry pour la primaire socialiste en vue de la présidentielle de 2012 si Dominique Strauss-Kahn venait à ne pas replonger dans la politique française. Jean-Christophe Cambadélis illustre même cette position en parodiant la chanson de Joséphine Baker : « *J'ai deux amours, DSK et Aubry* »²³¹⁸. Deuxième clan, animé par un ancien rocardien, un cercle de réflexion baptisé « Inventer à gauche ». Considérant que « *les valeurs et les enseignements que la social-démocratie a élaborés dans le feu des épreuves passées demeurent toujours valides* »²³¹⁹, il entend apporter à la gauche « *une expertise, une réflexion* », « *provoquer la réflexion et de proposer des solutions pour les socialistes et la gauche dans son ensemble* »²³²⁰ lancé en janvier 2009 par Michel Destot et d'autres figures rocardiennes issues du courant strauss-kahnien. On y trouve notamment Alain Bergounioux, Catherine Tasca, Alain Richard, Pierre Bourguignon et Charles Josselin. Michel Rocard en est le président d'honneur. Et enfin, un nouveau courant issu de la scission de l'ancienne motion Delanoë

2317 CHEVALLIER Cécile, « Le bras de fer des bras droits du PS », *Le Parisien*, 24 novembre 2008

2318 REVAULT D'ALLONNES David, *Petits meurtres entre camarades. Enquête secrète au coeur du PS*, op.cit, p.315

2319 « Tribune Inventer à gauche », *Libération*, 10 mars 2009

2320 « PS : des élus lancent Inventer à gauche », *Le Figaro*, 7 janvier 2009

autour de Pierre Moscovici. La constitution des listes pour les élections européennes de 2009 ranime l'existence des courants dans les courants. Aussi, au sein du courant Delanoë, les rocardiens et proches de Pierre Moscovici s'estiment desservis au profit des amis du maire de Paris et prennent de la distance, avec la volonté de s'organiser entre eux en un nouveau courant à partir de l'ancienne contribution « Besoin de gauche »²³²¹. Il peut compter sur le soutien d'anciennes figures de la « rocardie », notamment Marisol Touraine. Pierre Moscovici est d'ailleurs candidat déclaré à la primaire pour incarner la voie de la social-démocratie réformatrice²³²².

Mais les pièces ne tardent pas à bouger sur l'échiquier. L'hypothèse d'un retour de Dominique Strauss-Kahn dans le jeu politique français commence à secouer le microcosme politique. Auréolé par sa stature de dirigeant du FMI, par une réputation d'excellence, Dominique Strauss-Kahn bénéficie, comme Michel Rocard en son temps, d'une côte de popularité qui dépasse les frontières de son parti. Il plaît même à une frange de la droite et jouit d'excellents sondages face à Nicolas Sarkozy. Pour beaucoup, il est la meilleure alternative possible au président sortant. Cette hypothèse ranime soudainement son entourage. Plusieurs voix, souvent des cadres socialistes locaux, réclament son retour et prennent des initiatives en ce sens (pétition, comité de soutien...).

Dans les hautes sphères du PS, les rencontres se multiplient pour mettre en route la machine Strauss-Kahn²³²³. Début mai, Pierre Moscovici, qui s'est remis au service de Dominique Strauss-Kahn, organise un déjeuner au Sénat avec environ 75 parlementaires, grands élus, maires. Dans cette machine politique, on trouve plusieurs rouages marqués du sceau rocardien. Ainsi, Michel Destot emploie également son club, composé d'une quarantaine d'élus, d'experts et d'ex-conseillers ministériels jospino-rocardiens, pour faire la jonction entre les rocardiens et le patron du FMI. Au Sénat, le sénateur de Côte-d'Or François Patriat, issu du rocardisme, rassemble les sénateurs socialistes favorables à Dominique Strauss-Kahn lors de petits-déjeuners le mercredi. Un rituel qui voit le nombre de participants grossir, avec l'arrivée notable d'un autre rocardien : Jean-Pierre Sueur, proche de longue date de Martine Aubry et sénateur du Loiret depuis 2001. L'image de présidentiable de Dominique Strauss-Kahn est également développée depuis 2006 par un ancien animateur des jeunes rocardiens, Stéphane Fouks, désormais patron de la puissante agence de communication Euro RSCG²³²⁴. Même Manuel Valls, pourtant candidat déclaré aux primaires

2321 « Les listes pour les européennes font grincer des dents au PS », *Le Monde*, 2 mars 2009

2322 REVAULT D'ALLONNES David, *Petits meurtres entre camarades. Enquête secrète au coeur du PS*, op.cit, p.345

2323 « Les partisans de Dominique Strauss-Khan se mettent en effervescence », *AFP*, 3 mai 2011

2324 REVAULT D'ALLONNES David, *Petits meurtres entre camarades. Enquête secrète au coeur du PS*, op.cit, p.300

socialistes, salue la stature de Dominique Strauss-Kahn et annonce qu'il se retirera de la course si ce dernier venait à concrétiser sa candidature²³²⁵.

Un processus anéanti par le scandale du Sofitel de New-York. Le 14 mai 2011, Dominique Strauss-Kahn est arrêté suite à une accusation en son encontre de tentative de viol, abus sexuel et séquestration. Inculpé par la justice américaine, cette déflagration ruine tous les projets et la carrière de Dominique Strauss-Kahn et est même présentée comme l'ultime déconfiture des restes de la mouvance rocardienne, qui s'était majoritairement reportée sur lui²³²⁶. Ses partisans, orphelins une fois de plus, doivent décider de leur avenir pour éviter un nouvel éparpillement. Au sein du PS, les deux prétendants les plus sérieux, Martine Aubry et François Hollande convoitent avec gourmandise les forces strauss-kahniennes et se démènent pour obtenir leurs faveurs. Martine Aubry avait joué une partition ambiguë avec Dominique Strauss-Kahn. Les deux semblaient avoir signé un pacte de non-agression, disant vouloir agir de concert pour déterminer, le moment venu, qui serait le ou la mieux placé(e) pour porter les couleurs du PS²³²⁷. Dominique Strauss-Kahn disait même à son entourage vouloir aider Martine Aubry si lui-même n'était pas candidat²³²⁸. Mais en même temps, certaines des déclarations de Martine Aubry donnaient l'impression qu'elle comptait tordre le bras de Dominique Strauss-Kahn et le prendre de vitesse, ce qui avait contrarié les lieutenants de ce dernier²³²⁹. D'ailleurs, avant le forfait de Dominique Strauss-Kahn, les relations s'étaient tendues entre lui et Martine Aubry. Les deux continuaient à dire vouloir que le mieux placé des deux soit candidat le moment venu. Mais dans l'ombre, chacun mettait tout en œuvre pour devenir le mieux placé en question²³³⁰. Ce qui provoque quelques escarmouches plus ou moins feutrées entre les deux chapelles.

Aussi, le report des strauss-kahniens vers Martine Aubry n'est plus une évidence mathématique. D'ailleurs, les partisans de François Hollande sont confiants dans leur capacité de récupérer la majorité des strauss-kahniens qui ne voudront pas se rallier à Martine Aubry pour des raisons de cohérence politique²³³¹. Mais là aussi il n'y a pas d'évidence mathématique. Michel Destot juge : « *Martine Aubry et François Hollande n'ont pas de divergences idéologiques, cela va se jouer sur les personnalités, les alliances, la capacité à rassembler, et à incarner la fonction suprême. Martine Aubry a besoin de nous pour se recentrer, François Hollande pour se densifier*

2325 « Manuel Valls : la candidature DSK est en train de s'imposer », *Le Point*, 28 mars 2011

2326 BERGOUNIOUX Alain, MERLE Jean-François, *Le rocardisme, Devoir d'inventaire*, op.cit, p.15

2327 LUCAS Rosalie, MOURGUE Marion, *Martine Aubry. Les secrets d'une ambition*, op.cit, p.199

2328 REVAULT D'ALLONNES David, *Petits meurtres entre camarades. Enquête secrète au coeur du PS*, op.cit, p.302

2329 LUCAS Rosalie, MOURGUE Marion, *Martine Aubry. Les secrets d'une ambition*, op.cit, p.177

2330 REVAULT D'ALLONNES David, *Petits meurtres entre camarades. Enquête secrète au coeur du PS*, op.cit, p.308

2331 Ibid, p.351

[...] *Aubry a été n°2 du gouvernement Jospin, elle est la maire de la troisième ville de France, Hollande n'a été que premier secrétaire et président de conseil général. Mais, c'est le plus proche de la ligne de DSK* »²³³². Il prévoit de réunir son club le 14 juin pour arrêter une position tandis qu'une autre réunion de tous les anciens soutiens de Dominique Strauss-Kahn est prévu aussi à la mi-juin pour tenter de prendre une décision commune. Pierre Moscovici et Sandrine Mazetier rédigent de leur côté un document de six pages, qui fait office de profession de foi socialiste. L'objectif premier est d'amener un des prétendants à s'en inspirer. Pierre Moscovici n'exclut d'ailleurs pas de ressusciter sa propre candidature à la primaire si la ligne social-démocrate n'était suffisamment prise en compte par François Hollande ou Martine Aubry²³³³.

Mais le consensus paraît impossible. Finalement, chacun fait son choix. Michel Destot et son club rocardien « Inventer à gauche » font le choix de Martine Aubry dans un communiqué : « *Dans une campagne présidentielle qui sera dure et agressive - comme la droite le montre actuellement -, il nous a paru que Martine Aubry, par son parcours politique ministériel et municipal à la tête d'une grande ville, par le rôle qu'elle joue à la tête du Parti socialiste, par sa détermination, peut porter ces espoirs, en affirmant une volonté réformatrice, une morale républicaine irréprochable, un fort engagement européen* »²³³⁴. Parmi les trente premiers signataires, on trouve plusieurs fidèles de Michel Rocard comme Alain Richard, Robert Chapuis, Tony Dreyfus, Charles Josselin et Alain Bergounioux. Elle obtient également le soutien des rocardiens Catherine Trautmann, Jean-Claude Boulard, Jean-Paul Huchon, Pierre Bourguignon Jean-Pierre Sueur, Jacques Chérèque et de fidèles de Dominique Strauss-Kahn comme Jean-Christophe Cambadélis et Sandrine Mazetier. Voyant son espace de plus en plus réduit, Pierre Moscovici et « *près de 90 %* » de son réseau, se rallie finalement à François Hollande le 29 juin 2011²³³⁵. Pierre Moscovici devient même le « coordinateur » de la campagne de François Hollande. Ce dernier obtient le soutien d'autres personnalités issues de la mouvance rocardienne et strauss-kahnienne : Marisol Touraine, Michel Sapin, Bernard Poignant, François Patriat...

Cet épisode représente ainsi le dernier acte de l'éparpillement, d'une recomposition interne au PS. Toute la gauche réformatrice que voulaient refonder les rocardiens s'est morcelée. Ses forces, en intégrant de nouvelles écuries, prennent part à une refondation de la gauche sur de nouvelles bases, de nouveaux clivages, qui rompent avec tous ceux qui ont caractérisé l'histoire interne de la famille socialiste jusqu'à présent. Les rocardiens ne sont plus étiquetés comme tels en interne, cette dimension n'entre plus en compte dans la cuisine du Parti socialiste et les querelles de chapelles.

2332 LANDRIN Sophie, « Grandes manœuvres autour des strauss-kahniens », *Le Monde*, 3 juin 2011

2333 GORCE Bernard, « Les deux défis de François Hollande », *La Croix*, 16 juin 2011

2334 CZARNES Renaud, « Primaire : Martine Aubry se lance enfin dans la course », *Les Échos*, 27 juin 2011

2335 CZARNES Renaud, « Primaire PS : Moscovici, Peillon et leurs troupes rallient Hollande », *Les Échos*, 1^{er} juillet 2011

Par exemple, au lendemain des élections régionales de 2010, deux anciens rocardiens se livrent une bataille d'influence dont l'enjeu est la présidence du groupe socialiste au conseil régional d'Île-de-France. Deux personnalités issues du courant rocardien qui poussent chacune un proche, camarade de leurs nouveaux courants : Jean-Paul Huchon, président réélu et désormais étiqueté comme strauss-kahnien, soutient Christophe Borgel et Benoît Hamon soutient son fidèle Guillaume Balas²³³⁶.

II) La guerre des deux roses

Bien que retiré de la vie politique nationale, Michel Rocard demeure toujours une référence pour toute une frange du Parti socialiste. Plus que la figure de Michel Rocard en elle-même, sa ligne, celle d'une gauche réformiste et social-démocrate, reste un cap politique suivi par de nombreuses personnalités, y compris originellement extérieures à son courant. A sa mort en 2016, Michel Rocard devient une sorte de totem politique, un modèle de référence. Lui qui fut autrefois sévèrement critiqué au sein même de sa famille politique devient une boussole brandie par les représentants d'une nouvelle génération qui aspirent aux plus hautes responsabilités.

A) Michel Rocard, un absent omniprésent

1) L'impossible successeur

Pourtant, il semblerait que Michel Rocard ait tenté de revenir une dernière fois en demandant à Ségolène Royal de lui laisser la place lors de la présidentielle de 2007, ce qu'elle a refusé. Des rumeurs rapidement confirmées par l'intéressé : « *Bien sûr ! C'était à la veille du blocage des parrainages des maires pour la liste des candidats [...] il n'y avait plus rien à faire, elle était fichue, c'était visible. Je savais que je restais toujours parmi les cinq ou six socialistes en tête des sondages C'était une possibilité d'éviter la défaite. Mais il était peu probable qu'elle dise oui.* »²³³⁷ Quoiqu'il en soit, le contexte politique n'est plus du tout le même qu'au moment où Michel Rocard s'est retiré de la vie politique. Il n'avait plus la stature d'antan, un âge avancé (près de 77 ans) et une candidature Rocard à la présidentielle de 2007 n'aurait pas été la résurrection d'un courant ou une revanche sur le passé. Ce n'était même pas dans les intentions de Michel Rocard. Il

2336 REVAULT D'ALLONNES David, *Petits meurtres entre camarades. Enquête secrète au coeur du PS*, op.cit, p.316

2337 « M.Rocard confirme avoir demandé à Mme Royal d'être candidat à sa place », *Le Monde*, 25 juillet 2007

n'était plus chef de clan ou héraut d'une tendance de la gauche, mais une sorte de sage, inquiet des chances de victoire du candidat de la droite Nicolas Sarkozy.

C'est d'ailleurs un point sur lequel les fidèles de Michel Rocard convergent aussi : la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, de voir émerger un successeur rocardien s'explique notamment par le fait que le monde qui se profile au moment du départ de Michel Rocard n'est plus celui dans lequel s'est construit le rocardisme. Pour Gérard Lindeperg, « *la question d'un héritier ne s'est jamais posée et le contexte avait beaucoup évolué : la mondialisation se développait, l'individualisme montait, on assistait à la crise des partis et des syndicats... et les idées telles que Rocard les avait définies avaient de plus en plus de peine à s'enraciner dans un monde qui a changé [...] Je crois que Rocard lui-même avait pris conscience de l'inanité de certaines de ses idées dans la mesure où le monde avait changé et où il fallait un nouveau logiciel pour appréhender le monde. Le rocardisme avait moins besoin d'un chef que de trouver à s'insérer dans un monde qui était en décalage avec les idées tel qu'elles étaient nées. A la fin de sa vie, Rocard était plus dans la recherche que dans l'affirmation* »²³³⁸.

Pierre Brana ne dit pas autre chose : « *Je trouvais par moment que son désir d'analyser la situation politique, de chercher des solutions possibles était un peu en désaccord avec ses valeurs profondes. Il avait tellement le goût du débat, de la science politique... J'ai trouvé que dans les quinze dernières années de sa vie, il était beaucoup plus devenu un professeur de sciences politiques qu'un politique* »²³³⁹. Et Robert Chapuis confirme : « *Après 1995, ça n'était plus possible. Le monde était différent. Je pense qu'il n'y avait plus de référence à ce moment-là. Il y avait bien des personnalités mais pas de référent possible. Le rocardisme, par définition, est mort avec Michel Rocard* »²³⁴⁰. On peut difficilement contester l'affirmation que le monde avait changé depuis les débuts de la carrière de Michel Rocard. Il faut se souvenir que ce dernier occupe le devant de la scène depuis 1969, si l'on choisit comme grand élément révélateur sa candidature à l'élection présidentielle, qui fut d'ailleurs sa seule candidature à l'élection suprême. Il ne fait aucun doute que la France de 1995, qui s'apprête à basculer dans le XXI^e siècle n'a plus rien à voir avec celle qui se remettait de Mai 68 et du départ du général de Gaulle.

Ce décalage temporel est expliqué par Jean-François Merle, selon qui il n'y a pas d'idéologie rocardienne rigide, malgré des axes constants comme la question du rôle de l'État, la décentralisation, la place des corps intermédiaires... La ligne des rocardiens a connu une série d'évolutions dans des contextes changeants et Michel Rocard a toujours adapté son discours aux

2338 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

2339 Entretien avec Pierre Brana, 15 mars 2021

2340 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

questions que la société se posait²³⁴¹. Si la place du collectif était importante, le rocardisme passait avant tout par Rocard et par la ligne qu'il fixait. Aussi, lorsqu'il n'y avait plus de leader, la mouvance rocardienne s'est dispersée. A partir de toutes ces observations, nous pouvons mieux comprendre la lente éclipse du courant rocardien, attribuable à un enchaînement de mauvaises circonstances : le départ brutal de la figure de proue, au plus mauvais moment, un moment de rupture et de changements, combiné à un déficit de ressources humaines, mais aussi à un certain aveuglement de la part de ceux qui ont pensé qu'il suffirait de réfléchir et de penser pour pouvoir avoir une place sur la scène politique et un écho parmi l'opinion publique.

Mais le courant rocardien est-il particulièrement « blâmable » ou un cas spécifique ? La réponse apparaît comme négative. Existe-t-il un courant politique, un clan, qui ait survécu au départ de son leader ? Pas vraiment. Dans tous les cas abordables, on se retrouve avec des héritiers présomptifs qui se réclament de la figure tutélaire mais qui ne peuvent faire autrement que de s'adapter à leur époque. Pour s'intéresser un moment à l'autre bord, nous pouvons parler du gaullisme. Aucun autre homme politique que le Général de Gaulle n'a été et n'est aussi brandi dans la classe politique, quitte à l'être par des personnalités opposées^{2342 2343}. A la présidentielle de 1981, pendant que Michel Rocard tente de s'imposer en interne contre François Mitterrand et que la droite de gouvernement se déchire entre Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, il ne faut pas oublier que l'ancien Premier ministre Michel Debré se présente en dehors des partis et tente d'apparaître comme le vrai et unique candidat héritier du gaullisme. Il est d'ailleurs soutenu par ceux que l'on appelle les « barons du gaullisme » à l'image de Jacques Chaban-Delmas, Yves Guéna, Olivier Guichard et Jean Foyer. Il faut se souvenir de Jacques Chaban-Delmas, que tout opposait à un autre gaulliste revendiqué qu'était Charles Pasqua. Le premier, chantre de la « Nouvelle Société » incarnait le visage d'un gaullisme social, moderne et ouvert sur la gauche, au point d'avoir déchaîné les foudres d'une autre faction du clan gaulliste, une faction réactionnaire et nationaliste incarnée par Pierre Juillet et Marie-France Garraud qui ont fait en sorte de l'éliminer du jeu politique à plusieurs reprises. Qu'avaient en commun Jacques Chaban-Delmas, « *prêt à animer l'aile progressiste de la majorité sortante* »²³⁴⁴ en 1988 avec Charles Pasqua, qui prônait à la même époque des alliances entre la droite de gouvernement et le Front national ? Rien, si ce n'est la même revendication, celle d'être gaulliste et de faire vivre l'héritage du Général.

De nos jours, les oppositions sont encore plus frappantes. Le gaullisme est aussi bien revendiqué par des personnalités libérales, europhiles et modérées, comme Alain Juppé que par des

2341 Entretien avec Jean-François Merle, 4 juin 2021

2342 BERSTEIN Serge, *Histoire du gaullisme*, Paris, Perrin, 2001, 568 p.

2343 KNAPP Andrew, *Le gaullisme après de Gaulle*, Éditions du Seuil, 1996, 896 p.

2344 « Chaban : la nouvelle société plus que jamais nécessaire », *Le Monde*, 29-30 mai 1988

figures diamétralement opposées comme Nicolas Dupont-Aignan, ancien du courant rocardien puis de l'UMP, aujourd'hui développant des idées proches de l'extrême-droite, ou Florian Philippot, ancien cadre du FN, qui est allé jusqu'à utiliser comme logo pour sa campagne municipale de 2014 à Forbach, la croix de Lorraine entourée de la flamme tricolore du FN. La réalité est que dès le départ du Général en 1969, le courant qui le soutenait, qui se réclamait de lui s'est fracturé. Il faut se souvenir des attaques des gaullistes de gauche contre Georges Pompidou, accusé de souiller le gaullisme en l'ancrant de manière trop affirmée du côté droit de l'échiquier politique. Jean Charbonnel parle d'une « *dérive droitière du gaullisme qui commence avant 1969 autour de Pompidou sous l'influence de Pierre Juillet, qui s'accélère sous Chirac* »²³⁴⁵. On peut aussi citer Louis Vallon qui a publié un livre très agressif contre Georges Pompidou en 1969 intitulé *L'Anti de Gaulle*. Il y affirme : « *Le gaullisme représente fondamentalement la quête de l'intérêt général, l'idée de progrès, le dépassement des corporations du conservatisme sous toutes ses formes. Le vrai gaullisme est à gauche.* »²³⁴⁶ C'est de cette manière que l'on se retrouve avec une pléthore d'héritiers autoproclamés, qui piochent des références dans la vie du chef fantasmé et charismatique pour essayer de marcher dans ses pas et qui se livrent à des interprétations subjectives sur la ligne à suivre pour être digne de prétendre reprendre le flambeau.

Du côté mitterrandiste, il se produit exactement la même chose, à la nuance près que les divisions du clan commencent dès le vivant du chef, pendant son mandat, dès le congrès de Rennes de 1990 où les fabiusiens et les jospinistes se livrent une guerre fratricide, guerre qui se poursuit en 1995, avec la primaire interne entre Lionel Jospin et Henri Emmanuelli, pourtant issus tous les deux du clan mitterrandiste. D'autres exemples pourraient être examinés, tous illustrent l'impossibilité pour un courant ou un clan de demeurer le même. Le contexte politique et les nombreux rebondissements de la vie politique conduisent sans arrêt à des évolutions, des recompositions... souvent, le départ du chef entraîne des guerres internes de succession, l'éclatement du clan en de nouvelles chapelles. Ainsi, le sort du courant rocardien n'est absolument pas une singularité, loin de là. On peut même reconnaître qu'il fut plus solide que la plupart des autres clans, car il n'a pas souffert d'une trop grande fragmentation étant donné que la plupart de ses cadres ont conservé des liens et ont soit rallié le courant Jospin ou se sont retirés des affaires nationales. En revanche, la différence essentielle entre le courant rocardien et les autres est un point abordé précédemment : la question de l'incarnation. Ce ne sont pas les idées qui ont fait défaut, mais le fait qu'aucun rocardien n'ait été en disposition de proposer une offre politique audible. Là où les autres courants se déchirent soit entre interprétations idéologiques divergentes et/ou entre héritiers présomptifs

2345 CHARBONNEL Jean, *Pour l'honneur du gaullisme, Contre-enquête sur un héritage*, Riveneuve, 2011, p. 167

2346 VALLON Louis, *L'Anti de Gaulle*, Seuil, 1969, 128 p.

(parfois au détriment des idées), les rocardiens ne se sont pas déchirés mais ont sombré dans le silence et l'inaudibilité, faute de figure forte.

Les obstacles étaient nombreux, entre ce manque d'incarnation et ce contexte de grande évolution mais nous avons vu que les rocardiens avaient à cœur de continuer un vaste travail intellectuel, ce qui induit que le changement de contexte n'était pas insurmontable dans la mesure où tout ce travail de réflexion aurait pu permettre aux rocardiens d'adapter leur corpus au nouveau monde dans lequel ils évoluaient. Seulement, peut-être justement marqués par le mauvais exemple des miterrandistes qui négligeaient le fond au profit de guerre de personnes, ils n'ont pas compris que l'offre politique repose sur un subtil équilibre entre le corps, l'incarnation politique, et l'esprit, les idées et la philosophie, mais que si le premier peut exister sans l'autre, le contraire n'est pas possible. Il faut également reconnaître que les rocardiens ont su conserver une certaine visibilité et présence dans la vie politique nationale grâce à ces recompositions autour de Lionel Jospin puis Dominique Strauss-Kahn.

Ainsi, le véritable « échec » des rocardiens ne serait pas la disparition du courant, car il n'a pas disparu mais évolué, mais plutôt de ne pas avoir été les chefs d'orchestre de la recomposition. Ils ont eu un rôle essentiel, mais toujours, finalement, au « service » d'une personnalité extérieure, corroborant le problème rocardien de l'incarnation. La faille du courant rocardien fut de s'être trop lié à une seule personnalité.

2) Quand la mémoire se rappelle

«*C'est avoir tort que d'avoir raison trop tôt* » écrit Marguerite Yourcenar dans *Les Mémoires d'Hadrien*. Pour Michel Rocard, cette phrase prend pleinement son sens. Depuis son retrait de la vie politique nationale, le héraut de la deuxième gauche est resté en retrait des projecteurs. Il s'est pleinement épanoui dans son mandat de député européen jusqu'en 2009, est nommé la même année par le président Nicolas Sarkozy ambassadeur chargé de la négociation internationale pour les pôles arctique et antarctique et copréside avec Alain Juppé la commission chargée de réfléchir à la mise en œuvre d'un grand emprunt national. Il n'est donc pas inactif mais gravite en parallèle de l'actualité politique médiatisée et du jeu politique. Suivant une sorte de tradition politique, c'est au moment du décès d'une figure politique que ses vertus sont découvertes et saluées. Michel Rocard ne fait pas exception à la règle. Le 2 juillet 2016, Michel Rocard décède des suites d'un cancer. L'annonce de sa mort soulève une vague d'hommages élogieux²³⁴⁷, y

2347 « Michel Rocard. L'hommage unanime de la classe politique », *Paris Match*, 2 juillet 2016, <https://www.parismatch.com/Actu/Politique/Michel-Rocard-L-hommage-unanime-de-la-classe-politique-1010560>

compris de la part de ses anciens détracteurs. Jean-Luc Mélenchon, ancienne figure de l'aile la plus à gauche du PS, qui n'a pourtant pas été avare de critiques acides contre Michel Rocard et sa ligne, rend hommage à « *un éclairé* ». Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale et ancien lieutenant de Laurent Fabius écrit sur son compte Twitter « *Très touché par la mort de Michel Rocard. il a tant fait pour la France et le socialisme. Un grand homme de notre République s'en va* »²³⁴⁸.

Les sympathies et les fidélités sont remises en avant. Manuel Valls, désormais Premier ministre, publie un communiqué rappelant ses jeunes années de rocardien : « *C'est avec une immense tristesse que j'apprends aujourd'hui la disparition de Michel Rocard. Je me suis engagé en politique par et pour Michel Rocard. Parce qu'il avait dit en 1978 qu'il n'y avait pas de fatalité à l'échec de la gauche. Parce qu'il disait avant les autres que le changement passe par la réforme et non par la rupture* »²³⁴⁹. Martine Aubry fait de même : « *Michel Rocard, homme de convictions, n'a cessé toute sa vie, du PSU au Parti Socialiste, de vouloir transformer la société, de réconcilier l'économie et le social, et de s'appuyer sur l'État comme sur les acteurs de la société pour agir et changer la réalité. Jacques Delors, Edmond Maire et Michel Rocard sont les trois personnalités qui m'ont amenée à croire en la politique et à m'y engager* »²³⁵⁰. Alain Bergounioux rend hommage à un « *homme de combats* » et un « *militant* » qui « *avait parfaitement conscience d'être le maillon d'une chaîne qui venait de loin et devait aller loin, celle des hommes et des femmes de progrès, celle qui porte l'humanisme et qui s'est incarnée au XIX^e siècle dans l'espérance socialiste* »²³⁵¹.

Alors que Michel Rocard a été remplacé sans ménagement de la tête du PS, que sa ligne fut rejetée et son courant, éparpillé, sa mort refait de lui au PS une boussole à suivre. Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, tweete : « *C'est une partie de nous-mêmes qui s'en va avec Michel. La douleur est immense, l'héritage aussi. Nous continuerons tes combats. #MichelRocard* »²³⁵². Comme si la mort de Michel Rocard avait subitement rappelé à sa famille politique sa ligne et ses perspectives. A en croire toutes ces réactions, on imaginerait que le PS s'est convertit au rocardisme et compte sur les orientations de la deuxième gauche pour bâtir son socle et son avenir. En réalité, c'est un scénario classique. Le décès d'une grande figure remet en pleine lumière toutes ses qualités et en fait une sorte de totem pour le futur mais cela ne dure jamais bien longtemps. A droite, le décès en 2011 de Philippe Séguin a eu les mêmes effets, tout comme celui de Jacques Chirac en 2019 sans que cela soit suivi de conséquences visibles en matière

2348 <https://twitter.com/claudebartolone/status/749307482699358208>

2349 BONNEAU Benjamin, « Valls : je me suis engagé en politique par et pour Michel Rocard », *Europe 1*, 2 juillet 2016

2350 « Décès de Rocard : premières réactions politiques », *Le Point*, 2 juillet 2016

2351 BERGOUNIOUX Alain, « *In memoriam* », dans « Recherche socialiste n°76-77. Juillet-décembre 2016 »

2352 https://twitter.com/jccambadelis/status/749306361931001857?ref_src=twsrc%5Etfw

d'orientations ou de projets de manière collective. Par contre, le cas Rocard est plus intéressant car certains considèrent que ce dernier a remporté une victoire posthume. C'est le cas de Jean-François Merle qui estime que « *la deuxième gauche a gagné une partie de la bataille culturelle* »²³⁵³. Jean-Paul Huchon, lui, souligne le paradoxe entre la « *quasi-disparition de Michel Rocard* » tandis que François Mitterrand « *survit à ses morts à travers ses héritiers* » et le fait que la ligne rocardienne soit devenue le « *patrimoine commun de la gauche, socialiste et au-delà* »²³⁵⁴.

Déjà en 2005, François Hollande affirmait que l'État ne devait pas être omniprésent et qu'il était important de « *dire la vérité et de ne pas tenir un discours quand on est dans l'opposition et un autre, diamétralement opposé, quand on est au pouvoir* »²³⁵⁵. Ce souci de vérité et de ligne clair est un écho au « parler vrai » rocardien. En 2008, le PS adopte une nouvelle déclaration de principes qui semble témoigner de l'influence des thèses de la deuxième gauche²³⁵⁶. Quand on lit les articles 13 et 14, on retrouve immédiatement les accents du choc entre les deux cultures théorisées par Michel Rocard au congrès de Nantes en 1977 :

« *ART. 13 Le Parti socialiste est un parti réformiste. Il porte un projet de transformation sociale radicale. Il sait que celle-ci ne se décrète pas, qu'elle résulte d'une volonté collective forte assumée dans le temps, prenant en compte l'idéal, les réalités et l'histoire. Le Parti socialiste veut contribuer à changer la vie avec la société et par la société, par la loi et le contrat. Il ne considère jamais les rapports de forces d'un moment comme figés ou indépassables. Il entend lutter contre tous les déterminismes sociaux, source d'injustices et d'inégalités.*

ART. 14 Le Parti socialiste est un parti décentralisateur. Il met le respect de la diversité, des territoires, au cœur de ses valeurs. Il veut allier la présence d'un État régulateur et garant de l'équilibre – y compris financier – entre les territoires à une démocratie locale vivante et innovante ».

La grande différence avec l'époque qu'ils évoquent est que le fond de ces articles semble témoigner d'une victoire, certes tardive, mais indiscutable de la gauche rocardienne, contre la gauche mitterrandienne, jacobine et centralisatrice. Le grand paradoxe est que cette victoire n'est pas le fait de Michel Rocard, ni d'un courant rocardien qui aurait mené bataille au nom de l'ancien Premier ministre... et qu'il n'y a même plus de tendance rocardienne structurée pour profiter de

2353 Entretien avec Jean-François Merle, 4 juin 2021

2354 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, Grasset, 2002, p.41-42

2355 *Le Nouvel Observateur*, 25-31 août 2005, dans BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes et le pouvoir (1905-2005)*, op.cit, p.529

2356 Voir Annexes 19, « La nouvelle déclaration de principes du PS », *Le Monde*, 21 avril 2008, https://www.lemonde.fr/politique/article/2008/04/21/la-nouvelle-declaration-de-principes-du-ps_1036263_823448.html

cette « rocardisation » posthume du PS, rocardisation qui n'entraînera même pas la renaissance d'un courant néo-rocardien.

Cet épisode peut faire réfléchir sur une cruelle théorie propre à la vie politique : une figure spécifique perd tout attrait, tout charme, quand son originalité devient commune. C'est un phénomène de banalisation. La victoire générale d'une ligne n'est pas forcément la victoire de son théoricien, mais le début de sa marginalisation. Cela va dans le sens de Jean-Paul Huchon, qui estime que les idées rocardiennes ont tellement nourri d'autres figures socialistes, comme Jacques Delors, Martine Aubry, François Hollande, Dominique Strauss-Kahn, que Michel Rocard et l'existence d'un noyau spécifiquement rocardien seraient devenus inutiles²³⁵⁷. Cette mutation, pourtant fondamentale quand on la place dans l'histoire tortueuse du PS, passe presque inaperçue, en tout cas, déconnectée de grands enjeux politiques. Préparée notamment par l'ancien rocardien Alain Bergounioux et le fabiusien Henri Weber, elle est adoptée à la quasi-unanimité²³⁵⁸.

3) La trace d'un bilan

Au-delà même du cercle du Parti socialiste, les idées et l'action de Michel Rocard ont entraîné l'adoption de réformes soit encore en vigueur aujourd'hui, soit sous une autre forme, donnant ainsi une dimension supplémentaire à sa victoire posthume²³⁵⁹ :

- La contribution sociale généralisée (CSG), créée en décembre 1990 par le gouvernement de Michel Rocard pour contribuer au financement de la sécurité sociale. Depuis 2018, elle sert aussi à financer l'assurance chômage.
- La réforme des PTT, adoptée par le Parlement en décembre 1990, qui sépare les PTT en deux entreprises : la Poste, que nous connaissons toujours aujourd'hui, et France Télécom, renommée Orange en 2013.
- Le Revenu minimum d'insertion, instauré par la loi du 1^{er} décembre 1988 à l'initiative du gouvernement de Michel Rocard. Il prévoyait de garantir à chacun un seuil de ressources minimum et permettait d'obtenir une allocation minimum d'insertion en contrepartie d'un engagement à participer à des actions d'insertion. Au moment de son remplacement en 2009 par le RSA (revenu de solidarité active), Michel Rocard prend la défense de sa mesure, estimant que le RMI « *a sauvé de l'absence de ressources près de deux millions de Français* » et qu'il a permis que « *probablement 500.000 ou 600.000 personnes ont réussi leur insertion professionnelle* »²³⁶⁰

2357 HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes*, op.cit, p.41

2358 BERGOUNIOUX Alain, MERLE Jean-François, *Le rocardisme, Devoir d'inventaire*, op.cit, p.253-254

2359 Entretien avec Jean-François Merle, 4 juin 2021

2360 *Le Parisien*, 1^{er} décembre 2008

- Le dossier de la Nouvelle-Calédonie. Michel Rocard, alors Premier ministre, s'est emparé de ce dossier brûlant et est parvenu à pacifier les tensions violentes qui déchiraient l'île entre les indépendantistes et les anti-indépendantistes. Les accords de Matignon, signés le 26 juin 1988, complétés le 20 août par les accords d'Oudinot, ont jeté les bases d'une gestion de cette épineuse question, une gestion reconnue, fondée sur la concertation et le dialogue. Encore aujourd'hui, la presse n'hésite pas à parler de « style Rocard » ou de « *méthode Rocard* »²³⁶¹ et à souligner que tous les Premiers ministres qui ont dû gérer les réminiscences de tensions en Nouvelle-Calédonie, dont Édouard Philippe (d'ailleurs jeune rocardien dans les années 1990) en 2018, se sont inspirés de Michel Rocard, dont le nom est définitivement rattaché au destin de l'île, laissant à suggérer l'existence d'une méthode particulière devenue un héritage politique particulier.

B) Les frères ennemis

1) Manuel Valls, Romulus rocardien

La question de l'héritage rocardien revient sur le devant de la scène malgré elle au moment des primaires de la gauche en janvier 2017, prévues pour désigner le candidat qui portera les couleurs du PS pour la présidentielle de 2017. Parmi les candidats se trouvent les deux frères ennemis des jeunes rocardiens : Manuel Valls et Benoît Hamon. Manuel Valls rejoint le PS, alors qu'il ne dispose pas encore de la nationalité française, en 1978, séduit par le discours de Michel Rocard sur le fait qu'il « *n'y a pas de fatalité à l'échec de la gauche* ». Il s'engage, avec ses amis Alain Bauer et Stéphane Foulks dans les clubs Forum. En 1983, il devient l'assistant parlementaire de Robert Chapuis, alors député de l'Ardèche, et il décroche en 1986 son premier mandat, comme benjamin du conseil régional d'Île-de-France. Lorsque son mentor entre à Matignon, Manuel Valls le suit, grâce à l'appui de Jean-Paul Huchon, comme chargé des relations avec l'Assemblée nationale, puis de la jeunesse et de la vie étudiante. Quand Michel Rocard prend la tête du PS, Manuel Valls devient le secrétaire national du PS à la communication et joue un rôle important dans l'organisation du congrès du Bourget de 1993, moment de sacre pour Michel Rocard. Il est alors un des jeunes loups rocardiens les plus prometteurs. Candidat aux élections législatives de 1993 dans la 5ème circonscription du Val-d'Oise, il partage le sort de nombreux socialistes (et rocardiens) et est éliminé dès le premier tour, obtenant à peine 12 % des voix. L'échec de son mentor aux

2361 PROUST Raphaël, « En Nouvelle-Calédonie, le triomphe de la méthode Rocard », *L'Opinion*, 4 novembre 2018

européennes de 1994 et son retrait de la scène politique nationale le contraint, comme les autres rocardiens, à se « recaser ».

Comme l'essentiel du courant, il se rapproche alors de Lionel Jospin. Après la victoire de la gauche plurielle aux législatives de 1997 et la nomination de Lionel Jospin à Matignon, Manuel Valls rejoint, malgré son propre échec aux législatives, son cabinet comme chargé de la communication et de la presse, fonction qu'il occupera également lors de la campagne présidentielle de ce dernier en 2002. C'est durant cette période qu'il change de fief. Jusqu'à présent, il était implanté dans le Val-d'Oise, et plus précisément, à Argenteuil. Aux législatives de 1997, il tente de ravir la circonscription qui englobe Argenteuil, soit la cinquième du Val-d'Oise, historiquement ancrée à gauche mais tombée dans l'escarcelle de la droite lors de la déferlante de 1993. Dans cette lutte, il est notamment opposé au chef du Parti communiste, Robert Hue. Manuel Valls axe sa campagne sur un discours radicalement hostile à Robert Hue, oubliant presque de s'attaquer au candidat de la droite Georges Mothron. Par exemple, il théorise que « *en 1993, malgré la poussée de la droite, Georges Mothron n'avait dû son élection qu'au discrédit du député communiste sortant*²³⁶², dont la gestion locale s'annonçait catastrophique »²³⁶³ et pointe le parachutage de Robert Hue, maire de Montigny-lès-Cormeilles, une commune de la troisième circonscription. Une stratégie qui ne se révèle pas payante. Sans parvenir à unir les électeurs de gauche derrière lui, Manuel Valls ne réussit pas non plus à séduire une partie de la droite par ces gages d'anticommunisme. Il est en effet éjecté du second tour, finissant quatrième au soir du premier tour, derrière les candidats PCF, RPR et FN. Il décide alors de s'implanter dans l'Essonne et est élu maire d'Évry en 2001. Malgré la défaite de Lionel Jospin, Manuel Valls réussit cette fois à rejoindre les bancs de l'Assemblée nationale. Avec près de 53 % des voix contre Serge Dassault, il est élu député de la première circonscription de l'Essonne en juin 2002, prenant la relève du socialiste Jacques Guyard, député de la circonscription depuis 1988.

Manuel Valls rompt alors progressivement avec les derniers vestiges du clan Rocard. D'abord, en défendant le « Non » lors de la campagne interne du PS sur la question du référendum sur la constitution européenne en 2004. Puis en devenant un des portes paroles de Ségolène Royal, dans un premier temps lors des primaires du PS en 2006, puis, un de ses plus farouches partisans dans sa tentative de conquérir le PS²³⁶⁴, alors que Michel Rocard manifeste à plusieurs occasions son hostilité à cette dernière. Il va même jusqu'à menacer de quitter le PS si elle venait à en prendre

2362 Robert Montdargent

2363 DUPAQUIER Jean-François, « Législatives 1997. A Argenteuil, un couac PS-PC. Face au député RPR sortant, le socialiste choisit d'attaquer le front le PC », *Libération*, 29 avril 1997

2364 REVAULT D'ALLONNES David, *Petits meurtres entre camarades. Enquête secrète au coeur du PS*, op.cit, p.36

la tête²³⁶⁵. Après le double échec de Ségolène Royal, c'est-à-dire à conquérir l'Élysée puis à conquérir Solférino, Manuel Valls se met à son compte²³⁶⁶. Il fait partie des jeunes talents de la nouvelle génération socialiste appelée à jouer les premiers rôles. Connu depuis longtemps dans les arcanes de l'appareil socialiste, son implication dans la campagne interne de Ségolène Royal lui a permis malgré tout de prendre la lumière publique. Il est notamment celui qui avait, avec un ton martial, contesté la victoire revendiquée par le camp de Martine Aubry et menacé d'aller sur le terrain judiciaire : « *Ce qui est en train de se passer ce soir est scandaleux. Que des responsables du Parti socialiste, en rien habilités, soient en train de proclamer, c'est du jamais vu. Nous ne nous laisserons pas voler cette victoire. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas accepter des annonces prématurées, des tricheries qui sont indignes d'une grande famille politique* »²³⁶⁷.

Très critique sur l'état du Parti socialiste, il demande une profonde rénovation du PS, réclamant même son changement de nom, ce qui lui attire une violente remontrance de Martine Aubry, dont il avait décliné la proposition d'intégrer l'équipe dirigeante du parti²³⁶⁸. Manuel Valls affirme dès juin 2009 son intention de se présenter à la primaire du PS en 2011 visant à désigner le candidat socialiste de 2012²³⁶⁹, ce qu'il confirme en juin 2011. Il est alors le visage de l'aile droite du PS^{2370 2371}, avec une campagne axée sur une ligne social-libérale et régalienn²³⁷². Au sein du parti, il traîne une réputation de « socialiste de droite »²³⁷³. Il termine avec un score de 5,63 % loin derrière François Hollande (39,17 %), Martine Aubry (30,42 %) et Arnaud Montebourg (17,19 %), mais talonnant Ségolène Royal (6,95 %). Cette campagne lui permet de sortir définitivement de l'ombre et de se forger un nom propre. Il devient un pilier de la campagne du candidat désigné, François Hollande, comme directeur de la communication. Après la victoire du candidat socialiste, il intègre le premier gouvernement de Jean-Marc Ayrault comme ministre de l'Intérieur. Rapidement, il s'impose comme un des hommes forts du gouvernement, un des plus populaires... mais aussi un des plus contrastés (comme la plupart des ministres de l'Intérieur). Son discours

2365 POTIER Samuel, « Si Royal gagne le Congrès, Rocard pourrait quitter le PS », *Le Figaro*, 29 octobre 2008

2366 REVAULT D'ALLONNES David, *Petits meurtres entre camarades. Enquête secrète au coeur du PS*, op.cit, p.88

2367 « Secrets, mensonges et trahisons : les enfants terribles de la gauche », documentaire de GUILLOT Alexis et FARGUES Dominique, 2017

2368 LUCAS Rosalie, MOURGUE Marion, *Martine Aubry. Les secrets d'une ambition*, op.cit, p.94

2369 *Le Nouvel Observateur*, 16 juin 2009

2370 VALLS Manuel, *Les habits neufs de la gauche*, Robert Laffont, 2006, 180 p.

2371 VALLS Manuel, *Pour en finir avec le vieux socialisme... et enfin être de gauche*, entretien avec Claude ASKOLOVITCH, Robert Laffont, 2008, 198 p.

2372 VALLS Manuel, *Sécurité : la gauche peut tout changer*, Éditions du Moment, 2011, 171 p.

2373 COTTA Michèle, *Le Rose et le Gris. Prélude au quinquennat de François Hollande*, op.cit, p.274

musclé, sa rhétorique et son style, qui évoquent chez plusieurs le souvenir de Nicolas Sarkozy²³⁷⁴, lui attirent les foudres de l'aile la plus à gauche de la majorité.

Après la démission de Jean-Marc Ayrault suite aux mauvais résultats du PS lors des élections municipales de 2014 qui perd plusieurs grandes villes comme Reims, Angers ou Limoges, Manuel Valls le remplace à Matignon. Sa nomination est à nouveau critiquée par une partie de la gauche, qui le trouve trop à droite, trop régalien, trop autoritaire, et par conséquent, incapable de rassembler la famille socialiste. Elle est également critiquée par le parti allié du PS, Europe Écologie-les Verts, dont les deux ministres sortants, Cécile Duflot et Pascal Canfin, annoncent leur refus d'intégrer le nouveau gouvernement. Sa politique, jugée sociale-libérale, devient alors la cible d'un groupe de députés socialistes, appelés les « Frondeurs », dont certains refusent même de voter la confiance à son gouvernement.

Mais être à Matignon permet à Manuel Valls de se « rapprocher » de la figure qu'il admire tant. Manuel Valls va lui aussi s'emparer de la question calédonienne. Peu de temps après sa nomination à Matignon, la Nouvelle-Calédonie entre dans un processus électoral : les élections provinciales du 11 mai 2014. Il s'agit d'élire les assemblées des trois collectivités de la Nouvelle-Calédonie (Province-Nord, Province-Sud, Îles Loyauté) qui servent ensuite à constituer le Congrès de la Nouvelle-Calédonie, composé de 54 membres. L'Assemblée de la Province Nord est composée de 22 élus, dont 15 siègent au Congrès, l'Assemblée de la Province Sud de 40 élus dont 32 au Congrès et celle des Îles Loyauté de 14 dont 7 au Congrès. Ce scrutin revêt une importance toute particulière car il s'agit de la dernière consultation avant le processus d'autodétermination, qui doit commencer au plus tard en 2018 en vertu des accords de Nouméa. Les questions institutionnelles sont par conséquent au cœur de la campagne électorale qui ravive les tensions entre autonomistes et indépendantistes. Les rapports de force se resserrent entre les deux camps : les forces autonomistes conservent la majorité avec 29 sièges, mais en perdent deux, tandis que les indépendantistes progressent de deux sièges, pour un total de 25. La progression constante des indépendantistes rend plus incertaine que jamais l'issue dudit processus d'autodétermination.

Cette séquence électorale terminée, le nouveau chantier est la préparation du référendum d'autodétermination. Manuel Valls prend ce dossier à bras-le-corps. La campagne électorale néo-calédonienne a révélé plusieurs points de tension, tout particulièrement celle des contours du corps électoral local. Les accords de Nouméa prévoient que le corps électoral doit être limité aux personnes présentes sur le territoire depuis au moins dix ans, ce qui représente un gage envers la communauté kanake. Mais les accords n'ont pas précisé à partir de quand la période de dix doit être

2374 Les « Guignols de l'Info » se sont emparés du parallélisme entretenu entre Nicolas Sarkozy et Manuel Valls et ont contribué à populariser l'idée d'un Manuel Valls autoritaire et régalien. Voir Annexe 22 *Wrecking Ball* de Miley Cyrus selon Manuel Valls, par « les Guignols de l'Info » (<https://www.dailymotion.com/video/x3gozrv>)

comptée. Aussi, les indépendantistes plaident pour débiter cette période de dix ans à 1998, ce qui ne fait pas l'unanimité chez les autonomistes. Le 3 octobre devait avoir lieu à Matignon une réunion du « comité des signataires » des accords de Nouméa, soit des représentants des partis locaux et des représentants de l'État. Mais la position des autonomistes sur le corps électoral déplait aux indépendantistes qui préfèrent boycotter la réunion²³⁷⁵.

Manuel Valls entend, comme Michel Rocard en son temps, apaiser les deux clans et mettre tout le monde autour de la table. Il affirme que « *rien n'est possible sans le respect mutuel, le dialogue et la volonté d'avancer ensemble* »²³⁷⁶. Pour cela, il prône la constitution d'un « comité de pilotage » sur l'avenir institutionnel réunissant des représentants de toutes les parties impliquées. Manuel Valls se rend lui-même en Nouvelle-Calédonie en avril 2016. Suivant l'exemple de ses prédécesseurs, Manuel Valls reste dans le sillage de Michel Rocard. Il passe notamment par Hienghène, fief de Jean-Marie Tjibaou. Puis, il fleurit la tombe à Nouméa de Jacques Lafleur. La volonté affichée est de « *bâtir un destin commun* » selon le mot du Premier ministre²³⁷⁷ qui reprend une notion clef définie dans l'accord de Nouméa. A deux ans du référendum d'autodétermination, Manuel Valls cherche à entretenir l'esprit de conciliation inauguré par Michel Rocard, la même volonté de parler à tout le monde, autonomiste comme indépendantiste, sans laisser s'installer l'idée que l'État serait dans un camp plutôt qu'un autre.

Au mois de décembre 2016, quelques jours après que François Hollande annonce qu'il ne briguera pas un second mandat, Manuel Valls confirme sa candidature à la primaire de la gauche prévue en janvier pour désigner le candidat du PS en 2017²³⁷⁸.

Son parcours est intéressant car, outre son long cheminement dans le giron rocardien, Manuel Valls présente des similitudes avec son ancien mentor, dont la plus flagrante est l'hostilité suscitée chez l'aile gauche du PS.

2) Benoît Hamon, Remus rocardien

Benoît Hamon rejoint les rangs du PS (section de Brest) en 1987 et du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) suite à la mobilisation contre le projet de loi Devaquet. Parallèlement, il s'engage dans le courant rocardien, et son mouvement de jeunesse qu'est le club Forum (présidé alors par Manuel Valls) dont il devient rapidement un des jeunes espoirs. En 1991, il devient l'assistant parlementaire de Pierre Brana. En 1993, sous la présidence de Michel Rocard, Manuel

2375 FOUCHET Antoine, « L'avenir de la Nouvelle-Calédonie étudié à Matignon », *La Croix*, 3 octobre 2014

2376 Ibid

2377 « Le Premier ministre en visite en Nouvelle-Calédonie », *Sud-Ouest*, 30 avril 2016

2378 « Manuel Valls : Oui, je suis candidat à la présidence de la République », *Le Monde*, 5 décembre 2016

Valls fait de Benoît Hamon le président du Mouvement des jeunes socialistes, auquel il donne son indépendance. Benoît Hamon lui, lui donne un nouvel élan. Il en décuple le nombre d'adhérents et en fait un acteur visible et audible du paysage politique. Ce réveil des jeunes socialistes est un élément ancien de tensions et de revendications d'autonomie. Comme l'explique Marine Raffini, jusqu'à ce don de liberté, l'existence du MJS dans les territoires relevait du bon vouloir des barons locaux du PS. La disparité est donc énorme entre les départements où le MJS est actif et ceux où il est inexistant en raison de l'opposition des cadres du parti. Parmi eux, le département des Landes, fief d'Henri Emmanuelli, dans lequel les rocardiens reprochent à ce dernier d'empêcher systématiquement l'organisation d'une branche jeune jusqu'à 1990²³⁷⁹.

Aussi, le MJS ressemble, désagréablement pour beaucoup de ces membres, à un simple miroir rajeunissant du PS, avec les mêmes travers et les mêmes querelles de clans : « *Pas de débat sur le rôle et la vie de l'organisation de jeunesse, mais la simple reproduction des débats du Parti, la même hargne à supporter les dauphins du Président avec quelques années de moins et quelques boutons en plus ! [...] Le MJS version 1990 n'échappe pas au système des écuries, celles de Michel, Lionel et Laurent, recueillant chacune autour de 20 %* »²³⁸⁰. Lors du congrès de Rennes de mars 1990, le vote des Jeunes Socialistes (soit 2858 voix), qui a pu être identifié séparément du reste de la base électorale, témoigne de l'indépendance de pensée des jeunes socialistes et le décalage avec le parti est saisissant. Alors que l'ensemble des votes conduit à une guerre entre les deux motions miterrandistes, au coude-à-coude (celle de Lionel Jospin et celle de Laurent Fabius), le vote des jeunes donne un autre rapport de force. Les motions les plus à gauche, celles de Jean-Luc Mélenchon et de Jean-Pierre Chevènement obtiennent un bien meilleur score chez les jeunes que dans l'ensemble du parti. La motion Chevènement obtient 13,3 % des voix chez les jeunes contre 8,6 % dans l'ensemble du parti, tandis que celle de Jean-Luc Mélenchon fait 12,3 % des voix des jeunes... contre 1,3 % dans l'ensemble du corps électoral. Pareillement, alors que les fabiusiens prétendent à diriger le parti, leur motion n'arrive qu'à la troisième position chez les jeunes (20,2%) derrière celle des jospinistes, mais surtout, derrière celle des rocardiens (21,5%)²³⁸¹. Ces bons résultats peuvent en partie s'expliquer par le fait que les chevènementistes et les rocardiens réclament l'autonomie pour le MJS, ce qui semble préfigurer par conséquent la future décision de

2379 RAFFINI Marine, « En quête d'émancipation(s). Les Jeunes socialistes de 1987 aux années 2000 », Mémoire de Master 2 sous la direction de BOUNEAU Christine, Université Bordeaux Montaigne, 2016, p.19

2380 KALFON François, « MJS : liberté surveillée », boîte MJS, Fonds Jean Marcel BICHAT, CAS, Fondation Jean Jaurès dans RAFFINI Marine, « En quête d'émancipation(s). Les Jeunes socialistes de 1987 aux années 2000 », op.cit, p.34

2381 RAFFINI Marine, « En quête d'émancipation(s). Les Jeunes socialistes de 1987 aux années 2000 », op.cit, p.35

Michel Rocard. La constance des rocardiens en faveur de l'autonomie des jeunes peut être soulignée.

Lors du congrès du PS de Bordeaux (11 au 13 juillet 1992), des jeunes rocardiens proposent, en vain, des modifications de statut pour le MJS, parmi lesquelles que le MJS soit désormais un mouvement associé (et non plus rattaché) au PS, qu'il puisse réunir des jeunes de 15 à 29 ans membres du PS ou pas, et la création d'un poste de secrétaire général qui assisterait au bureau exécutif du PS. Cela représenterait une façon de rompre avec le secrétariat national à la jeunesse du PS, vecteur de contrôle et obstacle à l'autonomie^{2382 2383}. Dès lors, les autonomistes prennent une initiative risquée. Sans en avoir l'autorisation, ils convoquent le 21 octobre 1992 des dirigeants du MJS à une réunion clandestine, dans les locaux même du Parti socialiste. A la manœuvre, essentiellement des rocardiens et des jospinistes. Michel Rocard encourage ces jeunes rebelles dans leur combat, sans doute non sans l'arrière-pensée de s'attirer de nouveaux soutiens, souvent dynamiques et pleins de vigoureuse bonne volonté, dans la perspective de la présidentielle. Peut-être ces jeunes lui rappellent aussi son propre passage aux Étudiants socialistes. Les jeunes socialistes se choisissent une nouvelle direction, avec Benoît Hamon comme secrétaire général et un jospiniste, Renaud Lagrave comme secrétaire général adjoint. Ils envoient même un communiqué de presse, toujours depuis les locaux du PS, pour annoncer l'autonomie du MJS. Ce baroud entraîne une riposte immédiate du PS qui nomme un proche de Louis Mermaz, Claude Fleutiaux responsable national du MJS. La situation est une impasse, entre un responsable « légal » sans marge de manœuvre et une direction sans reconnaissance.

Mais l'accès de Michel Rocard à la présidence du PS change la donne. Les rocardiens sont désormais maîtres du parti et majoritaires au sein du MJS. Le 8 avril 1993, Michel Rocard et Benoît Hamon se rencontrent et actent l'autonomie du MJS²³⁸⁴, qui sera concrétisée lors d'un congrès fondateur à Avignon. Une autonomisation qui passe par un détachement avec les courants du PS. Lors du congrès, les jeunes s'appellent comme « ex » (ex-rocardien, ex-fabiusien...) pour ne pas reproduire les divisions du PS et permettre la constitution de nouvelles tendances internes propres aux jeunes²³⁸⁵. Benoît Hamon y est confirmé à la tête du MJS. Mais ce congrès a aussi un impact sur les jeunes rocardiens, car, au préalable, les clubs Forum sont dissous par leur président Régis Juanico²³⁸⁶, pour inciter les jeunes rocardiens à intégrer le MJS dans le but d'en être la force

2382 Ibid, p.50

2383 CLAUDON Jean-François, GUERIN Julien, *Les jeunes socialistes d'Épinay à la génération CPE*, B.Leprince, 2008, 125 p.

2384 RAFFINI Marine, « En quête d'émancipation(s). Les Jeunes socialistes de 1987 aux années 2000 », op.cit, p.54

2385 Ibid, p.64

2386 Successeur de Benoît Hamon à la tête du MJS en 1995, il est depuis un proche de ce dernier. Il entre en 1997 comme conseiller politique d'Alain Richard au ministère de la Défense

dominante sous une autre forme. Benoît Hamon crée le mouvement interne au MJS, La Nouvelle Gauche, afin de sortir des écuries classiques du PS tout en demeurant un soutien, mais un soutien indépendant, de Michel Rocard. Les jeunes rocardiens qui rejoignent le MJS espèrent donc pouvoir exercer un contrôle indirect du mouvement. Après l'échec de Michel Rocard aux élections européennes Benoît Hamon, pour préserver l'autonomie du MJS, qui ne devait pas passer pour un clan au seul service de Michel Rocard, rejoint, comme la plupart de ses camarades rocardiens, le clan de Lionel Jospin. Lors de la présidentielle de 1995 il est d'ailleurs son conseiller pour la jeunesse.

En 1997, Benoît Hamon tente de profiter de la dissolution de l'Assemblée nationale pour réaliser son baptême du feu électoral. Il se présente dans la deuxième circonscription du Morbihan, mais échoue au second tour contre le député centriste sortant Aimé Kergueris. Néanmoins, il intègre le cabinet de la ministre du Travail Martine Aubry d'abord comme conseiller chargé de l'emploi des jeunes jusqu'en 1998 puis comme conseiller politique jusqu'en 2000. C'est à partir de ce moment qu'il s'éloigne de son engagement rocardien et qu'il se « gauchise », devenant un des lieutenants de Martine Aubry et une figure reconnue de l'aile gauche du Parti socialiste. Pour la primaire socialiste de 2006, il ne soutient pas Dominique Strauss-Kahn comme son ancien mentor, ni Ségolène Royal comme Manuel Valls, mais Laurent Fabius, qu'il avait déjà appuyé lors de la campagne interne du PS sur le référendum de 2005. Laurent Fabius était alors le chef de file des « nonistes » socialistes. Se confirmant comme l'étoile montante de la gauche du PS, il dénonce en 2008 le « *catéchisme social-libéral* » de Bertrand Delanoë et de Ségolène Royal²³⁸⁷. Lors des élections européennes de 2009, il figure en troisième position de la liste socialiste en Île-de-France. Mais avec 13,58 % des voix, cette liste finit en troisième place derrière la liste de la majorité présidentielle et la liste écologiste, et n'obtient que deux sièges, privant Benoît Hamon d'un siège au Parlement européen.

Pour la primaire de 2011, il soutient Martine Aubry, qui a fait de lui en 2008 le porte-parole du parti. La défaite de sa championne contre François Hollande ne freine pas son ascension. Il est en effet, comme Manuel Valls, un des nouveaux espoirs du PS. La victoire de François Hollande contre Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle de 2012 lui permet d'entrer au gouvernement Ayrault. D'abord comme ministre déléguée à l'Économie sociale et solidaire et à la consommation. Il est également élu député dans la onzième circonscription des Yvelines, celle englobant la ville de Trappes qui devient son bastion. Puis, dans le cadre d'un accord avec Manuel Valls, il soutient ce dernier pour devenir Premier ministre et lui-même devient ministre de l'Éducation nationale. Mais très rapidement, les orientations politiques de Manuel Valls le rebutent.

2387 PFAADT Laurent, *Bertrand Delanoë, d'ombre et de lumière*, op.cit, p.216

Il démissionne quatre mois plus tard, devenant un des meneurs des « Frondeurs »²³⁸⁸, ces députés socialistes qui s'opposent avec virulence à ce qu'ils voient comme la politique « néo-libérale » du gouvernement²³⁸⁹. Lors du congrès de Poitiers de 2015, il soutient la motion B « A gauche pour gagner » conduite par le « frondeur » Christian Paul, qui échoue face à la motion A conduite par Jean-Christophe Cambadélis et soutenue par Manuel Valls. La motion B obtient en effet 28,46 % des voix des adhérents contre 60 % pour la motion A, tandis que Christian Paul obtient 29,93 % des voix lors de l'élection du premier secrétaire contre 70,07 % pour Jean-Christophe Cambadélis. Le 16 août 2016, Benoît Hamon se déclare candidat à la primaire de la gauche.

Benoît Hamon tranche davantage avec le profil classique du rocardien, essentiellement en raison de son cheminement jusqu'à l'aile gauche du Parti socialiste. Pour autant, il demeure inspiré par la figure de Michel Rocard et illustre la richesse des parcours d'anciens rocardiens.

3) Un héritage commun, deux parcours dissonants

Cette opposition préfigure la campagne primaire et témoigne des divergences des anciens rocardiens. Il est fascinant de voir à quel point ces deux parcours illustrent l'éclatement de la famille rocardienne, les choix personnels de chacun, mais aussi la difficulté d'identifier clairement un héritier de Michel Rocard, car les deux protagonistes n'ont pas seulement pris des chemins différents, mais deux routes parallèles, radicalement opposées. Cela pose la question de la solidité des liens créés par l'effet générationnel, ou au minimum, sa faible résistance au temps. Les deux hommes ont appartenu au même courant, autour de causes communes. Celle de la jeunesse en a fait partie. Ils ont été les artisans de cette émancipation du mouvement de jeunesse socialiste, dont l'ambition était de surpasser les logiques de courant dans un souci d'efficacité et d'unité. Le facteur « jeunesse », le besoin de liberté de mouvement devient le ciment commun des jeunes au-delà de toute autre considération²³⁹⁰. Or, leur opposition et bien avant la primaire, leurs cheminements différents, prouve que l'effet générationnel au sein d'un même courant ne dure qu'un temps et qu'il reste tout aussi dépendant de l'état du courant. Le départ de Michel Rocard a rebattu les cartes, faisant repartir chacun de zéro en fonction de sa perception des choses et/ou de ses intérêts sans grande considération pour les événements passés ou l'ancien sentiment de proximité.

Dans un premier temps, néanmoins, les observateurs du monde politique ne perçoivent pas la portée de cet affrontement fratricide car Benoît Hamon apparaît comme un candidat secondaire,

2388 GERMAIN Jean-Marc, *Tout avait si bien commencé. Journal d'un « frondeur »*, Editions de l'Atelier, 2015, 207 p.

2389 BAUMEL Laurent, *Quand le Parlement s'éveillera...*, Le Bord de l'eau, 2015, 90 p.

2390 RAFFINI Marine, « En quête d'émancipation(s). Les Jeunes socialistes de 1987 aux années 2000 », op.cit, p.43

au mieux le troisième homme, mais incapable de troubler ce qui ressemble au duel écrit d'avance entre Manuel Valls et l'autre visage, plus provocateur, plus médiatique, plus tonitruant de l'aile gauche du PS qu'est Arnaud Montebourg, le chantre de la démondialisation. Plusieurs commentateurs ne voient en la candidature de Benoît Hamon qu'un moyen de se positionner pour le prochain congrès du PS afin d'en prendre la tête. François Bazin, de *Challenges*, ne lui accorde que très peu de crédibilité : « *Frondeur tardif, Benoît Hamon n'a conservé du rocardisme de ses jeunes années qu'un sens très relatif du bon tempo en politique. Le contretemps est sa spécialité. Quand il lui arrive, comme par mégarde, de tendre l'élastique plus que de raison, celui-ci finit toujours par lui revenir dans le nez. C'est d'ailleurs ce qui explique que François Hollande l'ait si longtemps ménagé. Benoît Hamon a ceci de pratique qu'il est un rebelle qui revient toujours, un jour ou l'autre, dans le chemin de l'orthodoxie qui est celui de son ambition d'apparatchik [...] Il gère, par ailleurs, un petit réseau qui a grandi au MJS avant de prospérer à l'UNEF. Il est le député d'une circonscription des Yvelines, acquise en 2012 après des tentatives infructueuses dans le Morbihan et l'Essonne et qu'il aura d'ailleurs du mal à conserver l'année prochaine. C'est là le vrai paradoxe de sa candidature. Benoît Hamon est un parlementaire en sursis qui rêve d'être un jour premier secrétaire du PS. Or, le seul poste qu'il prétend vouloir briguer aujourd'hui à visage découvert l'éloigne de cette ambition, sauf à croire qu'en se lançant dans la bataille de la primaire socialiste, il n'aspire qu'à négocier ses maigres forces, le moment venu, avec l'un ou l'autre de ses compétiteurs* »²³⁹¹.

Le premier sondage réalisé après le retrait de François Hollande ne lui prédit que 11 %, loin derrière les 28 % d'Arnaud Montebourg et encore plus loin des 45 % de Manuel Valls²³⁹². Ce n'est qu'à partir de début janvier 2017 que la courbe des intentions de vote en sa faveur progresse de façon croissante et rapide, venant talonner Arnaud Montebourg (21 % contre 23%), puis, le dépassant (29 % contre 21 %) ²³⁹³. Alors que Arnaud Montebourg ne semble que ressasser sa campagne primaire de 2011, Benoît Hamon paraît apporter un oxygène nouveau, une ligne assumant sa radicalité, avec des propositions novatrices, comme le revenu universel et une vraie dimension écologiste. Le premier tour confirme cette dynamique de Benoît Hamon, puisqu'il se hisse en première position, avec 36,51 % contre 31,90 % pour Manuel Valls, tandis que Arnaud Montebourg stagne à un niveau proche de celui de 2011 : la troisième place avec 17,75 % des voix.

C'est de cette manière que se met en place un duel très intéressant à la fois entre deux anciens jeunes rocardiens, mais aussi entre « *deux gauches irréconciliables* ». La paternité de la

2391 BAZIN François, « Primaire PS : ce que cache la candidature de Benoît Hamon », *Challenges*, 18 août 2016

2392 « Intentions et motivations de vote à la Primaire du Parti socialiste et de ses alliés », *Harris Interactive*, 7 décembre 2016

2393 « Intentions de vote et enjeux de la Primaire du Parti socialiste et de ses alliés », *OpinionWay*, 11 janvier 2017

théorie revient à Manuel Valls, lors d'un meeting en Essonne le 15 février 2016. A propos d'une primaire à gauche trop ouverte, allant potentiellement de Jean-Luc Mélenchon à Emmanuel Macron, il avait déclaré : « *Le problème n'est pas d'organiser une primaire qui irait de Mélenchon à Macron. Parfois, il y a des positions irréconciliables à gauche et il faut l'assumer. Moi, je ne peux pas gouverner avec ceux qui considèrent que François Hollande, c'est pire que Nicolas Sarkozy, ou que Manuel Valls, c'est pire que Jean-Marie Le Pen.* »²³⁹⁴

Dans ce duel à gauche, l'expression prend tout son sens tant Manuel Valls et Benoît Hamon font campagne sur des idées diamétralement opposées, ce qui complique encore plus la perception d'un potentiel héritage rocardien. Car étant donné les divergences insurmontables de leurs deux programmes, il paraît inévitable de tirer la conclusion que au moins l'un des deux a dérivé de la zone idéologique ou philosophique de ce qui était la deuxième gauche.

C) Quel rocardisme en 2017 ?

1) Les deux gauches irréconciliables

Ils s'opposent sur pratiquement tous les sujets :

La mesure phare du programme de Benoît Hamon est l'idée d'instaurer un « revenu universel »²³⁹⁵ versé à tous les citoyens. Dans un premier temps, le RSA serait augmenté de 10 % ; pour passer à 600 euros par mois. Un revenu d'existence serait aussi versé à tous les jeunes (entre 18 ans et 25 ans). L'objectif est d'encourager la baisse du temps de travail hebdomadaire sous la barre des 35 heures. Une idée refusée par Manuel Valls, notamment en raison de son coût, estimé entre 350 et 400 milliards d'euros par an, mais aussi en raison de la philosophie d'une telle mesure, critiquée comme « *une incitation à la paresse* »²³⁹⁶. Lui préfère un revenu décent qui serait issu de la fusion de minima sociaux et attribué sous conditions de ressources aux personnes âgées de plus de 18 ans. L'objectif est d'attribuer un revenu minimum d'environ 800 euros par mois. Ceux dont les revenus n'atteindraient pas cette somme recevraient une allocation, comparable au RSA²³⁹⁷.

Tandis que Manuel Valls défend la loi travail du 8 avril 2016, appelée la « Loi El-Khomri », qui fut votée lorsqu'il était Premier ministre, Benoît Hamon veut purement et simplement l'abroger.

2394 « Quand Manuel Valls assumait des positions irréconciliables à gauche », *Le Monde*, 6 décembre 2016

2395 DUVERGER Timothée, *L'invention du revenu de base. La Fabrique d'une utopie démocratique*, Le Bord de l'eau, 2018, 150 p.

2396 « Hamon sur le revenu universel : ce n'est pas une assurance tout risque ! », *Le Parisien*, 19 janvier 2017

2397 Profession de foi de Manuel Valls, *Une République forte, une France juste : mon projet pour la France*, p.42

Lors de sa campagne présidentielle, il fait figurer dans son programme sa volonté d'en écrire une nouvelle : « *Nous remplacerons la loi travail par une nouvelle loi qui, en concertation avec les partenaires sociaux, encouragera la poursuite de la réduction collective du temps de travail sur la base du volontariat et par la négociation, renforcera le compte pénibilité et le compte personnel d'activité, confortera le droit à la déconnexion, rétablira le principe de faveur* »²³⁹⁸.

La laïcité est un des terrains de discorde les plus abrupts entre les deux candidats. Benoît Hamon défend une conception très anglo-saxonne de la laïcité. Le 26 août 2016, il avait déclaré à Saint-Denis : « *Quelle attitude la République doit-elle adopter ? Elle doit, comme toujours dans le passé, chercher et trouver un compromis entre la reconnaissance du fait religieux et les limites posées à l'extension du domaine religieux. Les Canadiens appellent cela les "accommodements raisonnables". Pour ce qui a trait à l'islam, je considère pour ma part que si on accepte une véritable interaction, sans paternalisme, sans artifice ni faux semblant, on constatera que la matrice des valeurs communes existe bien et qu'elle nous permet de dépasser les points de discorde et de bâtir ces accommodements qui dans le respect de la laïcité et des principes de la République permettront à l'islam en France de trouver une place semblable à celle des autres religions* »²³⁹⁹ Le camp Valls s'empresse alors de dénoncer des « ambiguïtés », voire une complaisance de Benoît Hamon envers des pratiques communautaristes considérées comme contraires à la laïcité et à la loi française.

Manuel Valls est bien plus offensif, plus radical, en la matière : « *Je veux une laïcité réaffirmée partout, qui protège sans blesser, qui soit expliquée à tous sans humilier personne, qui lutte contre tous les communautarismes sans jamais pointer du doigt tel ou tel pour sa croyance. C'est cette conception de la laïcité, en dehors des instrumentalisation du moment, que je souhaite inscrire dans une Charte de la Laïcité qui sera adossée à la Constitution.* »²⁴⁰⁰. Les questions liées à l'islam sont aussi source de tensions. Benoît Hamon clame qu'il « *n'accepte pas, c'est que derrière ce mot, communautarisme, il y ait finalement une volonté de dire que l'islam est incompatible avec la République. Ça n'est pas vrai. C'est insupportable que l'on continue à faire de la foi de millions de nos compatriotes un problème dans la société française [...] Arrêtons de faire de l'islam un problème de la République.* »²⁴⁰¹

Pour Manuel Valls : « *Chacun doit avoir sa place, pouvoir exercer son culte dignement, être protégé des insultes et des humiliations. C'est trop souvent le quotidien de nos compatriotes musulmans. C'est indigne de la France, de son histoire. L'islam est la deuxième religion de France.*

2398 Profession de foi de Benoît Hamon, *Mon projet pour faire battre le cœur de la France*, p.10

2399 SOULLIER Lucie, RESCAN Manon, « Hamon et Valls : deux conceptions de la laïcité », *Le Monde*, 24 janvier 2017

2400 Profession de foi de Manuel Valls, *Une République forte, une France juste : mon projet pour la France*, p.18

2401 « Benoît Hamon sur France Inter », 23 janvier 2017, <https://www.youtube.com/watch?v=3pb3RxJokSo>

Il est dans l'immense majorité de ses expressions une religion de paix, compatible avec les valeurs de la République. Mais cet équilibre est précaire. C'est malheureusement au nom de l'islam, d'un islam dévoyé, que s'expriment les islamistes radicaux, les prêcheurs de haine. Il appartient aux musulmans de se défendre contre ces obscurantismes qui peuvent guetter. C'est à eux d'abord, de se mobiliser, de se former, de transmettre nos valeurs. Mais la République doit aussi les protéger et les aider »²⁴⁰².

Au niveau institutionnel, Benoît Hamon veut « *une conférence pour la 6e République réunissant parlementaires, sages et citoyens. En cours de mandat, cette nouvelle constitution établira un système électoral législatif à la proportionnelle, permettant dans le même temps des majorités claires. Elle instaurera un septennat présidentiel non-renouvelable et limitera l'utilisation du 49.3 et le cumul dans le temps des mandats des élus* »²⁴⁰³. Manuel Valls ne veut pas changer de régime mais « *rénover nos institutions pour insuffler une renaissance démocratique* »²⁴⁰⁴, incluant par exemple de réduire le nombre de parlementaires, de limiter le cumul des fonctions et d'imposer un maximum de trois mandats consécutifs.

Les questions économiques, financières et budgétaires témoignent également de la complète opposition entre les deux projets. Tandis que Benoît Hamon entend imposer un moratoire sur le Pacte de stabilité qui impose aux États membres de la zone euro de restreindre le déficit public à 3 % du PIB, Manuel Valls veut « *maintenir le déficit juste sous la barre des 3 %* » mais « *sans chercher à le réduire davantage* »²⁴⁰⁵. Par ailleurs, Manuel Valls reprend à son compte une proposition phare de la droite, à savoir la défiscalisation des heures supplémentaires, supprimée par la gauche en 2012 : « *Il faut également redonner du pouvoir d'achat à tous les travailleurs par la défiscalisation des heures supplémentaires. Commandée par la nécessité budgétaire, la suppression de cette mesure en 2012 correspondait à un engagement de la gauche en accord avec les syndicats. Elle a été incomprise par les salariés qui ont pu être lésés. Ils y ont vu le symbole d'une dévalorisation des efforts qu'ils fournissaient. Je ne veux pas que la gauche donne le sentiment de méconnaître les efforts et les difficultés de ceux qui se donnent du mal* »²⁴⁰⁶.

Benoît Hamon, dont le programme économique est plus flou, propose de créer une taxe sur la richesse créée par les robots qui remplacent des salariés afin de financer la protection sociale, en appliquant les cotisations sociales sur l'ensemble de la valeur ajoutée et non plus seulement sur le travail : « *Pour répondre aux mutations du travail, je créerai une contribution sociale sur les*

2402 Profession de foi de Manuel Valls, *Une République forte, une France juste : mon projet pour la France*, p.18-19

2403 Profession de foi de Benoît Hamon, *Mon projet pour faire battre le coeur de la France*, p.12

2404 Profession de foi de Manuel Valls, *Une République forte, une France juste : mon projet pour la France*, p.25

2405 Ibid, p.15

2406 Ibid, p.39

robots. Elle alimentera un Fonds de Transition Travail (FTT), dont la mission sera de créer autant d'emplois nouveaux que ceux qui disparaîtront, et de financer la formation des salariés à ces nouveaux métiers. Les entreprises dont la robotisation s'accompagne d'une augmentation des effectifs seront dispensées de cette contribution. »²⁴⁰⁷ Il propose également une batterie de mesures pour le pouvoir d'achat : augmentation du SMIC et des minimas sociaux, encourager la négociation des partenaires sociaux, sur les salaires, l'encadrement des contrats précaires, la reconnaissance des qualifications et l'amélioration des conditions de travail. Mais il ne donne pas beaucoup de détails, tandis que Manuel Valls présente le « cadrage budgétaire » de son projet²⁴⁰⁸.

Sociétalement, les écarts sont également visibles : Benoît Hamon consacre toute une partie de son programme à « *de nouveaux droits pour de nouvelles libertés* », parmi lesquels on trouve l'ouverture de l'accès à la PMA aux femmes seules et aux couples de femmes, la possibilité pour les personnes transsexuelles de changer la motion du sexe à l'état civil sur déclaration devant un officier d'état civil, un meilleur accès aux soins palliatifs, et le droit à l'euthanasie²⁴⁰⁹. Il propose aussi de légaliser le cannabis afin de contrecarrer les trafics et les pratiques des dealers. Manuel Valls est beaucoup plus réservé. Il est contre la légalisation du cannabis et sur la PMA, il propose la tenue d'un grand débat national.

Enfin, Benoît Hamon donne une part plus importante à la question de la transition écologique. Il propose d'interdire les perturbateurs endocriniens, de proposer des alternatives aux pesticides les plus dangereux. Il veut lancer un plan d'efficacité et de « *sobriété énergétique (isolation, transports en commun, véhicules propres)* ». Il fixe l'objectif de porter à 50 % la part des énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2025 en favorisant la production décentralisée et citoyenne d'énergie, avec un objectif de 100 % de l'énergie en 2050. Il fixe également le cap d'une sortie du nucléaire dans 25 ans. Il entend aussi moduler la TVA en fonction de l'empreinte environnementale et plafonner puis supprimer progressivement les niches fiscales anti-environnementales en commençant par la fiscalité du diesel, ainsi qu'en mettant en place une taxe carbone. Il fixe comme objectif qu'en fin de mandat, les lois de finance devront être conformes avec les objectifs de la COP 21. Il entend programmer la sortie du diesel à horizon 2025 pour les voitures neuves et développer des alternatives à la voiture individuelle²⁴¹⁰.

Le projet de Manuel Valls en la matière n'a pas du tout la même inspiration : réunir les ministères de l'écologie, de l'industrie et de l'énergie dans un même ministère « *afin de coordonner les efforts de la France dans ce domaine* », créer les emplois qui se substitueront à ceux perdus dans

2407 Profession de foi de Benoît Hamon, *Mon projet pour faire battre le cœur de la France*, p.9

2408 Profession de foi de Manuel Valls, *Une République forte, une France juste : mon projet pour la France*, p.48

2409 Profession de foi de Benoît Hamon, *Mon projet pour faire battre le cœur de la France*, p.29

2410 Ibid, p.11

les industries destinées à être remplacées, avec formation des salariés pour les préparer à ces évolutions. Il met l'accent sur le rôle stratégique de l'État qui « *accompagnera prioritairement les projets de création d'entreprise conduisant à la transformation écologique de notre économie vers une économie circulaire, que ce soit dans le domaine énergétique pour favoriser notre souveraineté énergétique (éolien, marin, agricole ou forestier...), ou dans les autres domaines qui peuvent engager la France vers l'excellence environnementale et sociale (bâtiment, numérique, automobile, textile...)* »²⁴¹¹. Il propose également un programme d'urgence pour rénover un million de logements, bureaux et bâtiments publics par an, financé par des prêts garantis par les économies réalisées. Il veut également agir sur le domaine des transports, impliquant « *une reconversion industrielle profonde, que l'État devra accompagner* »²⁴¹².

Sur le nucléaire, il adopte un ton plus conciliant que Benoît Hamon²⁴¹³. Enfin, il met l'accent sur un point spécifique : « l'agro-écologie » : « *Notre agriculture a évidemment un rôle essentiel à jouer dans la transition de notre pays vers une économie plus durable, plus respectueuse du consommateur aussi. La mise en avant de l'agro-écologie est donc un élément fondamental d'une reprise en main écologique de l'agriculture par les agriculteurs comme par les citoyens contre les grands intérêts des multinationales de la chimie* »²⁴¹⁴.

Ainsi on le constate, les programmes de Manuel Valls et de Benoît Hamon sont opposés sur tous les sujets, rendant difficile de croire qu'ils aient pu appartenir à la même mouvance politique. Ces divergences pointent aussi la question de l'existence possible d'un nouveau rocardisme adapté à l'époque.

2) Un néo-rocardisme possible ?

Est-ce que parmi ces orientations, l'une correspond à l'héritage rocardien ? Car Manuel Valls, comme Benoît Hamon, revendiquent cette filiation avec le héraut de la deuxième gauche. Au moment de la mort de Rocard, Benoît Hamon tweete « *Avec lui, j'ai appris ce qui compte à mes yeux le plus : l'éthique de conviction. Michel Rocard s'est éteint et sa mort me bouleverse* » et estime que « *dans ma propre colonne vertébrale, j'ai quelques vertèbres que je dois à mon engagement auprès de Michel Rocard* »²⁴¹⁵. Manuel Valls rend hommage à « un mentor » tout en

2411 Profession de foi de Manuel Valls, *Une République forte, une France juste : mon projet pour la France*, p.34

2412 Ibid

2413 Voir Annexe 21 : *Une République forte, une France juste : mon projet pour la France*, p.34

2414 Profession de foi de Manuel Valls, *Une République forte, une France juste : mon projet pour la France*, p.35

2415 « Hommage national rendu à Michel Rocard aux Invalides, *BFM TV*, 7 juillet 2016, https://www.bfmtv.com/politique/parti-socialiste/hommage-national-rendu-a-michel-rocard-aux-invalides_AV-201607070053.html

prévenant « *il laisse pour toute la gauche un immense héritage. Et chacun peut venir y puiser. Il n'y a pas, il ne doit pas y avoir d'ailleurs de querelles d'héritage tout simplement, parce que le rocardisme [...] n'est la propriété de personne. Nous en sommes tous les héritiers.* »²⁴¹⁶ Mais il conserve une volonté d'être le plus rocardien de tous ces héritiers, le plus fidèle à cette « *gauche raisonnable* »²⁴¹⁷. Lorsqu'il contribue à l'ouvrage de Jules Fournier, il écrit « *j'ai été rocardien et je le reste* »²⁴¹⁸.

On peut souligner un parallélisme intéressant entre Michel Rocard et Manuel Valls : les deux sont accusés par l'aile gauche de leur famille politique d'être des faux socialistes dont la ligne tend à faire dévier le PS vers la droite. Tout comme Manuel Valls est accusé par l'aile gauche du PS, les Frondeurs et autres, d'être trop libéral, trop autoritaire, Michel Rocard était, il faut le rappeler, accusé par les chevènementistes et certains mitterrandistes de défendre une ligne politique trop rigoureuse sur le plan économique, trop teintée de démocratie-chrétienne. Manuel Valls est renvoyé à Nicolas Sarkozy comme Michel Rocard était surnommé « Rocard d'Estaing ». Mais pour Manuel Valls, cela ne revient pas à trahir la gauche, mais à défendre une gauche réaliste et réformatrice, qui a compris l'association nécessaire entre l'économie et le social, la confiance dans l'esprit d'initiative et la limitation d'un État absolu²⁴¹⁹. Mais Manuel Valls assume de faire des vagues et revendique même d'avoir appris auprès de Michel Rocard « *le procès en dérive droitière déjà* »²⁴²⁰. Comme un écho à son propre parcours de cadre du PS.

Qu'en pensent des rocardiens historiques et quel est leur jugement sur la nouvelle génération ? La complexité est que chacun a un avis spécifique. Pour Jean-Pierre Sueur, Manuel Valls et Benoît Hamon ont été sincèrement rocardiens et demeurent attachés à la mémoire de l'ancien Premier ministre, mais s'en sont politiquement détachés²⁴²¹. Pierre Brana, qui fut un des mentors de Benoît Hamon, estime que l'expression des deux gauches irréconciliables théorisée et entretenue par Manuel Valls est complètement à contre-courant de la pensée de Michel Rocard et trouve que Benoît Hamon renvoie plus au Michel Rocard des origines, celui qui n'avait pas peur de vouloir changer la société en profondeur²⁴²². Robert Chapuis, ancien mentor de Manuel Valls, ne partage pas cet avis. Il pense que si Benoît Hamon s'est bien formé « *dans le moule rocardien* », il s'en est dévié²⁴²³. Pour autant, il n'adoube pas Manuel Valls. Il le juge comme, certes, « *un*

2416 « Pour Manuel Valls, Michel Rocard n'a jamais craint de bousculer sa famille politique », *L'Express*, 7 juillet 2016

2417 Entretien avec Manuel Valls, 10 mars 2020

2418 VALLS Manuel, « C'était Michel Rocard », dans FOURNIER Jules (dir.), *Michel Rocard par...*, op.cit, p.69

2419 Entretien avec Manuel Valls, 10 mars 2020

2420 VALLS Manuel, « C'était Michel Rocard », dans FOURNIER Jules (dir.), *Michel Rocard par...*, op.cit, p.75

2421 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

2422 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

2423 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

rocardien des origines » mais trouve que l'itinéraire personnel qu'il a développé en fait bien plus un « élément proche » qu'un successeur : « Ce n'est pas un nouveau Michel Rocard »²⁴²⁴. Alain Bergounioux affirme que « tout comme Mendès France, dont lui-même [Michel Rocard] se revendiquait, a eu de nombreux disciples, on ne peut pas dire qu'il y ait un seul héritier de Rocard »²⁴²⁵ et que « il y a des héritages mais pas d'héritier. Personne ne peut dire qu'il détient des morceaux de la sainte Croix »²⁴²⁶. Il juge néanmoins sévèrement la ligne « laïcarde » de Manuel Valls qui ne correspondrait pas à la vision de Michel Rocard en la matière.

Plusieurs à gauche partagent ce diagnostic et cette critique de la ligne « droitière » de Manuel Valls, qui lui vaut depuis toujours de nombreuses hostilités à gauche : « C'est avec le choix d'un triptyque « autorité, sécurité, identité » que Valls s'éloigne le plus de son père politique. Il s'inspire là plus de Clemenceau et Chevènement. Sur les questions du voile et d'immigration, les deux hommes apparaissent même ces derniers mois aux antipodes. A l'époque de l'affaire du foulard des lycéennes de Creil en 1989, Rocard, chef du gouvernement, défend la laïcité mais se prononce contre l'exclusion des jeunes filles. Vingt ans plus tard, c'est Valls qui s'aventure sur le terrain d'une interdiction du voile à l'université. S'il a amorcé l'aggiornamento socialiste sur l'immigration - le FN enregistre ses premiers vrais succès entre 1986 et 1988 - dans les années 90, Rocard fustigeait les attermolements de l'Europe face aux migrants comme « un luxe de pays aisés » et reconnaissait à Angela Merkel un « vrai courage » dans sa gestion de la crise. Très loin des critiques de Valls, refusant l'arrivée de nouveaux réfugiés. Au nom du « réalisme » »²⁴²⁷.

Gérard Lindeperg estime que « Valls est Valls avant d'être rocardien. Ils font [Valls et Hamon] partie d'une génération qui a adopté des méthodes d'organisation et de mobilisation inspirées du mitterrandisme : des jeux d'appareils, toute une démarche à devenir des apparatchiks. Les rocardiens historiques n'ont pas cette histoire-là. Ils ont fait du syndicalisme, ils ont eu des responsabilités et après ils sont arrivés à la politique. Eux n'ont jamais quitté la politique. A partir de là on peut pas dire que c'est la continuation du rocardisme »²⁴²⁸. Marisol Touraine juge qu'entre Rocard et Valls « il y a une filiation. Mais ils n'ont pas la même vision du monde, de l'Histoire et du socialisme »²⁴²⁹. Enfin Jean-Paul Huchon juge que « l'héritage de Rocard, que Manuel Valls n'a pas su endosser et revendiquer, ne saurait être incarné par ce que représente Benoît Hamon, un combiné de faux parler-vrai et de gauchisme infantile, sans aucune référence à l'Histoire ni aux

2424 Ibid

2425 « Macron, Valls, Hollande : qui sont les héritiers de Michel Rocard ? », *L'Express*, 3 juillet 2016

2426 FURBURY Pierre-Alain, « Valls et Macron se disputent à nouveau l'héritage de Rocard », *Les Échos*, 15 septembre 2016

2427 BRETTON Laure, « Manuel Valls, l'héritier qui ne l'est pas vraiment », *Libération*, 3 juillet 2016

2428 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

2429 BRETTON Laure, « Manuel Valls, l'héritier qui ne l'est pas vraiment », *Libération*, 3 juillet 2016

réalités du pays »²⁴³⁰. Enfin, Jean-François Merle juge que ni Manuel Valls ni Benoît Hamon ne peuvent prétendre au flambeau de Michel Rocard, sur le plan idéologique, mais aussi, en terme de stature : il estime que Manuel Valls a une personnalité clivante, que n'avait pas Michel Rocard, tandis que le passage de Benoît Hamon chez les frondeurs ne coïncide pas avec la ligne de conduite de Michel Rocard, qui, même en temps de désaccord, n'a jamais joué contre son camp²⁴³¹.

Qui a raison ? La question paraît impossible à trancher. En réalité, elle l'est. Car il serait bien indécent d'accorder à quiconque le monopole du rocardisme ou de faire de l'un des rocardiens le grand gardien du temple de la mémoire rocardienne. La fidélité à la ligne peut être aisément débattue. Chaque prétendant aura de quoi justifier sa loyauté et mettre en question celle d'un autre. C'est le jeu de la captation d'héritage. Chacun pioche dans le corpus de son maître à penser des références et s'en sert pour s'affirmer comme l'héritier le plus crédible. Par exemple, si certains jugent que l'évolution de Benoît Hamon vers la gauche constitue une forme de reniement de la pensée rocardienne, d'autres y voient soit une fidélité au rocardisme des origines, car il ne faut pas oublier que la pensée de Michel Rocard a elle-même grandement évolué, qu'il a tenté d'adapter sa pensée aux défis contemporains. Nous l'avons vu, l'une des grandes théories sur l'absence d'héritier clairement identifié serait le décalage entre les idées véhiculées par Michel Rocard et l'évolution du monde et des enjeux. Ainsi, certains estiment que la ligne de Benoît Hamon correspondrait à une sorte de rocardisme 2.0.

Par exemple, l'universitaire Timothée Duverger parle de « deuxième gauche radicale ». Au moment d'élaborer ce concept, Timothée Duverger utilise le prisme, clef chez les rocardiens, de l'autogestion, qu'il définit comme « *à la fois une visée de démocratisation de la société et en même temps anti-étatique* »²⁴³². Son idée était de distinguer deux souches de la deuxième gauche, entre une version libérale, qu'il juge même néo-libérale et autoritaire dans son approche, et de l'autre côté, une deuxième gauche qui s'inscrit dans une tradition proche du mouvement social. Au moment où il réfléchit à cette distinction au sein de la deuxième gauche, un terme revient fréquemment pour désigner une partie de l'échiquier politique, celui de « gauche radicale », notamment pour désigner la ligne politique de Jean-Luc Mélenchon. Pour Timothée Duverger, l'idée de deuxième gauche radicale permettait, dans un contexte de double tension, de dissocier la ligne hamoniste de ce courant « droitier » rocardien d'un côté, et de l'autre, de la gauche radicale mélenchoniste²⁴³³.

2430 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.289

2431 Entretien avec Jean-François Merle, 4 juin 2021

2432 Entretien avec Timothée Duverger, 25 octobre 2021

2433 Ibid

Pourtant, des années après, Timothée Duverger prend du recul avec sa propre théorie. Il estime que « *pour qu'il y ait gauche radicale il faut qu'il y ait en réalité une stratégie hégémonique qui, d'abord introduit une nouvelle conflictualité entre le peuple et les élites* »²⁴³⁴. Il est vrai qu'au niveau européen, plusieurs partis politiques émergent, essentiellement à gauche, dans ce créneau « populiste ». C'est le cas de *Podemos*^{2435 2436} en Espagne, de SYRIZA²⁴³⁷ en Grèce, ou dans un autre registre, du Mouvement 5 Étoiles en Italie²⁴³⁸. La galaxie proche de Benoît Hamon observe avec attention tous ces mouvements et des contacts ont lieu. Par exemple, Guillaume Balas, député européen proche de Benoît Hamon assiste en janvier 2015 à un meeting de soutien à SYRIZA²⁴³⁹. Avant même d'être désigné candidat du PS, Benoît Hamon a exprimé son soutien au mouvement pan-européen de gauche radicale DiEM25 fondé par Yànis Varoufakis, ancien ministre des Finances dans le gouvernement dirigé par Aléxis Tsipras, chef de SYRIZA. Il y avait bien une logique, comme avec le revenu universel, de tendre vers une certaine radicalité. Dans cette idée de revenu universel il y avait la suppression des corps intermédiaires « *puisque'on donne à chaque individu les moyens de son émancipation* »²⁴⁴⁰.

Après la séquence électorale de 2017, qui est un double fiasco pour Benoît Hamon²⁴⁴¹, ce dernier a voulu, selon Timothée Duverger, « *rejouer le coup du PSU en créant Génération.s, qui se voulait une sorte de petit PSU mais qui n'en a pas eu les ressources. Je pense qu'il voulait surtout partir du PS et il voulait exister politiquement et il pensait le faire mieux à l'extérieur qu'au sein du PS, considéré comme mort. C'est juste une explosion de la social-démocratie qui a permis, au passage, de clarifier une ambiguïté au sein de la deuxième gauche. Et finalement la notion de radicalité que j'avais inventée à l'époque pour essayer de dire qu'il a quelque chose de nouveau qui s'invente, s'est avérée vaine, car en fait il n'y a pas grand-chose de nouveau qui s'est inventé. Il y avait l'idée initiale que Benoît Hamon aurait pu refonder le PS autour de cette deuxième gauche radicale contre la version libérale et contre la première gauche de Mélenchon. Je disais il*

2434 Ibid

2435 FERNANDEZ-ALBERTOS José, *Los votantes de Podemos : del partido de los indignados al partido de los excluidos*, Los Libros de la Catarata, 2015, 110 p.

2436 BARRET Christophe, *Podemos : pour une autre Europe*, Cerf, 2015, 249 p.

2437 MUDDE Cas, *SYRIZA : the Failure of the Populist Promise*, Palgrave Macmillan, 2017, 116 p.

2438 ZANICHELLI Flora, *Mouvement 5 Étoiles. Pour une autre politique en Italie*, Éditions des Accords, 2013, 120 p.

2439 RIETH Bruno, « La victoire de SYRIZA est une chance pour l'Europe et la France », *Marianne*, 20 janvier 2015

2440 Entretien avec Timothée Duverger, 25 octobre 2021

2441 Benoît Hamon termine en cinquième position avec 6,36 % ce qui est le plus bas score pour le candidat de la famille socialiste à une élection présidentielle depuis les 5,01 % de Gaston Defferre en 1969. Puis, lors des élections législatives de juin 2017, il perd son siège de député dans la 11ème circonscription des Yvelines en étant éliminé dès le premier tour. Avec 22,59 %, il termine troisième derrière la candidate macroniste Nadia Hai (32,98%) et le candidat LR Jean-Michel Fourgous (23,09%).

ne fallait pas laisser l'espace de la radicalité à Mélenchon. On prend les idées radicales à travers les sujets comme le revenu universel et on redonne une nouvelle identité plus écolo »²⁴⁴².

Mais, estime Timothée Duverger, il y avait de sa part « *une forme d'erreur théorique parce qu'il n'y jamais eu l'idée chez Benoît Hamon et les autres de se couper des corps intermédiaires. Donc la référence à la gauche radicale était fausse »²⁴⁴³. D'autant plus que la gauche radicale est une gauche très jacobine. En revanche, il maintient l'idée d'une tension interne à la deuxième gauche, de deux gauches de la deuxième gauche. Pour lui, il ne fait aucun doute qu'il existe une vraie filiation de Benoît Hamon avec Michel Rocard et parmi son entourage aussi. Par exemple, Régis Juanico, député de la Loire, qui fut son porte-parole de campagne, et un ami de longue date qu'il rencontra au sein des clubs Forum²⁴⁴⁴, Guillaume Balas, qui fut le coordinateur du projet de Benoît Hamon et qui a dirigé le parti Génération.s, est présenté comme un authentique « *rocardien de gauche »²⁴⁴⁵...**

Est-ce que cela fait de Benoît Hamon un rocardien plus authentique que Manuel Valls ? Pour Timothée Duverger, « *chez Rocard et chez les rocardiens il y a toujours eu une ambiguïté. Il y en a qui étaient plus pro-marché et d'autres qui étaient plus pro-mouvement social. Je pense que le premier Valls était rocardien mais le Valls Premier ministre ne l'était plus du tout »²⁴⁴⁶. Les appréciations sont aussi variées que les parcours des deux rocardiens. De manière générale, il est impossible de distribuer objectivement les points de rocardisme et vain de se glisser dans le costume d'arbitre d'un concours d'héritiers revendiqués, d'autant que ce n'est pas le rôle de l'historien.*

3) La complexité des époques

L'étude des lignes politiques est fascinante et permet tout de même de se faire une idée sur la proximité entre le corpus de la figure de référence et les rhétoriques de ceux qui se présentent comme ses successeurs. Mais on ne peut enlever une part de subjectivité, y compris chez le scientifique, qui, si elle n'apparaît pas, doit le pousser à une certaine prudence, encore plus avec un corpus aussi difficile à cerner que celui des rocardiens. Le rocardisme, comme tous les grands corpus intellectuels non codifiés, est un grenier à références et à contenus idéologiques dans lequel chacun prend ce qui fait écho à sa ligne ou à sa stratégie. Personne ne parle exactement comme Michel Rocard, car, comme nous l'avons vu, les temps ont changé. Il a fallu s'adapter aux

2442 Ibid

2443 Ibid

2444 DRYEF Zineb, « Les hamonistes, une bande à part », *Le Monde*, 27 janvier 2017

2445 « Benoît Hamon, la galaxie du nouveau favori », *Libération*, 23 janvier 2017

2446 Entretien avec Timothée Duverger, 25 octobre 2021

nouveaux enjeux et à l'époque dans laquelle on vit. L'action de Michel Rocard est à replacer dans un contexte national et international très précis.

Comment appliquer ces diagnostics à une autre époque, comment faire du parallélisme entre les temps ? Prétendre appliquer lesdits diagnostics de Michel Rocard de nos jours serait un énorme anachronisme et un refus de voir les réalités d'un temps. C'est pour cela que l'on peut d'emblée affirmer que personne n'est authentiquement un rocardien intégral ou fils spirituel de Michel Rocard. Chaque homme, et femme, politique qui se revendique du rocardisme s'approprie une notion et/ou une position, prétendument rocardienne et la défend au nom de la fidélité au rocardisme, que ce soit une idéologie ou une posture morale, comme par exemple, le parler vrai, le réalisme etc. Sans compter que chacun y va de son interprétation subjective et personnelle, ce qui donne des discours centrés autour du même principe mais complètement à l'opposée les uns des autres²⁴⁴⁷.

Il y a une dernière dimension à ne pas négliger, c'est la dimension affective et sincère de tous ces héritiers revendiqués. Dans le cas de Manuel Valls et de Benoît Hamon, les deux ont bel et bien côtoyé Michel Rocard et ont un attachement sincère à sa personne et à ce qu'il représente. On peut discuter des lignes idéologiques, chercher avec précision et souci du détail laquelle est la plus proche de celle autrefois portée par Michel Rocard. Mais on peut difficilement juger du sentiment honnête et profond de chacun d'être proche de Michel Rocard et de continuer son combat. On peut en revanche étudier la corrélation entre la revendication et les actes, les idées. Mais toujours avec une certaine retenue face aux deux pièges que sont la subjectivité de chacun et l'insondable attachement sentimental des héritiers revendiqués envers une figure de référence, un mentor, voire un père en politique²⁴⁴⁸.

L'ultime ingrédient manquant pour déterminer ou reconnaître un héritier qui serait en mesure de se détacher du lot, c'est l'adoubement direct de la part de la figure charismatique elle-même. Le général de Gaulle, par la voix de sa femme qui avait confié à Jacques Chaban-Delmas lorsqu'il vint se recueillir sur son cercueil en compagnie de Georges Pompidou d'une voix assez forte pour être entendue de tous « *il faut que vous le sachiez, il vous aimait bien* »²⁴⁴⁹ avait adoubé le maire de Bordeaux. Jacques Chirac avait adoubé Alain Juppé en le baptisant « *le meilleur d'entre nous* » et avait espéré que la fondation de l'UMP permettrait à son fils politique de devenir son

2447 Voir similitude établie avec le gaullisme, dans CABANIS Matthieu, « Philippe Séguin et la transparence en politique : le Janus gaulliste ? », Mémoire de Master 1 sous la direction de MONIER Frédéric, Université d'Avignon, 2019, 139 p.

2448 BANTIGNY Ludivine, BAUBEROT Arnaud (dir.), *Hériter en politique. Filiations, générations et transmissions politiques (Allemagne, France et Italie, XIX^e et XXI^e siècle)*, PUF, 2011, 386 p.

2449 MOUSSEAU Jacques, *Chaban-Delmas*, Perrin, 2000, p.255

dauphin²⁴⁵⁰, François Mitterrand ne désigna pas de successeur et cela causa des troubles au sein de son courant, Lionel Jospin avait passé le relais à François Hollande à la tête du PS. Alain Juppé adouba Édouard Philippe, qui demeura l'un de ses plus proches partisans, peu de temps après sa nomination à Matignon en mai 2017²⁴⁵¹, et lui témoigna fréquemment soutien et considération²⁴⁵².

Mais Michel Rocard, comme nous l'avons vu, n'adouba jamais personne. Cette absence de relais complexifie encore plus l'identification d'un rocardisme renouvelé sans Michel Rocard. Cela n'empêchait pas Michel Rocard d'avoir des avis tranchés sur ceux qui se revendiquaient de lui. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

D) Un arbre généalogique tortueux

1) Le prétendant surprise

Il y a également des prétendants plus inattendus, qui tentent de reprendre le flambeau du rocardisme sans être associés à l'histoire du courant. Ainsi, Jean-Paul Huchon, premier grognard de Michel Rocard, juge que « *les continueurs les plus évidents de Rocard sont Manuel Valls et Emmanuel Macron* »²⁴⁵³. Bien évidemment, le fait que Jean-Paul Huchon soit un des plus fidèles lieutenants de Michel Rocard n'enlève rien à ce qui a été dit plus haut, sur la subjectivité de chacun et la complexité des parcours et des sentiments. En revanche, c'est une piste intéressante, car elle est entretenue par les personnes concernées. Manuel Valls, nous l'avons déjà vu, tient à entretenir l'idée de filiation. Tout comme Emmanuel Macron. Mais de la part du second, c'est plus surprenant, car cela ne va pas de soi. Contrairement au premier, et à Benoît Hamon, Emmanuel Macron n'a pas de lien avec l'ancien courant rocardien.

C'est à la fois une question de génération, mais aussi d'engagement. De génération, car tandis que Manuel Valls et Benoît Hamon étaient étudiants et jeunes adultes engagés du temps où Michel Rocard était au plus haut de sa carrière politique, Emmanuel Macron était trop jeune pour être impliqué dans le courant. Il avait 11 ans quand Michel Rocard accède à Matignon, 15 quand il prend la tête du PS et n'était même pas majeur au moment de la présidentielle de 1995. D'engagement, car lorsque Emmanuel Macron se glisse dans le bain politique, ce n'est pas dans les cercles rocardiens... mais dans les milieux chevènementistes. Il dit avoir voté pour Jean-Pierre Chevènement (qui était pourtant un des plus fervents détracteurs de Michel Rocard) lors de la

2450 DIVE Bruno, *Alain Juppé. L'homme qui revient de loin*, l'Archipel, 2016, 212 p.

2451 DESPORT Jefferson, « A Bordeaux, Juppé désigne Philippe comme la relève », *Sud-Ouest*, 20 octobre 2017

2452 MAURER Pierre, « Alain Juppé prédit un destin national à Édouard Philippe, demain ou après-demain », *Le Figaro*, 10 septembre 2020

2453 « Macron, Valls, Hollande : qui sont les héritiers de Michel Rocard ? », *L'Express*, 3 juillet 2016

présidentielle de 2002 et, alors qu'il était étudiant à Sciences-Po, il effectue un stage auprès de Georges Sarre, bras droit de Jean-Pierre Chevènement, maire du 11^{ème} arrondissement de Paris, et participe à sa campagne en 2001²⁴⁵⁴. Emmanuel Macron ne cache pas ce manque d'entrain pour la deuxième gauche et son attrait pour la gauche souverainiste de Jean-Pierre Chevènement : « *Autant la deuxième gauche m'a inspiré sur le social, autant je considère que son rapport à l'État reste très complexé. Je me suis toujours interrogé sur le rôle de l'État, et c'est pour cette raison que je me tourne, plus jeune, vers Jean-Pierre Chevènement* »²⁴⁵⁵.

Cet engagement de jeunesse complique quelque peu les passerelles entre Emmanuel Macron et le courant rocardien, car il place Emmanuel Macron en dehors de la sphère du PS. Or, l'héritage, la filiation rocardienne, c'est aussi bien une question de ligne, que de sentiment, mais aussi de compagnonnage socialiste. Car il ne faut pas oublier la place capitale du parti dans l'histoire du courant rocardien, dont le cadre principal était le PS. Si les frontières du rocardisme ne se limitaient pas au PS, nous avons vu que Michel Rocard et la plupart de ses lieutenants étaient très attachés au PS, au point de toujours refuser de le quitter malgré la chasse aux sorcières qu'ils subissaient, et que leur principal objectif était de prendre le PS pour le convertir aux thèses de la deuxième gauche. L'apothéose est ce qui a perdu Michel Rocard : son désir ardent de conquérir le PS et de le diriger. Aussi, il paraît difficile de se revendiquer de la filiation de Michel Rocard en ayant si peu d'ancrage et d'histoire dans ce parti si symbolique, sans savoir ce qu'était le compagnonnage des minoritaires rocardiens, le rapport de force interne, le jeu des courants et des congrès. Emmanuel Macron ne rejoint le PS qu'en 2006, et n'y reste encarté que pendant trois ans, jusqu'en 2009. Il demeure néanmoins dans la galaxie du Parti socialiste, car il devient dans ces années-là un proche de François Hollande, premier secrétaire du parti.

Mais même en gravitant autour du PS, il ne se rapproche pas pour autant des vestiges du courant rocardien. Quand François Hollande manifeste son souhait d'être candidat à la primaire socialiste de 2011, primaire pour laquelle Dominique Strauss-Kahn, dernier avatar des idées défendues par Michel Rocard, était le grand favori avant l'Affaire du Sofitel de New-York, Emmanuel Macron intègre l'équipe qui l'entoure où il coordonne un groupe d'économistes. Après la victoire de François Hollande, Emmanuel Macron le suit à l'Élysée comme secrétaire général adjoint de l'Élysée. La presse s'intéresse alors à lui et souligne sa singularité et ses distances avec la galaxie socialiste classique²⁴⁵⁶. Le fait qu'il soit un banquier d'affaires, passé chez Rothschild lui attire la suspicion de la gauche orthodoxe antilibérale. Sa nomination comme ministre de l'Économie dans le second gouvernement de Manuel Valls en remplacement d'Arnaud Montebourg

2454 ENCAOUA Myriam, « Chevènement et Macron, un compagnonnage ancien », *Le Parisien*, 31 janvier 2018

2455 ENDEWELD Marc, « Macron, ce jeune chevènementiste », *Marianne*, 12 novembre 2015

2456 FULDA Anne, « Emmanuel Macron, le cerveau droit de Hollande », *Le Figaro*, 13 décembre 2012

apparaît comme le symbole d'un virage social-libéral, qualifié parfois de « droitier », du quinquennat Hollande²⁴⁵⁷.

Rapidement, il devient un des ministres les plus médiatisés du gouvernement. Et rapidement, il affirme sa singularité, prenant ses aises et ses distances avec certaines orientations fixées par le couple exécutif²⁴⁵⁸. La presse et les bruits de coulisse de la vie politique française lui prêtent alors des ambitions présidentielles, ou au moins, l'envie de s'émanciper du couple Hollande-Valls pour mener sa propre barque. Il apparaît dès lors en concurrence avec Manuel Valls dont il partage l'espace politique. Bien que Manuel Valls soit irrésistiblement associé à sa ligne dure régalienne, dans une inspiration de Georges Clemenceau, et que Emmanuel Macron commence à avoir pour un certain nombre des airs de nouveau Giscard, les deux hommes avancent un corpus social-libéral, susceptible de partager avec le centre-droit et la frange modérée de la droite de gouvernement des diagnostics communs sur les questions économiques et sociales.

Mais le second passe à la vitesse supérieure, le 6 avril 2016. Il fonde à Amiens, la ville dont il est originaire, un mouvement politique, dont le nom reprend ses initiales : En Marche ! (EM). Cette structure, il la présente comme un mouvement, et non un parti, « ni de droite ni gauche », puis « et de droite, et de gauche », et essentiellement « progressiste ». Il reçoit alors le soutien de certains piliers du PS, dont le maire de Lyon, Gérard Collomb, une autre figure de l'aile droite du PS autrefois très proche de Pierre Mauroy, donc appartenant tout de même à cette gauche réformatrice²⁴⁵⁹, ayant une réputation de social-libéral émancipé des règles rigides des apparatchiks. Mais surtout, il s'entoure d'une bande de jeunes anciens soutiens de Dominique Strauss-Kahn lors de la primaire de 2006 : Benjamin Griveaux, Cédric O, Ismaël Emelien, Stanislas Guérini, Adrien Taquet, Stéphane Séjourné, Sibeth Ndiaye... Ce noyau dur de jeunes strauss-kahniens devient la garde rapprochée d'Emmanuel Macron, les apôtres du macronisme, les premiers « marcheurs ». La presse les surnomme même les « mormons ». Mais le plus intéressant c'est ce jeu de filiation. De la même manière que l'on remonte avec le doigt un arbre généalogique sur plusieurs générations, on peut procéder de la sorte dans ce cas et établir des connexions entre tous ces courants, et questionner leur pertinence : Emmanuel Macron s'entoure d'anciens strauss-kahniens, qui retrouvent en ce jeune et fougueux ministre les valeurs qu'ils défendaient auprès de Dominique Strauss-Kahn²⁴⁶⁰. Mais ce « recasage » des strauss-kahniens chez Emmanuel Macron en évoque un autre abordé : celui des rocardiens autour de Dominique Strauss-Kahn, qui, sans être un nouveau Rocard, était celui qui représentait la meilleure substitution possible.

2457 « Emmanuel Macron, la sauce libérale du gouvernement ? », *Le Monde*, 26 août 2014

2458 PIETRALUNGA Cédric, « Macron, un social-libéral désormais décomplexé », *Le Monde*, 7 avril 2015

2459 KRAKOVITCH Raymond, *Pierre Mauroy, l'autre force tranquille*, Riveneuve éditions, 2015, 243 p.

2460 LHAÏK Corinne, « Macron-DSK, si loin, si proches », *L'Express*, 18 octobre 2017

Cependant, la filiation entre Michel Rocard et Emmanuel Macron demeure lointaine. On peinerait à trouver, pour des questions avant tout générationnelles, des grands noms du rocardisme parmi les plus proches d'Emmanuel Macron mais la question de l'héritage idéologique ou spatial (sur l'échiquier politique) se pose. Elle se pose d'autant plus que Emmanuel Macron lui-même s'efforce d'apparaître dans la liste des prétendants héritiers de Michel Rocard et continuateurs de sa philosophie politique. Au moment du décès de Michel Rocard, Emmanuel Macron fait partie de ceux qui rendent hommage au héraut de la deuxième gauche et qui, dans le même temps, tentent de se draper dans ses habits glorieux et dans le costume de meilleur héritier. Il rend hommage à un « précurseur » auquel il « doit son engagement politique » et adresse des clin d'œil aux rocardiens : « Nombreux sont ceux qui ont fait le choix de le servir tout au long de sa longue vie publique et politique, malgré les traversées du désert et les revers. Parce qu'au fond les rocardiens sont des engagés. Aussi sans doute des indignés. Aucune autre communauté ne peut se targuer d'avoir à ce point transformé le pays, se prévaloir d'avoir œuvré concrètement pour le progrès. Et c'est pourquoi les rocardiens ont le devoir et la responsabilité de poursuivre l'œuvre de Michel Rocard. De lui rester fidèle, d'agir comme il a toujours agi, c'est-à-dire en liberté, c'est-à-dire en pensant, en réfléchissant, en écoutant, en rassemblant les bonnes volontés [...] Alors, oui, il faut poursuivre »²⁴⁶¹. Même s'il ne l'emploie pas, on entend presque la première personne du pluriel.

Une volonté de s'incruster dans la famille rocardienne, que Manuel Valls rejette avec fougue. Il met en avant « l'attachement profond au socialisme » qui caractérisait Michel Rocard : « Il revendiquait d'avoir sa carte. Il était un vrai militant, il savait ce que le collectif permettait comme conquêtes, et ce que la division promettait comme défaites ». Et « s'il critiquait son parti, c'était pour mieux le changer »²⁴⁶². Derrière cet éloge, il y a un portrait en filigrane de ce que n'est précisément pas Emmanuel Macron. Rappeler que Michel Rocard était viscéralement attaché au socialisme, c'est rappeler sans le dire que Emmanuel Macron, toujours ministre, s'était affiché en août au Puy-du-Fou aux côtés de son fondateur, le réactionnaire souverainiste Philippe de Villiers, et avait déclaré devant les journalistes « l'honnêteté m'oblige à vous dire que je ne suis pas socialiste »²⁴⁶³. Rappeler que Michel Rocard avait sa carte du PS, qu'il était un militant et qu'il critiquait son parti dans une visée constructive, c'est rappeler que Emmanuel Macron n'a été que brièvement encarté au parti socialiste, qu'il ne s'y est jamais investi et qu'il ignore tout du compagnonnage. Rappeler l'importance donnée par Michel Rocard au collectif contre les divisions, c'est accuser Emmanuel Macron, de par son ambition personnelle, de fracturer son camp.

2461 « Macron appelle à poursuivre l'œuvre de Rocard », *Le Point*, 15 septembre 2016

2462 SEGAUNES Nathalie, « Macron n'est pas le nouveau Rocard, c'est Manuel Valls qui nous le dit », *L'Opinion*, 15 septembre 2016

2463 RAULIN Nathalie, « Macron : l'honnêteté m'oblige à vous dire que je ne suis pas socialiste », *Libération*, 19 août 2016

Son avis diverge donc de celui de Jean-Paul Huchon. En 2017, ce dernier publie un ouvrage en hommage à Michel Rocard²⁴⁶⁴. La préface est de la main d'Emmanuel Macron. Il en fait une tribune. Il affirme ressentir le « *besoin* » d'être fidèle à Michel Rocard, et « *à ce qui lui survit, c'est-à-dire à sa façon d'aborder les enjeux de notre temps, à cette rectitude intellectuelle et morale, à ce souci qu'il avait de vouloir réconcilier la politique avec le réel* »²⁴⁶⁵. Se plaçant lui-même comme rocardien, il affirme que « *la communauté de volontaires qui se reconnaît en lui [...] est encore bien vivante* »²⁴⁶⁶, avant de lancer un appel : « *Alors, ensemble, soyons fidèles à Michel Rocard* »²⁴⁶⁷. Il rappelle également que personne n'est en mesure de s'accaparer l'héritage de Michel Rocard, ne peut prétendre être un nouveau Rocard, ce qui ressemble à une riposte contre ceux qui prétendent pouvoir distribuer les brevets de rocardisme.

En tous les cas, cette stratégie de séduction et d'identification semble porter certains fruits : un sondage Odoxa²⁴⁶⁸ établit que, aux yeux des Français, Emmanuel Macron est celui qui incarne le mieux l'héritage de Michel Rocard. Avec 29 %, il arrive devant Martine Aubry (22%), reléguant Manuel Valls à la troisième place (18%). Suivent Benoît Hamon (13%), Ségolène Royal (9%) et enfin, François Hollande (5%). Par contre, aux yeux des sympathisants de gauche, c'est la fille de Jacques Delors qui incarne le mieux l'héritage rocardien (23%) devant Manuel Valls (21%) et Emmanuel Macron (18%). Pareillement pour les sympathisants PS où Manuel Valls et Martine Aubry arrivent en tête avec 26 %, loin devant Emmanuel Macron et ses 17 %, confirmant qu'il manque à ce dernier une culture de compagnonnage au sein du Parti socialiste.

Aussi, la complexité d'identifier un héritier potentiel de Michel Rocard est renforcée par le fait que la figure de Michel Rocard, désormais totem politique, dépasse les frontières strictes et rigides de ce qui fut son parti ou son courant. Michel Rocard n'appartient plus seulement aux socialistes mais suscite, sincèrement ou opportunément, un engouement auprès d'acteurs politiques étrangers à l'histoire rocardienne.

2464 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, L'Archipel, 2017, 317 p.

2465 Ibid, p.5

2466 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.6

2467 Ibid

2468 FOCRAUD Arnaud, « Pour les Français, l'héritier de Rocard se nomme Macron, pas Valls », *Le Journal du Dimanche*, 8 juillet 2016

2) Les nouveaux rocardismes divergents

Après la défaite de Manuel Valls aux primaires contre Benoît Hamon, c'est un nouveau « duel d'héritiers » qui semble ainsi se profiler, entre Benoît Hamon et Emmanuel Macron, candidat à la présidentielle sous les couleurs de son mouvement. Les deux candidats, radicalement différents mais qui revendiquaient d'une certaine manière le même héritage, ressemblent à deux reflets opposés. C'est en tout cas ce que veut voir une certaine partie de la presse²⁴⁶⁹. Ils incarneraient à eux deux le parcours si particulier de Michel Rocard, qui souligne toute la complexité de saisir son héritage, l'ambiguïté de la deuxième gauche et sa division en deux branches. Benoît Hamon serait à la fois le premier Rocard, le jeune Rocard du PSU et du congrès de Grenoble, le Rocard de 1969 et en même temps, le Rocard des années 2000, retiré des affaires politiques mais philosophant, parfois avec idéalisme, sur les défis de l'époque contemporaine. Emmanuel Macron serait lui le Rocard actif, le Rocard ministériel, celui qui mène les réformes avec le souci de l'efficacité et de la transparence, celui qui refuse la démagogie et qui est conscient de ce que représente et implique l'exercice complexe du pouvoir. D'un côté, le Rocard enflammé et révolutionnaire, de l'autre, le Rocard réfléchi et réformateur. Cette dichotomie est médiatiquement accrocheuse mais ne doit pas être forcément prise comme argent comptant, car elle demeure très contestable. Le fait est qu'aucun homme politique n'est vraiment le clone d'un autre, surtout à la vue des parcours et des spécificités temporelles.

Mais si Benoît Hamon a pour lui son passé de jeune rocardien, que n'a pas Emmanuel Macron, ce dernier semble pouvoir davantage compter sur la sympathie ou la curiosité des anciens compagnons de route de Michel Rocard. Dans les meetings de campagne d'Emmanuel Macron se glissent plusieurs visages du rocardisme : Jean-Paul Huchon, Bernard Sptiz, vice-président de l'association MichelRocard.org, Nicole Notat, ancienne patronne de la CFDT, membre de la même association... et même Sylvie Rocard, veuve de l'ancien Premier ministre, témoignant au moins d'un intérêt temporaire et éphémère de rocardiens pour Emmanuel Macron²⁴⁷⁰. Gérard Lindeperg confie avoir voté pour lui aux deux tours de l'élection présidentielle de 2017²⁴⁷¹. Et on retrouve dans l'entourage proche d'Emmanuel Macron des anciens jeunes soutiens de Michel Rocard, comme le député socialiste Christophe Castaner, ancien membre des clubs Forum, ou l'éminence grise Alexis Kolher, qui fut membre des clubs rocardiens Opinion lorsqu'il étudiait à Sciences-Po Paris. Pour Jean-Paul Huchon, en 2017, aucun doute possible, Emmanuel Macron est le digne successeur de

2469 BERRETA Emmanuel, BRUCKERT Erwan, « Hamon versus Macron ou Rocard contre Rocard », *Le Point*, 14 mars 2017

2470 MALINGRE Virginie, PIETRALUNGA Cédric, « Emmanuel Macron et la deuxième gauche, le malentendu », *Le Monde*, 18 mai 2018

2471 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

Michel Rocard : « *L'héritage de Rocard ne peut être porté et enrichi que par un homme ou un mouvement vraiment neuf, indubitablement européen, irréfragablement réaliste et humaniste à la fois. La crise démocratique d'aujourd'hui exige un renouveau des pratiques politiques et la fidélité aux valeurs d'éthique et de morale chères à Rocard. Je ne vois guère d'autre choix que la montée impressionnante d'Emmanuel Macron et de son mouvement En Marche !* »²⁴⁷²

Cela ne suffit pas à faire d'Emmanuel Macron un héritier de Michel Rocard, et cela n'atteste pas d'une stratégie d'appropriation du rocardisme par Emmanuel Macron, mais cela témoigne au moins d'une sorte d'écho. Plusieurs personnalités autrefois séduites par Michel Rocard se retrouvent en Emmanuel Macron. Mais on peut tout aussi pointer les limites d'une « rocardisation » d'Emmanuel Macron, en tout cas, nuancer l'importance du fait que de nombreux anciens rocardiens le rejoignent en regardant de plus près sa galaxie de soutiens : lors de l'élection présidentielle de 2022, Emmanuel Macron reçoit le soutien de... Jean-Pierre Chevènement²⁴⁷³, détracteur historique de Michel Rocard. Jean-Pierre Chevènement fonde même un nouveau parti, Refondation Républicaine²⁴⁷⁴, dont la présentation contient de nombreux points historiques de la ligne chevènementiste^{2475 2476} : « *Fidèles à l'héritage des Lumières et de la Révolution française, nous appelons de nos vœux à la reconquête de la souveraineté populaire et à la réhabilitation de la nation comme cadre d'exercice de la démocratie et brique de base de l'ordre international. Nous estimons que le cadre européen, parallèlement au cadre national, peut jouer un rôle dans la reprise en mains de notre destin, si et seulement si l'Europe, à rebours de la naïveté et de l'impulsion néolibérale qui l'ont trop souvent caractérisée, devient un acteur stratégique autonome et à géométrie variable : économie, monnaie, industrie, agriculture, sécurité, technologie, numérique, espace, transition énergétique, préservation de l'environnement [...] À nous de bâtir, dans une démarche de fidélité aux objectifs définis par Emmanuel Macron, une offre nouvelle, capable de relever la France, de refonder l'Europe et de rendre au patriotisme républicain sa vigueur* »²⁴⁷⁷. Cette hétérogénéité de soutiens montre que faire d'Emmanuel Macron un nouveau Rocard est bien plus complexe. Pour Alain Bergounioux, Emmanuel Macron a su séduire des rocardiens, et Michel Rocard lui-même un certain temps, en usant d'une certaine ambiguïté, entretenant l'idée qu'il était un authentique rocardien, mais d'une certaine manière, le mirage s'est brisé²⁴⁷⁸. S'il ne porte pas de

2472 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.290

2473 FAYE Olivier, CARRIAT Julie, « Jean-Pierre Chevènement va apporter son soutien à Emmanuel Macron », *Le Monde*, 23 février 2022

2474 BOICHOT Loris, « Législatives 2022 : Chevènement lance un nouveau parti politique pro-Macron, Refondation Républicaine », *Le Figaro*, 27 avril 2022

2475 AYACHE Nadia, « Le mouvement chevènementiste : du CERES au Mouvement Des Citoyens », op.cit, p.125

2476 CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Défis républicains*, Fayard, 2004, 660 p.

2477 <https://refondationrepublicaine.fr/qui-sommes-nous/>

2478 Entretien avec Alain Bergounioux, 9 mai 2023

jugement sur les rocardiens demeurés fidèles à Emmanuel Macron, il estime qu'Emmanuel Macron ne peut prétendre être rocardien, ne serait-ce que par le fait que, contrairement à Michel Rocard, il n'a jamais été un homme de parti²⁴⁷⁹. De manière générale, la question de filiation est bien plus une affaire d'interprétation et de stratégie de communication politique qu'une réelle évidence.

Aujourd'hui encore, si les débats sur l'héritage rocardien sont de moins en moins développés dans la sphère politique au fur et à mesure que le temps passe, on ne peut que constater que les cheminements et interprétations de chacun rendent impossible l'identification d'un néo-rocardisme indubitable. Pour prendre un exemple, parmi tant d'autres possibles, Alain Richard et François Patriat sont devenus des soutiens actifs d'Emmanuel Macron et deux piliers importants du groupe macroniste au Sénat depuis 2017. François Patriat en est même le président. Pour Alain Richard, Emmanuel Macron partage avec Michel Rocard une volonté de rénover les structures sociales et de tenir compte des mouvements de la société²⁴⁸⁰.

De son côté, Jean-Pierre Sueur est demeuré fidèle au Parti socialiste et au groupe socialiste du Sénat, bien qu'Emmanuel Macron ait tenté de le rallier à sa cause. Jean-Pierre Sueur lui a fait part de son sentiment qu'il pourrait ou aurait pu rénover la social-démocratie en s'ancrant à gauche. Pour Jean-Pierre Sueur, Emmanuel Macron n'est pas l'héritier de Michel Rocard pour deux raisons²⁴⁸¹. La première est que Emmanuel Macron n'était pas attaché au Parti socialiste alors que Michel Rocard a toujours pensé que le PS était un instrument de transformation sociale. La seconde est que, selon Jean-Pierre Sueur, Michel Rocard n'aurait jamais souscrit au « et de droite et de gauche », devenu le slogan du macronisme.

Certains anciens rocardiens sont persuadés que le rocardisme est toujours d'actualité et les débats sont nombreux pour déterminer sous quelle forme il peut renaître dans un échiquier politique en pleine mutation. Olivier Faure, Premier secrétaire du PS depuis 2018 est issu du courant rocardien. Il se dit inspiré par le modèle politique de Michel Rocard, qui appelait ses proches à être socialistes avant tout²⁴⁸². Aussi, Olivier Faure assure sa volonté de défendre cet héritage, cette place des socialistes dans la fidélité à des valeurs. Pourtant, son action de Premier secrétaire est contestée en interne depuis le printemps 2022 et l'énergie qu'il a déployée pour rapprocher le PS et la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon. Un rapprochement violemment critiqué par d'autres rocardiens, à l'image de Catherine Trautmann, qui juge que cet accord pose un problème non seulement de ligne mais aussi, d'existence du PS²⁴⁸³. Lors du congrès de Marseille en janvier 2023, Jean-Pierre Sueur prend parti pour le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, qui brigue la tête du Parti

2479 Ibid

2480 Entretien avec Alain Richard, 19 avril 2023

2481 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

2482 FAURE Olivier, « Un héritage socialiste », dans FOURNIER Jules (dir.), *Michel Rocard par...*, op.cit, p.163

2483 CLAUDON Olivier, « Catherine Trautmann tire à boulets rouges sur l'accord LFI-PS », *L'Alsace*, 5 mai 2022

socialiste en présentant un texte d'orientation, « Refondations »²⁴⁸⁴, critique envers l'alignement idéologique du PS sur La France Insoumise. Jean-Pierre Sueur estime que l'orientation politique de Nicolas Mayer-Rossignol et de son courant est dans la continuité du rocardisme, même s'il y a des évolutions et que certains fers de lance dudit courant n'ont jamais été rocardiens. Plus encore, il estime que le courant de Nicolas Mayer-Rossignol ou des personnalités comme Bernard Cazeneuve sont dans la lignée de Michel Rocard, de Pierre Mauroy ou de Pierre Bérégovoy, lorsqu'ils défendent un « *socialisme réaliste et européen* »²⁴⁸⁵. De son côté, Alain Richard, critique sur l'effacement du PS au profit de la NUPES, estime que le rocardisme existe encore chez des personnalités comme Bernard Cazeneuve et que, à la fin du second mandat d'Emmanuel Macron, la question d'un regroupement des socialistes réformistes se posera²⁴⁸⁶. La position de Jean-Paul Huchon sur Emmanuel Macron a évolué. Il estime que Michel Rocard n'a pas d'héritier parmi le personnel politique de 2023. Selon lui, le plus proche serait le dirigeant de la CFDT Laurent Berger, mais que ce dernier ne descendra pas dans l'arène politique, excluant une renaissance d'une social-démocratie héritière du rocardisme à court-terme²⁴⁸⁷.

Établir la continuité d'un courant politique n'est pas une tâche aisée, notamment en raison de l'éventail d'interprétations possibles. Quoiqu'il en soit, il faut être nuancé. Et si personne, et en particulier l'historien, ne peut prétendre être un arbitre objectif de ces interprétations des recompositions politiques, la question de l'héritage politique est intéressante car elle ouvre la voie à une interrogation plus large : celle du sens de la loyauté en politique.

3) La difficulté de la loyauté en politique

Comme nous l'avons vu, la « rocardie » est éclatée depuis la fin des années 1990. Chaque rocardien a suivi son chemin, il n'y a pas de noyau ou d'amicale structurée qui prétend agir dans les pas de Michel Rocard, et encore moins avec la bénédiction de ce dernier. Les choix de chacun ne sont donc pas suffisants pour désigner un héritier, même s'il y a une certaine fascination pour Emmanuel Macron de la part des anciens rocardiens. Et puis cet intérêt d'Emmanuel Macron pour l'image rocardienne peut-être davantage une opération de communication politique intéressée qu'une volonté de se glisser dans le costume de l'héritier. L'opinion des Français et des sympathisants, aussi bien de gauche que seulement du PS, est intéressante mais elle ne constitue pas une donnée scientifique en elle-même. Elle exprime non pas les résultats d'une enquête profonde

2484 Le nom rappelle celui de la motion unitaire portée par Michel Rocard au congrès du Bourget de 1993 (« Refonder »).

2485 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

2486 Entretien avec Alain Richard, 19 avril 2023

2487 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

minutieuse mais un sentiment, une perception, des connexions établies sur le souvenir de qui était Michel Rocard et de ce que semblent être les héritiers potentiels de l'ancien Premier ministre. Le ralliement récent d'une figure qui a personnellement et féroce­ment combattu tout ce que représentait Michel Rocard va dans le sens que lorsqu'il s'agit de choisir un nouveau chef, chacun y voit ce qui l'arrange.

Faire parler les morts est une démarche assez impudente mais ne pas écouter les vivants et parler à leur place l'est tout autant. Car il ne faut pas oublier que Michel Rocard lui-même s'est prononcé sur ceux qui se présentaient comme ses fils spirituels. Si, en 2015, il semblait adouber Emmanuel Macron («*Lisez Emmanuel Macron, il a dit ce que je pense*»²⁴⁸⁸), il se montre plus sévère dans un long entretien au *Point* en juin 2016, quelques jours avant son décès, qui apparaît comme son testament politique. Il y critique Emmanuel Macron et Manuel Valls : «*ils n'ont pas eu la chance de connaître le socialisme des origines, qui avait une dimension internationale et portait un modèle de société. Jeune socialiste, je suis allé chez les partis suédois, néerlandais et allemand, pour voir comment ça marchait. Le pauvre Macron est ignorant de tout cela [...] Macron comme Valls ont été formés par un parti amputé. Ils sont loin de l'Histoire*»²⁴⁸⁹. Manuel Valls a même droit à un grief supplémentaire : «*J'en ai beaucoup voulu à Manuel Valls de vouloir changer le nom du parti. L'histoire nous a dotés du seul mot qui fait primer le collectif sur l'individu: le "socialisme". C'est même la seule chose que le socialisme veuille dire*»²⁴⁹⁰.

En revanche, et cela n'a pas manqué de faire réagir, Michel Rocard se montre élogieux envers une autre personnalité, et cet éloge est d'autant plus remarqué qu'il est destiné à une personnalité du bord politique opposé : Alain Juppé, candidat déclaré à la primaire de la droite prévue en novembre 2016. Interrogé au sujet du maire de Bordeaux et sa capacité à faire un bon président de la République, Michel Rocard encense «*un homme sage, responsable et compétent*»²⁴⁹¹. Il n'en fallait pas plus pour exciter la presse et les commentateurs. «*Et si le véritable héritier de Michel Rocard, c'était Alain Juppé ?*» questionne *Europe 1*²⁴⁹². Encore une fois, cela ne fait pas naître une vérité, cela reste essentiellement un coup de communication médiatique accrocheur.

Ce n'est pas la première fois que Michel Rocard manifeste ostensiblement un affichage avec une figure de droite. En 2006, il signe un livre aux côtés de Frits Bolkestein, figure libérale de la

2488 « Michel Rocard adoube Emmanuel Macron », *Le Journal du Dimanche*, 20 juin 2015

2489 BERRETTA Emmanuel, GALACTEROS Caroline, RECASSENS Olivia, « Michel Rocard : son testament politique à conserver », *Le Point*, 23 juin 2016

2490 Ibid

2491 Ibid

2492 4 juillet 2016, <https://www.europe1.fr/politique/et-si-le-veritable-heritier-de-michel-rocard-cetait-alain-juppe-2789968>

droite néerlandaise, ancien commissaire européen au marché intérieur, connu pour avoir rédigé en 2006 la *directive Services*, une directive européenne sur l'ouverture réciproque des marchés de service des États membres. Si Michel Rocard est opposé à ce projet, il explique : « *Frits Bolkestein, loin d'être le diable, est seulement un économiste conservateur convaincu et un homme qui aime le débat. Confronter nos cohérences contradictoires est utile à la clarté collective. La France est pleine en effet de gens qui, devant la majorité conservatrice qui domine l'Europe aujourd'hui, préfèrent au fond renoncer à l'Europe. Je crois cette perspective sans issue mais cela renforce le besoin d'expliquer plus fortement pourquoi la construction européenne demeure à mes yeux, même quand elle est dirigée par la droite, la condition de la restauration d'un modèle social acceptable pour nos pays qu'une victoire de la gauche en Europe permettra enfin d'entreprendre dans l'avenir. Je reste en désaccord profond avec Frits Bolkestein mais je suis heureux de pouvoir témoigner avec lui que d'une part la courtoisie et d'autre part l'écoute de l'autre et l'approfondissement des controverses sont des conditions de la démocratie* »²⁴⁹³.

Cela témoigne non pas de l'alignement de Michel Rocard sur une ligne de droite mais une certaine flexibilité et ouverture à certaines conceptions étrangères à la *doxa* de gauche. Michel Rocard aime la confrontation d'idée et est capable de reconnaître les qualités d'un autre sans pour autant renier ses propres convictions. Mais cette ouverture est devenue un prétexte pour l'accuser de duplicité.

Un long chemin a été parcouru entre le retrait de Michel Rocard de la scène politique nationale et l'émergence d'Emmanuel Macron comme perturbateur de l'équilibre politique traditionnel. Pourtant, tout au long de ce presque quart de siècle, l'ombre de Michel Rocard n'a jamais complètement disparu. La ligne politique rocardienne et la figure de Michel Rocard sont devenues des composantes d'un patrimoine politique qui a dépassé les frontières de l'ancien courant rocardien. Et même si le rocardisme en lui-même n'a pas été un enjeu politique durant toutes ces années, dans le sens où les acteurs politiques ont progressivement cessé de revendiquer clairement une filiation rocardienne, du moins jusqu'au décès de Michel Rocard, les orientations politiques défendues vont clairement dans le sens d'une continuité avec la ligne rocardienne. Plusieurs catégories se sont succédées dans cette quête mémorielle. D'abord, des fidèles compagnons de route de Michel Rocard, qui se sont efforcés de trouver un nouveau sens à leur aventure politique sans leur leader, s'éparpillant dans des nouveaux réseaux. Puis des personnalités extérieures au courant rocardien, qui ont occupé l'espace de la gauche réformatrice, de la « deuxième gauche », récupérant à leur côté une partie de ces anciens compagnons de route de Michel Rocard. Puis à nouveau des

2493 ROCARD Michel, BOLKENSTEIN Fritz, *Peut-on réformer la France ?*, Autrement, 2006, 128 p.

anciens rocardiens, pas suffisamment vieux pour avoir des compagnons de route, mais qui revendiquent cet engagement de jeunesse et qui se sont heurtés à de nouveaux prétendants étrangers à la culture rocardienne. Le temps passe, les idées demeurent ont voulu croire tous ces acteurs politiques. Mais la réalité des choses, la transformation récurrente de la scène politique, au fil des recompositions, des renouvellements générationnels, de l'apparition de nouveaux enjeux, font que l'exhumation d'un passé glorieux fantasmé relève bien plus d'un vœu pieux dicté par la nostalgie, les considérations stratégiques ou les besoins de la communication que d'une réelle continuité identitaire.

Dans toutes ces considérations, il ne faut pas perdre de vue l'importance des cultures politiques, qui demeurent le meilleur patrimoine politique transmissible. Chercher des héritages en se basant uniquement sur des personnalités et des affirmations médiatiques occulte l'importance de la formation politique et idéologique. Cela est problématique car c'est cette formation qui est la base de l'identité politique. Pareillement, on ne saurait minorer la questions des partis politiques. Aussi critiquables qu'ils puissent être, ils demeurent, notamment pour le PS et le courant rocardien, un lieu de formation et de sociabilisation irremplaçable.

Chapitre 8 : Le courant rocardien, acteur des recompositions politiques ?

L'histoire singulière de la gauche rocardienne, la difficulté de ses rapports avec d'autres éléments du Parti socialiste nous invite à élargir nos réflexions pour essayer de cerner le vrai du faux, ou du moins, pour nuancer certaines analyses politiques développées contre Michel Rocard et son courant. Dès son entrée dans le Parti socialiste, les rocardiens furent considérés comme des étrangers à la culture socialiste. Michel Rocard lui-même a été constamment soupçonné d'être un centriste déguisé, un démocrate-chrétien qui se prétendait socialiste sans l'être. Cette réputation fut accentuée par l'épisode de l'ouverture qui a accompagné le second septennat de François Mitterrand. Michel Rocard, qui s'est toujours défendu d'avoir la moindre accointance avec la droite ou le centre-droit a néanmoins contribué à entretenir le flou en ayant une image publique positive auprès d'une partie importante de l'électorat de droite et en affichant des relations plus que cordiales avec certaines personnalités issues de l'autre bord de l'échiquier politique. Cette deuxième dimension est particulièrement visible à partir de la moitié des années 2000. A un moment où le clivage politique traditionnel paraissait interrogé sur sa pertinence et sa durabilité, les prises de position de Michel Rocard ou de certains rocardiens, en premier lieu Manuel Valls, ont semblé donner raison à ceux qui soupçonnaient le rocardisme d'être autre chose qu'un simple courant socialiste. Loin des jugements trop hâtifs, motivés souvent par des considérations purement stratégiques et militantes, l'objectif est de prendre les faits tels qu'ils sont, non pas pour arbitrer dans un sens ou un autre, mais pour interroger la complexité de certains positionnements politiques.

1) « Michel Rocard d'Estaing », les faits derrière la médisance

Ce surnom peu affectueux a poursuivi Michel Rocard tout au long de sa carrière politique au sein du Parti socialiste. Il fut forgé pour atteindre la légitimité de Michel Rocard à se revendiquer du socialisme. Pour les mitterrandistes, la ligne de Michel Rocard n'est pas authentiquement de gauche, mais centriste, inspirée des mêmes références que celle de Valéry Giscard d'Estaing. Son ouverture et sa réputation auprès d'une certaine droite fut un élément souvent brandi comme preuve de cette duplicité, bien que la réalité soit bien plus subtile.

A) Une gauche ouverte, trop ouverte ?

1) « *La modération est une discipline pas une facilité* », Alain Juppé²⁴⁹⁴

L'association, la généalogie politique établie entre Alain Juppé et Michel Rocard est surprenante, presque hyperbolique. En revanche, si on prend la question de façon plus nuancée, elle n'est pas pour autant dénuée de sens ou de pertinence. Des passerelles semblent exister bel et bien entre la droite d'Alain Juppé et la gauche de Michel Rocard. Si une série de paramètres obligent à nuancer cette question d'héritage, encore plus quand l'héritier potentiel en question serait Alain Juppé, il ne faut en aucun cas nier ou minorer ces vases communicants. Jusqu'à présent, nous avons parlé exclusivement de la gauche pour chercher les héritiers de Michel Rocard. Rien de plus logique puisque l'histoire politique de Michel Rocard s'est faite à gauche. Mais l'histoire politique de Michel Rocard, c'est aussi l'ombre planante d'une ambiguïté. Une ambiguïté autre que celle illustrée par la division de la deuxième gauche. Une certaine ambiguïté, une résonance occasionnelle avec une frange de la droite, qu'il nous faut à présent aborder pour aller plus loin dans la connaissance de cette figure politique décidément unique et complexe qu'est Michel Rocard.

Les connexions, réelles ou imaginées, entre Michel Rocard et une certaine droite ont toujours fait l'objet de nombreux fantasmes, positifs comme péjoratifs, de la part de plusieurs personnalités politiques et de la presse. Au cours de ce travail, nous en avons vu la plupart : les nombreux procès fait par les miterrandistes à « Rocard d'Estaing », la bienveillance des centristes démocrates-chrétiens à son égard, les enquêtes d'opinion révélant la popularité de Michel Rocard auprès de l'électorat de droite...

Mais ces fantasmes ont eux-mêmes été sources de caricatures et de raccourcis, parfois simplistes, qui s'encombraient peu de la complexité des choses et des nuances de la philosophie politique. Nous avons eu l'occasion de l'aborder dans la première grande partie, mais Michel Rocard fut placé dès son arrivée au sein du PS sous une étroite surveillance. Il suscitait une méfiance quasi-obsessionnelle de la part de l'aile gauche du PS. « Rocard d'Estaing » fut un surnom, qui n'avait rien d'un compliment, fréquemment utilisé contre lui²⁴⁹⁵. Jusqu'à la fin de sa carrière politique, il fut accusé d'être l'incarnation d'une fausse gauche, un centriste déguisé. Et du point de vue de toute une gauche, être centriste revient à être de droite. Comme disait François Mitterrand, « *le centre, c'est ni de gauche, ni de droite* » ou encore « *le centre, variété molle de la*

2494 BARBIER Christophe, MANDONNET Eric, « Alain Juppé : La modération est une discipline », *L'Express*, 11 mars 2015

2495 Notice « Le Maitron » de Jean Poperen, <https://maitron.fr/spip.php?article163429>

droite »²⁴⁹⁶. Et par conséquent, aux yeux de nombreux fidèles de François Mitterrand, Michel Rocard était le visage même de cette duplicité, d'où ce surnom qui dépeignait le héraut de la deuxième gauche comme le reflet raté du président Giscard d'Estaing et de son triptyque « libéral, social, européen ».

La méfiance était aussi suscitée par la proximité de Michel Rocard avec la CFDT et autres « chrétiens de gauche » qui révulsaient la gauche dure anticléricale. Dans leur esprit, Michel Rocard était donc la synthèse de tout ce qui n'était pas la gauche, tout ce qui la trahissait et l'affadissait : le libéralisme économique, la morale chrétienne... on est en effet à des années lumières de la doxa mitterrandiste. Sur le point du christianisme, Jean-François Merle rappelle que l'attaque qui consistait à qualifier le courant rocardien de courant chrétien est à nuancer : si certains rocardiens étaient chrétiens et étaient passés par des mouvements, politiques ou syndicaux, de la jeunesse chrétienne, ce n'était pas une généralité²⁴⁹⁷. Pareillement, certains autour de François Mitterrand étaient tout aussi marqués par le christianisme. C'est par exemple le cas de Jacques Delors, passé par la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ou de Paul Quilès, passé par la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC)²⁴⁹⁸.

Précisément, cette doxa ne doit pas nous induire en erreur. Les attaques des mitterrandistes envers les rocardiens ont montré que tout une frange de la gauche considère comme centriste, donc de droite, tout ce qui se situe moins à gauche qu'eux. Pareillement, l'affirmation est vraie aussi chez la droite la plus dure, qui considère que tout ce qui est moins à droite qu'elle est n'est pas réellement de droite. Pour ces radicaux (dans le sens extrême et catégorique), de gauche dans le cas qui nous intéresse, il existe cinquante nuances de bleu, mais une seule nuance de rose. Être véritablement de gauche, être purement socialiste c'est suivre à la lettre une liste de critères précis, sans jamais s'éloigner de cette doxa codifiée.

C'est pour cela que l'appartenance de Michel Rocard à la famille de la gauche socialiste fut constamment remise en question par des éléments bien plus durs que lui, comme Pierre Joxe ou Jean-Pierre Chevènement. Mais ces exigences subjectives et excessives sont insuffisantes pour justifier des passerelles entre Michel Rocard et une certaine droite. On ne peut pas les attester uniquement parce que des mitterrandistes, qui pensaient détenir le monopole de l'étiquetage véridique et incontestable, trouvaient que Michel Rocard n'était pas assez à gauche. Cette attitude des mitterrandistes a d'ailleurs souvent suscité l'agacement des proches de Michel Rocard, qui

2496 MITTERRAND François, *L'Abeille et l'Architecte*, Flammarion, 1978, 402 p.

2497 Entretien avec Jean-François Merle, 4 juin 2021

2498 « Mort de Paul Quilès, une figure des années Mitterrand », *La Croix*, 21 septembre 2021

goûtaient peu d'être traités de droitiers travestis : « *On a voulu en faire un socialiste tiède alors que c'était un homme de gauche beaucoup plus authentique que la plupart de ses détracteurs* »²⁴⁹⁹.

Au-delà de ces jugements et considérations, le positionnement de Michel Rocard permet de rappeler une nuance entre la modération et l'appartenance à un autre camp. Une ligne modérée peut être interprétée par une vision politicienne comme le signe de l'appartenance à la tendance opposée. Pourtant, la complexité des lignes idéologiques ne permet pas de valider un réflexe de catégorisation binaire.

2) Michel Rocard, la gauche fréquentable ?

Ces raccourcis et autres simplifications outrancières mettent le doigt, certes sans finesse mais tout de même, sur ces vases communicants sur lesquels il faut se pencher. Objectivement, on ne peut pas dire que Michel Rocard fut faussement un homme de gauche, ou d'une gauche tiède. La deuxième gauche est une nuance de gauche, une certaine gauche, qui n'a pas les mêmes grilles de lectures que d'autres, mais de gauche tout de même. De gauche, mais pas fermée et verrouillée. Car le mimétisme, ou la proximité avec une certaine droite reste flagrant à de très nombreuses reprises tout au long de sa carrière politique. Elle se constate sur deux tableaux : les échos dans les discours et une certaine attirance en matière de personnalité et d'électorat.

Dès 1978, alors qu'on lui prête déjà des envies de concurrencer François Mitterrand pour porter les couleurs du PS lors de l'élection présidentielle de 1981, Michel Rocard discute avec Franz-Olivier Giesbert des priorités à débattre. Pour lui, elles sont « *la démocratie dans le PS comme condition de son développement. Du contenu concret de l'autogestion comme projet de gouvernement. De la rigueur économique comme condition sine qua non de la transformation sociale* ». Ce à quoi son interlocuteur répond « *rigueur économique, c'est une formule de la droite* ». « *On ne peut plus dire cela depuis Pierre Mendès France* » réplique Michel Rocard²⁵⁰⁰. La riposte de Michel Rocard, au-delà de sa sincère identification à Pierre Mendès France, est habile car elle vient efficacement contrer cet argument selon lequel une préoccupation économique rigoureuse serait un marqueur de droite²⁵⁰¹ et vient renforcer la thèse de l'existence d'une pluralité de nuances à gauche, quoiqu'en disent les mitterrandistes. Même si on peut constater, à la lecture des grands discours et des principaux programmes politiques édités par le PS, que la gauche socialiste a souvent assimilé une gestion minutieuse de l'économie à de la technocratie ou à un soutien au

2499 LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, op.cit, p.15

2500 GIESBERT Franz-Olivier, « Entretien avec Michel Rocard », *Nouvel Observateur* n°725, 2 octobre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

2501 BEDARIDA François, RIOUX Jean-François, *Pierre Mendès-France et le mendésisme*, Fayard, 1985, 561 p.

libéralisme. Quoiqu'il en soit, cet échange est un bon indicateur sur la perception de l'échiquier politique et la difficulté à s'affranchir de la doxa mitterrandienne sans passer pour un faux représentant de la gauche.

Cette ligne de Michel Rocard lui attire rapidement une sympathie de la part d'une frange de l'électorat de droite. Un sondage publié quelques jours après cet entretien témoigne de l'estime pour Michel Rocard qu'ont certains sympathisants de droite. Les sympathisants UDF sont 32 % à juger que Michel Rocard serait le meilleur candidat pour le PS en 1981 (contre 22 % pour François Mitterrand) et 33 % des sympathisants RPR pensent de même (19 % pour Mitterrand)²⁵⁰². Les soutiens de Michel Rocard ont beau répéter que ce n'est pas de la sympathie pour Rocard en tant que telle, mais de la sympathie pour Rocard par rapport à François Mitterrand, dans l'idée que Michel Rocard serait « moins pire » que le patron du PS²⁵⁰³, cela atteste néanmoins d'une tendance. Une autre enquête publiée quelques jours plus tard demande aux Français leur perception de l'avenir du PS si Michel Rocard venait à en prendre les rênes²⁵⁰⁴. Les résultats sont intéressants. Seule une minorité de sondés (15%) estime que le parti glisserait vers la droite. Il n'y a que 10 % d'électeurs socialistes et même seulement 19 % d'électeurs communistes qui croient en ce scénario. Même les sympathisants communistes, pourtant très critiques envers Michel Rocard, pensent à 39 % qu'un PS dirigé par Michel Rocard glisserait davantage vers la gauche et à 30 % que l'orientation du parti demeurerait inchangée. Ils sont 39 % à estimer que si Michel Rocard devenait chef du PS, il chercherait surtout à réaliser l'union avec le PC, et 28 % à penser qu'il voudrait se rapprocher du centre droit. Au niveau de l'ensemble des sondés, les pronostics sont plus serrés. 19 % des sondés estiment que Michel Rocard chercherait avant tout l'union avec le PC. Ils sont 28 % à penser qu'il voudrait renforcer l'indépendance du PS et autant à parier sur un rapprochement avec le centre droit²⁵⁰⁵.

C'est l'opinion des électeurs de droite qui est la plus intéressante : 38 % des électeurs UDF et 38 % des électeurs RPR pensent que Michel Rocard chercherait un rapprochement avec le centre. 23 % des électeurs RPR et 32 % des électeurs UDF pensent qu'il privilégierait l'indépendance du PS et 17 % des électeurs RPR et 12 % des UDF parient sur un rapprochement avec le PC²⁵⁰⁶. Autrement dit, une importante minorité des électeurs de droite considère Michel Rocard suffisamment compatible avec leurs idées pour qu'il cherche à se rapprocher d'eux. Les électeurs de

2502 « Sondage : Mitterrand et Rocard à égalité face à Giscard », *Le Matin*, 6 octobre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

2503 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

2504 « PS : Pourquoi Rocard souhaite modifier les statuts », *Le Point n°316*, 9 octobre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

2505 Ibid

2506 Ibid

droite sont en tout cas les plus ouverts à ce scénario. L'entretien de la compétition interne entre François Mitterrand et Michel Rocard a le mérite de révéler les fondements de la dynamique potentielle de l'un comme de l'autre. Nous avons déjà parlé de cette enquête dans la première grande partie mais il convient de se pencher à nouveau sur un détail important : si une candidature Mitterrand et une candidature Rocard se valent à peu de chose près en matière de poids électoral, le socle électoral n'est pas le même. Celui de Michel Rocard est limité sur sa gauche, mais compense intégralement en mordant sur le centre-droit. 18 % des électeurs potentiels de Michel Rocard voteraient à droite (dont 15 % pour Valéry Giscard d'Estaing) plutôt que pour François Mitterrand. Et tandis que l'électorat mitterrandiste est composé fortement d'ouvriers, celui de Michel Rocard compte nombre de professions libérales, de cadres supérieurs, d'employés et de cadres moyens²⁵⁰⁷, ce qui correspond aux catégories sociales les plus traditionnellement orientées à droite ou au centre-droit, les catégories qui forment l'ossature de ce que René Rémond aurait appelé la droite bourgeoise orléaniste.

Ces vases communicants avec une certaine droite, Michel Rocard va les mettre au service... de François Mitterrand ! N'ayant pu faire autrement que de s'effacer derrière le patron du PS une fois ce dernier déclaré candidat en 1988, Michel Rocard, bon gré mal gré, joue pleinement le jeu et s'investit pour François Mitterrand sur le terrain. Il effectue une quinzaine de déplacements et la carte des lieux visités n'est pas un hasard : Alsace, Bretagne, Pyrénées-Atlantiques, Savoie... des fiefs de la droite modérée et du centre-droit démocrate-chrétien, dans lesquels les lieutenants de François Mitterrand, qui cette fois se gardent bien de reprocher à Michel Rocard sa popularité dans cette frange du socle électoral, comptent exploiter l'image et l'aura de Michel Rocard²⁵⁰⁸ au service de leur champion. Tout au long du mandat de François Mitterrand, pendant lequel les rocardiens sont quelques peu persécutés par les mitterrandistes, l'un des sujets de tension est la popularité de Michel Rocard, qui, chose assez rare pour être soulignée, fait presque consensus dans la globalité de l'échiquier politique. Étant donné que personne n'est sûr que François Mitterrand souhaitera briguer un second mandat, les états-majors de chaque écurie s'agitent dans l'ombre.

Pour les rocardiens, un forfait de François Mitterrand est l'occasion tant attendue de mettre en selle Michel Rocard droit vers l'Élysée. Pour les mitterrandistes, pas question de laisser Michel Rocard s'installer dans le fauteuil de François Mitterrand. Et ils ont fort à faire pour enrayer cette espèce de fièvre Rocard que la presse se délecte de décrire à coup de superlatif. A la fin de l'année 1984, une étude Sofres révèle que 46 % des Français, contre 26 %, pensent que Michel Rocard

2507 « Mitterrand-Rocard : le casse-tête socialiste », *Le Point* n°377, 10 décembre 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

2508 « Michel Rocard comble le vide laissé par Mitterrand », *Le Figaro*, 11 février 1981, dans « Revue de presse et déclarations 1981 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

ferait un bon président de la République. Dans les rangs de la droite, cet avis est, certes moins partagé que dans ceux de la gauche, mais la côte de Michel Rocard est loin d'être ridicule : 34 % des sympathisants UDF pensent qu'il ferait un bon président de la République (contre 36 %) et 38 % des RPR (contre 40 %) sont du même avis²⁵⁰⁹. Pour résumer, Michel Rocard recueille quasiment autant de bonnes opinions que de mauvaises auprès des électeurs des deux partis de droite, ce qui est une performance plus qu'honorable pour une figure de la gauche. Non seulement il jouit d'une bonne image auprès d'une frange de la droite, qui apprécie son discours de vérité et de rigueur, mais en plus, il semble en état d'attirer certaines de ces voix dans son escarcelle personnelle.

C'est une nuance importante, et souvent sous-estimée. La popularité est une chose, flatteuse mais parfois infidèle. En faire un socle électoral stable est une autre performance, qui n'est absolument pas systématique. De nos jours, on ironise beaucoup sur les sondages de popularité, en raillant qu'ils n'ont jamais fait un président de la République. Les exemples sont légions. Raymond Barre fut pendant longtemps une des figures politiques préférées des Français, cela ne l'a pas empêché de terminer troisième lors de l'élection présidentielle de 1988. Édouard Balladur fut pendant longtemps l'archi-favori de la présidentielle de 1995 au point qu'une grande partie de la presse considérait qu'il avait déjà gagné et que les hautes figures de son état-major ne cachaient pas leur assurance. Nicolas Sarkozy, premier lieutenant d'Édouard Balladur affirme même publiquement que ce dernier pourrait être élu dès le premier tour si Jacques Chirac venait à se retirer²⁵¹⁰.

De manière générale, les sondages ont mauvaise presse, en tout cas ils sont trop interprétés comme une prédiction de l'avenir et non pas comme ce qu'ils sont, soit une photographie de l'opinion publique à l'instant T. En 2002, personne, malgré l'éclatement de l'offre politique, n'avait imaginé que Lionel Jospin, candidat du PS, puisse être éliminé du premier tour en étant doublé par Jean-Marie Le Pen, lui le premier. Lorsqu'un journaliste lui demande d'imaginer qu'il ne serait pas au second tour, il éclate de rire : « *j'ai une imagination normale, mais tempérée par la raison quand même. Impossible, ne disons pas cela mais ça me paraît assez peu vraisemblable !* »²⁵¹¹. C'est pourtant ce qui se produit. Pendant des mois, presque du début de son entrée dans la course en août 2014 à la fin, Alain Juppé, qui jouissait d'une grande popularité dans l'opinion publique, était donné comme le grand favori de la primaire de la droite organisée en novembre 2016. Et nombre d'observateurs du monde politique s'avançaient en disant que le vainqueur de cette primaire serait

2509 GIESBERT Franz-Olivier, « Rocard en apesanteur », *Le Nouvel Observateur*, dans « Revue de presse et déclarations 1984 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

2510 Dans « Balladur, Chirac : mensonges et trahisons », documentaire réalisé par Jean-Charles DENIAU, 2016

2511 Dans « Les enfants terribles de la gauche », documentaire réalisé par Dominique FARGUES et Alexis GUILLOT, 2017

le futur président de la République. Finalement, Alain Juppé fut largement battu par François Fillon et ce dernier, pour un ensemble de raisons, fut éliminé dès le premier tour de la présidentielle de 2017. Dominique Bussereau parle de « syndrome Veil »²⁵¹², en référence à l'immense popularité de Simone Veil, longtemps parmi les personnalités politiques préférées des Français, mais qui, lorsqu'elle s'est présentée sous son propre nom aux élections européennes de 1989, n'a obtenu que 8,43 %, loin derrière la liste du RPR et de l'UDF conduite par Valéry Giscard d'Estaing. Michel Rocard, lui, semble précisément en capacité de faire jaillir de son insolente popularité une solide dynamique.

Il faut revenir sur le fameux sondage qui a donné des sueurs froides au PS à l'automne 1985, celui qui testait l'hypothèse d'une aventure autonome des rocardiens lors des législatives de 1986. Nous l'avons vu, l'enquête place les listes étiquetées rocardiennes devant les listes officielles du PS. Mais le plus intéressant est la composition du potentiel électorat rocardien : 8 % des électeurs UDF, 4 % des électeurs RPR et 17 % de divers droite²⁵¹³. Une fois encore, cela ne signifie pas que Michel Rocard soit moins de gauche que les mitterrandistes, mais que la gauche qu'il incarne est suffisamment modérée pour convenir à une frange, tout aussi modérée, de l'électorat de droite. Est-ce la personnalité de Michel Rocard ou sa ligne qui séduit cette frange ? Les enquêtes n'allaient pas aussi loin. Mais un tel niveau d'attraction met en échec la ligne de défense des rocardiens selon laquelle cette droite n'aimerait Michel Rocard que parce qu'elle n'aime pas François Mitterrand. Que dans la configuration d'un duel Rocard-Mitterrand, les électeurs de droite soient plus disposés à choisir le premier n'a pas du tout la même portée que le scénario proposé par ce sondage, c'est-à-dire que parmi toutes les listes en présence, incluant celles des partis de droite, une frange de cette famille politique fasse le choix de se tourner vers Michel Rocard. D'un autre côté, il faut relativiser la taille de la frange de droite rocardo-compatible, qui n'est pas énorme sans être insignifiante pour autant. Pour Jean-Paul Huchon, la popularité de Michel Rocard auprès d'une frange de l'électorat de droite était davantage une question de stature que de convergence idéologique : Michel Rocard renvoyait une image de sérieux, de rigueur et également, respectueuse²⁵¹⁴.

Michel Rocard n'était donc pas faussement un homme de gauche. Outre son parcours, son corps électoral potentiel, sa « clientèle politique » va en ce sens. S'il incarnait une gauche plus ouverte et plus rassembleuse que d'autres tendances, le centre de gravité du rocardisme est incontestablement marqué à gauche.

2512 PEIFFER Valérie, EMERY Audrey, « Bussereau : Macron c'est le syndrome Veil », *Le Point*, 10 juillet 2021

2513 SICHLER Liliane, « Un sondage qui fait boum », *L'Évènement du Jeudi*, 3-9 octobre 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 », *Articles et tribunes*, *MichelRocard.org*

2514 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

B) L'ouverture de 1988

1) L'idée de l'ouverture, un coup politique

L'idée de proximité entre Michel Rocard et une certaine droite est également largement alimentée par ce qu'on a appelé « l'ouverture », c'est-à-dire, la nomination de ministres issus du centre-droit. A ce sujet, les mémoires collectives sont parfois quelque peu injustes. Dans la bouche de certains, Michel Rocard apparaît comme l'unique artisan et responsable de l'ouverture. Il est vrai qu'il est le premier chef de gouvernement à la réaliser, mais si la pratique de l'ouverture a commencé avec lui, elle ne s'est pas arrêtée en même temps que son bail à Matignon. Elle a perduré dans les gouvernements dirigés par les deux successeurs socialistes de Michel Rocard, à savoir Édith Cresson puis Pierre Bérégovoy.

Mais les détracteurs de Michel Rocard ont toujours agi comme si l'ouverture était son œuvre personnelle, une œuvre qui a terni le socialisme. La réalité est un peu plus complexe, l'ouverture n'étant pas le dessein personnel de Michel Rocard. Cette ouverture n'aurait jamais pu voir le jour sans l'aval de François Mitterrand. D'ailleurs, ce dernier a joué sa réélection sur cette idée de dépasser les frontières de la gauche. C'est tout le sens de son slogan de campagne « La France unie » et de cette *Lettre à tous les Français*. Le 21 avril, soit trois jours avant le premier tour, il avait déclaré sur *Europe 1* : « *L'ouverture doit être grande à l'égard des hommes comme à l'égard des idées, compatibles avec la direction générale de mes orientations présidentielles* »²⁵¹⁵. François Mitterrand est précisément réélu en partie grâce à des voix de centre-droit, qui s'étaient portées au premier tour sur Raymond Barre. Plusieurs observateurs, que ce soit des analystes, politologues ou proches de lui (comme Hubert Védrine), estiment que François Mitterrand a bénéficié du soutien d'environ 15 % de l'électorat centriste. Le soir même de la victoire du président sortant, Raymond Barre, candidat UDF éliminé au premier tour avec près de 16 %, annonce qu'il est prêt à s'engager dans une opposition constructive : « *Le peuple français a élu son président. Quel qu'ait été le choix de chacun, Monsieur François Mitterrand est désormais le président de tous les Français. Ceux qui comme moi l'ont combattu en raison de leur jugement sur le septennat passé et de leur incertitude sur l'avenir souhaitent que son nouveau mandat soit bénéfique à la France et qu'il l'accomplisse avec cette volonté d'unir les Français qu'il a exprimée pendant sa campagne. Nous le prendrons à ses actes plus qu'à ses mots. Nous entendons aborder le septennat qui s'ouvre dans la fidélité à nos*

2515 JULLIARD Jacques, « Commentaires », 2019, Vol.167(3), p.527-536, <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-commentaire-2019-3-page-527.htm>

convictions mais avec un souci d'objectivité [...] Tel sera en tout cas le sens de mon action à venir. Ensemble, fidèles à nous-mêmes, sans aucun parti pris ni sectarisme, nous travaillerons pour la France »²⁵¹⁶.

Et avant même que Michel Rocard ne soit nommé Premier ministre, et devienne donc l'acteur principal, le premier moteur d'une petite recomposition politique, c'est le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Louis Bianco, qui, sur la consigne de François Mitterrand, joue les ambassadeurs avec une frange de la droite et du centre-droit. Avant les résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 1988, il échange avec le radical Michel Durafour, le député-maire barriste d'Auxerre Jean-Pierre Soisson, le maire radical de Nancy et ministre des Relations avec le Parlement André Rossinot et même avec des membres du RPR, comme le député de la Manche René André ou le ministre délégué à l'Environnement et maire de Grenoble Alain Carignon, qui lui confie « *qu'avec un certain nombre de ses amis, il pourrait gouverner avec le président Mitterrand* »²⁵¹⁷.

Nommé à Matignon, Michel Rocard entreprend à son tour des discussions avec plusieurs ténors de l'UDF, essentiellement issus de la branche démocrate-chrétienne (le Centre des démocrates sociaux, ou CDS). Pour lui, l'ouverture est une façon de gouverner, une méthode de gouvernement précisément ouverte car enrichie par les apports d'une opposition constructive. Michel Rocard prône même de gouverner avec deux Français sur trois, reprenant ainsi un élément de langage de Valéry Giscard d'Estaing²⁵¹⁸. Mais rapidement, les discussions tournent court. On ne sait pas exactement, tant les témoignages divergent, si Michel Rocard était bel et bien dans la perspective d'une vraie coalition, donc d'une vraie alliance, avec les centristes, mais ce qui est certain, c'est que les obstacles se sont rapidement multipliés. Selon Jean-Paul Huchon, une réunion secrète a eu lieu dès le 11 mai 1988. Michel Rocard et lui-même se sont retrouvés face à Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot et Bernard Stasi, jeune garde de la démocratie-chrétienne. Ils disent à Michel Rocard que les chrétiens-démocrates sont prêts à soutenir la majorité présidentielle s'ils peuvent bénéficier de leur propre groupe sans dissolution dans la future Assemblée nationale et si le Premier ministre promet de conserver la proportionnelle²⁵¹⁹. Ce que Michel Rocard refuse, disant qu'il n'a pas suffisamment de poids et de pouvoir pour imposer quoi que ce soit à François Mitterrand.

2516 « Déclaration de Raymond Barre », *INA*, 8 avril 1988, <https://www.ina.fr/video/CAB88018903>

2517 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome2, Les épreuves (1984-1988)*, op.cit, p.903

2518 *Le Monde*, 21 mai 1988, dans JULLIARD Jacques, « Commentaires », 2019, Vol.167(3), p.527-536, <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-commentaire-2019-3-page-527.htm>

2519 HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, op.cit, p.140

François Mitterrand n'entendait pas réaliser une vraie alliance gauche-centre-droit comme la pratiquent certains pays, comme l'Allemagne. D'abord, parce qu'il avait l'intention de dissoudre l'Assemblée nationale élue en 1986 et comptait obtenir une majorité bien à lui sans devoir dépendre de l'UDF. Ensuite, car il y avait des divergences programmatiques, notamment sur les privatisations réclamées par les centristes. Dans l'esprit de François Mitterrand, les centristes qui entreraient au gouvernement le feraient pour appliquer le programme de la gauche, pas pour l'enrichir avec leurs idées personnelles. Le président de la République aurait eu cette formule « *Les centristes, je les veux un par un, et à poil !* »²⁵²⁰ Il a également une vision bien plus politicienne de l'ouverture que Michel Rocard. Si pour le premier elle est une méthode pour un gouvernement plus représentatif, moins sectaire et dogmatique, elle est pour le second une arme visant avant tout à diviser et affaiblir la droite, tout comme l'instauration de la proportionnelle en 1986 était, selon plusieurs témoignages, en partie motivée pour forcer la droite à composer avec le Front national. François Mitterrand veut fragmenter la droite, Michel Rocard croit en une recomposition politique, avec le détachement du centre-droit humaniste et progressiste du bloc de droite pour le rattacher à la famille socialiste sans pour autant édulcorer cette dernière. Pierre Mauroy, lors des journées parlementaires du PS le 12 septembre 1988, ne disait pas autre chose : « *Aux gens du centre qui se sentent proches de la majorité présidentielle de venir la renforcer sans attendre en retour que le PS devienne centriste* »²⁵²¹.

De cette manière, entrent dans le premier gouvernement Rocard trois membres de l'UDF, venant de la petite branche radicale valoisienne : Michel Durafour (Fonction publique et réformes administratives), Jacques Pelletier (Coopération et développement) et Lionel Stoléru (secrétaire d'État chargé du Plan). Un proche de Jacques Chaban-Delmas, Thierry de Beaucé est nommé secrétaire d'État chargé des Relations culturelles internationales et de la Francophonie. Enfin, un autre transfuge de la droite, plus symbolique et plus intéressant, rejoint également le gouvernement : Olivier Stirn, nommé ministre chargé des DOM-TOM. Ce dernier incarne, de par son parcours politique particulier, une certaine passerelle entre la droite et la gauche. A l'origine, Olivier Stirn, proche de Jacques Chirac est membre du parti gaulliste. Il prend ses distances avec ce dernier en janvier 1977 lorsqu'il se lance à l'assaut de la mairie de Paris contre le candidat choisi par Valéry Giscard d'Estaing. Il crée alors un petit parti centriste, le Mouvement des sociaux-libéraux, avec notamment Lionel Stoléru cité plus haut. Puis, quelques mois après, il fonde avec le soutien de Lionel Stoléru et Jacques Pelletier le « Carrefour Social-Démocrate ». Après un bref passage au Parti radical, il fonde en mars 1984 un nouveau parti, l'UCR (Union Centriste et Radicale,

2520 Ibid

2521 *L'Express*, 30 septembre 1988, dans BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, op.cit, p.346

rebaptisée Union Centriste et Républicaine), et adhère au PS en 1986. Il représente alors ce que Pierre Manenti appelle le « rocardo-gaullisme » : « *Gaulliste authentique et miterrandiste convaincu selon son propre aveu, il obtient que les cadres de son microparti puissent se présenter (sans succès) sous les couleurs de la majorité présidentielle des 5 et 12 juin 1988* »²⁵²².

Ainsi, si l'ouverture politique fut instrumentalisée pour attaquer Michel Rocard et en faire un socialiste trop tiède pour être franchement de gauche, il s'avère que cette opération politique va bien au-delà de la seule figure de Michel Rocard. Non seulement il n'en fut pas l'artisan, mais plus encore, elle a perduré après son passage à Matignon et surtout, a été entretenue par des acteurs politiques extérieurs à la galaxie rocardienne.

2) Une petite recomposition politique...

Les élections législatives des 5 et 12 juin 1988 contrecarrent les plans de François Mitterrand. Le succès tant espéré, celui qui aurait permis aux socialistes de conduire la politique de leur choix sans se formaliser des états d'âmes de quelques nouveaux alliés trop encombrants et trop exigeants, n'arrive pas. Le PS obtient une majorité de sièges (275) mais pas la majorité absolue des sièges tandis que les communistes, qui font élire 25 députés, refusent de participer à une alliance gouvernementale. Le PS doit donc se résigner à se tourner vers le centre-droit. 41 députés de l'UDF (sur 131), essentiellement venant de sa branche démocrate-chrétienne, constituent un groupe appelé « Union du centre ». Présidé par les démocrates-chrétiens Pierre Méhaignerie puis Jacques Barrot, et comptant dans ses rangs Raymond Barre, ce groupe oscille entre la loyauté à la famille UDF et la volonté de répondre à la démarche d'ouverture de Michel Rocard. Pas complètement dans la majorité, ni vraiment dans l'opposition, l'Union du centre, entend rester pleinement indépendante : « *Il y a dans cette Assemblée une majorité. Il y a dans cette Assemblée une opposition. Vous êtes la majorité et nous sommes l'opposition. Cela ne nous empêche ni de nous parler ni de travailler, les uns, les autres, dans l'intérêt du pays. Vous avez à plusieurs reprises exprimé votre intention de gouverner autrement. Nous avons décidé, quant à nous, de nous opposer autrement* »²⁵²³.

Tels sont les propos de Pierre Méhaignerie en réponse au discours de politique générale de Michel Rocard du 29 juin 1988. Pourtant, cela ne modifie guère les dispositions de François Mitterrand à l'égard de ses nouveaux alliés centristes, ni les rapports de force gouvernementaux. Il y a là donc d'emblée un décalage entre les perspectives du président de la République, qui ne veut

2522 MANENTI Pierre, *Histoire du gaullisme social*, Perrin, 2021, p.230

2523 FLAURAUD Vincent, « Le groupe parlementaire Union du centre (UDC) sous le gouvernement Rocard (1988-1991) », dans *Histoire et politique 2016*, numéro 28, p.108, <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2016-1-page-108.htm>

rien d'autre que des ralliements individuels, et les centristes potentiellement séduits par cette démarche d'ouverture, essentiellement des radicaux, des démocrates-chrétiens et des « barristes » (qui avaient eux-mêmes vanté les intérêts de l'ouverture)²⁵²⁴, qui espèrent être plus que de simples cautions au service du programme socialiste. Eux attendent soit un vrai contrat de coalition entre le PS et une formation centriste ouverte, dont le groupe de l'UDC pourrait être un embryon (c'est l'hypothèse poussée par les barristes, qui au fond ne se sont jamais sentis complètement à l'aise dans l'UDF)²⁵²⁵, soit un gouvernement d'union nationale, évoqué par des personnalités comme Jean Lecanuet ou Simone Veil. Michel Rocard est donc sur une ligne de crête très étroite au point d'avoir besoin d'un conseiller spécial, en la personne de Guy Carcassonne, pour soigner au minimum les relations avec les communistes ou les centristes, en fonction des besoins.

En dépit de l'étroitesse de la majorité sortie des urnes, on reste dans le format d'un gouvernement socialiste enrichi de quelques faméliques prises. Les ministres centristes du premier gouvernement Rocard conservent leur place, à ceci près que Michel Durafour obtient le titre (plus honorifique qu'autre chose), de ministre d'État et que Olivier Stirn devient ministre délégué au Tourisme. Quelques petits nouveaux font leur entrée : Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, ancien ministre giscardien et membre de l'aile libérale de l'UDF, est nommé ministre du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. La démocrate-chrétienne Hélène Dorlhac de Borne, ancienne secrétaire d'État à la Condition pénitentiaire du premier gouvernement Chirac, devient secrétaire d'État à la Famille. L'élu strasbourgeois, sans étiquette, mais membre de la CFDT et proche du CDS, Théo Braun devient ministre chargé des Personnes âgées. Enfin, le maire DVD, mais proche de la mouvance démocrate-chrétienne, de Metz, Jean-Marie Rausch, devient ministre du Commerce extérieur.

Dans un gouvernement de 49 ministres, les centristes d'ouverture n'ont donc que les miettes d'autant que dans toutes ces « prises » d'ouverture, il n'y a aucune figure avec un vrai poids politique national, hormis Michel Durafour... l'ouverture ressemble donc bien plus à quelques débauchages qu'à une vraie coalition majoritaire. Pour ces personnalités, isolées, voire noyées au milieu de tous ces socialistes, dont la plupart les regardent avec méfiance, la question de l'organisation se pose. Entre les deux tours de la présidentielle s'était constituée une « Association des démocrates » (ADD) destinée à « *rassembler celles et ceux qui, n'étant pas socialistes, avaient*

2524 *Le Monde*, 9 et 29 mars 1988, dans FLAURAUD Vincent, « Le groupe parlementaire Union du centre (UDC) sous le gouvernement Rocard (1988-1991) », dans *Histoire et politique 2016, numéro 28*, p.113, <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2016-1-page-108.htm>

2525 *Le Monde*, 13 juin et 13 août 1988, FLAURAUD Vincent, « Le groupe parlementaire Union du centre (UDC) sous le gouvernement Rocard (1988-1991) », dans *Histoire et politique 2016, numéro 28*, p.113, <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2016-1-page-108.htm>

*voûté dès le premier tour pour François Mitterrand (radicaux de gauche, gaullistes); celles ou ceux qui, ayant voté au premier tour pour Raymond Barre, se reconnaissent au second tour dans la personnalité et le projet de François Mitterrand »*²⁵²⁶. Elle est présidée par Michel Durafour, puis par Jacques Pelletier à partir de 1991 et essaye de regrouper avant tout les élus centristes d'ouverture. En mars 1990, Jean-Pierre Soisson crée le parti France Unie avec l'appui de Michel Durafour pour allier l'Association des démocrates avec d'autres petites structures gravitant autour du PS, à commencer par le Mouvement des radicaux de gauche. En octobre 1992, l'ADD évolue en Mouvement des réformateurs pour former l'aile droite de la majorité présidentielle et attirer plus de personnalités. Jacques Pelletier en reste le président et Jean-Pierre Soisson devient le secrétaire général. Mais cette organisation concerne les ministres d'ouverture, et non pas les parlementaires de l'UDC. Entre ces deux entités, il ne semble pas y avoir de coordination, ni même de coopération, ce qui affaiblit d'autant plus le poids des centristes ralliés. Pierre Méhaignerie confirme que Jean-Pierre Soisson jouait sa propre partition²⁵²⁷. Ainsi, on le voit, l'ouverture dépasse de très loin la seule personne de Michel Rocard.

Mais l'aventure tourne très rapidement court. Les ministres d'ouverture échouent à faire émerger un vrai bloc de centre-droit ancré dans la majorité. De son côté, le groupe Union du centre a beau être bienveillant et ouvert vis-à-vis de Michel Rocard, ses membres ne sont pas unanimes. Ainsi, trois élus du groupe, François Bayrou (Pyrénées-Atlantiques), Dominique Baudis (Haute-Garonne) et Bernard Bosson (Haute-Savoie), se montrent hostiles à toute collaboration renforcée avec Michel Rocard²⁵²⁸. En face, Jean-Paul Huchon, Guy Carcassonne et Jean-Pierre Soisson avaient identifié un noyau d'une dizaine de députés UDC qui étaient des alliés absolument fiables du Premier ministre^{2529 2530}. Difficulté supplémentaire, le groupe est sous les tirs croisés de l'aile gauche du PS et des communistes qui l'accuse d'être le complice de la politique dite « droitière » de Michel Rocard et de l'opposition de droite, qui le regarde de travers en raison de sa bienveillance à l'égard de la politique gouvernementale. Ces « constructifs » suscitent donc la méfiance de tous les côtés sans tirer vraiment profit de leur attitude au-dessus du lot et de la mêlée.

A défaut d'être des partenaires réellement considérés par le PS, l'UDC pensait pouvoir être le point de départ d'un nouveau parti émancipé de l'UDF. Ils comptaient d'ailleurs sur les élections

2526 *Lettre de l'Association des démocrates*, février 1989, [https://www.france-politique.fr/wiki/Mouvement_des_R%C3%A9formateurs_\(MDR\)](https://www.france-politique.fr/wiki/Mouvement_des_R%C3%A9formateurs_(MDR))

2527 Témoignage de Pierre Méhaignerie, colloque « Michel Rocard et le Parlement », Hôtel de Lassay, 19 juin 2023

2528 FLAURAUD Vincent, « Gouverner avec une majorité relative. Les gouvernements Rocard, Cresson, Bérégovoy et le groupe parlementaire Union du Centre », colloque « Michel Rocard et le Parlement », Hôtel de Lassay, 19 juin 2023

2529 Témoignage d'Yves Colmou, colloque « Michel Rocard et le Parlement », Hôtel de Lassay, 19 juin 2023

2530 Parmi ces députés se trouverait Christine Boutin, en dépit de positions sociétales très divergentes de la ligne de Michel Rocard. Selon Yves Colmou, cette bienveillance serait peut-être associée au fait qu'elle est élue du même département que Michel Rocard, les Yvelines.

européennes de 1989, où Simone Veil conduit une liste autonome, pour décoller et se bâtir un espace. Mais l'échec de cette liste montre cruellement toutes les limites de cette ambition. Il n'y a donc pas d'espace pour eux du côté droit, puisqu'ils sont incapables de concurrencer les partis classiques, mais il n'y en a guère plus à gauche : Michel Rocard, pour ne pas s'attirer l'hostilité d'une majorité qui se méfie déjà de lui, demande à Pierre Méhaignerie, selon ses dires, de ne plus le soutenir²⁵³¹.

3)... qui ne dure pas

L'Union du centre délaisse rapidement ses accents constructifs pour se rapprocher à nouveau de l'opposition. Les leaders de l'UDC se résignent à ce que leur démarche soit incomprise ou mal décrite par la presse : « Dès que, au nom de l'intérêt du pays, nous acceptons certaines avancées, nous lisons le lendemain dans la presse : "Succès de Rocard, l'opposition divisée..." »²⁵³². De manière générale, l'impact est limité. Avant même la fin du gouvernement Rocard, un accord entre le RPR et l'UDF, réunis dans la coalition électorale de l'UPF (Union pour la France), prévoit la reconduction en 1993 et le soutien unanime de la droite à tous les députés de l'opposition sortants, y compris ceux de l'UDC. Le départ de Michel Rocard de Matignon en mai 1991 ne met pas un terme au processus de l'ouverture, mais le fragilise grandement. Édith Cresson entretient par ailleurs de mauvaises relations avec les centristes, comme l'atteste la réaction du député UDC de la Marne Bernard Stasi qui rend un hommage à Michel Rocard dans la presse²⁵³³. Plusieurs des ministres d'ouverture quittent le gouvernement en même temps que Michel Rocard.

Il ne reste dans le gouvernement d'Édith Cresson que Jean-Pierre Soisson, qui récupère le titre et le portefeuille de Michel Durafour, Jean-Marie Rausch, rétrogradé ministre délégué aux Postes et Télécommunications et le député démocrate-chrétien du Nord Bruno Durieux, entré dans le gouvernement Rocard en octobre 1990 comme ministre délégué à la Santé, qui conserve son poste. Jean-Pierre Soisson tente alors de monter un groupe distinct de l'Union du centre, un groupe centriste réellement dans la majorité, sous la bannière de France Unie (rassemblant donc les centristes et les radicaux de gauche). Malgré le ralliement de quelques personnalités, comme Olivier Stirn ou l'ancienne dirigeante du PSU Huguette Bouchardeau, qui en 1992, après la démission de

2531 *La Croix*, 18 septembre 2009, dans FLAURAUD Vincent, « Le groupe parlementaire Union du centre (UDC) sous le gouvernement Rocard (1988-1991) », dans *Histoire et politique 2016, numéro 28*, p.114, <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2016-1-page-108.htm>

2532 *Le Monde*, 25 avril 1991, dans FLAURAUD Vincent, « Le groupe parlementaire Union du centre (UDC) sous le gouvernement Rocard (1988-1991) », dans *Histoire et politique 2016, numéro 28*, p.117, <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2016-1-page-108.htm>

2533 *Le Monde*, 23 mai 1991, dans FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, op.cit, p.76

Laurent Fabius et face à la candidature d'Henri Emmanuelli se présente à la présidence de l'Assemblée nationale au nom de France Unie et obtient 44 voix²⁵³⁴, toutes les démarches d'organisation échouent²⁵³⁵. Thierry de Beaucé, qui ne fut pas reconduit dans le gouvernement Cresson tire le constat d'une profonde division des centristes de la majorité, entre son aile gauche, comme Maurice Faure, qui désirait que la structuration se fasse autour des radicaux de gauche et ceux issus du centre-droit, qu'il appelle « les j'ai vu Simone » et qui ne voulaient pas rompre avec les figures de l'aile centristes de l'UDF comme Simone Veil, Pierre Méhaignerie ou Jacques Barrot²⁵³⁶. Par ailleurs, Thierry de Beaucé raconte que si Michel Rocard a fait de son mieux pour aider les centristes d'ouverture à se structurer, il conservait une certaine distance avec eux, car ils portaient « *le péché originel d'être des mitterrandiens* »²⁵³⁷.

La précision est très intéressante car il ne faut pas oublier que l'ouverture fut présentée par certains détracteurs de Michel Rocard comme son œuvre et la marque de son influence. Henri Emmanuelli avait même accusé Jean-Paul Huchon et Guy Carcassonne de négocier avec les centristes pour préparer la prochaine élection présidentielle en faveur de Michel Rocard. Mais pour Jean Garrigues, les rocardiens n'ont fait que suivre les pratiques parlementaristes de la Troisième République, basées sur une logique de compromis²⁵³⁸. Par ailleurs, la démarche ouverte de ces centristes ne s'est pas arrêtée à Michel Rocard. Si ces derniers n'avaient guère d'atomes crochus avec Édith Cresson, ils ont néanmoins continué à participer au dégagement d'une majorité sous son gouvernement, tout comme sous le gouvernement de Pierre Bérégovoy, pour qui ils avaient de l'estime²⁵³⁹.

La déroute électorale du PS aux élections législatives de 1993 met un terme à cette petite recomposition : le groupe de l'UDC disparaît, ses membres réintègrent le groupe de l'UDF. Élu président du conseil régional de Bourgogne en 1992 par la gauche, Jean-Pierre Soisson reprend la présidence du Mouvement des réformateurs en mai 1993. La même année, il est réélu député de l'Yonne. Mais son parti n'est plus qu'une coquille vide, perdue dans l'échiquier politique. Bien que réélu, Jean-Pierre Soisson a dû affronter la candidature d'un membre de l'UDF (la droite lui fait donc payer son ralliement à François Mitterrand), mais aussi un candidat du PS. Parmi les candidats du MDR, on trouve aussi un ancien du courant rocardien : Jo Le Lamer, qui se présente dans la

2534 BOUCHARDEAU Huguette, <https://maitron.fr/spip.php?article17385>

2535 « Jean-Pierre Soisson veut son groupe », *Les Échos*, 25 juillet 1991

2536 FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, op.cit, p.362

2537 Ibid

2538 GARRIGUES Jean, « Michel Rocard Premier ministre entre Elysée et Parlement, 49.3 et majorité stéréo », colloque « Michel Rocard et le Parlement », Hôtel de Lassay, 19 juin 2023

2539 FLAURAUD Vincent, « Gouverner avec une majorité relative. Les gouvernements Rocard, Cresson, Bérégovoy et le groupe parlementaire Union du Centre », colloque « Michel Rocard et le Parlement », Hôtel de Lassay, 19 juin 2023

cinquième circonscription du Morbihan, notamment face au député socialiste sortant Jean-Yves Le Drian. Dans sa profession de foi, il reprend l'expression de « big-bang » pour appeler à une recomposition politique, mais n'obtient que 2,61 % des voix. Le MDR ne fait élire que trois députés : Jean-Pierre Soisson²⁵⁴⁰, Alain Ferry et Gilbert Baumet, qui rejoignent le groupe fourre-tout République et Territoires. Présidé par le conservateur maire de Tours Jean Royer, il regroupe aussi bien des centristes, des sans étiquette, des radicaux de gauche, des chevènementistes, ce qui rend tout marquage idéologique impossible. Pendant cette législature, le MDR périclité à petit feu. La victoire de la droite aux législatives de 1993 clôt l'essence même de l'ouverture et la plupart des membres du MDR se dispersent soit vers le bercail de la droite de gouvernement soit vers les radicaux de gauche.

Le cheminement inverse peut également être observé, soit des proches de Michel Rocard qui se rapprochent de la droite. On peut citer le cas de Christian Blanc, proche de la première heure de Michel Rocard. En septembre 2002, la députée UDF de la 3^{ème} circonscription des Yvelines, ancienne secrétaire d'État aux Transports des gouvernements Juppé, Anne-Marie Idrac est nommée à la tête de la RATP (Régie autonome des transports parisiens) et démissionne de son mandat parlementaire. Une élection législative partielle est organisée en décembre. Christian Blanc s'y présente, sous l'étiquette UDF. En dépit de son absence d'ancrage dans le secteur, et de la candidature du maire du Chesnay, Philippe Brillaut membre du parti présidentiel, l'UMP, Christian Blanc arrive très largement en tête, avec 46,4 %. Le candidat de l'UMP n'arrive que second, avec 30,7 %. Il ne maintient pas sa candidature au second tour, faisant de Christian Blanc le seul à pouvoir y participer. Il est donc élu au second tour avec 100 % des voix. A l'Assemblée nationale, il intègre le groupe UDF comme apparenté. Lors de l'élection présidentielle de 2007, comme de nombreux membres de l'UDF, il apporte son soutien au candidat de l'UMP, Nicolas Sarkozy, et non au président de l'UDF, François Bayrou. Il rejoint le Parti social libéral européen (qui prend rapidement le nom de Nouveau Centre), fondé par Hervé Morin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, pour rassembler les centristes désireux de rompre avec la stratégie de François Bayrou et d'intégrer la majorité présidentielle de Nicolas Sarkozy. Sous cette étiquette, il se représente dans sa circonscription lors des élections législatives de 2007. Il a en face de lui notamment de nouveau Philippe Brillaut, investi par l'UMP, mais aussi un candidat investi par le MoDem (nouveau nom de l'UDF). Nonobstant, il est réélu dès le premier tour avec 50,8 % et intègre le groupe Nouveau Centre. En 2008, il échoue à prendre le Chesnay à Philippe Brillaut. En mars 2008, il est néanmoins nommé secrétaire d'État chargé du Développement de la Région

2540 SOISSON Jean-Pierre, *Hors des sentiers battus. Chronique d'une vie politique 1962-2012*, Éditions de Fallois, 2015, 301 p.

capitale, poste qu'il quitte en juillet 2010 suite à plusieurs affaires judiciaires. Évidemment, le cas d'un homme ne suffit pas pour faire une règle d'airain. Mais ce cas est intéressant car il illustre les vases communicants qui peuvent exister entre une certaine gauche et une certaine droite, sans être pour autant une généralité.

Ainsi, toute la propagande entretenue par les miterrandistes et l'aile gauche du Parti socialiste destinée à entacher l'image socialiste de Michel Rocard apparaît comme factuellement bancal. Ce genre de manœuvre est monnaie courante dans la vie politique, mais en se focalisant sur les faits, il convient de reconnaître que Michel Rocard n'est pas l'incarnation d'une fausse gauche si souvent dépeinte. La singularité et l'originalité de Michel Rocard sont tout autant indiscutables. Son image, sa popularité étaient tout aussi singulières. Mais tout ceci ne suffit pas à dénier à Michel Rocard l'appartenance à la gauche socialiste. Sa ligne idéologique ne puise pas ses sources dans les références idéologiques de la droite et du centre-droit, mais son socialisme se voulait moins étroit que celui de l'aile gauche du Parti socialiste. L'image publique de Michel Rocard renvoyait, quant à elle, l'impression d'un homme compétent et moins sectaire que d'autres ténors du Parti socialiste. Paradoxalement, si les détracteurs de Michel Rocard lui ont souvent reproché cette singularité, ils ont su eux-mêmes en tirer profit, essentiellement pour assurer la réélection de François Mitterrand en 1988.

II) Gauche rocardienne et deuxième droite : les vases communicants ?

La proximité manifestée par Michel Rocard avec les représentants d'une frange droite à la fin de sa vie permet de soulever une réflexion plus philosophique. Celle des frontières de l'échiquier politique. La transcendance des barrières entre la droite et la gauche pose de nombreuses questions, car cela va à l'encontre d'une dichotomie solidement enracinée dans la vie politique française. Pourtant, les années 2010 laissent bel et bien entrevoir les possibilités de nouveaux contours politiques, incertains, mais qui méritent que l'on s'y intéresse.

A) Un bloc central, dernier héritage rocardien ?

1) Michel Rocard, la dernière mue

Cette série de moments où Michel Rocard et une partie de la droite semblent converger se poursuit même quand Michel Rocard est retiré de la vie politique active nationale. Même retiré dans

sa position de grand sage, il ne se prive pas de donner son avis et de chercher à influencer sur le cheminement de sa famille politique. C'est d'autant plus intéressant, et sans doute regrettable, que c'est quand un homme politique est véritablement libre, soit libéré des postures politiciennes, délivré des pressions d'appareils et des logiques apparatusiques, émancipé des prises en compte et des calculs intéressés, qu'il est le plus naturel et le plus sincère. Même Rocard, chantre du « parler vrai » n'échappe pas à la règle. Aussi sincère qu'il a pu être dans sa carrière politique, il fut contraint de s'adapter à certaines exigences de son électorat et de sa famille politique.

Dans les années 2000, c'est terminé. Il n'a plus rien à attendre de la vie politique et peut donc s'exprimer encore plus librement, quitte à encore plus froisser ses « amis politiques ». Nous l'avons vu, Michel Rocard n'est absolument pas touché par la « Royal-mania » qui, à partir de 2006 enfièvre la base militante de gauche, au point d'avoir apparemment tenté, dans une démarche perdue d'avance, de la convaincre de s'effacer à son propre profit. Mais il ne s'arrête pas là. Le 14 avril 2007, il appelle dans une tribune à une alliance entre Ségolène Royal et François Bayrou, candidat de l'UDF, estimant que les socialistes et les centristes partagent les mêmes idées et sont capables de bâtir une majorité contre la droite de Nicolas Sarkozy, qu'il juge proche du FN et de son candidat, Jean-Marie Le Pen : *« Si Nicolas Sarkozy est élu dans quelques semaines, nous n'aurons aucune excuse. L'UMP gagnera les élections législatives qui suivront; et pendant cinq ans, la France va souffrir. Tous les Français ne souffriront pas de la même façon : les plus riches vivront encore mieux. Les classes moyennes et les petits salariés vivront plus mal. Les exclus seront plus seuls que jamais. Nous pouvons éviter ce gâchis social dont la majorité des Français ne veut pas. Comment? Simplement, en unissant nos forces avec ceux qui sont les plus proches de nous. Ceux qui pensent comme nous que le marché doit être régulé, que l'État doit défendre la solidarité, que l'égalité des chances doit être assurée pour tous et entre toutes les générations. Socialiste et européen depuis toujours, j'affirme que sur les urgences d'aujourd'hui rien d'essentiel ne sépare plus en France les sociaux-démocrates et les démocrates-sociaux, c'est-à-dire les socialistes et les centristes. Sur l'emploi, sur le logement, sur la dette, sur l'éducation, sur l'Europe, nos priorités sont largement les leurs. Sur la société, sur la démocratie, sur les femmes, sur l'intégration, sur la nation, nous partageons les mêmes valeurs. Isolés, ni eux ni nous, n'avons aucune chance de battre la coalition de Nicolas Sarkozy et Jean-Marie Le Pen. Mais rassemblés avec les Verts, la gauche sociale-démocrate et le centre démocrate-social constituent une majorité dans le pays. Et dans deux semaines elle peut devenir la majorité réelle. C'est la chance de la France. Il ne faut pas attendre l'après-second-tour pour créer la dynamique de l'alliance. Dans quelques jours, les Français décideront qui, de François Bayrou ou de Ségolène Royal, sera le mieux à même de battre Nicolas Sarkozy. Et ils le feront d'autant mieux qu'ils sauront que, dans tous les cas, une alliance sincère et*

constructive défendra au second tour puis aux législatives un projet commun d'espoir pour la France. J'appelle donc François Bayrou et Ségolène Royal, avant le premier tour, à s'exprimer devant les Français pour s'engager dans la voie de cette alliance. Qu'ils fassent confiance aux Français pour que les Français leur fassent confiance. »²⁵⁴¹

François Bayrou, issu de la démocratie-chrétienne et partisan de longue date d'un centre émancipé de la droite, avait basé sa candidature sur cette idée de former un grand centre rassemblant des personnalités de droite et de gauche. Il accueille donc favorablement cette proposition : « *Ça veut dire que ce changement du paysage politique que j'appelle de mes vœux est possible et à portée de la main [...] A l'issue du premier tour et même du deuxième tour, cette majorité nouvelle, elle est possible et on le sait* »²⁵⁴². Déjà en 2004, selon Marielle de Sarnez, bras droit de François Bayrou, ce dernier avait proposé à Michel Rocard de figurer sur ses listes aux élections européennes²⁵⁴³. Mais Michel Rocard, éternellement fidèle à sa famille politique, avait refusé. Comme on le verra plus loin, un certain dépassement des clivages n'est pas un sacrilège, mais il y a des limites.

En revanche, l'idée d'une alliance Royal-Bayrou connaît une réception beaucoup plus froide du côté du PS. Hormis quelques personnalités isolées et sans poids, les barons du parti la rejettent. Ségolène Royal ne répond même pas tandis que François Hollande, premier secrétaire du parti, juge qu'il n'y a « *pas d'alliance concevable entre la gauche et une partie de la droite [...] Le rassemblement de la gauche doit se faire au premier tour. Il faut voter Ségolène Royal au premier tour. Au second tour, il faudra aussi voter Ségolène Royal* »²⁵⁴⁴. L'idée de Michel Rocard tourne donc court. Mais elle fut portée par un groupe d'intellectuels et de hauts fonctionnaires proches du PS, comptant de nombreux proches de Rocard, appelés les Gracques. C'est sous ce pseudonyme que Marie-Nöelle Lienemann, Alain Richard et Jean-Pierre Worms publièrent en 1983 un livre-programme *Pour réussir à gauche*. En 2007, comme Michel Rocard, ces nouveaux Gracques appellent Ségolène Royal et François Bayrou à s'unir²⁵⁴⁵, alliance qui « *permettrait non seulement la modernisation économique et sociale du pays, mais aussi sa modernisation politique avec deux pôles d'alternance, une grande force de progrès et une force conservatrice* ».

Là encore, la candidate du PS oppose une fin de non-recevoir à la proposition et dénigre les Gracques, estimant que « *ces anciens fonctionnaires sont pour la plupart passés dans le monde des affaires* » et qu'ils sont « *extrêmement libéraux* »²⁵⁴⁶. Les membres du groupe ripostent en affirmant

2541 ROCARD Michel, « Royal-Bayrou, l'alliance nécessaire », *Le Monde*, 14 avril 2007

2542 « 2007 : Rocard appelle à une alliance Royal-Bayrou, l'UDF s'en réjouit », *Challenges*, 14 avril 2007

2543 SANTINI Sylvie, *Michel Rocard, un certain regret*, op.cit, p.182

2544 « 2007 : Rocard appelle à une alliance Royal-Bayrou, l'UDF s'en réjouit », *Challenges*, 14 avril 2007

2545 *Le Point*, 22 mars 2007

2546 « Pour Ségolène Royal, les Gracques c'est rien », *Libération*, 24 mars 2007

qu'un « *ordre économique juste, sur le plan social, suppose une recomposition politique* »²⁵⁴⁷. Pourtant, dès le lendemain du premier tour, où les 18,5 % de François Bayrou sont la clef pour départager au second tour Nicolas Sarkozy (31,18%) et Ségolène Royal (25,87%), la candidate socialiste prend contact avec François Bayrou. Elle appelle à rassembler au-delà de la gauche, prône une alliance formelle et n'exclut pas de nommer des membres de l'UDF dans son gouvernement, un gouvernement qui pourrait même être dirigé par François Bayrou²⁵⁴⁸. Après la défaite de Ségolène Royal, les Gracques analysent les causes de cet échec, tandis que Michel Rocard livre un sévère réquisitoire contre le PS : « *ce parti est né en 1905 sur une ambiguïté qu'il n'a jamais levée : il ne sait toujours pas s'il doit accepter l'économie de marché où s'il doit tout casser. Résultat : on vient de perdre non pas une mais trois élections présidentielles de suite parce qu'on ne sait plus quoi dire* »²⁵⁴⁹.

Parmi ces Gracques, on trouverait, selon le journaliste Brice Couturier²⁵⁵⁰, un certain Emmanuel Macron, alors inspecteur des finances publiques... est-ce que sa participation à ce groupe lié à Michel Rocard dans cette tentative de recomposition politique, et le fait que lui-même a obtenu le soutien de François Bayrou pour sa propre campagne en 2017 et a opéré un bouleversement du paysage politique en fédérant autour de lui des personnalités de gauche, du centre et de droite, n'accréditent-ils pas un peu plus la thèse présentant Emmanuel Macron comme un héritier de Michel Rocard à sa façon ? La question se pose. Au terme du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, des chercheurs analysent la politique menée par celui qui disait vouloir dépasser le clivage droite-gauche. Pour Luc Rouban, Emmanuel Macron penche au centre-droit, ou en tout cas, « *s'inscrit dans la lignée de Michel Rocard ou de Valéry Giscard d'Estaing* »²⁵⁵¹ : « *il s'intègre dans une idéologie très française qu'est le progressisme, le libéralisme par l'État. Il est libéral sur le plan économique, très européen, mais il met l'État au cœur de la transformation de la société* »²⁵⁵². Cette théorie irait dans le sens non seulement d'une filiation entre Emmanuel Macron et Michel Rocard, mais aussi, d'une proximité de Michel Rocard avec une certaine droite, de son appartenance à un grand bloc central. Elle demeure discutable mais soulève la question pertinente d'un possible nouveau clivage.

2547 « Les Gracques reviennent à la charge », *Sud-Ouest*, 30 mars 2007

2548 GRUNBERG Gérard, *La Loi et les prophètes. Les socialistes français et les institutions politiques*, op.cit, p.324

2549 GEISLER Rodolphe, « Les Gracques se penchent sur la défaite du PS », *Le Figaro*, 27 août 2007

2550 COUTURIER Brice, *Macron, un président philosophe*, Éditions de l'Observatoire, 2017, 303 p.

2551 BERTHELIER Anthony, « Le premier quinquennat de Macron a-t-il été de droite ou de gauche ? », *Huffington Post*, 5 mars 2022, https://www.huffingtonpost.fr/entry/le-premier-quinquennat-de-macron-a-t-il-ete-de-droite-ou-de-gauche_fr_61fbef45e4b0b69cfe8b4925

2552 Ibid

Les dernières années de Michel Rocard traduisent donc un changement dans son attitude, avec une indépendance franche envers le Parti socialiste, et, de manière plus générale, avec les appareils politiques, pour privilégier les échanges francs et la mise en avant de convergences.

2) La grande discussion Rocard-Juppé : un livre sans barrières

Tous ces moments étudiés, toutes ces passerelles permettent de réaliser que cette bienveillance de Michel Rocard à l'égard d'Alain Juppé en 2016, bienveillance qui a soulevé la question d'une proximité entre les deux hommes, n'est pas sortie inopinément du néant. Elle peut être considérée comme le prolongement de cette partie du parcours politique de Michel Rocard. La complicité entre les deux hommes est même antérieure à ce portrait flatteur d'Alain Juppé établi par l'ancien Premier ministre socialiste au moment des primaires de la droite. Le croire serait oublier qu'ils ont été les acteurs d'un dialogue, mené par Bernard Guetta en 2011, et édité en livre *La politique telle qu'elle meurt de ne pas être*. Dès l'avant-propos, Bernard Guetta pose les jalons : « *L'un est gaulliste, l'autre social-démocrate. Le premier est aussi éloigné de Nicolas Sarkozy que le second l'était de François Mitterrand avec lesquels ils auront pourtant l'un et l'autre gouverné. On découvre là, non seulement une deuxième droite, pendant de la deuxième gauche, mais la profondeur, également, des similitudes entre gaullisme et social-démocratie* »²⁵⁵³. Il se pose à nouveau la question de l'existence d'un espace politique particulier, jamais vraiment structuré, jamais pleinement organisé, mais pourtant bien présent et surtout, réellement perceptible.

Le livre se présente donc sous la forme d'un échange franc, sans langue de bois, ni détours, où les deux anciens Premiers ministres débattent sur une pluralité de sujets, arbitrés, relancés, parfois même critiqués, par Bernard Guetta qui, dans sa conduite du débat, offre aux deux protagonistes l'occasion d'afficher à plusieurs reprises de vraies convergences. Le premier chapitre « *où l'on apprend qu'il n'y a pas beaucoup plus que l'épaisseur de cette feuille [de cigarette] pour séparer ces deux hommes [...], qu'ils ne gouverneraient pas ensemble mais souhaitent continuer d'agir en commun* » donne d'ores et déjà le ton de l'ouvrage, entretenu à tour de rôle par les deux débatteurs. Quand Michel Rocard, se définissant comme social-démocrate, invoque comme piliers essentiels de sa philosophie l'économie de marché comme fondement de la liberté et l'art du compromis, Alain Juppé se définit comme libéral avec « *l'amour de la liberté et la justice sociale* » et enchaîne : « *Je ne veux pas chercher de consensus artificiel mais le fait est que, concrètement parlant, ça ne met qu'une feuille de papier à cigarette entre nous* »²⁵⁵⁴.

2553 JUPPE Alain, ROCARD Michel, « La politique telle qu'elle meurt de ne pas être. Un débat conduit par Bernard Guetta », *J'ai Lu*, 2011, p.8

2554 Ibid, p.24

Sur les questions économiques, les deux hommes partagent globalement la même analyse, et Michel Rocard n'hésite pas à affirmer qu'Alain Juppé aurait pu être de gauche si au moment de sa construction intellectuelle, la gauche avait été plus intelligente et plus présentable. Il cite comme autre cas un homme qui a beaucoup compté dans ses premiers dispositifs : Edgard Pisani²⁵⁵⁵. Il faut peut-être y voir un brin de provocation de la part de Michel Rocard. Si Alain Juppé ne rebondit pas sur l'insinuation qu'il aurait pu être de gauche, il explique avoir abhorré, et Michel Rocard lui donne raison, « *l'arrogance* » d'une gauche qui se pensait intellectuellement et moralement supérieure, considérant qu'on ne pouvait être « *intellectuellement structuré* » qu'en étant marxiste. Ce sentiment se résume avec l'idée qu'il valait mieux avoir tort avec Sartre que raison avec Aron²⁵⁵⁶. Plus étonnant encore, car on se souvient du rôle joué par Michel Rocard et le PSU lors des événements de Mai 68, mais le héraut de la deuxième gauche rejoint Alain Juppé quand ce dernier confesse ne pas avoir été « *heureux en 1968* »²⁵⁵⁷.

Ils tombent aussi d'accord en se présentant respectivement l'un et l'autre comme des « libéraux tempérés », Michel Rocard en jugeant que les sociaux-démocrates sont des libéraux tempérés et Alain Juppé en disant adhérer à l'idée « *qu'une économie de marché qui n'est pas régulée perd la tête* »²⁵⁵⁸. Ce qui semble véritablement les séparer, hormis quelques nuances et appréciations, c'est donc leur histoire à chacun. On peut peiner à le comprendre, mais cette dimension historique compte beaucoup. L'histoire d'un homme politique, surtout d'un homme politique d'expérience, c'est la base de sa construction, c'est presque son ADN. Elle se fonde sur des compagnonnages, des références qui ont guidé une carrière, un cheminement intellectuel, des souvenirs propres, des choix précis, des combats particuliers. Bref, l'histoire d'un politique, c'est ce qui le constitue et fait ce qu'il est. Ce n'est pas quelque chose que l'on peut relativiser ou gommer en un instant. C'est en tout cas l'idée défendue par les deux intéressés, qui estiment rester attachés à leur formation respective, dont ils incarnent chacun une ligne. Pour eux, il vaut mieux privilégier les zones de convergence entre bords opposés, donc travailler en bonne intelligence pour permettre même des actions bipartisans, et faire évoluer les partis de l'intérieur pour les amener dans des dispositions ouvertes à ladite convergence, plutôt que de tout vouloir dynamiter dans ce que Alain Juppé appelle « *un maelström politique où tout se mélange* »²⁵⁵⁹.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point précis, mais ce jugement peut permettre de nuancer l'affirmation d'une filiation rocardienne d'Emmanuel Macron, dont l'opération politique de recomposition autour de son mouvement En Marche semble être le contraire de ce que préconisait à

2555 Ibid, p.29

2556 Ibid, p.30

2557 Ibid, p.31

2558 Ibid, p.32

2559 Ibid, p.34

l'époque Michel Rocard. Quoiqu'il en soit, en résonnant au-dessus des logiques de partis et d'appareils, la zone de convergence entre Michel Rocard et Alain Juppé n'est pas un mirage. Le gaulliste et le social-démocrate tombent d'accord sur l'importance de la régulation par l'État, ainsi que l'obésité de l'État en France, qui ne doit pas être gérant de tout, mais garant. Les deux hommes brossent en se complétant avec harmonie le portrait de l'État qu'ils attendent : un État qui fixe des règles, les fait respecter, qui arbitre avec une vision sur le long-terme, garant du respect des libertés fondamentales et de la cohésion sociale et garant de l'efficacité d'un marché régulé et équitable²⁵⁶⁰.

Comme le fait remarquer Michel Rocard²⁵⁶¹, lui et Alain Juppé ont un « *accord intellectuel assez profond sur la manière de traiter les problèmes* » en matière de délinquance et de sécurité :

- Un accord intellectuel issu de leur expérience commune de maire,
- La priorité accordée à la prévention et au suivi des post-délinquants,
- L'importance d'une police de proximité,
- L'idée que la répression doit être juste, équitable et raisonnable,
- L'efficacité d'un triptyque prévention, répression et réinsertion,
- Le problème de l'hypermédiatisation,
- L'idée que la politique de sécurité doit être menée dans un souci d'améliorer la qualité de vie des gens, pas d'en faire une tribune politique tape-à-l'œil.

A son tour, Alain Juppé provoque quelque peu Michel Rocard en lui demandant pourquoi n'est-il pas de droite car la vision de l'économie portée par la deuxième gauche de son temps a « *contribué à réhabiliter l'entreprise et l'économie de marché* »²⁵⁶². Michel Rocard explique alors qu'il estimait que la situation créée par de Gaulle, avec une droite qu'il juge plus raisonnable et plus régulatrice, n'était que temporaire... et que la suite des événements lui a donné raison à l'époque. De son point de vue, après le départ du Général, la droite s'est éloignée du gaullisme et s'est recomposée en intégrant les héritiers du vichysme, des réactionnaires et des ultralibéraux économiques, partisans du marché roi. « *Notre boulot n'était pas d'aller tenter d'aider les gaullistes sociaux à ne pas devenir toujours plus minoritaires dans leur camp. Notre boulot c'était la bataille à mener pour que la gauche revienne à Jaurès, qu'elle sorte de ses discours impossibles et de ses échecs, qu'elle bâtisse sur les legs éblouissants de Blum et de Mendès, sur ses vrais succès nationaux qui sont ceux de la deuxième gauche, car l'espoir, tout de même, le courant pertinent, le courant adapté à la situation de notre pays, prêt à construire l'Europe [...] c'était nous ! Ce n'était*

2560 Ibid, p.39

2561 Ibid, p.54

2562 Ibid, p.55

pas la droite »²⁵⁶³. Michel Rocard marque donc un ancrage net à gauche, avec une position sans ambiguïté sur la droite.

Mais une fois passée cette légère escarmouche, l'entente se réinstalle rapidement. Michel Rocard se dit en accord avec « *les quatre cinquièmes* »²⁵⁶⁴ d'une tirade d'Alain Juppé sur le travail et la compétitivité : « *Au travailler plus pour gagner plus bien connu, je proposerais d'ajouter le travailler mieux pour s'épanouir plus. Et puis, sans doute faut-il diversifier l'offre de travail et même passer de la notion de travail à celle d'activité qui peut inclure des formes non marchandes, des tâches d'intérêt collectif, voire du bénévolat. Un monde où la réduction du temps productif ne laisserait la place qu'à du temps libre, à l'oisiveté ou aux jeux vidéos m'inquiète quelque peu [...] Si nous avons un problème de compétitivité, c'est que nous travaillons moins que nos concurrents, sur l'année ou la durée du temps de vie, que nous sommes le pays de l'OCDE où le taux d'activité de la tranche des 55/65 ans est le plus faible de tous [...] Je crois qu'il faut occuper les gens [...] On peut se dépasser par le travail, y trouver une dignité et l'oisiveté m'inquiète beaucoup.* »²⁵⁶⁵

Les convergences continuent sur plusieurs autres sujets parmi lesquels :

- La quantité fixe de travail, « *une sottise* » selon Michel Rocard²⁵⁶⁶,
- Les mœurs, les questions sociétales. Alain Juppé s'exprime longuement sur ce sujet et manifeste une certaine ouverture mais aussi une prudence et une retenue sur plusieurs points. Michel Rocard dit ne pas « *atterrir loin de [ses] conclusions* » mais demeure tout de même un peu plus libéral que son interlocuteur sur ses questions. En tous cas, ils partagent une ouverture loin de la « *hiérarchie religieuse inspirant des modes de vie* » selon la formule de Rocard²⁵⁶⁷.
- La possibilité de vraiment réformer la France, ce que Alain Juppé appelle « *l'adaptabilité de la société française* »²⁵⁶⁸. Même si Michel Rocard, tout en disant apprécier cet optimisme, est un peu plus mesuré : « *si nous voulons éviter les blocages, il faut que la réforme, les évolutions sociales, relèvent moins du législatif et de batailles politiques frontales où se jouent des mythes, et beaucoup plus du contrat social, de patients échanges entre les corps sociaux, entre eux et avec le pouvoir politique* »²⁵⁶⁹.
- L'hostilité à la pensée du libéralisme économique absolue. Alain Juppé rejoint l'avis de Michel Rocard : « *Je ne me sens pas du tout attiré par les considérations de Hayek ou de Friedman [...] Sur le plan moral je rejoins ce que dit Michel Rocard. Le darwinisme social d'Hayek et Friedmann*

2563 Ibid, p.56

2564 Ibid, p.85

2565 Ibid, p.84

2566 Ibid, p.91

2567 Ibid, p.106-107

2568 Ibid, p.112

2569 Ibid

est profondément inacceptable et le système de protection sociale, fondé sur des valeurs de solidarité et de fraternité entre les membres d'une même collectivité nationale, appartiennent au patrimoine commun de la France où il n'y a que quelques excités néolibéraux pour le contester. Il n'y a pas de clivage, en France, sur le principe même de solidarité car il est normal que les riches paient un peu plus pour faire en sorte que les pauvres soient un peu moins pauvres. Ca me paraît enraciné aussi bien dans les valeurs socialistes de Michel que dans les valeurs chrétiennes qui sont les miennes »²⁵⁷⁰.

La similitude d'analyse et de point de vue soulève une remarque amusante de Michel Rocard : *« je commence à paniquer vraiment car, pour préserver notre autorité intellectuelle respective dans chacun de nos milieux, faudrait qu'on s'engueule un peu... »²⁵⁷¹* Au-delà de convergences philosophiques ou idéologiques, il se dessine au fil des échanges et des sujets abordés le reflet en filigrane de ce qui pourrait ressembler à quelques grands axes d'un projet politique. Michel Rocard et Alain Juppé partagent l'idée de supprimer l'ISF. Pour le premier, il incite à l'exode fiscal et pénalise trop les entreprises. Il propose d'en faire un impôt *« extrêmement minime dont le seul intérêt serait de combattre la fraude en permettant à l'administration fiscale d'être informée de la nature et du montant des capitaux et biens susceptibles de produire des revenus »²⁵⁷²*. Alain Juppé approuve et les deux se rejoignent sur l'idée d'augmenter l'impôt à condition d'introduire davantage de justice dans la fiscalité, de mieux la penser, et d'inciter à la compétitivité.

Puis Michel Rocard approuve l'idée d'Alain Juppé du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique²⁵⁷³. Ils partagent également la même opinion sur les avantages de la TVA, *« une TVA sociale destinée à résorber les déficits des comptes sociaux permettrait en attendant d'augmenter un peu nos salaires sans amoindrir encore notre compétitivité par un renchérissement du coût du travail »* comme dit Alain Juppé²⁵⁷⁴. Ils sont aussi en accord sur la question de l'Assurance Maladie et s'accordent sur l'idée qu'il y a des abus avec la couverture maladie universelle. Mais pour autant, pas question d'abandonner la protection sociale mais *« de mettre chacun devant ses responsabilités qui sont de protéger ce bien commun »²⁵⁷⁵*.

Ils sont aussi d'accord sur le besoin de revaloriser les filières technologiques et professionnelles, l'apprentissage et la formation en alternance. Pour Alain Juppé *« on ne peut pas autant privilégier les filières d'enseignement général »* et *« nous devrions enfin cesser de*

2570 Ibid, p.156
2571 Ibid, p.116
2572 Ibid, p.138
2573 Ibid, p.144
2574 Ibid, p.147
2575 Ibid p.156

considérer que l'enseignement supérieur doit obligatoirement précéder l'entrée dans la vie active »²⁵⁷⁶. Cette réflexion est selon lui capitale pour reconquérir la compétitivité française. Michel Rocard approuve et étoffe cette réflexion de deux points supplémentaires. Le premier est que la compétitivité ne peut se faire sans un souci de développement durable. Le second est le besoin de réindustrialiser la France : « *Il nous faut sortir de la logique du monde où nous sommes, celle qui consiste à délocaliser la production industrielle vers des pays où la main d'œuvre est bien meilleur marché que dans les nôtres* »²⁵⁷⁷.

A propos de développement durable, Michel Rocard approuve une tirade d'Alain Juppé sur l'écologie : « *On ne va pas en revenir à la chandelle et à la diligence. L'économie verte est, bien au contraire, un concept de progrès qui se fonde sur la recherche scientifique, sur le progrès technologique, et une nouvelle approche de la croissance. Ce n'est pas à une décroissance de l'économie qu'il faut aspirer mais à une décroissance des gaspillages. Nous avons bâti, depuis des décennies, une économie reposant essentiellement sur le gaspillage et des consommations inutiles et c'est cela qu'il faut combattre [...] Il faut avoir cette obsession de l'économie des ressources rares et l'obsession, parallèle, du recyclage [...] Le développement durable, ce n'est pas l'austérité. Ce n'est pas une punition. Ce n'est pas rester chez soi et ne plus bouger. C'est une vision écologique nouvelle, avec des possibilités de développement considérables dans les réseaux intelligents, les technologies vertes et les énergies nouvelles* »²⁵⁷⁸. Ce à quoi Michel Rocard répond : « *Et moi ?! Je n'ai plus rien à dire après une telle tirade ! Je n'ai plus qu'à tout approuver, tout dans le détail et tout du long* »²⁵⁷⁹.

Enfin, pour clore ce vaste échange, Alain Juppé et Michel Rocard débattent de l'islam et s'accordent sur l'absolue nécessité de ne pas amalgamer islam et islamisme. Ils mettent en avant le combat de la quasi-totalité des gouvernements, économistes, industriels et intellectuels du monde arabo-musulman contre les groupes terroristes. Enfin, ils convergent sur le devoir de la France d'accompagner et de soutenir tous les acteurs et défenseurs d'un islam « moderne ».

Nous l'avons compris, d'ailleurs les deux protagonistes l'ont répété, il n'a jamais été question qu'ils se fondent dans le même parti, dans un « maelström » fourre-tout. Mais ce livre est un témoignage intéressant, une démonstration de ces passerelles qui peuvent exister entre une certaine gauche et une certaine droite. Elles ne doivent pas être surinterprétées et faire imaginer les scénarios les plus créatifs, mais elles ne sauraient non plus être rejetées et présentées comme des échanges sans importance.

2576 Ibid, p.162

2577 Ibid

2578 JUPPE Alain, ROCARD Michel, « La politique telle qu'elle meurt de ne pas être. Un débat conduit par Bernard Guetta », op.cit, p.240

2579 Ibid, p.242

3) Les contours d'un nouvel espace : la question théorique du centre

Certains, notamment parmi les proches de Michel Rocard, ont tenté de relativiser les points d'accord entre Alain Juppé et Michel Rocard, arguant qu'il y avait certes quelques points où ils sont d'accord, mais qu'il n'y a pas de quoi tirer des conclusions importantes ou que cela ne préfigure en rien l'existence d'un espace politique original. Mais tous ces points d'accord, contenus dans ce livre où les deux hommes ont parlé sans langue de bois et sans obséquiosité nous permettent d'arriver à un point plus osé dans notre réflexion, à savoir l'interrogation sur cet espace politique supposé.

D'aucuns parleraient de « centre ». Pour Sylvie Guillaume, « *à la fin de sa vie, Michel Rocard est une figure du centre. A la fin de sa carrière, de sa vie, il s'est plus démarqué au centre* »²⁵⁸⁰. Avant même d'être retiré de la vie politique nationale, ses positions ont évolué, c'est indéniable. Autrefois défenseur d'une ligne économique anticapitaliste, Michel Rocard défend la conciliation entre capitalisme et justice sociale : « *Le marché, oui, c'est l'efficacité. Ses bornes, ses limites doivent tenir à l'organisation de la solidarité entre tous les habitants, entre les régions, entre les âges, entre les générations, entre le passé et le futur. Une société solidaire dans une économie de marché, je crois que c'est le meilleur résumé du projet qu'ensemble nous bâtissons. Une économie de marché parce que l'économie administrée a partout fait faillite, parce que la compétition, c'est la vie, et qu'il n'y a pas de progrès collectif sans initiative et sans entrepreneurs. Une société solidaire parce que le marché sans règles, c'est la jungle, que la compétition sans bornes, c'est l'exclusion, et parce que le progrès sans valeur se retourne contre l'homme qui l'a suscité* »²⁵⁸¹.

Mais la question de sa position politique est délicate. Michel Rocard est-il centriste ? Le mot « centre » doit être employé avec une infime précaution. Il faut être prudent et attentif à la délimitation, au sens qu'on veut donner à la notion de « centre ». Jean-Pierre Rioux, qui a travaillé et minutieusement réfléchi sur ce que sont le centre et les centristes, les appelle même les « centraux ». Or, ne peut-on pas établir une différence entre un centriste et un central ? Dans son dernier ouvrage, Jean-Pierre Rioux propose une description fournie de ce que serait l'identité de ces « centraux » : « *Pas de règles de droit sans consentement de tous, pas de consentement populaire sans cadre légal. Pas d'engagement partisan sans respect de chaque personne. Pas de majorité vainqueur qui ne respecte ni n'entende les minorités et l'opposition. Pas d'unité nationale active*

2580 Entretien avec Sylvie Guillaume, 26 mars 2021

2581 Discours à la Convention nationale du PS de Cachan, 6 avril 1991, dans FULLA Mathieu, « Michel Rocard et l'économie: itinéraire d'un social-démocrate français, *L'économie politique*, 2017, Vol.73 (1), p.21-36, <https://www-cairn-info.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/revue-l-economie-politique-2017-1-page-21.htm>

sans localisme régulé et rayonnement universaliste. Ces commandements ont été leur crédo sincère, parfois récité de travers mais qui est resté à la source de leur respect du bien commun et de l'intérêt général [...] Le respect du principe de subsidiarité et le souci de faire cheminer ensemble la règle et le consentement sont donc les deux clés de voûte de leur politique. Chez eux la construction philosophique et morale qui sous-tend celle-ci vient de loin : de l'Évangile et de la doctrine sociale de l'Église d'abord, mais aussi de l'Éthique à Nicomaque d'Aristote pleine de cette "juste mesure" et de cette "sagacité exécutive" qui font aller de pair le progrès et la morale, la raison et la justice ; des humanistes de la Renaissance [...] Les "centraux", finalement, affirment à la fois la solidarité et la réconciliation comme moteurs du politique et ferments de la démocratie, pour tenter de vivre et progresser ensemble [...] la solidarité [...] que à la Belle Époque, des républicains tenaient pour la meilleure voie entre le libéralisme individualiste et l'étatisme collectiviste [...] Ensuite, la réconciliation des Français avec eux-mêmes [...] Elle est restée chez les centraux la vieille et sacramentelle confiance chrétienne dans le pardon des offenses qui garantit la paix pour tous et chacun, le viatique contre l'apartheid économique, social et culturel, contre la domination et le rapport de forces maléfiques, l'exigence de compréhension "en vérité" qui permet de rester à l'unisson dans un monde toujours changeant et si rebelle à la raison. Rester solidaires et, un jour, se réconcilier »²⁵⁸².

Humanisme de la Renaissance, christianisme libéral et social... dans ce portrait, extrêmement intéressant, on peut presque distinguer les contours du Centre des démocrates-sociaux (CDS), soit de la démocratie-chrétienne, qui fait partie de ces forces centrales mais qui peut sembler limitée pour incarner à elle-même un bloc central. La démocratie-chrétienne est une constituante du centre-droit et a presque toujours fait partie, en tout cas sous la Ve République, du bloc de droite, bon gré mal gré, avec plusieurs tentatives d'émancipation, certes, mais jamais couronnées d'un succès durable. Ça laisse donc peu de place à l'idée que Michel Rocard se serait rapproché de l'espace « central » où il retrouve notamment Alain Juppé, permettant ces convergences décrites précédemment. Sur ce point, un débat peut être ouvert. Jean-Pierre Rioux présente ces « centraux » comme un troisième bloc, une troisième force, avec une doctrine et une philosophie très nettes et identifiables, ce qui le rendrait à équidistance et parfaitement distinguable des blocs de droite et de gauche. Jean-Pierre Rioux réunit donc sous la même bannière des individus aux parcours différents, venant de courants politiques différents, parfois même divergents : démocratie-chrétienne, radicalisme, modérés (ou orléanisme).

Un schéma quelque peu singulier par rapport à la pratique politique de la Ve République. Les centraux invoqués par Jean-Pierre Rioux à partir de 1958 sont clairement intégrés et/ou associés

2582 RIoux Jean-Pierre, *Gouverner au centre. La politique que nous n'aimons pas*, Stock, 2020, p.237-240

(au moins à un moment de leur carrière) au bloc de droite (à l'exception d'Emmanuel Macron). Force d'appoint ou composante, certes en vertu des règles politiques du régime, mais force d'appoint ou composante tout de même²⁵⁸³. Jusqu'à 2017 et l'avènement fulgurant de LREM, il n'y a jamais eu de tiers parti entre le grand bloc de droite et le grand bloc de gauche, qui fut suffisamment structuré pour demeurer une troisième offre constante et libre, malgré quelques tentatives comme l'UDC que nous avons étudiée, ou le MoDem de François Bayrou (on peut ajouter l'exception de 2007 où, candidat à la présidentielle, François Bayrou obtient près de 18 % des voix). Mais le succès ne dure, ses candidats aux législatives font en moyenne 7,5 % des voix et seulement trois sont élus. Le jeu politique, telle une force gravitationnelle inarrêtable renvoie toujours ces embryons de troisième voie centrale dans l'orbite de la droite. Après tout, l'UDC fut temporaire et François Bayrou, qui était partant pour une alliance avec Ségolène Royal en 2007, qui a contribué à la victoire du candidat socialiste François Hollande en 2012, a fini lui aussi par revenir au bercail de la droite. C'est grâce à l'appui de l'UMP qu'il put conquérir la mairie de Pau en 2014²⁵⁸⁴, tandis que son parti s'est allié avec la droite lors des élections territoriales du mandat de François Hollande (municipales de 2014, départementales et régionales de 2015) avant de se ranger presque unanimement derrière Alain Juppé pour les primaires de la droite de novembre 2016²⁵⁸⁵.

A partir de ces observations, afin d'être le plus clair dans le positionnement de Michel Rocard, on peut trouver une possible distinction très nette entre centristes et centraux. Les centristes ont la vocation d'être centraux mais ils n'en ont pas le monopole. Si Jean-Pierre Rioux défend l'existence d'un centre comme force politique cohérente, idéologique et uniforme, le centre peut être davantage perçu comme un positionnement stratégique, et même géographique (on se place au centre de l'échiquier politique) mais uniquement avec des considérations tactiques. Par conséquent, sans conceptions philosophiques. Il existe idéologiquement et philosophiquement un centre-droit et un centre-gauche, mais qu'en est-il d'un centre absolu, un « extrême-centre » ? Le mot, initialement péjoratif, théorisé par Pierre Serna²⁵⁸⁶, est réapparu lors de la campagne présidentielle de 2022 sans que l'on sache trop quoi mettre derrière²⁵⁸⁷.

On peut bien évidemment objecter qu'il y a des convergences très nettes entre le centre-droit et le centre-gauche, ce qui est vrai. Mais les deux avatars du centre se distinguent aussi par des divergences qui ne sauraient être gommées pour défendre l'idée qu'il y aurait LE centre, une île

2583 GUILLAUME Sylvie (dir.), *Le centrisme en France aux XIXe et XXe siècles : un échec*, MSHA, 2005, 182 p.

2584 « Pau : Bayrou abat un atout maître avec le ralliement de l'UMP », *Le Point*, 17 janvier 2014.

2585 GALIERO Emmanuel, GERMAIN Emmanuelle, « Juppé candidat : Bayrou approuve, l'UMP ne s'emballe pas », *Le Figaro*, 20 août 2014

2586 SERNA Pierre, *La République des girouettes. 1789-1815 et au-delà. Une anomalie politique française, la France de l'extrême-centre*, Éditions Champ Vallon, 2005, 570 p.

2587 « Emmanuel Macron sur France Culture pour défendre son projet d'extrême-centre », *L'Union*, 18 avril 2022

centre, comme bloc et offre politique. Le centrisme n'est pas une idéologie codifiée. De la même manière que parler de LA droite ou de LA gauche comme conceptions monolithiques, c'est-à-dire où la droite et la gauche n'auraient qu'une seule nuance, parler du centre peut être perçu comme réducteur. Il y a des droites, des gauches et il y a des centristes. Des centristes de droite, des centristes de gauche, donc des représentants du centre-droit et du centre-gauche (d'ailleurs eux-mêmes divisés en plusieurs courants et tendances), intégrés respectivement aux blocs de droite et de gauche. Il y a donc le centre-droit et le centre-gauche comme positionnement idéologique et le centre comme positionnement géographique stratégique. Suivant cette approche, Michel Rocard ne serait pas un centriste, membre d'un bloc central idéologiquement spécifique, mais le représentant d'une certaine gauche que d'aucuns pourraient qualifier de centre-gauche.

Cette conception de la centralité, des centraux, est par conséquent différente. Elle pourrait s'apparenter au « cercle de la raison » d'Alain Minc. La centralité découle de cette prise de conscience qu'une certaine droite a plus de convergence avec une certaine gauche, et vice-versa, qu'avec l'aile la plus extrême de son bloc. Dans cette situation où la logique du bloc contre bloc s'effrite, où le parti ne fait plus tout, ces deux ailes modérées décident de se parler. Il ne s'agit pas de se noyer dans un *melting-pot* commun qui déracine mais d'adopter une logique de coalition. C'est pour cela que l'on peut affirmer que sur cette approche, la démarche d'Emmanuel Macron et de son mouvement La République en Marche (LREM) tranche avec l'attitude de Michel Rocard car LREM est parfois présentée comme un nouveau rassemblement de personnes issues de cheminements variés, qui ne partagent pas les mêmes cultures politiques, ni un socle commun clairement identifiable malgré la tentative de certains macronistes de définir le « progressisme » qui serait la colonne vertébrale de la structure²⁵⁸⁸. Une difficulté à trouver une ligne commune parfois dénoncée en interne du mouvement²⁵⁸⁹. De son côté, Michel Rocard n'a jamais voulu réunir en un même parti figures de gauche et figures de droite. L'échange, la discussion, la co-construction étaient envisageables, la fusion ne l'était pas.

Indépendamment des jugements de chacun, LREM demeure un bon exemple pour illustrer la possible différence entre centriste et central. Le mouvement ne semble pas centriste, pour la simple et bonne raison qu'il n'a pas de fondements philosophiques centristes en raison de sa flexibilité doctrinale, de son innovante démarche et de la pluralité de ses membres. En revanche, il est central, et se veut central car il a réussi à s'imposer au centre de l'échiquier politique en absorbant une frange de la gauche et une frange de la droite et qu'il tient à entretenir cette position, c'est-à-dire continuer à fragmenter les anciens grands partis représentant la droite et la gauche autour de l'idée

2588 AMIEL David, EMELIEN Ismaël, *Le progrès ne tombe pas du ciel*, Fayard, 2019, 176 p.

2589 « Pour Pierre Person, ex-numéro 2 de LRM, le parti n'est pas en mesure d'affronter la nouvelle étape du quinquennat », *Le Monde*, 21 septembre 2020

de dépasser les vieux clivages au nom de l'intérêt général. Mais la construction de ce bloc central reste très compliquée principalement en raison de sa difficulté à clairement mettre en avant ce qui rassemble ces transfuges de droite et ces transfuges de gauche et par le fait que ce bloc ne soit pas construit sur une logique de coalition, qui n'est certes pas un mécanisme auquel la France est habituée mais qui est le meilleur moyen pour chacun de conserver sa spécificité et de ne pas se noyer dans un magma novateur. Dans une logique centrale, modérés de droite et modérés de gauche, sans renier leur histoire et leur identité, discutent et se mettent d'accord sur un programme de gouvernement en se focalisant sur des passerelles possibles sur plusieurs sujets. Chacun doit accepter de faire des concessions, sur du dosage, des priorités, des interprétations, mais les convergences de philosophie sont assez proches pour que concession ne devienne pas contorsion : libéralisme économique conservant une fibre sociale, défense de l'Europe, décentralisation, humanisme républicain.

Cette conception pourrait se rapprocher de ce qu'écrivait Maurice Duverger sur le centrisme en 1951, tout en refusant de donner à cette pratique de tisser des passerelles le nom de centrisme, estimant que les centristes sont des parties prenantes des deux blocs, certes les plus prompts à sortir de cette logique de dualité mais sans en être les promoteurs exclusifs : « *Le centrisme français consiste à donner la prédominance à la distinction des extrémistes et des modérés sur celle de la droite et de la gauche. Au lieu de constituer un grand parti ou une grande coalition de gauche, unissant réformistes et révolutionnaires, et un grand parti ou une grande coalition de droite, unissant les ultraconservateurs et les conservateurs modérés, on isole la gauche réformiste de la gauche révolutionnaire et la droite modérée de la droite ultra, puis on rapproche les deux premières dans une alliance de gouvernement, en rejetant les deux autres dans l'opposition. Notre centrisme se définit ainsi par la conjonction des centres, centre droit et centre gauche, comme on disait sous la IIIe République* »²⁵⁹⁰.

Toutes ces considérations philosophiques permettent de relativiser les tentatives les plus audacieuses de dessiner un nouveau clivage politique avec un bloc centriste doté d'une identité forte entre la gauche et la droite et dont Michel Rocard serait un des plus illustres porte-drapeau. Que la ligne de Michel Rocard ait évolué au fil des années semble indiscutable. Mais il ne faut pas y voir la volonté de rompre avec la gauche pour forger une nouvelle donne politique. Le cas Rocard permet d'apporter l'illustration qu'il est possible en politique d'échanger et d'aller vers la volonté de concorde et de convergence sans pour autant renier son cheminement, son histoire. Discuter n'est abjurer, l'entente n'est pas synonyme d'uniformité et coaliser n'est pas dissoudre.

2590 DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, Armand Colin, 1951, 476 p.

B) Un nouveau « big-bang » inachevé

1) Les passerelles modérées

C'est ce que pouvait préfigurer cet échange entre Alain Juppé et Michel Rocard. Les deux hommes n'ont pas proposé de faire entre eux un contrat de gouvernement mais leur approche et leur entente étaient un exemple inspirant. D'ailleurs, Alain Juppé voulait en faire sa démarche présidentielle : « *Au niveau national, il faudra peut-être songer un jour à couper les deux bouts de l'omelette pour que les gens raisonnables gouvernent ensemble et laissent de côté les deux extrêmes, de droite comme de gauche, qui n'ont rien compris au monde.* »²⁵⁹¹ Cela représente un certain écho à la proposition de Michel Rocard en 2007. Mais Alain Juppé est très clair sur ce sujet : lorsqu'ils ont accepté ce grand débat entre eux, il ne s'agissait surtout pas de lancer une grande opération politicienne, « *consistant à créer une espèce de mouvement ou de convergence. C'était simplement un dialogue prouvant que l'on peut se parler de manière apaisée, avoir des points de convergence, sans en tirer des conséquences politiques ou d'organisation politique* »²⁵⁹². Si eux la refusaient, cette idée de dépasser les frontières strictes du clivage droite-gauche a séduit une autre génération.

Manuel Valls ne disait pas autre chose : « *Nous avons déjà une décomposition de la vie politique. Et si demain, et c'est possible, le Front national est au deuxième tour de l'élection présidentielle, celui ou celle, de droite ou de gauche qui sera face à l'extrême-droite, face à Le Pen, sera amené pas forcément à recomposer mais à rassembler. On peut être capables de travailler ensemble, entre élus, responsables politiques qui aiment leur pays et qui sont profondément épris d'une certaine idée de la France et qui oublient des querelles et des divisions qui aujourd'hui agacent, exaspèrent les Français.* »²⁵⁹³. Un dessein qu'il aurait aimé réaliser en tant que président de la République ou en collaboration avec un président de la République qui partage cette conception, à l'image d'Alain Juppé, par exemple²⁵⁹⁴. Une coalition des modérés. Le chantre des deux gauches irréconciliables semble donc préférer gouverner et travailler avec une certaine droite, avec laquelle il partage des approches sur l'économie, le régalien, la République, qu'avec une gauche qu'il combat, invoquant d'ailleurs sa très bonne entente avec des personnalités incarnant cette certaine droite, comme Édouard Philippe ou Nathalie Kosciusko-Morizet²⁵⁹⁵.

2591 « Juppé : Moi je rassemble », *Le Point*, 4 janvier 2015

2592 Entretien avec Alain Juppé, 23 septembre 2022

2593 Manuel Valls dans « NKM la singulière », documentaire de MARQUIS Henry, 2016

2594 Entretien avec Manuel Valls, 10 mars 2020

2595 Nathalie Kosciusko-Morizet qui s'était justement inscrite dans cette philosophie de dépassement : « *Au ni-ni de Macron, j'oppose un « et de droite et de gauche. On n'est jamais 100 % de droite ou 100 % de gauche. La*

Précisément, pour certains, cette volonté de Manuel Valls de chercher des alliances avec une certaine droite en fait le meilleur héritier possible de Michel Rocard : « *Voilà bien ce qui lie les rocardiens, les vrais, entre eux depuis quarante ans: la tentation centriste et l'abandon du 'front unique'. L'alliance avec la droite modérée. La quête de la reconnaissance en politique par la droite. L'aveu du complexe en légitimité d'une partie de la gauche qui pense que la droite demeure le suprême juge de paix de la compétence de la gauche.* »²⁵⁹⁶ Le billet n'est pas neutre, il est de la plume d'un ancien proche d'Arnaud Montebourg et il n'est pas question de revenir sur ce qui a été dit plus haut sur la complexité des diverses interprétations subjectives en matière d'héritage, mais il était intéressant à citer. Les aléas de la vie politique, avec les défaites d'Alain Juppé et de Manuel Valls, ont empêché de voir le dénouement de ces bouteilles jetées à la mer, la réalisation concrète ou l'échec de ces projets de recomposition de la vie politique, mais ils ont le mérite d'avoir été formulés et permettent donc aux historiens, sans se lancer dans de la politique fiction, de s'interroger. Est-ce là l'héritage de Michel Rocard, son ultime testament politique, ses recommandations pour appréhender la France de demain ? Le débat clive. Même Édouard Philippe, autrefois jeune rocardien, ne voit pas de logique à passer de la gauche rocardienne à la droite juppéiste. En dépit des proximités possibles, la mue ne lui paraît pas évidente. Il assume pleinement ses premiers engagements à gauche, sa fascination pour Michel Rocard et la filiation Léon Blum, Pierre Mendès France, Michel Rocard, reliés selon lui par « *l'exigence du niveau du discours public* »²⁵⁹⁷. Son passage à la droite de l'échiquier politique, il ne l'attribue pas à un déplacement de ce qu'il défendait auprès de Michel Rocard du PS à la droite, mais à une évolution personnelle, des rencontres, des réflexions, qui l'ont conduite vers une certaine idée droite²⁵⁹⁸. Pour l'élection présidentielle de 1995, sa préférence va nettement plus vers Jacques Chirac que vers Édouard Balladur. En dépit de cette évolution, Édouard Philippe reste très attaché à la figure de Michel Rocard et s'efforce de marcher dans ses pas lors de son passage à Matignon. Au moment où il récupère le dossier de la Nouvelle-Calédonie pour préparer la consultation de novembre 2018, le Premier ministre prend garde à respecter la méthode Rocard.

Lors d'une réunion, il parvient à un accord sur la question du corps électoral concerné par le référendum dans l'idée de privilégier les Calédoniens les plus liés au territoire. Ainsi, ce sont 11 000 personnes jusqu'ici absentes des listes électorales qui sont inscrites d'office, dont 7

France et la République sont les fruits de cette tension droite-gauche, de ces deux cultures. C'est quelque chose que je vis, moi, dans mon histoire familiale. Et c'est l'histoire de la France que de transcender ces tensions, pas de les effacer, ni de les nier. » AUFRAY Alain, «Nathalie Kosciusko-Morizet : Je suis le produit de la droite et de la gauche », *Libération*, 17 avril 2016

2596 ROGER-PETIT Bruno, « L'héritage encombrant de Rocard : Valls et les deux gauches irréconciliables », *Challenges*, 4 avril 2016

2597 Entretien avec Édouard Philippe, 21 septembre 2022

2598 Ibid

000 Kanaks. Une implication digne de Michel Rocard, saluée par les deux parties. Pour Philippe Gomès, figure des loyalistes de centre-droit, *«L'implication du Premier ministre a été décisive»* tandis que le chef indépendantiste Paul Néaoutyine salue le fait que *«le Premier ministre a adopté une méthode océanienne : prendre tout le temps nécessaire pour trouver un consensus. Il a arbitré les pinaillages d'un certain nombre de délégations.»*²⁵⁹⁹. Les équipes du Premier ministre parlent alors *«d'une certaine méthode, consistant à dire la vérité aux gens et la même chose à tout le monde. Pas de parole cachée»*²⁶⁰⁰. Outre le fait que le mot « méthode » est employé et fait écho à l'idée de la « méthode Rocard » la description de cette méthode évoque à s'y méprendre la notion de « parler vrai », si chère à Michel Rocard. Ainsi, la méthode Philippe ressemble beaucoup à la méthode Rocard.

Aussi, si les passerelles modérées semblent bien réelles, elles sont à nuancer. Elles ne sont pas systématiquement des liens établis préfigurant la création d'une nouvelle entité politique, idéologique ou structurelle. L'échange, les convergences potentielles ne sont pas des bases suffisantes pour garantir le succès de projets de recomposition.

2) L'appréciation des rocardiens sur la scène politique actuelle

Ses anciens fidèles ne sont pas convaincus par l'idée de convergences entre Michel Rocard et une certaine droite. Pour Pierre Brana, si Michel Rocard *«était capable de dépasser les clivages rigidifiés»*, cela ne va pas plus loin : *«Si une idée était émise par la droite, il ne la rejetait pas immédiatement sous prétexte qu'elle venait de la droite. Pour lui, c'était pas un prétexte. Il rejetait si il estimait qu'elle n'était pas compatible avec les valeurs de gauche»*. Il estime aussi que pour Michel Rocard, *«Juppé est quelqu'un de fréquentable, c'est-à-dire quelqu'un avec qui on est pas d'accord mais avec lequel on peut se retrouver sur certains points»*. Mais il n'imagine pas du tout une coalition entre « juppéistes » et « rocardiens »²⁶⁰¹. Pour Robert Chapuis, ces passerelles avec la droite ne sont pas des ponts à double sens : *«c'est une frange de la droite qui a voulu se rapprocher de Michel Rocard, pas l'inverse»*. Et sur cette proximité avec Alain Juppé ? Il estime qu'il n'y a pas de convergences sur le plan des idées, mais sur le fait qu'il faut gouverner avec une majorité suffisante. Tout comme du temps de l'ouverture, l'idée n'était pas de se rallier à la droite mais que ceux qui étaient alors au centre-droit puissent appuyer des orientations de gauche²⁶⁰².

2599 ALBERTINI Dominique, « Nouvelle-Calédonie : Édouard Philippe dans les pas de Michel Rocard », *Libération*, 30 novembre 2017

2600 Ibid

2601 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

2602 Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021

Pour Gérard Lindeperg « *ce centre n'a jamais existé ! De l'ouverture n'est pas sortie une force politique [...] Je pense qu'il y avait possibilité de travailler avec des gens comme Jacques Barrot, Duhamel... mais dans la tradition française il faut des mises en scène avec une gauche dure, une droite dure* »²⁶⁰³. Mais il est beaucoup plus ouvert que ses camarades sur l'idée de convergences entre Michel Rocard et une certaine droite. Mais sans ambiguïtés idéologiques, que ce soit du temps de l'ouverture ou des échanges entre Alain Juppé et Michel Rocard : « *On était plus à gauche que les mitterrandistes historiques. On avait pas besoin d'en rajouter dans le discours extrémiste pour prouver qu'on était bien de gauche [...] C'est quand on est assez assuré de ses convictions et de l'honnêteté avec laquelle on les conduit qu'on peut faire des concessions* »²⁶⁰⁴.

Des concessions qui permettent d'envisager des rapprochements, des convergences, dans la recherche de l'intérêt supérieur : « *Il est arrivé à Rocard ce qui m'arrive à moi : je pense davantage à l'intérêt de la France qu'à l'intérêt de mon parti. Et quand on pense à l'intérêt de son pays avant toute chose on est amené à rechercher des compromis et voir ce qui peut sortir le pays. Cela peut nous amener non pas au consensus, qui est l'absence de divergences, mais de surmonter les divergences pour trouver un compromis dans l'intérêt du pays. Ce qui peut emmener des gens intelligents et de bonne foi, et qui ont l'intérêt de leur pays chevillé au corps, de faire un bout de chemin ensemble pour mener les réformes qu'il faudrait mettre en place pour que le pays parte sur des bases nouvelles [...] Je pense qu'il y a la possibilité, dans la France d'aujourd'hui, d'avoir un arc républicain qui irait du PS jusqu'aux républicains sociaux, aux juppéistes, qui engloberait le macronisme d'aujourd'hui. Un arc où il serait possible non pas d'effacer les limites de la gauche et de la droite mais d'arriver à trouver des compromis sur des grands sujets [...] On peut trouver des terrains d'entente pour l'intérêt de la France. C'est ce dont la France a besoin avec la montée des populismes, avec d'un côté le FN, de l'autre, l'extrémisme mélenchonien. On a pas le droit de jouer avec ça. C'est une raison de plus pour ce que j'ai appelé l'arc républicain puisse fonctionner pour résister à toutes les menaces qui nous assaillent en ce moment, dont le populisme et l'atteinte à la démocratie* »²⁶⁰⁵. Pour Jean-Pierre Sueur, « *Michel Rocard était tout sauf un sectaire* » et était donc capable de travailler avec des personnalités venant d'un bord politique différent, comme Alain Juppé, mais il ne voulait pas la confusion, soit mêler des identités différentes dans un grand tout qui gomme les spécificités²⁶⁰⁶. Une idée partagée par Jean-Paul Huchon, qui estime que Michel Rocard n'était pas sectaire, comme l'attestait ses bonnes relations avec les cadres du centre-droit et des

2603 Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021

2604 Ibid

2605 Ibid

2606 Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023

figures comme Jacques Chaban-Delmas, et qu'il avait à cœur de rassembler pour l'intérêt général, tout en restant fidèle à son identité politique²⁶⁰⁷.

On se retrouve à nouveau avec une multitude d'opinion et d'interprétation qui rend compliquée l'élaboration d'une conclusion affirmée. Mais pour Sylvie Guillaume, « *il faut se méfier des fidèles, ancrés dans leurs certitudes* »²⁶⁰⁸. Il est vrai que l'on peut comprendre que pour des soldats de la première heure, il n'est pas aisé, ni naturel, de suivre l'évolution de l'ancien chef, encore plus quand elle va dans un tel sens. Les rocardiens que nous avons suivis ont été impliqués politiquement dans une époque où le jeu politique était entièrement structuré autour du combat permanent entre la droite et la gauche.

3) Le grand flou des clivages

On ne peut même pas nuancer et parler des droites et des gauches, car la pluralité était noyée dans la logique des blocs. On a pu le constater avec l'histoire de la deuxième gauche. Malgré toutes ses tentatives d'affirmation, les stratégies pour faire valoir sa singularité et ses idées, elle a toujours fini par jouer collectif et s'effacer au profit de l'intérêt du PS, et de façon plus générale, de LA gauche dans son combat contre LA droite. On peut par conséquent aisément comprendre la difficulté pour ces soldats rocardiens de modifier leur logiciel de perception de l'échiquier politique comme l'a fait Michel Rocard (hormis Gérard Lindeperg) et de défendre l'idée qu'il vaut mieux une certaine droite qu'une certaine gauche. Car cela remet en question tout sur quoi s'est fondée leur vie politique, de militants et d'élus. Pierre Brana l'illustre quand il juge que l'obsession de Michel Rocard d'analyser la vie politique et de chercher des solutions l'amenait à être en contradiction avec ses valeurs profondes²⁶⁰⁹. Certains rocardiens, qui ont continué à faire de la politique active dans les années 2000 et 2010, ont intégré, comme leur ancien chef, cette lecture des rapports de force qui plaide de transcender les logiques de blocs primaires pour privilégier ce qu'on peut appeler une logique de valeurs communes. On a parlé de Manuel Valls et de ses projets pour l'après-présidentielle de 2017.

Mais l'actualité très récente a apporté de nouveaux exemples : lors du second tour des élections régionales de juin 2021 dans la région Île-de-France, la présidente sortante Valérie Pécresse affronte plusieurs challengers dont le plus dangereux pour sa réélection est l'écologiste Julien Bayou qui a rassemblé derrière lui toutes les forces de gauche du premier tour, à savoir Audrey Pulvar (PS) adjointe à la maire de Paris, et la candidate d'extrême-gauche proche de Jean-

2607 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

2608 Entretien avec Sylvie Guillaume, 26 mars 2021

2609 Entretien avec Pierre Brana et Joëlle Dusseau, 15 mars 2021

Luc Mélenchon, Clémentine Autain. Le 24 juin, Manuel Valls et Jean-Paul Huchon, ancien patron de la région, appellent à voter pour Valérie Pécresse, invoquant leur refus d'une gauche qui selon eux, piétine les valeurs de la République. Jean-Paul Huchon dit rejeter le « wokisme » des écologistes : « *J'ai longtemps travaillé avec les Verts, mais ce n'était pas les mêmes, compare-t-il. A l'époque, ils s'intéressaient aux problèmes de la région. Aujourd'hui, ils déboulonnent la statue de Johnny à cause d'une moto, ils dénoncent la "blanchité alimentaire". On n'a rien à faire avec ces connards.* »²⁶¹⁰ Manuel Valls reprend ses griefs énoncés au moment de la théorisation des « deux gauches irréconciliables » et dénonce « *les ambiguïtés, les compromissions de membres des listes de La France insoumise en Île-de-France avec l'islamisme, par rapport à la lutte contre l'antisémitisme, au soutien aux policiers, sur la laïcité* »²⁶¹¹.

En dépit de tous ces points de convergences, il faut poser des limites et des nuances. Nous soulevons la question de savoir si Alain Juppé pouvait être considéré comme l'héritier de Michel Rocard. Il apparaît très clairement que ce n'est pas le cas. Pour un ensemble de raisons. La première tient à ce que Michel Rocard disait à propos de Manuel Valls et Emmanuel Macron, et de ce qu'il évoquait avec Alain Juppé : l'importance des racines, de l'histoire. Or Alain Juppé, qui a été, tout comme Michel Rocard, un homme de parti, n'a pas la moindre once d'enracinement et d'histoire dans la gauche et le PS. Ses racines sont dans la famille gaulliste, le clan chiraquien, la droite, pas dans la gauche rocardienne. Et puis, il y a les idées, les valeurs. Alain Juppé exprime tout son attachement au gaullisme et à ce qu'il représente pour lui à savoir « *la jonction entre un patriotisme exigeant et un humanisme généreux* »²⁶¹². Et la gauche de Michel Rocard est pour lui « *une social-démocratie inspirée du modèle suédois alliant la recherche de la compétitivité économique, un haut niveau de protection sociale, l'élimination des fortes inégalités et le crédo de la négociation collective* »²⁶¹³.

Ce n'est pas parce qu'il y a des convergences très nettes et la volonté d'agir en commun que cela suffit à établir une filiation. Ce sont précisément les particularités de chacun, de cette deuxième gauche et de cette droite modérée, qui rendent possibles l'existence de ce bloc central que nous avons essayé de décrire, ce bloc nébuleux et désarticulé, mais de plus en plus pesant sur la vie politique. Alain Juppé est un homme de droite modérée, humaniste, libérale, européenne, universaliste aussi, avec son concept d'identité heureuse, mais de droite tout de même²⁶¹⁴. Un homme de droite modérée n'est pas un homme de demie droite, ou de presque gauche.

2610 SEGAUNES Nathalie, « Valls et Huchon : les ressorts de leur vote pour Pécresse », *L'Opinion*, 2 juillet 2021

2611 « Régionales : Valls et Huchon appellent à voter Pécresse, tollé à gauche », *L'Express*, 24 juin 2021

2612 JUPPE Alain, « Par-delà les partis », dans FOURNIER Jules (dir.), *Michel Rocard par...*, op.cit, p.60

2613 Ibid, p.61

2614 Entretien avec Sylvie Guillaume, 26 mars 2021

Tout comme Michel Rocard n'est pas un homme de droite, même de centre-droit, mais bien un homme de gauche, d'une certaine gauche, de la deuxième gauche. La deuxième gauche n'est pas une presque droite. La droite modérée n'a pas besoin d'être une presque gauche et la deuxième gauche n'a pas besoin d'être une presque droite pour que les deux aient des points de convergence. Affirmer le contraire relève d'une absence en la matière de subtilité et d'une lecture simpliste et bâclée dans le décryptage de l'échiquier politique. C'est ce que fait souvent l'intelligentsia ou les militants de la droite radicale, qui sont eux-mêmes proches de l'extrême-droite ou qui rêvent de la chimérique, car jamais aboutie, « union des droites », comme Eric Zemmour pour ne citer que lui, qui affirment que la droite modérée est une gauche déguisée, une droite qui n'est plus de droite car elle se serait soumise aux dogmes de la gauche et de la bien-pensance, au système « bobo ». En face, c'est ce que fait la gauche radicale, ou les nostalgiques du « Programme commun », qui pensent que la deuxième gauche est une droite maquillée, car elle défend l'ordre, une conception très stricte de la laïcité et une certaine rigueur économique. C'était le discours de certains mitterrandistes, avec le surnom de « Rocard d'Estaing », afin de faire passer les rocardiens pour des faux hommes de gauche.

Et encore aujourd'hui, on retrouve des pensées similaires. Lorsque Jean-Paul Huchon et Manuel Valls ont appelé à voter pour Valérie Pécresse en juin 2021, *Libération* a publié un article titré « Droites réconciliables : Valls et Huchon votent Pécresse »²⁶¹⁵ insinuant donc qu'ils ne sont plus des hommes de gauche, mais des hommes de droite. Comme si le simple fait de ne pas soutenir une certaine gauche entraînerait automatiquement le passage dans l'autre bord. La réalité est évidemment plus compliquée. Nier les vases communicants pour résumer ces points de convergences, cet espace central, à un simple « tous pareils, tous le même bord » est une analyse court-termiste qui tient plus d'un raisonnement purement militant que d'une logique scientifique. Jean-Paul Huchon estime ne pas avoir changé de ligne politique, ni de bord. Voter Valérie Pécresse ne fut pas selon lui un acte de ralliement à la droite, mais un choix pour l'intérêt de la région²⁶¹⁶.

Les passerelles entre une certaine gauche et une droite modérée sont certaines. Et selon Sylvie Guillaume, elles sont encore plus visibles au fur et à mesure que l'on avance dans l'actualité. De la même manière, elle estime que l'évolution de Michel Rocard est tout aussi nette, d'un discours anticapitaliste qui glisse vers le social-libéralisme : « *Michel Rocard a évolué à partir de 1995. Il est devenu beaucoup plus centriste. Avec Alain Juppé, ils se sont retrouvés, d'autant plus que sur le plan économique, Juppé prônait le libéralisme à la française, avec quand même l'intervention de l'État et Rocard approuvait. Ce n'était pas des dogmatiques ! [...] Michel Rocard*

2615 « Droites réconciliables : Valls et Huchon votent Pécresse », *Libération*, 24 juin 2021

2616 Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023

ne se cachait pas d'être proches des centristes »²⁶¹⁷. Une évolution qu'avait suivie Alain Juppé. Aussi, il n'était pas étonné de se découvrir des convergences avec un homme passé d'une gauche radicale vers « *une sorte de social-démocratie pas très éloignée de ce que pouvait être le gaullisme social* »²⁶¹⁸. Mais les nuances sont aussi réelles. Les convergences ne suffisent pas à faire de cet espace central un espace politique avec une identité claire. Pour l'instant, il demeure une zone informelle d'échanges, de discussions, et pas un bloc selon le schéma de Jean-Pierre Rioux, soit une troisième voie, ou une troisième force. D'ailleurs Alain Juppé insiste bien que lui et Michel Rocard n'étaient pas disposés à gouverner ensemble car ils considéraient que « *l'alternance entre la gauche et la droite était un élément fondateur de la démocratie et que nous avons des histoires, qui, malgré nos convergences, faisaient que nous n'appartenions pas à la même famille politique* ». Avec des références différentes : « *Michel, c'était sans cesse Jaurès et une vision sur Marx qui n'était pas tout à fait la mienne. Moi mes références idéologiques, c'était Montesquieu*²⁶¹⁹, *c'était Tocqueville, c'était Raymond Aron, c'était de Gaulle* »²⁶²⁰. Selon Jean-François Merle, si les clivages existent, ils ne doivent pas empêcher d'entretenir une culture du compromis, fondamentale dans la culture de Michel Rocard²⁶²¹.

Et si Alain Juppé assume les convergences entre la social-démocratie de Michel Rocard et son « *libéralisme social* »²⁶²², tout particulièrement sur la question européenne, il estime que le livre commun issu de leurs débats lui a permis de sceller plus qu'une convergence, mais une profonde amitié²⁶²³. C'est aussi ce que dit Édouard Philippe, qui n'irait pas jusqu'à parler de « *complicité intellectuelle* » entre les deux hommes. Toutes les spéculations de la presse sur l'héritage rocardien incarné par Alain Juppé, il les balaie²⁶²⁴. Car il n'y a pas les mêmes racines. Pour lui, il y a avant tout entre les deux hommes un profond respect, une mesure et une méfiance partagée face aux « *populismes simplistes* ».

Il serait donc exagéré de parler du courant rocardien comme acteur des recompositions politiques. La première raison est que les fidèles de Michel Rocard ont peu participé aux événements qui nous ont permis de soulever la question. C'est Michel Rocard avant tout qui est au centre des démarches. Si des conseillers de Michel Rocard, comme Guy Carcassonne, Jean-François Merle et Jean-Paul Huchon étaient au cœur du processus d'ouverture de 1988, nous avons

2617 Entretien avec Sylvie Guillaume, 26 mars 2021

2618 Entretien avec Alain Juppé, 23 septembre 2022

2619 JUPPE Alain, *Montesquieu*, Tempus Perrin, 2015, 320 p.

2620 Entretien avec Alain Juppé, 23 septembre 2022

2621 Entretien avec Jean-François Merle, 4 juin 2021

2622 JUPPE Alain, « Au-delà des partis », dans FOURNIER Jules (dir.), *Michel Rocard par...*, op.cit, p.61

2623 Ibid, p.66

2624 Entretien avec Édouard Philippe, 21 septembre 2022

que cette ouverture dépasse de très loin la « rocardie ». Pour le reste, c'est la personnalité et les prises de position de Michel Rocard qui ont alimenté l'idée qu'il pouvait être autre chose qu'un homme de gauche.

Mais même le terme de recomposition politique nous paraît exagéré. Car Michel Rocard n'a pas fait naître une nouvelle force politique, une nouvelle dichotomie. Michel Rocard n'est pas le parrain d'une fausse gauche, d'une droite déguisée, ou d'un nouveau centre. Il est en revanche le défenseur acharné du dialogue et de la concorde. Michel Rocard a tellement été décrié au sein du Parti socialiste qu'il nous semblait inenvisageable de ne pas étudier ces critiques à son encontre sous un prisme moins passionné que les considérations militantes. La deuxième gauche, dont la meilleure concrétisation politique est le rocardisme, fut accusée pendant des décennies d'être trompeuse car elle ne respecterait pas l'identité profonde du socialisme français. Tel fut le discours général tenu à l'encontre de la gauche rocardienne par une aile de la famille socialiste. Plus encore, Michel Rocard et les rocardiens furent affublés de comparaisons pour diffuser l'idée qu'ils ne seraient pas si différents d'une certaine droite.

Étudier certains fragments de la vie politique de Michel Rocard, des rocardiens, mais aussi, de l'ère Mitterrand, permet de constater que la réalité est bien plus complexe que le clivage manichéen entretenu par certains. Indépendamment de la réputation de Michel Rocard auprès de la France de droite ou de centre-droit, c'est sa capacité à parler avec des représentants de l'autre bord qui rend ces passerelles possibles. Or, cette capacité est un argument un peu trop facile pour prétendre que Michel Rocard n'est pas de gauche, ou que la gauche rocardienne est partiellement de gauche. Ce qui ressort du rocardisme, c'est une faculté à rechercher le compromis, des partenariats, au-delà des clivages sclérosés. Il s'agit certes d'une approche politique qui peut paraître singulière, tout particulièrement pour des profils plus apparatchiks, qui n'est pas toujours facile à comprendre et à suivre, mais qui ne saurait être caricaturée. Elle est un exemple supplémentaire de la complexité d'appréhender l'échiquier politique français, avec un affrontement d'interprétations de ce que devraient être les rapports de force et les clivages.

En matière d'héritage, il est impossible de désigner un héritier incarné. Les paramètres sont trop nombreux, le mentor, trop complexe, les temps, trop différents. Même dans le contexte immédiat après que Michel Rocard ait quitté la vie politique nationale, la donne était trop nouvelle pour qu'un rocardien, même de la première heure, puisse maintenir le courant dans le même état que lorsque Michel Rocard en assurait le leadership. En réalité, les rocardiens se sont très vite détournés de l'idée de faire du Michel Rocard pur. L'idée était plutôt d'entretenir une ligne politique

qui se situerait dans la continuité de celle forgée par Michel Rocard. Pareillement, aucun des chefs politiques de substitution n'a prétendu, ou voulu, être l'héritier de Michel Rocard. De Lionel Jospin à Dominique Strauss-Kahn en passant par Bertrand Delanoë, il était bien plus question d'un corpus doctrinal que de l'entretien de la mémoire d'un ténor politique du passé. Manuel Valls, Benoît Hamon et Emmanuel Macron ont donné une dimension plus personnelle à l'idée d'héritage du rocardisme. Mais cette dimension est sans doute à rattacher à la disparition récente de Michel Rocard. Ainsi, il devenait davantage un symbole, une image dont brandir la figure était peut-être plus politiquement profitable que de revendiquer une ligne intellectuelle.

En revanche, on peut considérer que l'héritage politique de Michel Rocard se trouve dans cette nouvelle manière d'aborder les convergences. L'idée de passerelles est adéquate, car imagée de façon limpide pour décrire la réalité des choses. Il faut voir des ponts entre deux bords, des passerelles au-dessus d'un vide, qui relient et permettent l'échange, le débat, la concertation. Elles ne créent pas un nouveau lopin de terre mais elles en relient deux, permettant de mettre l'accent sur ce qui rapproche, plus fort que ce qui sépare. L'héritage de Michel Rocard, qu'il a forgé dans sa propre évolution, est peut-être donc une nouvelle mentalité, une nouvelle appréhension des clivages. Les gauches et les droites existent toujours et demeurent. Mais elles ne sont plus systématiquement le centre de gravité de la vie politique. Tout en étant toujours un constituant du débat et du tableau d'identification des courants politiques, le clivage droites-gauches s'efface au profit de nouveaux. Dépasser le clivage entre la droite et la gauche au profit de clivages centrés sur des points idéologiques n'est pas un fait nouveau. Mais la démarche n'a jamais paru aussi forte depuis quelques années. De nos jours, la question de la supériorité, voire même de la suprématie de la distinction entre gauche et droite fait de plus en plus débat. Si l'opinion publique est convaincue depuis des années de l'obsolescence de cette distinction, l'organisation de notre vie politique reflète de plus en plus le brouillage des frontières politiques traditionnelles, brouillage entretenu par des figures et des partis de premier plan.

Aussi, s'il n'en a pas le monopole, Michel Rocard se situe aisément dans le camp de ceux qui ont fait bouger les frontières dans l'espoir de faire bouger la France, sans calcul retors. Rocard le singulier, Rocard l'insaisissable a toujours eu la réputation, savamment entretenue par ses proches, d'être un visionnaire et un pionnier. A bien des égards, indépendamment de toute appréciation, l'actualité ne peut que leur donner raison.

Conclusion

Comment Michel Rocard et ses fidèles rocardiens ont bâti un courant politique original au sein de partis de gauche et quelles recompositions en sont issues ? Ce travail de recherche entendait innover en proposant une nouvelle approche du rocardisme, par une étude centrée sur un objet d'étude original. Michel Rocard n'est plus le centre de gravité, l'attention est focalisée avant tout sur son entourage le plus politique. En effet, nous sommes partis du constat que les études et la connaissance actuelle sont trop centrées sur la figure de proue au détriment, si l'on veut filer la métaphore maritime, de l'équipage, alors que ce dernier est indispensable pour faire avancer le navire.

Le courant rocardien : une originalité solide, mais pas éternelle

Le pluriel employé pour les partis de gauche a rapidement pris tout son sens car le courant rocardien n'est pas associé à un seul parti politique. Bien que le Parti socialiste ait été le cadre de l'épanouissement et du développement du courant rocardien, les racines de ce dernier proviennent du PSU. Cela fut une dimension fondamentale de ce travail, à savoir étudier comment le rocardisme a trouvé son premier sens au sein du PSU. Bien qu'au sein de ce parti la notion de rocardisme ne soit jamais apparue, il n'en demeure pas moins que le PSU représente le socle du rocardisme originel. La première raison étudiée avant tout dans la première partie fut qu'une frange des rocardiens de la première heure sont passés par le PSU. C'est dans ce parti que se sont regroupés des individus militants, reliés par une certaine culture commune et unis par des combats communs, comme l'opposition au colonialisme et la promotion de l'autogestion comme alternative au capitalisme.

Dans un premier temps, si Michel Rocard ne fut qu'un individu parmi d'autres, c'est bien au sein du PSU qu'il s'est affirmé comme un *leader* politique capable de fédérer autour de sa personne charismatique et d'une ligne politique dont il s'est affirmée comme le porte-étendard. Le colloque de Grenoble de 1966 acte à la fois une rupture et un commencement. Rupture dans le parcours de Michel Rocard, qui sort définitivement de l'ombre pour s'affirmer comme un talent politique de sa génération. Commencement, car cette affirmation de Michel Rocard acte le début d'une agglomération autour de lui. Les liens d'estime, d'amitiés, de compagnonnages qui le liaient à d'autres militants prennent une nouvelle dimension et deviennent des liens de fidélités, fidélité envers un *leader* reconnu comme tel. D'autre part, la dimension embryonnaire du PSU pour le

courant rocardien se confirme lors des assises du socialisme de 1974 puisque Michel Rocard intègre le PS suivi par une forte minorité des effectifs militants du PSU. C'est évidemment une première rupture dans l'histoire du courant rocardien, et l'une des plus importantes, puisque le cadre environnemental des rocardiens change. Au cours de ce travail, indépendamment des lieutenants de Michel Rocard qui avaient occupé des fonctions au PSU, nous avons abordé, de manière plus ou moins approfondie, le cas de rocardiens qui étaient des militants du PSU passés au PS dans le sillage de Michel Rocard. Si les noms de Robert Chapuis, Pierre Brana, Gérard Lindeperg, Jean-Pierre Sueur, Jean-Paul Huchon ou Pierre Zémor sont des noms récurrents dans ce travail, il nous est arrivé à maintes reprises de présenter un rocardien, qui ne fait qu'une brève apparition, en rappelant qu'il est issu du PSU et qu'il fit le choix de suivre Michel Rocard au sein du PS.

La dimension communautaire du rocardisme, dans le sens de la structuration d'un courant rapprochant des personnes reliées par des convergences, s'est accentuée dans le contexte tendu qui règne dans le Parti socialiste. Le phénomène qui avait commencé au PSU, avec l'agglomération de personnes autour de Michel Rocard, s'intensifie ainsi au sein du PS. Initialement, le processus de transfert de membres du PSU vers le PS n'était pas censé entraîner la naissance d'un courant rocardien au sein du Parti socialiste. La volonté de Michel Rocard, contraire à celle de certains de ses plus fidèles comme Robert Chapuis, était de ne pas s'organiser contre la direction de François Mitterrand et donc, de se fondre dans la masse du PS. Pourtant, l'hostilité déployée à son encontre a rendu possible la constitution d'une tendance autour de Michel Rocard à partir du moment où ce dernier dépose sa propre motion lors du congrès de Metz de 1979. La dimension idéologique du rocardisme dans le PS s'est affirmée avant cette date, avec le point de départ que fut le discours sur les deux cultures prononcé par Michel Rocard lors du congrès de Nantes de 1977. Ce moment d'éloquence est une seconde rupture pour le courant rocardien, car il représente le moment d'affirmation idéologique de la mouvance. Il est également le point de départ d'une série d'ambivalences du courant rocardien envers le PS et François Mitterrand. Une affirmation qui ne conduira jamais à la rupture. Et c'est cette hésitation qui rend le courant rocardien intéressant et qui justifie une étude minutieuse des coulisses dudit courant pour comprendre les raisonnements qui ont conduit à un tel cheminement.

Le changement de parti entraîne également un changement dans le statut des rocardiens. Au sein du PSU, les proches de Michel Rocard sont davantage des militants, membres d'un petit parti qui peine à s'imposer lors des élections. L'entrée au sein du Parti socialiste change la donne. En intégrant un puissant parti politique, les rocardiens sont en position de devenir éligibles, dans le sens où ils reçoivent l'investiture d'un parti capable de faire élire ses candidats. Aussi, les rocardiens, essentiellement les lieutenants de Michel Rocard connaissent à partir de la seconde

moitié des années 1970 leurs premières victoires électorales et leurs premiers mandats. Dès lors, les rocardiens changent de statut, passant de militants engagés dans les territoires, à notables locaux, constituant des fiefs, à l'image de Robert Chapuis en Ardèche ou Pierre Brana en Gironde. Députés ou maires de villes de taille plus ou moins grande, les rocardiens s'affirment ainsi comme des élus de proximité, réélus au fil des élections. L'efficacité de cet ancrage a pu être constaté au moment des congrès socialistes lors desquels Michel Rocard a déposé une motion. Il obtient ses plus hauts résultats dans des départements où les rocardiens sont en position de force, comme le Finistère ou la Savoie, confirmant l'efficacité de l'ancrage rocardien et l'importance des élus dans les stratégies d'affirmation politique, faisant de ces élus en question de véritables relais et pôles d'influence aux quatre coins de la France.

Dès lors, l'histoire du courant rocardien se fait au sein du Parti socialiste, dans le jeu interne des courants et tendances, bien que certains rocardiens aient voulu que leur organisation politique ne soit pas alignée sur un parti politique. C'est particulièrement le cas des rocardiens « clubistes » à partir du moment où sont fondés les clubs Convaincre. Cette dimension prend une réalité plus affirmée à partir de 1994 et de l'effacement de Michel Rocard, qui représente l'ultime et plus importante rupture dans l'histoire du courant. C'est un aspect particulièrement crucial pour la compréhension de ce que fut le courant rocardien. Le rocardisme n'est pas seulement associé au monde des partis politiques, il a un très fort ancrage dans la galaxie des clubs, des *think-tank*, de la société civile. La « rivalité » entre les rocardiens du PS et les rocardiens des clubs, particulièrement visible durant un bref moment de l'après-Rocard, témoigne de la place importante de cette galaxie parallèle aux partis politiques dans l'histoire de la « rocardie ».

Mais ce travail assume d'avoir privilégié l'approche partisane, sans avoir pour autant délaissé l'univers des clubs, constatant que les grands mouvements qui font évoluer la scène politique française proviennent essentiellement du jeu des partis politiques. Les structures parallèles que sont les clubs et *think-tank* ne sont pas à négliger, mais leur rôle apparaît secondaire et leur poids politique semble s'amenuiser tout au long des décennies 1980 et 1990. En tout cas, pour le courant rocardien, cela semble être effectif. Les clubs Convaincre ont été fondés pour permettre une expression rocardienne émancipée d'un PS trop verrouillé par les mitterrandistes. Si cela fut un instrument majeur de la stratégie de Michel Rocard, tant pour doter son courant d'un corpus politique spécifique et pour fédérer de manière organisée ses soutiens, nous avons constaté que ces clubs ont tout de même été mis au service d'une ambition politique. Convaincre n'a pas été une fin en soi, mais un moyen dans une quête de conquête et d'exercice du pouvoir. Car la rupture avec le PS n'a jamais été envisagée, pas plus que la concurrence. L'ambition de Michel Rocard et de son courant a toujours été la présidence de la République, avec l'investiture et le soutien du Parti

socialiste. Michel Rocard a même été élu premier secrétaire du Parti socialiste en 1993 et s'est appuyé sur cette nouvelle position pour légitimer davantage son ambition élyséenne. Cette stratégie a été l'objet de débats parmi les rocardiens, certains se montrant récalcitrants à l'idée que Michel Rocard renonce à sa liberté pour s'enchaîner à un appareil qui lui fut hostile pendant près de vingt ans (même si les critiques semblent avoir été formulées *a posteriori*). C'est à partir de cette réflexion que ce travail a préféré se focaliser sur les rocardiens dans le jeu des partis plutôt que dans le jeu des structures parallèles, bien que ce deuxième aspect mériterait une étude spécifique tant elle a compté dans la logique rocardienne.

Nous avons à de nombreuses reprises parlé de « parti dans le parti » pour désigner le courant rocardien, essentiellement au sein du Parti socialiste. Au moment de conclure, il nous semble que cette expression ne fut pas exagérée. La chose la plus paradoxale est qu'elle demeure factuellement fautive, alors que le courant rocardien réunissait, à partir des années 1980, tous les ingrédients d'un parti politique. Il disposait d'un chef incontesté et incontestable, d'un maillage territorial étendu, d'une ligne politique originale et même d'un organe de presse. Enfin, les rocardiens, ont développé au fil des années une réelle dimension identitaire, avec la conscience d'appartenir à quelque chose d'autre que le Parti socialiste et d'avoir une réelle spécificité. Et même si cela ne fut jamais concrétisé, nous avons vu qu'il y a eu plusieurs moments où les rocardiens ont été tentés, ou en tout cas, qu'il aurait été possible, de faire un pas de plus vers une structuration encore plus serrée de leur courant. Outre les velléités de campagnes présidentielles de Michel Rocard en 1981 et 1988, les meilleurs exemples sont les séquences où il aurait été question, par exemple, de constituer un groupe parlementaire purement rocardien à l'Assemblée nationale, comme en 1986, bien que plusieurs témoignages affirment que ces idées n'étaient celles que d'une infime minorité de l'entourage de Michel Rocard.

La connexion entre la dévotion envers un *leader* et l'obstination à développer un corpus idéologique accroît l'originalité des rocardiens. Le courant rocardien est ainsi à la fois une écurie présidentielle, dont la quête ultime est de porter son champion à l'Élysée et un *think-tank*. Pour nuancer, il faut rappeler que ce phénomène n'est pas unique dans la vie politique et au sein du Parti socialiste. Le meilleur exemple serait celui de Jean-Pierre Chevènement, qui est allé encore plus loin que Michel Rocard en transformant bel et bien son courant en un parti, le MDC, en 1993²⁶²⁵.

Pour autant, le départ de Michel Rocard de la scène politique nationale après sa contre-performance aux élections européennes de 1994 fait éclater au grand jour que le courant rocardien n'était pas aussi solide qu'on aurait pu le croire. Le compagnonnage de Michel Rocard avec ses fidèles rocardiens, comme Robert Chapuis, ancien de près de trente ans, les liens d'amitié entre les

2625 CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Le temps des citoyens*, Éditions du Rocher, 1993, 272 p.

lieutenants rocardiens unis par des combats communs et une culture commune, la résilience des rocardiens face à tous les obstacles et déceptions possibles ont renvoyé l'image d'une entité politique insubmersible. Pourtant, il a fallu tirer la conclusion que la solidité du courant, en dépit de sa forte dimension idéologique et communautaire, n'était le fait que du chef. La loyauté à Michel Rocard comme ciment a pris l'ascendant sur le socle commun culturel et idéologique. Aussi, en réalité, le courant rocardien a toujours été d'une grande fragilité car son unité ne dépendait que d'une seule personnalité. Toute la structuration du courant, son existence, son originalité furent remises en question par l'échec relatif d'un seul homme. D'aucuns ont également pointé que la fin du courant rocardien tel qu'il existait est aussi imputable à Michel Rocard lui-même qui n'a pas pris le soin de préparer la relève et qui s'est désintéressé de ses réseaux. Plusieurs ont ainsi souligné que Michel Rocard était un mauvais gestionnaire, dans le sens où il ne se souciait pas des carrières des autres, pas même de celles de ses proches. On se souvient d'Alain Bergounioux qui jugeait que Michel Rocard était incapable de « *gérer réseaux et carrières* », et de Guy Carcassonne qui racontait que Michel Rocard « *ne renvoie jamais l'ascenseur, ne recase personne* »²⁶²⁶. Les rocardiens sont demeurés fidèles à Michel Rocard, mais Michel Rocard n'a peut-être pas montré la même fidélité envers ses partisans. Certes, lors de la fête de ses 80 ans, Michel Rocard dit vouloir « *renouer avec le temps long* » et cite amis et fidèles²⁶²⁷, ce qui témoigne tout de même d'une reconnaissance à ses proches, mais politiquement, cela ne s'est pas concrétisé au moment où le courant rocardien avait besoin d'une nouvelle impulsion.

Une originalité réelle, mais mythifiée.

Une dimension très intéressante des rocardiens est qu'au-delà de toutes leurs spécificités présentées au cours de ce travail et résumées précédemment, leur réputation d'originalité doit beaucoup... à leurs détracteurs. En effet, l'aile gauche du Parti socialiste, que ce soient les mitterrandistes les plus orthodoxes, les chevènementistes et poperenistes, a contribué à laisser une image des rocardiens comme des socialistes excentriques tant les attaques furent nombreuses et les reproches créatifs pour leur dénier le droit de se réclamer du socialisme. L'angle d'attaque le plus récurrent fut celui de la présumée proximité des rocardiens avec la mouvance démocrate-chrétienne, faisant d'eux le courant des chrétiens de gauche. Une réputation, comme nous l'avons vu, très largement exagérée. Certes, plusieurs rocardiens ont eu des attaches avec des mouvements de jeunesse chrétiens, essentiellement les JEC. Mais ce phénomène concerne essentiellement des

2626 SANTINI Sylvie, *Michel Rocard, un certain regret*, Stock, 2005, p.146

2627 DJIAN Jean-Michel, *Rocard, l'enchanteur désenchanté*, Le Cherche midi, 2023, pp.94-97

rocardiens de la première génération comme Robert Chapuis ou Michel de la Fournière. On trouve très peu de rocardiens qui ont adhéré directement au PS (donc qui n'ont pas connu le PSU), qui n'ont pas connu le militantisme pendant la guerre d'Algérie et qui ont été engagés dans des mouvements d'inspiration chrétienne. On pourrait citer, pour être pointilleux, Catherine Trautmann qui a fait ses études à la faculté de théologie protestante de Strasbourg, bien que cela ne soit pas un engagement politique. Michel Rocard lui-même fut constamment accusé de véhiculer des idées politiques influencées par une dimension religieuse en tant que protestant. Outre le fait que plusieurs rocardiens rappellent que Michel Rocard se disait agnostique, il n'est pas le seul socialiste de sa génération à avoir une culture religieuse. Chez les mitrerrandistes, on trouve Lionel Jospin²⁶²⁸, qui a fréquenté en même temps que Michel Rocard les Éclaireurs unionistes de France (scoutisme protestant). Côté protestant, on pourrait également mentionner la mitrerrandiste Georgina Dufoix, issue d'une ancienne famille protestante nîmoise. Côté catholique, on trouve chez les mitrerrandistes Paul Quilès et Jacques Delors, pour ne citer qu'eux.

Aussi, les rocardiens ne sont pas issus d'un creuset particulièrement original. Beaucoup ont fait leurs armes de jeunesse dans le syndicalisme étudiant, par le biais de l'UNEF, comme de nombreuses autres personnalités socialistes extérieures au courant rocardien, comme Lionel Jospin, Jean-Luc Mélenchon ou Julien Dray. Et il convient de rappeler que Michel Rocard rejoignit la Fédération nationale des étudiants socialistes, affiliée à la SFIO, dès 1949 et qu'il en devint le secrétaire général en 1954²⁶²⁹. Son bureau est sur le même palier que celui de Pierre Mauroy, responsable des Jeunesses socialistes, Cité Malesherbes, siège de la SFIO à Paris²⁶³⁰. Ainsi, il nous paraît excessivement exagéré de prétendre que les rocardiens seraient étrangers à la culture socialiste et aux lieux de sociabilité socialistes. Et plus on s'éloigne des années 1960-1970, plus on constate que les nouveaux noms rocardiens sont de purs produits de l'appareil du Parti socialiste, à l'image de Manuel Valls ou de Benoît Hamon.

Sociologiquement, faute de sources suffisantes pour faire une étude comparative précise, il est difficile de déterminer si les rocardiens sont particulièrement représentatifs d'une catégorie sociale ou d'une autre. Même sur le plan de l'électorat, il est malheureusement compliqué de dire s'il existe une exception rocardienne. Il est toujours pertinent de regarder attentivement les différents corps de l'électorat d'une force politique pour définir ses caractéristiques. Mais c'est une opération plus difficile pour une organisation comme le courant rocardien. On a bien eu des

2628 CABANEL Patrick, *Histoire des Protestants en France, XVIe-XXIe siècles*, Fayard, 2012, 1500 p.

2629 BERGOUNIOUX Alain, « Michel Rocard ou la deuxième gauche », dans WINOCK Michel (dir.), *Les figures de proue de la gauche depuis 1789*, Perrin, 2020, p.566

2630 BOUNEAU Christine, « Socialisme et jeunesse en France des années 1880 à la fin des années 1960 (1878-1969) », Mémoire pour l'Habilitation à diriger des Recherches sous la direction de GUILLAUME Sylvie,, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 2007

sondages en prévision de l'élection présidentielle de 1981 ou des élections législatives de 1986, qui montraient qu'un électorat rocardien serait plus aisé et diplômé qu'un électorat mitterrandiste mais dans la mesure où le courant rocardien n'a jamais mené de campagne autonome contre le Parti socialiste, ces sondages ne sont demeurés que des hypothèses invérifiables.

Si l'originalité du courant rocardien est réelle, elle ne doit donc pas être exagérée ou fantasmée. Les rocardiens ne représentent pas une caste sociologique ou culturelle particulière qui trancherait avec l'identité socialiste. En revanche, ils sont une réelle force politique originale dans leur manière de s'organiser et de penser. L'idéologie rocardienne est la grande particularité de ce courant, renforcée par cette volonté permanente de penser et de développer une ligne sur tous les sujets, comme en témoigne les comptes-rendus de nombreuses tables-rondes organisées au gré d'événements variés, essentiellement dans le cadre des clubs Convaincre, bien que le courant ait ses thématiques de prédilection. L'économie est la première d'entre elles et demeure la plus intéressante, car en la matière, les rocardiens ont évolué, passant d'une ligne autogestionnaire anticapitaliste à une sorte de social-démocratie défendant « une économie de marché encadrée dans une société de justice sociale » pour reprendre la définition de Jean-Pierre Sueur. Mais la constance des rocardiens est leur hostilité à un État technocratique omniprésent, comme en témoigne leur vision de la décentralisation. Et même si les rocardiens ne sont pas associés à la décentralisation, par opposition à des personnalités comme Pierre Mauroy et Gaston Defferre, leur constance dans ce domaine est incontestable et a même irrigué au sein du PS, faisant d'une vision initialement originale une vision « banale » captée par le Parti socialiste²⁶³¹.

Le socle d'un courant : la fidélité au « chef »

Indépendamment de ce corpus doctrinal constamment entretenu et renouvelé, la base de la solidité du courant rocardien fut la fidélité qui est une notion majeure de ce travail de recherche. La fidélité avant tout à un homme, en la personne de Michel Rocard. La longévité du compagnonnage de Michel Rocard avec ses fidèles rocardiens est ce qui a permis au courant rocardien de demeurer une force politique qui a su exister au-delà des stricts partis politiques. Comme le courant rocardien est composé de plusieurs strates générationnelles, tous les rocardiens n'ont pas la même longévité de compagnonnage mais quand on prend les rocardiens de la première heure, de la première génération, dont le meilleur exemple est Robert Chapuis, on est face à un compagnonnage politique de près de trente ans, avec, qui plus est, une fidélité qui continue même après la fin de cette

2631 ALLORANT Pierre, « Quelle vision rocardienne sur la décentralisation, la région et l'aménagement du territoire », colloque « Michel Rocard et le Parlement », Hôtel de Lassay, 19 juin 2023

aventure collective. La question de la fidélité est capitale car c'est elle qui a justifié notre volonté d'étudier la possible existence d'un « néo-rocardisme » qui aurait survécu à Michel Rocard et qui aurait été motivé par l'envie de continuer à porter l'identité politique de Michel Rocard.

Nous avons été tout de même embarrassé sur la question de comment qualifier Michel Rocard pour ce courant qu'il anime et inspire. La notion de « chef » nous paraît un peu exagérée, tant le terme nous semble strict. Quand on parle de chef en politique, on peut penser à la citation de Jacques Chirac « *un chef c'est fait pour cheffer* »²⁶³² qui renvoie bien à l'image d'un chef, dans une approche presque militaire et rigide. Or, quand on regarde la manière d'être de Michel Rocard, on réalise que cette image ne s'applique pas à lui. Pour autant, Michel Rocard a une importance fondamentale dans l'existence de ce courant. Nous avons vu qu'en dépit de la dimension idéologique, Michel Rocard demeure la raison d'être de ce courant et son unique point d'équilibre. Dans sa façon de porter son courant politique, Michel Rocard a davantage des airs d'éclaireur, dans le sens où il indique un cap politique et est suivi par ses fidèles pour l'atteindre, ou de porte-parole, dans la mesure où il incarne une ligne idéologique et une méthode. C'est pour cela que nous préférons, pour le titre, parler de *leader*, qui a davantage une dimension de guide.

Mais factuellement, Michel Rocard demeure un chef car c'est lui qui prend les décisions qui implique tout son entourage. Nous l'avons vu à de nombreuses reprises, que ce soit lors de son discours à Nantes en 1977, sa démission du gouvernement en 1985, ou le fait qu'il prenne la tête de liste aux européennes de 1994, Michel Rocard ne consulte pas systématiquement ses proches. Il prend souvent des décisions seul, ou en très petit comité, mais des décisions importantes qui réorientent la stratégie de son courant ou qui ont des conséquences collectives. Michel Rocard n'est pas un chef rigide mais il ne faut pas oublier que c'est essentiellement lui qui prend une décision et que ses fidèles suivent. Il correspond bien à l'étymologie latine du mot « chef », soit *caput* (la tête).

Mais cette façon d'être est intéressante, car elle rend encore plus flagrante cette fidélité des rocardiens pour Michel Rocard : en toutes circonstances, peu importe les risques encourus, les conséquences politiques, nous avons constaté que les rocardiens ont constamment fait bloc derrière Michel Rocard. Il y a toujours quelques petites exceptions, mais jamais de rupture d'ampleur. Le seul moment où l'autorité de Michel Rocard a été contestée fut par les « néos-rocardiens » de 1983 pour le congrès de Bourg-en-Bresse. Un petit schisme éphémère qui ne saurait remettre en question la solidité du courant pendant que Michel Rocard en était l'animateur.

2632 *Le Figaro Magazine*, 20 juin 1992

L'impossible renouveau

La rupture dans l'histoire du courant rocardien qu'est l'échec de 1994 aurait pu être la rupture finale, entraînant la fin de cette histoire. Mais la troisième partie de ce travail consacrée aux héritages a voulu vérifier si un second souffle rocardien a pu être trouvé. L'enjeu était de voir si l'originalité rocardienne a pu survivre sans sa clef de voûte originelle. Quitte à ce que ce soit en dehors précisément du cadre traditionnel dans lequel avait jusqu'à présent vécu le courant rocardien. L'approche clubiste de quelques rocardiens fut ainsi mise en avant pendant un certain nombre de pages, avant de constater son « infériorité » face à la dimension élective et partisane de la vie politique. Nous avons vu comment certains rocardiens, conduits par Robert Chapuis, ont fait le pari de donner un nouveau sens au rocardisme, celui d'aiguillon d'une gauche régénérée, par la voie des idées et des clubs, jusqu'à ce que la dissolution de l'Assemblée nationale en 1997 par le président Jacques Chirac et la victoire de la gauche plurielle vide ce processus de tout son sens.

C'est cet événement qui nous a confirmé dans l'idée que les partis politiques sont les maîtres du jeu politique et que c'est le jeu des partis et des élections qui fait et défait le visage de l'échiquier politique français. A partir de ce constat, ce travail a voulu réfléchir sur la notion d'héritage en politique. Il est extrêmement compliqué de donner une définition consensuelle de ce qu'est la loyauté en politique et la continuité. Aussi, nous avons essayé de suivre le cheminement d'acteurs de la « rocardie » afin de vérifier si, oui ou non, le rocardisme a pu perdurer. Pour ce faire, nous avons adopté une approche d'études en différents « cercles » de moins en moins proche du rocardisme originel. A partir du moment où nous avons constaté que le rocardisme clubiste a débouché sur une impasse, nous avons procédé à l'étude successive de différentes échelles : la première approche fut d'étudier l'environnement naturel des rocardiens, c'est-à-dire, le Parti socialiste.

Dans ce cadre d'études, nous avons commencé par l'approche la plus évidente théoriquement, c'est-à-dire, l'hypothèse d'un héritier rocardien parmi les rocardiens de toujours. Établissant rapidement le constat que, pour une série de raisons, aucun rocardien n'a repris le flambeau de Michel Rocard, nous avons élargi le périmètre de recherche en nous intéressant à la réorganisation du courant rocardien au sein de nouveaux équilibres internes au Parti socialiste. Cette démarche fut motivée par le constat que si le courant rocardien en lui-même s'effritait, les rocardiens étaient toujours présents dans la vie politique, à diverses échelles. Aussi, nous avons étudié les réorientations des rocardiens et l'intégration des restes de leur courant à de nouvelles tendances internes au PS. L'objectif était de voir si une des nouvelles grandes figures du PS de l'après 1997 pouvait prétendre être dans la continuité de Michel Rocard ou au moins d'étudier le

cheminement des rocardiens pour essayer de distinguer une sorte de logique, ou de consensus à propos d'une personnalité dont la ligne ferait écho, pour les rocardiens, à celle de leur ancien chef. Nous avons étudié une période chronologique d'environ 12 ans, intéressante, car marquée par de nombreuses péripéties pour la famille socialiste, qui nous a permis « d'approcher » un éventail de personnalités importantes du PS, de Lionel Jospin à François Hollande, en passant par Dominique Strauss-Kahn et Bertrand Delanoë. Cette approche fut aussi vaine. Bien qu'il fût très intéressant de voir le parcours et les recompositions de ce qui fut le courant rocardien au gré des recompositions des différentes familles du PS, il a fallu se résigner à ce que les rocardiens ne soient plus reliés par grand-chose d'autre qu'un passé commun et que l'originalité de ce qui fut le courant rocardien n'existe plus.

Une dernière échelle interne au PS a été étudiée. Les circonstances ont fait que les principaux protagonistes de la primaire du PS de 2017 aient été deux anciens jeunes rocardiens, Manuel Valls et Benoît Hamon. Cet affrontement de deux personnalités, sur des lignes diamétralement opposées, issues pourtant du même courant était l'occasion de relancer les hypothèses sur l'émergence possible d'un nouveau rocardisme porté par un rocardien de la nouvelle génération.

Enfin, notre travail a fait le pari d'une certaine audace en soulevant l'idée que l'héritage rocardien aurait pu être récupéré par une personnalité extérieure à l'aventure rocardienne, jusqu'à évoquer l'idée d'un héritier du rocardisme situé même en dehors du champ politique traditionnel de Michel Rocard. Nous avons donc étudié la tentative de récupération de l'héritage rocardien par Emmanuel Macron en 2017 et la proximité apparente, et entretenue, entre Michel Rocard et Alain Juppé, pourtant figure majeure de la droite libérale et gaulliste. Face à la difficulté de distinguer la continuité, faute de consensus et face à une pluralité d'analyses divergentes, nous avons pris le risque de ne pas être trop catégorique pour ce qui est de l'aboutissement de notre quête d'un héritier potentiel. Au contraire, si ce travail a avancé quelques pistes de réflexions théoriques sur les différentes formes d'héritage et le concept de fidélité en politique, il entend surtout démontrer que l'héritage en politique ne répond pas à une logique généalogique mathématique mais que la question des cheminements, aussi bien de courants que de personnalités, est une question extrêmement complexe. Une des conclusions de ce travail serait qu'en politique, il n'y a pas de clone nouvelle génération, en raison des différences de contexte liées au changement d'époque et aux spécificités de chaque parcours et personnalité.

Une ultime approche de ce travail a voulu étudier la question de l'héritage sous un format plus dépersonnalisé. La question de la proximité Rocard-Juppé a ouvert la voie à une interrogation sur le procès en droitisation qui fut en permanence imputé au courant rocardien. A partir de cette

double idée, nous avons voulu nous interroger sur la possibilité d'un patrimoine du courant rocardien qui reposerait sur une modification progressive des clivages politiques, dominés traditionnellement entre le duel gauche-droite, avec un aboutissement de nos jours, dans un contexte où cet ancien clivage hérité de la Révolution française semble de plus en plus vaporeux et remplacé par de nouvelles démarcations²⁶³³. Sur cette question, ce travail se garde aussi d'apporter une réponse trop tranchée. Si une réponse à cette problématique est néanmoins donnée, ce travail n'entend pas prétendre clore un débat et préfère explorer en profondeur et avec minutie plusieurs éléments de réponse envisageables afin de susciter la controverse et de pousser plus loin l'appréhension des clivages politiques français.

Le courant rocardien, un univers masculin

Si le masculin utilisé pour l'intitulé répond à des règles de grammaire, il reflète plutôt bien la réalité du courant, c'est-à-dire que le courant rocardien est essentiellement composé d'hommes, au moins pour ce qui est des responsabilités et des personnalités le plus visible. Le courant rocardien ne fait pas exception. Pour autant, ce n'est pas une spécificité du courant, et il ne faudrait pas y avoir la trace d'un quelconque machisme. La vie politique de la seconde moitié du XXe siècle, comme dans tous les partis, est avant tout masculine. Cette thématique devient le fer de lance de divers femmes politiques, de bords variés. Outre les célèbres Simone Veil et Gisèle Halimi, on peut citer l'engagement constant de Claude du Grannut qui publie un ouvrage en 1973²⁶³⁴, préfacé par Edgar Faure, et un en 2002²⁶³⁵. Encore aujourd'hui, la place des femmes en politique fait l'objet de débats et de protestations, avec, entre autres, les questions de la parité et de la représentativité des femmes^{2636 2637}.

Si l'on veut être particulièrement précis, le courant rocardien est essentiellement masculin en ce qui concerne les lieutenants politiques de Michel Rocard, sa garde politique la plus rapprochée. L'entourage de Michel Rocard est plus féminisé pour ce qui est des fonctions administratives, de son secrétariat particulier et de son entourage technique, avec la présence récurrente de Marie Bertin ou Catherine Le Galliot. Certaines femmes, qui ont officié pour Michel Rocard uniquement comme conseillère ont ensuite sauté le pas en s'engageant dans la politique active dans l'après-

2633 DUHAMEL Olivier, FOUCAULT Martial, FULLA Mathieu, LAZAR Marc (dir.), *La Ve République démystifiée*, Sciences-Po Les Presses, 2019, 243 p.

2634 DU GRANNUT Claude, *Place aux femmes*, Stock, 1973, 284 p.

2635 DU GRANNUT Claude, *Allez les femmes ! La parité en politique*, Descartes et Cie, 2002, 125 p.

2636 CHAMBONCEL Léa, *Plus de femmes en politique !*, Belfond, 2022, 256 p.

2637 BEAUVALET Scarlett, DUPRAT Annie, LE BRAS-CHOPARD Armelle, PERROT Michelle, SINEAU Mariette, THEBAUD Françoise, *Femmes et République*, La Documentation française, 2021, 264 p.

Rocard. C'est par exemple le cas de Marisol Touraine, conseillère géopolitique de Michel Rocard à Matignon, qui devient députée d'Indre-et-Loire en 1997 et entame dès lors une carrière jusqu'à devenir ministre de la Santé tout au long du quinquennat de François Hollande (2012-2017).

Cela ne veut pas dire pour autant que le courant rocardien ne compte pas de femmes. Ce travail a abordé les cas de plusieurs d'entre elles. On peut citer en premier lieu Martine Frachon, suppléante de Michel Rocard, puis député, qui a mené en parallèle une riche carrière locale dans les Yvelines. Catherine Trautmann, dont la carrière politique est particulièrement riche (députée, maire d'une grande ville, membre du gouvernement), fut également une rocardienne de premier plan très intéressante, et nous regrettons de ne pas avoir pu obtenir un entretien avec elle. Catherine Trautmann a même une importance toute particulière dans la mesure où elle a été pendant un instant, l'espoir d'une partie du courant rocardien pour prendre la relève. Les circonstances ont fait que cette idée fut vite caduque, mais la portée symbolique demeure importante. On aurait pu assister à la reprise d'un courant de la gauche, qui correspond plutôt bien aux orientations idéologiques de la famille socialiste à la fin de la décennie 1990, par une femme, dans une époque où les femmes commencent à avoir plus de visibilité sur la scène politique (on peut établir une comparaison avec le fait que depuis 1999, le parti gaulliste soit présidé par une femme, Michèle Alliot-Marie²⁶³⁸).

D'autres rocardiennes ont été abordées, comme Michèle Lindeperg ou Marie Jacq, députée du Finistère entre 1978 à 1993. Des femmes qui ont eu un long parcours politique et qui ont su parfaitement s'enraciner dans leurs territoires respectifs. Le cas de Joëlle Dusseau est tout aussi important. Ce travail de recherche l'a découverte comme compagne d'un lieutenant de Michel Rocard, Pierre Brana. Mais Joëlle Dusseau demeure indépendamment de son compagnon un cas d'étude passionnant. S'il est intéressant de voir le cheminement conjoint d'un couple, car il est particulièrement rare de voir un couple évoluer dans le même environnement politique, le parcours de Joëlle Dusseau est inspirant car il est caractérisé par une ascendance croissante. Joëlle Dusseau passe d'abord du statut de militante, puis à celui d'élue locale, puis d'élue nationale comme sénatrice. Elle est donc l'exemple bien illustratif de la montée en puissance des rocardiens au cours des années, mais aussi, de la présence de femmes politiques rocardiennes dotées d'une certaine stature.

Aussi, il paraît évident que Joëlle Dusseau ouvre la voie à d'autres études similaires. On peut supposer sans prendre de risque que de nombreuses femmes ont une trajectoire similaire, essentiellement comme militantes devenues élues locales. Il serait difficile de déterminer combien de femmes étaient membres des Clubs Convaincre et combien d'entre elles ont obtenu des mandats

2638 DARMON Mickaël, *Michèle Alliot-Marie, la grande muette*, L'Archipel, 2006, 285 p.

électoraux. Les archives du courant rocardien ne semblent pas contenir de statistiques en la matière. En revanche, il est tout à fait possible de resserrer l'étude autour d'un secteur géographique plus au moins large pour essayer de suivre le parcours de certaines rocardiennes. Ainsi, il serait intéressant d'accroître les études sur les femmes rocardiennes, d'étudier comment elles se font une place dans un monde essentiellement masculin et d'étudier diverses trajectoires.

Aller vers une cartographie précise de la « rocardie »

Si ce travail de recherche a voulu aborder le courant rocardien sous un angle général, il serait intéressant d'accentuer les recherches à une échelle plus localisée. Dans ce travail, nous avons étudié des cas locaux, que ce soit l'implantation des rocardiens, leur représentation dans des élections, les résultats des congrès. Mais ce n'est pas l'approche centrale, dans notre travail, ces cas viennent enrichir la réflexion générale. Mais pour enrichir encore plus ce travail, d'autres études pourraient se focaliser sur une échelle plus restreinte pour étudier une série d'approches. Région, département, commune, circonscription, fédérations du PS... les possibilités sont nombreuses. La diversité des échelles est un sujet de recherche qui se développe, par exemple, avec le séminaire développé par le Comité d'histoire parlementaire et politique (CHPP) portant sur « Les lieux du pouvoir parlementaire local, départemental, régional et territorial »²⁶³⁹ ou encore, le projet de recherche de la Société française d'histoire politique (SFHPo) sur « Les lieux du politique »²⁶⁴⁰.

Pour en revenir à notre thématique, il serait intéressant de voir, par exemple, le travail de maillage des rocardiens, leur implantation progressive dans le tissu local, la manière dont ils développent leurs propres réseaux, leur propre « clientèle électorale » et l'association entre leur parcours d'élus locaux et leur engagement dans la mouvance rocardienne. La présence d'archives accessibles, comme celles de Robert Chapuis, de Michel de la Fournière pour Orléans, de Pierre Brana et Joëlle Dusseau pourraient rendre possibles des études encore plus décentralisées, axées uniquement sur les carrières locales des rocardiens et privilégier une approche moins politicienne au profit d'un prisme plus axé sur la politique de proximité, à savoir l'action comme maire par exemple.

Ou alors, l'implication et les fonctions des rocardiens au sein des régions. Nous avons vu que Gérard Lindeperg, par exemple, a pris très au sérieux son mandat de conseiller régional. La dimension régionale a en outre un intérêt supplémentaire : nous avons constaté à de nombreuses reprises, surtout au travers du cas girondin, que les élections régionales étaient les élections où les

2639 <https://www.sciencespo.fr/histoire/fr/content/chpp-comite-d-histoire-parlementaire-et-politique.html>

2640 <https://sfhp.hypotheses.org/2039>

rocardiens parvenaient le mieux à se faire une place grâce au mode de scrutin par listes à partir de 1986. La région semble donc avoir été une étape majeure dans l'ancrage des rocardiens et dans leur affirmation en tant qu'élus.

Le fait que les rocardiens aient été de fervents partisans de la décentralisation et que l'expérience municipale fut un laboratoire pour la deuxième gauche autogestionnaire, comme l'a fait Michel Rocard à Conflans-Saint-Honorine rend encore plus cohérent une telle approche.

Mais on pourrait tout à fait rendre possible également des études plus locales, qui demeureraient plus « politiques ». Ce travail a une approche globalement nationale. Nous avons étudié le courant rocardien sous un prisme général. Mais nous avons vu, lorsque nous avons abordé les rocardiens dans leurs fiefs, qu'aucune fédération socialiste ne ressemble à une autre. Aussi, il serait possible d'envisager une étude du courant rocardien moins axée sur le sommet de l'organisation et plus décentralisée. Cela pourrait être une étude du courant rocardien dans un certain nombre de fédérations socialistes, avec une approche comparative entre des fédérations où le courant est majoritaire et d'autres où il est minoritaire, voire une étude globale des rocardiens dans les fédérations socialistes.

Un angle d'étude serait particulièrement intéressant. Si nous avons été attentifs à l'ancrage des rocardiens et à leur capacité à s'enraciner aux quatre coins de la France, il nous semble que le maillage rocardien en dehors de la France métropolitaine est très faible. Nous n'avons pas identifié de rocardien implanté parmi les Français de l'étranger, à l'exception de Monique Ben-Guiga, qui devient sénatrice vers la fin de l'aventure rocardienne collective (1992), ni dans les DOM-TOM. Cette dernière considération peut étonner. Outre le fait que le courant rocardien a compté un ministre des DOM-TOM pendant un peu moins de cinq ans (Louis Le Pensec entre 1988 et 1993), il ne faut pas oublier la place majeure d'une partie de l'Outre-mer française dans la vie de Michel Rocard, avec la Nouvelle-Calédonie. Il serait donc pertinent d'étudier les raisons de ce décalage entre l'engagement rocardien pour les territoires d'Outre-mer et cette faible représentation du courant.

Les apports d'un travail novateur

Comme nous l'avons précisé dans notre introduction générale, ce travail de recherche est un apport à l'histoire politique car elle complète notre connaissance de partis de la gauche, soit le PSU et le PS à travers l'étude d'une de leurs composantes : les rocardiens. Des acteurs jusqu'à présent peu connus et peu étudiés permettent ainsi d'aller plus loin dans l'étude des formations politiques et permet surtout d'entamer l'étude de ce qui gravite parallèlement aux partis politiques. Si ces

derniers sont des objets d'étude très récurrents en raison de leur richesse et de leur importance dans la vie politique française, cette étude espère avoir convaincu sur l'importance tout aussi forte des organisations plus souples, incarnées par les courants et les réseaux de fidélité.

En partant d'un cas spécifique, celui du courant rocardien, nous avons donc étudié un phénomène, une réalité, qui concerne tous les bords politiques et toutes les figures politiques. Le besoin d'avoir un entourage politique plus ou moins structuré. Comme nous l'avions précisé dans l'introduction générale, les politiques ne sont pas bavards quant à leur entourage. Même si les réseaux sociaux et la presse permettent de mieux suivre les compositions et recompositions des « clans », cela reste insuffisant, tant sur la description de ces entourages que sur les analyses scientifiques. Ce travail espère ainsi que, parallèlement à l'étude des partis et des grandes figures politiques, l'étude approfondie des différents rouages des courants, clans et tendances sera une pratique plus répandue dans la recherche scientifique.

Enfin, cette étude a voulu apporter quelque chose de nouveau dans l'appréhension de l'échiquier politique. Si ce travail n'est pas un travail de philosophie politique, il propose de remettre en question et d'interroger une conception trop rigide de l'échiquier politique avec un combat entre deux blocs monolithiques que seraient la gauche et la droite. L'histoire du courant rocardien au sein du PS et la figure singulière de Michel Rocard attestent que les rapports de force sont bien plus complexes.

Sources

Archives de l'OURS

Fonds Robert Chapuis

- 103 APO 14 : PSU, CPN, BN 1967-1968
- 103 APO 15 : PSU 1967-1969, jeunesse et étudiants / relations avec la CFDT
- 103 APO 16 : PSU 1968-1969
- 103 APO 17 : PSU 1969-1970
- 103 APO 18 : PSU 1970
- 103 APO 19 : PSU, CPN, BN 1971-1974. PSU correspondance, 1971-1972
- 103 APO 21 : PSU, 1971-1972
- 103 APO 23 : PSU, 1972 fin
- 103 APO 24 : PSU, 1973
- 103 APO 25 : PSU, 1973, suite et fin
- 103 APO 26 : PSU, 1974
- 103 APO 27 : PSU, 1974, suite. PSU Dossiers divers
- 103 APO 37 : Robert Chapuis, candidat du PSU à Paris, 1967-1968
- 103 APO 38 : Robert Chapuis, candidat du PSU à Paris, législatives 1973 (15^e circonscription, 14^e arrondissement)
- 103 APO 43 : Cirsa, fin, 1981- Courant rocardien 1975-1981
- 103 APO 44 : Courant rocardien 1980-1994
- 103 APO 45 : Parti socialiste, Paris et national, 1975-1980
- 103 APO 46 : Parti socialiste, 1976-1978

- 103 APO 47 : Parti socialiste, 1978-1979
- 103 APO 48 : Parti socialiste, 1979-1981
- 103 APO 58 : Organismes centraux, 1982, janvier-septembre, réunions
- 103 APO 59 : Organismes centraux, septembre 1982-août 1983, réunions
- 103 APO 60 : Organismes centraux, septembre 1983-décembre 1984, réunions
- 103 APO 61 : Parti socialiste, 1981-1982
- 103 APO 62 : Parti socialiste, 1982-1983
- 103 APO 63 : Parti socialiste, 1984-1985
- 103 APO 64 : Parti socialiste, 1985-1986
- 103 APO 65 : Parti socialiste, 1989-1990
- 103 APO 66 : Parti socialiste, 1990 (suite)-1991
- 103 APO 67 : Parti socialiste, 1992-1993
- 103 APO 68 : Parti socialiste, 1993-2000
- 103 APO 69 : Robert Chapuis, militant en Ardèche, 1976-1978
- 103 APO 70 : Robert Chapuis, militant en Ardèche, 1978-1981
- 103 APO 71 : Robert Chapuis, député de l'Ardèche, 1981-1982
- 103 APO 72 : Robert Chapuis, député-maire, 1982-1984
- 103 APO 73 : Robert Chapuis, élections municipales, Ardèche, 1983
- 103 APO 74 : Robert Chapuis, Ardèche, 1984-1986
- 103 APO 75 : Robert Chapuis, Ardèche, élections, législatives 1986, 1988
- 103 APO 76 : Robert Chapuis, Ardèche, élections municipales 1989, régionales 1992
- 103 APO 77 : Robert Chapuis, Ardèche, régionales 1992 suite

- 103 APO 78 : Robert Chapuis, Ardèche, cantonales 1992 -1993
- 103 APO 79 : Robert Chapuis, Ardèche, 1993-1995
- 103 APO 80 : Robert Chapuis, Ardèche, 1993-1997
- 103 APO 81 : Robert Chapuis, Ardèche, 1998
- 103 APO 107 : Convaincre, collectif national, 1989-1992
- 103 APO 108 : Convaincre, collectif national, 1992-1993
- 103 APO 109 : Convaincre, collectif national, 1994-1996
- 103 APO 110 : Convaincre (UCCA), 1997-1998. Groupes thématiques
- 103 APO 111 : Groupes et réseaux thématiques Convaincre, suite
- 103 APO 112 : Groupes et réseaux thématiques Convaincre, suite
- 103 APO 113 : Groupes et réseaux thématiques Convaincre, suite
- 103 APO 114 : Groupes et réseaux thématiques Convaincre, fin. Clubs Convaincre, Paris et départements. Relations de Convaincre avec d'autres Clubs
- 103 APO 115 : Relations de Convaincre avec d'autres Clubs, 1994-1998
- 103 APO 116 : « Recherches communes », 1996-1997

Fonds Michel de la Fournière

- 93 APO 11 : Parti socialiste unifié, PSU, national, 1967-1974
- 93 APO 12 : PSU, Loiret, 1968-1974
- 93 APO 13 : Campagnes électorales du PSU et de Michel de la Fournière dans le Loiret, 1967-1970
- 93 APO 14 : Idem, suite, 1970-1973
- 93 APO 15 : idem, suite (Parti socialiste)
- 93 APO 16 : Michel de la Fournière, conseiller général du Loiret, 1982-1986

- 93 APO 19 : Parti socialiste, 1974-1978
- 93 APO 20 : Parti socialiste, 1978-1984
- 93 APO 21 : dossiers des réunions des organismes centraux et nationaux du PS, 1975-1976
- 93 APO 22 : Idem, suite, 1977-1979
- 93 APO 23 : Idem, suite, 1979-1981
- 93 APO 24 : Idem, suite, 1981-1982
- 93 APO 25 : Idem, suite, 1983
- 93 APO 26 : Courant Rocard, 1975-1983
- 93 APO 29 : Ministère de la coopération et du développement (1981-1983) : Michel de la Fournière, conseiller technique de Jean-Pierre Cot / Cidessco, 1982-1984

Archives de la Fondation Jean-Jaurès

Fonds Gérard Fuchs

Rayon 13 FP. Il n'y a pas de côte par dossier, le rangement et le classement ne sont pas encore terminés. Nous avons principalement exploité les dossiers sur les Assises du socialisme (1974) et la Fédération socialiste de Paris (1977-1979).

(<https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/publi?docid=354472#Fuchs>)

Fonds Jean-François Merle

22FP. Il n'y a pas de côte par dossier, le rangement et le classement ne sont pas encore terminés. Les dossiers sont répartis dans plusieurs boîtes. La plupart du contenu est consultable sur d'autres supports et dans d'autres fonds.

- BOITE 1 : Discours Michel Rocard avant 1981 et 1981
- BOITE 2 : Discours Michel Rocard - janvier à mars 1982
- BOITE 3 : Discours Michel Rocard - avril à mai 1982

- BOITE 4 : Discours Michel Rocard - juin 1982 + 1 dossier septembre
- BOITE 5 : Discours Michel Rocard 1982 : juillet – décembre
- BOITE 6 : Discours Michel Rocard 1983 – 1984
- BOITE 7 : Discours Michel Rocard 1985 -1986
- BOITE 8 : Discours Michel Rocard 1987
- BOITE 9 : Discours Michel Rocard 1988 (1er semestre)
- BOITE 10 : Discours Michel Rocard 1988 (2ème semestre)
- BOITE 11 : Discours Michel Rocard 1989 (1er semestre)
- BOITE 12 : Discours Michel Rocard 1989 (2ème semestre)
- BOITE 13 : Discours Michel Rocard 1990 (1er semestre)
- BOITE 14 : Discours Michel Rocard 1990 (2ème semestre) + Discours 1991 (janvier à avril)
- BOITE 15 : Discours Michel Rocard 1990 (2ème semestre) et Discours de 1991. 1992. 1993.1994
- BOITE 18 : Michel Rocard Groupe de travail 1983 -1993
- BOITE 22 : Interviews Michel Rocard - presse généraliste (1974 – 1989)
- BOITE 24 : Interviews Michel Rocard - presse spécialisées / presse quotidienne régionale /revues étrangères
- BOITE 25 : Diverses Interviews Michel Rocard
- BOITE 26 : Presse sur Michel Rocard

Fonds Pierre Zémor

Le rangement et le classement ne sont pas encore terminés. Il n'y a pas encore de côte, les archives sont réparties dans des cartons.

- Carton 1 : 1968-1974. Avant les Assises du socialisme (12-13 oct. 74)
- Carton 2 : 1974-1976. Débuts d'une communication organisée

- Carton 3 : 1977-1979. Groupe image et préoccupations électorales
- Carton 3 bis (~ annexe 1 /CSH) : 1976-1977. La conquête de la mairie de Conflans
- Carton 4 : 1979. Le congrès de Metz
- Carton 5 : été 1980 – mai 1981. Une néo-campagne présidentielle
- Carton 5 bis (~ annexe 3 /CSH + campagne) : 1980-1981. Quelques documents
- Carton 6 : 1981 – début 1982. FM Président
- Carton 7 bis (~ annexe 4) : 1983, 1985, 1991, 1992. Des congrès
- Carton 8 : 5 avril 1985 – février 1987. La relance
- Carton 9 : février 1987- décembre 1987. La relance (suite)
- Carton 10 : fin 1987 – début 1988. Au cas où...
- Carton 11 : janvier- mai 1988. MR incontournable comme Pm
- Carton 12 : 1988 – 1994. A Matignon et ensuite
- Carton 12 quater (~ annexe 7) : 1993. Quel chemin après Matignon

Site internet de la Fondation Jean-Jaurès

<https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/publi?docid=354444#sessionhistory-ready>

. **Journal *Le Poing et la Rose* de 1972 à 1992.** *Le poing et la rose* est le journal mensuel du Parti socialiste à partir de novembre 1972 où il remplace les bulletins socialistes. Son nom est inspiré du logo du Parti socialiste créé par Yann Berriet et Marc Bonnet et adopté officiellement par le PS en septembre 1971 : la rose tenue dans une main serrée.

En dépit de la profusion, nous avons trouvé le contenu de ce mensuel plutôt général et donc, peu de choses enrichissant le sujet. Nous n'avons donc exploité que quelques articles :

- « Résolution de la Direction Politique Nationale du PSU du 26 mai 1974 », dans « *Le Poing et la Rose*. N°31, Septembre 1974 »
- « Les nouveaux organismes nationaux », dans « *Le Poing et la Rose*. N°38, Février 1975 »

- « Le point de vue de Pierre Mauroy », dans « Le Poing et la Rose. N°69, mars 1978 »

. **Journal *L'Unité* de 1972 à 1986.** Hebdomadaire du Parti socialiste publié du 14 janvier 1972 au 19 décembre 1986 et dirigé par le député Claude Estier. Nous avons principalement exploité les numéros et articles suivants :

- ROCARD Michel, « Les raisons d'un choix », dans « L'Unité. N°108, 26 avril 1974 »

- « Les positions réelles du PS », dans « L'Unité. N°261, 9 au 15 septembre 1977 »

- « Revenir à la ligne d'Epinais », dans « L'Unité. N°324, 26 janvier 1979 »

- MERMAZ Louis, « Parler clair » dans « L'Unité. N°326, 9-15 février 1979 »

- « La motion Rocard », « L'Unité. N°327. 16-22 février 1979 »

- VAILLANT Daniel, « Oui, tenir bon ! », dans « L'Unité. N°332, 23-29 février 1979 »

- ESTIER Claude, « Le congrès le plus important depuis Epinais », dans « L'Unité. N°334, 6-12 avril 1979 »

- « Le vote des militants », dans « L'Unité. N°334, 6-12 avril 1979 »

- « Les nouveaux membres des organismes centraux », dans « L'Unité. N°334, 6-12 avril 1979 »

- « Le secrétariat national et le bureau exécutif », dans « L'Unité. N°335, 13-19 avril 1979 »

- LE GALL Gérard, « Sondages : les Français aiment de plus en plus le PS... et de moins en moins le PC », « L'Unité. N°339, 11-17 mai 1979 »

- VIOLET Antoine, « Un projet de civilisation », dans « L'Unité. N°352. 5-11 octobre 1979 »

- « PS : fraternellement... », dans « L'Unité. N°354. 19-25 octobre 1979 »

- « Quel ton neutre ! » dans « L'Unité. N°362, 14-20 décembre 1979 »

- « Le temps de la réflexion », dans « L'Unité. N°363, 21 décembre 1979 »

- ESTIER Claude, « PS : ni pessimisme, ni déchirements », dans « L'Unité. N°373, 07-13 mars 1980 »

- VIOLET Antoine, « On ne bat plus la campagne », dans « L'Unité. N°377, 04-10 avril 1980 »

- SARRE Georges, « Le Projet : son candidat », dans « L'Unité. N°382, 9-15 mai 1980 »

- BEREGOVOY Pierre, « Rassembler et non diviser », dans « L'Unité. N°392, 26 septembre-02 octobre 1980 »

- DUPEYRAT Gérard, GUYARD Jacques, LUCENTE Robert, « 1981 : pour gagner, choisir la voie difficile », dans « L'Unité. N°395, 17-23 octobre 1980 »

- ESTIER Claude, « Le meilleur candidat », dans « L'Unité. N°396, 24-30 octobre 1980 »

- ESTIER Claude, « Le Parti rassemblé », dans « L'Unité. N°399, 14-20 novembre 1980 »,

- « L'organigramme de la campagne », dans « L'Unité. N°409, 6-12 février 1981 »

- ESTIER Claude, « Les faux débats », dans « L'Unité. N°493, 17-23 février 1982 »

- JOSPIN Lionel, « Pour un congrès de la réussite », dans « L'Unité. N°513, 13-19 mai 1983 »

- JOXE Pierre, « La synthèse est souhaitable », dans « L'Unité. N°527, 30 septembre-06 octobre 1983 »

- « Congrès : le vote des militants », dans « L'Unité. N°530, 21-27 octobre 1983 »

- « Lionel Jospin : aux déçus, dites qu'il vaut mieux traverser la crise avec la gauche qu'avec la droite », dans « L'Unité. N°531, 28 octobre-03 novembre 1983 »

- « La liste européenne », dans « L'Unité. N°550, 16 mars 1984 »

- VIOLET Antoine, « Comité directeur du PS. De quoi nourrir la rentrée », dans « L'Unité. N°569, 07-13 septembre 1984 »

- VIOLET Antoine, « PS : l'effet Fabius est positif », dans « L'Unité. N°570, 14-20 septembre 1984 »

- « Michel Rocard : à gauche toutes ! », dans « L'Unité. N°582, 7-13 décembre 1984 »

- BEDEI Jean-Pierre, « Le PS dans les starting-blocks », dans « L'Unité. N°584, 21-27 décembre 1984 »

- ESTIER Claude, « Proportionnelle, la 47ème proposition », dans « L'Unité. N°599, 12-18 avril 1985 »

- ESTIER Claude, « Le Parti socialiste en ordre de bataille » dans « L'Unité. N°612, 12 juillet 1985 »

- BEDDEI Jean-Pierre, « Un vent de synthèse souffle sur les sections », dans « L'Unité. N°616, 27 septembre 1985 »

- « Le non-événement du jeudi », dans « L'Unité. N°618, 11 octobre 1985 »

- « Les résultats des votes sur les motions », dans « L'Unité. N°618, 11 octobre 1985 »

- ESTIER Claude, « Epinay-Toulouse : de la culture d'opposition à la culture de gouvernement », dans « L'Unité. N°619, 18 octobre 1985 »

- « Le nouveau comité directeur », dans « L'Unité. N°619, 18 octobre 1985 »

- ESTIER Claude, « Parti socialiste : l'heure des choix », dans « L'Unité, 8 novembre 1985 »

. **Revue *Faire* de 1975 à 1981.** Fondée en octobre 1975, elle rassemble des proches de Gilles Martinet, de Michel Rocard, de Pierre Mauroy et même certains représentants de la sensibilité méditerranéenne, et visait à dépasser les vieux clivages internes au PS et à afficher une originalité idéologique par rapport à la ligne impulsée par la direction du Parti. Nous avons principalement utilisé les numéros et articles suivants :

- CHAPUIS Robert, « La gauche a-t-elle le temps ? », dans « Faire. N°5. Février 1976 »

- WORMS Jean-Pierre, « Municipales : un enjeu politique », dans « Faire. N°6, mars 1976 »
- ROCARD Michel, « Entretien avec Patrick Viveret », dans « Faire. N°11, septembre 1976 »
- ROCARD Michel, dans « Faire. N°11, septembre 1976 »
- ROSANVALLON Pierre, « Une nouvelle culture politique », dans « Faire. N°13, novembre 1976 »
- « Municipales, une autre politique », dans « Faire. N°15, janvier 1977 »
- VIVERET Patrick, « PS : Les enjeux d'un congrès », dans « Faire. N°16, février 1977 »
- ROSANVALLON Pierre, « La Gauche et le changement social », dans « Faire. N°20, juin 1977 »
- FUCHS Gérard, « Les deux socialismes » dans « Faire. N°23, septembre 1977 »
- MARTINET Gilles, « Pourrons-nous gouverner ensemble ? », dans « Faire. N°23, septembre 1977 »
- FUCHS Gérard, « Pour changer la vie : imposer l'union », dans « Faire. N°28, février 1978 »
- PINGAUD Bernard, « Et si demain la gauche... », dans « Faire. N°29, mars 1978 »
- ROCARD Michel, « Droite : une amère victoire », dans « Faire. N°30, avril 1978 »
- ROSANVALLON Pierre, « Quel avenir pour l'union de la gauche ? », dans « Faire. N°30, avril 1978 »
- MARTINET Gilles, « Les leçons d'un échec », dans « Faire. N°30, avril 1978 »
- ROSANVALLON Pierre, « Quel avenir pour l'union de la gauche ? », dans « Faire. N°30, avril 1978 »
- « Les six démissions », dans « Faire. N°32, juin 1978 »
- « Faire : aujourd'hui plus que jamais », dans « Faire. N°32, juin 1978 »

- CHAPUIS Robert, « Trois tâches pour le PS », dans « Faire. N°33 et 34, juillet-août 1978 »
- CHAPUIS Robert, « PS : une nouvelle étape », dans « Faire. N°38, décembre 1978 »
- MARTINET Gilles, « Les trois points-clefs », dans « Faire. N°38, décembre 1978 »
- CHAPUIS Robert, « PS : une nouvelle étape », dans « Faire. N°38, décembre 1978 »
- MARTINET Gilles, « Pour la synthèse. Contre les compromis » dans « Faire. N°39, janvier 1979 »
- VIVERET Patrick, « Réaliser l'union des forces populaires », dans « Faire. N°39, janvier 1979 »
- VIVERET Patrick, « Contre la stratégie du soupçon », dans « Faire. N°40, février 1979 »
- MARTINET Gilles, « Actualités. Après Metz », dans « Faire. N°42, avril 1979 »
- VIVERET Patrick, « Projet socialiste : un texte inquiétant », dans « Faire. N°47, septembre 1979 »
- VIVERET Patrick, « Un candidat pour l'alternative », dans « Faire. N°57-58, août-septembre 1980 »
- MARTINET Gilles, « Mitterrand-Rocard : le sens d'un choix », dans « Faire. N°61, novembre 1980 »
- « Par-delà l'amertume », dans « Faire. N°62, décembre 1980 »
- MARTINET Gilles, « Présidentielle : débattre du programme », dans « Faire. N°62, décembre 1980 »
- VIVERET Patrick, « Le sens d'un vote », dans « Faire. N°63, janvier 1981 »
- FRACHON Daniel, « L'impératif : battre Giscard », dans « Faire. N°63, janvier 1981 »
- VIVERET Patrick, « Et si on parlait de l'essentiel », dans « Faire. N°65, mars 1981 »

- MARTINET Gilles, « Éditorial », dans « Faire. N°66, avril 1981 »

. **Revue *Intervention* de 1982 à 1986.** Dirigée par Jacques Julliard et Patrick Viveret, elle est décrite par Bernard Poignant comme « *une revue intellectuelle lue par beaucoup de rocardiens sans qu'on puisse la qualifier de rocardienne* ».

- JULLIARD Jacques, « La fausse sortie de la deuxième gauche », dans « Intervention. N°7, Novembre-Décembre 1983, Janvier 1984 »

- BIRENBAUM Guy, « Font national : les mutations d'un groupuscule », dans « Intervention. N°15-Janvier/Février/Mars 1986 »

. **Les transcriptions dactylographiées des organismes centraux du PS (Congrès, conventions nationales, comités directeurs) de 1974 à 2008**

Archives départementales de la Gironde

Fonds Pierre Brana

- 106 J 7 : Fédération nationale des élus socialistes et républicains • 1975-1994

- 106 J 9 : Élections législatives de 1993 et 1997 • 1993-1997

- 106 J 10 : Élections législatives des 5 et 12 juin 1988 • 1986-1993

- 106 J 11 : Élections législatives des 8 et 16 juin 2002 • 2002

- 106 J 12 : Élections sénatoriales de septembre 1980 • 1980

- 106 J 13 : Élections municipales de 1977, 1983 et 1989 • 1977-1989

- 106 J 14 : Élections municipales de 1995 et 2002 • 1995-2002

- 106 J 15 : Élections cantonales de 1982, 1988, 1994 • 1982-1994

- 106 J 16 : Élections présidentielles, législatives, cantonales et municipales suivies par Pierre Brana • 1981-2008

- 106 J 50 : Réunions du bureau exécutif du Parti socialiste • 25 avril-19 décembre 1979

- 106 J 54 : Réunions du bureau exécutif du Parti socialiste • 2 janvier-10 décembre 1980

- 106 J 57 : Mission sur la maîtrise de l'énergie confiée à Pierre Brana par Michel Rocard, Premier ministre • 1988-1991
- 106 J 58 : Mission sur la maîtrise de l'énergie confiée à Pierre Brana par Michel Rocard, Premier ministre • 1989-1990
- 106 J 63 : Pierre Brana, député de Gironde, généralités • 1989-1993
- 106 J 64 : Pierre Brana, député de Gironde, généralités • 1997-2002

Archives de Bordeaux-Métropole

Fonds Joëlle Dusseau

- BXM 26S 1 : Élections de 1989 à Bruges
- BXM 26S 2 : Bruges avenir. Construisons-le Ensemble ! Joëlle Dusseau
- BXM 26S 3 : Bruges avenir. Construisons-le Ensemble ! Joëlle Dusseau
- BXM 26S 4 : Élections municipales des 11 et 18 juin 1995. Bruges Demain. Joëlle Dusseau Sénatrice de la Gironde, Conseillère Régionale d'Aquitaine. Solidaires Ensemble
- BXM 26S 5 : Élections municipales des 11 et 18 juin 1995. Avec Bruges Demain. Solidaires Ensemble. Tournez la page ! Joëlle Dusseau sénatrice de la Gironde, conseillère régionale
- BXM 26S 6 : Élections de 2001 à Bruges
- BXM 26S 7 : Élections municipales des 11 et 18 mars 2001. Joëlle Dusseau majorité plurielle. Un nouvel élan pour Bruges avec Bruges demain
- BXM 26S 9 : Élections de 2014 à Bruges
- BXM 26S 10 : Élections de 1976 dans le cinquième canton de Bordeaux
- BXM 26S 11 : Élections cantonales du 14 mars 1976 cinquième canton de Bordeaux. Pour l'avenir de Bordeaux et de la Gironde. Joëlle Dusseau, candidate de l'Union de la Gauche présentée par le Parti socialiste
- BXM 26S 12 : Élections cantonales du 14 mars 1976 cinquième canton de Bordeaux. Pour l'avenir de Bordeaux et de la Gironde. Joëlle Dusseau, candidate de l'Union de la Gauche présentée par le Parti socialiste

- BXM 26S 13 : Élections cantonales - mars 1976. Bordeaux - 5^e canton. Joëlle Dusseau, candidat du Parti socialiste
- BXM 26S 14 : Élections cantonales - scrutin du 14 mars 1976
- BXM 26S 15 : Élections de 1988 dans le canton Le Bouscat-Bruges
- BXM 26S 18 : Élections de 1992
- BXM 26S 19 : L'Aquitaine avec Philippe Madrelle j'y crois. Joëlle Dusseau conseillère municipale de Bruges. Pour une majorité de progrès avec le président de la République
- BXM 26S 20 : 1^{re} Circonscription de la Gironde. PSU. Joëlle Dusseau professeur. Suppléant : Albert Labadie Instituteur. Le pouvoir aux travailleurs
- BXM 26S 21 : Élections de 1988 dans la première circonscription de la Gironde
- BXM 26S 22 : Élections de 1993 dans la première circonscription de la Gironde
- BXM 26S 27 : Élections de 1998
- BXM 26S 29 : Démission du Conseil général de la Gironde et exclusion du Parti socialiste
- BXM 26S 30 : Engagement au Parti radical de Gauche

Site internet de l'Institut Tribune socialiste

<https://www.institut-tribune-socialiste.fr/>

Revue *Tribune socialiste* de 1960 à 1979. L'hebdomadaire Tribune socialiste (abrégé T. S) naît de la fusion de *Tribune du Peuple*, *Tribune du Socialisme* et de *Tribune de communisme* dans la foulée de la fondation du PSU. La production s'arrête en 1979 mais nous avons cessé de consulter les numéros édités après les Assises du Socialisme de 1974. Nous avons particulièrement consulté et utilisé les numéros et articles suivants :

- « La gauche va-t-elle enfin se ressaisir ? », dans « Tribune Socialiste. N°299, 29 octobre 1966 »
- « Résolution de politique générale », dans « Tribune Socialiste. N°320, 23 mars 1967 »
- « Pour la victoire de toute la gauche. Éditorial de Michel Rocard », dans « Tribune Socialiste. N°332, 29 juin 1967. Spécial congrès »

- « Communiqué du Bureau National », dans « Tribune Socialiste. N°373, 23 mai 1968 »
- « Le combat continue, par Michel Rocard », dans « Tribune Socialiste. N°376, 27 juin 1968 »
- « 17 thèses adoptées par le congrès de Dijon », dans « Supplément au Courrier du PSU N° 9-10 et 11 de Mars 1969 »
- « La plateforme pour la campagne du référendum », dans « Tribune Socialiste. N°404, 20 mars 1969 »
- « La résolution finale », dans « Tribune Socialiste. N°404, 20 mars 1969 »
- « Communiqué du Bureau national du PSU », dans « Tribune Socialiste. N°479, 7 janvier 1971 »
- « Plate-forme du PSU. Élections municipales mars 1971 », dans « Tribune Socialiste. N°480, 14 janvier 1971 »
- « Les révolutionnaires progressent... même aux élections ! », dans « Tribune Socialiste. N°489, 18 mars 1971 »
- « Résolution finale : pour une orientation révolutionnaire », dans « Tribune Socialiste. N°503, 1^{er} juillet 1971 »
- « Une nouvelle étape », dans « Tribune Socialiste. N°503, 1^{er} juillet 1971 »
- « Les choix difficiles. Michel Rocard », dans « Tribune Socialiste. N°542, 14 juin 1972 »
- « Contribution Miner le PSU c'est faire le jeu du réformisme », dans « Tribune Socialiste. Supplément au n°540, 31 mai 1972 »
- « Combattre ensemble », dans « Tribune socialiste. N°554, 15 novembre 1972 »
- « Le sens du manifeste. Michel Rocard », dans « Tribune Socialiste. N°558, 13 décembre 1972 »
- « Au pied du mur », dans « Tribune Socialiste. N°570, 15 mars 1973 »

- « Résolution finale. Nécessité de l'unité d'action », dans « Tribune socialiste. N°598, 28 novembre 1973 »
- « La victoire est possible », dans « Tribune Socialiste. N°614, 13-19 avril 1974 »
- « Une bataille claire », dans « Tribune Socialiste. N°615, 20-26 avril 1974 »
- « 4 questions à Jean Le Garrec », dans « Tribune Socialiste. N°615, 20-26 avril 1974 »
- « Le choix est clair. Communiqué du Bureau national du PSU. 6 mai 1974 », dans « Tribune Socialiste. N°618, 11-17 mai 1974 »
- « Des comités pour quoi faire ? Jean Le Garrec », dans « Tribune Socialiste. N°618, 11-17 mai 1974 »
- « Chronique Michel Rocard : sur une courte défaite », dans « Tribune Socialiste. N°620, 25-31 mai 1974 »
- « Éditorial Robert Chapuis: une nouvelle étape », dans « Tribune Socialiste. N°620, 25-31 mai 1974 »
- « Gauche : lorsque le temps presse », dans « Tribune Socialiste. N°621, 1^{er} au 7 juin 1974 »
- « L'avenir du PSU », dans « Tribune Socialiste. N°623, 15-22 juin 1974 »
- « Résolution de la DPN des 29 et 30 juin 1974 : une phase nouvelle et offensive », dans « Tribune Socialiste. N°626, 6-13 juillet 1974 »
- « Texte Chapuis. Donner toute sa force au socialisme autogestionnaire », dans « Tribune Socialiste. N°628, 23 septembre 1974 »
- « Le PSU exclu des Assises ! », dans « Tribune Socialiste. N°631, 12 octobre 1974 »

Site MichelRocard.org

[https://michelrocard.org/app/photopro.sk/rocard/?](https://michelrocard.org/app/photopro.sk/rocard/)

L'association MichelRocard.org fut créée en novembre 2014, du vivant de Michel Rocard et de sa volonté, pour permettre l'accès et la valorisation de l'ensemble de son œuvre politique gratuitement, à tous publics et par voie numérique à partir du site de l'association, géré en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès.

Rubrique « Les discours et interventions de Michel Rocard »

- « Michel Rocard : Assises du socialisme, 12 octobre 1974 »
- « Michel Rocard : Congrès national de Pau, 1^{er} février 1975, après-midi »
- « Michel Rocard-Congrès national de Nantes, 18 juin 1977, matinée »
- « Michel Rocard-Congrès national de Nantes, 18 juin 1977, matinée »
- « Michel Rocard-Congrès national de Nantes, 18 juin 1977, matinée »
- « Michel Rocard- Congrès national de Metz, dimanche 8 avril 1979, matinée »
- « Michel Rocard-Convention nationale extraordinaire d'Alfortville, dimanche 13 janvier 1980 »
- « Michel Rocard- Comité directeur, samedi 23 mars 1985, matinée »
- « Discours de Michel Rocard- Congrès du PS 11,12,13 octobre 1985 »
- « Discours de Michel Rocard, Journée nationale des Clubs Convaincre, 7 juin 1986 »
- « Rencontre nationale des Clubs Convaincre-13 juin 1987- Conclusion »
- « Intervention de Michel Rocard. Saint-Quentin en Yvelines, dimanche 8 novembre 1987 »
- « Élections municipales de mars 1989, Discours de M.Michel Rocard, Premier ministre, Poissy, le 3 mars 1989 »

- « Discours de M. Le Premier ministre, à la convention nationale des Clubs Forum et Convaincre, le samedi 27 janvier 1990 »

- « Discours de M.Michel Rocard, Premier ministre, devant les Clubs Convaincre, Paris le 14 avril 1991 »

- « Intervention de Michel Rocard, Chambéry, le samedi 31 août 1991 »

- « Michel Rocard- Comité directeur, 9 janvier 1992 »

- « Comité directeur du PS, 15 novembre 1992- Intervention de Michel Rocard »

- « Montlouis-sur-Loire, 17 février 1993, discours de Michel Rocard »

- « Comité directeur- Maison de la Chimie- 3 avril 1993- Intervention de M.Michel Rocard »

- « Michel Rocard-Congrès national du Bourget, vendredi 22 octobre 1993, matinée/ Deuxième intervention »

- « PS. Conseil national-Paris- 30 mars 1994- Intervention de Michel Rocard »

. Rubrique « Articles et interviews ». Cette rubrique comporte des recueils numérisés d'articles de presse en lien avec l'actualité de Michel Rocard et/ou de son courant classés par année. Nous avons principalement utilisé les suivants :

- « Monsieur Michel Rocard va abandonner ses fonctions de secrétaire national du PSU », *Le Monde*, 13 septembre 1973, dans « Revue de presse et déclarations 1973 »

- « M.Rocard : Nous ne vaincrons qu'ensemble », *Le Monde*, 6 avril 1974, dans « Revue de presse et déclarations 1974 »

- « La rose et les épines », *Le Canard enchaîné*, 24 novembre 1976, dans « Revue de presse et déclarations 1976 »

- « M.Rocard plaide pour une autre conduite de l'union de la gauche », *Le Monde*, 28 mars 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 »

- LIEBART Alexis, « Les responsables des principaux courants s'observent », *L'Express*, 12 au 18 juin 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 »

- « Taddéi attaque les proches de Mitterrand », *Le Matin*, 30 juin 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 »

- « La bataille des néo », *Le Nouvel Observateur*, 3 juillet 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 »

- EVIN Claude, RICHARD Alain, « Pour vaincre la méfiance, répondons aux vraies questions », *Le Matin*, 23 septembre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 »

- PFISTER Thierry, « M.Rocard veut briguer l'Élysée en 1981 », *Le Monde*, 24 septembre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 »

- GIESBERT Franz-Olivier, « Entretien avec Michel Rocard », *Le Nouvel Observateur* n°725, 2 octobre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 »

- « Sondage : Mitterrand et Rocard à égalité face à Giscard », *Le Matin*, 6 octobre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 »

- « PS : Pourquoi Rocard souhaite modifier les statuts », *Le Point* n°316, 9 octobre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 »

- PFISTER Thierry, « La majorité du PS se fissure », *Le Monde*, 14 décembre 1978, dans « Revue de presse et déclarations 1978 »

- « Ceux qui soutiennent Mauroy et Rocard », *Le Matin*, 10 janvier 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 »

- « M.Rocard : la candidature à la présidence de la République n'est pas une question d'actualité », *Le Monde*, 31 janvier 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 »

- LIEBAERT Alexis, « Rocard : il fallait d'abord se compter », *Le Matin*, 23 février 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 »

- « Le courant Rocard pense talonner celui de M.Mitterrand », *Le Monde*, 24 février 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 »

- « Rocard : un incident médiocre », *Le Matin*, 18 juin 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 »

- COLOMBANI Jean-Marc, « M.Rocard prend date pour l'après-Mitterrand », *Le Monde*, 15 octobre 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 »

- « Mitterrand-Rocard : le casse-tête socialiste », *Le Point* n°377, 10 décembre 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 »

- « Rassembler le PS autour du meilleur candidat, par Gilbert Gaumet et Henri Darras », *Le Monde*, 11 décembre 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 »

- MARTINET Gilles, « Pour un ticket Rocard-Mitterrand », *Le Matin*, 12 décembre 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 »

- « Un nouvel appel en faveur du député des Yvelines », *Le Monde*, 18 décembre 1979, dans « Revue de presse et déclarations 1979 »

- LIEBAERT Alexis, « PS : les majoritaires soulignent leurs différences avec Rocard », *Le Matin*, 27 février 1980 dans « Revue de presse et déclarations 1980 »

- BUFFIN Didier, « Rocard se pose en homme au dessus des partis », *Le Matin*, 2 mai 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 »

- BURG Dominique, « Rocard en tournée pour 1981 », *Le Matin*, 6 octobre 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 »

- « Michel Rocard réaffirme qu'il souhaite être le candidat socialiste en 1981 », *Le Monde*, 4 juillet 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 »

- COLOMBANI Jean-Marie, « M.Michel Rocard esquisse les thèmes d'une éventuelle campagne présidentielle », *Le Monde*, 20 août 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 »

- « La déclaration de candidature de M.Michel Rocard », *Le Monde*, 21 octobre 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 »

- « Michel Rocard comble le vide laissé par Mitterrand », *Le Figaro*, 11 février 1981, dans « Revue de presse et déclarations 1981 »

- BURG Dominique, « Rocard : l'échec du gouvernement serait celui de toute la gauche », *Le Matin*, 7 septembre 1981, dans « Revue de presse et déclarations 1981 »

- « Les rocardiens n'ont-ils rien à dire ? », *Libération*, 11 septembre 1981, dans « Revue de presse et déclarations 1981 »

- « Rocard contre les courants », *Le Matin*, 16 septembre 1981, dans « Revue de presse et déclarations 1981 »

- « M.Rocard : Je comprends les raisons de M.Cot », *Le Monde*, 10 décembre 1982, dans « Revue de presse et déclarations 1982 »

- CLERC Olivier, « Les néos : nous sommes les seuls qui aient une liberté de parole », *Le Monde*, 2 et 3 septembre 1984, dans « Revue de presse et déclarations 1984 »

- JARREAU Patrick, « Les amis du ministre de l'agriculture veulent réduire l'écart entre les orientations du PS et celles du gouvernement », *Le Monde*, 4 septembre 1984, dans « Revue de presse et déclarations 1984 »

- ANDREANI Jean-Louis, « M.Rocard veut montrer qu'il peut encore servir », *Le Monde*, 12 octobre 1984, dans « Revue de presse et déclarations 1984 »

- DUHAMEL Olivier, « L'heure de vérité de M.Rocard, Président ? », *Le Monde*, 4 décembre 1984, dans « Revue de presse et déclarations 1984 »

- DOMENECH Nicolas, KROP Pascal, « Un homme seul à la recherche de réseau », *L'Évènement*, 6 décembre 1984, dans « Revue de presse et déclarations 1984 »

- ANDREANI Jean-Louis, « Les rocardiens pris de court », *Le Monde*, 5 avril 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 »

- « La démission de M.Michel Rocard », *Le Monde*, 5 avril 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 »

- « M.Rocard s'explique », *Le Monde*, 6 avril 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 »

- LEMAIRE René, « Rocard seul contre tous », *L'Évènement*, 26 août 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 »

- PIERRE-BROSSOLETTE Sylvie, « Oui-Non, Trois questions à Claude Evin, président (rocardien) de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale », *L'Express*, 13-19 septembre 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 »

- ULBMANN Marc, « Rocard : Le PS réfléchira à deux fois avant de soutenir un autre candidat que moi », *Paris Match*, 27 septembre 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 »

- SICHLER Liliane, « Un sondage qui fait boum », *L'Évènement du Jeudi*, 3-9 octobre 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 »

- « Deux rocardiens font dissidence », *Le Matin*, 30 octobre 1985, dans « Revue de presse et déclarations 1985 »

- PRONIER Raymond, « L'offensive Rocard », *Le Matin*, 15 octobre 1986, dans « Revue de presse et déclarations 1986 »

- « Mises en garde socialistes à M.Rocard », *Le Monde*, 22 octobre 1986, dans « Revue de presse et déclarations 1986 »

- FLEURY Jacques, « PS : le trop-plein pour la présidentielle », *Le Figaro*, 11 juillet 1987, dans « Revue de presse et déclarations 1987 »

- BAZIN François, « Premiers craquements chez les rocardiens », *La Croix*, 19 août 1987, dans « Revue de presse et déclarations 1987 »

. **Les 122 numéros du journal Convaincre de 1986 à 1998.** En 1985, Michel Rocard, qui vient de quitter le gouvernement lance les clubs Convaincre. A partir de février 1986, ils publieront une lettre d'information, jusqu'en 1998. Si nous avons dépouillé intégralement le fond numérisé, nous avons principalement exploité les numéros et articles suivants :

- « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°1, 26 février 1986 »

- « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°2, 10 mars 1986 »

- « Réflexion sur une élection » dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°3, 22 mars 1986 »

- « Gagner la prochaine fois. Le sens des journées des 26 et 27 avril dernier » dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°6, 12 mai 1986 »

- « La politique autrement (extrait du discours de Michel Rocard) », dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°9, 25 juin 1986 »

- « Gouverner autrement, par Michel Rocard », dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°19, 2 février 1987 »

- « Décentralisation, le grand tournant, par Michel Rocard », dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°21, 16 mars 1987 »

- « Faut-il craindre le régime des partis ? Par Michel Rocard », dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°23, 27 avril 1987 »

- « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°28, 23 septembre 1987 »

- « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°29, 9 octobre 1987 »

- « Pour le débat et la démocratie », dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°30, 2 novembre 1987 »

- ROCARD Michel, « Et si on parlait de ce qui compte ? », « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°34, 5 février 1988 »

- « Script de l'émission Questions à domicile, 20 mars 1988 », dans Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. Numéro spécial, interventions de Michel Rocard, mars 1988 »

- ROCARD Michel, « Continuité... », dans « Convaincre. Lettre d'information de Michel Rocard. N°36, 28 mars 1988»

- « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°38, 24 mai 1988 »

- « Y a-t-il une méthode Rocard ? », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre N°42, 24 octobre 1988 »

- « Pour une politique globale d'intégration, par Gérard Lindeperg », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°45, janvier 1989 »

- FONCEL Jean-Paul, « Avec les clubs : vivre la politique autrement... », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°46, février 1989 »

- « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°48, mai-juin 1989 »

- « Le 18 juin : quelle Europe ? Par Gérard Fuchs », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°49, juin 1989, EUROPE, dossier 1ere partie »

- « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°50. Juin 1989, EUROPE, dossier 2ème partie »

- « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°52, octobre 1989 »

- « Pour une modernisation de l'État et pour une démocratie administrative négociée » dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°54, décembre 1989 »

- « Après Strasbourg », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°62, novembre 1990 »

- « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°64, septembre 1991 »

- « 13 actions pour le développement de l'Outre-Mer », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°65, octobre 1991 »

- « Bilan environnemental du gouvernement Rocard », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°66, novembre 1991 »

- « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°68, janvier 1992 »

- « Le 25 janvier 1992. Clubs : la rencontre des présidents », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°69, février 1992 »

- « Discours de Michel Rocard », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°69. Février 1992 »

- SOULAGE François, « De l'importance de la méthode en politique », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°70, avril 1992 »

- LINDEPERG Gérard, « Les enjeux du congrès de Bordeaux », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°72, juin 1992 »

- CHEREQUE Jacques, « L'esprit de Quimper », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°74, octobre 1992 »

- « Pour une société solidaire en économie de marché, par Michel Rocard », dans « Convaincre. Lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°75, novembre 1992 »,

- « Vie et temps forts des Clubs et des réseaux », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°77, février 1993 »

- HUCHON Jean-Paul, « Après les élections, quel avenir pour la gauche ? Quelles priorités », dans « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°79, avril 1993 »

- « Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°80, mai 1993 »

- « Pour préparer les Assises de la transformation sociale », dans « Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°81, juin-juillet 1993 »

- CHAPUIS Robert, « Après les États généraux », dans Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°82, septembre 1993 »

- SOULAGE François, « Où en est-on des Assises de la transformation sociale ? », dans Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°82, septembre 1993 »

- CHEREQUE Jacques, « Quand faut y aller, faut y aller », dans Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°83, octobre 1993 »

- ROCARD Michel « 1994 sera l'année du renouveau », dans « Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°85, janvier 1994 »

- « Le temps du renouveau pour les Clubs », dans « Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°86, mars 1994 »

- « L'Europe oui, mais solidaire », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°88, juin 1994 »

- TRAUTMANN Catherine, « Inventer l'Europe aux frontières », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°88, juin 1994 »

- LAVERGNE François, « L'Europe et le citoyen », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°88, juin 1994 »

- COT Jean-Pierre, « L'Europe oui, mais solidaire », dans « Convaincre. La lettre d'information des Clubs Convaincre. N°88, juin 1994 »

- « Nos valeurs de référence » dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°89, juillet 1994 »

- CHAPUISAT Jérôme, « Synthèse des ateliers », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°90, septembre 1994 »

- SOULAGE François, « Assemblée générale du 10 septembre 1994 », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°90, septembre 1994 »

- « Les Clubs Convaincre se mobilisent », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°90, septembre 1994 »,

- CHAPUIS Robert, « Une nouvelle donne », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°91, octobre 1994 »

- CHAPUIS Robert, « Convaincre publie ses propositions », dans Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°92, novembre 1994 »

- SOULAGE François, « Pour un projet de transformation politique et social », dans « Convaincre, Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°92, novembre 1994 »

- « Pourquoi Convaincre ? Présentation de l'Assemblée générale du 18 décembre 1994 », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°92, novembre 1994 »

- CHAPUIS Robert, « Encore un effort ! », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°94, avril 1995 »

- SOULAGE François, « Du bon usage des clubs », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°95, mai 1995 »

- FONCEL Jean-Paul, « Et maintenant ? », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°95, mai 1995 »

- CHAPUIS Robert, « Le temps de la rénovation », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°96, juin 1995 »

- CHAPUIS Robert, « Le temps de la rénovation », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°96, juin 1995 »

- « En marche vers la refondation ? », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°97, juin 1995 »

- « Pour une solidarité active », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°101, novembre 1995 »

- CHARTE NATIONALE DE LA FÉDÉRATION DES CLUBS dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°103. Février 1996 »

- CHAPUIS Robert, « Conclusion de l'Assemblée Générale », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°103, février 1996 »

- « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°108. Juillet 1996 »

- CHAPUIS Robert, « Prendre part », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°109, septembre 1996 »

- SOULAGE François, « Le dialogue entre Convaincre et Échange et Projets », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°112, décembre 1996 »

- CHAPUIS Robert, « Rapport d'orientation », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°113, janvier 1997 »

- « Bureau de l'UCCA », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°115, mars 1997 »

- CHAPUIS Robert, « Un débat tronqué », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°116, avril 1997 »

- SOULAGE François, « Dessine-moi demain, le colloque des clubs », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°116, avril 1997 »

- CHAPUIS Robert, « Pour une gauche active et responsable », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°117, mai-juin 1997 »

- SOULAGE François, « Important. Colloque des clubs », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°117, mai-juin 1997 »

- CHAPUIS Robert, « Faisons le point », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°118, septembre 1997 »

- CHAPUIS Robert, « Faisons le point », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°118, septembre 1997 »

- SOULAGE François, « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°119, octobre 1997 »

- CHAPUIS Robert, « Rapport d'activité 1997 », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°120, novembre 1997 »

- CHAPUIS Robert, « Rapport d'activité 1997 », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°120, novembre 1997 »

- PAVILIDES Christophe, « Donnons un avenir à nos paradoxes », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°120, novembre 1997 »

- SOULAGE François, « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°121. Janvier-Février 1998 »

- « Réunion du 17 février 1998 », dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°121. Janvier-Février 1998 »

Site du Fond Barodet

« Recueil des textes authentiques des programmes et engagements électoraux des députés
proclamés élus à la suite des élections générales » :

Profession de foi de Michel Rocard, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 12 et 19 mars 1978, Tome III*

Profession de foi de Robert Chapuis, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 14 et 21 juin 1981, Tome I*

Profession de foi de Pierre Bourguignon, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 14 et 21 juin 1981, Tome II*

Profession de foi de Michel Sapin, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 14 et 31 juin 1981, Tome II*

Profession de foi de Marie-France Lecuir, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 14 et 21 juin 1981, Tome III*

Profession de foi de François Patriat, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 14 et 21 juin 1981, Tome I*

Profession de foi « Liste pour une majorité de progrès », *Programmes et engagements électoraux des députés proclamés élus, Élections législatives du 16 mars 1986*

Profession de foi de Gabriel Montcharmont, *Programmes et engagements électoraux, Élections générales des 5 et 12 juin 1988, Tome III*

Presse

Indépendamment des coupures de journaux trouvés dans les divers fonds d'archive, nous avons utilisé des articles de presse numérisés. L'outil « Europresse », base de données d'informations numérisées, fut d'une grande aide. Accessible gratuitement et en illimité grâce au compte étudiant de Bordeaux-Montaigne, il permet de trouver nombre d'articles de presse par le système des mots-clefs et des dates. Presse nationale (*Le Figaro, Le Monde, Libération, Le Point, L'Express, Le Journal du Dimanche...*) ou presse locale (variée selon les circonstances, mais surtout *Sud-Ouest*), bien que la presse locale soit plus difficile à obtenir, ce croisement des échelles permet de suivre les événements et les parcours. Dans ce travail, tous les articles de presses cités en note de bas de page qui n'ont pas de référence particulière (qui sont donc présentés selon le modèle « auteur, titre, journal, date ») proviennent d'Europresse ou de recherches internet spécifiques en utilisant des mots-clefs dans la barre de recherche Google. En suivant cette méthode, nous avons trouvé et utilisé les articles suivants, classés par journal et par ordre chronologique :

Challenges

- « 2007 : Rocard appelle à une alliance Royal-Bayrou, l'UDF s'en réjouit », *Challenges*, 14 avril 2007
- ROGER-PETIT Bruno, « L'héritage encombrant de Rocard : Valls et les deux gauches irréconciliables », *Challenges*, 4 avril 2016
- BAZIN François, « Primaire PS : ce que cache la candidature de Benoît Hamon », *Challenges*, 18 août 2016

La Croix

- GORCE Bernard, « Les deux défis de François Hollande », *La Croix*, 16 juin 2011
- FOUCHET Antoine, « L'avenir de la Nouvelle-Calédonie étudié à Matignon », *La Croix*, 3 octobre 2014
- « Mort de Paul Quilès, une figure des années Mitterrand », *La Croix*, 21 septembre 2021

La Nouvelle République

- BIJONNEAU Serge, « Michel Sapin : Rocard a un avenir », *La Nouvelle République*, 19 avril 1985

Le Figaro

- Baromètre SOFRES, *Le Figaro Magazine*, 5 avril 1985
- « Michel Rocard est devenu désormais le candidat du PS à l'élection présidentielle de 1995 », *Le Figaro*, 20 octobre 1993
- FREYSSENET Elsa, « La rocardie reprend sa longue marche », *Le Figaro*, 20 novembre 1999
- FREYSSENET Elsa, « Hollande se coule dans le courant Jospin », *Le Figaro*, 4 mai 2000
- FREYSSENET Elsa, « Jospin rappelle ses lieutenants à l'ordre », *Le Figaro*, 11 avril 2002

- FREYSSENET Elsa, « Fabius place Ayrault sur la défensive », *Le Figaro*, 18 juin 2002
- FREYSSENET Elsa, « Quand les éléphants bousculent François Hollande », *Le Figaro*, 21 juin 2002
- FREYSSENET Elsa, « Strauss-Kahn fait pression sur Hollande », *Le Figaro*, 2 septembre 2002
- SAUVAGE Pascale, « Pour Strauss-Kahn ce sera le congrès de l'installation », *Le Figaro*, 21 décembre 2002
- BAROTTE Nicolas, « Au PS, les vieux courants n'ont plus la côte », *Le Figaro*, 10 août 2007
- GEISLER Rodolphe, « Les Gracques se penchent sur la défaite du PS », *Le Figaro*, 27 août 2007
- BAROTTE Nicolas, « Delanoë reçoit l'appui d'une partie des rocardiens », *Le Figaro*, 25 juin 2008
- POTIER Samuel, « Si Royal gagne le Congrès, Rocard pourrait quitter le PS », *Le Figaro*, 29 octobre 2008
- « PS : des élus lancent Inventer à gauche », *Le Figaro*, 7 janvier 2009
- GALIERO Emmanuel, GERMAIN Emmanuelle, « Juppé candidat : Bayrou approuve, l'UMP ne s'emballe pas », *Le Figaro*, 20 août 2014
- FULDA Anne, « Emmanuel Macron, le cerveau droit de Hollande », *Le Figaro*, 13 décembre 2012
- MAURER Pierre, « Alain Juppé prédit un destin national à Édouard Philippe, demain ou après-demain », *Le Figaro*, 10 septembre 2020
- BOICHOT Loris, « Législatives 2022 : Chevènement lance un nouveau parti politique pro-Macron, Refondation Républicaine », *Le Figaro*, 27 avril 2022

Le Journal du Dimanche

- « Michel Rocard adoube Emmanuel Macron », *Le Journal du Dimanche*, 20 juin 2015
- FOCRAUD Arnaud, « Pour les Français, l'héritier de Rocard se nomme Macron, pas Valls », *Le Journal du Dimanche*, 8 juillet 2016
- TABET Marie-Christine, « Nicolas Dupont-Aignan, les tribulations d'un souverainiste », *Le Journal du Dimanche*, 9 mai 2017

Le Monde

- « Les élections municipales partielles », *Le Monde*, 1^{er} juillet 1969
- « Le docteur Pierre Raynal (UDR) est élu député du Cantal. Le candidat du PSU devance celui du Parti communiste », *Le Monde*, 23 septembre 1969
- « Un entretien avec le maire de Nantes : M.Jean-Marc Ayrault souhaite que, sans attendre, le PS choisisse M.Rocard comme candidat à l'élection présidentielle », *Le Monde*, 20 novembre 1991
- « Rocard s'empare de ce qu'il reste du Parti socialiste », *Le Monde*, 4 avril 1993
- « Les résultats des élections européennes : Loire », *Le Monde*, 14 juin 1994
- NOBLECOURT Michel, « Une contribution pour constater où sont les divergences au sein du PS », *Le Monde*, 18 juillet 2002
- NOBLECOURT Michel, « François Hollande appelle les anciens courants du PS à se fondre dans un nouvel axe majoritaire », *Le Monde*, 20 septembre 2002
- NOBLECOURT Michel, « Gauche contre gauche au PS », *Le Monde*, 10 octobre 2002
- MANDRAUD Isabelle, « Jean-Paul Huchon, récit d'une carrière et d'une revanche », *Le Monde*, 24 mai 2004
- ROCARD Michel, « Royal-Bayrou, l'alliance nécessaire », *Le Monde*, 14 avril 2007

- « M.Rocard confirme avoir demandé à Mme Royal d'être candidat à sa place », *Le Monde*, 25 juillet 2007
- MANDRAUD Isabelle, NORMAND Jean-Michel, « Au PS, les fidèles de Dominique Strauss-Kahn veulent résister aux appétits des ténors du parti », *Le Monde*, 1^{er} septembre 2007
- « La nouvelle déclaration de principes du PS », *Le Monde*, 21 avril 2008
- GARIN Christine, NORMAND Jean-Michel, « Bertrand Delanoë s'engage à son tour dans la course à la succession de François Hollande », *Le Monde*, 8 mai 2008
- NORMAND Jean-Michel, « Premières ébauches d'alliance au sein du PS », *Le Monde*, 18 juillet 2008
- GARIN Christine, NORMAND Jean-Michel, « Le congrès suspendu au choix des amis de M.Delanoë », *Le Monde*, 17 novembre 2008
- « Les listes pour les européennes font grincer des dents au PS », *Le Monde*, 2 mars 2009
- LANDRIN Sophie, « Grandes manœuvres autour des strauss-kahniens », *Le Monde*, 3 juin 2011
- « Emmanuel Macron, la sauce libérale du gouvernement ? », *Le Monde*, 26 août 2014
- PIETRALUNGA Cédric, « Macron, un social-libéral désormais décomplexé », *Le Monde*, 7 avril 2015
- « Manuel Valls : Oui, je suis candidat à la présidence de la République », *Le Monde*, 5 décembre 2016
- « Quand Manuel Valls assumait des positions irréconciliables à gauche », *Le Monde*, 6 décembre 2016
- DRYEF Zineb, « Les hamonistes, une bande à part », *Le Monde*, 27 janvier 2017
- MALINGRE Virginie, PIETRALUNGA Cédric, « Emmanuel Macron et la deuxième gauche, le malentendu », *Le Monde*, 18 mai 2018
- LYON-CAEN Jean-François, « La mort du fondateur de la station des Arcs et conseiller de Michel Rocard, Roger Godino », *Le Monde*, 7 octobre 2019

- « Pour Pierre Person, ex-numéro 2 de LRM, le parti n'est pas en mesure d'affronter la nouvelle étape du quinquennat », *Le Monde*, 21 septembre 2020

- FAYE Olivier, CARRIAT Julie, « Jean-Pierre Chevènement va apporter son soutien à Emmanuel Macron », *Le Monde*, 23 février 2022

Le Parisien

- MICOINE Didier, « Les rocardiens disent oui à Jospin... et non à Fabius », *Le Parisien*, 2 novembre 2000

- GERSCHEL Frédéric, « Rocard poussé vers la sortie », *Le Parisien*, 9 décembre 2003

- CHEVALLIER Cécile, « Le bras de fer des bras droits du PS », *Le Parisien*, 24 novembre 2008

- « Hamon sur le revenu universel : ce n'est pas une assurance tout risque ! », *Le Parisien*, 19 janvier 2017

- ENCAOUA Myriam, « Chevènement et Macron, un compagnonnage ancien », *Le Parisien*, 31 janvier 2018

- MICOINE Didier, « Bernard Tapie à Marseille : je t'aime, moi non plus », *Le Parisien*, 3 octobre 2021

Le Point

- « PS : Pourquoi Michel Rocard souhaite modifier les statuts », *Le Point*, 9 octobre 1978

- GUISNEL Jean, « Alain Richard : le moment de vérité du surdoué », *Le Point*, 10 avril 1999

- PEGARD Catherine, « Aubry sur le départ », *Le Point*, 16 juin 2000

- « Manuel Valls : la candidature DSK est en train de s'imposer », *Le Point*, 28 mars 2011

- « Pau : Bayrou abat un atout maître avec le ralliement de l'UMP », *Le Point*, 17 janvier 2014

- « Juppé : Moi je rassemble », *Le Point*, 4 janvier 2015
- « Décès de Rocard : premières réactions politiques », *Le Point*, 2 juillet 2016
- BERRETTA Emmanuel, GALACTEROS Caroline, RECASENS Olivia, « Michel Rocard : son testament politique à conserver », *Le Point*, 23 juin 2016
- « Macron appelle à poursuivre l'œuvre de Rocard », *Le Point*, 15 septembre 2016
- BERRETTA Emmanuel, BRUCKERT Erwan, « Hamon versus Macron ou Rocard contre Rocard », *Le Point*, 14 mars 2017
- PEIFFER Valérie, EMERY Audrey, « Bussereau : Macron c'est le syndrome Veil », *Le Point*, 10 juillet 2021

Le Progrès

- « L'équipe Hollande : trois ans pour convaincre », *Le Progrès*, 30 novembre 1997

Les Échos

- « Jean-Pierre Soisson veut son groupe », *Les Échos*, 25 juillet 1991
- « Mini bing-bang », *Les Échos*, 17 mars 1993
- « Laurent Fabius fait une offre aux rocardiens », *Les Échos*, 1^{er} avril 1993
- « Martine Aubry propose Elisabeth Guigou », *Les Échos*, 19 juillet 1993
- FRESSOZ Françoise, « Michel Rocard part à la reconquête de l'opinion », *Les Échos*, 25 octobre 1993
- « PS : les courants au coeur du prochain congrès », *Les Échos*, 1^{er} août 1994
- « Les socialistes en plein désarroi », *Les Échos*, 15 décembre 1994
- « Le brûlot de Rocard », *Les Échos*, 19 décembre 1994

- SEUX Dominique, « Emmanuelli candidat pour rassembler la gauche », *Les Échos*, 19 janvier 1995
- FRESSOZ Françoise, « Le Parti socialiste durcit le ton contre Alain Juppé mais reste divisé », *Les Échos*, 1^{er} décembre 1995
- « Européennes. Hollande plébiscité par les parlementaires socialistes », *Les Échos*, 4 février 1999
- FREYSSINET Elsa, « Des courants au PS pour une questure », *Les Échos*, 18 septembre 1999
- CORNUDET Cécile, « Retraites : les propositions des rocardiens », *Les Échos*, 10 février 2000
- CORNUDET Cécile, « Accueil mitigé de la gauche et très critique de la droite », *Les Échos*, 28 mars 2000
- « Martine Aubry cherche à renforcer son influence au sein du Parti socialiste », *Les Échos*, 11 mai 2000
- FRESSOZ Françoise, « Manœuvres de précongrès au Parti socialiste », *Les Échos*, 19 juillet 2000
- FRESSOZ Françoise, « L'ambition de Martine Aubry suscite des contre-feux au sein du Parti socialiste », *Les Échos*, 24 octobre 2000
- VALLETOUX Frédéric, « Les jospinistes préparent l'intervention du Premier ministre sur l'Europe », *Les Échos*, 7 février 2001
- FRESSOZ Françoise, « Congrès de Grenoble : un PS pluriel en quête de projet », *Les Échos*, 24 novembre 2000
- FRESSOZ Françoise, « Pouvoir d'achat des bas salaires : le Parti socialiste est profondément divisé », *Les Échos*, 9 janvier 2001
- FRESSOZ Françoise, « Le Parti socialiste évite les règlements de comptes mais pas la confusion », *Les Échos*, 2 septembre 2002
- CZARNES Renaud, « Primaire : Martine Aubry se lance enfin dans la course », *Les Échos*, 27 juin 2011

- CZARNES Renaud, « Primaire PS : Moscovici, Peillon et leurs troupes rallient Hollande », *Les Échos*, 1^{er} juillet 2011

- FURBURY Pierre-Alain, « Valls et Macron se disputent à nouveau l'héritage de Rocard », *Les Échos*, 15 septembre 2016

L'Express

- FAUVET Christian, « L'écart de Jean-Pierre Cot », *L'Express*, 10 décembre 1982

- MAZIERES Bernard, « Le coup d'État provisoire », *L'Express*, 1^{er} juillet 1993

- MAZIERES Bernard, « Samedi 3 avril-Rocard prend le PS », *L'Express*, 23 décembre 1993

- PIERRE-BROSSOLETTE Sylvie, « L'homme de la semaine : Bernard Kouchner », *L'Express*, 31 mars 1994

- MAZIERES Bernard, « Le PS en charpie », *L'Express*, 23 juin 1994

- LECLERCQ Florent, « Lionel Jospin de A à Z », *L'Express*, 24 avril 1995

- MAZIERES Bernard, « Jospin, le retour », *L'Express*, 6 juillet 1995

- MAZIERES Bernard, « Divorce en Rocardie », *L'Express*, 4 janvier 1996

- DELANGLADE Sabine, GLIMOIS Nicolas, « Gouvernement : la matière grise du pouvoir rose », *L'Express*, 26 juin 1997

- APATHIE Jean-Michel, LHAÏK Corinne, « Martine Aubry, une femme ambitieuse », *L'Express*, 28 août 1997

- « Le retour des rocardiens ? - Les Indiscrets », *L'Express*, 18 novembre 1999

- KARLIN Élise, « Lang chahuté par les siens », *L'Express*, 6 avril 2000

- BARBIER Christophe, MANDONNET Eric, « Alain Juppé : La modération est une discipline », *L'Express*, 11 mars 2015

- « Macron, Valls, Hollande : qui sont les héritiers de Michel Rocard ? », *L'Express*, 3 juillet 2016
- LHAÏK Corinne, « Macron-DSK, si loin, si proches », *L'Express*, 18 octobre 2017
- « Régionales : Valls et Huchon appellent à voter Péresse, tollé à gauche », *L'Express*, 24 juin 2021

Libération

- VIROT Pascal, « Au PS, Martine Aubry entraîne les rénovateurs derrière Jospin », *Libération*, 23 janvier 1995
- PERRIGNON Judith, « Michel Rocard et l'aile gauche du PS réveillent leurs courants », *Libération*, 4 décembre 1995
- PERRIGNON Judith, « Le PS mise sur les dames pour 1998 », *Libération*, 28 mai 1996
- PERRIGNON Judith, « Aubry, une socialiste à son compte », *Libération*, 1^{er} mars 1996
- THENARD Jean-Michel, « Rocard, 50 ans de politique », *Libération*, 21 septembre 1996
- PERRIGNON Judith, « Orphelins, les rocardiens en autogestion », *Libération*, 30 octobre 1996
- GAUTHIER Nicole, « A l'Assemblée, des groupes recomposés », *Libération*, 4 juin 1997
- VIROT Pascal, « Les fabiusiens trustent l'Assemblée nationale. Outre Fabius au perchoir, ils présideront quatre des six commissions », *Libération*, 12 juin 1997
- DUPAQUIER Jean-François, « Législatives 1997. A Argenteuil, un couac PS-PC. Face au député RPR sortant, le socialiste choisit d'attaquer le front le PC », *Libération*, 29 avril 1997
- GUIRAL Antoine, « Régionales 1998. Bataille pour un fauteuil. Huchon, de l'ombre de Rocard à celle de DSK », *Libération*, 5 mars 1998
- GUIRAL Antoine, « A l'Assemblée, le favori de Fabius rejeté. Un jospino-rocardien a été élu questeur », *Libération*, 22 septembre 1999

- WENZ-DUMAS François, « Les rocardiens revendiquent la paternité de la politique Jospin », *Libération*, 22 novembre 1999

- DELY Renaud, « Hollande mitonne le remaniement du PS », *Libération*, 21 avril 2000

- DELY Renaud, « Le PS redécouvre les querelles de chapelles », *Libération*, 9 mai 2000

- DELY Renaud, « Au PS, ni courant, ni tension. Martine Aubry se défend de monter sa propre écurie », *Libération*, 11 mai 2000

- DELY Renaud, « Le congrès du PS se prépare dans l'écrit et la douleur », *Libération*, 6 septembre 2000

- DELY Renaud, « Les socialistes retrouvent l'Europe », *Libération*, 8 février 2001

- DELY Renaud, « Après les casseroles, DSK au fourneau », *Libération*, 19 octobre 2001

- AESCHIMANN Eric, « Le sursaut du PS n'est pas venu », *Libération*, 17 juin 2002

- QUINIO Paul, « Tout le monde au club », *Libération*, 9 janvier 2003

- « Pour Ségolène Royal, les Gracques c'est rien », *Libération*, 24 mars 2007

- REVAULT D'ALLONNES David, « Le courant DSK vole en éclats », *Libération*, 26 septembre 2008

- « Tribune Inventer à gauche », *Libération*, 10 mars 2009

- AUFFRAY Alain, « Nathalie Kosciusko-Morizet : Je suis le produit de la droite et de la gauche », *Libération*, 17 avril 2016

- BRETTON Laure, « Manuel Valls, l'héritier qui ne l'est pas vraiment », *Libération*, 3 juillet 2016

- RAULIN Nathalie, « Macron : l'honnêteté m'oblige à vous dire que je ne suis pas socialiste », *Libération*, 19 août 2016

- « Benoît Hamon, la galaxie du nouveau favori », *Libération*, 23 janvier 2017

- ALBERTINI Dominique, « Nouvelle-Calédonie : Édouard Philippe dans les pas de Michel Rocard », *Libération*, 30 novembre 2017

- « Droites réconciliables : Valls et Huchon votent Péresse », *Libération*, 24 juin 2021

L'Opinion

- SEGAUNES Nathalie, « Macron n'est pas le nouveau Rocard, c'est Manuel Valls qui nous le dit », *L'Opinion*, 15 septembre 2016

PROUST Raphaël, « En Nouvelle-Calédonie, le triomphe de la méthode Rocard », *L'Opinion*, 4 novembre 2018

SEGAUNES Nathalie, « Valls et Huchon : les ressorts de leur vote pour Péresse », *L'Opinion*, 2 juillet 2021

Marianne

- RIETH Bruno, « La victoire de SYRIZA est une chance pour l'Europe et la France », *Marianne*, 20 janvier 2015

- ENDEWELD Marc, « Macron, ce jeune chevènementiste », *Marianne*, 12 novembre 2015

- « Michel Rocard. L'hommage unanime de la classe politique », *Paris Match*, 2 juillet 2016

Sud-Ouest

- « Quatrième circonscription : Laure, Conchita et Pierre... », *Sud-Ouest*, 18 octobre 1980

- « Mitterrand, pour la troisième fois », *Sud-Ouest*, 9 novembre 1980

- BEGE Jean-François, « Rocard choisit son isoloir », *Sud-Ouest*, 5 avril 1985

- « Les socialistes en état de choc », *Sud-Ouest*, 5 avril 1985

- NIVE Dominique, « Chronique d'un divorce », *Sud-Ouest*, 14 avril 1985

- BEGE Jean-François, « L'obstination de Michel Rocard », *Sud-Ouest*, 26 août 1985
- « Les rocardiens gagnent la campagne », *Sud-Ouest*, 2 octobre 1985
- « Bartolone vante la synthèse », *Sud-Ouest*, 27 janvier 1995
- ROBIN Yves-Marie, « Strauss-Kahn est un excellent candidat », *Sud-Ouest*, 27 septembre 2006
- « Les Gracques reviennent à la charge », *Sud-Ouest*, 30 mars 2007
- « Le Premier ministre en visite en Nouvelle-Calédonie », *Sud-Ouest*, 30 avril 2016
- DESPORT Jefferson, « A Bordeaux, Juppé désigne Philippe comme la relève », *Sud-Ouest*, 20 octobre 2017

Documentaires

Les documentaires suivants ont été consultés sur les plateformes YouTube et Dailymotion. Certains ne sont aujourd'hui plus disponibles.

- « L'Investiture », documentaire de LINHART Virginie, 2006
- « Chirac le vieux lion », documentaire de ROTMAN Patrick, 2007
- « Duels : Mitterrand-Rocard, la haine et le mépris », documentaire de CARIES Lucie, 2013
- « NKM la singulière », documentaire de MARQUIS Henry, 2016
- « Secrets, mensonges et trahisons : les enfants terribles de la gauche », documentaire de GUILLOT Alexis et FARGUES Dominique, 2017

Entretiens

- Entretien avec Manuel Valls, 10 mars 2020, dans son bureau de Barcelone, 1h15
- Entretien avec Robert Chapuis, 4 février 2021, par visioconférence Zoom, 1h46
- Entretien avec Gérard Lindeperg, 10 février 2021, par visioconférence Zoom, 1h48
- Entretien avec Pierre Brana, 15 mars 2021, à son domicile d'Eysines, 2h21
- Entretien avec Joëlle Dusseau, 15 mars 2021, à son domicile d'Eysines, 2h21
- Entretien avec Sylvie Guillaume, 26 mars 2021, à son domicile de Bordeaux, 1h14
- Entretien avec Jean-François Merle, 4 juin 2021, par téléphone, 52 min
- Entretien avec Timothée Duverger, 25 octobre 2021, dans son bureau à l'Hôtel de ville de Bordeaux, 1h07
- Entretien avec Édouard Philippe, 21 septembre 2022, au siège du parti Horizons à Paris, 27 min
- Entretien avec Alain Juppé, 23 septembre 2022, dans son bureau au siège du Conseil constitutionnel, 57 min
- Entretien avec Robert Chapuis, 25 janvier 2023, échanges de mails pour approfondir certains points
- Entretien avec Jean-Pierre Sueur, 18 avril 2023, par téléphone, 55 min
- Entretien avec Alain Richard, 19 avril 2023, par téléphone, 29 min
- Entretien avec Jean-Paul Huchon, 27 avril 2023, par téléphone, 1h06
- Entretien avec Alain Bergounioux, 9 mai 2023, par téléphone, 36 min

Sources imprimées

Ouvrages de Michel Rocard

- ROCARD Michel, *Décoloniser la Province*, Rencontre socialiste de Grenoble, 1966, 41 p.
- ROCARD Michel, *Le PSU et l'avenir socialiste de la France. Histoire et sociologie d'un parti*, Seuil, 1969, 183 p.
- ROCARD Michel, *Des militants du PSU*, Paris, Epi, 1971
- ROCARD Michel, *Questions à l'État socialiste*, Stock, 1972, 184 p.
- ROCARD Michel, JAUMONT Bernard, LENEGRE Daniel, *Le marché commun contre l'Europe*, Seuil, 1973, 190 p.
- ROCARD Michel, *Un député pour quoi faire ?*, Syros, 1973, 90 p.
- ROCARD Michel, *Propositions pour sortir de la crise*, Cerf, 1974, 132 p.
- ROCARD Michel, *L'inflation au cœur*, Gallimard, 1975, 256 p.
- ROCARD Michel, *Qu'est-ce que la social-démocratie ?*, Seuil, 1979, 122 p.
- ROCARD Michel, *Parler vrai*, Seuil, 1979, 169 p.
- ROCARD Michel, *Plan intérimaire, Stratégie pour deux ans (1982-1983)*, Flammarion, 1982, 312 p.
- ROCARD Michel, *A l'épreuve des faits. Textes politiques 1979-1985*, Seuil, 1986, 219 p.
- ROCARD Michel, *Le Cœur à l'ouvrage*, Seuil, 1987, 343 p.
- ROCARD Michel, *Réponses pour demain*, Syros, 1988, 279 p.
- ROCARD Michel, *Un pays comme le nôtre : textes politiques (1986-1989)*, Seuil, 1989, 283 p.
- ROCARD Michel, *Construire le progrès social*, Syros, 1990, 216 p.
- ROCARD Michel, *Les moyens d'en sortir*, Seuil, 1996, 271 p.
- ROCARD Michel, *Mes idées pour demain*, Odile Jacob, 2000, 269 p.

- ROCARD Michel, *Entretien avec Judith Waintraub*, Flammarion, 2001, 279 p.
- ROCARD Michel, *Si la gauche savait. Entretien avec Georges-Marc Benamou*, Robert Laffont, 2005, 372 p.
- CREPU Michel, FERRY Luc, ROCARD Michel, VALADIER Paul, *Gouverner, métier impossible ?*, Elema, 2007, 80 p.
- GNESOTTO Nicole, ROCARD Michel, *Notre Europe*, Robert Laffont, 2008, 400 p.
- ROCARD Michel, *Si ça vous amuse : chronique de mes faits et méfaits*, Flammarion, 2010, 577 p.
- JUPPE Alain, ROCARD Michel, *La politique telle qu'elle meurt de ne pas être, débat conduit par Bernard Guetta*, J'ai Lu, 2011, 250 p.
- ROCARD Michel, *Mes points sur les i : propos sur la présidentielle et la crise*, Odile Jacob, 2012, 268 p.
- ROCARD Michel, LARROUTUROU Pierre, *La gauche n'a plus le droit à l'erreur*, Flammarion, 2013, 367 p.

Ouvrages de rocardiens

- BERGOUNIOUX Alain, MERLE Jean-François, *Le rocardisme. Devoir d'inventaire*, Seuil, 2018, 300 p.
- BOURGUIGNON Pierre, *Les socialistes et la ville*, Bruno Leprince, 2005, 137 p.
- BRANA Pierre, *Mémoires d'un appelé en Algérie*, éditions Sud Ouest, 2008.
- BRANA Pierre, *Une Jeunesse bacalanaise*, Bordeaux, éditions Pleine Page, 2010.
- BRANA Pierre, *Du syndicalisme au politique : Regard intérieur sur la CGT, le PSU et le PS*, Presse Universitaire de Rennes, 2013, 260 p.
- CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su... Témoignage sur la deuxième gauche*, L'Harmattan, 2007, 254 p.
- CHAPUIS Robert, *La rose et la croix. Socialistes et chrétiens*, L'Encyclopédie du socialisme, 2008
- CHEREQUE Jacques, *La rage de faire*, Balland, 2007, 285 p.

- DE LA FOURNIERE Michel, BORELLA François, *Le syndicalisme étudiant*, Éditions du Seuil, 1954, 190 p.
- DE LA FOURNIERE MICHEL, WORMS Jean-Pierre, *Citoyen dans sa commune : Propositions municipales socialistes*, Flammarion, 1977, 159 p.
- FAUROUX Roger, *États de service*, Hachette, 1998, 211 p.
- FUCHS Gérard, *Récits d'un homme de gauche. Créer un nouvel espoir*, L'Harmattan, 2021, 236 p.
- HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes : du rocardisme aux années Jospin*, Grasset, 2002, 280 p.
- HUCHON Jean-Paul, *Jours tranquilles à Matignon*, Grasset, 1993, 280 p.
- HUCHON Jean-Paul, *Ceux qui aiment ne peuvent pas perdre*, Plon, 2004, 282 p.
- HUCHON Jean-Paul, *De battre, ma gauche s'est arrêtée*, Le Seuil, 2008, 192 p.
- HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, L'Archipel, 2017, 317 p.
- LE PENSEC Louis, *Ministre à bâbord*, Ouest-France, 1997, 203 p.
- LINDEPERG Gérard, *Avec Rocard, Mémoires d'un rocardien de province*, L'Aube, 2018, 384 p.
- LINDEPERG Gérard, *Avec la Loire, Mémoires (suite) 1992-2002*, L'Aube, 2020, 370 p.
- LINDEPERG Gérard, *Avec mon enfance, Mémoires, tome 3*, L'Aube, 2022, 230 p.
- MARTINET Gilles, *L'Avenir depuis 20 ans*, Stock, 1974, 182 p.
- MARTINET Gilles, *Cassandra et les tueurs*, Grasset, 1986, 276 p.
- PISANI Edgar, *Socialiste de raison*, Flammarion, 1978, 235 p.
- PISANI Edgar, *Persiste et signe*, Odile Jacob, 480 p.
- PISANI Edgar, *Croire pour vivre. Méditations politiques*, Saint Léger, 2015, 124 p.
- ROSANVALLON Pierre, VIVERET Patrick, *Pour une nouvelle culture politique*, Seuil, 1977, 154 p.
- SALOMON André, *PS, la mise à nu*, Robert Laffont, 1980, 276 p.

- VALLS Manuel, *Les habits neufs de la gauche*, Robert Laffont, 2006, 180 p.
- VALLS Manuel, *Pour en finir avec le vieux socialisme... et enfin être de gauche*, entretien avec Claude ASKOLOVITCH, Robert Laffont, 2008, 198 p.
- VALLS Manuel, *Sécurité : la gauche peut tout changer*, Éditions du Moment, 2011, 171 p.
- ZEMOR Pierre, *Un bon conseil : incursions chez les décideurs*, O.Orban, 1986, 278 p.
- ZEMOR Pierre, *Le défi de gouverner, communication comprise, entretien avec Patricia Martin*, L'Harmattan, 2007, 270 p.

Écrits de personnalités de gauche

- AUBRY Martine, *Le choix d'agir*, Albin Michel, 1994, 224 p.
- AUBRY Martine, *Débat. Quel projet pour la gauche ?*, Éditions de l'Aube, 2004, 128 p.
- AUBRY Martine, *Une vision pour espérer, une volonté pour transformer*, Éditions de l'Aube, 2004, 118 p.
- BAUMEL Laurent, *Quand le Parlement s'éveillera...*, Le Bord de l'eau, 2015, 90 p.
- BOUCHARDEAU Huguette, *Tout le possible*, Syros, 1981, 171 p.
- CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Le Vieux, la crise et le neuf*, Flammarion, 1974, 284 p.
- CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Être socialiste aujourd'hui*, Cana, 1980, 172 p.
- CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Le temps des citoyens*, Éditions du Rocher, 1993, 272 p.
- CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Défis républicains*, Fayard, 2004, 647 p.
- CRESSON Edith, *Histoires françaises*, Éditions du Rocher, 2006, 300 p.
- DEFFERRE Gaston, *Un nouvel horizon*, Gallimard, 1965, 192 p.
- DELANOË Bertrand, *De l'audace ! Entretiens avec Laurent Joffrin*, Robert Laffont, 2008, 289 p.
- DELORS Jacques, *Mémoires*, Plon, 2004, 505 p.
- DEPREUX Édouard, *Renouvellement du socialisme*, Calmann-Lévy, 1960, 212 p.
- DRAY Julien, *Lettres d'un député de base à ceux qui nous gouvernent*, Flammarion, 1989, 180 p.

- DUMAS Roland, *Entretiens avec Laure Adler*, M. de Maule, 2010, 59 p.
- DUMAS Roland, *Coups et blessures : 50 ans de secrets partagés avec François Mitterrand*, Cherche Midi, 2011, 521 p.
- ESTIER Claude, *La plume au poing*, Stock, 1977, 364 p.
- ESTIER Claude, *Un combat centenaire: 1905-2005. Histoire des socialistes français*, Le Cherche Midi, 2005, 297 p.
- FABIUS Laurent, *C'est en allant vers la mer*, Seuil, 1990, 224 p.
- FABIUS Laurent, *Les blessures de la vérité*, Flammarion, 1995, 267 p.
- FABIUS Laurent, *Une certaine idée de l'Europe*, Plon, 2004, 124 p.
- GERMAIN Jean-Marc, *Tout avait si bien commencé. Journal d'un « frondeur »*, Éditions de l'Atelier, 2015, 207 p.
- GUIDONI Pierre, *Histoire du Nouveau parti socialiste*, Théma-Éditions, 1973, 405 p.
- GRACQUES (LES), *Pour réussir à gauche*, Syros, 1983, 170 p.
- HERNU Charles, *Priorité à gauche*, Denoël, 1969, 136 p.
- HERNU Charles, *Chronique d'attentes, réflexions pour gouverner demain*, Téma, 1977, 287 p.
- HOLLANDE François, *Changer de destin*, Robert Laffont, 2012, 165 p.
- JOSPIN Lionel, *L'Invention du possible*, Flammarion, 1991, 321 p.
- JOSPIN Lionel, *Le Temps de répondre, entretiens avec Alain Duhamel*, Stock, 2002, 283 p.
- JOSPIN Lionel, *Le Monde comme je le vois*, Gallimard, 2005, 328 p.
- JOSPIN Lionel, *Lionel raconte Jospin. Entretiens avec Pierre Favier et Patrick Rotman*, Seuil, 2010, 315 p.
- JOXE Pierre, *Parti socialiste*, EPI, 1973, 126 p.
- JOXE Pierre, *Pourquoi Mitterrand?*, Points, 2006, 231 p.
- KOUCHNER Bernard, *Ce que je crois*, Grasset, 1995, 286 p.

- LAIGNEL André, *A la force des idées : pour un renouveau socialiste*, Laffont, 1987, 219 p.
- LANG Jack, *Changer*, Plon, 2005, 180 p.
- LANG Jack, *François Mitterrand, fragments de vie partagée*, Seuil, 2011, 298 p.
- LE GARREC Jean, *Une vie à gauche*, Éditions de l'Aube, 2006, 221 p.
- MAUROY Pierre, *A gauche*, Albin Michel, 1985, 352 p.
- MAUROY Pierre, *Mémoires « Vous mettez du bleu au ciel »*, Plon, 2003, 507 p.
- MAUROY Pierre, *Une vie socialiste. Entretiens avec Michèle Cotta*, Éditions Jean Jaurès, 2013, 100 p.
- MAYER Daniel, *Pour une histoire de la gauche*, Plon, 1969, 445 p.
- MENDES FRANCE Pierre, *La politique et la vérité*, Julliard, 1958, 356 p.
- MENDES FRANCE Pierre, *La République moderne : propositions*, Gallimard, 1962, 251 p.
- MENDES FRANCE Pierre, *Pour préparer l'avenir : propositions pour une action*, Denoël, 1968, 119 p.
- MENDES FRANCE Pierre, *Pour une République moderne 1955-1962*, Gallimard, 1988, 976 p.
- MERMAZ Louis, *L'autre volonté*, Robert Laffont, 1984, 226 p.
- MERMAZ Louis, *Il faut que je vous dise. Mémoires*, Odile Jacob, 2013, 734 p.
- MEXANDEAU Louis, *François Mitterrand le militant, trente ans de complicité*, Le cherche midi, 2006, 392 p.
- MEXANDEAU Louis, *Histoire du Parti socialiste : 1905-2005*, Tallandier, 2005, 443 p.
- MITTERRAND François, *Le Coup d'État permanent*, Plon, 1964, 283 p.
- MITTERRAND François, *Un socialisme du possible*, Le Seuil, 1971, 125 p.
- MITTERRAND François, *La Rose au poing*, Flammarion, 1973, 223 p.
- MITTERRAND François, *L'abeille et l'architecte, chronique*, Flammarion, 1978, 402 p.

- MITTERRAND François, *Ici et maintenant. Conversations avec Guy Claisse*, Fayard, 1980, 309 p.
- MITTERRAND François, *Ma part de Vérité*, Fayard, 1986, 202 p.
- MOLLET Guy, *Les chances du socialisme*, Fayard, 1968, 138 p.
- MOSCOVICI Pierre, *A la recherche de la gauche perdue*, Calmann-Lévy, 1994, 308 p.
- MOSCOVICI Pierre, *Mission impossible ? Comment la gauche peut battre Sarkozy en 2012*, Cherche Midi, 2009, 336 p.
- MOSCOVICI Pierre, *Défaite interdite*, Flammarion, 2011, 368 p.
- MOTCHANE Didier, CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Clefs pour le socialisme*, Seghers, 1973, 310 p.
- MUTIN Marie-Thérèse, *Jean Popereen, tel qu'en lui-même*, Mutine, 2006, 493 p.
- PEILLON Vincent, MONTEBOURG Arnaud, HAMON Benoît, *Au coeur de la gauche : éléments pour un projet politique*, Le Bord de l'eau, 2005, 341 p.
- POPEREN Jean, *Une stratégie pour la gauche*, Fayard, 1969, 162 p.
- POPEREN Jean, *La gauche française, Le nouvel âge 1958-1965*, Fayard, 1972, 498 p.
- POPEREN Jean, *L'Unité de la gauche 1965-1973*, Fayard, 1975, 474 p.
- POPEREN Jean, *Nous sommes tous archaïques*, Roblot, 1978, 157 p.
- POPEREN Jean, *81, changer le pouvoir*, Alain Sitbon, 1980, 61 p.
- POPEREN Jean, *Le nouveau contrat socialiste : socialistes et liberté*, Ramsay, 1985, 214 p.
- QUILES Paul, *Nous vivons une époque intéressante : réponses à la morosité*, Gauche-Contact, 1992, 144 p.
- ROUDY Yvette, *Allez les femmes. Une brève histoire du PS et de quelques absentes*, Le Bord de l'eau, 2005, 180 p.
- ROYAL Ségolène, *Désirs d'avenir*, Flammarion, 2006
- ROYAL Ségolène, *Ma plus belle histoire c'est vous*, Grasset, 2007, 334 p.

- ROYAL Ségolène, *Femme debout*, Denoël, 2009, 274 p.
- SAINTE-MARIE Michel, *Michel Sainte-Marie : entretiens avec Jean Petaux*, Le Bord de l'Eau, 2017, 216 p.
- SAVARY Alain, *Pour le nouveau parti socialiste*, Seuil, 1970, 179 p.
- SAVARY Alain, *En toute liberté*, Hachette, 1985, 235 p.
- STRAUSS-KAHN Dominique, *La flamme et la cendre*, Grasset, 2002, 280 p.
- STRAUSS KAHN Dominique, *Oui. Lettre ouverte aux enfants d'Europe*, Grasset, 2004, 172 p.
- STRAUSS-KAHN Dominique, *365 jours. Journal contre le renoncement*, Grasset, 2006, 359 p.
- TAPIE Bernard, *De l'énergie pour l'Europe*, Éditions radicales, 1994, 111 p.
- TAPIE Bernard, *Librement*, Plon, 1998, 310 p.
- VAILLANT Daniel, *PS : 40 ans d'histoire(s) du congrès d'Épinay au congrès de Reims (1971-2001)*, Archipel, 2011, 424 p.
- VEDRINE Hubert, *François Mitterrand, un dessein, un destin*, Gallimard, 2006, 168 p.

Bibliographie

Méthodologie et outils de la recherche

- BERSTEIN Serge, MILZA Pierre, *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Presses Universitaires de France, 1998, 480 p.
- CASTAGNEZ Noëlline, CEPÉDE Frédéric, CONORD Fabien, GOETSCHÉL Pascal, VERGNON Gilles (dir.), *Pas d'histoire sans archives. Mélanges « secret défense » offerts à Gilles Morin*, Arbre bleu éditions, 2020, 273 p.
- DENQUIN Jean-Marie, *Introduction à la science politique*, Hachette, 1992, 139 p.
- DESCAMPS Florence, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone : De la constitution de la source orale à son exploitation*, Comité pour l'Histoire économique et financière, 2006, 864 p.

Ouvrages sur Michel Rocard

- ANDREANI Jean-Louis, *Le Mystère Rocard*, Paris, Robert Laffont, 1993, 732 p.
- BERGOUNIOUX Alain, FULLA Mathieu (dir.), *Michel Rocard, Premier ministre*, Les Presses de Sciences-Po, 2020, 374 p.
- DJIAN Jean-Michel, *Rocard l'enchanteur désenchanté*, Le Cherche Midi, 2023, 152 p.
- EVIN Kathleen, *Michel Rocard ou l'art du possible*, Simoen, 1979, 243 p.
- FOGACCI Frédéric, *Le courant rocardien et le Parti socialiste des assises du socialisme au Congrès de Metz*, Mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de MAYER Jean-Marie, Paris IV
- FOURNIER Jules (dir.), *Michel Rocard par...*, Flammarion, 2018, 290 p.
- GAY Isabelle, « L'itinéraire politique de Michel Rocard jusqu'en 1974 », Mémoire de Maîtrise sous la direction de PROST Antoine, Paris 1, 1988
- GUIGO Pierre-Emmanuel, « Le complexe de la communication. Michel Rocard entre médias et opinions », Thèse de doctorat sous la direction de SIRINELLI Jean-François, IEP Paris, 2016, 677 p.
- GUIGO Pierre-Emmanuel, « *Le chantre de l'opinion* ». *La communication de Michel Rocard de 1974 à 1981*, INA Éditions, 2013, 265 p.

- GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, Perrin, 2020, 450 p.
- GUILLAUME Sylvie, *Les rebelles de la politique. Posture ou sincérité*, Armand Colin, 2022, 256 p.
- HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *L'Effet Rocard*, Paris, Stock, 1980, 363 p.
- LIEGEOIS Jean-Paul, BEDEI Jean-Pierre, *Le Feu et l'Eau*, Grasset, 1990, 398 p.
- NARCY Jean-Paul, *Dictionnaire Rocard*, Atlande, 2019, 512 p.
- SANTINI Sylvie, *Michel Rocard : un certain regret*, Stock, 2005, 252 p.
- SANTINI Sylvie, ROCARD Sylvie, *C'était Michel*, Plon, 2018, 224 p.
- SCHNEIDER Robert, *Michel Rocard*, Paris, Stock, 1987, 309 p.
- SCHNEIDER Robert, *La Haine tranquille*, Seuil, 1992, 279 p.

Ouvrages sur des personnalités de gauche

- ALEXANDRE Philippe, DE L'AULNOIT Béatrix, *La Dame des 35 heures*, Robert Laffont, 2002, 192 p.
- AMAR Cécile, *L'homme qui ne voulait pas être roi. Conversations avec Jacques Delors*, Grasset, 2016, 223 p.
- ATTALI Jacques, *C'était François Mitterrand*, Fayard, 2005, 446 p.
- AUBRY Colette, PUDLOWSKI Gilles, *Jean Poperen et l'UGCS : du PSU au Parti socialiste, itinéraire d'un courant politique*, Éditions Saint-Germain-des-Près, 1975, 162 p.
- AYACHE Georges, FANTONI Mathieu, *Les Barons du PS*, Fayolle, 1977, 168 p.
- BACHY François, *François Hollande. Un destin tranquille*, Plon, 2001, 238 p.
- BACHY François, *L'Énigme Hollande*, Plon, 2005, 224 p.
- BEDARIDA François, RIOUX Jean-Pierre (dir.), *Pierre Mendès France et le mendésisme : l'expérience gouvernementale, 1954-1955, et sa postérité*, Fayard, 1985, 561 p.
- BERSTEIN Serge, BIANCO Jean-Louis, MILZA Pierre, *François Mitterrand : les années de changement (1981-1984)*, Perrin, 2001, 973 p.

- BIANCO Jean-Louis, *Mes années avec Mitterrand : dans les coulisses de l'Élysée*, Fayard, 2015, 324 p.
- BUREL Paul, TATU Natacha, *Martine Aubry : enquête sur une énigme politique*, Calmann-Lévy, 1997, 272 p.
- BURNIER Michel-Antoine, *Les 7 vies du Docteur Kouchner. Biographie*, XO, 2008, 553 p.
- CABANIS André, REGOURD Serge, *Paul Quilès : ou comment rester socialiste de Mitterrand à Jaurès*, Le Cherche Midi, 2015, 222 p.
- CASSANDRE, *DSK : les secrets d'un présidentiable*, Plon, 2010, 197 p.
- CHARLES-ROUX Edmonde, *L'Homme de Marseille*, 2001, 280 p.
- CHARPIER Frédéric, *Bertrand Delanœ : une irrésistible ascension*, Presses de la Cité, 2008, 218 p.
- CHATRIOT Alain, *Pierre Mendès France, Pour une République moderne*, Armand Colin, 2015, 317 p.
- COTTA Michèle, *Le Rose et le Gris : prélude au quinquennat de François Hollande*, Fayard, 2012, 312 p.
- COTTA Michèle, *Le Monde selon Mitterrand. Combats, pensées, arrière-pensées, piques, polémiques*, Tallandier, 2015, 336 p.
- DEROCHE Gilles, *Guy Desson, la politique, la culture. Itinéraire d'un député ardennais*, Terres Ardenaises, 1996, 197 p.
- FAUJAS Alain, *Christian Blanc, l'inclassable*, Balland, 2002, 217 p.
- FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 1, Les ruptures (1981-1984)*, Seuil, 1990, 581 p.
- FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 2, Les épreuves (1984-1988)*, Seuil, 1991, 774 p.
- FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 3, Les défis (1988-1991)*, Seuil, 1996, 589 p.
- FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand. Tome 4, Les déchirements (1991-1995)*, Seuil, 1999, 641 p.

- FREDET Jean-Gabriel, *Fabius : les secrets d'une ambition*, Hachette, 2002, 326 p.
- GIESBERT Franz-Olivier, *Bernard Tapie. Leçons de vie, de mort et d'amour*, Presses de la Cité, 2021, 293 p.
- GUISNEL Jean, *Charles Hernu ou la République au coeur*, Fayard, 1993, 567 p.
- HELVIG Jean-Michel, *L'Homme qui voulait être président*, Robert Laffont, 2006, 317 p.
- HENNEN Jacques, VERDEZ Gilles, *Manuel Valls, les secrets d'un destin*, Éditions du moment, 2013, 270 p.
- HOFNUNG Thomas, *Georges Marchais, l'inconnu du Parti communiste français*, L'Archipel, 2001, 481 p.
- HURTIG Serge (dir.), *Alain Savary. Politique et honneur*, Presse de Sciences-Po, 2002, 335 p.
- JARREAU Patrick, KERGOAT Jacques, *François Mitterrand, 14 ans de pouvoir*, Le Monde éditions, 1995, 176 p.
- KRAKOVITCH Raymond, *Pierre Mauroy, l'autre force tranquille*, Riveneuve éditions, 2015, 243 p.
- LABEYRIE Vincent, *Pierre Garmendia : un demi-siècle d'engagement public*, Pleine Page, 2004, 139 p.
- LACOUTURE Jean, *Pierre Mendès France*, Éditions du Seuil, 1981, 436 p.
- LACOUTURE Jean, *Mitterrand une histoire de français*, Seuil, 2006, 512 p.
- LAFON François, *Guy Mollet : Itinéraire d'un socialiste controversé (1905-1975)*, Fayard, 2006, 960 p.
- LE BEGUEC Gilles, POZZI Jérôme (dir.), *Jean Charbonnel, un intellectuel gaulliste en politique*, Nouveau Monde, 2021, 220 p.
- LECLERC Gérard, MURACCIOLE Florence, *Lionel Jospin. L'héritier rebelle*, J'ai Lu, 1997, 379 p.
- LEFEBVRE Denis, *Guy Mollet : le mal-aimé*, Plon, 1992, 563 p.
- LUCAS Rosalie, MOURGUE Marion, *Martine Aubry : les secrets d'une ambition*, l'Archipel, 2011, 205 p.

- MAKARIAN Christian, REYT Daniel, *Un inconnu nommé Chevènement*, La Table Ronde, 1986, 324 p.
- MARIS Bernard, *Jacques Delors, artiste et martyr*, Albin Michel, 1993, 326 p.
- MARION Georges, *Gaston Defferre*, Albin Michel, 1989, 382 p.
- MAUREL Emmanuel, *Jean Poperen, une vie à gauche*, Bruno Leprince, 2005, 127 p.
- MICHEL Richard, *François Hollande, l'inattendu*, l'Archipel, 2011, 268 p.
- MILESI Gabriel, *Jacques Delors*, Belfond, 1985, 274 p.
- MORIN Gilles, CASTAGNEZ Noëlline, *Pierre Bérégovoy en politique*, L'Harmattan, 2013, 238 p.
- NAY Catherine, *Les Sept Mitterrand*, Grasset, 1988, 286 p.
- OLLIVIER Anne-Laure, « Gaston Defferre : un socialiste au pouvoir, de Marseille à l'élection présidentielle de 1969 », Thèse de doctorat sous la direction de WIEVIORKA Olivier, ENS de Cachan, 2011, 1148 p.
- PARENQUE Régis, *De Mendès France à Bérégovoy, l'honneur en politique*, Pascal Galodé Éditions, 2011, 217 p.
- PFAADT Laurent, *Bertrand Delanöe, d'ombre et de lumière*, City Editions, 2009, 268
- PRADOUX Martine, *Daniel Mayer, un socialiste dans la Résistance*, Éditions ouvrières, 2002, 271 p.
- PREVOT Maryvonne, *Alain Savary, le refus en politique*, Renaissance du Livre, 2003, 331 p.
- PUDLOWSKI Gilles, AUDRY Colette, *Jean Poperen et l'UGCS, du PSU au Parti socialiste, itinéraire d'un courant politique*, Editions Saint-Germain-des-Près, 1975, 162 p.
- REINHARD Philippe, *Bernard Tapie ou la politique au culot*, Éditions France-Empire, 1991, 271 p.
- RIMBAUD Christiane, *Bérégovoy*, Perrin, 1994, 466 p.
- ROUSSEL Eric, *Pierre Mendès France*, Gallimard, 2007, 608 p.

- ROTMAN Patrick, LACOUTURE Jean, *Le Roman du pouvoir. Mitterrand raconté par...*, Le Seuil, 2000, 281 p.
- SCHEMLA Elisabeth, *Édith Cresson, la femme piégée*, Flammarion, 1993, 345 p.
- SHORT Philip, *François Mitterrand : portrait d'un ambigu*, Nouveau Monde, 2015, 890 p.
- STASSE François, *La Morale de l'histoire : Mitterrand-Mendès France, 1943-1982*, Seuil, 1994, 372 p.
- STASSE François, *L'héritage de Mendès France : une éthique de la République*, Seuil, 2004, 176 p.
- WINOCK Michel, *François Mitterrand*, Gallimard, 2015, 432 p.
- YONNET Paul, *François Mitterrand, le phénix*, Éditions du Fallois, 2003, 173 p.

Histoire politique générale

- BERSTEIN Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Seuil, 2003, 436 p.
- BRECHON Pierre, LAURENT Annie, PERRINEAU Pascal (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Presses de Sciences-Po, 2000, 426 p.
- COLLIOT-THELENE Catherine, PORTIER Philippe (dir.), *La métamorphose du Prince : politique et culture dans l'espace occidental*, Presses Universitaires de Rennes, 2014, 243 p.
- DELPORTE Christian, MOLLIER Jean-Yves, SIRINELLI Jean-François, (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Presses Universitaires de France, 2010, 900 p.
- GIRARDET Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Seuil, 1986, 210 p.
- MONOD Jean-Claude, *Qu'est-ce qu'un chef en démocratie ? Politiques du charisme*, Seuil, 2012, 309 p.
- MARTIGNY Vincent, *Le retour du Prince*, Flammarion, 2019, 2015 p.
- MONTANA Michel-Alexis, *Leadership politique et territoire. Des leaders en campagne*, L'Harmattan, 2003, 316 p.

- RAFFARIN Jean-Pierre, *Choisir un Chef. Les secrets du leadership à travers l'histoire*, Michel Lafon, 2021, 320 p.
- SIRINELLI Jean-François, RIOUX Jean-Pierre (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Seuil, 1997, 455 p.
- VIEVILLE Camille, *Anatomie du chef. Image et pouvoir politique de César à Trump*, Arkhe, 2018, 128 p.

Histoire politique de la Ve République

- BECKER Jean-Jacques, *Histoire politique de la France depuis 1945*, Armand Colin, 2015, 288 p.
- BERNARD Mathias, *Histoire politique de la Ve République : de 1958 à nos jours*, Armand Colin, 2008, 334 p.
- BERNARD Mathias, *La France de mai 68 à mai 81, la grande mutation*, Livre de Poche, 2003, 248 p.
- BERSTEIN Serge, *La France de l'expansion. Tome 1 : La répercussion gaullienne, 1958-1969*, Le Seuil, 1989, 376 p.
- CHAGNOLLAUD Dominique (dir.), *Bilan politique de la France*, Hachette, 1991, 253 p.
- CHAGNOLLAUD Dominique, QUERMONNE Jean-Louis, *Le gouvernement de la France sous la Ve République*, Fayard, 1996, 927 p.
- CHAPSAL Jacques, *La vie politique en France sous la Ve République. Tome 1, 1958-1974*, Presses Universitaires de France, 1990, 543 p.
- CHAPSAL Jacques, *La vie politique en France sous la Ve République. Tome 2, 1974-1987*, Presses Universitaires de France, 1993, 720 p.
- CHEVALLIER Jean-Jacques, CARCASSONNE Guy, DUHAMEL Olivier, *La Ve République 1958-2004. Histoire des institutions et des régimes politiques de la France*, Armand Colin, 2004, 595 p.
- BERSTEIN Serge, SIRINELLI Jean-François, *Les Années Giscard : 1978-1981. Les institutions à l'épreuve ?*, Armand Colin, 2010, 136 p.
- COTTA Michèle, *Cahiers secrets de la V^{ème} République. Tome 1, 1965-1977*, Fayard, 2007, 880 p.
- COTTA Michèle, *Cahiers secrets de la V^{ème} République. Tome 2, 1977-1986*, Fayard, 2008, 770 p.

- COTTA Michèle, *Cahiers secrets de la V^{ème} République. Tome 3, 1986-1997*, Fayard, 2009, 968 p.
- COTTA Michèle, *Cahiers secrets de la V^{ème} République. Tome 4, 1997-2007*, Fayard, 2011, 1200 p.
- DUHAMEL Alain, *Une histoire personnelle de la V^e République*, Points, 2015, 336 p.
- DUVERGER Timothée, *La Modernité relationnelle. Une autre histoire de la France de 1968 à nos jours*, Éditions ERE, 2013, 160 p.
- GARRIGUES Jean, *La France de la V^{ème} République 1958-2008*, Armand Colin, 2008, 628 p.
- GARRIGUES Jean, GUILLAUME Sylvie, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Comprendre la V^{ème} République*, Presses Universitaires de France, 2010, 558 p.
- GARRIGUES Jean, *Les hommes providentiels. Histoire d'une fascination française*, Seuil, 2012, 480 p.
- GARRIGUES Jean (dir.), *Les perdants magnifiques. De 1958 à nos jours*, Tallandier, 2020, 288 p.
- MASSOT Jean, *Alternance et cohabitation sous la V^{ème} République*, La documentation française, 1997, 158 p.
- MAUS Didier, *Le Parlement sous la V^{ème} République*, Presses Universitaires de France, 1985, 128 p.
- PORTELLI Hugues, *La V^{ème} République*, Grasset, 1994, 573 p.
- QUERMONNE Jean-Louis, *Le gouvernement de la France sous la V^{ème} République*, Dalloz-Sirey, 1987, 711 p.
- RAYNAUD Philippe, *L'esprit de la V^{ème} République*, Perrin, 2017, 250 p.
- REMOND René, *Pour une histoire politique*, Le Seuil, 1996, 399 p.
- SIRINELLI Jean-François (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, PUF, 2003, 1254 p.
- SIRINELLI Jean-François, *La V^{ème} République*, PUF, 2013, 128 p.
- TEYSSIER Arnaud, *Histoire politique de la V^{ème} République*, Tempus, 2015, 837 p.
- WINOCK Michel, *Les élections présidentielles en France : 1958-2012*, Perrin, 2016

Histoire des partis politiques

- AUDIGIER François, COLON David, FOGACCI Frédéric (dir.), *Les partis politiques : nouveaux regards. Une contribution au renouvellement de l'histoire politique*, Peter Lang, 2012, 464 p.
- AUDIGIER François, « Renouvellement de l'histoire des partis », dans « Vingtième siècle. N°56. Octobre-Décembre 2007 », pp.123-136
- AVRIL Pierre, *Essai sur les partis politiques*, Payot, 1990, 226 p.
- BRECHOU Pierre, *Les partis politiques français*, La Documentation française, 2011, 216 p.
- DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, Armand Colin, 1951, 476 p.
- HAEGEL Florence, *Les partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, 460 p.
- LA PALOMBARA Joseph, WEINER Myron (dir.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966, 239 p.
- LEVEQUE Pierre, *Histoire des forces politiques en France. Tome 3, de 1940 à nos jours*, Armand Colin, 1997, 512 p.
- LEYRIT Claude, *Les partis politiques indispensables et contestés*, Le Monde éditions, 1997, 239 p.
- LIPSET Seymour, ROKKAN Stein (dir.), *Party Systems and Voter Alignments. Cross-National Perspectives*, The Free Press, 1967
- RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis et la République. La recomposition du système partisan (1956-1967)*, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 326 p.
- SEILER Daniel-Louis, *Les partis politiques*, Armand Colin, 1993, 157 p.
- YSMAL Colette, *Les partis politiques sous la Vème République*, Montchrestien, 1989, 292 p.

Clubs, courants politiques et think-tank

- ANDRIEU Claire, *Pour l'amour de la République, le Club Jean Moulin (1958-1970)*, Fayard, 2002, 616 p.

- AYACHE Nadia, « Le mouvement chevènementiste : du CERES au Mouvement des Citoyens », Mémoire de maîtrise sous la direction de BOUNEAU Christine, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 2005.
- AYACHE Nadia, « Rôle et place de la Convention des Institutions Républicaines dans l'Union de la gauche et la création du Parti socialiste », Mémoire de Master 2 sous la direction de BOUNEAU Christine, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 2010, 278 p.
- BOUCHER Stephen, ROYO Martine, *Les think tanks : cerveaux de la guerre des idées*, Éditions du Félin, 2006, 118 p.
- DE CAUMONT Robert, TESSIER Marc, *Les Groupes d'action municipale*, Éditions universitaires, 1971, 227 p.
- DESERT Jérôme, « Le phénomène des courants au sein du Parti socialiste français (1971-1991) », Thèse de doctorat sous la direction de PORTELLI Hugues, Paris 2, 1999, 1429 p.
- FAUCHER Jean-André, *Les Clubs politiques en France*, J. Didot, 1965, 299 p.
- LOSCHAK Danièle, *La Convention des institutions républicaines, François Mitterrand et le socialisme*, Presses Universitaires de France, 1971, 92 p.
- MOSSUZ Janine, *Les Clubs et la politique*, Armand Colin, 1970, 128 p.
- PATARD Marc, *La démocratie entre expertise et influence : le cas des think tanks français*, Dalloz, 2014, 625 p.
- PROVOST Jordane, « Les *think tanks* français entre héritages structurels et mutations du temps présent : histoire d'une identification et d'un développement aux frontières des pouvoirs, des savoirs et de la société civile : (XXe-XXIe siècles) », Thèse de doctorat sous la direction de BOUNEAU Christine, Université Michel de Montaigne, 2022
- RAYNAL Jean-Jacques, *Histoire des grands courants de la pensée politique*, Hachette, 2020, 176 p.

Histoire des gauches

- AMAR Cécile, CHEMIN Ariane, *Jospin et Cie, Histoire de la Gauche plurielle. 1993-2002*, Seuil, 2002, 281 p.
- BARILLON Raymond, *La gauche française en mouvement*, Plon, 1967, 231 p.

- BATARDY Christophe, *Le Programme commun de la gauche : 1972-1977. C'était le temps des programmes*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2021, 509 p.
- BECKER Jean-Jacques, CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Volume 1 : L'Héritage du XIX^e siècle*, La Découverte, 2004, 584 p.
- BECKER Jean-Jacques, CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France. Volume 2 : XX^e siècle, à l'épreuve de l'histoire*, La Découverte, 2004, 776 p.
- BERNARD Mathias, BONHOMME Eric, *Les Gauches en France depuis 1945*, CRDP d'Aquitaine, 2011, 196 p.
- CONORD Fabien, *Les gauches européennes au XX^e siècle*, Armand Colin, 2012, 272 p.
- CRAPEZ Marc, *Naissance de la gauche*, Michalon, 1998, 316 p.
- DREYFUS François-Georges, *Histoire des Gauches en France 1940-1974*, Grasset, 1975, 378 p.
- DUHAMEL Olivier, *La gauche et la Ve République*, Presses Universitaires de France, 1990, 588 p.
- ESCALONA Fabien, *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne. Du régime social-démocrate keynésien au régime social-démocrate de marché*, Dalloz, 2018, 655 p.
- JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », sous la direction de SIRINELLI Jean-François, HDR, IEP Paris, 2008, 811 p.
- JULLIARD Jacques, *Les Gauches françaises 1762-2012, histoire, politique et imaginaire*, Flammarion, 2013, 940 p.
- LAZAR Marc (dir.), *La Gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Presses Universitaires de France, 1998, 704 p.
- LE GOFF Jean-Pierre, *La gauche à l'épreuve : 1968-2011*, Perrin, 2011, 288 p.
- STEIER Elisa, *La genèse de la gauche plurielle : 1993-1997*, Presses Universitaires de Rennes, 2021, 292 p.
- TARTAKOWSKY Danielle, BERGOUNIOUX Alain (dir.), *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche 1963-1978*, Presses Universitaires de Rennes, 2012, 307 p.
- WINOCK Michel, *La Gauche en France*, Perrin, 2006, 500 p.

- WINOCK Michel (dir.), *Les figures de proue de la gauche depuis 1789*, Perrin, 2020, 640 p.

Ouvrages sur le socialisme et le Parti socialiste

- ANDRE Antonin, RISSOULI Karim, *Hold-uPS, arnaques et trahisons*, Archipoche, 2009, 212 p.

- ANZIANI Alain, *Cent ans de socialisme en Gironde*, Éditions du Populaire girondin, 1999.

- ASSIE Max, *D'Épinay à l'Élysée*, Un autre Reg'Art, 2021, 120 p.

- AYACHE Nadia, « Le maillage et l'implantation et du Parti socialiste en Aquitaine (acteurs, réseaux, mobilisations électorales) de 1958 à la fin des années 1990 », Thèse de doctorat sous la direction de BOUNEAU Christine, Bordeaux-3, 2017

- AYBRAM Jordan, « Du « Rassemblement » à la « rupture ». Le gouvernement Mauroy et l'épreuve de la rigueur à travers Libération », Mémoire de maîtrise sous la direction de SIE Jean, Université de Toulouse-Le Mirail, 1998, 182 p.

- BAUCHARD Philippe, *La Guerre des deux roses. Du rêve à la réalité*, Grasset, 1986, 358 p.

- BERGOUNIOUX Alain (dir.), *Des poings et des roses. Le siècle des socialistes*, La Martinière, 2005, 255 p.

- BERGOUNIOUX Alain, COHEN Daniel (dir.), *Le socialisme à l'épreuve du capitalisme*, Fayard, 2012, 379 p.

- BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, Fayard, 1992, 554 p.

- BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'Ambition et le remords : les socialistes français et le pouvoir 1905-2005*, Fayard, 2005, 610 p.

- BERGOUNIOUX Alain, MANIN Bernard, *Le Régime social-démocrate*, Presses Universitaires de France, 1989, 192 p.

- BERNARD Mathias, *Les Années Mitterrand. Du changement socialiste au tournant libéral*, Belin, 2015, 312 p.

- BEZBACK Pierre, *Histoire du socialisme français*, Larousse, 2005, 328 p.

- BIZOT Jean-François, *Au Parti socialiste, plongée libre dans les courants d'un grand parti*, Grasset, 1975, 490 p.

- BOUNEAU Christine, « Socialisme et jeunesse en France des années 1880 à la fin des années 1960 (1878-1969) », Mémoire pour l'Habilitation à diriger des Recherches sous la direction de GUILLAUME Sylvie, 2007, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3
- BOUNEAU Christine, *Socialisme et jeunesse en France 1879-1969, Acteurs-discours-moments et lieux*, MSHA, 2009, 662 p.
- BREHIER Emeric, « Les Revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986 », Thèse de doctorat, sous la direction de AVRIL Pierre, Université de Paris I, 2000
- CASTAGNEZ-RUGGIU Noëline, *Histoire des idées socialistes en France*, La Découverte, 1997, 124 p.
- CASTAGNEZ Noëline, MORIN Gilles, *Le Parti socialiste d'Epinais à l'Élysée (1971-1981)*, Presses Universitaires de Rennes, 2015, 360 p.
- CHAMBARLHAC Vincent, DURY Maxime, HOHL Thierry, MALOIS Jérôme, *L'Entreprise socialiste, Histoire documentaire du Parti socialiste Tome 1, 1905-1920*, Editions Universitaires de Dijon, 2005, 312 p.
- CHAMBARLHAC Vincent, DURY Maxime, HOHL Thierry, MALOIS Jérôme, *La Maison socialiste, Histoire documentaire du Parti socialiste Tome 2, 1921-1940*, Editions Universitaires de Dijon, 2005, 386 p.
- CHAMBARLHAC Vincent, DURY Maxime, HOHL Thierry, MALOIS Jérôme, *Les Centres socialistes, Histoire documentaire du Parti socialiste Tome 3, 1940-1969*, Editions Universitaires de Dijon, 2006, 345 p.
- CHAMBARLHAC Vincent, DURY Maxime, HOHL Thierry, MALOIS Jérôme, *La France socialiste, Histoire documentaire du Parti socialiste Tome 4, 1969-2005*, Editions Universitaires de Dijon, 2006, 345 p.
- CHAMOULARD Aude, *Une autre histoire du socialisme : les politiques à l'épreuve du terrain (1919-2010)*, Édition CNRS, 2013, 339 p.
- CHOCRON Daniel, *Histoire du socialisme*, Agora éditions, 2012, 240 p.
- CLAUDON Jean-François, GUERIN Julien, *Les jeunes socialistes d'Epinais à la génération CPE*, B.Leprince, 2008, 125 p.
- COLOMBANI Jean-Marie, *La France sans Mitterrand*, Flammarion, 1992, 234 p.
- COLOMBANI Jean-Marie, *La gauche survivra-t-elle aux socialistes ?*, Grasset, 1995, 216 p.

- DUCANGE Jean-Numa, KOUCHEYAN Razmig, ROZA Stéphanie (dir.), *Histoire globale des socialismes XIXe-XXIe siècles*, PUF, 2021, 1043 p.
- DUPIN Eric, *L'après-Mitterrand : le Parti socialiste à la dérive*, Calmann-Lévy, 1991, 331 p.
- DROZ Jacques (dir.), *Histoire générale du socialisme. Tome 4, De 1945 à nos jours*, PUF, 1997, 703 p.
- FAVIER Pierre, MARTIN-ROLLAND Michel, *La Décennie Mitterrand : les épreuves*, Éditions du Seuil, 1991, 774 p.
- GALLUS Jacques, SOULAGE Bernard, *Les variables d'Austerlitz : le socialisme et la rigueur économique*, Flammarion, 1979, 205 p.
- GIRAULT Jacques, *L'implantation du socialisme en France au XXème siècle, partis, réseaux, mobilisation*, Publication de la Sorbonne, 2001, 369 p.
- GRIFO Lionel, « Étude sur le Parti socialiste dans la région lyonnaise et dans le Rhône : la fédération du Rhône du Parti socialiste, 1971-1983 », mémoire de Master 2 sous la direction de PRUDHOMME Claude et VERGNON Gilles, Université Lumières Lyon II, 2008
- GRUNBERG Gérard, *La loi et les prophètes : les socialistes français et les institutions politiques*, CNRS Éditions, 2013, 361 p.
- JALABERT Laurent, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », Mémoire pour l'Habilitation à diriger des Recherches, sous la direction de SIRINELLI Jean-François, IEP Paris, 2008, 811 p.
- KERGOAT Jacques, *Histoire du Parti socialiste*, La Découverte, 1997, 123 p.
- KESLER Jean-François, *De la gauche dissidente au nouveau Parti socialiste, les minorités qui ont rénové le PS*, Privat, 1990, 471 p.
- KRAUS François, « Les Assises du socialisme ou l'échec d'une tentative de rénovation d'un parti », Mémoire de maîtrise, sous la direction de ROBERT Jean-Louis Robert et GEORGI Frank, Panthéon-Sorbonne Paris I, 2001, 276 p.
- LEFEBVRE Denis, *1969 et la rénovation socialiste*, Bruno Leprince, 2009, 124 p.
- LEFEBVRE Rémi, *Les primaires socialistes : la fin du parti militant*, Raisons d'agir, 2011, 172 p.
- LUCAS Maurice, *Les socialistes dans le Finistère 1905-2005*, Apogée, 2005, 256 p.
- MANDRIN Jacques, *Le Socialisme et la France*, Le Syncomore, 1983, 245 p.

- MARET Jean, HOULON Alain, *Histoire des socialistes : l'identité socialiste des utopistes à nos jours*, Pro-Edi, 1990, 246 p.
- MELCHIOR Eric, *Le PS du projet au pouvoir, l'impossible concordance*, Les Éditions de l'Atelier, 1993, 358 p.
- MEXANDEAU Louis, *Histoire du parti socialiste. 1905-2005*, Tallandier, 2005, 443 p.
- MIQUET-MARY François, *L'idéal et le réel. Enquête sur l'identité de la gauche*, Plon, 2006, 90 p.
- MOREAU Jacques, *Les Socialistes et le mythe révolutionnaire*, Hachette, 2003, 325 p.
- MOREAU Jacques, *L'espérance réformiste. Histoire des courants et des idées réformistes dans le socialisme français*, l'Harmattan, 2007, 186 p.
- MOSCHONAS Gerassimos, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Montchrestien, 1994, 157 p.
- PHILIPPE Annie, HUBSCHER Daniel, *Enquête à l'intérieur du Parti socialiste*, Albin Michel, 1991, 420 p.
- PORTELLI Hugues, *Le socialisme français tel qu'il est*, PUF, 1980, 209 p.
- PORTELLI Hugues, *Le Parti socialiste*, Montchrestien, 1992, 156 p.
- RAFFINI Marine, « En quête d'émancipation(s). Les Jeunes socialistes de 1987 aux années 2000 », Mémoire de Master 2 sous la direction de BOUNEAU Christine, Université Bordeaux Montaigne, 2016
- RENO Simon, « La culture politique socialiste du Congrès de Nantes au Congrès de Metz. 1977-1979 », Mémoire de Master 2 sous la direction de BOUNEAU Christine, Université Bordeaux Montaigne, 2015, 382 p.
- REVAULT D'ALLONNES David, *Petits meurtres entre camarades : enquête secrète au cœur du PS*, Robert Laffont, 2010, 323 p.
- RICHARD Gilles, OLLITRAULT Sylvie (dir.), *Les années Mitterrand, 1984-1988. L'alternance et la cohabitation vue des régions*, PUR, 2018, 309 p.
- SADOUN Marc, *De la Démocratie française. Essai sur le socialisme*, Gallimard, 1993, 300 p.

- SOWERWINE Charles, *Les Femmes et le socialisme : un siècle d'histoire*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1978, 285 p.

Le PSU et la deuxième gauche

- BARRALIS Roger, GILLET Jean-Claude, *Au coeur des luttes des années 1960. Les étudiants du PSU : une utopie porteuse d'espoir ?*, Publisud, 2010, 413 p.

- CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles, SIRINELLI Jean-François, *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 336 p.

- DALBERT François (dir.), *Archives d'espoir, 20 ans de PSU*, Syros, 1980, 250 p.

- DEPREUX Édouard, *Servitude et Grandeur du PSU*, Syros, 1974, 324 p.

- GEORGI Franck, *Autogestion : la dernière utopie ?*, Publication de la Sorbonne, 2003, 614 p.

- GILLET Jean-Claude, MOUSEL Michel, *Parti et mouvement social. Le chantier ouvert par le PSU*, L'Harmattan, 2013, 396 p.

- GILLET Jean-Claude, *Mai 68 et le PSU. La pensée, l'action et la représentation de Mai 68 dans le Parti socialiste unifié*, Grafficy- Bruno Leprince, 2017, 292 p.

- HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *La Deuxième Gauche : histoire politique et intellectuelle de la CFDT*, Ramsay, 1982.

- HEURGON Marc, *Histoire du PSU. Tome 1 : La Fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, La Découverte, 1994, 444 p.

- KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980)*, Presses universitaires de Rennes, 2010, 373 p.

- KESSLER Jean-François, *La Préhistoire du Parti socialiste unifié : la longue marche (1947-1960)*, 1986.

- MORIN Gilles, « De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au Parti socialiste autonome, 1954-1960 : un courant socialiste de la SFIO au PSU », thèse de doctorat sous la direction de PROST Antoine, Paris I, 1992, 705 p.

- NANIA Guy, *Un parti de la gauche, le PSU*, Gedalge, 1966, 301 p.

- NANIA Guy, *Le PSU avant Rocard*, Roblot, 1973, 253 p.
- PHILIPPON Guy, *Mon PSU : dialogue avec Stéphane Sibbon-Gomez*, les Petits matins, 2013, 313 p.
- RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire (1960-1989)*, La Découverte, 2016, 384 p.
- SAUVAGEOT Jacques (dir.), *Le PSU : des idées pour un socialisme du XXIe siècle ?*, Presses universitaires de Rennes, 2013, 440 p.

Le Parti communiste

- AMAR Cécile, *Les nouveaux communistes. Voyage au coeur du PCF*, Denoël, 1999, 400 p.
- BECKER Jean-Jacques, *Le PCF veut-il prendre le pouvoir ? La stratégie du PCF de 1930 à nos jours*, Le Seuil, 1981, 336 p.
- CADIOT Jean-Michel, *Mitterrand et les communistes : les dessous d'un mariage de raison*, Ramsay, 1994, 315 p.
- COURTOIS Stéphane, LAZAR Marc, *Histoire du Parti communiste français*, Presses Universitaires de France, 2022, 736 p.
- DREYFUS Michel, *PCF, crises et dissidences de 1920 à nos jours*, Complexes, 1990, 285 p.
- DUCOULOMBIER Romain, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Perrin, 2010, 428 p.
- GIRAULT Jacques, *Sur l'implantation du Parti communiste français dans l'entre deux-guerres*, Éditions Sociales, 1977, 457 p.
- LAZAR Marc, *Le communisme, une passion française*, Perrin, 2002, 243 p.
- MARTELLI Roger, *L'archipel communiste : Une histoire électorale du PCF*, 2009, Les Éditions sociales, 268 p.
- MONTALDO Jean, *La France communiste : un État dans l'État*, Albin Michel, 1983, 358 p.

Le Parti radical

- BAAL Gérard, *Histoire du radicalisme*, La Découverte, 1994, 121 p.
- BERSTEIN Serge, RUBY Marcel, *Un siècle de radicalisme*, Presses de Sciences-Po, 2004, 284 p.
- CONORD Fabien (dir.), *Le radicalisme en Europe, XIXe-XXe siècles*, Arbre bleu, 2022, 272 p.
- MOREL Yves, *Histoire du Parti radical*, Via romana, 2015, 311 p.
- NICOLET Claude, *Le radicalisme*, Presses Universitaires de France, 1983, 127 p.

Histoire des droites et des centres

- BALLADUR Édouard, DUHAMEL Alain, *Grandeur et déclin de la V^{ème} République*, éditions de l'Observatoire, 2017, 359 p.
- BARRE Raymond, *Réflexions pour demain*, Hachette, 1984, 473 p.
- BARRE Raymond, *Questions de confiance. Entretiens avec Jean-Marie Colombani*, 1988, 345 p.
- BAYROU François, *Hors des sentiers battus. Entretiens avec Sylvie-Pierre Brossolette*, Hachette, 1999, 213 p.
- BERNARD Mathias, *Valéry Giscard d'Estaing, les ambitions déçues*, Armand Colin, 2014, 487 p.
- BERNE Jacques, *La campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing en 1974*, PUF 1981, 208 p.
- BERSTEIN Serge, *Histoire du gaullisme*, Paris, Perrin, 2001, 568 p.
- BISCAYE Olivier, HAUSSER Anita, *Ennemis de trente ans*, Du Moment, 2016, 202 p.
- BOTHOREL Jean, *Le Pharaon : histoire du septennat giscardien, 19 mai 1974- 22 mars 1978*, Grasset, 1983, 344 p.
- BOURLANGES Jean-Louis, *Droite année Zéro*, Flammarion, 335 p.
- BRESSON Gilles, THENARD Jean-Michel, *Les 21 jours qui ébranlèrent la droite*, Grasset, 1989, 276 p.
- BUGAT Stéphane, LABORDE Françoise, *L'Homme du 18 juin 2002*, Ramsay, 2002, 263 p.

- CHARPIER Frédéric, *Nicolas Sarkozy : Enquête sur un homme de pouvoir*, 2006, Document, 303 p.
- CHASTENET Patrick, CHASTENET Philippe, *Chaban*, Seuil, 1991, 558 p.
- CHAZAL Claire, *Édouard Balladur*, Flammarion, 1993, 198 p.
- CHABAN-DELMAS Jacques, *L'Ardeur*, Stock, 1975, 451 p.
- CHABAN-DELMAS Jacques, *Mémoires pour demain*, Flammarion, 1998, 516 p.
- CHARBONNEL Jean, *L'aventure de la fidélité*, Seuil, 1976, 297 p.
- CHARBONNEL Jean, *A la Gauche du Général*, Plon, 1998, 325 p.
- CHARBONNEL Jean, *Pour l'honneur du Gaullisme, contre-enquête sur un héritage*, Riveneuve, 2011, 354 p.
- CHIRAC Jacques, *La France pour tous*, NiL Éditions, 1995, 136 p.
- CHIRAC Jacques, *Chaque pas doit être un but*, NiL Éditions, 2009, 512 p.
- CHIRAC Jacques, *Le temps présidentiel*, NiL Éditions, 2011, 608 p.
- COLLIARD Jean-Claude, *Les Républicains Indépendants*, Presses Universitaires de France, 1971, 380 p.
- COTTA Michèle, *Les secrets d'une victoire*, Flammarion, 1999, 245 p.
- DEBRE Jean-Louis, *Tu le raconteras plus tard*, Paris, Robert Laffont, 311 p.
- DUHAMEL Olivier, PORTELLI Hugues, *Le RPR*, Presses Universitaires de France, 1984, 220 p.
- DREYFUS François-Georges, *Histoire de la démocratie-chrétienne en France. De Chateaubriand à Raymond Barre*, Albin Michel, 1988, 431 p.
- DIVE Bruno, *Alain Juppé l'homme qui revient de loin*, l'Archipel, 2016, 240 p.
- EDWARDS-VUILLET Céline, *Le joker : Alain Juppé, une biographie*, Éditions Le Seuil - Mollat, 2001, 248 p.
- FAYE Olivier, *La conseillère*, Fayard, 2021, 256 p.

- FREREJEAN Alain, *C'était Georges Pompidou*, Tallandier, 2014, 460 p.
- GIESBERT Franz-Olivier, *Jacques Chirac*, Seuil, 1987, 456 p.
- GISBERT Franz-Olivier, *La tragédie du président, scènes de la vie politique 1986-2006*, Flammarion, 2006, 414 p.
- GISCARD D'ESTAING Valéry, *Le Pouvoir et la Vie, tome 1 : La Rencontre*, éditions Compagnie 12, 1988, 401 p.
- GISCARD D'ESTAING Valéry, *Le Pouvoir et la Vie, tome 2 : L'affrontement*, éditions Compagnie 12, 1991, 486 p.
- GISCARD D'ESTAING Valéry, *Le Pouvoir et la Vie, tome 3 : Choisir*, éditions Compagnie 12, 2006, 554 p.
- GUILLAUME Sylvie (dir), *Le centrisme en France aux XIX^e et XX^e siècles : un échec ?*, MSH, 2005, 181 p.
- JEUDY Bruno, VIGOGNE Ludovic, *Nicolas Sarkozy : De Neuilly à l'Élysée*, L'Archipel, 2007, 294 p.
- KNAPP Andrew, *Le gaullisme après de Gaulle*, Éditions du Seuil, 1996, 896 p.
- LACHAISE Bernard , LE BEGUEC Gilles, SIRINELLI Jean-François, *Jacques Chaban-Delmas en politique*, Presses universitaires de France, 2007, 486 p.
- LAGROYE Jacques, *Société et politique : Chaban-Delmas à Bordeaux*, Pedone, 1973, 345 p.
- LAPLACE Simon, *Jacques Chirac, une histoire française*, Nouvelles Sources, 2019, 260 p.
- LECOMTE Bernard, SAUVAGE Christian, *Les giscardiens*, Albin Michel, 1978, 217 p.
- LESACHER Alain-François, MOULIN Samuel, *Pierre Méhaignerie : 40 ans au carrefour des centres*, Ouest-France, 2009, 264 p.
- MOUSSEAU Jacques, *Chaban-Delmas* (Perrin, 2000, 425 p.
- PASQUA Charles, *Ce que je sais... t. 2, un magnifique désastre (1988-1995)*, Seuil, 2008, 304 p.
- PONS Bernard, *Aucun combat n'est jamais perdu*, L'Archipel, 2018, 480 p.
- RAUSCH Jean-Marie, *Il suffit de vouloir. Mémoires*, Serpenoise, 2011, 179 p.

- REMOND René, *Les Droites en France*, Aubier, 1954, 544 p.
- REMOND René, *Les droites aujourd'hui*, Histoire Points, Louis Audibert, 2005, 271 p.
- RICHARD Gilles, *Histoire des Droites en France de 1815 à nos jours*, Perrin, 2017, 634 p.
- RICHARD Gilles, GUILLAUME Sylvie, SIRINELLI Jean-François, *Histoire de l'UDF*, Presses Universitaires de Rennes, 2013, 196 p.
- RIMBAUD Christiane, *Raymond Barre*, Perrin, 2015, 585 p.
- RIOUX Jean-Pierre, *Les Centristes : de Mirabeau à Bayrou*, Fayard, 2011, 320 p.
- ROCHER Bertrand, LION Valérie, *Le Centre des démocrates sociaux*, LGDJ, 1994, 264 p.
- ROUSSEL Eric, *Georges Pompidou*, Perrin, 2004, 704 p.
- SARKOZY Nicolas, *Passions*, L'Observatoire, 2019, 358 p.
- SEGUIN Philippe, *Itinéraire dans la France d'en haut, d'en bas et d'ailleurs*, Seuil, 2003, 624 p.
- SIRINELLI Jean-François (dir), *Les droites françaises De la Révolution à nos jours*, Gallimard, 925 p.
- SOISSON Jean-Pierre, *Mémoires d'ouverture*, Belfond, 1990, 260 p.
- SOISSON Jean-Pierre, *Hors des sentiers battus. Chronique d'une vie politique 1962-2012*, Éditions de Fallois, 2015, 301 p.
- STIRN Olivier, *Mes présidents, 50 ans au service de la Ve République*, le Félin Kiron, 2004, 266 p.
- STIRN Olivier, *Une certaine idée du centre*, Albin Michel, 1985, 186 p.
- TABARD Guillaume, *La malédiction de la droite. 60 ans de rendez-vous manqués*, Perrin, 2019, 470 p.
- TEYSSIER Arnaud, *Philippe Séguin. Le remords de la droite*, Perrin, 2017, 350 p.
- VALANCE Georges, *VGE une vie*, Paris, Flammarion, 2011, 618 p.
- VATIMBELLA Alexandre, *Le Centre et le Centrisme : De la Révolution à Macron*, CREC Éditions, 2017, 170 p.

- WINOCK Michel, *La Droite depuis 1789 : les Hommes, les idées, les réseaux*, Seuil, 1995, 414 p.

L'extrême-droite

- ALBERTINI Dominique, DOUCET David, *Histoire du Front national*, Tallandier, 2013, 360 p.

- CAMUS Jean-Yves, *Le Front national. Histoire et analyses*, Olivier Laurens, 1997, 287 p.

- CHEBEL D'APOLLONIA, *L'extrême-droite en France : de Maurras à Le Pen*, Éditions Complexe, 1998, 519 p.

- CREPON Sylvain, DEZE Alexandre, MAYER Nonna, *Les Faux-semblants du Front national*, Presses de Sciences-Po, 2015, 605 p.

- IGOUNET Valérie, *Le Front national de 1972 à nos jours : le parti, les hommes, les idées*, 2014, Seuil, 495 p.

- LECOEUR Erwan, *Un néo-populisme à la française : trente ans de Front national*, La Découverte, 2003, 282 p.

- LECOEUR Erwan (dir.), *Dictionnaire de l'extrême-droite*, Larousse, 2007, 240 p.

- MILZA Pierre, *L'Europe en chemise noire : les extrêmes droites en Europe de 1945 à aujourd'hui*, Éditions Flammarion, 2004, 480 p.

- RISSOAN Jean-Pierre, *Traditionalisme et révolution. Les poussées d'extrémisme des origines à nos jours. Volume 2 : du fascisme au 21 avril 2002*, Aléas, 2007, 424 p.

- SOUDAIS Michel, *Bruno Mégret : le nouveau visage de l'extrême-droite*, Plon, 1999

Les élections et campagne électorales

- BACQUE Raphaëlle, SAVEROT Denis, *Chirac président : les coulisses d'une victoire*, Éditions du Rocher, 1995, 215 p.

- BALLET Marion, *Peur, espoir, compassion, indignation : l'appel aux émotions dans les campagnes présidentielles (1981-2007)*, Dalloz, 2012, 565 p.

- BELANGER Eric, CAUTRES Bruno, FOUCAULT Martial, LEWIS-BECK Michael, NADEAU Richard, *Le vote des Français de Mitterrand à Sarkozy 1988-1995-2002-2007*, Éditions Sciences-Po, 2012, 301 p.

- BON Frédéric, CHEYLAN Jean-Paul, *La France qui vote*, Hachette, 1988, 464 p.
- BRECHON Pierre, *La France aux urnes : cinquante ans d'histoire électorale*, La Documentation française, 1993, 168 p.
- CAPDEVIELLE Jacques, *France de gauche, vote à droite ?*, L'Harmattan, 1988, 368 p.
- CHARLOT Monica (dir.), *Les élections européennes de juin 1984, une élection européenne ou dix élections nationales*, Publication de la Sorbonne, 1995, 251 p.
- CLERC Christine, *Dimanche 16 mars 1986 20 heures...*, Belfond, 1985, 351 p.
- COLLIARD Sylvie, *La campagne présidentielle de François Mitterrand en 1974*, Presses universitaires de France, 1979, 232 p.
- CONORD Fabien (dir.), *Un autre scrutin présidentiel. Élire le chef de l'État au suffrage indirect en Europe*, Éditions du Bourg, 2020, 202 p.
- COTTERET Jean-Marie, MERMET Gérard, AYACHE Gérard, *La bataille des images*, Larousse, 1986, 207 p.
- COURTOIS Gérard, *Parties de campagne. La saga des élections présidentielles*, Perrin, 2017, 420 p.
- DUBASQUE François, KOCHER-MARBOEUF Eric (dir.), *Terres d'élections : les dynamiques de l'ancrage politique (1750-2009)*, Presses Universitaires de Rennes, 2014, 426 p.
- DUHAMEL Alain, *Les prétendants*, Gallimard, 1985, 310 p.
- DUPOIRIER Elisabeth, GRUNBERG Gérard, *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Presses Universitaires de France, 1986, 252 p.
- EVIN Kathleen, *François Mitterrand : chronique d'une victoire annoncée*, Fayard, 1988, 197 p.
- GAUTHIER Nicole, « Innovations participatives et logiques partisans : Le cas de la campagne de Ségolène Royal en 2007 », Thèse de doctorat sous la direction de BLONDIAUX Loïc, Université Lille 2, 2013, 522 p.
- HABERTB Philippe, PERRINEAU Pascal, YSMAL Colette, *Le vote sanction, les élections législatives des 21 et 28 mars 1993*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1993, 347 p.

- JALABERT Laurent, *Le 10 mai 1981 : Mitterrand président. Racine(s) et sens d'une victoire*, Mémoire(s) du socialisme, 2011, 175 p.
- LANCELOT Alain, MICHELAT Guy, *Atlas de l'élection présidentielle de décembre 1965*, Presses de Sciences Po, 1966, 88 p.
- LANCELOT Alain (dir.), *1981 : les élections de l'alternance*, Les Presses de Sciences-Po, 1986, 261 p.
- MARTIN Pierre, COT Jean-Pierre, BOSSUAT Gérard, CEPEDA Frédéric, TULMETS Elsa, GARCIA Xavier, CANDIARD Adrien, *Les socialistes et les élections européennes 1979-2004*, Les notes de la Fondation Jean-Jaurès, n°39, juin 2004
- PERRINEAU Pascal, YSMAL Colette, *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Presses de Sciences-Po, 1995, 349 p.
- PERRINEAU Pascal, YSMAL Colette, *Le vote surprise. Les élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin 1997*, Presses de Sciences-Po, 1998, 352 p.
- PERRINEAU Pascal, REYNIE Dominique, *Dictionnaire du vote*, Presses Universitaires de France, 2001, 997 p.
- PERRINEAU Pascal, YSMAL Colette, *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives de 2002*, Presses de Sciences-Po, 2003, 444 p.
- PONCEYRI Robert, *Les élections sous la Vème République*, Privat, 1989, 214 p.
- SEGUELA Jacques, SAUSSEZ Thierry, *La prise de l'Élysée : les campagnes présidentielles de la Vème République*, Plon, 2007, 263 p.
- SCHWARTZENBERG Roger-Gérard, *La guerre de succession ou l'élection présidentielle de 1969*, Presses Universitaires de France, 1969, 292 p.
- SUFFERT Georges, *De Defferre à Mitterrand, la campagne présidentielle*, Éditions du Seuil, 1966, 191 p.
- WINOCK Michel, *L'élection présidentielle en France 1958-2007*, Perrin, 2008, 252 p.

Les réseaux et entourages

- ANTOINE Michel, BARRAL Pierre, DELPUECH Philippe, *Origines et histoire des cabinets des ministres en France*, Droz, 1975, 179 p.

- ARDISON Annette, *La politique en héritage. Les municipales : une affaire de familles*, Flammarion, 1995, 241 p.
- BANTIGNY Ludivine, BAUBEROT Arnaud (dir.), *Hériter en politique. Filiations, générations et transmissions politiques (Allemagne, France et Italie, XIXe-XXIe siècles)*, Presses Universitaires de France, 2011, 416 p.
- BARGEL Lucie, *Jeunes socialistes, jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Dalloz, 2009, 765 p.
- BAUDOIN Denis, *Dans les allées du pouvoir*, Jean-Claude Lattès, 1990, 250 p.
- BEAUVALLET Willy, MICHON Sébastien, *Dans l'ombre des élus. Une sociologie des collaborateurs politiques*, Septentrion, 2017, 258 p.
- BIGAUT Christian, *Les cabinets ministériels*, LGDJ, 1997, 215 p.
- BOUNEAU Christine, COSTE Laurent (dir.), *Les conseillers du pouvoir en Europe du XVIe siècle à nos jours : acteurs, cercles et pratiques*, Peter Lang, 2018, 311 p.
- CHAGNOLLAUD Dominique, *Les cabinets ministériels côté cour*, L'Harmattan, 2000, 124 p.
- CHAVALET Élisabeth, GREPINET Mariana, *Élysée 2012. Les Hommes de l'ombre*, Robert Laffont, 2011, 307 p.
- CHEMIN Ariane, PERRIGNON Judith, *La nuit du Fouquet's*, Fayard, 2007, 126 p.
- CHIARADIA Eric, *L'entourage du général de Gaulle, juin 1958-avril 1969*, Publibook, 2011, 821 p.
- COHEN Samy, *Les conseillers du Président. De Charles de Gaulle à Valéry Giscard d'Estaing*, PUF, 1979, 200 p.
- COHEN Samy, « Les hommes de l'Élysée », *Pouvoirs*, 20, 1981, p. 94-98.
- DEMAZIERE Didier, LE LIDEC Patrick, *Les mondes du travail politique : les élus et leurs entourages*, Presses Universitaires de Rennes, 2014, 264 p.
- DOMENACH Nicolas, SZAFRAN Maurice, *De si bons amis*, Plon, 1994, 453 p.
- EYMERI-DOUZANS Jean-Michel, BIOY Xavier, MOUTON Stéphane, *Le règne des entourages: cabinets et conseillers de l'exécutif*, Presses de Sciences-Po, 2015, 876 p.
- FAUVET-MYCIA Christine, *Les éminences grises*, Belfond, 1988, 225 p.

- GARRIGUES Jean (dir.), *La République des traîtres de 1958 à nos jours*, Tallandier, 2018, 304 p.
- MADELIN Philippe, *Le clan des chiraquiens*, Seuil, 1997, 334 p.
- MANDONNET Eric, *Les hommes de l'ombre : conseillers, confidentes et gourous politiques*, Balland, 1995, 222 p.
- OTTENHEIMER Ghislaine, *Les deux Nicolas. La machine Balladur*, Plon, 1994, 271 p.
- REMOND René, COUTROT Aline, BOUSSARD Isabel, *Quarante ans de cabinets ministériels. De Léon Blum à Georges Pompidou*, Presses de Sciences-Po, 1982, 275 p.
- ROUBAN Luc, « Les cabinets ministériels du gouvernement Jospin (1997-2004) », *Revue administrative*, 339, 2004, p. 230-248.
- SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste, sociologie d'un milieu partisan*, Belin, 1977, 332 p.
- SCHRAMECK Olivier, *Les cabinets ministériels*, Dalloz, 1995, 98 p.
- SCHRAMECK Olivier, *Matignon Rive gauche (1997-2001)*, Seuil, 2001, 189 p.
- SCHRAMECK Olivier, *Dans l'ombre de la République. Les cabinets ministériels*, Dalloz, 2006, 214 p.
- TRICAUD Sabrina, *L'entourage de Georges Pompidou : institutions, hommes et pratiques. 1962-1974*, Peter Lang, 2014, 453 p.

Annexes

- Annexe 1 : ROCARD Michel, *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, Seuil, 1969, p.126.. p.750
- Annexe 2 : « Campagne électorale officielle : élection présidentielle mai 1969, 1^{er} tour, 16 mai 1969 », dans « Vidéos », *MichelRocard.org*..... p.751
- Annexe 3 : ROCARD Michel, *Un député pour quoi faire ?* Éditions Syros, 1973, p.8.....p.753
- Annexe 4 : ROCARD Michel, *Un député pour quoi faire ?* Éditions Syros, 1973, p.64.....p.754
- Annexe 5 : « Assises du socialisme, 13 octobre 1974 », dans « Archives socialistes, Congrès », *jean-jaures.org*.....p.755
- Annexe 6 : « Congrès national de Pau, 31 janvier 1975, après-midi », dans « Archives socialistes, Congrès », *jean-jaures.org*.....p.758
- Annexe 7 : « La déclaration de candidature de M.Michel Rocard », *Le Monde*, 21 octobre 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*.....p.761
- Annexe 8 : ESTIER Claude, « *Proportionnelle, la 47^{ème} proposition* », dans « *L'Unité. N°599. 12-18 avril 1985* », Archives-Socialistes.fr. Dessin de Forcadell.....p.763
- Annexe 9: Photo de la profession de foi « Liste pour une majorité de progrès », *Programmes et engagements électoraux des députés proclamés élus, Élections législatives du 16 mars 1986*...p.764
- Annexe 10 : « Discours de Michel Rocard, Journée nationale des Clubs Convaincre, 7 juin 1986 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*.....p.765
- Annexe 11 : « Intervention de Michel Rocard. Saint-Quentin en Yvelines, dimanche 8 novembre 1987 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*.....p.767
- Annexe 12 : Carte d'inscription, *Fonds Robert Chapuis, 103 APO 65, Parti socialiste 1989-1990*, Fondation Jean-Jaurès.....p.769
- Annexe 13 : « *Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°64. Septembre 1991* », *MichelRocard.org*. Plantu, *Le Monde*, 31 août 1991.....p.770
- Annexe 14 : « Intervention de Michel Rocard, Chambéry, le samedi 31 août 1991 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*.....p.771
- Annexe 15 : « Comité directeur, 3 avril 1993 », *Archives-Socialistes.fr*.....p.772

| | |
|--|-------|
| Annexe 16 : « Socialisme et démocratie. <i>Appel aux militants socialistes à soutenir l'action du Président de la République, François Mitterrand et du gouvernement de Michel Rocard</i> »..... | p.773 |
| Annexe 17 : CHARTE NATIONALE DE LA FÉDÉRATION DES CLUBS Dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°103, février 1996 »..... | p.774 |
| Annexe 18 : « Rocardiens pour Delanoë », <i>Le Monde</i> , 11 septembre 2008..... | p.778 |
| Annexe 19: « La nouvelle déclaration de principes du PS », <i>Le Monde</i> , 21 avril 2008..... | p.781 |
| Annexe 20 : <i>Une République forte, une France juste : mon projet pour la France</i> , p.18-19..... | p.787 |
| Annexe 21 : <i>Une République forte, une France juste : mon projet pour la France</i> , p.34..... | p.789 |
| Annexe 22 : <i>Wrecking Ball</i> de Miley Cyrus selon Manuel Valls, par « les Guignols de l'Info » | p.790 |
| Annexe 23 : Lettre de Manuel Valls aux calédoniens, 23 octobre 2017..... | p.791 |

« Je suis le secrétaire national du PSU et j'ai été investi comme candidat par mon parti. Mais le but de ma candidature n'est pas de défendre les intérêts d'un parti [...] Ma candidature a pour objectif de devenir celle du courant socialiste tout entier. Nous avons essayé de montrer que les problèmes graves qui se posent aujourd'hui au pays appellent des solutions de type socialiste. Dans l'état actuel de la vie politique et forces traditionnelles de la gauche, aucune d'entre elles ne semble prête à tenir le langage.

La marge de choix était donc restreinte : on pouvait, ou bien accompagner les autres forces se réclamant du socialisme dans leur reniements et leurs convulsions, ou bien oser affirmer que l'espérance des travailleurs, qui s'était exprimée notamment en mai 1968, n'était pas près de mourir, et défendre par conséquent devant les électeurs l'existence d'un véritable courant socialiste. C'est cette dernière solution que nous avons bien sûr choisie. Nous sommes persuadés que l'alternative socialiste doit cesser d'être une usurpation de l'esprit : elle doit désormais s'inscrire dans le rapport des forces politiques et peser sur lui [...]

Nous avons tout fait pour préserver jusqu'au bout les chances de parvenir à une candidature commune d'orientation socialiste. Son impossibilité s'étant avérée flagrante, il ne pouvait être question de renoncer à faire entendre la voix du socialisme. J'ai conscience que l'aspiration à un socialisme adapté à notre civilisation est partagée par un nombre considérable de travailleurs ; la campagne présidentielle doit être l'occasion, pour le courant socialiste, de s'affirmer et de progresser ».

Annexe 2 : « Campagne électorale officielle : élection présidentielle mai 1969, 1^{er} tour, 16 mai 1969 », dans « Vidéos », *MichelRocard.org*

« L'enjeu de cette élection présidentielle aurait dû être de savoir s'il est possible à la France de se choisir un autre avenir. A côté des deux candidats de droite qui disent de plus en plus la même chose et défendent la même politique au point qu'ils s'en accusent réciproquement, en face, la grande question c'était de savoir si ce soir vous auriez pu avoir un candidat unique de la gauche. J'ai pour ma part, avec tout le courant qui se bat sur les solutions socialistes, lutté autant que possible pour parvenir à une candidature réellement socialiste autour de laquelle l'ensemble de la gauche aurait pu se rassembler. Mais cela n'a pas dépendu de nous. Et les responsables de cette situation, vous les connaissez. C'est une fraction, c'est un clan de la SFIO sous la conduite de M.Defferre, qui a décidé qu'on en arriverait là. En fait, cette décision, si elle nous a déçus, pour ma part, ne m'a pas beaucoup surpris car elle a des raisons et nous en reparlerons d'ailleurs [...] Tous les problèmes, ils appellent à nos yeux des solutions de type socialistes [...] Le problème du pouvoir, j'ai compris peu à peu que seul le socialisme lui apporterait une solution.

Mais que c'est aujourd'hui le socialisme dans une situation comme la nôtre, dans un pays développé ? Malcommode, il n'y a pas de modèle, il faut donc de l'imagination, il faut l'inventer. C'est l'objet de la solution socialiste que je vous décris aujourd'hui au nom de notre courant. Le socialisme c'est d'abord un combat. Regardez d'ailleurs, le peu de sécurité que nous avons aujourd'hui dans la société française. Ces nationalisations qui nous garantissent contre les dégâts des crises économiques ou au moins une partie d'entre eux. La sécurité sociale, les congés payés, la suppression des zones de salaire même. Que de loyers, que de dures grèves il a fallu pour les imposer et cela continuera. C'est partout et toujours la lutte qui arrache et la loi légalise après. Voilà pourquoi et comment le socialisme est un combat. C'est un combat dans deux perspectives : la première perspective c'est que la société contrôle ses propres affaires et ne laisse pas ce soin aux intérêts des hommes de profits. Il est inadmissible qu'un petit nombre d'industriels, de banquiers, de grands capitalistes décident de nos affaires sans rendre compte le moins du monde à qui que ce soit et en fonction de leurs seuls profits. Pour arriver à ce résultat il faudra nationaliser certains secteurs, il faudra transformer bien des choses. La seconde perspective c'est qu'en même temps, et c'est là que la perspective est nouvelle par rapport à d'autres sociétés, c'est qu'en même temps chacun de nous, chacun de vous puisse dans son entreprise, dans sa commune, dans sa région, connaître, discuter puis contrôler les décisions qu'il subit, qui façonnent petit à petit les conditions d'existence. Voilà la seconde perspective.

- L'État, cette énorme machine [...] Reconquérir l'État, la démocratie, le décentraliser. Faire que ce dont dépende notre vie quotidienne soit décidé dans la commune et dans la région sous notre contrôle. Faire ensuite que l'État central se borne à orienter l'économie, à préparer l'avenir.*
- Le second concerne l'entreprise, le lieu de travail, quelque'un soit la nature. L'essentiel c'est de mettre fin à la monarchie patronale. Les travailleurs aujourd'hui sont éduqués, organisés, compétents. Ils peuvent peser sur leurs décisions. Les travailleurs ouvriers, mensuels, techniciens, cadres, tous doivent pouvoir discuter l'embauche comme le salaire, le licenciement comme la formation. On peut changer de président de la République, on peut changer de maire : il faut qu'on puisse changer de patron !*
- Le troisième concerne notre système d'enseignement, d'éducation permanente, d'information et de culture. Il a été fabriqué par une toute couche sociale, par une classe très limitée, la haute bourgeoisie pour organiser la continuité de sa domination. Il faut transformer cela et faire que tout ce système, par l'éducation permanente, comme l'information et la culture, permettent d'abord à chacun de mieux connaître son propre métier, de se perfectionner, d'en changer aussi souvent que le changement des techniques l'exige. Il faut surtout que ce système permette à chacun de comprendre la société dans laquelle il vit, de discuter, de peser, de le contrôler, de prendre ses responsabilités dans la société ».*

« Une quarantaine d'intervention à la tribune en trois ans, pour un député qui n'est ni président ni rapporteur habituel d'une des commissions, cela doit constituer une manière de record. Près de 300 questions écrites, cela représente aussi un travail considérable d'étude de dossiers, d'enquêtes, de recherches et de consultation. Là encore, que tous ceux qui m'y ont aidé, notamment Bernard Jaumont, Jean Mendelson et tout particulièrement Alain Ricard en soient vivement remerciés en même temps que le Bureau National du PSU dans son ensemble et tous les militants et les électeurs qui nous ont alimentés en information et en questions pertinentes [...] Il s'agit beaucoup plus d'un rappel des lignes générales de l'action entreprise, et d'une évocation du climat qui peut régner à l'Assemblée, que d'un exposé systématique de nos [PSU] positions qui a sa place ailleurs ».

« Alors un député pour quoi faire ? Parce que le Palais-Bourbon offre une tribune qui a un écho national. Parce qu'un député peut y dénoncer les scandales qui sinon seraient enterrés. Parce que, par le jeu des questions écrites, il peut obliger le gouvernement à se pencher sur un problème, l'empêcher de dissimuler telle ou telle chose. J'ai déposé en 3 ans 253 questions écrites, lesquelles, malgré le règlement de l'Assemblée, n'ont pas toujours reçu de réponses du Ministre concerné, mais qui fréquemment ont débloqué bon nombre de dossiers, ou, au contraire, empêché qu'on les renferme en douceur.

Un député, c'est aussi l'occasion de peser, par ses interventions lors de la discussion des lois, sur la rédaction et le contenu de celles-ci. Soit en dénonçant les projets du gouvernement comme je l'ai fait lors de chaque vote budgétaire, soit en tentant, par des amendements, de corriger les insuffisances. Aussi, bien que seul député PSU, j'ai réussi à faire voter deux amendements à la loi sur le travail temporaire et deux à la loi sur la création des villes nouvelles, comme quoi nos interventions ne sont pas toujours critiques et négatives mais également constructives et positives [...]

Un député, c'est enfin la possibilité de déposer des propositions de loi et celles-ci, lorsqu'elles sont soutenues par un puissant courant populaire, ne peuvent pas toujours être enterrées par le gouvernement. C'est le cas de la proposition de loi que j'ai déposée pour la défense des droits des consommateurs. Approuvée par la quasi totalité des associations de consommateurs [...]

C'est le travail dont je me dois de rendre compte aux travailleurs et aux habitants des Yvelines, puisque, en le faisant, j'ai été leur parole. Bien sûr, je ne peux le faire intégralement : 253 questions écrites, 38 interventions à la tribune, des dizaines d'amendement déposés. Il faudrait un livre considérable pour tout publier. Ce sont donc les extraits de ces interventions que je donne ici afin que vous puissiez juger de mon action ».

Annexe 5 : « Assises du socialisme, 13 octobre 1974 », dans « Archives socialistes,
Congrès », jean-jaures.org

« Je veux témoigner ici d'une action militante qui est riche de tout ce qui est aujourd'hui le bien commun de tous les Socialistes. C'est l'action des militants PSU que d'ailleurs beaucoup d'entre vous ont pu partager [...] A partir du mouvement de Mai 68, sont nées, et avec quelle force ! La revendication de libertés nouvelles, la volonté d'un contrôle ouvrier dans les entreprises, d'un contrôle populaire dans tous les secteurs de la vie sociale, la volonté de lier étroitement les questions du pouvoir et celles du travail, sur tous les terrains où le capitalisme institue la division sociale et met en place ses systèmes hiérarchiques et bureaucratiques. C'est sur cette base qu'est née la perspective du socialisme auto-gestionnaire, que nous avons exprimée pour notre part dans notre Manifeste de décembre 72 : contrôler aujourd'hui pour décider demain. Mais le socialisme auto-gestionnaire, ce n'est pas un bien qui nous appartienne en propre [...] Et je veux le dire ici bien fort, l'auto-gestion ne doit pas servir à diviser, mais au contraire à unir, parce qu'elle s'inscrit dans la classe ouvrière et les masses de notre pays comme une aspiration fondamentale, face aux réalités quotidiennes de l'exploitation capitaliste. Il n'y a pas de socialisme auto-gestionnaire s'il ne se fonde pas sur l'unité populaire, sur une base de classe et de masse [...] Nos acquis, nous voulons les investir dans le mouvement Socialiste, pour son développement, son élargissement, et ces Assises représentent à cet égard une étape décisive.

Comme militant Socialiste, je témoigne aussi au nom de l'avenir. Cet avenir, bien sûr, il est entre nos mains, mais il est surtout entre les mains des travailleurs qui luttent pour changer leur vie et contrôler leur propre travail, entre les mains des jeunes qui veulent bâtir un monde nouveau, entre les mains des femmes qui veulent se libérer des soumissions séculaires, entre les mains de ceux qu'on appelle des « minorités nationales » et qui constituent, en réalité, dans leurs régions, les vraies majorités populaires [...] Car ces Assises, ce premier moment de rencontre, montrent qu'une organisation commune peut naître du rassemblement dans un même parti de tous ceux qui sont d'accord sur le même projet de société et sur les moyens d'y parvenir.

Nous disons : c'est possible. Le socialisme auto-gestionnaire peut être le moyen de réunir ceux qui sont actuellement séparés, séparés entre organisations différentes, mais surtout séparés entre militants que l'on appelle politiques et militants de la lutte sociale, ceux-là même sans lesquels il n'y aura pas de socialisme.

Nous disons aussi : c'est urgent. Depuis quelques années, la lutte des classes est montée d'un cran. Elle est passée à l'échelle des peuples, elle a débordé le cadre des Etats, elle a bouleversé les institutions les plus traditionnelles, l'école, l'église, l'armée : elle s'est inscrite au

cœur même de notre individualité, au fur et à mesure que la socialisation s'étendait davantage sous l'autorité du capitalisme [...] Il nous faut maintenant bâtir le parti des Socialistes qui sera capable de tenir à la fois des exigences de la mobilisation populaire et celles de l'action gouvernementale. Ce doit être la tâche des mois qui viennent. Nous devons le faire pour tous ceux qui auraient voulu être là, et qui n'ont pu l'être, avec tous ceux qui hésitent encore et qui sont pourtant indispensables à l'avenir du socialisme.

Pour bâtir cette organisation, il nous faudra ouvrir deux débats, qui sont étroitement liés : l'un concerne la question du pouvoir dans une société telle que la nôtre, l'autre concerne la nature de l'organisation, sa base sociale et sa cohérence avec la perspective auto-gestionnaire [...] Il faut répondre à une double exigence :

- celle de prendre en main l'État pour l'intérêt du peuple et des travailleurs,*
- celle de créer ou de contrôler les nouvelles formes de pouvoir qui correspondent à notre société.*

C'est à cette double exigence que répond le socialisme auto-gestionnaire.

Pour lui, la délégation ne suffit pas, il y faut aussi le contrôle. Pour lui, la représentation parlementaire ne suffit pas. Il faut aussi que puisse s'exercer directement le pouvoir de ceux qui sont concernés par les décisions à prendre. Mais, ceci pose la question, et c'est le dernier point que je voudrais aborder, de la nature de l'organisation.

Des Socialistes ne peuvent séparer les questions de stratégie et d'organisation. La perspective auto-gestionnaire doit s'imposer à l'organisation comme à la stratégie. C'est une question difficile [...] La prise en charge des réalités régionales : au moment où la socialisation de nos formes de vie et de pensée se développe à l'échelle des continents, il faut retrouver les collectivités homogènes, des lieux d'équilibre qui seront en même temps des lieux essentiels de la lutte anti-capitaliste : ce doit être le rôle des communes et des régions.

Les formes de communication entre les groupes, leurs moyens d'expression, la diffusion de leurs initiatives et de leurs propositions : il existe déjà dans notre pays un réseau important de groupes et de mouvements ; il faut que tous ceux qui y participent puissent être des militants Socialistes à part entière, non parce qu'ils ont la carte d'un parti, mais parce que leur action est prise en compte et qu'elle pèse effectivement sur la décision politique. Le grand risque d'une organisation Socialiste, c'est de se prendre elle-même pour la société, de voir en elle-même sa propre finalité. Il faut lutter constamment, quitte à être minoritaire, contre un tel risque qui est à proprement parler suicidaire. Le socialisme doit s'inscrire dans le cadre de la société réelle : un parti doit lui en fournir les moyens, et non l'enfermer dans ses propres structures, ses débats internes, son jargon et sa philosophie.

Pour échapper à ces risques, il faut se souvenir qu'un parti, c'est l'instrument de la prise du pouvoir et qu'un parti Socialiste, ce ne peut être que l'instrument de la prise de pouvoir par les travailleurs [...] Militants du PSU, nous avons travaillé non sans peine, et souvent dans l'obscurité et l'incompréhension, pour donner sa voix à l'espoir. Nous ne nous sentons pas seulement concernés par ces Assises, nous nous sentons engagés. Notre travail n'a pas été vain. Le travail que nous allons mener tous ensemble, dans les assises locales et régionales, dans les entreprises, dans les duites de ces Assises Nationales, ne sera pas vain. Une grande force Socialiste et auto-gestionnaire est possible. Elle est urgente. C'est elle qui, dans l'unité populaire, dans le respect des alliances déjà passées nous mènera à la victoire, à la seule victoire qui compte pour des Socialistes, celle du peuple et de la classe ouvrière ».

Annexe 6 : « Congrès national de Pau, 31 janvier 1975, après-midi », dans « Archives socialistes, Congrès », jean-jaures.org

« Le 13 octobre, à la fin des assises nationales du Socialisme, nous nous sommes donnés un rendez-vous, rendez-vous au Congrès de l'organisation commune qui rassemblerait les trois composantes des assises, au Congrès de ce Parti des Socialistes qui rassemblerait tous ceux qui, comme François Mitterrand en mai 1974, croient à la nécessité, à la possibilité d'une convergence entre les orientations fondamentales du programme commun, et les perspectives du Socialisme autogestionnaire.

Ce rendez-vous a été tenu, les engagements réciproques ont été tenus, et nous nous sommes retrouvés dans la préparation de ce Congrès. Il n'y a plus désormais ici que des militants Socialistes, attachés à un même parti, le Parti Socialiste. Notre parti est déterminé à en faire l'instrument politique dont la Gauche a besoin pour sa victoire, dont les travailleurs ont besoin pour préparer leur pouvoir.

C'est donc la dernière fois que s'exprime la voix de ce qu'on a appelé la 2^{ème} composante des assises, le courant PSU des assises.

En m'exprimant au nom de ses militants, dans ce qui est leur premier Congrès du Parti Socialiste, j'ai ici comme eux le sentiment de n'aliéner ni mon passé, ni ma liberté. Notre combat Socialiste ne commence pas d'aujourd'hui. Nous nous sommes rencontrés avec les militants du Parti Socialiste, avec les militants syndicaux et autogestionnaires de la 3^{ème} composante, pour donner à notre combat plus de force et plus d'ampleur, plus de réalité, et aussi sans doute plus de réalisme.

Nous savons que tous ici, quel que soit notre chemin vers le Socialisme autogestionnaire, nous partageons bien les mêmes espérances, la même volonté. Nous voulons faire de notre Parti l'instrument de l'unité, parce qu'elle est nécessaire à la victoire et qu'elle exprime l'unité profonde de la classe ouvrière dans sa lutte émancipatrice. Nous voulons en faire l'instrument du Socialisme car il n'y aura pas de Socialisme en France sans un parti Socialiste fort, puissant, déterminé, comme il l'est aujourd'hui, à rompre avec le système capitaliste. Nous voulons en faire l'instrument de l'autogestion, car il n'y a pas d'avenir Socialiste en France s'il ne se construit pas dès aujourd'hui, à travers les luttes ouvrières, les luttes populaires, qui préparent l'instauration non seulement d'un nouveau mode de production, mais d'un nouveau mode de pouvoir [...] C'est finalement un esprit fraternel et démocratique qui a prévalu, car nous nous sommes tous reconnus comme les militants d'un

même combat, des militants décidés à la même victoire, pour la même cause. Cette unification s'est faite dans le respect des engagements réciproques, en même temps que la préparation politique de ce Congrès [...] Certes, dans ce débat, des divergences sont apparues, et je voudrais dire d'ailleurs qu'il fallait souvent un œil bien exercé pour les reconnaître.

Il est évident que des bases politiques du Parti sont largement communes à tous ceux qui le composent et c'est bien pourquoi des avancées politiques sont aujourd'hui possibles. Nous ne doutons pas que ce Congrès permette de les préparer, sans nier les différences mais sans en faire l'occasion de divisions irrémédiables et de coupures factices entre nous. Aujourd'hui, en réalité, nos divisions apparaissent secondaires par rapport au risque d'une division plus inquiétante, le risque que présenterait toute division de la Gauche [...] Je voudrais, parce que ce point pose des problèmes, rappeler devant vous notre position à l'égard du programme commun de gouvernement, établi en juin 1972, entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste.

Nous avons déjà dit qu'en devenant membres du Parti Socialiste, nous en prenions en compte tous les engagements.

Est-ce qu'il s'agissait d'une formule juridique ? Est-ce qu'il s'agissait d'un simple contrat à honorer pour la courte période qui resterait à courir ? Eh bien ! Non. C'est bien un jugement politique que nous portions. Les mesures fondamentales que préconise le programme commun, en particulier les nationalisations, le contrôle des travailleurs sur la marche de l'entreprise, la planification démocratique, et les diverses garanties démocratiques dans les secteurs essentiels de la vie sociale, constituent bien une rupture avec le capitalisme. Cette rupture, nous le savons, ne se fera pas si ces mesures ne sont pas mises en œuvre dès le début d'une expérience de Gauche, et cette expérience n'a aucune chance de survie en dehors de cette rupture. Nous ne nous sommes jamais inquiétés du fait que le programme commun aille trop loin sur cette voie. Nous nous demandions, au contraire, parfois, s'il allait assez loin [...] Il n'y aura pas de rupture avec le capitalisme si l'on n'applique pas l'intégralité du programme commun, mais dans les temps à venir il est tout aussi évident qu'il n'y aura pas de rupture suffisante avec le capitalisme, avec le régime bourgeois, si l'on se contentait seulement d'appliquer le programme commun à la lettre et non dans son esprit, car la rupture n'est pas le simple fait d'un programme et de son application gouvernementale, elle est dans la liaison entre l'action gouvernementale et le mouvement populaire, qui se nourrit des revendications pressantes, des aspirations pressantes des travailleurs et des masses populaires, et c'était, à notre avis, un des principes fondamentaux du projet politique énoncé par les assises du Socialisme ; c'est pourquoi le Parti Socialiste, comme les autres partis de gauche, avec les autres partis de gauche, en ayant

conscience de ses responsabilités essentielles, devra s'insérer davantage dans le mouvement populaire, en traduire sur le plan politique les revendications et les aspirations fondamentales, et c'est pourquoi le Parti Socialiste, notre Parti, doit, nous le pensons, être partout, et à tous les niveaux, une organisation militante, c'est-à-dire que le Parti doit s'organiser pour l'action militante [...] A l'intérieur du Parti Socialiste, beaucoup a déjà été fait pour la victoire de la Gauche, pour préparer l'avenir Socialiste de la France. Nous vous avons rejoints, camarades, pour une nouvelle étape qui nous permettra de nous dépasser les uns les autres, dans un commun effort, dans des avancées encore plus décisives, dans l'unité des forces populaires, vers le Socialisme et, je crois, nous l'espérons et nous le voulons tous - vers le Socialisme autogestionnaire. »

Annexe 7 : « La déclaration de candidature de M.Michel Rocard », *Le Monde*, 21 octobre 1980, dans « Revue de presse et déclarations 1980 », *Articles et tribunes, MichelRocard.org*

« Dans 7 mois, vous élirez le nouveau président de la République. C'est un choix très important pour chacun et chacune d'entre nous, et pour notre pays car il nous engage pour sept ans. Ce sera d'ailleurs la première fois, depuis que le chef de l'État est élu au suffrage universel, que cette élection se déroulera comme dans d'autres grandes démocraties. Nous aurons le temps nécessaire pour faire le bilan du Président sortant et pour choisir ensemble les objectifs que nous voulons pour notre pays. Ce sera aussi une étape importante pour la stabilité de nos institutions car nous verrons si elles permettent véritablement l'alternance, c'est-à-dire, la démocratie. Ici à Conflans-Sainte-Honorine, et aujourd'hui, j'ai décidé de proposer aux socialistes d'être leur candidat à la présidence de la République.

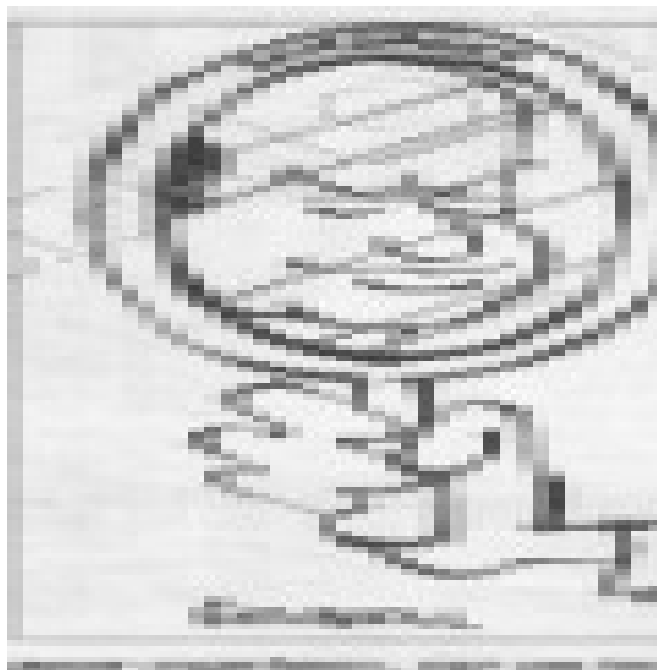
Pourquoi aujourd'hui ? Parce que le parti socialiste est un parti démocratique, où tous les adhérents votent pour désigner leur candidat, et que cette procédure de désignation commence aujourd'hui. Le temps est donc venu pour les socialistes, et en même temps pour l'opinion tout entière, de savoir clairement et sans équivoque à quoi s'en tenir. Le temps est donc venu qu'un candidat soit un candidat, car la détermination est une condition du succès. Ma fédération socialiste, celle des Yvelines est dès lors conviée à en délibérer et à présenter ma candidature dans le respect de nos règles et de mes engagements. Il y a sept ans, M.Giscard d'Estaing nous avait promis le changement sans le risque. Et le monde a changé. Mais il a changé sans la France et la France a changé. Mais elle a changé sans la France. Là où le changement pourrait apporter davantage de bien-être, de temps libre, une meilleure communication entre les hommes, les Français ne rencontrent que le chômage, la réduction de leurs moyens d'existence, le dépérissement de leurs communes et de leurs régions. Les plus défavorisés voient se réduire leur maigre sécurité tandis que les puissants peuvent s'offrir leur médecine ou leur justice. Il est grave aussi que cette incapacité à prévoir et à organiser l'avenir s'accompagne du renoncement au rôle qu'une grande histoire trace à notre pays.

La France ce n'est pas seulement une puissance diplomatique, militaire, économique, la France c'est aussi un message vieux de deux siècles, celui de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Ce que moi, socialiste, je propose aux Français, c'est que la France des années 1980 redonne son sens à ce message en construisant le socialisme de la liberté, de la justice, et de la responsabilité, celui de l'autogestion. Je propose aux Français de conquérir ensemble le pouvoir pour devenir ensemble responsables de la France, des travailleurs dans leurs entreprises, les citoyens dans leurs communes, les régions dans l'État. Je propose d'extirper ces inégalités

profondes qui rongent notre société et le déshonorent. Je propose de mobiliser les intelligences et les volontés au service de la création d'emplois, par le développement d'activités nouvelles et par une meilleure répartition du travail, devenu rare. Tel doit être l'objectif majeur d'une planification contractuelle et décentralisée. Je propose aux Français d'apprendre à vivre ensemble mieux qu'aujourd'hui, et que la négociation, l'accord, le contrat, règlent nos revenus, nos conditions de travail et facilitent notre vie quotidienne.

Je propose que face aux deux grands blocs, face à la montée des périls, face au drame du tiers-monde, l'action de la France, en Europe et dans le monde soit plus claire, plus ferme, plus généreuse, plus indépendante, pour créer des solidarités et des équilibres nouveaux. Seule la crainte de l'avenir maintient au pouvoir le président actuel et les forces qu'il représente. J'appelle tous les socialistes à se mobiliser autour de notre premier secrétaire. Depuis neuf ans, François Mitterrand a su nous réunir. Demain encore, à la tête du parti, il saura montrer le chemin. Pour ma part, j'assumerai dans leur intégralités toutes les responsabilités qu'implique ma volonté de demander leur confiance aux Français. J'appelle ces générations d'hommes et de femmes qui, depuis trente ans, ont apporté le meilleur d'eux-mêmes sans jamais voir se réaliser l'espérance, à donner corps au grand projet des socialistes qui n'esquisse déjà l'action du mouvement ouvrier et des forces sociales. J'appelle chacune et chacun d'entre vous parce que nous traversons des temps difficiles, parce qu'il nous faut préserver l'espace fragile de la démocratie et de la liberté, à ne pas craindre l'avenir, à ne pas s'abandonner à la fatalité de l'échec, mais au contraire à libérer les énergies et l'imagination qui, seules, pourront à la fois garantir notre sécurité et assurer le changement. Nous le ferons ensemble. J'ai confiance ».

Annexe 8 : ESTIER Claude, « *Proportionnelle, la 47ème proposition* », dans « *L'Unité*.
N°599. 12-18 avril 1985 », Archives-Socialistes.fr. Dessin de Forcadell



Annexe 9: Photo de la profession de foi « Liste pour une majorité de progrès »,
*Programmes et engagements électoraux des députés proclamés élus, Élections
législatives du 16 mars 1986*



Annexe 10 : « Discours de Michel Rocard, Journée nationale des Clubs Convaincre, 7 juin 1986 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

« La politique autrement est donc bien le point de passage obligé de toute démarche d'avenir. Politique autrement dans ses structures politiques, autrement dans ses démarches, voilà les deux thèmes que notre journée illustre et que je voudrais commenter. Les structures tout d'abord. Historiquement, les partis se sont formés pour donner une force à ceux qui n'en avaient pas d'autres [...] En un temps où l'école publique, gratuite et obligatoire, n'avait pas encore fourni à chacun le minimum culturel permettant une pensée autonome, le parti était le lieu où se nouait la réflexion, où se forgeaient idées et idéaux.

Depuis, ils ont eu à subir trois choses. Le premier est venu de l'alphabétisation [...] L'apparition et le développement des moyens de communication de masse [...] La crise des grands appareils [...] L'aspiration à plus d'autonomie a entraîné la mise en cause des grands organes collectives, qu'elles soient politiques, associatives ou syndicales, dans lesquelles nos prédécesseurs avaient cherché l'efficacité ou la sécurité [...]

Je ne suis pas ici pour condamner des formations politiques, et surtout pas celle à laquelle j'appartiens. Mais les trois chocs auxquels les partis ont été confrontés font qu'aujourd'hui ils n'ont plus la propriété exclusive des débats politiques. Citoyens ! La politique vous appartient ! Alors, quel rôle aujourd'hui pour les partis politiques ? Ils n'ont pas à faire à la fois l'offre et la demande [...] Le rôle des clubs, c'est de permettre la formulation, par les citoyens, et en toute liberté, d'une demande, à partir de laquelle des partis formuleront des offres d'action politique. Il faut que dans ces lieux nouveaux, la discussion ait un écho et le passé, un souffle [...]

Certains parmi vous appartiennent au PS ou le rejoindront un jour. Je m'en félicite car il y a encore beaucoup à faire. D'autres se sentent en affinités avec les radicaux de gauche, les communistes unitaires, le PSU ou les écologistes. D'autres encore se refusent à toute identification de cette nature, certains même récusent la définition actuelle de la frontière droite-gauche qui sépare les blocs en compétition pour le pouvoir dans notre pays [...]

Peu importe quelle que soit votre démarche, elle a son authenticité, et j'entends la respecter. Nous avons suffisamment à faire ensemble dans l'ordre de la réflexion et du débat pour ne pas nous encombrer d'une volonté d'homogénéité qui serait ici néfaste. A travers les clubs, en effet, il s'agit aujourd'hui de promouvoir une structure collective, souple, proche, chaleureuse, répondant à votre envie, votre besoin de réfléchir à la marche du monde, puis d'apporter des propositions, de détail ou d'ensemble, pour contribuer à préparer l'avenir [...]

Le rôle de l'homme politique, en effet, n'est pas de dicter ses propres vues à une société. Il est d'abord d'être à l'écoute, puis d'interpréter, enfin de décider. C'est là la responsabilité que les hommes politiques devraient briguer [...]

Chers amis, votre présence aujourd'hui, ici, m'apparaît comme le signe d'une volonté de renouvellement de la réflexion sur notre société, sur les défis nouveaux qu'elle rencontre dans son évolution. Vous êtes au nombre des agents et des moteurs de cette société dont vous ressentez les inquiétudes et les aspirations ».

Annexe 11 : « Intervention de Michel Rocard. Saint-Quentin en Yvelines, dimanche 8 novembre 1987 », dans « Discours de Michel Rocard », *MichelRocard.org*

« Il est difficile de pronostiquer avec certitude les développements futurs, chacun des quatre candidats se trouve sous le coup d'une lourde hypothèque. Mon hypothèque c'est d'être le candidat des socialistes. L'hypothèque de Raymond Barre, c'est de passer le 1^{er} tour. L'hypothèque de Jacques Chirac, c'est d'affronter un second tour. L'hypothèque de François Mitterrand, c'est d'imaginer la conduite d'un nouveau mandat.

Alors, question : dans ces conditions, que peut être objectivement le mieux placé ? Réponse : celui dont l'hypothèque sera levée le plus vite et le mieux. C'est-à-dire moi même si François Mitterrand n'est pas candidat.

Examinons d'abord l'hypothèse de sa candidature. Sur celle-ci, j'ai trois convictions. Première conviction : nous n'avons pas de moyens de dissuader François Mitterrand de se représenter. Au contraire, si nous le testions, si notre attitude était trop agressive à son égard, elle pourrait le pousser dans le sens de la candidature. Pour le reste je ne crois pas que nous soyons en mesure de l'amener à renoncer [...]

Troisième conviction, il vaut bien mieux, dans ces conditions, préparer la perspective de ma candidature unique, même si elle devait ne pas se réaliser, plutôt que n'être pas prêts si elle se réalise. Or il y a là suffisamment à faire pour ne pas perdre trop de temps à s'interroger sur l'autre hypothèse.

Le seul objectif qui m'anime dans cette campagne, c'est d'être élu président de la République le 8 mai prochain. De toutes façons, ce qu'il faut faire pour être élu vaudrait également même si je n'étais pas élu, et même si François Mitterrand décidait finalement d'être à nouveau candidat. S'il est à nouveau candidat, il est clair pour chacun de nous que je serai sûrement pas le prochain président de la République. Mais si, comme je continue de le croire, François Mitterrand n'est pas candidat, voyez alors ce qu'est ma situation [...]

La première condition, celle qui nous échappe, c'est évidemment le retrait de François Mitterrand. Je n'y reviens pas.

La deuxième condition, c'est de ne pas décrocher dans les sondages et de rester le meilleur à gauche après François Mitterrand. Si j'en juge par les plus récents, nous tenons le coup [...]

La troisième condition, c'est évidemment qu'il n'y ait pas de parasitage gênant en provenance du Parti. Je ne sous-estime pas les candidatures concurrentes, mais je ne les crains pas non plus. Nous aurons toujours contre nous un noyau d'irréductibles. Notre tâche doit être de le maintenir à l'écart de ce noyau.

La quatrième condition, enfin, c'est que nous soyons tous mobilisés et tenions tous le même discours. Claude Evin vous donnera des éléments sur les tous prochains mois. Ce sur quoi je veux insister, c'est sur la nécessité d'explication pédagogique. J'ai un urgent besoin de votre relais. Ne vous laissez jamais enfermer dans la question de mon attitude face à une candidature Mitterrand. Nous n'avons aucune raison de nous arrêter à une hypothèse à laquelle nous n'avons rien à gagner quand il en existe une autre, tout aussi plausible sinon plus, dans laquelle tous les espoirs nous sont permis ».

Annexe 12 : Carte d'inscription, *Fonds Robert Chapuis, 103 APO 65, Parti socialiste 1989-1990, Fondation Jean-Jaurès*

L'Union... au P.S. ... droite et ...

*Vous voulez être informé des activités
des Amis de Michel ROCARD :*

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Téléphone :

Remettre cette carte à l'accueil

...ties

Annexe 13 : « Convaincre. La lettre d'information des Amis de Michel Rocard. N°64.
Septembre 1991 », MichelRocard.org.
Plantu, Le Monde, 31 août 1991



Annexe 14 : « Intervention de Michel Rocard, Chambéry, le samedi 31 août 1991 », dans
« Discours de Michel Rocard », MichelRocard.org

« Nous devons aujourd'hui dire clairement notre but : la construction d'une société solidaire dans une économie de marché. L'expérience nous a montré qu'il n'était ni possible, ni souhaitable, de nier la compétition. Mais la réalité de l'action gouvernementale montre avec la même force que la règle du contrat est aujourd'hui une nécessité tout aussi forte.

Ce constat nous amène à dépasser la simple idée d'économie mixte. Il ne faut pas, en effet, commettre l'erreur symétrique des libertés qui opposent l'État et les individus, en confrontant le secteur public et le secteur privé. Redéfinissons plus finement les fonctions de l'État et faisons comprendre les coopérations nécessaires [...]

Tout part évidemment du respect qui est dû à la personne humaine. La liberté s'en déduit directement, étant pleinement entendu que la liberté économique en est partie intégrante. La démocratie, donc le pluralisme et, dans un même mouvement, la laïcité fondent les institutions politiques. La solidarité pour les individus et pour les groupes est un devoir.

L'autonomie, qui profondément veut dire le respect de l'autre, doit être favorisée. Le respect du droit s'entend pour toutes les formes de l'activité humaine. La responsabilité de l'homme vis-à-vis de lui-même et de la nature demande des techniques. La recherche de la paix, enfin, est un principe qui doit conduire à une organisation collective du Monde. Sur tout ceci, nous pouvons fonder une politique [...]

Jusque là, les défenseurs du socialisme démocratique occupaient une position intermédiaire entre le communisme et le capitalisme. Aujourd'hui nous sommes les seuls à incarner le refus des injustices, des inégalités, de l'argent-roi, et pour porter l'espoir de la solidarité, de l'égalité des chances et de la démocratie de tous les jours [...] J'appelle toutes celles et tous ceux qui veulent prendre leur part de cette belle aventure à nous rejoindre ».

« Je souhaite que la qualité de nos débats et la nature des décisions que nous allons prendre soient à la hauteur de l'événement car, ne nous y trompons pas, au-delà de nous-mêmes, c'est l'avenir de la Gauche dans ce pays qui est en jeu. Il ne faut pas nous cacher les difficultés. Nous devons regarder la vérité en face et aller au fond des choses, mais sans sombrer dans le masochisme ou le défaitisme.

Nous devons répondre à l'attente des militants qui, tout à la fois, espèrent un électrochoc, mais redoutent les affrontements de courants et de personnes. Et pour surmonter ces difficultés, il n'existe pas d'autre moyen que de redonner la parole et le pouvoir de décision aux militants, car rien ne sera possible sans une nouvelle légitimité militante.

Nous sommes les responsables nationaux d'un Parti qui vient de connaître la plus grande défaite de son histoire et la question de notre responsabilité collective est naturellement posée. J'avoue avoir été surpris de la surprise que j'ai créée au Bureau exécutif de lundi dernier, car je ne comprends toujours pas ce que pouvait avoir d'incongru ce qui me paraissait aller de soi lorsque j'ai dit tout simplement qu'il me paraissait normal que nous remettions nos mandats de dirigeants dans les mains des militants.

C'est pourquoi je le redis devant vous ce matin, avec la même tranquillité, car ceci est conforme à ce que je pense profondément en matière de responsabilité politique. »

Annexe 16 : « Socialisme et démocratie

Appel aux militants socialistes à soutenir l'action du Président de la République, François Mitterrand et du gouvernement de Michel Rocard »

« Le temps est venu de faire un grand Congrès sur l'identité socialiste.

En effet, au moment où le communisme bureaucratique connaît, au plan international, la crise la plus grave de son histoire, le socialisme démocratique dont nous sommes porteurs, apparaît comme une idée neuve. Le socialisme démocratique se doit de proposer des références et des valeurs constituant pour la fin du Xxè siècle, une alternative crédible aux forces du capitalisme porteuses d'inégalité et d'exclusion.

Tel est l'objet de notre Congrès.

Pour être fructueux, le débat que chacun souhaite devra éviter trois écueils :

- la naissance, entre nous, de nouveaux faux débats, couvrant de fausses querelles d'idées, mais de vrais enjeux de pouvoir ;*
- la méconnaissance de l'exigence de solidarité gouvernementale, alors que toutes les sensibilités du PS se trouvent en responsabilité au Gouvernement et réussissent une vraie synthèse dans leur action commune au service des Français ;*
- le décalage, enfin entre nos discours de tribune et nos actes en responsabilité.*

Soutenant l'action du Président de la République, François Mitterrand et du gouvernement conduit par Michel Rocard, nous proposons de poursuivre sur la voie de la Transformation sociale en faisant toute leur place aux valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité.

Nous pensons également que ce congrès doit être l'occasion d'approfondir les conditions de développement du PS comme parti de rassemblement majoritaire des forces de progrès, associant plus largement l'ensemble de ses militants aux décisions.

Pour préciser ces orientations, nous élaborerons, dans les premières semaines de septembre, une contribution en associant tous les militants qui le souhaitent.

Ensemble nous enrichirons, à travers cette contribution, cette double composante de notre identité : le socialisme et la démocratie ».

Annexe 17 : CHARTE NATIONALE DE LA FÉDÉRATION DES CLUBS
Dans « Convaincre. Lettre d'information des Clubs Convaincre. N°103, février 1996 »

L'Union Nationale des Clubs Convaincre et Associés (UNCCA) mouvement associatif regroupant des clubs locaux et des réseaux thématiques de réflexion politique, économique et sociale se fixe comme objectifs primordiaux :

. de favoriser la réflexion et les échanges sur les thèmes de société, hors du champ traditionnel d'activité des partis politiques attachés en priorité à la préparation d'échéances électorales,

. d'être acteur de la rénovation politique engagée par les composantes de la gauche et les mouvements de transformation sociale.

A cette fin, les clubs favorisent l'émergence des initiatives de citoyenneté et des pratiques de terrain, ils versent au débat public leurs analyses et leurs propositions qu'il s'agisse des enjeux locaux, régionaux, nationaux ou européens.

UNE ÉTAPE DANS L'HISTOIRE DE LA GAUCHE

Face aux enjeux d'aujourd'hui, les clubs s'attachent à définir un projet de société qui trouve son inspiration dans l'histoire sociale et politique de la gauche telle qu'elle s'est incarnée, en particulier dans les combats de Pierre Mendès France et de Michel Rocard.

Cette gauche moderne a voulu aller au-delà de la social-démocratie explorant notamment la voie d'un socialisme autogestionnaire. Elle est à même aujourd'hui de rechercher des voies nouvelles pour faire face aux défis de notre temps devant l'échec du communisme et les insuffisances de la social-démocratie traditionnelle. Elle s'est opposée aux dogmes du socialisme scientifique et a démontré que le marché pouvait être efficace, pour peu qu'il soit régulé par des politiques publiques, et qu'il était compatible avec l'ambition de transformer la société.

POUR DES CITOYENS RESPONSABLES

Le projet politique des clubs privilégie l'exercice de la responsabilité des hommes et des femmes, il ne fait pas de la prise du pouvoir d'état le préalable à la transformation des rapports sociaux. L'engagement politique dans les clubs participe d'une gauche qui refuse la primauté du fondement économique des rapports sociaux proposés par le marxisme qui a fait croire qu'il suffisait de changer l'économie pour changer la société.

LA POLITIQUE « AUTREMENT »

Il s'agit bien d'ouvrir des perspectives politiques en rapport étroit avec les réalités vécues par nos concitoyens. L'action politique doit rechercher la confiance d'une majorité de l'opinion, elle doit s'efforcer de la conserver pour engager durablement les réformes capables de débloquent la société et de la mettre en mouvement. Les liens étroits entre les clubs et les mouvements qui pratiquent l'expérimentation sociale montrent qu'il existe des méthodes originales d'élaboration d'un projet politique fondé sur la confrontation continue des objectifs avec la réalité collective comme avec la démarche des individus. Faire de la politique autrement, c'est se montrer capable d'engager la transformation de la société pour que chacun puisse, le plus possible, maîtriser son destin et participer à une responsabilité collective. C'est ainsi que les citoyens pourront faire évoluer des pouvoirs trop souvent lointain, inertes, indifférents et cyniques.

DES VALEURS COMMUNES, UNE ACTION AUTONOME

Nous ne concevons l'exercice des responsabilités politique que fondé sur l'éthique des comportements individuels et collectifs dont les bases communes sont solidarité, laïcité, citoyenneté. Pour réaliser ses objectifs, l'UNCCA s'appuie sur la diversité de l'implantation et de la sociologie des clubs qui la composent. Membres actifs ou associés, les clubs conservent leur entière autonomie d'action et de décision. Débuts locaux et nationaux, publication d'une lettre mensuelle et de dossiers thématiques constituent les principaux supports d'activités de l'Union Nationale.

Afin de favoriser son approche prospective et pour démultiplier ses propres capacités de mobilisation, l'UNCCA travaille en liaison étroite avec d'autres clubs et mouvements qui poursuivent les mêmes objectifs et partagent les mêmes valeurs. Ce travail en commun peut se traduire par la mise en place de groupe de coordination et, à terme, par la fusion de différents mouvements.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

*AFRIAT Christine.....Réseau
BAMBUCK Roger.....Réseau
BARBE Gérard.....Gironde
BIDAUD Marie.....Paris*

| | |
|------------------------------------|-----------------------------|
| <i>BOULANGER Christophe</i> | <i>Paris</i> |
| <i>BOUSQUET Brigitte</i> | <i>Rhône</i> |
| <i>BOULEAU Sylvie</i> | <i>Réseau</i> |
| <i>CATUHE Michel</i> | <i>Pyrénées-Atlantiques</i> |
| <i>CHAOUAT Bernard</i> | <i>Essonne</i> |
| <i>CHAPUIS Robert</i> | <i>Ardèche</i> |
| <i>CLERGEAU Christophe</i> | <i>Paris</i> |
| <i>COTTEREAU Jacques</i> | <i>Ille-et-Vilaine</i> |
| <i>DERRE Jean-Claude</i> | <i>Loir et Cher</i> |
| <i>DOZ Gilles</i> | <i>Rhône</i> |
| <i>EUZEBY Patrick</i> | <i>Hérault</i> |
| <i>FAVRIE Annie</i> | <i>Nord</i> |
| <i>FERRADOU Philippe</i> | <i>Hauts de Seine</i> |
| <i>FONCEL Jean-Paul</i> | <i>Réseau</i> |
| <i>FOUQUET Jean-Pierre</i> | <i>Bouches du Rhône</i> |
| <i>GUILHAUME Hélène</i> | <i>Rhône</i> |
| <i>GARCIA José</i> | <i>Essonne</i> |
| <i>GODINO Roger</i> | <i>Réseau</i> |
| <i>GUIDONI Jacques</i> | <i>Corse</i> |
| <i>HENNY Jean</i> | <i>Yvelines</i> |
| <i>HENRARD Jacques</i> | <i>Landes</i> |
| <i>KUTTEN Christiane</i> | <i>Marne</i> |
| <i>LACOMBE Mireille</i> | <i>Cantal</i> |
| <i>LAROSE Jean</i> | <i>Hérault</i> |
| <i>LE HALLE Pierre</i> | <i>Paris</i> |
| <i>LHOMMELET Françoise</i> | <i>Essonne</i> |
| <i>LUCAZEAU Isabelle</i> | <i>Loire-Atlantique</i> |
| <i>MARRY Pascal</i> | <i>Convaincre Sport</i> |
| <i>MOREUX Gilbert</i> | <i>Loir et Cher</i> |
| <i>MONNET Roland</i> | <i>Ain</i> |
| <i>PALVIDES Christophe</i> | <i>Paris</i> |
| <i>PONCET-RAMADE Michèle</i> | <i>Bouches-du-Rhône</i> |
| <i>RAVAUD Paul</i> | <i>Rhône</i> |
| <i>SIMOUNET Patrice</i> | <i>Paris</i> |

SOULAGE François.....*Paris*
TAURISSON Pascal.....*Haute Vienne*
VERRIER Jacques.....*Réseau*
VIVERET Patrick.....*Réseau*
VOIRNESSON Georges.....*Haute-Marne*

« De retour de La Rochelle, nous éprouvons des sentiments mêlés. D'abord, la tristesse d'avoir vu les participants à l'université d'été du PS dépossédés de leurs travaux, souvent remarquables, au profit de quelques photos de déjeuners ou de conciliabules, en ville. Ensuite, l'envie de relire Oh, les beaux jours, de Beckett, pour se rappeler Winnie, progressivement absorbée par la terre et qui feint d'ignorer son ensablement. Douleureuse comparaison !

Et puis, comme toujours, lutter. Parce que nous sommes profondément attachés à ce parti. Parce que nous savons que s'offre, aujourd'hui, une chance historique de faire entendre au sein de la gauche française, la grande voix de la social-démocratie, celle d'un réformisme assumé et assuré, celle de Jaurès. Parce qu'aujourd'hui aussi, admettons-le, les socialistes sont inaudibles et que si nous voulons ne pas seulement être le plus « grand parti local » de France, il nous faut à la fois nous opposer fermement au président de la République, mais aussi travailler et proposer. En 2012, les Français ne choisiront pas le plus habile manœuvrier d'entre nous, mais se détermineront sur le contrat économique et social que nous leur proposerons, et sur l'authenticité de notre comportement.

Il faut, pour cela, qu'un certain nombre de conditions soient réunies, et vite. D'abord, parler vrai. Ne pas cacher la gravité de notre situation économique et sociale, regarder le monde tel qu'il est, de plus en plus dangereux et instable, y compris à nos portes. Prendre conscience de l'immense fracture qui continue d'exister entre ceux qui s'appauvrissent et ceux qui s'enrichissent au sein de chaque nation et entre les nations. Ne pas, pour des hommes et des femmes de gauche, se voiler la face devant un capitalisme en mutation, en permanente dilatation, de moins en moins industriel, de plus en plus financier. Bref, un capitalisme qui crée les conditions d'une très grave crise économique, écologique et humaine.

Ne pas, non plus, se payer de mots et ignorer l'état dans lequel l'Europe est plongée à la suite des non français et néerlandais puis irlandais. Bref, dire aux Français que ces réalités demandent autre chose que la répétition des recettes d'hier.

Il faut ensuite être cohérents. Si nous croyons que pour peser dans la mondialisation, pour assurer une régulation mondiale, il faut s'arc-bouter sur l'Union européenne, alors, malgré les difficultés, nous devons réaffirmer clairement que l'avenir de la France est indissolublement lié à l'avenir de l'Europe. Il nous faudra inlassablement et modestement reprendre contact avec tous nos partenaires pour relancer une dynamique européenne, plus proche des réalités des citoyens mais aussi plus ambitieuse en terme de justice, de démocratie et de politiques communes d'avenir.

Si nous souhaitons rappeler notre attachement à un modèle de développement qui assure une croissance régulière, durable, fondée sur l'économie de la connaissance et respectueuse de notre environnement, alors, il nous faudra présenter des options qui ne reculent pas devant les réformes structurelles. Ne pas semer l'illusion qu'on peut distribuer ce qu'on n' a pas produit. Ne pas cacher que nous devons prendre à bras-le-corps les problèmes de la désindustrialisation, de la maîtrise de nos déficits et proposer les indispensables investissements pour la petite enfance, pour les familles pauvres, pour les étudiants, les chercheurs, les milliers de jeunes oubliés sur la route et nos territoires urbains ou ruraux marginalisés. C'est donc avec courage qu'il faut prendre parti sur des sujets difficiles, s'engager, notamment, sur la maîtrise de toutes les formes d'énergie non liées aux hydrocarbures y compris le nucléaire, et sur la réforme de l'État et des services publics.

Enfin, être fidèle à soi-même. Sur tous ces points, nous avons travaillé au sein du courant Socialisme et démocratie que nous avons cofondé; nous avons régulièrement avancé des propositions, notamment au moment de la candidature de Dominique Strauss-Kahn, dont les grandes orientations intellectuelles sont toujours les nôtres. Nous pensons toujours qu'il est impossible de séparer les propositions et les idées de la démarche à suivre. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas accepté de nous diluer dans des ensembles indistincts où se gommèrent, comme par miracle, les vrais clivages de fond et de pratique politique. Comment être compris des militants et des Français quand on varie au gré de ses seuls intérêts tactiques ?

Pour reconstruire le PS, nous avons besoin de la présence à sa tête d'une autorité incontestable, qui certes, écoute et débat, mais aussi tranche. Nous avons besoin d'une seule voix qui porte nos convictions, pas de dix porte-parole qui organisent la cacophonie. Nous avons besoin que se dégage, dès le 23 septembre, lors du conseil national une motion claire et homogène ayant vocation à arriver en tête du vote militant et à constituer le pôle majoritaire. Besoin, simplement, d'une partition et d'un chef d'orchestre.

Pour cela, nous appelons tous ceux qui se sont reconnus dans les idées de Socialisme et démocratie, à apporter, dès maintenant, sans se disperser dans une solution de transition, leur soutien à la démarche entreprise par Bertrand Delanoë. Parce qu'on retrouve déjà dans sa contribution les points qui sont pour nous les plus importants : l'engagement pour l'Europe, le lien indissociable entre la compétitivité économique et la justice sociale, la lutte pour l'égalité réelle, la volonté de faire vivre un parti de militant qui ait une parole forte.

Ce choix, nous l'avons assumé. Après La Rochelle, ses pensées et ses arrière-pensées, nous pensons que beaucoup comprendront qu'eux aussi doivent faire ce même choix.

Michel Rocard, ancien Premier ministre, député européen ;

Alain Bergounioux, secrétaire national du PS ;

Dominique de Nayves, avocat ;

Michel Destot, député et maire de Grenoble

Catherine Tasca, sénatrice des Yvelines.

« Le Parti socialiste plonge ses racines dans la tradition de l'humanisme et dans la philosophie des Lumières. Il fait siennes les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, proclamées par la Révolution française. Il est né de la rencontre entre une pensée critique, riche et diverse, et l'action du mouvement ouvrier qui, pendant deux siècles, ont porté une contestation de l'organisation sociale façonnée par le capitalisme, et ont défendu le projet d'une société solidaire dont tous les membres jouissent des mêmes libertés et des mêmes droits. Il revendique le souvenir de la Commune, l'héritage de la République et de son œuvre démocratique, des grandes conquêtes sociales du Front populaire, de la Libération, de mai 1981 et des gouvernements de gauche qui se sont succédé. Il participe des grands combats politiques et intellectuels pour la liberté de l'homme, de l'Affaire Dreyfus à l'abolition de la peine de mort.

Ces ambitions sont plus que jamais d'actualité. Pour les socialistes, l'être humain est un être doué de raison, libre, un être social qui grandit de sa relation aux autres, ouvert à toutes les potentialités. C'est pour cela que les conditions dans lesquelles il vit sont essentielles. Bâtir un monde nouveau et meilleur, obéissant à la dignité de l'homme et assurant la sauvegarde de la planète, est la tâche première des socialistes, celle qui motive un engagement renouvelé pour le progrès au fil des générations, par-delà les moyens mis en œuvre, qui, eux, se formulent différemment dans le temps selon les enjeux et les problèmes.

Le socialisme démocratique veut être une explication du monde, une pédagogie de l'action, un avenir pour l'humanité. Sa nature est "d'aller à l'idéal et de comprendre le réel ", d'inventer le futur et de travailler dans le présent, d'assumer les tensions et les contradictions qui en résultent et font la vie humaine.

1 – NOS FINALITÉS FONDAMENTALES

ART. 1 Être socialiste, c'est ne pas se satisfaire du monde tel qu'il est. L'idée socialiste relève, à la fois, d'une révolte contre les injustices et de l'espérance pour une vie meilleure. Le but de l'action socialiste est l'émancipation complète de la personne humaine et la sauvegarde de la planète.

ART. 2 L'égalité est au cœur de notre idéal. Cette quête n'a de sens que par et pour les libertés. Égalité et liberté sont indissociables. Aux injustices et aux violences du monde, l'idée socialiste oppose un engagement pour une humanité libre, juste, solidaire et respectueuse de la nature. Elle

porte un message universel, dès lors qu'il s'agit de défendre les droits fondamentaux de chacun et de tous. Pour les socialistes, ces objectifs ne peuvent être atteints à partir du fonctionnement spontané de l'économie et de la société. La redistribution permanente des ressources et des richesses est nécessaire pour donner une réalité à l'égalité des droits, offrir à chacun les chances de conduire sa vie, et réduire les écarts de conditions.

ART. 3 Le développement durable doit permettre de répondre aux besoins du présent, sans compromettre l'avenir des générations nouvelles. Les finalités du socialisme démocratique, l'émancipation humaine, portent pleinement la volonté de préserver notre planète aujourd'hui menacée, de protéger et de renouveler les ressources naturelles, de promouvoir la qualité de l'environnement. Cette nécessité demande des réponses qui ne privilégient pas la rentabilité immédiate, concilient les intérêts particuliers et l'intérêt général, le développement et l'écosystème. Conscients de l'étroite interaction des activités humaines et des écosystèmes, les socialistes inscrivent la prise en compte de la planète au même rang de leurs finalités fondamentales que la promotion du progrès des sociétés humaines et la satisfaction équitable de leurs besoins.

ART. 4 Le progrès, synonyme d'amélioration de la vie humaine, est une valeur fondamentale pour les socialistes. Ils pensent que l'exercice de la raison doit être accessible à tous, acceptable par tous, applicable à tout. Ils promeuvent la connaissance, l'éducation, la recherche, la culture. Ils veulent mettre les avancées scientifiques et technologiques au service des hommes et de la planète. L'expansion technologique, le développement des nano et biotechnologies, l'ingénierie génétique posent des questions essentielles pour l'avenir de l'humanité. Le mérite du principe de précaution est de permettre de faire des choix collectifs, à travers l'arbitrage des choix politiques, qui subordonnent l'acceptabilité des risques, inséparables du développement de la science, à l'utilité des innovations et à la légitimité de leur utilisation. Le progrès économique et social ne peut plus être apprécié à l'aune de la seule croissance de la production marchande, mais doit l'être à l'aide des indicateurs reflétant la qualité effective des conditions d'existence et de travail des individus.

ART. 5 La démocratie représente, à la fois, une fin et un moyen. Elle incarne une valeur et un combat universels. Elle conditionne la nature même de l'action socialiste. Elle ne se résume pas à une méthode. Être socialiste, c'est penser que les hommes et les femmes décidés à agir ensemble peuvent influencer sur l'évolution de leur vie, de leur société et du monde. Notre socialisme est une conception et une pratique de la citoyenneté dans tous les domaines et sous toutes ses formes.

Démocratie politique et démocratie sociale, démocratie représentative et démocratie participative forment un tout pour permettre la délibération et la décision collectives.

II – NOS OBJECTIFS POUR LE XXIÈ SIÈCLE

ART. 6 Les socialistes portent une critique historique du capitalisme, créateur d'inégalités, porteur d'irrationalité, facteur de crises, qui demeure d'actualité à l'âge d'une mondialisation dominée par le capitalisme financier.

Les socialistes sont partisans d'une économie sociale et écologique de marché, une économie de marché régulée par la puissance publique, ainsi que par les partenaires sociaux. Le système voulu par les socialistes est une économie mixte, combinant un secteur privé dynamique, des services publics de qualité, un tiers secteur d'économie sociale.

Les socialistes affirment que certains domaines de l'activité ne peuvent relever du fonctionnement du marché quand ils concernent des droits essentiels. Les socialistes font de la création durable et de la redistribution des richesses un enjeu majeur de l'action politique. Ils pensent que les politiques participant aux enjeux environnementaux doivent être coordonnées par la puissance publique, garante du long terme et de l'intérêt général.

ART. 7 Les socialistes défendent un modèle de développement durable qui conjugue la croissance, l'innovation technologique, l'impératif écologique, la création d'emplois, la protection sociale. Les socialistes se préoccupent non seulement de la quantité des richesses produites et de leur distribution, mais aussi de la manière de les produire et du contenu de la production.

C'est une société nouvelle, qui dépasse les contradictions du capitalisme, faisant toute sa place au secteur non marchand, que les socialistes veulent bâtir. Le travail humain est un enjeu fondamental, c'est un moyen individuel et collectif d'insertion, de reconnaissance, d'émancipation. Les socialistes refusent une société duale où certains tireraient leurs revenus de l'emploi et d'autres seraient enfermés dans l'assistance. La qualité de l'emploi est un objectif fondamental qui suppose une rémunération juste, des droits garantis et respectés, un accès à la formation tout au long de la vie favorisant la promotion professionnelle et sociale. Le travail doit aller de pair avec un mode de vie qui donne du temps libre, l'accès à la culture et au sport, offrant à chacun de construire sa vie et la possibilité de participer à la vie publique.

ART. 8 Une tâche tout aussi importante est de réactualiser ce qui est l'apport propre du socialisme démocratique dans le siècle dernier; l'Etat social, qui permet aux réponses collectives de satisfaire les besoins individuels dans leur diversité. Celui-ci privilégie d'abord l'investissement productif au détriment de la rente. Il assure ensuite une protection contre les risques sociaux. Il repose sur une redistribution assumée. Il doit garantir, pour tous, la sécurité des personnes et des biens, sans laquelle il n'y a pas de liberté réelle. La régulation est également un des rôles majeurs de l'État pour concilier l'économie de marché, la démocratie et la cohésion sociale. Enfin, l'État moderne doit être un État qui investit et émancipe en privilégiant l'éducation, la recherche, l'innovation, la culture.

ART.9 Lutter pour la paix, la sécurité collective et le codéveloppement correspond à la vocation internationaliste des socialistes. C'est notre horizon pour le siècle qui commence. Le combat pour une communauté internationale pacifique est indissociable de la défense des droits de l'homme. Il demande également de reconnaître les intérêts propres des États et des peuples, de travailler à dégager les intérêts communs pour construire un monde équilibré, juste et sûr. Il exige aussi un double effort pour conforter et réformer les institutions internationales. Nous avons besoin pour ce faire du renforcement des Nations unies et du poids de l'Union européenne et de sa détermination.

ART. 10 La volonté des socialistes est de contribuer à faire de la France un pays ouvert, respecté dans le monde, œuvrant pour la paix, les droits de l'homme et le développement durable. La France est, de par son histoire, à la fois singulière et universaliste, elle doit être fidèle à ce double héritage. Elle doit respecter tous ceux qui vivent sur son territoire en combattant toutes les discriminations.

III – NOTRE PARTI SOCIALISTE

ART. 11 Le Parti socialiste est un parti républicain. Il œuvre pour le progrès social. Il s'organise au service de l'engagement citoyen. Il fait siennes les valeurs de la République, la liberté, l'égalité, la fraternité. Il combat pour la séparation des pouvoirs, garantie d'un régime de responsabilité politique. Il défend le pluralisme et l'indépendance de l'information dans les médias. Il ne considère pas la nation comme une juxtaposition de communautés, mais comme un contrat entre citoyens libres et responsables, respectueux des droits de toutes celles et de tous ceux qui vivent sur son territoire, attentif à ce que chacun accomplisse aussi ses devoirs vis-à-vis de la collectivité.

ART. 12 Le Parti socialiste est un parti laïque. Il défend la séparation des Eglises et de l'Etat. Il veille au respect de la liberté de conscience. La laïcité est plus qu'un principe de tolérance, elle est un combat contre tous les fondamentalismes et tous les intégrismes. Elle entend promouvoir et organiser un espace commun, prenant en compte les diversités culturelles et religieuses, dès lors qu'elles ne sont pas un obstacle pour la liberté de chacun et de tous. La laïcité est une condition de notre vivre ensemble.

ART. 13 Le Parti socialiste est un parti réformiste. Il porte un projet de transformation sociale radicale. Il sait que celle-ci ne se décrète pas, qu'elle résulte d'une volonté collective forte assumée dans le temps, prenant en compte l'idéal, les réalités et l'histoire. Le Parti socialiste veut contribuer à changer la vie avec la société et par la société, par la loi et le contrat. Il ne considère jamais les rapports de forces d'un moment comme figés ou indépassables. Il entend lutter contre tous les déterminismes sociaux, source d'injustices et d'inégalités.

ART. 14 Le Parti socialiste est un parti décentralisateur. Il met le respect de la diversité, des territoires, au cœur de ses valeurs. Il veut allier la présence d'un État régulateur et garant de l'équilibre – y compris financier – entre les territoires à une démocratie locale vivante et innovante.

ART. 15 Le Parti socialiste est attaché aux grands principes de la justice. Celle-ci est une valeur et une institution. Elle est garante de la réalité des droits de chacun. Elle doit être accessible et égale pour tous. Elle a pour vocation non seulement de sanctionner, mais aussi d'aider à la réhabilitation et à la réinsertion dans la société.

ART. 16 Le Parti socialiste met la culture au centre de ses valeurs. Celle-ci permet, à la fois, de rassembler et de libérer. Face au danger d'une civilisation par trop uniformisée et marchandisée, la culture, avec l'apport irremplaçable des artistes, contribue à construire un monde fondé sur la diversité, le dialogue, l'ouverture. L'accès à la culture pour tous et la démocratisation des pratiques culturelles sont notre objectif.

ART. 17 Le Parti socialiste est un parti européen qui agit dans l'Union européenne, qu'il a non seulement voulue, mais, en partie, conçue et fondée. Il revendique le choix historique de l'Union européenne et de la construction d'une Europe politique. Pour les socialistes, celle-ci doit avoir pour mission, par ses politiques communes, d'assurer la paix sur le continent et d'y contribuer dans le monde, de favoriser une croissance forte et durable et le progrès social, de promouvoir la

créativité et la diversité culturelle, d'aider à relever les défis planétaires par l'exemple d'association qu'elle offre. Membre du Parti socialiste européen, le Parti socialiste entend tout mettre en œuvre pour le renforcer afin que soit porté un message socialiste en Europe.

ART. 18 Le Parti socialiste est un parti internationaliste. Il condamne toutes les oppressions et exploitations dont sont victimes les hommes et les peuples, quelles qu'en soient les origines et les causes. Il agit pour le développement des pays du Sud. Il combat la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme sous toutes leurs formes. Il milite pour un ordre international juste et respecté, pour une coopération entre les peuples. Il défend le rôle de l'ONU et des institutions internationales. Il souhaite que l'Internationale socialiste, de forum international pour les partis et les forces progressistes qu'elle tend à être aujourd'hui, devienne un véritable mouvement progressiste et internationaliste

ART. 19 Le Parti socialiste est un parti populaire ancré dans le monde du travail. Il est le produit des combats politiques et des luttes sociales menés tout au long des XIXe et XXe siècles. Il entend exprimer l'intérêt général du peuple français.

ART. 20 Le Parti socialiste est un parti démocratique. Il fait de la parité entre les hommes et les femmes un principe. Il respecte chacun de ses adhérents. Il organise un débat politique transparent et ouvert. Il veille à la diversification des responsabilités partisanes et électives à tous les niveaux. Il prend en compte, dans un dialogue permanent, les forces et les mouvements de la société civile, en particulier les syndicats, les associations, les organisations non gouvernementales... Le Parti socialiste est un parti qui défend une éthique politique dans l'engagement militant. Il repose sur une adhésion volontaire qui demande que les décisions, les textes et les règles, délibérés et adoptés en commun, soient respectés.

ART. 21 Le Parti socialiste veut rassembler toutes les cultures de la gauche. Il ne se résigne pas aux divisions de l'histoire. Organisant en son sein depuis toujours un libre débat, il appelle tous les hommes et toutes les femmes qui partagent ses valeurs à rejoindre ce combat. »

« Chacun doit avoir sa place, pouvoir exercer son culte dignement, être protégé des insultes et des humiliations. C'est trop souvent le quotidien de nos compatriotes musulmans. C'est indigne de la France, de son histoire. L'islam est la deuxième religion de France. Il est dans l'immense majorité de ses expressions une religion de paix, compatible avec les valeurs de la République. Mais cet équilibre est précaire. C'est malheureusement au nom de l'islam, d'un islam dévoyé, que s'expriment les islamistes radicaux, les prêcheurs de haine. Il appartient aux musulmans de se défendre contre ces obscurantismes qui peuvent guetter. C'est à eux d'abord, de se mobiliser, de se former, de transmettre nos valeurs. Mais la République doit aussi les protéger et les aider. C'est pourquoi je veux traiter dans mon projet de la place de l'islam dans notre société. La laïcité, la séparation des Églises et de l'État, n'ont jamais eu pour synonyme l'ignorance du fait religieux. La République doit pouvoir dialoguer avec tous les cultes et apporter sa réponse aux trois défis que l'islam de France pose à notre société.

Le premier de ces défis, c'est celui de son organisation. La République a cherché à remédier au problème posé par l'absence d'organisation hiérarchique de l'islam en France, en faisant émerger des institutions représentatives. C'est ainsi qu'est né le Conseil français du culte musulman, après des années de tractations et de travaux, menés avec opiniâtreté par les ministres de l'Intérieur successifs - parfois au prix de compromis bancals voire dangereux, tel celui que Nicolas Sarkozy a passé avec la branche française des Frères musulmans, l'UOIF. Depuis lors, « l'instance de dialogue », créée en 2015, a élargi les bases de cette conversation que mène la République avec l'islam, en complétant sans le remplacer le CFCM. J'estime qu'il n'y a pas à y revenir à condition de l'ouvrir davantage à la diversité de l'islam et aux nouvelles générations.

Le second défi de l'islam de France, c'est celui de son financement. L'islam de France doit se financer en France, libéré des influences étrangères. Mais il serait irréaliste de décider que plus un sou ne doit provenir de l'extérieur, sans donner aux mosquées les moyens de trouver des financements à l'intérieur. C'est pour cette raison qu'a été relancée la Fondation pour l'islam de France, autour de Jean-Pierre Chevènement. Elle sera un bel outil de rayonnement et de collecte de fonds non pas pour le financement du culte, mais pour le financement du patrimoine culturel de l'islam de France. L'association culturelle nationale, qui pourra recueillir des fonds privés destinés au financement du culte proprement dit, complète ce dispositif.

Le troisième défi, c'est celui de la formation des imams. L'islam de France ne peut pas être un islam professé par des imams étrangers. Nous avons fait le nécessaire pour que la partie profane du cursus que devrait suivre tout cadre religieux ou ministre du culte, qu'il soit musulman

ou non, soit améliorée. Ceux qui ne disposent pas, comme les catholiques, les protestants ou les juifs, de séminaires anciens et établis doivent avoir un accès gratuit à un enseignement dans les domaines que nous jugions indispensables : le droit des cultes, les institutions nationales et locales de la France, la laïcité, etc. Désormais, ces formations sont accessibles dans 15 grandes universités françaises ».

« La question du nucléaire est, trop souvent, prisonnière de débats idéologiques qui nous paralysent. Je souhaite que ce débat soit dépassionné et abordé dans une perspective de long terme, avec comme seule préoccupation notre indépendance énergétique et l'avenir de notre planète. Oui, le nucléaire a des avantages. Oui, il a aussi un coût. Il nous faut consolider un secteur nucléaire sécurisé, en fermant ou en prolongeant la vie des centrales selon un calcul économique clair. Nous devons donc continuer à développer les énergies renouvelables, pour parvenir à un mix énergétique moderne et faire de la France un leader européen dans ce domaine. Cela veut dire soutenir la recherche dans le stockage de l'électricité, ou encore généraliser la pose de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments publics. Cette logique de sobriété et d'innovation, nous devons également l'étendre à la politique de l'eau. Là aussi, le gaspillage et la pollution doivent être combattus. Il s'agit d'abord de favoriser la réhabilitation des réseaux de distribution, dont la vétusté peut faire perdre jusqu'à un tiers de l'eau transportée. Il faudra également innover, par exemple en promouvant des méthodes d'irrigation plus économes ou en distinguant clairement les circuits d'eau obligatoirement potable des autres, nécessitant moins de traitements ».

Annexe 22 : *Wrecking Ball* de Miley Cyrus selon Manuel Valls, par « les Guignols de l'Info »

*J'enquête, je traque et je condamne
C'est moi, je représente la loi
Voleurs, dealers, petits braqueurs
Je mate les petits malfrats
Tous les immigrés, tous les sans-papiers
Sans titre de séjour
La famille entière, tous dans le charter
On vous renvoie chez vous*

*Je ne demande pas, j'ordonne !
Je ne supporte pas les Roms
Les caravanes, je les dégomme
Et il ne reste que le klaxon
Que le klaxon*

*J'ai tous les droits, je suis la loi
Dieudo, je te le censure
Plus de quenelle, plus de querelle
Tu vois, faut pas jouer les durs*

*Je ne demande pas, j'ordonne !
Je suis plus fort que Charles Bronson
C'est moi qui décide de ce qui est drôle
Sinon c'est la, la taule
Je ne demande pas, j'ordonne !
Je suis au top, un sex-symbol
Je veux le château, une belle bagnole
Vers l'Élysée je... vole
Oui je... vole !*

Voix off : Manuel Valls, le ministre de l'Intérieur le plus cool... depuis Nicolas Sarkozy.

Annexe 23 : Lettre de Manuel Valls aux calédoniens, 23 octobre 2017,
[https://www.lnc.nc/article/pays/politique/manuel-valls-s-adresse-aux-caledoniens?
uid=&success=1](https://www.lnc.nc/article/pays/politique/manuel-valls-s-adresse-aux-caledoniens?uid=&success=1)

« Chers amis,

Alors que la Nouvelle-Calédonie entre dans une période cruciale de son histoire, l'Assemblée nationale m'a confié la présidence de la mission parlementaire sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie. Christian Jacob, président du groupe les Républicains, en sera le rapporteur. Cette mission prolonge le remarquable travail effectué sous la précédente législature par les députés René Dosière et Dominique Bussereau à l'initiative du président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone et du président de la commission des lois Jean-Jacques Urvoas.

Je mesure pleinement la confiance qui m'est faite. En tant que Premier ministre, j'ai présidé quatre Comités des signataires de l'accord de Nouméa. Avec les partenaires calédoniens, nous avons su apporter des réponses concrètes à des questions importantes comme celles des listes électorales provinciales ou du nickel. J'ai également des souvenirs très forts de mon déplacement officiel sur le « Caillou » d'avril 2016. Je mesure le chemin tracé depuis la mission du dialogue conduite par Christian Blanc, l'implication décisive de Michel Rocard aboutissant à la poignée de main historique entre Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou. Des accords de Matignon-Oudinot de 1988 à celui de Nouméa signés par Lionel Jospin en 1998, c'est par le respect réciproque, l'écoute attentive et le dialogue serein que des solutions politiques ont pu être trouvées.

La Nouvelle-Calédonie ne doit pas être un enjeu de politique nationale à des fins partisans ni un prétexte pour des règlements de compte personnels. Je regrette sincèrement que certains aient choisi d'aborder le dossier calédonien par le dénigrement, la polémique et l'outrance. C'est avec beaucoup d'humilité et de modestie que je souhaite présider cette mission d'information composée de députés de toutes tendances.

Les attentes sont fortes envers l'État et je sais qu'il est particulièrement mobilisé au plus haut niveau. Le président de la République Emmanuel Macron suit attentivement et personnellement la situation. Le Premier ministre Édouard Philippe présidera dans quelques semaines le prochain Comité des signataires de l'accord de Nouméa, avant de se rendre sur le territoire. Nul doute qu'il apportera à son tour sa pierre à la construction du fameux « destin commun ». La ministre des Outre-mer Annick Girardin, dont chacun connaît l'énergie, est fortement engagée avec toute son équipe pour réussir cette réunion.

Novembre 2018 c'est déjà demain. L'Histoire nous jugera tous sur ce que nous aurons accompli collectivement.

Il faudra être inventif, courageux et parler vrai. Chacun doit prendre ses responsabilités. J'assumerai les miennes - Pour éviter toute impasse - Pour la France - Pour la Nouvelle-Calédonie.

Chers amis Calédoniens, je vous adresse au-delà des océans mon salut fraternel et mon amitié la plus sincère ».

Dictionnaire des rocardiens

Ce travail de recherche étant fondé sur le suivi d'une série d'acteurs pour la plupart peu connus, nous avons décidé de réaliser ce « dictionnaire des rocardiens » afin de proposer une synthèse accessible des parcours de chacun. Pour autant, cette liste n'est pas exhaustive. Nous n'avons pas inclus les rocardiens les plus abordés dans le développement (Robert Chapuis, Pierre Brana, Joëlle Dusseau, Gérard Lindeperg) dont le parcours est intégralement décrit au fil des chapitres. Pareillement, nous n'avons pas présenté dans ce dictionnaire des rocardiens mentionnés dans le développement mais sur lesquels nous ne disposons que de trop peu d'informations biographiques.

BAMBUCK Roger : Né le 22 novembre 1945 à Pointe-à-Pitre. Champion olympique en sprint, il est nommé secrétaire d'État chargé des Sports dans le gouvernement de Michel Rocard dont il devient un fidèle. Il s'investit dans les clubs Convaincre, devenant le porte-parole de la fédération à partir de 1990. Non-reconduit dans le gouvernement Cresson en 1991, il se présente aux élections législatives de 1993 dans la seconde circonscription d'Eure-et-Loir mais est battu dès le premier tour.

BERGOUNIOUX Alain : Né le 23 octobre 1949 à Bois-Colombes. Normalien et docteur en histoire, Alain Bergounioux est membre du cabinet de Michel Rocard à Matignon. Demeuré engagé dans le PS après le retrait de Michel Rocard, il devient le président de l'ARES. Il rejoint ensuite plusieurs cabinets ministériels rocardiens : celui de Catherine Trautmann entre 1997 et 1998, puis celui de Michel Sapin entre 2000 et 2002. Il est l'auteur de nombreux livres sur la social-démocratie, l'histoire du socialisme ainsi que l'auteur, avec Jean-François Merle, d'un ouvrage portant sur l'inventaire du rocardisme.

BLANC Christian : Né le 17 mai 1942 à Talence, Christian Blanc est un des principaux responsables de l'UNEF durant ses études. C'est dans ce cadre qu'il rencontre Michel Rocard dont il devient un proche. Membre du PSU, puis du PS à partir de 1974, Christian Blanc joue le rôle de directeur de cabinet officieux pour Michel Rocard au sein du Parti socialiste. Il fait partie des rocardiens les plus bellicistes envers François Mitterrand, ceux qui encouragent Michel Rocard à rompre avec le premier secrétaire du PS. En 1981, il devient directeur de cabinet d'Edgard Pisani, commissaire européen. Puis, entre 1984 et 1985, il est secrétaire général de la Nouvelle-Calédonie.

Lorsque Michel Rocard accède à Matignon en 1988, il charge Christian Blanc de mener la mission du dialogue en Nouvelle-Calédonie pour trouver une issue à la crise entre loyalistes et indépendantistes. Il est un des artisans des négociations des accords de Matignon. Rompant avec la gauche, il fonde son propre mouvement, Énergies Démocrates en avril 2002. Après avoir échoué à se faire élire député de Paris en juin 2002, il remporte l'élection législative partielle dans la troisième circonscription des Yvelines en décembre 2002 avec le soutien de l'UDF.

Source : Notice « Le Maitron » de Christian Blanc, <https://maitron.fr/spip.php?article16823>

BORELLA François : Né le 16 février 1932 à Nancy, François Borella est engagé à la Jeunesse étudiante chrétienne dès 1944 et à la Fédération française des étudiants catholiques depuis 1950. En 1957, il obtient un doctorat de droit et est agrégé de droit public et de sciences politiques. Engagé au sein de l'UNEF au sein du courant des « minoritaires » avec Michel de la Fournière, il est d'abord vice-président de l'UNEF, puis très brièvement son président, avant d'en devenir le conseiller juridique. Politiquement, il est membre de l'UGS en 1956, puis il rejoint le PSU en 1960, où il devient un proche de Michel Rocard. Sous cette étiquette, il est candidat aux élections municipales et législatives à Nancy de 1968 à 1973. Il suit Michel Rocard au PS en 1974 et occupe au sein de son nouveau parti des fonctions, dont la vice-présidence de la commission nationale des conflits entre 1979 et 1994. François Borella poursuit son engagement à Nancy. Il est candidat aux municipales de 1983, 1989 et 1995 et aux élections législatives de 1988 dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle mais est constamment battu par André Rossinot.

Source : Notice « Le Maitron » de François Borella, <https://maitron.fr/spip.php?article17293>

BOULARD Jean-Claude : Né le 28 mars 1943 à Nantes. Membre du PSU, puis du PS à partir de 1974, il est élu conseiller général du canton de Ballon, dans la Sarthe, en 1976. En 1981, il est choisi comme directeur de cabinet par le ministre rocardien de la Mer Louis Le Pensec. Il est investi par le PS pour les élections municipales de 1983 au Mans. Au second tour, il s'allie avec le maire communiste sortant Robert Jarry et devient adjoint au maire ainsi que président du Mans Métropole. Il conquiert la cinquième circonscription de la Sarthe lors des élections législatives de 1988 et redevient également directeur de cabinet de Louis Le Pensec, nommé ministre des DOM-TOM. Vaincu, comme la plupart des rocardiens et des socialistes, aux élections législatives de 1993, il prend sa revanche en 1997. En 2001, il prend la relève de Robert Jarry et est élu maire du Mans. Il

ne se représente pas aux élections législatives de 2002 et demeure maire du Mans et président du Mans Métropole jusqu'à son décès en 2018. Il est également sénateur entre 2014 et 2017.

Source : Fiche de Jean-Claude Boulard

https://www.assemblee-nationale.fr/11/tribun/fiches_id/602.asp

BOURGUIGNON Pierre : Né le 6 février 1942 à Rouen, Pierre Bourguignon pratique le scoutisme dans ses jeunes années. En 1961, il rejoint le PSU où il devient un des fidèles de Michel Rocard. Lorsque ce dernier quitte le PSU pour le PS en 1974, Pierre Bourguignon fait partie de ceux qui le suivent. Après deux tentatives, une en 1973 sous l'étiquette PSU puis en 1978 comme socialiste, il est élu député en 1981 dans la troisième circonscription de la Seine-Maritime, réussissant l'exploit de devancer le député communiste sortant, et ancien directeur de *L'Humanité* Roland Leroy. En 1989, il conquiert la ville de Sotteville-lès-Rouen, tenue par la droite. Réélu député en 1988, il perd son siège en 1993, avant de le reconquérir en 1997. Il est réélu député jusqu'en 2012 et demeure maire de sa commune sans interruption jusqu'en 2014.

Source : Fiche de Pierre Bourguignon,

https://www.assemblee-nationale.fr/13/tribun/fiches_id/621.asp

CARCASSONNE Guy : Né le 14 mai 1951 à Paris. Docteur en droit, agrégé de droit public, il enseigne à Paris-Nanterre et à l'université de Reims. Membre du Parti socialiste, et rocardien, il est recruté en 1978, sous proposition d'Alain Richard, comme conseiller juridique du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Après la victoire de François Mitterrand, Guy Carcassonne est nommé conseiller juridique de Pierre Joxe, président du groupe socialiste désormais majoritaire. En 1983, lorsque Michel Rocard est nommé ministre de l'Agriculture, Jean-François Merle et Yves Colmou lui proposent de recruter Guy Carcassonne. Il fait partie de la garde rapprochée de Michel Rocard lors des préparatifs de sa potentielle campagne présidentielle de 1988 et est un de ses principaux conseillers. Suite à la nomination de Michel Rocard à Matignon, Guy Carcassonne intègre son cabinet comme conseiller chargé des relations avec le Parlement. Il est le théoricien de la « majorité stéréo », c'est-à-dire, trouver des majorités de circonstances dans un contexte d'absence de majorité absolue pour le gouvernement. Guy Carcassonne continue d'accompagner Michel Rocard. Il le suit à Solférino, lorsque Michel Rocard est premier secrétaire du PS. Après l'échec des européennes de 1994, Guy Carcassonne se retire de la politique.

Source : Intervention d'Yves Colmou « Guy Carcassonne et le Parlement », Colloque « Hommage à Guy Carcassonne » au Conseil constitutionnel, 10 avril 2014, <https://www.conseil-constitutionnel.fr/colloque-hommage-a-guy-carcassonne/guy-carcassonne-et-le-parlement>

CHEREQUE Jacques : Né le 9 septembre 1928 à Dijon, Jacques Chérèque est membre du mouvement scout de France entre 1942 et 1956. Chef de fabrication aux aciéries de Pompey (Meurthe-et-Moselle), il est une figure ascendante de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC). En 1961, il est élu président du syndicat régional de la sidérurgie et entre au conseil de la Fédération de la Métallurgie. L'année suivante, il est élu au conseil de l'Union départementale CFTC de Meurthe-et-Moselle. Il fait partie des acteurs de la transformation de la CFTC en CFDT en 1964. Jacques Chérèque devient secrétaire général de la Fédération générale de la métallurgie (rattachée à la CFDT) en 1971 et secrétaire général adjoint de la CFDT en 1979. Sur le plan politique, il est membre du PSU à partir de 1966. Il adhère au PS en 1974 suite aux Assises du socialisme, qui voient l'entrée au PS d'une frange du PSU derrière Michel Rocard et d'une partie des militants cédétistes. En 1984, Jacques Chérèque est nommé préfet délégué chargé du redéploiement industriel de la Lorraine. En 1988, il est nommé ministre délégué, chargé de l'Aménagement du territoire et des conversions industrielles auprès du ministre de l'Industrie au sein du gouvernement Rocard. Il est d'ailleurs un des rares ministres choisis par Michel Rocard, dont il est proche. Il conduit la liste socialiste en Meurthe-et-Moselle pour les élections régionales de 1992 et 1998.

Sources : - Notice « Le Maitron » de Jacques Chérèque, <https://maitron.fr/spip.php?article19790>
- CHEREQUE Jacques, *La rage de faire*, Balland, 2007, 285 p.

COT Jean-Pierre : Né le 23 octobre 1937 à Chêne-Bougeries. Agrégé de droit, Jean-Pierre Cot est d'abord un proche d'Alain Savary. En 1962 il adhère à son club Socialisme et démocratie puis le suit au PS en 1969 où il intègre divers organes internes. En 1973, il est élu conseiller général du canton de Chamoux-sur-Gelon et député de la troisième circonscription de Savoie. L'année suivante, il est le délégué département de François Mitterrand pour sa campagne présidentielle. Réélu député en 1978, il se rapproche du courant rocardien et officialise son ralliement à Michel Rocard lors du congrès de Metz de 1979. Réélu député en 1981, il intègre le gouvernement Mauroy comme ministre chargé de la Coopération mais démissionne en décembre 1982 sur fond de conflit avec l'Elysée. Il ne reprend pas son siège de député et est élu député européen en 1984. Réélu en 1989, il préside le groupe socialiste au Parlement européen. A nouveau réélu en 1994 sur la liste conduite par Michel Rocard, il est vice-président du Parlement européen entre 1997 et 1999.

Source : Notice « Le Maitron » de Jean-Pierre Cot, <https://maitron.fr/spip.php?article20750>

DE CAUMONT Robert : Né le 16 février 1930 à Paris. Diplômé de l'IEP de Paris et de l'ENA, Robert de Caumont est un ami de Michel Rocard depuis la seconde moitié des années 1940. Il commence sa carrière comme haut-fonctionnaire, membre de divers cabinets préfectoraux et ministériels. D'abord engagé dans le mouvement gaulliste, où il est proche d'Edgar Pisani, il devient par la suite un des principaux animateurs des Groupes d'action municipale (GAM) et membre du PSU en 1972. Il rejoint le PS en 1974 dans le sillage de Michel Rocard et intègre son comité directeur en 1975. La même année, il s'implante à Briançon. Dès lors, il devient le « Monsieur Montagne » du PS. Battu dès le premier tour lors des élections législatives de 1978, Robert de Caumont remporte la deuxième circonscription des Hautes-Alpes lors des élections législatives de 1981. A l'Assemblée nationale, il est particulièrement actif sur les questions relatives à la montagne. En 1983, il conquiert la ville de Briançon. Pourtant, il ne figure pas sur la liste PS pour les élections législatives de 1986 et perd ainsi son siège de député. Il est revanche élu conseiller régional de la région PACA. Deux ans plus tard, alors que le scrutin uninominal est rétabli, il échoue à récupérer la deuxième circonscription des Hautes-Alpes, étant largement battu par Patrick Ollier. En 1991, treize de ses conseillers municipaux démissionnent, contestant la gestion budgétaire de Briançon par Robert de Caumont. Ce dernier, handicapé par la polémique et par la liste d'un dissident socialiste, perd l'élection partielle face à son rival de droite. L'année suivante, il n'est pas reconduit pour les élections régionales, sur fond de rivalités internes.

Source: Notice « Le Maitron » de Robert de Caumont, <https://maitron.fr/spip.php?article19033>

DE LA FOURNIERE Michel : Né le 6 janvier 1933 à Paris, Michel de la Fournière commence à militer très jeune, d'abord dans les rangs de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), dont il est le responsable national entre 1953 et 1954. En 1953, il obtient un certificat d'histoire de la colonisation. Durant ses études, il est membre du bureau de la Fédération des groupes d'étude de lettres (FGEL, la branche de l'UNEF à la Sorbonne) puis vice-président (entre 1954 et 1955) et président de 1955 à 1956. Au sein de l'UNEF, il se lie avec François Borella et Robert Chapuis, dans un contexte de divergences internes au mouvement étudiant et devient président de l'UNEF entre 1956 et 1957. Il rejoint le PSU dès sa fondation et devient un proche de Michel Rocard. Politiquement, il s'implante à Orléans. Il est candidat du PSU dans la 1ère circonscription du Loiret en 1968 et 1973 et aux municipales de 1971. En 1974, avec la fédération PSU du Loiret, il suit Michel Rocard dans sa rupture avec le PSU pour intégrer le PS. Michel de la Fournière devient dès

lors un des animateurs de la mouvance rocardienne au sein du Parti socialiste. Il occupe également diverses fonctions dans les organismes internes du Parti. Candidat du PS aux élections législatives de 1978, il est battu. Pour les élections législatives de 1981, qui suivent la victoire élyséenne du socialiste François Mitterrand, Michel de la Fournière laisse sa circonscription à son poulain, Jean-Pierre Sueur. Lui-même tente, en vain, de se faire investir dans la deuxième circonscription du Loiret, réputée plus favorable à la gauche, tandis que Jean-Pierre Sueur fait basculer à gauche la première circonscription. Il intègre néanmoins comme conseiller technique le cabinet du ministre rocardien de la Coopération Jean-Pierre Cot entre 1981 et 1982. Élu conseiller général du Canton Orléans Saint Marc-Argonne en 1982, il est au conseil municipal d'Orléans en 1983 derrière Jean-Pierre Sueur. Il décède brutalement d'un cancer en septembre 1988.

Source : Notice « Le Maitron » de Michel de la Fournière, <https://maitron.fr/spip.php?article21905>

DESTOT Michel : Né le 2 décembre 1946 à Malo-les-Bains. Il adhère au PSU après les événements de Mai 68 et devient un fidèle de Michel Rocard, qu'il suit au PS en 1974. Élu au conseil municipal de Grenoble sur la liste d'Hubert Dudedout en 1977, il demeure conseiller municipal lorsque la droite prend la ville en 1983 avec Alain Carignon. Par la suite, Michel Destot s'impose comme une figure montante de la gauche locale. Élu conseiller général en 1985, puis député de la nouvelle troisième circonscription de l'Isère en 1988 (sans interruption jusqu'en 2017), il conquiert Grenoble en 1995. Après le départ de Michel Rocard de la scène politique nationale, Michel Destot se rapproche de Dominique Strauss-Kahn et Bertrand Delanöé. Il fonde en 2009 le club « Inventer à gauche » dont Michel Rocard est le président d'honneur et qui compte plusieurs rocardiens de longue date comme Alain Bergounioux ou Alain Richard.

DREYFUS Tony : Né le 9 janvier 1939 à Paris. Tony Dreyfus rejoint l'UNEF durant ses études à l'IEP de Paris. Il est le vice-président adjoint du bureau de l'UNEF entre 1961 et 1962. D'abord membre du club Jean-Moulin, il adhère au PSU en 1965 où il devient un fidèle de Michel Rocard et le suit au PS en 1974. Il prend en charge la trésorerie du courant rocardien et fait bénéficier à Michel Rocard de ses contacts dans le milieu des affaires. En 1977, il est investi tête de liste socialiste pour les élections municipales à Troyes mais est largement défait par le maire gaulliste sortant. Demeuré fidèle à Michel Rocard, il devient secrétaire d'État au sein de son gouvernement comme chargé de l'économie sociale entre 1988 et 1991. En 1989, il est élu conseiller de Paris dans le XXe arrondissement puis conseiller régional en 1992. Élu maire dudit arrondissement en 1995, il est élu deux ans plus tard député de la cinquième circonscription de Paris. Réélu sans interruption

jusqu'en 2012, où il passe la main, il est vice-président de l'Assemblée nationale entre 2009 et 2010.

Source : BERGOUNIOUX Alain, « *In memoriam*. Tony Dreyfus », dans « Recherche socialiste. N°102-103. Juin 2023 »

EVIN Claude : Né le 29 juin 1949, éducateur spécialisé, Claude Evin est d'abord engagé dans la section PSU de Loire-Atlantique avant de rejoindre le PS en 1974. Élu député pour la première fois aux élections législatives de 1978 dans la 6ème circonscription de la Loire-Atlantique, il est constamment réélu jusqu'en 1988. Durant toute la législature 1981-1986, il est président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, puis vice-président de l'Assemblée nationale entre 1986 et 1987. Il co-dirige avec Jean-Paul Huchon la campagne préparative de Michel Rocard pour 1988. Il fait partie des quelques rocardiens intégrés au gouvernement Rocard, d'abord comme ministre délégué chargé de la Santé et de la Protection sociale puis ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, de surcroît porte-parole du gouvernement entre 1988 et 1989. Non-reconduit dans le gouvernement Cresson en 1991, réélu lors d'une législative partielle, il perd son siège lors des élections législatives de 1993. Après le retrait de Michel Rocard, il mène les rocardiens loyalistes au sein du PS en prenant la présidence de l'ARES. Il retrouve les bancs de l'Assemblée nationale en 1997, jusqu'en 2007.

FRACHON Daniel : Né en 1932 à Lyon, étudiant en sciences, Daniel Frachon milite d'abord à l'Association générale des étudiants de Lyon (AGEL), la plus importante des associations qui composaient l'UNEF. D'abord chargé des sports, il en fut le vice-président chargé des questions matérielles début 1955 avant de devenir, de mars 1955 à avril 1956, le président de l'AGEL. Lorsque Michel de la Fournière prit la tête de l'UNEF en juillet 1956, Daniel Frachon en devint le secrétaire général puis, d'avril 1957 à avril 1958, le vice-président chargé des questions matérielles. D'abord membre du PSA, il intègre le PSU à sa fondation dont il devient membre du bureau national en 1967 et trésorier national entre 1967 et 1970. Responsable du PSU dans les Yvelines, il est celui qui conduisit Michel Rocard à s'implanter dans le département. Il suit ce dernier au PS en 1974 et intègre divers organismes internes au Parti à partir du congrès de Metz de 1979. Il est chargé du terrain pour les préparatifs de la campagne présidentielle de Michel Rocard de 1988.

Source : Notice « Le Maitron » de Daniel Frachon, <https://maitron.fr/spip.php?article50277>

FRACHON Martine: Née le 12 février 1937 à Saint-Cloud, elle est l'épouse de Daniel Frachon, mentor politique yvelinois de Michel Rocard. Membre du PSA, puis du PSU, elle est, comme son mari, une proche de Michel Rocard et le suit dans son adhésion au PS en 1974, où elle occupe diverses fonctions dans les organismes internes. Suppléante de Michel Rocard en 1978 et 1981, elle devient députée en remplacement de ce dernier, lorsqu'il est nommé au gouvernement en 1981. Suite à l'adoption de la proportionnelle comme mode de scrutin pour les élections législatives de 1986, elle figure en deuxième position de la liste yvelinoise du PS conduite par Michel Rocard et est élue députée. Mais, lors des élections législatives de 1988, marquées par le retour du scrutin uninominal, elle est battue de justesse dans la nouvelle douzième circonscription des Yvelines. L'année suivante, elle échoue à prendre Poissy.

Source : Fiche de Martine Frachon,

<https://www.assemblee-nationale.fr/histoire/trombinoscope/Vrepublique/Legis07/frachon-martine-12021937.asp>

FUCHS Gérard: Né le 18 mai 1940 à Longjumeau. Polytechnicien de formation, chercheur au CNRS en physique théorique puis en économie, il est membre de la CFDT à partir de 1968. Il intègre le Parti socialiste en 1974 dans le sillage de Michel Rocard où il occupe diverses fonctions internes. En juin 1981, il devient député européen en remplacement d'Yvette Roudy, nommée au gouvernement. Puis, lors des élections législatives de 1986, le scrutin à la proportionnelle lui permet d'être élu député de Paris. Après la réélection de François Mitterrand en 1988, il tente de conquérir la nouvelle quatrième circonscription de Seine-Saint-Denis mais échoue face au communiste Louis Pierna. L'année suivante, il est réélu député européen. Après le retrait de Michel Rocard en 1994, il rompt avec le courant rocardien et se rapproche de Laurent Fabius, qui lui offre la dixième circonscription de son fief de la Seine-Maritime, où il est élu en 1997.

Source : FUCHS Gérard, *Récits d'un homme de gauche. Créer un nouvel espoir*, L'Harmattan, 2021, 236 p.

GODINO Roger : Né le 17 février 1930 à Chambéry. Diplômé de Polytechnique, il est notamment connu pour avoir fondé la station des Arcs. De sensibilité mendésienne, il conseille officieusement Michel Rocard à partir des années 1970 et l'introduit dans le milieu de l'entreprise. Membre du cabinet de Michel Rocard à Matignon, il est élu en 1989 conseiller municipal de Chambéry sur la

liste du rocardien Louis Besson. En 2014, il prend part à la fondation de l'association MichelRocard.org

Source: LYON-CAEN Jean-François, « La mort du fondateur de la station des arcs et conseiller de Michel Rocard Roger Godino », *Le Monde*, 7 octobre 2019

GOUZES Gérard : Né le 5 juin 1943 à Tlemcen. Après une première tentative infructueuse en 1978, il est élu député de la deuxième circonscription du Lot-et-Garonne aux élections législatives de 1981, faisant basculer dans le giron du PS un bastion communiste. En 1983, il renforce son ancrage en conquérant la ville de Marmande, tenue par le centre-droit depuis la Libération. Pourtant, lors des élections législatives de 1986, il n'est placé qu'en troisième position de la liste socialiste, compromettant sa réélection. Lorsque le scrutin uninominal est rétabli pour les élections législatives de 1988, il retrouve aisément son siège de député de la deuxième circonscription. Vaincu lors des élections législatives de 1993 dans un contexte difficile pour la gauche, il est néanmoins élu conseiller général du canton de Marmande-Ouest en 1994 puis retrouve son siège de député en 1997. Battu aux élections législatives de 2002 et de 2007, il conserve son mandat de maire de Marmande jusqu'à sa défaite aux élections législatives de 2014.

Source : AYACHE Nadia, « Le maillage et l'implantation et du Parti socialiste en Aquitaine (acteurs, réseaux, mobilisations électorales) de 1958 à la fin des années 1990 », Thèse de doctorat sous la direction de BOUNEAU Christine, Bordeaux-3, 2017

HUCHON Jean-Paul : Né le 29 juillet 1946, Jean-Paul Huchon est élève à l'IEP de Paris en 1967, puis à l'ENA entre 1969 et 1971, où il se lie d'amitié avec son condisciple Alain Richard. Il entre au PSU en 1969 et intègre son bureau national comme chargé des questions internationales. Très proche de Michel Rocard, il fait partie de ceux qui le suivent en 1974 au Parti socialiste. Jean-Paul Huchon le suit également dans son implantation à Conflans-Sainte-Honorine et devient son premier adjoint en 1977. Lorsque Michel Rocard intègre le gouvernement de 1981 à 1985, Jean-Paul Huchon est son directeur de cabinet, d'abord au Plan, puis à l'Agriculture. Il co-dirige la campagne préparative de Michel Rocard pour la présidentielle de 1988. Puis, il est rappelé par Michel Rocard pour devenir son directeur de cabinet, cette fois à Matignon, entre 1988 et 1991. Après la démission de Michel Rocard, Jean-Paul Huchon le remplace comme maire de Conflans-Sainte-Honorine jusqu'en 2001. Il échoue à se faire élire député dans l'ancienne circonscription yvelinoise de Michel Rocard en 1997 mais est élu président de la région Île-de-France l'année suivante.

Sources : - HUCHON Jean-Paul, *La montagne des singes : du rocardisme aux années Jospin*, Grasset, 2002, 280 p.

- HUCHON Jean-Paul, *C'était Rocard*, L'Archipel, 2017, 317 p.

JACQ Marie : Née le 28 juillet 1919 à Henvic. Membre des Jeunesses socialistes dès ses seize ans, elle adhère à la SFIO à la Libération et occupe diverses fonctions internes, notamment dans la section du Finistère. Proche du député François-Tanguy Prigent, elle le rejoint au PSU en 1961. En 1965, elle est élu maire de Henvic. Elle rejoint par la suite le nouveau Parti socialiste (PS) et, sous cette étiquette, échoue de peu à conquérir la quatrième circonscription du Finistère lors des élections législatives de 1973. Lorsque Michel Rocard intègre le PS en 1974, Marie Jacq se rapproche de son courant et contribue à faire du Finistère un des bastions rocardiens. En 1978, elle réussit à gagner la quatrième circonscription du Finistère. Réélue députée en 1981 dans la foulée de la victoire de François Mitterrand, elle est vice-présidente de l'Assemblée nationale entre 1981 et 1982. Elle figure en seconde position de la liste PS conduite par le rocardien Louis Le Penec aux élections législatives de 1986 et est réélue députée. En dépit du redécoupage de sa circonscription par la droite, elle est réélue en 1988. L'année suivante, elle renonce à son mandat de maire, puis ne se représente pas lors des élections législatives de 1993. Elle passe le flambeau à son assistante parlementaire, Marylise Lebranchu qui, dans un contexte difficile pour la gauche, est vaincue.

Source: Notice « Le Maitron » de Marie Jacq, <https://maitron.fr/spip.php?article23616>

JOSEPH Jean-Pierre : Né le 8 mars 1938 à Toulouse. Professeur de mathématiques, Jean-Pierre Joseph est élu en 1976 conseiller général du Gers, dans le canton de Lectoure jusqu'à présent tenu par la droite. En 1982, il devient président du conseil général. Très proche de Michel Rocard, il est investi pour les élections législatives de 1988 dans la deuxième circonscription du Gers, qu'il remporte. Il devient de surcroît vice-président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. En 1990, il succède à Pierre Mauroy à la tête de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR). Mais en 1992, la droite remporte la majorité au conseil général du Gers. Bien que réélu dans son canton, Jean-Pierre Joseph démissionne. L'année suivante, il est battu dans sa circonscription lors des élections législatives qui voient la gauche dans son ensemble subir une défaite majeure. Dès lors, il se retire de la vie politique.

Source : « Jean-Pierre Joseph n'est plus », *La Dépêche du Midi*, 19 mai 2003

JOSSELIN Charles : Né le 31 mars 1938 à Pleslin-Trigavou. Engagé dans le mouvement scout durant son adolescence, il s'engage dans l'opposition à la guerre d'Algérie au sein de l'UNEF. Durant ses études à Rennes, il préside l'Association générale des étudiants entre 1957 et 1959, où il rencontre et se lie d'amitié avec Louis le Pensec. Il est également vice-président de l'UNEF entre 1959 et 1960 où il est chargé des relations internationales. Proche de Charles Hernu, il est d'abord membre du comité permanent de la CIR, puis membre du PS. Il se fait élire député dans la deuxième circonscription des Côtes-d'Armor lors des élections législatives de 1973 en battant René Pleven, figure de la France libre et de la IV^e République. Battu aux élections législatives de 1978, il est élu député européen l'année suivante. Après le congrès de Metz, il intègre le courant rocardien. Réélu député en 1981, il est nommé en 1985 secrétaire d'État aux Transports dans le gouvernement Fabius. Tête de liste PS dans les Côtes-du-Nord pour les législatives de 1986, il est réélu député. Puis, il est réélu en 1988. En avril 1992, il est nommé secrétaire d'État à la Mer dans le gouvernement Bérégovoy. L'année suivante, il fait partie des rares rocardiens à sauver son siège lors des élections législatives. Pour conserver sa position de premier secrétaire du PS et conserver l'appui des troupes rocardiennes, Laurent Fabius lui propose de prendre la tête du groupe PS à l'Assemblée nationale, offre refusée par le courant rocardien. Réélu en 1997, il intègre le gouvernement Jospin comme ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie.

Source : CATHELIN Gwen, « Charles Josselin. La retraite à 77 ans ! », *Le Télégramme*, 24 février 2015

LECUIR Marie-France : Née le 2 mai 1941 à Fécamp. Professeure à Pontoise, elle devient en 1976 la conseillère générale du canton homonyme et est membre rocardienne du bureau national du PS. Elle est investie par le PS dans la quatrième circonscription du Val-d'Oise pour les élections législatives de 1981. En dépit de la récente victoire élyséenne de François Mitterrand, cette circonscription est jugée imprenable par la gauche. Pourtant, Marie-France Lecuir est élue, avec un peu moins de 300 voix d'avance. En 1983, elle devient conseillère municipale d'Ermont. Elle figure en troisième position de la liste du PS pour les élections législatives de 1986 et est réélue députée. Suite au redécoupage des circonscriptions par la droite, Marie-France Lecuir est candidate dans la nouvelle septième circonscription du Val-d'Oise pour les élections législatives de 1988 et est élue avec 400 voix d'avance. L'année suivante, elle est élue maire de Domont. Candidate à sa réélection lors des législatives de 1993 elle est largement battue dans un contexte difficile pour la gauche.

Source: Notice «Le Maitron » de Jean Lecuir, <https://maitron.fr/spip.php?article137238>

LE GARREC Jean : Né le 9 août 1929 à Belle-Île-en-Mer. Membre du PSU, il fait partie des premiers fidèles de Michel Rocard. Lorsque ce dernier quitte le PSU pour le PS en 1974, Jean Le Garrec le suit tout naturellement. Mais, en désaccord avec la stratégie de Michel Rocard, il se détache progressivement du courant rocardien à partir du congrès de Nantes de 1977 et se rapproche de Pierre Mauroy, qui lui permet de s'ancrer dans le Cambrésis.

Source : LE GARREC Jean, *Une vie à gauche*, Éditions de l'Aube, 2006, 221 p.

LE PENSEC Louis : Né le 8 janvier 1937 à Mellac. En 1971, il est élu maire de sa ville natale, puis député de la 8ème circonscription du Finistère deux ans plus tard sous l'étiquette du Parti socialiste. A partir du congrès de Metz de 1979, il devient un des fidèles de Michel Rocard. Il fait partie des quelques rocardiens de sa génération à ne pas être passé par le PSU avant de rejoindre le PS. Louis Le Pensec est nommé ministre de la Mer dans le premier gouvernement Mauroy en 1981. Il est en effet un des grands défenseurs du traitement politique de ce domaine et est soucieux de sa juste représentation. Aussi, il quitte le gouvernement lorsque son ministère devient un secrétariat d'État en 1983. Redevenu député suite à une élection partielle, il contribue à faire du Finistère un des bastions du rocardisme dans le jeu des courants du PS. Tête de liste du PS lors des élections législatives de 1986, il est réélu député. Il est également réélu en 1988. Mais il ne siège pas à l'Assemblée nationale. En effet, à la demande de Michel Rocard nommé Premier ministre en mai 1988, il intègre le gouvernement comme ministre des DOM-TOM. A ce titre, il participe aux accords de Matignon. Il conserve cette fonction jusqu'à la cohabitation de 1993, œuvrant donc sous trois Premier ministres successifs (Michel Rocard, Édith Cresson, Pierre Bérégovoy). Il est en outre porte-parole du gouvernement entre 1989 et 1991. Il fait partie des rares rocardiens, et des rares socialistes, à conserver son siège lors des élections législatives de 1993. Réélu en 1997, il est nommé ministre de l'Agriculture dans le gouvernement Jospin mais le quitte un an après pour devenir sénateur du Finistère.

Source : LE PENSEC Louis, *Ministre à bâbord*, Ouest-France, 1997, 203 p.

LIENEMANN Marie-Noëlle : Née le 12 juillet 1951 à Belfort. Membre du Parti socialiste depuis 1971, et d'abord proche du CERES, elle devient en 1973 la secrétaire nationale des Étudiants socialistes et rejoint en 1974 le courant rocardien. Sa fonction disparaît après le congrès de Pau (1975), lorsque François Mitterrand crée un secrétariat national à la Jeunesse confié à Édith Cresson. Elle s'ancore dans l'Essonne à partir de 1979 en devenant conseillère générale. Elle rompt

avec le courant rocardien au moment du congrès de Bourg-en-Bresse (1983) en déposant une motion avec les « néo-rocardiens » indépendante du reste du courant, rallié à Lionel Jospin. Lors du congrès de Rennes de 1990, alors que Michel Rocard dépose une motion, Marie-Noëlle Lienemann dépose également la sienne. Au cours de la décennie 1990, elle se rapproche de l'aile gauche du PS. Elle quitte le Parti socialiste en 2018 et fonde un nouveau parti, proche de la France Insoumise, la Gauche Républicaine et Socialiste (GRS).

MARTINET Gilles : Né en 1916. Il entra en juillet 1937 à l'agence Havas-Information, en qualité de rédacteur au service étranger. Membre depuis 1933 des Jeunesses communistes, secrétaire du groupe des étudiants communistes de Paris entre 1936 et 1937. Heurté par les procès de Moscou et par les méthodes de l'URSS dans la révolution espagnole, il quitte le PC en 1939. Engagé dans la Résistance, il fit notamment partie du réseau "AID" qui préparait la prise de contrôle des principaux organes d'information. Dès le premier jour de l'insurrection parisienne, en août 1944, il dirigea l'occupation des locaux de l'Office français d'information (bientôt transformé en Agence France Presse) et en devint le rédacteur en chef. Il adhère à sa fondation au Parti socialiste unitaire dont il devient membre du Comité directeur et du bureau permanent en septembre 1949. Mais il le quitte peu de temps après en raison de la soumission de la direction au Parti communiste. Dès 1954, Gilles Martinet rejoint le cartel de la Nouvelle gauche, devenant membre du Comité d'action des gauches indépendantes (CAGI). Il entra dans les instances dirigeantes de ce cartel qui fusionne en décembre 1957 avec le Mouvement de libération du peuple et la majorité de la Jeune République pour former l'Union de la gauche socialiste. Gilles Martinet siégea au premier comité politique de l'UGS, puis fut élu secrétaire général du bureau national le 6 octobre 1958 jusqu'à la naissance du Parti socialiste unifié dont Gilles Martinet devint le secrétaire général adjoint. Engagé dans la Drôme, il échoue à se faire élire député de la quatrième circonscription lors des élections législatives de 1967. En 1972, il quitte le PSU pour le PS où il est d'abord proche de Jean-Pierre Chevènement. Il rejoint le courant rocardien lorsque Michel Rocard et ses fidèles intègrent le Parti en 1974. Son amendement lors du congrès de Pau (1975), qui obtient près de 15 %, permet aux rocardiens de se compter. Directeur de la revue *Faire*, il est un des principaux animateurs du courant rocardien. Battu lors des législatives de 1978 dans l'Oise, il est élu député européen en 1979. Soutien de Michel Rocard, il propose en vain un ticket Mitterrand-Rocard pour la présidentielle de 1981. Battu lors des élections législatives de 1988 dans la cinquième circonscription de Paris, il intègre le cabinet ministériel de Michel Rocard à Matignon.

Source : Notice « Le Maitron » de Gilles Martinet, <https://maitron.fr/spip.php?article120679>

MERLE Jean-François : Né en 1952, diplômé de l'ENS et agrégé d'anglais, Jean-François Merle devient assistant parlementaire de Michel Rocard, député des Yvelines, à partir de 1978. Dès lors, il demeure un proche collaborateur de Michel Rocard. Conseiller technique chargé de l'Outre-Mer à Matignon auprès de Michel Rocard, il participe à la négociation des accords de Matignon puis supervise leur mise en œuvre. Entre 1992 et 1995, il est maire de Châtenay-Malabry, suite à la démission du maire Jean Vons, dont il était le premier adjoint. Il est notamment l'auteur, avec Alain Bergounioux, d'un ouvrage sur l'inventaire du rocardisme.

MONTCHARMONT Gabriel : Né le 7 avril 1940 à Autun. Proche ami de Gérard Lindeperg, il fait partie du noyau dur des rocardiens du Rhône et contribue à développer le courant dans une fédération verrouillée par les miterrandistes. Son élection comme maire de Condrieu en 1983 lui permet de commencer l'ancrage des rocardiens sur le territoire. En mars 1988, il est élu conseiller général du canton de Condrieu, renforçant davantage son ancrage. Il est élu député de la 11ème circonscription du Rhône lors des élections législatives de 1988, notamment grâce à Gérard Lindeperg qui refuse d'être investi à sa place et préfère l'accompagner comme suppléant. Battu, comme la plupart des rocardiens et des socialistes, lors des élections législatives de 1993, il prend sa revanche en remportant une triangulaire lors des élections législatives de 1997. Mais il est à nouveau battu lors des élections législatives de 2002. Il demeure maire et conseiller général jusqu'en 2008.

PATRIAT François : Né le 21 mars 1943 à Semur-en-Auxois. François Patriat est vétérinaire de profession et un ancien du PSU qui a rejoint le PS en 1974 dans le sillage de Michel Rocard. Conseiller général de la Côte-d'Or depuis 1976, il brigue l'investiture du PS dans la 3ème circonscription du département pour les élections législatives de 1981 mais est écarté au profit d'un radical de gauche. Il se présente alors en dissident et emporte la victoire, ce qui lui vaut d'être temporairement radié du PS. En 1986, il figure en seconde position de la liste PS de la Côte-d'Or et est réélu député. Suite au redécoupage des circonscriptions électorales opéré par la droite, François Patriat se présente lors des élections législatives de 1988 dans la nouvelle cinquième circonscription et est élu. L'année suivante, il est élu maire de Chailly-sur-Armançon. Battu lors des législatives de 1993, il prend sa revanche en 1997. En octobre 2000, il intègre le gouvernement de cohabitation de Lionel Jospin comme secrétaire d'État au PME, au commerce, à l'artisanat et à la consommation. A partir de février 2002, il est brièvement ministre de l'Agriculture, puis perd son mandat de député quelques mois après, dans le contexte de la réélection de Jacques Chirac. Élu sénateur en 2008, il

devient un fervent partisan de Dominique Strauss-Kahn, puis, à partir de 2016, d'Emmanuel Macron. Depuis 2017, il préside le groupe macroniste du Sénat.

PETITDEMANGE Jean-Claude : Né le 23 juin 1948 à Strasbourg, il est membre du courant rocardien au sein du Parti socialiste. Il fait partie des rocardiens les plus hostiles envers François Mitterrand et est de ceux qui poussent Michel Rocard à s'émanciper du Premier secrétaire. Plusieurs proches de Michel Rocard lui reprochent un « rocardisme à la prussienne ». Chef de cabinet de Michel Rocard à Matignon, Jean-Claude Petitdemange est également premier secrétaire fédéral du PS dans le Bas-Rhin et développe une carrière d'élu local à Strasbourg, comme adjoint aux finances de la maire rocardienne Catherine Trautmann à partir de 1989. Mais il entre en conflit avec cette dernière, montant sa propre liste aux élections municipales de 2001. Obtenant 12% au premier tour et se maintenant au second, il contribue à la défaite de Catherine Trautmann face à la candidate de centre-droit Fabienne Keller.

Sources:- « M.Jean-Claude Petitdemange: le Prussien », *Le Monde*, 24 mars 1990,

- GAUTHIER Nicole, « Jean-Claude Petitdemange quitte le PS à Strasbourg », *Libération*, 4 décembre 2000

PREVOT Hubert : Né le 2 octobre 1928 à Neuilly-sur-Seine, il est diplômé de l'IEP Paris et de l'ENA, où il se lie d'amitié avec Michel Rocard. Entre 1967 et 1971, sous le pseudonyme de Jacques Malterre, il est membre de la direction nationale du PSU. Candidat du PSU aux élections législatives de 1968 dans la 10ème circonscription des Hauts-de-Seine, il obtient 6 % des voix. Il rejoint le PS en 1974 dans le sillage de Michel Rocard. La même année, il devient membre du secrétariat confédéral de la CFDT. Demeuré proche de Michel Rocard, il est le responsable de l'élaboration de son programme présidentiel pour 1981. Après la victoire de François Mitterrand, il est nommé commissaire général au Plan jusqu'en 1984, où il devient secrétaire du Haut Conseil de l'intégration.

PISANI Edgard: Né le 9 octobre 1918 à Tunis. Résistant, il entame à la Libération une carrière de haut-fonctionnaire, travaillant comme directeur de cabinet, dont celui du ministre de l'Intérieur André Le Troquer. Il est successivement nommé préfet de la Haute-Loire, puis préfet de la Haute-Marne. Il s'engage dans la vie politique active en étant élu sénateur de la Haute-Marne en 1954 sous l'étiquette du Rassemblement des gauches républicaines présidé par François Mitterrand. Entre 1961 et 1966, il est ministre de l'Agriculture sous les gouvernements gaullistes Debré et Pompidou

puis ministre de l'Équipement et du Logement entre 1966 et 1967. Il quitte ses fonctions ministérielles pour marquer son désaccord avec le Premier ministre de vouloir gouverner par ordonnances. Il est élu député gaulliste de la première circonscription du Maine-et-Loire en 1967 mais vote la motion contre Georges Pompidou et ne se représente pas aux élections de 1968. Soutien de Jacques Chaban-Delmas pour la présidentielle de 1974, il soutient au second tour François Mitterrand puis adhère dans la foulée au Parti socialiste où il devient un proche de Michel Rocard. Membre de son équipe rapprochée chargée de préparer une campagne présidentielle pour 1981, il est présenté comme le futur Premier ministre de Michel Rocard. Après la victoire élyséenne de François Mitterrand, ce dernier le nomme commissaire européen chargé du Développement, puis brièvement en 1985, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie et enfin, chargé de mission auprès de lui entre 1986 et 1992.

Source : PISANI Edgard, *Persiste et signe*, Odile Jacob, 1991, 478 p.

POIGNANT Bernard : Né le 19 septembre 1945 à Vannes. Largement défait dans la première circonscription du Finistère en 1978, Bernard Poignant prend sa revanche en conquérant la circonscription lors des élections législatives de 1981. En janvier 1986, Michel Rocard lui confie la direction de ses clubs, les clubs Convaincre. Pourtant, Bernard Poignant n'est pas retenu pour figurer sur la liste socialiste lors des élections législatives de 1986. En conflit avec un autre rocardien finistérien, Louis Le Pensec, il est désavoué au profit de ce dernier. Néanmoins, lors des élections législatives de 1988, marquées par le retour du scrutin uninominal, il est réélu dans la première circonscription du Finistère. L'année suivante, il conquiert la ville de Quimper. Comme de très nombreux rocardiens, et de nombreux socialistes, il est battu lors des élections législatives de 1993. Après le retrait de Michel Rocard, Bernard Poignant devient un proche de Lionel Jospin et de François Hollande. Il échoue à nouveau lors des élections législatives de 1997 mais est élu député européen deux ans plus tard. En 2001, il perd la mairie de Quimper. Il soutient Dominique Strauss-Kahn pour la primaire socialiste de 2006 et Bertrand Delanöe pour le congrès de Reims de 2008. Cette même année, il retrouve la mairie de Quimper. Après la victoire élyséenne de François Hollande en 2012, dont il est demeuré proche, il devient son conseiller spécial. Il est à nouveau battu aux municipales de 2014.

Source : Fiche de Bernard Poignant, <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/deputes/PA2437>

RICHARD Alain : Né le 29 août 1945 à Paris, Alain Richard est élève à l'IEP de Paris en 1967, puis à l'ENA entre 1969 et 1971. Membre du PSU depuis 1962, et de son bureau national à partir de 1972, il suit Michel Rocard au PS en 1974. En 1977, il obtient son premier mandat en étant élu maire de Saint-Ouen-l'Aumône. L'année suivante, il est élu député de la première circonscription du Val-d'Oise en battant le député sortant, Michel Poniatowski, bras-droit du président de la République Valéry Giscard d'Estaing. A partir de 1981, il occupe diverses fonctions au sein des organismes du PS, dont la gestion des élections. En 1983, il est un des animateurs des « néo-rocardiens », en désaccord avec la volonté du courant de demeurer dans la majorité interne de Lionel Jospin. Avec Marie-Noëlle Lienemann et Jean-Pierre Worms, il dépose une motion pour le congrès de Bourg-en-Bresse, « Du bon usage de la rigueur » et crée le courant « AGIRS » (À Gauche pour l'Initiative, la Responsabilité et la Solidarité). Vice-président de l'Assemblée nationale entre 1987 et 1988, Alain Richard est entre 1988 et 1993 rapporteur général de la commission des finances. Il est le porte-parole de la campagne préparatoire de Michel Rocard pour l'élection présidentielle de 1988. Battu aux élections législatives de 1993, il est élu sénateur du Val-d'Oise en 1995 puis intègre le gouvernement Jospin comme ministre de la Défense en 1997. Il se revendique alors comme le « numéro un protocolaire des rocardiens ». Proche de Dominique Strauss-Kahn à partir des années 2000, il rejoint Emmanuel Macron en 2017.

SAPIN Michel : Né le 9 avril 1952 à Boulogne-Billancourt. Membre du PSU dans ses jeunes années, il rejoint le PS en 1975 par fidélité envers Michel Rocard. Il obtient son premier mandat lors des élections législatives de 1981 en conquérant la première circonscription de l'Indre. Michel Sapin est alors présenté comme un des jeunes talents du courant rocardien et est même envisagé comme candidat rocardien à la présidence du groupe socialiste en 1984. Pour les élections législatives de 1986, il figure en troisième position de la liste socialiste dans les Hauts-de-Seine et est réélu député. Dès lors, il s'ancre dans ce département et est notamment élu conseiller municipal de Nanterre en 1989. En mai 1991, il est nommé ministre délégué à la Justice dans le gouvernement Cresson puis ministre de l'Économie et des Finances dans le gouvernement Bérégovoy. Il est éliminé dès le premier tour lors des élections législatives de 1993. Se présentant depuis plusieurs années comme « un rocardien proche de François Mitterrand », il prend ses distances avec Michel Rocard lorsque ce dernier exploite l'échec électoral du PS en 1993 à des fins tactiques. Après sa défaite, Michel Sapin retourne dans l'Indre et est élu maire d'Argenton-sur-Creuse en 1995 puis président du conseil régional du Centre en 1998. Il intègre le gouvernement Jospin en mars 2000 comme ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État. En 2007, il retrouve le siège de

député de la première circonscription de l'Indre puis intègre la garde rapprochée de François Hollande. Il est ministre durant tout son quinquennat, d'abord du Travail puis de l'Économie.

SUEUR Jean-Pierre: Né le 28 février 1947 à Boulogne-sur-Mer. Il est engagé durant ses années d'études aux Jeunesses étudiantes chrétiennes et rejoint le PSU quand il a vingt ans. Diplômé de l'ENS de Saint-Cloud et agrégé de lettres modernes, il travaille à Orléans, où il s'implante politiquement. Faisant ses armes auprès de Michel de la Fourrière, il devient rapidement un soutien de Michel Rocard, qu'il suit au PS en 1974. Contre toute attente, il est élu député lors des élections législatives de 1981 dans la première circonscription du Loiret, pourtant acquise à la droite depuis les débuts de la Ve République. Fort de cette nouvelle stature, il tente de conquérir la ville d'Orléans deux ans plus tard mais est battu par le maire sortant Jacques Douffiague, qu'il avait vaincu lors des législatives de 1981. Réélu député en 1986 et 1988, il réussit à remporter Orléans lors des municipales de 1989. Cette performance lui vaut d'être nommé secrétaire d'État chargé des collectivités locales dans le gouvernement Cresson (1991) puis Bérégovoy (1992) avec la bénédiction de Michel Rocard. Comme la plupart des rocardiens, et des socialistes, il est battu lors des élections législatives de 1993. Il tente de retrouver son siège lors des élections législatives de 1997 mais est battu. Pareillement, il est battu lors des élections municipales de mars 2001. Quelques mois plus tard, il est néanmoins élu sénateur du Loiret. Il devient un proche de Martine Aubry.

SOULAGE François : Né le 21 octobre 1943 à Nanterre, François Soulage est diplômé de l'IEP de Paris. Membre de la CFDT et militant du PSU, il fait partie des proches de Michel Rocard et le suit au PS en 1974. Lorsque Michel Rocard est nommé ministre du Plan en 1981, François Soulage intègre son cabinet comme conseiller technique. En 1989, il devient délégué interministériel à l'Économie sociale.

TADDEI Dominique : Né le 28 mai 1938 à Paris, licencié en droit, agrégé des facultés de droit et de sciences économiques, docteur en sciences économiques, il entame une carrière universitaire à partir de 1968. Politiquement, il est membre de la SFIO depuis 1958. Premier secrétaire de la fédération socialiste de la Somme à partir 1969, il défendit la motion Mollet-Savary au congrès d'Épinay. Dominique Taddéi se rapproche ensuite de Michel Rocard lorsque ce dernier intègre le PS en 1974. Il est également adjoint au maire d'Avignon entre 1977 et 1983. Élu député de la 1^{ère} circonscription de Vaucluse en 1978, puis réélu en 1981, il prend ses distances avec Michel Rocard à partir du congrès de Bourg-en-Bresse (1983), ne croyant plus en ses chances. Il se retire

également progressivement de la vie politique active et démissionne de son mandat de député en 1985.

Source: Notice « Le Maitron » de Dominique Taddéi, <https://maitron.fr/spip.php?article172684>

TAVERNIER Yves : Né le 20 octobre 1937 à Lyon. Proche de Michel Rocard au sein du PS, il est élu conseiller général du canton de Dourdan dans l'Essonne. Après une tentative infructueuse en 1978, il est élu député lors des législatives de 1981 dans la quatrième circonscription de l'Essonne, jusqu'à présent détenue par un député communiste. Deux ans plus tard, il est élu maire de Dourdan, conquérant ainsi une ville tenue par le démocrate-chrétien Pierre Ceccaldi-Pavard depuis 1959. Figurant en troisième position de la liste PS lors des élections législatives de 1986, il est réélu député. Deux ans plus tard, suite au redécoupage des circonscriptions, il est réélu député dans la nouvelle troisième circonscription de l'Essonne. Battu lors des élections législatives de 1993, il prend sa revanche en 1997 puis est à nouveau battu en 2002. Il demeure maire de Dourdan jusqu'en 2008.

Source : Fiche de Yves Tavernier, https://www.assemblee-nationale.fr/11/tribun/fiches_id/2794.asp

THIRIEZ Frédéric : Né le 1^{er} juillet 1952 à Neuilly-sur-Seine. Il adhère au PSU après les événements de Mai 68, il rejoint le PS en 1974 dans le sillage de Michel Rocard. En 1981, il devient conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation Gaston Defferre. L'année suivante, il est nommé directeur de cabinet du secrétaire d'État chargé de la Sécurité publique Joseph Franceschi. En 1984, il redevient directeur de cabinet de Gaston Defferre, à présent ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire. Après la victoire de la droite aux élections législatives de 1986, qui entraîne une cohabitation, Frédéric Thiriez se met au service de Michel Rocard. Il intègre son équipe comme directeur de cabinet. Suite à la réélection de François Mitterrand, Frédéric Thiriez devient directeur des Affaires politiques, administratives et financières de l'Outre-mer au ministère des DOM-TOM dirigé par le rocardien Louis Le Pensec. Il quitte cette fonction en 1990, ainsi que la vie politique, pour intégrer le cabinet d'avocat Lyon-Caen.

Source : RAULIN Nathalie, « Frédéric Thiriez, premier de cordée », *Libération*, 27 mai 2019

TOURAINÉ Marisol : Née le 7 mars 1959 à Paris. Agrégée de sciences économiques et sociales, diplômée de l'IEP de Paris et de Harvard. Entre 1988 et 1991, est la conseillère de Michel Rocard

chargée des questions géostratégiques à Matignon. Elle est élue députée de la troisième circonscription d'Indre-et-Loire en 1997 puis conseillère générale l'année suivante, mandat qu'elle occupe jusqu'en 2015, présidente du conseil général de surcroît entre 2011 et 2012. Battue aux législatives de 2002, mais élue en 2007, elle fait partie des proches de Dominique Strauss-Kahn. Ralliée à François Hollande après la disgrâce de son champion, elle est ministre des Affaires sociales et de la Santé pendant tout le quinquennat de ce dernier (2012-2017). Se revendiquant de la nouvelle majorité présidentielle macroniste, elle est battue aux élections législatives de 2017 par la candidate de centre-droit Sophie Auconie.

TRAUTMANN Catherine : Née le 14 janvier 1951 à Strasbourg. Elle intègre en 1983 le conseil municipal de Strasbourg comme membre de l'opposition. Lors des élections législatives de 1986, elle figure en seconde position de la liste PS dans le Bas-Rhin, en dépit de la présence d'une liste dissidente conduite par le rocardien Alfred Muller. Proche de Michel Rocard, elle est nommée secrétaire d'État aux Personnes âgées et handicapées dans son premier gouvernement en mai 1988. Mais aux élections législatives du mois suivant, elle perd de justesse contre l'UDF Marc Reymann dans la deuxième circonscription du Bas-Rhin et quitte le gouvernement. Catherine Trautmann réussit néanmoins l'exploit de conquérir la ville de Strasbourg en mars 1989. Trois mois après, elle est élue députée européenne. Elle est réélue députée européenne en 1994, figurant en seconde position sur la liste conduite par Michel Rocard. Après le retrait de ce dernier de la vie politique nationale, Catherine Trautmann fait partie des rocardiens qui demeurent actifs au sein du PS, notamment par le biais de l'association ARES, dont elle devient la vice-présidente. Elle est un temps envisagée comme porte-étendard du nouveau rocardien. Élu députée de la première circonscription du Bas-Rhin aux élections anticipées de 1997, elle est nommée ministre de la Culture et de la Communication dans le gouvernement Jospin et est porte-parole du gouvernement entre 1997 et 1998. En mars 2000, elle quitte le gouvernement et redevient maire de Strasbourg. Cependant, elle perd son fauteuil l'année suivante, handicapée par la candidature dissidente du rocardien Jean-Claude Petitdemange. Elle ne se représente pas aux élections législatives de 2002 mais est réélue députée européenne en 2004. Tête de liste socialiste pour les élections municipales de 2020 à Strasbourg, Catherine Trautmann termine en troisième position.

VIVERET Patrick : Né le 16 mars 1948 à Créteil. Diplômé en philosophie. membre de la JEC durant ses jeunes années, il rejoint le PSU après les événements de Mai 68 puis suit Michel Rocard au PS en 1974. Il fait partie des intellectuels du courant rocardien. Il est notamment le rédacteur en chef de la revue *Faire*. Fondée en octobre 1975, elle rassemble des proches de Gilles Martinet et de

Michel Rocard, de Pierre Mauroy et même certains représentants de la sensibilité mitterrannique, et visait à dépasser les vieux clivages internes au PS et à afficher une originalité idéologique par rapport à la ligne impulsée par la direction du Parti. Il est ensuite le rédacteur en chef de la revue *Intervention*.

WORMS Jean-Pierre : Né le 16 juillet 1934 à Courbevoie. Sociologue, Jean-Pierre Worms travaille d'abord à l'Institut des sciences sociales du travail. Il rejoint ensuite le Centre de sociologie européenne. En 1962, il est recruté par le CNRS et participe, avec Michel Crozier, à la fondation du Centre de sociologie des organisations. Entre 1964 et 1966, il travaille aux États-Unis, successivement à l'université de Californie à Berkeley, Harvard puis Columbia. Sur le plan politique, Jean-Pierre Worms commence à militer à partir de 1955 dans des formations de gauche socialiste en rupture avec la SFIO et farouchement opposées à la guerre d'Algérie, dans le cadre d'une vision politique anticoloniale. En 1957, il rejoint l'Union de la gauche socialiste (UGS). L'UGS fusionne au sein du Parti socialiste unifié (PSU) en avril 1960. Jean-Pierre Worms adhère au nouveau parti et commence à militer au syndicat étudiant l'UNEF. Il quitte le PSU pour suivre Alain Savary, fondateur en 1966 de l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG), qui devient un composant de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) lancée par François Mitterrand en 1965, puis qui fusionne en 1969 avec la SFIO pour devenir le Parti socialiste en 1969. Au sein du PS, Jean-Pierre Worms devient membre du courant rocardien lorsque Michel Rocard, ancien secrétaire national du PSU, quitte ce dernier pour intégrer le PS avec ses partisans en 1974. En février 1975, Jean-Pierre Worms devient membre du comité directeur du PS en tant que membre de la tendance rocardienne. Il est également un des théoriciens pour le courant rocardien de l'importance des collectivités territoriales et de l'ancrage local. S'implantant lui-même en Saône-et-Loire, Jean-Pierre Worms est élu conseiller municipal de Mâcon en 1977 et devient adjoint aux affaires économiques auprès du maire Michel-Antoine Rognard. Il conquiert en mars 1979 le canton de Mâcon-Sud, tenu par la droite depuis 1949. Après deux échecs, il est élu député de la première circonscription de Saône-et-Loire en 1981. En 1983, Jean-Pierre Worms s'éloigne du courant rocardien en déposant au congrès du PS à Bourg-en-Bresse une motion avec Alain Richard et Marie-Noëlle Lienemann au nom des « néo-rocardiens », tandis que Michel Rocard et la majorité de ses proches soutiennent la motion du premier secrétaire Lionel Jospin. En 1986, Jean-Pierre Worms est troisième de la liste socialiste de Saône-et-Loire conduite par le ministre de l'Intérieur Pierre Joxe et ainsi réélu député. Il est réélu aux législatives de 1988. Jean-Pierre Worms décide de ne pas se représenter à la députation lors des législatives de 1993, qui s'annoncent catastrophiques pour la gauche. Il reprend ses activités de sociologue au CNRS et se retire de la vie politique.

Source: Notice « Le Maitron » de Jean-Pierre Worms, <https://maitron.fr/spip.php?article222604>

ZEMOR Pierre : Né le 7 mars 1938 à Oran. Diplômé de l'École supérieure des travaux publics de Paris et de l'Institut d'études politiques de Paris, Pierre Zémor fait partie des plus proches conseillers de Michel Rocard à partir des années 1970. Il est son conseiller spécial chargé de la communication et, en tant que tel, il le suit dans tous ses cabinets ministériels entre 1981 et 1988. Élu local à Cachan, conseiller régional depuis 1986, il tente, à la demande de Michel Rocard, de conquérir la nouvelle onzième circonscription du Val-de-Marne, fief du chef du Parti communiste Georges Marchais, lors des élections législatives de 1988. Après son échec, il est nommé conseiller d'État.

Liste des sigles utilisés

ACJF : Association catholique de la jeunesse française

ADD : Association des démocrates

ADELS : Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale

AFP : Agence France-Presse

AGIRS : A Gauche pour l'Initiative, la Responsabilité et la Solidarité

ARES : Action pour le renouveau socialiste

AROP : Assemblées régionales ouvriers-paysans

BN : Bureau national

CDS : Centre des démocrates sociaux

CEF : Commission exécutive fédérale

CERES : Centre d'études, de recherche et d'éducation socialiste

CFDT : Confédération française démocratique du travail

CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens

CGT : Confédération générale du travail

CIR : Convention des institutions républicaines

CIRSA : Centre d'initiative et de recherche pour un socialisme autogestionnaire

CNI : Centre national des indépendants

CNIP : Centre national des indépendants et paysans

CPN : Comité politique national

DOM-TOM : Départements d'outre-mer et territoires d'outre-mer

DPN : Direction politique nationale

ENA : École nationale d'administration

ES : Étudiants socialistes

FGDS : Fédération de la gauche démocrate et socialiste

FLN : Front de libération nationale

FLNKS : Front de libération nationale kanak et socialiste

FN : Front national

FO : Force ouvrière

GAM : Groupe d'action municipal

GOP : Gauche ouvrière et paysanne

JEC : Jeunesse étudiante chrétienne

LREM : La République en marche

MDR : Mouvement des réformateurs

MJS : Mouvement des Jeunes Socialistes

MRG : Mouvement des radicaux de gauche

NUPES : Nouvelle union populaire, écologique et sociale

PACA : Provence-Alpes-Côte d'Azur

PC : Parti communiste

PS : Parti socialiste

PSA : Parti socialiste autonome

PSU : Parti socialiste unifié

RPR : Rassemblement pour la République

RPCR : Rassemblement pour la Calédonie dans la République

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière

UCCA : Union des clubs Convaincre et associés

UCR : Union centriste et radicale/Union centriste et républicaine

UCRG : Union des clubs pour le renouveau de la gauche

UDC : Union du centre

UDF : Union pour la démocratie française

UGS : Union de la gauche socialiste

UGCS: Union des groupes et clubs socialistes

UMP : Union pour un mouvement populaire

UNEF : Union nationale des étudiants de France

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

Index des noms propres

- A -

Abelin (Pierre) : 101

Achille-Fould (Aymar) : 165, 166, 184, 185, 366

Afriat (Christine) : 486, 525, 530, 535

Alaize (Jean-Marie) : 325, 326

Alcantara (Barthélémy) : 482

Allègre (Claude) : 399, 495

Alliot-Marie (Michèle) : 668

Allouche (Guy) : 307

Alquier (Jacqueline) : 368, 402

André (Michèle) : 372, 404, 409, 412, 455, 460, 483, 521

André (René) : 624

Angot (André) : 436, 538

Antoune (Guy) : 165

Anziani (Alain) : 420, 456, 457, 458

Artigues (Gilles) : 508, 509

Attali (Jacques) : 23, 161, 183

Aubry (Martine) : 12, 414, 437, 460, 461, 465, 468, 474, 482, 491, 493, 495, 496, 516, 523, 524, 525, 531, 538, 539, 540, 541, 549, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 578, 580, 583, 588, 606

Audry (Colette) : 85, 93

Auroux (Jean) : 334, 406, 442

Autain (Clémentine) : 652

Auzas (Lucien) : 183

Ayrault (Jean-Marc) : 417, 539, 555, 556, 559, 583, 584, 588

- B -

Bachelay (Guillaume) : 564

Badinter (Robert) : 492,

Bahu (Jean-Claude) : 434

Balas (Guillaume) : 573, 599, 600

Baldo (Alain) : 404

Balduyck (Jean-Pierre) : 342, 368, 383

Balladur (Édouard) : 11,12,19, 442, 473, 494, 495, 506, 536, 621, 648

Bambuck (Roger) : 404, 405, 412, 436, 455, 535

Barbe (Gérard) : 455

Barre (Raymond) : 198, 230, 292, 320, 328, 340, 341, 350, 356, 357, 383, 408, 621, 623, 626, 628

Barrot (Jacques) : 431, 624, 626, 630

Barthélémy (André) : 86, 236, 321

Bartolone (Claude) : 392, 460, 475, 553, 566, 578

Barzach (Michèle) : 369

Basset (Daniel) : 455

Baudis (Dominique) : 26, 470, 628

Baudoin (Denis) : 86

Bauer (Alain) : 302, 349, 581

Baumel (Laurent) : 365

Baumet (Gilbert) : 631

Baylet (Jean-Michel) : 286

Bayou (Julien) : 651

Bayrou (François) : 502, 628, 631, 633, 634, 635, 644

Bécam (Marc) : 383, 436

Belorgey (Jean-Michel) : 404

Benassayag (Maurice) : 470

Ben Guiga (Monique) : 421, 445, 670

Benistant (René) : 270

Benoît (René) : 253

Bérégovoy (Pierre) : 63, 79, 93, 229, 255, 284, 360, 362, 372, 397, 399, 400, 421, 422, 431, 610, 623, 630

Berger (Laurent) : 610

Bergounioux (Alain) : 15, 23, 24, 25, 26, 242, 319, 321, 340, 373, 404, 410, 412, 446, 449, 460, 483, 493, 521, 523, 526, 528, 529, 532, 545, 546, 550, 553, 554, 556, 558, 560, 561, 562, 565, 569, 572, 578, 580, 597, 608, 661

Bernadet (Bertrand) : 137

Bernard (Jean-Louis) : 383

Bernard (Michel) : 413

Bernard (Pierre) : 420

Bernard (Roland) : 330, 331

Berthinier (Jean) : 378

Bertin (Marie) : 373, 410, 449, 539, 667

Besson (Louis) : 35, 253, 328, 367, 384, 409, 538

Bianco (Jean-Louis) : 10, 356, 360, 399, 624

Billardon (André) : 286, 300

Billières (René) : 76, 79

Birnbaum (Catherine) : 521

Bize (Christian) : 382

Bizouerne (Noël) : 170, 186

Blanc (Christian) : 113, 163, 216, 220, 232, 236, 243, 245, 352, 374, 631

Blandin (Marie-Christine) : 419

Bleuse (Raoul) : 59

Blum (Michel) : 220

Bockel (Jean-Marie) : 493

Bodogué (Irène) : 377, 417

Boeuf (Ghyslaine) : 457,

Boeuf (Marc) : 227, 235, 281, 455, 457

Bolkestein (Fritz) : 611, 612

Borella (François) : 67, 68, 93, 94, 96, 106, 150, 153, 271, 369

Bost (Christine) : 502, 503

Boucheron (Jean-Michel) : 251

Bodin (Marie-Marthe) : 329

Bordeaux (François-Xavier) : 365, 367, 383

Borgel (Christophe) : 566, 573

Bosson (Bernard) : 628

Bouchardeau (Huguette) : 433, 629

Boulard (Jean-François) : 255, 271, 342, 361, 368, 372, 377, 460, 572

Bouretz (Pierre) : 321

Bourguignon (Pierre) : 93, 150, 151, 183, 253, 282, 315, 326, 342, 368, 436, 560, 569, 572

Bousquet (Maurice) : 426

Boutin (Christine) : 328

Bouvier (Henri) : 325

Brana (Pierre) : 31, 32, 33, 34, 39, 41, 77, 108, 109, 114, 115, 123, 124, 125, 129, 131, 132, 136, 137, 140, 142, 147, 150, 151, 153, 156, 160, 165, 166, 170, 183, 184, 185, 193, 209, 213, 214, 216, 220, 233, 234, 236, 238, 244, 250, 255, 257, 263, 265, 269, 270, 272, 273, 275, 276, 278, 281, 288, 290, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 300, 307, 312, 314, 315, 316, 319, 320, 323, 329, 336, 338, 342, 349, 351, 353, 355, 360, 361, 365, 366, 367, 371, 372, 377, 379, 380, 393, 397, 402, 403, 416, 420,

434, 435, 445, 447, 457, 458, 461, 463, 464, 471, 498, 499, 500, 502, 503, 538, 545, 547, 549, 574, 585, 596, 649, 651, 658, 659, 668, 669

Braun (Théo) : 627

Briand (Aristide) : 376

Brillaut (Philippe) : 631

Brune (Alain) : 252, 328, 367, 436

Brunhes (Bernard) : 236

Bussereau (Dominique) : 622

- C -

Cabannes (Michel) : 156, 420

Cambadélis (Jean-Christophe) : 460, 473, 493, 555, 558, 560, 561, 565, 566, 567, 569, 572, 578, 589

Campos (Francis) : 321, 336, 380

Canfin (Pascal) : 584

Carat (Jacques) : 169

Carcassonne (Guy) : 303, 304, 321, 336, 340, 348, 371, 373, 395, 410, 417, 449, 459, 465, 521, 532, 546, 627, 628, 630, 654

Cardo (Pierre) : 436, 538

Carignon (Alain) : 270, 381, 624

Carmona (Maurice) : 108

Carraz (Roland) : 422

Carré (Antoine) : 436, 538

Carrere (Jean-Louis) : 457

Castagnet (Michel) : 233, 236, 336, 338, 339, 348

Castaner (Christophe) : 607

Cathala (Laurent) : 551

Cayrol (Roland) : 113, 115

Cazeneuve (Bernard) : 610

Chaban-Delmas (Jacques) : 124, 144, 145, 163, 165, 236, 272, 312, 366, 367, 414, 455, 575, 601, 625, 651

Chandernagor (André) : 118

Chapuis (Robert) : 31, 32, 33, 34, 39, 41, 66, 67, 68, 82, 86, 87, 93, 94, 96, 100, 105, 106, 109, 111, 113, 117, 121, 122, 123, 127, 129, 130, 133, 134, 135, 137, 138, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 147, 148, 149, 150, 151, 153, 158, 159, 160, 161, 162, 164, 173, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 191, 200, 202, 211, 213, 214, 215, 218, 220, 221, 230, 233, 234, 238, 242, 249, 250, 251, 257, 263, 265, 270, 271, 275, 276, 278, 280, 281, 282, 283, 284, 288, 289, 290, 291, 292, 295, 298, 303, 308, 313, 314, 316, 317, 318, 319, 321, 322, 325, 326, 328, 341, 342, 343, 347, 349, 352, 355, 361, 362, 363, 364, 371, 377, 379, 383, 388, 392, 394, 400, 404, 409, 412, 413, 415, 417, 420, 421, 422, 423, 432, 434, 447, 449, 452, 454, 455, 459, 471, 472, 479, 483, 486, 487, 494, 495, 498, 509, 510, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 525, 526, 527, 528, 531, 532, 534, 537, 542, 545, 546, 549, 550, 568, 572, 574, 581, 596, 649, 658, 659, 660, 662, 663, 665, 669

Chapuisat (Jérôme) : 455, 479, 486, 489

Charamande (Irène) : 140, 150, 151, 213, 220

Charasse (Michel) : 470

Charbonnel (Jean) : 186, 223, 576

Chazalette (André) : 156

Chaze (Henri) : 184, 251

Chérèque (Jacques) : 39, 106, 151, 361, 371, 404, 412, 418, 420, 423, 424, 427, 453, 455, 462, 486, 572

Chevènement (Jean-Pierre) : 19, 105, 121, 130, 131, 155, 158, 160, 175, 193, 198, 210, 213, 214, 217, 218, 219, 228, 229, 237, 239, 241, 272, 274, 279, 308, 310, 316, 345, 347, 371, 372, 397, 399, 421, 422, 425, 437, 443, 470, 490, 508, 586, 602, 603, 608, 617, 660

Chirac (Jacques) : 12, 19, 196, 248, 271, 273, 293, 329, 341, 350, 356, 357, 362, 383, 408, 442, 494, 495, 496, 499, 500, 506, 536, 537, 538, 556, 575, 601, 625, 648, 664, 665

Chirouze (Jean-Louis) : 251

Chomat (Paul) : 433, 505

Ciret (Jean-Paul) : 163, 205, 216, 220, 236, 337

Claverie (Jean-François) : 153, 156, 320, 329

Clergeau (Christophe) : 482
Clostermann (Pierre) : 116
Cohn-Bendit (Daniel) : 97
Colanerie (Philippe) : 220
Collet (Marie-Claude) : 380
Collomb (Gérard) : 136, 344, 378, 567, 604
Colmou (Yves) : 273, 348, 373, 395, 410, 449, 521, 528, 532, 539, 558
Colonna (Jean-Hugues) : 251
Comparini (Anne-Marie) : 507
Conchon (Georges) : 71
Cornu (Augustin) : 105, 155
Cosse (Pierre-Yves) : 163, 232, 321
Cot (Jean-Pierre) : 11, 180, 200, 201, 206, 207, 213, 214, 220, 230, 251, 254, 257, 275, 277, 278, 283, 289, 290, 297, 298, 310, 321, 342, 377, 385, 417, 466, 469, 470
Cottureau (Jacques) : 404, 413, 455
Couve de Murville (Maurice) : 116, 117, 123
Courvoisier (Scarlett) : 232, 236, 244, 377
Crepeau (Michel) : 223
Cresson (Édith) : 273, 356, 388, 406, 408, 409, 411, 421, 425, 623, 629, 630

- D -

Dalbos (Jean-Claude) : 272
Darnault (Anne-Marie) : 163
Darras (Danièle) : 468, 469
Darras (Henri) : 223
David (Dominique) : 337

Debargé (Marcel) : 401

De Beaucé (Thierry) : 625, 630

De Caumont (Robert) : 271, 282, 370

Dassault (Serge) : 582

Debout (Michel) : 433

Debré (Michel) : 575

Defferre (Gaston) : 64, 66, 71, 72, 73, 79, 90, 101, 102, 112, 113, 114, 115, 118, 119, 148, 198, 200, 205, 220, 241, 270, 285, 316, 334, 337, 663

De Foucauld (Jean-Baptiste) : 533, 544

Deforeit (Colette) : 372, 402, 404, 422, 455

De Gaulle (Charles) : 55, 56, 66, 73, 77, 102, 111, 112, 116, 120, 228, 575, 601, 638

De Grailly (Michel) : 86

De la Bretesche (Alix) : 187

De la Fournière (Michel) : 20, 67, 86, 87, 93, 94, 96, 104, 105, 115, 123, 126, 137, 138, 150, 153, 155, 161, 167, 170, 185, 186, 200, 202, 207, 213, 214, 217, 220, 223, 225, 242, 243, 245, 246, 249, 252, 254, 257, 264, 265, 270, 272, 275, 276, 278, 280, 281, 282, 283, 290, 373, 377, 662, 669

De Lavergne (François) : 467

Delanoë (Bertrand) : 302, 310, 552, 559, 561, 563, 565, 566, 567, 568, 588, 656, 666

Delebarre (Michel) : 392, 409

Delebecque (Bernard) : 380

Delhomme (Jean-Pierre) : 366, 464

Delors (Jacques) : 219, 272, 284, 292, 414, 417, 425, 437, 465, 468, 478, 483, 489, 490, 492, 506, 511, 521, 523, 542, 549, 578, 580, 606, 617, 662

Delpirou (Baptiste) : 117

De Margerie (Gilles) : 412

Denoyan (Gilbert) : 336, 337, 340,

Depreux (Édouard) : 14, 18, 49, 50, 51, 54, 56, 59, 60, 61, 62, 65, 73, 79, 83, 84, 85, 91, 92

Dermaux (Stéphane) : 383

Derosier (Bernard) : 551

De Sarnez (Marielle) : 634

Deschamps (Henri) : 165

Deschamps (Yvon) : 363, 378

Desson (Guy) : 88, 89, 95

Destot (Michel) : 132, 150, 368, 381, 433, 521, 523, 557, 560, 561, 565, 569, 570, 571

De Villiers (Philippe) : 470, 605

Dieulangard (Marie-Madeleine) : 421

Dondoux (Jacques) : 510

Dorlhac de Borne (Hélène) : 627

Douffiague (Jacques) : 186, 253, 272

Dray (Julien) : 390, 397, 425, 446, 460, 468, 541, 662

Dreyfus (Tony) : 148, 150, 182, 183, 220, 302, 336, 361, 371, 377, 395, 404, 410, 417, 420, 449, 469, 475, 493, 521, 538, 544, 560, 572

Drom (André) : 220

Duchet (Roger) : 204

Duclos (Jacques) : 112, 113

Dudebout (Hubert) : 71, 72, 270

Duflot (Cécile) : 584

Dufoix (Georgina) : 662

Dufourt (Renée) : 205, 278, 378

Dugoujon (Frédéric) : 184, 250, 268

Du Grannut (Claude) : 667

Duhamel (Olivier) : 469, 475

Dumas (Roland) : 361, 362, 372, 388, 419

Dupoirier (Elisabeth) : 166

Dupont-Aignan (Nicolas) : 404, 412, 576

Durafour (Antoine) : 506

Durafour (Michel) : 371, 433, 506, 624, 627, 628, 629

Durand (Yves) : 211

Durieux (Bruno) : 629

Duroméa (André) : 271

Dusseau (Joëlle) : 34, 41, 108, 137, 157, 165, 166, 281, 320, 329, 365, 367, 379, 380, 381, 382, 383, 385, 393, 420, 435, 436, 455, 456, 457, 458, 461, 499, 500, 501, 502, 503, 668, 669

- E -

Emelien (Ismaël) : 604

Emmanuelli (Henri) : 393, 397, 400, 401, 406, 425, 445, 447, 460, 461, 474, 475, 478, 482, 483, 491, 492, 493, 494, 496, 499, 513, 518, 521, 549, 557, 565, 576, 586, 630

Encrevé (Pierre) : 301, 340, 373, 449, 475, 539

Escande (Jean-Paul) : 321

Esnol (Philippe) : 27

Estier (Claude) : 16, 206, 216, 239, 241, 271, 275, 299, 457, 555

Evin (Claude) : 93, 150, 153, 195, 201, 202, 232, 236, 253, 278, 282, 283, 294, 298, 299, 301, 303, 311, 320, 321, 337, 341, 342, 348, 349, 352, 356, 371, 372, 377, 404, 409, 417, 421, 445, 445, 460, 461, 478, 482, 483, 491, 493, 521, 523, 525, 526, 528, 532, 539, 552, 565

Eydand (Joannes) : 364

Eyraud (Daniel) : 326

- F -

Fabius (Laurent) : 197, 210, 211, 284, 285, 286, 287, 289, 291, 292, 293, 294, 299, 300, 306, 315, 316, 320, 326, 347, 358, 384, 385, 387, 392, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 403, 405, 406, 415, 416, 419, 424, 426, 428, 431, 433, 437, 439, 441, 443, 444, 445, 446, 458, 460, 465, 466, 469, 482, 483, 493, 496, 541, 553, 558, 559, 562, 564, 566, 578, 586, 588, 630

Fabre (Robert) : 148,
Fajardie (Roger) : 310
Faure (Maurice) : 76, 630
Faure (Olivier) : 609
Fauroux (Roger) : 39, 361, 371, 409, 412, 423, 455, 485
Favrie (Annie) : 455
Feit (René) : 252
Ferradou (Marie-Claude) : 412
Ferry (Alain) : 631
Fiévet (Berthe) : 326
Filippetti (Aurélie) : 564
Fillon (François) : 7, 622
Fiterman (Charles) : 274
Flaconèche (Jean-Pierre) : 267, 268, 378
Fleutiaux (Claude) : 587
Foncel (Jean-Paul) : 377, 378, 380, 393, 404, 410, 412, 413, 423, 455, 478, 486, 489, 497, 525, 528, 535
Fontaine (Jean-Marie) : 281
Forni (Raymond) : 555
Fougères (Roger) : 151, 205, 363, 378
Fouks (Stéphane) : 302, 303, 349, 570, 581
Foyer (Jean) : 575
Frachon (Daniel) : 87, 93, 94, 111, 113, 116, 129, 135, 145, 153, 163, 168, 186, 200, 202, 213, 220, 230, 244, 245, 257, 278, 288, 295, 303, 314, 319, 320, 328, 336, 342, 348, 370, 372, 377, 402, 404, 425, 482, 521
Frachon (Martine) : 150, 151, 186, 245, 303, 328, 381, 385, 492, 668
Fraisie (Robert) : 321

Franceschi (Joseph) : 337

François (Sylvie) : 402, 404, 421

Fritsch (Claude) : 311

Frêche (Georges) : 426

Fuchs (Gérard) : 34, 161, 175, 213, 218, 220, 236, 277, 284, 288, 289, 290, 293, 297, 298, 302, 310, 314, 320, 321, 326, 338, 342, 355, 370, 372, 385, 402, 404, 420, 436, 460, 482, 483, 493, 538

- G -

Gabarrou (Jean-Pierre) : 368

Gachet (René) : 378

Garcia (José) : 378, 412, 455, 489, 494, 521, 525, 528, 535

Garmendia (Pierre) : 235, 323

Garnier (Étienne) : 461

Garraud (Marie-France) : 19, 575

Garros (Geneviève) : 328

Gaspard (Françoise) : 200,

Gatel (Jean) : 286

Gau (Jacques-Antoine) : 220, 221

Gaumet (Gilbert) : 223

Genevois (Maurice) : 420

Gerbe (Suzanne) : 85, 86, 157

Girard (Pierre) : 86

Girbal (Etienne) : 72

Giscard d'Estaing (Valéry) : 102, 145, 146, 173, 178, 184, 187, 196, 198, 222, 228, 230, 231, 233, 238, 239, 244, 248, 249, 260, 293, 341, 385, 408, 575, 615, 617, 620, 622, 624, 625

Glavany (Jean) : 446, 449, 553, 555, 558

Godino (Roger) : 163, 298, 321, 373, 455, 485, 535, 557

Gomès (Philippe) : 649

Gond (Michel) : 86, 104, 105, 115, 123, 126,

Gonneau (Jean-Luc) : 369

Got (Pascale) : 502

Gourmelon (Joseph) : 328,

Gouzes (Gérard) : 35, 271, 282, 298, 299, 321, 329, 368, 409, 551

Grangette (Marie-France) : 412

Grandpierre (Michel) : 436

Griveaux (Benjamin) : 604

Groeninck (Jean-Claude) : 123, 137, 185

Gros (Brigitte) : 187

Grunberg (Gérard) : 15, 216, 247, 320, 321, 336, 340, 521

Guéna (Yves) : 575

Guellec (Ambroise) : 370

Guérini (Stanislas) : 604

Guetta (Bernard) : 636

Gueye (Seydou) : 535

Guichard (Olivier) : 575

Guidoni (Pierre) : 155, 193

Guigné (Jean) : 368, 436

Guigou (Élisabeth) : 360, 469, 474, 482, 493, 538, 552, 553, 554, 555, 556

Guyard (Jacques) : 582

- H -

Halimi (Gisèle) : 115, 667

Hamel (Emmanuel) : 250

Hamon (Benoît) : 26, 27, 517, 521, 562, 565, 567, 568, 573, 581, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 606, 607, 656, 662, 666

Henrard (Jacques) : 525

Hernu (Charles) : 18, 73, 76, 207, 209, 211, 219, 250, 271, 324, 330, 337, 347, 378, 520

Hervé (Michel) : 377

Hessel (Stéphane) : 404, 412

Heurgon (Marc) : 14, 79, 84, 85, 91, 92, 97, 109, 110, 111, 113, 123, 131

Hidalgo (Anne) : 7

Hollande (François) : 12, 23, 415, 460, 469, 474, 484, 508, 521, 534, 540, 541, 544, 553, 554, 555, 556, 558, 559, 560, 561, 562, 571, 572, 579, 580, 583, 585, 591, 602, 603, 604, 606, 634, 644, 666, 668

Hory (Jean-François) : 470

Houdebert (Henri) : 235

Houteer (Gérard) : 251, 327

Hubac (Sylvie) : 409

Hubert (Alain) : 369

Huchon (Jean-Paul) : 11, 23, 25, 26, 27, 39, 101, 107, 108, 150, 168, 169, 233, 237, 254, 255, 264, 273, 284, 298, 303, 336, 338, 348, 356, 360, 371, 372, 373, 377, 389, 395, 399, 407, 409, 410, 411, 412, 427, 428, 429, 431, 436, 438, 445, 446, 448, 449, 452, 453, 458, 459, 460, 465, 468, 469, 472, 475, 482, 485, 489, 491, 492, 493, 494, 521, 532, 534, 538, 542, 546, 547, 548, 550, 560, 561, 565, 567, 572, 573, 579, 580, 581, 597, 602, 606, 607, 610, 622, 624, 628, 630, 650, 652, 653, 654, 658

Hue (Robert) : 506, 582

Huet (Bernard) : 170

Huppert (Isabelle) : 368

Huygue (Sébastien) : 559

- I -

Idrac (Anne-Marie) : 631

Imbert (Amédée) : 434, 510

Istace (Gérard) : 251

- J -

Jacq (Marie) : 35, 251, 327, 328, 668

Jaffré (Jérôme) : 163, 216

Janquin (Serge) : 551

Jarry (Robert) : 271

Jeanneney (Jean-Marcel) : 106

Joseph (Jean-Pierre) : 319, 320, 342, 368

Jospin (Lionel) : 9, 50, 197, 224, 225, 241, 249, 255, 263, 264, 266, 267, 271, 274, 276, 277, 279, 281, 282, 283, 284, 306, 307, 308, 309, 310, 314, 318, 322, 324, 335, 342, 350, 378, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 415, 422, 426, 431, 445, 458, 460, 465, 466, 469, 473, 474, 475, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 499, 506, 508, 509, 511, 516, 521, 524, 525, 527, 529, 538, 540, 541, 549, 550, 551, 553, 554, 555, 556, 558, 563, 565, 567, 569, 576, 577, 582, 586, 588, 621, 656, 662, 666

Josselin (Charles) : 207, 220, 253, 257, 266, 328, 342, 367, 421, 439, 442, 538, 560, 565, 569, 572

Joxe (Pierre) : 16, 155, 188, 189, 197, 237, 255, 279, 286, 341, 362, 372, 384, 388, 397

Juanico (Régis) : 587, 600

Juillet (Pierre) : 19, 575

Julien (Raymond) : 166, 185

Julliard (Jacques) : 183, 212, 259, 277, 287, 298

Juppé (Alain) : 23, 271, 305, 500, 525, 536, 575, 577, 601, 602, 611, 616, 621, 622, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 647, 648, 650, 652, 653, 654, 666

Juquin (Pierre) : 357

- K -

Keller (Fabienne) : 557

Kerdraon (Jean-Noël) : 328, 563

Kergoat (Jacques) : 16, 131
Kerguéris (Aimé) : 588
Kolher (Alexis) : 607
Kosciusko-Morizet (Nathalie) : 647
Kouchner (Bernard) : 468, 469, 473, 521, 535
Krivine (Alain) : 132
Kutten (Christiane) : 404, 455

- L -

Labarrère (André) : 329
Laborde (Jean) : 223
Lacan (Gilles) : 321, 369
Lafleur (Jacques) : 374, 585
Laforie (Guy) : 506, 508, 509
Lagrave (Renaud) : 587
Laignel (André) : 266, 279, 295, 362, 446, 469
Lajoinie (André) : 357, 383
Lallier (Jean) : 337,
Lalumière (Catherine) : 272, 323, 468, 469, 470,
Lamaison (Serge) : 456
Lamy (François) : 567, 568
Lang (Jack) : 397, 409, 469, 490, 552, 553, 557
Lannes (Yves) : 163
Lapeyre (Jean) : 413
Lapeyronnie (Gilles) : 321
Laréal (Pierre) : 250, 362, 363, 397

Laroze (Jean) : 413, 455

La Salle (Claire) : 232

Lataste (Laure) : 124, 137, 150, 153, 157, 161, 229, 234, 235, 320, 323, 329, 456

Laurissergues (Christian) : 330

Lavenir (Frédéric) : 321

Lavis (Christian) : 420, 434, 510

Lecanuet (Jean) : 76, 627

Le Carpentier (Janguï) : 455

Lecat (Jean-Philippe) : 253,

Lecaudey (Yves) : 366, 420

Lecuir (Marie-France) : 214, 220, 251, 253, 282, 328, 342

Le Drian (Jean-Yves) : 631

Le Galiot (Catherine) : 273, 301, 321, 336, 377, 410, 521, 528, 667

Le Gall (Gérard) : 395

Le Garrec (Jean) : 34, 93, 129, 134, 138, 142, 144, 145, 146, 150, 151, 153, 154, 158, 180, 183, 201, 271, 492

Le Foll (Yves) : 86, 88, 138, 150

Le Lamer (Jo) : 320, 630

Léotard (François) : 305

Le Pen (Jean-Marie) : 19, 282, 283, 329, 348, 357, 383, 495, 502, 506, 535, 621, 633

Le Pensec (Louis) : 34, 39, 201, 207, 213, 214, 218, 220, 254, 257, 273, 274, 277, 278, 281, 282, 287, 291, 295, 314, 319, 320, 321, 322, 327, 328, 342, 344, 351, 361, 371, 374, 377, 404, 409, 420, 421, 439, 521, 538, 539, 560, 670

Leroy (Roland) : 183, 253

Le Saux (Monique) : 437

Lévy (Bernard-Henri) : 468

Lienemann (Marie-Noëlle) : 213, 277, 280, 281, 283, 291, 314, 320, 342, 352, 372, 397, 468, 493, 541, 634

Lindeperg (Gérard) : 11, 31, 32, 33, 34, 41, 68, 69, 74, 76, 77, 86, 90, 92, 93, 94, 114, 115, 127, 134, 136, 140, 142, 151, 153, 155, 158, 159, 161, 162, 169, 180, 184, 205, 206, 212, 243, 249, 250, 257, 264, 267, 268, 269, 271, 275, 276, 278, 281, 283, 297, 298, 302, 314, 320, 322, 324, 330, 331, 341, 342, 344, 351, 363, 364, 365, 372, 376, 377, 378, 388, 389, 393, 394, 395, 396, 398, 399, 400, 401, 402, 406, 410, 411, 412, 413, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 432, 433, 434, 439, 442, 443, 444, 448, 449, 458, 459, 460, 465, 466, 469, 471, 498, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 521, 538, 544, 545, 549, 552, 557, 574, 597, 607, 650, 651, 658, 669

Lindeperg (Michèle) : 170, 184, 249, 281, 283, 324, 330, 378, 469, 471, 668

Lindeperg (Sylvie) : 380

Lombard (Eric) : 321, 404, 412, 413, 423, 455

Longeot (Henri) : 54

- M -

Machurat (Jean) : 169

Macron (Emmanuel) : 591, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 635, 637, 644, 652, 656, 666

Madelin (Alain) : 305

Madre (Bernard) : 137

Madrelle (Philippe) : 235, 435, 455, 456

Maire (Edmond) : 101, 140, 177, 578

Maisonnat (Louis) : 368,

Malatray (Robert) : 250

Mallet (Serge) : 80,

Manaud (Raymond) : 381

Mandrou (Robert) : 370

Marchais (Georges) : 80, 97, 181, 182, 196, 248, 369

Marchand (Philippe) : 419

Marcus (Claude-Gérard) : 369

Margot-Duclos (Jean-Luc) : 337, 340

Marre (Béatrice) : 249

Martinet (Gilles) : 49, 51, 52, 53, 54, 58, 61, 62, 63, 73, 77, 78, 79, 80, 81, 83, 85, 91, 92, 100, 113, 123, 131, 160, 189, 190, 199, 200, 203, 205, 208, 213, 214, 217, 218, 219, 220, 224, 230, 233, 243, 245, 356, 369, 521, 546

Marti (Claude) : 163, 169

Massin (Isabelle) : 264

Masson (Pierre) : 320, 336, 337

Matalon (Daniel) : 72

Maurice (Alain) : 413

Mauroy (Pierre) : 50, 140, 145, 147, 151, 156, 180, 183, 185, 191, 192, 197, 200, 201, 204, 205, 208, 213, 214, 227, 228, 241, 249, 266, 270, 272, 284, 307, 310, 314, 318, 334, 341, 343, 344, 345, 346, 364, 384, 385, 392, 397, 398, 399, 400, 401, 409, 415, 416, 426, 433, 443, 444, 445, 446, 460, 475, 482, 487, 492, 493, 515, 540, 546, 554, 604, 610, 625, 662, 663

Mayer (Daniel) : 74, 75, 76, 93

Mayer-Rossignol (Nicolas) : 609, 610

Mayoud (Alain) : 250

Mazetier (Sandrine) : 564, 567, 572

Méhaignerie (Pierre) : 370, 431, 624, 626, 628, 629, 630

Mélenchon (Jean-Luc) : 390, 395, 397, 425, 446, 541, 578, 586, 591, 598, 599, 600, 609, 652, 662

Mendès France (Pierre) : 49, 51, 58, 59, 61, 64, 67, 73, 74, 76, 79, 81, 82, 83, 85, 86, 88, 92, 100, 101, 102, 104, 105, 106, 113, 114, 118, 119, 120, 223, 340, 376, 414, 530, 542, 597, 618, 639, 648

Menga (Jean) : 326

Meny (Yves) : 321

Merle (Jean-François) : 23, 25, 26, 93, 153, 216, 236, 264, 273, 303, 373, 377, 380, 521, 550, 574, 579, 598, 617, 654

Mermaz (Louis) : 179, 185, 199, 202, 203, 206, 240, 241, 255, 295, 300, 337, 362, 384, 397, 459, 587

Mexandeau (Louis) : 16, 155

Michallon (Albert) : 72

Michel (Jean-François) : 251

Migaud (Didier) : 312, 539

Mignard (Jean-Pierre) : 404, 521

Millon (Charles) : 507

Minc (Alain) : 645

Miquel (Gérard) : 421

Mistral (Jacques) : 412, 413

Miterrand (François) : 17, 18, 19, 23, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 82, 83, 84, 85, 90, 91, 92, 102, 103, 113, 118, 121, 122, 125, 130, 133, 138, 140, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 149, 151, 152, 155, 157, 158, 162, 163, 171, 173, 174, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 188, 189, 191, 194, 195, 196, 197, 199, 201, 202, 203, 204, 206, 208, 209, 210, 212, 213, 214, 215, 217, 221, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 234, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 251, 253, 254, 255, 256, 257, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 266, 268, 269, 272, 273, 274, 275, 284, 286, 288, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 304, 306, 311, 312, 316, 318, 320, 322, 329, 330, 331, 335, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 349, 350, 351, 352, 352, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 363, 366, 367, 371, 372, 374, 380, 382, 383, 384, 385, 387, 388, 390, 395, 396, 399, 400, 403, 405, 406, 407, 408, 410, 414, 416, 421, 422, 424, 426, 427, 430, 437, 438, 439, 441, 442, 446, 448, 453, 466, 469, 470, 472, 473, 474, 487, 492, 511, 520, 528, 531, 537, 546, 575, 602, 616, 617, 618, 619, 620, 622, 623, 624, 625, 626, 630, 636, 658

Miterrand (Gilbert) : 204, 272, 276, 323, 366

Mollet (Guy) : 18, 49, 50, 51, 61, 62, 64, 65, 69, 72, 73, 74, 75, 76, 79, 80, 83, 91, 92, 102, 161, 192, 211

Mongin (Olivier) : 404

Monnerville (Gaston) : 102

Montcharmout (Gabriel) : 169, 205, 250, 330, 363, 364, 434

Montréal (René) : 270

Montebourg (Arnaud) : 559, 564, 566, 583, 590, 603, 648

Moreau (Jacques) : 220

Morin (Hervé) : 631

Moscovici (Pierre) : 415, 446, 469, 473, 482, 493, 495, 553, 555, 556, 560, 562, 565, 566, 567, 570, 572

Mosssuz-Lavau (Jeanine) : 321

Motchane (Didier) : 310, 317

Mothron (Georges) : 582

Muller (Alfred) : 327, 329

Mutin (Marie-Thérèse) : 317, 469, 541

- N -

Nallet (Henri) : 409, 493

Ndiaye (Sibeth) : 604

Néaoutyne (Paul) : 649

Neiertz (Véronique) : 242, 299, 362, 460

Neuschwander (Claude) : 113

Nicolas (Marc) : 539

Noailles (Simone) : 455, 457

Noël (Jacques) : 379

Noir (Michel) : 250

Notat (Nicole) : 607

Nouvelot (Alain) : 455

- O -

O (Cédric) : 604

Oehler (Jean) : 505

Ollier (Patrick) : 370

Osmin (Mireille) : 56

Outin (Bernard) : 508

- P -

Pasqua (Charles) : 494, 575

Patriat (François) : 35, 253, 328, 368, 377, 409, 436, 538, 570, 572, 609

Paul (Christian) : 589

Pécresse (Valérie) : 651, 652, 653

Peillon (Vincent) : 482

Pélissard (Jacques) : 436

Pelletier (Jacques) : 371, 625, 628

Percheron (Daniel) : 283, 460

Perdrix (Jean) : 86

Perez (Marie-Christine) : 281

Pericard (Michel) : 328

Perinetti (Raymond) : 71

Perreau (Dominique) : 321

Petit (André) : 253

Petit (Philippe) : 236

Petitdemange (Jean-Claude) : 150, 202, 288, 301, 303, 315, 320, 321, 336, 338, 342, 373, 377, 395, 396, 398 399, 413, 417, 426, 445, 449, 475, 521, 538, 557

Peuziat (Jean) : 328, 370

Pévèrelli (Olivier) : 511

Peyrefitte (Cristel) : 168

Peyrelevade (Jean) : 554

Philippe (Édouard) : 602, 647, 648, 649, 654

Philippert (Jean-Philippe) : 434, 507

Philippot (Florian) : 576,

Piaget (Charles) : 142

Pierna (Louis) : 370, 436,

Piet (Denis) : 321

Pilhan (Jacques) : 437

Pintat (Jean-François) : 236

Pintat (Xavier) : 379, 434, 500, 501

Pisani (Edgard) : 163, 201, 213, 216, 220, 228, 229, 230, 231, 246, 376, 637

Pisier (Evelyne) : 321

Pleven (René) : 89, 207

Poher (Alain) : 112, 116

Poignant (Bernard) : 35, 198, 295, 301, 303, 304, 321, 327, 328, 348, 349, 368, 377, 383, 421, 424, 436, 444, 445, 460, 469, 538, 553, 563, 572

Pompidou (Georges) : 111, 112, 117, 141, 576, 601

Pons (Bernard) : 369

Poperen (Jean) : 18, 53, 60, 61, 62, 63, 71, 80, 82, 84, 93, 95, 101, 108, 154, 155, 156, 189, 198, 209, 210, 245, 279, 317, 319, 324, 325, 327, 362, 363, 372, 397, 398, 399, 401, 405, 417, 432, 443, 444, 459, 469, 470, 505

Portheault (Jean-Claude) : 252

Pouyadou (Anne-Marie) : 329, 420

Pouzergues (Liliane) : 521

Prat (Henri) : 329

Prat (Roger) : 88, 89

Prestat (Alain) : 409

Prévot (Hubert) : 216, 233, 237, 264

Priotto (Christine) : 482

Prost (Antoine) : 170, 373

Prunier (Bernard) : 412

Pueyto (Josy) : 329

Pulvar (Audrey) : 651

- Q -

Queyranne (Jean-Jack) : 363

Quilès (Paul) : 197, 201, 203, 226, 240, 241, 242, 245, 248, 265, 271, 460, 492, 617, 662

- R -

Rastoin (Jacques) : 72

Rausch (Jean-Marie) : 627, 629

Rauscher (Alain) : 321

Raveaud (Paul) : 404, 413, 455, 525,

Ravier (Guy) : 369, 370, 426

Reagan (Ronald) : 305

Reggui (Marcel) : 123, 126, 137,

Reymann (Marc) : 370, 538

Richard (Alain) : 34, 93, 94, 107, 138, 153, 195, 201, 237, 255, 267, 277, 280, 283, 291, 301, 310, 328, 336, 342, 347, 348, 351, 352, 356, 363, 368, 372, 377, 402, 404, 432, 433, 436, 447, 460, 482, 521, 526, 538, 539, 547, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 559, 560, 562, 565, 569, 609, 634

Rigaudiat (Jacques) : 539

Ringuet (Pierre) : 91

Rigaud (Jean) : 250

Ripert (Jean-Maurice) : 321, 539

Riquet (Georges) : 86

Rives (Andrée) : 281, 330

Robert (André) : 404

Rocard (Michèle) : 232, 298, 336

Rocard (Sylvie) : 23, 607

Rochet (Waldeck) : 79

Rollot (Jean-Michel) : 377

Rousselot (Michel) : 321

Rosanvallon (Pierre) : 177, 178, 189, 190, 233

Roudy (Yvette) : 327

Rous (Jean) : 204,

Roussel (Pierre) : 220

Rousset (Gaston) : 168

Rossinot (André) : 271, 369, 624

Royal (Ségolène) : 415, 474, 563, 564, 566, 568, 573, 583, 588, 606, 633, 634, 635, 644

Royer (Jean) : 631

Rozès (Simone) : 362

Rudloff (Marcel) : 384

Rufenacht (Antoine) : 271

- S -

Saillard (Simone) : 151, 205

Sainte-Marie (Michel) : 156, 166, 204, 323

Saintonge (Lucien) : 89

Salomon (André) : 140, 211, 302, 320, 336, 373, 546

Salvator (Jacques) : 449, 565

Sanguedolce (Joseph) : 504, 505, 506

Sannier (Henri) : 355

Sapin (Michel) : 35, 252, 282, 286, 289, 290, 295, 298, 299, 300, 301, 303, 320, 321, 336, 340, 341, 342, 348, 349, 368, 377, 399, 402, 404, 409, 420, 421, 436, 437, 493, 521, 526, 529, 537, 553, 555, 556, 560, 565, 572

Sarkozy (Nicolas) : 11, 494, 536, 574, 577, 584, 588, 591, 596, 621, 631, 633, 635, 636

Sarre (Georges) : 244, 265, 279, 281, 603,

Saumade (Gérard) : 426

Saunier (Claude) : 317

Sauvageot (Jacques) : 100, 123

Savary (Alain) : 18,19, 49, 50, 51, 79, 161, 201, 220, 285

Scanvic (Frédéric) : 539

Schwartzenberg (Léon) : 468

Schwartzenberg (Roger-Gérard) : 502

Schreiner (Bernard) : 251, 321

Séguin (Philippe) : 470, 536, 578

Séjourné (Stéphane) : 604

Seligmann (Françoise) : 191

Sellier (Michèle) : 413, 455

Serna (Pierre) : 644

Servan-Schreiber (Jean-Jacques) : 64, 124, 224

Servet (Georges) : 50, 55

Sérusclat (Franck) : 331

Soisson (Jean-Pierre) : 371, 427, 624, 627, 628, 629, 630, 631

Sommeille (Yvonne) : 159, 251

Sonneville (Pierre) : 117

Soulage (François) : 135, 150, 151, 153, 158, 236, 255, 321, 413, 423, 450, 451, 455, 486, 488, 525, 535, 542, 544

Spitz (Bernard) : 405, 607

Stasi (Bernard) : 624, 629

Stasse (François-Xavier) : 163, 237

Stirn (Olivier) : 374, 625, 627, 629

Stoléru (Lionel) : 625

Strauss-Kahn (Dominique) : 443, 444, 445, 446, 473, 474, 482, 493, 495, 516, 519, 538, 541, 547, 553, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 569, 570, 571, 577, 580, 588, 603, 604, 656, 666

Sueur (Jean-Pierre) : 34, 35, 93, 94, 153, 217, 252, 253, 255, 270, 271, 272, 285, 289, 298, 299, 301, 303, 328, 336, 341, 342, 348, 373, 377, 383, 384, 385, 409, 421, 436, 483, 491, 493, 496, 521, 523, 526, 531, 538, 545, 554, 557, 572, 609, 610, 650, 658, 663

- T -

Taddéi (Dominique) : 161, 192, 200, 201, 209, 213, 214, 220, 221, 263, 277, 278, 281, 291, 298

Tanguy-Prigent (François) : 59, 89,

Tapie (Bernard) : 468, 469, 470, 471, 472, 473, 490, 509

Taquet (Adrien) : 604

Tasca (Catherine) : 361, 409, 421, 538, 553, 569, 572

Tavernier (Yves) : 220, 271, 282, 368,

Tenaillon (Paul-Louis) : 328

Terrasse (Pascal) : 510

Terrier (Christian) : 378

Teston (Michel) : 510

Thatcher (Margaret) : 305, 385

Thibon (Joseph) : 270

Thinat (René) : 170, 186

Thiollière (Michel) : 506, 507, 508

Thiriez (Frédéric) : 337, 338, 340, 341, 393, 405, 412, 455

Thorez (Maurice) : 71, 113

Tjibaou (Jean-Marie) : 374, 585

Tondon (Yvon) : 224

Torre (Henri) : 510

Toubon (Jacques) : 271

Touraine (Alain) : 233

Touraine (Marisol) : 410, 561, 570, 572, 597, 668

Trautmann (Catherine) : 302, 315, 328, 370, 371, 377, 384, 385, 395, 396, 421, 466, 467, 469, 493, 496, 505, 523, 526, 528, 529, 535, 536, 538, 539, 547, 553, 555, 556, 557, 566, 609, 662, 668

Troglic (Antoine) : 106

Trottet (Laurent) : 377

Tsipras (Alexis) : 599

- V -

Vaillant (Daniel) : 206, 396, 446, 473, 539, 555, 556, 559

Valade (Jacques) : 236, 366

Valleix (Jean) : 365, 367, 379, 383, 435, 436, 456

Vallon (Louis) : 576

Valls (Manuel) : 23, 26, 27, 302, 303, 349, 420, 425, 445, 452, 460, 490, 493, 517, 521, 525, 548, 553, 561, 562, 563, 567, 568, 570, 578, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 600, 601, 602, 604, 605, 606, 607, 611, 647, 648, 651, 652, 653, 656, 662, 666

Varoufakis (Yànis) : 599

Vayssade (Marie-Claude) : 224, 236, 283

Verdier (Robert) : 50, 51

Veron (Marc) : 220

Védrine (Hubert) : 16, 623

Veil (Simone) : 282, 371, 385, 622, 627, 629, 630, 667

Vial (Bernard) : 336

Vianes (Georges) : 348

Vibert (Gérard) : 379

Vilar (Jean) : 71

Villegas (Maurice) : 433, 503

Villiard (Richard) : 369

Vincent (Maurice) : 509

Viollet (Jean-Claude) : 552

Viveret (Patrick) : 177, 178, 203, 206, 209, 214, 218, 219, 220, 224, 233, 243, 245, 303, 340, 389, 404, 455, 485, 489, 524, 542

Voynet (Dominique) : 431

- W -

Weben (Jean-Pierre) : 218, 245, 281

Weber (Henri) : 580

Weygand (Lucien) : 478

Worms (Jean-Pierre) : 161, 167, 201, 213, 218, 220, 277, 291, 377, 417, 489, 634

- Z -

Zémor (Pierre) : 35, 163, 168, 169, 231, 232, 233, 236, 238, 244, 247, 301, 302, 303, 320, 327, 336, 337, 338, 339, 340, 356, 369, 658

Zemmour (Eric) : 653

Table des matières

| | |
|---|-------------|
| Introduction..... | p.5 |
| Première partie) Naissance et structuration du courant rocardien : affirmation d'acteurs politiques fidèles à Michel Rocard (1956-1981)..... | p.45 |
| <u>Chapitre 1 : Le Parti socialiste unifié, un premier lieu de sociabilité pour fidèles rocardiens....</u> | <u>p.49</u> |
| I) Les premiers pas du PSU..... | p.49 |
| <i>A) Le parti de la guerre d'Algérie.....</i> | <i>p.50</i> |
| 1) L'année 1956, rupture et renouveau..... | p.50 |
| 2) Le fondement du PSU : l'opposition à la guerre d'Algérie, une cause très rocardienne..... | p.55 |
| 3) Le besoin d'un nouveau souffle..... | p.59 |
| <i>B) Partir sur de nouvelles bases.....</i> | <i>p.61</i> |
| 1) La fronde mendésienne..... | p.61 |
| 2) Alfortville, le congrès de la nouvelle chance..... | p.62 |
| 3) 1964 : la gauche en mouvement..... | p.64 |
| 4) Robert Chapuis, Gérard Lindeperg : l'heure de l'engagement pour Rocard..... | p.66 |
| <i>C) Le PSU sur le terrain : le défi électoral.....</i> | <i>p.69</i> |
| 1) Les municipales de 1965, une première expérience..... | p.69 |
| 2) Aborder la présidentielle de 1965..... | p.71 |
| 3) Le triomphe de François Mitterrand..... | p.75 |
| 4) La donne complexe du PSU..... | p.78 |
| II) S'affirmer au sein de la gauche..... | p.80 |
| <i>A) Le colloque de Mai 1966 : l'éclosion de Michel Rocard.....</i> | <i>p.80</i> |
| <i>B) Le PSU, un acteur reconnu de la gauche.....</i> | <i>p.83</i> |

| | |
|--|--------------|
| C) 1967, les rocardiens et la campagne du PSU..... | p.85 |
| D) L'avènement de Michel Rocard : les fondements d'un courant politique..... | p.91 |
| III) Une série de coups d'éclat rocardiens..... | p.96 |
| A) La tempête du printemps 1968..... | p.96 |
| 1) Le PSU, partie prenante de Mai 68..... | p.96 |
| 2) L'occasion manquée du projet de transition socialiste : un échec pour le PSU..... | p.100 |
| 3) Le second souffle étouffé : les législatives de juin 1968..... | p.103 |
| 4) Pierre Brana, le nouvel engagement et la remobilisation..... | p.107 |
| B) 1969, l'année de la percée..... | p.111 |
| 1) La présidentielle de 1969 : la campagne Rocard..... | p.111 |
| 2) Un coup de projecteur magistral : une élection contre Maurice Couve de Murville..... | p.115 |
| <u>Chapitre 2 : Le chemin de croix des rocardiens : des tensions au PSU à la marginalité dans le Parti socialiste (1969-1977).....</u> | <u>p.121</u> |
| I) Une ligne de crête étroite..... | p.122 |
| A) Faire face aux obstacles..... | p.122 |
| 1) Les rocardiens plongés dans la tempête interne..... | p.122 |
| 2) L'offensive de François Mitterrand : le PSU bousculé..... | p.130 |
| 3) Le défi de la troisième voie autogestionnaire..... | p.133 |
| 4) Les législatives de 1973 : l'épreuve de vérité..... | p.135 |
| B) Le chant du Parti socialiste..... | p.139 |
| 1) Le glissement de Michel Rocard vers le Parti socialiste..... | p.139 |
| 2) La présidentielle de 1974 : troubles au PSU..... | p.141 |
| 3) Une autonomie à rude épreuve : résister ou se rallier au parti à la rose ?..... | p.143 |

| | |
|---|-------|
| II) La difficile entrée en « Mitterrandie » | p.152 |
| <i>A) Une entrée sans tambours</i> | p.153 |
| 1) Le basculement des rocardiens..... | p.153 |
| 2) L'arrivée au PS : le mur derrière la porte..... | p.154 |
| 3) La désillusion..... | p.157 |
| <i>B) La restructuration du courant rocardien</i> | p.158 |
| 1) Les bases d'une nouvelle organisation rocardienne..... | p.158 |
| 2) L'amendement Martinet : le premier baroud..... | p.160 |
| 3) Pierre Brana et Joëlle Dusseau, l'épreuve sur le terrain..... | p.165 |
| 4) L'enjeu du local, un baptême du feu pour les rocardiens..... | p.166 |
| | |
| <u>Chapitre 3: La nouvelle entreprise du courant rocardien : s'imposer au Parti socialiste (1977-1981)</u> | p.173 |
| I) Les gauches dans les tranchées | p.174 |
| <i>A) Nantes, le congrès de la discorde : l'offensive de Michel Rocard</i> | p.174 |
| 1) Le point de rencontre : Nantes, juin 1977..... | p.174 |
| 2) Le discours de la rupture : la théorie des deux gauches..... | p.175 |
| 3) Une réception difficile... pour les rocardiens..... | p.179 |
| <i>B) Se battre pour exister</i> | p.180 |
| 1) Les rapports compliqués entre clans..... | p.180 |
| 2) Les élections législatives de 1978 : un rapport de force et enjeu d'ancrage pour les rocardiens..... | p.182 |
| 3) L'offensive rocardienne..... | p.188 |
| 4) Les limites du dispositif : être seuls contre tous..... | p.191 |
| | |
| <i>C) Michel Rocard, le trop parfait</i> | p.193 |

| | |
|---|--------------|
| 1) Les escarmouches..... | p.193 |
| 2) Michel Rocard, une image pleine de promesses..... | p.195 |
| 3) La riposte du clan Mitterrand..... | p.197 |
| <i>D) Le rendez-vous de Metz.....</i> | <i>p.200</i> |
| 1) Des étincelles en perspective..... | p.200 |
| 2) Le moment du congrès de Metz..... | p.205 |
| 3) Un succès rocardien mitigé..... | p.208 |
| II) Objectif 1981 : la quête élyséenne des rocardiens..... | p.215 |
| <i>A) Une ambition perceptible.....</i> | <i>p.216</i> |
| 1) Les rocardiens face au défi de l'élection présidentielle..... | p.216 |
| 2) Michel Rocard, singulier et ambivalent..... | p.221 |
| 3) Une galaxie rocardienne mobilisée..... | p.222 |
| 4) Le brasier du Parti socialiste..... | p.224 |
| <i>B) L'opération Rocard.....</i> | <i>p.227</i> |
| 1) L'offensive de Michel Rocard..... | p.227 |
| 2) Les dessous d'une stratégie..... | p.230 |
| 3) La percée rocardienne en Gironde : les sénatoriales de 1980..... | p.234 |
| 4) Michel Rocard, un décollage raté..... | p.236 |
| <i>C) Une ascension interrompue.....</i> | <i>p.240</i> |
| 1) Le moment Mitterrand, un coup dur pour les rocardiens..... | p.240 |
| 2) Les rocardiens face à la candidature Mitterrand..... | p.242 |
| 3) Une victoire avant tout mitterrandienne..... | p.248 |

| | |
|--|-------|
| Deuxième partie) L'ambiguïté des rocardiens : être fidèle à Michel Rocard sous la présidence Mitterrand. Le courant rocardien, une gauche d'opposition interne ? (1981-1995). | p.258 |
| <u>Chapitre 4 : L'inconfortable position des minoritaires</u> | p.261 |
| I) La victoire des uns est la défaite des autres | p.262 |
| <i>A) Rentrer dans le rang à marche forcée</i> | p.262 |
| 1) Le prix du rassemblement..... | p.262 |
| 2) Valence, le congrès de la fausse unité (octobre 1981)..... | p.265 |
| 3) La marginalisation permanente des rocardiens..... | p.266 |
| <i>B) Le besoin de compter ses forces</i> | p.268 |
| 1) Les élections territoriales, une occasion de parfaire le maillage..... | p.268 |
| 2) La menace derrière le remaniement..... | p.272 |
| 3) 1983, la remobilisation rocardienne..... | p.274 |
| <i>C) Une longue série de complications</i> | p.276 |
| 1) Les premières fissures du courant rocardien..... | p.276 |
| 2) Le tribut du rassemblement..... | p.279 |
| 3) Le sac de nœuds des élections européennes..... | p.282 |
| 4) La goutte de trop : Laurent Fabius à Matignon..... | p.284 |
| II) Le courant rocardien : un parti dans le parti | p.287 |
| <i>A) Le difficile redémarrage de la machine rocardienne</i> | p.287 |
| 1) Le débat interne au courant : s'affirmer, mais comment ?..... | p.287 |
| 2) Les limites d'une affirmation..... | p.289 |
| 3) Le retour du <i>leader</i> | p.292 |
| 4) ... mais un retour feutré..... | p.294 |

| | |
|--|-------|
| <i>B) Un nouveau coup d'éclat : démissionner pour garder le contrôle.....</i> | p.295 |
| 1) La bombe..... | p.295 |
| 2) Un motif plus complexe qu'il n'y paraît..... | p.295 |
| <i>C) Le plan de bataille des rocardiens.....</i> | p.301 |
| 1) Un courant bien structuré..... | p.301 |
| 2) La quête d'originalité des rocardiens..... | p.304 |
| 3) L'enjeu : peser dans le parti quitte à croiser le fer..... | p.305 |
| 4) La pression de Michel Rocard..... | p.311 |
| III) Le courant rocardien et la difficulté du long-terme..... | p.312 |
| <i>A) Michel Rocard, la force active.....</i> | p.313 |
| 1) Une menace très prise au sérieux..... | p.313 |
| 2) 1985 : le triomphe de Toulouse..... | p.314 |
| 3) La nouvelle dynamique rocardienne..... | p.318 |
| <i>B) Les prétentions électorales : le retour du plafond de verre.....</i> | p.322 |
| 1) Des préparatifs éprouvants pour les rocardiens..... | p.322 |
| 2) Petites tensions entre camarades..... | p.325 |
| 3) Le bilan mitigé des législatives de 1986 pour le courant rocardien..... | p.327 |
| 4) Des difficultés à tous les échelons..... | p.329 |
| <i>C) Un travail de fond intense : une vraie idéologie rocardienne.....</i> | p.331 |
| 1) La nouvelle ambition rocardienne..... | p.331 |
| 2) La mise en marche de la machine intellectuelle..... | p.332 |
| IV) La présidentielle de 1988 : une nouvelle course pour le sommet..... | p.335 |
| <i>A) Un état des lieux du courant rocardien.....</i> | p.335 |

| | |
|--|--------------|
| 1) La machine rocardienne lancée vers l'élection suprême..... | p.335 |
| 2) Une machine imparfaite : une route semée d'embûches..... | p.340 |
| <i>B) Un climat interne électrique.....</i> | <i>p.344</i> |
| 1) Lille, le calme avant la tempête..... | p.344 |
| 2) L'équation rocardienne : équilibre et retenue..... | p.346 |
| <i>C) Mitterrand, l'inpugnable.....</i> | <i>p.351</i> |
| 1) Une équipe rocardienne active, mais un horizon bouché..... | p.351 |
| 2) Le sprint final des rocardiens..... | p.353 |
| 3) Faire face à une nouvelle déception..... | p.355 |
| <u>Chapitre 5 : Une nouvelle exposition, le risque Icare.....</u> | <u>p.359</u> |
| I) « Méfie-toi de Mitterrand, c'est quand il te sourit qu'il a le poignard le plus solide dans la main », Jacques Chirac..... | p.359 |
| <i>A) Une nomination inattendue.....</i> | <i>p.360</i> |
| 1) Matignon, tremplin ou traquenard ?..... | p.360 |
| 2) L'épreuve des législatives : les rocardiens face à leurs territoires..... | p.362 |
| 3) Matignon, la prison dorée..... | p.371 |
| <i>B) Des succès pour le courant.....</i> | <i>p.373</i> |
| 1) La nouvelle organisation du courant, le moment Lindeperg..... | p.373 |
| 2) La Gironde, terre de Cocagne rocardienne..... | p.379 |
| <i>C) La frénésie des rocardiens : enjeu d'influence et jeux de pouvoir.....</i> | <i>p.380</i> |
| 1) L'activisme nécessaire : les rocardiens face à l'ascension parallèle de Laurent Fabius..... | p.380 |
| 2) L'activisme intellectuel : forger une ligne européenne rocardienne..... | p.368 |

| | |
|--|--------------|
| II) L'enjeu de l'indépendance envers et contre tout..... | p.387 |
| <i>A) Ne pas être broyé par l'appareil mitterrandiste.....</i> | <i>p.387</i> |
| 1) La difficulté : exister dans un parti hostile..... | p.387 |
| 2) La méthode : s'illustrer par les idées..... | p.391 |
| <i>B) Une lutte de tous les instants.....</i> | <i>p.392</i> |
| 1) L'attitude : rendre les coups..... | p.392 |
| 2) Le lieu : les rocardiens au congrès de Rennes..... | p.396 |
| 3) Le projet : poursuivre une affirmation sur le long terme..... | p.402 |
| | |
| III) La feuille de route de Michel Rocard : s'affirmer et s'imposer comme dauphin..... | p.405 |
| <i>A) Une nouvelle stature à travailler.....</i> | <i>p.405</i> |
| 1) Une brutale fin de bail à Matignon..... | p.405 |
| 2) Un espace à conquérir, un potentiel à exploiter : un bilan et une équipe mis à contribution.... | p.409 |
| <i>B) Le labyrinthe de Solférino.....</i> | <i>p.414</i> |
| 1) Une nouvelle donne interne au Parti socialiste..... | p.414 |
| 2) Les rocardiens et le parti unitaire, un nouveau pari..... | p.416 |
| <i>C) Le crépuscule de l'ère Mitterrand : l'opportunité pour prendre la lumière.....</i> | <i>p.419</i> |
| 1) Le fiasco des élections territoriales de 1992..... | p.419 |
| 2) Un tremplin idéal pour Michel Rocard..... | p.422 |
| 3) La réalité des choses : des dissensions insurmontables et des performances irrégulières..... | p.424 |
| <i>D) Un projet de rénovation complète de la gauche.....</i> | <i>p.429</i> |
| 1) Le « big-bang » selon Michel Rocard : la destruction et la renaissance..... | p.429 |
| 2) Un « big-bang » électoral : la « rocardie » soufflée par la Bérézina de 1993..... | p.432 |
| 3) Les rocardiens face à l'urgence du rebondissement..... | p.438 |

| | |
|--|-------|
| <u>Chapitre 6 : De l'élévation à la chute. Les conséquences collectives d'un échec de Michel Rocard.....</u> | p.441 |
| I) La conquête du parti..... | p.442 |
| <i>A) Prendre les rênes du parti : quelles perspectives ?.....</i> | p.442 |
| 1) La prise de contrôle de l'appareil socialiste..... | p.442 |
| 2) Un triomphe qui divise..... | p.447 |
| 3) La volonté de refonder le Parti socialiste..... | p.449 |
| <i>B) Les rocardiens au cœur du grand fourmillement.....</i> | p.450 |
| 1) L'activisme des Clubs..... | p.450 |
| 2) L'entreprise de Michel Rocard : préparer le changement..... | p.452 |
| 3) Quelle place pour les Clubs dans ce changement ?..... | p.454 |
| 4) La crise girondine..... | p.455 |
| <i>C) « Le changement c'est maintenant ! ».....</i> | p.458 |
| 1) Le sacre de Michel Rocard : enfin un PS rocardien ?..... | p.458 |
| 2) La réflexion existentielle des clubs..... | p.462 |
| 3) La revanche locale de Pierre Brana..... | p.463 |
| II) La fin d'une espérance..... | p.464 |
| <i>A) L'échéance européenne de 1994 : un coup de poker périlleux.....</i> | p.465 |
| 1) Être candidat ou ne pas être, telle est la question..... | p.465 |
| 2) Un important travail de fond..... | p.466 |
| 3) Le toboggan vers l'abîme..... | p.468 |
| <i>B) Les rocardiens orphelins.....</i> | p.473 |
| 1) Un courant décapité..... | p.473 |

| | |
|---|-------|
| 2) Le défi des loyautés..... | p.476 |
| 3) La recherche d'un renouveau incertain..... | p.478 |
| 4) Rénover un parti, relancer les clubs : l'émiettement du courant rocardien..... | p.482 |

C) Faire du Rocard sans Michel Rocard..... p.489

| | |
|---|-------|
| 1) Jacques Delors, le Rocard bis ?..... | p.489 |
| 2) Lionel Jospin, le nouvel espoir..... | p.492 |
| 3) Repartir de zéro ? Le dilemme des clubs..... | p.496 |

III) Le retour au local..... p.498

A) Pierre Brana et Joëlle Dusseau, un couple en marge du courant..... p.499

B) Gérard Lindeperg, la croisade stéphanoise..... p.503

C) Robert Chapuis, vers de nouveaux horizons..... p.509

Troisième partie) La « rocardie » après Michel Rocard : acteurs d'un courant en déshérence et ramifications nébuleusesp.514

Chapitre 7 : Un héritage insaisissablep.517

I) La rénovation par les clubs, le renouveau du PS : comment régénérer le rocardisme ?p.517

A) Le chantier de Robert Chapuis..... p.518

1) Robert Chapuis et le PS : le constat d'une impasse.....p.518

2) Se recentrer sur les idées.....p.519

3) Convaincre, un acteur de la rénovation.....p.521

B) Initiatives de fidèles rocardiens..... p.522

1) Les réorganisations d'un courant égaré.....p.522

2) Un réveil mouvementé.....p.525

3) Les défis de Convaincre.....p.526

| | |
|---|--------------|
| 4) Un rassemblement salutaire..... | p.527 |
| <i>C) Le rapport de force : peser face au Parti.....</i> | <i>p.530</i> |
| 1) Une organisation pour penser l'avenir..... | p.530 |
| 2) Recomposition, dissolution, nouvelle donne : l'impossible aboutissement..... | p.536 |
| 3) Un équilibre scabreux..... | p.542 |
| <i>D) La vaine quête de l'incarnation.....</i> | <i>p.545</i> |
| 1) Les racines du vide..... | p.545 |
| 2) Les rocardiens face au néant..... | p.549 |
| 3) Une recomposition dédaléenne..... | p.551 |
| 4) Le cycle de la décomposition : renouveau et éparpillement..... | p.558 |
| II) La guerre des deux roses..... | p.573 |
| <i>A) Michel Rocard, un absent omniprésent.....</i> | <i>p.573</i> |
| 1) L'impossible successeur..... | p.573 |
| 2) Quand la mémoire se rappelle..... | p.577 |
| 3) La trace d'un bilan..... | p.580 |
| <i>B) Les frères ennemis.....</i> | <i>p.581</i> |
| 1) Manuel Valls, Romulus rocardien..... | p.581 |
| 2) Benoît Hamon, Remus rocardien..... | p.585 |
| 3) Un héritage commun, deux parcours dissonants..... | p.589 |
| <i>C) Quel rocardisme en 2017 ?.....</i> | <i>p.591</i> |
| 1) Les deux gauches irréconciliables..... | p.591 |
| 2) Un néo-rocardisme possible ?..... | p.595 |

| | |
|---|--------------|
| 3) La complexité des époques..... | p.600 |
| <i>D) Un arbre généalogique tortueux.....</i> | <i>p.602</i> |
| 1) Le prétendant surprise..... | p.602 |
| 2) Les nouveaux rocardismes divergents..... | p.607 |
| 3) La difficulté de la loyauté en politique..... | p.610 |
| <u>Chapitre 8 : Le courant rocardien, acteur des recompositions politiques ?.....</u> | <u>p.615</u> |
| I) « Michel Rocard d’Estaing », les faits derrière la médisance..... | p.615 |
| <i>A) Une gauche ouverte, trop ouverte ?.....</i> | <i>p.616</i> |
| 1) « La modération est une discipline, pas une facilité », Alain Juppé..... | p.616 |
| 2) Michel Rocard, la gauche fréquentable ?..... | p.618 |
| <i>B) L’ouverture de 1988.....</i> | <i>p.623</i> |
| 1) L’idée de l’ouverture, un coup politique..... | p.623 |
| 2) Une petite recomposition politique..... | p.626 |
| 3) ...qui ne dure pas..... | p.629 |
| II) Gauche rocardienne et droite modérée : les vases communicants ?..... | p.632 |
| <i>A) Un bloc central, dernier héritage rocardien ?.....</i> | <i>p.632</i> |
| 1) Michel Rocard, la dernière mue..... | p.632 |
| 2) La grande discussion Rocard-Juppé : un livre sans barrières..... | p.636 |
| 3) Les contours d’un nouvel espace : la question théorique du centre..... | p.642 |
| <i>B) Un nouveau « big-bang » inachevé.....</i> | <i>p.647</i> |
| 1) Les passerelles modérées..... | p.647 |
| 2) L’appréciation des rocardiens sur la scène politique actuelle..... | p.649 |
| 3) Le grand flou des clivages..... | p.651 |

| | |
|---|--------------|
| Conclusion..... | p.657 |
| Sources..... | p.672 |
| Bibliographie..... | p.722 |
| Annexes..... | p.748 |
| Dictionnaire des rocardiens..... | p.793 |
| Liste des sigles utilisés..... | p.815 |
| Index des noms propres..... | p.818 |